



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

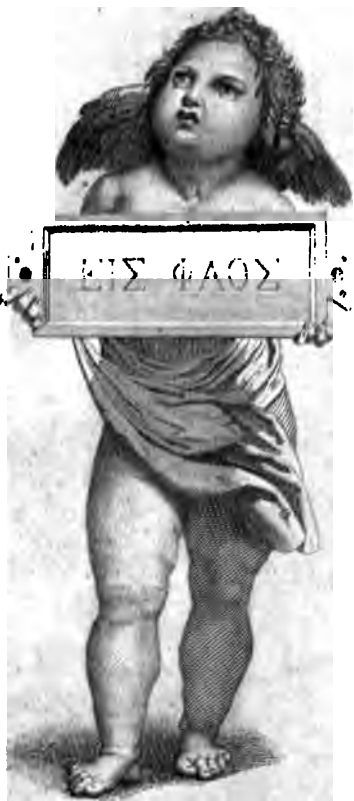
À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

NYPL RESEARCH LIBRARIES



3 3433 06728065 5



George Bancroft

A

BIOGRAPHIE

UNIVERSELLE

ANCIENNE ET MODERNE.

SUPPLÉMENT,

OU

SUITE DE L'HISTOIRE , PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE, DE LA VIE PUBLIQUE
ET PRIVÉE DE TOUS LES HOMMES QUI SE SONT FAIT REMARQUER PAR
LEURS ÉCRITS, LEURS ACTIONS, LEURS TALENTS, LEURS VERTUS OU
LEURS CRIMES.

OUVRAGE ENTièrement NEUF,

RÉDIGÉ PAR UNE SOCIÉTÉ DE GENS DE LETTRES ET DE SAVANTS.

On doit des égards aux vivants ; on ne doit aux morts
que la vérité. (Volz., première Lettre sur Œdipe.)

TOME SOIXANTE-QUATRIÈME.



A PARIS,

CHEZ L.-G. MICHAUD, LIBRAIRE-ÉDITEUR,
RUE RICHELIEU, N^o 67.

—
1838.

x.m.p.



THE LENOX TILDEN AND TILDEN FOUNDATION

NEW YORK

1924

BIOGRAPHIE
UNIVERSELLE
ANCIENNE ET MODERNE.
SUPPLÉMENT.

FAU—FU.

PARIS, IMPRIMERIE DE PAUL DUPONT ET C^{ie},
Rue de Grenelle-St-Moréd, N. 55.

ROYAL CANADIAN
MOUNTED
POLICE

BIOGRAPHIE

UNIVERSELLE.

SUPPLÉMENT.

F

FAUCHE-BOREL (Louis), l'un des hommes qui montrèrent le plus de zèle et de dévouement à la cause du royalisme pendant la révolution, était cependant né dans une république (à Neuchâtel, en Suisse, le 12 avril 1762), d'une famille protestante, que la révocation de l'édit de Nantes avait forcée de sortir de France : ainsi aucun motif ne devait l'attacher à cette cause. Mais, d'un caractère ardent et naturellement enthousiaste, il accueillit avec beaucoup d'empressement, dans l'atelier d'imprimerie qu'il possédait à Neuchâtel, tous les émigrés que les premiers désordres de la révolution contraignirent de se réfugier en Suisse. Leurs conversations et leurs confidences ajoutèrent à son exaltation. Il imprima pour eux beaucoup de brochures (*Voy. FROUILLON*), dans ce but, et il fut exilé de sa patrie pendant six mois, en 1793, parce qu'il avait imprimé le Testament de Louis XVI dans un almanach. En 1795, il abandonna définitivement toutes ses affaires pour se vouer sans réserve à la cause de Louis XVIII; et il fut chargé de la part du prince de Condé, par le comte de Montgail-

lard, de faire au général Pichegru des propositions, afin de l'engager à quitter les drapeaux républicains, et à passer avec son armée au service des Bourbons. En cas de succès, un million d'argent comptant, la direction de l'imprimerie royale et le cordon de Saint-Michel devaient être la récompense de Fauche. Dans le cas de non-succès, il eut la promesse qu'il lui serait compté une somme de mille louis, pourvu toutefois qu'il abordât Pichegru, et qu'on pût lui communiquer les intentions du prince. Il prit le nom de *Louis*, pour suivre cette négociation périlleuse, et s'associa un M. Courant qui fit avec lui plusieurs voyages à Huningue, à Bâle, à Strasbourg et à Mulheim, où se trouvait le prince de Condé. Le 14 août de cette même année, il se présenta devant Pichegru, à son quartier-général d'Altkirch, sous prétexte de lui dédier un ouvrage inédit de J.-J. Rousseau; et, après quelques mots insignifiants sur cet objet, il lui dit, avec un grand courage, le véritable motif de sa visite. Pichegru n'hésita pas, et promit de seconder la cause royale, si cependant il était assuré

de la coopération des Autrichiens. Fauche-Borel se rendit auprès du prince de Condé, pour lui faire part de l'heureux commencement de sa mission ; il reçut aussitôt de nouvelles instructions, et l'ordre d'aller suivre cette importante affaire. Arrivé à Strasbourg, centre de l'armée française, il y prit son domicile ; et, afin d'écarter tout soupçon, il s'annonça comme désirant acheter une maison pour y établir une imprimerie. Il se lia avec plusieurs officiers de l'armée française, et prépara tous les capris à l'exécution de ses plans, correspondant toujours avec le prince de Condé. Mais le Directoire exécutif, qui venait de s'installer, reçut quelques avis, et Pichegru fut rappelé ; Fauche lui-même fut arrêté, le 21 novembre 1795, à Strasbourg, comme agent des princes. Heureusement on ne trouva rien dans ses papiers qui pût le compromettre, et il fut remis en liberté. Au mois de juin 1796, Louis XVIII le chargea d'une nouvelle mission auprès de Pichegru, alors retiré en Franche-Comté. Ce général adressa au prince une lettre dans laquelle, en lui répétant la promesse de servir sa cause, il faisait sentir la nécessité d'abandonner des projets partiels et sans résultat, pour attendre que de grands événements militaires amenassent une occasion décisive. Fauche remit cette réponse au roi ; et, vers le même temps, il fut envoyé par ce prince auprès de l'archiduc Charles, commandant l'armée autrichienne, pour lui faire connaître l'utilité du séjour du roi à l'armée de Condé, ce à quoi il ne réussit point. Pichegru ayant été nommé président du conseil des cinq-cents, Fauche-Borel se rendit à Paris, d'après les intentions des princes. La révolu-

tion du 18 fructidor (4 sept. 1797), vint renverser tous ces plans de contre-révolution. Fauche se trouva nominativement enveloppé dans la proscription de cette époque ; et sa correspondance avec Pichegru, saisie dans les équipages du général autrichien Klinglin, servit de base à l'exposé de la conspiration que publia le Directoire. Neant pas rester chez lui, il se réfugia dans la maison d'un certain David Monnier, avec lequel il avait eu des relations commerciales. Là, dès le lendemain même du 18 fructidor, cet infatigable agent des Bourbons s'occupa de nouer les fils d'un nouveau complot, dans l'intérêt de ces princes. Il sut amener David Monnier à le mettre en rapport avec Barras, qui ne s'était opposé au mouvement royaliste que parce qu'on ne s'était pas confié à lui (Voy. BARRAS, LVII, 197). Dès le mois d'octobre, le directeur lui fit donner, sous le nom de Borelly, un passe-port pour sortir de Paris. Fauche, après avoir couru les plus grands dangers avant d'arriver à la frontière, passa en Angleterre, et y attendit des communications que Barras s'était engagé à faire pour Louis XVIII. Ces communications furent portées à Hambourg, par David Monnier, qui devait de là les faire parvenir en Angleterre à Fauche-Borel, lequel n'attendait que leur arrivée pour se rendre auprès du roi à Mittau, et les lui remettre. Monnier, ayant rencontré à Hambourg un autre agent des princes, crut devoir se confier à lui (1). Cet incident amena des confusions et des malentendus, qui retardèrent l'envoi des lettres de Louis. Fauche-Borel eut toutefois, en An-

(1) C'était l'indivert et léger marquis de La Maisonfort, (Voy. ce nom, en Supp.).

gleterre, la satisfaction de *serrier dans ses bras son admirable Pichegru* (ce sont les expressions de ses Mémoires). Il informa ce général des dispositions de Barras, en faveur de la maison de Bourbon, et n'eut pas de peine à le faire entrer dans cette nouvelle intrigue. Ayant enfin reçu les lettres qu'il désirait, Fauche se hâta de se rendre à Hambourg, voulant se concerter avec David Monnier; mais celui-ci en était parti, après l'avoir long-temps attendu. Cet incident ne diminua pas la confiance du roi en son courageux serviteur. On peut en juger par la réponse que ce prince fit à La Maisonfort, qui voulait obtenir des pouvoirs pour suivre, en Allemagne, avec Monnier, la négociation que Fauche avait liée à Paris. « Si je n'écris pas à M. Fauche-Borel, dans cette occasion, disait le monarque, c'est parce que j'ignore s'il est à Hambourg; mais les sentiments que je vous exprime à son égard ne sont pas nouveaux pour lui. Vous ne trouverez pas non plus étrange que ma sensibilité à son zèle soit encore plus vive qu'au vôtre. Il n'est Français que de cœur, vous l'êtes de naissance; mais que Dieu nous aide, il ne tiendra qu'à Louis (Fauche-Borel) de le devenir aussi. » Enfin, Monnier revint à Hambourg; Fauche-Borel et La Maisonfort le virent, et s'entendirent avec lui sur les dispositions de Barras, et sur ce qu'il exigeait du roi, pour prix de ses services. Ils allèrent aussitôt à Mittau porter ces dernières communications. On peut voir à l'article BARRAS de quelle nature elles étaient. A la suite de cette entrevue, le roi chargea Fauche et La Maisonfort de se rendre auprès de l'empereur de Russie, Paul I^{er}, afin d'instruire de ce qui

se passait ce prince, qui venait d'offrir à Louis XVIII un asile dans ses états. Les deux agents du roi de France prirent la route de Berlin, où ils devaient recevoir des passe-ports. Mais l'envoi de deux agents en Russie ayant paru inutile, La Maisonfort partit seul pour Saint-Pétersbourg; et Fauche, après avoir vu une seconde fois Louis XVIII à Mittau, reçut l'ordre d'aller s'établir à Wesel et de correspondre avec Monnier, qui était retourné à Paris, afin d'instruire Barras des heureux préliminaires de cette négociation. Impatient de ne recevoir, depuis deux mois, aucune nouvelle du Directeur, Fauche profita du départ d'un courrier, que le cabinet prussien envoyait à Paris avec des dépêches, pour faire parvenir une lettre à Barras. Cette lettre, conçue de manière que le Directoire pouvait en prendre connaissance, fut remise dans une séance à Barras lui-même, qui ne put se dispenser de la montrer à ses collègues. M. de Talleyrand, ministre des relations extérieures, proposa de communiquer avec Fauche, par le moyen de M. Eyriès (2) qu'il envoyait alors en mission à Clèves. Celui-ci vint à Wesel trouver Fauche-Borel, qui, jugeant que cette voie indirecte de communication avec Barras n'était rien moins que sûre et prompt, écrivit une seconde lettre, pour le prier de vouloir bien lui envoyer quelqu'un qui pût retourner immédiatement à Paris. Barras fit partir alors pour Wesel son confident intime, le chevalier Guérin de Saint-Tropez, avec qui Fauche-Borel put s'expliquer dans une entière confiance, et auquel il remit des lettres-

(2) M. Eyriès, l'un des savants les plus distingués de cette époque, est un des collaborateurs de la *Biographie universelle*.

patentes du roi pour Barrau. Le succès de leur plan paraissait assuré, lorsque la révolution du 18 brumaire vint le renverser, en éloignant Barrau du gouvernement. Découragé par ce revers, Fauche prit la résolution de se livrer exclusivement aux travaux de sa profession : il partit pour Londres, où un de ses amis l'appelait, afin d'y établir une imprimerie et une librairie française. Alors se négociait le traité d'Amiens ; et quelques personnes dévouées aux Bourbons crurent qu'il importait, plus que jamais, de réconcilier Moreau, qui était à Paris, avec Pichegru qui se trouvait à Londres. Fauche fut encore choisi pour aller porter à Moreau des paroles de réconciliation, de la part de son ancien chef. Il trouva ce général amiable à la démarche de Pichegru, et très-disposé à entrer dans ses vues. Mais Fauche, qui avait été tant de fois signalé à la police de Bonaparte, ne tarda pas à être arrêté par ses ordres, et fut conduit au Temple. Il parvint néanmoins encore, du fond de cette prison, à ouvrir des communications avec Moreau, par le moyen de son neveu Vitel (frère de celui qui a péri si malheureusement) et de Fresnières, secrétaire de ce général ; mais la détention prolongée de Fauche détermina Moreau à se servir d'un autre intermédiaire ; et cet agent fut l'abbé David, qui bientôt après fut arrêté. Il y avait déjà dix-huit mois que Fauche était détenu au Temple, lorsque Bonaparte, voulant tirer de lui des aveux contre Moreau, le fit interroger par divers agents, notamment Desmarest et Réal. Ces interrogatoires furent inutiles : Fauche ne fit aucun aveu, et il ne cessa de protester contre sa détention, en déclarant sujet du roi de Prusse. Ce-

pendant plusieurs personnes, dévouées pour la même cause, avaient commis des indiscrétions. On conçut des inquiétudes pour Pichegru, qui devait arriver à Paris ; dans cette conjoncture Fauche tenta de s'évader : il y réussit ; mais, trahi par la personne même qui lui avait donné asile, il fut ramené au Temple, dix-huit heures après son évasion, et jeté dans un cachot. Le conseiller-d'état Réal vint l'interroger de nouveau. Toutes les questions roulèrent sur ses relations avec Pichegru et Moreau ; il persista dans une négative absolue, et resta encore dix-huit mois prisonnier. Enfin les instances de Lacchesnui, ambassadeur de Prusse, et une lettre de son souverain lui-même, déterminèrent Bonaparte à le mettre en liberté. Des gendarmes le conduisirent jusque sur le territoire prussien. Arrivé à Wracl, Fauche fut informé, par le baron de Hardenberg, que le gouvernement français exigeait qu'il ne retournât pas à Neuchâtel. Il partit alors pour Berlin ; obtint une audience du roi et de la reine, et recueillit de la bouche de Frédéric Guillaume ces paroles remarquables : « Je vous ai suivi depuis huit ans, et je n'ai rien ignoré de vos constants efforts pour le service du roi de France. Vous avez été bien malheureux d'avoir affaire à ce comte de Montguillard, dont j'ai lu les Mémoires (3). » Fauche s'établit à Berlin, et ne cessa de

(3) On ne peut pas douter que les révélations qu'en sa qualité de sujet prussien, Fauche fit au cabinet de Berlin, n'aient beaucoup aidé à la cause des royalistes de France. Il est sûr, par exemple, qu'en 1799 ce fut le ministre Mangwilt qui fit connaître à Noyon les rapports de Barrau avec les agents de Louis XVIII, et que Noyon se hâta d'en faire part à Bonaparte, lequel se servit de ce moyen pour renverser Barrau et faire échouer tous les projets de ce directeur en faveur des Bourbons.

de nouveaux services à la cause Bourbonnaise. Il fut chargé, en bre 1804, par le comte d'André, d'imprimer, à dix mille exemplaires, une déclaration adressée aux Français par Louis XVIII. A cette époque, les desseins de Bonaparte sur la Prusse n'étaient plus un secret. Fauche suggéra au cabinet l'idée d'appeler des États-général Moreau, pour opposer des lenteurs et sa renommée à Bonaparte. Le roi lui demanda, à ce sujet, des conformes à celles qu'il avait envoyées à M. de Novosilzoff, ambassadeur de Russie à Berlin, et qu'on inséra dans ses *Mémoires*. Cependant il réussit à faire répandre en France un grand nombre d'exemplaires de la déclaration de Louis XVIII. Bonaparte, informé de ces démarches, envoya, à la fin de 1805, trois ambassadeurs à Berlin, pour faire des réclamations contre lui. Fauche-Borel courait le risque d'être arrêté, même dans cette capitale ; mais instruit à temps par la reine, il se rendit à Londres, passant par Hambourg, où il eut une conférence avec M. de Fersen, ministre des Affaires étrangères, si dévoué à la cause des Bourbons, et par Lunébourg, où il eut plusieurs audiences du roi de Hanovre. Arrivé à Londres dans le mois de janvier 1806, il reçut l'ordre de se rendre, sous la surveillance et l'invocation du duc d'Angoulême, cette correspondance si étonnante et si fugitive que le prétendant entretenait avec Perlet (*Voy. ce Suppl.*) ; et rêvant toutes les nouvelles intrigues, songeait à se faire trouver pour la cause de nouveaux appuis, il adressa à Louis XVIII un projet tendant à la nomination du maréchal Berthier. Il soigna encore dans le même temps

une correspondance particulière avec d'Entraignes et Puisaye. En 1813, quelques partisans du roi, trompés par les agents de Bonaparte, et surtout par Perlet, avaient été amenés à regarder comme possible le débarquement du duc de Berri sur les côtes de France. Fauche-Borel fut envoyé à Jersey, pour voir si cette entreprise était praticable. Les renseignements qu'il obtint le convainquirent du contraire ; et il fit tous ses efforts pour empêcher ce voyage, qui infailliblement eût été fatal au prince, puisqu'il fût tombé dans un piège tendu par la police de Bonaparte, et que dirigeait spécialement le préfet de police de Paris. Peu de mois après, quand Louis XVIII, quittant le séjour d'Hartwell, se rendit à Londres pour rentrer en France, ce prince remarqua Fauche-Borel parmi la foule, dans l'hôtel de Crillon où il était descendu, et lui tendit les mains avec bonté, en lui disant : « Je suis bien aise de vous revoir, mon cher Louis ; nous nous reverrons. » Lorsque le roi arriva à Calais, son épouse s'étant engagée dans sa décoration de l'ordre de la Jarretière, Fauche, n'écoulant que son zèle, se précipita aux pieds du monarque pour le délivrer de cette entrave ; mais le comte de Blacas, toujours occupé d'éloigner du prince ceux dont il pouvait redouter le crédit, parut scandalisé de cette liberté. « Soyez tranquille, lui dit le roi, c'est Fauche qui me rend un nouveau service. » De si douces paroles et de si heureux souvenirs semblaient promettre au dévoué Neuchâtelois une très-large part dans la restauration de la monarchie, et il se hâta d'accourir dans la capitale à la suite de Louis XVIII. Mais, installé aux Tuileries, ce prince n'y

fut plus aussi accessible qu'à Mittau et Hartwell. Fauche y rencontra encore le comte de Blacas toujours prêt à l'éloigner ; et ce qu'il y eut de plus fâcheux , c'est que son ancien ami , le compagnon de ses intrigues , La Maisonfort , se réunit au comte pour le calomnier et le tenir écarté. Ce fut en vain qu'il essaya de parler du million , du cordon de Saint-Michel , et de la direction de l'imprimerie royale , autrefois promis par le prince de Condé , au nom du roi. Il ne put pas même une seule fois s'approcher d'un trône , dont le rétablissement lui avait causé tant de fatigues , l'avait exposé à de si grands périls ! Se rappelant alors qu'il était Prussien , il se chargea de divers messages pour le ministre Hardenberg , et l'accompagna à Londres , pendant le séjour que les souverains alliés firent dans cette ville. A leur départ , il se rendit à Neuschâtel , sa patrie , où il arriva le jour même que le roi de Prusse y faisait son entrée ; et , quand ce monarque en partit , il le suivit jusqu'à Zurich. En revenant en France , il fut chargé par le gouvernement de Berne et par celui de Lansanne de deux dépêches pour Louis XVIII , dans lesquelles on faisait connaître les trames qui s'ourdissaient dans le pays de Vaud , et la correspondance que Joseph Bonaparte entretenait avec l'île d'Elbe et l'intérieur de la France. Il revint à Paris , au mois d'octobre 1814 , dans l'intention de s'y fixer , et surtout d'y suivre l'exécution des promesses qui lui avaient été faites , pour obtenir enfin le juste salaire de tant de travaux et de dangers ! Il avait bien reçu , dans le cours de ses voyages et de ses missions , quelques sommes et quelques dédommagements à ses peines ; mais ses goûts ,

on doit en convenir , étaient fort dispendieux. Cette vie si aventureuse , si active , avait encore ajouté à la fougue de ses passions , et ses besoins étaient toujours beaucoup plus grands que le trésor de Louis XVIII n'était riche à cette époque. De toutes les sommes qu'il avait reçues de ce prince et aussi des Anglais , il ne lui restait donc absolument rien ; et , loin de là , il avait beaucoup de dettes , et ses créanciers , qui croyaient qu'enfin le jour de la fortune était arrivé pour eux et pour lui , le pressaient vivement. Il résultait de tout cela qu'un événement , que Fauche avait pendant vingt ans attendu , auquel il avait sacrifié sa vie tout entière , le plaçait dans la position la plus cruelle ! Cependant il ne pouvait renoncer à ses anciens goûts , à ses habitudes. Ce fut dans ce temps-là qu'il s'efforça de faire parvenir au roi des avis utiles , et de la nature des communications qu'il avait transmises de la Suisse. Au mois de novembre 1814 , il vit plusieurs fois Barras , qui lui donna des renseignements importants sur les desseins et les espérances des agents de Bonaparte. Fauche eut , à ce sujet , des entretiens fréquents avec le duc d'Havré , qui , seul de la cour de Louis XVIII , le traitait avec bonté. Quelques jours avant le 20 mars , il se présenta aux Tuileries , pour démentir les fausses nouvelles par lesquelles on inspirait à la cour une dangereuse sécurité. Le 16 , le comte de Goltz , ambassadeur de Prusse , lui confia ses dépêches et celles des autres ministres étrangers pour le congrès de Vienne. Il était en outre chargé d'instructions verbales. Arrivé à sa destination , il vit successivement MM. de Hardenberg , Wellington et de Talleyrand. Ce dernier l'accueillit avec d'autant plus d'em-

ement, que, depuis onze jours, il n'avait reçu aucune lettre officielle de Prusse. Après ces différentes entrevues, dix conférences avec l'archiduc Charles, Fauche fut chargé par le roi de Prusse, qui se trouvait alors à Berlin, d'une lettre pour le roi des Français. Il partit le 13 avril, et arriva le 22 à Gand, où il se présenta le même jour à M. de Blacas, qui lui demanda de remettre ses dépêches ; il se rendit ensuite auprès de M. de Jaucourt pour lui remettre les dépêches de M. de Talleyrand ; mais, en rentrant à son logis, il eut la visite du directeur de la police de Gand, qui lui intima l'ordre de quitter cette ville dans les vingt-quatre heures. Ce fut en vain que Fauche fit, pendant trois jours, de nombreuses démarches les plus actives auprès de plusieurs personnages importants, qu'il s'efforça de parvenir jusqu'à eux ; deux gendarmes lui furent donnés pour escorte ; et, le 26 avril, il fut transféré à Bruxelles et jeté dans la prison de la citadelle. Il ne dut sa liberté qu'aux vives sollicitations du baron de Brockhausen, ministre de Prusse à Bruxelles, qui donna un passe-port et des ordres pour le prince de Hardenberg. Arrivé le 7 mai à Vienne, Fauche eut pas de peine à se laver, aux yeux du roi de Prusse et de son ministre, de l'accusation ridicule d'avoir servi Bonaparte au détriment de la Prusse, accusation qui avait été le prétexte de son arrestation. Il étala avec orgueil sa justification dans un mémoire adressé au roi de France. Enfin, après le retour de ce prince à Paris, le comte de Goltz fit de nombreuses diligences auprès du gouvernement français pour prendre, dans les archives de la police, tous les renseignements possibles sur la conduite

de Fauche-Borel ; et il résulta de ses recherches la justification la plus complète. Mais, dans cet intervalle, son zèle avait trouvé de nouvelles occasions de se signaler. Étant revenu à Neuchâtel, il y reçut la nouvelle de la bataille de Waterloo, et se mit aussitôt en devoir de concourir au rétablissement de la monarchie. Ce fut par ses démarches que le commandant du fort de Joux arbora le drapeau blanc, sans attendre les ordres du maréchal Jourdan. Quelques jours auparavant, il avait, par son crédit, procuré des fonds pour le service du roi à M. Gaëtan de La Rochefoucauld, qui commandait un corps de volontaires royaux, à la tête duquel ce général pénétra en Franche-Comté, par la frontière de Suisse. Enfin, le 7 juillet, il avait écrit au maréchal Jourdan, qui commandait à Besançon, pour lui demander un sauf-conduit qui lui permît d'arriver jusqu'à lui, afin de le seconder dans ses efforts pour arborer le drapeau blanc. Revenu à Paris, au mois d'octobre 1816, Fauche y reprit le cours de ses démarches et de ses sollicitations, se flattant d'obtenir enfin des récompenses qu'il lui était dues à tant de titres. M. de Blacas n'était plus auprès du roi, mais d'autres l'avaient remplacé dans la faveur du monarque ; et ceux-là, serviteurs plus nouveaux et sans titres connus à la faveur des Bourbons, étaient encore moins disposés à récompenser d'anciens services. Le pauvre Fauche fut donc encore repoussé : on chercha même à le calomnier, à nier des services que l'on payait si mal. Ce fut alors qu'il se crut obligé de tout dévoiler, et qu'il fit paraître un volume in-8°, sans nom d'imprimeur ni de libraire, mais portant au frontispice ces mots :

Paris, imprimé aux frais de l'auteur, 1815, sous ce titre : Précis historique des différentes missions dans lesquelles M. L. Fauche-Borel a été employé pour la cause de la monarchie, suivi de pièces justificatives, avec cette épigraphe : Periam pro munera. Cet ouvrage fut lu avec beaucoup d'empressement ; mais comme Fauche y parlait assez mal de plusieurs hommes en faveur, la plus grande partie de l'édition fut saisie par la police royale, et ce volume est devenu très-rare : quelques exemplaires ont des feuilleta cartonnés. On y remarqua surtout une accusation très-grave contre Perlet, avec qui Fauche avait en si long temps des relations dans les intérêts du roi. Rétiré depuis peu par des pécuniaires irrécouvrables, il s'était accusé que cet homme avait abusé de sa crédulité et de celle du roi Louis XVIII lui-même, de la manière la plus horrible ; qu'il avait attiré perfidement à Paris son neveu Vitet, pour le livrer à la police, enfin qu'il avait causé la mort de ce malheureux jeune homme. Perlet (*Voy. ce nom, au Suppl.*) répondit à ce Mémoire, en accusant lui-même son adversaire d'avoir trahi la cause qu'il défendait. Il ne resta plus alors à Fauche d'autre moyen pour se justifier que de traduire en justice le sieur Perlet. L'amnistie accordée à tous les crimes révolutionnaires ne lui permettait pas de l'attaquer comme meurtrier de son neveu ; et il ne put former d'autre plainte que celle de calomnie. Des Mémoires très-curiens furent publiés dans cette affaire ; et, après des débats fort longs, auxquels le public parut mettre de l'intérêt, il fut établi, par un jugement du tribunal de police correctionnelle, en date du 24 mai 1816, que Perlet

était un escroc et un infâme ennemi, que Fauche n'avait manqué à l'honneur. Son trié fut complet, et personne ne put de sa loyauté et de son invariabilité à la cause des Bourbons ; mais lui donna aucun moyen de payettes. Ce ne fut que plus tard Monsieur, frère du roi, lui fit un toment sur sa cassette. Pour le mal il se vit obligé de retourner en Angleterre, où il vécut d'une pique qui lui avait autrefois accordée nièrs britannique et qu'il lui jours continués. Le roi de Prusse qui il avait bien avec rendu qu'arrivés, ne lui donnant pas d'a lui envoya des lettres de noblesse ; des-lors on le vit ajouter un d'signature, et prendre le titre de seiller d'ambassade prussien encore plusieurs voyages en Prusse, puis il revint à s'écarter de nouveau à toutes les. De plus en plus désespéré rien obtenir, et pressé par ses créanciers, il ne d'un d'moyen, ce fut de publier de *malins* ; mais loin qu'il en tirât bénéfice, il fallut au contraire l'imprimeur et le rédacteur (Brauvenant, LVII, 361), et il vendit à peine quelques exemplaires de son livre. Il contient cependant des détails utiles pour l'histoire mais le style en est d'une prolixité excessive, et Fauche le pressa qu'à quatre vol. in-8° qu'il a portraits et de fac-simile. Les manuscrits achevèrent de tout tête du malheureux. Neuf à Ne pouvant plus rester à Paris, vendit dans sa patrie en juillet et dès les premiers jours de sept les journaux annoncèrent que, d'moment de désespoir, il s'était par la fenêtre, et qu'il avait expi

le-champ. On trouva dans ses poches l'écrit suivant : « Je recommande mon âme à Dieu , et lui demande le pardon de mes péchés. Je déclare être innocent de ce dont mes ennemis voudraient m'accuser sur ma fidélité envers mon roi , que je porte dans mon cœur. Je suis la victime d'une intrigue dirigée par des ennemis puissants qui m'ont tendu un piège ; mais mon auguste maître saura me rendre la justice que je réclamerai de ses bontés pour moi. Je recommande ma chère fille et son intéressante famille à S. M. le roi de Prusse , mon généreux souverain ; à S. M. britannique et à S. M. Charles X. Je supplie LL. MM. de s'intéresser à soulager cette intéressante mère , et de la mettre à même de soigner l'éducation de ses six enfants. J'ose supplier S. M. Charles X de déverser sur ma fille la rente de 5000 fr. qu'elle m'accordait. Je supplie le ministère britannique d'accorder sa bienveillance à ma famille en me continuant son intérêt. Je pardonne en bon chrétien à tous mes ennemis ; je recommande aussi à mes créanciers de l'indulgence ; je pense qu'ils pourront être tous couverts de ce qui leur est dû , mais si ce n'était pas le cas, je les prierais de ne pas m'accabler. » Un des journaux de l'opposition libérale (*le Figaro*) rendit compte de cet événement d'une manière assez piquante. « Le pauvre homme ! dit-il, il s'était tant donné de tourments et de peines pour le bien et profit de la légitimité.... Qui n'avait osé parler de son dévouement et de ses Mémoires , de sa bouillante fidélité et de ses trente-six ans d'intrigues ? Eh bien ! tout cela a fini

« par la misère , par l'abandon et le suicide. Servez donc avec l'ardeur de l'amour la cause des grands et des puissants, si vous n'êtes grand vous-même ! Mourir de faim et sauter par la fenêtre, voilà la fin de Fauche ; de lui, qui disait naïvement avoir fait pour la chute de Napoléon autant et plus que les huit cent mille baïonnettes étrangères dont nous avons vu la France un moment bérissée.... Voyez-le , au premier retentissement de la révolution française, quitter son atelier d'imprimerie, et, don Quichotte de la politique, s'enrôler dans la chevalerie errante des conspirations. De Neuchâtel il court à Paris, de Paris à Berlin, à Vicence, à Mittau, à Londres ; partout où il faut un agent dévoué, il est là. Il va, infatigable, ourdissant ça et là force complots, ayant eu maintes cours de royales audiences, recevant de secrètes et importantes missions, conspirant avec des généraux de la république et des chefs de la coalition ; ensuite perdu de la diplomatie, se jetant tantôt dans les camps, tantôt dans les villes, et plus d'une fois dans les prisons. Enfin, après avoir bien agi, bien couru, il vit luire, arriver et s'accomplir cette restauration pour laquelle il avait tant travaillé. Alors , pour le coup , le pauvre Fauche rêva le bonheur ; alors il crut qu'on allait le récompenser avec de l'or, le récompenser avec des honneurs ; qu'on allait payer tous ses services d'une main généreuse et libérale , et pourtant on ne pensa pas à lui ; bien d'autres étaient là à convoier et à prendre. Alors il demanda hautement son salaire ; mais comme il n'était ni grand seigneur, ni valet de cour ,

« on le laissa se morfondre à toutes
 « les portes : il frappa par-ci et
 « par-là , et on ne lui répondit nulle
 « part ; puis , comme il entraînait en
 « colère , et qu'il se plaignait amère-
 « ment de l'ingratitude des grands ,
 « on lui rit au visage. Il se mit à pu-
 « blier des Mémoires , pensant ainsi
 « réveiller et forcer l'attention de
 « ceux qui l'avaient employé , et
 « ceux-ci ne lurent pas les Mémoi-
 « res. Alors , désespéré , Fauche jeta
 « un douloureux regard sur les longs
 « jours consumés au service d'une
 « cause qui ne le touchait en rien ,
 « et il regretta ses travaux , ses
 « agitations et ses dangers. Puis ,
 « après une longue méditation sur
 « l'ingratitude des grands , il ouvrit
 « sa fenêtre , et sauta du quatrième
 « étage dans la rue. Et ceux qu'il
 « avait servis pendant trente ans ne
 « s'en émurent pas plus que s'il se
 « fût agi de votre mort ou de la
 « mienne... » Outre les publications
 de Fauche que nous avons indiquées ,
 il a fait paraître , dans son procès
 contre Perlet , deux Mémoires rédigi-
 gés par Lombard de Langres. Il a
 publié à Londres , en 1807 , deux
Notices sur les généraux Pichegru
 et Moreau. M—Dj.

FAUCHER (CÉSAR ET CONSTAN-
 TIN) , frères jumeaux , célèbres par
 leur union et leur fin tragique , na-
 quirent à La Réole en 1760. Etienne
 Faucher , leur père , d'une famille
 originaire du Limousin , avait quitté
 le service militaire pour les fonc-
 tions diplomatiques qu'il avait rem-
 plies avec honneur , et s'était retiré
 en dernier lieu dans ses foyers , avec
 la croix de Saint-Louis et le titre de
 commissaire des guerres. Ses deux
 fils reçurent une éducation sévère qui
 leur donna un tempérament vigou-
 reux et prépara l'entier développe-

ment de leurs facultés. En 1780 , ils
 entrèrent officiers dans un régiment
 de dragons et se firent en même temps
 recevoir avocats. La révolution les
 compta parmi ses partisans ; on les
 vit attentifs aux débats des assem-
 blées , se prononcer pour la monar-
 chie constitutionnelle et obtenir
 l'estime de Necker , de Bailly et de
 Mirabeau. César fut mis à la tête de
 l'administration du district de La
 Réole et des gardes nationales de
 l'arrondissement. Constantin , com-
 missaire du roi , puis maire de La
 Réole , signala son administration
 par des actes de bienfaisance et de
 désintéressement pendant la disette
 et les inondations qui désolèrent le
 pays. Après l'événement funeste du
 21 janvier , César osa parler de
 Louis XVI avec éloge , et paraître en
 deuil lorsqu'il eut à proclamer l'at-
 tentat de la Convention. Les deux
 frères embrassèrent alors le parti de
 la Gironde , et bientôt vinrent cher-
 cher un asile dans les camps. Ils
 formèrent un corps franc d'infante-
 rie sous le nom d'*Enfants de La*
Réole , et se transportèrent dans la
 Vendée comme volontaires. Ils pas-
 sèrent successivement par les diffé-
 rents grades , jusqu'à celui de gé-
 néral de brigade , qui leur fut conféré
 simultanément sur le champ de ba-
 taille. Leur dévouement à la répu-
 blique ne pouvait être mis en doute ;
 cependant , criblés de blessures pour
 le service de leur pays , ils furent trou-
 vés suspects et transférés à Rochefort ,
 où le tribunal révolutionnaire les con-
 damna à perdre la tête. L'échafaud
 était dressé pour eux , lorsque le re-
 présentant Léquino fit surseoir à
 l'exécution ; le jugement fut révisé ,
 et la liberté fut rendue aux deux
 frères , qui allèrent dans leur famille
 pour hâter leur convalescence. L'état

de leur santé ne leur permettant pas de rentrer en activité, ils se firent réformer. S'étant retirés à La Réole ils eurent occasion de rendre d'éminents et nombreux services dont s'accrut encore la grande influence dont ils jouissaient dans la contrée. César, envoyé par ses concitoyens près les comités du gouvernement, après le 9 thermidor, se créa de nouveaux titres à leur reconnaissance et usa particulièrement de son crédit en faveur des familles d'émigrés. Après le 18 brumaire, il fit partie du conseil-général de la Gironde, et son frère Constantin fut nommé sous-préfet de La Réole. En 1803, ils rentrèrent dans la vie privée. Le désir de maintenir leur étroite union les fit renoncer au mariage et confondre leur fortune assez considérable. César la compromit par des spéculations malheureuses auxquelles il s'était livré à Paris. De ce moment les deux jumeaux vécurent dans la retraite, environnés de nombreux amis. En 1814, voyant le territoire envahi, ils offrirent de défendre la rive droite de la Garonne, et furent refusés. Sans quitter leur maison, ils ne laissèrent pas de donner de l'ombrage aux Anglais, qui les signalèrent comme des citoyens dangereux, prenant part sans aucun titre aux opérations des armées, et les menacèrent d'un conseil de guerre. Leur opposition à la restauration leur suscita beaucoup d'ennemis. César fut insulté à Bordeaux, mis aux arrêts et reçut ordre de sortir de la ville dans les vingt-quatre heures. Les Faucher se trouvaient à Paris au 20 mars; ils furent décorés de la Légion-d'Honneur et attachés à l'armée des Pyrénées-Orientales. César fut envoyé à la chambre des représentants, et Constantiu, élu maire, fut

le commandement de La Réole et de Bazas, quand le département fut déclaré en état de siège. Le 21 juillet, l'ordre de cesser leurs fonctions leur fut transmis. Néanmoins Constantin fit encore acte d'autorité le lendemain. Ce jour même le drapeau blanc fut insulté. Les gardes royaux accoururent menaçants à La Réole. Les jumeaux se retranchèrent dans leur maison comme dans une forteresse, d'où ils écrivirent au général Clausel. Cette lettre remise au préfet les perdit. La visite de leur demeure fut faite par le commandant de gendarmerie, et ils furent traduits devant le procureur du roi, puis transférés au fort du Ha, non sans courir de grands dangers. Le 22 septembre ils parurent devant le conseil de guerre. La rapidité de la procédure ne leur permit pas de trouver de défenseurs; ils plaident eux-mêmes leur cause, et l'on fut étonné de la facilité avec laquelle chacun reprenait le fil des idées de celui qui avait cessé de parler. Condamnés comme coupables d'avoir usurpé l'autorité, excité à la guerre civile et comprimé l'élan de la fidélité, ils en appelèrent à un conseil de révision qui le 27 confirma la première sentence. Les deux frères s'embrassèrent en sortant de prison, marchèrent sereins au supplice, saluant en souriant leurs connaissances et refusant les secours de la religion. Ils ne voulurent ni se mettre à genoux, ni souffrir qu'on leur bandât les yeux. César commanda le feu. Leur rassemblement était singulier; leurs parents avaient peine à les reconnaître, et dans leurs garnisons ils portaient une fleur différente à la boutonnière, pour prévenir les méprises. Ils s'étaient trouvés à un dîner avec le docteur Gall, qui leur palpa le crâne qu'ils firent dé-

garnir de cheveux; il leur prédit qu'ils mourraient le même jour (1).

F—T.

FAUCIGNY *de Lucinge* (le comte L.-C.-A. de), naquit dans la Bresse vers 1750, de l'une des familles dont la noblesse remontait au temps où cette province avait appartenu aux ducs de Savoie, qui avait elle-même fourni des souverains à la Savoie, et contracté des alliances avec la maison de France. Entré au service dès son enfance, il était parvenu au grade de lieutenant-colonel d'un régiment d'infanterie avant la révolution. Nommé, par la noblesse de Bresse dont il était président, député aux États-généraux de 1789, le comte de Faucigny se montra dès le commencement fort opposé à la révolution. Dans la séance du 10 juin 1790, il réclama vivement, ainsi que l'abbé Maury, contre la lecture d'une dénonciation que le député Macaye faisait à la tribune contre les catholiques de Nîmes. Huit jours plus tard, lorsque dans une autre séance du soir il fut question de la suppression de tous les titres nobiliaires, le comte de Faucigny demanda qu'en conséquence du règlement qui portait qu'aucun décret constitutionnel ne pût être rendu après dîner, cette grande question fut ajournée à une séance du matin, où la délibération serait plus calme, et il ajouta : « Vous voulez détruire la distinction des nobles pour leur substituer celle des banquiers,

« des usuriers qui auront deux cent « mille livres de rente ! » Il déclara ensuite que les titres qu'il avait reçus de ses ancêtres lui venaient de l'empire germanique, et qu'aucun pouvoir n'avait le droit de l'en priver; puis il protesta dans tous les appels nominaux où l'on refusa de les lui donner. Ce fut surtout dans la séance du 21 août 1790 qu'il déploya toute la violence de son caractère, à l'occasion d'un décret de censure que l'on voulait prononcer contre son ami M. de Frondeville (*Voy. ce nom, au Supp.*). S'étant avancé au milieu de la salle il s'écria d'un ton furieux, en désignant les membres du côté gauche : « Ceci « n'est plus qu'une guerre de la ma- « jorité contre la minorité; et pour « la finir il n'y a qu'un moyen, « c'est de tomber le sabre à la « main sur ces gaillards-là... » Cette violence causa aussitôt dans l'assemblée une grande rumeur; Barnave proposa de mettre sur-le-champ en arrestation le comte de Faucigny; et celui-ci, reconnaissant son imprudence, fit des excuses que l'on prit en considération. Son ami Frondeville demanda grâce pour lui, offrant de supporter lui-même toute la peine d'un tort dont il était cause; enfin, l'assemblée, après une longue délibération, décréta que, *ayant égard aux excuses et aux témoignages de repentir de M. de Faucigny, elle lui remettait la peine grave qu'il avait encourue*. A cette nouvelle, les révolutionnaires de Bourg le pendirent en effigie sur la place publique, et dans un voyage qu'il fit en Bresse, quelque temps après, il assuya de leur part des menaces très-vives. A l'assemblée, le comte de Faucigny continua de voter avec la minorité jusqu'à la fin de la

(1) Les frères Pancher avaient été liés avec M. Mart, duc de Bassano, et avec Bourrienne, qui en parle avec éloges dans plusieurs endroits de ses *Mémoires*, notamment à la page 278 du tome V. Cependant, si l'on en croit un mot de Bonaparte, adressé au même Bourrienne, César Pancher aurait été employé dans la police secrète de l'empereur, et Napoléon aurait reçu de lui des rapports contre Bourrienne lui-même.

session. Il signa ensuite toutes les protestations qui furent faites contre les innovations révolutionnaires ; et se rendit dans ses terres de Savoie, puis en Allemagne, où il fit les premières campagnes dans les armées des princes. Il vécut ensuite dans la retraite, et mourut obscurément vers 1800, dans un village de la Franconie. — La comtesse de FAUCIGNY, fille du président de Sussenay, après avoir été présentée à la cour *comme parente*, fut particulièrement attachée à madame Victoire, tante du roi, dont elle ne se sépara que par ordre, au moment de l'émigration. Après avoir passé tout le temps de la révolution dans le pays de Wurtemberg, elle mourut à Paris en mai 1830.

M—D J.

FAUJAS de Saint-Fond (BARTHELEMI), géologue français, naquit à Montélimart le 17 mai 1741, et fut placé, à l'âge de douze ans, au collège des jésuites de Lyon. Doué d'une impressionnabilité vive, il déploya dans cette première période de sa vie beaucoup de goût et de dispositions pour la poésie. Le directeur de la maison en fut effrayé ; et un jour qu'il lui décernait le prix promis à la meilleure pièce de vers qu'inspirerait la catastrophe d'une vieille femme, tuée singulièrement à la porte du collège, il termina ses félicitations par un grave : « Si vous « voulez être heureux, ne faites pas « de vers. » C'était aussi l'avis de ses parents, tous gens connus dans la robe ; et il ne paraît pas qu'ils eurent à combattre une propension bien irrésistible. Faujas se rendit à Grenoble pour faire son droit et devenir avocat au parlement. Il ne lui resta de ce qu'on avait pris pour sa vocation poétique qu'un grand penchant pour la conversation des hommes

lettrés, des savants, et le besoin de visiter souvent les sublimes beautés des Alpes. Mais, fait remarquable et qui décèle un esprit bien différent de ce qu'on s'était imaginé, ce n'est pas le pittoresque qui parlait le plus à son âme dans ces admirables spectacles, c'est la texture extérieure, c'est la composition intérieure, la proportion et la succession intime des masses sur lesquelles erraient ses yeux et sous lesquelles il sentait vaguement qu'était caché un monde de mystères. La géologie alors n'était pas même un mot du dictionnaire des géologues et tout au plus les Buffon, les Guettard, avaient osé lancer la périphrase *théorie de la terre*. Faujas, on peut le croire, ne se doutait pas encore de l'immensité de la science sans nom à laquelle il préludait par ses observations. D'ailleurs, ses études n'étaient encore pour lui que des épisodes. En 1766, après avoir porté plusieurs années le titre d'avocat, il devint président de la sénéchaussée. Mais, bien qu'au niveau de sa place et la remplissant avec honneur, il ne la conservait qu'à contre-cœur et pour ne pas se mettre en opposition formelle avec sa famille. On a dit que l'application de la peine capitale était surtout pénible à son cœur. Il faut ajouter probablement qu'à mesure que ses progrès dans l'étude de la nature la lui montraient plus grande, plus simple et plus une, les mille subtilités de la chicane, les subterfuges de la procédure, les complications et les contradictions de la loi lui semblaient de plus en plus misérables. Toute occupation d'ailleurs devient odieuse lorsqu'elle est imposée ; puis presque toujours on hait le travail auquel on doit des résultats pécuniaires ; et l'on préfère, car on les regarde comme

des délassements, ceux qui ne rapportent rien, enfin le temps vint où Faujas ne fut plus lié par la piété filiale au joug qui lui pesait. Riche d'observations et versé dans la connaissance de la minéralogie, de la chimie, de la physique, il était entré, depuis 1776, en correspondance avec Buffon, dont l'imagination brillante allant au-devant des faits avait osé créer les époques de la nature, et dont les hardies hypothèses avaient besoin de nombreuses observations pour perdre un peu de leur fantaisie. Celles que multipliait Faujas, bien qu'on en ignorât l'immense portée et les corollaires, étaient de nature à rendre moins invraisemblables les conjectures du grand homme. Il ne faut donc pas s'étonner de l'affection dont tout-à-coup il se prit pour son correspondant de Grenoble, et de l'accueil qu'il lui fit lorsque, vers 1777, il le vit à Paris. Sur-le-champ il se mit en mesure de l'y fixer; et, sort de sa haute position à la cour comme à la ville, il obtint de Louis XVI pour M. de Faujas le titre d'adjoint-naturaliste au Muséum et des appointements de six mille francs. De nouvelles ordonnances, en 1786 et 88, confirmèrent l'une et l'autre disposition. Plus tard, il joignit à cet emploi celui de commissaire du roi pour les mines, avec quatre mille francs d'émolument. Ainsi placé au centre d'une des métropoles scientifiques de l'univers, et dans un établissement modèle, Faujas ne cessa d'approfondir la géologie avec un zèle toujours croissant. Ses voyages entrepris dans un but d'explorations et de recherches absorbaient la plus grande partie de son temps et aussi, il faut le dire pour ceux qui le trouveraient trop richement rétribué, la plus grande partie de ses traitements.

Outre le Dauphiné sa patrie, beaucoup de lieux de l'Île-de-France, la Bourgogne, le Bourbonnais, le Vivarais, la Provence, le Languedoc, les Alpes furent parcourus par l'infatigable voyageur. Ses explorations ne se bornèrent pas à la France: au nord, il courut voir l'Angleterre, l'Ecosse, les Hébrides, et fit connaître à l'Europe la basilique Staffa; au sud et à l'est, il étudia sur place d'abord toute l'Italie supérieure, le Piémont, le Milanais, le Mantouan, Venise, puis la montagneuse et originale Carinthie, la Bohême si richement accidentée et si féconde en mines. La Hollande, les Pays-Bas et l'Allemagne furent pareillement les lieux de ses excursions. Partout, sentant que l'histoire du globe ne pouvait se faire que pièces en main et après avoir reconnu, au milieu de l'état actuel des choses, l'état ancien et toutes les phases au travers desquelles on a passé du primitif à l'actuel, il s'efforça de retrouver les débris du monde ancien et il en trouva un grand nombre que la premier il fit connaître; de deviner par la nature des rochers, par la configuration des masses qui forment la croûte extérieure de la terre, les révolutions qui ont sillonné sa surface, et ses conjectures ont été la vérité ou ont mis sur la voie de la vérité. Chemin faisant aussi, il rencontra l'utilité pratique immédiate. C'est à lui qu'on doit la découverte de la mine de fer de la Voulte (Ardèche), une des plus riches que l'on connaisse. La révolution causa quelques pertes à Faujas de Saint-Fond. Soit qu'il eût négligé les formalités nécessaires pour faire régulariser sous la république les brevets de ses pensions signés par Louis XVI, soit qu'il fût connu comme royaliste (et

1782, 4 vol. in-12. V. *Description des expériences aérostatiques de MM. Montgolfier et de celles auxquelles cette découverte a donné lieu*, ibid., 1783, 2 vol. in-8°; trad. en allemand par Gebler (*Voy.* ce nom, XVII, 24), Leipzig, 1784, 2 vol. in-8°. VI. *Minéralogie des volcans, ou Description de toutes les substances produites ou rejetées par les feux souterrains*, ibid., 1784, in-8°, fig. VII. *Essai sur l'histoire naturelle des roches de trapp, avec des analyses et des recherches sur leurs caractères distinctifs*, ibid., 1788, in-12; 1813, in-8°. VIII. *Essai sur le goudron du charbon de terre, et de la manière de l'employer pour caréner les vaisseaux*, ibid., 1790, in-8°. IX. *Voyage en Angleterre, en Ecosse et aux îles Hébrides, où l'on trouve la description détaillée de la grotte de Fingal à l'île de Staffa*, ibid., 1797, 2 vol. in-8°, fig. (quelques exemplaires in-4°); trad. en allemand, avec des notes de J. Macdonald, par Wiedemann, Göttingue, 1799; et en anglais, ibid., 2 vol. in-8°. X. *Histoire naturelle de la montagne de Saint-Pierre de Maestricht*, ibid., 1798, grand in-8°, 54 pl. (100 exemplaires, grand in-fol.). XI. *Essai de géologie, ou Mémoires pour servir à l'histoire naturelle du globe*, ibid., 1808 et 1809 3 vol. in-8°. Le tome I^{er} est consacré aux coquilles, madrépores, poissons, tortues, crocodiles, quadrupèdes fossiles, empreintes de plantes, bois silicés, agatisés, jaspés, pyritens, ferrugineux, aux diverses houilles, etc. Dans le second, l'auteur s'occupe des roches porphyritiques, granitiques, quartzes, micacées, magnésiennes, calcaires,

argilo-calcaires; il examine la constitution de leurs molécules, leur pesanteur, leurs propriétés, leur nombre, leur mélange, leur gangue; il en essaie un classement systématique. Avec le troisième commence l'histoire naturelle des volcans, évidemment la partie de l'ouvrage que Faujas a traitée avec le plus de soin: il y compare, pied à pied, ce qui se passe autour des foyers de combustion actuellement en activité, avant, pendant et après les éruptions, et les produits auxquels ces terribles phénomènes donnent lieu, avec les produits analogues et les traces des événements qui ont rapport à leur formation. C'est à ce troisième volume de Faujas qu'il faut renvoyer ceux pour qui l'antique existence de volcans éteints n'est pas encore prouvée. XI. Une édition des *OEuvres de Bernard de Palissy*, revue sur les exemplaires de la bibliothèque du roi, 1777, in-4° avec des notes, la plupart biographiques, non pas de Faujas, mais de Gobet. Ces notes contiennent quelques erreurs. XII. Beaucoup de mémoires insérés dans les *Annales et dans les Mémoires du Muséum d'histoire naturelle*, savoir: 1° *Mémoire sur le tuffa volcanique des environs d'Andernach* (tome I^{er}, 1802, p. 15, 1 planche); 2° *Description des carrières souterraines et volcaniques de Rieder Mennich, à trois lieues d'Andernach, d'où l'on tire des laves poreuses propres à faire d'excellentes meules de moulin* (I, 181, 3 pl.); 3° *Mémoire sur le caoutchouc, ou bitume élastique du Derbyshire* (I, 261); 4° *Mémoire sur un poisson fossile trouvé dans une carrière de Nanterre près Paris* (I, 353, 1 pl.); 5° *Description des mines de tuffa des environs*

de Bruhl, connu sous la dénomination impropre de terre brute de Cologne (I, 445, 5 pl.); 6° *Mémoire sur une défense fossile d'éléphant trouvée à cinq pieds de profondeur dans un tuffa volcanique de la commune de Darbre (Ardèche) (II, 23, 1 gravure coloriée); 7° Mémoire sur une grosse dent de requin et sur un écusson fossile de tortue, trouvés dans les environs de Paris (II, 103, 1 pl. col.); 8° Mémoire sur deux espèces de bœufs dont on trouve les crânes fossiles en France, en Allemagne, dans le nord de l'Amérique, etc. (II, 188, 2 pl.); 9° Notice sur des plantes fossiles de diverses espèces qu'on trouve dans des couches fossiles d'un schiste marneux, recouvert par des laves, dans les environs de Rochesauve (Ardèche) (II, 339, 2 pl.); 10° Mémoires sur quelques fossiles rares de Vestenova-Nova.... que M. Gazzola a donnés au Muséum d'histoire naturelle (III, 18, 1 pl.); 11° Essai de classification des produits volcaniques, ou Prodrôme de leur arrangement méthodique (infiniment surpassé depuis par M. Cordier) (III, 85); 12° Notice sur un essai de culture de la patate de Philadelphie dans les environs de Paris (V, 58); 13° De la prélinite (ou zéolithe cuivreuse du duché de Deux-Ponts), de la roche qui lui sert de gangue et du lieu où l'on peut la trouver (V, 71); 14° Voyages géologiques depuis Mayence jusqu'à Oberstein par Creuznach, Martin-Stein, Kirn (V, 293, 3 pl.); 15° Nouvelle classification des produits volcaniques (V, 325); 16° Voyage minéralogique à Oberstein, miné-*

ralogie du lieu et des environs, description du travail des agates, etc. (VI, 53, 2 pl.); 17° Voyage géologique au volcan éteint de Beaulieu (Bouches-du-Rhône), etc. (VIII, 206); 18° Notice sur les gisements de poissons fossiles et sur les empreintes de plantes des environs d'Aix (Bouches-du-Rhône) (VIII, 220); 19° Voyage géologique sur le Monte-Ramazzo..., description des sept-montagnes, description de la véritable variolite, du calcaire de l'aragonite, des pyrites martiales, magnétiques, cuivreuses et arsénicales dans la roche stéatitique, fabrique de sulfate de magnésie (VIII, 313); 20° Lettre à Lacépède sur le poisson fossile du golfe de la Spezzia, etc. (VIII, 365); 21° Des coquilles fossiles des environs de Mayence (VIII, 372, 1 planche) (Voy. n° 30); 22° Notice sur la madréporite à odeur de truffe noire de Monteviale (IX, 388); 23° Description géologique des brèches coquillières et osseuses du rocher de Nice, de la montagne de Montalban, etc. (X, 18) (on y lit des observations sur le clou de cuivre trouvé par Sulzer dans un bloc de calcaire dur de Nice); 24° Notice sur la sarcolithe de Montecchio Maggiore et de Castello (XI, 42); 25° Notice sur une espèce de charbon fossile nouvellement découvert dans le territoire de Naples (XI, 144); 26° Voyage géologique de Nice à Menton, Vintimille, port Maurice, Noli, Savone, Voltri et Gènes par la route de la Corniche (XI, 189); 27° Mémoire sur un nouveau genre de coquille bivalve (XI); 28° Notice sur une mine de charbon fossile du dé-

partement du Gard dans laquelle on trouve du succin et des coquilles marines (XIV, 314); 29° Notice sur le piquant, ou l'aiguille pétrifiée d'un poisson du genre des raies, et sur l'os max. d'un quadrupède... des environs de Montpellier, etc. (XIV, 376); 30° Addition au Mémoire sur les coquilles fossiles des environs de Mayence (XV, 142); 31° Mémoire sur le phormium tenax (XIX, 401); 32° Mémoire sur les rochers de trapp (XIX, 471); 33° Histoire naturelle des diverses substances minérales siliceuses passées à l'état de pichstein; 34° Des émaux, des verres et des pierres ponce; 35° Des volcans brûlants et des volcans éteints; 36° Notice sur les plantes fossiles trouvées dans un schiste marneux de Chomérac (Ardèche). Il faut ajouter à cette liste divers manuscrits qui offrent tous de l'intérêt : 1° Discussions et leçons de géologie, (celles qu'il prononçait, ou du moins le texte des plus importantes, le canevas des autres, le plan général du cours); 2° Recherches sur la fontaine de Vaucluse, sur celle d'Arqua, sur Laure et Pétrarque (avec cartes et fig.); 3° Essai sur le passage du Rhône et sur celui des Alpes par Annibal; 4° Essai sur les objets antiques situés en Vivarais et en Dauphiné; 5° Mémoire sur les vers à soie. On a promis de publier ce dernier, en l'annonçant comme fondamental sur la matière. Un Essai sur la vie et les ouvrages de Fanjas de Saint-Fond a été publié par M. Freycinet, frère du navigateur, Paris, 1820, in-4°. P—OT.

FAUQUEMONT (THIERRY III, sire de) tirait son nom d'une petite ville voisine de Maëstricht, que

l'empereur Charles IV érigea en comté avec ses dépendances. Thierry, dont il est souvent question dans Froissart, succéda à son père en 1332, et la même année on le voit, en qualité de maréchal, à la tête de l'armée des princes confédérés contre le duc de Brabant. Il se déclara de nouveau l'ennemi de ce duc l'an 1333, en faveur du comte de Flandre. En 1337 il s'allia à Edouard III, roi d'Angleterre, contre le roi de France, et s'engagea à fournir cent hommes équipés en guerre; service qui lui fut payé par une rente de douze cents florins d'or. En attendant qu'Edouard arrivât dans les Pays-Bas, Thierry, dont l'épée était toujours au plus offrant, vint, au mois d'avril 1338, secourir le duc de Brabant, contre l'évêque de Liège. Il servit ensuite sous Edouard, auquel il paraît être resté attaché jusqu'à sa mort arrivée le 19 juillet 1346, sur le champ de bataille. Thierry passait, comme son père, pour le plus intrépide des Flamands. Il répondait parfaitement à l'idée qu'on se fait de ces chefs de bandes d'écorcheurs; fidèles, mais mercenaires; intrépides, mais féroces. Dans le poème du *Vœu du héros*, Thierry, sollicité par Philippe d'Artois, prononce un vœu où respire une férocité qui fait frémir, et qui cependant lui attire les applaudissements des dames. Les diplômes qui le concernent sont détaillés dans la *Première section des Notices et extraits des manuscrits de la bibliothèque de Bourgogne*.

R—F—G.

FAUR (N.), secrétaire du duc de Fronsac, naquit vers 1755, et serait oublié comme ses pièces de théâtre, s'il n'avait publié, en 3 vol. in-8°, 1790, la *Vie privée du maréchal de Richelieu*, ouvrage qui

fit beaucoup de bruit, à cause des circonstances dans lesquelles il parut, et du but évident que l'auteur s'était proposé de dénigrer les grands seigneurs pour arriver aux bouleversements révolutionnaires. Les deux premiers volumes ont été assez mal rédigés par Faur; mais le troisième, qui est de sa composition, renferme l'aventure romanesque du maréchal avec M^{me} Marcellin, tapissière du faubourg Saint-Germain, que le *Lovelace français* eut beaucoup de peine à séduire. Bien que tout ce récit soit de pure invention, il a fourni à Monvel et à M. Alexandre Duval le sujet d'un drame en 5 actes, joué au Théâtre-Français, en 1796, sous ce titre : *le Lovelace français, ou la Jeunesse du duc de Richelieu*. Faur est mort vers 1815, dans la misère et l'oubli. Voici la liste de ses pièces de théâtre : I. *Le Déguisement forcé*, comédie-féerie en deux actes, jouée sans succès au Théâtre-Italien, en 1780. II. *Isabelle et Fernand, ou l'Alcade de Zalameda*, comédie en trois actes et en vers, musique de Champein, en 1783; pièce qui réussit au même théâtre. III. *Amélie et Monrose*, drame en quatre actes et en prose, tiré d'un drame allemand, 1783. IV. *L'Amour à l'épreuve*, comédie en un acte et en vers, pièce qui fut bien accueillie en 1784. V. *Colombine et Cassandre le pleureur*, opéra-comique en deux actes, farce innipide qui ne fut pas achevée, 1785. VI. *La Prévention vaincue*, drame en trois actes et en prose, 1786. VII. *La Veuve anglaise*, comédie en un acte et en prose, 1786. On y trouve un rôle de quaker bien tracé. VIII. Au théâtre Louvois : *L'Intrigant sans le vouloir*, opéra-comique en deux actes, 1794. X. Au théâtre de la Cité : *Alphon-*

sine et Séraphine, drame en trois actes et en prose, 1795. XI. Au théâtre Feydeau : *Plus de peur que de mal*, opéra-comique en un acte. XII. *Phanor et Angela*, opéra-comique en trois actes. XIII. Au Théâtre-Français : *Le Confident par hasard*, comédie en un acte et en vers, 1802. XIV. Au théâtre du Vandeville (avec Désangiers) : *Arlequin dans l'île de la peur*, 1812. XV. A l'Odéon : *La Comédie de société*, en trois actes et en prose, 1814. La chute de cette pièce le dégoûta du théâtre; et ce fut son dernier ouvrage. F—LE.

FAURE (PIERRE-JOSEPH-DENIS-GUILLAUME), conventionnel, né au Havre le 17 août 1726, fut dans sa jeunesse officier de marine, et servit sous le duc d'Anville dans son expédition sur les côtes d'Acadie. Il quitta cette carrière avant l'âge de trente ans pour embrasser la profession d'avocat, et se fit recevoir en cette qualité au parlement de Normandie. Ses connaissances dans la marine lui ayant mérité la confiance de plusieurs ministres, entre autres de M. de Choiseul et de M. de Castries, il était sur le point d'obtenir des lettres de noblesse lorsque la révolution commença. Il fut nommé juge au Havre en 1791, puis élu député de la Seine-Inférieure à la Convention nationale en 1792. Le 28 novembre il soutint que la Convention ne devait pas juger Louis XVI, et que, d'après la constitution, elle n'en avait pas le droit. Il invita l'assemblée à déclarer à ce monarque, qu'en lui retirant la couronne elle lui rendait le droit de citoyen; et il conclut à ce qu'en tout état de cause, on consultât le peuple tout entier. Quelques jours après, il s'exprima avec plus de cou-

rage encore : « J'ai paru à cette tribune, dit-il, pour soutenir que le ci-devant roi n'était pas jugéable, d'après la constitution : vous avez proscrit ma prétention. J'ai avancé que ce n'était pas à vous à le juger : vous avez pensé différemment ; et ce qui m'afflige, c'est que vous avez porté le désir de juger jusqu'au scandale. Ce n'est point la chaleur effrénée de quelques-uns de vos membres, l'indécence de leurs déclamations, le ton décisif qu'ils prennent dans ce procès, qui prouvent à mes yeux la vérité de leur civisme. Un citoyen modéré me paraîtra toujours beaucoup plus sûr que ces agitateurs qui prêchent perpétuellement le meurtre et le carnage. Vous remplissez ici scandaleusement tous les rôles de l'ordre judiciaire, de jurés comme de témoins, d'accusateurs comme de juges. Je demande le rapport des décrets relatifs au procès de Louis, et qu'on forme un tribunal plus légalement digne que vous de finir un procès qui étonne tout l'Europe..... » Faure vota ensuite pour l'appel au peuple, pour la détention et pour le sursis. Il signa la protestation du 6 juin 1793, contre la Montagne, et fut compris au nombre des soixante-treize députés proscrits. Il rentra à la Convention, après la chute de Robespierre, et reprit l'exercice de sa profession, après la session conventionnelle. Faure résida ensuite longtemps au Havre, où il ne cessa d'exercer les fonctions de juge qu'à cause de son grand âge. Il fut anobli par le roi en 1814, et mourut le 7 oct. 1818. On a de lui un *Parallèle de la France et de l'Angleterre relativement à leur marine*, Paris, 1779.

Il a donné dans l'*Encyclopédie* l'article *marine*, attribué par erreur à un libraire de Dieppe qui portait le même nom. Barbier lui attribue dans son *Dictionnaire des anonymes* : I. *Réflexions d'un citoyen sur la marine*, 1759, in-12. Le duc de Choiseul, après avoir lu ces *Réflexions*, fit venir l'auteur dans son cabinet, et lui fit présent de cinquante louis. II. *Consultation sur une question importante, relative à l'article premier du rapport du comité ecclésiastique*, 1790, in-8° de 26 pag. Ersch, dans sa *France littéraire*, II, 23, mentionne une *Opinion*, et une *Nouvelle opinion* de Faure dans le procès de Louis XVI. M—D j.

FAURE (LOUIS-JOSEPH), ancien tribun et conseiller d'état, fils du précédent, né au Havre le 5 mars 1760, était avocat à Paris depuis 1780, lorsqu'il fut nommé, en vertu de la loi du 14 mars 1791, commissaire du roi près les tribunaux établis dans cette ville. Le 19 juin de la même année, il fut appelé à la place de substitut de l'accusateur public près le tribunal criminel, et choisi, en 1793, pour remplir les mêmes fonctions près le tribunal criminel extraordinaire. Il se conduisit, dans l'une et dans l'autre place, avec beaucoup de modération ; fut ensuite employé par le directoire en la même qualité, et entra, en 1799, au conseil des cinq-cents, comme député de la Seine-Inférieure. Devenu membre du tribunal après la révolution du 18 brumaire, il s'occupa exclusivement de matières judiciaires, et fit plusieurs rapports sur cette partie. Le 20 février 1800, il fut nommé secrétaire. Le 4 mai 1804, il vota pour que Bonaparte fût déclaré empereur, combattit avec une extrême

vivacité le discours de Carnot, qui avait manifesté la crainte de voir consacrer les préventions de la maison de Bourbon, et termina son discours par une dure apostrophe contre l'ancien membre du comité de salut public : « Que notre collègue, dit-il, craint d'être agité par la crainte sur les résultats de l'hérédité. Nous avons connu plusieurs régimes dans le cours de la révolution; il n'est aucun d'eux qui n'ait produit les effets les plus funestes. Qui peut avoir oublié cette époque affreuse où un comité d'envieux couvrit la France de prisons et d'échafauds? Qui peut avoir oublié un temps où l'on disposait de la vie des hommes sur de simples blancs-seings? Qui peut avoir oublié cette autre époque où la dilatoire ne put empêcher les réactions qui eurent lieu dans la nuit, et où l'on vit verser des torrents de sang? Qui peut avoir oublié ces agitations de l'an VII, qui manquèrent de nous précipiter une seconde fois dans le gouffre de 1793, et qui eurent de même ensanglanté la France, sans l'heureux jour où du 14 brumaire? J'ai passé et pidaient sur tous ces temps aux quels on ne peut songer sans horreur; et si, comme j'ai vu à la croire, notre collègue ne regrette aucun d'eux, pourquoi vient-il réclamer contre des institutions qui, seules, peuvent empêcher le retour de tant de malheurs? » Fauré ajouta à ses piquantes allusions une sortie d'un autre genre contre l'ancien ennemi monarchique, dans le retour de laquelle il voyait la perspective des plus grandes calamités, la renouveau des discordes civils, la destruction d'une partie du peuple pour donner des terres à l'autre, la réouverture

de l'hydre fédérale, le rétablissement des trois cent cinquante coutumes et usages locaux, qui divisaient les provinces et même des villes et des bourgs en autant d'états particuliers, et ne servaient qu'à favoriser une autre hydre, non moins odieuse, celle de la chicane. Enfin il représenta les acquéreurs de biens nationaux près d'être dépouillés, et la France n'offrant plus qu'un théâtre sanglant de perscriptions et de confiscations.... Depuis cette époque il fut chargé de présenter la section de législation du tribunal, et nommé officier de la Légion d'honneur. Il fut ensuite président du tribunal, et fit partie de la députation de ce corps qui alla complimenter le nouvel empereur à Munich en 1805, après la bataille d'Austerlitz. En avril 1806, il fit un rapport au corps législatif sur les premiers livres du Code de procédure, et il en analysa avec beaucoup de lucidité toutes les dispositions. Aussitôt après la dissolution du tribunal en 1807, Fauré devint conseiller d'état, section de législation; et, le 12 septembre suivant, il présenta au corps législatif une loi sur la cour de cassation. Les 6 et 7 février 1810, il fit encore un rapport sur le nouveau Code pénal. Acquisant de plus en plus des droits aux faveurs du pouvoir impérial, et connaissant parfaitement la langue allemande, Fauré fut nommé, en décembre 1810, l'un des commissaires près les nouveaux départements des villes anabaptiques, que Napoléon venait de réunir à son empire; et au concours lui fut donné ce nouvel emploi, qu'à son retour il fut l'organe de la voix de la Réunion. N'ayant pas à Paris au moment de la déchéance de Bonaparte en 1814, il y adhéra sans difficulté, et trouva sous Louis

gouvernement des Bourbons, sur lequel il avait autrefois exprimé des craintes si vives, pour entrer dans leur conseil d'état. Moins facile que Louis XVIII, Napoléon revenu en 1815 le priva de tous ses emplois; ce qui, loin de lui être funeste, fut un titre pour les recouvrer après le second retour du roi. Homme sage et prudent, Faure s'y est maintenu au milieu de toutes les vicissitudes politiques jusqu'à sa mort, arrivée en juin 1837. Z.

FAURE (GUILLAUME-STANISLAS), frère du précédent, né au Havre le 1^{er} mars 1765, était, avant la révolution, négociant et imprimeur; il fut depuis commissaire du gouvernement près l'administration du Havre, puis sous-préfet et membre du corps législatif pour le département de la Seine-Inférieure; enfin secrétaire de ce corps, le 24 décembre 1813. Il vota, le 3 avril 1814, la déchéance de Bonaparte, et fut, le 3 mai, membre de la députation qui alla complimenter le roi à Saint-Ouen. Le 4 juillet, il fit une motion d'ordre sur la liberté de la presse; et, après avoir cité divers auteurs qui avaient traité ce sujet, il développa ses idées sur les bases de la loi à rendre pour régler cet important objet. Le 19 novembre, il parla sur les douanes, et fit valoir les motifs qui avaient décidé la commission à proposer la prohibition des sucres raffinés. Après la session, il retourna dans sa patrie, et rentra dans la carrière du commerce. Il mourut au Havre le 30 mars 1826. On a de lui : *Le Nouveau Flambeau de la mer*, ou Description nautique des côtes d'Irlande, d'Ecosse et de France, 1822—24, 2 vol. in-8° et atlas. Sur le frontispice de cet ouvrage G.-S. Faure prend le titre d'ancien

éditeur du *Petit Flambeau de la mer*. M—Dj.

FAURE (Le P.). Voy. MACHÉ, XXVI, 423, note 1.

FAURIN (JEAN), né à Castres, en 1530, a composé un Mémoire curieux sur les événements arrivés dans sa patrie et dans le Haut-Languedoc, lequel commence à l'an 1559 et finit en 1606. Ce journal est écrit avec simplicité et bonne foi; il a été imprimé dans les *Pièces fugitives pour servir à l'histoire de France* (Voy. AUBAIS, III, 1). Faurin avait épousé, en premières noces, Madeleine Bousquet, dont il eut dix enfants; puis se maria à Judith Benasch. Il mourut vers l'époque où se termine son journal. Z.

FAURIS. Voy. SAINT-VINCENS, XL, 106.

FAUSTE, évêque de Riez, naquit dans la Grande-Bretagne, sur la fin du IV^e siècle, de parents chrétiens, qui lui inspirèrent de bonne heure les sentiments de piété dont ils étaient eux-mêmes pénétrés. Après avoir fréquenté quelque temps le barreau, il passa dans les Gaules et se retira dans le monastère de Lerins que les vertus de saint Honorat, son fondateur, et de plusieurs autres saints rendaient alors très-célèbre (1). Il en fut élu abbé en 433, à la place de saint Maxime, nommé évêque de Riez, et la discipline sévère de ce monastère ne dégénéra pas sous son administration. En 462 il succéda encore à saint Maxime sur le siège de cette ville. Au milieu des travaux de l'épiscopat, il ne relâcha rien de la rigueur de son ancienne discipline; veilla avec soin sur les peuples qui lui étaient confiés, s'appliqua surtout à les instruire par ses prédications

(1) Voy. sur l'île de Lerins l'article BANAAT, LVII, 281.

et ses écrits, et combattit fortement les Ariens. Exilé par le roi Euric, qui professait cette hérésie, il ne revint de son exil qu'en 484, après la mort de ce prince. Fauste mourut vers l'an 490. Quelques églises, en particulier celle de Riez, célébraient sa fête le 16 janvier. Tout ce qui nous reste de ses ouvrages consiste dans des traités de controverse, quelques lettres et des homélies, qu'on trouve dans le huitième tome de la Bibliothèque des Pères. On y remarque partout des germes du semi-pélagianisme, dont il avait été imbu dans la Grande-Bretagne, où cette hérésie faisait de grands ravages. Il y fut fortifié par Julien qui avait habité pendant quelque temps le monastère de Lerins. C'est principalement dans son traité du libre arbitre et de la grâce qu'il combattit la doctrine de saint Augustin sur ces deux points et sur la prédestination. Sa réputation, l'austérité de sa vie et son long épiscopat contribuèrent beaucoup à donner de l'importance à son erreur, qui amena de grands troubles dans les Gaules, où les plus illustres et les plus savants personnages furent en contestation à ce sujet pendant le cours du V^e siècle. Tout ce qu'on peut dire pour excuser Fauste d'avoir mis tant d'ardeur à propager une doctrine erronée, c'est qu'elle n'avait pas encore été condamnée, comme elle le fut dans le second concile d'Orange, en 529, où celle de saint Augustin obtint un triomphe complet. C'est à cause de cette erreur que la fête de cet évêque, qui avait été célébrée dans quelques églises, fut absolument interdite. Simon Bartel, auteur d'un livre qui a pour titre: *Historica et chronologica presulum sancte Regiensis Eccle-*

sie nomenclatura, Air, 1636, in-8°, a mis à la fin de son ouvrage une *Apologie* de l'auste. Voyez l'*Histoire littéraire de la France*, tome II, pag. 585 et suivantes; Longueval, *Histoire de l'église gallicane*, tome II, *passim*. Dans ses *Lettres*, IX, 9, et dans ses poésies, *Carm. XVI*, Sidoine Apollinaire prodigue à Fauste des éloges que l'amitié rend fort exagérés.

C—L—R et T—D.

FAVARD (GUILLAUME-JEAN), baron de Langlade, jurisconsulte, naquit à Saint-Florent, près d'Issoire, le 20 avril 1762. Destiné au barreau, il se nourrit d'études solides et fut reçu avocat en 1785. Il n'exerça cette profession que jusqu'en 1792. Nommé commissaire national près le tribunal d'Issoire, il se distingua par sa modération, à une époque où le zèle des fonctionnaires publics était monté au plus haut degré de l'exagération révolutionnaire. Ses concitoyens apprécièrent une conduite aussi honorable, et, lors des élections de l'an IV, le choisirent pour leur député au conseil des cinq-cents. Il reçut d'eux un nouveau mandat, en l'an VII (1799). Pendant tout le cours de cette période législative jusqu'au 18 brumaire, il s'occupa surtout des matières qui se rapportaient au droit civil. C'est ainsi qu'il prit part à toutes les discussions qui eurent pour objet le partage des successions et la successibilité des enfants naturels, les transactions pendant la dépréciation du papier-monnaie, les actions en rescision, pour lésion d'outre moitié, l'organisation du notariat, etc. Il fit en vain tous ses efforts afin d'obtenir la suspension des demandes en divorce pour cause d'incompatibilité d'humeur et de caractère. Il fut plus

heureux quand il réclama des adoucissements aux mesures de rigueur qui avaient été prises contre les ecclésiastiques déportés ou réclus. Lors de la mise en activité de la constitution de l'an VIII, il fut appelé au tribunal qu'il eut l'honneur de présider, et où ses connaissances en législation éclaircissent plus d'une fois la discussion préparatoire du Code civil. Quoique dans la suite il se soit toujours montré favorable au pouvoir, sa première coopération à ce grand ouvrage fut un acte d'opposition. Il parla contre le chapitre concernant la publication, les effets et l'application des lois. Son opinion raisonnée entraîna le vote du tribunal qui prononça le rejet de la loi présentée. Il fut ensuite chargé avec Andrieux et Thiers de soutenir ce vote devant le corps législatif qui, cette fois seulement, adopta le parti de la résistance, en déclarant à une faible majorité de trois voix qu'il ne pouvait donner son adhésion au projet du gouvernement. Si l'on ne compte pas Favard parmi les tribuns qui furent éliminés les premiers de ce corps créé pour l'indépendance, c'est qu'on craignait encore plus cette minorité hostile à la tête de laquelle marchaient Benjamin Constant, Daunou, Chénier, Ginguené, etc. En 1804, Favard se prononça pour l'établissement de la monarchie impériale. Lorsque la campagne de 1805 eut été terminée par la bataille d'Austerlitz, il fit partie de la députation du tribunal qui alla féliciter le nouvel empereur. A son retour il proposa de frapper une médaille destinée à perpétuer le souvenir de la gloire du conquérant. Ces excursions dans le domaine de la haute politique ne détournaient pas Favard des travaux plus utiles du juriconsulte. Il ne prit que ce titre

modeste, en faisant paraître, la même année, sa *Conférence du Code civil avec la discussion particulière du conseil d'état et du tribunal, avant la rédaction définitive de chaque projet de loi*, par un juriconsulte qui a concouru à la confection du Code, Paris, 1805. 8 vol. in-12. « Nous avons toujours marché, dit-il, avant à la main les discussions particulières qui ont précédé l'adoption du Code Napoléon ; par ce moyen nous nous sommes sévèrement attachés au texte de la loi et à la pensée du législateur. » Aussi doit-on regarder cette conférence comme un livre classique, et dont l'autorité pourrait être invoquée, ainsi que le furent autrefois les décisions des juriconsultes romains qui ont pris ensuite le rang et la force des lois, à côté des constitutions des empereurs. Favard publia aussi une édition du *Code civil avec l'exposé des motifs, les rapports faits au tribunal, les opinions émises dans le cours de la discussion*, etc., Paris, 1804 et années suiv., 10 vol. in-12. C'est le complément naturel de l'ouvrage précédent. Après la suppression du tribunal, il passa au corps législatif où il fut appelé à présider la section de l'intérieur. Nommé, en 1809, conseiller à la cour de cassation, et maître des requêtes en 1813, il conserva ces places, sous la première restauration et même après la seconde, quoiqu'il eût été envoyé par l'assemblée électorale de son département à la chambre des représentants. Il fit ensuite partie de la chambre de 1815, où il vota avec la minorité. Réélu après l'ordonnance du 5 septembre 1816, il appuya tous les projets du ministère et fut nommé conseiller d'état en

et aux *Aréop.*, et combattit fortement les Ariens. Exilé par le roi Eusèbe, qui professait cette hérésie, il ne revint de son exil qu'en 361, après la mort de ce prince. Fausla mourut vers l'an 400. Quelques églises, en particulier celle de Rome, s'élevaient en fête le 16 janvier. Tout ce qui nous reste de ses ouvrages consiste dans des traités de controverse, quelques lettres et des homélies, qu'on trouve dans la huitième tome de la Bibliothèque des Pères. On y remarque surtout des germes du semi-pélagianisme, dont il avait été jadis dans la Grande-Bretagne, où cette hérésie faisait de grands ravages. Il y fut fortifié par Julien qui en eut habité pendant quelque temps le monastère de Larina. C'est principalement dans ses traités du libre arbitre et de la grâce qu'il combattit la doctrine de saint Augustin sur ces deux points et sur la prédestination. Sa réputation, l'autorité de son vie et ses long épiques contribuèrent beaucoup à donner de l'importance à son erreur, qui amena de grands troubles dans les Églises, ou les plus illustres et les plus savants personnages furent en réputation à ce sujet pendant la course du V^e siècle. Tout ce qu'on peut dire pour excuser Fausla d'avoir mis tant d'ardeur à propager une doctrine erronée, c'est qu'elle n'avait pas encore été condamnée, comme elle le fut dans le second concile d'Orange, en 529, où celle de saint Augustin obtint un triomphe complet. C'est à cause de cette erreur que la fête de cet évêque, qui avait été célébrée dans quelques églises, fut absolument interdite. Simon Bartel, auteur d'un livre qui a pour titre : *Historien et chronologie proculum sanctorum Regionis Frelis*

alio nomenclatura, Ais. 1630, in 8^o, a mis à la fin de son ouvrage une *Apologie* de Fausla. Voyez l'*Histoire littéraire de la France*, tome II, pag. 587 et suivantes ; Langensal, *Histoire de l'église gallicane*, tome II, *passim*. On trouve ses *lettres*, IX, 9, et dans ses poésies, *Carmin.* XI, 1, Isidore Apollinaire prodigua à Fausla des éloges que l'amitié rendait tout exagérés.

F. et F.

FAVARD (Louis) surnom de *Jeane*, homme de *Longjumeau*, juriste célèbre, naquit à Saint Florent, près de Reims, le 20 avril 1762. Destiné au barreau, il se montra d'élégance en droit et fut reçu avocat en 1785. Il n'eut que cette profession que jusqu'en 1792. Nommé commissaire national près le tribunal d'Orléans, il se distingua par sa modération, à une époque où le rôle des fonctionnaires publics était monté au plus haut degré de l'exagération révolutionnaire. Ses collègues ne s'opposèrent nullement à son honneur, et, lors des élections de l'an IV, le choisirent pour leur député au conseil des cinq-cents. Il reçut d'eux un nouveau mandat, en l'an VII (1799). Pendant tout le cours de cette période législative jusqu'en 18 brumaire, il s'occupa surtout des matières qui se rapportaient au droit civil. C'est ainsi qu'il prit part à toutes les discussions qui eurent pour objet la purge des successions et la responsabilité des enfants naturels, les transactions pendant la dépréciation du papier monnaie, les actions en rescision, pour lésion d'entre parents, l'organisation du notariat, etc. Il fit en vain tous ses efforts afin d'obtenir la suspension des demandes en divorce pour cause d'incompatibilité d'humeur et de caractère. Il fut plus

de notre ère et du commencement du second. Rome et la Grèce applaudirent souvent ses improvisations brillantes, et l'on dit qu'ami de Plutarque, il pouvait rivaliser avec le philosophe de Chéronée pour le nombre et la variété de ses compositions. Cependant par une fatalité singulière aucun de ses ouvrages n'est parvenu jusqu'à nous, et nous sommes réduits à nous en rapporter aux éloges de ses contemporains. C'est peut-être une raison de plus de recueillir avec soin leurs témoignages et de défendre autant que possible de l'oubli un nom qui a jeté quelque éclat sur la Gaule. Arles, patrie de Favorinus, n'était pas une des colonies de Phocée ; mais elle était voisine de Marseille, et probablement Favorinus avait puisé la connaissance du grec dans les écoles de cette Athènes de l'Occident, où les Romains allaient alors s'instruire comme dans la ville de Minerve, et qui avait rendu les Gaulois *Philhellènes*, selon l'expression de Strabon. On voit dans les Nuits attiques d'Aulugelle que Favorinus était également consulté sur les difficultés du latin et du grec. Possédant à fond ces deux langues, il justifiait l'épithète de *Trilinguis* que Varron donne à Marseille. Combien il serait intéressant pour nous d'avoir des détails sur les écoles d'où sortirent de pareils maîtres ! Il est à regretter que Philostrate, qui a laissé, dans les *Vies des sophistes*, une notice sur Favorinus, ne nous ait rien dit à ce sujet ; mais il s'arrête sur une particularité de sa conformation physique qui ne fut pas, il est vrai, sans influence, même sur sa carrière littéraire. Favorinus était, disait-on, androgyne, ou du moins le son féminin de sa voix et l'absence de

barbe le firent passer pour eunuque. Un philosophe sans barbe était alors, comme au siècle dernier, un médecin sans perruque. Favorinus fut en butte, de la part de ses rivaux, aux plus amères plaisanteries. Peut-être est-ce là ce qui, le tenant en dehors des écoles, l'empêcha de devenir un des successeurs de Platon, et causa la perte de ses œuvres. On dit qu'en dépit des apparences, Favorinus dans sa jeunesse avait eu des passions vives, et qu'il eut même à soutenir un procès scandaleux contre le mari d'une dame romaine, personnage consulaire. Dans la suite, il disait : « Il y a dans ma vie trois choses étranges : étant gaulois, de parler grec ; eunuque, d'être accusé d'adultère ; et de vivre, étant mal avec l'empereur. » Ce dernier mot avait trait à ses différends avec Adrien, qui avait la manie de s'entourer de philosophes et de grammairiens, d'argumenter contre eux, mais ne pardonnait pas à qui l'emportait sur lui. Favorinus, qui passait pour un des plus distingués parmi les littérateurs et les philosophes du temps, au nombre desquels se trouvait pourtant Epictète, était admis dans cette dangereuse familiarité. Un jour que l'empereur avait critiqué certaine expression de Favorinus, susceptible d'être défendue par des exemples classiques, on parut surpris qu'il eût si facilement cédé. Comment, dit-il en riant, ne dois-je pas regarder comme le plus savant des hommes celui qui commande à trente légions ? Quelques propos de ce genre, qui furent répétées, lui aliénèrent tout-à-fait l'esprit d'un prince, non moins jaloux de sa réputation d'homme de lettres et d'artiste que de celle de législateur et de bon général. A quelque temps de là

Favorinus, non-né pontife dans sa patrie, sollicita les immunités et dispenses qu'on accordait aux philosophes. Mais, informé que l'empereur se disposait à lui contester publiquement ce dernier titre, et voulant éviter un échec, il dit que l'ombre de son maître, Dion Chrysostôme, lui était apparue et lui avait remontré qu'un homme n'est pas né pour lui seul, et se doit à sa patrie; que d'après cet avis il acceptait les charges qui lui étaient imposées. Il s'épargna ainsi la manifestation publique du mauvais vouloir d'Adrien. Informés néanmoins de cette défection, les Athéniens, et surtout ceux qui occupaient des emplois, dit Philostrate, s'empresèrent d'abattre la statue de bronze qui naguère avait été élevée au chétien gaulois. En apprenant cette injure, il dit tranquillement : « Il eût été à souhaiter que les Athéniens s'en fussent pris de même à quelque statue de Socrate; au lieu de lui faire boire : *le cécé*. » Favorinus ne montra pas autant de philosophie dans une autre circonstance où son amour-propre était intéressé. Il s'agissait de la palme de l'éloquence, longtemps disputée entre Polémon et lui. Tous les deux avaient reçu des leçons de Dion Chrysostôme, et recueillis les suffrages des principales villes d'Ionie; Ephèse était pour Favorinus, et Smyrne pour son rival. A Rome, ce grand débat partageait les consuls et leurs familles. Lorsque Favorinus parlait en public, ceux mêmes qui ne comprenaient pas le grec venaient l'entendre, comme ils auraient écouté l'harmonie d'un concert; tant il y avait d'art dans son débit, et de charme dans le timbre singulier de sa voix ! Après avoir déployé toute l'étendue des sciences, les deux rivaux en vinrent à s'attaquer dans des écrits

dont malheureusement l'aérénacité fit tort à eux-mêmes et à leur profession. Le souvenir de ce débat était encore récent, quand Lucien écrivit son dialogue intitulé *l'Eunuque*, où il raconte avec tant de mordant une dispute entre philosophes, et où, sous le nom de Bagoas, *le sot-disant Eunuque*, il paraît avoir voulu désigner Favorinus; ailleurs il le nomme en toutes lettres et n'épargne pas davantage les épigrammes. Le reste de la vie du sophiste d'Arles ne fut signalé que par les nombreux ouvrages qu'il publia et dont nous allons indiquer les principaux. Il mourut vers les dernières années du règne d'Adrien, léguant sa maison de Rome et sa bibliothèque au célèbre Hérodote-Atticus, qui l'appelait ordinairement son père et son maître (*Foy. Hérodote-Atticus*, au Suppl.). Les auteurs anciens eurent de Favorinus des *Mémoires*, en plusieurs livres, où Diogène de Laërte a souvent puisé pour les vies des philosophes; — un traité de la *Philosophie d'Homère*; — sur *Platon*; — sur *Socrate et sa science de l'Amour*; — *Alcibiade*; — sur *la ville de Cyrène*; — un livre de *sentences* (*gnomologica*); — à *Épictète*; — sur *la manière de vivre des philosophes*; — sur *l'Académie*. Il avait donné pour titre à ce dernier ouvrage le nom de *Plutarque*. De son côté, ce philosophe avait adressé à Favorinus un livre qui ne nous est pas parvenu, et peut-être est-ce lui qui figure parmi les intertextures de ses *Propos de Table*. Au dire d'Aulogelle, grand admirateur de Favorinus, un de ses meilleurs ouvrages, c'étaient ses *Discours Pyrrhoniens*, en dix livres. L'incertitude des sciences était devenue la thèse favorite de ce siècle. Rien n'é-

fait plus propre à faire briller l'érudition variée, le talent flexible de notre sophiste, qui savait au besoin défendre le pour et le contre et ne reculait pas devant un paradoxe. On avait fort applaudi, par exemple, ses *Eloges de Thersite et de la fièvre-quarte. Les apparences* (et pour les sceptiques tout n'était qu'apparences) lui avaient aussi fourni le sujet et le titre de trois livres, auxquels Galien dans sa jeunesse répondit avec vivacité dans un discours sur la *meilleure méthode d'enseignement*. On ne doit pas être surpris de voir un sectateur de l'académie, comme l'était Favorinus, soutenir le pyrrhonisme. Les deux sectes étaient alors à peu près confondues, et la seule différence entre elles, dit plaisamment Aulugelle, était que les académiciens *affirmaient* qu'il fallait *douter*, tandis que les vrais sceptiques *doutaient* de la nécessité du doute. A défaut des *Discours pyrrhoniens* de Favorinus, on peut prendre une idée de cette doctrine dans les *Hypotyposes* de Sextus Empiricus, auteur postérieur de quelques années, et que l'on peut d'autant plus soupçonner d'avoir suivi Favorinus qu'il garde le silence sur son ouvrage. Un des chapitres de Sextus est consacré à faire voir la vanité de la science des astrologues, et nous avons sur ce même sujet un discours de Favorinus, ou du moins sa traduction latine par Aulugelle. Ce morceau plein de sens et d'une logique pressante montre un esprit supérieur aux préjugés de son siècle; et, bien qu'une pareille question n'en soit plus une pour nous, les raisonnements de Favorinus se font encore lire avec plaisir, comme la fable de l'astrologue de Lafontaine. Un autre discours, rap-

porté de même par Aulugelle, et dont le sujet a conservé pour nous plus d'intérêt, traite du danger de confier ses enfants à des nourrices mercenaires. Ce morceau, supérieur à celui qu'on lit dans le traité de l'éducation des enfants, attribué à l'Plutarque, peut être comparé aux pages éloquentes inspirées à l'auteur d'Emile. Aulugelle ajoute: « Voilà ce » que j'ai entendu dire en grec par » Favorinus; et pour l'utilité com- » mune j'ai rapporté ses pensées au- » tant que ma mémoire me l'a per- » mis; mais pour les agréments du » style, son abondance, sa richesse, » toute l'éloquence latine pourrait à » peine les rendre; et, quant à moi, » j'en suis incapable. » Nous ne citerons plus de Favorinus que ses *matériaux d'histoire universelle*, où cet auteur, *memoriarum veterum exsequentissimus*, dit Aulugelle, avait déposé le fruit de ses lectures. Le temps était passé des véritables histoires, de celles où un Hérodote, un Thucydide, un Polybe, consignaient leurs propres observations. La littérature grecque était devenue si riche qu'il fallait, comme aujourd'hui, résumer, compiler. Diodore avait ouvert cette voie dans sa *Bibliothèque historique*. Il eut de nombreux imitateurs, qui, se copiant et s'abrégant l'un l'autre, s'effacèrent successivement. Diogène de Laërte a souvent puisé dans l'histoire universelle de Favorinus, mais avec conscience, en le citant. Élien, qui, suivant l'exemple de Favorinus, avait adopté la langue grecque, a pu lui faire des emprunts pour ses *Histoires diverses*. Enfin, une partie de cet ouvrage avait passé dans le troisième livre des extraits (*Eclogæ*) de Sopater, dont nous n'avons plus que l'analyse par Photius. C'est aussi

dans une autre compilation, celle de Jean Stobée, que nous trouvons les seuls fragments originaux de Favorinus, que nous puissions citer; ils contiennent quelques pensées morales assez heureusement exprimées. Du reste la perte de ses ouvrages ne doit inspirer ni prévention ni surprise. Si quelque chose doit étonner, c'est que nous possédions encore autant d'ouvrages de l'antiquité, malgré l'indifférence ou l'aversion des chrétiens de l'âge suivant pour les livres profanes, malgré tant d'incendies de bibliothèques et de chancres de toute espèce, auxquelles les manuscrits étaient exposés. Selon Strabon, il s'en est fallu peu que les œuvres d'Aristote, qui depuis exercèrent un si grand empire sur l'esprit humain, ne restassent ensevelies en partie chez les héritiers de Théophraste. Nous sommes loin de prétendre établir un parallèle entre les écrits d'Aristote et ceux de Favorinus. Cependant, à en juger par les éloges de son siècle et par les fragments qui nous en restent, ses œuvres historiques et philosophiques auraient été pour nous un monument de gloire nationale. В—х—т.

FAVORITI (AUGUSTIN), l'un des poètes de la Pléiade latine, qui brillait en Italie dans le XVII^e siècle (1), naquit à Lucques en 1624. Ayant embrassé l'état ecclésiastique, il vint à Rome où ses talents lui méritèrent bientôt d'illustres amis. Le cardinal Fabio Chigi, depuis pape sous le nom d'Alexandre VII, se déclara, l'un des premiers, son protecteur, et ne cessa de lui donner des marques de son affection. Honoré de la charge de secrétaire du sacré collège, il fut presque constamment

employé dans les affaires importantes, et mourut le 13 novembre 1682. Comme le chancelier Bacon, Favoriti ne pouvait supporter l'odeur de la rose. Il ne faisait par jour qu'un seul repas, et si frugal qu'on était surpris qu'il pût vivre avec un pareil régime. Faisant allusion à Léone Allacci et Christ. Lupo, ses amis, deux zélés défenseurs de la foi catholique, il disait, en plaisantant, qu'il vivait dans un siècle bien merveilleux, puisqu'on y voyait un lion et un loup défendre le troupeau que leurs semblables sont habitués à dévorer (Voy. la *Bibliot. de Fontanini*, I, 403). Il était membre de l'académie des *humoristes*. Nourri de la lecture des anciens, il se montra souvent l'égal de ses modèles. Ses poésies ne sont pas moins remarquables par le naturel et la force des pensées que par l'élégance et la clarté du style; elles ont été recueillies avec celles des autres poètes de la Pléiade, sous ce titre: *Septem illustrium virorum poemata*. L'édit. d'Amsterdam, 1672, in-8° (2), sortie des presses d'Elzevir, est d'une beauté admirable. A la suite de ses vers, on trouve deux *Oraisons funèbres*, prononcées par Favoriti devant le conclave, l'une d'Alexandre VII, son bienfaiteur, et l'autre de Clément IX. Une grande partie de ses œuvres poétiques a été réimprimée dans les *Carmina illustr. poetar. italor.*, IV, 208-51. Il est encore auteur d'une *Vie* de Virginio Césarini, qu'on trouve à la tête de ses poésies (Voy. *CÉSARINI*, VII, 576). W—s.

FAVRAT (LOUIS), médecin, né vers 1735, à Wurtzbourg, fré-

(1) On peut consulter sur cette Pléiade l'art. de *Ferd. Fontaninus*, XVI, 196.

(2) Par une faute typographique, on a fait cette édit., ainsi que les précédentes, in-fol. à l'art. *Fontaninus*.

quenta dans sa jeunesse les principales universités d'Allemagne, et reçut en 1757 le grade de docteur à la faculté de Bâle. Il s'établit ensuite à Payerne (*Paterniacum*), petite ville de Suisse; où il partagea son temps entre l'exercice de son art et la culture des sciences. C'est de cette ville qu'est daté l'avis au lecteur dont il a fait précéder l'ouvrage suivant: *Aurea Catena Homeri, id est concatenata natura, historia physico-chimica*, Francfort et Leipzig, 1763, 1 vol. in-8°. Dans cet avis, Favrat nous apprend qu'il a traduit de l'allemand cet ouvrage dont l'auteur anonyme vivait au commencement du XVII^e siècle; il a joint à sa traduction des notes et la thèse qu'il avait soutenue quelques années auparavant à Bâle pour le doctorat. Lenglet-Dufresnoy, dans sa *Bibliothèque hermétique*, cite une édition de l'*Aurea Catena Homeri*, Francfort, 1623, in-8°; mais sans indiquer si l'ouvrage est en latin ou en allemand (1). Il en parlait sans doute sans l'avoir vu, puisqu'il s'est persuadé, sur le titre, que le but de l'auteur était de montrer qu'Homère avait connu le secret de la pierre philosophale: ce titre fait allusion à la chaîne d'or qui, suivant Homère, unit la terre au ciel; mais d'ailleurs, il n'est question dans tout l'ouvrage ni de ce grand poète, ni même de la pierre philosophale. C'est un traité d'alchimie ou de chimie, composé dans un temps où les principes de cette science n'étaient connus que d'un petit nombre d'adeptes, et dans lequel, parmi des idées moins justes qu'ingénieuses, on en trouve quelques-unes dont l'expérience a

confirmé la vérité. L'édition donnée par Favrat est la seule que recherchent les curieux. Gœthe raconte (*Mémoires*, liv. VIII) qu'occupé dans sa jeunesse de chercher un remède à ses souffrances, il lut tous les livres d'alchimie qui lui tombèrent sous la main; et que, dans le nombre, l'*Aurea Catena Homeri* lui plut singulièrement (tom. I^{er}, 255, trad. de M. Aubert de Vitry). — FAVRAT (François-André de), général au service de Prusse, mort en 1804, était de la même famille que le précédent. On a de lui: *Mémoires pour servir à l'histoire de la guerre de la révolution de Pologne depuis 1793 jusqu'en 1796*, Berlin, 1799, in-8°. R—D—N et V—s.

FAYE (JACQUES de la), en latin *Fayus*, savant théologien, et l'un des adversaires du fameux Toland (*Voy.* ce nom, XLVI, 202), vivait au commencement du XVIII^e siècle. Tout ce qu'on sait de lui, c'est qu'il remplissait les fonctions de prédicateur de l'église anglaise d'Utrecht, lorsqu'il publia l'ouvrage suivant: *Defensio religionis nec non Mosis et gentis judaicæ contra duas dissertationes Joh. Tolandi*, etc., Utrecht, 1709, in-8° de 250 pages. L'auteur y prouve, avec assez de facilité, qu'en feignant de ne combattre que la superstition, Toland, dans son *Adeisdæmon* et ses *Origines judaicæ*, a réellement eu pour but de saper toutes les bases du christianisme. Après avoir démontré jusqu'à l'évidence, par un exposé succinct de son système, que Toland est un spinosiste déguisé, La Faye cherche à le réfuter; mais suivant les rédacteurs des *Acta eruditor.*, 1720, 476, ses arguments ne sont pas toujours aussi solides qu'on pourrait le

(1). L'ouvrage était certainement écrit en langue allemande; le titre seul était en latin: c'est ce qu'on observe à l'égard de plusieurs autres ouvrages en diverses langues.

croire. — Un autre **LA FAYZ** (*Jean*, suivant *Barbier*), a donné des éditions augmentées, des *Délices de l'Italie*, par *Rogissard*, Leyde, 1709, 6 vol. in 12; et des *Eloges des hommes savants*, par *Teissier*, ibid., 1715, 4 vol. in-12; mais il n'est point l'auteur des *Nouvelles remarques* ajoutées à ce dernier ouvrage, comme *Barbier* l'assure, dans son *Dictionnaire des Anonymes*, 2^e édit., n^o 5051, d'après *Chaudon* et quelques autres biographes (*Voy. Teissier*, XLV, 100). C'est sans doute au même *La Faye* qu'il faut attribuer le *Mémoire bibliographique sur la collection des Républiques*, imprimée par les *Elzevir* in-12, inséré dans les *Mémoires de littérature* de *Sallengre*, II, 2^e part., 149-62. W—s.

FAYOLLE (**PAUL-ANTOINE**), né à Paris en 1778, était le cousin de *M. F.-Joseph-Marie Fayolle*, auteur de l'*Acanthologie*, avec lequel on l'a souvent confondu. Ayant embrassé avec beaucoup d'ardeur la cause de Napoléon, après sa chute, il le suivit à Waterloo; et, lorsque le gouvernement royal fut rétabli pour la seconde fois, il se trouva compromis dans plusieurs entreprises politiques, entre autres l'émeute du mois de juin 1820. Traduit pour ce fait devant les tribunaux, il fut condamné à quelques mois de prison. Ce qu'il y eut de remarquable dans cette affaire, c'est que *Fayolle*, interrogé par le président sur les motifs de sa présence à la bataille de Waterloo, répondit qu'il s'y trouvait comme amateur. Atteint bientôt après d'une complète aliénation mentale, il mourut à Charenton en 1828. Il avait publié les deux brochures suivantes que *M. Quérard* attribue par erreur à son homonyme,

et son cousin : I. *Lettre d'un Français au roi*, par *M. P.-A. F.*, 1815, in-8°. II. *Journée du mont Saint-Jean*, par *Paul*, Paris, 1818, in-8°. M—n j.

FAYPOULT (**GUILAUME-CHARLES**), né en 1752, d'une famille noble de Champagne, s'appelait avant la révolution le chevalier de *Maisoncelles*, et paraissait tenir beaucoup à la noblesse de son origine, qui cependant n'était ni illustre ni bien établie. Destiné à la carrière du génie militaire, il fit ses études à l'école de Mézières, où il fut le disciple de *Carnot*, de *Meunier*, et d'autres hommes qui sont devenus célèbres. Nommé lieutenant dans son arme, il fut employé aux travaux de Cherbourg, et parvint bientôt au grade de capitaine. Ayant demandé, en 1780, un emploi dans la guerre d'Amérique, et n'ayant pu l'obtenir, il donna sa démission. Ainsi il était mécontent, lorsque la révolution commença, et il devait s'en montrer partisan. Il vint donc se mêler dans la capitale à tous les ambitieux qui se préparaient à l'exploiter. Admis à la société des jacobins, il entra en 1792 au ministère de l'intérieur, où il fut secrétaire-général sous *Roland*. Bien que lié au parti de la Gironde, sa circonspection naturelle l'empêcha de se compromettre dans les événements du 31 mai 1793 : mais il fut banni de Paris peu de temps après, par le décret qui en expulsa tous les nobles, et n'y revint que lorsque Robespierre fut renversé. Après avoir été ministre des finances pendant quelques mois, il fut envoyé comme ministre plénipotentiaire à Gènes, en 1795. C'était une mission de haute confiance, car depuis long-temps le gouvernement français nourrissait

objets sur cette antique république possédait de grandes richesses peu de moyens de les défendre, et dont l'occupation était très nécessaire pour s'assurer de l'Italie. Ces projets devaient donc recevoir leur développement lorsque Bonaparte fut près de la Péninsule. Alors des détachements de l'armée française envoyés jusqu'aux portes de la ville ; et des batteries furent établies sur toute la côte, où les navires venaient sans cesse opérer des expéditions pour l'approvisionnement de leurs troupes. L'Anglais se trouvant un jour dans le port de Gênes, avec une petite flotte, fut indigné, et s'empara d'un navire français en présence de la ville. Faypoult jeta les cris ; il demanda que toute communication fût à l'instant même interrompue avec les Anglais, et que les intérêts de cette nation, qui se trouvaient dans le port, fussent remis en sa possession comme compensation du navire capturé. Après quelque hésitation, le petit et le grand conseil réunis se soumirent à tout ; et la république de Gênes, dès lors entièrement dominée par la France, remit encore une somme de deux millions. A ce prix on lui accorda quelques jours de répit. Ce fut au mois de mai de l'année 1796 qu'éclatèrent les mouvements qui devaient lui coûter de si nombreux sacrifices et renverser définitivement son antique constitution. Bientôt, après avoir signé avec les Anglais les préliminaires de Léoben, il avait promis de livrer ses pieds et poings liés, venait à se rendre de cette république les moyens à peu près pareils : qui allaient être employés

contre Gênes. Ce fut donc d'après ses instructions et celles du Directoire que le ministre Faypoult organisa secrètement des associations patriotiques, formées d'aventuriers de toutes les nations, que dirigeait l'apothicaire Morandi ; et lorsque tout fut disposé pour l'explosion il écrivit au chef de l'armée française : « Voilà le fil avec lequel il est facile de mener les conseils et la réformation de Gênes, avec l'accélération ou le retardement de vitesse qui conviendra. » Il paraît que le signal ou l'ordre que demandait Faypoult ne se fit pas longtemps attendre ; car, dès le 21 mai, sept ou huit cents révolutionnaires dirigés par Morandi arborèrent la cocarde tricolore ; après avoir déclaré le *Peuple de Gênes en insurrection contre l'Oligarchie*, ils s'emparèrent de l'arsenal, des principaux postes, et ils se mettaient en devoir de déposer les magistrats, d'en créer de nouveaux, lorsque le véritable peuple, les charbonniers, les portefaix, et beaucoup d'habitants de la campagne, accourus pour défendre la patrie, tombèrent sur ces prétendus patriotes, aux cris de *Viva Maria*, en assommèrent une partie, en conduisirent d'autres en prison et reprirent tous les postes dont ils s'étaient emparés. Ce qu'il y eut de plus remarquable dans ce triomphe du peuple génois, c'est qu'il trouva dans la maison du chef des révolutionnaires, Morandi, des papiers extrêmement précieux, qui furent portés au sénat, et par lesquels on eut la preuve que tout ce mouvement avait été préparé, dirigé par le gouvernement français et son ambassadeur. Lorsque celui-ci voulut réclamer la délivrance des prisonniers, on lui répondit que l'on savait tout, qu'on ne délivrerait que

ceux dont les noms ne se trouvaient pas sur les listes de Morandi; et Faypoult lui-même, quand il revint du palais, fut insulté et menacé. Alors aussi effrayé qu'il avait été arrogant, le ministre français demanda une garde qui lui fut accordée. Voyant *son fil* lui échapper, il écrivit au général Bonaparte que « l'entreprise des patriotes s'é-
« tait faite sans prévoyance et sans
« concert, qu'ils avaient compromis
« les Français en mettant des co-
« cardes tricolores, et qu'ils avaient
« recouru à des moyens indignes en
« délivrant les galériens et en vou-
« lant ouvrir les prisons; que cette
« conduite avait révolté toute la ville;
« qu'enfin la *grande majorité* vou-
« lait conserver le pouvoir dans l'or-
« dre de la noblesse; que rien n'était
« mûr à Gènes pour une révolution, et
« que tout le peuple y voulait encore
« ce qu'il appelait *son prince*,... »
c'est-à-dire l'ancien gouvernement. Mais Bonaparte n'était pas homme à s'arrêter dans un tel chemin. Il dirigea aussitôt contre Gènes un corps de douze mille hommes, et fit partir son aide-de-camp Lavallette, avec une lettre menaçante, que cet officier lut en plein sénat, et en présence de l'ambassadeur Faypoult un peu rassuré par cet appui : « Si, vingt-quatre
« heures après la réception de cette
« lettre, écrivait le général en chef,
« vous n'avez pas mis à la disposi-
« tion du ministre de France tous
« les Français qui sont dans vos
« prisons, si vous n'avez pas fait
« arrêter les hommes qui excitent
« le peuple, si vous ne désarmez
« pas cette populace,... le ministre
« de la république française sortira
« de Gènes, et l'aristocratie aura
« existé... » Épouvantés par de
telles paroles, les sénateurs se sou-

mirent à tout; ils arrêtrèrent même trois des leurs, dont le seul tort était d'avoir cru à la possibilité de défendre la patrie; ils mirent en liberté tous les prisonniers faits dans l'émeute, et envoyèrent trois commissaires à Milan auprès du général en chef, pour recevoir de lui une constitution plus conforme au nouveau système de la démocratie. On pense que leurs instructions furent accompagnées de quelque chose de plus concluant encore (1). Ce qui doit le faire croire, c'est que les députés revinrent très-satisfaits, avec une constitution beaucoup moins populaire qu'ils ne l'avaient pensé, et que Bonaparte insista lui-même pour que ni les nobles ni les prêtres ne fussent exclus du gouvernement. Le ministre Faypoult, qui les avait accompagnés, eut également lieu d'être satisfait du général en chef, et tous les deux reçurent encore de la république *régénérée* des témoignages publics de sa reconnaissance. Une médaille fut frappée en leur honneur avec cet exergue : à *Napoléon Bonaparte et à Guillaume Faypoult, la Ligurie reconnaissante*. Depuis cette époque Faypoult, dans toutes les occasions, reçut de Bonaparte de nombreux témoignages d'estime, et de son côté il se montra constamment fort attaché à sa fortune. Cependant il refusa, l'année suivante, de l'accompagner dans son aventureuse expédition d'Égypte. Se croyant plus propre à servir la république par son talent diplomatique, dont il venait de faire une si heureuse application, l'habile régénérateur se rendit à Milan, puis à

(1) On sait que Bonaparte proposa vers cette époque à Borras de lui envoyer deux millions pour l'aider à faire la révolution du 18 fructidor, et l'on a tout lieu de croire que cette somme, qui d'ailleurs ne fut pas envoyée, venait de la contribution qu'il avait imposée aux Génois.

Rome, et enfin à Naples avec des missions analogues ; mais il paraît qu'en créant la république Parthénopéenne, il s'occupa de ses finances avec trop d'apreté, car il eut à cette occasion de vifs démêlés avec Championnet et Bonamy (*Voy. Bonamy*, LVIII, 534), qui le firent chasser de Naples par leurs soldats. Ces généraux qui succombèrent ensuite eux-mêmes devant ses accusations, ayant été réhabilités, Faypoult fut poursuivi à son tour et forcé de se tenir caché jusqu'au triomphe de Bonaparte, le 18 brumaire. Alors le nouveau consul le nomma préfet de l'Escout. Il administra ce département pendant huit ans avec assez de sagesse, et il ne le quitta qu'en 1809, par suite d'une irruption que la mer fit dans cette contrée, après avoir rompu les digues qui devaient la garantir. On rendit Faypoult responsable de ce malheureux événement, et il perdit son emploi. Ce fut alors que le nouveau roi d'Espagne, Joseph Bonaparte, l'appela à Madrid pour en faire son ministre des finances. Faypoult conserva ces fonctions jusqu'en 1813, et il ne quitta l'Espagne qu'avec son maître, pour se rendre à Paris, où l'empereur Napoléon, revenu de sa malheureuse campagne de Saxe, lui confia la mission importante d'aller observer et sonder les différentes puissances de l'Italie, et plus particulièrement Murat, afin de les maintenir dans l'alliance de la France. Mais Faypoult avait à peine entamé quelques négociations que de nouveaux revers, et enfin la chute du trône impérial le forcèrent d'y renoncer. Revenu à Paris il n'y obtint aucun emploi sous la restauration ; mais Bonaparte, aussitôt après son retour de l'île d'Elbe, en avril 1816, le nomma préfet du dé-

partement de Saône-et-Loire. Il se trouvait ainsi à Mâcon, lors de l'invasion des Autrichiens ; et ce fut lui qui, autorisé par le maréchal Suchet, leur ouvrit les portes de cette ville. Il remit ensuite ses pouvoirs à M. de Rigny son successeur, nommé par le roi Louis XVIII ; et se retira à Gand où les souvenirs de son administration lui assurèrent un bon accueil. Il revint à Paris en 1816, et mourut dans cette capitale au mois d'octobre 1817. Faypoult avait publié en l'an III (1795), un *Essai sur les finances*, vol. in-8°. Il n'a laissé qu'une fille adoptive, mariée au baron de Ségonville, ancien colonel de hussards. M—D j.

FEA (l'abbé CHARLES), né le 2 février 1753, dans le petit village de Pigna de la vallée d'Ongelia en Piémont, de parents honnêtes, mais sans fortune, voulut très-jeune encore aller rejoindre à Rome un oncle qui était ecclésiastique, et dont il fut bien accueilli. Il s'appliqua ensuite à l'étude de la philosophie, du droit civil et canonique dans l'université de la Sapienza, où il reçut le bonnet de docteur. Dirigé par son oncle, il suivit pendant quelque temps le barreau ; mais, détestant la chicane, il l'abandonna pour se consacrer à l'étude de l'archéologie avec un zèle tout particulier. Ce fut en méditant sur des ruines de l'ancienne Rome, qu'il composa une dissertation très-érudite qui est jointe au troisième volume de la traduction italienne de l'*Histoire de l'art* par Winckelmann (1).

(1) Cette traduction, imprimée d'abord à Milan en 1779, 2 vol. in 4° n'est pas, comme on l'a dit, de Fea, mais de quelques religieux cisterciens de Saint-Ambroise. Fea revit cette traduction avec le plus grand soin et la reproduisit à Rome en 1783, en y joignant un troisième volume qui renferme, outre la traduction de quelques opuscules de Winckelmann, la curieuse et savante dissertation *Sulle rovine di Roma* ; cette dissertation ayant été critiquée assez vive-

Le prince Chigi le nomma son bibliothécaire, et il vécut long-temps de cette petite place et du produit de ses publications. Au retour du pape Pie VII, il fut nommé directeur des travaux publics que les Français avaient entrepris sur tous les points. Il se montra zélé et intègre dans ses opérations; il publia un *Progetto d'una nuova edizione di Vitruvio*; il prononça, à l'académie des Arcades, un discours qui avait pour titre : *Delle belle arti in Roma*. Ses éditions d'*Horace* et de l'ouvrage de Bianconi, *Dai circhi romani*, montrent encore sa vaste érudition sur les antiquités. La franchise de Fea et le peu d'égard avec lequel il exposait ses idées lui firent beaucoup d'ennemis; il disputa avec Guatani, sur la prétendue statue de Pompée de la maison Spada. Il eut une vive discussion avec Pier. Bianchi de Lugano et le professeur Laur. Ré, sur l'arène et le podium de l'amphithéâtre de Flavian. Il entretenait une correspondance très-piquante avec Masden de Barcelone (*Voy. ce nom*, XXVII, 357). Ces lettres, qui ont été publiées, prouvent combien la passion et l'entêtement nuisent aux sciences, notamment à l'histoire où alors on cherche en vain la vérité. Cet homme religieux, intègre et pauvre, mourut, le 18 mars 1834, dans le palais de Chigi, auprès de la bibliothèque. Nous avons personnellement connu et aimé l'abbé Fea, notre collègue à l'académie romaine d'archéologie, et nous possédons les ouvrages suivants publiés par cet estimable auteur : I. *L'Integrità del Panteone di Marco Agrippa*,

ment par Onofrio Boni dans ses *Memorie per le belle arti*, Fea lui répondit par une *Lettera* non moins vive, Rome, 1786, in-4°, que l'on trouve ordinairement réunie au troisième volume de Winckelmann. W—s.

Rome, 1801, in-8°. II. *Conclusioni per l'integrità del Panteone di Marco Agrippa*, ibid., 1807, in-8°. III. *Dei diritti del principato negl'antichi edifizii pubblici*, ibid., 1806, in-8°. IV. *Horatii Flacci opera omnia, ad codices manuscr. Vaticanos, Chisianos, Angelicos, Barberinos, emend., notis illust.*, ibid., 1811, 2 vol. in-8°. V. *Della statua di Pompeo magno del palazzo Spada*, ibid., 1812, in-8°. VI. *Degli scavi dell' anfiteatro romano*, 1813, in-8°. VII. *Ammonizione due critiche antiquarie*, 1813, in-8°. VIII. *Nulità delle amministrazioni capitolari abusive*, Rome, 1813. IX. *Descrizione di Roma e dei contorni con vedute*, ibid., 1822, 3 vol. in-12; 2^e édit., Milan, 1824. X. *Notizie intorno Raffaello Sanzio d'Urbino ed altri autori*, Rome, 1822 (2). G—c—y.

FEDERICI (ETIENNE), savant jurisconsulte, né dans le XV^e siècle, à Brescia, descendait d'une ancienne et illustre famille, à laquelle l'empereur Conrad avait, dès 1024, inféodé la Valcamonica, mais qui était déchue de sa première splendeur. Venu jeune à Paris pour y compléter ses études il y mérita l'estime de ses maîtres; et, de retour dans sa ville natale, obtint diverses charges de magistrature. On a de lui : *Opus de interpretatione juris*, Brescia, 1496, in-fol.; réimprimé plusieurs fois, ce qui

(2) On a encore de Fea : 1^o *Miscellanea filologica-critica ad antiquaria*, Rome, 1790, in-8°. Ce volume, qui devait être suivi de plusieurs autres, contient une *Lettera* au cardinal Borghia sur quelques auteurs latins, et notamment sur Plin l'ancien; des *Notizie* sur les fouilles faites à Rome à diverses époques, et des *moreaux inédits* d'Attarct, de Luc Holstenius, de J.-M. Suard, du P. Kircher, tirés des manuscrits de la bibliothèque Chigi. 2^o *Relazione d' un viaggio ad Ostia ed alla villa di Plinio*, 1802, in-8°. 3^o *Iscrizioni di monumenti pubblici trovate nell' attuali scavarazioni*, Rome, 1813, in-8°. W—c.

prouve qu'il était consulté des juristes. Il a laissé manuscrite une *Histoire chronologique* de sa famille.—**FEDERICI (Louis)**, littérateur, de la même famille, né vers 1540, à Brescia, se fit agréger au collège des avocats de cette ville, et soutint, dans l'exercice de divers emplois, la réputation de savoir et d'intégrité dont avaient joui ses ancêtres. Dans ses loisirs il cultivait la poésie, et composait avec une égale facilité des vers en latin et en italien. L'un des fondateurs de l'académie des *Occulti*, sous le nom de *il Sepolto*, il a publié, dans le double *Recueil* poétique de cette compagnie, quelques pièces de vers remarquables par l'élégance et la simplicité. Il eut, en 1606, l'honneur de réciter devant le doyen Léonard Donato une *Harangue* (*orazione*), qui fut imprimée à Venise, in-4°. Il mourut vers 1607, laissant manuscrits quelques *satires*, des *notes* sur le droit, et un ouvrage inachevé : *Della vera filosofia e delle leggi*. Le cardinal Quérini lui a consacré un éloge dans le *Specimen litteratur. Brizianæ*, II, 249.—**FEDERICI (Marc-Antoine)**, Brescian, a publié un ouvrage intitulé : *Æstates patavinæ*, Padoue, 1595, in-4°. — **FEDERICI (Jérôme)**, criminaliste, a laissé des résolutions de quelques cas, imprimées à la suite des *Responsa criminalia* de Prosper Farinacci, Venise, 1616, in-fol.—**FEDERICI (D. Placide)**, né en 1739 à Gênes, embrassa la vie religieuse dans la célèbre congrégation du Mont-Cassin, consacra ses loisirs à l'étude des antiquités ecclésiastiques, et mourut en 1785, à quarante-six ans, vicaire-général de l'abbaye de Volterra, laissant la réputation d'un savant consommé. D. Placide n'avait

cependant publié que le premier volume de l'histoire du monastère de Pomposa, sous ce titre : *Rerum pomposianarum historia, monumentis illustrata*, Rome, 1781, in-4°. Ce volume, dont le pape accepta la dédicace, fait vivement regretter que l'auteur n'ait pu terminer un ouvrage qui, en lui assignant une place parmi les érudits les plus laborieux, devait le conduire aux premières dignités de l'église, devenues sous le grand pontife Pie VI la récompense de tous les talents éminents. W—s.

FEDERICI (Le P. DOMINIQUE-MARIE), écrivain savant et laborieux, maîtres-paradoxal, naquit, en 1739, à Vérone, d'une famille patricienne, qui a produit plusieurs hommes de mérite. Ayant embrassé la vie religieuse dans l'ordre des Dominicains, il fut chargé d'enseigner la théologie et d'expliquer les saintes écritures à ses jeunes confrères. Il occupa, pendant plusieurs années, les chaires d'Udine, de Padoue et de Trévise, avec beaucoup de distinction. Dans ses loisirs, il visitait les bibliothèques et il y recueillit des matériaux immenses sur l'histoire des lettres et des arts en Italie, au moyen-âge. Il obtint de ses supérieurs la permission de rester à Trévise, qu'il regardait comme sa seconde patrie, et s'y consacra tout entier à la rédaction de ses ouvrages. Il mourut dans cette ville, au mois de décembre 1808, à l'âge de soixante-neuf ans. Outre quelques opuscules qui n'offrent aucun intérêt, on a de lui : I : *Storia di cavallieri Gaudenti*, Venise, 1787, 2 vol. in-4°. C'est l'histoire d'une espèce d'ordre qui s'établit en Italie au XIII^e siècle. Les membres de cette association avaient pris le titre de

chevaliers de la glorieuse vierge Marie; mais le peuple les nomma chevaliers ou frères *Joyeux*, parce qu'ils oublièrent bientôt le but de leur association, et qu'ils passaient leur vie dans les plaisirs (Voy. *l'Histoire des ordres religieux*, par le P. Helyot, IV, 456). L'ouvrage de Federici pèche par le défaut de critique. L'envie de dire des choses neuves et singulières lui a fait admettre des détails évidemment fabuleux. II *Memorie trevigiane sulle opere di disegno*, ibid., 1803, 2 vol. in-4°. Sous ce titre, l'auteur donne l'histoire de l'origine et des progrès des arts dans le Trévisan depuis le XI^e siècle. Son ouvrage est rempli de recherches curieuses; mais on y trouve aussi bien des idées qui ne pourraient soutenir un examen sérieux. III. *Memorie trevigiane sulla tipografia del secolo XV*, ibid., 1806, in-4°. Aveuglé par son amour pour les Trévisans, Federici cherche à prouver, dans cet ouvrage, que la petite ville de Feltre est le véritable berceau de l'imprimerie. Il s'appuie sur le témoignage d'un ancien manuscrit, et sur celui d'Antonio del Corno, qui, dans ses *Memorie istoriche della città di Feltre* (Venise, 1710, in-4°), avance que Pamphile Gastaldi, citoyen de Feltre, connaissait, dès 1456, l'art d'imprimer avec des caractères mobiles; et que Fust (Voy. ce nom, XVI, 203) reporta en Allemagne ce secret qu'il tenait de Gastaldi. Cette opinion, quoique présentée avec beaucoup d'esprit, n'a pas besoin d'être réfutée. L'ouvrage de Federici est divisé en trois parties : dans la première, l'auteur expose et soutient le paradoxe dont on vient de parler; la seconde contient le catalogue chronologique des

livres imprimés à Trévise, depuis 1471 jusqu'à 1500, au nombre de quatre-vingt-quinze; et la troisième, l'histoire littéraire de cette ville pendant le même temps. A la suite l'auteur a réuni, sous le titre de *Documenti aneddoti*, les pièces préliminaires des douze principaux ouvrages imprimés à Trévise dans le XV^e siècle; et enfin l'épître dédicatoire de la première édition du *Dictionnaire* de Calepin, quoique imprimé à Reggio en 1602 (Voy. CALLEPINO, VI, 519), parce que Pontico Verunio de Trévise en est l'un des imprimeurs et le correcteur. IV. *Esame critico apologetico della letteratura trevigiana del secolo XVIII, sino a nostri giorni, esposta dall'autore della Letteratura veneziana* (le P. Moschini), ibid., 1807, in-8°. Loin d'avouer qu'il avait exagéré dans ses autres ouvrages le mérite littéraire des Trévisans, il emploie celui-ci à le relever encore; le P. Moschini, contre lequel il avait lancé des traits assez piquants, lui répondit avec beaucoup de vivacité dans le IV^e vol. de la *Letteratura veneziana*, p. 70 et suivantes. On trouve une Notice détaillée sur le P. Federici dans le *Giornale dell'italiana letteratura*, Padoue, 1808, tome XXIII. L'abbé Louis Federici, son neveu, lui en a consacré une autre dans les *Elogi istorici de' piu illustri ecclesiastici Veronesi*, Vérone, 1819, tome III. W—s.

FEDERICI (JEAN-BAPTISTE-CAMILLE-FRÉDÉRIC VIASSOLO), connu sous le nom de *Camille Federici*, né à Garesio, petite ville du Piémont, en 1751, fit ses études à Turin, où il cultiva les littératures latine et italienne, et donna des preuves, dès sa plus tendre enfance, de cet esprit ingénieux qui le porta par

la suite à écrire pour le théâtre. Quelques productions, fruit de sa jeunesse, ayant été jouées par des amateurs, lui valurent beaucoup d'éloges. Mal partagé sous le rapport de la fortune, avide de gloire, encouragé par les marques d'approbation qu'il recevait et par ses amis, il abandonna, lui aussi, cette même patrie que furent obligés de quitter Baretti, Denina, Lagrange, Bodoni, Alfieri, et voyagea en Italie. En 1787, il se trouvait à Venise aux appointements du directeur de la troupe qui jouait à la salle Saint-Ange. C'est alors que ses comédies représentées dans cette ville furent tellement recherchées, applaudies sur tous les théâtres d'Italie, que le nom de Federici parut devoir effacer celui de tous les auteurs dramatiques qui l'avaient précédé; mais son étoile ne brilla pas toujours d'une aussi vive lumière. De Venise Federici passa à Padoue où il se fixa, y étant devenu époux et père. Attaqué d'une maladie grave et pénible, qui mit ses jours en danger pendant quatre ans, il trouva un soulagement et un appui dans la personne de François Barisan, riche négociant de cette ville, jeune homme aimable, bien élevé et instruit. Ayant pris goût à jouer la comédie, il avait fait construire une salle dans sa charmante *Villa de Castelfranco*, et y avait réuni une société choisie d'amateurs, parmi lesquels il se fit une réputation d'excellent acteur. Plusieurs de ses comédies furent composées pour cette société, et jouées par elle avec tant de succès qu'elles auraient pu exciter la jalousie des artistes les plus habiles. Federici recouvrait à peine une santé long-temps délabrée, lorsqu'il essuya un de ces malheurs auxquels les

auteurs qui n'ont aucun privilège d'impression ni de représentation sont fort exposés en Italie. Ses œuvres se trouvaient dans les mains de beaucoup de comédiens, mais il n'avait pas encore eu l'idée de les faire connaître par la voie de la presse. Une âme vénale profita de cette circonstance pour en tirer parti, en les publiant sans le consulter. On ne saurait exprimer la douleur que Federici éprouva en voyant paraître, tout-à-coup, la majeure partie de ses pièces, imprimées sans qu'on eût même daigné lui en faire part. Mais le mal était sans remède : il ne lui restait qu'à souffrir et à se taire. Federici passa ensuite auprès de son ami Antoine Goldoni (1), et continua à donner de nouvelles productions toujours ardemment désirées et toujours applaudies. Après l'édition de Turin, plusieurs de ses ouvrages furent insérés dans des recueils dramatiques, soit à Venise, soit dans d'autres villes; ce qui l'engagea à prendre enfin le parti de les publier lui-même, tels qu'ils étaient sortis de sa plume. L'édition en fut entreprise à Padoue, en 1802, sous les yeux de l'auteur; mais le quatrième volume ne faisait que de paraître lorsqu'une seconde maladie termina ses jours le 23 décembre, même année. La collection fut continuée, tant bien que mal, jusqu'au dixième volume, puis abandonnée. Le nombre des comédies de Federici s'élève à cinquante-six. Plusieurs ont été traduites en français et en espagnol. Celle qui est intitulée *la Bugia vive poco* a mérité l'honneur d'être transportée sur la scène française : MM. Roger et Creuzé de Lesser en

(1) Alors directeur de la troupe qui porte le nom de Goldoni, et parent du célèbre auteur qui s'appelait Charles.

ont tiré la comédie de *la Revanche*. Ce fut au milieu de l'admiration que les œuvres de Schiller, d'Iffland et de Kotzbue excitaient en Allemagne que Federici entra dans la carrière théâtrale, avec l'espoir d'arriver aux premiers rangs des auteurs dramatiques. Si son projet ne réussit pas entièrement, on doit l'attribuer, en grande partie, à l'injustice du sort, qui le traita avec assez de rigueur pour l'obliger à faire un commerce de son talent, en se vendant au caprice et à la cupidité des directeurs de théâtre, afin de procurer une existence à sa famille. C'est principalement à cette cause fâcheuse qu'il faut imputer les taches qui déparèrent plusieurs de ses écrits, taches sur lesquelles une critique impartiale ne saurait se taire. Obligé de se conformer à la volonté des autres et de traiter des sujets romanesques, il tomba quelquefois dans l'in vraisemblance des caractères qu'il allait chercher, dans son imagination, au delà des Alpes et des mers, au lieu de les peindre tels qu'il aurait pu les voir auprès de lui. Voulant toujours instruire, même lorsque ses drames n'avaient pas une fin morale, il eut la mauvaise inspiration d'y suppléer par des maximes et par des préceptes. Gêné souvent par la nécessité de travailler vite et d'amener des coups de théâtre qui pussent éblouir le public, il fit trop fréquemment usage du même moyen, en introduisant sur la scène quelque prince, quelque souverain, ou autre grand personnage qui, se faisant connaître tout-à-coup, termine la pièce à sa manière, et convertit le théâtre en tribunal. Son style, plus châtié peut-être que celui de Goldoni, n'est pas à l'abri de tout reproche. Mais si tels furent les défauts qu'on pourrait

lui reconnaître, peu d'auteurs l'ont surpassé dans l'art de concevoir ses plans, de les distribuer avec une économie sage et bien entendue; dans la conduite, et, si l'on peut s'exprimer ainsi, dans la magie de la pièce, dans la variété des caractères. Son dialogue est tantôt vif ou soutenu, tantôt tendre ou joyeux; des saillies charmantes s'échappent souvent de la bouche de ses personnages, et la justesse des idées est presque toujours unie à celle des mots. Enfin, si le but réel du théâtre est d'amuser, d'instruire et de corriger en même temps, on ne saurait nier que Federici ne l'ait souvent atteint. Naturellement doux et modeste, il n'eut jamais une haute idée de lui-même; il vécut retiré, cultivant en secret ces vertus qu'il enseignait noblement sur la scène. Parmi les drames de Federici, celui qui est intitulé *le Remède pire que le mal, ou le secours inattendu*, nous paraît une de ses productions les plus remarquables. Cette pièce est remplie de beautés; les situations fortes n'y manquent pas; les scènes pathétiques y sont en assez grand nombre : la dixième du cinquième acte, entre le caissier Vittorio et son fils, est très-touchante; mais la trop grande accumulation des événements, accumulation qui va toujours en augmentant, s'y fait remarquer d'une manière sensible, nuit à la vraisemblance, et par conséquent à la satisfaction que l'ouvrage aurait pu produire; enfin le dénouement nous paraît aussi beaucoup trop précipité (2).

V—s—r.

FEDERMANN (NICOLAS), voyageur allemand, était né à Ulm

(2) Cette pièce a été traduite en français par l'auteur de cet article, et fait partie de la vingt-unième livraison de la Collection des chefs-d'œuvre des théâtres étrangers (éditeur Ladvocat).

en Souabe. Il embrassa l'état militaire, et y acquit une expérience qui fit agréer ses services par les Welser, riches négociants d'Augsbourg, auxquels Charles-Quint concéda la province de Venezuela, dans l'Amérique méridionale, en paiement des sommes qu'il leur avait empruntées. Devant en faire la conquête à leurs frais, ils s'engageaient à équiper quatre vaisseaux, à emmener des troupes espagnoles, et à construire deux villes et trois forts dans les deux années qui suivraient leur arrivée; ils devaient, en outre, envoyer dans ce pays cinquante mineurs allemands. Federmann, nommé capitaine d'une compagnie de soldats espagnols et accompagné de mineurs, s'embarqua, le 20 octobre 1529, à San-Lucar de Barameda en Andalousie: le vaisseau fut poussé sur Lanzerote une des Canaries, où des Arabes, venus des côtes d'Afrique voisines, attaquèrent les Européens et leur firent des prisonniers, au nombre desquels se trouvait Federmann. Sorti de captivité, il continua sa route, et atterrit à Saint-Domingue, où déjà la population indigène était presque totalement exterminée, et enfin arriva près de Coro. Le gouverneur A. Dalfinger étant parti de cet établissement à la fin de juin 1530, Federmann le remplaça. « Me voyant, dit-il, dans la ville de Coro, avec beaucoup de troupes, sans occupation, je me déterminai à entreprendre un voyage dans l'intérieur, ou vers la mer du sud, espérant y faire quelque chose d'avantageux. Mes préparatifs terminés le 12 septembre, je me mis en route avec cent dix Espagnols à pied et seize à cheval, accompagné de cent Indiens qui portaient nos vivres, et tout ce qui était nécessaire pour

« notre subsistance ou notre défense. » Il est très-difficile de constater le point auquel Federmann et ses compagnons parvinrent, ni de reconnaître les peuplades chez lesquelles il passa, la plupart n'existant plus aujourd'hui. En suivant sa marche aussi exactement qu'il est possible, on conjecture qu'ils s'avancèrent dans le S. O., à peu près à cent cinquante lieues, jusqu'aux premiers contre-forts des Andes. Parfois les Indiens se défendirent avec tout le succès que permettaient les moyens dont ils disposaient. Les Européens éprouvèrent des pertes assez fortes, et Federmann fut blessé. Ces échecs furent vengés cruellement sur les malheureux Indiens. Federmann, chargé d'un mince butin en or, revint vers la côte et la suivit jusqu'à Coro, où il rentra le 17 mars 1531, et remit l'autorité entre les mains d'A. Dalfinger. La fièvre l'y retint jusqu'au 9 décembre; alors il partit pour Saint-Domingue, et, le 16 janvier 1532, débarqua heureusement à Séville. Il salua l'empereur qui se trouvait à Medina del Campo. Enfin, le 31 août, il revit Augsbourg. Il y écrivit la relation de son voyage, la laissa aux mains de Jean Kiethaber, son beau-frère, bourgeois d'Ulm, puis il alla de nouveau tenter la fortune en Amérique: on ignore l'époque de sa mort. Sa relation parut en allemand, sous ce titre: *Belle et agréable narration du premier voyage de Nicolas Federmann le jeune, d'Ulm, aux Indes de la mer Océane, de tout ce qui lui est arrivé dans ce pays jusqu'à son retour en Espagne; écrite brièvement et divertissante à lire*, Haguenau, 1557, in-8°. Ce livre est curieux par les détails qu'il offre sur les Indiens, sur leurs mœurs et

sur la manière dont on s'y prenait pour les soumettre : l'auteur s'exprime avec une naïveté qui gagne la confiance. Jean de Laet, dans son *Histoire des Indes*, parle de l'expédition de Federmann. L'ouvrage de ce dernier, devenu extrêmement rare, est omis dans les Bibliographies allemandes. M. Henri Ternaux, qui en possède un exemplaire, l'a traduit en français, et l'a inséré dans le recueil qu'il publie sous ce titre : *Voyages, relations et Mémoires originaux pour servir à l'histoire de la découverte de l'Amérique, publiés pour la première fois en français*, Paris, 1837. Quant au second voyage de Federmann, M. Ternaux ignore s'il a été imprimé ou même écrit. F—s.

FEDRIGOTTI (JÉROME), littérateur, né en 1742, à Sacco di Roveretto, fit ses études, partie dans cette ville et partie en Allemagne où il suivit les cours des plus célèbres académies. Son père le destinait à la carrière du barreau ; mais la nature l'avait fait poète, et rien ne put le détourner de sa vocation. Doué d'un esprit vif et formé par la lecture de Pétrarque, du Tasse et de l'Arioste, il s'essaya d'abord avec succès dans la pastorale et dans le genre lyrique. Il s'éleva depuis à la tragédie, et composa les deux premiers chants d'un poème dont le héros est *Antoine le triumvir*. Mais, attaqué d'une maladie lente, dans laquelle, à l'exemple de Pétrarque, il refusa le secours des médecins, il y succomba en 1776, à trente-quatre ans. Ses poésies, qui n'ont point encore été réunies, sont éparses dans les *Raccolte*, et conservées dans les archives de l'académie des *Agiate* dont il était membre. A beaucoup d'érudition Fedrigotti joignait le goût des

arts ; il cultivait la musique et le dessin, et passait pour un habile connaisseur. Clém. Vannetti a composé en latin l'éloge de ce jeune poète ; cette pièce est imprimée dans le tome XXXII de la *Raccolta d'opuscoli* de D. Mandelli. W—s.

FEHRE (CHRÉTIEN-AUGUSTE), né le 25 mars 1744, à Burgstadt, dans le comté de Schöenburg, reçut sous les yeux de son père, fort habile théologien, et dans sa ville natale, une éducation dans laquelle les tendances théologiques avaient par trop le dessus ; mais quand les événements de la guerre de sept ans menacèrent le pays en 1759, il se rendit aux écoles d'Altenbourg, où les écrivains profanes, Virgile, Horace, devinrent ses lectures assidues, et lui donnèrent pour la poésie un goût qui ne céda qu'à celui des sciences judiciaires. De retour dans sa ville natale (1761), il communiqua la nouvelle de cette vocation mondaine à son père, qui consentit à lui laisser étudier le droit à Leipzig. Il en sortit gradué, alla plaider et conduire des affaires à Pyna d'abord, ensuite à Chemnitz, enfin à Dresde. Il plut aux autorités et principalement au ministre de conférence Fréd.-Louis de Wurmb, et, grâce à lui, devint successivement procureur de la chambre (1781), et procureur de l'administration des finances (1784). Il eut ainsi, de 1784 à 1800, diverses affaires à conduire avec l'étranger, et, de 1797 à 1817, il fut chargé de l'administration judiciaire des domaines de Gorkitz. Plus que septuagénaire à cette époque, il se retira complètement des affaires, et survécut encore six ans à sa retraite : sa mort eut lieu le 29 août 1823. Fehre était un homme d'esprit. On a de lui plusieurs poésies

de circonstance, imprimées sous le titre de *Cadeaux à mes amis et amies*, 1765 (anonyme), et reçues du public avec assez de faveur; d'autres poésies que l'on trouve dans les *Entretiens de Hambourg* et dans les *Fidèles de Leipzig*, 1768 et 1769; et enfin le *Médecin du roi* dans l'*Anthologie des Allemands* de Schmid (tome Ier, Leipzig, 1770). En revanche c'est à tort qu'on a donné, comme de lui, les *Allégories et Chansons des contrées limitrophes de la Bohême*, Leipzig, 1776. Ces poésies remarquables ont pour arrangeur ou pour auteur un de ses amis, Ch.-Théophile Kütner, lequel mourut à Pyrna, en 1739, surintendant de cette ville. P—OT.

FEILER (JEAN), médecin allemand, né en 1771, exerça l'art de guérir à Landshut; devint professeur d'accouchements à l'université de cette ville, et directeur de l'établissement qui est consacré aux femmes en couches. Il y enseigna aussi la pathologie et l'hygiène. Le roi de Bavière le nomma conseiller aulique. Il mourut à Landshut le 21 mars 1822. Ses écrits sont : I. *De spinæ dorsæ incurvationibus earumque curatione*, Nuremberg, 1807, in-8°. II. *Sur la fracture de l'occipital avec une nouvelle méthode de la guérir*, Sulzbach, 1811, in-8° (alem.). III. *Introduction à la connaissance et au traitement des maladies des enfants*, Sulzbach, 1814, in-8° (alem.). IV. *Sur les monstruosités humaines en général, et les hermaphrodites en particulier*, Landshut, 1814, in-8° fig. (alem.). V. *Manuel de diététique*, Landshut, 1821, in-8° (alem.). L'auteur divise cet ouvrage en deux parties : dans la première, *Diététique générale*,

il parle de l'air, des aliments et des boissons, du mouvement et du repos, des passions, du sommeil et de la veille, des évacuations et des rétentions; dans la deuxième partie, *Diététique spéciale*, il parle de l'éducation des enfants, et donne des règles de régime pour les âges, les professions et les sexes. G—T—R.

FEINAIGLE (GRÉGOIRE DE), mnémoniste, n'était pas, comme il le disait lui-même, l'inventeur de la Méthode mnémotechnique qu'il a tenté de répandre en France, et qui lui a valu, grâce aux journaux, une célébrité passagère. Né vers 1765, en Allemagne et peut-être en Bavière, Feinaigle était, selon toute apparence, un des disciples du baron d'Arétin (*Voy.* ce nom, LVI, 415), qui prétendait aussi, mais sans plus de fondement, à l'honneur d'une découverte renouvelée des Grecs et des Romains. Chargé vraisemblablement par son patron de propager sa découverte, Feinaigle vint en France vers le milieu de l'année 1806, et s'arrêta quelque temps dans les provinces de l'est. Il était accompagné d'un homme plus jeune, qui lui servait d'interprète (car il parlait alors très-difficilement le français) et qui s'occupait en outre des détails dans lesquels le maître ne pouvait entrer sans compromettre sa dignité. Après une séance préparatoire dans la salle de l'auberge où il était descendu, Feinaigle annonçait l'ouverture d'un cours de huit à quinze leçons dans lequel il devait exposer les principes du nouvel art avec une telle clarté, que tous ceux qui l'auraient suivi seraient eux-mêmes en état de l'enseigner; mais ce n'était pas là son but. On n'était admis à ce cours qu'après avoir payé d'avance la rétribution fixée par le professeur,

et qui variait suivant l'étendue de la ville et la richesse présumée des habitants. Il faisait ensuite prendre aux nouveaux adeptes l'engagement de ne pas révéler, avant le terme de deux ans, sans sa permission, les admirables secrets qu'il devait leur communiquer; seulement il leur était loisible d'en parler entre eux. Cette merveilleuse méthode d'étendre la mémoire, dont Feinaigle se donnait pour l'inventeur, est celle que Cicéron indique (*Rhetor.*, lib. III, c. 5), et qui consiste dans l'emploi de figures bizarres et de chiffres auxquels on fixe le nom et la date que l'on veut se rappeler au besoin. Le cours terminé, Feinaigle se hâtait de quitter la ville qu'il venait d'exploiter, laissant en général ses disciples assez peu satisfaits. Dans les premiers jours de décembre, il fit à Paris, dans une salle de l'Hôtel-de-Ville, en présence d'une assemblée nombreuse et brillante, la répétition des expériences de sa méthode. La plupart des spectateurs en furent émerveillés; mais les bons esprits n'y virent qu'un objet de divertissement curieux, et pensèrent qu'avant de prononcer sur le plus ou le moins d'importance de la découverte que s'attribuait Feinaigle, il fallait s'assurer si l'on pouvait en faire l'application à des objets d'une utilité réelle, tel que l'enseignement de la lecture, de l'écriture et du calcul. Feinaigle affirma que sa méthode pouvait recevoir les applications les plus étendues; mais on ne tarda pas à reconnaître que, bonne seulement pour aider à fixer dans la mémoire quelques nomenclatures scientifiques, elle était inutile pour tout le reste, puisqu'elle ne pouvait suppléer à la logique, sans laquelle on n'apprend et ne retient que les

mots. Moins heureux que l'un de ses prédécesseurs, Schenckel (*Voy.* ce nom, XLI, 108), Feinaigle, n'ayant point obtenu le brevet d'invention qu'il sollicitait, vit bientôt sa méthode abandonnée et tournée en ridicule par ceux même que ses promesses avaient attirés à ses leçons. Il fut mis sur la scène sous le nom de *Fin-Merle*, par Dieulafoy (*Voy.* ce nom, LXII, 481), dans un vaudeville intitulé : *Les Filles de mémoire*, ou le *Mnémoniste*. Devenu un moment l'objet de tous les quolibets et de toutes les plaisanteries, il les supporta sans se plaindre; mais il n'en fut pas de même lorsqu'il vit quelques-uns de ses élèves ouvrir des cours de mnémonique, et tenter d'exploiter pour leur propre compte la crédulité publique; alors il se fâcha tout de bon, et fit retentir les journaux de ses plaintes contre ceux qui lui dérobaient ses secrets. Après avoir occupé tout Paris, il y était complètement oublié, lorsque les feuilles publiques annoncèrent qu'il était mort à Londres, en 1820. W—s.

FEITH (RHYNVS), l'un des poètes les plus célèbres qu'ait produits la Hollande, naquit à Zwolle, province d'Over-Yssel, le 7 février 1753, d'une famille patricienne qui compte parmi ses ancêtres des littérateurs distingués, entre autres Everhard Feith (*Voy.* ce nom, XIV, 254), auteur d'un ouvrage très-estimé sur les *Antiquités d'Homère*. Rhynvs Feith montra de bonne heure d'heureuses dispositions pour la poésie. Après avoir reçu, en 1770, le grade de docteur en droit à l'université de Leyde, il retourna dans sa ville natale, et s'y appliqua principalement à l'étude des belles-lettres et de la poésie. Nom-

mé bourgmestre de Zwolle, et quelque temps après receveur du collège de l'amirauté dans cette ville, il n'en continua pas moins de se livrer à ses savantes occupations, et enrichit la littérature hollandaise d'une foule d'ouvrages dont plusieurs sont regardés comme des chefs-d'œuvre. En 1779, il remporta le premier prix au concours ouvert par la société poétique de Leyde, pour une pièce intitulée : *le Bonheur de la paix*. La même société lui accorda en 1781, une médaille d'or pour un ouvrage en prose qui traitait des qualités essentielles du poème épique. En 1785, il obtint une gloire dont les annales de la littérature offrent peu d'exemples. La société poétique de Leyde, qui était, à cette époque, la plus distinguée des Pays-Bas, avait mis au concours l'éloge de l'amiral Ruyter, en vers. Feith y envoya deux pièces, un poème en vers alexandrins et une ode. Le poème remporta le premier prix et l'ode le second, distinction éclatante que méritaient sous tous les rapports ces deux belles productions. Satisfait de l'honneur d'avoir obtenu ces deux prix, Feith refusa les médailles d'or et d'argent qui lui étaient décernées. La société, cependant, pour perpétuer ce double triomphe, lui offrit les empreintes de ces médailles en cire, renfermées dans une boîte d'argent sur laquelle était gravé le portrait du héros dont il avait célébré la mémoire, avec cette inscription aussi simple qu'énergique : *Immortel comme lui*. Feith refusa également la médaille d'or qu'il avait, peu de temps après, obtenue pour son poème intitulé *la Providence*, en priant la société d'accorder l'or au poète dont les vers seraient jugés les meilleurs après les

siens. Il remporta encore plusieurs prix dans d'autres sociétés littéraires : celle de Rotterdam couronna, en 1780, son poème sur l'*Humanité*. Celui qui a pour titre : *Charles V à son fils Philippe II*, en lui remettant le gouvernement des Pays-Bas, fut couronné à La Haye en 1782. La société de Teyler, à Harlem, lui décerna la médaille d'argent en 1797, pour son *Mémoire sur l'influence du gouvernement civil sur les affaires de la religion*. Il en obtint une pareille de la société théologique de La Haye, pour son *Traité sur la force de la preuve de la vérité et de la divinité de la doctrine de l'Évangile, déduite des miracles opérés par J.-C. et ses apôtres*. Enfin, il remporta le premier prix, en 1810, pour un autre mémoire dans lequel il résout négativement la question proposée par la société théologique de Teyler, à Harlem, à peu près conçue en ces termes : *la Vertu et les mœurs peuvent-elles, chez des peuples parmi lesquels la civilisation a fait de grands progrès, trouver un appui suffisant et une garantie durable dans les meilleures constitutions humaines de législation, d'économie politique et d'éducation, sans avoir besoin de l'influence des idées religieuses ? et qu'est-ce que l'expérience nous apprend à cet égard ?* Feith a prouvé, par ces différents ouvrages, qu'il écrivait en prose avec la même facilité et la même élégance qu'on admire dans ses vers, et que son érudition égalait ses talents littéraires et poétiques. Parmi les écrits qu'il a publiés séparément, et qui sont en très-grand nombre, on distingue : I. Cinq vol. d'*Odes et poésies diverses*, publiés en 1809 et

années suivantes. II. *Le Tombeau*, poème didactique en quatre chants, 1792. III. *La Vieillesse*, id., en six chants, 1803. IV. *Thyrna ou le Triomphe de la religion*, tragédie, 1784. V. *Lady Jeanne Gray*, id., 1791. VI. *Inès de Castro*, id., 1794. VII. *Mutius Cordus, ou la Délivrance de Rome*, id. Les poésies de Feith jouissent en général en Hollande d'une haute réputation; toutefois on ne fait pas autant de cas de ses *Lettres en vers à Sophie*, publiées en 1809, et qui ont principalement pour objet de prouver que la philosophie de Kant est incompatible avec la doctrine de l'Évangile. Ces lettres ont été dans le temps sévèrement critiquées par le professeur Kinker, grand partisan du philosophe de Königsberg. Feith a coopéré avec Bilderdyk à refondre le beau poème hollandais de Van Haren, intitulé les *Gueux*. Les *Lettres sur différents sujets de littérature*, en 6 vol. in-8°, dont le premier parut en 1794, sont écrites avec élégance et précision. On a reproché à Feith d'avoir, par quelques-uns de ses écrits, et notamment par son roman de *Ferdinand et Constantin*, 1785, 2 vol. in-8°, fait naître chez sa nation, le goût d'un genre de littérature qu'on a nommé *genre sentimental*, mais dont on a bientôt senti le ridicule. M. L.-V. Raoul et M. A. Clavareau ont traduit en vers français plusieurs de ses poésies, soit en entier, soit par fragments. Feith est mort vers la fin de 1824. Il était membre de l'Institut des Pays-Bas et de plusieurs sociétés savantes de son pays. — Son fils (*Pierre Rutger*), juge d'instruction au tribunal d'Almelo, a hérité d'une partie des talents de son père. On a

de lui plusieurs pièces de vers insérées dans les œuvres de la société poétique de La Haye et dans les *Letter oefeningen*. Il a remporté en 1816, un accessit au concours ouvert par la société des beaux-arts et de littérature de Gand, pour une cantate sur la bataille de Waterloo. Z.

FELINO (GUILLAUME-LÉON ou TILLOT, marquis de), ministre de Parme, né, le 31 mai 1711, à Bayonne, était fils de Nicolas du Tillot, chef de la garde-robe du roi d'Espagne. Placé, par le crédit de quelques amis de son père, dans les bureaux à Versailles pour s'y former à la connaissance des affaires, ses talents et son activité lui méritèrent la confiance des ministres qui le recommandèrent au roi comme un sujet de grande espérance. Lorsqu'en 1749, l'infant don Philippe (Voy. ce nom, XXXIV, 180) fut mis en possession du duché de Parme, Louis XV, son beau-père, plaça près de lui du Tillot, pour le diriger dans les discussions qu'il allait avoir avec la cour de Rome, au sujet de l'investiture de ce duché. La prudence et l'habileté qu'il montra dans la conduite de cette affaire épineuse lui valurent l'estime de don Philippe, qui le fit intendant de ses finances, charge à laquelle il joignit celle de secrétaire des commandements de l'infante. En 1759, il fut nommé ministre de l'*Azienda* (trésor royal) ou premier ministre; et, sans accroître les impôts, sans recourir à la voie ruineuse des emprunts, uniquement par l'ordre qu'il sut établir dans les dépenses, il parvint bientôt à solder toutes les dettes de l'état en assurant pour l'avenir tous les services publics. Dans le même temps, il encourageait l'agriculture et le commerce auquel il procura de nouveaux débouchés, et

dotait le Parmesan de plusieurs manufactures dont les produits, en subvenant aux besoins de la population, augmentaient son aisance. Unissant à l'économie la plus sévère le goût d'une saine magnificence, il embellit Parme, en faisant reconstruire ou décorer les maisons royales et les édifices publics; il favorisa les arts et les lettres, et fita, dans cette capitale, des savants qu'il y avait attirés des diverses parties de l'Italie et même de la France. Les détails dans lesquels il était obligé d'entrer ne lui faisaient point perdre de vue l'ensemble de l'administration, son activité suffisait à tout. Aidé des conseils des théologiens les plus éclairés, parmi lesquels il sut de citer Contini et Torchi, il entreprit de réformer les abus qui s'étaient glissés dans la plupart des maisons religieuses. Une ordonnance, qu'il fit rendre en 1764, limita la quotité des fondations pieuses, d'après la fortune du testateur et celle de ses héritiers naturels; et, l'année suivante, une seconde ordonnance soumit les fonds acquis par les ecclésiastiques aux mêmes impositions que payaient les précédents propriétaires. En 1765, don Philippe créa du Tillot marquis et lui fit présent de la terre de Felino, dont les revenus étaient à cette époque de sept à huit mille livres de Parme (environ deux mille fr. de France). Après la mort de cet excellent prince, il continua d'administrer pendant la minorité de l'enfant (*Voy. PARME (Ferdinand, duc de)*, XXXI, 1) dont l'éducation avait été confiée, d'après ses conseils, à Coudillac et à d'autres habiles instituteurs. Au mois de janvier 1768, il fit publier la pragmatique-saution qui défendait aux sujets du duc de Parme de porter, sans au-

permission, la connaissance de leurs affaires contentieuses à des tribunaux étrangers. Cet acte de vigueur engagea Felino dans une nouvelle lutte avec la cour de Rome; mais, avec l'appui de la France, il en sortit victorieux. Quelque jours après, les jésuites furent expulsés des états de Parme; et le ministre s'occupa sur-le-champ de les remplacer en établissant une université qui devait rivaliser avec les plus célèbres de l'Europe. Créé sur-intendant ou directeur-général des études, le savant Paciaudi fut chargé du choix des professeurs: la nouvelle école se trouva pourvue, comme par enchantement, d'un laboratoire de chimie, de riches cabinets de physique, d'histoire naturelle et d'anatomie, et d'une bibliothèque, l'une des plus belles de l'Italie, où les maîtres et les élèves pouvaient puiser une solide instruction. Des offres brillantes, faites dans le même temps à Bodoni, décidèrent cet habile typographe à venir prendre la direction de l'imprimerie royale que Felino avait résolu d'établir à Parme sur le plan de celle du Louvre. Il préparait secrètement le mariage de son maître avec la princesse Marie-Béatrix d'Este, héritière du duché de Modène, dont la réunion à celui de Parme devait assurer l'ascendant des Bourbons en Italie. Mais ce plan échoua par la politique du cabinet de Vienne, qui fit épouser à l'enfant une archiduchesse d'Autriche. Ce mariage fut célébré par des fêtes que Felino dirigea lui-même, et qui surpassèrent en éclat, en magnificence, toutes celles qu'on avait vues depuis long-temps en Italie. Sans cesse occupé des moyens d'ajouter à la considération de son maître, il fit, en 1770, instituer par l'enfant des

prix annuels, qui devaient être décernés aux auteurs de la meilleure tragédie et de la meilleure comédie écrites en vers italiens. Assuré de l'approbation et au besoin de l'appui de Louis XV, qui venait de lui donner une preuve de son estime en le décorant du grand-cordon de St-Louis, il poursuivait l'exécution des projets qu'il avait conçus, dans l'intérêt de sa patrie adoptive, lorsqu'il fut remercié par l'infant. Tout fait croire que dans cette circonstance le prince ne fit que céder à une intrigue, si commune dans les cours. En quittant le palais pour n'y plus rentrer, Felino fut assailli par la populace qu'on avait excitée contre lui, et peu s'en fallut que le ministre auquel Parme était en grande partie redevable de sa prospérité, ne devînt victime de la fureur populaire. Retiré, dans les premiers moments à Colorno, il écrivit de cette résidence, le 21 juillet 1771, au P. Paciandi, qui, comme la plupart de ses amis, partageait sa disgrâce, pour l'inviter à supporter courageusement ce coup imprévu de la fortune. Quelques jours après, il partit pour Madrid, où il reçut du roi Charles III un accueil distingué. L'état de sa santé ne lui permettant pas de reprendre les affaires, il quitta bientôt l'Espagne pour venir à Paris, et il y mourut, au mois de décembre 1774, à l'âge de soixante-trois ans, dans les bras de son ami d'Argental. Felino n'avait point été marié : sans enfants, sans parents à pourvoir, généreux autant que désintéressé, sa conduite n'avait jamais été dirigée par des vues d'intérêt personnel. A sa mort s'apaisèrent toutes les haines auxquelles il avait été momentanément en butte ; et son nom bénit dans le duché de Parme y

est devenu ce que sont en France les noms de Colbert et de Bully. Botta, notre collaborateur, a loué dignement Felino dans le premier livre de son *Histoire de l'Italie depuis 1789*. « Il avait, dit-il, de la dignité, de l'éloquence, de la politesse et toutes les qualités qui rendent un homme parfait. » Avant lui plusieurs Italiens, entre autres Cerali et M. Jos. de Lama (*Vie de Bodoni*, I, 160), avaient rendu la plus complète justice aux talents et aux vertus de Felino. Duclos qui, comme l'on sait, n'était point prodigue de louanges, l'avait appelé : le grand ministre d'un petit état. M^{me} du Bocrage et Lalande, qui visitèrent Parme pendant son administration, en parlent également avec de grands éloges. W—s.

FELINSKI (ALONZ), poète polonais, né en 1763, à Ossow en Wolhynie, étudia d'abord au collège de Dombrowica, puis à Wlodziemierz. Lors de la diète constitutionnelle de 1789, il publia quelques brochures politiques, et remit au chancelier Hyacinthe Malachowski un ouvrage de sa composition, intitulé *Senatus-consulta sous le règne de Jean Sobieski*, pour être déposé aux archives de la couronne. Thadée Czacki, qui l'avait appelé à Varsovie, le chargea, en 1791, de l'éducation de son neveu Jean Tarnowski ; et plus tard Kosciuszko, généralissime des armées polonaises, l'employa comme secrétaire. Après avoir voyagé en Allemagne pendant les années 1808 et 1809, il revint dans sa patrie et fut nommé professeur de poésie et d'éloquence à Krzemieniec, et enfin directeur du lycée de cette ville, où il mourut le 12 février 1822. Outre les écrits politiques déjà cités, une méthode pour la réforme orthogra-

phique de la langue polonaise et quelques pièces de vers adressées à des personnages remarquables, entre autres à Kosciuszko, on a de Felinski : I. *Barbe Radziwil*, tragédie tirée de l'histoire de Pologne (*Voy. Barne*, III, 335). Elle a été insérée dans la collection des *Chefs-d'OEuvre des théâtres étrangers*, traduits en français. II. Des traductions de *L'Homme des champs*, poème de Delille, de *Rhadamiste et Zénobie*, tragédie de Crébillon, de *Virginie*, tragédie italienne d'Alfieri. Les *OEuvres* de Felinski parurent d'abord à Varsovie, 1816-1821, 2 vol. in-8°; seconde édition, 1825, publiée par les soins du comte Olizar, son ancien élève.

Z.

FÉLIX (Louis), baron de *Beaujour*, naquit le 28 décembre 1765, à Callas, près de Draguignan, où son père faisait un petit commerce d'huiles. Placé à la fin de ses études au séminaire de Fréjus, il y donna une telle idée de ses talents et de sa capacité, que M. de Beaussset, alors évêque de ce diocèse, l'envoya au séminaire Saint-Sulpice à Paris, afin qu'il y trouvât les moyens de les développer. Il était prêtre habitué de l'église paroissiale de ce nom, et chapelain particulier du comte et de la comtesse de Bentheim, lorsque la révolution de 1789 éclata. Il en embrassa les principes, en conservant toutefois des formes modérées, et entra dans la carrière administrative. Ayant été pourvu d'un emploi dans les bureaux de la Convention nationale, il y resta tout le temps que dura le pouvoir de cette assemblée. Il n'était connu dans les bureaux du comité de salut public que sous le nom de *Félix*, qui était son véritable nom de famille. Ce n'est que plus tard et

seulement lorsqu'il fut placé dans les consulats, probablement à la recommandation de son compatriote Sieyès, qu'il y ajouta le surnom de *Beaujour*. Il débuta, en 1798, par le poste consulaire de Salenique. De retour, il publia un livre qui a pour titre : *Tableau du commerce de la Grèce*. Après le 18 brumaire il fut nommé membre du tribunal, et en devint secrétaire ; il ne figura point dans l'opposition qui provoqua, en 1806, la suppression de ce corps politique. Il obtint alors la place de consul-général aux Etats-Unis d'Amérique. Indépendamment des attributions de cet emploi, il fut chargé de diriger les opérations de banque ayant pour objet de tirer du trésor de Mexico et de faire passer en Europe des sommes importantes, qui avaient été déléguées à la France par la cour de Madrid, en paiement de subsides ou de contributions extraordinaires. Après son retour de New-York il fit imprimer sous ce titre : *Aperçu sur les Etats-Unis*. Paris, 1814, 1 vol. in-8°, avec une carte, le meilleur ouvrage peut-être qui ait été publié en France, sur cette contrée. En 1815, le prince de Talleyrand fit créer pour lui une mission extraordinaire avec le titre d'inspecteur-général du consulat français dans le levant. En 1823, Félix de Beaujour donna sa *Théorie des gouvernements*, et enfin ses *Voyages militaires dans l'Orient*, complétés par *l'Histoire de l'expédition d'Annibal*, où il traite de la stratégie des anciens. En 1832, il fut élu membre de la chambre des députés par le collège électoral de Marseille. Il y vota avec la majorité ministérielle et passa à la chambre des pairs en 1833. Il mourut à Paris, le 1^{er} juillet 1836, laissant une fortune

considérable, évaluée à quatre millions. Félix de Beaujour était membre de l'académie des sciences morales. Par son testament, il a légué cent mille francs pour l'établissement d'une école et d'un hospice à Fréjus; quarante mille francs à l'académie de Paris, vingt mille francs à celle de Marseille, et à la même ville pareille somme dont les intérêts cumulés pendant cinq ans doivent former un prix de cinq mille francs qui sera donné à l'auteur du meilleur mémoire sur le commerce de Marseille. C—A—D.

FELS (JEAN-MICHEL), théologien suisse, né le 15 août 1761, à Saint-Gall, avait reçu sa première éducation dans cette ville, et terminait ses études à Göttingue, quand la mort d'un grand-oncle maternel, dont la générosité l'avait défrayé de tout, le mit dans la nécessité de quitter l'université et d'accepter un emploi de précepteur dans une famille noble de Dortmund (1783). Deux ans après, les circonstances le ramenèrent dans sa patrie où, se livrant à l'enseignement et à la prédication, il fut d'abord vicaire à Cappel dans le haut Toggenburg, puis professeur de latin au gymnase de cette ville en 1786. Son zèle dans l'une et l'autre carrière lui procurèrent avec les années un avancement légitime. Il finit par cumuler avec la chaire de théologie (1794), ou théologie et philologie (1805), la deuxième cure de St-Gall, et le décanat du chapitre (1822). En même temps il prenait part à l'administration du pays. Jadis membre du directoire helvétique de Lucerne (1799), puis du grand-conseil du canton de St-Gall, il y fut nommé derechef en 1824, et depuis il fut toujours membre du conseil des écoles et inspecteur des établissements d'instruction. C'est surtout

dans cette dernière sphère qu'il rendit des services en émettant des idées de perfectionnement, dont il prépara la réalisation tant par ses discours et ses rapports que par ses écrits. Fels mourut le 24 sept. 1833. On lui doit : I. *Manual de la langue latine* (Lehr-Und Lerebuch der lat. Sprache), Saint-Gall, 1789. II. *Sur les améliorations à introduire dans les écoles publiques de filles*, ibid., 1791. III. *Biographie de J.-D. de Wegelein, professeur d'histoire à Berlin*, ibid., 1792. IV. Une traduction ou plutôt une imitation du *Tableau de la vie humaine* par Cébès, ibid., 1799. V. *Petit manuel d'arithmétique*, ibid., 1812. VI. *Discours pour la fête séculaire de la réforme*, ibid., 1819. VII. *Monument des réformateurs suisses*, ibid., 1819. P—OT.

FELTZ (GUILLAUME-ANTOINE-FRANÇOIS, baron de), naquit à Luxembourg le 5 février 1744; sa famille avait été anoblie par lettres-patentes du 21 mai 1740, dans la personne de son père (Jean-Ignace), échevin de Luxembourg, conseiller, receveur des aides et subsides du duché. Le jeune Feltz entra de bonne heure dans la carrière administrative, et fut chargé, en 1766, de la direction du cadastre de sa province, puis nommé en 1770, commissaire-général pour l'exécution de ce grand travail. Il devint ensuite conseiller de la chambre des comptes. A l'époque des troubles des Pays-Bas, il fut successivement trésorier, membre du comité de la caisse de religion, et assesseur au conseil du gouvernement. Dévoté à la maison d'Autriche, il se vit obligé de s'expatrier et d'aller demeurer en Hollande. Son nom ne pouvait manquer de figurer dans les pitoyables pamphlets qui alors inondèrent

ic ; mais ce n'est pas sur ces s qu'il faut le juger. L'ordre té rétabli, il s'acquitta , en d'une mission diplomatique, à Bruxelles, et y reçut les e secrétaire et de conseiller- n gouvernement général. L'a- e de Bruxelles le choisit alors i de ses membres ordinaires. les Français ayant envahi ique , Feltz se retira avec sa à Vienne , où sa fidélité lui a accueil bienveillant. Admis ordre équestre de la Basse- ie, employé aux affaires étran- tu conseil aulique des finances rédit public, il fut envoyé en de ministre plénipotentiaire ande, où il résida jusqu'à la de ce pays à la France. néanmoins par intervalle à , il y fit des rapports et ré- es projets importants en ma- finances. En 1814, il rentra patrie, où il fut nommé con- l'état, commandant de l'or- Lion-Belgique, membre de la e chambre des Etats-Géné- l'un des curateurs de l'u- é de Louvain. L'académie de es ayant été rétablie en 1816, éigné pour son président. Le ., M. Repelaer Van Driel, e de l'instruction publique, l'académie, et Feltz prononça occasion un *Discours* inséré tome II des *Nouveaux Mé-* journal des sances, p. 4-6. né, 1817. il adres-a à ses es une courte allocution éga- insérée dans le recueil acadé- ibid., pp. 16-17). Son grand lui permit pas de prendre à avax une part plus active, éignit doucement en 1820. *Annuaire de l'académie de* les , 1835. R—F—G.

FENOLLAR (BERNARD), cha- noine de Valence en Espagne, con- tribua beaucoup, dans le quinzième siècle, à ranimer parmi ses compa- triotes le goût de la littérature. Le chapitre de Valence ayant, en 1474, invité les amateurs de la poésie à célébrer dans leurs vers le mystère de la Conception, Fenollar fut nommé secrétaire du concours, et il en publia le recueil sous ce titre : *Certamen poetiche en lohor de la Concecio*, Valence, 1474, in-4°. C'est le premier livre imprimé en Espagne, qui ait une date certaine. La Serra-Santander en a donné la description dans son *Dictionnaire bibliographique choisi*, II, 412. Il contient trente-trois pièces, dont quatre sont écrites en castillan, une en italien, et toutes les autres en langue limousine. On con- noît encore de Fenollar les deux ou- vrages suivants : I. *Istoria de la passio de nostro segor Jesu-Christ*, etc., Valence, 1493, in-4°. II. *Lo processo de los olives e disputa dels jovens y dels viegos*, ibid., 1497, in-4°, très-rare et re- cherché des curieux. L'auteur vivait encore dans les premières années du XVI^e siècle, mais on ignore la date de sa mort. W—s.

FENOUILLOT (JEAN (1)), frère puiné de l'auteur de l'*Hon- nête criminel* (Voy. FALBAIRE, XIV, 115), naquit à Salins, en 1748. Ayant achevé ses études, il s'établit à Besançon, acheta la charge d'avocat du roi au bureau des fi- nances, et peu de temps après, par le crédit de son frère, obtint celle d'inspecteur de la librairie pour la Franch-Comté. L'un des premiers,

(1) Et non pas Jean-François, comme on l'a dit par erreur dans la *Biographie des hommes vivants*, III, 48.

pousse, présente aux débats, vint le remercier de l'avoir éclairée sur ses devoirs, et il eut le plaisir de la remettre dans les bras de son mari (Voy. *Versailles, Paris et les provinces*, II, 353). Ce triomphe plaça Fenouillot en quelque sorte à la tête du barreau de Lyon, où l'on conserve encore de ses talents un honorable souvenir (Voy. *les Archives du Rhône*, IV, 79). Ayant eu le bonheur de n'être compromis dans aucune des conspirations qui se succédèrent dans les premières années de l'empire, il fut, en 1811, nommé conseiller à la cour de Besançon. Il est mort dans cette ville, le 27 mai 1826, à l'âge de soixante-dix-huit ans. Fauche-Borel parle souvent de Fenouillot, avec éloge, dans les deux premiers volumes de ses *Mémoires*. Parmi ses nombreux écrits polémiques, on se contentera de citer : I. *Le Dîner du grenadier à Brest*, Paris, 1792, in-8°. II. *La Table d'hôte à Provins*, ou *la Croisée des diligences*, ibid., 1792, in-8°. Ce sont des dialogues assez gais, écrits dans un style piquant, contre la constitution civile du clergé. III. *Précis historique de la vie de Louis XVI et de son martyre*; suivi du *Précis historique de l'horrible assassinat de son auguste épouse*, Neuchâtel, 1793, in-8°; réimprimé, sans aucun changement, Besançon, 1821, même format. IV. *La Rencontre imprévue*, ou *le Souper de l'auberge de la Cicogne à Bâle*; dialogue politique-tragi-comique, Neuchâtel, 1793, in-8°. V. *Le meilleur des almanachs*, pour 1794, in-4°. VI. *Les fruits de l'arbre de la liberté française*, en Suisse, 1798, in-8°. VII. *Adresse de remerciement des peuples de la Méditerranée au*

Directoire exécutif, Constance, 1798, Paris, 1799, in-8°. VIII. *La France à ses enfants*, Bâle (Besançon), 1814; in-8°. IX. *Le Cri de la vérité sur les causes de la révolution de 1815*, Besançon, in-8°. — FENOUILLOT DE LAVANS, frère du précédent, avec lequel on l'a confondu quelquefois, est auteur d'une brochure intitulée : *Moyens propres pour rétablir les finances de l'état*, Besançon, 1815, in-8°.

W—s.

* **FER de la Nouerre** (DE), économiste, oublié dans la plupart des biographies, et sur lequel on n'a donné que des renseignements incomplets dans celle-ci (tome XIV, pag. 309), était né vers 1740, et selon toute apparence à Paris. Entré jeune dans l'artillerie, il prit sa retraite vers 1770 avec le grade de capitaine, et fut employé dans l'élection de la Charité-sur-Loire, comme inspecteur des ponts et chaussées. Dans l'exercice de cet emploi, il eut l'occasion de se convaincre que le mode d'adjudication des travaux au rabais était le plus vicieux que l'on pût suivre; les entrepreneurs devant être moins occupés de la bonne confection des travaux que des assurances des bénéfices sur lesquels ils avaient compté; et que le meilleur moyen d'avoir des routes bien entretenues serait d'en charger une régie. A l'arrivée de Turgot au contrôle-général des finances, il s'empessa de lui signaler les abus qu'il avait remarqués; et, dans un Mémoire resté manuscrit, lui proposa ses vues sur les améliorations dont cette branche du service public lui paraissait susceptible. Encouragé par les éloges du ministre, il s'occupa dès-lors presque exclusivement des moyens de perfectionner son système de communication entre les

différentes provinces, en combinant l'établissement des routes jugées nécessaires avec celui des canaux, dont plusieurs n'existaient encore qu'en projet. Il visita dans ce but l'Angleterre pour pouvoir comparer le mode d'administration adopté dans cet état sur les routes et les canaux, avec les réglemens de la police en France. De retour à Paris en 1780, il y publia, la même année, un *Mémoire sur la théorie des écluses*. Étant à Lyon au mois de novembre 1782, il y annonça la chute du pont de la Mulatière, et l'événement ne tarda pas à justifier sa prévision. Il lut, le 29 janvier 1783, à l'académie des sciences, un *Mémoire* dans lequel il prétendit démontrer le peu de solidité du pont de Neuilly (1). Perronet (*Voy. ce nom*, XXXIII, 425), qui n'assistait point à cette séance, dut être blessé que de Fer ne lui eût pas communiqué ses observations avant de les soumettre au jugement de l'académie; mais il n'en mit pas moins à profit les critiques de son antagoniste. Le 16 mars suivant, il lut à l'académie un second *Mémoire sur le projet d'amener à Paris les eaux de l'Yvette*, dans lequel il réduisait à moins d'un million la dépense évaluée à huit millions par Perronet et Chezy, offrant de déposer, chez le trésorier de la ville, la somme de 325,000 fr., formant le tiers de la dépense qui ne lui serait remboursée

(1) On sait que M. de Prony, alors âgé de vingt-huit ans, s'empêcha de réfuter une pareille assertion. L'auteur de cette note (étant en 1792 à l'école des ponts-et-chaussées) apprit de Perronet l'anecdote suivante. Lors du démantèlement du pont de Neuilly, qui eut lieu devant le roi et toute la cour en 1772, Louis XV demanda au célèbre ingénieur si ce pont était aussi solide qu'élegant. — « Sire, répondit Perronet, il durera autant que la pierre dont il est construit. » Mot d'autant plus heureux qu'on avait fait choix d'une pierre très-dure, et qui est de nature à durcir encore avec le temps. F—L.

qu'après l'achèvement des travaux. La même année, il eut l'honneur de présenter à Monsieur (depuis 1789 XVIII) les plans et les devis d'un projet pour conduire à Versailles deux petites rivières d'Eure et de Loir, dont les eaux, après avoir arrosé les parcs et les jardins, pourraient alimenter un canal qui communiquerait avec Rouen, et serait ainsi de grande utilité à l'entrepôt d'un commerce considérable. Précédemment, de Fer avait appelé l'attention du gouvernement sur les moyens de garantir la partie basse de la Bresse des inondations annuelles de la Saône. En 1785, il soumit au contrôleur-général le modèle d'une nouvelle écluse qu'il jugeait propre à maintenir tout temps les eaux de la Saône à la hauteur convenable pour la navigation. L'année suivante, il fut nommé pour une place vacante à l'académie des sciences, mais son élection échoua. Par arrêt du conseil du 3 novembre 1787, de Fer obtint la concession du canal de la Vette, qu'il avait pris l'engagement de terminer pour le mois de janvier 1788; mais des obstacles de toute nature s'opposèrent à l'exécution du projet; et, dans le courant de 1788, il offrit à la commune de Paris de lui remettre son privilège. Le zèle de ce citoyen ne reparaisant plus dès-lors dans les journaux, on conjecture qu'il mourut vers cette époque. De Fer était membre de l'académie de Turin et de celle de Londres. Outre quelques opuscules déjà cités, on a de lui : 1. *La science des canaux navigables*, ou *Théorie générale de leur construction*, Paris, 1780, vol. in-8° avec cartes. Cet ouvrage devait se composer de huit volumes dans lesquels l'auteur se proposait de traiter de la navigation inté-

de la France, et de tout ce qui concerne les canaux avec plus de détails encore que Lalande ne l'a fait dans son *Traité spécial*. En commençant, l'auteur avertit que des circonstances particulières le forçant d'ajourner la publication des trois premières parties, qu'il a l'autorisation d'imprimer sous le privilège de l'académie des sciences, il se borne à donner la quatrième. Elle est intitulée : *De la possibilité de faciliter l'établissement général de la navigation intérieure du royaume, de supprimer les corvées, et d'introduire dans les travaux publics l'économie qu'on désire*. De Fer s'attache d'abord à montrer l'importance des canaux ou chemins par eau, beaucoup trop négligés, malgré les avantages qu'ils présentent sur les chemins de terre, dont l'entretien devient plus difficile de jour en jour, à raison de la rareté des matériaux et de l'augmentation du prix de la main-d'œuvre. Il propose ensuite d'encourager le commerce à préférer la voie des canaux, et pour cela de supprimer les droits de navigation, ou de les réduire au taux qui sera jugé nécessaire pour couvrir les dépenses d'entretien, du paiement des éclusiers, etc. Quant à ce qui concerne les routes, il conseille l'établissement de barrières avec un léger péage, dont le produit serait exclusivement employé à tenir les chaussées en bon état; il demande aussi, pour empêcher la dégradation, que des règlements déterminent le maximum du chargement des voitures, la largeur des jantes des roues, etc., toutes mesures adoptées depuis par l'administration, mais dont personne ne s'est encore avisé de lui faire honneur. II. *Réflexions sur le projet de l'Yvette*, Paris, 1786, in-8°. III.

Mémoire sur le canal de l'Yvette, ibid., 1790, in-4° de 22 p. IV.

Mémoire sur la navigation de la Seine, sur les garres et sur les travaux de charité, ibid., 1790, in-4°, de 23 p. W—s.

FÉRANDIÈRE. *Voy. LA-FÉRANDIÈRE*, XXIII, 114.

* FERAUDI (RAYMOND (1)), baron de Thoard, « d'une des plus nobles et des plus anciennes familles de Provence, fut aussi fameux par les ouvrages de l'esprit que par les actions de cœur et de bravoure, » disent Bareillon de Movans (2) et Maynier (3), qui le font tige de la maison de Glandeves; erreur que redresse le savant Peiresc en reportant cette origine à Guillaume Feraldi de Thoard, qui, en 1174, eut de grands démêlés avec l'abbaye de Saint-Victor au sujet de ses vassaux, qu'il forçait à monter la garde devant son château de Thozame. Feraudi naquit vers le milieu du XIII^e siècle. Il descendait de ce Guillaume Feraldi de Thoard qui, après la prise d'Antioche, fut un des douze chevaliers choisis pour assister avec le comte de Toulouse, alors souverain de la Provence, à la découverte du fer de lance qui perça le côté de J.-C., circonstance qui servit à relever le courage des Croisés. Guillaume était lui-même de la race de ces chefs guerriers, Comes, qui, envoyés par les rois d'Allemagne pour chasser les Sarrasins de la Provence dont ils s'étaient emparés, se partageaient les terres dont on ne retrouvait plus les anciens possesseurs. L'un de ces chefs s'établit avec les

(1) Nous donnons ici d'après des renseignements exacts quelques additions et rectifications à l'article FERAUD, XIV, 309.

(2) *Crit. du Nob. de Provence*, p. 310.

(3) *Hist. de la principale noblesse de Prov.*, p. 157.

siens, sur un pic des Alpes, près des bords de la Durance, d'où il pouvait observer de loin l'ennemi, et qui conserve encore aujourd'hui le nom de *Mont-des-Férauds*. Raimond Feraudi suivit Charles I^{er} d'Anjou en 1265, à la conquête du royaume de Naples, et, plus tard, ce prince le mit au nombre des cent chevaliers appelés à combattre avec lui dans son fameux duel contre D. Pèdre, roi d'Aragon, et un pareil nombre de chevaliers. Charles II, pour la délivrance duquel il avait donné Féraudois, son second fils, en otage, en 1288, l'attacha à la personne de Robert, duc de Calabre; et lorsqu'en 1309, ce prince monta sur le trône, Raimond, qui l'avait suivi dans toutes ses guerres, consacra plusieurs poèmes à sa louange. Nostradamus répète, d'après le moine des *Iles d'Or* (4), que la conduite de Féraudi ne fut pas toujours exempte de reproches; qu'il se passionna pour la dame de Curban, l'une des présidentes de la cour d'amour du château de Romanin; qu'il l'enleva et la mena avec lui dans les diverses cours qu'il visita, jusqu'à ce que, touché de repentir, il engageât cette dame à se faire religieuse, tandis que lui-même se retirait dans l'île de Lerins, où la reine Marie lui avait donné un prieuré. La vie un peu licencieuse des troubadours de la fin du XIV^e siècle a pu contribuer à faire adopter cette petite historiette, évidemment apocryphe. Comment en effet, Charles II, dont la douceur et la régularité des mœurs sont consacrées par l'histoire, l'aurait-il attaché à la personne du prince héritier de sa couronne, de ce Ro-

bert qu'il affectionnait plus que ses autres enfants, et qui mérita le titre de *sage* et de *bon* qu'il conserva pendant un règne de trente-quatre ans? D'un autre côté, est-il permis de croire que la dame de Curban (dont le nom était Alasia de Méolon), égale en naissance et en fortune à Féraudi, eût consenti à aller ainsi colporter sa honte à la suite de son séducteur? Une pareille assertion s'accorde peu avec le sentiment de piété qui la porta, jeune encore, à consacrer une partie de sa fortune à fonder le couvent de Sainte-Claire de Sistéron, et avec la considération avec laquelle elle est mentionnée dans la lettre de convocation, adressée en 1283, à Girardo de Sabran, abbé de Sainte-Claire à Avignon, pour transporter son couvent dans la ville de Sistéron. Ce qui paraît le plus probable est que, si elle suivit Féraudi, ce fut à titre d'épouse légitime. Quant à sa traduction, en vers provençaux, de la *Vie de saint Honorat*, outre la copie qui était conservée dans le riche cabinet de Cambis-Velleron, à Avignon, on en conserve une autre au Vatican, et une troisième avec un fragment de sonnet à la bibliothèque du roi. C'est tout ce qui reste des œuvres de ce poète, dont la mort doit être reportée vers l'an 1324. — FÉRAUDI (*Bertrand*), troisième fils de Raimond, hérita du goût et du talent de son père pour la poésie. Il fut un des chevaliers de la cour d'amour de Romanin, présidée alors par Phanète de Canteluce et la belle Laure de Sade, en l'honneur desquelles, à l'exemple de ses contemporains, il composa un grand nombre de vers (Voy. Nostradamus, *Histoire de Provence*, p. 304). Ce poète, dont on n'a retrouvé aucun ouvrage, mourut en 1345. %

(4) Surnommé le Flau des troubadours, à cause de ses satires dirigées contre ces poètes et les mœurs du temps.

FERDINAND (Dom), fils de Jean I^{er}, dixième roi de Portugal, et de dona Philippe, fille du duc de Lancastre, naquit à Santarem, le 29 septembre 1402. Ce fut lui qui, à l'âge de quatorze ans, proposa aux infants, ses frères, la conquête de Ceuta, comme pouvant être utile à l'état et à la religion, attendu que cette ville servait de retraite aux corsaires maures. Cette expédition eut lieu ; mais son jeune âge ne lui permit pas d'y prendre part. Il n'en fut pas de même de celle qui, en 1437, fut dirigée contre Tanger. Il y déploya, comme ses compagnons d'armes, une brillante, mais inutile valeur. Les Portugais n'ayant obtenu des Maures la permission de sortir des postes qu'ils occupaient autour de la ville, qu'à condition de livrer pour otages quelques-uns des plus illustres chefs de l'armée, l'infant dom Ferdinand fut de ce nombre. Parmi les prisonniers maures qui se trouvaient au pouvoir des Portugais, était le fils du gouverneur de Tanger. Le roi de Portugal, Édouard, fit proposer aux infidèles l'échange de l'infant son frère, contre le personnage dont on vient de parler ; ils rejetèrent fièrement cette proposition. Cependant ils déclarèrent qu'ils rendraient le prince, si l'on consentait à leur restituer la ville de Ceuta. La plupart des personnes consultées par Édouard ayant combattu la restitution proposée, il fallut que le malheureux Ferdinand demeurât dans l'esclavage. D'Arzila, où il se trouvait, il fut transféré à Fez. Pendant la route, il se vit exposé aux plus indignes traitements : quand il traversait des villages, on lui crachait au visage, on l'assailait à coups de pierres. Arrivé à Fez, il eut de nouveaux outrages à essuyer : on le

chargea de fers, et on le jeta dans un cachot obscur, où il vécut près de cinq années, consumé de douleur et d'ennuis. La peste étant venue ravager la ville de Fez, il fut transféré à Alcaçar : c'est là qu'enfin il s'éteignit, au milieu des plus vives souffrances, le 5 juillet 1443. Il était âgé de quarante-un ans ; il y en avait six qu'il souffrait les horreurs de l'esclavage. C'était un prince sage, religieux, brave, enfin digne d'un meilleur sort. Il avait supporté ses infortunes avec une résignation et une douceur qui excitèrent souvent l'admiration des Maures eux-mêmes. Le roi de Fez, en apprenant sa mort, s'écria qu'il eût mérité de connaître la loi du prophète. Ferdinand fut honoré parmi les Portugais comme un saint, à cause de ses vertus. On dit qu'aujourd'hui encore les Maures montrent son tombeau à Fez, comme un éternel monument de la défaite des Portugais. Tandis que Ferdinand vivait dans une si dure captivité, le roi Édouard, son frère, avait voulu plusieurs fois aller le délivrer ; mais l'état de son royaume s'était toujours opposé à ce généreux dessein. Sous le règne d'Alphonse V, en 1473, le corps du saint infant fut échangé contre l'un des fils de Muley-Xèque, roi maure. Il fut apporté d'abord à Lisbonne, puis inhumé au monastère de la Batalha. F—A.

FERDINAND IV, roi de Naples et de Sicile (ou, comme on dit aujourd'hui, du royaume-un des Deux-Siciles, mais sous le nom de *Ferdinand I^{er}* et seulement à partir de 1817), était le troisième fils du roi d'Espagne Charles III, qui vingt-cinq ans durant avait régné à Naples sous le nom de Charles VII. Comme les traités d'Utrecht, de Madrid (1721), de Vienne

(1738), s'opposaient à ce qu'un même prince de la maison de Bourbon réunit la couronne d'Espagne et des Indes à celle de Naples et de Sicile. Charles VII, quand la mort de son frère Ferdinand VI sans postérité mâle lui défit la succession en Espagne, abdiqua le trône de Naples; et comme l'imbécillité reconnue de Don Philippe, son fils aîné, le forçait à voir dans Charles, son puîné, l'héritier présomptif de la plus belle de ses deux couronnes, c'est naturellement à Ferdinand qu'appartenait l'autre. Ferdinand n'avait encore que huit ans lorsque cet événement eut lieu le 5 octobre 1759. Les huit premières années de son règne lui furent donc complètement étrangères, et même plus étrangères qu'elles ne le sont pour le vulgaire des rois : car l'éducation du jeune monarque fut totalement manquée. Son père en quittant l'Italie l'avait confié au prince de San-Nicandro : c'était un grand seigneur, mais c'était, ou peu s'en faut, le plus inepte des mortels qui aient eu leurs entrées à la cour. Ne comprenant rien aux nécessités de la royauté, ou bien s'exagérant le danger des travaux de l'intelligence, il appliqua presque exclusivement son élève aux exercices du corps : la chasse et la pêche absorbèrent les jeunes années de Ferdinand ; il se livrait avec fureur au jeu de paume dans lequel il excellait ; il aimait les travaux champêtres, le jardinage, la taille des arbres, et ces occupations devinrent pour lui des besoins, non des délassements. Il eût été facile peut-être d'en faire un bon militaire ; il se plaisait assez à voir la troupe manœuvrer, montrait fort bien à cheval et portait volontiers l'uniforme. S'il eût assisté à autre chose qu'à des parades, et que

quelques campagnes l'eussent familiarisé avec la vie des camps et avec les grandes idées de la stratégie, il n'aurait sans doute pas fait si triste figure quelquefois sur son trône, et c'eût été en bien des occasions un moyen de masquer sa médiocrité. Il aimait beaucoup la marine, et commandait assez bien les manœuvres dans une charmante frégate qu'il s'était fait construire. Quant aux lettres, aux beaux arts, aux sciences, il n'en savait même pas les premiers éléments. De là beaucoup de répugnance pour les affaires et le besoin de laisser flotter les rênes en d'autre mains, tout en paraissant les serrer vigoureusement de la sienne ; aussi l'histoire de son règne est-elle celle des favoris et des femmes influentes plutôt que sa propre histoire, et le tableau des événements amenés par des volontés étrangères ou par la force des choses, plutôt que celui d'un rôle vraiment royal sur la scène du monde. Chronologiquement, Tanucci était le premier de ces vicégérants de la royauté ; et la majorité du jeune roi (12 janvier 1767) ne le priva pas instantanément de la puissance ; seulement, au lieu d'être le chef du conseil de régence, il fut chef du conseil d'état. Le 12 mai de l'année suivante, Ferdinand épousa l'archiduchesse Marie-Caroline d'Autriche, dont le caractère beaucoup plus ferme que le sien prit dès ce moment un ascendant marqué sur lui. Toutefois long-temps encore la jeune reine songea plus aux divertissements de son âge qu'aux soins sévères de l'ambition ; et ce n'est que vers 1770 qu'elle s'immisça dans les affaires de l'état. En cela elle se conformait aux instructions de Marie-Thérèse, sa mère ; et cette intervention dans la politique est plus qu'un fait ordinaire,

c'est l'influence autrichienne s'élevant de son mieux à combattre l'influence espagnole, c'est, en d'autres termes, la continuation de la vieille lutte entre les maisons d'Autriche et de Bourbon. Ferdinand fut plus témoin qu'acteur dans cette guerre de cabinet, et il ne fit que permettre les événements. On sait que c'est Caroline qui l'emporta. Chaque jour elle avançait d'un pas, tandis que Tanucci et l'Espagne reculaient d'autant. Cette prétention à la domination ne se couvrait pas même d'un masque : la reine, lorsqu'elle eut mis au monde un fils, en 1774, eut entrée et voix délibérative au conseil. N'eût-elle donc pu jouir de la réalité du pouvoir sans le faire éclater si bizarrement ? et ne sentait-elle pas qu'elle couvrait son mari d'un ridicule indélébile en trônant ainsi plus haut que lui, en étalant ainsi aux yeux de tous le spectacle du sceptre tombé en quenouille ? ce ridicule ne rejaillissait-il pas du roi sur la royauté ? et pense-t-on que la vue de toutes ces misères de cour n'ait pas été pour beaucoup dans le discrédit des idées monarchiques ? Mais toutes les reines voulaient imiter Catherine II. Au moins Pierre III était mort ; l'autorité ne lui avait échappé qu'avec la vie. Mais Ferdinand n'inspirait pas de ces appréhensions qui font commettre un crime, et n'était pas de ces entêtés qui gardent obstinément le pouvoir. Tanucci, perdant du terrain de jour en jour, finit par donner sa démission ; et la reine le remplaça par le marquis de la Sambuca, sous lequel elle ne tarda point à s'introduire aux affaires. Il eut d'abord le portefeuille de la marine. Ce n'est que lorsque la toute-puissance de la reine, qui d'un mot faisait et défaisait, et

sa prédilection marquée pour Acton eurent relégué La Sambuca au second rang, que ce personnage, aussi jaloux que médiocre, fit quelque attention à la nullité de Ferdinand que sa femme laissait dans l'ombre. Il était assez aisé de voir que, soit habitude filiale et souvenir vague de ce qu'il devait à son nom de Bourbon, soit dépit amer de compter pour si peu dans son propre palais, il ne subissait qu'avec répugnance le joug de sa femme ; mais il le subissait, parce qu'elle était là, parce qu'il ne savait pas dire. *je le veux, je le défends*, parce qu'il était apathique, et ignorant des hommes et des choses, parce qu'il n'exerçait aucune action sur ce qui l'environnait. Arrivait-il qu'il voulût se mêler de quelque affaire, on le laissait se noyer dans les détails, s'occuper de contentieux, réviser des procès, méditer sur les imperfections de la procédure. Pour donner un peu d'énergie factice à cette âme sans ressort, le marquis imagina, ce qu'on imagine souvent dans les cours, de donner au roi une maîtresse de sa main. Il jeta les yeux sur une M^{me} Gondar, alors la beauté à la mode. Cette Anglaise, mariée à un maître de langue française, justifiait l'engouement des Napolitains par une figure délicieuse, de grandes manières et beaucoup d'esprit. L'intrigue pour elle était un besoin. Le plan du marquis de la Sambuca la ravit, et elle se mit sur-le-champ à l'exécuter. Mais on s'y prit avec trop peu de mystère. La belle Anglaise, placée dans une loge vis-à-vis de celle du monarque, attira ses regards, et tout le monde s'en aperçut ; le lendemain le couple Gondar reçut l'ordre de quitter Naples (1)

(1) M^{me} Gondar, séparée ensuite de son mari, est morte à Paris, dans la misère, en 1797.

sous vingt-quatre heures. De plus la reine, qui probablement rendait justice à l'expédient de La Sambuca en le redoutant, environna son mari d'un réseau d'espions intimes, lui permettant du reste autant qu'il pouvait le souhaiter les liaisons sans conséquence, et se montrant aussi philosophe à Naples qu'avait pu l'être M^{me} de Pompadour à Versailles, sur les distractions du monarque. C'est même ainsi que prit naissance le village de San-Leucio, espèce de *parc-aux-cerfs* masqué du grand nom d'établissement-modèle, et où nous ne nions pas qu'il ne se soit fait des choses sérieuses et utiles (2). Ainsi réduit à l'entourage le plus insignifiant et n'étant plus que le signataire des grâces, des nominations, des décrets de sa femme, Ferdinand acheva de baisser dans l'opinion publique. Il y eut vraiment pendant quinze ans éclipse de roi. La Sambuca fit quelques efforts encore pour le maintenir. Il recourut au roi d'Espagne, il lui adressa une lettre remplie de détails sur ce qui se passait à la cour, et principalement sur le caractère et la conduite de sa bru. La lettre fut interceptée et le malencontreux correspondant relégué à Palerme. Le roi tenta timidement quelques représentations, non pour obtenir le rappel de La Sambuca, mais pour modérer l'ardeur avec laquelle Acton, tout Anglo-Autrichien de cœur, se déclarait contre la France et l'Espagne, pour relever l'inconvenance de querelles entre le père et le fils : on lui

répondit par des phrases en l'air, et les regards de la reine semblaient lui dire : « Vous ne comprenez pas. » De loin en loin l'ambassadeur d'Espagne, marquis de Matallana, et les lettres de son père lui donnaient quelques velléités de courage, puis il faiblissait et cédait. On peut voir à l'article CAROLINE (LX, 196) comment le voyage en Espagne, commencé en mai 1786, par le roi et la reine, se termina au port de Livourne. Matallana par ses exhortations avait décidé le monarque à voir son père ; dès que Matallana ne fut plus là, la décision fut mise au néant. Enfin, outré de l'insolence du favori et de la pu sillanimité de son fils, un jour vint où Charles III crut lui communiquer un peu de force, en lui *commandant* de renvoyer Acton : c'était un ordre bien sacré aux yeux d'un fils qui, s'il ne savait ce que c'est que la royauté, croyait du moins la puissance paternelle l'image de celle de Dieu. Acton brava l'orage, et son crédit ne fit que s'accroître. La mort de Charles III, en 1788, acheva de l'affranchir de toute inquiétude. Les événements pendant ce laps de temps ne présentent qu'un intérêt secondaire. Les démêlés avec la cour de Rome continuaient toujours sans produire de résultats définitifs, soit relativement à la redevance féodale et à la haquenée, soit quant au droit de nommer le nonce de Naples, au droit de dépouille, au droit de patronage, aux recours à Rome ; et, en 1790 seulement, une transaction eut lieu ; encore ne fut-elle amenée que par le retentissement de la révolution française, grosse de tant d'événements. Acton avait ruiné la marine napolitaine en voulant l'établir sur un grand pied, et en construisant de gros vaisseaux, de lourdes frégates, au lieu de

(2) Des détails curieux relatifs à la fondation et à l'administration de cet établissement, construit sur l'emplacement de l'ancien palais du *Belvédère de Caserta*, ont été consignés dans un ouvrage que Ferdinand IV fit imprimer à Naples en 1789, et qui a été traduit en français par l'abbé Clemaron, sous ce titre : *Origine de la population de St-Leucio, et ses progrès, avec les lois pour sa bonne police*.

multiplier les petits bâtiments pour attaquer ou repousser partout les corsaires, toujours redoutables pour un royaume presque tout entier en littoral. L'organisation de l'armée de terre ne fut pas plus heureuse : il la porta, il est vrai, à trente mille soldats, mais sans ordre et sans discipline. Il organisa bien moins des troupes que des rassemblements d'hommes sans subordination et sans frein. Même légèreté, même impéritie présidèrent aux efforts que plus tard on fit pour mettre les places fortes en état de défense, et introduire des réformes dans toute l'armée : on finit même par aggraver les abus dont on essayait la suppression, et par donner à la faveur ou bien à l'argent les places dues au mérite. L'artillerie fut ce qui réussit le mieux ; et la cavalerie du roi était fort belle. Un autre projet aussi très-digne de louanges avait été de sillonner le royaume de toutes les routes nécessaires pour faciliter le commerce intérieur : un impôt de trois cent mille ducats par an fut établi à cette occasion : on commença, on suspendit, on abandonna les travaux, on ne conserva que la taxe. En 1773, eut lieu à Palerme une émeute dans laquelle les jours du vice-roi Fogliano furent compromis ; cependant il parvint à se sauver, et quelque temps après le général Caraffa rétablit le calme, mais en permettant au parlement palermitain de faire connaître ses griefs contre le gouvernement, et en promettant au nom du roi une amnistie illimitée. En 1778, un décret royal fonda l'académie des sciences et belles-lettres de Naples, et l'abolition du tribunal de l'inquisition signala l'année 1782. Mais bientôt une catastrophe funeste vint jeter l'effroi dans tous les esprits ; ce fut le tremblement de

terre de 1783, qui, bouleversant les Calabres, la Basilicate, la Terre de Bari, et d'autres provinces encore, causa des pertes incalculables. Le gouvernement, dans cette fatale circonstance, fit preuve de munificence et de sagesse en faveur des malheureux habitants sans pain, sans asile, et presque sans vêtements : il releva les villes, donna de l'argent, encouragea, par des exemptions des charges publiques, ceux qu'avait frappés le fléau. Toutefois le désastre avait été trop épouvantable pour que ces mesures en fussent disparaître promptement les vestiges ; et encore aujourd'hui les provinces méridionales et occidentales *al di quà del Faro* présentent à l'œil les tristes cicatrices de cette plaie. Mais un fléau non moins funeste allait accabler la France, et Naples, comme tant d'autres états, devait en éprouver les effets. Ce royaume sembla d'abord y prendre peu de part ; et l'on ne put remarquer dans le premier moment qu'une forte antipathie prononcée de la cour des Deux-Siciles pour les doctrines subversives de la royauté. Sur ce point Ferdinand et Caroline furent parfaitement d'accord. Tous deux arrivèrent à Vienne le 14 septembre 1790, et furent, dit-on, pour beaucoup dans la détermination impériale qui, peu de temps après, donna naissance à la déclaration de Pavie et au traité de Pilnitz. A Naples même l'agent français était fort mal traité, mal vu, et le gouvernement peut-être allait se joindre à la coalition, lorsque l'apparition de La Touche-Tréville, à la tête de son escadre (12 décembre 1792), fit pâlir la cour qui crut que cinquante mille mécontents allaient se joindre à l'amiral français, et amena la signature d'un traité de neutralité. C'est

dans notre article. CAROLINE (tome LX) qu'il faut aller chercher les suites de cette impuissance et de cette irrésolution mêlées à tant de mauvaise volonté, les outrages prodigués depuis la prise de Toulon par les Anglais aux Français, qui tous étaient censés propagandistes des idées démocratiques, la rupture du traité de neutralité le 8 octobre 1794, le retour à la paix moyennant le paiement de huit millions de ducats dans le cours de l'année 1797, et le rôle très-actif du marquis de Gallo dans la conclusion du traité de Campo-Formio; puis, quand Bonaparte cinglait vers l'Égypte, encore une troisième et plus funeste levée de boucliers. Le roi, dans toutes ces mesures contre les Français, mettait une certaine réserve, et n'avait qu'un but, défendre sa tête et sa vie contre le niveau révolutionnaire, tandis que la reine, plus fougueuse et plus tenace, personnellement froissée d'ailleurs par Bonaparte, était agressive dans sa haine, et brûlait d'anéantir l'hydro. L'Autriche d'ailleurs était derrière elle; et libre des liens de Campo-Formio, par la catastrophe de Rastadt, l'Autriche voulait s'étendre en Italie et comptait étreindre la frêle Cisalpine entre deux invasions, en s'avancant par le nord, tandis que du sud déboucheraient les Napolitains; l'Autriche fit cadeau de Mack à la cour de Naples. Dans le conseil qui délibéra sur la question de paix ou de guerre, Ferdinand, toujours anti-autrichien, et peu résolu dans ses haines, fut du nombre de ceux à qui la guerre semblait absurde. Mais la reine pensait et voulait le contraire : on devine bien qu'elle l'emporta. Probablement on obtint l'adhésion du roi en lui persuadant que l'on faisait la guerre moins à la France qu'au

pape, et que, par cette facile promenade dans l'Italie du milieu, le royaume de Naples pourrait gagner quelques parcelles de l'état ecclésiastique. Une fois la guerre déclarée, Ferdinand eut hâte de se proclamer le chef de cette ligue italique dont faisaient partis l'Autriche, la Sardaigne, la Toscane, et de réaliser la chimère dont on le berçait. Soixante mille Napolitains, dont trente mille de milice, étaient sous les armes. Il se mit à la tête de la division de Roger de Damas, forte de dix mille hommes, et entra triomphalement dans Rome (24 novembre) qu'au reste il affecta de n'occuper que pour la remettre à son légitime possesseur, le pape, et pour la purger des souillures révolutionnaires. On a voulu faire partager à Ferdinand la responsabilité des fautes si justement reprochées au général Mack, en disant que le roi de Naples, au fond vrai chef de l'armée, s'était amusé puérilement dans Rome à défaire et à refaire, tandis qu'il fallait marcher en avant. Sans doute la petite vanité du roi de Naples s'accommodait parfaitement de ces bagatelles; mais c'est Mack qui avait tracé le plan de campagne, c'est Mack qui en réalité décidait les mouvements généraux : Ferdinand était de ceux qu'embarrasse l'autorité et qui, dès qu'ils la voient tout de bon entre leurs mains, l'abdiquent et vont demander les ordres d'un autre. Bientôt les échecs multipliés de l'armée napolitaine forcèrent le prince d'interrompre cette restauration du gouvernement pontifical, à laquelle il travaillait si ardemment, et à se replier sur son royaume. Il y reparut le cœur gros de courroux, la menace à la bouche, enveloppant dans les mêmes plaintes et Mack qu'il soupçonnait fort injuste-

trahison, et les commissaires laissent les soldats sans pain, pereur qui n'avait encore fait aucune troupe à son aide. Quelles couvraient-elles des revers indirects à la reine et à ses de l'avoir si imprudemment as une folle échauffourée sous textes imaginaires, et des s'être lement trompés, eux qui vou- nancier exclusivement le pou- qui semblaient lui dénier dé- isement le génie des affaires? ise armée, mauvais général, is ministre de la guerre, tel au fond le sens de l'acerbe : du monarque. Et qui avait é l'armée, vanté le général, e ministre? Tout n'était pas iré cependant; les Français si faibles, et même, il faut le i mal commandés par Cham- !! Bientôt (19 décembre) ne proclamation de laquelle lut que la reine voulait d'a- nir bon, parce que Ferdinand geait ses sujets à s'armer, à se re, à marcher contre l'ennemi, écher d'entrer dans le royaume d'en sortir. Mais, dans toute proclamation, pas un mot du l qui dirigera leurs efforts, pas t du roi lui-même, pour dire ra au milieu d'eux, qu'il parle leurs dangers. Le fait certain eux, c'est qu'il n'y avait, de même de la reine, nulle noble ination, et que si l'on parlait ster, c'était sans oser prendre gement de présider en per- la résistance, et que l'on était se de voir la noblesse rejeter s et vouloir trahir. Alors fei- de céder à moitié, on mettait nt le projet de se retirer en e et d'y organiser une formi- défensive. Puis, sur les remon-

trances de ces mêmes grands, qui trem- blaient de soutenir pied à pied une lutte avec les Français, on renonçait pour le moment à tout déploiement d'énergie, et l'on se consolait en montrant emphatiquement l'avenir gros d'une revanche. A Ferdinand n'appartinrent pas les torts de cette faiblesse : pour peu que sa femme et que le cabinet eussent eu la présence d'esprit, le courage que sont obligés d'avoir ceux qui tiennent dans leurs mains les destinées d'un empire, il eût bravement rempli le rôle secondaire auquel depuis long-temps on l'avait réduit; il eût été un général tolérable, assez actif, assez valetureux de sa personne : quant à s'emparer du grand rôle, à dire, « Sans vous et malgré vous, moi, je résiste et je vaincrai, » c'est ce qu'il ne pouvait dire qu'en se créant un caractère neuf. Enfin il fut résolu que, dans l'impuissance d'arrêter les Français, du moins le roi ne capitulerait point avec eux, et qu'il s'embarquerait pour la Sicile, en se réservant pour des jours plus heureux. L'embarquement eut lieu dans la nuit du 24 déc., et deux jours après l'on sortit de la rade de Naples. La seule marque spéciale de sa volonté que Ferdinand donnât, au milieu de ces jeux de la fortune, fut d'emmener à sa suite le ministre de la guerre Ariola, enchaîné, et d'avoir fait emballer une partie du Musée de Portici. Nelson, avant de lever l'ancre, fit mettre le feu à toute la flotte napolitaine. L'anarchie de Naples jusqu'à l'arrivée de Championnet; l'instauration d'un gouvernement républicain sous la protection des baïonnettes françaises; les innombrables insurrections partielles qui semblaient sortir du sol et qui enfin se fondirent dans celle de Ruffo, la prompte chute de cette pau-

vre république parthénopéenne née si peu viable; les atrocités réactionnaires qui suivirent, ne sont point ici de notre ressort. Si la reine doit avoir sa part et d'éloge et de blâme dans ces événements, le roi y était pour bien peu de chose; il signait des proclamations, des actes, avait les nouvelles du des premiers après les ministres et partageait son temps entre la chasse, la justice, ses maîtresses et les antiquités d'Herculanum. En général on sait qu'il était loin d'approuver les sanglantes représailles des royalistes vainqueurs. Enfin, en janvier 1800, la famille royale reparut à Naples, et dès l'aurore le roi put juger des tristes auspices qui le ramenaient sur son trône; un cadavre flottant dans les eaux s'arrêta sous son navire, sous ses yeux mêmes. Peu à peu pourtant le calme commençait à renaître, et la rage réactionnaire à s'épuiser. C'est dans cette espèce de prostration, qui suit toujours les paroxysmes de la fièvre, que furent renoués avec l'Espagne ces liens dont l'interruption avait été fatale. L'Espagne, en signant avec Bonaparte, alors premier consul, le traité de 1800, stipula l'intégrité du royaume de Naples, et une double alliance fut contractée entre les deux maisons. L'Autriche au contraire, malgré son traité d'alliance et de garantie, conclut sa paix particulière à Lunéville avec la France; et Naples resta la seule puissance continentale sinon en guerre ouverte, du moins sur un pied de guerre, avec la puissante république que gouvernait Bonaparte. Heureusement l'amitié de l'Espagne était alors un rempart pour les imprudents époux : Bonaparte ne leur prit que les présides (en Toscane), la principauté de Piombino, Porto-Longone

dans l'île d'Elbe; des troupes tèrent dans le royaume jusqu'à l'évacuation de l'Égypte par les Anglais. Désormais il tenait à la reine vivre dans une paix profonde avec France : le roi se fut à merveille accommodé de ce parti, et Napoléon n'eût pas été plus dominé par le tectorat français qu'au fond il l'était par l'influence anglaise depuis vingt-cinq ans. Bientôt comme toujours, cet instinct du sens qui inspirait Ferdinand fléchit sous le despotisme de Carol. L'Angleterre était toujours favorable en secret, en dépit d'un traité de neutralité en 1805, douze Anglo-Russes débarquèrent à Naples dans le mois de décembre, et la laissèrent de nouveau tomber le masque transparent dont elle avait couverte sa haine. C'était à détrôner, à n'en du moins, son mari : vainqueurs plaignes d'Austerlitz, Bonaparte déclara que la maison de Naples cessait de régner, et l'Autriche donna d'abord son faible allié vengeance de l'homme en qui elle aimait alors la France. Ce qui vit, on le sait. Son sénatus-consulte nomma Joseph Bonaparte roi de Naples et de Sicile, et quelques suffrages furent pour accomplir la partie du décret : les Anglais et Russes laissèrent le pays sans défense : la reine, après avoir fait partir Ferdinand pour la Sicile, resta en vain avec son fils, à qui elle avait donné l'*Alter ego* pour Napoléon d'éloigner par les négociations et les armes l'orage qui s'approchait. La capitale se rendit sans coup férir. Gaète, après une résistance héroïque, fut prise (*Voy. Hesse-Philippsthal au Suppl.*). Maléna galopa jusqu'au fond de la botte, et malgré des révolutions sans fin, il ne s'a-

que devant ce filet d'eau moins large que la Seine à Caudebec, et qu'on nomme le phare de Messine : le royaume des Deux-Siciles était désormais le royaume de Sicile. Dépossédé, probablement pour longtemps, de la plus grande partie de ses états, Ferdinand avait achevé de prendre en dégoût les affaires : tandis que la reine combinait de vains plans de restauration et entretenait dans les Calabres des mouvements qui n'aboutissaient qu'à perpétuer en pure perte l'effusion du sang, la ruine des familles et l'impossibilité de tout commerce, Ferdinand chassait. Un an, deux ans se passèrent ainsi à peu près dans le calme. Cependant un nouveau conflit de puissance s'était élevé, et chaque jour la rivalité se dessinait davantage. Protecteurs nécessaires et uniques, les Anglais, qui toujours dans un cas de pis-aller tenaient dans le port de Palerme un navire, l'*Archimède*, prêt à transporter la famille royale dans un asile encore plus reculé que la Sicile, portaient la tête haute, même à la cour, et se mêlaient des affaires intérieures du gouvernement ; tandis que la reine prétendait toujours dominer sans contrôle. Les occasions de discorde étaient ainsi fréquentes : c'étaient les prodigalités de la cour, la partialité avec laquelle les emplois étaient donnés à des Napolitains, le dédain avec lequel on traitait la vieille constitution sicilienne, l'imposition arbitraire de taxes, la création d'emprunts sous formes diverses et la vanité même de ces tentatives qui échouaient contre l'incrédulité des écus ; la juridiction, surtout en cas de contestation entre les Siciliens et les Anglais, la nécessité pour ceux-ci d'avoir un port de sûreté, etc. L'influence britannique

en Sicile ne tenait pas seulement à la protection qu'exerçaient les Anglais, et ne se bornait pas à la cour. Répandus sur presque toutes les côtes, disposant de fortes sommes qui passaient de leurs mains dans la bourse des Siciliens, connus pour donner un subside annuel de 9,600,000 fr. au gouvernement, ils étaient, en dépit des préjugés nationaux, accueillis, écoutés avec beaucoup de faveur ; les villes maritimes et marchandes surtout s'étaient pénétrées de leurs principes, et il s'y était formé une bourgeoisie à idées très-peu féodales. Les nobles n'en étaient que plus jaloux de leurs titres et de leurs privilèges. La royauté, que trop souvent contrariait la puissance beaucoup trop grande de l'aristocratie, ne demandait pas mieux parfois que de l'abattre. Ainsi partout des vellétés et des impossibilités, partout des haines sourdes et des éléments de discorde. Au milieu de tout cela arriva sir William Bentinck, avec le double caractère de ministre et de chef des forces britanniques. Le roi, malgré son insignifiance, était précieux au moins comme drapeau pour la coalition que Bentinck méditait contre Caroline ; il n'eut pas de peine à l'y faire entrer : il acheta aussi Acton, toujours très-influent quoique sans ministère : il acheta de même plusieurs seigneurs de haute distinction. Les fausses démarches de la reine, ses fureurs, ses tentatives pour nouer des intelligences avec Napoléon, et les preuves autographes qu'en acquit l'envoyé anglais, facilitèrent le dénouement auquel poussait le cabinet de Saint-James. La reine fut reléguée dans une villa, à loin de Palerme, puis forcée de s'embarquer. Bien que tout cela se fit au nom de Ferdinand, auquel on feignait de vouloir rendre

roi; le prince Léopold. Avant même que la fortune eût ainsi prononcé, les souverains à Vienne, dès la levée de boucliers de Murat, avaient arrêté en principe que Ferdinand IV remonterait sur son trône de Naples. Dès le 1^{er} mai, il fit connaître cette décision par une proclamation à la population palermitaine qui eût autant aimé qu'il ne s'éloignât point; mais leurs vœux étaient ce dont le roi s'embarrassait le moins. Malgré les cris des lazzaroni, il avait quitté Naples pour Palerme; en dépit du dévouement des Siciliens, il quittait Palerme pour Naples. Un navire anglais le mit à terre, le 4 juin, aux environs de Portici; et le 14 il fit son entrée à Naples. Le nouveau gouvernement n'avait pas eu encore le temps de se créer un système; et, après avoir proclamé d'abord, et surtout d'après le vœu des Autrichiens, des vues sages et modérées, il se laissait aller aux mesures réactionnaires, lorsque Murat reparut (8 octob. 1815) dans un coin des Calabres, comme pour caricaturer le retour de Napoléon. Mais il n'eut pas même l'éphémère succès de son beau-frère, et ce dernier acte de sa vie de prince, au lieu d'être nommé les cent jours, doit s'appeler les cinq jours. C'est qu'en cette affaire, au lieu de duper le gouvernement napolitain, il était dupe. La police des Deux-Siciles, le sachant occupé à combiner un débarquement, lui envoya des traitres; et, quand Pizzo eut été choisi pour être le Cannes de Joachim, on dirigea sur cette ville de sûrs agents. On sait combien les Calabres avaient toujours été penchées pour leur maître illégitime. Cependant le prestige du nom de Joachim, du titre de roi, fit quelque impression sur la population semi-

grecque de ce pays; et la cour, en apprenant l'accueil qu'avait reçu Murat, conçut des inquiétudes qui peut-être allaient se résoudre par un troisième départ, quand on annonça que tout était fini (*Voy. Murat*, XXX, 431). Cet événement, en donnant l'occasion de sévir contre ceux que l'on regardait comme des muratistes ou du moins comme des ennemis soit de la maison de Bourbon, soit du régime absolu, jeta le roi dans une route semée d'écueils. Le prince Léopold, à la tête du ministère de la guerre licencia l'ancienne armée, sans tenir compte des capacités et des services, et en organisa une autre dont le premier échantillon fut une compagnie de gardes-du-corps, qui devaient fouir, pour être admis, la preuve de Malte. C'est à ces facilités que s'attachaient les fortes têtes de la restauration napolitaine. Du reste on conservait la conscription; mais cette loi était bien impopulaire, et pour en adoucir l'amertume il eût fallu donner au royaume un bien-être matériel immense. La réunion de la Sicile à Naples en une seule puissance sous le titre de Deux-Siciles (1817) était aussi une de ces mesures dans l'esprit du siècle; mais les Siciliens n'y firent que la destruction de leur nationalité et l'abolition de leurs franchises: sur le dernier point, ils avaient raison, et il est clair que Ferdinand ne s'accommodait pas plus de leur vieille et vénérée constitution que de celle que les Anglais avaient imposée à la Sicile. Les brigandages dans les Apennins étaient aussi flagrants, aussi nombreux qu'il y avait de siècles; et tout ce que grâce aux nouvelles lumières on avait gagné; c'était de sentir la profondeur de la plaie, mais non le moyen de la guérir. Les finances aussi

us, le châtiement des Italiens tionnaires, la cessation de tout rce entre la Toscane et la , ajoutant qu'en cas de refus tergiversation du grand-duc , ces navales de l'Angleterre se raient de la réalisation de ces es. Puis, comme le grand-duc oyait, les forces navales se ent effectivement, et le 8 oc- quand lord Hood avec son es- se fut mis en état d'agir, Her- mma le prince de se décider ouze heures à la rupture avec nce, sous peine de voir bom- r Livourne et opérer une des- en Toscane. Ferdinand, après réuni son conseil, répondit en dant une déclaration écrite, rvey ne balançait point à lui r. Le lendemain 9 octobre, le re La Flotte était invité à quit- : états toscans, avec ses adhé- , et l'Angleterre fit des côtes . Toscane une de ses stations s. Le ton impérieux et les ces sans cesse croissantes de ents pesèrent bientôt au grand- en même temps que l'opiniâtre nce de la Convention pendant le 1793 et dans le cours de l'an- suivante mettait derechef en ème pour lui la chute de la ré- que. Aussi, malgré son ministre ffaires étrangères Serrati, le- ie jurait que par les Anglais , passa-t-il pas par toutes les és de ses hauts alliés : les ais établis en Toscane, et qui maient pas prise contre eux 'indiscrets manifestations, fu- ménagés; les contrefacteurs guats recurent l'ordre d'aller quer ailleurs leur fausse mon- Le 4 nov. 1794, il fit porter frais, dans les ports de la Pro- , une quantité considérable de

grains, pour en remplacer une pro- vision appartenant à la France et sur laquelle les Anglais avaient fait main- basse. Cette restitution était l'indico d'un vif désir de rétablir les ancien- nes relations. Et bientôt en effet (le 30 déc.), le comte Carletti alla, chargé de ses pouvoirs, traiter avec le comité de salut public. Le choix de cet envoyé devait d'autant plus être agréable à la Convention que Car- letti détestait les Anglais et qu'il avait eu avec Hervey une scène qui s'était terminée par un duel (*Voy. CARLETTI, LX, 169*). Aussi les journaux parisiens le qualifièrent-ils d'excellent patriote. Le résultat des négociations fut un traité qui révo- quait tout acte d'adhésion à la coa- lition contre la république et le rétablissement de la neutralité sur le pied du 6 oct. 1793. C'était le premier qui eût été signé avec la ré- publique française. Mais déjà la Prusse et l'Espagne négociaient, et la double paix de Bâle avançait vers sa conclusion. Le 21 mars 1795 , le comte fut admis aux honneurs de la séance dans la Convention natio- nale, et complimenta l'assemblée. Le président dans sa réponse loua beau- coup la politique du grand-duc, sa prudence agréable à la Convention, sa modération, grand exemple qu'il donnait au monde; enfin l'accolade fraternelle termina la cérémonie. Un nuage pourtant s'éleva bientôt. La fille de Louis XVI allait quitter le Temple, et Carletti sollicita du mi- nistre de l'intérieur l'autorisation de présenter ses devoirs à l'illustre captive. Cet hommage aux bien- séances froissa les susceptibilités du Directoire, et l'envoyé toscan reçut ordre de quitter la France. Du reste, il était déclaré, dans l'arrêté du Directoire, que cette marque du

courroux national ne tombait que sur le comte, et nullement sur son maître, avec lequel la république souhaitait n'avoir que de bonnes relations. Il fallut que Ferdinand se contentât de ces protestations, et désavouât son mandataire, à la place duquel il envoya Néri Corsini (janvier 1796). Quelques mois après, Bonaparte était le maître de toute la haute Italie. Bien que la conduite de Ferdinand n'eût point été hostile aux Français depuis le traité de 1795, bien même qu'il eût fait plus que satisfaisant aux devoirs de sa neutralité, en donnant aux émigrés de France l'ordre de quitter ses états, sa condescendance ne devait pas le préserver complètement des inconvénients de la guerre. Bonaparte, trop habile ou trop ambitieux pour s'arrêter en chemin, ne s'accommodait point de neutralité : il voulait qu'on fut pour lui, qu'on dépendît de lui. Les Anglais étaient de même, et Livourne à peu près dans leurs mœurs servait merveilleusement à leurs projets. Aux yeux du général français, il était urgent de mettre fin à leur omnipotence dans ce port : la Grande-Bretagne y perdait un point d'appui immense tant commercial que militaire, et notamment sa base contre les mouvements insurrectionnels de la Corse ; le pape et Naples sentaient l'orage près d'eux ; enfin un prince de plus gravitait bon gré mal gré dans le système français. En présence de semblables raisons, un traité n'était qu'un vain chiffon. Aussi eût-on dit que l'Angleterre et Bonaparte s'évertuaient, à qui mieux mieux, pour entreindre les conventions et servir le pauvre duc entre deux nécessités également redoutables. Non pas qu'aux yeux de Bonaparte il fût bien de le harceler

par des vexations en pure perte : ce qu'il voulait, lui, c'était la vexation utile, c'était Livourne, de l'argent et une influence décisive en Toscane. Aussi dans ses lettres au Directoire, écrivait-il : « La politique » de la république envers le grand duc » est détestable. » Depuis longtemps le bruit courait que l'armée française filant sur Rome allait entrer à Florence. Déjà de Bologne Bonaparte s'était porté sur Pistoie comme pour traverser la Toscane orientale. Manfredini et le prince Thomas Corsini se rendent en hâte près de lui, et essaient de le faire changer de résolution : « La Toscane, disent-ils, a refusé passage aux troupes » papales et napolitaines, comment » l'accorderait-elle aux troupes » françaises ? » Bonaparte, qui n'a peut-être jamais eu l'intention de s'emparer de Florence, feint alors, comme par égard pour le ministre, de modifier les ordres qu'il a reçus, mais à condition qu'il occupera Pise, soit qu'il doive ne pas aller plus loin, soit que les circonstances le forcent à se porter le long de la côte jusqu'à Rome. Une carte d'Italie était dépliée devant les deux interlocuteurs. « C'est cela ! disait Bonaparte, » tout chemin mène à Rome ; j'irai » par Pise, je ferai un coude comme » ceci. » Mais en prononçant « com- » me ceci, » il posait son coude sur Livourne, indiquant et ne disant pas quel était ce coude qu'il se disposait à faire. Le marquis, tout consummé qu'il était en finesses diplomatiques, ne comprit pas celle-là : il ne vit dans ce geste de Bonaparte qu'une preuve de manque de savoir-vivre, et le dit tout bonnement à son souverain, en lui certifiant que la Toscane en serait quitte pour l'occupation de Pise et tout au plus du territoire

onnant. Les Anglais ne se mé-
 nt pas aussi facilement. Profi-
 le quelques jours qu'ils avaient
 e devant eux, ils dégarnirent
 teliers et les magasins de Li-
 ie, et dirigèrent, vers Saint-
 nt en Corse, cent bâtiments
 és et prêts à mettre à la voile,
 ents sur lesquels Bonaparte
 jeté son dévolu et dont la cap-
 était pour beaucoup dans sa
 nination. Lors donc que Murat,
 avoir passé l'Arno (le 26 juin),
 rta sur Livourne d'une part, de
 e sur Sienne, il ne trouva que
 eu de marchandises anglaises.
 parte y fut bientôt lui-même :
 arrêter Spanocchi, gouverneur
 ville, qu'il envoya au grand-duc,
 rivant qu'il était bien convaincu
 i. A. R. donnerait des ordres
 le punir, et il ordonna la recher-
 es marchandises ennemies, c'est-
 e anglaises, autrichiennes et
 s. Ces investigations n'allèrent
 ans violences et surtout sans
 e. Mais on peut tenir pour cer-
 que tout ne resta pas aux mains
 agents. Bonaparte savait trop
 que l'argent est une force pour
 ger le moyen d'appuyer ses pré-
 ons à venir. Il se rendit ensuite,
 de Berthier, de sa femme, de
 mcle Fesch et d'une partie de
 tat-major, à Florence même, où
 ince venait d'ôter le porte-feuille
 guerre à Serrati pour en investir
 evalier Fossombroni. Le grand-
 l'accueillit avec les plus grands
 eurs, lui donna un dîner splen-
 ; et, le conduisant dans la
 re galerie de Florence, il lui
 t de cicérone dans cette visite
 chefs-d'œuvre de l'art italien,
 : d'huissier-priseur, car dès-lors
 it arrêté en principe que, dans
 indemnités à payer à la France,

entreraient des tableaux et des monu-
 ments de sculpture de ce musée : la
 Vénus de Médicis y fut comprise. Ces
 dures nécessités n'étaient point adou-
 cies par la jactance avec laquelle au
 dessert Bonaparte, lecture faite d'une
 dépêche, s'était écrié en se frottant
 les mains : « Eh ! c'est la reddi-
 « tion de la citadelle de Milan ;
 « c'était avec Mantoue la seule place
 « que votre frère eût encore en
 « Lombardie ! » Malgré cela, Bona-
 parte entendait que les agents du Di-
 rectoire se comportassent le moins
 tyranniquement possible en Toscane ;
 et dans ses dépêches à Paris il ré-
 clamait fréquemment à ce sujet. Son
 but était, suivant une de ses ex-
 pressions favorites, d'*endormir* le
 prince jusqu'à ce que l'instant fût venu
 de prendre une résolution sur son
 compte. C'est avec les mêmes vues
 que dans un rapport au Directoire,
 après avoir dit que vivement solli-
 cité de quitter la Toscane le grand-
 duc était resté dans ses états, il
 ajoutait : « Cette conduite lui a mé-
 « rité une part dans mon estime. »
 Sans doute ; mais cette estime n'em-
 pêchait pas qu'il ne fût très-content
 d'avoir ainsi un otage dans le frère
 de l'empereur, et qu'il ne fût très-
 déterminé à user de cet avantage
 selon l'occurrence. C'est lui aussi sans
 doute qui souffla au Directoire l'or-
 dre qu'il reçut dans une dépêche con-
 fidentielle d'enlever le grand-duc,
 si l'empereur venait à mourir, ainsi
 que le bruit en courait, et que son
 frère ou son héritier présomptif se
 mit en route pour Vienne ; la dé-
 pèche directoriale contenait aussi
 l'ordre d'occuper militairement la
 Toscane. Bonaparte manda au mi-
 nistre de France à Florence, Miot,
 de le tenir au courant du moment
 où Ferdinand prendrait le chemin de

Vienne. Mais l'empereur ne mourut pas, et Ferdinand ne bougea de l'Italie. Pendant ce temps les Anglais se logeaient dans Porto-Ferrajo, la capitale de l'île d'Elbe, et dans Acquaviva, dernière ville de la Toscane, du côté de Gènes. Le grand-duc protesta contre cette violation d'un état neutre. Ces protestations démontrent-elles que les Anglais et le prince ne fussent pas d'accord? Le fait est que Bonaparte ne crut point à leur sincérité, et que, lorsqu'il eut écrasé les deux nouvelles armées données par l'Autriche à Wurmser, les expressions de courroux contre la Toscane retentirent derechef et semblèrent annoncer que le frère de l'empereur serait dépouillé, et que la Toscane grossirait la naissante République Cisalpine. Le secret tenu par l'une et l'autre puissance contractante sur les préliminaires de Léoben ne calmait point les inquiétudes. Manfredini courut à Plaisance avec la mission avouée de demander que les troupes qui allaient de Bologne à Livourne ne passassent point par Florence, mais au fond pour décider de l'existence de la Toscane. Bonaparte lui permit encore de vivre, moyennant une contribution de deux millions et la fermeture de ses ports aux Anglais. Heureuse formule, à l'aide de laquelle la France était toujours sûre de pouvoir dire : « Vous avez enfreint « les clauses ! » car toujours les Anglais mettaient le pied quelque part, que Ferdinand le voulût ou non. La paix de Campo-Formio vint rendre enfin un peu de sécurité à cette pauvre cour toscane si cruellement tiraillée en tous sens depuis trois ans ; et, tant qu'il fut possible de croire à cette paix menteuse, le grand-duc ménagea la république triomphante. Des Français avaient été insultés à Livourne et à

Pise, il fit punir les auteurs de ces outrages. Des propagandistes, génois surtout, essayaient d'organiser une révolution dans ses états ; avant de punir il envoya demander à Bonaparte s'il entendait les protéger, et il n'opéra d'arrestations, de poursuites, d'exils que sur la permission qui lui fut donnée. Le gouvernement provisoire ligurien demanda satisfaction ; il l'accorda en ce sens qu'il permit aux Génois inoffensifs de porter en Toscane la cocarde nationale ligurienne. La république cisalpine se constitua, il la reconnut. L'abbé Dijon, agent de Louis XVIII, était toujours en Toscane, il lui donna ses passe-ports. Pie VI fuyait de ses états métamorphosés en république romaine ; il fit préparer pour le recevoir le superbe couvent du Saint-Esprit à Sienne, mais il n'osa lui donner asile dans la chartreuse de Florence qu'après avoir écrit au Directoire. Cependant les négociations de Rastadt n'avançaient pas, et Ferdinand fut des premiers à savoir que la guerre allait éclater derechef. Il envoya Manfredini à Vienne afin de se concerter. Il fut convenu que, tout en feignant la neutralité, le grand-duc se mettrait en mesure de coopérer activement contre les Français. De son côté, le Directoire ne prenait pas le change. Grâce à ses intrigues et à celles de la Cisalpine, sa première succursale de l'autre côté des munts, les démocrates toscans machinaient en secret. On trouva sur la place du palais du grand-duc un petit arbre de la liberté avec ces quatre mots : « Il croîtra dans peu. » Bientôt on fit grand bruit d'un complot à la tête duquel était un nommé Aletis et qui n'était pas tout-à-fait imaginaire. Puis, tant pour veiller au maintien de l'ordre public que pour faire respecter sa neutralité,

le grand-duc se mit à lever des troupes et à organiser des milices. Sa première proclamation, assez mesurée encore, parut le 22 novembre 1798. Par une autre pièce, deux ou trois jours après, il fit appel aux propriétaires fonciers, aux laboureurs, invita les premiers à dédommager les seconds de l'abandon de leurs travaux, et promit de fournir des armes; puis vint une adresse aux chapitres, aux couvents, pour les engager à consigner ce qu'ils possédaient d'effets en or, en argent; puis il appelait les communes de l'état à concourir à un emprunt de huit cent mille écus. Les 28 et 29, les Anglais débâquèrent à Livourne six mille hommes de troupes napolitaines, destinées à faire insurger la Toscane et à couper les communications de l'armée de Rome avec celle de l'Italie septentrionale; leur général Naselli se mit à faire à son tour de la persécution et de la rapacité, tandis que, feignant de céder à la force majeure, le grand-duc envoyait un courrier extraordinaire à Paris, et implorait le secours des Français pour le débarrasser des violateurs de la neutralité. Les secours vinrent plus inopinément qu'il ne pensait. Championnet entra dans Rome, dans Naples; les Napolitains quittèrent Livourne : l'échauffourée avait été presque aussitôt finie que tentée. Alors on comprit que le Directoire, s'il avait affecté de croire aux assurances du grand-duc, avait vu clair dans cette mystification, et la guerre lui fut déclarée en même temps qu'à l'empereur. Destitué de tout appui extérieur, le grand-duc ne pouvait en cet instant résister à la France; et Schérer n'eut en quelque sorte qu'à faire prendre possession de Florence par le général Gaultier, et de

Livourne par Miollis. Un commissaire du Directoire, Reinhard, donna l'ordre aux magistrats de continuer leurs fonctions au nom de la république française. Ferdinand, moyennant argent, obtint la permission de passer sans obstacle avec les siens au milieu des légions françaises : on lui permit même d'emporter, outre ce qu'on lui laissait de ses trésors, certains meubles du palais Pitti, quelques tableaux et plusieurs statues d'un grand prix; et il partit pour Vienne, le 27 mars, après avoir, dans une dernière proclamation, exhorté ses sujets à la tranquillité. Cette invitation fut peu goûtée des masses qui, chaque fois qu'elles en trouvèrent l'occasion dans cette année (et les revers des Français dans la haute Italie ne leur en fournirent que trop), se déclarèrent contre l'occupation et rétablirent leurs magistrats aux cris de *Vive Ferdinand*. Mais ces insurrections, dont Arezzo et Cortone étaient les foyers principaux, n'avaient d'avenir que par le triomphe définitif de la coalition; et rien n'était encore décidé. Cependant, à la fin de juin 1799, la Toscane se trouvait, par la retraite de Macdonald, entièrement libre de la domination française. Du fond de l'Autriche et sous l'inspiration du cabinet autrichien, Ferdinand nomma une régence à la tête de laquelle était le marquis de Sommariva. Chargé en même temps du commandement de toutes les troupes autrichiennes dans le grand-duché, Sommariva organisait les troupes toscanes et déployait dans cette mission un zèle infatigable. Au commencement de 1800, il comptait vingt-cinq mille hommes, et il tenait en réserve de formidables bandes de montagnards. Mais déjà Bonaparte, revenu d'Égypte, s'é-

taient emparé de l'autorité en France. La campagne de Marengo et l'inconcevable capitulation de Mélas rendirent vains tous les préparatifs du grand-duc. Cependant au moment où le général Pino quittait la ligne du Rubicon pour se réunir à l'armée de la Cisalpine dans Bologne, les paysans d'Arezzo et des districts environnants se formèrent en bandes irrégulières et se montrèrent dans le Ferrarais et le Modenais. Pino revint les surprendre à Facenza, les mit en fuite, et, partageant sa troupe en trois corps, les anéantit à Lugo, à Ravenne, et sur la route d'Arezzo. Sommariva ne pouvait ostensiblement approuver cette insurrection; mais lorsqu'un message de Brune vint lui reprocher de l'avoir excitée, et en conséquence lui signifia de désarmer ses vingt-cinq mille hommes, il résista, et, envahissant la Cisalpine, s'empara de San-Léo, de Castiglione, et leva des contributions dans les pays sous protection française. Mais bientôt Dupont, sur l'ordre de Brune, reprit possession de la Toscane, et ne trouva de résistance sérieuse que devant Arezzo qu'il emporta d'assaut (19 oct. 1800). Un dernier effort eut encore lieu de la part de Sommariva : aidé de quelques escadrons autrichiens, et des émigrés d'Arezzo, il revint ranimer l'insurrection éteinte au moment où Roger de Damas prenait position à Sieune avec ses Napolitains, et où le corps français d'occupation se bornait à quatre ou cinq mille hommes. Mais Miollis, leur chef, refoula rapidement ce dernier, et Sommariva se replia sur Ancône. La Toscane fut alors décidément perdue. La France ne pouvait souffrir un frère de l'empereur au sein de cette Italie, où elle entendait régner. Le grand-duc d'ailleurs

ne pouvait demander à être traité ni comme ami ni comme neutre. Aussi la paix de Lunéville ne lui fit-elle qu'une position aussi précaire qu'inférieure; la Toscane, érigée en royaume d'Etrurie, fut donnée à l'infant de Parme; pour indemnité il n'eut, lui, que l'ancien archevêché de Salzbourg, la prévôté de Berchtolsgaden, portion de l'évêché de Passau et l'évêché d'Eichstædt, avec les titres de duc et d'électeur. Les événements de 1805 lui ravirent encore cette souveraineté, mais en la remplaçant par la principauté de Würtzbourg sur laquelle était transféré le titre électoral. C'était un coup de maître de la part de Bonaparte que d'isoler ainsi de son frère et de placer au milieu de tous ces petits états de l'ouest de l'Allemagne un prince autrichien. Bientôt le titre d'électeur devint un non-sens par la dislocation de l'empire d'Allemagne. En butte à la haine de la Bavière dont avait été détachée la principauté de Würtzbourg, sans appui par la dissolution du corps germanique, ne sachant sur quels secours compter de la part du chef de sa propre maison, certain, en cas de lutte des puissances allemandes avec la France, de voir son pays devenir le théâtre des opérations militaires, Ferdinand se prêta de bonne grâce à sa position : il signa, le 16 septembre 1806, un traité par lequel il accédait à la confédération du Rhin, promettant de fournir deux mille hommes à l'armée de la ligne, et reçut en échange le titre de grand-duc et la permission de s'emparer des biens que l'ordre des Hiéronymites possédait dans la principauté de Würtzbourg, plus quelques enclaves des souverainetés attenantes à la frontière. Ainsi, de même que jadis il avait été le premier à signer

un traité avec la France révolutionnaire, il fut le premier à se joindre aux quinze états signataires primitifs de la confédération du Rhin; et sa qualité de frère du prince qui venait d'abdiquer la dignité d'empereur d'Allemagne ne donna que plus d'éclat à la puissance morale du protecteur de la confédération, qui se substituait à l'empire. Au reste, il est clair que le grand-duc de Würtzbourg n'agissait qu'avec l'aveu de son frère, et feignait pour Napoléon des sentiments qu'il n'avait pas. D'autre part celui-ci lui marquait en apparence beaucoup d'égards, de confiance, et tâchait de l'attacher à son char par d'ambitieuses espérances, mais sans intention de les réaliser jamais. Il atteignit ainsi l'époque difficile de 1809, et s'en tira, grâce à la neutralité à laquelle il eut encore recours, et grâce aussi à la rapidité du dénouement. L'année suivante il vint à Paris et assista, seul de sa maison, au mariage de sa nièce Marie-Louise avec Napoléon. Il fut question ensuite de lui donner un lambeau de la Pologne, ou même toute la Pologne à gouverner. Napoléon, dans une proclamation aux Polonais, en juin 1812, disait : « Je viens pour vous donner un roi et pour étendre vos frontières. Votre territoire sera plus considérable qu'il ne l'était sous Stanislas. Le grand-duc de Würtzbourg sera votre roi. » C'eût été le quatrième état que ce mobile souverain aurait été appelé à gouverner. Mais quelles que fussent au fond les intentions de Napoléon, les événements en décidèrent autrement : la paix de Paris, du 30 mai 1814, rendit à Ferdinand la Toscane, qui depuis cinq ans formait les trois départements français de l'Ombrière, de l'Arno et de la Méditerranée. Il fut

peu regretté de ses sujets germaniques, qu'il avait froissés surtout en favorisant les doctrines ultramontaines fort peu goûtées en Franconie, et en faisant dans les bureaux, dans les collèges, des épurations en même temps blessantes et dispendieuses, car elles nécessitaient des retraites. En revanche il fut reçu en Toscane avec un enthousiasme qui prouvait sans doute à quel point on était las de la domination française, mais qui provenait aussi des bons souvenirs qu'il avait laissés. Il le justifia bientôt en marchant sur les traces des plus sages souverains qui aient régi la Toscane. Un instant encore il fut obligé de s'exiler de sa capitale, lorsque la levée de boucliers de Murat répandit l'épouvante jusque dans l'Italie septentrionale; mais cette espèce de retraite ne dura que quinze jours : le 20 avril 1815, il revint accompagné de quelques corps toscans et de troupes autrichiennes à Florence; et cette fois il jouit enfin d'un repos si chèrement acheté par plus de vingt ans d'agitation. La justice, les finances, les beaux-arts, les améliorations industrielles et commerciales, ces objets favorisant son zèle, l'occupèrent alors sans partage. Rempli de lumières et de tolérance dès que le catholicisme était religion dominante, il retint de l'administration française tout ce qu'il regardait comme avantageux et simple, c'est-à-dire presque tout. Il s'opposa de tout son pouvoir aux réactions, et réalisa, autant qu'il était possible de le faire après de si vastes bouleversements, la conciliation des partis. Il n'opposa que peu d'entraves à la liberté d'écrire. Ses états furent un asile pour les carbonari inoffensifs. Aussi, dans ces derniers temps, la Toscane a-t-elle été le pays de l'Italie

où l'on trouvait le plus de civilisation, d'agrément et de sécurité, pour peu qu'on voulût se tenir dans des limites raisonnables. La paix profonde dont jouit l'Europe occidentale, si ce n'est au moment des révolutions de Portugal et d'Espagne, de Piémont et de Naples, y contribua beaucoup. Aucune n'éclata chez lui, preuve de l'habileté de son administration et de l'amour qu'il inspirait à ses sujets. Sa mort eut lieu le 18 juin 1824. — Son fils Léopold François-Ferdinand-Charles (né le 30 oct. 1797) lui succéda.

P—or.

FERDINAND VII, roi d'Espagne, né à Saint-Ildephonse, le 13 octobre 1784, fils de Charles IV et de Marie-Louise de Parme, fut proclamé à l'âge de six ans prince des Asturies ou héritier de la couronne. Son éducation fut confiée à deux hommes très-éclairés, le duc de San-Carlos et le chanoine don Juan Escoiquitz. D'un caractère doux et facile, il n'eût pas pu sans doute, au milieu d'une cour corrompue, sans l'appui de ces hommes dévoués, résister long-temps aux embûches dont il était environné. Le favori Godoy, déjà parvenu à se faire donner la main d'une princesse royale, mais dont l'ambition n'avait point de bornes, lui portait surtout une haine qui devait être aussi funeste à l'Espagne qu'à lui-même; et, ce que l'on a de la peine à comprendre, c'est qu'il avait fait pénétrer le même sentiment dans le cœur du roi et de la reine. Il leur inspira aussi la plus injuste défiance contre ceux qu'ils avaient chargés de l'éducation du jeune prince, et ce fut par ses conseils que le comte d'Alvarez, Escoiquitz (*Voy.* ce nom, LXIII, 428) et San-Carlos furent successivement disgraciés, et éloignés de la cour. Lors-

que, au milieu de toutes ces contrariétés, Ferdinand fut arrivé à sa dix-huitième année, il fallut cependant le marier (21 août 1802). Si le favori eut part au choix qui fut fait, il est évident qu'il se trompa; car la princesse qu'on lui donna (Marie-Antoinette-Thérèse), fille du roi de Naples, était pleine de grâce et d'esprit, et elle ne pouvait manquer d'avoir à la cour une grande influence. Dès qu'elle y parut en effet, son jeune époux fut transporté de l'amour le plus vif; tout le monde se précipita sur ses pas, et les appartements de la reine comme ceux de Godoy restèrent abandonnés. On conçoit toutes les jalousies, toutes les haines que dut exciter un pareil triomphe. Mais il dura peu, et bientôt les deux jeunes époux, forcés de vivre isolés, n'eurent plus qu'à se défendre des pièges qu'on leur tendait sans cesse. Enfin, après quatre ans d'union, la jeune princesse des Asturies mourut victime d'un crime odieux et que personne aujourd'hui ne peut mettre en doute. À l'âge de vingt-deux ans et avec toutes les apparences de la santé et de la force, elle expira dans d'horribles souffrances, quelques jours après avoir pris une tasse de chocolat (1). On s'empara de tous ses papiers, et il ne fut pas même permis à son époux de l'assister dans ses derniers moments. Elle ne laissait point de postérité, et le prince de la Paix lui eût à peine vu fermer les yeux qu'il voulut profiter de cet événement pour faire épouser à Ferdinand la fille

(1) L'apothicaire de la cour, qui fut généralement soupçonné d'avoir fourni les moyens de consommer ce crime, fut trouvé étranglé chez lui, quelques jours après la mort de la princesse, et la police prit grand soin de faire disparaître une lettre qu'il avait écrite quelques minutes avant de mourir.

de du prince de Bourbon, qui a sœur de sa femme et la coula roi. C'était un excellent de conserver son crédit et son ace, même après le règne de es IV. Ferdinand aperçut le , et dirigé par les conseils oiquitz il montra quelque éner- ns sa résistance. Son refus, pré- au roi et surtout à la reine sous uleurs les plus fausses, ajouta oup à l'éloignement que dès emps Godoy leur avait ins- our le prince des Asturies. Dès 'erdinand vécut retiré, envi- d'embûches et n'ayant pas auprés de lui le vieux chanoi- n ancien maître, le seul en qui t pouvoir se fier. Ce fut dans osition si embarrassante qu'il ses regards vers la France : fait venir Escoiquitz, ils ima- nt ensemble d'écrire à Napo- our lui demander son appui et in d'une de ses parentes. Le l empereur qui, dès ce temps- ait conçu la pensée de se ren- naître absolu de la Pénin- et qui, pour arriver à ce but, t, comme toujours, employer is la violence et la ruse, sai- ce empressement le moyen qui tait offert, de diviser et de ller encore davantage la famille ;, afin de parvenir plus sûre- à sa ruine. Ne voulant pas iquer positivement avec l'héri- trône, il chargea son ambas- r, Beauharnais, de prolonger nsions du jeune prince par des sses vagues et mensongères, même temps d'exciter, d'en- nir contre lui, la haine du fat celle de la reine et du roi. and eut alors de fréquentes ences avec l'ambassadeur Beau- is, et il écrivit beaucoup de let-

tres où il ménagea peu le favori. Il fit même de la monarchie espagnole un tableau très-rembruni, qu'il se proposait d'envoyer à Napoléon, et qui, s'étant trouvé plus tard parmi ses papiers, devint contre lui un texte d'accusations graves. Godoy, qui épiait toutes ses démarches, qui l'avait environné d'espions, fut bientôt informé de cette intrigue ; et il résolut de la mettre à profit pour perdre définitivement le jeune prince. Une démarche fort simple et dans laquelle Ferdinand n'avait d'autre tort que de s'être caché de ses parents, de n'avoir pas demandé leur avis et leur consentement, fut par le perfide favori transformée en un crime capital. Trompé par ses mensonges, le crédule Charles IV fut persuadé qu'il ne s'était agi de rien moins que de lui arracher la couronne et même d'attenter à ses jours comme à ceux de la reine. S'étant mis à la tête de ses gardes, il arrêta lui-même son fils et plusieurs de ses confidents, entre autres Escoiquitz et le duc de l'Infantado ; puis il écrivit à Napoléon : « Mon « fils aîné, l'héritier présomptif de « ma couronne, avait formé le com- « plot horrible de me détrôner ; il « s'était porté jusqu'à l'excès d'at- « tenter à la vie de sa mère. Un « attentat si affreux doit être puni « avec la rigueur la plus exemplaire. « La loi qui l'appelait à la suc- « cession doit être révoquée. Je « ne veux pas perdre un instant « pour instruire Votre Majesté de « la plus noire scélératesse, et je « la prie de m'aider de ses lumières « et de ses conseils... » On conçoit avec quelle joie le rusé Napoléon reçut de pareilles confidences. Il aurait pu, d'un seul mot, justifier le jeune prince et rassurer son père ; mais ce mot, il se garda bien de le

prononcer ; et toute son intervention dans le fameux procès de l'Escurial se borna à exiger qu'il n'y fût pas même fait mention de ses rapports avec Ferdinand ni de son projet de mariage ; et il ne tint pas à lui que ce prince, traduit par son père devant une commission de onze membres, que celui-ci avait nommés ne succombât sous le poids d'une aussi grave accusation. Mais les juges étaient des gens de bien : Ferdinand et ses co-accusés furent acquittés à l'unanimité. Ce procès, dont toutes les circonstances furent connues du public, envivonna le jeune prince de beaucoup de popularité, et il ajouta au mépris des peuples pour leur souverain comme à la haine dont Godoy était déjà poursuivi. C'était dans le même temps que cet homme, aussi maladroit que vain et ambitieux, tombait si ridiculement dans les pièges que lui avait tendus Napoléon. Traitant au nom de l'Espagne, à l'insu de son roi, par l'entremise de sa créature, le méprisable Izquierdo, il avait fait conclure à Fontainebleau, le 17 oct. 1807, ce funeste traité qui, sous prétexte de conquérir le Portugal pour la reine d'Etrurie, et de donner à Godoy la principauté des Algarves, ouvrit aux Français toute la Péninsule et compléta la ruine de la monarchie espagnole. Le stupide favori ne s'aperçut de sa méprise qu'au moment où les troupes françaises approchèrent de la capitale, et lorsque son perfide agent vint lui dire qu'il fallait céder à la France toutes les provinces situées entre l'Ebre et les Pyrénées. Le roi et la reine parurent aussi à la fin comprendre en ce moment qu'il s'agissait de leur ruine, et ils ne songèrent plus qu'à s'y soustraire par la ruse, déclarant qu'ils cédaient tout à l'empereur, qu'ils

s'en rapportaient à sa générosité... Le prince de la Paix, non moins épouvanté, conçut alors aussi le projet de se retirer dans l'Andalousie, même au Mexique, avec la famille royale, et il ne pensa plus qu'à préparer le départ. Le roi et la reine le sollicitant, le pressant de hâter les préparatifs, ils déclarèrent à leur fils, le prince des Asturies, qu'ils lui laisseront tous les pouvoirs, qu'en leur absence il gouvernera le royaume. Et pendant ce temps les équipages, les voitures s'apprêtent ; des troupes sont mises en mouvement pour protéger le voyage. Mais ces mouvements sont remarqués du public ; on en comprend le but ; et alors se réveille soudainement, parmi les habitants de la capitale et ceux d'Aranjuez, où se trouvait la famille royale, tout l'amour que ce peuple nourrissait pour ses rois. La foule s'accumulant dans les cours et les jardins du palais, la famille royale se décide à partir pendant la nuit sans gardes et sans bruit ; mais une voiture du prince de la Paix ayant paru tout attelée, la fureur du peuple se dirige contre le favori. On enfonce les portes de son hôtel ; et il n'a que le temps de se cacher dans un grenier, d'où ayant essayé de sortir il est bientôt aperçu et poursuivi par des cris de mort. Il allait périr lorsque le prince des Asturies l'arrache à ce danger en le faisant mettre en prison. La présence de l'héritier du trône sembla calmer un peu l'effervescence publique, et la foule parut satisfaite quand il l'assura lui-même que certainement il ne partirait pas ; que rien ne pourrait le décider à quitter l'Espagne. Alors des cris multipliés de *vive le prince des Asturies* se firent entendre ; quelques voix même proclamèrent

Ferdinand VII; et le vieux Charles IV les entendit. Il était au milieu de sa cour qui le conjurait de ser le pouvoir, et la reine l'en avait également. On sait que de long-temps il avait annoncé le t d'abdiquer; il signa donc son ation; Ferdinand la reçut, et le se rétablit. Lorsque ce prince t pour Madrid, afin d'y prendre nes du gouvernement, son père rassa de la manière la plus ten- et il écrivit dans l'instant même npeur des Français, pour lui part de cet important évène- et lui recommander le nouveau Mais Napoléon, qui avait ré- de faire descendre du trône le monarque, était loin de vouloir cer son fils. C'était sa propre stie qu'il prétendait y établir; erdinand, devenu roi par la vo- de son père, par les acclama- du peuple, Ferdinand environné faveur publique, et de tous les ages qui accompagnent un nou- règne, était pour lui, pour son tion, un obstacle bien plus em- sissant que le débile Charles IV. une Ferdinand fut donc aussitôt nemi le plus dangereux; et, par rères, Murat, qui venait d'entrer Madrid, à la tête d'une armée, us ses efforts pour rompre l'u- qui semblait s'être rétablie dans mille royale. Circonvenu d'a- par Godoy, qui lui demanda sa té, ce général accueillit toutes alomnies de cet ennemi person- lu jeune roi. La reine appuya mensonges, et sa fille, la reine rurie, les appuya également. Ces princesses n'hésitèrent point e au vieux roi que son abdica- était le résultat d'un complot, le lui avait été arrachée par la ace, et Charles IV crut de tel-

les paroles; il écrivit sous la dictée de Murat une tardive protestation qu'il antidata de deux jours pour la rendre plus vraisemblable, et qu'il envoya à Bonaparte par l'entremise de son lieutenant, lequel, ainsi que l'ambassadeur Beauharnais, refusait à Ferdinand le titre de roi, sous prétexte qu'ils attendaient des instructions de leur maître, et disait que ce maître était près d'arriver lui-même à Madrid, qu'il verrait avec plaisir que le jeune prince allât au devant de lui le plus loin qu'il serait possible.... L'aide-de-camp Savary, arrivé sur ces entrefaites, insista encore davantage sur ce point, et il assura de la manière la plus positive que l'empereur était en route, qu'il approchait de la capitale et qu'il fallait se hâter. Il ajouta qu'il ne doutait pas que, touché de cette politesse, il ne reconnût aussitôt Ferdinand VII, et ne lui don- nât la main d'une de ses nièces (2). On ne doit pas être étonné que ces mensonges aient trompé le jeune roi, puisque des hommes aussi expéri- mentés que les ducs de l'Infantado, San-Carlos et Escoiquitz y crurent sincèrement, et qu'ils usèrent de

(2) C'était d'une fille de Lucien Bonaparte qu'il avait d'abord été question; et Napoléon y pensa un instant: il avait même fait revenir pour cela son frère d'Italie; mais il changea bientôt d'avis, ou plutôt Ferdinand n'accepta pas le trône d'Etrurie en échange de celui d'Espagne, ce qui eût été la première condition de cette alliance; et Lucien retourna à Rome fort mécontent. Cette demoiselle, née du premier mariage de celui-ci, était la petite-fille de l'aubergiste de Saint-Maximin (Boyer), dont Lucien avait épousé la fille en 1793. Il fut encore question de plusieurs autres Françaises, notamment d'une demoiselle Tascher qui épousa plus tard le duc d'Artemberg, et aussi de la duchesse de Montebello que Ferdinand demanda positivement, mais que Napoléon refusa comme il fit de toutes les autres. Il est évident que son intention ne fut jamais de donner une femme à Ferdinand, et qu'il se serait bien gardé d'assurer par là une postérité à la dynastie des Bourbons. Les den andes, les supplications multiplies de Ferdinand à cet égard ne furent donc de la part de ce prince que de vaines et inutiles preuves de soumission.

tout leur ascendant sur leur maître, pour le décider à partir. Il quitta Madrid le 10 avril, après avoir chargé des soins du gouvernement une junte que devait présider son oncle Antonio (*Voy.* ce nom, LVI, 373). C'était en vain qu'il avait demandé à son père une recommandation auprès de Napoléon. La lettre que le vieux roi voulut d'abord écrire, dans des termes vagues, fut définitivement supprimée par les conseils de Murat. Accompagné d'un petit nombre de serviteurs dévoués, Ferdinand se dirigea sur Burgos, puis sur Vitoria, croyant à chaque pas, suivant les promesses de Murat et de Savary, rencontrer l'empereur. Sa surprise fut extrême lorsqu'il ne le vit pas dans cette dernière ville; et ce fut de là qu'il lui écrivit avec tant de candeur et d'humilité, qu'élevé récemment au trône par l'abdication de son père, il n'attribuait qu'à l'oubli et à un défaut d'instructions positives, de n'avoir reçu à cette occasion de sa part aucune félicitation; qu'il n'avait cessé de lui témoigner sa fidélité, de fournir à ses troupes tout ce dont elles avaient besoin, de marquer son désir de resserrer encore les liens qui unissaient les deux nations; enfin, qu'après avoir envoyé à sa rencontre, dès qu'il avait eu connaissance de son départ, il s'était décidé à venir lui-même... Mais déjà le trop crédule Ferdinand était prisonnier : une division de troupes françaises entourait Vitoria, sous les ordres de Verdier; et Savary, qui s'était chargé de porter à Napoléon la lettre du confiant monarque, avait recommandé à ce général d'observer soigneusement tous les passages, et surtout d'empêcher que le jeune roi ne pût retourner sur ses pas. Ce prince pouvait cependant encore échapper par la fuite;

il en reçut le conseil de tous ceux qui l'environnaient; plusieurs hommes dévoués vinrent même lui en offrir les moyens; l'un voulait qu'il se déguisât en matelot, l'autre qu'il se mit bravement à la tête de quelques serviteurs fidèles, et le général Crillon-Mahon (*Voy.* ce nom, LXI, 549) offrait pour cela plusieurs bataillons dont il répondait; enfin le chef des douanes voulut donner pour escorte deux mille de ses employés. Rien ne put décider Ferdinand à prendre un tel parti; et il continua sa route lors même qu'il eut reçu de Napoléon une tardive et équivoque réponse dans laquelle celui-ci, ne lui donnant que le titre d'*altesse royale*, exprimait le désir de *causer avec elle* sur l'affaire d'Aranjuez, et sur ses droits au trône qui n'étaient autres, disait-il, que ceux qui lui avaient été *transmis par sa mère*. Ferdinand et Escoiquitz ne parurent pas avoir compris toute l'étendue de cette insulte. Une seule phrase très-ambiguë de Napoléon les avait rassurés; et cette phrase méritait d'être connue, parce qu'elle montre bien toute la duplicité de l'un et la crédulité des autres. « Le mariage d'une princesse française avec « votre *altesse royale*, dans mon « opinion, s'accorde avec les intérêts de mon peuple; et je le « regarde comme une circonstance « qui m'unirait par de nouveaux « nœuds à une maison dont j'ai eu à « me louer de toute manière, par la « conduite qu'elle a tenue depuis « mon avènement au trône. » Ne doutant point de la sincérité de ces paroles, n'écoutant plus les avis de ses meilleurs amis, repoussant même les démonstrations énergiques du dévouement de son peuple, qui coupa les traits de sa voiture au moment où il allait sortir de Vitoria, Fer-

Il reprit le chemin de Bayonne, et arriva le 19 avril à Irun. Là il rencontra encore d'autres lettres et recevoir de nouvelles marques du zèle des habitants. Le cas d'un vaisseau espagnol stationné dans la baie de Saint-Sébastien fut sa secrètement de le recevoir à bord; et cette offre était faite un plus à propos que les grands ordres, envoyés dès long-temps à son pour le complimenter, et que celui-ci avait fait connaître des usurpation, étaient venus le hâter les révéler à leur jeune vain, avant qu'il fût arrivé sur ritoire français. Une information aussi positive ne put le faire ser de résolution. Sans doute il ne pouvait plus s'abuser destinée; mais il ne voyait moyen de s'y soustraire; ailleurs il ne pouvait croire à *aussi infâme perfidie de la part d'un héros qui*, disait-il, *se montrait aux yeux de l'humanité*. Le 28 avril 1808, il entra dans cette ville de Bayonne dont le sort est devenu à jamais célèbre par des faits si extraordinaires, des succès si incroyables qu'il faut remonter aux siècles de barbarie, des temps fabuleux, pour trouver une chose qui puisse leur être comparée. Si ce fut pour le prince Napoléon la plus funeste époque de sa vie, il faut dire aussi que ce n'était pas la moins honorable. Il y avait autant d'énergie et de pré-d'esprit qu'au paravant il avait été de faiblesse et de crédulité. Ses conseillers, si long-temps aveuglés, semblèrent aussi comprendre tout le péril où ils l'avaient entraîné, et, s'ils ne réussirent pas à l'arrêter, il faut du moins convenir qu'ils firent pour cela des efforts qui

méritoient d'être loués. Dès que Napoléon fut informé de l'arrivée de Ferdinand, il accourut à cheval vers la maison où le prince était descendu; et celui-ci vint pour le recevoir jusqu'à la porte de la rue. Ils s'embrassèrent affectueusement en apparence, et après quelques démonstrations de politesse réciproque ils se séparèrent, Ferdinand reconduisant jusqu'à la porte le redoutable visiteur. A six heures une voiture de celui-ci vint chercher le prince espagnol, pour dîner avec sa majesté impériale. Le dîner fut encore assez calme et même affectueux; rien n'y annonça la catastrophe qui était près d'éclater. Napoléon reconduisit Ferdinand jusqu'à sa voiture. Ce prince était à peine dans son appartement, il parlait encore avec ses familiers de l'empereur et de sa politesse, lorsque l'aide-de-camp Savary parut, demandant à lui parler seul; et de prime abord lui signifia de la part de son maître que *la maison de Bourbon avait cessé de régner en Espagne, qu'elle y était remplacée par celle de l'empereur, et qu'il devait signer une renonciation tant pour lui que pour les princes de sa famille...* On conçoit de quel effet dut être sur l'esprit du jeune roi une déclaration aussi terrible, aussi inattendue. Cependant il ne manqua point de présence d'esprit. Seul, loin de ses conseils, il répondit froidement et avec une extrême convenance que, *quelle que fût sa résolution personnelle, il ne pouvait disposer des droits de sa famille*. Et lorsque Savary dit que la couronne d'Etrurie, dont sa sœur venait d'être dépouillée (*Voy. MARIE-LOUISE, au Suppl.*), lui serait donnée en échange de sa renonciation au trône d'Espagne, il

déclara avec la même fermeté qu'il n'accepterait pas les *dépouilles d'un autre*. Il chargea ensuite un de ses conseillers de demander péremptoirement s'il pouvait retourner dans ses états, ou s'il avait cessé d'être libre. En cas de négative il voulut que l'on déclarât à Napoléon que tout ce qui serait fait ultérieurement devait être considéré comme nul. Plus tard (le 28), il fit positivement notifier à l'empereur, par le ministre Cevallos, que son intention était de retourner dans sa capitale. Napoléon ne tint aucun compte de toutes ces protestations ; et tout le résultat de celle-ci fut qu'on augmenta encore le nombre des troupes qui étaient chargées de garder Ferdinand ! Ce prince ayant tenté de correspondre avec sa capitale, ses courriers furent arrêtés par ordre de l'empereur. Ainsi il était décidément prisonnier, et l'on ne prenait même plus la peine de le dissimuler. Dès que Charles IV et sa femme furent arrivés le 1^{er} mai, après une longue conférence avec Napoléon, ils firent venir Ferdinand devant eux, et là, en présence de l'empereur des Français, le vieux monarque espagnol se livra à de longues récriminations contre son fils, et finit par lui signifier que si, le lendemain avant six heures du matin, il ne lui avait pas rendu la couronne par un acte signé de sa main, sans condition ni réserve, lui, son frère (l'infant don Carlos) et leur suite seraient emprisonnés et traités comme émigrés, c'est-à-dire passés par les armes... Et Napoléon ajouta à ces menaces qu'il serait forcé de soutenir un roi malheureux contre son fils rebelle. Le jeune prince voulut répondre, mais son père, élevant la voix, lui imposa silence ; puis, revenant sur

les calomnies de Godoy, il l'accusa encore d'avoir voulu le détrôner, l'assassiner, et il se leva de son siège pour le frapper. La reine alla plus loin encore, et Napoléon lui-même en fut consterné. Il s'éloigna de cette scène monstrueuse ; et, revenu chez lui, il s'écria à plusieurs reprises : *Quelle femme ! quelle mère ! elle m'a fait horreur ; elle m'a demandé de le faire monter sur l'échafaud ; elle m'a intéressé pour lui !....* Cet intérêt toutefois ne fut pas extrêmement vif ni de longue durée ; et lorsque le jeune prince voulut encore mettre des conditions à la rétrocession de la couronne, lorsqu'il demanda que cette rétrocession ne fût définitive qu'en présence des cortès réunies dans la capitale, après que toute la famille royale y serait retournée (3), Napoléon se réunit à ses vieux parents pour le poursuivre, le menacer, et enfin l'obliger à se soumettre. Cependant il n'avait pas encore cédé tous ses droits à l'empereur ; et il ignorait que Charles IV eût cédé les siens. Quand on exigea de lui cette dernière concession, sa résistance devint si vive, il y mit une si admirable fermeté que l'incorruptible despote n'eut plus à lui dire autre chose que ces cruelles paroles : « Prince, il faut opter entre la cession ou la mort. » La mort de Ferdinand comme celle de don Carlos, son frère et son aïeul, qui ne l'avait pas quitté, qui s'était volontairement associé à son sort, n'eût pas empêché l'attentat que Napoléon avait résolu ; seulement elle l'eût rendu plus odieux, et peut-être plus facile. Ainsi l'on ne doit point s'étonner que les

(3) Ce qui irrita le plus Charles IV et la reine, c'est que Ferdinand désigna ouvertement Godoy, en demandant qu'ils cessassent de s'entourer de gens qui s'étaient attelés à la honte de la nation.

deux jeunes princes se soient soumis à tout ce que l'on exigeait d'eux par de pareils moyens. Leur protestation et la nullité de pareils engagements se trouvaient d'ailleurs insuffisamment établies par leur position, et il était assez évident que la force qui les dictait pouvait seule en garantir la durée. Dès qu'il eut ainsi consommé la ruine des Bourbons d'Espagne, Bonaparte dispersa cette famille prisonnière. Le vieux roi et sa femme, avec la reine d'Etrurie et l'inséparable Godoy, partirent au milieu d'une nombreuse troupe de gendarmes, d'abord pour le château impérial de Fontainebleau, ensuite pour celui de Compiègne; Ferdinand et son frère avec leur oncle don Antonio furent conduits, par des escortes de gendarmes encore plus nombreuses, dans le Berri, au château de Valençay, propriété de M. de Talleyrand, qui en recut de Napoléon un assez bon loyer. Ils restèrent cinq ans dans cette triste demeure, sans qu'il leur fût permis d'en sortir une seule fois. Plus la guerre devint funeste pour les armes françaises dans la Péninsule, plus Napoléon crut devoir user de rigueur envers ses prisonniers. Cependant Ferdinand montra dès le commencement une grande résignation, et, paraissant plus que jamais soumis aux volontés de l'empereur, il ne manqua pas de le féliciter par écrit sur chacun de ses triomphes, même ceux qu'il obtenait contre les Espagnols insurgés au nom de Ferdinand VII! et, dans toutes ces occasions, il fit illuminer avec soin le château qu'il habitait. Il demanda encore plusieurs fois, de cette prison, la main d'une princesse impériale. Et lorsque Napoléon épousa lui-même une princesse autrichienne en 1810, le roi d'Espagne ne se con-

tenta pas de le féliciter par écrit sur cette alliance, il demanda en vain, il sollicita de la manière la plus humble la faveur de quitter un instant sa prison, pour être présent à ce grand événement... On doit penser que la crainte eut plus de part que l'estime à de si humbles démarches : Napoléon, qui n'en doutait pas, et qui ne daigna répondre à toutes ces lettres qu'une seule fois dans les termes les plus vagues, lui fit, à différentes reprises, tendre des pièges par sa police. Un certain baron de Kolly, dont l'existence n'a jamais été bien établie, ayant été arrêté comme un émissaire du ministère anglais envoyé pour la délivrance de Ferdinand VII, la police lui substitua un de ses agents qui, muni des papiers et moyens de reconnaissance du véritable émissaire, se présenta à Valençay, pour enlever le prince, et, sous prétexte de l'emmener secrètement en Angleterre, le transporter au donjon de Vincennes. Mais Ferdinand, que des hommes généreux avaient prévenu de cette ruse, repoussa les offres du faux agent de l'Angleterre; et à cette occasion il protesta encore de son estime pour Napoléon, il lui demanda; pour la dixième fois peut-être, la main d'une princesse impériale... Le malheureux prince arriva ainsi jusqu'à la fin de l'année 1813. Pendant ce temps, des flots de sang avaient coulé; toute la Péninsule, soulevée au nom du jeune roi, avait triomphé des armes françaises, et Joseph Bonaparte, que Napoléon avait mis à sa place, obligé pour la troisième fois de quitter Madrid, semblait avoir pour toujours renoncé à la couronne d'Espagne. Après les désastres de Moscou et de Leipzig, Napoléon, ne pouvant plus remplacer tant de pertes, se vit con-

traité de faire revenir de la Péninsule, pour la défense du territoire français, la plus grande partie des troupes qui s'y trouvaient. Craignant de laisser cette contrée soumise à l'influence des Anglais, ou de l'anarchie populaire qu'il redoutait peut-être encore davantage ; ne pouvant pas non plus rendre la couronne à Charles IV qui, vivant dans la retraite à Rome, était de plus en plus incapable de la porter, ce fut alors qu'il songea à Ferdinand, et qu'il envoya à Valençay le conseiller d'état Laforêt avec de pleins-pouvoirs. Le jeune prince hésita d'abord, déclarant qu'il ignorait l'état actuel de son royaume, et demandant à y envoyer des commissaires ; enfin il voulut se mettre en correspondance avec ses sujets avant de prononcer sur leur sort. Mais les circonstances étaient urgentes ; l'empereur était pressé, et Ferdinand ne devait pas moins l'être. Il donna des pouvoirs au duc de San-Carlos, et un traité fut signé le 11 déc. 1813, par lequel Napoléon le reconnut roi d'Espagne et des Indes. Il prit l'engagement de faire évacuer la Péninsule par les troupes anglaises ; de payer à son père Charles IV et à sa mère une pension de neuf millions ; et, ce qui n'était guère possible, ce qu'il n'a certainement pas fait, de conserver à tous les Espagnols qui avaient servi Joseph Bonaparte leurs places et prérogatives. Ainsi Ferdinand fut rétabli sur le trône par celui-là même qui l'en avait fait descendre. Cependant il ne recouvra pas aussitôt sa liberté ; ce n'est que le 3 mars 1814 qu'il lui fut permis de quitter sa prison, et de se rendre en Catalogne sous le nom de comte de Torreno, avec un passe-port du ministre de la guerre. Ayant rencontré à Perpignan le maréchal Suchet, qui

y commandait les troupes françaises, et qui avait ordre de lui rendre tous les honneurs, il le traita fort bien, et fit dîner à sa table ce général, qui s'était fait remarquer en Espagne par sa modération et le bon ordre qu'il avait su y maintenir. Les peuples accoururent en foule sur son passage, et jusqu'à Madrid il ne marcha qu'au milieu des acclamations et des cris de joie. Dès qu'il fut arrivé dans cette capitale, il s'occupa d'y rétablir l'autorité royale sur ses anciennes bases, et refusa, avec autant de franchise que de fermeté, la constitution que les cortès avaient faite en son absence (4). On ne peut nier qu'en cela il n'ait montré autant de sagesse que de prévoyance. Plus heureux que Louis XVIII, qui, à la même époque, remontait aussi sur le trône de ses pères, il n'avait pas à terminer une révolution à laquelle tout son peuple eût plus ou moins participé ; et, ce qui valait encore mieux, il ne devait rien qu'à son peuple, il n'était soumis à aucune influence étrangère. Un petit nombre de ses sujets seulement, atteint de la contagion révolutionnaire, avait dicté aux cortès en 1812, une charte tout-à-fait démocratique, et dont le moindre vice était de mettre tous les pouvoirs dans les mains d'une assemblée unique et sans cesse délibérante. Dans l'état où se trouvait l'Espagne, en présence de tant d'agitations, de tant de complots et de désordres qui venaient de recommencer en Europe et surtout en France, Ferdinand n'en avait pas pour six mois, s'il eût accepté de pareilles conditions. On sait combien, même en conservant toute l'autorité monarchique, il eut de

(4) On a publié, dans divers écrits, que Ferdinand VII, en rentrant sur le territoire espagnol, avait promis de maintenir la constitution des cortès. Cette assertion est fautive.

peine à se défendre contre le parti des cortès, contre celui des juntes et contre celui des Français. Ce fut pour se soustraire aux intrigues, aux complots de toutes ces factions qu'il éloigna successivement de l'Espagne tous les chefs du parti de Bonaparte que l'on appelait *Josephinos*. Il s'enloura en même temps d'hommes dévoués et fidèles, releva les habitations détruites et répara tous les genres de pertes occasionnées par la guerre; enfin il paya par des emplois, par des honneurs ou par des indemnités pécuniaires tous les services rendus à sa cause; il accorda aussi des dédommagements aux parents de ceux qui avaient péri à Madrid dans le massacre du 2 mai 1808, victimes de leur zèle pour la patrie. Ayant épousé en secondes noces (avril 1816) une princesse de Portugal, il accorda à cette occasion un pardon général pour tous les crimes, sous la seule réserve de la *vindicté publique*. Enfin, après avoir beaucoup restreint le pouvoir de l'inquisition religieuse, il supprima entièrement une espèce d'inquisition politique, établie par Joseph Bonaparte, sous le nom de *ministère de la sûreté publique*. L'édit des finances qu'il rendit vers la fin de l'année 1817, par les conseils d'un homme de bien, le ministre Garay, est aussi un monument de la sagesse de ce prince et de ses bonnes intentions. Si l'exécution n'en fut pas aussi complète qu'il l'avait espéré, ce n'est pas lui qu'il faut en accuser. Après avoir fait dans le préambule de cet édit un tableau beaucoup trop vrai des maux que l'Espagne avait essuyés, d'abord par la guerre contre la révolution française, ensuite par une paix souillée de sa funeste influence (ce sont les expressions du préambule);

après avoir montré à quel point ces événements avaient détruit les ressources du royaume, et tout ce que Philippe V, Ferdinand VI et Charles III avaient fait pour son bonheur, le roi Ferdinand VII, lui-même, représenta l'état de l'Espagne *envahie par un perfide ennemi* en 1808.

« Il paraissait, dit-il, humainement
« impossible, de résister à la force
« de ces armées qui s'étendirent dans
« les provinces. L'univers se sou-
« viendra toujours avec admiration
« de la loyauté du peuple espagnol,
« et du courage héroïque avec le-
« quel il se résigna à toutes les hor-
« reurs d'une guerre sanglante,
« pour conserver son indépendance
« et la succession de ses légitimes
« souverains. Tous les calculs de la
« politique échouèrent contre la fi-
« délité des habitants de la capitale
« et des provinces; il s'éleva des
« soldats partout où il y eut des
« hommes en état de porter les
« armes. Tout intérêt personnel fut
« sacrifié; les propriétés particu-
« lières devinrent la propriété pu-
« blique. . . . Après une suite
« infinie de revers, de combats, de
« sièges, de batailles, l'Espagne
« triompha, et ce fut à ses sacrifices,
« qui faisaient l'étonnement de l'Eu-
« rope, que cette partie du monde
« dut sa liberté. . . . O mes peu-
« ples! vous avez offert le modèle
« de la plus rare fidélité, de la va-
« leur la plus inouïe, d'une résis-
« tance sans exemple! et vous, gé-
« néraux, officiers et soldats; vous
« tous qui avez pris les armes pour
« la défense de mon trône, de mes
« droits et de la cause de la nation,
« vous avez mérité les bénédictions
« de la patrie, l'admiration des
« étrangers, et mon éternelle recon-
« naissance. . . » Le monarque, pas-

sant ensuite à l'entrée des Espagnols victorieux sur le territoire ennemi, et à son retour dans son royaume, peignait de la manière la plus énergique l'émotion que lui avient fait éprouver la joie de ses sujets en le revoyant et les expressions de leur amour, et la profonde douleur qu'il avait ressentie à l'aspect des ravages causés par la guerre; puis il ajoutait : « Il fallut pourvoir à la subsistance « d'un nombre infini de troupes qui « s'étaient levées spontanément de « toutes parts, et à celle de nom- « breux prisonniers revenus de « France, et il n'existait pour cela « que les anciennes contributions « que nous avions jugé convenable « de rétablir à la place de l'unique « contribution directe, trop oné- « reuse par sa nature et par sa ré- « partition, et dont les peuples de- « mandaient à être soulagés. Les « rentrées de ces contributions ne « pouvaient se faire qu'avec lenteur, « à cause de la pénurie générale. « Dans cet état de choses, l'ennemi « du genre humain s'échappa de son « île, et vint troubler encore la « paix du monde. Il ne fut plus pos- « sible, dès cet instant, d'espérer « les réductions nécessaires dans « l'armée... Et il fallait en même « temps pourvoir à des expéditions « pour l'Amérique, aussi dispen- « dieuses que douloureuses pour « mon cœur, puisqu'elles étaient di- « rigées contre des Espagnols, fils « de la même patrie... Et il fallait « encore satisfaire aux demandes des « villes, des bourgs, des particuliers « ruinés par la guerre, ou à celles « de récompenses méritées. Comme « la fidélité et le courage avaient « été sans bornes, il fallait que ces « récompenses fussent sans limites; « et cependant, au milieu de tant de

« frais et de dépenses indispensables, « aucune nouvelle taxe ne fut impo- « sée. Mes sujets apprécieront un « jour ma résistance à l'établissement « ment de toute imposition nou- « velle... » Le ministre des finances « présenta en même temps au conseil « l'état de la dette publique, et celui « des revenus et des économies à faire. Nous nous bornâmes aux principaux « articles : 1^o les revenus, fondés sur « le débit privilégié du sel et du tabac « et sur le droit du timbre, furent con- « servés; 2^o les douanes intérieures « furent supprimées; 3^o toutes les im- « positions des provinces furent rédui- « tes à une seule et unique contribu- « tion acquittée par toutes les classes, « laïques et ecclésiastiques, selon la « mesure de leurs propriétés; 4^o tous « les employés qui jouissaient d'ap- « pointements au-delà de douze mille « réaux, éprouvèrent une retenue; 5^o « le clergé fit à l'état un don annuel « de trente millions de réaux; 6^o le pro- « duit des vacances des archevêchés et « évêchés fut appliqué au paiement des « charges du trésor pour les Monts-de- « Piété, pensions de renvoi, de bien- « faisance, etc.; 7^o on n'accorda aucun « avancement civil ni militaire, jusqu'à « ce que tous les surnuméraires fussent « placés; on n'accorda pareillement au- « cune pension dans aucun ministère; « nul emploi nouveau ne fut créé, non « plus qu'aucune commission ou junte « qui pût être onéreuse au trésor royal. « Nul privilège de commerce, enfin « nulle exemption ne fut accordée sous « aucun prétexte... On y ajouta à toutes « ces utiles dispositions les règles d'é- « conomie les plus sévères que le mo- « narque s'imposa lui-même, qu'il im- « posa à sa cour et à tout ce qui l'en- « vironnait, et l'on conviendra au moins « que ces commencements du règne de « Ferdinand VII furent dignes de quel-

ques éloges. La reconnaissance et l'amour de ses peuples le seconda merveilleusement : les contributions furent perçues avec une extrême facilité ; et les produits des colonies, surtout ceux du Pérou qui doublèrent à cette époque, augmentèrent encore la somme du bonheur public. Ferdinand était sans nul doute alors le prince le plus solidement établi, le plus heureux de l'Europe ; son peuple ne l'était pas moins ; et dans un autre siècle ce règne se fût ainsi écoulé paisible, sans calamité, et il eût été inscrit avec vérité dans les pages de l'histoire au nombre des meilleurs rois. Mais si près des désordres et de l'agitation qui tourmentaient l'Europe, depuis que la chute de Bonaparte avait livré le monde à de nouveaux essais, à de dangereuses théories, il était difficile que l'Espagne ne fût pas atteinte de la contagion universelle. Comme ailleurs, on y vit se former des associations secrètes, des comités dirigeant vers un même but, vers le renversement de tous les pouvoirs, les passions de la multitude ; et il résulta de toutes ces intrigues des soulèvements dont la répression fut aussi funeste aux révoltés que fâcheuse pour le prince (*Voy. LACY et PORLIER*, au Suppl.). Une circonstance qui augmenta encore les embarras du gouvernement espagnol, ce fut la tendance à la rébellion qui se manifesta dans ses riches colonies, depuis long-temps objets d'envie des nations rivales. L'Angleterre surtout avait saisi toutes les occasions non pas de s'en emparer, mais d'en priver l'Espagne en les rendant indépendantes, et, selon son invariable politique, d'y ouvrir des débouchés pour son commerce. Il avait été assez étonnant de voir la puissance britannique envoyer à grands frais des armées

dans la Péninsule pour y soutenir l'indépendance de la monarchie espagnole, et dans le même temps travailler à sa ruine, en envoyant dans ses colonies des émissaires et des agents secrets pour y fomenter des troubles et des soulèvements, afin de les séparer de la métropole et d'enlever à celle-ci l'une des bases les plus solides de sa prospérité. Il ne fut pas moins remarquable de voir la même puissance, lorsque l'indépendance et le triomphe de la Péninsule furent assurés, envoyer ouvertement des consuls et des agents diplomatiques aux états que ses intrigues et ses sourdes menées étaient parvenues à créer. Ce système devait compléter la ruine de l'Espagne ; Ferdinand VII comprit dès le commencement toute l'étendue de cette perte ; il fit les plus grands efforts pour l'empêcher. Trois expéditions partirent successivement de ses ports ; et, si les armes de l'Espagne ne purent réprimer tant de soulèvements, qui éclatèrent à la fois dans ses colonies (*Voy. BOLIVAR*, LVIII, 495), elles en retardèrent au moins le triomphe complet ; peut-être même l'eussent-elles tout-à-fait empêché (*Voy. MORILLO*, au Suppl.) si Ferdinand n'eût pas rencontré en Europe d'autres contrariétés et d'autres obstacles. Vers la fin de 1819, au moment où ce prince venait de publier une seconde amnistie, à l'occasion de son troisième mariage avec une princesse de Saxe, une dernière et formidable expédition allait partir pour le Nouveau-Monde, et tout en faisait présager les plus heureux résultats ; mais l'esprit de révolution et de désordre avait aussi gagné les soldats. La révolte éclata tout à coup parmi les troupes dont une incroyable fatalité suspendait depuis plusieurs mois

le départ, dans l'île de Léon, sous les murs de Cadix. Quelques officiers subalternes et jusqu'alors ignorés, Quirga, Riégo (*V. Rizzo*, au Supp.), se mirent à leur tête et les dirigèrent vers la capitale. En même temps un chef de partisans qui avait d'abord honorablement combattu pour l'indépendance de sa patrie, qui avait ensuite conspiré contre son légitime souverain, et que les ministres de Louis XVIII, avaient néanmoins accueilli, pensionné, le célèbre Mina enfin (*Voy.* ce nom, au Supp.), accourut dans la Catalogne, et s'y mit à la tête des troupes insurgées. Des hommes de révolution et de troubles accoururent aussi de tous les pays; la révolte s'étendit sur tous les points, et Ferdinand, assailli, menacé, se vit contraint d'accepter cette même constitution des cortès qu'il avait refusée avec tant d'énergie et de franchise. C'était évidemment encore une concession faite à la violence, et dont toutes les circonstances étaient une protestation. Ainsi, forcé d'obéir à des lois reconnues mauvaises, et qu'il avait repoussées au premier aspect, ce malheureux prince se trouva dans une position extrêmement pénible et qui ne peut être comparée qu'à celle de Louis XVI en 1792, avant son emprisonnement et son fatal procès. Comme ce monarque, prisonnier dans son palais, il s'y vit tous les jours contraint de faire des promesses et des serments qu'il ne pouvait tenir; comme lui n'ayant auprès de sa personne qu'un petit nombre de serviteurs fidèles, qu'il n'osait avouer ni soutenir, il eut plus d'une fois, et notamment le 8 juillet 1820, la douleur de les voir massacrer sous ses yeux sans pouvoir les défendre. Sans appui et privé de tout secours, le malheureux Ferdinand eut trop sou-

vent recours à de méprisables men songes, à une dissimulation qui n'était que trop dans son caractère, et qui ne peut qu'avilir et dégrader les rois, même aux yeux de leurs partisans. De pareils moyens ne pouvaient d'ailleurs que retarder sa ruine de quelques jours; et de concession en concession il serait sans doute arrivé au même dénouement que l'infortuné monarque son cousin, s'il ne lui était pas survenu du dehors une prompt assistance. Toutes les puissances de l'Europe, à l'exception de l'Angleterre, parurent comprendre qu'il leur importait de réprimer une rébellion menaçant également tous les trônes; et, réunis à Laybach, les rois de la Sainte-Alliance décidèrent que la France, qui y avait le plus d'intérêt, serait seule chargée de cette répression dans la péninsule. Louis XVIII mit son neveu le duc d'Angoulême à la tête de cent mille hommes; et cette puissante armée, faisant tout plier devant elle, arriva bientôt sous les murs de Madrid. Le parti révolutionnaire, qui dominait encore dans cette capitale, prit alors la résolution de l'abandonner, et contraignit Ferdinand à le suivre, d'abord à Séville, où sa déchéance fut définitivement prononcée par les cortès, ensuite à Cadix où il resta sans déguisement prisonnier jusqu'à ce que le duc d'Angoulême se fût rendu maître de ce dernier asile de la révolution. La mission de ce prince était de rétablir en Espagne sur ses antiques bases toute l'autorité monarchique; et la volonté seule de Ferdinand VII pouvait y apporter des modifications. Mais cest en vain qu'après la victoire on essaya de lui faire faire quelques concessions aux principes révolutionnaires. Les chefs de la rébellion furent punis, et il n'y eut de grâce que

les subalternes ou les homologues. Ferdinand. rentra dans la plénitude de son pouvoir; germes de révolution parurent pour long-temps; ils l'eussent probablement pour toujours l'Espagne n'eût encore été destinée à subir des influences de ses voisins. C'est par ces influences sans cesse et par les désordres et les événements qui en furent la suite, qu'il consumma bientôt la perte des colonies espagnoles, et que, d'une aussi belle portion de ses États, Ferdinand se vit obligé de se créer à l'arrière une grande partie de ses dépenses, même la solde des troupes, et aussi de recourir à des emprunts dont il ne put pas même toujours payer les intérêts. Ayant perdu sa femme, en 1829, ce prince eut ses quatrièmes noces, le 11 déc. de la même année, Marie-Christine de Sardaigne, qui mit au jour, le 10 oct. de la même année, la princesse Marie-Isabelle, aujourd'hui reine par suite de l'abolition de ce qu'on appelle la loi salique et de ce qui imposa toute l'Europe la loi de succession agnatique mixte (5). Ces malheurs domestiques ajoutés aux chagrins causés à Ferdinand par les calamités de l'Espagne, sa santé s'altéra considérablement, et ses facultés morales s'affaiblirent aussi visiblement. On profita comme il arrive trop souvent, de cette fâcheuse position pour le contraindre à consentir, sous prétexte d'une loi des cortès de 1789, qui n'a

jamais été prouvée, à cette abolition de la loi de succession qu'il n'avait pas le droit de prononcer, et qui devait, dans les circonstances difficiles où se trouvait l'Espagne, laisser la couronne sur la tête d'un enfant, sous la régence de sa mère, au préjudice du frère de Ferdinand, l'infant Don Carlos qui lui avait donné tant de preuves de zèle, et qu'il aimait si tendrement! En vain l'on fit des tentatives pour que ce prince lui-même consentît à un pareil renversement des bases de la monarchie espagnole, il s'y refusa avec autant d'énergie que de prévoyance; et, lorsque Ferdinand VII eut fermé les yeux, le 29 sept. 1833, lorsque le pouvoir fut tombé dans les mains de la reine douairière devenue régente, la malheureuse Espagne se vit déchirée par la plus cruelle des guerres civiles et livrée à tous les désordres qu'excitèrent dans son sein l'ambition et la cupidité des étrangers. On a publié en 1824 sous le titre de *Mémoires historiques sur Ferdinand VII, roi des Espagnes, et sur les événements de son règne*, par Don *** , avocat près des tribunaux espagnols, 1 vol. in-8°, d'abord en espagnol, puis en anglais et en français, par M. G. H. ***. Cet ouvrage écrit par un réfugié qui avait à se plaindre de Ferdinand, est cependant exact et vrai, toutes les fois qu'il n'y est pas question de la constitution de 1812, pour laquelle l'auteur paraît avoir professé une grande admiration. M—D J.

FERGOLA (NICOLAS) professeur de mathématiques transcendentes à l'université de Naples, et membre de l'académie royale des sciences de la même ville, naquit en 1753, et mourut en 1824. Il s'occupait spécialement de la géométrie des anciens. Voici la liste de ses

La succession cognatique n'admet au trône que les hommes; la succession agnatique n'admet que la fille aînée ou ses représentantes après les mâles du même degré sont morts sans postérité; la succession agnatique mixte admet les filles qu'après extinction des mâles, le degré supérieur, c'est-à-dire des oncles, et de leurs représentants (les cousins). C'est cette loi qui régissait l'Es-

principaux ouvrages, dont plusieurs ont été analysés dans les journaux du temps. I. *Solutiones novorum quorundam problematum geometricorum*, 1779. II. *Risoluzione di alcuni difficili problemi ottici*, 1780. III. *Veram misura delle volte à spire*, 1783. IV. *Metodo da risolvere i problemi di sito*, 1785, V. *Le sezioni coniche*, 1791. VI. *Prelezioni à principi matematici del Newton*, 1792 et 1793, 2 vol. VII. *L'Arte euristica*, 1811. VIII. *Corso d'analisi sublime*. Ce dernier est resté manuscrit ; un extrait en a été publié par M. Flanti. IX. *Diottrica analitica* (manuscrit). X. *Principi d'astronomia* (manuscrit). Les problèmes des contacts, le théorème des côtés et les sections angulaires, le problème inverse des forces centrales, des problèmes sur les courbes, la théorie des lieux géométriques du deuxième ordre, ont été insérés dans le tome I^{er} des *Mémoires de l'académie royale de Naples*. Z.

FERINO (PIERRE-MARIE-BARTHÉLEMI), général français, né à Caravaggio, dans le Milanais, en 1747, fils d'un sous-officier du régiment autrichien de Bender, servit fort jeune dans cette troupe, et fit la guerre de sept ans contre les Prussiens, puis contre les Turcs. Il déserta pour passer en France au commencement de 1789, vint à Paris pour s'y jeter dans le mouvement révolutionnaire, et fut nommé, en 1792, commandant d'un corps des *chasseurs du Rhin*, qu'il avait créé. Sa bravoure le fit bientôt remarquer dans l'armée républicaine ; il devint général de brigade en 1794, et général de division l'année suivante. Savary, qui était son aide-de-camp, rapporte dans ses *Mémoires* qu'il fut

alors destitué parce qu'il faisait observer la discipline avec trop de sévérité par les troupes qui étaient sous ses ordres. Bientôt rétabli dans ses fonctions, il servit avec beaucoup de distinction sous Moreau, dans la belle campagne de 1796, où il eut affaire souvent à l'armée de Condé, notamment dans la nuit du 13 août, au combat d'Ober-Kamlach, où les deux partis firent de grandes pertes et montrèrent également beaucoup de valeur. Ayant passé le Lech à Kussing, il poursuivit très-vivement les Autrichiens, et se distingua ensuite dans la retraite de la Bavière qui fit tant d'honneur à Moreau. Chargé de défendre la tête du pont d'Huningue, il déploya encore un grand courage dans plusieurs sorties. Bonaparte lui donna, aussitôt après le 18 brumaire, le commandement d'une division dans l'intérieur ; et, en 1805, il le fit sénateur avec le titre de comte ; il lui donna plus tard la sénatorerie de Florence, puis le gouvernement de la ville et du port d'Anvers. Se trouvant à Paris lors de la chute de Napoléon, Ferino fut un des sénateurs qui votèrent sa déchéance. Maintenu par le roi dans tous ses honneurs et ses grades, il en reçut la croix de Saint-Louis et des lettres de naturalisation. Mais il ne jouit pas longtemps de ces avantages, car il mourut dans la capitale le 28 juin 1816.

M—Dj.

FERLET (l'abbé EDM.), né vers le milieu du XVIII^e siècle, professa d'abord les belles-lettres à l'université de Nancy, fut nommé secrétaire en second de l'archevêque de Paris, sous MM. Christophe Beaumont et de Juigné, puis chanoine de Saint-Louis-du-Louvre, places qu'il conserva jusqu'à la révolution. Il mourut à Paris le 24

1821. On a de lui : I. *Sur le mal que le commerce a fait à la littérature*, couronné par l'académie de , 1772, in-8° (imprimé à la fin d'un discours du chevalier de , prononcé au nom de l'académie). II. *De l'abus de la philosophie par rapport à la littérature*, 1773, in-8°. III. *Éloge de M. le chevalier de Solimène, secrétaire du cabinet du roi de Pologne*, Londres et 1774, in-8°. IV. *Oraison funèbre de M. de Beaumont, archevêque de Paris*, 1784, in-8°. *Observations littéraires, critiques, politiques, militaires, géographiques, etc., sur les Histories de Tacite, avec le texte latin*, Paris, 1801, 2 vol. in-8°, vol. in-4°, avec planches. VI. *Notice à un écrit anonyme intitulé : Avis aux lecteurs sans parti* (cet *Avis* était une critique des *Observations* sur Tacite), Paris, 1801, in-8°. On attribue à Ferlus : *Réflexions sur une adresse* (par l'abbé Massillon à M. l'évêque de Senlis), au sujet de son obseques de Louis XV, Paris, 1776, in-8°. Z. FERLUS (FRANÇOIS), directeur de l'école de Sorèze, né en , à Castelnau-dary, entra dans la congrégation de Saint-Maur ; et , après la suppression des , une partie de l'éducation fut confiée aux bénédictins, il professa les belles-lettres et la philosophie dans divers collèges. Ayant vu les principes de la révolution, il fit le serment exigé des ecclésiastiques, et, peu de temps après, il fut l'abbaye de Sorèze une dont la réputation, dans le

midi de la France, s'est toujours soutenue par le grand nombre d'élèves distingués qu'elle a fournis. Ferlus présenta, le 10 juin 1791, à l'assemblée constituante, un *Projet d'éducation nationale*, qui mérita l'approbation des législateurs, et qu'il fit imprimer. Sorèze, seul établissement d'instruction que la terreur respecta dans le midi, fut un asile ouvert à tous les hommes de lettres ; et plusieurs durent la vie à l'humanité de Ferlus, qui ne craignit jamais de se compromettre quand il s'agissait de rendre service. Peu s'en fallut qu'en 1796, l'établissement qu'il avait eu tant de peine à soutenir, ne fût sacrifié à l'école centrale du Tarn ; mais il eut le bonheur de trouver au conseil des cinq-cents des défenseurs qui parvinrent à le garantir de sa ruine. A la création de l'Institut, il en fut nommé correspondant pour la classe des sciences morales. Cet habile instituteur mourut à Sorèze le 11 juin 1812. Indépendamment du *Plan d'éducation*, dont on a parlé, Ferlus est auteur de plusieurs *Discours* et de quelques pièces de théâtre, dont on ne connaît qu'une seule qui soit imprimée : *Casseno et Zamé*, ou *l'Affranchissement des nègres*, drame en trois actes et en prose, Revel, un vol. in-8°. Il fut remplacé dans la direction de son école par son frère, M. Dominique-Raymond Ferlus, dont on a plusieurs pièces de vers très-remarquables, insérées dans l'*Almanach des Muses* et dans les journaux. Il a, depuis quelques années, remis son établissement à son gendre, et vit retiré dans sa famille à Castelnau-dary (juin 1837). W—s.

FERNAND-NUNÈS (le comte de), grand d'Espagne, né à Madrid en 1778, fut élevé sous les

yeux de son père, et sut profiter de ses leçons. Cet homme recommandable, qui avait rempli les principaux emplois de la diplomatie, notamment celui d'ambassadeur auprès de la cour de France, avait laissé un très-bon ouvrage qui fut imprimé à Madrid en 1796, et qui est consacré à l'éducation de ses enfants. Le jeune comte de Fernand-Nunès parut de bonne heure à la cour, où il se distingua par ses lumières, et surtout par une noble franchise qui rappelait celle de son père. Ennemi de la flatterie et sans ambition, il ne fléchit jamais devant le ministre tout-puissant, et le prince de la Paix ne s'en vengea pas, parce qu'il n'osait lutter contre un seigneur d'une telle distinction et dont la réputation était si bien établie. Lors de l'emprisonnement du prince des Asturies (*Voy. FERDINAND VII, dans ce vol.*), il s'éleva hautement contre cette violence. Ferdinand ayant recouvré sa liberté, le comte se rangea définitivement à sa cause, et fut un de ceux qui cherchèrent avec le plus d'instance à dissuader le prince de son malheureux voyage à Bayonne, où il ne tarda pas néanmoins à le rejoindre. Bonaparte, après avoir dépouillé les Bourbons d'Espagne de leurs états, et après en avoir donné l'investiture à son frère Joseph, tâcha d'attirer dans son parti les principaux seigneurs de la cour de Madrid, en les nommant aux charges les plus éminentes. Il créa Fernand-Nunès grand-veneur du roi Joseph (4 juillet 1808). Contraint d'accepter, le comte suivit Joseph à Madrid; mais, à peine arrivé, il fit armer secrètement ses vassaux, et assigna à la caisse des secours nationaux 40,000 réaux par mois (10,000 francs), pour la défense de la cause commune. Il sou-

doyait en outre plusieurs troupes d'insurgés dans la Castille. Bonaparte, instruit de ces circonstances, rendit, le 3 novemb. 1808, un décret par lequel il déclara le comte de Fernand-Nunès ennemi de la France, de l'Espagne, et traître aux deux couronnes... Ce seigneur eut le temps de se réfugier dans ses terres, où il put être encore plus utile à la cause de Ferdinand. Il servit ensuite dans les armées espagnoles, et sembla d'abord appuyer le système des cortès. Mais, quand il vit que la constitution que ceux-ci rédigeaient tendait à l'anéantissement de l'autorité du souverain, il se déclara pour le parti de l'opposition. Lorsque Ferdinand retourna dans ses états en 1814, le comte de Fernand-Nunès alla à sa rencontre; et il ne songea qu'à affermir le pouvoir de ce prince contre les efforts des cortès. Nommé ambassadeur d'Espagne près la cour de Londres en 1815, il le fut près de la cour de France en 1817, fut présenté au roi Louis XVIII, le 11 mai, et lui dit : « Sire, nommé par
« le roi, mon maître, ambassadeur
« près de Votre Majesté, et pénétré de ses intentions constan-
« tes de conserver la plus étroite
« amitié entre deux états qui, sui-
« vant les décrets de la Providence,
« se trouvent gouvernés par l'au-
« guste maison des Bourbons, et des
« descendants de saint Louis et de
« Henri IV, il ne me restera rien à
« faire qu'à maintenir les relations
« qui existent déjà d'une manière si
« heureuse, en les resserrant encore,
« s'il était possible, pour le bonheur
« des deux nations. Mes sentiments
« personnels de respect envers V.
« M. et son auguste famille, seront
« un garant de mes efforts; et si
« le hasard heureux pour moi, d'é-

« tre le fils du dernier ambassadeur
 « d'Espagne près de Louis XVI,
 « me faisait espérer de mériter la
 « bienveillance de V. M., mes vœux
 « seraient comblés; déjà même je
 « me regarde comme plus heureux
 « que mon père, puisque j'ai l'hon-
 « neur de me présenter à V. M. à
 « une époque où, sous son règne
 « pacifique et juste, tous les mal-
 « heurs doivent s'oublier. » Lors de
 la révolution de 1820 (*Voy. FER-*
DINAND VII, dans ce volume), le gou-
 vernement des cortès remplaça le duc
 de Fernand-Nunès à Paris. Cepen-
 dant il continua de résider dans cette
 capitale, et il y mourut, le 26 oct.
 1821, des suites d'une chute de
 cheval, au moment où le rétablisse-
 ment de l'autorité monarchique en
 Espagne allait sans doute lui rendre
 ses fonctions et sa faveur. M—nj.

FERNO (MICHEL), savant lit-
 térateur du XV^e siècle, était de Mil-
 lan, et devrait, suivant Argelati (*Bi-*
bl. scriptor. mediolanens.), ten-
 nir une place distinguée parmi les
 érudits précoces, pour avoir publié
 plusieurs ouvrages avant l'âge de
 vingt-six ans; mais Argelati n'indi-
 que pas les productions de Ferno qui
 devaient lui mériter cet honneur,
 et même il ne donne que très-inexac-
 tement l'époque de sa naissance,
 puisqu'il se contente de dire que le
 nom de Michel se trouve à la date de
 1486 dans le registre matricule des
 notaires de Milan. Peu de temps
 après, il se rendit à Rome où il
 exerça, plusieurs années, la profes-
 sion d'avocat d'une manière brillante.
 Le travail auquel il se livrait pour
 répondre à la confiance du public
 ne ralentit point son ardeur pour les
 lettres. On conjecture qu'il était
 membre de la fameuse académie de
 Pomponius-Lætus (*Voy. ce nom,*

XXXV, 330) (1); mais du moins il
 est certain qu'il regardait Pompo-
 nius comme son maître, et qu'il lui
 donna, dans diverses circonstances,
 des preuves de sa profonde admira-
 tion. Quoiqu'il fût à peu près sans
 fortune, Ferno recherchait avec em-
 pressement les manuscrits des bons
 auteurs, non pour les conserver dans
 son cabinet, mais pour en faire jouir
 le public. C'est ainsi qu'ayant trouvé
 dans les mains de son secrétaire
 (*Amanuensis*), une copie de l'o-
 puscule de Felino Sandeo : *Epitome*
de regno Apuliæ et Siciliæ, il
 fut si charmé de cet ouvrage, auquel
 la conquête du royaume de Naples
 par Charles VIII ajoutait un nouvel
 intérêt, qu'il s'empessa de le publier
 avec une lettre à Pomponius-Lætus,
 dans laquelle on voit que l'entrée des
 Français en Italie l'avait troublé
 dans ses études. Par la date de cette
 lettre, *Idis aprilis* 1495, on connaît
 celle de l'impression de ce rarissime
 opuscule, que, de tous les bibliogra-
 phes, le P. Audiffredi seul a décrit
 avec exactitude dans le *Catalog.*
libror. Romæ impressor., 332. Si
 l'on en croit Argelati, Ferno s'était
 rendu très-agréable (*acceptissimus*)
 au pape Alexandre VI; mais on ne
 voit pas que ce pontife ait rien fait
 pour sa fortune. Tous ses amis furent
 comme lui des savants et des érudits.
 Dans le nombre, on cite Jacques An-
 tiquario qui chérissait Michel comme
 un frère, Laucino Curzio, etc. Il
 quitta Rome, vraisemblablement,
 après la mort de Pomponius-Lætus.
 En 1500, il était attaché comme sim-
 ple clerc à l'église de Monza; depuis
 il fut pourvu d'un canonicat de la
 cathédrale de Scala dans le royaume
 de Naples. Il mourut subitement et

(1) Dans cet article notre auteur est mal
 nommé *Fernicus*.

peut-être d'une manière violente (2) en 1513, âgé d'au moins cinquante ans. On connaît de lui : I. *De legationibus italicis*, Rome, 1493, in-4°. Ce rare opuscule n'a point été connu du P. Laire, puisqu'il n'en fait point mention dans son *Specimen typograp. roman.* II. La première édition des *OEuvres de Campani* (*Voy.* ce nom, VI, 627), précédée de la vie de l'auteur, et enrichie de lettres ou de préfaces placées à la tête des différentes parties de ce recueil. Elles ont été réimprimées dans le *Catalog. biblioth. Smith.*, 245-80. On y apprend que ce fut à l'invitation d'Antiquario que Ferno recueillit, à grands frais, les manuscrits de Campani pour les faire imprimer. III. *La Vie ou l'éloge de Pomponius-Lætus*. Mansi l'a publié dans son édition de la *Biblioth. mediæ et infimæ latinitatis* de Fabricius, IV, 6. C'est une *Lettre* à Antiquario, écrite peu de jours après l'événement : on y voit quelle profonde impression produisit à Rome la mort de cet illustre professeur. V. Quelques *vers latins*, disséminés dans les ouvrages de ses amis. Argelati cite plusieurs productions de Ferno, restées manuscrites, et dont quelques-unes, si elles eussent été publiées, auraient répandu un nouveau jour sur l'histoire littéraire de son temps.

W—s.

FERNOW (CHARLES-LOUIS), archéologue et critique allemand, naquit le 19 novembre 1763, au château seigneurial de Blumenhagen en Poméranie, où son père était domestique. L'intelligence peu commune qu'il montra dès ses premières années lui attira la bienveillance du juge du lieu, qui se chargea de son éducation. A l'âge de douze ans, il

devint clerc de notaire, et, quelque temps après, il fut mis en apprentissage chez un pharmacien. Alors il lui arriva un malheur qui troubla pour long-temps la tranquillité de son esprit. Un jeune chasseur de ses amis vint le voir dans la pharmacie, et déposa dans un coin son fusil chargé à balle. Pendant la conversation Fernow, s'amusant à manier cette arme, eut l'imprudence de toucher à la détente : aussitôt le coup part et blesse le chasseur si grièvement qu'il expire quelques heures après. Le pharmacien, qui s'intéressait vivement à son jeune apprenti, intercédâ pour lui auprès des autorités, et réussit à prévenir les informations judiciaires, qui auraient encore augmenté la profonde tristesse qui l'accablait. Après avoir fini son apprentissage, Fernow quitta sa patrie pour éviter les racoleurs, et se rendit à Lübeck, où il trouva un emploi qui lui laissa le temps de cultiver son goût pour le dessin et la poésie. Il y fit connaissance avec le célèbre peintre allemand Carstens (mort à Rome en 1798), et apprit de cet homme de génie à envisager les beaux-arts sous un point de vue plus philosophique et plus élevé que ne le faisaient généralement les artistes de cette époque. Dès-lors Fernow renonça à son emploi, et se fit peintre de portraits et professeur de dessin. Dans ses heures de loisir, il s'exerçait à faire des vers. Mais ses tableaux et ses poésies, quoiqu'elles ne soient pas sans mérite, prouvent évidemment qu'il n'avait reçu de véritable vocation ni pour l'un ni pour l'autre de ces arts. A Ludvigslust il contracta une liaison intime avec une jeune dame qu'il suivit depuis à Weimar ; mais, voyant ses espérances déçues,

(2) *Acerba morte sublatu est*, dit Argelati.

il la quitta et partit pour Iéna. Là il fut introduit chez le professeur Reinhold, qui le présenta au poète danois Baggesen. Ce dernier, étant sur le point de faire un voyage en Suisse et en Italie, lui proposa de l'accompagner. Fernow, qui ne demandait pas mieux que de visiter la patrie des beaux-arts, accepta, et les deux voyageurs se mirent aussitôt en route (1794). Mais à peine étaient-ils entrés en Italie que des affaires de famille obligèrent Baggesen à retourner en Danemark. Fernow, qui n'avait pas assez d'argent pour continuer le voyage, eut alors le bonheur de trouver deux protecteurs, le baron de Herbert et le comte de Burgstall, qui lui fournirent les moyens d'aller à Rome et d'y séjourner pendant quelque temps. Plein d'admiration pour les monuments de cette ville, et guidé par son ami Carstens, qui y était établi, il commença d'étudier l'histoire et la théorie des beaux-arts, la langue et la littérature italiennes. Fernow y fit de si rapides progrès qu'il se vit bientôt en état d'ouvrir des cours d'archéologie, qui furent suivis par les principaux artistes de Rome. De retour en Allemagne, il obtint, en 1803, une chaire de littérature italienne à l'université d'Iéna; mais, comme les appointements qui y étaient attachés ne lui suffisaient pas pour vivre, il accepta, en 1804, la place de conservateur de la bibliothèque de la duchesse Amélie de Weimar, place qui lui convenait à merveille; car, sans compter qu'elle était bien rétribuée, elle lui offrait le loisir et les moyens de tirer parti des recherches littéraires et archéologiques qu'il avait faites à Rome. Malheureusement il ne put profiter longtemps de ces avantages; une mort

prématurée, suite d'un anévrisme qu'il avait gagné en repassant les Alpes, l'enleva à ses nombreux amis le 4 décemb. 1808. Outre une biographie de Carstens, on a de lui deux ouvrages importants, qui préserveront son nom de l'oubli : I. *Etudes romaines*, Zurich, 1806—1808, 3 vol. II. *Grammaire raisonnée de la langue italienne*, seconde édition, Tubingen, 1815, 2 vol. in-8°. Il a encore publié les premiers volumes d'une édition des œuvres de Winckelmann, et une *Collection des poètes classiques italiens, avec notes historiques et critiques*, Iéna, 1807—1809, 12 vol. M^{me} Jeanne Schoppenhauer, célèbre auteur allemand, a donné, dans le temps, une Notice biographique très-détaillée sur Fernow. M—A.

FEROUX (CHRISTOPHE-LÉON), né en 1730 à Frévent, près l'abbaye de Saint-Pol en Artois, montra de bonne heure un esprit porté à la méditation. Voué à l'état ecclésiastique, il entra dans l'ordre des bernardins, et dès l'âge de vingt-sept ans il y était prieur. Il fut placé à la tête de plusieurs maisons considérables par l'étendue de leurs possessions, s'attacha à augmenter encore leur revenu, et surtout à en faire un heureux emploi. On peut citer, entre autres, Pontigny, où il fit de nombreuses plantations. Sa position lui donna occasion de concevoir, en économie particulière et générale, des vues utiles, qu'il consigna d'abord dans un livre intitulé : *Vues d'un solitaire patriote*, Paris, Clousier, 1784, 2 vol. in-12. Le but de l'auteur était de diminuer graduellement l'inégalité des fortunes en augmentant le nombre des petites propriétés, et en divisant les grandes. Il y défend l'utilité politique des ordres religieux,

question fort agitée alors ; et il combat ses adversaires avec des faits et des raisonnements. Pour nous borner à ce qui regarde le soulagement de l'indigence : « Croit-on, dit-il, qu'un laïque qui posséderait les biens de l'archevêché de Paris, « voulût imiter le vertueux prélat « (M. de Juigné) qui les possède?... « Les célestins de cette ville distribuaient tous les ans douze mille livres aux pauvres de leur quartier. Pense-t-on qu'un laïque qui achèterait les biens de cette maison fût aussi généreux que ces religieux ? Quel est le laïque propriétaire de la maison de Saint-Lazare qui voulût nourrir trois cents pauvres par semaine ? etc. » Une analyse substantielle de cet ouvrage a été insérée dans le *Journal Encyclopédique* d'octobre 1784. Une nouvelle édition des *Vues* parut en 1788, augmentée d'une troisième partie sous le titre de *Nouvelle institution nationale*, in-12 de 300 pages, avec cette épigraphe tirée de la Balance naturelle d'Antoine Lavoisier : « Une collection d'hommes vicieux ne fera jamais une nation d'hommes vertueux : faites des hommes sains, éclairés, puis vous les combinerez. » Dans cette dernière division de l'ouvrage, dom Féroux montre le parti qu'on pourrait tirer des monastères pour l'éducation publique. Les *Vues d'un solitaire patriote* avaient paru sous le voile de l'anonyme. Il n'en fut pas de même des *Vues politiques sur la division des grandes propriétés*, par le citoyen Féroux, 1793, 24 pages in-12. Là, Féroux dit dans l'avant-propos que « l'ouvrage qu'il avait publié dix ans auparavant lui avait valu les persécutions du despotisme. » Il ajoute : « La révolution

« a fait adopter quelques-unes de nos vues. Il ne manque peut-être, « pour déterminer l'application de « celles qui concernent la *division des grandes propriétés*, que de « les reproduire sous un jour nouveau, comme nous nous empressons de le faire aujourd'hui... » Féroux, qui avait semé dans ses écrits des idées judicieuses sur l'éducation et sur l'organisation sociale, avait aussi en économie rurale des connaissances fondées sur une longue expérience : les améliorations qu'il a introduites ou suggérées dans son prieuré de Fontaine-Jean ou à l'abbaye de Chalis ; et depuis dans les départements de Seine-et-Oise et de Seine-et-Marne, soit en créant des prairies artificielles là où étaient des eaux stagnantes sur une surface de plusieurs lieues d'étendue, soit en dirigeant avec succès des plantations sur un sol ingrat, à l'aide des colons qu'il y attirait, soit enfin en indiquant des méthodes sûres pour la culture et la taille des arbres productifs, ont été des bienfaits dont se ressentent encore les cantons où il a vécu. Ses connaissances et les services qu'il avait rendus en ce genre sauvèrent peut-être sa tête à l'époque de la terreur : l'ex-moine fut heureux de trouver un abri sous le titre de professeur de culture, et il fut admis dans la société académique des sciences, nouvellement formée. Son ami, M. Gence, ou des plus anciens collaborateurs de la *Biographie universelle*, le peint dans un de ses écrits (*Biographie littéraire*, 1835, 44 pag. in-8°), comme un homme à la fois d'action et de conseil, n'ayant de moins que l'habit, et philanthrope éclairé, prudent et judicieux. Dom Féroux est mort à Paris en 1803. L.

FERRAND (JACQUES), général français, né le 14 nov. 1746 à Ormoy, bailliage de Vesoul, était fils d'un pauvre vigneron. A l'âge de vingt ans il entra dans le régiment Royal (infanterie), et parvint de grade en grade à celui d'officier de recrutement. Devenu colonel en 1791, lors de l'émigration des anciens officiers, il signala sa valeur en 1792, au siège de Lille, fut bientôt après nommé général de brigade, puis de division, et envoyé à l'armée des Ardennes, dont il eut un instant le commandement en chef. Homme d'action, mais reconnaissant le premier qu'il manquait des talents nécessaires pour diriger un corps d'armée, il se hâta de donner sa démission, et revint à l'armée du Nord. Il concourut, en 1794, à la reprise des Pays-Bas et s'empara de Mons sans coup férir. Nommé commandant à Bruxelles, il y maintint l'ordre et se concilia l'estime des habitants par son esprit de justice et son désintéressement. Sur sa demande, il passa, dans le mois de juillet 1795, à l'armée du Rhin, et fut envoyé par Pichegru, son compatriote et son ami, pour commander à Besançon. Connu, même avant son arrivée dans cette ville, par la modération de ses principes, il y fut accueilli par tous ceux qui craignaient que le pouvoir retombât dans les mains des jacobins. De ce nombre était Bouvenot (*Voy. ce nom*, LIX, 159), qui, d'abord partisan de la révolution, mais éclairé par les événements, ne voyait, comme beaucoup d'autres, de salut que dans le rétablissement du trône des Bourbons, avec des garanties contre le retour des abus de l'ancien régime. Bouvenot fit part à Ferrand du projet formé par quelques émigrés de livrer Be-

sançon au prince de Condé. Étonné d'une telle confiance, Ferrand en informa l'administration départementale; mais tandis que les autorités concertaient les mesures propres à faire échouer ce projet, s'il avait quelque réalité, la liste des prétendus conjurés, dans laquelle figuraient en première ligne et Ferrand et tous les membres de l'administration départementale, ayant été perdue par un agent royaliste (*Voy. TINSKAU*, XLVI, 100), fut adressée au Directoire. Un arrêté du 19 janvier 1796 destitua Ferrand, qui fut mis en prison avec tous les membres du département; l'instruction qui suivit immédiatement démontra leur innocence; mais le malheureux général, qui n'avait d'autre ressource que son traitement, ne fut point réintégré dans ses fonctions. Alors il écrivit au Directoire une lettre fulminante, qui tomba dans les mains de Carnot, lequel, connaissant la probité de Ferrand, s'empressa de lui rendre son grade, et peu de temps après lui fit donner le commandement d'une légion de vétérans, disséminée dans les trois départements de la ci-devant Franche-Comté. En 1797, Ferrand fut élu par le département de la Haute-Saône au conseil des cinquante, où il vota constamment avec Pichegru dont il était l'admirateur enthousiaste. Cependant il ne fut point inscrit, sans doute parce qu'on ne le crut pas dangereux, sur la liste des députés condamnés à la déportation au 18 fructidor; mais son élection fut annulée. Il revint alors dans son département, à Amance où il avait acheté, du produit de la vente de ses chevaux, une petite maison avec quelques arpents de terre qui formaient la dotation d'une école supprimée en 1793. Il y mou-

Châtelet, près de Belfort, était fils d'un conseiller au conseil souverain d'Alsace. Entré dans les mousquetaires en 1754, il obtint une lieutenance dans le régiment de Bouillon, à la création de ce corps, en 1757, et fit avec distinction les campagnes de la guerre d'Hanovre, depuis 1759 jusqu'à la paix de 1763. Il passa capitaine dans la légion de Soubise en 1766; se signala dans l'expédition de Corse. en 1769, par une action d'éclat à Ponte-Nuovo; et fut attaché l'année suivante, avec le grade de lieutenant-colonel, à l'état-major du général de génie Bourcet. Ayant témoigné le désir d'aller étudier en Allemagne la tactique et les grandes manœuvres, il fut, en 1774, désigné l'un des gentilshommes de la suite du baron de Breteuil, nommé récemment à l'ambassade de Vienne. Pendant son séjour dans cette capitale, il reçut du duc d'Orléans de pleins pouvoirs pour terminer l'affaire de la succession du duc de Baden-Baden, mort en 1771; et si les lenteurs du conseil aulique le firent échouer dans cette négociation, il n'en acquit pas moins par son zèle et sa capacité des titres à la bienveillance de la maison d'Orléans. A son retour en France, en 1779, il obtint, avec le rang de colonel, le commandement en second du régiment des grenadiers royaux de Guienne. En 1786, il joignit à cette place, de l'agrément du roi, celle de secrétaire des commandements du nouveau duc d'Orléans; et, deux ans après, il fut promu au grade de maréchal-de-camp. Ferrier, partisan des réformes, adopta les principes de la révolution; il concourut à l'élection des députés de la noblesse de la ville de Paris, aux états-généraux, et, plus tard, fut l'un des officiers

supérieurs appelés au comité de l'assemblée nationale, pour leur avis sur la nouvelle organisation de l'armée. Le duc d'Orléans venait de supprimer sa mesure d'économie, fit redevenir à Ferrier, le 29 décembre la clé de l'appartement qu'il occupait au Palais-Royal; et celui-ci, plus dès-lors aucun motif de Paris, sollicita d'être employé son grade, sous les ordres de son supérieur. Il rejoignit ce général noble, au mois d'avril 1790 quelques mois après, il eut l'honneur d'être choisi pour commander les troupes destinées à comprimer les troubles qui venaient d'éclater à Lyon et dans le Comtat Venaissin Montélimart, où il avait été quartier-général, pour être portée de correspondre avec Orange, il se rendit à Orange, pouvoir communiquer plus facilement avec les commissaires médiateurs sous les ordres desquels il devait et qui, se flattant de pacifier sans être obligés de recourir à des armes, le laissèrent dans une complète inaction. Deux des commissaires, Lescène Desmaisons (ce nom, XXIV, 276), et V (Voy. XLVIII, 255), étaient tournés à Paris pour rendre de leur mission, Ferrier se soumit sous les ordres de l'abbé Mallet le requit de s'avancer jusqu'à Paris dans l'espoir sans doute que l'ajout des troupes suffirait pour enlever les scènes de carnage dont la ville était menacée. Mais il n'en fut ainsi: le peu de troupes qu'il avait à sa disposition, loin d'enlever les assassins, ne fit que les encourager dans leurs projets. Avec moins de mille hommes en état de marcher, il ne

le maltraiter une populace su-
 dats. L'abbé Mulot lui fit plus
 en reproche de n'avoir pas fait
 ses deux bataillons dans Avi-
 ; mais Verninac a, dans sa bro-
des Troubles d'Avignon,
 85, justifié la conduite de Fer-
 qui fut dans le temps approuvée
 Luckner et par le ministre de la
 : Narbonne (2). Ferrier, en-
 l'armée du Rhin, au mois de
 r 1792, fut chargé, dès le
 le mars, de s'emparer du pays
 orientru; il obtint ensuite le
 mandement d'Huningue, et fut
 le 16, le 26 sept., général de di-
 . Dans la campagne de 1793,
 porta différents avantages sur
 utrichiens, et se signala no-
 ent à la perte des lignes de
 embourg (17 juillet), où sa
 on opéra sa retraite sans dé-
 . Accusé par Custine de ne
 pas, dans une affaire précé-
 (17 mai), conformé strictement
 ordres, Ferrier demanda que
 suite fût examinée par une cour
 ale. Le ministre ne jugea pas à
 s de donner suite à cette de-
 e; mais sa justification lui parut
 nplète qu'il le proposa pour la
 de général en chef de l'armée
 Moselle. Ferrier eut la modes-
 :refuser ce poste important, et,
 maines après (15 sept. 1793),
 anda sa retraite, à raison de
 infirmités précoces. Elle lui fut
 dée avec le maximum de la pen-
 et dès lors il vint habiter
 ail, où il s'était marié quelques
 s auparavant. Complètement
 ger aux affaires publiques, il y
 au milieu de sa famille, occupé

Les lettres de Luckner et de Narbonne
 conservées dans la famille du général
 r.

de l'éducation de ses enfants et de
 l'exploitation de ses propriétés rura-
 les. Il y mourut le 29 décembre
 1828, l'un des doyens d'âge des offi-
 ciers généraux de France. W—s.

FERRIÈRE (Ld.). *Voy.* LA-
 FERRIÈRE, au Supp.

**FERRIÈRES-SAUVE-
 BOEUF** (le comte de), né en
 Champagne, vers 1750, d'une fa-
 mille noble, mais qui n'a rien de
 commun avec celle du marquis de
 Ferrières (*Voy.* ce nom, XIV,
 443), entra d'abord dans la car-
 rière militaire, qu'il quitta bientôt,
 n'ayant pu obtenir un avancement
 aussi rapide qu'il l'eût désiré. Il par-
 tit pour l'Orient, et se mit à voyager
 de 1782 jusqu'en 1789. Revenu en
 France à l'époque de la révolution,
 il en embrassa la cause avec beaucoup
 de chaleur, et fit partie, dès le com-
 mencement, de la société des Jaco-
 bins. Ayant continué de se mêler de
 toutes les intrigues politiques, il fut
 dénoncé en 1794, dans le plus fort
 de la terreur, comme ayant, en
 sa qualité de membre du *Comité
 des défenseurs officieux*, fait ren-
 dre la liberté à plusieurs détenus,
 entre autres à la comédienne Fleu-
 ry, du Théâtre-Français : c'était alors
 un tort irrémissible. Ferrières s'en
 excusa par des plaisanteries, disant,
 dans le langage grossier de cette
 époque, que, s'il y avait parmi les
élargis quelques *culottés*, c'est qu'ils
 avaient, ainsi que la *citoyenne*
 Fleury, rendu des services à des
sans-culottes. Son crédit se soutint
 pendant tout le règne de la terreur,
 et il servit souvent d'espion ou de dé-
 lateur contre les malheureux que le
 tribunal révolutionnaire envoyait à la
 mort. Lorsque le comité de sûreté
 générale le fit enfermer à la prison du
 Luxembourg, on ne put pas douter

qu'il ne fût encore destiné à y jouer le rôle odieux de *mouton* (espion). Après la chute de Robespierre, Leconte, de Versailles, le désigna ainsi dans une de ses dénonciations contre les comités du gouvernement de la terreur : « Je les accuse d'avoir souffert que les mêmes témoins, en-« treteus, nourris dans les prisons, « et connus vulgairement sous le « nom de *moutons*, déposassent à « charge contre les prévenus ; et « l'on distinguait parmi ces témoins « Ferrières-Sauvebœuf, ex noble, et « Leymeri, secrétaire d'Amar. » Cette dénonciation n'eut alors aucune suite fâcheuse pour Ferrières, et il continua d'habiter la capitale, se mêlant à toutes les intrigues, à tous les complots du parti que l'on appelait la *queue de Robespierre*. Le Directoire le chargea, en 1799, d'une mission secrète dans la république cisalpine, où Schérer le fit arrêter et enfermer dans la citadelle de Milan. Ayant réussi à s'évader, il revint à Paris, publia un libelle contre Schérer, et fut encore arrêté et détenu pendant plusieurs mois à la prison du Temple ; ce qui donna lieu à une nouvelle publication qu'il fit sous ce titre : *Précis des lettres écrites par le cit. F.-S., pendant sa détention au Temple, au citoyen Merlin, alors président du Directoire*, 1799, in-8°. Après la révolution du 18 brumaire, Ferrières-Sauvebœuf disparut entièrement de la scène politique ; il alla habiter la Champagne, où il s'était fait donner par des menaces, à l'époque de la terreur, la main d'une fille du marquis de Montmort qu'il rendit très-malheureuse. En 1814, au moment de l'invasion des alliés, il avait formé un corps de partisans ; et il fut tué publiquement

à Montmort au milieu de la rue. Personne ne voulut désigner celui qui l'avait tué, bien que tout le monde le connût, tant Ferrières-Sauvebœuf était détesté de toute la contrée. Il avait publié en 1790 : *Mémoires historiques et politiques de ses voyages, faits depuis 1782 jusqu'en 1789, en Turquie, en Perse et en Arabie*, etc., 1 vol. in-8° (Maestricht et Paris) ; réimprimés, en 1807, à Paris, sous le titre de *Voyages faits en Turquie, en Perse et en Arabie*, 2 vol. in-8°. Cet ouvrage nous apprend que l'auteur avait été envoyé pour une mission diplomatique à Ispahan et à Constantinople. Comme Ferrières ne donne pas l'itinéraire de son voyage, on ne peut savoir au juste quels sont les lieux qu'il a vus, et les distinguer de ceux dont il ne parle que sur le rapport d'autrui. Ce livre ne contient aucun fait nouveau, il n'est remarquable que par de fréquentes invectives contre Choiseul-Gouffier, ambassadeur de France près la Porte-Ottomane, et par une critique virulente du voyage de Volney. M—D).

FERRO (JEAN-FRANÇOIS), historien estimable, sur lequel on n'a pu recueillir que des renseignements incomplets, naquit vers le milieu du XVII^e siècle, à Comacchio, dans le Ferrarais. Il reçut le laurier doctoral à la faculté de droit, et partagea sa vie entre le travail du cabinet et la culture des lettres. On a de lui : *Istoria dell' antica città di Comacchio, libri IV*, Ferrare, 1701, in-4°, ouvrage rare et recherché des curieux. On doit trouver à la fin du volume trois pièces justificatives (*Documenti*), avec un avertissement dans lequel l'auteur annonce que son imprimeur de Fer-

mal, par entée retrans-
Remontrance (*Commonitio*)
bitants de Comacchio, qui
mit la page 520, il l'a fait
par un imprimeur de Rome.
sans doute, le *Supplément*
e, 1705, dont parlent Len-
Remoy, Haym, Gian Donati
M. Brunet. Du moins Co-
il possédait une collection si
le des histoires spéciales des
l'Italie, n'en connaissait pas
(*Voy. COLETTI*, IX, 236).
l'infresnoy et quelques bi-
bles assurent que le vérita-
ble de l'histoire de Comac-
Barthélemi Ferro, lequel
publié cet ouvrage sous le
m de ses parents. Mais, en
il les preuves de cette asser-
ne voit point d'inconvénient
cette histoire à celui dont
rite le nom.—*Barthélemi*
né, comme le précédent, à
bio, embrassa la vie reli-
gieuse la congrégation des théa-
a publié la *Storia delle*
dei cherici regolari tea-
one, 1704, 2 vol. in-fol.
W—s.

FERRO (PASCAL-JOSEPH DE),
allemand, né à Bonn en
vint s'établir dans la capitale
tyriche peu de temps après
le grade de docteur, et y
se brillante réputation. En
fut nommé conseiller d'état
ans plus tard, premier mé-
nionné de la ville de Vienne.
La découverte de la chimie
ique, Fourcroy et Chaptal
à des expériences qui consta-
tèrent les effets nuisibles de l'oxygène
phthisie pulmonaire, Ferro
l'opinion opposée. Il fut ré-
Schéerer, et il ca à ce
se polémique sa vive,

dans laquelle Sprengel prétend que
Ferro se défendit d'une manière
peu délicate. Ce médecin s'occupa
spécialement de tout ce qui regarde
l'hygiène publique et la police médi-
cale, et il fut chargé de faire au
conseil d'état les rapports à ce sujet.
En 1805, il fut anobli par l'empereur
d'Autriche, et décoré du titre
de chevalier. Il fut aussi nommé vice-
directeur de l'instruction médicale
dans l'empire. Ferro mourut le 21
août 1809. Les écrits qu'il a laissés
sont : I. *De l'usage du bain froid*
(en allem.), Vienne, 1781, in-8°;
ibid., 1787, in-8°. II. *De la con-*
tagion des maladies épidémiques,
spécialement de la peste (en alle-
mand), Leipzig, 1782, in-8°. III.
Nouvelles recherches sur la con-
tagion de la peste (allem.) Vienne,
1787, in-8°. IV. *Ephemerides me-*
dicae, Vienne, 1791, in-8°; traduit
en allemand par Rosenblatt, Gotha,
1795, in-8°; Sprengel (*Hist. de la*
médecine, tome 6) fait grand cas
de cet ouvrage, et dit qu'il est écrit
d'après l'esprit de Sydenham et de
Stoll. V. *Indication des moyens*
qui peuvent diminuer l'insalubrité
des habitations sujettes aux inon-
dations (allem.), Vienne, 1792,
in-8°. VI. *Essais sur de nou-*
veaux remèdes, première partie
(allem.), Vienne, 1793, in-8°. VII.
Sur les propriétés de l'air
vital (allem.), Vienne, 1793, in-
8°. VIII. *Sur l'utilité de la vac-*
cine (allem.), Vienne, 1802, in-8°. On
trouve encore quelques Mémoires
de ce médecin dans des collections
académiques et des recueils périodi-
ques.
G—r—n.

FERRON (DOM AUGUSTIN), bé-
nédictin de Saint-Vannes, était né
le 30 septembre 1751, à Ainville,
bailliage de Vesoul. Ayant, à l'âge

FERRARI (OCTAVIUS), célèbre philosophe du XVI^e siècle, né le 23 septembre 1518 (1), à Milan, était de la même famille qu'Octave Ferrarî (Voy. ce nom, XIV, 410), avec lequel la ressemblance du prénom l'a fait confondre quelquefois. On conjecture que son père se nommait Jérôme (2). Dans sa jeunesse il fréquenta les universités d'Italie dont les professeurs avaient alors le plus de réputation, et se rendit très-habile dans les lettres et la philosophie. Il cultiva dans le même temps la médecine avec beaucoup de succès; mais il ne voulut point se livrer à la pratique de cet art, qui demande de la part de celui qui l'exerce un dévouement dont Ferrarî ne se sentait pas capable. De retour à Milan, il y passa quelques années, occupé de perfectionner ses connaissances. Son nom figure en 1548, dans la liste des professeurs de l'université de Pavie (3); il y remplissait la chaire de logique; mais il s'en démit en 1554, pour l'enseignement de la philosophie à Milan, dans l'école fondée l'année précédente par Paul Canobio, et qui de son nom prit celui de *Canobianne*. Octavien y professa dix-huit ans avec un succès toujours croissant, et qui, selon toute apparence, ne contribua pas peu à la prospérité du nouvel établissement. Lié d'une étroite amitié

avec Paul Manuce et le Poggiano, il entretenait avec ces deux élégants écrivains une correspondance dont on retrouve des traces dans leurs recueils épistolaires. Il consacra les dernières années de sa vie à la réduction d'ouvrages qui devaient encore accroître sa réputation; mais il n'avait pu terminer ses recherches sur l'origine des Romains lorsqu'il mourut en 1586. Son éloge funèbre fut prononcé par deux de ses amis, Barthélemi Capra (4), savant juriconsulte, qu'il avait institué son exécuteur testamentaire, et François Ciceri, grammairien, qui n'est pas aussi connu qu'il mériterait de l'être (5). La mémoire d'Octavien fut honorée d'une médaille, qui est gravée dans le *Museum Mazzuchellianum*, I, pl. 89. Outre quelques *Lettres* latines et italiennes, imprimées avec celles de Manuce et de Poggiano, on a de Ferrarî : I. *De disciplina encyclo*, Venise, Paul Manuce, 1560, in-4^e. C'est une espèce d'encyclopédie servant d'introduction à l'étude de la philosophie d'Aristote. II. *De sermonibus exotericis*, Venise, id., 1575, in-4^e. Cet ouvrage, très-utile aux personnes qui voudraient connaître à fond les principes du philosophe de Stagyre, a été reproduit avec le précédent par les soins de Melch. Goldast, sous ce titre : *Clavis philosophiæ aristotelicæ*, Francfort, 1606, in-8^e. III. *De origine Romanorum*, Pavie, 1588, in-8^e. Cette édition,

(1) Et non 1508, comme on lit dans les *Scriptor. medii*; mais c'est évidemment une faute typographique; car l'Argelati n'a fait que traduire l'article *VERRARI*, que l'on trouve dans le tome V des *Mémoires* du P. Nicéron, en y ajoutant quelques détails qui, malheureusement, sont incorrects.

(2) On ne conçoit pas comment Sax, bibliographe si judicieux, a pu, dans son *Onomasicon* (III, 450), donner pour père à Ferrarî Jérôme Pantoni, domineain, surnommé de Ferrarî ou de Ferrarî, parce qu'il avait exercé l'office d'inquisiteur à Ferrare. Voy. les *Scriptor. ord. prædict.*, II, 81.

(3) Et non de Padoue, comme le disent Nicéron, l'Argelati, etc. Ferrarî n'est pas même nommé dans l'*Histor. gymnast. Patavini* de Papadoli,

(4) Et, comme le dit Nicéron, Ferrarî légua sa bibliothèque à Capra, l'on doit en conclure qu'il avait eu le malheur de perdre le fils dont il parle dans une lettre à Manuce comme d'un enfant qui donnait les plus belles espérances.

(5) Les ouvrages de Ciceri, sentés long-temps dans la poussière des bibliothèques, ont été publiés par l'abbé Casati, Milan, 1782. Ce sont des *Discours* et des *Lettres* pleines de détails curieux sur l'histoire littéraire du XVI^e siècle.

le Lisieux lui préparait, La Fayette écrivit au maire pour le consacrer à un monument durable les fonds que l'on a des honneurs frivoles : la suite à cet acte de modestie une statue, et l'évêque la satisfait. En 1787, le roi le nomma président de l'assemblée provinciale Moyenne-Normandie qui résida à Lisieux. La bien-étoile était une des plus remarquables du prélat : il trouva l'occasion de la manifester, pendant le rigoureux hiver qui affligea la France. La Ferrière fit pas seulement beaucoup de bien aux pauvres, mais encore faire beaucoup de bien à son église. Homme aimable, pieux et bon, il fut autour de lui une grande gloire, à laquelle on céda par un motif naturel et facile. Il ne fut nommé député aux états-généraux qu'à la suite d'un acte d'ingratitude de son clergé, qui pourtant ne qu'à se louer de ses bontés, il préféra de simples curés.

signalé par son zèle contre la constitution civile du clergé, à laquelle il refusa de prêter serment, La Ferrière quitta la France en 1791, époque où l'évêché de Lisieux avait été supprimé. Ce fut à Genève qu'il se retira jusqu'en 1792. Alors l'armée française étant entrée en Savoie, il ne put pas en sûreté dans son pays, et passa à Soleure, d'où il se rendit à Erlang en Franconie. En 1793, il était à Bruxelles depuis peu de temps lorsqu'il lui fallut encore fuir les armées françaises. La suite suivante, il fut aussi forcé de fuir Dusseldorf par le même

motif ; ce qui était d'autant plus fâcheux qu'il se trouvait à peu près dépourvu de ressources, et qu'il eût été exposé bientôt aux plus rigoureuses privations, si quelques prêtres de son diocèse, réfugiés en Angleterre, n'eussent ouvert entre eux une souscription dont ils lui firent parvenir le montant. Après avoir quitté Munster pour Brunswick, l'évêque de Lisieux fit réimprimer dans cette dernière ville, et sous la direction de l'abbé Duvoisin (depuis évêque de Nantes), la *Religion vengée*, poème du cardinal de Bernis ; et il consacra le bénéfice de cette réimpression au soulagement de ses compagnons d'infortune. Le duc de Brunswick ayant alors éloigné de ses états les émigrés qui s'y étaient réfugiés, La Ferrière partit pour Constance, où il se réunit à quinze évêques français, parmi lesquels se trouvait l'archevêque de Paris (Juigné). Les troupes de la république ayant pénétré en Suisse, il fut contraint de fuir de nouveau. Plus accablé par les chagrins que par l'âge, il alla mourir à Munich le 15 mai 1799.

D—s.

FERROUX (ETIENNE-JOSEPH), conventionnel, né, en 1751, à Besançon, fils d'un marchand, obtint fort jeune un emploi dans les finances, et sut se concilier l'estime de ses supérieurs par son zèle et sa capacité. Il adopta les principes de la révolution en homme qui désirait la réforme des abus ; mais il était loin de prévoir par quels sacrifices il faudrait l'acheter. Député en 1792, à la Convention, par le département du Jura, il se rendit à son poste, sans soupçonner les projets des hommes qui venaient d'abattre le trône. Surpris de voir la session s'ouvrir par un décret qui pronon-

cait l'abolition de la royauté et l'établissement de la république, il aurait sur-le-champ donné sa démission, s'il n'eût pas craint de s'exposer ainsi que sa famille à des dangers qui n'étaient que trop réels. La peur, qui l'avait empêché de désertier les bancs de la Convention, eut une triste influence sur sa conduite, dans le procès de Louis XVI. Il vota la mort de ce prince, dont il avait reconnu précédemment la culpabilité; mais rassuré par l'exemple de Vernier et de ses autres collègues de députation, il vota pour l'appel au peuple et pour le sursis. Ayant signé les protestations contre la journée du 31 mai, il fut l'un des soixante-troize députés décrétés d'arrestation et conduit au Luxembourg, où il resta détenu jusqu'à l'époque de son rappel à la Convention (8 décembre 1794). Il obtint alors un congé pour aller dans le Jura rétablir sa santé qu'avait altérée sa longue détention; et, pendant le séjour qu'il fit à Salins, il s'occupa, de concert avec Bailly en mission dans ce département, des moyens de réparer les maux occasionnés par la terreur. Le 30 mai 1795 il fut envoyé commissaire à Lyon et dans les départements voisins, concourut de tout son pouvoir à faire cesser la réaction, et mérita, par des mesures également sages et fermes, la reconnaissance des Lyonnais. Le 29 juillet, il écrivit à la Convention pour demander que Péthion, Buzot et Barbaroux, victimes de la tyrannie décevinaire, eussent part aux honneurs que l'on se proposait de rendre aux députés morts sur l'échafaud. Elu membre du conseil des anciens par les départements de la Haute-Saône et du Jura, il y vota constamment avec le parti modéré. Le 10 mai 1796, il fit abroger le décret rendu

par la Convention contre les administrateurs de Longwy, pour avoir, en 1792, signé la reddition de cette ville aux Prussiens. Le 18 août il fut élu secrétaire. Le 11 mai 1797, il fit sur l'administration des salines un rapport dont l'impression fut ordonnée. Ses liaisons avec les députés royalistes motivèrent, au 18 fructidor, son inscription sur la liste des condamnés à la déportation. Il n'en fut rayé que sur les instances de Foulain Grandpré; mais, à l'expiration de son mandat, le Directoire empêcha sa réélection en le signalant aux électeurs, comme ami de Pichegru. Compris par le jury de son département dans l'emprunt forcé pour une somme supérieure à sa fortune, qu'il n'avait point accrue, il réclama contre cette taxe arbitraire par une lettre au conseil des cinq-cents, qui prononça l'ordre du jour. Après le 18 brumaire, nommé directeur des contributions à Lons-le-Saulnier, puis à Besançon, il remplissait encore cette place en 1814. Admis à la retraite l'année suivante, il fut, en 1816, atteint par la loi d'amnistie, à raison de son vote dans le procès du roi. Malgré ses réclamations il fut obligé de sortir de France, et passa le temps de son exil à Nyon, sollicitant à chaque changement de ministère la permission de venir terminer ses jours au milieu de ses compatriotes. Il ne put revenir qu'au mois de sept. 1830 à Salins, où il mourut le 12 mai 1834. Il avait publié, en 1829 : *Testament politique de M. Ferroux ex-conventionnel*, br. in-8°. W—s.

FERRY. V. FERRI, ci-dessus.

FÉRUSSAC (JEAN-BAPTISTE-LOUIS D'AUDEBARD, baron DE), naturaliste distingué, naquit le 30 juin 1745 à Clérac, d'une famille an-

, dont le berceau est la terre
 usac, près d'Agén. Admis en
 à l'école militaire, il en sortit
 32 avec le brevet de sous-lieu-
 dans le régiment de Béarn.
 né l'année suivante, il se pré-
 pour l'artillerie, arme qui con-
 mieux à ses goûts et à ses étu-
 fut reçu, en 1764, aspi-
 dans le régiment de Besançon.
 nant en 1765, capitaine en
 , il s'était promptement acquis
 son corps la réputation d'un
 très-instruit. Attaché suc-
 cément à différents établisse-
 de l'artillerie, il avait profité
 de cette position favorable pour se
 tionner dans la chimie et la phy-
 et pour acquérir des connais-
 dans la géologie, science qui,
 on sait, à peine créée alors,
 n'était encore en France qu'un
 petit nombre d'adeptes. Il lut,
 78, à l'académie des sciences,
 un mémoire, qu'il ne crut pas de-
 vrer au public, *sur les deux*
es de montagnes de Sasse-
et de la Chartreuse, dans le
hiné. En 1780, il inséra dans
urnal de physique, mois de
des observations sur les cou-
solides et terreuses de la
. Le numéro de juin 1789, du
journal, contient un Mémoire
 me, mais que l'on attribue à
 ac, sur cette question : *La*
-t-elle éprouvé un change-
rogressif de place et de ni-
dans l'étendue des côtes
ises entre Sangatte et la
 ? L'auteur s'y prononça pour
 ative; et ses observations fu-
 onfirmées pas celles des autres
 es, et notamment de Régnier,
 ont consignées dans le même
 l, année 1790. Sans abandon-
 ses études géologiques, Férus-

sac s'occupait dès lors plus spéciale-
 ment de la recherche des coquillages,
 et rassemblait les matériaux du grand
 ouvrage auquel il doit une place dis-
 tinguée parmi les naturalistes fran-
 çais. Mais ses travaux scientifiques
 ne l'empêchaient pas de remplir avec
 exactitude ses devoirs comme officier.
 Il reçut la croix de Saint-Louis, et
 fut, en 1790, présenté pour la place
 de major; mais des raisons de famille
 ou de convenance le déterminèrent
 à profiter d'une disposition du nou-
 veau code militaire, pour demander
 sa retraite. Son dessin ne pouvait
 qu'être de partager ses loisirs entre
 la culture des sciences et l'éducation
 de ses enfants en bas âge. La gravité
 des événements changea sa résolu-
 tion; après avoir conduit ses enfants
 et sa femme chez sa belle-mère, qui
 habitait la Franche-Comté, l'une des
 provinces les moins agitées par la
 révolution, il traversa la Suisse, et
 rejoignit, en 1791, l'armée du
 prince de Condé. Il fit toutes les cam-
 pagnes de ce corps, à l'avant-garde,
 dont il commandait l'artillerie, sous
 les ordres du duc d'Enghien, et dans
 diverses circonstances donna des
 preuves de valeur, qui lui méritèrent,
 en 1794, le brevet de chef de bri-
 gade, et quelques années après celui
 de lieutenant-colonel. A sa rentrée
 en France, en 1801, il n'y re-
 trouva que les débris de sa fortune,
 que sa femme était parvenue à lui
 conserver. Il n'en reprit qu'avec plus
 d'ardeur l'exécution du grand ou-
 vrage que les circonstances l'avaient
 obligé d'ajourner; et dès l'année sui-
 vante, il fit imprimer, dans les *Mé-*
moires de la société médicale d'é-
mulation, l'*Essai d'une méthode*
conchyliologique, appliquée aux
mollusques fluviaux et terrestres.
 Cet opuscule, accueilli des savants,

fut réimprimé séparément en 1807, in-8^o, amélioré et complété par son fils, dont l'article suit. FÉRUSSAC, au retour du roi, reçut le titre de colonel avec une pension, fruit de ses services; mais il ne devait pas en jouir long-temps. Il mourut en 1815 au château de la Garde, près de Lauzerte, sans avoir eu le bonheur de mettre la dernière main au grand travail sur les mollusques, qui l'avait occupé près de trente ans. Cet ouvrage, continué et mis en ordre par son fils, a paru sous le titre suivant : *Histoire naturelle, générale et particulière des mollusques terrestres et fluviatiles, tant des espèces que l'on trouve aujourd'hui vivantes, que des dépouilles fossiles de celles qui n'existent plus, classées d'après les caractères essentiels que présentent les animaux et leurs coquilles*. Paris, 1819 et années suivantes, grand in-4^o, fig. en noir, et in-fol. fig. en couleur. Ce livre, qui comble une lacune plus considérable qu'on ne l'avait supposé, dans la zoologie, est également très-remarquable sous le rapport de la beauté de l'exécution. FÉRUSSAC a laissé divers ouvrages manuscrits plus ou moins avancés, et en a publié d'autres sur lesquels on n'a pu se procurer des renseignements (1). W—A.

FÉRUSSAC (ANDRÉ-ÉTIENNE-JUSTE PACHAÏ-JOSEPH-FRANÇOIS D'ARCIHANT, baron DE), fils du précédent, naquit, le 30 décembre 1786, au Chartron, près de Lauzerte. A

l'âge de cinq ans, il fut conduit chez son aïeule maternelle, qui habitait alors Arbois, d'où son père rejoignit l'armée des princes sur le Rhin. Ses dispositions naturelles et probablement aussi le souvenir des occupations de son père, le portèrent de bonne heure à former des collections de pierres, de coquillages et d'insectes. Des excursions dans les montagnes du Jura, si riches en fossiles, et le soin de classer les objets qu'il avait recueillis dans ses courses, remplissaient tous les instants qu'il ne donnait pas à l'étude des langues et des mathématiques. De retour à quinze ans dans le pays natal, il eut bientôt exploré les environs de Lauzerte et d'Agen. Il touchait à l'époque de choisir une carrière; il résolut d'entrer dans le corps des vétérans qui s'organisaient alors, et vint à Paris où il reçut un accueil bienveillant des amis de son père, et trouva de tous côtés des conseils et des encouragements. Il n'avait que dix-huit ans, lorsqu'il fut admis à lire devant l'académie des sciences un *Mémoire sur des petits crustacés*, qu'il avait observés à Chartron; et ce *Mémoire* fut jugé digne d'être inséré dans les *Annales du Muséum d'histoire naturelle*. Il préparait une nouvelle édition de l'Essai conchyliologique de son père, lorsqu'il fut obligé de partir pour l'armée. Après plusieurs campagnes, envoyé sous-lieutenant dans le cent troisième régiment stationné en Silésie, il étudia cette province sous tous les rapports dans le plus grand détail. Il quitta la Silésie pour se rendre en Espagne; arriva sous les murs de Saragosse, au moment du siège mémorable de cette ville, dont il écrivit l'*Histoire* dans une suite de lettres à un ami, et prouva, dans plus d'une circonstance,

(1) Dans une Notice d'aillours très-bien faite sur le baron de Férucc, insérée dans la *Bibliographie universelle et portative des contemporains*, on lit qu'en 1818 il rédigea pour l'*Encyclopédie méthodique* un Essai sur la dénomination des îles et des provinces maritimes, qu'il fut inséré dans le *Dictionnaire de l'Artillerie*; mais il n'en existe aucun qui porte ce titre dans l'*Encyclopédie*; et l'on s'est aperçu que l'Essai de Férucc ne se trouve pas dans le *Dictionnaire de l'Art militaire* où il aurait dû naturellement être placé.

talents de l'écrivain il joignait rage du soldat. Atteint, dans faire, d'un coup de feu qui lui la poitrine, il fut obligé de son régiment pour se faire . A peine convalescent, le l Daricaud, qui commandait à , le choisit pour son aide-de- et les diverses missions dont chargé par son général lui four- les moyens d'observer l'Anda- ainsi que les points les plus cu- le l'Espagne. Forcé de rentrer ace pour y faire soigner sa re mal guérie, il donna sa dé- n au moment où il venait d'être 6 capitaine. Il se croyait fixé ais à Paris, et reprit avec une le activité ses travaux scienti-

Nommé sous-préfet d'Oléron, 2, il montra dans cette nou- vission les talents d'un admi- eur, et se concilia l'estime de s habitants. A l'approche des alliées en 1814, ayant dû son arrondissement, il se ren- bord à Agen, puis à Bordeaux, : trouvait au moment de la dé- e de l'empereur. Renvoyé par d'Angoulême à Oléron, il ne pendant garder sa sous-pré- ; mais il en fut dédommagé grade de chef de bataillon, : cette qualité partie de l'état- de la garde nationale de Pa- l accepta pendant les cent- la sous-préfecture de Com- ; mais au second retour du se bâta de la rendre à son pré- eur. Ayant repris alors ses ns militaires, il fut, en 1816, i sous-chef, et, dix-huit mois chef d'état-major de la deuxiè- vision. A la réorganisation du le l'état-major, il fut appelé s, et chargé des dispositions inaires pour mettre en activité

l'école d'application où il entra com- me professeur de géographie et de statistique. Il donna sa démission de cette chaire en 1819, fut alors at- taché au dépôt de la guerre, puis nommé chef de bureau de statistique étrangère. En 1823, il fonda le *Bulletin universel des sciences et de l'industrie* (1), journal dont il fut à la fois le directeur et l'un des colla- borateurs, mais que, malgré tous les efforts et sa prodigieuse activité, il ne put jamais élever à un état prospère sous le rapport financier. Après la révolution de 1830, il fut élu membre de la chambre des députés par le dé- partement de Tarn-et-Garonne ; mais il cessa d'en faire partie en 1832, et mourut le 21 janvier 1836, à peine âgé de quarante ans. Outre un grand nombre de *Mémoires* et d'*Articles*, dont il serait trop long de donner les titres, dans les *Annales du Mu- sée*, dans le *Journal de physique*, dans le *Dictionnaire classique d'histoire naturelle*, dans le *Bulletin des sciences*, etc, il a publié plusieurs ouvrages parmi lesquels on distingue : I. *Considérations géné- rales sur les mollusques terrestres et fluviatiles et sur les fossiles des terrains d'eau douce*, Paris, 1812, in-4°. II. *Extraits du journal de mes campagnes en Espagne, con- tenant un coup d'œil sur l'Anda- lousie ; une dissertation sur Cadix et son île, la Relation historique du siège de Saragosse*, Paris,

(1) La première année de ce journal parut sous le titre de *Bulletin des annonces et des nouvelles scientifiques*, 4 vol. in-8°. Depuis 1824, il prit le nom de *Bulletin universel des sciences et de l'industrie*, divisé en huit sections : sciences mathématiques, naturelles, médicales, agric- les, technologiques, géographiques, histori- ques et militaires. Chaque section, dont il pa- raissait un numéro par mois, formait à la fin de l'année un volume plus ou moins épais. La collection de ce journal finit avec l'année 1833.

1813, in-8°. Les différents morceaux dont se compose ce volume avaient été déjà publiés séparément, et le *Mémoire sur Cadix* a été réimprimé, avec des additions, lors de la campagne du duc d'Angoulême. III. *De la géographie et de la statistique, considérées dans leurs rapports avec les sciences qui les avoisinent de plus près; suivi du plan sommaire d'un traité de géographie et de statistique à l'usage des officiers d'état-major*, Paris, 1821, in-8°. Le plus beau titre de Férussac, c'est sa coopération à l'*Histoire des mollusques*, qui avait coûté trente ans de recherches et d'observations à son père, mais qu'il a eu la gloire de compléter et de terminer, et qui restera l'un des plus beaux monuments élevés à l'histoire naturelle, dans le XIX^e siècle. W—s.

FESCA (FRÉDÉRIC-ERNEST), compositeur distingué, naquit à Magdebourg, le 17 février 1789. Dès l'âge de quatre ans, il répétait sur le piano les morceaux qu'il entendait exécuter par sa mère. A neuf ans, il reçut des leçons de violon de Lohse, musicien habile et très-bon professeur. Il quitta alors les compositions de Pleyel pour étudier les quatuors d'Haydn et de Mozart. Il avait onze ans quand il joua, pour la première fois, un concerto de violon. Le succès qu'il obtint lui fit entreprendre une étude plus approfondie de l'art musical. Ayant perdu Pitterlin en 1804, il se rendit à Leipzig, pour y poursuivre ses travaux sous la direction d'Auguste-Eberhard Müller, directeur de musique très-estimé. Il se livra surtout à l'analyse des compositions religieuses, sans négliger la composition instrumentale. Il écrivit des

concertos de violon, genre qu'il abandonna bientôt pour un autre, plus favorable à son talent. En 1807, une visite qu'il rendit à sa mère lui fit choisir Cassel comme un théâtre plus digne de lui. La chapelle et l'Opéra de Cassel, capitale du nouveau royaume de Westphalie, étaient dirigés par le célèbre Reichardt. Il y obtint une place de violon-solo. Son séjour à Cassel dura jusqu'en 1813. Il y écrivit ses sept premiers quatuors et ses deux premières symphonies. Après la dissolution du royaume de Westphalie, en 1814, il se rendit à Vienne, où il publia trois livraisons de ses quatuors. En 1815, il fut nommé intendant du théâtre de la cour et maître des concerts à Carlsruhe. Dans l'espace de onze ans, il y composa neuf autres quatuors et quatre quintetti pour le violon, ainsi que quatre quatuors et un quintetto avec flûte. On lui dut aussi plusieurs ouvertures et deux opéras : *Cantemire et Omar*, et *Ceila*. De fréquents accès d'hémorragie le conduisirent au tombeau le 24 mai 1826. A l'ouverture de son corps, on trouva une telle consommation dans les poumons, qu'on eut peine à comprendre comment il avait pu vivre si long-temps. On a publié, à Paris, la collection complète de ses quatuors et de ses quintetti. F—LE.

FESTA-MATTEI (M^{me}), née à Milan en 1784, débuta au théâtre de l'Opéra-Boffa en 1809. Alors M^{me} Barilli brillait à ce théâtre : elle avait plus de grâce et de douceur dans son chant ; M^{me} Festa avait plus de force, de sensibilité, d'étendue dans la voix, et de plus elle était bonne comédienne. Les amateurs l'ont applaudie dans tous ses rôles, surtout dans la *Molinara* de Paisiello ; dans la *Zerbina* de don Gio-

dans la *Nina* de Paisiello, et dans la *Zingarella* d'Ignazio. Des intrigues de coulisses firent de quitter le théâtre pour retourner dans sa patrie. Elle obtint de nouveaux succès et s'était enfin décidée à se marier à St Pétersbourg, et y mourut de janvier 1836. F—LE.

FESTARI (JÉRÔME), médecin naquit à Valdagno, dans le Valais, le 12 oct. 1738. Son père et son père avaient exercé la médecine, et s'y étaient adonnés. Il y joignit une étude de la philosophie naturelle, et fut, jeune encore, le fruit de la confiance du public, et des relations que formèrent avec les hommes les plus instruits de son temps. Nommé en 1776, par le sénat de Venise, médecin en chef de l'établissement des eaux minérales de Recoaro, il en fit un séjour agréable et utile aux malades. C'est à ses soins continuels que la haute réputation dont il jouit encore à présent est due. Lié avec le comte A. Querini, un des premiers magistrats de la république de Venise, Festari fut invité par lui à accompagner dans un voyage que, par ordre de son gouvernement, il entreprenait. Querini était chargé de faire des observations sur l'état des finances, sur les dispositions des soldats, sur la prospérité des finances, sur le nombre des soldats des pays étrangers; Festari fit ce même voyage en philosophe, étudiant tout ce qui avait rapport à la minéralogie, à l'état de la culture, à la politique, et les mœurs. Il publia un journal, qui ne fut continué qu'en 1836, par les soins

d'Emmanuel Cicogna. Quoique les descriptions que Festari donne soient un peu poétiques, elles sont cependant vraies, et l'auteur s'y montre toujours exact en même temps qu'éloquent. Avant vu en Suisse les hommes les plus marquants de cette époque, Voltaire, Saussure, Lavater, etc., il a jugé leurs opinions et leurs ouvrages avec impartialité. Festari mourut à Valdagno le 3 juillet 1801. Ses ouvrages, outre le journal que nous avons indiqué, sont : I. *Saggio d'osservazioni sopra alcune montagne, ed alpi altissime del Vicentino confinanti collo stato austriaco*. Ce Mémoire a été imprimé dans le journal scientifique de François Grisellini, Venise, 1773, tom. IX; réimprimé dans la *Collection des Mémoires chimico-minéralogiques de Jean Arduino*, à qui l'auteur l'avait dédié, Venise, 1775, in-12. II. *Description d'une butte basaltique qui s'élève vis-à-vis de celle d'Altissimo, du côté opposé de la vallée de l'Agno*. Cet ouvrage a été inséré dans celui de l'abbé Fortis, ayant pour titre : *Mémoires pour servir à l'histoire naturelle de l'Italie*, Paris, 1802, in-8°, tom. 1^{er}. III. *Lettre du mois de décembre 1795, de M. Festari à l'abbé Fortis*, insérée dans le même volume. Jérôme et Joseph Festari, neveux du médecin Jérôme, possèdent dix manuscrits de leur oncle, lesquels traitent presque tous de matières scientifiques. Z.

FETH-ALY-SCHAH, roi de Perse, né vers 1762, mourut sur la fin de 1834, après un règne de trente-six ans. Il était originaire de la tribu turque des Kadjars qui, sous le règne du schah Abbas 1^{er}, vint se réfugier dans le nord-est de la Perse, et qui depuis un peu plus

de soixante ans en occupe le trône. Son bisaïeul, Feth-Aly-Khan, l'un des chefs de cette tribu, fut nommé, sous le roi Thasmap 1^{er}, gouverneur du Mazandéran. Lorsque Nâdir-Schah, plus connu en Europe sous le nom de Thamasp - Kouly - Khan, s'empara de la domination de l'Iran, Feth-Aly-Khan voulut résister à l'usurpateur ; mais il fut défait et tué. Après la mort de Nâdir, le fils de Feth-Aly-Khan, nommé Mohammed-Hassan-Khan, figura parmi les nombreux concurrents qui se disputaient à main armée la couronne de la Perse. Kerim-Khan, plus habile ou plus heureux que tous, triompha de leur rivalité, et Mohammed-Hassan-Khan, une première fois abandonné par ses troupes, perdit dans une seconde occasion la bataille et la vie. Des deux fils de Mohamed-Hassan-Khan, l'un, l'eunuque Aga-Mohammed-Khan, parvint à écarter tous les prétendants à la succession de Nâdir-Schah, et à s'assurer le pouvoir suprême qu'il obtint par sa valeur, et par une habileté politique qui ne recula jamais devant un de ces moyens perfides ou violents que ses compétiteurs du reste employèrent comme lui, et dont les annales de ce pays offrent de si tristes et de si fréquents exemples. Le second des fils de Mohammed Hassan-Khan, nommé Housseïn-Kouly-Khan, tué dans une bataille livrée aux Turkomans en 1779, fut père du roi dont nous allons esquisser la vie. — Aga-Mohammed-Khan ayant distingué les talents que montrait dès son enfance Baba-Khan (c'est le nom que portait Feth-Aly-Schah avant de parvenir à la couronne), le prit en affection, et le déclara son héritier présomptif. Celui-ci suivit son oncle dans diverses expéditions, et s'associa quelquefois aux

actes de sa politique ombrageuse et cruelle. Mohammed ayant attiré auprès de lui, par des promesses fallacieuses d'amitié, et par une feinte réconciliation, son frère Djafar-Kouly-Khan, l'engagea à visiter le palais qu'il venait de faire construire à Téhéran ; et au moment où le prince, accompagné de Baba-Khan, complice de Mohammed, entrait dans les portiques, des assassins apostés se jetèrent sur lui et le tuèrent. Dans une expédition tentée en 1797, pour chasser les Russes de Derbent et de Bakou, Aga-Mohammed-Khan fut assassiné dans sa tente par trois de ses domestiques. Aussitôt il s'éleva une foule de prétendants à sa succession, prêts à disputer la couronne à Baba-Khan, son héritier désigné et légitime. Sadik-Khan, chef de Chakakis et l'instigateur du meurtre commis sur Aga-Mohammed, marche contre l'armée à la tête d'un corps de troupes qu'il en avait détaché, et remporte d'abord deux avantages signalés ; d'un autre côté, Housseïn-Kouly-Khan, gouverneur du Mogan et frère de Baba-Khan, se présente devant Téhéran, capitale actuelle de la Perse ; mais l'entrée lui en est refusée par le gouverneur, à la sollicitation de la mère de Baba-Khan, et il est forcé de se retirer. Ce dernier cependant, ayant appris la fin tragique de son oncle, franchit avec la rapidité de l'éclair la distance qui le sépare de Téhéran, où il est accueilli par les grands du royaume, et reconnu pour souverain de la Perse. Sans perdre de temps, il envoie une armée contre Sadik-Khan-Chakaki, qui s'était emparé de tous le pays situé entre Schisché et Ka-win, et qui fut complètement défait près de cette ville. Le chef des rebelles étant venu se remettre quel-

après avoir entré les mains du
avec les trésors d'Aga-Moham-
qu'il avait enlevés en quittant
le, Feth-Aly-Schah, trompant
te générale, le reçut avec bon-
combla de bienfaits, et, pen-
leux ans, il ne se passa pas de
où il ne lui donnât des mar-
le sa munificence. Mais Sadik
encouru sa disgrâce, le roi le
irer dans une chambre où il
it de faim. Dans le même temps,
re du schah, Housseïn-Kouly-
, qui, malgré sa première ré-
, avait été fait gouverneur de
ax, lève l'étendard de l'insur-
on et vient, dans les plaines
alounrow, présenter la bataille
troupes royales commandées
a Hauteuse elle-même. Les
s ennemies étaient près d'en
aux mains, lorsque la mère des
princes parvint à les rappo-
et Feth-Aly-Schah, pardon-
son frère, lui rendit ses bonnes
s, et, quelque temps après, lui
le gouvernement de Kachan.
rté par son caractère turbulent,
eïn Kouly-Khan se révolte bien-
s troisième fois, et, marchant
pahan, entre dans cette ville,
des contributions et un corps
de trente mille hommes. Mais
été fait prisonnier dans Koum
dait en présence du roi, celui-
reprocha amèrement sa perfide
itude et ses trahisons multi-
, après quoi il le fit aveugler.
uni ainsi contre la rébellion de
bre par l'affreux traitement qu'il
vu forcé de lui faire subir,
rendit son amitié et ne cessa
combler de soins et d'attentions
à sa mort arrivée quelque temps
Aly-Kouly-Khan, frère d'Aga-
mmed, avait aussi prétendu à
ronne; tombé au pouvoir de

Feth-Aly-Schah, il fut puni par la
perte de la vue. Un quatrième com-
current, Mohammed-Khan, fils de
Zeki-Khan, se fit déclarer roi à la
même époque à Ispahan; secondé par
un parti nombreux, il se battit dans
deux occasions différentes avec bra-
voure; mais enfin ayant été vaincu,
il éprouva le sort d'Aly-Kouly-Khan.
En 1798, Feth-Aly-Schah se voyait
en possession de l'Azerbaïdjan, du
Ghilan, de l'Irak, du Farsistan, du
Laristan, du Kurdistan, du Kerman
et d'une grande partie du Khorassan.
Nâdir-Myrza, fils de Scharok Schah,
se soutenait encore dans Mesched,
capitale de cette dernière province.
Un des généraux de Feth-Aly-Schah
eut ordre d'aller le réduire: Nâdir
fut défait, et, ayant été pris, le roi
le fit périr avec tous ses enfants mâ-
les. L'année suivante (1799) fut mar-
quée par la révolte de Djasar-Kouly-
Khan, gouverneur de Khoi; le roi
envoya contre lui son fils Abbas-Myr-
za, alors âgé de douze ans: le com-
bat fut livré dans Selmas, et le chef
rebelle ayant été vaincu se réfugia
chez les Russes. Les divisions intes-
tines de la Perse eurent alors un
terme, et Feth-Aly-Schah en resta
le seul maître sans contestation; mais
ici un nouvel ordre d'événements
commence à se dérouler: aux agita-
tions du dedans succèdent de formida-
bles agressions extérieures: plus d'une
fois les Ouzbeks, se répandant dans
le Khorassan comme un torrent dé-
vastateur, pillent la ville de Mes-
ched, tandis que d'un autre côté re-
commencent la guerre avec la Russie
et la querelle qui depuis tant d'an-
nées divisait les deux empires, et
que les troubles survenus à la mort
d'Aga-Mohammed avaient interrom-
pue. Le règne de Feth-Aly-Schah
signala une nouvelle phase dans l'exis-

tence politique de la Perse. Tant que cet empire ne s'était trouvé en rapport qu'avec d'autres nations orientales, ses révolutions lointaines n'avaient attiré l'attention de l'Europe qu'à de rares intervalles, et seulement comme des événements dramatiques d'un haut intérêt, abstraction faite de toute considération politique. Mais, sur la fin du siècle dernier, la position de la Perse avait changé; elle se trouvait en contact avec deux puissances européennes du premier ordre : la Russie, qui, dans sa marche progressive, avait franchi le Caucase et ajouté la Géorgie à ses immenses domaines; et l'Angleterre, qui venait de se créer dans la péninsule indoustannique une vaste domination. Les intérêts divergents de ces deux nations, mêlés à ceux de la Perse, élevèrent sa position géographique tout intermédiaire à une haute importance. Nous allons voir ces intérêts, souvent en jén, se croiser et se combattre sous le règne de Feth-Aly-Schah. A l'époque de la guerre qui eut lieu entre Tippou-Sahé et la compagnie des Indes anglaises, sous le gouvernement du marquis de Wellesley (depuis duc de Wellington), l'Angleterre, sentant le besoin de se donner l'appui de la Perse, voulut renouveler les anciennes relations politiques qui existaient entre elle et ce royaume. Une ambassade que Tippou-Sahé envoyait à Feth-Aly-Schah fut bientôt suivie d'une ambassade anglaise. Cette mission fut confiée par le gouvernement de l'Inde à Mehdy-Aly-Khan, qui était d'extraction persane. Sur ces entrefaites, Tippou-Sahé ayant été tué lors de la prise de Seringapatnam, par les Anglais (4 mai 1799), sa mort laissa ceux-ci maîtres des conseils de la cour de Téhéran. En

1801, le colonel Malcolm, envoyé par le gouverneur-général de l'Inde, en Perse, conclut un traité par lequel il fut stipulé que cette puissance attaquerait le Khorassan et l'état des Afghans, et que l'Angleterre l'aiderait en contribuant aux dépenses de la guerre. Le monarque persan avait en effet porté les armes dans le Khorassan, conquit cette province. Ces nouvelles relations furent cimentées par l'envoi d'un ambassadeur de la part de Feth-Aly-Schah auprès du gouverneur-général de l'Inde. Haff-Khehli-Khan, qu'il avait chargé de cette mission, ayant par malheur été tué à Bombay, dans une rixe qui s'était élevée entre ses domestiques et les Indiens, et qu'il s'efforçait d'apaiser, le roi nomma de nouveau, pour le représenter, Mohammed-Naby-Khan, qui arriva sans obstacles à Calcutta. — A la mort du prédécesseur de Feth-Aly-Schah, l'état de rébellion dans lequel se trouvait la province d'Azerbaïdjan avait inspiré à Gourgaï-Khan, roi de Géorgie et fils d'Hévacius, la pensée de reconquérir les domaines usurpés sur son père par les Persans. En conséquence il avait envoyé Daoud-Myrza, son fils, à Saint-Petersbourg, pour solliciter l'appui de cette cour : il promettait de récompenser les Russes, et s'engageait à en garder une partie à son service. Le succès répondit à ses vœux : les Russes et les Géorgiens, commandés par Daoud-Myrza, réussirent à chasser les Persans de Tiflis, et rétablirent Gourgaï-Khan sur le trône; ensuite, ayant laissé quelques troupes auprès de ce prince pour maintenir la tranquillité dans la Basse-Géorgie, les Russes s'en retournèrent. Peu de temps après, une querelle ayant éclaté au sujet de la succession paternelle entre ce prince

frère Alexandre Myrza, se réfugia auprès de Feth-Aly ; et Gourgaï-Khan, craignant les Persans, envoya en 1803, pour la première fois, son fils Daoud-Myrza en Russie, afin d'en obtenir de nouveaux secours. Les Russes se présentèrent avec des forces plus considérables, et chassèrent les Persans d'Ismail. Ils se portèrent ensuite sur le Caucase, et, après avoir vaincu aisément tous les petits princes qui s'opposèrent à leur marche, ils s'emparèrent de cette province jusqu'à Tawriz, et se concilièrent facilement l'esprit des habitants, tant pour la plupart Arméniens que Géorgiens ; mais ces premiers succès furent de peu de durée. Les Russes, n'ayant eu d'abord à combattre que de petits princes, se virent forcés de passer aux armes de Feth-Aly. Dès que celui-ci sut qu'ils approchaient, il envoya son fils Abbas-Myrza, avec une armée de quarante mille hommes, pour s'opposer à leur progrès ; et lui-même, à la tête de soixante à quatre-vingt mille hommes, le suivit à quelques jours de distance. Abbas-Myrza surmonta les Russes à Gandja, où ils s'étaient réunis, les battit et les poursuivit jusqu'à Erywan. Là, il leur livra une autre bataille, et les força de se retirer sur Tiflis, qu'ils furent également obligés de quitter ; enfin la Géorgie fut conquise par les armes de Feth-Aly-Schah. Vers cette époque, l'Angleterre, cherchant à susciter des ennemis à Napoléon, négociait avec la Russie un traité d'alliance qui fut définitivement conclu à Saint-Petersbourg en 1806. Le rapprochement de ces deux puissances changeait la position du schah vis-à-vis de la Grande-Bretagne, sur l'intervention de la-

quelle il comptait pour le protéger contre la Russie. Ce fut au milieu de ces conjonctures que l'on reçut à Paris une lettre du roi de Perse, par laquelle il demandait à Napoléon son amitié et réclamait son assistance. On ignorait toutefois si cette lettre, qui avait été apportée à Constantinople par un Arménien, se disant négociant, était authentique ; on ne savait même pas si le prince qui s'y qualifiait de roi de Perse l'était en effet ; ses forces, ses ressources, vu l'éloignement et les troubles qui, depuis la mort de Nâdir-Schah, avaient bouleversé la Perse, n'étaient pas mieux connues. Dans cette incertitude, il fut jugé convenable de faire partir pour cette région lointaine un agent qui pût prendre toutes les informations nécessaires ; et Napoléon, entrevoyant dans une alliance avec Feth-Aly-Schah les moyens de nuire à la puissance britannique dans l'Inde, saisit avec empressement l'occasion qui s'offrait à lui. Il importait infiniment, pour assurer le succès de ce voyage, que le motif n'en fût point divulgué. Le schah le désirait, et l'on savait que la Sublime-Porte ne voulait point que des voyageurs européens traversassent ses provinces. De plus on devait penser que les agents de l'Angleterre et de la Russie employés dans l'empire Ottoman ne négligeraient rien pour faire échouer une semblable mission, s'ils en connaissaient l'objet. M. Jambert, à qui Napoléon la confia, partit de Paris, en secret, le 7 mars 1805, et, après un voyage difficile et périlleux, arriva le 6 juillet à Téhéran. L'année suivante, le général Gardanne fut envoyé en Perse, avec le titre d'ambassadeur de France, et avec l'ordre d'offrir d'abord au schah des secours contre la Rus-

sie. Pendant son séjour à la cour de Téhéran, ce général entreprit de discipliner les troupes persanes à la tactique européenne, et chargea de ce soin des officiers français attachés à l'ambassade, et qui, pour la plupart, étaient des hommes d'un haut mérite. Ces essais d'organisation militaire eurent un entier succès. Les Persans, avides de tout ce qui est nouveau, s'y prêtèrent avec empressement, et déjà l'attitude militaire qu'ils prenaient, grâce à ces nouvelles instructions, inquiétait sérieusement l'Angleterre, et aurait fini par amener des résultats importants si l'impéritie diplomatique du général, jointe à l'ignorance la plus complète des usages du pays, n'eût pas détruit tout l'effet de ces premiers travaux. Les Persans, traités journellement de *bêtes*, finirent, dit sir Harford Jones Brydges, par comprendre la véritable signification de ce mot, et par employer les moyens les plus singuliers (*very comical*) pour prouver aux Français qu'ils n'étaient pas si *bêtes* que ceux-ci se l'étaient imaginé. — Lorsque la paix de Tilsitt eut rapproché, en 1807, la France et la Russie, Gardanne promit au schah la médiation de Napoléon auprès de l'empereur Alexandre, afin de l'engager à rendre à la Perse les provinces que la Russie avait conquises sur elle. L'Angleterre, alarmée de l'influence qu'avaient prise les Français à la cour de Téhéran, résolut de la contre-balancer par tous les moyens possibles. La compagnie des Indes envoya dans ce but le général Malcolm, accompagné d'une suite nombreuse et brillante. Dès son arrivée, semant l'or à pleines mains, cet officier donnait 20 tomans (1) pour une simple

commission et cinquante pour bain. Par de riches présents, il gagna les ministres et les grands cour. Le roi lui-même, cédant à la fascination d'un prestige aussi puissant, ne tarda pas à prêter l'oreille aux nouvelles propositions qui furent faites. Pour dominer avec plus d'efficacité les conseils de la cour de Perse, Malcolm prit au gouvernement-général de l'Inde le titre de s'emparer de l'île de Kish dans le golfe Persique, d'y établir un siège d'une influence locale de façon à combattre celle des Français, à faire exclure de ces régions, à fonder un centre général de négociations politiques et d'opérations militaires. Ce plan fut adopté avec empressement, et le colonel Maclure arriva à Bombay, en janvier 1808, avec deux mille hommes de troupes pour le mettre à exécution. Pendant son absence de Téhéran, le cabinet de Londres venait d'opposer au général Gardanne un envoyé ordinaire qu'il avait fait partir pour la Perse. Sir Harford Jones, chargé de cette mission, ayant su, dès qu'il fut arrivé à Bombay, que les Français avaient perdu une partie de leur influence sur les conseils du schah, par suite de l'impossibilité qu'ils se trouvaient d'accomplir la promesse de faire évacuer la Gouzerat par les Russes; ayant appris en outre les embarras suscités à Napoléon par l'insurrection espagnole, et d'arriver au terme de son voyage. Comme le général Malcolm, il se fit en arrivant, l'or à profusion, et lui fit se monter plusieurs milliers de livres sterling. Ebloui par tant de générosité, le roi timide et vénale de Téhéran salua l'arrivée de l'envoyé avec joie, et vit sans peine le

(1) Suivant l'estimation de M. Joubert, le toman vaut actuellement 52 piastres ou 16 fr.

français. On peut juger des disons dont ceux-ci étaient animés la Perse, lorsqu'ils la quittèrent par cette inscription que M. ir trouva sur la muraille d'une n où ils avaient logé : *Veni-vidimus et malediximus Perregique, aulæque, magnatiæ, populoque*. Gardanne n'obtint définitive d'autre résultat de sa mission que de ramener avec lui un esclave persan, Asker-Khan, qu'on a vu à Paris en 1808. Il fut après lui, à Téhéran, M. Min et un autre Français que les anglais déclarèrent *les plus dangereux, comme aussi les plus hautes et les plus actifs de tous les Français attachés à la légation de* (2). A cette époque, les changements survenus dans les affaires d'Europe forcèrent Napoléon à renoncer définitivement à ses projets sur l'Asie. Feth-Aly-Schah, qui n'avait plus rien à escompter de sa part, mais au contraire avait tout à craindre des Anglais, se rapprocha de la Russie, et céda à leur influence, *renouant toute-puissante à compter avec l'Égypte du général Gardanne pour me servir des expressions d'un écrivain anglais*. Il jugea avec quelque gouvernement de l'Inde, par la proximité de sa position avec la Russie, était en mesure, soit de résister, soit de l'attaquer à volonté et la Grande-Bretagne, de ce côté, regardant la Perse comme une barrière entre l'Europe et ses possessions asiatiques, comme un boulevard propre à contenir les nombreuses guerrières qui habitent les bords nord-ouest de l'Indoustan, se hâta de faire tous ses efforts pour acquérir de l'ascendant sur la

annual register, 1815.

politique du schah. Elle sentait la nécessité pour elle que la Perse fût forte et florissante, et que son intégralité fût maintenue contre les *envahissements progressifs de la Russie*. Le cabinet de Londres ayant alors décidé que le plénipotentiaire qui était en Perse agirait seulement au nom du roi, on remplaça sir Harford Jones par sir Gore Ouseley. Grâce aux soins de celui-ci, les essais d'organisation militaire commencés par les Français furent repris avec une nouvelle activité, et avec non moins de succès. Dans le traité d'alliance que conclut le nouvel envoyé avec le schah, l'Angleterre s'engagea à lui payer, en cas de guerre avec la Russie ou d'invasion de la part de toute autre puissance, un subside de deux cent mille livres sterling, qui serait employé à solder et à entretenir un corps de troupes régulières de douze mille hommes d'infanterie; elle promettait, en outre, vingt-cinq pièces d'artillerie. Mais le point capital de cette négociation, celui que l'Angleterre voulait à tout prix atteindre, c'était d'arrêter les différends qui, depuis 1803, n'avaient cessé d'être agités les armes à la main entre la Perse et la Russie, et qui, poursuivis avec des chances inégales et partagées de succès, avaient fini cependant par tourner à l'avantage réel de cette dernière. En octobre 1812, les troupes persanes placées sous le commandement d'Abbas-Myrza, et sous la direction de deux officiers anglais, le major Christie et le capitaine Lindsay, campaient sur les bords de l'Araxe : le prince ayant voulu faire une irruption sur le territoire ennemi, malgré les conseils des deux officiers anglais, son camp fut surpris par les Russes pendant la nuit, et il eut deux mille hommes tués, cinq

cents blessés; il en perdit quinze cents faits prisonniers; onze pièces de canon lui furent enlevées, et lui-même faillit tomber entre les mains des ennemis. Le 31 décembre de la même année, un détachement de quinze cents Russes prit d'assaut la forteresse de Sincoran, sur les bords de la mer Caspienne; et la garnison, forte de quatre mille cinq cents hommes des meilleures troupes de l'armée persane, périt tout entière avec son commandant et ses officiers. Le traité qui survint entre les deux couronnes à la suite de ces hostilités, dont la durée s'était prolongée dix ans, depuis 1803 jusqu'en 1813, fut publié à Saint-Petersbourg en 1814. Il portait que la Perse cédait à la Russie une partie des provinces situées sur les bords de la mer Caspienne, tout le Daghestan; qu'elle renonçait en sa faveur à tous ses droits sur la Géorgie, l'Imérétie, la Gurie et la Mingrélie, provinces qu'elle lui cédait en toute souveraineté; que les vaisseaux de guerre russes auraient seuls le droit de naviguer sur la mer Caspienne; enfin divers avantages étaient stipulés en faveur du commerce russe en Perse.

— Six années s'étaient écoulées depuis ces derniers événements, lorsque la guerre éclata entre la Perse et la Porte-Ottomane, et voici quelle en fut l'occasion. Le pascha de la province turque d'Erze-Roum était dans l'usage depuis long-temps de commettre des exactions de toutes sortes contre les Persans, pèlerins, marchands ou voyageurs qui traversaient son gouvernement. Les plaintes répétées que le prince royal Abbas-Myrza fit entendre à la cour de Constantinople avaient, il est vrai, été suivies de belles paroles et de l'assurance formelle qu'une enquête au-

rait lieu et que justice serait toutefois les paschas d'Erze avaient été changés à différentes prises, et les mêmes abus constamment reproduits. Da occasion, le schah de Perse envoyé en pèlerinage à la Mecque de ses femmes accompagnées plusieurs dames persanes de qualité furent soumises à Erze-Roum; investigations les plus indécentes recurent encore d'autres ou Abbas-Myrza chargea Aga-M d'aller à Constantinople se p de cette violation du droit de mais le pascha d'Erze-Roum l'envoyé du prince à son dans cette ville, et il le retint quatre mois, après qu'il fit partir pour Tawriz, avec excuses et les plus solennelles protestations de mettre fin à ces actes coupables qu'on lui reprochait. Ces promesses n'ayant eu aucun effet, Abbas-Myrza, fatigué de l'insuccès de ses démarches de la Sublime-Porte, résolut de venger par lui-même d'insultes répétées: au printemps de l'année 1821, une armée entra dans la province turque de Wan, située sur le bord oriental de l'Euphrate et habitée en partie par des chrétiens. Les troupes sans attaquer et prirent la forteresse de Bayezid, sur la route centrale de Constantinople. La guerre, due pendant trois à quatre ans par suite des négociations infructueuses de kaymakam d'Abbas-Myrza, essaya d'entamer avec le pascha d'Erze-Roum, recommença au printemps suivant. Le serdar d'Erze, d'après les ordres d'Abbas-Myrza, s'empara de la ville de station militaire sur la li

ie, entre Eriwan et Erze-Le prince royal lui-même, mité Tawriz avec son armée uillet, attaqua les Turcs, le suivant, et en moins d'une défit complètement, enleva tes et leurs bagages, leur pièces de quatre et les pour- qu'à deux journées de mar- ze-Roum, dont il se serait ment rendu maître si le cho- fut venu tout-à-coup exer- ravages parmi ses troupes. le fléau, Erze-Roum fut pris mbre par les Persans, tandis shah de son côté, ayant in- gداد, s'emparait de cette s bulletins de cette guerre, le loin en loin par les jour- mands, ne nous ont fourni documents incomplets, et très-difficile de concilier. Les vraissent avoir pour leur part é plusieurs avantages signa- les résultats de la campagne rincipalement en faveur des Enfin, le 25 juillet 1823, les furent terminées par un ndé sur les mêmes bases i de 1744. Il portait que les r lesquels s'étendaient les s de la Turquie, et dont les s'étaient emparés avant ou a dernière guerre, seraient à la Porte avec toutes les es, toutes les places qu'ils ent. et telles qu'elles étaient r état présent; que les pé- ersans allant à la Mecque dine traverseraient le terri- loman, exempts de tout im- e toute taxe qui ne seraient actionnés par un antique usa- lte guerre avec la Porte-Otto- succéda une nouvelle avec e, la plus désastreuse sans t de toutes celles que Feth-

Aly-Schah ait soutenues, et celle qu'il importe d'étudier avec le plus d'atten- tion, parce que ses résultats forment la base des rapports qui existent au- jourd'hui entre ces deux puissances, et qu'ils ont donné lieu à l'une des plus graves questions de la politique euro- péenne vis-à-vis de l'Orient. Le traité de paix conclu à Goulistan, en 1813, sous la médiation de l'Angleterre, reconnaissait comme base de la pa- cification le *statu quo* actuel, c'est- à-dire que les deux parties belligé- rantes resteraient en possession du territoire qu'elles occupaient au mo- ment où les hostilités avaient cessé. En conséquence, les Russes avaient gardé le territoire de plusieurs kha- nats entre le Caucase et la mer Caspienne sur toute la ligne du Kour et même au-delà dans la Géorgie. Il fut convenu par l'article 2 que des commissaires seraient nom- més pour fixer les frontières des deux empires sur quelques points qui res- taient incertains. La cour de Saint- Pétersbourg, entraînée dans d'autres affaires, avait négligé pendant plu- sieurs années de s'occuper de cette délimitation, et les deux puissances n'avaient pas encore pu s'entendre, lorsque la mort de l'empereur Alexan- dre, arrivée en 1825, la conspiration et les mouvements séditieux de Saint- Pétersbourg et de Kiew, parurent à la cour de Téhéran une occasion favorable de reprendre les provinces que le malheur de ses armes l'avait forcée d'abandonner. Elle armait déjà, et préparait une agression inopiné, au moment où l'empereur Nicolas, écartant tout soupçon, en- voyait auprès du schah le prince Menzikoff pour lui faire part de son avènement au trône et terminer l'affaire des limites, si long-temps sus- pendue. Mais tandis que l'envoyé

russe, après avoir reçu d'Abbas-Myrza, en passant à Tawriz, les assurances les plus amicales, se dirigeait sur Soultanieh, camp d'été où résidait le schah, les troupes persanes se portaient sur la frontière septentrionale de l'empire, et les mollahs, se répandant parmi les populations, les appelaient à la guerre et à l'extermination des Russes, ennemis de l'islamisme. Dès que le plénipotentiaire russe fut arrivé à Soultanieh, des négociations s'ouvrirent, et les propositions de l'envoyé anglais faisaient espérer un rapprochement, lorsque l'on apprit que le khan de Talyshyne venait d'égorger la petite garnison russe d'Arkiwan et demandait des renforts à la Perse pour s'emparer de Lankoran. Dès ce moment, le premier ministre persan Aly-Yar-Khan et le prince Abbas-Myrza, auteurs de cette guerre, dont ils avaient arraché l'ordre au schah, ne se donnèrent plus la peine de dissimuler : on fit dire au prince Menzikoff que tout était prêt pour son départ ; les personnes attachées à sa légation et les courriers furent arrêtés, ses papiers enlevés, et lui-même, retenu à Eriwan sous différents prétextes, eut à souffrir mille vexations de la part du serdar, jusqu'à ce qu'on lui eût permis au bout d'un mois de rejoindre le quartier russe à Tiflis. Déjà les districts méridionaux de la Géorgie étaient envahis, Elisabethpol même était évacuée par les Russes : les Gazes, les Abazes, les Mingréliens et les populations à demi sauvages de l'Imérétie se soulevaient ou menaçaient de se soulever, et vers la fin d'août les districts de Karabagh, de Talyshyne et de Schyrwan étaient au pouvoir des Persans, avant que le général Yermoloff eût pu réunir assez de troupes pour arrêter le torrent qui

menaçait toute l'étendue de l'empire. Dans le premier moment, le lieutenant-général battit l'avant-garde des Persans de dix mille hommes, position sur la rive droite de Schamkor : après quoi il se la ville d'Elisabethpol, qu'il le 4-16 septembre presque à fébr. Ces avantages furent le plus important : le général Kewitch ayant, d'après les ordres du général en chef Yermoloff, pendant la nuit du 21 septembre, celles du comte Madatoff, contre Abbas-Myrza, qui avait opéré sa jonction avec son beau-frère Aly-Yar-Khan, le schah. Les deux armées se rencontrèrent à deux lieues d'Elisabethpol : elles étaient d'une force bien inégale : les Russes n'avaient que six mille hommes, tandis que les Persans comptaient douze mille hommes, vingt-sept mille fantassins, vingt-quatre pièces d'artillerie. Ici attaquèrent les premiers, mais le combat fut de courte durée, et mal dirigé, ne put résister longtemps contre celui des Russes. L'artillerie ébranlée fut mise en fuite par les Cosaques, la cavalerie persane, et ce ne fut plus bientôt qu'une déroute générale. L'armée persane poursuivant ses succès, traversa, chassa entièrement l'armée russe, et termina ainsi la campagne. Le but se trouva momentanément atteint. L'ennemi était éloigné, les communications étaient coupées, et les succès considérables, sur le territoire persan. Les succès pendant la campagne à Derbent, au-delà de Tawriz, fut la suite de l'issue fâcheuse qu'elle eut pour lui ; il était cependant

muer la guerre s'il ne pouvait la paix à des conditions favorables. L'Angleterre, voyant avec un grand intérêt le développement de la Russie dans la Perse, usa de toute influence pour amener les deux belligérantes à un accommodement ; mais ses tentatives de conciliation ne réussirent point, et une campagne s'ouvrit l'année suivante sous le commandement de Benkendorf, qui remplaça le général Kraskowitch, accusé d'avoir fait traîner en longueur et de n'avoir obtenu aucun résultat décisif. Le 15 juillet, l'avant-garde russe, forte de dix mille hommes, et ayant à sa tête le général Benkendorf, s'empara de Etschmiadine, position importante. Les Persans n'essayèrent pas de la reprendre. Le général Paskewitch, au bout de quelques jours, d'abord rapidement sur Nawa, qu'il occupa le 8 juillet, en même temps investir la ville d'Abbas-Abad ; puis, laissant une partie de ses troupes devant la ville, il va à la rencontre de Myrza, qui s'avancait à la tête de quarante mille hommes de troupes, renforcés par la cavalerie d'Hassan-Khan, l'Ériwan ; le général russe, à Araxe, attaque les Persans, les fait passer dans une position défavorable, et les défait complètement. Ceux-ci, poursuivis jusqu'au fort de Djwan-Boulak, perdirent près de cinq mille hommes et beaucoup de matériel. Abbas-Myrza lui-même fut pris par les Russes : son fusil et l'officier qui le portait tombèrent entre leurs mains. Le bulletin russe ne compte que quarante hommes tués, vingt blessés et trois disparus. Après la prise de Djwan-Boulak, la for-

teresse d'Abbas-Abad fut emportée par les Russes, qui y firent leur entrée le 19-31 juillet. Pendant que le général Krasowsky se portait sur Etschmiadine qui venait d'être investi par les Persans, Paskewitch recevait dans son camp de Carababa les soumissions des habitants du pays, et, par ses soins, les Arméniens répondant aux vues civilisatrices du cabinet de Saint-Pétersbourg, se constituaient en landwehr, et accueillaient avec empressement l'administration d'une nation chrétienne et amie. Le 27 septembre, le général en chef, ayant repassé sur la rive droite de l'Araxe, vint mettre le siège devant Serdar-Abad, et cette fois la forteresse, attaquée avec vigueur, se rendit au bout de quatre jours. De là il marcha sur Eriwan. La population de cette capitale, épouvantée par la prise de Serdar-Abad, était dans la consternation ; mais la garnison, forte de trois mille hommes, résistait assez bien. Enfin le 13 oct. elle se rendit à discrétion. Il s'y trouvait sept khans, treize bataillons d'élite qui furent faits prisonniers, trente-cinq pièces de canon, et une grande quantité de munitions de guerre et de grains, avec une partie considérable du trésor de Serdar. Le reste de la campagne ne fut plus qu'une suite de succès et de victoires faciles. Arrivés dans l'Azerbaïdjan, les Russes sous les ordres du général Eristoff s'emparèrent sans coup férir de Tawris, la seconde ville de l'empire et la résidence habituelle d'Abbas-Myrza. Le général Paskewitch y fit son entrée solennelle le 31 octobre. Accablé de revers qui s'étaient succédés avec une si désespérante rapidité et sans aucun avantage pour lui, le roi de Perse avait envoyé, dès le 29 octobre, Feth-Aly-Khan, gouverneur militaire de Tawris, auprès du général Paskewitch, pour

lui faire des ouvertures de paix. Des conférences s'ouvrirent entre le kâymakân d'Abbas-Myrza et le conseiller d'état russe (Obreskhoff dans un petit village à deux lieues de Tawriz, et se terminèrent le lendemain par les préliminaires d'un traité tout en faveur des Russes, et qui fut revêtu au bout de quelques jours de la sanction d'Abbas-Myrza, venu lui-même au camp des vainqueurs. Les Russes entrèrent alors en possession de toute la province d'Azerbaïdjan. Ce traité imposait à la Perse une contribution de vingt millions de roubles, la cession d'Eriwan et de toute la rive gauche de l'Araxe. L'Angleterre n'avait pas cessé d'avoir les yeux fixés sur tous les mouvements de cette lutte; elle s'inquiétait des succès de la Russie, qui, en affaiblissant ainsi les ressources de la Perse, menaçait l'indépendance politique de cet empire. La paix semblait désormais assurée entre les deux puissances belligérantes, et le cabinet de Saint-Petersbourg était tout occupé d'une rupture qui semblait imminente entre lui et la Sublime-Porte, lorsqu'au commencement de 1827, le schah fit annoncer au général Paskewitch qu'il ne ratifierait point le traité et qu'il ne paierait aucune indemnité si l'armée russe n'effectuait auparavant sa retraite derrière l'Araxe, et si elle n'évacuait entièrement l'Azerbaïdjan. Cette déclaration fut suivie immédiatement de la reprise des hostilités, et, malgré les rigueurs de la saison, les opérations militaires recommencèrent avec une nouvelle vigueur. D'un côté vers la droite, le général-major Paucratieff s'empara, le 15-27 janvier, sans aucune résistance, d'Ormiah, ville considérable et forte, sur le lac du même nom, dans l'Azerbaïdjan; de l'autre

côté, le lieutenant-général Schute-len se porta sur Ardebyl, la plus forte place de cette même province, qui capitula sur-le-champ (26 janvier-5 février). Le schah, cédant enfin, se hâta de donner des ordres pour l'exécution des préliminaires et pour la conclusion définitive du traité, qui fut signé au village de Tourkmantschaï (10-22 février 1828), par le général Paskewitch et le prince Abbas-Myrza. Outre l'indemnité de vingt millions de roubles accordés par la Perse, la Russie gagna dans cette guerre deux provinces considérables, le khanat d'Eriwan et celui de Nakhitchewan, et une frontière qui commande militairement les provinces persanes de manière à les laisser ouvertes aux attaques d'une première invasion, et qui fait perdre à la Perse tous les avantages que la nature du pays semblait lui assurer pour sa défense. — Les hostilités venaient à peine de cesser, lorsqu'un événement malheureux arrivé à Téhéran fit craindre un instant de les voir se rallumer. La Russie avait envoyé auprès du schah un ambassadeur, M. Grybydoff, pour presser l'exécution de quelques articles du traité de Tourkmantschaï, relatifs aux Arméniens et aux Géorgiens sujets de la Perse, et que la Russie voulait faire rentrer dans leur patrie. Il paraît que la conduite de Grybydoff fut peu mesurée, et qu'il mit à accomplir les ordres de l'empereur un zèle outré et une hauteur qui blessèrent mortellement les préjugés religieux des Persans et leur orgueil humilié déjà par les défaites qu'ils venaient d'essuyer. Dans le cours de son voyage à Téhéran, il avait rassemblée tous les Arméniens qu'il avait pu trouver, sans s'embarrasser si les conditions du traité leur étaient

applicables. A Karwin il n'échappa qu'avec peine à la populace, soulevée contre lui. A son arrivée à Téhéran, il voulut exiger la délivrance de deux femmes arméniennes récemment esclaves en Turquie, et qui avaient été amenées de Wan, lors de la dernière guerre avec la Porte. Quoiqu'elles refusassent sa protection et qu'elles préférassent rester à Téhéran, il s'obstina à les considérer comme sujets arméniens et à les faire partir pour leur pays. Conduites par ordre du roi, et sous la garde de l'un de ses eunuques, au palais de l'ambassadeur, pour que celui-ci pût s'assurer par lui-même de leurs véritables volontés, Grybydoff les retint de force toute une nuit : mais le matin, étant parvenues à s'évader, elles parcoururent les rues de la capitale en criant vengeance. La populace indignée se souleva et se porta menaçante devant la maison de l'ambassadeur, qui était gardée par deux cents hommes de troupes persanes et par vingt ou trente Kosaques ; ceux-ci ayant fait feu et tué six hommes, aussitôt les cadavres furent transférés dans six différentes mosquées où ils restèrent exposés, tandis que les mollahs, excitant le peuple par leurs prédications fanatiques, lui criaient qu'il faillit exterminer les meurtriers jusqu'au dernier. Ce fut alors que, sous l'influence de ces passions violentes, une masse d'environ trente mille hommes, ardente, exaspérée, se précipita sur le palais de Grybydoff, et, malgré les efforts d'un des fils du roi, accouru par les ordres de son père avec deux mille hommes, massacra l'ambassadeur et toute sa suite, à l'exception de l'un des secrétaires de la légation et de deux Kosaques que le prince parvint à sauver au péril de ses jours. Feth-Aly-Schah, tremblant à l'idée

des conséquences que pouvait amener ce fatal événement, expédia en toute hâte au général Paskewitch un agent confidentiel qui devait être le premier à lui raconter les faits dans leur plus exacte vérité, et qui était chargé de lui témoigner tous les regrets du roi. En même temps un prince du sang royal, petit-fils du schah, fut envoyé à Saint-Petersbourg, afin d'apaiser l'empereur et pour lui offrir toutes les réparations qu'il pourrait désirer. Nicolas, reconnaissant les torts de son agent et les efforts faits pour empêcher l'attentat dont il avait été victime, crut ne devoir donner aucune suite à cette affaire et se contenter, de la part du gouvernement persan, d'un désaveu formel de toute participation au crime qui avait été commis. Aucun autre événement remarquable n'a signalé le reste de la longue carrière de Feth-Aly-Schah, qu'il termina cinq ans plus tard à Ispahan, sur la fin de l'année 1834. Il avait désigné pour son successeur son troisième fils Abbas-Myrza, qui de cette faveur au hasard d'être né d'une mère appartenant à la tribu royale des Kadjars, tandis que ses deux aînés avaient reçu le jour d'une Circassienne. Prévoyant les divisions auxquelles donnerait lieu entre ses nombreux enfants le partage de sa succession, Feth-Aly-Schah avait engagé son puissant voisin le tsar, à soutenir ses volontés. A sa demande, la Russie avait reconnu, par le traité de Goulistan, le prince Abbas-Myrza comme héritier légitime du trône de Perse ; et cette déclaration avait été confirmée par le traité de Tourkmantschaï ; mais Abbas-Myrza mourut quelques mois avant son père, laissant un fils nommé Mohamed, que le vieux roi déclara son héritier. Cependant, à peine Feth-Aly-Schah eut-il cessé de

vivre que ses autres fils, ne tenant aucun compte du choix qu'il avait fait, crurent devoir en appeler aux armes. Zilla, l'un d'eux, assez heureux pour se trouver à Téhéran lors de la mort de son père, se fit proclamer schah, et ayant entre ses mains les trésors de l'état, il ne lui fut pas difficile d'établir son pouvoir dans la capitale. Un autre fils du roi fit reconnaître son autorité dans la province de Schyraz ; un troisième en fit autant à Kermanachah. Enfin un vieux ministre de Feth-Aly-Schah, nommé Amin-ul-Dewlet, rassembla des troupes et fit la guerre pour son propre compte. L'héritier légitime Mohammed, au moment de la mort de son grand-père, était à Tawriz avec un corps de troupes considérable, et disposé à le soutenir, s'il avait eu de quoi le payer. L'ambassadeur d'Angleterre et celui de Russie, qui étaient dans son camp, reconnurent ses droits ; mais le défaut d'argent le retint dans l'inaction au moment où il aurait fallu se porter rapidement sur Téhéran, avant que Zilla eût rassemblé des troupes ou se fût ligué avec le reste de ses frères. Dans cette perplexité, l'envoyé britannique se détermina à prêter au prince une somme d'environ vingt mille livres sterling, et l'armée marcha sur la capitale, sans rencontrer d'opposition. A son approche l'usurpateur fit sa soumission, implora son pardon, et Mohammed, étant entré à Téhéran, fut proclamé et reconnu schah. Une autre partie de l'armée du prince, commandée par un officier anglais, sir Henry Bethunes, triompha avec la même facilité des autres compétiteurs de Mohammed. Après avoir pris Lepahau, où l'un d'eux s'était retiré, il s'avança sur Schyraz, qui lui ouvrit

ses portes. Les princes de Schyraz et de Kermumhah se rendirent prisonniers, et Mohammed resta ensuite seul maître de la couronne. — Les annales de la Perse moderne offrent bien peu d'exemples d'un règne aussi long que celui de Feth Aly-Schah. Ce monarque en fut redevable à plusieurs causes parmi lesquelles on doit mentionner la rivalité de la Russie et de l'Angleterre, les circonstances heureuses qui accompagnèrent ou plutôt qui précédèrent son avènement au trône, enfin la politique ferme et habile qui présida à tous les actes de son administration. Son oncle Agamohammed, non moins connu par ses talents que par sa cruauté, après avoir écrasé tous les compétiteurs qui pouvaient disputer la couronne à Feth-Aly-Schah, disait qu'il avait bâti un palais dont les murs étaient cimentés avec tant de sang que Baba-Khan (c'est le nom qu'il donnait habituellement à son neveu) pourrait y dormir en toute sûreté. Feth-Aly-Schah avait soin de retenir auprès de lui les gouverneurs et tous les grands personnages qui lui étaient suspects : il les obligeait chaque jour à se présenter à sa cour, et les rendait responsables de la moindre atteinte qui aurait pu être portée à l'ordre public dans les provinces où ils avaient commandé ou dans lesquelles ils avaient de l'influence. Ce prince était d'une stature élevée, d'une physiognomie qui rappelait le caractère des hommes du Turkestan, dont il était issu. Ses yeux vifs et enfoncés étaient ombragés par des sourcils très-épais. Une barbe longue et touffue descendait sur sa poitrine, et, comme tous les Persans, il la faisait peindre et entretenir avec soin. Les voyageurs qui l'ont approché le représentent comme un homme affable, généreux, mais sévère

ls et implacable dans sa com-
ment les sciences et la litté-
qu'il se plaisait lui-même à
La bibliothèque royale pos-
manuscrit rapporté de Perse
Jouannin, et qui renferme des
des chansons composées par le
sité. Pour en donner une idée,
terons celle qui se trouve dans
ge en Perse de M. Warning :
tu voulais, ô ma bien-
e, étaler toute la beauté aux
de Wamic, ah ! certes il
ifierait la vie d'Asra sur l'au-
de tes perfections. — Si
sout pouvait contempler tes
mes, oui, ses pensées cesse-
st d'appartenir à Zouleykha.

Viens à moi, et ne mets
d'obstacles à mes desirs ; ne
ois plus tes promesses à de-
ic — Lorsque la bien-aimée
Khacan vient à lui, parée de
grâces, un seul de ses regards
pour embraser son cœur. »
n plaisir et de la chasse,
tant guère de la royauté que
ns qui pouvaient se concilier
se vie sédentaire, Feth-Aly-
parut rarement à la tête de
nées, dont il laissait le com-
ment à ses fils : aussi les Per-
s'accordent-ils à lui refuser les
guerrières. Les cinq cents
que renfermait son harem lui
ent un nombre si considérable
ls, qu'un écrivain anglais
eplaisamment *le plus prolifi-
souverains qui aient existé*.
8, il avait déjà quatre-vingt-
et cinquante-trois filles : ses
et petits-enfants mâles al-
usqu'au nombre de trois cent
rings, et l'on cite une se-
pendant laquelle il vit trente
ix rejetons augmenter sa race.

DUL.

FEUERBACH (PAUL-JEAN-
ANSELME de), criminaliste allemand,
né à Iéna le 14 novembre 1775,
suivit ses parents à Francfort-sur-le-
Mein, dès l'âge de trois ans, et, après
avoir achevé ses premières études
dans cette ville, se rendit en 1792 à
l'université d'Iéna. Sa vocation à cette
époque était loin d'être décidée. Il s'é-
tait saturé de la lecture des classiques
anciens et principalement des poètes.
Doué de l'esprit le plus vif, il com-
mença par vouloir tout étendre ;
mais, bientôt restreint par la dure né-
cessité de subvenir à ses dépenses uni-
versitaires et de partager son temps
entre les leçons qu'il pouvait donner et
celles qu'il aspirait à suivre, il jeta
son activité sur une science unique :
ce fut la philosophie. La puissante
voix de Reinhold l'avait décidé. Du
reste, brûlant bien plus de savoir
que d'avoir, il se contentait du plus
mince nécessaire pour donner plus
d'heures à ses études. Il acquit, par
là, non seulement des connaissances
positives étendues, mais une rare
puissance de concentration d'esprit.
Remarqué de ses maîtres comme de
ses condisciples, âgé de vingt ans à
peine, il fit, sous les auspices de Ten-
nemann et d'autres savants, son appa-
rition dans la carrière philosophique
par des essais qui furent salués d'ap-
plaudissements unanimes. Mais déjà
de la philosophie pure, qu'il avait
comme explorée dans tous les sens,
il en était venu à celle des applica-
tions scientifiques de la philosophie
qui revient le plus fréquemment dans
la vie usuelle, à la science de la lé-
gislation. Et pour se mettre en état
de mieux préciser ses idées sur l'ori-
gine, sur la valeur, sur la légitimité
du droit naturel, il suivait les leçons
des Schaubert, des Hufeland. Ces
illustres professeurs opérèrent sur lui

la même impression que Reinhold, et bientôt il fut enthousiaste du droit, ainsi qu'il l'avait été de la philosophie. Ce dont on ne peut douter, c'est que cette étude préliminaire à laquelle il s'était livré l'avait admirablement préparé pour la science législative, et que la philosophie, telle qu'il l'avait apprise, fut pour lui le reste de sa vie le flambeau, le scalpel et la pierre de touche des vérités jurisprudentielles. Ses progrès dans cette nouvelle sphère furent en même temps gigantesques et rapides. Il était encore censé étudiant que déjà des essais de la plus haute portée le classaient parmi les juristes du premier ordre, et annonçaient une de ces intelligences qui changent la face de ce qu'elles touchent et qui ouvrent des voies nouvelles à leur siècle. Cependant, indépendamment des études qu'il suivait pour son compte, il fallait trouver du temps pour se créer des ressources. Marié trop jeune, en 1795, il avait une femme et enfants à soutenir. Son courage indomptable fit face à tout : la vente de ses ouvrages lui commençait un maigre budget que quelques leçons enlaient et dont le déficit se compensait par des privations. Cet état de choses au reste ne dura pas. Docteur en philosophie en 1795, en droit en 1799, il obtint sans peine la permission de faire des cours publics dans sa demeure, et dès cet instant ses lectures attirèrent un grand nombre d'auditeurs payants. Très-peu de temps lui suffit alors pour prendre place parmi les maîtres de la science et parmi les chefs d'école. Autour de lui se groupèrent, entre autres hommes distingués, Grollmann et d'Almendingen. Avec eux il entreprit la *Bibliothèque du droit pénal*, recueil qui fait époque dans l'his-

toire de la jurisprudence, et où l'habile triumvirat cherchait tantôt à prouver par des études sur une foule de points spéciaux la légitimité de leurs propositions fondamentales sur le droit, et le faible des solutions données par telle ou telle loi positive d'après des principes différents; tantôt à déduire des axiomes posés par eux comme base et point de départ de la science, les corollaires particuliers qui doivent être des articles de loi. En 1821, il fut nommé professeur extraordinaire de droit à l'université d'Iéna et assesseur du tribunal du maire, puis professeur ordinaire de droit féodal. Il ne fut pas plus tôt pourvu qu'il lui vint de tous côtés des offres. En un mois, quatre universités lui firent ainsi des propositions. Il donna la préférence à celle de Kiel, où il s'installa et où il fit un séjour de deux ans. Ses cours dans cette ville eurent successivement pour objet le droit naturel, le droit criminel, les institutions, les pandectes, l'herménéutique. A la composition des leçons qu'il lisait en public, il joignait celle de divers écrits relatifs à la science, et des études alors nouvelles pour lui sur la jurisprudence comparée, et en particulier sur les législations orientales et sur les sources de ces législations. De plus, il coopérait très-activement aux travaux du collège des sentences, présidé par Trendelenburg, et, ce qui le contrariait le plus, il avait à remplir les fonctions pour lui très-fastidieuses de syndic de l'université. Ce désagrément pourtant ne l'empêcha pas d'être chassé de Kiel, s'il avait trouvé dans cette ville un auditoire comme il en rêvait ou comme il était habitué à en voir un à Iéna, nombreux, pressé, partant électrique, et où le maître pût discerner beaucoup de jeunes talents. La salle de Kiel lui

ait un désert. Appelé en 1804 adshut en Bavière, comme lter antique et professeur; il donc Kiel sans grand regret. ia protestant, et le premier tant qui pût se vanter d'avoir bé dans une université baya- fi n'y fut en butte à nul acte érance, et même les hommes is judicieux reconnaissaient en tendances catholiques très- tes: le gouvernement le voyait œil, et comme il était notoire àque mois, pour ainsi dire, il it des propositions de plus en Maisantes, on augmenta ses ap- ments à diverses reprises. En he ses talents, ses succès, sa e lui faisaient des jaloux; plu- de ses collègues surtout l'ho- nt de leur haine et entraînaient lves dans leur cabale; on tra- ses idées, on voulut ridiculiser pressions: la vivacité des unes, rdiesses des autres donnaient eu à la mauvaise foi. Cette à coup d'épingles donna de ur à Feuerbach, qui peu en le perdre du temps à se dé- contre ceux qui ne le com- ént pas ou affectaient de ne comprendre, pria l'électeur s' dispenser de ses fonctions pro- les (1805). Maximilien-Jo- qui dès l'année précédente chargé de formuler un pro- code pénal pour la Bavière, fit à sa demande, et lui con- 16 déc. 1805) le titre de e extraordinaire du départe- ministériel secret de justice et , avec le rang de référendaire , et l'appela dans sa capitale. e suivante, il troqua ce titre celui de membre ordinaire; en 1808, il devint conseiller. en activité: avancement plus

que justifié non seulement par la multitude de ses travaux, mais par l'influence immédiatement heureuse qu'avait produite sa présence. Dès 1806 parut une ordonnance, son ouvrage, laquelle abolissait la tor- ture et prescrivait aux magistrats la conduite à tenir à l'égard des pré- venus qui nient. C'était un pas im- mense pour la Bavière. Ensuite vin- rent divers réglemens, plus en har- monie avec l'esprit du siècle, sur la braconnerie, sur la corruption des agents du pouvoir, etc. Enfin, en 1808, la première partie du plan du code pénal fut terminée; une commission spéciale eut ordre d'en dire son avis, et, à quelques modifi- cations près, exprima l'approbation la plus entière: elle avait pour objet les crimes et les peines. La seconde partie relative à l'instruc- tion ou procédure fut prête au même instant. Toutes deux alors, sur la proposition de Feuerbach lui-même, furent soumises à un double examen; d'abord à celui des sections de la jus- tice et de l'intérieur, ensuite à celui du conseil secret, toutes les sections réunies et le roi présidant. Sorti vainqueur de cette double ou triple épreuve, le projet reçut enfin la sanction royale et prit le nom de code pénal bavarois, le 16 mai 1813. Parallèlement à la confection du code pénal, Feuerbach faisait mar- cher la rédaction de la loi civile. Mais la plus d'incertitudes se présen- tèrent. D'abord, le roi de Bavière avait voulu qu'on prit pour base le code Napoléon, quitta à modifier, à intercaler, à détruire, chaque fois que la disposition française serait contraire soit à l'équité, soit à ce qu'exigeait l'état des esprits en Ba- vière. Cette tâche, à l'exception de quelques chapitres particuliers, fut

finie en 1808, et l'œuvre fut, comme la première partie du code pénal, remise à la commission législative, qui l'approuva; et très-peu de temps après (1809), la nouvelle rédaction fut imprimée sous le titre de *Code civil universel pour le royaume de Bavière*. On croirait d'après cela que le roi se hâta de le revêtir de sa sanction et de lui donner force de loi. Il n'en fut point ainsi : quelques points graves restaient à fixer, entre autres les hypothèques, et cette partie du travail devait se faire au sein même du conseil secret, après quoi l'on sanctionnerait le tout ensemble. Mais ce qu'un seul suffit à parfaire, dix en se réunissant l'ébauchent à peine. On discuta, on s'ajourna, on renvoya de jour en jour, et finalement la fatigue prit les uns, le découragea les autres, puis on s'aperçut que les dispositions du nouveau code déplaisaient fréquemment aux Bavares. Alors fut mis de côté le projetimité du code français, et l'on prit pour modèle le *Codex Maximilianeus*, de longue main en usage dans la vieille Bavière. Ce changement de résolution eut lieu en 1812. A Feuerbach encore fut confiée la tâche d'accommoder les lois surannées de Maximilien avec les besoins et les exigences modernes : seulement on lui donna deux collaborateurs illustres aussi, le baron d'Arétin et le conseiller d'état Gœnner. Malgré les efforts de ce triumvirat renommé, la rédaction demandée ne fut ni examinée par une commission *ad hoc*, ni mise en vigueur par le roi. Au milieu de ces occupations laborieuses survinrent les événements de 1813 et 1814. Ils fournirent à Feuerbach l'occasion de se montrer comme écrivain politique, et les brochures qu'il publia dans ces années

mémorables peuvent jusqu'à un certain point être prises, sinon pour l'expression de la pensée du cabinet bavarois, du moins pour l'expression de ce qu'il voulait que l'opinion allemande et les grandes puissances crussent sa pensée. Aussi sa faveur se soutint-elle constamment, et on le vit rapidement devenir second président de la cour d'appel de Bamberg, commissaire-général du cercle de Salzach, premier président de la cour d'appel d'Anspach. En 1821, il obtint un congé pour venir en France observer les formes des institutions juridiques qu'on peut perfectionner encore sans doute, mais qui ont fait à juste titre l'admiration de l'étranger, et qui ont servi de modèles à ceux mêmes qui sur quelques points ont fait mieux. Le roi subvint généreusement aux frais du voyage. Feuerbach survécut encore neuf ans à son retour, et mourut le 9 déc. 1833, à Francfort-sur-le-Mein. Il n'avait que cinquante-huit ans, et son esprit jouissait de toute la vigueur de la jeunesse. Peu d'hommes méritent plus que lui un rang élevé dans l'histoire du droit. Il eut la science à un rare degré ; il eut l'art de l'exposer, soit comme écrivain, soit comme professeur ; il eut la gloire de la faire progresser en découvrant des points de vue nouveaux, en établissant des principes féconds et lucides, en détrônant de mauvaises doctrines ; il eut le bonheur de transporter les théories dans le concret, et de devenir comme législateur un des bienfaiteurs de l'Allemagne ; enfin il eut le mérite d'appliquer la législation et de se montrer aussi vénérable président qu'admirable juriste. Ajoutons à ses titres d'honneur que par son génie, son beau caractère et sa position dans le

il exerça au loin sur les hommes sur les petits, sur les hommes sur les présents, une qui, elle aussi, fut un avancement la science, et grâce à la fit admettre des vérités qui, cette circonstance, auraient ce de se morfondre sous la porte des princes. Bien e Feuerbach fût devenu célèbre et Beccaria avaient améliorer l'axiome qui dit : proportionnez la peine à la fautes. Glogin et Sonnenfels avaient par leurs savants travaux et les deux philosophes n'avaient tracé la formule générale la suivre pied à pied dans les cas spéciaux. Glogin, Wismelin, en recommandant au un empirisme circonspect, sage et qui sache tout coter à valeur; d'autres, en donnant à l'art de faire des lois relation ou l'intuition des véritables, avaient fixé l'atten-

L'origine du droit et familière avec les grandes notions qui peuvent féconder la science, et par la conscience de sa légitimité ces entre faites vint Kant, au travers d'idées plus justes siennes, jeta cet étrange passage : « La source du droit, c'est la nature » et Zachariae d'adopter l'idée et de le placer parmi ses fondamentales du droit criminel publique. Feuerbach a fait justice du paradoxe et a prévenu par là pour à la barbarie. Il établit que le droit pénal n'a que deux fonctions à prendre en considération : l'infraction à la loi et le préjudice à la tranquillité publique. Notamment il s'occupa de la sanction positive, en faisant déduire son principe chaque qua-

lification de crime ou délit et chaque peine répressive de la faute. Son école se divisa bientôt en deux nuances : 1^o les préventistes, qui distinguent dans la loi la menace de la peine et l'accomplissement de la menace, et qui, à cette réalisation de la menace donnant un but autre que la punition, reconnaissent à la puissance judiciaire le droit de substituer à la peine des peines moindres; 2^o les rigoristes, qui tiennent religieusement à la lettre du code et qui pensent qu'impassible et sans vue de l'avenir, la justice n'est et ne doit être que la langue et le bras de la loi. Feuerbach était à la tête des rigoristes : aussi fut-il un froid champion, pour ne pas dire l'antagoniste du jugement par jurés ; car quel est le but réel de cette forme de procédure, si ce n'est d'arbitrer en quelque sorte la peine en donnant au fait le degré de criminalité qui commande cette peine ? Malgré cette inexorable rigueur, le code pénal de Feuerbach est digne de toutes nos louanges. Ce fut un inappréciable bienfait pour la Bavière, jusque-là régie par les draconiennes dispositions du *Codex juris criminalis Bavarici*, honte de Kreitmayer, et digne rival de la Caroline, qu'il surpassa quelquefois en injustice et en atrocité. Il fut le modèle des codes de Wurtemberg et de Saxe-Weimar. Le grand-duché d'Oldenbourg l'adopta sans modification ; le conseiller danois Erstadt le recommanda comme le modèle des codes ; le roi de Suède le fit traduire par Osenius pour l'adapter à son royaume. Les ouvrages capitaux de Feuerbach sont, outre son *Code pénal et son Code civil d'après le Code Napoléon* : 1. *Les seules preuves qu'il soit possible d'alléguer contre l'existence et la*

valeur du droit naturel, Leipzig, 1795 (en réponse aux attaques de Rehberg contre la réalité du droit naturel). II. *Critique (c'est-à-dire exploration et évaluation) du droit naturel comme introduction à la science du droit naturel*, Altona, 1796 (même esprit et même but, mais plus d'ensemble et de grandiose que dans l'essai précédent). III. *L'Anti-Hobbes, ou Limites du droit du plus fort*, Erfurt, 1798. IV. *Recherches philosophiques et jurisprudentielles sur le crime de haute trahison*, ibid., 1798 (prélude de ses grands travaux sur le droit pénal). V. *Révision des axiomes fondamentaux et des idées fondamentales du droit pénal*, Giessen, 1799 et 1800, 2 vol. (ouvrage moitié polémique, moitié de doctrine, où il démontre combien les lois pénales en général étaient en arrière de la société, combien désormais elles sont peu viables et combien l'importation de l'humanité dans la législation est devenue en même temps nécessaire et sans danger: les objections ne manquèrent pas, et la célébrité de Feuerbach date de ce moment). VI. *De la peine en tant que garantie contre les futures infractions à la loi de la part du coupable*, Chemnitz, 1800. VII. *Manuel du droit pénal universel en usage dans l'Allemagne pour les crimes privés*, Giessen, 1801; 9^e éd., 1826 (ce manuel fut véritablement le vade-mecum de tous les élèves en droit de l'Allemagne). VIII. *Essai de droit civil*, Giessen, 1803. IX. *Examen critique du plan de Code pénal rédigé par Kleinschrod pour l'électorat palatin*, ibid., 1804, 3 vol. X. *Remarques de droit criminel*, ibid., 1808 et 1811, 2 vol. XI.

Thémis, ou Documents de lation, Landsbat, 1812. XII. *Sidérations sur le jugement jurés*, ibid., 1812. XIII. *Sidérations sur la publicité d'struction criminelle et la nédes débats oraux*, Giessen, et 1825, 2 vol. Parmi ses bres nous citerons : 1^o *Où nous*; 2^o *La monarchie universelle*; 3^o *Le tombeau de l'humanité*. P.

FEUILLET (MADELEINE), philosophe, a été placée, par ses contemporains, au nombre des illustres du siècle de Louis XIV. Elle fit, sous la direction de son père, la nouvelle *Pandore* de Voltaire. Elle fut la Nièce de Nicolas Feuillet (V. nom, XIV, 440), pieux chanoine de Saint-Cloud, dont l'éducation fut plus soignée que ne l'est généralement alors celle des filles. On lui enseigna même le grec. Elle fit, sous la direction de son père, de grands progrès dans la science spirituelle; mais c'est par erreur que M^{me} Briquet (*Dict. des Femmes*, 146) suppose qu'elle était pieuse. La pratique des bonnes œuvres n'exclut point le goût de l'étude; elle y consacrait ses loisirs, et successivement plusieurs ouvrages de piété, qui furent très-bien accueillis par des lecteurs auxquels ils étaient destinés (Voy. le *Journal des sages*, ann. 1690). Indépendamment de la traduction des deux Traités de Traité de Drexel ou Drexelius (V. nom, LXII, 585) : *La voie qui conduit au ciel*, Paris, 1688; *l'Ange-gardien*, 1691, in-12; cite de M^{lle} Feuillet : I. *Sentiments chrétiens sur les principaux mystères de N.-S.*, Paris, 1688, in-12; II. *Concordance des prophéties avec l'Évangile*, sur la Passion, la Résurrection et l'Ascension de Jésus-Christ, ibid., 1690, in-12.

être fins de l'homme, ibid.,
n-12. IV. *L'Ame chrétienne*
à l'esprit de Dieu, ibid.,
n-12. A la date de l'impres-
sion de ce dernier ouvrage, M^{lle}
n'avait guère que cinquante
ans on n'a pu découvrir l'épo-
que de sa mort. W—s.

LE TRIER (JEAN-FRANÇOIS-
RHE), évêque de Beauvais,
à Paris le 2 avril 1785, et
les premiers élèves du sémi-
naire Saint-Sulpice rétabli après la
révolution. Dès qu'il eut été ordonné
par le cardinal Fesch, alors
aumônier, se l'attacha et le
secrétaire-général de la gran-
de-aumônerie. M. Feutrier demou-
ra le cardinal, et exerça ces
fonctions du ministère
ecclésiastique. Il accompagna ce pré-
sident de 1811, et prit secrè-
tement part à plusieurs opérations de
séjour, ce qui le fit mal noter
par l'esprit de l'empereur. Sous la
révolution, l'abbé Feutrier fut con-
tinua les fonctions de secrétaire-
de la grande-aumônerie, et
fut vicaire-général, lorsque
Quélén, qui occupait cette
place, prit possession de l'archevêché
de Paris. Il se livrait en même temps
à l'éducation. On a de lui une
funèbre du duc de Berri et
de la duchesse d'Orléans douai-
nière. Son activité et son aptitude
à ces affaires ne purent le préser-
ver de disgrâce. Il fut écarté de
la grande-aumônerie en 1822, mais
nommé presque aussitôt grand-
vicaire de Paris, et en juin 1823 il
fut curé de la Madeleine. Sou-
verain aisément à s'exercer dans

cette vaste paroisse. Il gagna la con-
fiance des plus riches paroissiens,
créa des ressources pour les pauvres,
bâtit une chapelle auprès de son église,
et montra dans son administration
autant d'intelligence que d'activité.
Nommé à l'évêché de Beauvais en
janvier 1825, il fut préconisé à
Rome le 21 mars suivant, et sacré
dans l'église Sainte-Geneviève le 24
avril. Les commencements de son
épiscopat à Beauvais furent marqués
par une activité extrême. Il résida
dans son diocèse, donnait des mis-
sions, et prêchait souvent; il publia
une circulaire pour favoriser l'instruc-
tion primaire, et fit paraître un nou-
veau catéchisme (2) et un nouveau
bréviaire. Il présida, à la fin de
1827, le grand-collège du départe-
ment de l'Oise. En mars 1828,
M. Frayssinous, évêque d'Hermopoli-
s, ayant donné sa démission du
ministère des affaires ecclésiastiques,
indiqua au roi l'évêque de Beau-
vais comme un des prélats qui con-
venaient le mieux pour cette place.
Les circonstances devenaient cepen-
dant de plus en plus difficiles. Des
dispositions peu favorables au clergé
se manifestaient dans la chambre et
dans les feuilles qui avaient le plus
d'influence. L'évêque de Beauvais
espéra calmer la violence des partis
par quelques concessions. Le 30 mai
1828, il prononça à la chambre des
députés un discours où il parut pren-
dre mollement la défense des jésuites
alors attaqués de toutes parts. Deux
ordonnances royales du 16 juin eu-
rent un grand éclat : l'une fermait
les petits séminaires dirigés par les
jésuites, l'autre mettait plusieurs en-
traves aux autres petits séminaires.

a encore de lui un *Eloge historique et*
de Jeanne d'Arc, pour l'anniversaire de
sa mort à Orléans, le 8 mai 1430, pro-
posée la cathédrale de cette ville le 8
mai, et imprimé ibid., 1823, in-8°. F—s.

(2) Il y a une critique de ce catéchisme sous
le titre d'*Observations sur le nouveau catéchisme*
de Beauvais, par l'abbé Clausel de Coussergues,
1828, in-8°.

La première était contre-signée du garde-des-sceaux, quoiqu'elle parût être plutôt dans les attributions du ministre des affaires ecclésiastiques; la deuxième était contre-signée par celui-ci et précédée d'un rapport qu'il avait fait au roi. Ces deux ordonnances, louées par toutes les feuilles libérales, excitèrent un vif mécontentement dans le clergé. Plusieurs évêques se réunirent à Paris, et arrêtaient de présenter au roi un mémoire pour faire entendre leurs réclamations. Ce mémoire, daté du 1^{er} août 1828, et signé du cardinal de Clermont-Tonnerre, archevêque de Toulouse, au nom de tous les évêques, fut en effet remis à Charles X, mais n'empêcha point le ministère de poursuivre l'exécution des ordonnances. L'évêque de Beauvais se trouva donc en opposition avec les autres évêques. Blâmé par eux, il laissa sortir des bureaux de son ministère des circulaires et des écrits qui ne réconcilièrent pas le clergé avec les ordonnances. Des lettres du cardinal de Clermont-Tonnerre qui furent rendues publiques le blessèrent extrêmement. Enfin, son crédit à la chambre parut affaibli; on doit cependant reconnaître qu'il fit plusieurs choses utiles au clergé. Il augmenta le nombre des cures et accorda huit mille bourses pour les petits séminaires. Au mois d'août 1829, le ministère Portalis et Martignac dont il faisait partie fut renversé. Le prélat fut très-sensible à cette disgrâce à laquelle il ne s'attendait pas. Il retourna dans son diocèse et y tomba presque aussitôt dans un état de mélancolie qui augmenta progressivement. L'air de la campagne, les soins des médecins, les distractions qu'il essaya de prendre, rien ne put dissiper cette maladie; étant venu à Paris pour consul-

ter, il fut trouvé mort dans son lit le 27 juin 1830, peu de jours après son arrivée. Un esprit aimable et un cœur excellent lui avaient donné de nombreux amis. Sa piété vraie, son zèle, son activité promettaient de rendre son administration utile au diocèse, quand il se trouva porté au ministère dans des circonstances critiques, où la pureté de ses intentions ne suffisait pas pour lui faire éviter tous les écueils au milieu d'une mer si orageuse. P—C—T.

FIACCHI (Louis), poète et critique distingué, naquit en 1754 à Mugello dans la Toscane. Après avoir terminé ses études, il embrassa l'état ecclésiastique et professa, plusieurs années, la philosophie dans un collège. En quittant l'enseignement il obtint un canonicat, et mit à profit les loisirs de sa nouvelle position pour cultiver la littérature. Ses utiles travaux sur la langue toscane lui ouvrirent les portes de l'académie de la *Crusca*, dont il fut un des membres les plus laborieux. Il mourut à Florence le 26 mai 1825. Outre un grand nombre d'articles dans les journaux littéraires, il a publié dans la *Collezione d'opuscoli scientifici*, etc., des observations sur les *Cene* de Grazzini, tome VI. La *Leçon* de Giacomini sur le sonnet de Pétrarque : *La gola, il sonno e le oziose piume*, XIX, et des *pièces inédites* de Rucellai, précédées de recherches sur la vie de l'auteur, XXI. Il a, d'après un manuscrit, donné dans la *Collezione d'opuscoli inediti*, Florence, 1807, la dissertation de Benoît Varchi sur le *verbe*, ses modifications et ses inflexions. On lui doit des éditions très-estimées de l'ancienne version du traité de Cicéron, *Dell' amicizia*, 1809, in-8°, de la *Dafné* de Rinuccini, 1810,

(ici le chanoine Fiacchi s'est sous le nom académique de *Clasio*, qu'il a pris également de ses poésies, dont on parut-à-l'heure) : d'un *Scelta di antiche*, 1812, in-8°, et des vers de Cecchi : *le maschere e maritano*, 1818, in 8°. Enfin le Fiacchi : I. *Dichiarazione di tutti i proverbi, detti e parole*, in-8°. Cet ouvrage avait paru précédente dans le volume des actes de l'académie de la Crusca. La nouvelle édition est augmentée de passages des comédies inédites de Cecchi, contenant des mots et proverbes omis dans les vocabulaires. II. *Osservazioni sul Decamerone di Boccaccio, con due lettere dette nell' accademia*, etc., in 8°. Ces remarques, les puresment grammaticales, les historiques, se rapportent à l'ouvrage du *Decamerone* publié en 1807, par Michel Colombo III. *Lettere*, 1807, in-8° : il existe des exemplaires in-4°; 1820, Paris. Ces deux éditions, citées par l'abbé Fiard dans la *Serie dei testi*, contiennent cent fables et quarante lettres sur des sujets rustiques. Ces lettres, au jugement de l'habile critique, sont autant de chefs-d'œuvre ; les fables, pour le naturel et la pureté du style, sont dignes de l'âge d'or de la littérature italienne. IV. *Lettere pastorali e rusticali*, Milano, 1808, gr. in-8°. Ce recueil n'est pas moins estimé que le précédent. Les deux assignent à Fiacchi un rang très-distingué parmi les poètes modernes de l'Italie. W—s.

FIARD (JEAN-BAPTISTE), auteur d'ouvrages très-singuliers, était né le 18 novembre 1736, à Dijon, d'une famille respectable. En terminant ses études, qu'il avait faites

sous la direction des jésuites, il embrassa la règle de ses maîtres et fut envoyé régent au collège d'Aleuçon. A la suppression de la société, n'étant pas engagé dans les ordres, il aurait pu rentrer dans le monde; mais il se sentait appelé vers l'état ecclésiastique; et lorsqu'il eut passé quelque temps à Paris, au séminaire de Saint-Nicolas du Chardonnet, il revint à Dijon exercer les humbles fonctions de vicaire. Imbu de l'idée que les hommes peuvent se mettre en communication avec les esprits infernaux, et recevoir d'eux le pouvoir d'opérer des choses extraordinaires, il finit par attribuer aux magiciens ou démonolâtres tout ce qui lui paraissait sortir de l'ordre naturel. L'abbé Fiard signala, dès 1775, cette secte abominable, dans une suite de *lettres*, imprimées d'abord dans les journaux, et qu'il reproduisit sous le titre de *Lettres magiques*, ou *Lettres sur le diable*, Paris, 1791, in-8°. La révolution qui venait de s'accomplir était, suivant lui, l'œuvre du démon, on doit penser qu'il s'en montra dès le principe l'adversaire déclaré. Le décret qui prononçait la déportation des prêtres insonmis renfermait en faveur des sexagénaires une exemption dont on fit jouir l'abbé Fiard, quoiqu'il n'eût pas encore atteint sa soixantième année; mais ayant été surpris célébrant la messe, il fut arrêté sur-le-champ et conduit dans les prisons de Rochefort, d'où, sans la croisière anglaise qui bloquait le port, il aurait été transporté dans l'île de Cayenne. Après une captivité de deux ans, rendu à sa famille, il se bâta de publier une *Instruction sur les sorciers* (1796, in-8° de 30 p.), dont il crut devoir adresser un exemplaire à La Harpe; mais il ne fut rien

moins que satisfait de sa réponse. L'abbé Fiard continua depuis de faire une guerre active aux magiciens (c'est ainsi qu'il nommait les charlatans de toutes les espèces), et mourut à Dijon le 30 septembre 1818, à quatre-vingt-deux ans. On a de lui : I. *Lettres philosophiques sur la magie*, Dijon, 1803, in-8° de 130 p. et viii de préliminaires. Ces lettres au nombre de cinq, insérées, comme on l'a dit, dans les journaux, et reproduites en 1791, puis en 1797, avec une sixième lettre adressée à La Harpe, sont cependant assez peu connues. On y trouve des recherches et de l'érudition ; mais ce qu'elles offrent de plus extraordinaire, ce sont des passages de Bayle et de l'Encyclopédie que l'auteur cite à l'appui de son système (1). II. *La France trompée par les magiciens et démonolâtres du XVIII^e siècle*, FAIR démontré par des FAITS, Dijon, 1803, in-8° de 200 et viii p. L'abbé Wurtz (*Voy.* ce nom, LI, 285), a reproduit dans les *Superstitions et pratiques des philosophes*, etc., les faits cités par Fiard et ses raisonnements. III. *Le Secret de l'état et le dernier cri du vrai patriote*, ibid., 1815, in-8° de 30 p. C'est une reproduction de l'*Instruction sur les sorciers*, tirée à cent exemplaires. Amanton a publié, dans le *Journal* de la Côte-d'Or, une *Notice sur l'abbé Fiard*, dont il existe un tirage à part, in-8° de 5 pages.

W—s.

FIESCHI (JOSEPH-MARIE), l'un de ces misérables qui se sont ac-

quis une triste célébrité par l'innat, et le principal acteur du affreux qui ensanglanta Paris juillet 1835, et fit tomber de s breuses victimes sous les couj tinés au roi Louis-Philippe. du moins baptisé (1) en 1790. rato, en Corse, cet homme que ses devanciers en ce gei crime, à l'exception d'Ankar: appartenait aux dernières cla la société. Tant qu'il deme Corse, il fut berger comme l'av son père. A dix-huit ans, il : gea dans le régiment corse qu pour Naples, et là il fut défi ment incorporé dans la légion. Après avoir fait la campa Russie, cette légion fut cèi roi de Naples Joachim Mur avec elle Fieschi passa, en au service de ce prince. A l de 1814, époque où le corp mée auquel il appartenait fut l à Ancône, Fieschi avait le gr sergent et la croix de l'ordre des Deux-Siciles. Mais sa qual tranger, non naturalisé dans le me de Naples, lui fermant les de l'armée sicilienne, il re dans sa patrie et fut incorpoi la *légion corse*, que l'on con alors, en cette île, de tous li taires licenciés. Ce fut en ce temps que Murat réfugié en Co cut l'hospitalité du général Fichetti, et que ce malheureux roi recruté dans l'île une poignée

(1) Il fut baptisé le 3 déc. 1790 sou de Joseph-Marie ; mais son acte bapti porte point la date de sa naissance et pas les noms de ses parents. Ces dernie seulement appelés Louis et Lucio, l'au alors en Corse de ne désigner les pe dans de tels actes, que par leurs pré paraît même qu'à cette époque un gran d'habitants n'avaient pas encore de no nymique, usage fort commun d'ai moyen-âge dans les villages éloigné tres de civilisation.

(1) « Il seroit insensé de ne pas croire que a quelques-uns les démons entretiennent avec « les hommes des commerces qu'on nomme « nigro » (*Encyclopédie*). — « Il est certain que « les philosophes les plus incrédules et les plus « subtils ne peuvent pas embarrassés « les démons qui regardent la sorcellerie » (BARR).

préceptes de l'expédition
 et de désespoir dont la san-
 tastrophe est si connue. Fies-
 chetti accompagna Joachim,
 et de son ancien colonel, le
 Franceschetti (*Voy.* ce nom,
 fut fait prisonnier avec les
 la troupe du roi détrônée.
 armés à la main, tous furent
 es à mort par les conseils
 b. Mais c'était déjà trop du
 temple de la mort du chef
 par les armes au lieu même
 ait porté la couronne; le
 Louis IV répugna à l'exé-
 l'arrêt qui frappait les sol-
 déchira la sentence en ce qui
 les Français engagés dans
 ion, et les mit à la disposi-
 ion Louis XVIII. Fieschi sui-
 le sort du général Frances-
 et de ses autres compagnons
 ne. Il fut jeté au fort La-
 Toulon, mis en jugement à
 et acquitté. Alors, il
 de nouveau en Corse dans
 e. Soldat, il s'était signalé
 rive intelligence, un certain
 intrigue, une grande vigueur
 on; mais aucun acte cou-
 avait pu faire pressentir ce
 rendrait un jour. Rentré
 ie civile, il ne tarda pas à
 torer par plusieurs vols de
 et par un faux en écriture
 il lui valurent, en août 1816,
 amputation à dix ans de réclu-
 sion. Il subit sa peine
 prison d'Embrun, et c'est là
 gité la surveillance des gar-
 timencèrent ses premières re-
 ce une certaine Laurence Pe-
 Lussave, femme Abot, ban-
 ère frauduleuse, alors déte-
 me lui, et dont l'immoralité
 lait guère à la sienne. Après
 ion de sa peine, en 1826, il

erra de ville en ville, de manufac-
 ture en manufacture, vivant misé-
 rablement de la vie d'un ouvrier intel-
 ligent, mais peu laborieux, ajoutant
 à ses ressources des escroqueries et
 des fraudes, quand enfin la révolu-
 tion de 1830 vint ouvrir à son au-
 dace des espérances inattendues. Ar-
 rivé à Paris après cette révolution,
 il eut l'effronterie de tourner à son
 profit les peines infamantes dont il
 avait été flétri, et se donna comme
 une victime de la politique réaction-
 naire de la restauration. Pour les uns,
 c'était un conspirateur condamné
 à mort, gracié enfin après une lon-
 gue détention; pour les autres, c'é-
 tait un patriote compromis en 1816,
 dans la conspiration de Paul Didier,
 et qui, après avoir soutenu virile-
 ment les plus dures épreuves pour
 être amené à trahir ses complices,
 avait eu le courage d'endurer les
 traitements les plus cruels pour
 prix de son généreux silence. Grâce
 à ces frauduleuses manœuvres adroi-
 tement ménagées; grâce à de faux
 certificats dont il colportait d'infor-
 mes copies de sa main, il réussit à
 faire croire à ses mensonges, à capter
 l'intérêt et finalement à se faire allouer
 une pension de cinq cent cinquante
 francs par la commission des condam-
 nés politiques. Il obtenait en même
 temps le grade de sous-officier dans la
 compagnie de vétérans, employée à
 la garde de la maison de détention
 de Poissy. Le crédit du général
 Franceschetti l'avait aidé à obtenir
 cette situation; les démarches d'un
 de ses compatriotes, huissier du cabi-
 net du roi, lui valurent, avec l'appui
 d'un de ses anciens frères d'armes,
 une place analogue dans la capitale;
 et, chose remarquable! ce fut sur la
 demande du général Pelet intéressé
 en sa faveur, du général Pelet qui

devait un jour devenir sa victime, qu'il obtint d'être incorporé dans la compagnie des sous-officiers sédentaires en garnison à Paris. Cependant, Laurence Petit s'était réunie à son ancien compagnon de détention. Suivant les propres expressions de l'interrogatoire de cette femme, *elle s'abassa jusqu'à lui pour l'élever jusqu'à elle*, et leur habitation devint commune. La fin de 1830 les trouva concierges dans le voisinage du Jardin du roi, où le moins pénible de tous les services militaires appelait quelques heures Fieschi. C'est alors qu'un ingénieur civil, inspecteur de l'assainissement et des travaux de canalisation de la Bièvre, vint s'établir dans la maison dont Fieschi était concierge. Fieschi sut obtenir de cet ingénieur un emploi de garde des travaux, et, peu après, le poste de gardien de l'un des moulins situés sur cette rivière. Ce moulin était celui de Croullebarbe, dans le voisinage de la manufacture royale de tapisseries des Gobelins; et c'est ce voisinage même qui attira sur Fieschi la bienveillance d'un député, directeur de la manufacture, M. Lavocat. Ancien condamné politique, ce dernier partagea sur le prétendu condamné politique l'erreur commune, l'intérêt commun; il l'aïda de ses conseils et de sa bourse, et dès lors Fieschi lui voua, comme il le dit lui-même dans son langage de *bravo*, *une protection de Corse*; et, en effet, il le prévint plusieurs fois de mauvais desseins tramés contre sa personne. A cette époque, Fieschi affectait pour le gouvernement un dévouement sans bornes. Afin d'obtenir davantage encore, il intrigua pour entrer dans la police, et y reçut la mission de surveiller quelques sociétés populaires qui voulaient, disait-

il, *renverser à droite et à gauche*. Exalté dans son amour-propre par la confiance qu'on lui témoignait, il paraît qu'il rendit alors de notables services. En ces temps déplorables où l'émeute déchirait le sein du pays, avait fait des rues de la capitale une sanglante arène, Fieschi était partout l'arme au bras, et partout donnait des preuves de son intelligence et de son zèle vantard, mais actif. Toutefois, il ne négligeait point d'exploiter en même temps ses services militaires et ses prétendus services politiques, et il assiégeait de ses pétitions le ministère de la guerre et la commission des secours à distribuer aux condamnés politiques. A la fois encore il exerçait dans son habitation du moulin de Croullebarbe la profession de tisserand, pendant les heures qu'il déroba à ses fonctions d'agent de police et de gardien, et partout il se présentait comme un père de famille intéressant, ayant à sa charge une femme et une fille de quatorze ans infirme. Cette femme, c'était Laurence Petit; cette fille était la fille de cette dernière, Nina Lassave, dont il devait abuser peu après, ajoutant une turpitude nouvelle à ses premières infamies. *On ne sait pas ce que c'est que cet homme-là : c'est un monstre*, s'écriait la première de ces deux femmes perçues; et la maison de Croullebarbe était le théâtre des scènes les plus violentes. Les coups, les cris, les gémissements, les détonations de pistolets, tirés apparemment pour effrayer Laurence, retentissaient au dehors et faisaient de la demeure de Fieschi un objet de terreur pour le voisinage. Laurence rompit enfin avec lui, l'accusant d'avoir fait violence à sa fille Nina. Elle partit, et la fille succéda à la mère. De quel sentiment de dégoût,

de tristesse et d'effroi ne se sent-on point saisi quand on vient à jeter ses regards vers ces classes où s'agitent, au sein des passions mauvaises et du mépris de tout ce qui fait l'homme social et l'homme moral, des êtres si déplorablement dégradés ! Dès là, fatalement, pour ainsi dire, le période décroissant de la fortune de Fieschi : dès là il se fatigue d'une vie régulière ; dès là, il commence à subir les tristes et ordinaires conséquences de l'union désordonnée qu'il avait contractée. Chargé en qualité de contre-maître des travaux du dégravement de l'aqueduc d'Arcueil, il s'acquitta, il est vrai, de cette besogne avec son activité et son intelligence habituelles ; mais on s'aperçut qu'il détournait les fonds destinés au paiement des ouvriers. Il perdit sa place, et dans le même temps ses derniers fausx avant été découverts, il perdit la protection de M. Lavocat ; les pensions et les traitements qu'il touchait du gouvernement furent supprimés ; il s'échappa à un nouveau procès criminel qu'en se cachant et en changeant de nom. C'est alors qu'on le rencontrait errant à l'avenure, murmurant des projets de vengeance contre le gouvernement qui, disait-il, ne reconnaissait pas ses services. Cependant, peu de mois avant juillet 1835, il avait trouvé enfin à s'occuper en travaillant d'abord à un plan de Paris avec itinéraire des omnibus, puis dans une manufacture de papiers peints. Les avances qui lui avaient été faites par l'auteur du plan jointes à ses salaires d'ouvrier le soutinrent jusqu'à la catastrophe. Nina Lassave, chassée par la misère et la maladie de l'habitation commune, s'était vue forcée d'entrer à l'hospice de la Salpêtrière, mais l'intimité de leurs relations n'a-

vait point cessé. Ainsi végétait Fieschi à l'époque où s'approchaient les fêtes destinées à célébrer le cinquième anniversaire de la révolution de 1830. Alors le procès d'avril devant la chambre des pairs avait fait naître des dissentiments au sein de la chambre elle-même ; les grands corps de l'état avaient été commis dans la lutte, et l'on ne pouvait se dissimuler qu'elle n'eût jeté dans le pays certaines craintes vagues de nouvelles collisions sanglantes, et dans certaines parties des semences de haine et de vengeance. De sourdes rumeurs s'étaient répandues, qui faisaient appréhender quelque catastrophe pendant la célébration des fêtes. La découverte qui transpirait alors d'un projet avorté d'assassinat sur la route de Neuilly, contre la personne du roi, était venue corroborer ces appréhensions ; mais, cet événement à part, nul symptôme extérieur ne trahissait la réalité d'un danger imminent, et d'ailleurs ces craintes que le retour des anniversaires de juillet avait périodiquement ramenées, l'événement jusqu'ici les avait démenties. Cette fois cependant les bruits semblaient prendre plus de consistance, mais l'autorité se croyait suffisamment sur ses gardes. Déjà la première journée s'était passée sans trouble ; la seconde s'ouvrait sous les plus heureux auspices. Une grande revue du roi se préparait. La garde nationale et la troupe de ligne étaient échelonnées sur toute l'étendue des boulevards. Une foule immense se pressait aux fenêtres des maisons, sur les boulevards et dans les rues adjacentes. Midi venait de sonner, quand le roi, accompagné d'un nombreux état-major et ayant à ses côtés trois de ses fils, se dirigeait vers la Bastille et passait devant le front de la huitième légion de

la garde nationale, à la hauteur du quatrième arbre qui précède, sur ce point, la grille d'entrée du jardin Turc. Il était à plus d'une longueur de cheval en avant de son escorte. Suivait immédiatement le maréchal duc de Trévise en tête de l'état-major. Soudain une forte détonation partie du côté opposé du boulevard retentit; on croit entendre l'éclat d'un grand nombre de pétards, une fusillade, trois explosions successives, une sorte de feu de peloton mal exécuté. A l'instant, autour du roi un grand vide se fait sur la chaussée du boulevard. Le pavé est inondé de sang, jonché de morts et de blessés, de chevaux gisant auprès de leurs maîtres. Onze personnes sont tombées sans vie, au nombre desquelles le maréchal de Trévise, M. Rieupeçq, lieutenant-colonel de la huitième légion, et une jeune fille de seize ans. Sept ne survivent que peu d'heures ou peu de jours. Vingt-deux autres sont plus ou moins grièvement blessées. Une balle a atteint le roi au front, mais d'une manière légère, et les traces n'en demeurent que quelques jours. Son cheval, celui du duc de Nemours et celui du prince de Joinville sont blessés. De toutes parts on s'écrie : *le roi est mort!* Trompé par le chapeau du maréchal de Trévise qui est allé tomber sur l'une des victimes portant comme le roi un pantalon blanc, un officier croit le roi renversé, fait battre la générale, et la foule au loin frémit d'épouvante et se disperse. Cependant, les princes se jettent dans les bras de leur père, et l'on se rassure à la vue du monarque. La machine infernale a manqué son but, et le roi et les princes qu'elle devait envelopper dans un massacre commun sont miraculeusement préservés! Au milieu de cette scène de

désolation et d'effroi, le roi remonte avec un admirable courage les émotions qui l'assiègent, et, après une courte pause : « *Allons, messieurs, marchons,* » s'écrie-t-il, et il reprend sa marche, et la revue continue au milieu des plus vives, des plus unanimes démonstrations d'horreur contre l'assassinat. Cependant, tous les yeux se sont portés aussitôt après l'explosion vers le point d'où sont parties les coups meurtriers. C'est le troisième étage d'un corps de logis d'assez mauvaise apparence, faisant aile sur le côté méridional du boulevard du Temple, à la maison n° 50, attenant au théâtre des Folies-Dramatiques. On a vu la jalouse de la fenêtre, un instant se soulever, et des tourbillons de fumée s'en échappent. La maison est bientôt investie : gardes nationaux, officiers de la suite du roi, sergents de ville se précipitent à l'envi. La porte de l'appartement du troisième étage est fermée et barricadée en dedans : on l'enfonce; on entre; on cherche avec ardeur. Sur le devant, sont deux pièces, à la fenêtre de l'une desquelles est dressée la fatale machine fumante encore; les carreaux sont brisés, la jalouse est en lambeaux; mais l'auteur de l'attentat a disparu. Du sang fluide et frais souille la muraille, et une trace de caillots de sang conduit à la fenêtre d'une cuisine donnant sur la cour de la maison qui communique par derrière à la rue des Fossés-du-Temple. Une double corde fortement attachée aux serrures d'une porte et à une échelle couchée en travers de la fenêtre pendait au dehors. L'appui de la fenêtre, la muraille voisine, le mur extérieur portaient les empreintes de mains fraîchement ensanglantées. Mais voilà un pot de fleurs qui tombe de

deuxième étage et se brise dans la cour. Tous les yeux à la fois se portent sur ce point, et un des agents de police aux aguets s'écrie : voilà l'assassin ! Un homme, en effet, descendu par la corde jusqu'au niveau d'un petit toit qui longe le deuxième étage de la maison voisine, s'est élançé pour atteindre cette toiture ; mais la vivacité du mouvement imprimé à la double corde en la quittant fait tomber le pot de fleurs qui le trahit. « Descends ou je te tue, » lui crie un garde national. Sans se déconcerter, l'homme s'élance vivement du toit, se cramponne à une fenêtre ouverte et se précipite dans une cuisine. Cet homme était Fieschi horriblement blessé par la machine qui a éclaté. Le sang ruisselle de toutes parts de son corps : il a le cou, le front entrouverts, la lèvre coupée et pendante, la main gauche mutilée ; de la droite il écarte le voile de sang qui lui couvre les yeux, et de l'autre il pousse rudement une femme qu'il rencontre et qui jette à sa vue un cri d'effroi en appelant au secours : « Laissez-moi passer », lui dit-il d'un ton menaçant, et rapidement il descend l'escalier, sillonnant son passage de sang. Mais à l'issue de la maison il est arrêté et conduit au poste du château d'eau. Tandis qu'on l'entraîne et qu'à grand-peine on parvient à l'arracher à la fureur du peuple, son logement est fouillé. Ce repaire se compose d'une cuisine et de trois pièces, dont l'une ouvre obliquement sur le boulevard et l'autre directement en face du jardin turc. Un nuage de fumée dense, exhalant une forte odeur de poudre, empêche d'abord d'avoir une vue distincte des objets. Dans la cheminée brûle le fison qui a servi à mettre le feu à l'instrument du crime. Le plus grand

désordre, le plus entier dénuement de meubles : seulement un bougeoir en cuivre garni d'une chandelle fraîchement éteinte, un chapeau, des cordes et quelques instruments de menuiserie et de mathématiques semés çà et là à travers de la paille, des copeaux et des papiers ; dans une alcove, un mauvais matelas plié en deux ; enfin un portrait du duc de Bordeaux, avec cet exergue :

Al fata aspera rumpo.
Tu... cris !

Cette lithographie, a dit depuis l'auteur du crime, n'avait d'autre objet, s'il se fût échappé, que de donner le change à la justice, de la dérouter et de faire croire que le parti carliste avait fait le coup. Les vitres de la chambre sont brisées, le châssis de la jalouise est démonté ; cette jalouise pend arrachée par la mitraille ; le plafond, les murs sont sillonnés de balles, d'éclats de canons de fusil et de traces de sang. Devant la fenêtre est dressée la machine infernale (2), armée de vingt-quatre canons de fusil braqués en plan inclinés vers le boulevard, de manière à prendre le cortège en éventail, de travers et de biais, sous feu croisé. Douze ou seize canons fu-

(2) Cette machine était en bois de chêne, de grande structure et de trois pieds et demi de hauteur, dressé sur quatre supports ou chevrons à vis, munis de sept anneaux de grosseurs différentes, et dont le premier ou antérieur plus étroit et la dernière plus élevée étaient crutiaux pour recevoir vingt-quatre canons de fusil fixés sur le bois à l'aide de deux bandes de fer. La culasse de ces pièces portait donc sur la dernière traverse, qui, sans être positivement mobile, pouvait cependant, au moyen de vis dont elle était munie, s'élever ou s'abaisser à volonté, et donner par conséquent aux canons une inclinaison plus ou moins grande. Il paraît que Fieschi avait imaginé une semblable machine pour la défense d'une place de guerre. Mais ce qu'il y a de remarquable, et de vraiment providentiel, c'est que les canons sous le coup designé se trouvaient le roi étant précisément ceux qui se sont pointés sur lui et ont tué.

mants, sont encore dans leurs embrasures. Six crévés au tonnerre ou déculassés gisent sur le carreau. Deux n'ont pas fait feu, et l'on peut se convaincre qu'ils contenaient, comme les autres le contenaient sans doute, une charge forcée. Le feu a été mis au moyen d'une traînée de poudre couurant de lumière en lumière. Les traces terribles de l'explosion, le sang dont l'assassin a marqué sa présence sur le carreau et sur les parois des chambres, tout atteste en sa personne une lutte effroyable entre la défaillance physique et l'énergie suprême du désespoir. Et, en effet, frappé par les débris de la machine en éclats, d'abord il est tombé sur le coup sans connaissance; mais vite il reprend ses esprits et se relève; mais les yeux obscurcis par le sang qui coule à flots de ses blessures, tâtonnant les murailles de ses mains ensanglantées, il se précipite vers l'issue qu'il s'est ménagée à l'avance. A peine fut-il ainsi qu'on le reconnut pour le locataire de l'appartement loué, depuis le mois de mars précédent, sous le nom de Girard, nécapicien. Ils s'est donné comme un homme du midi, et il en a l'accent; comme habile géomètre, et les instruments qui se trouvent chez lui sont pour la plupart des instruments de géométrie. Il sort d'ordinaire le matin pour ne rentrer que le soir, et quand il sort, toujours il emporte la clé de son appartement. Nul, dans la maison ne connaît ses habitudes intérieures; on sait seulement qu'il a fait apporter quelques jours auparavant une lourde malle qui, le matin du 28, a été remportée; on sait qu'il reçoit un homme âgé qu'il prétend être son oncle, qui a retenu avec lui l'appartement et en a remis d'avance le demi-terme;

puis trois femmes qu'il dit être ses maîtresses, et enfin un jeune homme dont le nom est Victor. Nul doute que ce Girard ne soit le coupable qui a mis le feu à la machine infernale; mais était-il seul au moment de l'explosion? C'est ce qu'il était de la plus haute importance de rechercher. La procédure a suffisamment éclairci ce point. Il était seul, mais avait-il des complices? Nouvelle obscurité que l'instruction ne devait pas tarder à dissiper encore. Au poste de garde nationale, on le fouille, on trouve sur lui un martinet ou fléau à manche de bois, instrument redoutable armé de trois lanières de cuir tressé, garnies chacune à l'extrémité d'une sorte de balle de plomb; un couteau à plusieurs lames; un peu de poudre de chasse et quelque monnaie. Il trouve moyen de glisser sous un meuble un poignard qu'il porte et qui a échappé aux recherches. On lui demande à quel usage il réservait cette poudre, il répond : *pour la gloire*. Il n'a qu'une pensée, celle de tromper la justice et de jouer avec son crime. Ce crime, il l'assume tout entier sur sa tête, il ne veut le partager avec personne. Son nom, il le cache; ses complices, il n'en a pas. Tel fut d'abord son système de défense. Mais l'instant d'après, il s'écrie : *Je suis un malheureux ! je suis un misérable ! je ne puis rien espérer. Je puis rendre service... nous verrons : j'ai du regret de ce que j'ai fait*. Dans plusieurs autres explications, il dit avoir été fanatisé : il parle des événements de la rue Tranchonain et de ceux de Lyon. « Mais enfin qui vous a poussé à ce crime ? » lui demande-t-on. « C'est une idée folâtre, répond-il dans son langage. J'ai fait cela comme un homme égaré qui

un coup de bache à un autre qui est devant lui. » Cependant elle était déferée à la cour des informations marchait. Chacune d'elle faisait un pas vers la découverte de la malle en d'abord celle du vrai nom du voleur et la découverte du principal coupable. Bientôt enfin se déroulèrent successivement toutes les relations, les antécédents de Fieschi. Ces relations, ce sont Nina Lassave et ses amis, toutes trois d'ailleurs étrangères au crime. Le jeune homme appelé Victor, c'est Victor Morey, un nouveau complice qui a connu l'intimité de Fieschi pour son métier d'ouvrier lampiste, sans autre raison que son travail manuel, qui, parfois, a été camarade de lit de Fieschi, et qui, la veille du crime, se trouvait clairement à l'un des bouts de son atelier, les moyens et les constances. Ce prétendu oncle n'est autre que Pierre Morey, un relieur du faubourg Saint-Marcel, vieux septembriseur de soixante ans, membre de la société des droits de l'homme, et qui paraît connaître les secrets du parti républicain. Il visitait souvent Fieschi dans son atelier quinzaine de juillet. C'est chez lui que Fieschi s'est réfugié pour échapper aux poursuites judiciaires, lors de la découverte de la malle aux faux. C'est avec lui qu'il a combiné, tracé le plan de la machine. C'est avec lui, et un autre complice, qu'il est allé en faire l'essai; c'est lui qui a apporté à Fieschi la poudre, les gots et les balles; qui a chargé les fusils; qui a procuré à Fieschi, pour l'exécution de l'ouvrage et plus tard pour sa fuite, un livret et un passe-partout appartenant au nommé Bescher, membre de la société des droits de l'homme, ouvrier relieur. C'est

lui qui a pris l'engagement de pourvoir à l'existence de la fille Nina, si Fieschi ne survivait point à l'exécution de son crime. C'est lui enfin qui l'a mis en relation avec un autre complice, le nommé Pépin, épiciériste et marchand de couleurs du faubourg Saint-Antoine, dont les opinions républicaines sont connues et avouées, membre aussi de la société des droits de l'homme; poursuivi criminellement, en 1832, comme accusé d'avoir tiré de sa fenêtre, à l'époque des émeutes, sur la garde nationale dont il était capitaine, mais acquitté. *C'est moi qui avais tracé le plan de la machine*, dit Morey à la fille Nina Lassave après le crime; *il n'y a qu'un instant que je l'ai déchiré; sans cela je vous l'aurais montré*. Morey est un bon tireur, et la charge forcée de quelques-uns des canons donna à penser dans les débats qu'il les avait ainsi chargés à dessein, pour qu'ils éclatassent et fissent disparaître le plus terrible témoin de sa complicité, en tuant Fieschi. *Je croyais que Fieschi était mort*, ajoutait-il à Nina: *ce bavard avait dit qu'il se brûlerait la cervelle s'il manquait son coup*. Le 1^{er} mai, jour de la fête du roi, était le jour d'abord fixé pour l'exécution; la remise de la revue qui devait avoir lieu ce jour-là avait entraîné la remise du crime. La complicité de Pépin avait échappé d'abord à l'instruction; mais comme on voyait Morey et Boireau à peu près dénués de ressources, ainsi que le principal accusé, on cherchait encore au moins un complice. Des frais faits pour Fieschi par Pépin, qui l'avait habillé de neuf, mirent sur les traces de la vérité à son égard. Il lui avait donné asile pendant huit ou dix nuits; avec lui il avait acheté

et payé le bois destiné à la construction de la machine; il avait payé le loyer du boulevard; donné le prix des canons achetés par Fieschi, et fourni ce dernier de marchandises à crédit et parfois d'argent; il s'était prêté comme les deux autres complices au changement de nom de l'assassin, tantôt Alexis, tantôt Bescher ou Girard. — Un jour Morey et plus encore Pépin manifestent la crainte que la traînée de poudre ne mette pas assez sûrement le feu simultanément aux vingt-quatre canons. Pour lever ce doute, un rendez-vous est pris dans les vignes de Montreuil, et là une traînée de poudre de la longueur voulue est répandue à terre. Pépin, armé d'une allumette, cherche à mettre le feu. Sa maladresse irrite Fieschi qui se saisit de l'allumette, et soudain la poudre brûle. Pépin promet de passer à cheval, le 27 au soir, sur le boulevard, pour servir de point de mire à la machine infernale: Pépin charge Boireau de le remplacer, et il lui prête un cheval. Il s'est engagé à payer toutes les avances pour la construction de la machine; et, en effet, sur ses livres, des inscriptions dont il ne peut rendre compte et qui coïncident avec celles d'un carnet de Fieschi, enlevé après le crime de la malle de ce dernier et retrouvé chez Morey, le trahissent en même temps que Morey lui-même. Tous ces faits révélés soit dans l'instruction soit aux débats ne sortirent pas d'un jet de la bouche de Fieschi. D'abord, il garda le plus obstiné silence. Il était réservé à son ancien protecteur, M. Lavocat, de changer la face de l'affaire et de vaincre l'obstination du coupable. Bientôt on allait être sur les traces du vrai nom de ce dernier; mais l'identité de ce Girard avec Fieschi restait encore à établir

quand un inspecteur des prisons, croyant le reconnaître pour un ancien habitant du quartier des Gobelins, on supposa que M. Lavocat avait pu le connaître, et Fieschi lui fut confronté dans la prison. En vain l'assassin chercha-t-il, un instant, à donner le change et à lutter contre l'ascendant qu'exerçait sur sa volonté son ancien bienfaiteur, son ancien maître (*il me faut un maître!* disait-il dans les débats, je l'avais trouvé en M. Lavocat); cette apparition lui causa une agitation violente, il éclata en sanglots et fondit en larmes. Alors, on lui demanda son véritable nom: *il le sait bien lui!* dit-il, et il ajouta que s'il faisait des aveux, ce serait à M. Lavocat, et à lui seul. Et, en effet, ni le président de la chambre des pairs, M. Pasquier; ni le garde-des-sceaux, M. Barthe; ni le ministre de l'intérieur, M. Thiers, ne réussirent à arracher de lui aucun détail; l'intervention seule de M. Lavocat put triompher du silence de l'assassin. « Désormais, » dit le rapport de M. Portalis, « on n'avait pas le choix des moyens; la marche de l'instruction était déterminée par la nécessité. » L'état des blessures de Fieschi faisait une loi de le ménager. Les médecins ordonnaient d'entretenir sans cesse de la glace sur sa tête, et la plus légère contrariété pouvait rendre inutiles tous les soins et tous les remèdes. Son caractère extraordinaire ne commandait pas de moindres précautions: il fallait l'aborder par le seul côté qui semblait accessible, et, si l'on pouvait espérer d'obtenir de lui la vérité, il fallait la saisir au passage pendant qu'elle s'échapperait de ses lèvres, dans les épanchements de sa confiance reconnaissante pour M. Lavocat. Il eut en effet

le dernier plusieurs entretiens. L'avocat recueillait avec soin ses propos; il s'assurait, en les lui répétant, qu'il les avait bien comprises, portait ensuite ces renseignements au président de la chambre pairs pour qu'il y puisât au besoin le texte des questions qu'il débattait à Fieschi. Les premiers de l'assassin ne furent, il est vrai, que des tergiversations, des dénégations mêlées de mensonges; mais il en vint à une confession générale. L'instruction eut des éléments et des faits. Pépin, qui d'abord avait voulu s'échapper, fut saisi de nouveaux débats publics s'ouvrirent en janvier 1836. Sur le banc des accusés figuraient Fieschi, Morey, Boireau et Becher. Les débats excitèrent au plus haut degré l'attention publique. Les débats se continuèrent encore de l'attitude de Pépin. C'était un homme court et trapu, d'une extrême force physique, d'un regard énergique, d'une physionomie de bête féroce plus repoussante encore que les mutilations de son visage. Il se tenait comme sur un piédestal avec une insolence insolente. Il parlait dès qu'il avait rendu, qu'il avait dit au roi et à la France ses révélations, et il cherchait avec l'horreur qu'inspirait son visage par une franchise entière à l'égard de ses co-accusés. Boireau fut celui qu'il ménageait; pour les autres, il dit qu'il présidait la cour et qu'il les débattait. Descendant dans la conscience, fouillant à plaisir les anecdotes de ses relations, il se jouait de leurs confessions, triomphait avec le rire de leur embarras; les conduisant et comme par la main au banc; était devant la pre-

mière chambre du pays son impudent bavardage; jetais ça et là de basses plaisanteries, des bons-mots populaires: railleur, vantard, parlant avec jactance de lui, toujours de lui et de Napoléon; puis, se retournant du côté de la tribune où était assise une fille borgne et malsaine, sa concubine Nina Lassave (chose incroyable, mais vraie!), il lui envoyait avant et après les séances, à chaque suspension, et parfois même pendant la séance, des coups-d'œil, des sourires et des baisers!!! (3). Morey, alors gravement malade, soutint les débats avec une énergie extraordinaire. Il persista avec calme et fermeté dans un système complet de dénégation, au milieu d'une masse de preuves inexpugnables. Boireau, effronté, audacieux, impudent, se montra le type du gamin de Paris. Pour Pépin, son attitude embarrassée comme son langage, ses tergiversations incessantes, cette réponse aux plus accablantes charges dont l'écrasait le premier accusé: *C'est une erreur de M. Fieschi*, tout trahissait en lui le coupable, et de lui-même il se précipitait sous le couteau, à quoi Fieschi l'aidait de son mieux, tout en protestant qu'il ne voulait point faire de victimes. Puis, il racontait comment, la veille du crime, sa préoccupation, ou, comme il parle lui-même, son embarras, augmentait: *Je ne me sentais pas de force*, disait-il, *à coucher seul chez moi, en vue de la circonstance qui devait se présenter le lendemain*. Et le lendemain, « son embarras »

(3) Pour ajouter à tous ces scandales, cette fille, peu de jours après l'exécution de Fieschi, eut l'impudence de se faire voir pour de l'argent dans le comptoir d'un café de la place de la Bourse. La police mit fin à cette honteuse spéculation, que Nina s'en alla tranquillement renouveler en Angleterre.

s'était accru, et il fait frémir l'auditoire par le récit des angoisses, malheureusement stériles, dont le tortura sa conscience, au moment d'exécuter l'attentat résolu : « Répugnance indestructible de la nature morale » de l'homme pour le mal, secrète « horreur que sa volonté pervertie » ne domine jamais entièrement. » Puis, il dit encore comment une circonstance inattendue faillit à triompher de sa résolution. M. Lavocat, lieutenant-colonel de la douzième légion de la garde nationale, M. Lavocat, son bienfaiteur, qu'il n'a pas vu depuis onze mois, mais auquel il a voué autrefois sa *protection de Corse*, vient à stationner avec sa légion sur le boulevard sous les coups de la machine. Ce fatal aspect lui cause une émotion inexprimable, et dans son trouble, il dérange le point de mire des canons : *Si M. Lavocat était resté là, je n'aurais rien fait*, ajoute-t-il ; *je voulais descendre, le faire monter chez moi, lui tout montrer, me jeter à ses pieds, lui dire que j'étais un malheureux et qu'il me fit expatrier ; mais sa légion changea de place ; mon mauvais destin l'a emporté ; j'étais comme un désespéré. Mon crime, plus fort que ma raison, me poussait l'épée dans les reins. Fieschi, est ce que tu manquerais de courage ? non, ma parole était donnée. Alors je pris le tison, je mis le feu par le milieu, et le forfait était consommé !* Ce fait est-il exact dans tous ses détails, ou bien Fieschi l'a-t-il inventé pour se rendre intéressant et pour faire croire que le dérangement de la machine, fruit accidentel d'un mouvement de reconnaissance, est précisément ce qui valut le salut du roi ? Toujours est-il que, dès le moment

où il fit des aveux et fournit des armes si puissantes à l'accusation et à la justice, il crut avoir de sa franchise acheté sa vie. Tout prouve qu'il en conserva l'espérance jusqu'au moment où fut dressé l'échafaud qui fit tomber sa tête le 19 février 1836, après celles de Pépin et de Morey. Le roi voulait impérieusement faire grâce de la vie ; ce fut le conseil des ministres qui, pour l'exemple, crut devoir insister sur l'exécution rigoureuse de l'arrêt. Boireau avait été condamné à vingt ans de détention, peine commuée plus tard en dix années de bannissement. Bescher, sur qui ne pesaient que de faibles charges, avait été acquitté de toute complicité avec Fieschi. Une foule immense, dont un déploiement considérable de forces maintenait la curiosité, assistait à l'exécution, et cette dernière scène d'un drame sanglant s'acheva au milieu du silence. Fieschi mourut en homme déterminé comme il avait vécu, et du moins, pour l'honneur de l'humanité, sa mémoire ne fut-elle pas l'objet d'une scandaleuse ovation populaire. Pendant l'exécution de Pépin qui, pour se donner une contenance, avait à la bouche une pipe vide, qui protesta encore sur l'échafaud de son innocence et fit voir à cette heure solennelle plus de fermeté qu'au procès ; pendant l'exécution de Morey, qui subit sa peine comme il avait traversé les débats, en silence ; — Fieschi, adossé à l'échafaud, au bas de l'échelle fatale, recevait la commotion de chaque chute du terrible contean. En présence du supplice, il avait perdu sa jactance pour ne conserver que son courage et sa fermeté ordinaire. Il pria l'ecclésiastique qui l'assistait de monter avec lui tous les degrés : « Je veux, lui disait-il, que vous ne me quittiez que le plus

« possible de l'éternité. Vous
 et mon second dans mon duel
 c la mort. » Il monta d'un pas
 . Arrivé sur l'échafaud, il
 d'une voix éclatante : « J'ai
 la vérité; j'ai dit toute la vé-
 : je demande pardon à Dieu et
 hommes, surtout à Dieu. Puis-
 mon châtement servir d'exem-
 ! » Et quand sa dernière parole
 it, de lui-même il plaçait sa
 us le couteau, et il n'était plus,
 tant, malgré son repentir et
 rage de ses derniers moments,
 goût et l'exécration de tous les
 ètes gens, l'horreur et le
 is de tous les partis. Mais, le
 bon? le fanatisme républicain
 aux restes de Péguy et de
 y des soins et des honneurs fu-
 s, comme à des restes sacrés :
 femme, jeune encore, ne ré-
 point à les ensevelir, à ensui-
 s corps, à les accompagner
 à ce qu'ils fussent rendus à la
 Qu'était-ce, en résumé, que
 si? On l'a vu : nouveau Ravail-
 acquies Clément ou Louvel, il
 rapproche d'eux que par le
 : il en diffère essentiellement
 s moindres qui l'y ont entraîné.
 fut, en effet, ni un fanatique
 eux comme les premiers, ni,
 e le troisième, un fanatique
 que, conduit à un délire mono-
 par la faiblesse de l'esprit et
 ussété du raisonnement. Ce fut
 quatre plus affreux encore, sans
 conviction et même sans nulle
 n politique; sans foi, ni loi
 nique, sans injure à venger,
 e sans but général à atteindre;
 vo italien possédé d'un génie
 reux, d'un mépris profond de
 pour lui comme pour les autres;
 t et dissimulé, capable de tout
 e, comme de tout entrepren-

dre; faisant bon marché de tous les
 partis, et les servant tous, pour tous
 les exploiter; dévoré d'abord de va-
 nité et d'orgueil et appelant de tous
 ses vœux, et au besoin de tous ses
 efforts, un grand bouleversement
 social où le génie supérieur dont il
 se croyait doué se trouvât à l'aise
 sur un théâtre digne de lui; une
 nature audacieuse et intrépide,
 dont toute l'énergie tournée au cri-
 me aspirait à quelque grand forfait
 pour se faire un nom. Dans ce cer-
 veau malade et corrompu s'était égaré,
 il faut le dire, un rayon d'intelligen-
 ce; dans ce cœur souillé de l'immo-
 ralité la plus abjecte avaient parfois
 apparu quelques lueurs de qualités
 honorables. Corse impitoyable dans
 ses haines; mais en retour dévoué
 corps et âme, à la vie et à la mort,
 dans ses affections, il avait éprouvé
 vivement le sentiment de la recon-
 naissance pour M. Lavocat, pour
 l'ingénieur qui l'avait employé, pour
 le préfet de police qui lui avait
 montré de la confiance, pour d'au-
 tres personnes encore dont il avait
 reçu quelques services. Dans les lon-
 gues douleurs du choléra, il avait
 veillé avec le plus ardent courage
 au chevet de ses bienfaiteurs, et ses
 soins avaient sauvé la vie à l'un d'eux;
 mais l'orgueil devenu chez lui pas-
 sion dévorante, frénésie de tous les
 instants, étouffa tous les bons germes.
 L'orgueil, la vanité, voilà son ca-
 ractère propre. Aussi le voit-on
 travaillé d'une soif indomptable de
 célébrité à tout prix. *On entendra*
parler de moi, répète-t-il à chaque
 instant. Et, au procès, il prépare
 longuement dans sa prison des phra-
 ses à effet, il les essaie sur ceux qui
 l'approchent; et les discours qu'il
 adresse à la cour des pairs durant
 les débats, celui même qu'il prononce

in extremis avant l'arrêt définitif, ce discours incohérent et bizarre, mais semé comme les autres de traits assez vifs, ce discours qui semble une improvisation arrachée aux angoisses suprêmes du condamné, ils étaient tous préparés, écrits quinze jours à l'avance par cet assassin charlatan. Il resterait encore à examiner, dans une affaire qui a éveillé à un si haut degré la sollicitude de la France et de l'Europe, si ce *bravo sanguinaire*, dupe de sa férocité même, n'aurait pas été l'aveugle instrument d'une faction ou d'un parti aux abois, qui, battu dans les émeutes, cherchait à disposer d'un trône et d'un peuple par l'assassinat. Il est difficile en effet de comprendre qu'un tel forfait n'ait pu être comploté qu'entre trois ou quatre hommes obscurs. Quelques lueurs du procès sembleraient indiquer au contraire des ramifications étendues. On remarquera même, en portant ses regards hors de France, qu'on s'attendait pour les journées de juillet à une sanglante catastrophe dans la capitale. A Francfort, à Bade, en Belgique, à Gènes, à Rome, à Florence, le prônelement prophétique d'une conflagration civile se répandait à l'avance. Mais des incertitudes restent encore sur cette œuvre de ténèbres, et c'est au temps seul qu'il faut demander de plus certaines lumières. On a publié : *Procès de Fieschi*, Paris, 1836, 3 vol. in-8°. Z.

FIGON (Louis), prêtre, né le 9 février 1745, aux Pennes, près de Marseille, acheva ses études à Paris au séminaire des missions, et se fit agréger ensuite à la congrégation de Saint-Lazare. Il fut chargé, par ses supérieurs, de professer la théologie au séminaire d'Arles, puis à Marseille, où il se trouvait en 1791. Le

refus de prêter serment l'obligea de se réfugier en Italie; et, pendant le temps que dura son exil, Figon habita presque constamment Nice, où il passait pour un dicateur. Il se hâta de retourner en France dès qu'il le put sans danger, et contribua beaucoup à la propagation de l'exercice public du catholicisme. Il y desservit des Missions jusqu'à l'époque concordataire de 1802, qu'il fut curé d'Aubagne. Au rétablissement de la congrégation de Saint-Lazare en 1816, il obtint la permission de rester dans sa paroisse mourut le 9 juillet 1824, la réputation d'un ecclésiastique pieux et instruit. On ne connaît de lui qu'un opuscule : *L'Essai de Benoît XIV*, vix non expliquée par les tribunaux, Rome, Marseille, 1822, in-8° dans laquelle il démontre que cette bulle n'est point contraire à l'intérêt, comme le soutiennent les théologiens trop sévères.

FIGULUS (Charles), logographe que Cuvier n'a pu nommer dans sa belle *Histoire des poissons*, vivait au milieu du dix-huitième siècle. Il était peut-être Herman Figulus, d'Hirschfeld, professeur au gymnase de Bielefeld, auquel on doit une édition rare, Francfort, Egenolph, in-8°. A la même date, Ch. Figulus habitait Coblenz; mais Genoul nous apprend cette particularité dans sa *Bibliothèque*, que s'il y remplissait aussi des fonctions dans l'enseignement. Tout ce qu'on sait de lui, c'est qu'il est principal des principales branches de l'instruction publique, avec tout le zèle d'un homme capable; et cela seul doit le pardonner d'avoir tiré son

l'oubli. Il est auteur des trois opuscules suivants, tous fort rares, et qui méritent d'être recherchés : I. *Botano-Methodus, seu dialogus de herbis*, Cologne, 1540, in-4° de 8 f. II. *Ichthyologia, sive dialogus de piscibus*, ibid., 1540, in-4° de 8 f. Il y décrit environ vingt espèces de poissons, cités par Ausone dans son poème de la *Moselle*. III. *De Mustellis*, ibid., 1540, in-4° de 8 f. C'est une description de la Lamproie. W—s.

FILHOL (ANTOINE-MICHEL), habile graveur et marchand d'estampes, né en 1759 et mort à Paris le 5 mai 1812, est principalement connu comme l'éditeur du *Cours élémentaire de peinture*, ou *Galerie complète du musée Napoléon*, 1804, et années suivantes, 10 vol. grand in-8° ou in-4°. Cet ouvrage, terminé par les soins de sa veuve en 1814, se compose de cent vingt livraisons; le texte des dix premières a été rédigé par Caraffo, et les suivantes par Jos. Lavallée. Madame Filhol a donné, en 1827, une suite à cet ouvrage sous ce titre : *le Musée Royal de France, ou Collection gravée de chefs-d'œuvre de peinture et de sculpture dont il s'est enrichi depuis la restauration*, 1 vol. grand in-8°, dont les notices explicatives sont de M. Jal.—*Concours décennal*, ou *Collection gravée des ouvrages de peinture, sculpture, architecture et médailles*, mentionnés dans les rapports de l'Institut, 1812, et années suivantes, in-4°, 10 livraisons de 3 planches chacune.—Sa fille, M^{lle} Sophie Filhol, une des meilleures élèves de M. Michel, a exposé au salon plusieurs portraits d'une parfaite ressemblance. W—s.

FILIASSI (le comte JACQUES), historien et physicien, était né vers 1750 à Venise, d'une famille originaire de Padoue, mais établie depuis plusieurs siècles dans la capitale des états vénitiens. Amené dans son enfance à Mantoue, il y fut élevé sous les yeux de son aïeule maternelle, et fut dirigé dans ses études par deux habiles professeurs, Plac. Bordoni et l'abbé Canossa. Joignant à des dispositions naturelles un désir très-vif d'apprendre, et une patience que rien ne pouvait rebuter, il fit de rapides progrès dans presque toutes les branches des connaissances humaines. Physique, histoire, astronomie, botanique, antiquités, agriculture, tout était de son ressort : il voulut tout savoir, tout approfondir. Il était jeune encore, lorsqu'en 1772 il publia son *Saggio su i Veneti primi*, 2 vol. in-8°, ouvrage plein de recherches qui auraient fait honneur à un savant consommé, et dont Tiraboschi rendit un compte avantageux dans le *Giornale di Modena*. Des éloges donnés par un critique aussi judicieux ne purent pas l'encourager à poursuivre son projet d'éclaircir les origines de Venise; mais, sans perdre de vue ce grand travail, il continua de cultiver les sciences et de se tenir au courant des nouvelles découvertes. Admis en 1787 à l'académie de Mantoue, il y lut successivement plusieurs mémoires d'un intérêt local, mais qui ne méritent pas moins de fixer l'attention des agronomes et des antiquaires : en 1791, *sur le développement de la culture du mûrier papyriforme*, dans le Mantouan; en 1792, *sur les voies romaines qui traversent ce duché*; en 1796, *sur la culture des collines*; en 1797, *sur le meilleur mode d'exploitation agricole du*

Haut-Mantouan. Dans le même temps, il adressait à Louis Arduini, professeur d'économie rurale à Padoue, un *Mémoire* sur les diverses plantes exotiques, cultivées dans les états vénitiens. Mais tous ces travaux n'étaient pour lui qu'un délassement; il ne cessait d'explorer les archives publiques et particulières de l'Italie, et quand il eut réuni tous les documents dont il avait besoin, il refondit son premier travail sur Venise, et publia sous ce titre : *Memorie storiche de' Veneti primi e secondi*, Venise, 1796. 9 vol. in-8°, un ouvrage entièrement neuf et qui lui fit prendre rang parmi les historiens modernes de l'Italie (1). On ne doit point oublier, dans les publications de Filiassi, qui datent de la même époque, son *Mémoire* sur les vents qui règnent habituellement dans les lagunes vénitiennes. Ce curieux mémoire, lu par l'auteur, à l'académie de Mantoue, publié dans une *Raccolta*, et séparément en 1794 et 1797, offre, avec des vues nouvelles sur le cours des vents, un grand nombre d'observations tirées des ouvrages des physiciens et des journaux des voyageurs. En 1800, Filiassi mit au jour une *Dissertation sur les variations annuelles de l'atmosphère à Venise*, et dans les pays circonvoisins. Dans cette dissertation, que l'on peut, suivant le P. Moschini, regarder comme un traité complet de météorologie, et auquel il ne manque qu'une carte météorologique, ainsi que dans celle que Filiassi publia, la même année, sur

le Déluge (2), l'auteur se servit de couvertes alors récentes de mie, pour donner des explications plus satisfaisantes que ne l'avaient les anciens, et des divers phénomènes atmosphériques, et du cataclysme, dont les traces se produisaient partout aux yeux de valeur. Aussi religieux qu'il était, Filiassi, dans sa *Dissertation sur le Déluge*, réfute en passant l'arbitraire du *Dictionnaire philosophique*, et a cru par des plausibles démonstrations l'impossibilité, et à rabaisser notre orgueil en tant que série de difficultés la raison humaine ne pourra jamais résoudre. En 1803, il publia son ouvrage historique : *Ricerche storico-critiche sull'opposizione delle lagune veneziane*. L'auteur, qui s'est piqué d'y relever l'importance du commerce de Venise aux temps anciens, l'avait intitulé *Della grandezza del commercio veneziano*; mais le gouvernement vénitien, de Venise, exigea le changement de ce titre. Filiassi fit, dès 1806, un cours de philosophie pour les dames, en 1807, sous le titre : *Lettere agli amatori dell'astronomia*, Venise in-8°. L'article que l'on voit ici est extrait en grande partie de la *Storia della letteratura veneta* de P. Moschini, l'un des amis de Filiassi. W.

FILIPPINI (ANTOINE), archidiacre de Mariana en Catalogne, évêque de Casinca, successeur de Bastia, en 1529, comte noble, originaire de Sa. Après avoir été témoin et

(1) Cette première édition est défigurée par de nombreuses fautes d'impression; aussi le P. Moschini désirait-il voir réimprimer cet important ouvrage d'une manière plus correcte. Son vœu n'a été accompli qu'en 1811, par la réimpression de Padoue, en 7 vol. in-8°.

(2) La *Dissert.* sur le Déluge, imprimée en 1800, a été reproduite depuis additions, dans le *Giornale d'Aglietti*.

et guerres alk dans sa
 en 1555 et 16 , il conçut
 ble pensée de transmettre à
 fruit le souvenir des sanglants
 ments qui s'étaient passés sous
 . A cet effet, et pour rendre
 ne encore plus utile à ses com-
 re, il tira de l'oubli trois chro-
 inédites, laissées par Jean de
 non, Pierre-Antoine Monteg-
 t Marc-Antoine Ciaccaldi,
 en ordre, et, après une con-
 nue révision, les inséra dans
 vrage publié sous le titre
 in di Corsica. Cette His-
 t divisée en treize livres, et
 t la narration de tous les évé-
 nements arrivés en Corse, depuis les
 sultans jusqu'à l'année 1594.
 six premiers livres, qui vont
 l'année 1559, contiennent
 uniques des auteurs susnom-
 t les quatre derniers sont l'œu-
 Filippini. Quelques écrivains,
 tout le travail de cet auteur
 lui des chroniqueurs qui l'ont
 , l'ont accusé d'avoir répété
 de de contes absurdes, et de
 défigurées ou créées par son
 tion. Mais cette erreur pro-
 cée que ces écrivains n'ont pas
 sime de lire son Histoire dans
 il a eu la précaution d'aver-
 l cite les faits tels qu'ils sont
 se par les chroniqueurs, sans
 le garant de leur véracité.
 ps de Filippini, il n'existait
 aucune histoire de la Corse,
 trouvait à peine, sur ce su-
 jets passages aussi inexacts
 mplets dans les histoires con-
 unes écrites par des étrangers.
 ipinni qui avait à cœur de ré-
 lants l'intérêt de sa patrie, au-
 se possible, les outrages du
 t de la barbarie, se garda bien
 er sous silence des traditions

qui, quoique singulièrement défigu-
 rées par des imaginations populaires,
 avaient jeté de profondes racines
 dans le souvenir de cette nation.
 D'ailleurs ce reproche ne doit, en dé-
 finitive, être adressé qu'à Jean de La
 Grossa, mais jamais à Ciaccaldi ni à
 Monteggiani, écrivains sans critique,
 mais remarquables toutefois par
 l'exactitude des faits consignés dans
 leurs ouvrages. Filippini ne reste
 donc responsable que des livres par
 lui écrits sur les événements de son
 temps, et à cet égard nous ne crai-
 gnons pas d'affirmer que son ouvrage
 se recommande suffisamment par
 l'impartialité, la candeur et l'in-
 térêt qu'il a su y répandre. Et, si
 son style était plus vigoureux, sa nar-
 ration moins monotone, son allure un
 peu moins lente et moins étudiée, il
 serait assurément très-digne d'être
 placé parmi les historiens italiens
 du second ordre. Filippini a aussi
 publié quelques poésies italiennes
 qui se trouvent à la fin de son His-
 toire, et qui méritent de rester dans
 l'oubli auquel elles ont été dès long-
 temps condamnées. La première édi-
 tion de l'*Istoria di Corsica* de Fi-
 lippini, parut à Tournon, 1594,
 en 1 vol. in-4°. Une 2^e édition,
 considérablement augmentée par l'au-
 teur de cet article, a paru en 1832
 à Pise, en Toscane, 5 vol. in-8°
 et in-4°. C'est à la munificence de
 S. E. le comte Porzio di Borgo, am-
 bassadeur de Russie, qu'est due la pu-
 blication de ce livre, qui a été distri-
 bué gratis aux communes, aux fa-
 milles notables du département de
 la Corse, et aux principales biblio-
 thèques de l'Europe. La vie de Fi-
 lippini ne présente aucun de ces évé-
 nements qui méritent d'être transmis
 à la postérité. Modeste dans ses ha-
 bitudes, il consacra de longues ar-

nées à l'étude et à l'accomplissement des devoirs de son état. Étranger aux parties qui déchiraient sa patrie, il eut à essayer tour à tour leurs persécutions, et il gémit dans les prisons de Gênes, comme il avait été en butte aux outrages de ses compatriotes en guerre contre les Génois. Ces tribulations ne furent pas les seules qu'il eussent pendant sa vie, car il se plaignait amèrement dans sa présence de la haine de ses concitoyens qui avaient employé tous les moyens de lui nuire personnellement, et qui ne cessaient de décrier son livre. Quel bien déplorable sans doute et qu'ont partagé plusieurs autres écrivains recommandables de son pays, auxquels la postérité n'a pas manqué de rendre, comme à Filippini, la justice que des contemporains ingrats leur avaient indignement refusée. On ignore le lieu et l'époque de sa mort. Il avait soixante-cinq ans lorsqu'il publia son ouvrage. G.—av.

FINKERT (le P. HERRMAN), savant orientaliste, né vers 1720, embrassa la règle de saint Dominique, et consacra tous ses loisirs à l'étude des langues. En 1751 il mit au jour : *Trattato della lingua ebraica a lei ora affini*, Venise, in-8°. C'était l'esquisse d'un grand ouvrage dans lequel l'auteur se proposait de montrer les caractères distinctifs de chaque langue, en indiquant leur origine et leur filiation. On y trouve une idée avantageuse des connaissances qu'il avait acquises sur cette matière ; et l'on doit regretter, avec M. Lamberti, qu'il n'ait pu, tant d'encouragements, accomplir cet utile projet. *Voy. Storia dell'Letter. ital., nel secolo 18., III, 153.* W.—a.

FINK (JUAN), *Fusad*, maître de chapelle d'Alexandre, roi de Po-

logne, vers l'an 1480, se distingue parmi ses contemporains, comme compositeur et professeur de chant. Il semble pourtant que le roi ne put pas apprécier son mérite. Un jour qu'il lui demandait une augmentation de traitement, ce prince répondit : *Un pison que ja fais enfermer dans une cage me chante toute l'année, et ma fait autant de plaisir que vous, quoiqu'il ne me coûte qu'un ducat.* — **FINK** (Hermann), le jeune, musicien érudit, vivait à Wurttemberg vers 1557. Il publia dans cette ville *Musique pratique, contenant les exemples des différents signes, proportions et canons, la Jugement des tons, et des observations pour chanter avec qu'il* (*Practica musica, etc.*), 1551, in-4°. Cet ouvrage contient beaucoup de détails historiques sur les compositeurs de son temps, mais il est devenu si rare, que de nos jours il paraît impossible d'en trouver un exemplaire. Par bonheur, Walther a transcrit dans son *Lexicon*, un fragment très-important du premier chapitre qui traite des inventeurs de la musique à cette époque. Ce manuscrit, très-précieux, est trop long pour être rapporté ; mais comme l'auteur de cet article s'en traduit en entier dans la *Dictionnaire des musiciens* (t. 1^{er} p. 226), il y renvoie le lecteur. F.—la.

FINK (FRIEDRICH-ANNO-VON), général allemand, naquit à Stralitz, le 25 nov. 1714, d'une famille de négociants, et se vint dès son enfance à l'étude des sciences militaires. Il entra, en 1735, au service de l'Autriche, et passa ensuite à celui de Russie qu'il quitta vers 1755, afin d'accepter un régiment qui lui avait été offert dans l'armée prussienne. Les braves dont il fit preuve en mé-

tes occasions et son zèle infatigable pour les intérêts de Frédéric II, lui valurent bientôt le grade de lieutenant-général. Au commencement de 1759, lorsque Daun eut levé son camp de Wilsdruff, Frédéric, conjecturant que ce général allait prendre ses quartiers d'hiver en Bohême, donna ordre à Fink de se porter à Maxen avec dix-huit bataillons et trente-cinq escadrons (dix-huit mille hommes), pour lui couper les défilés de ce pays. Fink atteignit sa destination le 13 novembre ; mais le général autrichien, dès qu'il eut appris le mouvement d'un corps aussi considérable, posta celui du général Sincère sur les hauteurs de Rainchen, fit camper l'armée des cercles dans les environs du village de Giesbuhel, marcha lui-même avec trente mille hommes contre Fink, et le cerna complètement le 19 du même mois. Cependant le lendemain matin l'arrière-garde de celui-ci, commandée par le général Wunsch (*Voy. ce nom, LI, 261*), parvint à se faire jour et alla prendre position dans une forêt située à quelques lieues de Maxen. Alors Daun n'hésita pas à en venir aux mains avec Fink ; il l'attaqua le même jour, et après un combat très-vif, où les Prussiens eurent environ trois mille hommes tués et blessés, Fink se vit obligé de signer une capitulation, qui contenait cette clause étrange, que le général Wunsch et ses troupes reviendraient et se constitueraient prisonniers, clause que ce général eut la simplicité d'exécuter à la lettre, de sorte que plus de quatorze mille Prussiens posèrent les armes et se rendirent à l'ennemi. Frédéric, indigné de cette honteuse capitulation, fit traduire les deux généraux devant une cour martiale ; mais il ordonna bientôt de cesser les

poursuites contre Wunsch, parce que celui-ci avait traversé les armes à la main les lignes autrichiennes, et ne s'était rendu qu'en vertu de l'obéissance passive qu'il croyait devoir à son chef. Fink, au contraire, fut jugé suivant la rigueur des lois militaires. La cour le cassa de toutes ses dignités, et le condamna à deux ans de prison dans la forteresse de Spandau. Les mémoires du temps disent qu'avant d'exécuter l'ordre de marcher vers Maxen, Fink avait représenté au roi le danger qu'il y avait de se jeter ainsi au milieu de l'armée ennemie, mais que Frédéric ne voulut pas l'écouter. Quoi qu'il en soit de cette assertion qui pourrait bien n'être pas vraie, la capitulation de Fink soulève une question de la plus haute importance : c'est celle de savoir si les lois et les principes militaires autorisent un général à se rendre ainsi en rase campagne et à constituer tout un corps prisonnier de guerre. Napoléon, dans ses *Mémoires* publiés par M. le comte de Montholon (tom. V, pag. 275), la résout négativement. Selon lui, un général (à la seule exception des commandants de places-fortes) commettrait une trahison en ordonnant à ses soldats de se livrer à l'ennemi, et eux-ci en exécutant un tel ordre deviendraient ses complices. Ce grand capitaine aurait voulu que les lois militaires infligeassent des peines corporelles et infamantes aux généraux, officiers et soldats qui poseraient leurs armes en vertu d'une telle capitulation : « Alors, dit-il, cet expédient ne se présenterait jamais à l'esprit des militaires pour sortir d'un pas fâcheux ; il ne leur resterait de ressource que dans la valeur ou l'obstination ; et que de choses ne leur a-t-on pas vu faire !... » Sans

vouloir contester le droit qu'avait Napoléon d'être juge en pareille matière, et sans nier les prodiges qui ont immortalisé beaucoup de braves dans de semblables circonstances, nous pensons qu'en cette occasion l'illustre empereur n'a guère songé aux loix de l'humanité, qui défendent de prodiguer le sang, surtout dans une lutte où, selon toutes les probabilités, la perte serait égale des deux côtés; car là où il y a d'une part supériorité de nombre et de position, et de l'autre, impossibilité de se sauver, tout combat devient inutile, puisque le résultat est connu et assuré d'avance. Il est vrai que, par un combat, on cause toujours quelque perte à l'ennemi, ce qui est incontestablement un avantage; mais nous doutons fort que cet avantage puisse compenser le sacrifice de tout un corps d'armée qu'on a toujours l'espoir de recouvrer, ne fût-ce que par un échange de prisonniers. Peut-être Napoléon, en jetant à pleines mains le blâme sur la capitulation de Fink, était-il trop préoccupé de celle que le général Dupont conclut à Baylen, le 23 juillet 1808, et qui eut de si funestes conséquences pour l'armée française en Espagne. — Quant à la conduite du général Wunsch, elle nous semble injustifiable, parce que le pouvoir qu'un chef militaire a sur ses subordonnés cesse de droit et de fait dès que ce chef est prisonnier, et parce que, dans ce cas, les subordonnés, en exécutant les ordres de leur supérieur, n'obéissent pas à celui-ci, mais à l'ennemi dans la dépendance duquel il se trouve placé. Il paraît que la condamnation de Fink porta peu d'atteinte à sa réputation dans les pays étrangers; car, après avoir subi son emprisonnement, il entra comme général d'infanterie au ser-

vice du Danemark. Il mourut à Copenhague le 24 fév. 1766. On a de lui : *Pensées sur des objets militaires*, Berlin, 1788, in-8°. M—A.

FINLAYSON (Gaston), chirurgien et voyageur écossais, était né, vers 1790, à Thurso, ville de la côte septentrionale du Caithness, dans le nord du royaume. Ses parents, très-pauvres, après lui avoir donné la première éducation, l'envoyèrent suivre les cours de médecine à l'université d'Edimbourg. Il avait un frère aîné nommé Donald, qui suivait la même carrière, et augmentait ses faibles ressources en donnant des leçons; il instruisait également son jeune frère. Son avancement et ses progrès lui valurent d'être placé comme secrétaire auprès du chef du service médical des armées en Ecosse, et de continuer ses études plus aisément. Quand elles furent terminées, son protecteur l'envoya remplir l'emploi d'aide-chirurgien d'un régiment. S'étant acquitté de ces fonctions avec non moins de zèle que Donald, comme lui il fut attaché à un régiment. Après la bataille de Waterloo, Donald disparut dans la marche; tout ce que son frère put apprendre, c'est qu'on l'avait vu aller vers une cave près de Saint-Quentin, et qu'il n'avait pas reparu; on suppose qu'il était tombé sous les coups de soldats ennemis. Le protecteur de Georges, pour l'arracher à une contrée qui lui rappelait sans cesse sa douleur, le fit envoyer à l'île de Ceylan. Finlayson consacrait tous les moments que ne lui prenaient pas ses fonctions d'aide-chirurgien d'état-major, à des recherches sur l'histoire naturelle. Après quatre années de séjour à Ceylan, il fut nommé aide-chirurgien du huitième régiment de dragons en gar-

nison à Mérat, ville du Bengale, près des monts Himalaya. Son régiment revint en Europe, mais Finlayson resta en Asie, ayant été désigné pour accompagner, comme chirurgien et naturaliste, l'ambassade envoyée par le gouverneur-général de l'Inde britannique à Siam et à la Cochinchine. Le 21 novembre 1821, cette légation, à la tête de laquelle était M. Crawford, s'étant embarquée à Calcutta, passa par le détroit de Malacca, et, le 22 mars 1822, entra dans Bangkok, capitale du royaume de Siam : le 14 juillet, elle quitta ce pays ; le 16 septembre, elle mouilla dans la rivière de Hué, capitale de la Cochinchine. Crawford ne put obtenir audience du monarque, parce qu'il ne venait que de la part d'un délégué du roi de la Grande-Bretagne ; le roi de Siam n'avait pas été si difficile. Du reste, la légation fut accueillie très-poliment, pourvue abondamment et gratuitement de vivres ; le 20 octobre, elle reprit la route du Bengale. La santé de Finlayson ne put résister aux fatigues que son zèle pour l'histoire naturelle lui fit affronter dans cette campagne qui avait duré treize mois. Il rapportait à Calcutta de magnifiques collections ; mais il sentait bien qu'il était dans un état très-précaire, et il écrivait le 15 juin 1823 à son protecteur, le docteur Somerville : « J'ai des raisons de craindre une phthisie confirmée. » Il eut au moins la consolation d'apprendre que lord Amherst, gouverneur-général, était content de lui. Il s'embarqua, le mois suivant, avec l'idée que le voyage par mer déciderait de son sort ; il ne se trompait pas : il mourut dans la traversée. On a de Finlayson, en anglais : *L'Ambassade à Siam et à Hué, capitale de la Cochin-*

chine, dans les années 1821—22, avec un Mémoire sur l'auteur, Londres, 1827, in-8°, orné d'une vue de Bangkok. Cet ouvrage fut mis au jour par sir W. Stamford Raffles, qui en obtint la permission de la compagnie des Indes et du docteur Somerville. L'éditeur pensait avec raison que, se décidant à le publier, il devait le laisser dans son état d'imperfection, et ne pas le grossir de notes et de remarques explicatives. Il y a joint seulement des extraits de lettres de l'auteur au docteur Somerville ; elles fournissent, avec la notice de Raffles, des renseignements curieux sur la vie du jeune voyageur. On trouve dans ce livre beaucoup de détails intéressants sur l'Archipel Mergui, Poulo-Pinang, Malacca, Sincapour, les îles, les côtes, la partie méridionale du royaume de Siam, Poulo-Condor, la rivière et la ville de Saïgon, la baie de Tourane, Hué, ses environs. Les observations de Finlayson concernent non seulement l'histoire naturelle, mais aussi les mœurs et les usages des pays qu'il a visités, et sont extrêmement intéressantes ; il était doué d'un sens droit, spirituel et très-instruit. Il ne se mêle pas des affaires de la légation, et se borne à raconter d'une manière attachante ce qu'il a vu. On peut se fier à son impartialité, car dans une de ses lettres au docteur Somerville il dit : « M. Crawford a l'intention d'écrire un livre..... Son opinion des choses diffère grandement de la mienne, parce que, dans le fait, j'étais un simple spectateur. » Cependant la relation de M. Crawford, qui a paru dans l'année 1828, en un gros volume in-4°, est presque toujours d'accord avec celle de Finlayson.

E—s.

FINOT (EtiennE), conventionnel, était un modeste huissier du village d'Averolles en Bourgogne avant la révolution. Il en adapta les principes avec beaucoup de chaleur, et fut nommé, à la fin de 1792, député du département de l'Yonne à la Convention nationale, où il siégea constamment sur la montagne à côté de Robespierre, et ne prit qu'une seule fois la parole. Ce fut dans le procès de Louis XVI, où il vota la mort sans appel au peuple et sans sursis à l'exécution. Exclu du corps législatif par le sort en 1796, il fut président de l'administration de son département, puis commissaire du Directoire. Ayant perdu cet emploi après le 18 brumaire, il vivait dans l'obscurité depuis cette époque, lorsque la loi de 1816 obligea les régicides à sortir de France. Finot se réfugia alors en Suisse, mais il ne tarda pas à revenir dans sa patrie par la tolérance du gouvernement royal qui, après avoir d'abord exécuté cette loi avec une excessive rigueur, la rendit ensuite à peu près nulle par les nombreuses exceptions qu'il y admit. Finot mourut paisiblement dans son village d'Averolles en mai 1829. — **Finot** (Antoine-Bernard), né en Bourgogne, en 1750, probablement de la même famille que le précédent, occupa d'abord une place supérieure de finances à Orléans. Il avait épousé la tante de la duchesse de Bassano, et, grâce à cette alliance, fut nommé payeur-général à Blois, puis conseiller référendaire à la cour des comptes, en 1807. Il mourut en 1818. Il avait été élu, en 1812, député de Loir-et-Cher au corps législatif, et continua de siéger à la chambre sous la restauration. Après le second retour du roi, il y fut

renvoyé par le département du Mont-Blanc, dont son fils était préfet; mais il cessa d'en faire partie à la fin de 1815, lorsque la Savoie fut restituée à ses anciens maîtres. M—vj.

FINOTTO (Cristoforo), religieux romain, né vers 1570, à Venise, embrassa jeune la vie monastique, et cultiva dans le cloître son goût pour la littérature. Ayant, en 1606, prononcé l'éloge funèbre du doge Marino Grimani, le sénat témoigna sa satisfaction à l'orateur en lui conférant le titre de professeur de belles-lettres. Deux fois encore, il fut officiellement chargé des oraisons funèbres, en 1618, du doge Nicol. Donato; puis, en 1630, de Jean Cornaro. Dans l'intervalle, il avait reçu le laurier doctoral à la double faculté de droit. Les études sérieuses ne le détournèrent point du culte des muses latines. Ses vers ont été recueillis sous ce titre : *Parnassi nivalis; odorum, distichorum et anagrammatum, libri tres*, Venise, 1617, in-8°. Ce volume très-rare est cité dans le *Catal.* de la bibliothèque du roi, X, 2,261; le *Manuel du libraire* indique une édition de 1619, qui ne doit pas être plus commune. Un choix des discours (*Orationes*) de cet écrivain a été publié, Venise, 1647, in-8°. Dans le nombre on distingue celui qui est intitulé : *De laudibus Aristotelis*. W—s.

FIORÉ (Le P. JEAN), historien, naquit, en 1622, à Cropani dans la Calabre. Ayant embrassé la règle de saint François dans l'ordre des capucins, il se fit une assez grande réputation par son talent pour la chaire, remplit successivement les premiers emplois de sa province; et mourut dans sa ville natale, en 1683,

laissent en manuscrit des *Sermone*, des *Traitéts ascétiques*, un *Martyrologe* de son ordre, et divers opuscules dont on trouve les titres dans la *Bibliothèque calabroise*, p. 171. De tous les ouvrages du P. Fiore, on seul a été imprimé par les soins de quelques-uns de ses confrères, sous ce titre : *Della Calabria illustrata, opera varia istorica*, Naples, 1691, in-fol. Un second volume, si rare en France, qu'on ne l'a jamais vu dans aucune vente, parut dans la même ville, en 1743, avec des additions du P. Dominique de Kardolato (1); un troisième est conservé dans la bibliothèque du couvent des capucins del Capo Zambrone (*Hipponium*) en Calabre. Ce grand ouvrage est moins un choix qu'un amas confus de matériaux, parmi lesquels les historiens de cette province trouveront des documents importants et qu'ils chercheraient vainement ailleurs. W—s.

FIORILLO (IGNACE), célèbre compositeur, élève de Durante et de Mancini, naquit à Naples vers 1720. Après avoir composé divers opéras en Italie, il fut appelé en Allemagne, où ses talents prirent un plus grand essor. Maître de chapelle à Brunswick, la musique qu'il composa pour les ballets de Nicolini eut le plus grand succès. Il se rendit ensuite à Cassel, pour en diriger la chapelle, et passa le reste de ses jours dans les environs de Weizlar. Fiorillo est auteur de nombreux ouvrages qui ont cimenté l'alliance de la mélodie italienne avec l'harmonie allemande; ce qui était alors une grande innovation. Il mourut en 1787.—

(1). Le second volume n'a point été connu de Larcher-Dufrenoy, ni, ce qui paraîtra plus étonnant, de M. Brunet, qui n'en fait aucune mention dans la 3^e éd. de son *Manuel de libraire*.

FIORILLO (*Frédéric*), fils du précédent, célèbre violoniste, naquit à Brunswick en 1753. Il se livra d'abord à l'étude de la mandoline; mais il quitta bientôt cet instrument ingrat, pour le violon, et devint un virtuose très-distingué. Après avoir séjourné trois ans en Pologne, il se rendit à Paris en 1783, et obtint beaucoup de succès au concert spirituel, autant par ses compositions que par l'élégance de son jeu. En 1788, il quitta la France pour se fixer à Londres, où il est mort le 5 mai 1819. On a gravé de ce compositeur des sonates, des duos, des trios, des quatuors et des symphonies. Ses quinze études de violon, formant trente-six caprices, sont les plus estimées de ses ouvrages. Son jeu avait tout le charme qui convient à la musique de chambre. F—LE.

FIRMAS-PÉRIÈS (le comte de), naquit à Alais en Languedoc, le 4 août 1770, d'une maison noble, qui, depuis le XII^e siècle, porte le nom et possède la terre de Périès, dont le château, très-fort d'assiette, défend une des principales clefs des Cévennes, et a été brûlé deux fois en soixante-dix ans, dans les guerres de religion de 1629 à 1702; guerres qui ont fourni aux ancêtres du comte de Firmas les occasions de signaler leur constante fidélité envers le roi et leur attachement à la religion catholique. Le 23 septembre 1785, Firmas fut nommé sous-lieutenant de remplacement au régiment de Piémont infanterie, dans lequel son père et son aïeul maternel, La Condamine, avaient été capitaines, et à la tête duquel était mort, en 1734, son bisaïeul. Lorsqu'en 1789, la noblesse du royaume fut assemblée par sénéchaussée, pour nommer des députés aux états-généraux, Firmas,

quoique âgé seulement de dix-huit ans, se rendit à Nîmes et fut admis dans la chambre de la noblesse sans voix délibérative. Se trouvant dans son pays natal à l'époque du fameux camp de Jals, il prit part à cette insurrection royaliste. Il fut arrêté le 17 mars 1791 et enfermé au fort d'Alais, où il resta jusqu'au 22 avril suivant. Ayant recouvré sa liberté, il se hâta de se rendre à Worms où se trouvait le prince de Condé. Mais les princes ayant alors des projets sur l'Alsace l'engagèrent à rejoindre son régiment, qui de Besançon marchait vers Neuf-Brisach. Il se chargea de cette mission périlleuse, et alla plusieurs fois de Neuf-Brisach à Worms et à Coblenz auprès du prince de Condé. Le baron de Roque, lieutenant de roi à Neuf-Brisach, ayant été arrêté par ordre du directoire du département du Haut-Rhin, Firmas le défendit devant les commissaires de l'assemblée nationale, et ne le quitta qu'après avoir obtenu sa liberté. Le prince de Condé lui promit alors une place dans l'état-major-général de l'armée qu'il formait. Le 17 déc. 1791, le chevalier de Busélot, qui avait été chargé d'assassiner le prince de Condé, fut arrêté par les soins de Firmas, auquel le prince confia la police de l'armée en le nommant lieutenant du roi de son quartier-général. Il fut aussi nommé colonel attaché au régiment d'Hohenlohe-Schillingsfurst. Le 12 août 1792, le nommé Lévesque, chirurgien-dentiste de Strasbourg, que la propagande avait envoyé à Berlin pour y empoisonner le roi de Prusse, fut arrêté à Bühl, par les ordres de Firmas et conduit à Stuttgart, où il fut livré aux Prussiens. Le comte de Firmas fit la campagne de 1793, tantôt comme lieutenant de roi du

quartier-général de l'armée de Condé, tantôt comme colonel attaché au régiment d'Hohenlohe. C'est à la tête de ce brave régiment qu'il fut grièvement blessé, le 8 décembre, à Berschheim. En 1794, les régiments d'Hohenlohe ayant quitté l'armée de Condé pour passer au service de Hollande, le comte de Firmas resta avec le prince de Condé. Louis XVIII, alors régent du royaume, l'admit, le 10 août 1794, dans l'ordre de Saint-Louis, et le prince de Condé le reçut chevalier à Bruchsal le 25 janvier 1795. La Hollande étant conquise et les régiments d'Hohenlohe étant revenus en Allemagne, le comte de Firmas conclut avec les commissaires anglais la capitulation en vertu de laquelle ils rentrèrent à l'armée de Condé. Il fut, à cette époque, nommé colonel en second du régiment d'Hohenlohe-Bartenstein, et fit avec ce beau régiment la campagne de 1796. Il se couvrit de gloire, le 1^{er} juillet de cette année, en décidant le gain de l'affaire de Bibrach dans la vallée de la Kintzig. Il fut blessé deux fois au combat de Schaffensried, le 30 septembre. L'armée de Condé ayant passé, l'année suivante, au service de Russie, Firmas fut chargé du commandement de la première colonne composée de toutes les troupes de l'avant-garde. Il obtint, en 1798, un congé de l'empereur de Russie, et vint en Souabe où il épousa, le 4 février 1799, la comtesse Joséphine de Waldbourg-Wolfegg et Waldsee, dame de l'ordre impérial de la croix Étoilée, veuve du comte Charles-Emanuel de Leutrum-Ertingen, lieutenant-général au service de Sardaigne, et colonel propriétaire du régiment de Royal-Allemand. Il fit, en mars 1799, avec cette dame, le voyage de Russie, en revint dans

dre de Dannebrog en 1811. Il mourut le 8 mars 1833. On lui doit : I. Des Suppléments à l'Elminthologie de Werner, sous ce titre : *Wernerii vermium intestinalium brevis expositio*, première continuation, Leipzig, 1786, quatre planches ; deuxième continuation, ibid., 1788, cinq pl. II. Des marques de ladretrie dans la chair de porc (dans le Magasin allemand des connaissances utiles, prem. année, 1788, troisième quart. avec une planche). III. *Tannum hydatigenum in plexu choroidæo nuper inventæ historia*, Leipzig, 1789, une planche (thèse). IV. Instruction pour la pratique de la dissection d'après l'Anatomical instructor de Thoms. Pole, Leipzig, 1791, treize planches. A ce premier morceau qui roule surtout sur des généralités, il faut en joindre un autre qui porte pour second titre : *Præparation des organes des sens et des organes intestinaux*, 1793, six planches. Il avait même promis la *Præparation du cerveau et des nerfs*. V. *Neurologie generalis tractatus, descriptio anatomica nervorum lumballum, sacralium et extremitatum inferiorum*, Leipzig, 1791, quatre planches. VI. *Prosfatio ad G.-F. Sædel, index Musæi anatomici Kiliensis*, Kiel, 1818. VII. Divers articles dans des journaux. Heinsius le regarde à tort comme l'auteur de l'ouvrage intitulé : *Fragment d'un nouveau système sur la nature humaine*.

P—OT.

FISCHER (JEAN-CHARLES), mathématicien et astronome allemand, natif d'Altstedt dans le grand-duché de Saxe-Weimar, où il vit le jour le 5 décembre 1760, fut nommé successivement professeur

l'université d'Iéna (1798) ; professeur de mathématiques au supérieur de Dortmund (1800) ; professeur ordinaire de mathématiques d'astronomie à l'université de Greifswalde. Les écoles où il a enseigné ont un grand nombre de ouvrages élémentaires, dont la forme un corps complet d'enseignement des sciences exactes. (Pour ne point parler d'une thèse en latin sur les mathématiques : I. *Eléments d'arithmétique*, Iéna, 1789. II. *Introduction à toutes les sciences du calcul*, 1791. III. *Eléments des mathématiques pures*, ibid., 1791. IV. *Eléments des sciences médicales*, ibid., 1793. V. *Eléments de cosmologie et d'astronomie*, ibid., 1794. VI. *Eléments de métaphysique transcendantale*, ibid., 1795. VII. *Eléments de physique*, 1797. VIII. *Dictionnaire des sciences physiques*, ibid., 1798 ; 1825. IX. *Histoire de la physique depuis la renaissance des arts*, ibid., 1801 ; 1806, 7 vol. X. *Théorie des engrais*, ibid., 1807. XI. *Principes de l'art agricole*, ibid., 1806. XII. *Cours de mathématiques*, Leipzig, 2 vol. XIII. *Eléments de cosmologie naturelle*, Schwelm, 1811. XIV. *Premiers principes de mathématiques pures*, Dortmund, 1812. XV. *Premiers principes du calcul différentiel, du calcul intégral, du calcul des variations*, Paderborn, 1810. XVI. *Mathématiques élémentaires*, Leipzig, 1813. Il mourut à Greifswalde le 20 mai 1833.

P—O.

FISCHER (GOTTFRID), savant saxon, né le 28 avril 1763, au village de Nonn, non loin de Meissen. Son père

indépendant, et qu'il les prenait en sa main dans une école de cadets. Toutefois le jeune homme donna fort en arithmétique, et spécialement ce genre d'étude. Les temps venant de choisir une profession, l'état militaire lui sourit plus la perspective d'un métier. Il ne put prendre du service dans l'armée de hussards prussiens; il ne profita pas de sa bonne étoile, il s'enrôla dans l'armée autrichienne : c'était en attendant la guerre de la succession d'Autriche. Tout en s'occupant devoirs matériels de son métier, Fischer lisait, dévorait tout ce qui tombait de mathématiques militaires. Au bout de quelques années, il fut nommé sous-officier, admis comme élève dans l'école spéciale d'artillerie. Ensuite, après, il était artillerie : c'était un bien faible avantage pour un sujet dont on ne pouvait connaître les talents et la science. Il ne se découragea point, et, secondé par la puissante protection du géomètre qui devint son ami, il parcourut tout le cercle entier de la science, plus encore surtout en mathématiques appliquées à l'art militaire. Il était venu sans doute où sa vie lui eût ouvert une carrière, mais la révolution française avait envahi l'Europe dans cette longue série de guerres qui, pendant vingt ans, a consommé tant d'hommes. Envoyé de n'être toujours officier, Fischer lâcha pied en attendant où l'ambition voyait l'homme s'agrandir. Il abandonna la science des armes en 1794, et s'acquit d'une chaire de géométrie dans l'école de

lecture de Saxe à Dresde. De cet établissement il passa, en 1815, à l'école des cadets du royaume de Saxe, et, en 1818, à l'académie des arts et métiers; mais il résilia la première de ces deux places pour professeur (1828) à l'école polytechnique récemment créée en Saxe. Sa mort eut lieu le 8 fév. 1832. Ainsi laborieux qu'instruit, Fischer avait partagé la dernière portion de sa vie entre la démonstration orale et l'enseignement écrit. Les élèves, et surtout ceux qui se destinaient au génie militaire ou à l'artillerie, ne peuvent guère rencontrer d'ouvrages plus clairs et plus courts que ceux qu'il a publiés sur les mathématiques pures ou appliquées. Nous nous bornons à citer ici les plus importants : I. *Recueil des principaux problèmes de calcul qui s'offrent dans l'aménagement forestier*, Pyma, 1805; troisième édition, Dresde, 1813. II. *L'Art de faire les calculs de tête à propos de toute espèce d'objets, militaires, physiques, etc.*, Dresde, 1808. III. *Introduction à la partie pratique de l'art de projeter les principaux linéaments du réseau cartographique*, ibid., 1809. IV. *Manuel des premiers éléments de l'arithmétique et de l'algèbre*, ibid., 1815; deuxième édition, 1823 (pour l'algèbre) et 1826 (pour l'arithmétique). V. *Manuel des premiers éléments de géométrie*, Dresde, 1818. VI. *Manuel de trigonométrie tant rectiligne que sphérique*, Leipzig, 1819. VII. *Eléments de statique et de dynamique*, Dresde, 1822. VIII. *Eléments d'hydrostatique et d'hydraulique*, ibid., 1824. IX. *Géométrie de construction*, ibid., 1825. X. *Géométrie des courbes*, ibid., 1828. P—OT.

de forestier, ne put lui faire
 que les premiers éléments de
 son dans une école de Meis-
 sebach le jeune homme de-
 goût pour l'arithmétique, et
 militairement ce genre d'é-
 ducation vint de choisir une
 fois, l'état militaire lui sourit
 la perspective d'un métier
 de prendre du service dans
 d'officiers prussiens ;
 ne profita pas de sa bonne
 et il s'enrôla dans l'armée
 comme artilleur : c'était en
 pendant la guerre de la suc-
 cession bavaroise. Tout en s'occu-
 pant devoirs matériels de son
 métier lisait, dévorait tout ce
 qui tombait de mathématiques
 sous sa main. Au bout de quelques
 années, il fut nommé sous-offi-
 cier et admis comme élève gra-
 dué à l'école spéciale d'artillerie.
 Mais après, il était arti-
 ller et un bien faible avan-
 ce pour un sujet dont on ne
 connaît pas les talents et la
 valeur. Il ne se découragea
 pas, et, secondé par la
 haute protection du géomètre
 qui devint son ami, il par-
 courut tout le cercle de la science,
 surtout en mathé-
 matiques appliquées à l'art militaire.
 Il était venu sans doute où sa
 lui eût ouvert une carrière
 si la révolution française avait
 éclaté dans cette longue sé-
 rie de guerres qui, pendant vingt-
 ans, a consommé tant d'hom-
 mes et de n'être toujours
 ici, Fischer lâcha pied en
 sentant où l'ambition voyait l'ho-
 rizon s'agrandir. Il abandonna la
 carrière des armes en 1794, et s'ac-
 crut d'une chaire de mathéma-
 tiques à l'école des pages de l'é-

lecteur de Saxe à Dresde. De cet
 établissement il passa, en 1815, à
 l'école des cadets du royaume de
 Saxe, et, en 1818, à l'académie des
 arts et métiers ; mais il résilia la
 première de ces deux places pour
 professer (1828) à l'école polytech-
 nique récemment créée en Saxe. Sa
 mort eut lieu le 8 fév. 1832. Aussi
 laborieux qu'instruit, Fischer avait
 partagé la dernière portion de sa
 vie entre la démonstration orale et
 l'enseignement écrit. Les élèves, et
 surtout ceux qui se destinent au
 génie militaire ou à l'artillerie, ne
 peuvent guère rencontrer d'ouvra-
 ges plus clairs et plus courts que
 ceux qu'il a publiés sur les mathéma-
 tiques pures ou appliquées. Nous nous
 bornons à citer ici les plus im-
 portants : I. *Recueil des principaux
 problèmes de calcul qui s'offrent
 dans l'aménagement forestier*,
 Pyna, 1805 ; troisième édition,
 Dresde, 1813. II. *L'Art de faire
 les calculs de tétraèdre, de pyramide
 de toute espèce d'objets, militaires,
 physiques, etc.*, Dresde, 1808. III.
*Introduction à la partie pratique
 de l'art de projeter les principaux
 linéaments du réseau cartogra-
 phique*, ibid., 1809. IV. *Manuel
 des premiers éléments de l'ar-
 rithmétique et de l'algèbre*, ibid.,
 1815 ; deuxième édition, 1823 (pour
 l'algèbre) et 1826 (pour l'arithmé-
 tique). V. *Manuel des premiers
 éléments de géométrie*, Dresde,
 1818. VI. *Manuel de trigonomé-
 trie tant rectiligne que sphérique*,
 Leipzig, 1819. VII. *Éléments de
 statique et de dynamique*, Dresde,
 1822. VIII. *Éléments d'hydro-
 statique et d'hydraulique*, ibid.,
 1824. IX. *Géométrie de construc-
 tion*, ibid., 1825. X. *Géométrie
 des courbes*, ibid., 1828. P—OT,

nées à l'étude et à l'accomplissement des devoirs de son état. Étranger aux partis qui déchiraient sa patrie, il eut à essayer tour à tour leurs persécutions, et il gémit dans les prisons de Gènes, comme il avait été en butte aux outrages de ses compatriotes en guerre contre les Génois. Ces tribulations ne furent pas les seules qu'il essuya pendant sa vie, car il se plaignait amèrement dans sa préface de la haine de ses concitoyens qui avaient employé tous les moyens de lui nuire personnellement, et qui ne cessaient de décrier son livre. Sort bien déplorable sans doute et qu'ont partagé plusieurs autres écrivains recommandables de son pays, auxquels la postérité n'a pas manqué de rendre, comme à Filippini, la justice que des contemporains ingrats leur avaient indignement refusée. On ignore le lieu et l'époque de sa mort. Il avait soixante-cinq ans lorsqu'il publia son ouvrage. G—NY.

FINETTI (le P. BONIFACE), savant orientaliste, né vers 1720, embrassa la règle de saint Dominique, et consacra tous ses loisirs à l'étude des langues. En 1756 il mit au jour : *Trattato della lingua ebraica e dei suoi affini*, Venise, in-8°. C'était l'essai d'un grand ouvrage dans lequel l'auteur se proposait de montrer les caractères distinctifs de chaque langue, en indiquant leur origine et leur filiation. Sa préface donne une idée avantageuse des connaissances qu'il avait acquises sur cette matière; et l'on doit regretter, avec M. Lombardi, qu'il n'ait pu, faute d'encouragements, accomplir cet utile projet. *Voy. Storia della letter. ital., nel secolo 18, III, 153.* W—s.

FINK (HANN), l'asné, maître de chapelle d'Alexandre, roi de Po-

logne, vers l'an 1480, se distingua parmi ses contemporains, comme compositeur et professeur de chant. Il semble pourtant que le roi ne sut pas apprécier son mérite. Un jour qu'il lui demandait une augmentation de traitement, ce prince répondit : *Un pinson que je fais enfermer dans une cage me chante toute l'année, et me fait autant de plaisir que vous, quoiqu'il ne me coûte qu'un ducat.* — **FINK** (Hermann), le jeune, musicien érudit, vivait à Wurtemberg vers 1557. Il publia dans cette ville : *Musique pratique, contenant les exemples des différents signes, proportions et canons, le jugement des tons, et des observations pour chanter avec goût* (*Practica musica, etc.*), 1556, in-4°. Cet ouvrage contient beaucoup de détails historiques sur les compositeurs de son temps, mais il est devenu si rare, que de nos jours il paraît impossible d'en trouver un exemplaire. Par bonheur, Walther a transcrit dans son *Lexicon*, un fragment très-important du premier chapitre qui traite des inventeurs de la musique à cette époque. Ce morceau, très-précieux, est trop long pour être rapporté; mais comme l'auteur de cet article l'a traduit en entier dans le *Dictionnaire des musiciens* (t. 1^{er} p. 226), il y renvoie le lecteur. F—LA.

FINK (FRIEDRICH-AUGUSTE DE), général allemand, naquit à Strelitz, le 25 nov. 1718, d'une famille de négociants, et se vint dès son enfance à l'étude des sciences militaires. Il entra, en 1736, au service de l'Autriche, et passa ensuite à celui de Russie qu'il quitta vers 1755, afin d'accepter un régiment qui lui avait été offert dans l'armée prussienne. La bravoure dont il fit preuve en mé-

l'ultramontanisme du grand-duc. Il reçut alors, sans l'avoir demandée, la permission, c'est-à-dire l'invitation, d'aller fixer son séjour ailleurs qu'à Würzburg (1810). En revanche, lorsqu'il sollicita la faveur de profiter de la bibliothèque du grand-duc, on lui répondit par un refus. Il ne faut pas demander si, quand le congrès de Vienne eut rendu Würzburg à la Bavière, il vit avec plaisir ce changement. Il s'empessa de composer à cette occasion un prologue mélodramatique qui fut débité lors de l'arrivée de la cour bavaroise à Würzburg. Cette manifestation de ses sentiments lui valut la permission ou la commission d'ouvrir un collège pour y former des élèves à l'art oratoire et pour y faire des lectures historiques. Ces cours dans lesquels, à l'exposé des faits de l'histoire proprement dite, il joignait des considérations statistiques et politiques, ne manquèrent pas de succès. Mais un professeur de l'université s'avisa de le jalouser, et, appuyé d'un homme puissant, il déposa une dénonciation contre son enseignement. Il résulta de là un débat dans lequel Fischer eut le dessous, et qui le força de discontinuer ses leçons. Ainsi privé de la faculté de parler, il n'en eut que plus de temps pour écrire, et il publia sous le pseudonyme de Félix de Frohlichshheim, une apologie de sa conduite et une satire de celle de ses ennemis, intitulée : *Excursion de Francfort-sur-le-Mein à Munich*. Un ministre bavarois, Lerchenfeld, était violemment attaqué dans ce factum ; il s'en vengea en traduisant l'auteur devant une commission qui le condamna à sept ans d'emprisonnement dans un fort. Cependant la durée de sa détention fut abrégée, mais il dut quitter la Ba-

vière. Il vint alors résider à Mayence ; mais il ne survécut que peu d'années à son élargissement, et mourut le 14 avril 1829. Fischer était, depuis 1804, membre correspondant de la société philanthropique de Saint-Petersbourg, et, depuis 1805, membre correspondant de la société royale de Göttingue. En 1808, il avait épousé une notabilité littéraire, Caroline-Auguste Venturini de Brunswick. Ce mariage fut très-malheureux et se termina par un procès et une séparation : il paraît que les motifs de plainte étaient frivoles, et l'opinion publique en cette occasion fut contre lui.—On a de Fischer beaucoup d'ouvrages, en partie sous les pseudonymes de Chr. Althing, Erichson, F. de Frohlichshheim, Fréd. Hebenstreit, Isaac Martin, A. - T. Pruzum, Bernard Roll, Eckard, A-la-garde-de-Dieu Schwannum (Gottvertrau Schwannum). Les principaux sont : I. *Léopold II, rhapsodie philosophique* (Leipzig), 1792. II. *Les Constitutions, ou France et Angleterre*, Leipzig, 1792. III. *L'Esprit de Hume*, ibid., 1795. IV. *Les Rois qui ont été fous*, Königsberg, 1797, 2^e édition (ou rafraîchissement), sous le titre de *Biographie des rois malheureux*, Königsberg, 1800. V. *Voyage d'Amsterdam par Madrid et Cadix à Gènes en 1797 et 98*, Berlin, 1799 ; 2^e édition 1801. Cette relation a eu les honneurs de la contrefaçon, sous le titre de *Tableaux d'Espagne*, Vienne, 1800 (mais le circonspect éditeur a fait beaucoup de suppressions) et de la traduction en anglais (celle-ci a été fort goûtée). VI. *Doute politique de Hume*, Leipzig, 1799. VII. *Ecrits érotiques*, ibid., 5 vol. 1800 ; 2^e éd., 1807 ;

3^e, 1817. VIII. *Collection générale complète de toutes les pièces officielles et secrètes qui peuvent servir à l'histoire diplomatique de la France depuis 1792 jusqu'à 1810*, Tbingue, 1810 et 1811, 2 vol. C'est le recueil dont il a été question plus haut, mais complété par des pièces antérieures à Napoléon et postérieures à 1807. IX. *Tableaux du Brésl, Pesth, 1810*. X. Divers contes et romans, entre autres : 1^o *Conrad*, roman comique, Leipzig, 1798 ; 2^o *l'Histoire des sept sacs*, Leipzig, 1799 ; 3^o *le Coq aux neuf poules*, Leipzig, 1800 ; 4^o *les Hult multa d'essent*, Eichstadt (Hildburghausen), 1802. Plusieurs d'entre eux se retrouvent dans les *Œuvres érotiques*. XI. Des traductions de l'anglais, comme : 1^o *Ethelinde, ou la Solitaire du lac de Genève*, Leipzig, 1792, 5 vol. 2^o *Sophie, ou le Solitaire du lac de Genève*, Leipzig, 1794 et 95, 2 vol. (2^e édit., avec un 3^e volume, 1800) ; 3^o *Histoire de la guerre des Indes-Orientales en 1764* (de Cooper William). Il a aussi traduit du français le *Nouveau voyage en Espagne du chevalier de Bourgoing*, Iéna, 1800, 3 vol., et le *Nouveau tableau de l'Espagne* en 1808, d'A. de Laborde. XII. *Manuscrit de l'Allemagne méridionale*, Londres, 1820. On peut ajouter l'*Excursion* qui fut la cause de sa captivité (Leipzig, 1821), des articles dans les journaux et recueils périodiques, etc. P—OT.

FITZ-GÉRALD (WILLIAM-THOMAS), littérateur anglais, né vers 1759, reçut sa première instruction classique dans l'école ou académie de Greenwich, puis fut envoyé à Paris où il entra au collège de Navarre. A sa sortie de ce collège, son père

le présenta à Louis XVI, et cette circonstance parut attacher le cœur du jeune homme à la famille royale. William-Thomas, lorsqu'il fut revenu en Angleterre, obtint, par le crédit de son oncle Martin, alors commissaire de marine à Portsmouth (et qui fut créé baronnet en 1791), un emploi dans la partie des vivres de ce département, et il y fut promu par degrés à des postes plus élevés jusqu'à ce qu'il eût mérité sa retraite avec pension. Le goût et la culture des lettres charmaient l'aridité de son travail habituel, et il exerça sa muse sur des sujets très-divers, soit que des écrivains dramatiques ses amis l'invitassent à composer des prologues pour leurs pièces, soit que les triomphes de l'Angleterre ou de grandes catastrophes politiques excitassent sa verve ; sa plume semblait toujours prête pour la circonstance. La plupart des poèmes qu'il composa ainsi furent recueillis par lui en 1801, 1 vol. in-8^o. On y trouve, entre autres : *Tribut d'une humble muse à une reine captive, veuve d'un roi musulman* ; *Vers sur le meurtre de la reine de France ; le Triomphe de Nelson*, ou *la Bataille du Nil* (d'Aboukir), 1798. Il a publié depuis : *la Tombe de Nelson*, poème, 1800, in-4^o ; les *Pleurs de l'Liberté séchées par l'Union*, 1802, in-4^o. W.-Th. Fitz-Gérald devint un des présidents du *Fonds littéraire* (voy. David WILLIAMS, L, 688). Il est mort à Paddington, le 9 juillet 1820, âgé de soixante-dix ans. L.

FITZ-GÉRALD (lord) (ROBERT), naquit le 15 octobre 1763. Son père reçut trois ans plus tard le titre de duc de Leinster ; sa mère, Emélie-Marie, était la fille d'un duc de Richmond. Il n'était qu'un

amille. Vers 1773, il vint avec sa mère qui avait secondes noces un gentleman du nom d'Ogilvie, et jusqu'en 1779, se prépara surveillance de son beau-père militaire. C'est là avec l'habitude de la langue quelque chose de nos de notre caractère nationale cette éducation, en sorte anti-britannique, ne une recommandation près d'administration de Londres, il des demandes de service et, en juin 1781, il mit avec le dix-neuvième Charlesown. Sa brillante ne tarda point à le si yeux de lord Rawdon, qui se l'attacha en quade-camp. Plus tard, après la on d'Yorktown qui mit un guerre contre les Anglois, Fitz-Gérald fut admis t-major du général O'Hara, à Sainte-Lucie. De retour au bout de quelques mois, il vécut fort tranquillement au sein de sa famille, et représenta au parlement de Dublin le borough, par lequel son frère, le duc de Leinster, l'avait Cette existence parlementaire monotone, il faut le dire, n'avait pas compris le côté ennuyait au plus haut de ce passage d'une de ses sa mère : « Sans vous, me battre avec les Turcs Russes. » Il est clair qu'à peu peu lui importait enet trouvait le droit, admis oit entre les Turcs et les t quelque part, et que tout tuer le temps lui semblait

préférable à la nécessité périodique de subir l'éloquence de tribune. En 1786, son oncle le duc de Richmond, alors grand-maître de l'artillerie, l'emmena dans son excursion aux deux îles anglo-normandes de Jersey et Guernesey. Les connaissances positives et la capacité dont Fitz-Gérald fit preuve en cette occasion, lui concilièrent les bonnes grâces du haut dignitaire, qui dès-lors s'intéressa très-vivement à son avancement. Mais, au moment où la bonne volonté de son noble parent lui ouvrait cette perspective, la vue des maux auxquels l'Irlande était en proie et de la brutalité avec laquelle l'Angleterre affectait de la traiter, opérèrent dans l'esprit de Fitz-Gérald une révolution. Il comprenait la nécessité d'une résistance, sans voir encore à quel point elle devait être vive et menaçante. C'est ainsi que, dès cette même année 1786, non seulement il prit place sur les bancs de l'opposition, mais encore il se montra le rival des Grattan, des O'Neil, des Curran, dont la parole retentissait par tout l'Irlande. Mais que produisait la parole à elle toute seule ? Sans mé croire tout-à-fait à sa puissance, il commençait pourtant dès-lors à y moins compter. Ce sentiment se fait jour au travers des expressions qui semblent dire le contraire et par lesquelles il s'efforce de raffermir sa foi chancelante : « J'ai été bien désappointé du côté de la politique, « mais je n'ai pas perdu courage. « Avec de la persévérance et de la « fermeté, nous finirons par triompher. Quand on veut atteindre un « but, il faut s'attendre à des revers et ne pas se laisser vaincre, « ne pas même paraître y faire attention. Je dis à tout le monde que « tout va bien, mais au fait nous

« avons affaire à de mauvaises gens. » La session finie, il passa sur le continent où sa mère et ses sœurs l'avaient précédé, et d'abord il voulut aller les rejoindre à Nice, en passant par la Suisse. Mais, après un séjour de quelques mois à Paris où nous le trouvons en rapport intime avec le duc de Coigny, avec le marquis de Bouillé, il prit la route d'Espagne, et traversa d'un bout à l'autre la péninsule; car de Gibraltar il écrivit à la duchesse sa mère des lettres charmantes, dont quelques-unes nous ont été conservées, et à Cadix il leva lui-même le plan de cette ville et des forts qui la protègent. Fitz-Gérald était alors dans sa vingt-cinquième année. Il songeait à se marier, et son oncle favorisait ses prétentions sur une jeune personne fort riche et d'illustre famille, dont au reste son biographe nous laisse ignorer le nom. Ce projet ne réussit pas, lord Edouard avait trop peu de fortune aux yeux des parents. Dans son désespoir, il porta pour la seconde fois ses pas en Amérique et se remit plus fortement que jamais aux études stratégiques. C'est ainsi qu'on le voit, en juin 1788, à Halifax avec le cinquante-quatrième régiment, relevant en militaire et en tacticien les frontières des États-Unis du côté des possessions britanniques. Il se rendit ensuite, et peu d'Anglais avant lui avaient suivi cette route, à la Nouvelle-Orléans par les lacs et les grands fleuves qui coulent à l'ouest des états de l'Union. De là il voulait visiter les possessions espagnoles (les Florides, etc.), et principalement la Havane, mais le gouvernement colonial lui refusa opiniâtrément les passe-ports et permissions nécessaires. Il se résigna donc à revenir en Europe. Son ab-

sence avait duré deux ans. On ne s'étonnera pas de l'influence qu'exerça, sur un esprit mécontent des institutions européennes, ce long séjour au sein d'un pays encore vierge, ici à peine habité et ne présentant que les plus simples phénomènes de la civilisation naissante, là commençant la plus merveilleuse carrière de prospérité, sous un régime, l'antipode de la monarchie et de la centralisation. « Ah! ma mère, » dit-il dans une de ses lettres, « ce n'était pour vous, je ne retour- » nerais jamais en Angleterre! » Malheureusement pour lui cette façon de penser était connue, et, arrivé dans la capitale de l'Angleterre, il ne la déguisa point: aussi, malgré son mérite qu'on ne contestait pas, il tomba dans la disgrâce du gouvernement. Sur le vu du levé du plan de Cadix qu'il avait communiqué au duc de Richmond, il avait été question de le mettre à la tête d'une expédition projetée contre cette ville lors des démêlés à propos de la baie de Noutka, démêlés que termina la convention de l'Escorial (oct. 1790); il fut bientôt écarté par le cabinet. L'année suivante (1791), il fut de rochef porté par son frère à la chambre des communes d'Irlande. Pendant les vacances parlementaires, il contracta des liaisons avec Sheridan et Fox, dont l'opposition alors était des plus violentes, et qui ne partageaient pas les opinions belliqueuses et hostiles des Tories relativement à la France. Après le 10 août et un million de bouleversement universel amené par la déchéance, l'invasion, les septembrisades, il se rendit à Paris, dans l'intention de nouer des relations directes avec les meneurs de la démocratie française, mais probablement sans plan arrêté et sans qu'il s'

encore de soulever l'Irlande en négociations pour l'instant n'avaient rien que de vague. Il se rabattit sur Tournay avait la célèbre Paméla, sa qu'il avait connue en Angleterre sur le continent. Le tout eut lieu à la fin de 1792; le cabinet de Saint-James vit en du plus mauvais œil : il ne connaissait plus que des liaisons le parti démagogique, il ne dans Fitz-Gérald des vues sur l'espoir d'un trône peut-être ne pouvait être que l'Irlande sous la protection d'une régie par la maison de France. Aussitôt Fitz-Gérald fut exclu des contrôles de l'armée. C'était définitivement du côté des ennemis, la Grande-Bretagne. Lui, l'écuyer n'avait compris, ou du moins n'avait voulu que la résistance à l'oppression, se trouva presqu'immédiatement porté vers les ennemis, l'insurrection. L'Irlande fut organisée. Épuisé par sa guerre avec les deux Indes, le cabinet de France, en 1782, avait permis l'émigration des habitants de l'Irlande, menacée d'une insurrection, levât une armée de 15000 hommes, et en moins d'un an 15000 hommes s'étaient enrôlés sous les armes : l'année d'après la convention s'était réunie, son but avoué la réforme parlementaire, et avait siégé pendant et les travaux du parlement. Et la convention avaient laissé derrière eux, même des traces : l'échec de l'une et de l'autre levée, en 1792, la société des amis de la liberté, laquelle allait plus en plus les membres les plus avancés de la convention dans les chambres, et

qui, plus large dans ses bases que la convention, demandait la participation des catholiques aux franchises électorales et par là ralliait bien plus de monde. Après trois ans donnés à une lune de miel qui fut longue; à une vie domestique et champêtre qui ne laissait venir à lui qu'un affaibli le retentissement des cris de fureur de l'Europe, des cris de douleur de l'Irlande; à une pénible indécision (car, qui ose en appeler aux armes et jouer sa tête au formidable jeu de l'insurrection, sans avoir long-temps pesé le pour, le contre?) Fitz-Gérald entra dans l'association, au commencement de 1796. Le remplacement de Fitz-William, comme vice-roi d'Irlande, par lord Camden, et la franche mise à l'ordre du jour des voies de rigueur furent incontestablement les causes dernières de sa détermination. Nul doute, au reste, que cet événement ne coïncide avec la nouvelle impulsion que reçurent alors les sociétés secrètes, avec la réorganisation complète de toute l'Irlande, avec la régularisation de la correspondance, enfin avec la fixation d'un but et des moyens propres à l'atteindre. Parmi ces moyens figuraient en première ligne les secours de la France. Le chef de l'association, celui que tous, amis et ennemis, nommaient le père de l'Union, Wolfetone, alla d'abord s'entendre à Paris sur ce sujet avec les chefs du Directoire, de la première expédition de Hoche en Irlande, 15 déc. 1796, celle que la dispersion de la flotte par la tempête fit échouer, et qu'un peu d'audace chez les chefs secondaires de cette flotte eût fait réussir. Cet échec ne découragea pas l'association, et comme en principe la coopération française était toujours promise,

Fitz-Gérald et Arthur O'Connor s'abouchèrent en Suisse avec l'ambassadeur Barthélemy, pour préciser plus positivement les moyens de délivrer l'Irlande. Le choix de Fitz-Gérald, en cette occasion, était d'autant plus convenable que l'on en était venu enfin à son idée dominante, celle de ne demander à la France que des armes, des munitions, de l'artillerie, des officiers. A ce mode de coopération on gagnait deux choses, moins de risques pour l'escadre d'être interceptée dans la traversée, et moins de risques pour l'Irlande de se donner des maîtres dans ses auxiliaires. Tout fut disposé comme l'entendait Fitz-Gérald. Il y eut ensuite entre les agents de l'Union et Hoche une entrevue à Francfort. Fitz-Gérald n'y prit pas part, et revint à Hambourg, soit pour ne pas donner l'éveil aux défiances déjà trop grandes du cabinet de Londres, soit de peur d'effaroucher Hoche en lui faisant soupçonner que la réussite du mouvement en Irlande en amènerait un autre en France en faveur de la maison d'Orléans. Sa présence à Francfort pourtant eût eu des suites moins funestes que les indiscrétions dont il se rendit coupable en route, comme si tout était déjà fini, et qui mirent sur la piste des conjurés une étrangère ex-maîtresse d'un vieux collègue de Pitt. Des avis que le cabinet britannique recevait de Hambourg, et aussi des fausses mesures prises par le directoire, des vents contraires qui rendirent presque impossible le départ de la flotte battue chargée des secours de la France, de la victoire navale de l'amiral Duncan à la hauteur de Camperdown, il résulta que les forces de l'Union perdirent au moins moitié. Tout le nord de l'Irlande fut décou-

ragé et désarmé. En revanche, les autres portions de l'Union, qui toujours avaient compté bien plus sur un énergique mouvement national que sur l'assistance étrangère, se serrèrent les uns contre les autres et s'animent d'une ardeur nouvelle. Prendre le château et la caserne royale de Dublin, arrêter tous les membres importants du gouvernement en Irlande, soulever les masses, tel était le plan. Il devait d'abord éclater au mois d'août; mais les préparatifs étaient encore trop peu avancés. On les continua dans le plus grand silence. Pitt et ses amis avaient perdu la trace du complot renaissant, et, bien que plusieurs milliers de personnes eussent positivement le fond des choses, le ministère en était encore à de vaines conjectures sur les combinaisons des chefs de l'Union au commencement de février 1798. Un rapport présenté à lord Edouard portait, à cette époque, le nombre des hommes armés et organisés à trois mille; en même temps, M. de Talleyrand, ministre du Directoire, promettait à l'agent de l'Union à Paris que l'armement français mettrait à la voile en avril. Ce terme approchait lorsque enfin le gouvernement anglais obtint des révélations. Un traître, du nom de Thomas Reynolds, comblé des bienfaits de Fitz-Gérald, communiqua par un intermédiaire tout ce qu'il savait des projets des conjurés, et termina en avertissant le gouvernement qu'un grand conseil allait avoir le 12 mars chez le négociant Olivier Bond. Là furent pris tous les chefs de l'Union. Emmett, jeune, Sampson, Mac-Reven, Fitz-Gérald étaient absents: les trois autres furent arrêtés en vertu de mandats spéciaux: Fitz-Gérald échappa.

ne quelques autres; et malheureux de ceux qu'avait saisis exactement, malgré les énormités qui s'opposaient aux es, aux excursions des prisonniers, la conspiration encore. Neuf semaines de la 9 mars au 19 mai), Fitz-changelant d'asile et de vêtements des espions, renoua les rompus du complot, eut des notes avec ses complices, avec , avec Reynolds lui-même. jours encore et la conjuration, lorsque le 19 au soir, officiers vinrent le saisir chez arphy dans Thomas-Street. les deux, Swan et Ayan : l'une entra suivi d'un piquet, sût toute résistance devint Transféré d'abord au château, il fut ensuite conduit en prison de Newgate. Il n'en sortit sans doute que pour l'assassiné. Résolu à ne point se rendre par des révélations, et à donner sa mort en spectacle, il se tua dans sa le 4 juin à deux heures du So tante Louise Canolly et le Henri Fitz-Gérald l'avaient heures auparavant. Au octobre suivant, le roi signa l'attaindre qui poursuivait et éteindre sa cendre jusque dans le tombeau. Cet acte fut en 1809. Thomas Moore a écrit et la mort de lord Edouard érald, Londres, 1829, 2^e, ouvrage également précédé par les renseignements qu'il re et par les nombreuses lettres n.

P—or.

ITZ-GÉRALD (lady n), femme du précédent, long-temps sous le nom de la et l'élève favorite de ma-

dame de Genlis, dat naître vers 1777, en France, suivant les uns, en Angleterre ou à Terre-Neuve, selon l'opinion que d'autres ont voulu accréditer. Ce qui semble certain du moins, c'est qu'elle fut de bonne heure transportée en Angleterre, puisqu'elle parlait anglais, et rien qu'anglais en 1782, et que tel fut le prétexte de son introduction au couvent de Belle-Chasse auprès des jeunes princesses d'Orléans. Chargée vers cette époque par le duc de Chartres de l'éducation de ses enfants, sous le titre insolite de gouverneur, madame de Genlis avait résolu, dit-elle, de faire apprendre par l'usage les langues vivantes à ses élèves: de là des domestiques et des femmes de chambre anglais et italiens; de là aussi, pour l'intimité, la compagnie d'une jeune anglaise, camarade de jeux et de travaux. Un M. Forth, en correspondance alors avec le duc de Chartres, fut prié de lui faire passer en France une jolie enfant de cinq ans ou environ. Bientôt l'envoi fut fait en ces termes: « J'ai l'honneur d'envoyer à V. « A. S. la plus jolie jument et la « plus jolie petite fille de l'Angle- « terre. » Plus tard, il fut dit que le père était le fils d'un grand seigneur du nom de Seymour, lequel avait épousé en dépit de ses parents une jeune femme de la classe la plus pauvre, et avait été s'établir avec elle à Fogo. Il y était mort, et Marie Syme, c'était le nom de la veuve, revint en Angleterre avec sa fille et sa misère. Plus tard encore eut lieu par-devant le lord chef de la justice du Banc du roi (lord Mansfield), un acte tendant à frapper de nullité toute réclamation de la mère, à l'effet de ravoir sa fille. Cet acte était un de ces marchés d'apprentissage, d'a-

près lesquels, moyennant la somme de... (ici ce fut vingt-quatre guinées), le père ou la mère abandonne l'enfant avec tout droit sur lui, à la personne qui s'en charge. Malgré ces détails, en apparence fort circonstanciés, la curiosité publique voulut trouver de l'incertitude et de l'imprécision dans la narration de madame de Genlis; et la cour et la ville s'obstinèrent à croire que toutes ces minutieuses formalités, pour obvier aux réclamations de la mère, étaient surabondantes. On s'occupait aussi beaucoup du père, et nombre de conjectures se disputèrent l'opinion des salons. La plus admise faisait Maître la petite commensale des princesses, de ce côté-ci de la Manche, et d'un sang plus illustre que celui des Seymour, bien que l'on ne nommât pas d'autre mère que M^{me} de Genlis. Nous ne répéterons pas des assertions que n'appuie aucune preuve mathématique, et qui du reste ne firent pas varier un moment l'institutrice dans ses projets. Pamela (tel est le nom mélodieux et romanesque qu'elle imagina de lui donner, au lieu de celui de Nancy qu'elle avait porté en Angleterre) Pamela eut les mêmes maîtres, les mêmes soins que les enfants du duc de Chartres, devenu dans l'intervalle duc d'Orléans, et son étonnante ressemblance avec plusieurs d'entre eux l'eût fait prendre pour leur sœur, bien que son accent étranger protestât contre cette première impression. Elle était du reste fort jolie, remplie de grâce, et, sinon judicieuse et sensée, du moins assez spirituelle et instruite. Tant de charmes, joints à ce que sa situation avait à la fois de romanesque et de précaire, ne pouvaient manquer de fixer de nouveau et plus que jamais l'attention. Au temps

même où les agitations de la France commencent à perdre aux gens du grand monde la notion de leur légitimité, les orateurs situés étaient aux pieds. Les notabilités du parti réunissaient le dimanche soir à Belle-Chasse, dans la maison de Genlis, alors à la mode de la révolution, si neurs. On y préparait les graves jour. Agée d'environ (1791), Pamela était plus pour cette foule naissante, qui affluait la riche maison d'Orléans. Les David, les Péthion, les Camille Desmoulins, le dernier avait pour lui qu'il appelait de l'admiration : « Vous qui trouvez « vives si faciles, avez- « exposés à Pamela? » F il eut le plaisir de s'être souvent l'heureux tuteur. Voici comment. Un jour le duc d'Orléans voulut lui constituer de quinze cents livres, déclara qu'il ne pouvait rien de plus qu'autant que l'eût un tuteur. « Eh « prince, elle en choisit « même. » La jeune fille citoyenne Barrère, dont l'expérience ne pouvait sanglante atrocité soit d'exquise politesse dont paît. Les travaux de la nuit, Pamela et madame de Genlis (aujourd'hui madame de Genlis) furent du voyage politique que fit en Angleterre de Genlis, avec les ducs de Devon et Voidel. Pamela pays de son enfance, y

fridan la demanda en mariage dès lors de plus hautes des- blaient lui être promises : lord Edouard Fitz-Gérald n'en son servent adorateur, rit sur le continent, lorsque des événements et l'im- e la guerre, en forçant les le quitter la Grande-Bre- dirent périlleux pour des leur maison le retour en Mais il vint d'abord à nous ne saurions dire s'il mplir une mission près du ment au nom de l'Union , ou plutôt s'il sollicitait l'duc d'Orléans, à l'effet sa protégée Paméla. Le que de Paris il se dirigea imp vers Tournay et qu'il main de la belle orphe- dît qu'en contractant cette Fitz-Gérald, dont le pa- , tout sincère qu'il était, es vœux ambitieuses, croyait rejaillir sur son nom un ni-royal et s'acheminer ainsi r. Cependant il sembla long- re rester indifférent aux af- luente par son esprit et par douée d'une grande chaleur toute pénétrée des idées , d'aide à la faiblesse, et nt aux misères trop incon- le l'Irlande, du reste in- réflexions véritables, Pa- nda toutes les intrigues de son mari. On sait com- termina la formidable in- d'Irlande. Pitt, qui depuis s'avait en l'œil ouvert sur t venues de Fitz-Gérald à , à Francfort, etc., et sur ues à Londres avec des uçais, Pitt avait de plus reuves de sa participation utes les menées; et les ré-

vélations de complices arrêtés le 12 mars 1798 l'instruisirent encore davantage. Pendant les neuf semaines douloureuses employées par Fitz-Gérald à cacher sa personne et à renouer la trame rompue, sa femme ne le vit que deux ou trois fois, et la dernière de ces entrevues prodn- sit sur elle tant d'impression qu'elle accoucha d'un second enfant avant terme. Après la mort funeste de lord Fitz-Gérald (*Voy. l'art. pré- cédent*), la triste veuve, compromise elle-même, fut poursuivie, ruinée. Le prince Esterhazy la sauva en la cachant à fond de cale de son paque- bot, et la reconduisit ainsi dans cette funeste ville de Hambourg, dont elle devait trouver le nom odieux; et, chose étrange, elle s'y établit peu de temps après, non loin de madame de Genlis. D'abord Paméla voulut la voir, et bientôt n'aspira qu'à s'en éloigner. Ces deux grandeurs déchuës ne pou- vaient se tolérer, ajoutons ne pou- vaient se comprendre. L'exilée de Silk voulait toujours trôner dans sa morgue pédagoguesque, et l'ex-pai- resse d'Irlande, avant vingt-deux ans, avait reçu les puissantes leçons du malheur. Madame de Genlis était plus sèche et plus froide que jamais; Paméla du moins avait un peu de poésie à la tête et de sensibilité au cœur. Pourquoi faut-il qu'elle ne possédât pas aussi cette fermeté qui jette l'ancre dans les eaux les plus houleuses, et que, peu heureuse, par- tant peu fixe dans ses résolutions, elle se laissât dériver au vent! Au bout de quelques années de veuvage, lasse de la liberté, elle se maria en secondes noces au consul américain Pitcairn, alors à Hambourg; mais elle fut bientôt plus lasse des liens qu'elle ne l'avait été de son indépen- dance, et il fallut que le divorce sé-

parât les deux époux. Elle reprit le nom de Fitz-Gérald, et c'est en cette qualité qu'en 1812 elle se rendit à Paris, où elle habita d'abord l'Abbaye-aux-Bois, ensuite chez son ancien ami Aubert, père du compositeur. Mais tout était glacial pour elle dans cette ville impériale, si loin alors et de quatre-vingt-neuf et de quatre-vingt-douze. Ce contraste douloureux des souvenirs de fêtes qui l'avaient bercée, et d'un isolement semblable à la tombe lui fit mal, et joint aux fausses idées qu'une éducation et des habitudes un peu romantiques avaient développées en elle, lui fit faire les choses les plus singulières; elle s'enfuit à l'autre bout de la France, à Montauban, où elle logea dans la maison du duc de la Force, commandant du département. On l'y vit, à l'âge de plus de cinquante ans, garder les moutons, habillée en bergère de Fontenelle. Au milieu de passe-temps de ce genre tomba la révolution de juillet. La nouvelle des grands changements qui suivirent cet événement lui fit soudain quitter sa retraite : elle accourut à Paris, et se logea dans l'hôtel du Danube, rue de la Sourdrière. Qu'espérait-elle? et eût-elle réussi? on l'ignore. Elle espérait sans doute, lorsqu'un mal subit vint mettre prématurément un terme à ses jours. Elle expira en novembre 1831, sinon dans l'abandon, du moins dans la gêne. Elle jouissait de dix mille francs au moins de pension, mais pour elle qu'était-ce que dix mille francs! Le fait est qu'il ne se trouva pas chez elle de quoi la faire enterrer, et qu'il fallut avoir recours à la munificence d'un grand personnage, pour subvenir aux frais de la cérémonie. Parmi le peu d'amis qui suivirent son convoi, on remarqua le prince de Talleyrand. P—on.

FITZ-JAMES (Charles, duc de), pair et maréchal de France, était fils du maréchal de Berwick et petit-fils de Jacques II, roi d'Angleterre. Né le 4 nov. 1712, et connu d'abord sous le nom de comte de Fitz-James, il n'avait que dix-sept ans, lorsque, sur la démission du comte Henri de Fitz-James, son frère aîné, et après que François de Fitz-James, son autre frère, qu'il embrassé l'état ecclésiastique, il fut pourvu, le 28 déc. 1729, du gouvernement et de la lieutenance générale du Limousin. En 1730, le comte Charles entra aux mousquetaires; obtint une compagnie au régiment de cavalerie de Montrevel, le 31 mars 1732, et, l'année suivante, un régiment de cavalerie irlandaise, auquel on donna le nom de Fitz-James. Cette même année, la paix, dont jouissait l'Europe depuis près de vingt ans, fut troublée par la mort d'Auguste, roi de Pologne. La guerre s'alluma de toutes parts. Une armée française, sous la conduite du maréchal de Berwick, pénétra en Allemagne; Charles de Fitz-James y fit ses premières armes, à la tête de son régiment; d'abord au siège de Kehl, puis à celui de Philipsbourg. Il était auprès de son père, lorsque celui-ci fut tué d'un coup de canon, et il fut couvert de son sang et de sa cervelle. Le duc Charles continua de servir à l'armée du Rhin, en 1735, sous les ordres du maréchal de Coigny, jusqu'aux préliminaires de la paix de Vienne. Il fut créé duc et pair de France en 1736. — La mort de l'empereur Charles VI devint, en 1740, le signal d'une guerre nouvelle, celle de la cession d'Autriche. La France avait les prétentions de l'empereur de Bavière au

trône impéria En 1741, de quarante mille Rhin au Fort-les du maréchal de Belle-Isle; une armée, forte aussi de quarante hommes, passa la Meuse au même temps. C'est dans cette même que servait, comme brigadier le nouveau duc de Fitz-James, les ordres du maréchal de Mittern. Il est peu d'actions, dans cette guerre, auxquelles il n'ait pris quelque part. Il se trouvait à l'armée du maréchal de Belle-Isle, lors du siège et de la retraite de Prague. Rentré en France, au mois de juillet 1743, il finit la campagne en Basse-Alsace, sous le maréchal de Noailles. L'année suivante, il fut promu au grade de maréchal de camp, et employé, en cette qualité, à l'armée du roi. Il commandait les travaux du siège de Tonnay, en 1746, le jour où le roi gagna la bataille de Fontenoi, à laquelle il eut la douleur de ne pouvoir participer. Il servit ensuite aux sièges d'Oudenarde et de Dendermonde. En 1746, il fut employé à l'armée de Flandre, sous les ordres du maréchal de Saxe. Il couvrit, avec l'armée, les sièges de Mons, de Saint-Guilhaime et de Charleroi, servit à celui de Namur, et prit part à la victoire de Raucoux. La bataille de Lawfeld, moins disputée et plus sanglante que celle de Fontenoi, eut lieu la campagne de 1747 dans les Pays-Bas. Le duc de Fitz-James, après y avoir donné de nouvelles preuves de courage, marcha, avec l'armée, au siège de Berg-op-Zoo que l'ennemi devait investir; encore l'honneur se cont a prise de cette ce. Il était assés devant Maastricht, furent signés entre l'armée, l'Angleterre et la Hollande, la

la-Chapelle. Cette paix vint enfin mettre un terme aux calamités dont l'Europe gémissait depuis huit ans. La guerre avait été surtout ruineuse pour la France, victorieuse, il est vrai, en Provence, sur le Rhin et dans les Pays-Bas, mais sans cesse menacée dans ses colonies, et voyant s'écrouler son commerce et sa marine. — Les hostilités avaient à peine cessé, lorsque, le 10 mai 1748, le duc de Fitz-James fut promu au grade de lieutenant-général. En attendant qu'il pût, par sa valeur, honorer cette nouvelle dignité sur d'autres champs de bataille, il alla se faire recevoir pair de France au parlement, et chevalier des ordres du roi. La guerre de sept ans le rappela en Allemagne: il eut alors le commandement de plusieurs corps détachés, et contribua à la victoire de Hastenbeck et à la prise de plusieurs places de l'électorat de Hanovre. Il se trouva, l'année suivante, à la bataille de Crefeld, et fut chargé, quelques mois après, de conduire au prince de Soubise, qu'il joignit heureusement le 9 oct., dix bataillons et douze escadrons détachés de l'armée que commandait le maréchal de Contades. Le lendemain 10, il combattit avec la plus grande distinction à Lutzelberg. A la malheureuse bataille de Minden, livrée le 1^{er} août 1759 par le maréchal de Contades, et perdue par la désobéissance du maréchal de Broglie, le duc de Fitz-James chargea les Hanovriens à la tête de toute la cavalerie française, dont il avait le commandement. Il revint en France au mois de nov. suivant. La guerre n'était point terminée, lorsqu'en 1761, il fut nommé commandant de la province de Languedoc et des côtes de la Méditerranée. Ce fut en 1763 qu'éclatèrent, entre le parlement de

Toulouse et lui, ces dissentiments qui donnèrent lieu de part et d'autre à des violences et à des abus de pouvoir. Chargé de faire enregistrer des édits bursaux à la publication desquels le parlement se refusait, le duc de Fitz-James se rendit à Toulouse dans les premiers jours de septembre de la même année. Peu instruit sans doute des formes parlementaires, plus habitué à celles des camps, il déploya tout d'abord un appareil de force armée qui irrita la magistrature au lieu de l'intimider. Le 13 dudit mois, il vint prendre au parlement son rang de duc et pair, et requérir l'enregistrement des édits du roi. Usant des lettres de cachet dont il était porteur, il y procéda lui-même, assisté du premier président Fr. de Bastard et du procureur-général Biquet de Bonrepos, tandis que le parlement quittait la salle de l'assemblée et se retirait dans une autre chambre du Palais. Le duc s'y présenta après la transcription finie, et commanda aux magistrats de se séparer, sous prétexte qu'à minuit la cour entrait en vacation. Un silence profond fut leur seule réponse : « Messieurs, leur « dit alors le duc de Fitz-James, j'ai « des ordres très-précis du roi; si « vous ne les exécutez pas, je les « ferai exécuter avec la plus grande « douleur, mais avec la plus grande « fermeté. » Le silence continuant à régner autour de lui, il descendit dans la grand'chambre, et fit appeler successivement les trois premiers présidents à mortier; il signifia en particulier à chacun d'eux une lettre de cachet, qui leur enjoignait de la part du roi de se retirer à l'instant chez eux et de sortir du Palais, sans remonter dans la chambre où le parlement était assemblé. Ils obéi-

rent : d'ailleurs, pour assurer l'exécution de ses ordres, le duc avait fait placer à toutes les portes des sentinelles, dont la consigne était d'empêcher que nul officier du parlement ne pût y rentrer après en être sorti. Espérant continuer ainsi jusqu'au dernier membre de la cour, il fit appeler le quatrième président; mais celui-ci, n'ayant pas vu revenir ses collègues et concevant quelques soupçons, se fit suivre du parlement en corps, et se présenta ainsi escorté dans la salle de l'assemblée des chambres. Il était une heure du matin; la pâle clarté de deux bougies près de s'éteindre éclaira seule, aux yeux du duc de Fitz-James, cette longue file de magistrats vêtus de noir, marchant un à un et prenant place dans un morne silence. Cet aspect lui causa une vive émotion, et, dans son trouble, il laissa au parlement la faculté de se proroger, ne prévoyant sans doute pas les suites qu'allait amener cette condescendance. Ce fut seulement à neuf heures du matin, le 14 septembre, que se termina cette séance mémorable, pendant laquelle le Palais, entouré de troupes, ressemblait à une place de guerre investie de toutes parts. Malgré cet appareil menaçant, la cour arrêta d'énergiques remontrances, et les fit imprimer et afficher dans tous les carrefours de la ville. Dès ce moment, le duc, justement blessé, ne mit plus de bornes à sa sévérité : par son commandement les magistrats furent arrêtés et contraints de garder les arrêts dans leurs propres maisons; des factionnaires furent placés dans la chambre de ceux des conseillers qui se refusèrent à donner une promesse écrite de ne point sortir de chez eux jusqu'à nouvel ordre. Ils étaient ainsi gardés à

vue, et dése- était faite de les laisser commuer avec qui que ce fut, hors leurs plus proches parents, qu'ils ne pouvaient voir que l'un après l'autre, et en présence des sentinelles. Ces arrêts rigoureux se prolongèrent pendant plus de six semaines : ce ne fut que dans les premiers jours de décembre qu'un ordre du roi vint rendre les magistrats à la liberté, et au parlement la faculté de s'assembler. Il en profita pour venger l'honneur de son corps, et, malgré l'entremise officieuse du premier président, François de Bastard (1), dont la sagesse et la fer-

meté dans ces circonstances étaient demeurées impuissantes à calmer les esprits, le duc de Fitz-James fut décrété de prise de corps, et le parlement fit afficher son arrêt en plein jour jusque sur la porte de l'hôtel du commandant de la province (Voy. François de Bastard, LVII, 278). Le parlement de Paris et les pairs du royaume réclamèrent; ils prétendirent avoir seuls le droit de juger les pairs. Les autres parlements appuyèrent de leur côté les prétentions du parlement de Toulouse. Le mot de *classes* fut alors prononcé, et il fallut un arrêt du

(1) L'auteur de la note qu'on va lire a sous les yeux la correspondance originale de M. de Bastard, premier président du parlement de Toulouse, avec Barzin, alors contrôleur-général des finances; tout y est aussi sage que modéré. Interpellé directement par le ministre du roi et au nom de son maître, sur la véritable état des choses, il déclare qu'il obéira et dira sa pensée tout entière, soit sur les remontrances faites par le parlement le 10 août, soit sur le fond même des édits présentés. Il engage à modifier les édits sur certains points, à agir avec prudence, à ne point blesser le parlement de Toulouse, par un appareil de force toujours fâcheux, mais plutôt à réprimer dans leur source les tentatives révolutionnaires : « car, dit-il, je suis sûr que si nous agissions par nos propres vues, et si nous étions déterminés par nos humeurs; si nous en venions d'étrangers qui gisent tout, qui renversent les tables et qui nous divisent. La lumière la plus vive, pour se servir du mot actuel, est celle des autres parlements, particulièrement de celui de Paris; c'est une véritable épidémie que cette tentation; elle a lieu sans conviction, sans regard de sa propre dignité, sans attention aux besoins de la province et à l'opportunité des mesures. » Le président demande de ne rien précipiter; il fait observer que les circonstances sont délicates et difficiles. « L'angoisse l'espère que l'on arrivera à conclure qu'il s'est tout gagné que gagner du temps. Il fait remarquer avec raison que si le roi a quelque motif d'être mécontent des remontrances quant au fond, S. M. devra être satisfait du style de l'objet et de la modération qui précède à sa rédaction, et que cette modération mérite attention de la part du roi. » Le duc prie, dit-il au ministre, si vous y êtes encore à temps, de parler, dans la réponse du roi, de l'impression que font sur l'esprit de sa majesté des représentations sages et mesurées, et combien une tournure vive, déclamatoire et peu respectueuse est déplaisante, et de lui déplaire et lui déplait en effet... »

« Je vous demande encore de mettre, dans la réponse dont vous m'honorerez, quelque chose d'obligant pour M. de Fitz-James, qui a rédigé les objets... Je vous parle avec franchise, et je me flatte que vous vous apercevrez que je ne suis conduit que par le zèle le plus pur pour le service du roi et pour le bien public, qui sont inséparables. » Mais lorsque plus tard les droits de trêve furent connus, lorsque le parlement de Toulouse, dépassant encore les excès des parlements, dont la conduite lui avait jusqu'alors servi de modèle, se mit en opposition ouverte aux ordres de la cour, François de Bastard, dont les conseils de modération n'avaient malheureusement pas été suivis, ne craignit pas de tenir un tout autre langage, et de proposer des mesures sévères contre des magistrats, dont le devoir, disait-il, était de servir le roi comme magistrats, mais magistrats sujets. Dans sa lettre du 21 octobre, il ne craint pas de solliciter des lettres de cachet, adressées à lui tout le premier et aux membres de la chambre des vacations (le parlement était alors en vacances), portant injonction à chacun de reprendre immédiatement ses fonctions, et d'administrer la justice pendant les vacations, conformément à la déclaration du 12 avril 1682, et ce sous peine de désobéissance. « Il faudra », dit-il, que la même clause de désobéissance soit contenue dans la lettre de cachet générale, de laquelle je crois qu'il est convenable d'excepter, par toutes sortes de raisons, le doyen du parlement; sa fidélité inébranlable mérite cette distinction (Voy. Dominique de Bastard, LVII, 276)... Il est de la dernière importance que l'on profite des moments pour rétablir l'ordre dans les parlements, et, selon ma façon de penser, c'est le point le plus essentiel pour empêcher les secousses violentes. Je vous avoue naturellement que, si les choses restent dans l'état où elles sont, il n'est pas possible d'être à la tête des complotes. Il n'y a point de constance et de santé qui puisse résister. Je terminerai cette lettre et au vous disant qu'il est de la plus grande importance que la conduite du duc de Fitz-James soit approuvée hautement. » Dans un

conseil pour mettre un terme à ces contestations qui duraient encore en 1767. — Dans ses démêlés avec le parlement de Toulouse, le duc de Fitz-James n'avait fait qu'obéir aux ordres de la cour. Cependant il perdit son commandement à la suite de cette affaire, que nous avons cru devoir rapporter avec quelques détails, puisqu'elle devint pour lui la cause d'une longue disgrâce, et qu'elle doit être considérée comme l'une des circonstances les plus importantes de sa vie. Ce ne fut que plusieurs années après, en 1766, qu'il fut pourvu du commandement du Béarn, de la Navarre et de la Guienne. Il fut appelé, en 1771, à celui de la province de Bretagne, dont il présida les états à Morlaix; et cette assemblée, qui avait la réputation d'être un peu récalcitrante, lui accorda toutes ses demandes. Il fut créé maréchal de France le 24 mars 1775. Depuis lors son nom ne se rattache à aucun événement important. Il mourut en mars 1787, au moment où commen-

post-scriptum de sa main, le premier président ajoute : « On a laissé monter les choses au dernier période; il faut que les parlements « rétrogradent beaucoup; une loi de discipline intérieure peut seule apporter ce remède; « je vais m'en occuper, et vous l'aurez bientôt « sous les yeux. Je donnerai l'exemple de tout « mon cœur; je ne demande pas mieux que « d'être à la tête de la besogne, d'y sacrifier « ma santé et mon temps; sacrifices inutiles, si l'autorité du roi ne me seconde. Je « n'en dis pas trop, lorsque j'avance que la « fermeté est d'une nécessité absolue, si l'on ne « veut pas voir l'autorité entièrement perdue. « Ce n'est plus à l'abri des lois et des formes « que les parlements procèdent; il faut les arrêter par les mêmes voies qu'ils emploient « pour ne pas obéir. » On aura une idée exacte de l'exaltation à laquelle se livraient alors les parlements, si l'on prend la peine de lire les libelles par lesquels on cherchait à diffamer la conduite des magistrats fidèles à leur serment, en la nommant *perfidie*, *bassesse*, *servilité*, *trahison*. Un pareil désordre, de tels renversements d'idées et de principes, n'étaient-ils donc pas les véritables précurseurs, les causes évidentes de la révolution, dont tous les parlements ont eux-mêmes été si cruellement les victimes? M—j.

çaient à s'amonceler les nuages de la révolution. Il laissait deux fils: le premier, Jean-Charles, était né le 26 novembre 1743, et fut connu d'abord sous le nom de comte de Fitz-James. Après avoir été lieutenant-colonel du régiment de Berwick, il en devint colonel propriétaire. Il fut ensuite brigadier des armées du roi et maréchal-de-camp, le 1^{er} mars 1780. — Le second, Edouard-Henri, naquit à Paris le 13 septembre 1756, et fut reçu chevalier de Malte le 21 mars 1752. Colonel du régiment de Berwick, au mois de juin 1758, et créé brigadier des armées du roi, en janvier 1784, il obtint le grade de maréchal-de-camp, le 9 mars 1788. L'époque où il vivait ne lui a pas permis de profiter des avantages qu'il trouvait dans sa fortune et sa naissance pour ajouter à l'éclat de son nom. Il émigra en 1791, et mourut en 1805. Le duc de Fitz-James actuel est le fils de ce dernier, et il compte ainsi le roi Jacques II pour trisaïeul.

B—rr—z.

FITZWILLIAM (le comte **WILLIAM WENTWORTH**), homme d'état anglais, né le 30 mai 1748, perdit son père à l'âge de neuf ans, et reçut sa première éducation à Eton, où ses disciples **Charles Fox** et **lord Carlisle** commencèrent avec lui une liaison qui, à quelques interruptions près, dura autant que leur vie. Il vint ensuite compléter ses études au collège du Roi à Cambridge, voyagea sur le continent, et, son tour fini, prit place à la chambre des pairs en 1769. L'année suivante, il épousa lady Charlotte Ponsonby, fille du comte William de Besborough. Ses parentés et ses liaisons le plaçaient naturellement parmi les whigs: aussi fut-il des opposants à l'administration de lord North et aux mesures

les mesures qui firent perdre à la Grande-Bretagne ses riches colonies américaines. Cependant, à la suite de ce désastreux cabinet, au commencement de 1782, il n'eut de place dans la nouvelle commission, bien que le marquis de Rockingham, chef du ministère qui signer la paix de Paris, fût son oncle maternel. Soit mécontentement, point avoir sa part du pouvoir, l'approbation consciencieuse du roi, Fitzwilliam cessa bientôt de paraître pour le ministère. Il est vrai que le mort de Rockingham, en juin 1782, avait amené dans la commission conseil des modifications grasses qu'il ne fut pas le seul qui se fit des ministres. Fox, Portland, et tant d'autres, et à leur suite beaucoup d'autres, qui formèrent ce que l'on nomma le parti Portland. On sait combien les intrigues de cour restèrent long-temps sans Fitzwilliam qui, suivant le projet conçu par Fox, pour la réorganisation des affaires de l'Inde, devait être la tête de la commission qu'on avait cru, et qui, lors de la discussion sur la question de la régence, éloigné, par les amis du prince de Galles, comme le futur lord-lieutenant d'Irlande, vit dans l'un et l'autre cas ses espérances frustrées, et le retour de Georges III avait fait ajourner indéfiniment ses vœux impatientes. La révolution française venait alors de commencer. Les développements inouïs firent bientôt les principes des hommes, la facilité que les esprits seules trouvèrent à faire passer les théories dans l'application, les excès et les excès qu'amenèrent les révolutions si brusques, la désunion parmi les whigs. Fitzwilliam ne fut point de l'avis de

Fox, qui comprenait que les fautes commises dans l'exécution d'un grand acte (comme une rénovation sociale) ne prouvent rien contre l'utilité, contre la moralité de l'acte en lui-même. Ainsi que Burke et ses amis, il vit le présent et non l'avenir, les scènes horribles de la bataille et non les résultats de la victoire; ou plutôt whig grand seigneur, il eut peur pour les privilèges et l'omnipotence de l'aristocratie, et crut qu'elle périrait, tout périssait; enfin il devint hostile à la France, en même temps que les Portland, les Spencer et leurs suivants. Le 11 juillet 1794, ce tiers parti se faufila au ministère, et, cette fois, Fitzwilliam eut part au prix de la victoire: il fut nommé président du conseil privé, et, quelque temps après, gouverneur-général d'Irlande. Cette malheureuse contrée était alors en proie à la fermentation la plus vive; il ne s'agissait plus seulement de *meetings* (réunions) de trente mille âmes, de pétitions impérieuses, de pamphlets incendiaires: une formidable association s'était formée dans le silence, et ses chefs avaient pour but de faire de l'Irlande une république indépendante sous le patronage de la France. En présence de ces dispositions terribles, quel parti prendre? Fitzwilliam crut que le meilleur était de faire aimer aux Irlandais la domination britannique, en adoucissant pour eux l'injuste sévérité des lois, en leur reconnaissant les mêmes droits civils qu'aux Anglais, en usant pour les désarmer de douceur et non de violence. Tel est le sens dans lequel il agit; et la destitution de l'antagoniste le plus prononcé des mesures conciliatrices, lord Beresford, alors premier commissaire du revenu, fut un gage des sentiments qu'il apportait en Irlande,

Si le gouvernement avait eu les mêmes vues, et qu'il y eût eu de l'unanimité dans les mesures bienveillantes, il est possible que la tendance des Irlandais à briser le joug se fût détruite d'elle-même, et que les masses eussent fait défaut à leurs coryphées. Mais la mansuétude de Fitzwilliam, rendue stérile par le manque du concours des cabinets, et le refus des grandes mesures qui en eussent été les corollaires, n'aurait eu d'autre effet que de faciliter la diffusion des sociétés secrètes, qui, comme un immense réseau, s'étendaient déjà sur toute l'Irlande, même dans le nord où les mécontents sont moins nombreux. Le cabinet ne tarda pas à s'apercevoir que sa marche manquait d'ensemble et, traitant de mollesse et de pusillanimité les ménagements de Fitzwilliam, il lui prescrivit plus de sévérité. Les divergences éclatèrent surtout lors de la motion que Grattan introduisit, d'accord avec le gouverneur, pour la présentation d'un bill à l'effet d'abolir les incapacités politiques et civiles des catholiques, motion qui fut votée avec acclamation, et qui répandit dans toutes les classes de la nation irlandaise un enthousiasme frénétique. Le ministère désapprouva formellement la mesure. Fitzwilliam répondit en insistant sur l'imminence du danger, dont la connaissance l'avait décidé à donner son assentiment à la motion, et sur l'impossibilité de rétracter son approbation sans accroître encore le péril. « Qu'on ne compte pas sur moi, dit-il, pour allumer un incendie qu'on n'étouffera que par les armes et dans le sang. » A cet ultimatum le cabinet répondit en le remplaçant par lord Camden. Fitzwilliam avait à peine été trois mois en place : au reste ce fut peut-être le plus beau moment de sa

vie que celui de cette soudaine révocation. En Irlande, la chambre des communes témoigna ses regrets par une adresse : un membre même, Dugerry, avait proposé de lancer contre le ministre Pitt un bill d'impeachment ! Mais cette motion impraticable et inconstitutionnelle fut écartée par de plus avisés. Le 25 mars, jour de son départ, plusieurs émeutes sur des places diverses nécessitèrent l'intervention de l'armée. Dublin fut en deuil, toutes les boutiques se fermèrent, toutes les affaires demeurèrent suspendues, la population en masse suivit jusqu'au bord de la mer sa voiture dételée et traînée par des citoyens. Le chagrin de sa perte était d'autant plus vif que lord Beresford allait revenir à la suite de lord Camden. A Londres aussi toutes les trompettes firent retentir avec éclat la nouvelle de sa révocation ; les deux chambres s'en occupèrent. Dans celle des pairs, le duc de Norfolk, après avoir tracé un tableau douloureux des plaies de l'Irlande, et vanté les intentions pacificatrices de Fitzwilliam, demanda une enquête sur l'affaire et fut appuyé par le comte de Guildford, le duc de Leeds et le comte Moira. Le ministère, par l'organe des comtes de Mansfield, de Coventry, de Carnarvon et de lord Sidney, déclina la motion sous prétexte du droit reconnu à la couronne de choisir et de changer à volonté ses agents. Le ministre comte de Westmoreland et Fitzwilliam prirent personnellement part à ce débat. On remarqua dans cette mêlée parlementaire que, suivant les ministres, la conduite du gouverneur-général avait été directement contraire à la lettre de ses instructions. Fitzwilliam ne répondit pas catégoriquement à ces imputations

tant en valaient la peine ;
ent la motion relative à l'en-
fut rejetée par les nobles
Même proposition, même dé-
avaient eu lieu à la chambre
amunes. Battu ainsi dans l'u-
autre chambre, Fitzwilliam
vint du côté du public, et
aux *Lettres* adressées à lord
il fit l'historique et l'apo-
sa conduite. Enfin, un duel
devoir clore toute cette af-
provoqué par lord Beresford,
longs traits amers et de dia-
allusions avaient signalé peu
à l'opinion, Fitz-
promit la satisfaction
nécessaire, et se rendit, le 26
1796, aux environs de Ty-
mour y vider leur différend par
et ; ils venaient précisément
face en face l'un de l'autre
à pas de distance, lorsque
d'un magistrat de paix
court à la querelle pour ce
; et aussi pour les jours sui-
Malgré la profonde différence
opinion et de celle du cabinet
question d'Irlande, Fitzwil-
pas d'opposition violente
carée, il ne manifesta d'énér-
la politique du pouvoir
il annonçait quelque vel-
à traiter avec la France, par
le en 1796, au moment de la
de Malmesbury, et en 1802,
les négociations que termina la
phémère d'Amiens. Son ex-
favorite était qu'il fallait
à la France une guerre d'ex-
tension ; et ce mot il le pronon-
à séance publique, en 1796.
98, à propos du traité de Cam-
bray, il dit que l'empereur
Napoléon II était un jacobin. Aussi sa
particulière avec le ministère
plus aisée à conclure et plus

durable que la paix avec la France, et
accepta-t-il de grand cœur, lorsque
la violence du duc de Norfolk, au
dîner d'élection de Westminster en
1798, le fit priver de ces deux ti-
tres, la lieutenance de la subdivi-
sion (*riding*) occidentale du comté
d'York et le commandement du pre-
mier régiment de milice de cette
contrée. Ce furent à peu près ses seules
fonctions, si l'on en excepte la
durée du court ministère de Fox en
1806 et 1807, pendant lequel il eut
de nouveau la présidence du conseil
privé. L'avènement de lord Grenville
le mit encore à la retraite, et cette
fois il s'y résigna sérieusement et se
retira de plus en plus des affaires,
ne faisant plus assidument acte de
présence à la chambre haute, puis
finalement en 1819 résiliant la lieuten-
ance de la subdivision ouest du
comté d'York. Fitzwilliam était im-
mensement riche. Aux biens déjà
considérables de son père, à ceux
de sa femme, il avait joint, en 1782,
la succession Rockingham, et cumu-
lait ainsi en quelque sorte trois gran-
des fortunes, grandes même pour
l'Angleterre. Une portion de ses
propriétés était située en Irlande, et
la munificence avec laquelle il faisait
sur place l'emploi des revenus ne
contribuait pas peu à le rendre cher
aux Irlandais. Il ne se contentait
pas, comme tant d'autres, de faire du
luxue et de mener un train de prince
à la grande satisfaction des fournis-
seurs et du commerce en général, il
donnait, et donnait beaucoup, tantôt
aux particuliers, tantôt aux commu-
nes. La ville de Rathdrum lui doit
sa halle aux flanelles qu'il construisit
à ses dépens : la société de bienfai-
sance de Liverpool reçut de lui, en
1807, un don de 50,000 fr. Après
la rébellion de 1798 en Irlande, il

refusa la forte somme qui lui revenait comme indemnité des ravages commis sur ses biens par l'émeute. Après cela, sans doute, on lui pardonnera d'avoir aimé la représentation et le faste ; d'avoir par exemple donné (2 sept. 1789) au prince de Galles, dans sa belle résidence de Wentworth, une fête dans laquelle il ne traita pas moins de quarante mille personnes, et surtout d'avoir été peut-être le plus magnifique chasseur de l'Angleterre, où tant de rivaux se disputent cette palme. Un monde énorme et monde d'élite se pressait à ses prodigalités splendides, où toutes les combinaisons qui peuvent charmer le dandy et l'antiquaire, l'artiste et le chasseur, étaient réunies à plaisir, et dont quelques-unes méritaient d'être qualifiées chasses historiques et critiques. Le roi Frédéric II de Wurtemberg en eût séché de jalousie. Mais l'impossibilité de suivre la chasse à cheval attrista les dernières années du riche comte. Il mourut, plus qu'octogénaire, à Milton-House, le 8 février 1833.

P—OT.

FLACHÉRON (LOUIS - CÉCILE), architecte, né à Lyon, le 9 mai 1771 ; fut, pendant plus de trente ans, employé par la mairie de cette ville, et dirigea un grand nombre de travaux qui font honneur à son goût et à son talent. Les plus remarquables sont ceux qui s'exécutèrent, sous ses yeux, au Palais des Arts, à l'hospice de l'Antiquaille, au Jardin des Plantes et à l'Hôtel-de-Ville. Flachéron aida beaucoup à sauver de la destruction des monuments antiques en pierre et en marbre, qui furent déposés au Musée. En 1817, il visita le volcan de Chavavary, dans le département de l'Ardeche, espérant trouver, parmi les

basaltes de ces cimes volcaniques, un pavé que l'on pût substituer aux cailloux aigus qui rendent les rues de Lyon si fatigantes pour les piétons. Un essai fut tenté dans la rue Lafont ; l'une des plus belles de la cité, et parut satisfaisant ; mais on en est resté là. En 1820, Flachéron fit un voyage au mont Gardier, près du village de Vannavay (Isère), et y découvrit un magnifique granit vert, dont il proposa l'emploi pour des obélisques-fontaines, qui auraient décoré les principales places de Lyon. L'Académie de cette ville avait mis au concours, en 1814, l'*Eloge de Philibert de Lorme*, un des plus célèbres architectes de France. Flachéron obtint le prix, et son Mémoire fut publié la même année, à Lyon, in-8° de trente-deux pages. Ce travail, quoique estimable et consciencieux, n'est pas aussi complet qu'il pourrait l'être. M. Passeron, qui a traité le même sujet, dans la *Revue du Lyonnais*, tome XI, pag. 321-343, laisse peu à désirer, pour l'appréciation historique, aussi bien que pour l'appréciation artistique. L'*Eloge de Philibert* valut à son auteur l'entrée à l'Académie de Lyon, où il fut reçu en 1818. On a encore de Flachéron un *Mémoire sur la pierre de Choin de Fay*, Lyon, in-8° de 8 p. Il a laissé en porte-feuille : 1° un Mémoire sur les mosaïques inventées et employées à Genève, qui fut lu dans la séance publique de l'Académie, le 25 mars 1819 ; 2° un Rapport sur une mosaïque, découverte le 15 juin 1820, dans l'emplacement où avait été construit le couvent des religieuses de la Déserte ; 3° une Traduction de la *Basilica lugdunensis* (l'Hôtel-de-Ville de Lyon), par le P. de Bussières, jésuite. Fla-

ourut d'une attaque d'apoplexie le 12 mars 1835. Ses deux fils suivirent la même profession que leur père, sous la direction de l'aîné, et achevèrent l'enceinte du monument, construit aux Brotteaux, après les dessins de Cochet.

C—L—T.

HAUT. Voy. SOUZA, au

JANI (JOSEPH), chirurgien, né, en 1741, dans la commune de Senigallia, près d'Ascoli, fit ses études dans cette ville, et vint à Rome, dans le gymnase de la *Sapienza*, où il obtint le grade de docteur en philosophie et en médecine. D'abord élève dans l'hôpital du Saint-Esprit, il en fut chirurgien-adjoint, après les autres. En 1771, il fut nommé professeur, pour l'instruction des étudiants, un cabinet anatomique dont il devint directeur, et dont on remarquait de très-belles collections, plusieurs pièces d'anatomie pathologique et une très-belle collection de calculs urinaires. En 1781, Flajani fut nommé chirurgien de l'hôpital du Saint-Esprit, et de médecine opératoire et externe, attendu qu'il s'était spécialement adonné à l'opération de la pierre. Trois ans plus tard, le pape le choisit pour son chirurgien principal. Il fut aussi nommé membre du grand nombre de sociétés savantes. Il mourut le 1^{er} août 1808, à l'âge de 67 ans. Ses deux fils qui ont suivi la même carrière. L'aîné, après avoir été chirurgien, mourut médecin à l'hôpital de Spolète; l'autre occupa la plupart des emplois de chirurgien, notamment de la place de chirurgien du musée anatomique de l'hôpital du Saint-Esprit, qu'il a continué d'enrichir. Flajani a publié :

I. *Nuovo metodo di medicare alcune malattie spettanti alla chirurgia*, Rome, 1786, in-4°. II. *Osservazioni pratiche sopra l'amputazione degli articoli, e inveterate lussazioni del braccio, l'idrocephale, ed il panericcio*, Rome, 1791, in-8°; traduit en allemand par Kühn, Nuremberg, 1799, 2 vol. in-8°. III. *Collezione di osservazioni e riflessioni di chirurgia*, Rome, 1798; 1803, 4 vol. in-8°. Flajani a encore traduit de l'anglais en italien l'ouvrage de Pott sur les fractures et les luxations. La mort l'a empêché d'achever et de publier deux ouvrages importants, l'un sur la lithotomie, l'autre sur les maladies vénériennes, dont il plaçait le berceau en Europe et non en Amérique. G—T—R.

FLAMANT (PIERRE-RENÉ), professeur d'accouchement à la faculté de Strasbourg, était né le 29 avril 1762, à Nantes, d'une famille connue honorablement. Après avoir fait ses études avec succès au collège de cette ville, il fréquenta les cours d'anatomie et de chimie dans les hôpitaux, et fut, à dix-huit ans, chirurgien aide-major du régiment du Roi, infanterie, alors en garnison à Caen. Il eut le bonheur de trouver dans son chef M. Desoteux, chirurgien instruit, un guide bienveillant dont les conseils lui furent très-utiles pour l'achèvement de ses études encore incomplètes. Bientôt après, il obtint l'autorisation de se rendre à Paris, et il y fréquenta pendant deux ans les cours de clinique de Desault, avec une assiduité qui lui valut les éloges de ce grand chirurgien. De retour à son régiment, alors à Nancy, il fut presque aussitôt nommé démonstrateur d'anatomie à l'école que le roi venait d'y établir

pour l'instruction des élèves militaires. Son colonel, le duc du Châlelet (*Voy. ce nom*, LX, 551), appelé au commandement des gardes-françaises, emmena Flamant, dont il appréciait les talents précoces, et qu'il se proposait de faire entrer dans une des écoles de Paris; mais la révolution de 1789 empêcha l'effet de ces bonnes intentions. Nommé chirurgien-major, il rejoignit en 1791, à Besançon, le cent cinquatrième régiment qui s'était formé, depuis l'émeute de Nancy, des débris du régiment du Roi. Il fit en cette qualité les premières campagnes dans les armées du Rhin et de la Moselle. A la réorganisation de l'enseignement médical en 1795, il fut désigné professeur d'accouchement à l'école de Strasbourg; et lors de la création de l'université, en 1808, Flamant fut maintenu dans cette chaire qu'il remplissait d'une manière brillante. La mort de Baudeloque ayant laissé vacante la même chaire à la faculté de Paris, il se présenta pour la disputer; mais après un concours qui dura plus d'un mois, et dans lequel il donna des preuves d'une haute capacité, les juges prononcèrent en faveur de Desormeaux (*V. ce nom*, LXII, 402). Il lut en 1816, à l'Institut, un *Mémoire sur le forceps*, instrument qu'il a perfectionné et dont il a restreint l'usage à des cas heureusement assez rares. Ce mémoire, imprimé séparément à Strasbourg, a été inséré dans le *Dictionnaire des sciences médicales*, ouvrage auquel Flamant a fourni la plupart des articles relatifs aux accouchements. Les tomes XXV à XLIII du *Journal complémentaire des sciences médicales* renferment un assez grand nombre de morceaux de cet habile professeur. Flamant mourut à Strasbourg le 7

juillet 1833. Outre une thèse : *de Albo fluore*, qu'il soutint à Nancy pour le baccalauréat, et que l'on dit très-remarquable, il n'a guère publié que les articles déjà mentionnés; mais il a laissé plusieurs mémoires manuscrits. M. Varlet, un de ses élèves, a publié l'*Eloge historique de Flamant*, Saint-Dié, 1833, in-8° de 46 p. W—s.

FLAMEN (ALBERT), peintre et graveur, naquit à Bruges, au commencement du XVII^e siècle (1). Il s'établit jeune à Paris, et s'étant fait connaître des amateurs par quelques estampes d'un faire agréable et facile, il abandonna les pinceaux, d'après leur conseil, pour se livrer uniquement à la gravure. Cet artiste excellait surtout dans le genre du paysage. Outre des *Vues des environs de Paris* qu'il a gravées sur ses propres dessins, on cite d'Albert Flamen : I. *Diverses espèces de poissons de mer et d'eau douce*, in-4° obl. Ce recueil se compose de soixante-sept pièces. Huber dit qu'on ne connaît rien de mieux en ce genre. *Voy. Manuel des curieux*, V, 365. II. *Devises et emblèmes d'amour moralisés*, Paris, 1653, petit in-8°. Ce volume contient cent une planches gravées à l'eau-forte, avec des explications par Boissierin. Il a reparu sous la date de 1671. Quelques bibliographes annoncent cette réimpression comme un recueil différent de celui de 1653. Les auteurs des *Notices sur les graveurs*, qui n'ont connu que l'édition de 1671, s'étonnent qu'on ait attendu

(1) Les auteurs des *Notices sur les graveurs* (Bavard et Malpel) placent la naissance de Flamen en 1564 et sa mort en 1636. Ainsi, d'après ces dates, Flamen aurait vécu 82 ans; et cet artiste aurait passé cette longue vie sans produire les deux recueils que les amateurs recherchent de lui, et qui ne pouvant pas être l'ouvrage de sa jeunesse.

vingt ans après
sur mettre au jour l'ouv.
maître. Mais nous pe-
se trompent sur l'époque de la
le Flamen, comme sur celle
naissance. W—s.

LAMENG, **FLEMING** ou
tmo (**GUILLAUME**), poète
tique et hagiographe, était ori-
de Flandre, et vivait dans
le siècle. Ayant embrassé l'é-
monastique, il fut pourvu d'un
cat de la cathédrale de Lan-
es, sans rien relâcher de ses
s, consacra ses loisirs à la cul-
des lettres. Dans la suite, il
s au canonat pour aller rem-
s fonctions de curé à Montbe-
réat village du Bassigny. Sur
de sa vie, il prit l'habit de
bernard à l'abbaye de Clair-
et y mourut vers 1510. Des
ses dramatiques de Guillaume,
marquable est le *Martyre*
int *Didier* (Voy. ce nom,
M). Cette pièce fut représen-
tée, en 1482, par une
de pénitents. On n'y compte
pas de cent cinquante acteurs,
dont est un fol, personnage
bizarre. C'était lui qui récitait le
po. Aucun des historiens de
littérature n'a connu cette pièce
manuscrite, et dont les copies
sont très rares. L'auteur de
l'histoire du département de
la Haute-Marne (l'abbé Mathieu)
en forme un volume in-4°
sans ; mais il a négligé de don-
ner la description de ce manuscrit,
sans connaître l'endroit où il
se trouve. Le même biographe
cité de Guillaume : le *Mar-
tyre de sainte Julienne*, tragédie
dont le sujet est tiré de la légende
celte de Langres ; et il avait
composé quelques pièces sati-

riques, dont on ignore aujourd'hui
jusqu'aux titres. Enfin, outre une
Chronique des évêques de Langres
depuis 550 (1), on a de lui : I. *La Vie*
de monseigneur saint Bernard,
premier abbé de Clairvaux, contenant
sept livres distingués par chapitres,
avec l'épître en rimes de dame Alis
ou Ales, mère dudit saint Bernard, in-
humée premièrement à Dijon, en l'é-
glise de St-Bénigne, puis translée
à Clairvaux, Troyes, Pantoul, sans
date in-4° ; et Paris, Fr. Regnaudt
(vers 1520), même format (2). Elle a
été traduite en portugais, dans le
XVI^e siècle, par Gonzalve de Sylva,
religieux de la congrégation de Cl-
teaux. II. *Dévote exhortation pour*
avoir crainte du grand jugement
de Dieu, sans date, in-4°, goth.
Cette pièce, écrite en rimes, faisait
partie du recueil cité dans le *Catal.*
de la Vallière, n° 2,904. W—s.

FLAUGERGUES (Honoré),
l'un des astronomes les plus distin-
gués de notre époque, était né, le
16 mai 1755, à Viviers, en Vivarais,
fils d'un ancien conseiller à la cour
des aides de Montpellier, qui avait
éprouvé, dans les écoles publiques,
tant de mauvais traitements qu'il
était bien décidé à ne jamais y placer
aucun de ses enfants. Le jeune Ho-
noré fut donc élevé sous le toit pa-
ternel ; et, comme son père était un
homme instruit et studieux, il y
puisa d'excellents principes dans tou-
tes les sciences. A l'âge de huit ans,
il avait déjà un goût prononcé pour

(1) Dans la *Biographie du département de la Haute-Marne*, on lit 1550 ; mais c'est très-évidemment une faute d'impression.

(2) Les nouveaux éditeurs de la *Bibliothèque historique de France* donnent cette vie de saint Bernard comme une traduction du latin de Guill. Fleming. C'est une erreur ; Fleming l'a composée en français. Duvallier se trompe sur le format de l'édition de Fr. Regnaudt, qu'il dit être in-8°. Elle est, comme la première, in-4°.

l'astronomie, et ce fut la Cosmographie de Mallet qui le lui inspira. Il s'occupait aussi d'histoire naturelle et de morale ; mais cette espèce d'incertitude sur la carrière qu'il devait suivre fut fixée par les prix des académies. Celle des sciences de Paris fit, en 1779 et 1781, une mention honorable de son *Mémoire sur la Théorie des machines simples*. Il remporta des prix en 1784, à Lyon, sur la *différente réfrangibilité des rayons, et sur la figure de la terre* ; à Montpellier, sur l'*arc-en-ciel* ; à Toulouse, sur les *trombes*. Alors il se procura des instruments, et devint un de nos astronomes les plus utiles. Il se mit en correspondance avec Lalande, qui s'empressa de faire ressortir ses divers travaux. Ce fut lui qui le fit nommer, en 1796, associé-correspondant de l'Institut, et, en 1797, directeur de l'Observatoire de Marseille ; mais Flaugergues n'accepta pas cette dernière place. Jamais il n'était sorti de son pays natal, où il était devenu juge-de-peace dans les dernières années de sa vie, et où il mourut en 1835. Depuis 1798, il avait enrichi de beaucoup d'observations, de calculs et de tables, l'ouvrage intitulé : *Connaissance des temps*. Le 25 mars 1811, il fut le premier qui aperçut la comète qui fit tant de bruit lors de sa réapparition au mois de septembre suivant. L'académie de Nîmes, dont il était associé, ayant mis au concours la question suivante : *Soumettre à une discussion soigneuse toutes les diverses hypothèses imaginées jusqu'ici pour expliquer l'apparence connue sous le nom de queue, chevelure ou barbe des comètes*, Flaugergues mérita le prix, qui lui fut décerné le 13 juin 1815. Pendant sa longue carrière il avait recueilli une

massé d'observations météorologiques dont il a tiré des résultats remarquables. Le premier volume de l'ancien recueil de l'Institut (section des sciences mathématiques et physiques) renferme les deux seules pièces imprimées que l'on connaisse de ce modestesavant, savoir : 1° un *Mémoire sur le lien du nœud de l'anneau de Saturne* en 1790 ; 2° des *Observations astronomiques faites à Viers* (Ardèche), 1798. M—nj.

FLAUGERGUES (PIERRE-FRANÇOIS), de la même famille que le précédent, naquit, en 1767, à Rodez, fit d'assez bonnes études dans cette ville, et entra fort jeune dans la carrière du barreau. Il était avocat à Toulouse avant la révolution. Il en adopta les principes sans exagération, et fut bien près d'en devenir une des premières victimes. Élu, en 1792, président de l'administration du département de l'Aveyron, il s'opposa, avec beaucoup de courage, à une adresse de félicitation sur la condamnation de Louis XVI, que ses collègues voulaient envoyer à la Convention nationale, aussitôt après le 21 janvier. Il vint à quitter le deuil de son père, et à le reprendre au moment de la discussion qu'il ouvrit ainsi : « Je porte le deuil de celui dont on veut vous faire approuver la condamnation. Je ne saurais présider, et je demande à parler contre la proposition ; que le vice-président prenne le fauteuil... » Encouragés par un tel début, plusieurs membres demandèrent l'ordre du jour ; mais ils ne l'obtinrent pas, et l'adresse fut décrétée. Flaugergues se prononça encore avec beaucoup d'énergie contre le triomphe de la Montagne à la journée du 31 mai 1793, et, bientôt après, se représentant

Amoult-Randon qui se trouvait prisonnier dans cette contrée, or-
 son arrestation. Il devait être
 t au tribunal révolutionnaire à
 , et sa mort était certaine ;
 les habitants et les autorités s'y
 levant avec tant d'énergie que
 son représentant fut obligé de
 lui à la liberté. Cependant il
 pas encore hors de danger.
 tement de l'armée révolution-
 naire, qui traversa l'Aveyron,
 ordre de le fusiller partout où
 trouverait. La publicité donnée
 cette sauva Flaugergues, en le
 et de se cacher dans les bois
 rochers de l'Aveyron. Son
 et alors inscrit sur la liste des
 la, et tous ses biens furent se-
 qués. La chute de Robespierre mit
 un terme à cette proscription ;
 quit sa profession d'avocat qu'il
 n'en encore eu 1795, quand
 nommé haut-juré national,
 et la seconde fois, adminis-
 trateur de son département, fonc-
 tionnaire n'exerça néanmoins qu'en
 1796, lorsque le Directoire lui eut
 ôté sa radiation de la liste des
 républicains. Flaugergues, qui avait com-
 battu énergiquement les premiers
 de la révolution, eut alors à
 contre les réacteurs qui vou-
 laient venger de ces excès ; il le
 fit avec la même énergie et la même
 liberté, ce qui lui valut d'être
 révoqué dans ses fonctions lorsqu'a-
 vait eu le 18 fructidor le Directoire
 et ses collègues, accusés d'avoir
 favorisé les royalistes. S'étant rendu
 en Belgique quelque temps après,
 et les spéculations sur l'alun qu'il
 employait dans ses propriétés,
 Flaugergues fut arrêté à Na-
 mure, comme émigré, et son
 nom inscrit sur la fatale li-
 ste, et il fut fusillé.

reux hasard le sauva en faisant con-
 naître sa radiation. Il revint dans
 son pays, s'y livra à quelques spé-
 culations agricoles, et fut nommé, en
 1800, sous-préfet à Villefranche,
 emploi qu'il exerça jusqu'en 1810. Il
 reprit alors son ancienne carrière
 du barreau. Présenté, en 1811,
 comme candidat au corps législatif
 par le collège de l'arrondissement
 qu'il avait administré, il fut élu par
 le sénat le 6 janvier 1813. Bonaparte
 ayant convoqué le corps législa-
 tif en décembre de la même année,
 après le désastre de Leipzig, Flau-
 gergues fut nommé, ainsi que Lainé,
 Raynouard et Maine de Biran, mem-
 bre de la commission extraordinaire
 chargée de prendre connaissance des
 négociations avec les puissances. Il
 appuya avec beaucoup de vigueur les
 mesures tendant à forcer l'empereur
 de recourir à la paix comme au seul
 moyen de sauver la France, et dit
 courageusement au duc de Massa,
 qui lui reprochait l'inconstitution-
 nalité d'une de ses observations :
 « Je ne connais ici rien de plus in-
 constitutionnel que vous-même ;
 « vous qui, au mépris de nos lois,
 « venez présider les représentants
 « du peuple, quand vous n'avez pas
 « même le droit de siéger à leurs
 « côtés. » Flaugergues fut choisi,
 le 30 décemb., avec les quatre autres
 membres de la commission extraordi-
 naire, pour rédiger l'adresse à l'em-
 pereur. On sait de quelle manière
 celui-ci accueillit la députation : il
 traita publiquement les députés de
 factieux. Le même jour, Flaugergues
 proposa à quelques-uns de ses collè-
 gues, réunis à Paris, de provoquer
 la déchéance de Napoléon, et de
 proclamer les Bourbons, à charge
 par eux d'accepter le gouvernement
 représentatif. Dans la séance du 3

« éléments que j'ai faits à la fin de
 « mon rapport ; si ces rapproche-
 « ments sont vrais, ce n'est pas ma
 « faute ; il s'agit de savoir s'ils sont
 « exacts : j'ai dit que la cour de
 « cassation serait le rétablissement
 « du conseil des parties. Ai-je pré-
 « tendu pour cela accuser les minis-
 « tres ? Je profite de cette occasion
 « pour faire ici ma profession de foi
 « politique. Je suis essentiellement
 « convaincu que le bonheur du peu-
 « ple est lié aux prérogatives roya-
 « les ; et, si l'on voulait les restrein-
 « dre, on me verrait m'y opposer
 « avec chaleur ; mais je pense égale-
 « ment que les étendre serait un
 « véritable inconvénient, et je me
 « prononcerai en tout temps contre
 « la moindre extension. » Quand la
 chambre fut convoquée au moment
 du débarquement de Bonaparte en
 mars 1805, Flaugergues appuya la
 proposition tendant à supplier le roi
 de faire parvenir aux armées la loi
 par laquelle des remerciements étaient
 votés, au nom de la patrie, aux gar-
 nisons de la Fère, de Lille, de Cam-
 brai et d'Antibes, ainsi qu'aux ma-
 réchaux Mortier et Macdonald, etc.
 Le lendemain, il soutint que la ré-
 compense proposée par M. Blanquart-
 Bouteville, en faveur des étudiants,
 était insuffisante, et demanda le ren-
 voi dans les bureaux, afin de délibé-
 rer sur la récompense nationale due
 à leur dévouement. Le 16, il com-
 battit la proposition de Lainé, ten-
 dant à confier la rédaction de l'ad-
 dresse au roi à la commission qui
 avait été chargée d'examiner le pro-
 jet de loi concernant les récompen-
 ses nationales (*Voy. FAGET DE
 BAYNE, LXIII, 505*). Il demanda en-
 outre que l'hommage de la chambre
 fût remis au lendemain, et que cette
 commission fût nommée au scrutin

secret. S'étant retiré dans son dépar-
 tement après le triomphe de Bo-
 naparte, Flaugergues fut élu mem-
 bre de la chambre des représentants.
 Lors de la nomination des candidats
 à la présidence, il obtint, au premier
 tour de scrutin, le plus grand nom-
 bre de voix après Lanjuinais, et fut
 élu vice-président. Il parla souvent
 dans cette assemblée sur des ques-
 tions réglementaires, et développa,
 le 9 juin, des principes favorables
 au droit de pétition. Le 20, il insista
 pour que la commission proposée par
 M. Dupin, à l'effet de coordonner les
 constitutions de l'empire avec l'acte
 additionnel, fût nommée dans les for-
 mes ordinaires, et non pas composée
 d'un membre de chaque députation.
 Le lendemain, il demanda l'adoption
 spontanée d'une partie des proposi-
 tions de Lafayette, tendant à décla-
 rer la chambre en permanence,
 à manifester aux armées et à la garde
 nationale qu'elles avaient bien mérité
 de la patrie, etc.; mais, après l'ad-
 option de cette adresse, Flaugergues
 s'opposa à ce qu'elle fût affichée
 et envoyée dans les départements.
 Ses paroles ayant excité quelque agi-
 tation dans l'assemblée, il s'inter-
 rompit par ce beau mouvement ora-
 toire. « Lorsque Annibal eut vaincu
 « à Cannes, le tumulte était dans
 « Rome, mais la tranquillité dans
 « le sénat. Montrons, en restant im-
 « passibles, que nous ne sommes
 « pas au-dessous des circonstances. »
 Le même jour, il fut élu membre de
 la commission chargée de se concerter
 avec la commission de la chambre
 des pairs et avec le conseil des mi-
 nistres, pour proposer des moyens de
 salut public. A la séance du 22, il
 improuva les attaques dirigées par
 quelques membres contre le ministre
 de la guerre Davoust (*Voy. ce nom,*

LXII, 168), et avança que, si l'assemblée entière avait le droit de censurer un ministre, ce droit ne pouvait être exercé individuellement par un de ses membres. Peu d'instants après, lorsqu'il fut question de nommer la commission de gouvernement, Flaugergues s'opposa à ce que les choix fussent limités dans les chambres : « Vous avez besoin de noms nationaux, de noms européens. Un homme du plus grand mérite, mais d'un nom peu connu, pourrait ne pas avoir cette confiance qu'il faut mériter de la France et de l'Europe... » Voyant que la discussion se prolongeait inutilement, et qu'on proposait l'envoi d'une adresse au peuple et à l'armée, il s'écria : « Ceci est encore contraire à la division des pouvoirs : faites des adresses aujourd'hui, demain vous exécuterez ; et il n'y aura pas de gouvernement. Empressez-vous de former le vôtre. Les journaux sont partis ce matin ; et la France nous voit encore muets sur nos grands intérêts. Il faut que le courrier qui apportera demain votre délibération de ce jour prenne à la France qu'elle a un gouvernement. » Il proposa ensuite de déclarer que la guerre était nationale, et que tous les Français étaient appelés à la défense commune. Dans la même séance, il obtint un assez grand nombre de voix pour être membre de la commission de gouvernement. Le même jour, il fit partie de la députation chargée d'aller porter à Bonaparte le résultat de la délibération prise par la chambre sur la *Déclaration de Napoléon au peuple français*. Le 24, il insista pour une délibération moins précipitée sur le projet relatif à des mesures de sûreté générale. « Dans

« le premier projet, dit-il, il n'est « question que de sacrifices pécuniaires : ici il s'agit de la liberté publique, de celle des citoyens, et vous devez attacher à l'adoption de cette dernière loi d'autant plus d'examen et de maturité, qu'il y a plus de différence entre des sacrifices pécuniaires et celui de la liberté. » Le lendemain, il appuya ce dernier projet, mais avec un amendement dans l'intérêt de la justice et de la liberté. Il demanda, le 26, l'impression et l'ajournement du projet relatif aux réquisitions, fondé sur ce que la commission en avait entièrement changé la nature par un article additionnel, qui stipulait le paiement des réquisitions faites depuis le 1^{er} janvier de l'année courante. « Il est impossible, ajouta-t-il, de voter un paiement, quand on n'a pas prévu les moyens de l'effectuer. » Un membre l'interrompit pour dire : « Combien y a-t-il de lianes d'ici à Saint-Quentin ? » Et, en effet, les armées coalisées couvraient déjà la Picardie. Le 27 juin, le président de la chambre annonça que Flaugergues, étant parti pour remplir une mission extraordinaire du gouvernement, devait être remplacé, comme rapporteur de la commission de constitution. La mission dont il était chargé, ainsi qu'Andréossy, Boissy-d'Anglas, la Bessardière et Valence, consistait à négocier une armistice avec les généraux alliés. Ce fut lui qui, dans l'entrevue des commissaires avec lord Wellington, s'opposa le plus fortement à l'avis présenté par Andréossy et la Bessardière, pour le rappel immédiat de Louis XVIII, afin de détourner une partie des malheurs de l'invasion. Le même jour, il fit demander une entrevue à M. de Semallé, venant de rous-

France à la suite de *Monsieur* et qui se trouvait à Louves, pendant leur mission, commissaires du gouvernement. M. de Semallé, après avoir pris les ordres du prince, alla

Flaugergues qui lui proposa d'aller Monsieur à solliciter l'armistice qu'ils étaient venus demander au nom de la chambre, et que cette démarche diabolique d'assemblée d'une manière fautive pour le retour du roi. M. de Semallé, après lui avoir fait sentir l'inconvenance d'une pareille démarche, lui proposa de faire, dans la chambre, une motion tendant à envoyer des députés au roi, afin de lui faire à S. M. plus de facilité pour terminer les vœux de la guerre.

Flaugergues prétendit que cette démarche l'exposerait, sans aucune chance de succès, à l'animadversion de ses collègues, et la conversation se termina là. Le lendemain, il demanda un autre rendez-vous à M. de Semallé.

Mêmes propositions furent faites de part et d'autre : seulement Flaugergues insista, plus fortement, sur les dangers qu'attendaient sur sa personne la démarche proposée. M. de Semallé lui offrit vainement de partager les dangers auxquels il s'exposerait, en l'accompagnant à Paris et même à la chambre des représentants. Flaugergues resta dans sa proposition ; et les deux durent encore en rester là. Le lendemain, le roi le nomma président du collège électoral de l'Aveyron, qui le députa ; mais il ne vint pas siéger à la chambre introuvable, parce qu'il ne payait pas les mille francs de contributions exigés par la loi. Les partisans de l'opposition libérale l'accusèrent alors d'avoir pris des engagements avec la cour, et il

ne fut point réélu. Dans les premiers jours de 1820, au moment où l'on se préparait à changer le système électoral, Flaugergues, qui n'avait jamais partagé l'opinion des auteurs de la loi de 1817, publia deux brochures pour établir qu'il fallait nommer des députés, choisis en nombre égal et séparément, par les grands, par les moyens et par les petits propriétaires. Ces brochures étaient intitulées : 1° *De la représentation nationale, et principes sur la matière des élections*, Paris, 1820, in-8° ; 2° *Application à la crise du moment des principes exposés dans la brochure intitulée : De la représentation nationale, etc.*, Paris 1820, in-8°. Le parti libéral attaqua vivement ce système, qui fut adopté en partie, un peu plus tard, dans la loi des petits et des grands collèges. Flaugergues fut nommé maître des requêtes à la fin de la même année, et porta au conseil d'état toute l'indépendance et l'énergie de son caractère, ce qui l'en fit éloigner en 1823. Depuis il vécut dans la retraite au milieu d'une nombreuse famille, et mourut à Brie, le 31 octobre 1836. D—R—R.

FLAXMAN (JEAN), un des plus célèbres sculpteurs que l'Angleterre ait produits, naquit le 6 juillet 1755, à York. Sa famille originaire de Norfolk avait beaucoup perdu pendant la guerre civile sous Charles 1^{er}. Son père, après avoir été praticien dans les ateliers de Roubillac et de Scheemaker, monta dans New-Street Covent-Garden, et plus tard dans le Strand, un magasin de figures de plâtre. C'était alors un commerce tout nouveau. Il y gagna quelque fortune. C'est dans ce musée à bon marché que Flaxman sentit s'éveiller en lui le génie du statuaire. Sous ses yeux,

par ses mains, passaient sans cesse les copies de chefs-d'œuvre classiques, et il pouvait les examiner plus minutieusement que d'ordinaire ne le peuvent les enfants. Il s'amusaît à les imiter, à les reproduire avec la glaise. Agé de quinze ans, il régularisa ses premières études en allant travailler assidûment à l'académie royale. Du reste il ne fut l'élève d'aucun maître spécialement, et il marcha vers l'art sans prendre l'art tout fait sur la foi d'une école. Cette indépendance de toute méthode trop exclusive se fait remarquer jusque dans des détails secondaires. Chaque soir il esquissait et dessinait en compagnie de quelques jeunes artistes, parmi lesquels se distinguent Sharp, George Cumberland, Stothard et Black, tous hommes qui n'eurent de commun que le talent, mais qui marchèrent dans des voies bien différentes et quelquefois contraires. Mais ces différences mêmes ont une base commune, c'est la liberté de l'idée, c'est en conséquence la vérité; et, comme tous cinq étaient Anglais, c'est une tendance à fondre, avec la vérité de tous les temps et de tous les lieux, la réalité britannique. Aux yeux de ceux qui veulent à tout prix démêler dans un artiste, quel qu'il soit, l'influence d'un autre artiste, le maître vrai de ces jeunes gens qui travaillaient ainsi sans maître sera le sculpteur Banks, cet admirable auteur du bas-relief de *Thetis et Achille* et de *Caractacus devant Claude*. Plus tard, en effet, Flaxman en présence d'un nombreux auditoire proclamait Banks le prince des sculpteurs du XVIII^e siècle. Cette excentricité devait lui valoir un rang élevé parmi les artistes de tous les temps et une place dans les fastes de l'histoire de l'art. Mais, en attendant, elle lui

causa d'amers déboires. Sans nier son talent on ne l'appréciait que froidement à l'académie royale : nul maître ne s'intéressait à lui comme à son œuvre. Ayant concouru pour la médaille d'or, il la vit adjuger à Engleheart : il en pleura d'indignation, et il ne concourut plus. Toutefois il ne se découragea pas, et il se livra plus ardemment quo jamais aux études profondes en même temps qu'aux travaux lucratifs. C'est de cette époque que datent beaucoup de jolis portraits qu'il fit en glaise, en cire, en terre cuite. Aucune année, sauf celle de son mariage en 1782, ne se passait sans qu'il exposât quelque chose de remarquable à Somerset-House. Sa réputation dès-lors alla toujours croissant. Mais c'est surtout pendant son voyage en Italie qu'il la fixa. Il partit en 1787, pour cette terre des beaux arts, et il y resta sept ans, dont la plus grande partie à Rome, *Via Felice*. Son atelier y fut bientôt le rendez-vous des étrangers de distinction et des Italiens eux-mêmes. C'est là qu'environné des modèles en tout genre, s'identifiant de plus en plus avec les belles formes de l'antiquité païenne, avec les tendres et sublimes sentiments de la renaissance et des âges intermédiaires si puissamment élaborés par le christianisme, comprenant plus profondément les usages à l'aide des autres, ceux-ci à l'aide de celles-là, et de cette manière saisissant dans son entier l'humanité, ce microcosme du monde, cette facette de Dieu, il fit un pas immense en avant, cherchant avec plus de netteté, plus d'ancien que par le passé, à combiner, avec la beauté impressionnée et trop physique de la forme antique, le beau, l'héroïque, le sublime, le compliqué, le délicat de l'idée mo-

ne considérer que la face
 re des choses, Flaxman est
 que, trop antique peut-être,
 que toutes les productions de
 ter temps sont empruntées
 des de l'antiquité; mais pour
 en laisse pas imposer par
 l'ère, pour qui sait décorti-
 Yaita, il est évident qu'il est
 l'antique, qu'il va plus loin,
 et et plus avant, qu'il vélite
 l'ère d'il y a trois mille ans
 au milieu desquels se meut
 le contemporaine. En ce cas,
 dire, il est un infidèle re-
 tour de l'antique ! Il n'est ni
 l'antique ! Oui, sans doute,
 de vue étroit qui lui deman-
 de œuvre antique comme les
 eux-mêmes l'eussent faite en
 pe. Il est infidèle. Mais est-ce
 cela qu'il s'agit ? pour l'ar-
 tiste, est-ce qu'un sujet ? est-ce
 une femme, un groupe,
 les et des formes de telle
 façon assemblés ? Nul-
 le sujet n'est qu'un pré-
 la occasion : le but, c'est une
 la tâche de l'artiste qu'elle
 maîtrise, c'est de la réali-
 ses réalisations peuvent va-
 luer au fond tester la même :
 l'identité de l'idée per-
 sonnelle lorsqu'elle accepte des
 qu'elle se trouve à
 divers de développement.
 Grecs, les types, certes, se
 paient en général avec bien
 la richesse et de profondeur
 se sont développés pour
 les types; on en connaît les rai-
 s. Cependant ce développement
 ont donné à tous les types
 eux est bien remarquable.
 à quoi de plus simple pour
 que de reprendre ces types
 beaux, de se pénétrer de tout

ce qu'il y a en fait sous l'expression
 des réalisations de l'art grec, et,
 plein des idées que suggère cette
 étude ravissante et féconde, de réa-
 liser à son tour en ajoutant tout
 ce que nous ont appris les phéno-
 mènes de la civilisation depuis seize
 siècles. Reste à décider si l'idée an-
 tique, la forme antique ne sont pas
 indissolublement liées, si modifier
 l'une ne nécessite pas une modifica-
 tion dans l'autre. Eh ! sans doute :
 toujours il doit y avoir harmonie
 entre l'idée et la forme; et juste-
 ment c'est là la tâche de l'artiste.
 Où, jusqu'où doit porter la modifi-
 cation ? Bien résoudre ce problème,
 c'est affaire de goût, de tact, c'est
 le résultat d'études graves par les-
 quelles on a pénétré au cœur de
 l'idée, au cœur de la forme. On ne
 peut nier que Flaxman, pendant son
 séjour à Rome, n'ait fait de nobles
 efforts en ce sens et n'ait vu ses efforts
 couronnés par de véritables suc-
 cès, témoin sa *Fureur d'Athamas*,
 témoin aussi ce délicieux groupe de
Cupidon et Psyché, miraculeuse fu-
 sion de la beauté correcte et pure de
 l'antique et de l'expression intime qui
 caractérise la vie moderne. Mais ce
 qui popularisa son nom encore bien
 plus que tous ces groupes en mar-
 bre si peu maniables, et pour lesquels
 il existe si peu de publicité une fois
 les mois de l'exposition écoulés et le
 chef-d'œuvre emménagé dans la ga-
 lerie d'un grand seigneur, comme
 dans un aristocratique tombeau, ce
 fut la suite de dessins qu'il publia
 pour les trois grands poètes typiques,
 Homère, Eschyle et Dante, et aux-
 quels beaucoup plus tard il devait en
 joindre d'autres pour Hésiode. Il
 commença par Homère, probable-
 ment sans se douter d'abord que cette
 espèce d'excursion hors du champ de

la sculpture le conduirait si loin. Ces belles compositions n'étaient en quelque sorte pour lui qu'autant de coups de plume rapidement et hasardeusement jetés sur un coin de grossier papier. La preuve du peu d'importance que d'abord il avait mise à ce travail, c'est qu'en le commençant, il n'avait demandé au gentleman qui souhaitait ces illustrations de l'Iliade et de l'Odyssée, qu'une guinée la pièce, et qu'il ne haussa point ses prétentions, bien que l'admiration avec laquelle sur-le-champ elles furent accueillies par tous ceux à qui l'heureux amateur se fit un plaisir de les communiquer, eût pu donner à d'autres que Flaxman des velléités moins modestes. C'est sous l'influence de cette admiration que bientôt Hope sollicita de lui ses nombreuses illustrations du Dante, et que la comtesse Spencer lui fit exécuter ses beaux dessins d'Eschyle. Ces trois suites entières furent gravées à Rome même par Thomas Piroli; et, en 1793, on vit paraître l'Homère et l'Eschyle. Les planches du Dante ne furent publiées qu'en 1806, et un an après la réimpression d'Homère. Répandues sur-le-champ en Italie et en Allemagne, les scènes d'Homère et d'Eschyle y jetèrent l'éclat le plus vif sur le nom de Flaxman, et contribuèrent à ouvrir pour les arts du dessin une ère nouvelle, en donnant lieu d'émettre une foule d'idées nouvelles, tant sur la théorie que sur l'histoire de l'art, et en avivant le mouvement des esprits. Les académies de Florence et de Carrare le nommèrent un de leurs membres. De retour en Angleterre en 1795, il ne tarda pas à devenir membre associé (1797), puis membre titulaire, de l'académie royale. En 1800, il fut nommé profes-

seur de sculpture à cet ément. C'était alors, et long encore ce fut la seule chaire de sculpture qui existât dans le monde, sans être brillantes, très-instructives et contenant vent des idées originales. Il s'y livrait à sa manière de se presque toujours, en semblant cer que l'historique de l'art, tait des théories à lui. Dans l'histoire chez lui se présent forme d'histoire comparée, pression qui en résultait pour diteurs, c'était la nécessité d'itisme, la tendance à chercher ment devaient s'unifier harmonement les diverses manières prtes pour reproduire dans sa complication humanitaire. Il faut dire que Flaxman s'en beaucoup moins bien par l que par le burin. Il ne man commodément le langage, il trisait passes idées, il ne compl ses exposés, ses raisonnemeson enseignement on ne reti des éléments, mais non un en des membres épars, mais non de doctrines: il ne donnait qques points de la courbe, ma donnait pas toute la loi. Ce l'œil, l'accent de l'homme plidée ont tant de puissance, mē il s'exprime imparfaitement, ditoir saisit souvent ce qui dit, et rétablit instinctiveme pensée les sous-entendus. C que les cours de sculpture dman exercèrent et devaient sur la marche de l'art, en An une influence qui complétait ses ouvrages. Imprimés, e pourraient sembler au-desso réputation de leur auteur; e sommes pas surpris qu'ils enfermés dans les cartons di

ne; nous regrettons amèrement au contraire qu'il eut laissé son fécond génie d'artiste. telle n'était pas la propension d'un homme. Toujours dévoré du besoin impérieux de produire, il travailla sans cesse : même dans la dernière période de sa vie et jusqu'en 1827, chaque année voyait sortir de ses ateliers plusieurs statues, grands bas-reliefs ou monuments; et depuis 1827, chaque exposition à Somerset House, hormis celle de 1821, lui apportait plusieurs de ses ouvrages. En 1827 encore, on y admira la statue en marbre de Kemble, exécutée sur le tombeau de cet acteur, dans le hays de Westminster. Le sculpteur avait cessé de vivre à cette époque. Depuis la mort de sa femme en 1820, sa santé s'était graduellement affaiblie, et le 9 décembre 1826, il mourut, demandant que ses funérailles eussent lieu sans ostentation, et on déposait son corps dans le caveau de sa femme dans la cathédrale de Saint-Paul. Ce vœu fut religieusement accompli. Flaxman était un homme de mœurs et de mœurs antiques; son caractère sympathisait sans efforts avec l'étude avec tout ce qu'il y avait de noble et de délicat, de sévère, de pur même exagérée, l'empêchait d'aspirer à l'opulence qu'atteignent même en Angleterre les sculpteurs du premier ordre. Plus d'une fois lui arriva, lorsqu'un marché lui était trop avantageux pour lui, d'être une compensation par des contreparties ou par des embaumements inattendus. Bien qu'éminent artiste dans presque tous les genres de la vie, il se soumettait avec une docilité naïve à des observations dont la régularité était antipathique à la poésie. C'est que, lorsqu'il était à l'apogée

de sa réputation, il se laissait nommer receveur de la taxe du guet dans sa paroisse, et qu'on le vit, l'écritoire à la boutonnière, aller chercher de porte en porte la modique redevance. C'est ainsi qu'il professait un respect profond et même l'obéissance pour l'église anglicane, tout en partageant à peu de chose près les doctrines mystiques du swedenborgianisme. Aussi un poète dit-il en s'adressant à son ombre :

Oh ! sois la bien venue au séjour du bonheur !
Car nulle ombre plus blanche aux cieux ne fit
honneur !

L'homérique grandeur, la virgilienne candeur de l'âme de Flaxman respirent dans nombre de ses ouvrages; mais elles n'y respirent que parce qu'elles existent indépendamment des ouvrages, et ses ouvrages n'existeraient pas sans elles. C'est le lieu de dire combien son œuvre est morale dans quelque sens qu'on entende ce mot. Ce qu'il aspire à rendre surtout, ce sont les sentiments élevés, affectueux, les tendres douleurs, les nobles sympathies, les élans vers une existence meilleure et vers l'immuable. S'il est vrai de dire qu'il pêche un peu par la monotonie, et qu'en dépit de tous ses efforts, il reste trop voisin de l'antique, et en conséquence n'évite pas complètement cette échecroisse qui provient de l'absence d'un spiritualisme hardi et fécond, en revanche il faut reconnaître que cette hardiesse, cette fécondité, ne lui manquaient pas entièrement, qu'il en avait le besoin et qu'il la cherchait, qu'il a jeté ses contemporains dans cette voie. Dans ses leçons il recommandait surtout, parmi les hautes qualités du statuaire, l'expression; et sous ce mot il comprenait, non seulement l'expression de ces sentiments en quelque sorte officiels pour lesquels les langues antiques et peu

métaphysiques encore ne sauraient trouver des noms, mais l'expression de ces nuances intimes et indéfinies qui sont que pas une heure de la vie ne ressemble de tout point à l'autre, et qui échappent à la terminologie comme à l'analyse. Il y a deux manières de juger par comparaison le mérite d'un artiste : l'une c'est de comparer ce qu'il a fait à ce que l'on peut faire ; l'autre c'est de comparer ce qu'il a fait à ce qui se faisait auparavant ou même à ce qui se fait indépendamment de lui. Sous ce deuxième point de vue, Flaxman est certes digne d'un haut rang. Car, tandis qu'en Italie, en France et ailleurs, on revenait tout simplement de la peinture et de la sculpture maniérées aux beaux modèles de l'antiquité, il cherchait, nous nous sommes déjà étendus sur ce fait, à joindre aux grandes qualités de l'art antique, c'est-à-dire à la franchise, à la correction, à la beauté de la forme, à l'expression extérieure, quelque chose que l'art antique n'a pas ou n'a qu'à un faible degré, l'intime, le tendre et le nuancé, nés au souffle de la civilisation chrétienne. — Dans l'impossibilité de nommer, encore plus de caractériser toutes les productions de Flaxman, nous laisserons de côté tout ce qui ne se recommande que par des qualités secondaires, notamment les nombreux portraits qu'il n'a point enchaînés dans de grandes compositions. Rarement la sculpture iconique peut produire des chefs-d'œuvre, hormis le cas de grande composition dans laquelle le portrait n'est plus qu'un détail, et hormis celui où il s'agit de reproduire un de ces hommes dont la vie a été tout un poème ; et tel n'a pas toujours été le cas pour Flaxman. Parmi ses ouvrages en quelque sorte purement antiques,

nous remarquerons son *Hercule tirant les cheveux après avoir chassé sur ses épaules la tige de Nessus* (1778, en terre et son magnifique groupe de *leur d'Athamas*. Ce beau en marbre se compose de quatre statues de dimension héroïque, et aujourd'hui à Ickworth, réside le marquis de Bristol (Suffolk) ; fut payé que six cents guinées, c'est-à-dire que l'artiste ne rentra pas même dans ses déboursés. Nous citerons en groupe d'*Apollon et Marpesa* présentée lors de son admission à l'Académie royale (1800) ; celui de *Pylone et Psyché* dont il a fait une statue plus haut, et qui fut achetée pendant son séjour en Italie de *Vénus et Cupidon*, en 1787, à Somerset-House, un miné bien auparavant et en par conséquent à son voyage aux Alpes ; *Agrippine après la mort de Germanicus*, *Pompeii après la défaite de Pharsale* (l'un et l'autre exposés en 1777), et la *Statue de César* (1781), bas-relief d'après les données de Clodius la deuxième Philippique. (encore des bas-reliefs que *Statue de Galatée*, *Acis et Galatée*. La statue est fort belle ; il y a de la mélancolie dans Galatée la grâce et une jolie insouciance dans Acis. *Morion pendant des deux avec Bellerophon* (1805) est une digne révélation du mythe peut-être le plus riche de l'antiquité. Pandore surtout est une statue d'expression. Indiquons deux admirables profils en terre d'après la tête d'Antinoüs de la statue de l'autre d'après une tête de *riadne*. Mais ce qui sans cesse l'emporte sur tout, c'est ce

Achille d'après le dix-huitième : l'Iliade. On dirait que, dans ceau magnifique qui fut pour ouvrage de plusieurs années, on voulut fondre et condenser que des études constantes et les lui avaient appris. C'est une imagination que la provocation laquelle se trouvent pour cet énorme bas-relief tous les trésors de l'art, de l'érudition ! Un artiste ne comprendre tout ce qu'il a vaincu, de tours de force cette mise à exécution de la homérique. Plus de cent humaines s'y agitent au milieu de détails variés et de scènes de nature tour-à-tour délicieuses et vives. Et, malgré cette multitude de détails, l'ensemble se laisse parfaitement, simple, harmonieux. L'Apollon sur son char, qui occupe le centre du relief, est d'une vigueur, d'un envergure n'a d'égale que sa beauté : aux piaffes et dévorent l'espace, on croit les entendre hennir des traînées de lumière jaillantes secouées de leur ondulation. Autour du limbe, le reposant sur un troupeau de la lutte désespérée du taureau le dominateur des forêts, les efforts du bouvier, pour défaire les chiens à livrer bataille au terrible agresseur, toutes ces finesses semblent ou vivre ou mourir, et un contraste délicieux avec la suave élégance, la joie et vive de la pompe nuptiale : l'autre moitié du limbe. On exécuta quatre de ces beaux argent (pour le roi, le duc, le comte de Lansdale, le Northumberland) : chacun en pied anglais de circonfé-

rence, et le relief s'élevait de six pouces anglais au-dessus du plan. Ils furent vendus chacun deux mille guinées : l'esquisse seule et le modèle avaient été payés six cent vingt livres sterling à Flaxman par les joailliers Rundel et Bridge, dont la hardiesse avait conçu cette spéculation vraiment grandiose. Passons à celles des productions de Flaxman, qui sont empreintes des idées du christianisme et de l'ère moderne. En tête de celles-ci se placent les nombreux monuments funéraires qui sont sortis de ses mains. On en compte plus de trente, dont quatre à l'abbaye de Westminster ; car encore aujourd'hui les cathédrales et les églises sont souvent de riches et grands musées. Chronologiquement parlant, le premier de ces monuments est celui de W. Collins dans la cathédrale de Chichester. Il représente le poète lisant, suivant une anecdote racontée par Johnson, le meilleur des livres (le Nouveau-Testament). Le monument de miss Cromwell qui se trouve aussi dans la cathédrale de Chichester, et dont, ainsi que du précédent, on peut voir la figure dans l'*Histoire de Chichester* de Dallas, consiste en une figure d'une merveilleuse beauté qui prend son vol vers les cieux au milieu de trois anges, avec l'inscription : « Venez, bénis ! » On l'a souvent donné pour le plus beau ; mais en réalité beaucoup d'autres le disputent à ce dernier, et même l'emportent au dire des connaisseurs. Tels sont entre autres ceux de la comtesse Spencer (à Branteton), de lord Nelson (à Saint-Paul), de la famille Bazingue (à Micheldever), du comte Mansfield (à Westminster), du comte Howe (à Saint-Paul). Ce dernier représente la Grande-Bretagne avec un trident sur

un piedestal rostré ; à sa gauche, le comte tenant un télescope, et ayant à ses pieds un lion qui veille ; à droite, l'Histoire traçant en lettres d'or les exploits de l'amiral, et la Victoire laissant tomber une branche de palmier sur les genoux de la Grande-Bretagne. Le monument de Baring est remarquable par l'harmonie des trois bas-reliefs latéraux intitulés, le premier, *que ta volonté soit faite*, le second, *que ton règne arrive*, le troisième, *délivre-nous du mal* (toute l'oraison dominicale a ainsi été traduite en bas-reliefs, par Flaxman). Il se trouve gravé dans les *Beaux-arts de l'école anglaise* par Buttin ainsi que le monument du comte de Mansfield. Le tombeau de la comtesse Spencer figure dans la première partie du *Comté de Northampton* de Baker. Celui de George Streven (gravé dans les *Environs*, par Lysons, supplément, 294) est fort petit, mais d'une beauté achevée. Il représente le défunt assis et fixant avec ardeur ses yeux sur un buste de Shakspeare. Dans beaucoup de ses monuments funéraires se retrouvent les images tantôt de vertus théologiques, tantôt d'anges qui consolent, ou qui ouvrent l'entrée des cieux. Il y a mieux que de la mélancolie, il y a de l'extase, de l'élévation, de la quiétude dans ces belles figures : il est aisé de voir que le svédénborgianisme a passé par là, et que pour l'artiste la tombe est une porte du ciel : tandis que le corps se précipite au fond de la bière, l'âme par sa légèreté spécifique nage à la surface, et bientôt s'envole vers Dieu. On retrouve les mêmes tendances chrétiennes, mais moins sublimes et plus terrestres, dans le *Benis soient ceux qui pleurent, ils seront consolés* (bas-relief en

marbre), dans la statue de *la rité*, dans l'*Affliction domes* (bas-relief en marbre), dans l'*signation*, dans la *Foi* (haut en marbre), dans le *Bon Sain*. Des qualités d'un autre recommandent les morceaux dans lesquels dominent soit *l'héroïque l'intellectuel*, comme par exemple *William Jones écrivant brachmanique sous la dictée de deux pandits*. Dans quelques-uns réunissent ces deux espèces de racières : tel est le *Saint Michel change, vainqueur de Satan* (cuté pour le comte d'Egremont) est la *Résurrection de la f Jaire*. Nous ne reviendrons pas au mérite des illustrations d'Hésiode, Eschyle et Dante ; mais nous qu'outre ces dessins, il en a un grand nombre. C'est lui, ceux de presque toutes les arres dont est orné l'extérieur du Palais-Neuf (King's New-Palace) beaucoup d'entre elles furent faites ou commencées du moi lui-même. Il fournit aussi les pour la plupart des bas-reliefs de la façade du théâtre de Covent-Garden et fit la statue de la Comédie qui est un ornement. Enfin il a même de la peinture à l'huile, et au départ pour l'Italie il avait fait une *Délivrance d'Alceste par son pucelle*. Absorbé par une pratique active, on ne s'étonnera pas qu'il n'ait peu écrit. Cependant encore de lui quelques opuscules sont : I. Une *Lettre à la commission pour l'érection de la canonnavale*, ou *Monument sous le patronage de S. A. R. le duc de Devonshire*, Londres, 1799. L'auteur propose d'élever sur la colline de Greenwich une statue colossale de la Grande-Bretagne, haute de deu

globe. Ce portrait de Diogenes est en bronze, et est une œuvre d'art. III. Divers articles dans l'*Encyclopédie de Rees*, entre autres : *Bas-relief, Beauté, Bronze, Boute, Cérès, Composition*. — *Les Lectures* (de Flaxman sur la sculpture, précédées d'une notice sur l'auteur, et ornées de portraits et de planches gravées, 1820, Londres, 1 vol. in-8. P—OT.

ELÉCHÈRE (JEAN-GUILLAUME), pasteur protestant, né en 1720 à Nyon, dans le pays de Vaud, d'une famille distinguée. Après avoir fait des études brillantes à Genève, il fut envoyé par son père à Luthbourg, pour s'y familiariser avec l'allemand. De retour à Nyon, il apprit les mathématiques et la médecine. Juché sur l'état qu'il devait embrasser, il rejoignit un de ses oncles, officier au service de Hollande, qui le fit entrer sous-lieutenant dans son régiment. La guerre finie sans emploi, il arriva en Angleterre. Muni de lettres de recommandation, qui lui procurèrent un bon accueil, il trouva toutes les facilités nécessaires pour étudier la langue et la littérature anglaises. Ne voulant pas rester longtemps à la charge de sa famille, il accepta la place de gouverneur des enfants de M. Hill, membre du parlement britannique; c'est alors qu'il prit de mûres réflexions il résolut de consacrer au ministère évangélique. Ayant reçu les ordres, en 1759, le rit anglican, il fut, en 1759, pourvu de la cure de M. Hill, de la paroisse de St. Mary, dans le Shire.

quelques discours prononcés à Londres, il ne tarda pas à voir s'étendre sa réputation comme prédicateur; mais il refusa tous les bénéfices qui lui furent offerts, et ne voulut jamais quitter l'humble cure de Madingley. Le besoin de rétablir sa santé l'obligea de faire, en 1769, un voyage sur le continent; il visita le midi de la France, toute l'Italie, jusqu'à Naples, et reprit son chemin par la Suisse, pour revoir sa famille. Revenu en Angleterre, il consentit à se charger de l'inspection du séminaire, fondé récemment à Treverton par lady Haretington; et, malgré son aversion pour la dispute, il se trouva bientôt engagé, avec les professeurs de cet établissement, dans des controverses interminables. Sa constante application au travail finit par affaiblir sa santé, naturellement délicate; et, d'après l'avis de ses médecins, il retourna, en 1776, à Nyon, afin d'essayer si l'air natal lui serait favorable. Il se rétablit assez bien pour pouvoir y prêcher; mais il eut le désagrément de se voir cité, au sujet d'un sermon sur la violation du sabbat, devant le grand-bailli, qui croyait avoir vu dans ce discours la censure indirecte des magistrats. Il revint en Angleterre en 1781; et, quoique alors âgé de plus de cinquante ans, il se maria pour avoir, disait-il lui-même, une compagne qui pût l'aider dans le service de sa paroisse. Atteint d'une maladie de consommation, il vit approcher sa fin avec le calme d'un chrétien, et mourut le 14 avril 1785. Comme prédicateur, il ne resta de lui que quelques sermons, parmi lesquels on cite un *Discours sur la régénération*, imprimé à Londres, en 1759, in-8°, et reproduit à Genève, en 1823, avec deux autres discours. Malgré ses occupations, La

Flechlère trouva le loisir de cultiver les lettres; on cite de lui : I. *La Louange*, poème moral et sacré, Nyon, 1781, in-8°. II. *Essai sur la paix de 1783*, Londres, in-8°. Cet opuscule a été traduit en anglais par Joshuas Gilpin, son ami, et l'un de ses biographes. III. *La grâce et la nature*, poème, ibid., 1785, in-8°. IV. *Le portrait de saint Paul*, ou le vrai modèle pour les chrétiens et les pasteurs. Cet ouvrage, traduit en anglais par Gilpin, sur le manuscrit original, a été imprimé à Londres, 1791, 2 vol. in-8°, précédé de la vie de l'auteur. D'autres biographies de La Fléchère ont été publiées en anglais, par Wesley, Benson, Coxe et Ward. Les *Archives du Christianisme*, t. VI, contiennent une notice sur ce pasteur. Une *Vie de La Fléchère* (extraite des biographies anglaises de Wesley et Benson) a été publiée à Lausanne, 1825, in-8°. W—s.

FLECK (JEAN-FRÉDÉRIC-FERDINAND), le plus célèbre artiste dramatique que l'Allemagne ait eu, naquit le 12 janvier 1757, à Breslau, où son père était sénateur. Cédant aux désirs de ses parents qui le destinaient au ministère évangélique, Fleck commença, en 1776, à Halle, l'étude de la théologie, bien qu'il n'eût aucun espoir de réussir dans une carrière si peu conforme à ses goûts et à son imagination vive et ardente. Pendant son séjour à Halle, il eut le malheur de perdre son père, et, par suite de cet événement, il se trouva sans ressources. Alors il forma le projet de se faire comédien, profession qui lui souriait d'autant plus, qu'il avait déjà obtenu des succès sur des théâtres de société, notamment en jouant des rôles de jeunes filles, qui convenaient admi-

nablement à sa jeunesse et aux traits délicats de son visage. De Halle il se rendit à Dresde, et se fit recevoir dans la société des comédiens de la cour. Son début eut lieu à Leipzig, qu'il quitta bientôt pour un engagement à Hambourg. C'est dans cette dernière ville, où il figura à côté du célèbre Schroeder, qu'il fonda sa grande réputation. Agé de 26 ans, il fit sa première apparition sur le théâtre de Berlin, dans le rôle du comte Horace Capacelli, et dans une comédie d'Arien, intitulée *l'Amour et la Raison*. Fleck fut si bien accueilli du public que le directeur voulait le conserver à tout prix. Il resta dans cette troupe jusqu'à ce que le roi de Prusse érigeât le théâtre de Berlin en théâtre national (1786), et l'y appela en qualité de comédien du roi. Quatre ans après, il en devint régisseur, et plus tard, quand la santé du directeur Engel, commença de s'affaiblir, il fut chargé d'une grande partie de ses fonctions. En attendant, sa renommée s'était tellement accrue, qu'on le regardait comme le premier comédien de l'époque. Le célèbre littérateur allemand, Louis Tieck, donne le portrait suivant de Fleck : « Il avait une taille moyenne et « svelte, des yeux bruns animés « d'une douce vivacité, des sourcils « bien arqués, un front large et un « nez aquilin; dans sa jeunesse, sa « tête ressemblait à celle d'Apol- « lon. » Il obtint ses premiers succès dans les rôles d'Essex, Tancrède et Ethelwolf, mais surtout dans celui de don Pedro, personnage peu intéressant, comme toute la tragédie à laquelle il appartient (*Inès de Castro*), mais dont chaque mot, dit par Fleck, devint une beauté. Sa voix sonore, claire, harmonieuse et d'une étendue extraordinaire, se prêtait merveil-

sent à tous les tons, depuis la plus humble prière jusqu'à la plus violente fureur. Le tr, il parvint à faire goûter à ses compatriotes les tragédies de ce genre, car aucun acteur avant lui n'avait su rendre toutes ces transitions bizarres, ces exclamations, ces subites, ces tirades entrecoupées de traits sublimes et d'idées neuves, qui abondent dans les gigantesques conceptions de ce grand homme, telles que Léo, Othello, Shylock, etc. Il ne fut pas heureux dans les tragédies de Schiller, dont plusieurs rôles avaient été écrits exprès pour lui. Mais, quel que soit le degré de perfection qu'il ait atteint dans ses personnages qu'il a représentés, son triomphe fut le rôle de Moor, dans les *Brigands* de Schiller. Cet être monstrueux, ange, moitié diable, sorti de l'imagination jeune et brûlante, trouva dans Fleck un interprète fidèle, que Schiller lui-même stupéfait. Ici l'artiste eut l'occasion de tirer parti de toutes les inflexions de sa voix, de toutes ses nuances, de tout son désespoir; et le spectateur, tantôt saisi d'horreur, tantôt aux larmes, ne savait qu'admirer le plus de l'auteur ou du comédien. Fleck remplissait aussi, avec une originalité, des rôles d'un genre tout-à-fait opposé, tels que pères nobles et les financiers. Il entend qu'Iffland et Kotzebue jouèrent et le Picard de l'Allemagne) durent en grande partie le succès de leurs premiers ouvrages à son jeu, qui eut le talent de faire même les pièces où il ne jouait que des rôles secondaires. Il termina

notait que Schiller a fait la tragédie des *Brigands* à l'âge de dix-sept ans.

sa carrière théâtrale à Berlin, par le rôle de Wallenstein dans la tragédie de ce nom, de Schiller, et y mourut peu de temps après, le 20 décembre, 1801, à l'âge de 45 ans. Iffland, dans une notice nécrologique sur Fleck, s'exprime ainsi : « Son énergie le dispensait d'avoir recours aux petits moyens pour faire valoir son talent; il avait une profonde connaissance de la nature humaine, et n'a jamais eu d'autre guide. Ce ton franc et sincère, qui lui gagnait tous les cœurs, n'était point un effet de l'art, mais avait sa source dans son âme pure et généreuse. Dévoté à ses amis avec une entière abnégation de lui-même, il a pu faire des ingrats, mais non des malheureux. » Fleck a formé d'excellents élèves, parmi lesquels nous citerons sa femme (actuellement M^{me} Schroeck), qui passe encore pour la première comédienne de l'Allemagne. Il est à remarquer que ses deux filles ont aussi obtenu des succès dans la carrière théâtrale. L'aînée, madame Unser, a tenu long-temps l'emploi des jeunes premières au théâtre de Hambourg, et la cadette a compté parmi les meilleures actrices du Théâtre-Royal de Berlin, qu'elle quitta par suite de son mariage avec M. Gubitz, professeur à l'université de cette ville. Aucun acteur d'Allemagne n'a été si généralement estimé que Fleck. La gravure et la sculpture ont multiplié ses traits; plusieurs médailles ont été frappées en son honneur, et un magnifique monument décore le lieu où reposent ses cendres. M—A.

FLEISCHER (GUILLAUME), naquit en Allemagne vers 1767, et fut long-temps employé dans la maison de librairie Levrault à Paris. Il se livrait en même temps,

avec une ardeur infatigable, à des recherches bibliographiques, et publia : I. *Annuaire de la librairie*, ou Répertoire systématique de la littérature de France de l'an IX, première année; Paris, Levrault, an X — 1802, deux parties en un fort vol. in-8°, avec une *Dissertation sur les services rendus par les Allemands à la bibliographie*. Cet Annuaire n'a pas été continué. II. *Dictionnaire de bibliographie française*, Paris, 1812, in-8°, tomes I et II, qui se terminent à la syllabe ВНА. Certainement c'eût été un ouvrage fort utile, et l'on peut juger par les deux premiers volumes, les seuls qui aient paru, que Fleischer n'avait épargné ni peines ni soins pour atteindre le but qu'il s'était proposé. Mais soit que ce Dictionnaire, annoncé en 24 vol., non compris la table des auteurs et le supplément, semblât trop vaste et par conséquent trop coûteux, soit qu'il n'intéressât pas un assez grand nombre de lecteurs, la première livraison n'eut pas le succès qu'en attendait l'auteur. Renonçant alors à en publier la suite, il n'abandonna pas néanmoins son travail et parvint à l'achever. Cette continuation, qui fut acquise par le libraire Jombert, forme 20 vol. in-fol. Elle est restée inédite. Fleischer mourut à Paris, le 1^{er} juin 1820. P—RT.

FLERS (CHARLES DE), général français, né en 1756, d'une famille noble, entra fort jeune au service dans un régiment de cavalerie. Ayant montré quelque penchant pour la révolution, il devint maréchal-de-camp en 1791, et fut placé l'année suivante sous les ordres de Dumouriez, au camp de Maulde, où il reçut une blessure grave. Dès qu'il fut rétabli, il commanda une division dans l'invasion de la Belgique; puis dans celle

de la Hollande au commencement de 1793; il commanda même l'armée par intérim, lorsque le général en chef s'en éloigna pour aller combattre les Autrichiens à Nerwinde (*Voy. Dumouriez*, LXIII, 168). Resté dans Breda après l'évacuation de la Hollande, de Flers fut obligé de capituler. Il sortit de la place avec tous les honneurs de la guerre. Il commanda ensuite à Tournay, et à cette époque il proposa une nouvelle méthode pour remonter la cavalerie française: on devait, selon lui, obliger chaque village de la Belgique à fournir un cheval, dont le prix, écrivait-il à la Convention, *ne sera pas payé en argent, mais compté de nation à nation*. Nommé ensuite général en chef de l'armée des Pyrénées-Orientales, quoique les forces des Espagnols fussent beaucoup plus nombreuses que les siennes, il les tint long-temps en échec près du camp de Masden qu'il occupait. Il les battit ensuite près de Collioure, et dégagna cette place; mais dans le même temps les Espagnols s'emparèrent de Bellegarde, dont la garnison capitula après trente-quatre jours de bombardement. L'armée d'Espagne, forte de plus de trente mille hommes, menaçait Perpignan; de Flers n'en avait que dix mille. Il prit alors le parti d'armer les paysans. Don Riccardos Carillo, commandant en chef de l'armée espagnole, se plaignit au général de Flers de cette innovation, et, dans une lettre du 3 juillet 1793, il lui écrivit que, si cet abus ne cessait pas, il ferait *pendre immédiatement et sans faute tous les paysans armés qui tomberaient dans ses mains*. Mais de Flers répondit: *Tous les Français sont soldats; le seul uniforme de la liberté et de l'égalité est la cocarde trico-*

que, du reste, si le général persistait dans ses menaces, il se forcé d'user de représailles. Ayant perdu la bataille de Masts, être vu forcé dans trois retranchemens qu'il avait établis sur la frontière, de Flers fit de vains efforts pour secourir Bellegarde. Ce fut il reprit enfin le dessus; les Espagnols le 17 juillet, et les éloigna de Perpignan, restant dans leur camp. Mais, ils parvinrent à s'emparer de la tranchée, et de Flers, accusé de trahison, destitué par les représentants du peuple, fut arrêté et traduit devant le révolutionnaire de Paris, condamné à mort, le 28 juillet l'année suivante, sous le ridicule prétexte d'avoir entretenu des relations avec les ennemis de la patrie et pris part aux conspirations de la prison du Luxembourg. — M—Dj.

FLETCHER (ARCHIBALD), écossais, né en 1745 dans le comté de Perth, fut après de très-bonnes études, procureur d'Édimbourg, devint bientôt le clerc le plus habile, et qui, en mourant, le recommanda aux soins du lord avocat général, sir John Montgomery. La confiance de ce dignitaire lui valut une place dans le cabinet de Wilson Croft, alors écrivain du sceau. Il fut en 1778, lors de la formation du régiment highlander, qui refusait obstinément de s'embarquer pour l'Amérique du Nord, fut chargé d'aller se battre avec ces fiers enfans des forêts. Sans réussir immédiatement, il obtint du moins qu'ils portassent les armes, et le gouverneur leur promettant de leur donner leur corps qu'en Irlande,

les disséminer dans plusieurs régimens, et les faire ainsi partir, non plus en bloc, il est vrai, pour leur destination primitive. Cet incident lança Fletcher dans la politique, et il se classa bientôt parmi les vifs les plus ardents. À ses yeux, les colonies anglo-américaines, en s'insurgeant, n'avaient qu'usé d'un droit incontestable; et la Grande-Bretagne aussi avait besoin d'une réforme. Mais il ne la demandait pas à la violence, et voulait que les gouvernans et les gouvernés y travaillassent de concert. C'est avec ces vues qu'il entra dans la société édimbourgeoise de la réforme des bourgs. Il y déploya la plus grande activité, en devint secrétaire, et recueillit une formidable masse de documents à l'appui des plaintes contre les bourgs, et, en février 1787, fut un de ceux que la société envoya dans la capitale de l'Angleterre pour provoquer l'attention du parlement sur les abus du système électoral en vigueur. Fletcher se mit en rapport avec Fox, qui, ne pouvant, vu la multiplicité de ses engagements, se charger de soutenir la thèse offerte à son éloquence, les envoya près de son ami Shéridan. Cet habile orateur étudia volontiers leur volumineux dossier, recueilli par les soins de Fletcher, et se fit le champion de la réforme écossaise à la chambre des communes. Il eut assez de succès pour obtenir la formation d'un comité chargé de faire une enquête sur les abus signalés à la chambre. Les opérations du comité n'amènèrent pas de grands résultats, il est vrai; mais déjà c'en était un que d'être entendu de l'opinion, et surtout de l'opinion au parlement; et il fallait des préliminaires de ce genre pour arriver un jour enfin à la réforme. Survint alors la révolution

française ; Fletcher en approuva les principes, en réprova les excès, mais se prononça très-vivement contre la déclaration de guerre faite par le cabinet de Saint-James à la France. Cette manifestation de sa pensée fit beaucoup de tort à sa fortune : les tribunaux en Écosse se composaient exclusivement de torys exaltés ou de ministériels serviles, et tout le monde, à tort ou à raison, était convaincu que, mettre une bonne cause entre les mains d'un whig déclaré, c'était vouloir la perdre : on sent que peu de plaideurs étaient de trempe à braver de telles chances. Cette défaveur ne le fit point varier un instant, et il suivit toujours la même ligne, désapprouvant le système de suffrage universel et de parlement annuel voulu par la société dite *convention britannique*, prêtant l'appui de son talent oratoire aux membres de cette société, lorsque le gouvernement les poursuivait, louant et popularisant de toutes ses forces le système de l'union de l'Irlande à la Grande-Bretagne, et se déclarant hautement, lui trente-huitième, contre la brutalité servile avec laquelle le corps des avocats privait Henri Erskine du titre de doyen. Forcé alors d'ajourner les plans de réforme parlementaire, et dégoûté peut-être de cette question par les solutions bien plus hardies qui s'étaient proposées à l'attention, Fletcher avait réfugié son activité dans le comité d'Édimbourg, pour l'abolition de la traite, et dans la société pour l'amélioration des highlands. En même temps, le torysme avait perdu de son intensité et de sa puissance en Écosse ; et la clientèle revenait, la fortune avec elle. Les affaires de son cabinet ne l'empêchaient pas de continuer à suivre sa voie po-

litique, et, en 1818 encore présent au meeting d'Édimbourg à l'effet de pétitionner les six bills Castlereagh. P septuagénaire pourtant à cet âge, il ne tarda pas à renouer ses affaires, et il se retira dans un son de campagne (Auchin House), à huit milles d'Édimbourg. C'est là qu'il mourut, le 20 bre 1828. On n'a de lui qu'un *logue entre un whig et un tory*, York, 1822 : on devine qu'il tient le principe de la réforme parlementaire en s'opposant à ce suffrage universel et à la répartition totale annuelle du parlement. FLETCHER (Jacques), littérateur anglais, était sous-instituteur d'école particulière. Il coopéra à plusieurs ouvrages périodiques, à l'impression quelques poésies : *Siege de Damas, le Joyau* (gem), etc. Le succès que parvint à une Histoire de Pologne qu'il ensuivait le détermina à quitter sa humble place dans l'enseignement, mais il eut sujet de s'en repentir : sa position devint très-précariose pour en sortir, il se tua d'un coup de pistolet, à Lisson-Grove, le 22 février 1832, n'ayant encore atteint vingt-un ans. Son *Histoire de Pologne* a été traduite en français à Paris, 1832, 2 vol. in-8°, avec les additions du traducteur, jusqu'à la prise de Varsovie. P—

FLEURANT (Claude), chirurgien-major de l'Hôtel-Dieu de Lyon, a publié, en 1752, un traité de *splanchnologie*, 2 vol. in-12. Aujourd'hui que les sciences anatomiques ont été portées à une haute perfection, ce traité ne peut plus soutenir la concurrence avec les ouvrages modernes.

le même sujet. On croit que Fleurant descendait d'un apôtre, que Molière avait connu des voyages qu'il fit à Lyon, il plaça le nom dans sa comédie *Malade imaginaire*, le propre à la plaisanterie.

F—N.

UREAU (DOM BASILE), né vers 1620 à F., d'une famille honorable. embrassé la vie religieuse d'ordre des barnabites de la ville de Saint-Paul, il ne s'y occupa pas moins par son ardeur au travail que par la régularité de ses mœurs, et son attachement à son état. Il tira, des archives et des différents dépôts publics des documents qui lui étaient nécessaires pour composer l'histoire de sa ville natale, et il venait de la dernière main à cet ouvrage important lorsqu'il mourut en 1706. Un de ses confrères, dom de Montmerliet, revit le manuscrit de Dom Basile, et le publia sous le titre : *Les antiquités de la ville du duché d'Estampes*, avec les notes de l'abbaye de Morigny, et ses remarques considérables, sur l'histoire générale de la ville de Paris, 1683, in-4°. Ce livre est divisé en trois parties. Les premières contiennent l'histoire civile et ecclésiastique d'Estampes ; la troisième, l'histoire de la ville de Morigny, tirée d'une chronique latine publiée par Du Roule dans le tome IV des *Scriptores francorum*. Cet ouvrage, de par son mérite, mérite d'être consulté par les savants qui font une étude spéciale de l'histoire de France. Il contient beaucoup de détails curieux et intéressants qu'on chercherait vainement ailleurs.

W—S.

FLEURIAU. Voy. MORVILLE, XXX, 228.

FLEURY (JOSEPH-ABRAHAM BÉNARD, dit), acteur du Théâtre-Français, né à Chartres en 1750, était fils d'un comédien nommé Bénard. Une sage-femme, à laquelle il avait été confié, le déposa aux enfans trouvés, et l'administration de cet établissement le plaça peu de temps après chez un artisan, cardeur de matelas, qui annonçait l'intention charitable de l'adopter. Retrouvé dans la suite et réclamé par ses parents, alors directeurs du théâtre de Nancy, il passa chez eux une partie de sa première jeunesse, n'y recevant que le degré d'instruction strictement nécessaire à un comédien de province. L'intelligence précoce qu'il montra dans quelques rôles assortis à son âge lui attira la protection du roi Stanislas Leczinski et l'amitié du chevalier de Boufflers, aux jeux duquel il fut associé. Ce double avantage contribua sensiblement à stimuler son zèle et à former son goût. Quand il eut quinze ans, néanmoins, il crut s'apercevoir que ses jeunes amis, appartenant à l'ordre élevé de la société, ne lui permettaient plus les familiarités d'enfant, auxquelles ils l'avaient habitué ; et il résolut d'aller chercher fortune dans des villes lointaines. Il s'attacha successivement aux théâtres de Genève, de Troyes, de Lyon et de Versailles, où son talent fut encouragé ; et, le 7 mai 1774, il débuta à la Comédie française, mais avec un succès médiocre, dans la tragédie de Mérope (rôle d'Égyste). La sévérité de ses juges lui fit sentir la nécessité de se livrer à des études sérieuses. En effet, s'étant de nouveau engagé au théâtre de Lyon, où l'on comptait alors des talents remarquables, il y fit de rapides pro-

grès, ce qui lui valut son rappel à Paris en 1778. A la suite de son second début dans cette capitale, il fut reçu comédien du roi en qualité de sociétaire. C'était l'époque où la ville et la cour s'occupaient presque exclusivement du triomphe que les admirateurs de Voltaire préparaient à ce vieillard célèbre. On ne pouvait guère, en une telle circonstance, faire attention à un jeune acteur, dont le talent, quoique estimable, ne jetait pas encore un grand éclat. Fleury subit donc, pendant quelques années, le sort commun des comédiens que les réglemens condamnaient à doubler, dans les mauvais rôles, les premiers sujets du théâtre. Ce fut seulement à la retraite précipitée de Monvel (*Voy.* ce nom, XXX, 50) qu'il trouva quelques occasions de se distinguer. Les rudes épreuves auxquelles l'avaient soumis ses chefs d'emploi lui étaient devenues extrêmement utiles. A force de soins il avait corrigé la rudesse de son organe et les vices de sa prononciation. La fréquentation des gens de lettres, celle de la bonne compagnie de Paris et même de Versailles, et surtout l'exemple que lui donnaient chaque jour les plus beaux talents de la scène française, lui apprirent enfin les plus mystérieux secrets de son art. Ce fut le *Marquis de l'École des Bourgeois* qui lui valut les premières faveurs d'un public, dont il n'avait point encore réuni tous les suffrages. On fut aussi charmé que surpris de l'aisance avec laquelle il rendit les airs de fatuité, la politesse moqueuse et impertinente que les bourgeois de l'époque et surtout les bourgeoises avaient la bonté d'admirer dans quelques seigneurs de la cour. On prétendit même, ce qui est peu probable, que le maréchal

de Richelieu, rappelant ses nirs de jeunesse, avait pris l' d'enseigner à Fleury les bi manières des roués de la R. On trouva à cet acteur moins blesse, un jeu moins large e franc qu'à ses prédécesseur cour et Molé; mais il se fit remarquer par la flexibilité du par l'intelligence des détails piquante finesse des intentio mêmes qualités le servirent une rapide progression de suc les comédies de *Turcaret*, d *mes savantes*, du *Chevali mode*, de *l'Homme à bon tunes*, du *Cercle*, de la *Fei amour* et de la *Coquette co* eu un mot, dans toutes les p il avait à représenter des seig la cour ou des chevaliers d'in Quant aux rôles de jeunes i tragiques, comme on n'y avai été content de lui, il les ab volontiers, et il n'y fut pas r Les auteurs comiques de l s'empressèrent d'ailleurs d'e son talent. M. Pieyre (de lui confia le personnage d *Saint-Fons* dans l'*École de* et Fleury justifia ce choix au ses propres espérances. Mai ajouta plus encore à la réput cet acteur, ce fut l'habile particulière avec laquelle il senta le roi de Prusse, Fréd dans la comédie des *Deux* (27 mars 1789): « Il s'y « Laharpe, si bien model « portrait en cire que nous « à Paris; il a si bien saisi le « et la physionomie de l « que l'imitation ne saurait é « parfaite. » Le prince H Prusse, frère du monarque, réellement, comme on l'a dit à Fleury quelques avis p

apprendre à reproduire exactement le costume, la démarche et les gestes habituels du vieux roi? On sait seulement d'une manière certaine que le prince, enchanté de l'illusion que cet acteur lui avait fait éprouver, lui donna une riche tabatière, ornée du portrait de Frédéric. A mesure que Molé, vieillissant, abandonnait les rôles de sa jeunesse, Fleury en augmentait son répertoire; et, bien qu'il dût redouter toute comparaison avec un si habile comédien, il ne laissa pas de satisfaire les plus sévères connaisseurs. Son talent, dans lequel il entraînait peut-être plus d'écrit que de force comique; sa chaleur d'âme, qui brillait plus dans les détails que dans les scènes à grands développements; sa diction, qui était inégale et plus ingénieuse que correcte, ne lui permettaient pas d'atteindre à la supériorité de Molé, dans la *Misanthrope*, le *Métromane*, l'*Alceste*, la *Philinte*; il était facile de sentir que ces rôles à grandes proportions le fatiguaient extraordinairement. On le trouva un peu faible dans la *Partie de chasse de Henri IV*, où il n'essaya le rôle principal qu'à l'époque de la restauration, et dans le *Mariage de Figaro*; mais Fleury s'était, à son tour, mis hors de pair dans tout le théâtre de Molière qu'avec le concours de M^{lle} Contat et de Dazincourt, il mit au bonheur plus que jamais. Il eut encore un succès décisif dans la *Comédie imprévue*, le *Conciliateur*, la *Matinée d'une folle femme*, et, plus tard, dans *Madame de Sévigné*, la *Jeunesse de Henri V*, la *Tyrannie domestique*, l'*Assemblée de Famille*, et plusieurs autres comédies du théâtre moderne. A l'époque de la révolution, dans ces temps de scandales publics, où les auteurs

croyaient faire acte de patriotisme en traduisant sur la scène des cardinaux, des moines, des religieux, Fleury fut choisi par Monvel pour le rôle de Dorval des *Victimes cloîtrées*. Malgré sa répugnance pour ces indécentes innovations, et, quoiqu'il fût dans un fâcheux état de santé, cet acteur céda aux instances de l'auteur, son ancien camarade, et la pièce produisit la plus vive sensation. Ce qu'il y a de remarquable dans cette circonstance, c'est que la fièvre dont Fleury souffrait depuis quelques jours, son sensible amaigrissement, l'altération de sa voix, qui s'éteignait ou se brisait douloureusement dans les scènes violentes, loin de nuire à l'effet théâtral, en accrurent prodigieusement l'illusion. Jamais acteur n'avait exprimé d'une manière plus déchirante l'état d'épuisement moral et physique d'une victime à l'agonie; mais ce sacrifice de Fleury aux exigences de la révolution ne le préserva pas du sort qui menaçait tous les honnêtes gens. On sait ce que devint le Théâtre-Français après les représentations de l'*Ami des lois*, et de *Paméla*, deux pièces signalées par la faction comme infectées d'aristocratie et de modérantisme. Presque tous les sociétaires du Théâtre-Français (alors Théâtre de la Nation) furent arrêtés et traités en prison dans la nuit du 3 au 4 septembre 1793; et l'on pensa bien que Fleury, dont le talent avait puissamment contribué au succès des deux pièces incriminées, ne fut pas excepté de la mesure. Sa détention ne se termina que quinze ou vingt jours avant la révolution du 9 thermidor. Il entra d'abord, avec ses camarades, au théâtre du faubourg Saint-Germain; puis il suivit une fraction de la société à la salle de Feydeau; enfin, il fut un

des premiers compris dans la réorganisation complète du Théâtre-Français en 1799. Là, comme on l'a vu plus haut, il créa, en peu de temps, un grand nombre de rôles (malgré les violents accès de goutte auxquels il était sujet). Quoique Fleury se fût toujours montré fort éloigné des opinions révolutionnaires, il éprouva, en 1817, après le second retour du roi, quelques désagréments; et dans une représentation du *Tartufe*, où il jouait avec mademoiselle Mars, le parti se sembla vouloir l'envelopper dans la disgrâce qu'il fit éprouver à cette actrice. Ce fut alors que Fleury, s'adressant au public, lui dit au milieu du tumulte : « Messieurs, quand « on a eu le courage de jouer l'*Ami « des lois*, sous le règne des ter-
« roristes, lorsque l'on a subi un an
« de prison, l'on ne peut être sus-
« pect. Le cri de vive le roi, que
« vous me demandez (en portant la
« main sur son cœur) n'est jamais
« sorti de là. » — « Ce n'est pas à
« vous, lui dit-on, c'est à mademoi-
« selle Mars à satisfaire au public. »
Après une des plus longues carrières
théâtrales, dont on eût eu l'exemple,
ce doyen de la Comédie française
prit le parti de la retraite (1818).
Retiré dans une maison de campagne
qu'il possédait auprès d'Orléans, il y
mourut en 1824, dans la soixante-
onzième année de son âge. Fleury
était d'une taille médiocre, d'une
complexion maigre, et d'une figure
plus spirituelle que régulière. Ses
yeux vifs et brillants prêtaient beau-
coup d'expression à sa physionomie,
où l'on démêlait le plus souvent les
indices d'une humeur railleuse. Il
semblait né pour le persiflage; mais
il ne s'y livrait jamais qu'avec une ex-
quise politesse. Quoique dépourvu
d'instruction, au point d'ignorer les

premières règles de l'orthographe, il
était, dans le monde comme au théâ-
tre, l'homme de *bon ton* par excel-
lence. Si, dans un mouvement de
colère, provoqué par un article de
journal, il écrivait de Bordeaux à
Grimod de la Reynière : *Vous en
n'avez menti*; et si, comme le lui
reprochait ce critique sévère (1), il
lui arrivait de dire : *risque pour
rize, fuignant pour fainéant*, etc.,
son ignorance n'était pas telle qu'il
ne sût presque toujours la dissimu-
ler, et, souvent même, la couvrir du
vernis le plus séduisant. Il évitait
prudemment de se compromettre
dans les conversations sérieuses; mais
s'agissait-il de donner un tour iné-
nieux aux choses les plus frivoles,
d'aiguiser avec goût le trait d'une
épigramme, de conter plaisamment
l'anecdote du jour, nul n'y réussis-
sait mieux que lui; et, comme il
donnait tout aux superficies, M. de
Lauragais disait n'avoir jamais cou-
nu, même à la cour, un *plus aimable
diseur de riens*. Du reste, homme
d'honneur dans toute l'acception du
mot, Fleury était aimé et estimé de
ses camarades. On ne l'accusa jamais
d'employer, pour se faire applaudir,
l'ignoble ressource des cabales. Les
Mémoires de Fleury, publiés en
1835 et 1836, par M. Lafitte, hom-
me de lettres, peuvent avoir été réd-
igés en partie, d'après quelques notes
informes de l'acteur dont ils portent
le nom; mais, suivant toutes les ap-
parences, le texte a été considéra-
blement amplifié. L'éditeur, homme
d'esprit d'ailleurs, semble s'être
moins proposé d'écrire la vie de
Fleury, que de faire raconter, dans
le plus grand détail, par ce comé-

(1) Voir le *Censeur dramatique* du 10 vendé-
miaire an vi; la lettre de Fleury y est rappor-
tée textuellement.

anecdotes galantes et dra-
qui avaient échappé aux in-
mes de Bachaumont et de
ou dont ceux-ci avaient parlé
brièvement. F. P.—T.

FLIER DE REVAL.

FLIER (François-Xavier
V., 278-80.

FLIUS (ETIENNE), gram-
mé, vers le commencement
siècle, à Soncino, petite ville
romaine, se fit recevoir doc-
teur civil et canonique, d'où
conjecturer qu'il suivit d'a-
bureau; mais il y renou-
la à l'enseignement des
En 1453, il était recteur du
de Raguse. L'époque de sa
inconnue. On a de cet écri-
Variationes, sive senten-
typonyma. Cet ouvrage, qui
lans l'auteur une étude ap-
e des finesses de la langue
et un succès extraordinaire,
fut un grand nombre d'é-
La première, suivant Pan-
vel. typog.), est de 1477,
sans indication de ville.

Rome 1479, in-4°, per
Bulle de Bremis, est si
elle a échappé aux recher-
PP. Laire et Autiffredi.
in éditions postérieures, on
celle de Turin, 1480, in-
laquelle les phrases latines
sont en français. Albert de
servi de l'ouvrage de Flis-
r enrichir la *Margarita*.

Il en comient lui-même
préface, où il parle avec
Fliscus qu'il nomme un très-
orateur (*orator clarissi-*
ette préface contient quel-
particularités que Fabri-
ères amez i intéressantes pour
dans la *Biblioth. mediæ*
æ latinitalis, I, 42. II. Un

Commentaire sur les Décrétales
d'Innocent IV, Venise, 1481, in-fol.
(Voy. l'*Index* du P. Laire, II,
479). III. *De componendis epis-*
tolis, ibid., 1493; 1505, in-4°, et
1567, in-8°. IV *Regula Summati-*
cæ: on ne cite cet ouvrage et le sui-
vant que d'après la *Cremona Lette-*
rata, I, 278. Cette grammaire, sui-
vant Arisi, fut traduite en latin
(Fliscus l'avait donc composée en
italien) et publiée par J.-B. Guar-
guanti, religieux carme, Brescia,
1634 (1). V. *Luctus Soncinen-*
sis. Dans cette pièce, l'auteur célèbre la
mémoire de ses compatriotes qui
s'étaient illustrés dans les lettres et
dans les armes. W—s.

FLOERKE (JEAN-ERNEST),
écrivain mecklenbourgeois, naquit le
7 juillet 1767, à Altenkalden, près
de Gnoya, passa son enfance et sa
première jeunesse à Bütsow, acheva
ses études à l'université de Rostock,
et après y avoir suivi trois ans les
cours de théologie, de philosophie
et d'histoire, accepta une éducation
particulière dans la maison du pas-
teur Kruse à Weltzin. Il remplit en-
suite de vrais surnuméraires dans
l'état ecclésiastique, tenta, un an,
la carrière de professeur particulier
à Wittenberg, exerça douze ans les
humbles offices de chantre et de
deuxième maître d'école à Waren.
Enfin, en 1805, il devint prédica-
teur à Kirch-Mulsow et à Passow,
et le 24 août 1812, il fut nommé
en remplacement de Romlag, pré-
posé du cercle de Bockow. Sa vie
du reste n'offre rien de remarquable:
ses années s'écoulaient paisibles en-
tre les soins de son ministère et la
composition de nombreux articles lit-

(1) Peut-être faut-il lire 1534. Du moins il est
certain que Garguanti vivait dans le XVI^e
siècle. Voy. la *Biblioth. carmel.* du P. Coemo
de Villiers.

téraires dont il enrichissait les recueils périodiques de l'Allemagne. Il y fait preuve d'une grande variété de connaissances. Ses prédilections pourtant étaient pour l'histoire naturelle. En général il se cachait sous les pseudonymes d'Édouard Sterne et de Jean l'Ermite. Quelquefois il se nommait, par exemple, dans la *Feuille du soir de Schwérin*. Ses ouvrages principaux sont : I. *L'Aurore*, Nouv.-Brandebourg, 1795. II. *Les heures de vacances*, Nouv. - Brandebourg, 1797 (la première partie seule fut publiée). III. *La fête du siècle à Waren*, Nouv.-Brand., 1801. IV. *Feuille de conversation de l'Allemagne septentrionale* (en commun avec C.-H. Gelisenhayner), douze livraisons en 2 vol., Gustrow, 1816. Parmi ses articles, nous indiquerons : I. En fait d'histoire naturelle, 1° *Les Infusoires, ou le Monde primordial* (dans les *Fruits de la lecture*, de Pappe, tome 4, n° 25); 2° *Où séjournent les cigognes pendant l'hiver ?* (*Feuille du soir de Schwérin*, n° 182); 3° *Raisons tirées de l'histoire naturelle et qui militent contre l'hybernement des hirondelles* (même feuille, n° 177). Ce morceau renferme plusieurs recherches propres à l'auteur. La société des amis de l'histoire naturelle, de Rostock, lui conféra spontanément à cette occasion le titre de membre honoraire correspondant. II. En fait d'histoire et d'antiquités, 1° *Mitzewoy, prince de Rhétra* (recueil mensuel du Mecklenbourg, 1800, 5^e livraison); ce morceau n'est point achevé; 2° *Y a-t-il jamais eu des géants ?* (même recueil, 1815, n° 183); 3° *Oui, la léthargie était connue des anciens* (*Fruits de la lecture*, n° 28); 4° *D'où vient*

qu'en construisant la muraille principale de la porte de la croix à Parchim, on a trouvé des pierres tumulaires couvertes d'inscriptions hébraïques (*Feuille du soir de Schwérin*, n° 136); 5° *Les plus anciens documents authentiques relatifs au Mecklenbourg* (*Feuille du soir de Schwérin*, n° 455). III. En fait de mélanges, 1° *Sur la formation de la surface externe du globe terrestre* (*Indicateur universel de l'Allemagne*, 1813, n° 300, 1814, n° 178); 2° *Idées sur les corps célestes et leurs habitants* (*Fruits de la lecture*, 1821, tome 4, n° 31); 3° *De l'immortalité de l'âme* (*Fruits de la lecture*, 1820, tome 2, n°s 24, 27, 28, tome 4, n°s 8 et 9); cette dissertation se compose de fragments en forme de lettres; 4° *la Guerre et la Peste* (*Fruits de la lecture*, 1821, t. 5, n° 11); 5° *le Sort décide* (*Fruits de la lecture*, 1821, t. 3, n° 28).
P—OT.

FLORIO (FRANÇOIS), savant historien, était le frère aîné du comte Daniel Florio (I) (*Poy.* ce nom, XV, 98). Il naquit à Udine le 5 janvier 1705. Ses premières études terminées, il se rendit à Padoue; et après y avoir, sous la direction de Dominique Lazzarini, acquis des connaissances très-étendues dans la littérature grecque, ainsi que dans le droit civil et canonique, il y reçut des mains d'Hyacinthe Serres, son maître et son ami, le laurier doctoral dans la faculté de théologie. Pourvu des l'âge

(1) En 1819 et par conséquent postérieurement à l'insertion, dans la *Biographie universelle*, de l'art. *Daniel Florio*, le professeur Quirico Viani a publié les deux premiers chants du poème de cet auteur, intitulé *Ilus, ou le Jérusalem détruite*, qui, s'il était terminé, pourrait, sur le gement de Gamba, soulever, sans trop de désavantage, le parallèle avec le chef-d'œuvre de Tasse.

cinq ans d'un canonicat du l'Aquilée, transféré depuis à Udine, il mit à profit pour se livrer à l'étude de l'histoire et des antiquités ecclésiastiques. Il fut député trois fois à Venise pour régler les différends qui s'élevèrent entre les Vénitiens et les Autrichiens au sujet du patriarcat d'Aquilée, différends qui furent terminés en 1751, par la suppression du patriarcat et son remplacement par deux archevêchés établis à Udine et à Gorice dans l'empire autrichien. Le pape Benoît XIV le récompensa du titre de comte, et le nomma évêque de Trieste, mais Florio refusa cette honneur, préférant la place de prévôt de l'université d'Udine, qui lui permettait de continuer ses travaux d'histoire et de philosophie. L'un des membres de l'académie ecclesiastica, fondée par l'évêque Deo, il y lut plusieurs savantes dissertations dont quelques-unes furent imprimées, notamment celle sur *la vie de Gaston della Torre évêque d'Aquilée* (placée dans le tome septième de la Bibliothèque de Florence), publiée par Gori dans le tome septième des *Mémoires de la Bibliothèque de Florence*. Trop modeste pour se faire honneur de ses découvertes, il se contenta de les communiquer aux autres, qu'il savait occupées de ces objets. Aussi, quoiqu'il ait écrit très-laborieusement, on ne lui connaît que quelques opuscules, dont on distingue des éclaircissements sur Balthusius, moins cités que dans les *Scriptor. ecclesiastic.* 24; et la *Défense de la doctrine de saint Augustin* prise par Rufin (*Voy. de l'Inde*, t. XXIX, 283) en traduisant

l'*Histoire* d'Eusèbe. Le prévôt d'Udine mourut le 13 mars 1791, dans un âge avancé. Deux ans auparavant il avait eu le malheur de perdre son frère, dont il publia l'*Eloge funèbre*, Udine, 1790, in-4°. W—s.

FLOYD (JEAN), né dans le comté de Cambridge, fit ses études sur le continent, et entra chez les jésuites en 1693. Ses supérieurs l'ayant renvoyé en Angleterre pour y remplir les fonctions de missionnaire, il fut arrêté, banni du royaume, et alla professer la théologie à Saint-Omer, où il mourut vers le milieu du XVII^e siècle. On a de lui un grand nombre d'ouvrages de controverse, les uns contre les protestants anglais, les autres relatifs à la querelle des réguliers et des prêtres séculiers sur les droits de la hiérarchie. Ces derniers furent publiés sous les noms de *Daniel de Jésus*, d'*Hermae Læmelius*, et autres. Son premier ouvrage de ce genre est intitulé : *Apologia sedis apostolicæ quoad modum procedendi circa regimen catholicorum in Angliâ*, Rouen, 1631, in-8°. Il fut censuré par l'archevêque de Paris, la faculté de théologie, et l'assemblée du clergé, comme contenant plusieurs propositions contraires à la hiérarchie ecclésiastique. Floyd la défendit par d'autres écrits dont les principaux sont : 1^o *Eponge contre les évêques de France et contre la censure de la Sorbonne*; 2^o *Plaintes apologétiques de l'église anglicane*; 3^o *Réponse aux instructions pour les catholiques d'Angleterre*. Dans cette dispute les jésuites de France, interpellés par l'assemblée du clergé, désavouèrent leurs confrères d'Angleterre, par une déclaration signée de leurs supérieurs. La congrégation de l'*index*, ayant imposé silence aux

deux partis, Floyd prit la défense de son décret du 19 mars 1633. On peut voir tous les détails de cette querelle dans l'*Histoire ecclésiastique du XVII^e siècle* de Dupin. Les écrits du même auteur, publiés sous le nom d'*Annosus fidelis*, contre Antoine de Dominis, sont les suivants : *Synopsis apostasie Marci de Dominis*, Anvers, 1617. — *Detectio hypocrisis M. Ant. de Dominis*, ibid., 1619, in 8°. — *Censura decem librorum de Republica ecclesiastica M. Anton. de Dominis*, Cologne, 1621, in-8°. La plupart de ses autres ouvrages de controverse, contre divers protestants anglais, sont composés dans sa langue maternelle, savoir : *Conquêtes de l'église sur l'esprit humain*, Saint-Omer, 1631, in-4°. La *Somme totale*, ibid., 1631, in-4°. Ces deux derniers sont contre Chillingworth. *Syntagma de imaginibus non manufactis*, etc., avec plusieurs autres petits traités. *Réponse à Guillaume Crashaw*, Saint-Omer, 1612, in-4°. *Traité du purgatoire* en réponse à Edouard Hobhy, ibid., 1613, in-4°. *Deus et rex*, contre les novateurs, ibid., 1620. *Réponse à François White*, concernant les articles présentés par Jacques I^{er} à Jean Fisher, ibid., 1626. Le *Sacrifice de la messe*, traduit du latin d'Antoine Molina, ibid., 1613. Quelques ouvrages de dévotion, tels que : *Un mot de consolation*; *Méditation de saint Augustin*, traduites du latin, ibid., 1621. T—n.

FLURL (MATTHIAS DE), savant bavaïrois, mourut le 27 juillet 1823, aux eaux de Kissingen. On lui doit plusieurs ouvrages importants, parmi lesquels la *Description des montagnes de la Bavière* (Munich, 1^{re} 2, gr. in-8°, planch.) a long-

temps été classique et se lit encore avec fruit. Les autres sont : I. *De l'influence que les sciences exercent sur la civilisation d'un peuple*, Munich, 1798. II. *Linéaments premiers de l'histoire naturelle*, ibid., 1805-1820, tomes 1 à 4. III. *De la formation des montagnes de la Bavière*, ibid., 1806, grand in-8°.

Z.

FLURY (LOUIS-NOËL), directeur au département des affaires étrangères et conseiller d'état, naquit le 20 nov. 1771, à Versailles. Des études, marquées par de brillants succès universitaires, l'avaient préparé à toutes les carrières. Il occupa d'abord divers emplois dans l'administration. En 1803, sur la recommandation de Choiseul-Gouffier (1), le poste de consul en Moldavie, devenu très-important dans les circonstances, fut confié à Flury. Les informations qu'il transmettait sur la concentration et les mouvements des troupes dans les provinces méridionales de la Russie ne contribuèrent pas peu à éclairer le gouvernement sur la part, d'abord très-secrète, que cette puissance prenait à la nouvelle coalition ourdie contre la France par le cabinet de Saint-James après la rupture de la paix d'Amiens. La correspondance du consul frappa M. de Talleyrand : il la mit sous les yeux de Napoléon, et vit dans l'auteur une de ces rares aptitudes dont il savait s'environner. Appelé dans les bureaux des affaires étrangères, Flury répondit à l'idée qu'on s'était faite de sa capacité : en 1804, il devint sous-directeur; puis, en 1814, directeur des consulats et du commerce. C'est de cette position

(1) Le frère aîné de Flury avait été attaché, comme secrétaire, à l'ambassade du comte de Choiseul-Gouffier à Constantinople.

élevée, et entouré des renseignements qui lui parvenaient de tous les points du globe, qu'il se proposa de suivre d'un œil attentif le mouvement général de l'industrie et du commerce, afin de vérifier, par la constante observation des faits, les diverses théories de l'économie politique dont il avait fait une étude approfondie. Les circonstances, non moins que la position de l'observateur, étaient des plus favorables. Envahie et réduite à ses anciennes limites après tant de sang, tant de trésors prodigués sur les champs de bataille, la France, désabusée de la vaine gloire des conquêtes, reporta toute son activité vers les travaux trop long-temps négligés de l'agriculture et de l'industrie. Mais, pour que ces travaux, après avoir fécondé toutes les branches de la production, cicatrisaient les plaies encore saignantes de l'invasion, il fallait que le commerce, paralysé par le blocus continental, reprît son essor vers les parages où il s'était laissé oublier. Comme directeur des consulats et membre du conseil d'état, où ses lumières l'avaient fait appeler dès l'année 1816, Flory concourut aux mesures qui secondèrent si efficacement le rapide développement de la richesse nationale sous la restauration. Quoique dans un âge peu avancé, il venait de renoncer aux affaires publiques afin de se livrer en liberté à ses études de prédilection, lorsque se manifesta dans toute son intensité la crise industrielle de 1826, née de la prédominance de la production sur la consommation intérieure et l'exportation. Cette crise, il n'en faut point douter, dut contribuer à lui faire découvrir le vrai principe de la richesse déjà entrevu, mais vaguement indiqué par lord Lauderdale,

et adopté beaucoup plus tard par Ricardo. Toutefois ce n'est qu'en 1833 que parut son ouvrage intitulé : *de la Richesse, sa définition et sa génération*, ou *Notion primordiale de l'économie politique* (in-8° de 275 pag., publié par Lenormant à Paris). L'auteur examine et trouve inexactes toutes les définitions données à la richesse. Il attribue à cette inexactitude la vague des théories de l'Economie politique. Il définit la richesse *produits médiatement ou immédiatement consommables*; puis, la soumettant à une lumineuse analyse, il la distingue comme *générale*, ou considérée d'une manière absolue; *individuelle*, ou relativement à l'individu; *nationale*, ou relativement à la nation; et *publique*, ou relativement à l'état. Il résulte de cette analyse que la richesse générale a pour principe générateur *le concours de la production et de la consommation*; la richesse individuelle, *la seule production*; la richesse nationale, *la production et la consommation*, ou, mais seulement par exception, *la seule production*; enfin que la richesse publique a toujours le même principe générateur que la richesse nationale. S'attachant à exposer la formation et le développement de la richesse nationale, l'auteur en fait le but principal de son livre. Après avoir confirmé sa démonstration par l'exemple des nations qui ont fondé leur richesse sur le concours de la production et de la consommation ou la seule production, il formule en ces termes la notion primordiale de l'économie politique, savoir : « Que le principe générateur de la richesse nationale est identique avec celui de la richesse générale, et réside dans le concours de la

« production et de la consommation ;
 « que c'est là une règle générale,
 « attendu qu'elle ne souffre d'ex-
 « ception qu'à l'égard d'un très-
 « petit nombre de sociétés politiques,
 « n'ayant, pour ainsi dire, ni popu-
 « lation ni territoire, et qui sont
 « moins des peuples que des com-
 « munautés de marchands. » Doué
 d'une belle et forte organisation,
 Flury semblait devoir jouir long-
 temps d'une retraite obtenue après
 d'utiles services, et consacrée à sa
 famille et à l'étude. Mais la perte
 d'un fils, officier distingué de la ma-
 rine, lui avait porté un coup funeste.
 Il ne put jamais s'en remettre. Il
 mourut à Versailles, le 7 avril 1836.
 A de hautes lumières il joignait tou-
 tes les qualités qui inspirent l'affection
 et commandent l'estime. CH—U.

FODÉRÉ (JOSEPH-BENOÎT) (1),
 médecin distingué, né à Saint-Jean-
 de-Maurienne en Savoie, le 15 fé-
 vrier 1764, reçut sa première édu-
 cation au collège de cette ville, sous
 le patronage du chevalier de Saint-
 Réal, intendant de Maurienne, qui
 lui procura ensuite une des places
 gratuites au collège des provinces
 dans l'université de Turin, où il étu-
 dia la médecine. Après s'être fait
 recevoir docteur à la faculté, il vint
 suivre des cours à Paris, pour se per-
 fectionner dans l'art de guérir. De
 retour dans sa patrie, les connais-
 sances qu'il avait acquises dans la
 médecine judiciaire le firent nommer
 à la place de médecin-juré du duché
 d'Aoste, et plus tard il obtint celle du
 fort de Bard. Lorsque la Savoie fut
 réunie à la France, en 1792, Fodéré
 prit du service dans l'armée française
 en qualité de médecin ordinaire. A

l'époque où les écoles centrales fu-
 rent instituées, il quitta l'armée,
 pour venir occuper la chaire de phy-
 sique et de chimie du département
 des Alpes-Maritimes, et devint aussi
 membre du jury d'instruction publi-
 que de ce même département. La
 ville de Marseille lui ayant offert la
 place de médecin de son Hôtel-Dieu
 et de l'hospice des insensés, il accepta,
 et peu après fut élu secrétaire de la
 société médicale de cette ville. Le
 roi d'Espagne Charles IV, pendant
 son séjour à Marseille, le nomma
 son médecin-consultant ; et, en 1811,
 le prince Ferdinand, alors à Valen-
 çay, l'appela auprès de sa personne.
 En 1814, la chaire de médecine lé-
 gale à la faculté de Strasbourg étant
 devenue vacante et devant être dispu-
 tée dans un concours public, Fodéré
 se mit sur les rangs, et le 12 février
 obtint la place, à l'unanimité des
 suffrages. Il devint ensuite président
 du jury de médecine de Strasbourg,
 vice-président du conseil de salubrité
 publique, médecin du collège royal,
 président de la société de médecine,
 agriculture, belles-lettres et arts de
 la même ville. Les vingt-une années
 écoulées depuis son établissement à
 Strasbourg jusqu'à sa mort n'ont pas
 été les moins laborieuses d'une vie
 toute consacrée au bien public et aux
 intérêts de l'humanité. Ses travaux,
 très-variés, comme on le verra plus
 bas, lui avaient acquis une réputation
 européenne, et la plupart des socié-
 tés savantes, françaises et étrangè-
 res, s'étaient fait un honneur de se
 l'associer. Il avait reçu des lettres
 de plusieurs souverains, et notam-
 ment du pape Pie VII. Fodéré est
 mort à Strasbourg le 4 février 1835,
 après avoir reçu les secours de la
 religion. Cette coïncidence, dans le
 mois de février, des principales cir-

(1) C'est à tort que d'autres biographies lui
 donnent les prénoms de François-Emanuel et le
 font naître le 8 janvier.

es relatives à sa personne , remarquable : c'est en effet moins qu'il est né , qu'il s'est vu ; il a été nommé à la chaire de chirurgie ; c'est encore dans ce lit qu'il a perdu son épouse et qu'il est mort lui-même , comme on l'a vu. Après le temps que lui ont coûté ses leçons et les visites de ses malades , il employait le reste de son temps à ses longues veilles à l'étude de ses écrits. On aura vu son amour pour le travail , on aura vu qu'il ne se couchait qu'à deux heures après minuit et ne levait avec le jour. Une application avait tellement occupé sa vue , qu'il ne pouvait ni écrire ; aussi , depuis près de dix ans , sa fille aînée lui servait d'écritaire , et il se faisait faire ses lettres par les trois autres. Pendant les derniers mois de sa vie , il ne put pas travailler , malgré le mal de la goutte qui allait en augmentant , sans rien ôter à la force de ses facultés intellectuelles. Avant même de sa mort , il avait écrit deux pages à sa fille aînée et elle eut peine à croire que le Fodéré n'ait jamais reçu aucune infirmité ; il n'en a point de sa vie , il est vrai , mais son mérite est si hautement reconnu , sa réputation si établie par ses services et ses travaux dont on ne peut se vanter pour lui quelque chose de distinction. Il y a plus encore , on n'apprendra pas sans surprise un sentiment pénible que le Fodéré même accordé le plus de soins à ses six orphelins , tous d'un homme si justement estimé et qui a dévoué sa vie aux intérêts de sa patrie adoptive. Les services de ses longs et utiles travaux se sont trouvés , après sa mort , obligés , sans y être accoutu-

més , de pourvoir à leur existence par le travail de leurs mains. Outre beaucoup de mémoires et d'articles détachés sur différents sujets insérés dans divers recueils scientifiques , Fodéré a publié un grand nombre d'ouvrages , dont plusieurs sont fort estimés : I. *Opuscules de médecine philosophique et de chimie*, Turin , 1789 , in-8°. Ce recueil comprend le mémoire de Fodéré sur le goitre et le crétinisme , mémoire que l'on s'accorde à considérer comme la meilleure des productions qui aient paru sur ce sujet. Augmenté de nouvelles recherches , il a été publié de nouveau par ordre du gouvernement sarde , Turin , 1791 , in-8° ; réimprimé à Paris , 1800 , in-8° ; traduit en allemand par G.-W. Lindemann , Berlin , 1796 , in-8°. II. *Mémoire sur une affection de la bouche et des gencives , endémique à l'armée des Alpes*, Embrun , an III (1795) , in-8°. III. *Analyse des eaux thermales et minérales du Plan-de-Salvy , sous Montlion*, Embrun , an III (1795) , in-8°. IV. *Essai sur la phthisie pulmonaire relativement au choix à donner au régime tonique ou relâchant*, Marseille , an IV (1796) , in-8°. V. *Les Lois éclairées par les sciences physiques , ou Traité de médecine légale et d'hygiène publique*, Paris , an VII (1798) , 3 vol. in-8° ; 2^e édition , Bourg , 1812 , 3 vol. in-8° ; 3^e édition , Paris , 1815 , sous ce titre : *Traité de médecine légale et d'hygiène publique*, 6 vol. in-8° , avec le portrait de l'auteur. Les ouvrages spéciaux qui ont précédé celui-ci laissent beaucoup à désirer et présentaient de nombreuses lacunes , que Fodéré a presque toutes remplies ; mais pour avoir voulu rendre son livre tout-à-fait complet , l'au-

teur l'a chargé de développements trop étendus, en sorte qu'il gagnerait à être abrégé. VI. *Mémoire de médecine pratique sur le climat et les maladies des montagnards, sur la cause fréquente des diarrhées chroniques des jeunes soldats, sur l'épidémie de Nice*, Paris, 1800, in-8°. VII. *Essai de physiologie positive, appliquée spécialement à la médecine pratique*, Avignon, 1806, 3 vol. in-8°. VIII. *De apoplexia disquisitio theoorico-practica*, Avignon, 1808, in-8°. IX. *Recherches expérimentales sur les succédanées du quinquina et sur les propriétés de l'arséniate de soude*, Marseille, 1810, in-8°. X. *De infanticidio*, Strasbourg, 1814, in-4°. Cette dissertation qui, avec les autres épreuves, contribua à donner à Fodéré la prééminence dans le concours pour la chaire de médecine légale. XI. *Manuel du garde-malade*, Strasbourg, 1815, in-12; 2^e édition, Paris, 1827, in-18; ouvrage imprimé par ordre du préfet du Bas-Rhin, et qui, par son utilité, mériterait d'être plus répandu. XII. *Traité du délire, appliqué à la médecine, à la morale et à la législation*, Paris, 1817, 2 vol. in-8°. XIII. *Voyage aux Alpes maritimes, ou Histoire naturelle, agraire, civile et médicale du comté de Nice et pays limitrophes, enrichi de notes, de comparaisons avec d'autres contrées*, Paris, 1822, 2 vol. in-8°. Cet ouvrage se fait lire avec intérêt, et il pourrait servir de modèle aux médecins dans leurs voyages. XIV. *Leçons sur les épidémies et l'hygiène publique, faites à la faculté de médecine de Strasbourg*, Strasbourg, 1822-1824, 4 vol.

in-8°. XV. *Essai historique et moral sur la pauvreté des nations, la population, la mendicité, les hôpitaux et les enfants-trouvés*, Paris, 1825, in-8°. XVI. *Mémoire sur la petite vérole vraie et fausse, et sur la vaccine*, Strasbourg, 1826, in-8°. XVII. *Essai théorique et pratique de pneumatologie humaine, ou Recherches sur la nature, les causes et le traitement des flatuosités et de diverses vésanies*, Strasbourg, 1829, in-8°. XVIII. *Recherches historiques et critiques sur le choléra-morbus*, 1831. Fodéré a inséré dans le recueil des *Mémoires de l'Académie des sciences de Turin*, dont il était associé-correspondant, deux mémoires sur divers points de chimie. Le VII^e volume des *Mémoires de la société Royale Académique de Savoie*, publié en 1835, contient un mémoire de Fodéré, jusque-là inédit, intitulé : *Recherches toxicologiques, médicales et pharmaceutiques sur la grande ciguë; son analyse, et expériences avec le produit immédiat de cette plante, appliquées à ce qu'on rapporte de la mort de Socrate*. Fodéré, après avoir exposé les résultats de ses analyses et de ses expériences sur quelques animaux, conclut que c'est bien le suc de la grande ciguë qui a donné la mort à l'illustre maître de Platon. Enfin il a écrit de nombreux articles dans le grand *Dictionnaire des sciences médicales*, et dans le *Journal complémentaire* de ce dictionnaire.

R—m—d et R—d—n.

FOISSET (JEAN-LOUIS-SEVERIN), l'un des rédacteurs de cette Biographie, dont, à raison de ses talents et de sa jeunesse, la perte a été vivement sentie par le public et par ses collaborateurs, était né le 11

1796, à Bligny-sous-Beaune, famille honorable. Doué de précoces, il faisait des vers à treize, il avait composé vers chants d'un poème, dont l'un de Boileau lui avait fourni. Ses études classiques, faites à Beaune et continuées, étaient terminées en 1810. Pour se décider sur le bon état, il passa quelques jours dans sa famille, lisant ou écoutant tout ce qui lui tombait sous la main. En 1815, il alla étudier de droit à Dijon; et, en outre à la culture des lettres, après un délassement, il suivit deux ans, avec une exactitude, les leçons de son maître. De Dijon, il vint, en 1817, à Paris, pour y continuer son droit. C'était l'époque, où de M. Villemain, jetaient grand éclat. L'un de ses auditeurs les plus attentifs, Foisset, ne pas en tout de l'avis du professeur; il lui fit part de ses impressions dans une suite de lettres.

Villemain lut devant ses élèves en donnant à celui qui les écrivait les éloges que méritait la pureté de son style et la force de sa critique. Il avait le plan d'une *Maria Stuart*, et le premier acte, quand le 22 la tragédie de M. Lebrun abandonna le sujet. Vers le même temps, il inséra dans le *Censeur* quelques articles d'une politique assez remarquables pour que l'on ne soupçonnât qu'ils étaient de son publiciste de vingt études de droit ne souffraient toutes ses excursions dans le domaine des lettres ou de la politique; ne négligea de se faire recevoir c'est qu'il ne se proposait

pas encore de fréquenter le barreau. En 1820, il prit, avec l'éditeur de la *Biographie universelle*, l'engagement de lui fournir les articles des jurisconsultes et ceux des Bourguignons célèbres; mais l'étendue et la variété de ses connaissances lui permirent de faire plus qu'il n'avait promis. Il devint un des collaborateurs chargés de la révision générale de l'ouvrage; mais telle était son ardeur pour le travail et son extrême facilité, qu'il lui restait encore des loisirs. Pour les utiliser, il concourut en même temps à trois académies. Son *Éloge du maréchal d'Ornano* (Voy. ce nom, XXXII, 159), fut couronné par la société philomatique de Bordeaux; celui du poète *Ausone*, qu'il avait envoyé à l'académie de la même ville, ne trouva point de concurrents; celui du président *Jeannin*, par une inconcevable distraction de l'auteur, n'étant arrivé qu'incomplet à l'académie de Mâcon, cette compagnie, en accordant une mention à l'ouvrage, chargea son secrétaire d'exprimer le regret qu'elle avait eu de ne pouvoir lui décerner la médaille. L'*Éloge de Jeannin* a récemment été publié dans la *Revue des deux Bourgognes* (juin et juillet 1836); les deux autres sont encore inédits. L'excès de travail auquel il venait de se livrer avait altéré la forte constitution de Foisset. Atteint d'une inflammation chronique d'entrailles, il sentit enfin la nécessité de venir prendre quelque repos dans sa famille; mais le mal avait fait des progrès contre lesquels l'art essaya vainement de lutter. Ne se dissimulant point la gravité de son état, il demanda lui-même et reçut les consolations de la religion, et s'éteignit dans les bras de son frère, le 22 octobre 1822, à vingt-six ans. C'est

à dater du 25^e vol. que Foisset a pris part à la rédaction de la *Biographie*. Son premier article est celui de l'avocat *Loyseau de Mauléon* (XXV, 324); le nombre de ceux qu'il a fournis à cette collection, et qui sont tous également remarquables par l'élégante précision du style et par la nouveauté des aperçus, s'élève à plus de cent trente. Les plus importants sont ceux de *Mirabeau*, de *Ménage*, de *Pétrarque*, de *Peiresc*, de *Pélisson*, de *Ch. Perault*, etc. Quelques-uns des articles qu'il a rédigés portent la signature de son frère cadet (1); d'autres qui portent sa signature; sont de M. Foisset jeune, auteur de l'Éloge de Condé, couronné par l'Académie de Dijon, et secrétaire-adjoint de cette compagnie. Et le public ne s'est pas aperçu de cette espèce de communauté, tant les deux frères avaient de ressemblance dans le style et dans les pensées. Une *Notice sur Foisset aîné*, publiée dans le *Journal de la Côte-d'Or*, du 9 nov. 1822, a été reproduite en partie dans l'*Annuaire nécrologique*, de M. Mahul. W—s.

***FOLQUET** (1), en latin *Fulco*, en italien *Folchetto*, dit de Marseille, troubadour du XII^e siècle, naquit dans une petite maison, près de Gênes, vers l'an 1155, suivant les calculs des continuateurs de l'Histoire littéraire de France, tome XVII. Son père Alphonse, riche négociant, soigna l'éducation d'un fils qui,

par sa vivacité d'esprit, donna grandes espérances; et probablement il fut initié dans la poésie provençale alors à la mode, comme l'est aujourd'hui la composition d'ouvrages mantiques et romanesques (2). Le célèbre Daniel Arnaud, et un de ces chevaliers errants cultivaient la poésie héroïque vaient à la cour des rois et de tes pour les amuser. Contre l'avis des historiens français, nous démontrons que Folquet fut, comme cela résulte d'un manuscrit de ses chansons, trouvé récemment à Gênes, manuscrit très-précieux qui jadis appartenait à un moine de la rivière du Levant, au moins en 1805, lorsque Napoléon occupa cette république. Nostradamus, dans son Histoire de Provence, parlant de Folquet, avait bien de dire qu'on le surnommait d'essaille, parce qu'il y habitait; citation que fait cet historien, passage du Dante, au chant *Paradis*, on peut conclure que Nostradamus, quoiqu'il ignorât la véritable patrie de ce troubadour (3) croyait pas provençal. En ce grand poète fait parler Folquet même, de la manière suivante, le chant précité de sa divine Co-

Di quella valle fu lo littorano
Trà l'Hebro e Mucra che per cumo
La Genovese parte del Toscano.

(2) Il faut distinguer la grammaire qui était déjà en vigueur avant l'éclosion des troubadours; comme il faut distinguer l'école romantique sans règle de l'école classique qui fabrique de l'histoire à plaisir.

(3) Le mot troubadour, d'après Pétro Nostradamus, dériverait du son des vers dont ils faisaient usage; nous pensons dériver du verbe *troubar*, qui correspond à *trouver*. Bettinelli croit que le romane, qui donna naissance à la langue provençale, date de Charlemagne, et cela probable; mais pour les vers rimés que Ginguent attribue aux Provençaux, nous savons que depuis saint Ambroise et même ils étaient en usage, dans la langue pour les hymnes et les épithames.

(1) Ce sont ceux de Navagero, Nieuwentyt, Numa, Oger-le-Danois, Oldrade, Olive, jurisc., Olivier de Marseille, Oresme, Ory, jurisc., Owen, Pace, jurisc., Panctius, Panciroli, Papon, Pisistrato, en tout quinze articles.

(2) Nous recitons ici en plusieurs choses l'article déjà consacré à ce personnage, t. XV, p. 356 de cette Biographie. Au reste, il ne fut pas le contemporain de Folquet de Lunel qui fut aussi un troubadour, ni avec Folquet de Roman dont parle Raymonard dans son *Choix des poésies des troubadours*.

es anecdotes galantes et drames qui avaient échappé aux indices de Bachaumont et de ; ou dont ceux-ci avaient parlé ièvement. F. P—T.

EXIER DE REVAL.

FELLER (François-Xavier IV, 278-80.

FLSCUS (ETIENNE), grammé, né, vers le commencement siècle, à Soncino, petite ville monèse, se fit recevoir docteur civil et canonique, d'où it conjecturer qu'il suivit d'abbareau ; mais il y renonça livrer à l'enseignement des En 1453, il était recteur du o de Raguse. L'époque de sa inconnue. On a de cet écri-

Variationes, sive sententynonyma. Cet ouvrage, qui dans l'auteur une étude aplice des finesses de la langue est un succès extraordinaire, en fit un grand nombre d'é-

La première, suivant Panamali. *typog.*), est de 1477, sans indication de ville.

à Rome 1479, in-4°, per *Bulle de Bremis*, est si

elle a échappé aux recherches PP. Laire et Audiffredi.

Les éditions postérieures, on e celle de Turin, 1480, in-

na laquelle les phrases latines daites en français. Albert de it servi de l'ouvrage de Flis-

ur enrichir la *Margarita*. Il en convient lui-même

préface, où il parle avec Fliscus qu'il nomme un très-

orateur (*orator clarissimus*). Cette préface contient quelques particularités que Fabrigées assez intéressantes pour : dans la *Biblioth. mediæ*

æ latinitalis, I, 42. II. Un

Commentaire sur les Décrétales d'Innocent IV, Venise, 1481, in-fol. (Voy. l'*Index* du P. Laire, II, 479). III. *De componendis epistolis*, ibid., 1493 ; 1505, in-4°, et 1567, in-8°. IV *Regulæ Summaticæ* : on ne cite cet ouvrage et le suivant que d'après la *Cremona Letterata*, I, 278. Cette grammaire, suivant Arini, fut traduite en latin (Fliscus l'avait donc composée en italien) et publiée par J.-B. Guaranti, religieux carme, Brescia, 1634 (1). V. *Luctus Soncinenensis*. Dans cette pièce, l'auteur célèbre la mémoire de ses compatriotes qui s'étaient illustrés dans les lettres et dans les armes. W—s.

FLOERKE (JEAN-ERNEST), écrivain mecklenbourgeois, naquit le 7 juillet 1767, à Altenkalden, près de Gnoya, passa son enfance et sa première jeunesse à Bütsow, acheva ses études à l'université de Rostock, et après y avoir suivi trois ans les cours de théologie, de philosophie et d'histoire, accepta une éducation particulière dans la maison du pasteur Kruse à Weltzin. Il remplit ensuite de vrais surnuméraires dans l'état ecclésiastique, tenta, un an, la carrière de professeur particulier à Wittenberg, exerça douze ans les humbles offices de chantre et de deuxième maître d'école à Waren. Enfin, en 1805, il devint prédicateur à Kirch-Mulso et à Passée, et le 24 août 1812, il fut nommé en remplacement de Romlag, préposé du cercle de Buckow. Sa vie du reste n'offre rien de remarquable : ses années s'écoulaient paisibles entre les soins de son ministère et la composition de nombreux articles lit-

(1) Peut-être faut-il lire 1534. Du moins il est certain que Guaranti vivait dans le XVI^e siècle. Voy. la *Biblioth. carmel.* du P. Cosme de Villiers.

sœurs, et par toute sa famille. Nosttradamus, qui a écrit le premier la vie de Folquet, et Raynouard, qui rapporte une ancienne chronique provençale, sans date, ignoraient de telles circonstances; et, quoique les aventures de ce troubadour puissent servir à la composition d'un mélodrame qui ne blesserait nullement les mœurs ni les convenances sociales, nous ne pourrions pas admettre pour épisode les anecdotes suivantes, que les historiens français et, après eux, Quadrio, Crescimbeni et Sainte-Palaye, ont adoptées comme certaines, savoir : que Folquet, de la cour de Barral, soit passé à celle de Guillaume VIII, seigneur de Montpellier; qu'ensuite, comme chevalier de la table ronde, il ait donné son cœur à Eudoxie Comnène; qu'il ait chanté sa beauté, et qu'après sa mort, par désespoir, il se soit enfermé dans un monastère de la Provence. Comment concevoir qu'Eudoxie, contre toutes les convenances, ait voulu admettre à sa cour celui qui avait mis la discorde dans le ménage de Barral, et rendu malheureuse la première femme de celui-ci, laquelle mourut de douleur vers l'an 1193? Frappé de cette mort, Folquet, après avoir visité la cour du roi Richard Cœur-de-Lion, celle de Raymond V, comte de Toulouse, d'Alphonse II, roi d'Aragon, le même qui régnait déjà en Provence, et d'Alphonse IX, roi de Castille, ayant d'ailleurs perdu plusieurs protecteurs, se retira, en 1196, un an avant la mort de Barral, dans un monastère de l'ordre de Cîteaux, et fut nommé abbé de Toronet, près du Lac, diocèse de Fréjus. Nous ne trouvons pas que Folquet ait été marié ni qu'il ait obligé sa femme à se faire religieuse, selon l'usage du temps, ni même qu'il ait été évêque

de Marseille, comme Nosttradamus l'a avancé, ce qui aurait été un mauvais exemple; mais il est certain qu'en 1205 il fut tiré de sa solitude pour être placé sur le siège épiscopal de Toulouse; que, par un zèle indiscret, il se déclara sécedant de la nouvelle secte bigeoise; qu'il alla à Rome de la part du pape de nouveaux missionnaires en remplacement de ceux que Dominique avait amenés à Toulouse et qui étaient morts. Nous déplorons l'ingratitude de Folquet envers le comte Raymond VI et Pierre II, dévoués à l'église; nous détestons son zèle pour l'organisation d'une secte en Languedoc, où les frères cathares avaient, pour signe de ralliement, une croix blanche sur l'habit; ils établirent un tribunal d'inquisition, le premier qui ait existé en France, pour immoler des victimes aux yeux du prince, impuissant à réprimer cet abus. Nous pouvons dire que le célèbre Gualdus Bichieri, le même qui fut légat du pape Innocent III, à Paris, pour révoquer Philippe-Auguste avec sa femme Isabelle, en 1212, ne prit part à ces abominations, comme le père Benoît dans son *histoire des Albigeois*, tome II, nous pouvons dire aussi que Folquet, après avoir fondé un couvent de cathares, résista avec courage, de 1211 jusqu'à 1215, aux secousses de la guerre. Le comte de Foix accusa le pape, au concile de Latran, de livrer la ville de Toulouse au schisme et d'avoir fait périr, de complot, le légat et Simon de Montfort de dix mille habitants; mais il justifia et, en 1217, il augmenta sa juridiction temporelle par la réunion de vingt villages que le même comte fit à l'évêché. La paix eut

laignée, Folquet resta dans les évêchés : il mourut que, le jour de Noël 1231, selon ses désirs, inhumé dans le monastère de Grand-Selve. Varchi, Redi et Bastero citent comme un des premiers le temps ; et les historiens de l'époque certainement en la opinion que nous, s'ils avaient le manuscrit qu'on vient de publier. L'auteur de cet article a le 10 juillet 1836, à l'académie des sciences et politiques de Paris, une notice plus étendue sur Folquet. G—C—Y.

FONTANA (JEHAN DE LA), plus connu de commun que le nom de Fontana français, était né en 1611, à Valenciennes. Dans sa jeunesse, il cultiva la littérature, les sciences et les sciences qu'on appelle belles-lettres, parce que toutes les sciences étaient encore des arts. Il perfectionna ses connaissances par des voyages. Ce fut à Paris qu'il mit la dernière main à son poème sur l'Alchimie, dans lequel il apprend par les vers

Il a cent et treize
ans dans deux fois seize,
plus au mois de janvier
à Montpellier.

Fontana, à Valenciennes, il entra dans les charges municipales. Il mourut en 1431, les fonctions de maire ; mais on ignore la date de sa mort. Son poème qu'il intitula, par allusion dans le goût du temps, *l'Alchimie des amoureux de la science*, fut imprimé pour la première fois, Paris, Jeh. Jannot (vers 1540), goth. de 24 feuillets, en bois. Antoine Dumoulin

revit ce poème sur d'anciens manuscrits et le reproduisit à Lyon en 1645, avec les figures, suivant La Croix du Maine. Cette édition n'est citée par aucun autre bibliographe ; mais on en connaît trois autres de la même ville, 1547, 1571 et 1590, in-16. Elles sont toutes également recherchées des amateurs. A défaut de l'édition originale, qui est fort rare, les curieux donnent la préférence à celle de Paris, Guillaume Guillard, 1561, petit in-8°, à laquelle on a réuni : *les Remonstrances de nature à l'alchimiste errant*, par J. de Meung, et le *Sommaire philosophique* de Nicolas Flamet. Lenglet-Dufresnoy a jugé convenable d'insérer le poème de La Fontaine, ainsi que les diverses autres pièces dont on vient de parler, dans son édition du *Roman de la rose*, Paris, 1735 (tome III, 259) ; et on les retrouve dans les nouvelles éditions. W—s.

FONTANA (JOSEPH), médecin, frère aîné de Félix et de Grégoire (Voy. FONTANA, XV 196, 199), deux des hommes qui firent le plus d'honneur à l'Italie dans le dix-huitième siècle, naquit en 1729 à Pomarolo, petit bourg du Tyrol. Ses premières études terminées, il alla suivre les cours de la faculté de Bologne ; et, après y avoir reçu le laurier doctoral, il s'établit à Roveredo, où pendant trente-sept ans il pratiqua la médecine avec autant de succès que de réputation. Ses connaissances ne se bornaient point à la médecine, il en avait de très-étendues en géographie, en histoire, en politique et en littérature. Plus éloquent en parlant qu'en écrivant, personne ne racontait avec plus de grâce l'anecdote du jour, et personne ne savait répondre plus d'intérêt et de clarté sur les questions les plus ardues.

non pas 1478 comme le dit Paquot
Mémoires pour servir à l'histoire littéraire
des, III, 375.

mourut le 29 mars 1788, à cinquante-neuf ans. Indépendamment d'un *Recueil de consultations*, très-estimées de ses confrères, on lui doit un assez grand nombre d'articles insérés dans le *Giornale medicale* de Venise; ce sont des observations sur des maladies rares et singulières; l'histoire d'une épidémie de Roveredo; un Mémoire en faveur d'un cavalier accusé d'un délit imaginaire; des lettres apologétiques, etc. W—s.

FONTANA (LOUIS-FRANÇOIS), cardinal, né à Casalmaggiore, dans le Milanais, le 27 août 1750, commença ses études dans la maison paternelle, et, se sentant de la vocation pour l'état religieux, entra dans la congrégation des Barnabites, au collège de Monza, et prononça ses vœux en 1766. Ses supérieurs l'envoyèrent à Milan pour y suivre des cours de philosophie, et ensuite à Bologne pour y étudier la théologie. Il eut pour maîtres les plus célèbres professeurs de son ordre, notamment le P. Hermenigildo Pini, savant naturaliste, qui, en 1772, l'emmena avec lui dans un voyage qu'il fit aux mines de Hongrie, que l'impératrice Marie-Thérèse l'avait chargé de visiter. En passant à Vienne, Fontana reçut du poète Métastase l'accueil le plus distingué. De retour en Italie, il fut nommé professeur de théologie au séminaire de Bologne; en 1773, après la suppression des Jésuites, l'instruction publique ayant été confiée aux Barnabites, il fut adjoint à son frère, dom Mariano Fontana (Voy. ce nom, XV, 201), pour la direction du collège de Saint-Louis de cette ville. Appelé ensuite à Milan, il y occupa une chaire au collège des Nobles. C'est là qu'il publia, en 1790, les vies intéressantes de plusieurs savants italiens, insérées

dans les tomes IX, X, XI, de *ta Italorum doctrina praeclariorum*, de Fabroni. En 1796 l'invasion de l'Italie par les Français, la Lombardie étant république cisalpine, Fontana le crédit de Paradisi, l'un des recteurs de ce nouvel établissement, tint la régence de la province barde de son ordre, et se conduisit avec tant de prudence qu'il évita de la destruction non-seulement le collège de Saint-Alexandre, mais la congrégation entière des Barnabites. Dès le commencement du règne de Pie VII, il fut appelé à Rome par le cardinal Gerdil, juste appréciateur de son mérite, et fut nommé directeur des rites et du saint-office, secrétaire-général de la congrégation pour la correction des livres de l'église orientale; enfin il fut nommé secrétaire-général de l'ordre des Bénédictins. Le cardinal Gerdil était mort en 1802, le P. Fontana prit la place de ce cardinal dans l'église de Saint-Charles à Rome, l'oraison de cette éminence, et comme son latin son épithaphe, regardé comme un modèle en ce genre (*Voy. ce nom*, XVII, 192 et 196). Par le 6 janvier 1804, il lut à l'Académie des Arcades un *Eloge* de l'abbé de Saint-Pierre, le savant cardinal donna l'analyse de ses écrits, un opuscule a été imprimé à Paris, in-4° de 52 pages. L'oraison a été traduite de l'italien en français par M. l'abbé d'Auribeau, avec des notes étendues revues par Fontana même (Rome, 1802, in-8° pag.). Lorsque Pie VII vint à Paris pour sacrer Napoléon, l'abbé l'accompagna, en qualité de secrétaire; mais il fut contraint de s'en retourner à Lyon, où il assista

moments le cardinal Borgia (son nom, V, 183), qui accompagna le souverain pontife, et fut dans cette ville. Arrivé, quelque temps après le pontificat, y vécut dans une prostration, ne paraissant jamais à aucune cérémonie publique. En 1815, il entreprit en l'honneur de P. Scati, une édition des œuvres complètes du cardinal dédiée au saint Père, en 20 volumes, avec la vie de l'auteur. Cette édition, interrompue par les événements politiques, fut continuée par le P. Grandi, Barnabite, époque où Napoléon avait déclaré la guerre ouverte avec le pape. Fontana (1) fut amené à être exilé à Arcis-sur-Aube, et bientôt dans la capitale se forma d'une commission spéciale; mais une longue maladie l'empêcha d'assister aux délibérations suivantes, Pie VII le nomma, ainsi que M. de Grégorio, cardinal, de signifier au cardinal le bref du 5 novembre qui lui enjoignait de quitter l'administration du diocèse de Paris, Napoléon l'avait nommé archevêque. Cette circonstance décida le départ de Fontana, au quel on reprochait encore d'avoir autorisé le second mariage de Napoléon dans des écrits trouvés à Paris parmi les papiers du saint-père. Il fut conduit avec M. de Grégorio et d'autres prélats et ecclésiastiques, au donjon de Vincennes où il ne sortit qu'en 1814. Après son retour, rentré dans ses états, s'employa à rappeler à Rome Fontana, qui était retiré à Monza, et le

nomma secrétaire de la congrégation des affaires ecclésiastiques. Il suivit encore le souverain pontife à Gênes en 1815, lorsque Murat s'avancait vers Rome. Le pape y rentra bientôt, et récompensa le général des Barnabites en le créant cardinal le 8 mars 1816. Il fut nommé successivement préfet de l'*Index*, de la Propagande, de la congrégation des études, de l'université grégorienne. Il fit encore partie de plusieurs congrégations, pour rédiger un nouveau code, pour restreindre les pouvoirs de l'inquisition, pour régler le système d'instruction publique. Fontana était en correspondance avec Pindemonte, Morelli, Tiraboschi, et autres littérateurs distingués; il était membre de l'académie de Florence, de celle des Arcades et de plusieurs autres, et fut le fondateur de celle de la religion catholique à Rome, sous la protection du pape. C'était un homme très-versé dans l'étude des langues. On a de lui quelques *inscriptions* et *poésies grecques*. Aussi modeste que savant, il avait refusé, en 1807, l'archevêché de Turin que le roi de Sardaigne lui offrit. Il mourut à Rome le 19 mars 1822. Le P. Zurlo, religieux camaldule, prononça son oraison funèbre, qui a été imprimée. Le P. Grandi se proposait de donner une édition des œuvres spirituelles de Fontana, mais la mort l'a empêché d'exécuter ce projet. G—c—v.

FONTANELLA (FRANÇOIS), savant orientaliste, naquit à Venise, le 28 juin 1768. Son père, simple ouvrier, sacrifia ses économies pour lui donner une éducation capable de le faire entrer dans l'état ecclésiastique auquel il se destinait. Toutefois, en suivant les études théologiques, il manifesta un grand désir de con-

est lui qui rédigea la fameuse bulle d'immolation fulminée par Pie VII, lors de son exil de Rome. A—b.

naître les langues orientales, et il eut le bonheur d'y avoir pour maître, l'abbé J. - B. Gallicciolli, l'un des hommes les plus savants que l'Italie ait produits. Son premier ouvrage fut une dissertation sur la manière dont on devait écrire le mot *Johannes*. Il donna dans cet essai des preuves de la profondeur de sa critique et de son jugement. Nommé professeur de grammaire à Venise, il se fit en même temps remarquer parmi les orateurs sacrés. Lors de la réunion de Venise au royaume d'Italie, il fut nommé professeur d'éloquence latine au lycée d'Urbino. Admirateur enthousiaste de Bonaparte, il le choisissait toujours pour sujet de ses thèses, dédaignant les grandeurs classiques de César et d'Alexandre. Ce culte exclusif fut plus tard la source de grands malheurs pour Fontanella; car, en 1814, pour se soustraire aux menaces de quelques hommes exaltés dans un autre sens, Fontanella fut obligé de fuir pendant la nuit; à peine s'était-il sauvé que sa maison fut envahie et pillée. Désormais pauvre et sans place, il se fit correcteur d'imprimerie à Venise, et dut à M. Barthélemy Gamba d'être employé, plusieurs années, dans la typographie d'Alexiopoli. Philosophe, il supportait sa mauvaise fortune avec beaucoup de courage: il écrivait à un de ses amis que, *quoique le métier de correcteur d'épreuves fût regardé comme très-fatigant et très-ennuyeux, il y trouvait du plaisir et même du charme*. Après plusieurs années de détresse, Fontanella en fut tiré par le gouvernement autrichien, qui le chargea, avec Jean Petrellini, de dresser le catalogue de la *Bibliothèque Zeniana*. Lorsqu'il eut terminé ce travail, le patriarche Milesi le

nomma professeur des langues que et hébraïque, dans le séminaire de Venise; mais, cette place ayant été supprimée, il fut forcé de venir correcteur d'épreuves, donner des leçons dans des écoles particulières. Il mourut le 2 1827. Ses ouvrages sont: I. *La grafia del nome Johannes*, 1790, in-8°. II. *Prosodiach d'appendice alle regole generali della sintassi latina*, ibid., in-8°. III. *Osservazioni sulla seconda edizione dell'Iliacono*, pubblicata da Vi Monti, ibid., 1814, in-8°. L'ouvrage est entièrement composé d'observations sur l'orthographe. IV. *Lo stampare non è per* 1814, in-8°. Cette comédie, laquelle attira de violentes critiques à son auteur, à qui l'on reprocha d'attaquer plusieurs célébrités temporaires. V. *Addenda alla grammatica*, Mediolani, per. typis editam 1819, 1819. VI. *La paleoortografia della lettera greca η*, ibid., 1819. L'auteur a soutenu dans cette brochure que la lettre η devait être prononcée comme e; cependant il ne passa plus tard à cette opinion dans un discours qui précède le dictionnaire grec, il a déclaré qu'il tenait à la prononciation usuelle grec en i. VII. *Limen graecum, sive prima graecae rudimenta*, Venise, 1819, VIII. *Secunda pars, sive secundae graecae grammaticae*, ibid., in-8°. IX. *Vocabolario greco-liano ed italiano-greco*, 1821, in-8°. X. *Memoriae grammaticae graecae elementum uso delle classi III e IV de ginnasiale*, ibid., 1822, XI. *Vocabolario ebraico-it-*

Liano-ebraico, ibid., 1824, XII. *Vita di Francesco della*, prête *veneziano*, *da lui medesimo*, ibid., in-8°. XIII. *Quesito intorno alla Ortografia enciclopedica della lingua italiana*, 1826, in-8°. XIV. *di mitologia*, ibid., 1826, in-8°. XV. *Lettera alla natura per eccitarla allo studio*, 1826. XVI. *Nuova grammatica italiana per la lingua ebraica*. On a vu cet ouvrage lorsque Fontanes mourut, et l'en ensuspendit la publication. Z.

FONTANES (le marquis Louis de l'Académie française, né à Deux-Sèvres), le 6 mars 1757, à Paris le 17 mars 1821, issu d'une famille noble et propriétaire originaire du Languedoc, par la révocation de l'édit de Nantes convertie à la foi catholique et rentrée en France depuis 17 années. Son père, n'ayant eu aucune fortune qu'un modeste traitement d'inspecteur du commerce, l'éducation de son enfance à Niort, dans les environs de Niort, quel il fut mis en pension et se consacrait à l'église. De là on se voit prononcé pour les idées religieuses qu'il a gardées toute sa vie, et qui peut-être aussi n'ont eu aucune influence sur la nature de son talent, comme sur le choix des sujets qu'il a traités. Il passa ensuite au collège de Niort, tenu par la congrégation de l'Oratoire, et y consacra toutes ses études. Sa passion pour la poésie se déclara de bonne heure. Un frère aîné, qu'il a longtemps pleuré, encourageait par son exemple (car il était poète aussi), mais sans succès, de sa jeune ver-

ve. Après la mort de son frère et de son père, Fontanes vint se fixer à Paris. Quoique déjà sur son déclin, la littérature y régnait presque en souveraine sur une société polie. Heureux jours, du moins pour les poètes, où les lettres n'étaient pas, comme aujourd'hui, une spéculation et un moyen de fortune, mais un moyen de bonheur; où on les cultivait encore pour l'amour d'elles-mêmes; où un bon livre, fût-il d'un jeune homme ignoré, avait en peu de temps pour lecteurs et la cour et la ville, et se trouvait dans tous les salons; où la poésie était du goût de tous les âges, et faisait l'aliment de toutes les conversations! Fontanes débuta dans le monde littéraire, en 1778, par la *Forêt de Navarre*. C'est un petit poème descriptif, genre alors fort à la mode, mais où l'auteur, évitant tous les écarts de l'école contemporaine, réussit à peindre la nature, comme les anciens, avec vérité, et à être brillant sans fausses couleurs, sans recherche et sans enluminure. Ce début lui concilia l'amitié de Ducis, à qui, l'année suivante, il adressa une belle et noble *Eptre*. Il y a de l'âme et de l'inspiration dans cet hommage rendu au talent original, profond et vrai, et aux vertus privées de Ducis. On y sent déjà que le jeune poète est appelé à réussir particulièrement dans l'expression des sentiments religieux, comme nous le verrons plus bas. En 1783, parut sa *traduction* en vers de l'*Essai sur l'homme*, de Pope, ouvrage de morale un peu sec, dont Fontanes s'attacha trop peut-être à imiter la concision. Malgré ce défaut, fort atténué du reste dans l'édition publiée en 1821 (1),

(1) On y lit l'avis suivant: « Je ne songeais point à réimprimer cette traduction. Elle serait

tous les hommes éclairés, appréciant les grandes beautés qui le rattachaient, félicitèrent l'auteur de l'élevation et de la pureté de son style. Mais, chose singulière ! la traduction de Fontanes était précédée d'un *Discours préliminaire* ; il aspirait sans doute à figurer par ses vers dans les premiers rangs des poètes du temps, et il arriva que sa prose le plaça tout d'abord au premier rang des prosateurs où il n'aspirait pas. C'est en effet un morceau achevé. On s'étonna de trouver, dans un jeune homme de vingt-six ans, une si rare sûreté de goût, une si haute raison, une critique si fine et si profonde, un fonds de littérature si étendu, tant d'élégance et de clarté unies à une telle variété d'idées et de jugements indépendants. Les portraits de *Lucrèce*, d'*Horace*, de *Boileau*, de *Voltaire*, et surtout de *Pascal*, considérés comme écrivains moralistes, furent dès lors et seront toujours cités comme des modèles de style, comparables à ce que nous ont laissé dans ce genre les plus beaux génies du grand siècle. Le poème du *Verger* (2) fut publié en 1788. Le plan en parut vague et faiblement tracé ; mais on y remarqua de beaux vers sur les *Alpes*, le *Jura* et la *Vallée du Léman*, et un morceau des plus gracieux sur les *Neurs*. Le talent poétique de Fontanes sembla s'être agrandi dans l'*Essai sur l'astronomie*, publié en 1789.

restée long-temps dans mon portefeuille avec quelques ouvrages originaux. Mais on publia, après la mort de M. Delille, la version qu'il n'a point imprimée de son vivant : je dois donc aussi publier la mienne. Il y a plus de vingt ans qu'elle est dans sa forme actuelle. Si je paraissais plus tard, on pourrait croire que j'ai corrigé mon travail sur celui de M. Delille »

(a) Fontanes l'a refait depuis tout entier et en trois chants, au lieu d'un, sous le titre d'*Essai sur la maison rustique*. Il est encore inédit.

Ce fut alors que La Harpe, qui se louait guère ses contemporains, prononça sur Fontanes ces paroles prophétiques : *Voilà décidément un poète qui tuera l'école de Dard.* Même succès attendait l'*Épître au l'édit en faveur des non-catholiques*, couronnée le 25 août de la même année par l'académie française. Cet édit sorti du cœur de Louis XVI, et qui rendait aux protestants les droits que leur avait fait perdre la révocation de l'édit de Nantes, est édit qui trouva parmi eux tant et de si illustres ingrats, inspira dignement Fontanes. Né d'une famille autrefois protestante, écrivant son *Épître* au milieu des déclamations philosophiques et politiques de 1789, il y rend hommage à Louis XVI, sans cesser d'admirer Louis-le-Grand ; il est philosophe et religieux, tolérant et catholique ; il proclame hautement, en présence de l'incrédulité déjà triomphante, le dogme de l'Eucharistie qu'il qualifie ainsi :

Ce dictame immortel qui fleurit dans les cieux.

Nous ne pouvons, à propos de cette épître, nous empêcher de croire que, si l'académie française s'honora elle-même en la couronnant, ce fut aussi cet acte honorable qui contribua le plus à exciter la haine révolutionnaire de Chamfort contre l'illustre compagnie dont il était membre et dont il provoqua peu après la destruction. — Ne voulant point interrompre l'analyse, on, pour mieux dire, le simple énoncé des divers ouvrages poétiques de Fontanes, et n'étant point d'ailleurs obligé de suivre l'ordre chronologique dans lequel ils ont été publiés, nous franchissons plusieurs années pour parler tout de suite de quelques poésies qui lui ont acquis et assuré le plus de renommée, la *Chartreuse de Paris*, les

me habite aux rives du Jourdain.
r'dans le Jour des morts,
impie religieuse, pénétrant
de charme, inconnue des
jointe à la simplicité,
à parfait de la pensée et de
non qui caractérisent ces
modèles du goût: c'est du
en beaux vers. Les *Stances*
s au chantre des Martyrs
O), alors persécuté par les
mes critiques, ne le cèdent
ce nous semble, à ce que la
e l'amitié inspira de plus
et de plus gracieux à Ovide
de Tibulle, à Horace écri-
irgile. Mais si quelle chose
encore plus flatteur que
pour M. de Chateaubriand,
envoî ingénieux dont Fonta-

ne les accompagna. Quel était donc cet envoi ? une critique de *Télémaque en sept volumes publiée depuis un siècle* ! — Quoique l'*Ode sur la violation des tombeaux de Saint-Denis*, ode remarquable par la verve et l'indignation poétique, n'ait été connue du public que par la lecture qui en fut faite dans la séance académique du 24 avril 1817, nous pouvons affirmer qu'elle était connue de Bonaparte avant qu'il eût eu le bon esprit de restaurer les tombes royales. On peut donc présumer qu'elle a contribué à cette restauration. Fontanes voulait plus : il avait conseillé des *autels expiatoires*. Mais, comme l'a dit M. le prince de Talleyrand, et comme on a fait depuis, on recula devant la crainte de donner de l'humeur aux assassins. — Reprenons la vie de Fontanes où nous l'avons laissée, à la fin de 1789. La révolution à peine commencée de fait, mais de longue-main préparée dans l'opinion, fit en peu de temps des progrès immenses, grâce à l'audace des novateurs aidés de la faiblesse du pouvoir. Tout ce qui n'était pas détruit était menacé de l'être. Quelques esprits sages et pleins de loyauté, mais un peu tard-voyants (si j'ose hasarder ce mot), résolurent d'opposer leur sagesse à la folie, et leurs écrits raisonnables au torrent des pamphlets fureux qui inondaient la France. Dans ce dessein, ils s'associèrent ceux des écrivains monarchiques qu'ils jugèrent les plus modérés dans leur opinion politique. Suard et Fontanes furent du nombre; le nouveau journal rédigé par eux s'appela *le Modérateur*. Mais cet essai ne fut pas plus heureux qu'il ne l'a été à une époque plus voisine de nous, et le torrent emporta bientôt *le Modérateur et les modérés*. Fontanes néanmoins, se raidissant

contre le péril, continua dans d'autres écrits à combattre l'anarchie, jusqu'au jour où tombèrent avec le trône et ceux qui l'avaient défendu et plusieurs de ceux-là même qui l'avaient fait tomber. Retiré d'abord à Lyon, où il avait épousé, depuis un an, une femme aimable, spirituelle et d'un caractère noble et ferme, Fontanes vit bientôt ses jours en danger au milieu de ses nouveaux compatriotes incendiés et décimés. Mais voilà que le 20 déc. 1793 (29 frimaire an II), sortant tout à coup de leur stopeur, les Lyonnais envoient à la barre de la Convention quatre hommes du peuple (3), quatre hommes grossièrement vêtus qui, semblables au *paysan du Danube* retraçant au sénat de Rome les cruautés de ses prêtres et lui disant avec l'autorité du désespoir : *retirez-les*, viennent, dans un discours énergique et adroit, demander au sénat régicide la cessation des massacres et le rappel de Collot-d'Herbois. Déjà les tyrans de la France, d'abord étonnés d'un pareil langage, se sentent en dépit d'eux émus de pitié pour leurs victimes. Le décret de rappel est rendu... Mais Collot d'Herbois, instruit à temps du départ des députés lyonnais, arrive lui-même à Paris et fait rapporter le décret (séance du 21 décembre). Le chef de la députation est arrêté; l'écrivain qui lui avait prêté son éloquence est dévoté et pros crit; c'était Fontanes (4).

(3) Sein-Roussel, Changeux, Chaussat et Prost. Ce fut Changeux qui porta la parole. De ces quatre hommes de cœur il n'existe plus aujourd'hui que MM. Sein Roussel et Prost.

(4) Nous racontons en peu de mots cet incident. Voyez, pour les détails, le *Moniteur* et les journaux d'alors, mais principalement le *Journal de l'Anarchie*, publié en 1821, par M. le chevalier de Langear, au récit duquel nous avons emprunté quelques expressions; voyez aussi l'éloquent discours de réception de M. Villamaïn à l'Académie française.

Obligé de fuir, il erra longtemps sans asile, et sa femme accoucha son premier enfant au milieu des vignes (5). Recueilli enfin chez un ami, il y reçoit un jour un billet tant ces mots écrits au crayon : « Allez trouver dans son camp représentant du peuple Maignet » il vous donnera un sauf-conduit Maignet ! l'incendiaire d'Oran de Bédouin ! quelle ressource ! tait-ce pas plutôt un piège ?...] chemine pourtant vers le camp proconsul; on l'arrête au poste et on le conduit à Maignet. peine lui a-t-il dit son nom que ci s'élance sur lui, comme un prêt à dévorer sa proie, lui saisit le corps avec violence et lui furtivement un papier sous ses vêtements, en lui criant : « Tu t'appelles bien attendre; je n'ai plus rien de toi; va-t'en. Gendarme ! » le mène au lieu convenu : ces paroles n'étaient pas rassurantes. Fontanes suit en silence le gendarme qui, à une lieue de là, le quitte et lui dit : « Voilà ton chemin : va-t'en. » Resté seul, Fontanes tire le papier mystérieux... c'est un passe-port signé *Maignet*, avec une sauve-garde au moyen de laquelle Fontanes se crut, au moins pour quelque temps, en sûreté. Il fit venir de Fontanes à Paris et tous deux se retirèrent à Sevran, près de Paris, chez M^{me} Dufrenoy leur femme d'un talent poétique et d'un naturel, où ils vécurent paisiblement jusqu'au 9 thermidor. Bientôt après, la Convention créa l'*Insurrection* qu'elle composa d'abord d'écri-

(5) C'était une fille qui a peu vécu. Elle conde fût née de cette union, ne voulant quitter l'honorable nom de son père, elle se maria et obtint de la cour de Bavière le titre de comtesse de Munich, et elle porta la suite la séquence le nom de comtesse Christ Fontanes.

nis et d'artistes pris, comme dans son propre sein, tels *Canal, Fourcroy, David, etc.*, furent successivement ad- plus grands noms scientifiques de l'époque. Fon- fut point oublié. On de plus professeur de belles à l'école centrale des Nations. Une heureuse politique et littéraire s'opé- les esprits, mais elle mar- : il fallait y aider par de la presse périodique. plus d'une fois punis : quelques publicis- d'esprit et de cœur, tels *Michaud (8)*, se remirent à La Harpe, converti à la et à la cause royale par une : reprit la plume et . Il s'associa Fontanes Bourlet de Vauxcelles pour du *Mémorial*. Les noms principaux rédacteurs figu- de ce journal, et chacun ignait ses articles de la lettre de son nom. Un article signé F. à la date du 15 août 1797. une lettre au général Bon- commandant alors en Italie et es proclamations semblaient les Parisiens peu républi- le nouveau canon de *vendé-*. Voici quelques fragments de singulière : « Brave gé- , tout a changé et tout doit ger encore, a dit un écrivain que de ce siècle, à la tête ouvrage fameux. Vous hâtez plus en plus l'accomplissement cette prophétie de Raynal. J'ai

« déjà annoncé que je ne vous crai-
« gnais pas, quoique vous comman-
« diez quatre-vingt mille hommes et
« qu'on veuille nous faire peur en
« votre nom. Vous aimez la gloire,
« et cette passion nes'accommode pas
« de petites intrigues et du rôle d'un
« conspirateur subalterne auquel
« on voudrait vous réduire. Il
« me paraît que vous aimez mieux
« monter au Capitole, et cette place
« est plus digne de vous. Je crois
« bien que votre conduite n'est pas
« conforme aux règles d'une mo-
« rale très-sévère; mais l'hérésie
« a ses licences, et Voltaire ne man-
« querait pas de vous dire que vous
« faites votre métier d'illustre bri-
« gand comme Alexandre et comme
« Charlemagne : cela peut suffire à
« un guerrier de vingt-neuf ans....
« En vérité, brave général, vous de-
« vez bien rire quelquefois, du haut
« de votre gloire, des cabinets de
« l'Europe et des dupes que vous
« faites.... Vous préparez de mé-
« morables événements à l'histoire,
« il faut l'avouer. Si les rentes
« étaient payées et si on avait de
« l'argent, rien ne serait plus inté-
« ressant au fond que d'assister aux
« grands spectacles que vous allez
« donner au monde: l'imagination
« s'en accommode fort, si l'équité
« en murmure un peu.... Vous ai-
« mez les lettres et les arts; c'est
« un nouveau compliment à vous
« faire. Les guerriers instruits sont
« humains; je souhaite que le même
« goût se communique à tous vos
« lieutenants....

« J'aime fort les héros, s'ils aiment les poètes....

« Adieu; suivez vos grands projets,
« mais surtout ne revenez à Pa-
« ris que pour y recevoir des
« fêtes et des applaudissements.»

Nous ne savons pas si le général Bo-

1. Michaud l'aîné (auteur du *Printemps vert*, des *Adieux à Bonaparte*, de l'*Histoire croisée*, etc., etc.) n'a jamais cessé par la *Quotidienne*, durant toute la révo- que quand il y a été forcé par un arrêt de mort.

naparte eut connaissance du *Mémorial* et de cette lettre curieuse. Il s'en serait sans doute amusé. Mais le Directoire la lut et ne s'en amusa pas. Quinze jours après, arriva le 18 fructidor, véritable Saint-Barthélemy des journalistes, où furent compris les trois rédacteurs du *Mémorial*. Condamné à la déportation, Fontanes fut de plus rayé de l'Institut ainsi que l'abbé Sicard et M. de Pastoret, depuis chancelier de France. Craignant de compromettre les amis qui lui donnèrent asile dans les premiers moments du danger, il se réfugia en Angleterre. C'est là qu'il retrouva M. de Châteaubriand qu'il avait connu à Paris vers la fin de 1790. Il faut lire, dans M. de Châteaubriand lui-même (7), comment les deux exilés renouèrent cette amitié constante, inaltérable, qui a fait l'honneur et le charme de leur vie, quelles touchantes consolations leurs entretiens apportaient incessamment à leurs douleurs communes, et avec quelle noble franchise l'homme de génie, que Fontanes eut le premier la gloire de deviner, proclame les obligations qu'il eut à l'homme de goût. Enfin *brumaire* vint; le général Bonaparte monta au Capitole, suivant la prédiction de Fontanes; la France espéra, et Fontanes rentra en France. Quoique le décret de déportation pesât toujours sur sa tête, il vivait à Paris, paisible mais fort retiré, dans un petit logement de la rue Saint-Honoré, près de Saint-Roch, lorsque, apprenant la mort de Washington, Bonaparte résolut de faire prononcer son éloge funèbre. Voici sur cet incident quelques détails curieux, qui nous furent transmis au moment même par le témoin le plus

digne de foi : « Washington
« le premier consul, est à
« homme qui soit sur ma li
« j'ai été un instant sur ce
« Cromwell.... je veux qu'
« loué dignement et publiquen
« qui choisir? » M. Maret (duc de Bassano), homme lettré, jours prêt à inspirer comme à voir des idées généreuses, sans hésiter : Fontanes. Un personnage ayant fait observer à Fontanes est sur la liste des tés : « n'est-ce que cela, et
« vivement Bonaparte; je le
« de cette liste; c'est lui qui p
« cera l'oraison funèbre, et j
« que ce soit le 28 de ce moi
« dans le temple de Mar
« chapelle des Invalides).
jours seulement furent donnés à leur tour pour remplir cette difficile noble tâche; difficile en effet, on songe à la position respective du négryste et de celui qui comme le panégyrique, aux opinions des de l'un, et aux desseins de l'autre. Nul ne douta en France que l'illustre guerrier ne pût naissant, sous le titre de consul, et hypocrite de consul, n'attirer Fontanes autre chose que l'éloge de Washington. Aujourd'hui même, on ne relit point sans étonnement ce chef-d'œuvre de goût, de dresse et d'éloquence tempérée parcourant les vertus de Washington l'orateur met au-dessus de tous autres sa modération et sa sagesse. On est surtout frappé de ce passage qui rappelait si vivement dans un tel lieu et à une telle époque au souvenir de tous les Français, le nom et la royale bienheureuse Marie-Antoinette.
« O jeune Asgill! toi dont le

(7) Voy. l'*Essai* sur la littérature anglaise, t. 2, p. 286.

(8) 26 pluviôse an VIII (26 février 1800).

intéresser l'Angleterre, l'Europe et l'Amérique! avec des soins compatissants Washington ne retarda-t-il pas un jour que le droit de la guerre était de précipiter! Il attendit une voix alors toute faite franchit l'étendue des mers demandant une grâce qu'il craignait lui refuser; il se laissa aller sans peine par cette voix aux inspirations de son cœur et le jour qui sauva une patrie innocente doit être inscrit sur les plus beaux de l'Amérique indépendante et victorieuse.» Les séances de l'Institut s'ouvrirent une seconde fois. Il fut lu à la rédaction, et l'on se mit à la résurrection du *Mercur* de France. Ses articles sur la *puissance des passions*, par *Stael*, sur le *Génie du siècle*, et sur les œuvres de Washington, sont d'une critique éloquente, inconnue jusqu'à lui. Il fut nommé pour Fontanes une médaille. Le premier consul, très habile, s'était montré mérité de l'éloge de Washington. Il avait fréquemment Fontanes, à dix heures du soir, et de cette notice a vu entre de celui-ci une carte d'entrepreneur, à l'aide de laquelle il avait introduit par une porte extérieure du *Pavillon*. Là se tenaient des conversations le but était évidemment d'inspirer dans l'esprit de Fontanes des idées royalistes, afin de les lui faire passer, et eux par lui, au pouvoir. Fontanes crut de bonne foi, et long-temps, que l'homme à la gloire militaire avait tant à lui offrir, qu'il pourrait bien n'être pas à une gloire plus vraie et

plus solide; que son propre intérêt pourrait lui suggérer, sinon de généreux sacrifices, au moins des idées d'ordre et de décence publique, dont la patrie avait tant besoin, et qu'il serait même possible de les faire naître et se développer par des conseils mêlés de louanges habiles. Le plus grave des historiens, selon l'expression de Bossuet, ne blâme point Agricola d'avoir cherché, par son amour du bien public, à captiver l'esprit de l'empereur; et cet empereur était Domitien. Il l'en remercia au contraire; il le félicita de ne point s'être précipité vers une mort certaine et sans fruit, par une opiniâtreté inflexible et une vaine jactance de liberté. Qui aurait le droit d'être plus sévère que Tacite? Ne soyons donc pas surpris que, quand même l'imagination de Fontanes n'aurait pas dû naturellement être frappée du spectacle d'un homme si extraordinaire et d'événements si merveilleux, il se soit laissé facilement séduire par la pensée de devenir le conseiller de cet homme, et de le pousser à l'anéantissement de la révolution, seule espérance qui ne fût pas alors sans fondement. C'est dans la même idée qu'il accepta, ainsi qu'un de ses amis (le comte Beugnot) une place importante au ministère de l'intérieur, où ces deux hommes remarquables se flattaient d'avoir sur l'esprit du frère du premier consul, une influence heureuse pour l'administration de la France (9). Mais ni

(9) Ce fut grâce à cette influence que Fontanes fit lever le sceau qui arrêtait la publication du poème de la *Pitié*, de Quillard. — Un peu plus tard, le poète aveugle ne pouvant terminer les notes qu'il avait promises pour sa traduction de l'*Énéide*, Fontanes se chargea de faire, à son insu, les notes du 5^e et du 6^e livre. Quand l'éditeur, M. Michaud jeune, lui en donna lecture, sans pouvoir en nommer l'auteur, il s'écria : « Il n'y a que Fontanes ou Châteaubriand qui puisse les avoir faites ainsi. »

l'un ni l'autre n'étaient destinés à y rester long-temps. Nommé membre du corps législatif pour le département des Deux-Sèvres, en février 1802, puis porté sur la liste des cinq candidats à la présidence annuelle, Fontanes fut choisi pour président au mois de janvier 1804 (niveuse an XII). On a vu, par ce qui précède, combien il est absurde de supposer que, pour arriver à cette dignité, Fontanes ait eu besoin de l'appui qu'il aurait trouvé en effet dans quelques personnes de la famille Bonaparte. Quelle autre protection lui fallait-il, que son talent, que l'estime dont il jouissait dans l'assemblée, et que le besoin qu'avait le premier consul de donner au moins une apparence de dignité et de liberté à cette législature muette, par le choix du seul personnage qui avait le droit d'y parler? Ce n'est pas que Fontanes eût le don de l'improvisation. Il avait beaucoup de mouvement dans l'esprit; il exprimait ses idées avec vivacité et en termes excellents dans la conversation; et pourtant une timidité invincible le rendait incapable de prononcer à la tribune publique une ou deux phrases qu'il n'aurait pas écrites. Mais aussi, pourvu qu'il lui fût accordé quelques instants de préparation, sa pensée s'exhalait en accents pleins de noblesse et de courage. Ici les faits sont si nombreux qu'on n'éprouve que l'embaras du choix. Le 17 février 1804 deux commissaires du gouvernement viennent proposer un décret portant que tout individu qui recevrait George et Pichegru serait puni de six années de fers, si le récélement avait eu lieu avant la promulgation du décret, et de la peine de mort, s'il avait lieu postérieurement. Fontanes, sans s'expliquer (et il ne le pouvait pas) sur

le fond de cette odieuse proposition, n'en flétrit pas moins la création des commissions extraordinaires, des tribunaux spéciaux : « *Le dit-il, ont seules le droit d'absoudre, et qui les sanctionne doit leur jugement.* » Le 24 même année, le corps législatif reçut le complément du *Code* décrété qu'il sera élevé dans ses séances une statue en l'honneur de ce bienfait. L'orateur de la députation charmoncer cette décision au premier consul, affectant de ne parler que de la confection du *Code* et d'en faire allusion, même indirecte, à l'acte commis trois jours auparavant sur la personne du duc d'Angoulême. Fontanes s'exprime ainsi : « *sage uniformité de la loi* » « va réunir de plus en plus les habitants de cet empire, » « mense, etc., etc. » Mais dans le *Moniteur* du lendemain, substitué à vos LOIS, ces mots : vos MESURES. Fontanes, court aux bureaux du *Moniteur* et exige impérieusement un article qui est imprimé le 27 mars (1804) et qui rétablit le texte du décret. Veut-on savoir maintenant quel point cette imposture était adroite? On va l'apprendre par la révélation d'un fait qui suffit pour peindre à Bonaparte Fontanes. Le 21 mars, avant que le premier consul expédiât l'ordre de se rendre à Fontanes, à six heures du matin, bien ! (lui dit-il avec un calcul) vous savez que le duc d'Angoulême est arrêté? — Je ne puis croire, même en l'apprenant, vous. — Pourquoi cela? — plus grand malheur qui ait

fait; Fontanes pouvait-il consacrer plus positivement le principe de la légitimité? Le même sentiment, et l'on peut dire les mêmes regrets et les mêmes espérances, se retrouvent dans un autre paragraphe de ce discours : « Quand le corps politique tombe en ruines, tout ce qui fut obscur attaque tout ce qui fut illustre. La bassesse et l'envie parcourent les places publiques en outrageant les images révérees qui les décorent. On persécute la gloire des grands hommes jusque dans le marbre et l'airain qui en reproduisent les traits. Leurs statues tombent; on ne respecte plus même leurs tombeaux. Le citoyen fidèle ose à peine dérober en secret quelques-uns de ces restes sacrés. Il y cherche en pleurant l'ancienne gloire de la patrie, et leur demande pardon de tant d'ingratitude. Cependant il ne désespère jamais du salut de l'état, et, même au milieu de tous les excès, il attend le réveil de tous les sentiments généreux. » — Le 5 mars 1806, les ministres, demandant de nouveaux impôts, étaient venus vanter au corps législatif les victoires de l'empereur, et Fontanes leur avait répondu : « Quelle que soit au dehors la renommée de nos armes, le corps législatif craindrait presque de s'en féliciter, si la prospérité intérieure n'en était la suite : notre premier vœu est pour le peuple, et nous devons lui souhaiter le bonheur avant la gloire. » Le 11 mai de la même année, lorsqu'ayant chassé du trône une royale maison pour y essayer un roi de sa famille, le vainqueur envoie au corps législatif les drapeaux conquis; lorsqu'on fait retentir autour de ces tro-

phes les plus violentes injures contre les Bourbons de Naples et principalement contre le roi, voilà comment répond Fontanes, au président de tout le corps diplomatique et de toute la famille impériale : « *Mais à quoi à moi et à sa famille une piéce de grandeur humaine, et si, sur le horizon d'une dynastie nouvelle, je venais insulter une dernière manœuvre des dynasties mourantes ! Je respecte la majesté royale jusqu'au dans le schismatisme ; et, même quand elle n'est plus, je trouve je ne sais quel de vénérable dans ses débris.* » La même discorde invitait le nouveau gouvernement de Naples à révoquer ses droits en rendant les Napolitains heureux. Mais Fontanes finit par cette péroraison remarquable : « *d'aimé à le dire on finissent, à l'aspect de ces deux peuples, devant ses braves qui ne me désavoueraient pas, et surtout à un pied de cette statue qu'on invoque toutes les fois qu'il faut parler de la gloire ; j'aimé à dire que l'amour et la bonheur des peuples sont les premiers titres à la puissance ; que seuls ils peuvent aspiéer les malheurs et les orages de la guerre, et que sans eux la justice ne contraindrait pas les élites que les vaincus, » Les mêmes leçons données par Fontanes à Napoléon étaient toujours accompagnées de leçons. Il administrait et tenait étroitement en lui le futurateur de l'ordre et de la religion, et cette volonté puissante qui, disait-il, avait plus finis qu'un n'avait ébauché. Mais son message n'avait rien de commun avec l'annonce grave et menaçante du plus grand des oracles auxquels il avait à ré-*

pandre. C'était un homme dévoué, plein de conviction et de mesure ; c'était enfin l'homme d'un homme de goût, supérieurement spirituellement que la personne auquel il l'adressait est homme de goût comme lui (50). L'homme vint pourtant à la despotisme affirmé ne avait plus avoir besoin des élites de Fontanes et s'irritait de ses leçons. Un discours de déture (21 décembre 1806), où le président comparait avec une certaine dignité un bulletin impérial daté de Bayonne (Espagne), bêtise insultant pour le corps législatif et injurieux pour toute la nation, déclara son éloignement. Mais comment et par qui le remplacer ? On fut pas pour l'empereur un excellent sujet d'embarras et de souci. Les dernières paroles de Fontanes avaient porté à tel point l'enthousiasme de l'assemblée, qu'il était plus que probable qu'à la prochaine session il serait réélu candidat à la présidence, d'autant que cette élection se faisait au scrutin secret, moyen commode de se montrer surpris. En effet, Napoléon avait vainement de faire porter à la candidature le comte de Montecucchi ; Fontanes l'emporta à la presque unanimité, et il fallut bien le nommer président pour l'année 1807. Mais en 1808 il dégagea la nécessité de la conserver et se faisait réélire. Alors disparut de corps législatif jusqu'au dernier bulletin de liberté. Une seule voix avait pu s'y faire entendre, et quand elle

(50) Membre alors du corps législatif, l'absence de cette qualité peut étonner ceux qui croient que jamais aucune des adresses en des républicains du président ne fut émanée d'un homme de sens. C'était l'expression libre et spontanée des sentiments de l'assemblée. Avant son discours le président avait l'objet des éloges, mais il n'avait pas de courtoisie la plus en France, et les amis de Fontanes, voulant, en 1808, se faire impitoyable la collection, le poète impérial n'y avait formellement.

quel silence jusqu'au moment marqué par le danger de la patrie ; le rapport de Lalus (11), ces silencieux commençèrent d'écouter le colosse qui pesait sur le monde. — Transporté du corps législatif au sénat, Fontanes, n'étant obligé d'y parler et peut-être s'agissant, s'y montra prudent. Avouons même, avec une franchise que nous avons gardée jusqu'ici, que son courage politique ne put se démentir dans la séance où le public en espérait le plus. Chargé par le sénat de la mission, qu'il avait si bien remplie, au corps législatif, Fontanes demeura faible et embarrassé. Il interdit toutes vérités sérieuses et se contenta d'insister sur la nécessité de la paix. Mais qui aurait osé se charger de blâmer un reste de timidité, et nous dirions presque de d'admiration pour l'homme qui devait tant, et dont la chute menaçait prochaine ? — Venons à Fontanes grand-maître de l'université. Cette institution avait été créée dès 1806. C'était assurément le plus vaste instrument de pouvoir qui pût être inventé par un homme de plus profond et le mieux placé dans la science du pouvoir. Fontanes grand-maître ne fut nommé qu'en septembre 1808, et ne prit ses fonctions qu'en 1809, soit qu'il eût reculé devant une œuvre si déléguée à un seul homme, soit de la jeunesse, soit qu'il ne se donnât le temps d'échapper. « *Le Temps*, dit-il un jour à Fontanes, *le Temps, mon-je le vénère ; je lui ôte mon âme !* » Le conseil de l'université se composa de dix conseillers ordinaires, et de vingt conseil-

la fin de 1813.

lers ordinaires. Fontanes, comprenant de quelle importance étaient ces choix, se hâta de présenter et fit accepter à Napoléon, non sans des débats très-vifs ; trois hommes dont le choix, lui dit-il, devait le plus rassurer les pères de famille : l'abbé Emery, directeur du séminaire de Saint-Sulpice ; M. de Bausset, ancien évêque d'Alais, et M. de Bonald. Pour masquer encore plus la tendance religieuse de ses vues, Fontanes appela successivement auprès de lui, comme inspecteurs-généraux et conseillers ordinaires, de vénérables membres de l'Oratoire, de la *Doctrina chrétienne*, ou de l'ordre des *bénédictins*, dom Despeaux, les pères Ballan, Daburon, Roman, le spirituel et vertueux Joubert, etc., etc. L'abbé Adry, l'abbé Gallard, oncle de M. l'évêque actuel de Meaux, furent adjoints à la *commission des livres classiques*. Enfin, M. l'abbé Frayssinous, aujourd'hui évêque d'Hermopolis, dont les éloquentes conférences avaient long-temps alarmé la philosophie moderne, fut nommé par Fontanes inspecteur de l'académie de Paris. Si ces choix honorables devaient faire espérer une éducation religieuse, l'instruction, proprement dite, avait d'illustres garanties dans les Cuvier, les Jussieu ; les Legendre, les Guérout, les Laromignière, etc., etc., appelés au conseil ou dans les *facultés* ; les noms de Delille et de Larcher figuraient en tête de la *faculté des lettres* de Paris. Malgré tant et de si sages préliminaires, l'administration de Fontanes eut à combattre, dès son origine, et la philosophie qui le trouvait trop religieux, et le clergé qui ne le trouvait pas assez. Telle est la destinée des hommes d'état ; comme des généraux d'armées : on les

blâme également de ce qu'ils font et de ce qu'ils ne font pas. Mais le plus grand adversaire, contre lequel il eut à lutter pendant cinq années, ce fut Napoléon. Pour forcer tous les parents à envoyer leurs enfants aux lycées, l'empereur avait décidé que tous les pensionnats particuliers seraient fermés; Fontanes fit révoquer cette décision. La *retribution universitaire* était établie par une loi; Fontanes en diminua la rigueur par d'innombrables exemptions facilement accordées. S'il est évident que le despote ne lui cédait malheureusement pas toujours, il est également certain que nul, mieux que Fontanes, ne possédait le secret d'apprivoiser cet esprit inflexible, et de l'amener souvent à moins mal faire, et quelquefois à bien faire. En voici un exemple. Le grand-maître n'avait pu remplacer, dans la nouvelle université, ni tous les membres des anciennes universités de France, ni ceux des autres corporations enseignantes, l'âge et les infirmités les ayant rendus pour la plupart incapables de servir. Il fut donné à chacun d'eux une pension proportionnelle suffisante pour exister. Parmi les religieux pensionnés, se trouvait le père Viel, de la congrégation de l'Oratoire, auteur de la traduction de *Télémaque* en vers latins, et ancien professeur de Fontanes. Cet acte de justice fut dénoncé à Napoléon comme un acte de faveur, et celui-ci, dans une audience publique, le reprocha au grand-maître comme un *abus de pouvoir*. Fontanes lui répondit qu'il n'avait agi dans cette circonstance qu'en vertu d'un *article du décret constitutif* de l'université; à quoi Napoléon répliqua que *cela n'était pas vrai*. Le lendemain, Fontanes devant retourner aux Tuileries, M.

le chevalier de Langeas court chez un imprimeur, y fait imprimer *l'article*, séparément et en gros caractères, et le remet au grand-maître avant son départ pour le château. Attaqué de nouveau devant toute la cour et même plus violemment que la veille, Fontanes soutient son droit, on plaide celui de tous les anciens professeurs, fondé sur le décret impérial; puis, l'empereur s'obstinant dans ses dénégations, le grand-maître tire de sa poche *l'article imprimé* et le lui présente. L'empereur, furieux, le lui arrache des mains et lui tourne le dos. Alors tous les courtisans se hâtent de Fontanes comme d'un pestiféré. Lui, resté froidement jusqu'à la fin du lever, se retire le dernier et avait déjà gagné l'extrémité de la galerie, lorsqu'un huissier de la chambre, courant après lui, l'invite à rentrer dans le cabinet de l'empereur. L'orange était défilée; le despote le reçoit en souriant; « Vous êtes une mauvaise tête, lui dit-il; « vous avez raison au fond; mais « vous avez tort de vouloir « avoir raison contre moi en pu- « blic. » Ils causeront ensuite, pendant plus d'une heure, de littérature et de poésie. — Ces conversations plaisaient beaucoup à l'empereur. Parmi celles qui sont venues à notre connaissance, qu'il nous soit permis d'en citer une, où Fontanes n'eut presque point de part, mais qui sera connue, à la fois, et le bon sens naturel de Napoléon, et son orgueil presque insensé qu'il portait dans les questions la plus étrange et à son génie et à ses habitudes, « Vous aimez Voltaire; « vous avez tort; c'est un bronillon, « un honteux, un esprit moqueur « et faux... Il a sapé par le ridi- « cule les fondements de toute auto- « rité divine et humaine; il a per-

« verti son s
 « tion qui n res et
 « ruinés.... »
 « mais rirez-vous encore que je
 « vous dirai que, sur vingt de
 « jeunes officiers, il y en a dix
 « qui ont un volume de ce
 « dans leur porte-manteau?.....
 « Vous vous retranchez sur se
 « gédies..... Il n'en a fait un
 « bonne, c'est *OEdipe*.... I
 « drez - vous son *Oreste* et
 « *Brutus*? Est-ce ainsi qu'on a
 « peindre les changements de
 « tie et de gouvernement? C
 « pourtant deux beaux sujets.... Je
 « veux les refaire.... cet été, j'aurai
 « du loisir (12); je ferai la prose, et
 « vous les vers. » — Presque toutes
 les affaires de l'empire se délibéraient
 en conseil d'état. Les conseils pri-
 vés étaient fort rares, et réservés pour
 les grandes occasions; telles, par
 exemple, que le mode du couronne-
 ment de Napoléon, puis son divorce
 avec Joséphine. Fontanes fut appelé
 à l'un et à l'autre de ces conseils. On
 sait que, dans le premier, il
 pour un sacre, au grand scandale
 des philosophes du conseil, et, dans
 le second, il opina pour le di-
 vorce, auquel d'ailleurs l'autorité
 ecclésiastique avait donné d'avance
 son assentiment. Dans cette déli-
 bération qui n'était probablement
 qu'une vaine formule, le sacrifice de
 Joséphine à la nécessité d'un héri-
 tier du trône fut unanimement ré-
 solu. « Nous savons, dit Fontanes,
 « tout ce que ce sacrifice doit
 « coûter; mais c'est par cela
 « qu'il est plus digne de vous, et
 « ce sera un jour une des bel-
 « les pages de votre histoire.
 « — Ce sera donc vous, mon-

« sieur, qui l'écrirez? » lui ré-
 pondit à l'instant l'empereur. Quel
 homme, et surtout quel écrivain
 n'aurait été flatté d'une louange si
 délicate, ajoutée à tant de bienfaits
 déjà reçus? Aussi Fontanes ne dissi-
 mula jamais ni sa reconnaissance, ni
 son attachement personnel pour Bo-
 naparte. De là le regret qui se mêla
 dans son âme à la satisfaction poli-
 tique que lui donna la *restauration*.
 Quoiqu'il fût bien convaincu que le
 repos de la France et du monde était
 désormais impossible avec Napoléon,
 ce ne fut pas sans émotion qu'il vit
 s'approcher sa déchéance (13); et
 quand il partit pour aller à Compiè-
 gne porter au roi de France l'adresse
 et les vœux de l'université, il dit in-
 génument à un de ses amis : « J'au-
 rais voulu qu'on me laissât du moins
 porter un deuil de quelques semai-
 nes. » Dès le 9 avril 1814, Fontanes
 avait reçu du gouvernement provisoire
 l'ordre de continuer ses fonctions de
 grand-maître. Au mois de mai, il fut
 nommé par le roi membre de la com-
 mission préparatoire de la Charte. Le
 4 juin, il fut créé pair. La dignité
 de grand-maître ayant été supprimée
 en février 1815, et remplacée par une
 simple *présidence du conseil*, sans
 force et sans puissance, Fontanes, en se
 retirant, n'éprouva qu'un regret, c'est
 de n'avoir pu réaliser sous la royauté
 tout le bien qu'il avait essayé sous
 l'empire. Le roi le nomma grand-
 cordon de la Légion-d'Honneur.
 Mais tout-à-coup quelle calamité
 frappa la France! Bonaparte repa-
 rut. On se rappelle avec quel em-
 pressement il rechercha, dès le jour
 de son arrivée, tous ceux dont les
 intérêts plus ou moins froissés par la

(12) Cet été, — conquérant se promettait
 du loisir, était le 1809!

(13) Il est faux qu'il ait rédigé le décret sénatorial de déchéance, ainsi que l'avance une biographie moderne; il n'y a pas un mot de lui.

restauration lui faisaient supposer quelque retour secret vers son autorité ; il n'oublia pas Fontanes qui, pour toute réponse, quitta Paris.— À la rentrée du roi, Fontanes fut nommé ministre d'état. Deux discours seulement furent prononcés par lui dans la chambre des pairs, où la modération de son caractère le fit opiner avec le *centre droit*, et le porta à ne point voter la mort du maréchal Ney. Mais son éloquence eut ailleurs plusieurs occasions de briller. Vice-président de la séance d'installation des quatre académies, le 24 avril 1816, Fontanes rappelle dans son discours les services que l'académie française a rendus dès son origine à la littérature, comme tribunal de la langue et du goût. Puis, établissant la nécessité de cette littérature et de ce tribunal, pour ramener la société actuelle *au sentiment de toutes les bienséances*, Fontanes conclut ainsi : « Je ne crains « point de le dire, et je m'appuie en « ce moment sur l'autorité de ces « grands hommes qui portèrent une « haute philosophie dans la culture « des sciences : *un peuple qui ne « serait que savant pourrait de- « meurer barbare ; un peuple de « lettrés est nécessairement so- « ciable et poli.* » Ne remplissons pas un devoir en retraçant encore ici l'émotion profonde produite par Fontanes à l'académie le jour de la réception du comte de Sèze (24 août 1816) : « Enfin l'arrêt fatal « est porté contre *Louis* ; ses « vertueux défenseurs se voilent le « visage et se réfugient dans le dé- « sert ; tout a pâli d'effroi, jusqu'à « ses juges ; une consternation uni- « verselle s'est répandue de la ca- « pitale jusqu'aux provinces les « plus reculées ; et, ce jour-là, dans

« la France entière, il n'y eut de « calme et de serein que le front « de l'auguste victime. »—Ayant à juger Fontanes comme orateur, nous avons cité des fragments de ses discours prononcés dans des positions et dans des circonstances diverses. Nous avons beaucoup cité, pour mieux éclairer à la fois le lecteur et nous-même. Nous aurions voulu citer davantage, car presque toutes ses nobles paroles furent en même temps de nobles actions.—Fontanes était né tout ensemble orateur et poète ; et pourtant, il faut le reconnaître, il fut moins poète qu'orateur. Mais si sa poésie n'a pas toujours le mouvement, la variété et l'allure naturelle de sa prose, si le travail s'y fait quelquefois trop sentir, si l'on y trouve moins d'idées et, nous dirions presque moins d'originalité, on respire, dans l'une comme dans l'autre, un sentiment du beau, du bon, du vrai, qui vous attire et vous attache, un parfum d'harmonie et d'élégance classique, peu commune au temps où il écrivait, méconnue et dédaignée de nos jours. Le caractère principal du talent de Fontanes, prosateur ou poète, c'est la pureté, c'est la dignité ; non la dignité pédantesque, mais la dignité compagne assidue de la simplicité et de la grâce. « Le génie enfante, dit M. de « Chateaubriand dans l'ouvrage que « nous avons déjà cité (14) ; le « goût conserve ; le goût est le bon « sens du génie ; sans le goût, le « génie n'est qu'une sublime folie. « Ce toucher sûr par qui la lyre ne « rend que le son qu'elle doit ren- « dre est encore plus rare que la « faculté qui crée. » Que pourrions nous ajouter à ces paroles ? ne sont-

(14) *Essai sur la littérature anglaise*, t. 1^{er}, p. 291.

elles pas à l'édification exacte de nos contemporains? — La réputation de Fontanes comme prosaïste et surtout comme critique, n'a jamais été contestée, mais on lui a reproché d'avoir un peu fait pour sa gloire personnelle. Quoique la postérité ne compte pas les ouvrages, il est certain que la traduction de Pope, *Jour des morts* et les autres poèmes dont nous avons parlé (15), n'ont pas dû, malgré tout leur mérite et tout leur succès, suffire à l'amour du poète. Aussi, dès 1790, Fontanes avait entrepris la composition d'un grand poème épique (*l'Épique de la Grèce*), dont plusieurs fragments, entre autres les traits de *Thémistocle* et d'*Aristote*, furent lus à diverses séances de l'Institut, et dont nous-même avons plusieurs chants entièrement finis. Qu'est devenue cette épique? Qu'est devenu *le Vieux Châleu*, charmant petit poème que l'on aime bien, qu'il n'aimait guère à lire, et pourtant lu à quelques-uns? Que sont devenues enfin ces quarante belles odes, dont certaines qu'il a composées sur l'assassinat du duc d'Enghien et sur l'enlèvement et la captivité de *Pierre VII*? Fontanes, en mourant, a-t-il ordonné de les brûler; et, dans ce cas, ne devait-on pas lui désoler comme Auguste à Virgile? mais non, il n'a point donné de tels ordres. On

(15) Nous n'avons rien dit d'une fort jolie *Épique à Boissieu*, sur l'emploi du temps, de quelques odes traduites d'*Horace*, de plusieurs fragments de *Lucrèce* et de *Virgile*, etc., etc. Tout cela est disséminé dans des recueils et journaux anonymes, qu'il est presque impossible de se procurer aujourd'hui. Vers l'année 1800, Fontanes rassembla lui-même ses divers poésies et les fit imprimer en 3 vol. in-12. Mais, par un motif que nous n'avons jamais connu, il refusa tout-à-fait l'édition de l'imprimerie de la rue de la Harpe, ne fut point publiée. Nous croyons même qu'elle a été détruite.

nous assure au contraire, au moment même où nous terminons cette notice, que tous les ouvrages de Fontanes, inédits ou refaits, sont déposés dans les mains les plus fidèles et les plus dignes d'en faire jouir le public, dans les mains de sa fille, M^{lle} la comtesse Christine, et que, si les événements politiques et de longs voyages l'ont jusqu'ici empêchés de remplir ce devoir, elle va dès ce jour s'occuper de tous ses soins. Rien ne viendrait plus à point qu'une pareille publication, à cette époque de décadence décorée du nom de progrès (16). Quelle autorité d'exception n'aurait-elle pas-acquis, et, en tête d'une édition des œuvres de Fontanes, son plus illustre ami plaçant quelques lignes seulement de recommandation à nos contemporains et à la postérité! N'est-ce pas le cas de dire :

« Du grand peintre de l'*Odyssée*,
« Tous les trésors lui sont ouverts;
« Et, dans sa plume caducée,
« Les tempêtes du monde ont
« Ont la douceur des plus beaux vers. »

En attendant que les lettres aient cette nouvelle obligation à M^{lle} de Chateaubriand, remettons-le d'avoir retenu et cité dans son dernier ouvrage deux strophes d'une ode inédite de Fontanes sur l'université :

(16) « Les efforts infructueux que l'on a tentés dernièrement pour découvrir de nouvelles formes, pour trouver un nouveau nombre, une nouvelle mesure, pour raviver la couleur, rajeunir le tour, le mot, l'idée; pour en vieillir la phrase, pour revenir au naïf et au populaire, ne semblent-ils pas prouver que le cercle est parcouru? Au lieu d'avancer on a rétrogradé; on ne s'est pas aperçu qu'on retournait au balbutiement de la langue, aux contes des nourrices, à l'enfance de l'art. Soutenir qu'il n'y a pas d'art, qu'il n'y a point d'idéal; qu'il ne faut pas choisir, qu'il faut tout peindre; que le laid est aussi beau que le beau; c'est tout simplement un jeu d'esprit dans ceux-ci, une dépravation du goût dans ceux-là, un sophisme de la paresse dans les uns, de l'impuissance dans les autres. » (Chateaubriand, *Essai sur la littérature anglaise*, t. 2, p. 283.)

de sa naissance. « Elles ont (dit-il) « tout le charme du *Jour des morts*, « avec un sentiment plus pénétrant « et plus individuel. »

« La vieillesse déjà vient avec ses souffrances.
« Que m'offre l'avenir ? De courtes espérances.
« Que m'offre le passé ? Des fautes, des regrets.
« Tel est le sort de l'homme ; il s'instruit avec l'âge ;
« Mais que sert d'être sage,
« Quand le terme est si près ?

« Le passé, le présent, l'avenir, tout m'afflige ;
« La vie à son déclin est pour moi sans prestige ;
« Dans le miroir du temps elle perd ses appas.
« Plaisirs, allez chercher l'amour et la jeunesse ;
« Laissez-moi ma tristesse,
« Et ne l'insultez pas ! »

On voit, par cette seule citation, combien les derniers jours de Fontanes, quoique doux, paisibles et honorés, étaient loin de la gaieté, de la confiance de ses premières années, dont quelques esprits sévères lui ont reproché la dissipation. D'où lui venait cette mélancolie nouvelle, non mélancolie poétique, mais intime, mais personnelle à l'homme ? il faut bien l'avouer, elle venait uniquement du chagrin de vieillir. Il poussait cette faiblesse jusqu'au point de ne jamais dire son âge ; et pourtant, il avait encore à soixante-quatre ans la force et la vivacité d'un homme de quarante. Mais il craignait de ne pas plaire au monde nouveau qui l'entourait, comme il avait plu aux amis de sa jeunesse ; et cette idée le poursuivait au sein même des conversations littéraires ou politiques qu'il avait animées si long-temps de son esprit vif, orné et judicieux. Il ne retrouvait toute sa sérénité que dans un petit nombre de sociétés intimes, telles que celle de son vieil ami Joubert, où il rencontrait presque toujours M. de Châteaubriand, M. de Bonald, et M. Clausel de Consergues qu'il appelait son *théologien*. Dans sa jeunesse Fontanes avait connu d'Alembert, dont la philosophie était fort différente. Il alla le

voir un jour, et, le trouvant malade et sans espérance, il adressa ces mots au philosophe : « *Actuellement que pensez-vous d'une autre vie ?* » D'Alembert, laissant tomber sa tête sur sa poitrine et mettant eu même temps la main sur le bras de Fontanes, lui répondit : « *Jeune homme, je n'en sais trop rien.* » Deux jours après, revenant chez d'Alembert, Fontanes rencontra *Nai-geon* qui lui dit : « *Il est mort, et « il en était temps, car il aurait « fait le plongeon.* » Ces étranges paroles frappèrent vivement Fontanes et ranimèrent en lui les sentiments religieux que sa première éducation avait déposés dans son âme. Emporté par le tourbillon du monde, il avait *une foi peu agissante*, et pourtant *une foi sincère*. Souvent il répétait le vers d'Ovide, si bien traduit par Jean Racine :

« Je ne fais pas le bien que j'aime,
« Et je fais le mal que je hais. »

Il affectionnait particulièrement ceux de ses amis qui avaient le plus de religion. Il avait dit à Pie VII, dans l'audience publique de Fontainebleau : « Toutes les pensées irréligieuses « sont des pensées impolitiques ; « tout attentat contre le christia- « nisme est un attentat, contre la « société (17). » — Lorsque l'abbé Duvoisin (depuis évêque de Nantes) publia, vers 1802, sa *Démonstration évangélique*, « Jé conceis, « nous disait Fontanes, qu'on puisse « rester incrédule après avoir lu les *Pensées de Pascal*, mais non « après avoir lu l'abbé Duvoisin. » — La Bible, qui lui a inspiré de si beaux vers, était son livre favori,

(17) Voy. l'excellente *Histoire de Pie VII*, par M. le chevalier Artaud, 2^e édition, t. 1^{er}, pages 496 et 507.

ans ses moments d'affliction
ttement : « On ne peut
er, disait-il, *quelques con-
ons que là.* » — Dès la pre-
teinte de la maladie qui
M^{me} de Fontanes donna
aller chercher le médecin :
ences, dit le malade, *par-
chercher M. le curé;* » ce
it. Fontanes était humain,
ant, généreux, souvent jus-
unificence. Il n'avait pas été
heureux, et ne l'avait point
publiait lui-même les se-
il avait trouvés dans les ap-
a première jeunesse. Il les
avec plaisir, et ne se croyait
ite envers eux, en leur pro-
son tour de l'aisance dans
ers de fortune (18). —
ant pour tout le monde, il
tout pour les jeunes gens
ébuts littéraires annonçaient
véritable. Il les encourage-
se faisait leur prôneur, leur
pour ainsi dire, leur père;
il les recommandait aux
de l'académie française (ce
ten mourant pour M. Ville-
i en effet l'y a remplacé),
e était bien certaine d'é-
andidat digne d'elle et de
R—R.

TECHA (JEAN-ALPHONSE
médecin espagnol, était
1560, à Daimiel, suivant

ne citerions ici que M. le chevalier de
il appela au conseil de l'université
à la tête de son secrétariat. M. de
vau depuis long-temps par plu-
sages distingués, jouissait, avant la
le 1789, d'une fortune et d'un cré-
dibles, dont il fit un noble usage,
ers littérateurs de cette époque, et
pour Fontanes.

le comme mal J.-Ant. de Fontechia
bieth, botan., I, 404, II, 678.
dans son *Manuel du libraire*, indique
égier au mot *Alonso*, qu'il a cru
le nom de l'auteur, puisque, au mot
renvoie à celui-ci.

Nicol. Antonio. Ayant été pourvu
d'une chaire de médecine à l'univer-
sité d'Alcala, il la remplit d'une ma-
nière brillante. Il fut récompensé de
ses travaux par le titre de chevalier
de l'ordre de Saint-Jacques, et mon-
rut vers 1620. On connaît de lui :
I. *Medicorum incipientium medi-
cina : seu medicinarum christianarum
speculum*, Alcala, 1598, in-4°. L'auteur traite dans cet ouvrage de
l'obligation où sont les médecins de
ne permettre l'usage des aliments
gras à leurs malades et de ne les
dispenser du jeûne que dans les cas
de nécessité. II. *Diez privilegios
para mugeres preñadas.* — *Dic-
cionario medico de piedras, plan-
tas, fructos, yervas, flores, enfer-
medades*, etc., ibid., 1606, in-4°,
volume rare et recherché. Deburc
a donné la description dans la *Bi-
bliographie instruct.*, n° 1858. Le
traité des droits et des privilèges des
femmes enceintes contient des détails
de mœurs très-intéressants et qu'on
aurait peine à trouver ailleurs. Le
Dictionnaire médical forme une
partie séparée de cent cinquante-huit
feuillets, qui manque quelquefois. III.
De anginis disputatio, ibid., 1611,
in-4°. Cette thèse mérite encore
d'être consultée. W—s.

FONTENAY (le marquis de),
chef d'escadre. *Voy.* BASTARD
(*Denis de*), LVII, 275.

FONVIELLE (BERNARD-
FRANÇOIS-ANNE), fut de nos jours le
type de ces Gascons politiques, qui
non seulement viennent partout, com-
me le disait Henri IV, mais se mêlent
de tout, ont tout fait, et sont propres
à tout faire. Rien que l'on ait beau-
coup écrit et beaucoup parlé de ce
laborieux écrivain, bien qu'il ait lui-
même composé ses mémoires en qua-
tre énormes volumes, nous n'osons

pas présenter avec une entière confiance tous les faits de sa biographie, tant il y a de variations sur ces faits, tant ils ont donné lieu à des démentis et à des controverses. Ce qu'il y a de plus sûr, c'est qu'il naquit à Toulouse en 1759, probablement d'une très-honorable famille de la bourgeoisie, mais à laquelle il a attribué une origine nobiliaire, joignant à son nom la particule *de*, avec le titre de chevalier, et prétendant même que le sang des anciens rois d'Aragon coulait dans ses veines. Il a dit que M^{me} de Fonvielle était nièce de Mourre et du comte de Barras, directeur de la république, dont la noblesse était aussi ancienne que les rochers de la Provence. Quoi qu'il en soit, on ne peut nier que l'illustre race de B.-F.-A. Fonvielle ne fût un peu déchuë; car, bien que l'aîné de sa famille, il était tout simplement, avant 1789, un employé de la régie des aides à Perpignan. La révolution vint, il est vrai, lui ouvrir une large carrière, et quoiqu'il ait prétendu en avoir, dès le commencement, repoussé tous les principes, il ne tint qu'à lui d'être secrétaire-général de l'assemblée provinciale de Roussillon. L'un des fondateurs du premier club qui s'établit à Montpellier, il est certain, puisqu'il l'a dit lui-même, qu'il y manifesta si hautement des principes contre-révolutionnaire, qu'on lui donna le surnom de *l'abbé Maury*. En 1791, il fut secrétaire de l'assemblée électorale du département de l'Hérault pour la nomination des députés à l'Assemblée législative; et, si l'on en croit ses mémoires, il y combattit avec tant d'énergie le parti de la révolution, qu'il n'essuya pas moins de sept coups de fusil, de la part de ses collègues du club.

Echappé par un miracle év horrible complot, Fonvielle fugia à Marseille, où il é maison de commerce et o bientôt un tel ascendant qu simple secrétaire d'une fit fermer le club de cet donna par son énergie l au soulèvement qui éclata dans les départements m contre la Convention. S'étant mis à prêcher co rannie conventionnelle, il par cet apostolat, dans seq ments qu'il parcourut, un tion complète, qui eût sau ce de l'épouvantable règ bespierre, s'il eût trou hommes aussi courageu mais tout le monde alors Fonvielle seul, bravant m l'assemblée nationale qui nominativement hors la lo vint jusqu'à Lyon, où on tout-à-coup général. On s lui donner le commande corps d'armée avec leque sur les derrières de G marchait contre Marseille failliblement exterminé conventionnel, si, par ans ple de cette fatalité qui poursuivi, des intrigues pas privé d'un comman l'on s'était un peu hâté de il est vrai, puisqu'il n'a porté un mousquet ni une alors de se restreindre a civiles, Fonvielle fut un d les plus distingués de l'ass partementale qui prépara tion lyonnaise, et il en e même de sa main, et en lut à-corps, des députés de l

(1) Nous sommes obligés de malgré les plus soigneuses reu n'avons trouvé aucune trace d dans le *Moniteur*, ni dans le *M*

vaient osé y conseiller de
à la Convention. Après
il sortit de Lyon peu
nt le blocus ; et se rendit
uis à Toulon qu'occu-
nglais. Il sortit de cette
x, parcourut l'Espagne,
alla visiter à Vérone le
VIII, auquel il dédia sa
Louis XVI. Ce prince,
bablement convaincu et
de tout ce qu'il raconta
et son courage, lui ac-
aveur extrêmement rare,
nous croyons sans exem-
un diplôme qui attestait
ment et le recommandait
puissances de l'Europe.
es étonnés que, muni
pièce, le chevalier de
t alors osé rentrer en
elle pouvait lui devenir
Il retourna d'abord à
l composa une tragédie
eau de cette ville, Collot
Cette pièce allait être
eût sans doute obtenu
cés, lorsque la révolu-
cadémiaire obligea l'au-
re la fuite. Il se rendit
où il essaya de rétablir
commerce, et de rattrai-
at mille francs qu'il y
; mais bientôt, reconnu
comme émigré, il ne dut
sis son salut qu'à son
à la vigueur de son
t réfugié à Paris, il y
ément au moment où la
u 18 fructidor faisait
e parti révolutionnaire.
ncertier, et bien qu'il
connu dans cette ville,
y donna beaucoup de
et courut encore de
ers pour la cause des
e fut alors que, sur

le boulevard, seul il fit *pirouetter*
comme des toupies deux soldats qui
avaient insulté des jeunes gens coiffés
en cadennettes (signe de royalisme).
Dénoncé dans le même temps par le
journaliste Poultier comme agent
de Louis XVIII, il se plaignit hau-
tement de cette calomnie auprès du
ministre de la police lui-même, et
menaça le *folliculaire de le rouer*
de coups de bâton; ce qui lui réussit
merveilleusement, puisque dès-lors
personne n'osa plus lui dire un mot,
quoiqu'il fût bien réellement, comme
il l'assure lui-même, en corres-
pondance avec un ministre du roi.
Il fit ensuite sans obstacle un voyage
en Espagne dans un but purement
financier; puis à Marseille où il
vendit tout ce qu'il y avait laissé, et
revint enfin à Paris, où l'on a dit qu'il
tint un hôtel garni et un restaurant;
mais il paraît que ce fait appartient à
son frère, et c'est une des circon-
stances qui ont donné lieu au conte
des *Trois Fonvielle* dont nous par-
lerons tout-à-l'heure. Ce qu'il y a de
sûr, puisqu'il l'a dit lui-même, c'est
qu'il refusa de Bonaparte, alors con-
sul, une des meilleures préfectures
de France, par le seul motif qu'el-
les étaient accordées à des hommes
de la révolution. Il voulait d'ailleurs
se livrer exclusivement à la rédac-
tion de plusieurs ouvrages d'une
haute importance, commencés depuis
long-temps, et, tout en les achevant,
il publia quelques écrits de circon-
stance qui lui firent des amis et
des appuis auprès du gouvernement.
Les *Résultats possibles de la jour-
née du 18 brumaire*, et la *Réfuta-
tion* de l'ouvrage de Genis sur les
finances de l'Angleterre (*Voy.*
Genz, au Supp.), lui valurent surtout
d'utiles protections et bientôt des
avantages qu'il n'était plus dans son

système de refuser, et dont, après tant de pertes et de sacrifices, il commençait d'ailleurs à avoir grand besoin. Il paraît même que poussé par ses amis et ses parents il se décida enfin à solliciter quelques faveurs du maître de la France ; et ce qui est fait pour étonner, ce qui l'étonna beaucoup lui-même, c'est que ses sollicitations ne furent pas écoutées dès le premier instant. Il avait écrit à Bonaparte : « Lorsque j'ai fait au « gouvernement *l'honneur de lui « offrir mes services...* » Quand on vint lui dire que le premier consul refusait de l'employer, il s'écria fièrement : « Tant pis pour lui, je « m'en moque, et je me passerai « de lui... » Mais lorsqu'il fut empereur celui dont le plus grand mérite est, sans nul doute, d'avoir su connaître les hommes et mettre chacun à sa place, Napoléon reconnut ses torts, et il s'empressa de donner à Fonvielle un très-bel emploi au ministère de la guerre. Alors s'ouvrit pour celui-ci une ère très-réelle de prospérité, qu'il n'a peut-être pas assez appréciée. Il obtint encore par le crédit du comte de Cessac, à la banque de France, une espèce de *sinécure* fort bien rétribuée, à laquelle il ajouta quelques affaires, avec l'exploitation d'une carrière de plâtre ; enfin il était parvenu à se faire trente-cinq mille francs de rente. C'est alors qu'il se maria et que bientôt entouré d'une charmante famille, possédant à Pantin une fort jolie maison de campagne, il était le plus heureux des mortels. Mais ce bonheur était lié au sort du gouvernement qui le lui avait donné, et ce gouvernement tomba au mois d'avril 1814. Le jour où Napoléon perdit sa couronne, Fonvielle perdit toutes ses places,

et à la même époque sa Pantin fut horriblement les Prussiens. De tous le lui furent enlevés dans celui qu'il regretta le plus, un *exemplaire unique et sa de ses œuvres dont s'em soldats vandales. Ce fut pendant toute une semaine les murs de la capitale immense affiche, offrant l'œuvre de cette précieuse collection mettait à celui qui la recevait une ample récompense. de tant de chagrins une l'espérance vint cependant à La famille des Bourbons monter sur le trône ; et il agi, tant souffert pour elle, rien perdu, il sera au moins magé de tous ses malheurs princes lui paient tous les a courus pour eux, s'ils seulement une partie de ses sacrifices... Cette inspiration fut à peine venue qu'il se signa auprès de tous les hommes de crédit ; qu'il composa et brochures, des articles de journaux et qu'il alla disant et répétant que personne n'avait donné lui des preuves de royalisme ; personne n'avait plus de reconnaissance du roi ; il manda à la fois un ministre, une préfecture ou une direction, nous ne pouvons nier aussi capable d'occuper les places que la plupart des hommes en obtenaient alors, et réellement peine à comprendre, pendant quinze ans de sollicitations, le pauvre ne put rien obtenir, pas même de ces décorations que l'on donne à tout le monde, et qu'enfin il dut se parer du ruban*

adoute le pape, plus juste
 rable, eut la générosité
 yer. Et pendant tant de
 des, sa femme et ses cinq
 rent aux prises avec les
 besoins, comme on le
Note confidentielle au
 deauville, où il résume
 longs sacrifices : « Sans
 la perte de mon état en
 mes pertes à Montpel-
 Marseille, à Toulon, à
 sans parler de tout ce
 dans toutes ces villes,
 dans la Drôme, dans
 dans Lyon, dans le
 pour opérer le triom-
 à laquelle je n'ai
 massacrer toutes mes fa-
 pendant trente-cinq ans,
 avec une ardeur que
 III jugea trop peu com-
Mémoires, III, 94),
 mes biens, mon repos,
 tous les miens, et exposé
 ma vie, bravant tous les
 affrontant tous les obsta-
 A tout cela Fonvielle
 avait écrit jusqu'à trente-
 pour préparer, célé-
valider le retour des
 On ne conçoit pas en vérité
 que temps d'effusion et
 comme celui où Fonvielle
 ainsi, aucun de ses rai-
 n'ait pu toucher ou con-
 ministres du roi, et que
 deauville se soit borné
 le 3 mai 1825, cette sé-
 plants réponse : « D'après
 règlements très-positifs,
 reconnu que vos récla-
 me peuvent être accueil-
 Ce qu'il y eut de plus
 encore pour le malheu-
 rier, c'est que dans le
 pe le journal *l'Oriflam-*

me publia un article assez bizarre,
 intitulé : *les Trois Fonvielle*, où
 se trouvaient rapportés quelques pas-
 sages de ses écrits et notamment de
 son *Essai sur l'état de la France*,
 imprimé en 1796, et de ses *Essais*
historiques, critiques et apolo-
gétiques, imprimés en 1804, où
 il lui était échappé quelques traits as-
 sez vifs contre la monarchie des Bour-
 bons, ainsi que des apologies de la
 révolution très-positives et fort opo-
 posées aux doctrines qu'il professait
 alors. Ce fut en vain que, sans se dé-
 concerter, il répondit à une attaque
 aussi intempestive que ses écrits lui
 avaient fait beaucoup d'honneur à
 l'époque de leur publication parmi
 les royalistes ; mais « qu'aujourd'hui
 « quelques esprits tortus (comme il
 « y en a tant dans ce parti si bête
 « et par cela même si ingrat) ne
 « devaient pas éplucher des expres-
 « sions, des tournures de phrase,
 « commandées par l'état de choses
 « de ce temps-là pour l'efficacité
 « même des prédications monarchi-
 « que ; que d'ailleurs quelques ex-
 « pressions éparses dans des écrits
 « reconnus utiles ne devaient pas
 « le dépouiller lui et sa famille de
 « tous ses mérites politiques. »
 Rien ne put le réhabiliter auprès des
 ministres de Charles X, ni dans l'o-
 pinion de ce parti si bête et si in-
 grat. Tant que dura la monarchie
 de la branche aînée des Bourbons,
 Fonvielle n'obtint (ostensiblement
 du moins) ni secours, ni emplois.
 Nous ne pensons pas qu'il ait été
 plus heureux après la révolution de
 1830 ; et nous sommes forcés de
 dire qu'à la honte des rois qu'il avait
 servis pendant trente-cinq ans, il
 mourut en juin 1837, dans l'état
 voisin de l'indigence. Jus-
 ses derniers moments se pla

pouvoir, il avait publié peu de temps avant sa mort, sous le titre de *L'École des ministres servant de clôture aux Mémoires historiques de l'auteur*, un ouvrage dédié à M. Thiers, et dans lequel ce ministre était violemment attaqué. On y voit deux portraits de Fonvielle, l'un à 38, l'autre à 76 ans. Ainsi la postérité n'aura rien à désirer; elle saura tout ce qu'elle doit savoir sur un homme aussi célèbre. La liste des écrits de Fonvielle soit en prose, soit en vers est nombreuse; ils ont été l'objet de tant de doutes et de controverses que nous ne pouvons garantir qu'elle soit aussi complète et aussi exacte que nous aurions voulu la donner. Outre ceux que nous avons déjà indiqués, nous citerons : I. *Collet dans Lyon*, tragédie en vers, en 5 actes, sous son nom de ville, n.d'imprimeur, an III (1795), in-8°. II. *Fonvielle à J.-M. Chénier*, membre de l'Institut, législateur, philosophe et poète avec privilège, Paris, 1790, in-8°. L'auteur eut alors quelques démêlés avec le poète conventionnel, qui le désigna ainsi dans une de ses satires :

Fonvielle en un poëte que nous louons,

III. *Les Mœurs d'Aïer*, satire avec cette épigraphe : *Fait indigne de la versas*, Paris, 1799, in-8°.

IV. *Essai des poëtes*, ibid., 1800, in-8°.

V. *Considérations sur la situation commerciale de la France au douzième siècle*, sur les conséquences de la commotion qu'elle a éprouvée pendant vingt-cinq ans, etc., ibid., 1814, in-8°.

VI. *La Théorie des factieux dévoilée et jugée*, ses résultats, ou *Essai sur l'abus de la France*, in-8°.

Débat sur le budget des soins, sur le projet sur la théorie moderne, sur nos résolutions politiques d'emprunt pour acquiescence de guerre, VIII. *Ode à la patrie*, 8°. IX. *Condé mon ge à la mémoire*, *Condé* (stances), 18. *Examen critique en tableau de M. G. lion et Galathée*, in-8°. XI. *Louis XI des peuples*, tragédie dédiée en 1794, à sous le titre d'*Isle*, Paris, 1820, in-8°. *congrégation de l'extrait du Mercure*, 1820, in-8°. XII. *Espagne*, en 1798, in-8°. XIII. *Fi...*, Paris, XIV. *La guerre d'Espagne*, en stances réglées, in-8°. XV. *1* *duction des rentes*, *projet de rapport fi* *bre des pairs*, 1824. *Les Trois Fonvielle* leur honorable et inou Justification éclairée de Fonvielle jamais dans ses droits aux bontés du roi des ministres, etc. in-8°. XVII. *Note confidentielle dictée* *finie la plus absolue* *esprit, la sagesse*, et l'équité de M. de L. et destinée à justifier valier de Fonvielle et outragants dédiés à la mémoire de son père.

Très-humil & très-honorables la chambre des députés, in-8°. XIX. *Contre-révolution, mémoires et du porte-voix des igno-* 1828, in-8°. Il faut y joindre : 1° un grand recueil de comédies que j'ai d'abord séparées dans la collection des dramatiques; 2° des fables, dédié au roi, avec un supplément imprimé; 3° le recueil périmé : *Académie des* 1824-1828; et enfin les *moniques*, 4 vol. in-8°, d'une de Fonvielle a par un d'une famille 1825, in-8°. M.—D. J. LINS (JEAN-FRANÇOIS). *orateur* a déjà un article *graphie universelle*, 1822; mais comme il m'est, nous y ajouterons la liste de ses ouvrages mentionnée de : I. *Chronopiscoporium Belgii...* I. D. de Castillon, *ad annum* 1719 edita, *opus præsens continens*, 1761, in-8°. II. *de Mechliniensis a* 1759, *quo obiit.. Thom.* J. R. E. cardinalis de Bruxelles, in-fol. 13 pp. *et quinti sæculi canonibariensium carmine* Bruxelles, in-4°. Il a laissé : I. *Mechlinia Christo resens*. Le manuscrit en 3 vol. in-4°, est à la de Bourgogne; il avait MM. Van Meldert et

Nuewens. II. *Doctores S. theologie ac professores qui supremum hunc titulum adepti sunt Lovanii*, se trouve dans la bibliothèque de M. Van Hulthem, qui vient d'être achetée par l'état, sur la proposition de M. le ministre de Theux. III. *Promotiones in artibus ab erectione universitatis Lovaniensis usque ad ann. 1766*; dans la bibliothèque de l'état à Bruxelles, fonds Van Hulthem. IV. *Institutio archiepiscopatus et archiepiscopi Mechliniensis*; Catalogue de Swerte, Bruxelles, 1787, p. 6, n° 86. V. *Bibliothèque historique des Pays-Bas, contenant le catalogue de presque tous les ouvrages, tant imprimés que manuscrits, qui traitent de l'histoire, principalement des XVII provinces, avec des notes*. Ce manuscrit in-fol. a passé de la bibliothèque du comte de Cobentzel dans celle de Bourgogne. Le fonds Van Hulthem et M. le vicomte Dejongh, à Bruxelles, en ont des copies : c'est, du reste, un travail qui est aujourd'hui de peu d'importance. VI. *Bibliotheca belgica*. Foppens avait un exemplaire de cet ouvrage, intercalé de papier blanc, sur lequel il a fait des corrections jusqu'à sa mort (il finit ses jours en 1761, à 72 ans). Il avait fait aussi, sur des feuilles détachées, un Supplément qu'il laissa à M. Jacques Goyers, alors lecteur en théologie au séminaire de Malines, depuis curé de Haren et d'Hamelgem, enfin, chanoine d'Anderlecht. Ces deux ouvrages sont à la bibliothèque nationale, à Bruxelles, fonds Van Hulthem. VII. *Histoire du conseil de Flandre, depuis son érection, en 1386, jusqu'à l'année 1758*, in-fol. de 274 p., à la bibliothèque de Bourgogne. VIII. *Notice des archevêques*

et évêques des Pays-Bas, après leur érection, l'an 1559, avec leurs armoiries et inscriptions sépulchrales. Le manuscrit original, avec quelques notes de Verdussen, est à la bibliothèque de l'état, fonds Van Halthem. IX. *Chronicke Van Mechelen*, Catalogue Van Meldert, Malines, 1780, p. 129, n° 1525. X. *Analecta historica de vita et gestis Antonii Perrenot de Granvella*, ibid., p. 132, n° 1557. XI. *Mémoires pour servir à l'histoire du conseil privé*, in-4°, ibid. p. 132, n° 1559. XII. *Analecta de Thoma Van Thielt, pseudo-abbate S.-Bernardi*, ibid., p. 132, n° 1561. XIII. *Necrologium Belgicum... ab anno 1640 ad ann. 1759*, in-4°, fonds Van Halthem. XIV. *Decan. ecclesiar. collegiatar. sanctar. Monegniensis Chimacensis*, in-fol., Catalogue I^{er}, Saptander, Bruxelles, 1767, p. 23, n° 247. XV. *Instructio decanorum christianitatis, diocesis Brugensis*, in-4°, ibid., p. 56, n° 650. XVI. *Ecclesia collegiata, S. Petri in Anderlecht*, ibid., p. 56, n° 650. XVII. *Canonicorum Leodiensium series*, ab anno 1582 ad ann. 1747, ib., p. 140, n° 1738. XVIII. *Collectanea sacra Brugensis et Ostendana*, in-fol., bibliothèque de Bourgogne. XIX. *Histoire ecclésiastique des Pays-Bas*, servant de second volume à celle de Gazez, in-fol., ouvrage utile qui commence en 768 et finit en 1759. Il y a une lacune entre les années 1536 et 1559. XX. *Histoire du grand conseil de sa majesté*, in-fol. de 331 feuillets (1503-1759), avec armoiries et portraits, à la bibliothèque de Bourgogne. XXI. *Histoire du conseil de Brabant*, in-fol. de 418 feuillets, au même dépôt. XXII. *His-*

toire du conseil de fol., non terminée, en nées 1389 - 1788, XXIII. *Fasti seu nati gii ac Burgundiar*, ornées de portraits raphé de Bourgogne sieurs *Recueils pour clésiastique et civil Bas* (Voy. l'introduction de Vander Vynckt, s des Pays-Bas, p. xvi.

FORBES. (JACQ anglais, né à Londres tit à l'âge de seize s obtint un emploi das de la compagnie des bay et se rendit à s Son goût pour les exci cida bientôt à sollici et il en profita pour différentes contrées de accompagnait ses obser sing recommandables p tude et leur délicates nait une correspondan avec ses amis et ses p rope, où il vint trois li sept ans de séjour dan rant lesquels il avait oc emplois honorables e lucratifs, il retourna dans sa patrie, où il a propriété et se maria pendant sa passion po le dominait, et il ne siter l'Italie, la Suisse gne, dessinant partout fixaient son attention ments de la révolution péché de venir en F dès que l'intervalle de vit le traité d'Amien mit, il s'embarqua poi et traversa la Belgiq s'arrêtait partout, il lentement, de sorte qu

d'éclater lorsqu'il entra en 1803. Le lendemain son arrivée, il fut compris dans la mesure qui tous ses compatriotes communièrent à Verdun. Heureusement qu'il était membre de la société de Londres; l'Institut de France s'intéressa en sa faveur, ainsi que toujours pour les personnes attachées à cette compagnie savante; et les siens furent rendus à Paris. Quand la tranquillité se rétablit en Europe, il se bâta de partir pas vers Paris et dans les provinces du royaume. Cette année même, il revint ses foyers, mais encore en 1819, dans le projet d'aller à Stuttgart voir sa femme qui avait épousé M. le comte Montalembert, ministre plénipotentiaire de France près du roi de Bavière. Une maladie violente ayant atteint à Aix-la-Chapelle mourut le 1^{er} août. On trouve en anglais : I. *Lettres de France, en 1803 et contenant une peinture détaillée de Verdun et un exposé de la situation des prisonniers dans cette ville*, Londres, 2 vol. in-8°. II. *Réflexions caractéristiques des Hindous, et importance de la conversion au christianisme*, ibid., 1810. III. *Mémoires sur l'Orient, composés d'une suite de lettres adressées à des amis, durant dix-huit ans de séjour dans l'Inde, avec des observations sur les mœurs et le pays de l'Amérique du Nord et la frique*, ainsi que la relation de quatre voyages aux Indes, 1813, 4 vol. in-4°. Ces ouvrages, dont les figures sont soignées, offrent des détails nombreux et intéressants sur les mœurs des peuples.

ples et sur la géographie. Forbes est un observateur calme et réfléchi; il juge sainement, et partage, sur l'utilité de prêcher l'Evangile aux Hindous, les sentiments de Cl. Buchanan (*Voy. ce nom*, LIX, p. 411), sentiments qui sont ceux de plusieurs hommes recommandables de cette nation. Forbes a laissé beaucoup de porte-feuilles remplis de plusieurs milliers de dessins produits de son crayon. E—s.

FORBIN (GASPARD-FRANÇOIS-ANNE DE), mathématico-théologien, dont Barbier (*Exam. des Dictionn.*, 342) a signalé l'omission dans la *Biographie universelle*, était de la même famille que le célèbre comte de Forbin (*Voy. ce nom*, XV, 239). Né le 8 juillet 1718, à Aix, il fut reçu presque au berceau, chevalier de Malte, et fit ou dut faire dans sa jeunesse quelques courses sur les galères de l'ordre. Son penchant pour les études abstraites l'engagea de bonne heure à renoncer au service pour se livrer entièrement à l'examen des théories scientifiques; mais ce fut avec plus de zèle que de succès. Après avoir eu le malheur de se ranger parmi les adversaires de Newton, qu'il était incapable de comprendre, il eut celui de se mettre en opposition avec l'académie des sciences, sur les principes de la géométrie. Les idées singulières de Forbin purent bien faire sourire les géomètres de l'académie; mais elles ne lui attirèrent pas, comme le dit Barbier, la haine des mathématiciens, puisque aucun ne daigna prendre la peine de le réfuter. Il mourut vers 1780, aussi complètement oublié que ses écrits, tous anonymes. En voici les titres : I. *Accord, ou Traité dans lequel on établit que les voies de rigueur, en matière de religion,*

blessent les droits de l'humanité, Paris, 1753, 2 vol. in-12. Cet ouvrage, attribué par M. Quérard au chevalier de Forbin (*France littér.*, III, 160), n'a pas été connu de Barbier. II. *Accord de la foi avec la raison dans la manière de présenter le système physique du monde et d'expliquer les différents mystères de la religion*, ib., 1757, 2 vol. in-12. Les exemplaires sous la date de 1768 ne diffèrent que par le renouvellement du frontispice. Dans la première partie, l'auteur combat le principe de l'attraction, qu'il regarde comme une hypothèse fautive qui n'explique rien, et lui substitue la répulsion, au moyen de laquelle il se flatte de donner une idée nette de la création. Dans la seconde partie, après avoir prouvé l'existence de Dieu par les règles de la géométrie, il explique de la même manière les mystères de la Trinité, de l'Incarnation, etc. En terminant l'analyse de ce singulier ouvrage, Fréron (*Ann. littér.*, 1757, IV, 121) déclare qu'il ne se flatte pas de l'avoir compris; mais que l'auteur lui paraît un homme de génie, qui a beaucoup lu et plus encore médité. III. *Exposition géométrique des principales erreurs de Newton, par la génération du cercle et de l'ellipse*, Paris, 1761, in-12. L'auteur, dit Lalande (*Bibl. astronomique*, 477), ne comprenait pas la loi du mouvement rectiligne. IV. *Éléments des forces centrales*, ibid., 1774, in-8°. Forbin a laissé en manuscrit: *Exposition des droits de la puissance temporelle en matière de religion*. Le manuscrit autographe se trouvait dans le cabinet de Detune, libraire à la Haye. Voy. son *Catalogue*, 1785, in-8°.

W—s.

FORCELLINI (Mariano), italien, né à Cône, dans la Marche Trévise, fut destiné par ses parents à la carrière ecclésiastique; mais, n'ayant aucune vocation, il abandonna les études théologiques pour celles de la philosophie. Reçu docteur à l'université de Padoue, il alla à Venise pour y exercer sa profession. S'y étant lié avec Lestasio, le plus élégant poète de l'époque, Forcellini se consacra à veiller en lui la passion de la poésie et le besoin de se livrer aux études littéraires. Les ouvrages de Speroni étaient presque inconnus en Italie: on en avait fait des traductions incomplètes et fourmillantes. Forcellini et son ami se proposèrent de donner une traduction complète, et, après quelque temps de travail assidu, ils parvinrent à publier en 5 vol. in-4° en 1740. Dans le dernier volume, Forcellini inséra une notice intéressante sur cet auteur. Foscarini en a fait de grands usages dans son *Histoire des auteurs italiens* (Voy. FOSCARINI, XI). Les deux amis songèrent, quelques années plus tard, à mettre leur poésie en commun, et publièrent en 1745, un poème en trois actes intitulé: *Les fêtes d'Ancon*, dans la Marche Trévise. Ils réussirent à adopter un style si uni, à lier des idées et des images si bien combinées, que, si eux-mêmes ne s'en avouaient, on ne se serait guère avisé que ce poème fût le fruit de deux hommes. Admis dans l'académie d'Apollolo Zeno, Forcellini profita pour ramasser de riches matériaux qu'il donna plus tard au public en faisant imprimer la *biblioteca italiana del Forcellini*, corrigée et annotée d'après les notes d'...

(Venise, 1752, in-4°). Il a aussi les *Lettere famigliere* de Zeno (Venise, 1752); il a commencé une histoire de la langue et de la littérature italiennes, Forcellini y a fait des additions et les notes de Forcellini y a faites sont fort utiles pour lui. Reprenant son d'avocat, il s'y fit bien-tôt une haute réputation. Les Po-
renitiens le choisirent pour
 esser criminel dans les tour-
 ils faisaient dans les états de
 erme. Le sénat le nomma
 ore lorsqu'il s'agit de fixer
 de propriété que la répu-
 de Venise et l'impératrice
 l'hérèse réclamaient respecti-
 sur les rives du Tartaro,
 Mantouan. Accablé par l'âge
 les infirmités, Forcellini se
 Saint-Salvador, fief de la
 mille Collalte, qui le nomma
 ses terres. Il mourut dans
 traite en 1794. M. Gamba
 les *Lettere famigliere* de
 in, Venise, 1835, in-4°, et
 du compte de quelques pe-
 is du même, insérés dans
 des collections. — FORCEL-
gidio, son frère, est l'auteur
and Lexicon latin (*Voy.*
 18).

Z.

FORESTIER (HENRI), géné-
 ral vendéen, était né à la Pomme-
 raye en 1775, fils d'un pauvre cor-
 donnier, et ne reçut un peu d'éduca-
 tion que parce que sa physionomie
 et la vivacité de son esprit avaient
 frappé une dame de ce village qui le
 fit élever à ses frais, sous la condition
 qu'il se destinerait à la carrière ec-
 clésiastique. La guerre civile ayant
 éclaté dans cette contrée en 1793,
 lorsqu'il avait à peine dix-sept ans,
 il prit les armes pour la cause de la
 monarchie comme tous les hommes
 de son âge, et combattit avec tant de
 distinction et de valeur que dès-lors
 on le nomma *le preux chevalier*.
 Au combat de Beaupréau, ce fut lui
 qui, après avoir décidé le premier
 rassemblement dans le village de
 Bauge par ses exhortations et son
 exemple, marcha sur Saint-Florent,
 prit les canons de l'ennemi et les
 tourna contre les grenadiers républi-
 cains qui, saisis d'épouvante, se re-
 tirèrent aussitôt. Ce fut encore lui
 qui gagna la bataille de Génetaux,
 d'où il se porta sur Jallais; après
 quoi il surprit et battit un détache-
 ment sorti de Chalonnes, et s'empara
 des fusils avec deux pièces de canon.
 Lorsque tous les corps royalistes
 réunis formèrent une masse qui prit
 la dénomination de grande armée,
 dirigée par un conseil de neuf mem-
 bres, Forestier, malgré sa jeu-
 nesse, fut un de ces membres. Il
 eut le commandement d'une divi-
 sion, et fit, à la tête de cette
 troupe, des prodiges de valeur,
 contre le général républicain Du-
 houx. Ce fut encore lui qui exécuta
 le fameux passage du pont Vêrin et
 de la digue du moulin de Givry, où il
 se jeta dans l'eau, suivi de trois cents
 cavaliers qui traînaient à la queue de
 leurs chevaux trois cents fantassins

Forestier ne se distingua pas moins aux batailles de Doué, de Montreuil et de Saumur; et c'est alors qu'il fut nommé général de la cavalerie. A Châtillon, étant tombé dans une embuscade, il eut son cheval tué sous lui; mais il conserva une telle présence d'esprit que la troupe républicaine qui l'avait ainsi surpris fut elle-même faite entièrement prisonnière. A Vihiers, il répara par un brillant succès contre l'armée de Sauterre le désastre de Luçon. Son cheval fut encore tué dans cette occasion, percé de balles et frappé d'un boulet. Ayant mis pied à terre, il marcha l'épée à la main contre une espèce de redoute établie dans le cimetière, s'empara de ce poste important, et fit prisonnier tout le corps de grenadiers qui le défendait. Il eut beaucoup de part à la victoire de Saumur, où les royalistes s'emparèrent de quarante pièces de canon, et firent sept mille prisonniers. Après le passage de la Loire, il commanda encore toute la cavalerie vendéenne dans cette désastreuse expédition; et, lorsque la défaite du Mans eut rendu toute résistance impossible, il alla se réunir presque seul à un corps de Chouans dans la forêt de Gâvres, et passa ensuite sous les ordres du comte de Puisaye. Ce général ayant voulu surprendre la garnison de Rennes, au commencement de 1794, donna à Forestier le commandement de son aile gauche. Celui-ci combattit encore avec beaucoup de valeur dans cette occasion; mais l'entreprise était difficile et mal combinée. Ayant passé dans le Morbihan, il fut un des lieutenants de George Cadoudal; puis il se rendit en Angleterre. En 1799, il reparut dans le Haut-Anjou à la tête d'un parti d'insurgés. Mais, après avoir eu quelque succès à Ma-

reau contre les républicains mis hors de combat à Ceri ne reparut qu'à la pacification fut amnistié, et vint à Paris l'année 1801. Il se rendit à Bordeaux, et, quoiqu'il fût délégué par la police, il s'y procura se-port pour Bayonne, d'où en Espagne, puis à Londres la rupture du traité d'Amiens restier fut chargé, conjointement son ami Ceris, de soulever la pour la cause des Bourbons. séquence il débarqua en Po 1803, se rendit à Bordeaux Bayonne, muni d'instructions par le gouvernement. Le maréchal Lannes, alors à Lisbonne, ayant donné cette entreprise à la police tier fut recherché, mais inutile il avait en Guienne des amis entre autres dans la famille chejaquelein, et surtout une Saluce chez laquelle il trouva jours un asile sûr et comme opérations devaient coïncider celles de George à Paris, et dire jusque dans la Vendée et tes, où il y avait aussi une tenue par Dupérat. La découverte de la conspiration de Georges n'empêcha pas toutes les espérances de Forestier : il partit pour l'Angleterre, mais il laissa Ceris à Paris avec ses instructions; ce qui le rejoignit que six mois plus tard. Les deux s'embarquèrent pour l'Angleterre dans le Ferrol. Ses longues fatigues et plusieurs blessures graves avaient altéré sa santé. Il mourut le 14 septembre 1806. C'était un homme bien élevé, aussi bien spirituel, et doué des formes séduisantes. Les Vendéens appelaient leur *Achille*. B.

FORKEL (JEAN-NICOLAS),
 son, né le 22 février 1749,
 aux environs de Cobourg,
 d'un pauvre cordonnier, qui
 avec les maigres profits de
 un mince salaire comme
 son village. Doué cepen-
 goût prononcé pour la
 le jeune Forkel n'avait pas
 eine à recevoir, fût-ce de
 re d'école, quelques notions
 auquel personne n'est étran-
 Allemagne. Ayant déniché
 grenier paternel un vieux
 il en répara lui-même les
 adapta tant bien que mal
 le, puis se mit, dans tous
 ts perdus, à faire courir ses
 r l'épINETTE. Ne manquant
 occasion d'entendre les or-
 gles, et profitant de tout ce
 ait à lui de relatif à la musi-
 parvint enfin à une certaine
 il lui suffit même de tomber
l'air fait maître de chapelle
 heson pour se familiariser
 principes de la composition.
 ositions le firent admettre,
 e de treize ans, dans le chœur
 bourg où elles ne purent
 développer; et, en 1760, il
 iter Schwérin avec le titre
 le préfet du chœur. Sa belle
 jeunesse, son habileté sur
 instruments le firent con-
 la cour, et le grand-duc
 se plut à lui donner de
 témoignages d'estime. C'est
 riter sa faveur qu'en 1769,
 ayant résolu de réparer les
 de son éducation, se rendit
 gue, sous prétexte d'étudier
 Comme au préalable il avait
 autres choses à apprendre, il
 aus dans cette académie. Il
 iter que ni les grammaires lati-
 ecque, ni les littératures an-

ciennes, ni les Institutes et les No-
 velles ne l'occupèrent tout ce temps.
 La musique était toujours son objet
 de prédilection, et c'est à elle qu'il
 demandait les moyens d'exister à
 Göttingue. Finalement le décennal
 élève en droit reçut, non point un bon-
 net de docteur, mais le titre de di-
 recteur de musique de l'université
 de Göttingue. Cette place, plus ho-
 norifique que lucrative, avait pour-
 tant l'avantage de le mettre en vue :
 homme d'art et homme de science,
 n'ayant d'ailleurs aucune espèce
 d'ambition, il vivait heureux de
 son sort, entre les leçons qu'il don-
 nait et qui jamais ne pouvaient lui
 manquer, les concerts académiques
 d'hiver qu'il dirigeait en vertu de
 son titre, et les études profondes
 auxquelles il ne cessait de se livrer.
 Il se forma une magnifique bibliothè-
 que musicale, et l'on peut dire sans
 exagération que personne n'a jamais
 connu aussi à fond l'histoire de la
 musique. Outre les richesses de sa
 collection particulière, il avait ex-
 ploré celles de la bibliothèque de
 Göttingue, et même celles de beau-
 coup d'autres bibliothèques. En
 1801, il avait visité dans un but
 scientifique Leipzig, Halle, Dessau,
 Berlin, Dresde, Prague, partout fouil-
 lant, partout trouvant des richesses
 inattendues. Les couvents de la Bohême
 surtout avaient été pour lui des mi-
 nes opulentes. D'autre part, sa réputa-
 tion, fondée sur des faits à la connais-
 sance de tous, le mettait en rapport
 avec les maîtres les plus habiles de
 l'Allemagne, et la correspondance
 qu'il entretenait sans interruption
 avec eux le tenait au courant d'une
 infinité de détails contemporains ou
 passés. Aussi vit-il l'université de
 Göttingue lui conférer spontanément
 le doctorat (1787), et les acadé-

musicales de Stockholm (1804) et de Livourne (1811) inscrire son nom sur la liste de leurs membres. Toutefois lorsqu'il sollicita de la ville de Hambourg la place de Bach (Emm.), qui venait de mourir, il eut le chagrin de voir ses demandes éludées. Sa mort eut lieu le 17 mars 1818. On a de Forkel, entre autres ouvrages : I. *Histoire générale de la musique*, Göttingue, 1788 et 1801, 2 vol. in-4°. Ce livre ne pouvait être composé qu'en Allemagne et par un Allemand ; c'est sans contredit le plus profond, le plus savant qu'ait inspiré la matière : toutes les opinions, celles mêmes qu'il blessait, se réunirent dans les mêmes éloges, sinon dans le même enthousiasme (1). II. *Bibliographie générale de la musique* (Allgemeine litteratur der musik), Göttingue, 1792. Cette compilation, conçue sur le plan le plus vaste, exécutée avec un bonheur qui tient du prodige, embrasse tous les livres composés sur l'art musical, depuis les Grecs jusqu'à nos jours, et ne contient pas moins de trois mille articles, tandis que jusqu'à Forkel on n'en avait guère connu que la moitié. III. *Bibliothèque musico-critique*, Göttingue, 3 vol., 1778, etc. C'est une suite d'articles sur les compositions et les nouvelles musicales, dédiée à son premier protecteur le grand-duc de

Mecklenbourg-Schwérin. I. *Tition du premier volume* : bruit et plaça immédiatement au premier rang parmi les livres de l'art musical. Cepe lui reprocha de la partialité l'exagération. Ces imputations surtout des prétentriotes, au grand scandale d critique avait osé porter sur de Gluck une main peu révé Depuis, l'opinion allemande modifiée et les paradoxes d sur l'Iphigénie sont deventriotes proverbiales. IV. *A musical pour l'Allemagne* années de suite il publia c nach (1782-85), dont le non seulement de faire aux Allemands les composi sicales contemporaines, ma de répandre quelques not toriques et critiques sur la V. *Sur la théorie de la* Göttingue, 1777, in-4°. *veloppement de quelques sur la musique*, ibid., 178 VII. *De la meilleure o tion des concerts public* 1779, in-4°. VIII. Une ti de l'*Histoire du théâtre* d'Arteaga, avec des notozig, 1789, 2 vol. in-8°. foule d'observations, de die d'analyses dans le *Jour téraire de Göttingue*. Il laissé en manuscrit : 1° de res académiques sur la th la musique ; 2° une traduct remarques, du traité de Del sur la musique du XVII 3° *Librorum ad musicæ nentium qualiscumque co. J.-N. F. facta* (contenant tics bibliographiques, artis antres sur Agricola, les tr Benda, Haendel, Reichh

(1) Peu de temps après la publication du second volume, Forkel fit un voyage dans le but de compléter ses recherches pour la continuation de son histoire. De retour à Göttingue, en 1801, il écrivit un ouvrage sur la vie et les œuvres de Sébastien Bach, qui parut en 1801, in-4° de 64 pages. Depuis, il s'occupa exclusivement de son Histoire de la musique. Mais la masse de ses matériaux, devenue énorme, l'embarrassait, et l'ouvrage ne marcha que lentement. Cependant le troisième volume était à peu près terminé lorsque la mort enleva l'auteur. Mais on ignore ce qu'est devenu ce manuscrit ainsi que beaucoup d'autres qu'il avait laissés. F—L.

naire sur le *Traité de la*
de la musique, publié (par
 10) en 1777; 5° une tra-
 de l'*Essai sur les révolu-*
de la musique française, par
 11) 6° divers fragments
 recueil gigantesque qui eût
 été le *Monument de l'art*
 la, depuis l'invention du
 nous jusqu'à la présente
 recueil qui devait former
 12) volumes in-folio, et dont
 la, en la direction (il en
 la, prospectus et rassembla
 13) de près d'un volume;
 14) de la guerre de
 15) l'appréhension de ne pas
 16) de souscripteurs fit que
 17) ne parurent); 7° enfin beau-
 18) morceaux de tout genre,
 19) que l'on pourrait servir
 20) pour une histoire de
 21) l'Allemagne, histoire pro-
 22) posée au public, et qui eût
 23) fait de son *Histoire uni-*
 24) *de la musique*. Outre
 25) de la littérature musi-
 26) avait écrit beaucoup de mu-
 27) siquement dite, des concer-
 28) des, nouvelles pour le piano,
 29) symphonies, des oratorios, des
 30) des chansons. Comme exé-
 31) cutant sur le piano qu'il excel-
 32) le, beaucoup d'artistes ont mis
 33) sous les ouvrages de Bach,
 34) 1° le premier, à en faire
 35) son par son jeu toutes les
 36) nuances, toutes les nuances.
 37) Manuel, était pour lui le
 38) la musique, et si vraiment
 39) a jamais mérité le reproche
 40) fait, c'est quand il loue Bach,
 41) plus que quand il critique
 P—OT.

FORLENZE (JOSEPH-NICOLAS-
 chirurgien oculiste célèbre,
 à Piémont, dans le royaume

de Naples, au mois de mai 1751. A
 l'âge de seize ans, il se rendit à Na-
 ples chez un oncle qui se chargea de
 son éducation. Il entreprit ensuite
 ses premiers voyages, passa en Sicile,
 à Malte et dans les îles de la Grèce.
 Son oncle l'envoya plus tard à Paris
 pour suivre les cours de Louis et de
 Desault. Ce dernier anatomiste le
 regarda comme son élève favori, et
 Forlenze devint son ami intime en
 s'associant à ses travaux. S'étant
 aperçu qu'une des branches impor-
 tantes des sciences médicales, celle
 qui a pour objet les maladies des yeux,
 était livrée aux charlatans, il s'en
 occupa d'une manière spéciale. En
 1799, le gouvernement le nomma
 chirurgien oculiste des *Invalides*;
 c'était à cette époque que les soldats
 de l'armée d'Égypte revenaient en
 France, atteints de graves maladies
 d'yeux causées par les sables brûlants
 de l'Afrique. Il essaya aussi alors des
 expériences sur des aveugles de nais-
 sance qui n'eurent pas tout le succès
 qu'il en espérait. Ce qui l'a rendu
 célèbre, c'est l'opération de la ca-
 taracte qu'il fit à Portalis, ministre
 des cultes, et au poète Lebrun, qui
 l'a immortalisé dans cette strophe
 de sa belle ode, *Les conquêtes de*
l'homme sur la nature :

O lyre, ne sois pas ingrate!
 Qu'un doux nom dans nos vers éclate
 Brillant comme l'astre des cieux!
 Je revois en clarté première
 Chante l'art qui rend le lumère;
 Forlenze a dévoilé mes yeux.

Cette dernière expression, prise ici
 dans le sens naturel, est aussi neuve
 que poétique. Forlenze, à qui la
 médecine oculaire doit tant de pro-
 grès, n'a publié qu'un seul ouvrage :
Considérations sur l'opération de
la pupille artificielle, suivies de
 plusieurs observations relatives à
 quelques maladies graves de l'œil,

1805, in-4°. — Forlense a joui d'une parfaite santé jusqu'à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Le 22 juillet 1833, il mourut frappé d'apoplexie, au café de Foy à Paris, où il passait toutes ses soirées. F—LE.

FORLI (JACQUES DELLA TORRE, plus connu sous le nom de JACQUES de), célèbre médecin et philosophe, était né vers le milieu du quatorzième siècle, dans la ville dont il prit le nom, suivant l'usage de son temps. Après avoir professé la médecine à Bologne, il accepta la chaire qu'on lui offrait à l'académie de Padoue, et la remplit d'abord, de 1400 jusqu'à 1404, que la guerre l'obligea de s'éloigner. Rappelé dans cette ville en 1407, il y mourut le 12 février 1413, ou plus vraisemblablement 1414 (1); il fut inhumé dans l'église des Augustins, où l'on voyait son tombeau décoré de son buste en marbre. Gasparini, professeur d'éloquence à Padoue, prononça son oraison funèbre, dans laquelle il déplora la perte que la médecine venait de faire, avec tant de chaleur et d'exagération qu'il n'aurait pu, suivant Tiraboschi, (2) s'exprimer autrement s'il se fût agi de la mort d'Hippocrate. Michel Savonarole, l'un des élèves de Jacques de Forli, l'appela un *homme divin* et le place au dessus de tous les médecins de son siècle. « On ne lit plus, dit « Eloy (*Dict. de médecine*) les « ouvrages de Jacques de Forli, au- « tant pour l'obscurité du style que « pour les systèmes dont ils sont « remplis. Mais, ajoute-t-il, ceux « qui écrivent ne sont pas fâchés de « connaître les vieux ouvrages, à

« l'aide desquels ils trouvent
« quelquefois le moyen d'en
« tout nouveaux. » Les é
Forli, si dédaignés maintena
eu long-temps la plus grande
Il s'en est fait, dans le quiziè
seizième siècle, une foule d'
dont on trouve la liste dans le
les typographiques de Paris
le *Dict. d'Eloy*, etc. On se
tera d'indiquer celles qui peu
fût-ce qu'à raison de leurs da
riter encore l'attention des
I. *In aphorismos Hippocrati
positiones*, sans nom de ville
in-fol., première édition, en
rondes, d'une belle exécut
Super libros tegni Galeni
doue, 1475, in-fol., première
III. *Super generatione em
Avicennæ, cum questionib
vie, 1479, in-fol.; Bologne,*
in-fol. Ce sont les seules
connues du *quinzième siècle*
*In primum librum canon
cennæ*, Venise, 1479, i
première édition. W—

FORMALEONI (Vincenzo),
historien, né vers 1740 à
embrassa d'abord le commerce
librairie, et plus tard acquit
lier typographique, d'où son
un assez grand nombre d'ou
plus remarquables par la con
que par la manière dont i
exécutés. Il profita du loisir
laissait son commerce pour
tionner ses connaissances en
et en géographie, et s'acquit
réputation d'un savant. En 1
publia *Descrizione topogr
storica del dogado di Ve*
in-8°, avec une carte. C'est
mier volume d'une collection
lée : *Topografica descrizione
provincie venete in terra*
(voy. Coleti, *Catalogo delle*

(1) La Serna se trompe donc en annonçant que Jacq. de Forli vivait en 1430 (*Dict. bibliog.* II, 829).

(2) *Storia della letterat. ital.*, V, 264.

offici d'Italia). Formaleoni, partie historique de cet ouvrage, soutient l'opinion que Venise est d'origine d'une de pauvres pêcheurs, et cherche à prouver que sa marine, dès le principe, été sur pied respectable. Ayant découvert dans les manuscrits de la bibliothèque de Saint-Marc le *Portolano* à-dire le recueil des cartes géographiques d'André Bianco (son nom, IV, 451), il obtint du sénat, par l'abbé Morelli, la permission d'en faire graver quelques-unes, qu'il publia dans le tome VI de l'édition italienne de l'*Ateneo* *Storia dei viaggi*, une dissertation intitulée : *Illustrazione di una carta antica della costa di San-Marco che dimostra l'isola Antillia, prima scoperta di Cristoforo Colombo*. Cette publication, qui, plus longtemps exercé la sagacité des géographes et les plus célèbres, ne produisit aucune sensation en Italie. Formaleoni se vit obligé de recourir à l'édition qu'il avait produite, *Portolano* de Bianco, pour s'être déjà fait des frais assez considérables. Mais le ministre de Vercennes, informé de sa situation, lui fit passer une somme qui lui permit d'achever son commerce. Dans le même temps, Toaldo (*Voy.* ce nom, p. 161) lui donnait, dans son *opere di studi veneti*, des éloges qui consolaient un peu de l'indifférence de ses compatriotes. Encouragé par ces suffrages d'un homme aussi méritant, Formaleoni mit au jour, en 1783, la *Storia curiosa delle cose di Caterino Zeno* (*Voy.* ce nom, III, 238). Il annonçait que l'ouvrage était imprimé sur un

manuscrit authentique de la bibliothèque de Saint-Marc; mais il fut bientôt démontré que c'était lui-même qui l'avait composé d'après les écrits des anciens navigateurs vénitiens, et qu'il y avait ajouté de son propre fonds des particularités évidemment apocryphes. La même année il publia : *Saggio sulla nautica antica de' Veneziani*, in-8°. Dans ce petit ouvrage, consacré tout entier à la gloire de sa patrie, il relève, non sans quelque exagération, les services rendus par les Vénitiens, non-seulement à la marine, mais encore à toutes les sciences. C'est ainsi qu'il essaie de prouver que cette nation a connu l'usage de la boussole bien longtemps avant l'époque à laquelle on en fait communément remonter la découverte, et qu'il affirme que c'est des Vénitiens que Regiomontanus tenait la connaissance de la trigonométrie (*Voy.* MULLEN, XXX, 381). Cet ouvrage de Formaleoni fut inséré presque en entier dans l'*Encyclopédie méthodique, Dict. de marine*, sans indiquer l'auteur auquel on faisait de si larges emprunts. Ce fut, pour signaler ce plagiat qu'il fit paraître : *Apologia del Saggio della nautica*, etc., Trieste, 1784, in-4° de 16 pag. Formaleoni travaillait depuis plusieurs années à l'histoire du commerce, de la navigation et des colonies des anciens dans la mer Noire. Il en publia les deux premiers volumes sous ce titre : *Storia filosofica e politica della navigazione*, etc., Venise, imprimerie de l'auteur, 1788, in-8°. Le premier volume contient l'histoire de la mer Noire, depuis les temps les plus reculés jusqu'à l'avènement de Soliman II à l'empire (1520); et le second l'hydrographie ancienne du Pont-Euxin. Les deux volumes iné-

dits devaient renfermer les preuves et le dictionnaire géographique ancien et moderne de tous les lieux situés sur les bords de la mer Noire. La partie imprimée de l'ouvrage a été traduite en français (Venise, 1789, 2 vol. in-8°, avec cartes) par le chevalier d'Hénin de Cuvillers, alors chargé d'affaires de France à Venise. Il avait déjà traduit *l'Essai sur la marine ancienne des Vénitiens*, 1788, in-8°. On connaît encore de Formaleoni : *Venezia illustrata colle vedute più cospicue*, etc., 1791, in-4° obl., avec 25 pl. grav. par Zucchi pour un autre ouvrage et dont les cuivres étaient usés. Daru cite plusieurs fois Formaleoni dans son *Histoire de Venise*; mais en avertissant de se tenir en garde contre le patriotisme de cet écrivain, qui le porte toujours à exagérer le mérite et les services des Vénitiens. W—s.

FORMEY (JEAN-LOUIS), médecin prussien, naquit à Berlin en 1766. Son père, membre de l'académie des sciences de Prusse (*Voy. FORMEY*, XV, 270) lui fit donner les premiers éléments de l'éducation dans sa maison, et le mit ensuite au gymnase français dirigé par Ermann, d'où, après s'être spécialement livré à l'étude de l'histoire naturelle et de l'anatomie, il se rendit à l'université de Halle. Reçu docteur en médecine (1788), il résolut de consacrer les années suivantes à voir les pays étrangers, et commença par la France. C'était au moment de l'explosion de la révolution. Après un séjour de quelques mois à Paris, où il s'était lié avec le jeune Aucillon, depuis ministre, il eut beaucoup de peine à sortir de cette capitale. Arrêté aux barrières, ramené par la gendarmerie à l'Hôtel-de-Ville, sauvé à grand-peine par le maire

Bailly de la fureur du peuple, qui sans doute voyait en lui un émigré, et il ne put s'évader que sous un déguisement, en se faisant passer pour un homme de la suite du maître des écuries prussiennes, Volny, lequel venait alors de Maroc, ramenant des chevaux pour les haras. Il atteignit ainsi les frontières de Suisse, vint à Zurich et Genève, où il se mit en rapport avec plusieurs savants; vint à Vienne suivre les leçons des Quéri, des Stridele, des Prochaska, ainsi que les cours de clinique, et se vit bientôt obligé de quitter précipitamment le pays, à l'annonce des hostilités auxquelles allaient se livrer l'Autriche et la Prusse, mais qui firent heureusement apaisées par la convention de Reichenbach. Le baron de Jacobi, ambassadeur de Prusse à la cour de Vienne, eut la grâce de l'envoyer en courrier à Berlin. Il dut à cette commission le double avantage de traverser, sans crainte, les possessions autrichiennes et d'être en quelque sorte tout recommandé pour une place dans le service médical de l'armée. Le médecin de l'état-major-général lui confia l'organisation des ambulances les plus importantes, ce qui le mit en contact avec Bilguer et Thoden. Successivement employé à Glogau, à Schweidnitz, à Glatz, il finit, après l'accord qui termina les hostilités, par se rendre à Custring, comme inspecteur de l'ambulance appartenant au corps d'armée qui restait sur le pied de guerre. Il avait profité de son séjour à Glogau pour y prendre connaissance de la nature et de la vertu thérapeutique des eaux minérales de la Silésie. Nommé, dès cette année 1791, premier médecin d'état-major, Formey fit en cette qualité la campagne de 1794 en Pologne, et y partagea la

les des ambulations de chi-
 rurgie. Le général Miers
 grave la tâche de revenir à
 l'état d'y rester long-temps. Son
 nom n'en fit pas moins jour, et
 sa réputation que Frédéric-Guillaume II l'appela
 à Potsdam, et se l'attacha
 médecin ordinaire. Ce titre
 lui valait la vie du roi,
 et sa vie au plus. A sa
 Formey offrit sa démission
 mais bientôt il fut
 nommé du conseil supérieur
 de la santé ainsi que du
 pharmacie de la cour. En
 1805, il fut nommé de chirurgie
 au collège médico-chi-
 rurgique de Berlin, puis celle de mé-
 decine, et devint successi-
 vement médecin de la colonie française
 en 1808, et médecin de
 l'armée (1804). Il est
 de ces modifications graves ap-
 portées par l'influence de Gircké,
 l'assemblée du service médical
 le forcèrent au bout
 de donner sa démission. Son
 nom fut remplacé par une pen-
 sée de ce loisir pour vi-
 vers, si grande alors et
 de ces illustres médecins. Le roi
 Louis Bonaparte, l'a-
 nommé pour une consultation
 de la reine Hortense. Après
 cette invitation, il prit
 de Midi et se préparait à
 partir, lorsqu'aux eaux d'Aix en
 il reçut inopinément la nou-
 velle la prochaine rupture entre
 lui et son souverain. Se ha-
 tivement de la France, il
 partit la Suisse à Berlin. L'inva-
 sion avait marché avec ra-
 pidité et peu de temps après son re-
 tour Napoléon était devant la capi-
 tale Frédéric. Formey fut un

des trois députés que cette ville sans
 défense envoya au vainqueur à Pots-
 dam. On sait avec quelle dure sévérité
 leur parla Napoléon, sévérité qui
 n'annonçait que trop le rude traite-
 ment que la Prusse allait subir. Il
 ne dépendait pas d'eux d'adopter des
 sentiments dont l'intensité tenait
 peut-être moins à de récentes injures
 qu'à la connaissance que l'empereur
 avait des honteuses transactions de
 la Prusse avec la commune de Paris
 et la Convention dans les campagnes
 de 1792 à 1795. Les modifications
 nombreuses qui eurent lieu dans
 presque toutes les branches de l'ad-
 ministration, pendant les années sui-
 vantes, privèrent quelque temps For-
 mey de ses emplois en détruisant le
 conseil supérieur de médecine et de
 santé et le collège médico-chirurgi-
 cal (1809). Mais dès qu'une organi-
 sation nouvelle eut mis à la place de
 ces établissements la division médicale
 du ministère de l'intérieur (1810),
 et l'académie de chirurgie et de mé-
 decine (1811), il recouvra ses places
 et ses ouvrages et sa clientèle d'ailleurs
 le mettaient dans une belle position
 pécuniaire. Il faisait partie de nom-
 breuses sociétés savantes, tant à St-
 Pétersbourg, à Paris, qu'à Berlin, à
 Jéna, à Heidelberg, à Bonn. Il por-
 tait les décorations de la Légion-
 d'Honneur, de l'Aigle-Rouge et de
 Sainte-Anne, revendiqué et natura-
 lisé ainsi par trois patries, la France,
 la Prusse, la Russie. Sa mort eut
 lieu le 28 juin 1823 : depuis long-
 temps il la prévoyait, et une noble
 philosophie put seule adoucir les
 longues souffrances de sa lente ago-
 nie. On lui doit, entre autres ou-
 vrages, et pour ne pas parler des arti-
 cles qu'il donna dans plusieurs recueils
 périodiques : 1. *De vasorum absor-
 bentium indole*, (Dissertation pour

le doctorat), Halle, 1788. II. *Topographie médicale de Berlin*. III. *Ephémérides médicales*. IV. Une révision de l'*Instruction pour élever les enfants à la mamelle* par Zückert. V. *Sur les moyens d'assainir l'air dans les appartements* (Mémoire couronné par la société économique de St-Petersbourg). VI. *Sur l'hydrocéphale des enfants*, Berlin, 1810. VII. *Sur les moyens de former un médecin*, ibid., 1810. VIII. *Mélanges de médecine*, ibid., 1821, 1 vol. IX. *Sur l'iode et sur son emploi dans le croup*. X. *Essai sur le pouls*, Berlin, 1810. P—OT.

FORMONT (JEAN-BAPTISTE-NICOLAS DE), naquit à Rouen, vers la fin du dix-septième siècle. Devenu, fort jeune, maître d'une fortune considérable, et doué d'une heureuse facilité à composer des vers légers, il passa ses plus belles années dans la société de madame de Fontaine-Martel, où il connut Voltaire, sans se lier encore particulièrement avec ce grand homme. Leur intimité date d'un séjour que l'auteur d'*OEdipe* fit, en 1730, chez la présidente de Bernières, à la Rivière-Bourdet, près Rouen. L'année suivante, forcé de se dérober aux poursuites de ses ennemis, Voltaire vint se réfugier à Rouen, où Formont, Cideville et Thiriot connaissaient seuls sa retraite. Déjà Formont avait contracté avec madame du Duffant une liaison que sa mort seule put rompre. Un esprit aimable et conciliant, une fortune indépendante, l'amitié de Voltaire, tout contribuait à lui assurer des succès dans les cercles les mieux choisis. Fontenelle, Cideville et du Resnel, ses compatriotes; Montesquieu, Saint-Anlaire, Nivernois, La Faye, Linant, d'A-

lembert, le président Hénault; les abbés de Franquini et de Rothelin furent au nombre de ses amis. Mesdames de Staal, du Châtelet, de Beauvau et du Boccage le recevaient dans leur intimité; la duchesse de Maine l'admettait à ses petits soupers. Pour un poète épicurien, riche et paresseux, pouvait-il être un sort plus digne d'envie? Cependant il abandonna quelque temps le commerce des Muses pour se livrer, comme son illustre ami, à des spéculations financières; et Voltaire écrivit à Cideville que Chapelle s'était fait sous-fermier. Jusqu'à sa mort, Formont cultiva les linéons qui avaient fait le bonheur de sa jeunesse; toujours il s'occupa des lettres pour elles-mêmes, sans prétendre un seul instant à la célébrité; quoiqu'il lui fût facile de trouver des protecteurs, et de publier ses moindres écrits sous le patronage d'un grand homme. Il dédaigna de vivre au temple de mémoire, a dit Voltaire, qui savait apprécier son jugement solide et son goût toujours sûr. *Eriphile*, *Mérope* et *Zaïre* avaient été soumis à sa censure, avant de paraître sur la scène. Les nombreux voyages de Voltaire, et surtout son établissement à Ferney, diminuèrent ses relations avec Formont; mais leur correspondance, quoique devenue chaque année plus rare et moins expansive, ne cessa qu'à sa mort, en nov. 1758. Malgré sa paresse, Formont avait beaucoup écrit, mais sans rien publier. On n'a, sous son nom, que quelques vers compris dans toutes les éditions de Voltaire, et des stances sur la mort de La Faye, reproduites dans divers recueils. L'Almanach des Muses, de 1788, a publié, sous le nom de Voltaire, plusieurs poésies fugitives qui appar-

à Formont. Ses manuscrits conservés par sa famille; on voit surtout une traduction du quatrième chant de l'*Eneide*, plusieurs épitres et une comédie fort intéressante avec des vers les plus distingués de son temps. Jamais, jusqu'à ce jour, aucun des sages, comme Voltaire, n'avait obtenu l'honneur d'une notice biographique. — V — z.

FABRIS (FABRICE DE), acteur, était né vers 1660 à Paris. Étant engagé pour jouer les rôles de trufaldin dans *l'Amore*, dont le nom lui est probable que Fabrice fut de la troupe italienne à Paris vers la fin du règne de Louis XIII, et que les ligueurs en sortirent en 1688. Il continua d'être attaché, comme acteur, au théâtre de la Comédie. On sait qu'il vivait encore en 1705; mais on ignore la date de sa mort. On a de lui : I. *L'Angelica*, Paris, 1685; Venise, 1685; traduite en français par C., Paris, 1699, in-12, édition très-rare et recherchée. II. Une version espagnole de *l'Amore* est en prose; les suivantes sont en vers. II. *David*, Naples, 1609, in-12. *La Vendetta di Giove e i Giganti*, intermède, ibid., in-8°. IV. *La Giudea desolata*, *Vespasiano e Tito*, tragi-comédie, ibid., 1627, in-8°. V. *Giurionfante*, *sacra rappresentazione*, ibid., 1635, in-12. VI. *La penitente*, *sacra rappresentazione*, ibid., 1638, in-8°. — W — s.

FORNIER de Senevels, géographe, naquit à Senevels,

près d'Escoussens (Tarn), le 28 décembre 1761, fils d'un chevalier de Saint-Louis, et fit ses études à Castres, puis au collège de Sorèze. Il sortit de ce dernier établissement en 1779, et entra comme cadet gentilhomme dans le régiment des dragons de Condé, qui devint, à l'époque de la révolution, le deuxième de cette arme. Il ne quitta jamais ce corps, dont il fut colonel en 1794. Nommé général de brigade, bientôt après, il dut cet avancement à sa seule valeur et à la bonne discipline des troupes placées sous ses ordres. Il combattit en cette qualité aux armées du Nord et du Rhin, et concourut puissamment à la victoire de Hohenlinden. L'infanterie autrichienne avait cerné l'artillerie française et ses bagages, lorsque Fournier la dispersa, par une manœuvre habile. Il fit encore les campagnes d'Allemagne et de Suisse, où il rendit les plus éminents services. En 1806, les armées françaises étant en Pologne, une lutte terrible se trouvait engagée; la brigade du général Lasalle était enveloppée, lorsque Fournier accourut et, à la tête du corps qu'il commande, se jeta au milieu des ennemis, les met en fuite, et est frappé au même instant par un obus. Il expira, deux heures après. — M — D j.

FORREST (THOMAS), navigateur anglais, entra de bonne heure au service de la compagnie des Indes, et parvint, par son habileté, au grade de capitaine de vaisseau. Cette société avait formé, en 1770, un établissement à Balambagan, petite île au nord de Bornéo, afin d'y cultiver le muscadier et les autres arbres à épices qui croissent aux Moluques et dans leur voisinage. Des récompenses étaient promises au commandant et aux membres du conseil, si

leurs efforts réussissaient dans cette affaire importante. Le commandant, qui connaissait le talent et l'expérience de Forrest, l'avait amené avec lui lorsqu'il fonda le comptoir de Balambagan. En 1771, on y vit arriver des ambassadeurs de l'héritier présomptif du sultan de Mindanao, île de l'archipel des Philippines. Parmi les gens de leur suite, se trouvait Ismaël Toan-Hadji, qui connaissait très-bien les parages voisins des Moluques. Forrest, s'étant assuré que ce musulman possédait des notions très-exactes sur les contrées qu'il voulait visiter, proposa de le prendre avec lui et de faire un voyage à la Nouvelle-Guinée, d'où ce Malais avait rapporté des muscades. Il équipa donc le *Tartare*, galère de dix tonneaux, qui pouvait aller à la rame en cas de besoin ; il la disposa de manière qu'il y embarqua vingt-deux hommes, qui, à l'exception de lui-même et de trois autres, étaient tous Malais, choix très-judicieux pour cette navigation. Le 9 novembre 1774, il mit à la voile, et fit route au S.-E. Il fut bien accueilli par les princes des îles des archipels de Soulou et des Moluques, où il aborda, notamment à Batchian, dont le sultan connaissait Toan-Hadji. Forrest manqua de se perdre sur les écueils qui entourent Tomoghy, petite île à l'ouest de Vaigiou. Après avoir réparé ses dommages, il acheta deux pros ou corocoros, petits navires du pays, qui l'accompagnèrent. Le 13 janvier 1775, il aperçut les terres hautes de la Nouvelle-Guinée ; le 27 il laissa tomber l'ancre dans le havre de Dory, sur la côte septentrionale de cette grande terre. Un de ses corocoros avait coulé bas deux jours auparavant ; l'équipage fut sauvé. Forrest trouva dans les environs plus de cent plants

de jeunes muscadiers, qu'il soigneusement dans des pans de la terre, et prit aussi de muscades mères. Le 18 il sortit de Dory et cingla à l'ouest, puis au sud jusqu'à l'île située par deux degrés de latitude australe. Ensuite il revint à Balambagan. Quand il passa près de Glahiby, un Malais de son équipage, natif de cette île, lui dit que des français avaient mouillé sur cette île et avaient tiré de celles du pays des plants de muscadiers et d'autres siliers, qu'ils avaient emportés avec eux. Les îles de France et de Bourbon ne pouvaient pas parler de l'expédition de Forrest, qui n'avait fait partie d'aucune expédition (Voyage de FORREST, XLIII, 87). Le 5 novembre 1775, Forrest entra dans la rivière de Mindanao. Il fut prouvé au sultan, qui l'accueillit avec amitié et il apprit que les insulaires de Mindanao s'étaient emparés du comptoir de Balambagan. Ses plants de muscadiers ayant été mouillés par l'eau, ils périrent ; d'autres, mieux cultivés, s'enracinèrent très-bien dans le sol. Le sultan d'un radjah de Mindanao se sépara de Forrest et lui donna plusieurs cantons de Mindanao. Il ne partit que le 8 janvier 1776, parce qu'il avait attendu la saison favorable. Durant son séjour à Mindanao, le sultan la cession de Mindanao à la compagnie des Indes. Le 10 février, il était dans la mer de Bornéo, où les agents de la compagnie de Balambagan s'étaient réunis. Il en sortit le 27, arriva sur la côte d'Achem le 13 mai, et gagna ensuite un petit port de la côte orientale de Sumatra, où il se fit de laisser sa galère, qui n'était en état de tenir la mer, et retourna par terre à Bencoulen. Plus tard, il s'embarqua pour Calcutta,

fatigues de ce
gravement alt
it en Angleterre. La com
Indes, très-satisfaite de
Espagne, chargea Forrest,
d'explorer les parages de
Indes, le long de la côte
de la presqu'île de l'est.
le Calcutta et détermina la
éritable de l'archipel Mer
el s'étend du nord au sud,
longueur de cent soixante
Forrest continua de servir
mort, arrivée au commen
dix-neuvième siècle. « C'é
it Marsden, un homme en
ant et un excellent dessi
; mais, suivant Alexandre
uple, le grand hydrographe
ce nom, X, 451), il ne
ait pas toujours assez soie
ment ce qu'il voyait de ce
oyait voir. D'ailleurs, c'était
table original; et on racon
lui, dans les Indes, beau
aventures amusantes qui lui
arrivées parmi les indigè
tre autres celles-ci : s'étant
trop écarté du rivage, dans
où il aborda, et s'aperce
les habitants se disposaient
uêter ou à l'attaquer, il
anquillement sa flûte, l'a
t commença à jouer un air
celly, ce qui surprit et di
ellement les sauvages, qu'ils
dirent l'exécution de leur
. Quant à lui, continuant à
ire face, il recula peu à peu
l'endroit où il avait laissé
age de son canot. » On a
st, en anglais : I. *Voyage*
ambagan à la Nouvelle-
et aux Moluques, fait
années 1774, 1775, 1776,
et ajouté un
angue de M

Londres, 1779, in-4°, cartes et
fig. et cartes; Dublin, 1779, in-8°, tra
duit en français, Paris, 1780, in-
4°, cartes et fig.; en allemand, mais
extrait, Hambourg, 1782, in-8°. Cette
relation, qu'on lit avec intérêt,
offre beaucoup de renseignements
curieux sur les îles que Forrest a
visitées; aujourd'hui, encore, ils sont
importants, car les Européens fré
quentent rarement ces parages loins
tains, où leur santé souffre singaliè
rement de la chaleur excessive. For
rest donne des détails piquants sur
les mœurs des peuples, notamment
ceux de Mindanao. On ne peut s'em
pêcher d'admirer sa hardiesse de s'é
tre hasardé sur un bâtiment aussi
petit que celui qu'il montait. Quand
il eut été amené à Bencoulen, on
vit que la quille était entièrement
percée par les vers. La traduction
française de son livre manque parfois
d'exactitude. II. *Voyage de Cal*
cutta, à l'archipel Merqui, situé
dans la partie orientale du golfe
de Bengale, suivi d'une notice des
îles de Djonkseylon, de Poulo
Ptnang et du port de Kedah, et
d'une relation de Célèbes, Lon
dres, 1792, in-4°, fig. et cartes.
Avant Forrest, on ne connaissait
que très-imparfaitement l'archipel
Merqui, qui ne comprend que de
petites îles, et n'a qu'une très-faible
population; il appartient aujourd'hui
à la Grande-Bretagne. Le nom de
Détroit de Forrest a été donné,
avec raison, au bras de mer qui sé
pare l'archipel Merqui du continent
voisin. III. *Traité des moussons*,
Londres, 1784, in-4°; traduit en
français, Paris, imprim. royale,
1786, in-4°. On appelle mou
sons les vents périodiques qui,
dans les mers de l'Inde, soufflent six
mois d'une direction, et six mois

d'une direction opposée. Forrest, à qui vingt années de navigation dans ces mers avaient donné la facilité de recueillir beaucoup de notions sur cette matière, explique très-bien les causes des moussons, et indique, suivant celle qui règne, les meilleures routes à tenir. E—s.

FORTAIR (SAVALÈTE DE), ancien aide-de-camp de Dumouriez, né vers 1746, de la famille de Savalète qui a fourni successivement, sous Louis XV et sous Louis XVI, trois gardes du trésor-royal : Georges Savalète, Savalète de Magnanville et Savalète de Lange. Magnanville était, dès 1754, garde du trésor, alternant avec Pâris de Montmartel; en 1770, il alternait avec Micault d'Harvelay; en 1788, avec Laborde de Méreville et avec son propre fils Savalète de Lange. En 1789, la garde du trésor fut confiée à Dufresne. Sous la Convention, à la fin de 1792, Savalète de Magnanville réclamait encore, au nom de son fils et au sien, dans un assez grand nombre de mémoires autographes, adressés au département de Paris, et écrits dans le style du temps, une somme de six millions quatre cent mille francs, qu'à la recommandation du principal ministre (l'archevêque de Sens), il avait avancée à Charles-Philippe CAPET (depuis Charles X), et qui provenait de fonds prêtés, en grande partie, disait-il, par la classe intéressante des sans-culottes. En 1815, une petite fille de Savalète de Lange demandait humblement une petite direction des postes qui pût l'aider à supporter sa malheureuse existence (1). On sait peu

de chose de la jeunesse de Fortair. Il entra dans la carrière de Dumouriez se l'attacha et fut agent, un confident, un ami. Plus tard, l'aide-de-camp de Dumouriez fut nommé architecte département de la Charente. Fortair fut nommé professeur d'architecture à l'école de Paris, et membre de plusieurs sociétés savantes : tels sont qu'il prenait, en 1813, en 1814, une brochure in-8° : *Discours sur la vie et les œuvres de Jean Morel, architecte, auteur de la Théorie des jardins*. A la fin de ce discours se trouvent des remarques sur les principaux ouvrages qui traitent de l'art de former des jardins modernes chino-anglais, plus célèbres de ces jardins, cite quarante qui ont été exécutés ou décorés, en France et depuis la révolution, par Marie Morel. Fortair était son ami, et il le nomme dans son ouvrage son maître. Par un jeu singulier des destinées humaines, l'auteur de la *Théorie des jardins* et ses ouvrages estimés, le créateur des jardins d'Ermenonville, de la Malmaison, etc., Jean Morel dignement loué par Goethe, le prince de Ligne et a été, ainsi que Fortair, dans les biographies : un article consacré dans ce Supplément de Dumouriez ayant reçu en 1815 plus d'un an après sa publication l'ouvrage de son aide-de-camp, écrivit (18 février 1815) : « d'abord, et avec aidi » discours sur le célèbre » l'ai trouvé écrit avec é » sensibilité ; les idées en

(1) Lettre écrite du couvent de l'Abbaye-aux-Bois au marquis d'Herbouville (papiers de la famille Savalète appartenant à l'auteur de cette note,

ainsi que tous les originaux cités Fortair). Il y a en encore un Savalète et un Savalète de Bucheley, trait a été gravé par Cochin.

turelles comme f.
de l'artiste célèbre dont v
ez, ou plutôt qu'ils vous
re esprit et votre cœur se dé-
ppent dans ce discours avec la
simplicité lumineuse que
ature sous la main de ce grand
ste. » Fortair s'était marié;
des enfants, et, en 1814, ses
s d'existence à Paris se trou-
difficiles et embarrassés. Du-
x écrit pour le recommander
de Tarente, son ami, au duc
ans (Louis-Philippe), et il man-
Fortair : « Je m'intéresse
vivement à votre sort, mais
mais obligé d'attendre encore
que temps avant d'écrire au
d'Orléans, parce que je n'ai
encore reçu de réponse à deux
res intéressantes que je lui ai
tes. Au reste, il observe le
ne silence avec le duc de Kent
du roi, notre ami commun,
intime ami et son protecteur.
silence, qui n'est pas naturel,
cesser sous peu. Alors, je
s promets de lui écrire forte-
ment ; faites mes tendres amitiés à
Donald, etc. » A cette époque
son aide-de-camp de Dumouriez
son principal agent à Paris, et
ait avoir toute sa confiance.
était chargé de s'entendre
le maréchal duc de Tarente et
gocier sa rentrée en France
ne position de rang et de for-
ni pût lui convenir. Le 28 fév.
Dumouriez écrivait à Fortair :
été sensiblement affecté de la
stance de votre amitié, de l'é-
gie qui vous a inspiré votre
re à mon ami Macdonald, du
que vous lui tracez, etc. »
DUMOURIEZ, LXIII, 174-75,
(2). En même temps, la cor-
pondance entre l' et Du-

mouriez avait un caractère politique,
et embrassait, dans leur généralité, les
affaires et les événements; et, comme
tout était jugé, de part et d'autre,
avec une grande liberté, les lettres
n'étaient pas confiées à la poste, mais
à des voyageurs; pendant l'occu-
pation des alliés, les missives de
Fortair partaient souvent dans les
paquets du duc de Wellington. Du-
mouriez écrivait à son agent (8 oct.
1815): « Comme vous me dépeignez
« sans restriction l'état vrai de
« notre cour et son dangereux
« esprit de discorde et de contradi-
« tion, vous pourriez être compro-
« mis, si vos lettres et surtout de
« gros paquets étaient ouverts en
« France, et je serais désolé que
« votre amitié pour moi vous atti-
« rât le moindre désagrément. »
On pourra juger de l'esprit de cette
correspondance par les passages
suivants : « Grand et aimable géné-
« ral, écrivait Fortair (30 octobre
« 1815)... les chambres s'ébranlent
« et marchent même un peu; la loi
« qu'elles viennent de faire sur les
« conspirateurs effraie bien des
« gens. Les Bonapartistes, jacobins
« masqués, qui s'agitent sous l'éten-
« dard de ce géant de fous, sont
« malheureux de cette loi; mais le
« châtiement de Murat les a bien
« autrement frappés... Murat était
« le plus grand cocher de l'Europe :
« il conduisait seul, et fort bien,
« huit chevaux en grandes guides à
« travers les rues embarrassées de
« Naples, et descendait noblement
« au café voisin pour prendre des
« sorbets avec les lazaroni qui ont
« tous assisté et applaudi à son sup-
« plice ! grande et cruelle leçon qui
« apprend aux jacobins couronnés,
« mitrés, cordonnés, enrichis de
« cent façons, qu'il n'y a plus de

« salut ni d'asile pour eux. Comment
 « n'a-t-on pas traité ainsi Buona-
 « parte, fauteur de tous ces crimes
 « qu'on punit en détail ? On détruit
 « la monnaie : pourquoi n'avoir pas
 « brisé le coin ? etc. » ; et Du-
 « mouriez répondait (9 novembre) :
 « Voilà Murat traité comme l'aurait
 « dû être Napoléon. C'est un bien
 « pour nous... Mais voilà le roi d'Es-
 « pagne qui établit chez lui le des-
 « potisme ; c'est un mauvais exem-
 « ple... Je trouve, comme vous,
 « que nos chambres montrent de la
 « vigueur. Mais je crains deux cho-
 « ses : 1° que ce zèle ne tienne de
 « la *furia francese*, et ne se re-
 « froidisse trop promptement, en
 « supposant même qu'il ne se tourne
 « pas en sens contraire, d'après la
 « connaissance qu'on va lui donner
 « des articles de la paix, et l'impos-
 « sibilité physique de payer les
 « contributions ; 2° que la cour
 « (non pas le roi) n'en abuse pour
 « se livrer à ses vengeances et à ses
 « prétentions. C'est sur ce moment
 « de communication du traité que je
 « vous prie de diriger toutes vos ob-
 « servations, sur l'effet qu'elle pro-
 « duira sur l'opinion publique. Je
 « trouve que tout ce qui se passe en
 « France est trop précipité, trop
 « étranglé ; que les étrangers se re-
 « tirent trop tôt et trop tard ; que les
 « troupes qu'ils laissent sont trop et
 « trop peu nombreuses... Je suis fâ-
 « ché de la scission de la famille roya-
 « le, et plus encore de voir qu'elle
 « est connue du public, etc. » Toutes
 les formes épistolaires de la plus fa-
 milière amitié étaient employées par
 le général : *Mon cher, mon ex-*
cellent Fortair ; je vous embrasse
et vous aime pour la vie ; je suis
votre sincère ami et m'intéresse
très-vivement à votre sort ; adieu,

mon bon ami, mon excellent et
sincère ami, etc. Mais ces tendres
 démonstrations ne pourraient-elles,
 en grande partie du moins, se trou-
 ver expliquées par cette invitation :
 « Ecrivez-moi souvent, votre cor-
 « respondance m'intéresse sous tous
 « les rapports. » Le fait est qu'Alain
 Fortair végétait tristement à Paris :
 « Je tâcherai, lui mandait Dumou-
 « riez (28 octobre 1815), de vous
 « trouver du débit pour votre *Abre-*
 « *viateur* et votre *Correspondance*
 « *Helvético-Batave*. » Or, qu'é-
 taient-ce que ces deux ouvrages de
 l'ancien aide-de-camp ? sans doute
 des Gazettes à la main, car on ne les
 trouve point annoncés dans le *Journal*
de la librairie ; sans doute une
 spéculation sur la curiosité des étran-
 gers dans le genre de la Gazette de
 Marin, des Correspondances de Fa-
 vart, de La Harpe et de Grimm.
 On voit, par une lettre du duc d'An-
 mont (14 novembre 1815), adressée
 à Fortair, qu'une lettre de ce der-
 nier avait été remise au roi, et que
 S. M. avait accepté la *dedicace*
de son ouvrage. Mais quel était en-
 core cet ouvrage ? le *Journal de la*
librairie, de cette année et des an-
 nées suivantes, ne contient l'annonce
 d'aucune publication de Fortair.
 Enfin, trop malheureux dans sa pa-
 trie, dès le commencement de 1816,
 Fortair écrit à Dumouriez et lui
 fait part de son projet de quitter la
 France avec sa famille, et d'aller se
 fixer à Londres pour y trouver des
 ressources qui lui manquent à Paris.
 La réponse de Dumouriez est re-
 marquable et peut être diversement
 interprétée ; en voici un extrait :
 « C'est un acte de désespoir que de
 « s'expatrier, surtout si on traite
 « avec soi en pays étranger une mi-
 « mille... Il n'y a que deux cas où

t justifier l'é ai et
intéressantes l
familles qui o s a
li violent, qui répugne à
nature sociale et entraîne
les émigrés un préjugé dé-
le dans les pays où ils
ercher une nouvelle patrie.
ix cas sont : 1° la fuite des
tions religieuses, comme à
e de la révocation de l'édit
tes ; 2° la fuite des crimes
évolution sanglante et des
ving années de la tyran-
morale qui ont affligé la
Ces deux causes n'existent
Dumouriez cherche ensuite
r son *excellent*, son *cher*
venir en Angleterre : « On
s chimères de fortune sur
esses et son industrie. Mais
on est détrompé. Les re-
ires y ont été bien reçus
trouvée la richesse et l'ai-
parce qu'ils apportaient
ds capitaux et une indus-
surpassait alors l'industrie
. L'émigration de 1789
aplé l'Angleterre que de
ats dont l'entretien passa-
pesé sur une nation qui
tout : cette ressource est
. Il ne faut donc pas pen-
s'établir en Angleterre....
l'objecterez que, malgré les
s que je vous donne, j'y
je m'y plais et j'ai même
de rentrer à mon grade
n traitement décent : mais
sorti de France depuis
rois ans. Je suis seul, j'ai
e-dix-sept ans ; je serais
ge à mon pays, où je n'ai
ouce de terre, ni un écu :
suis honoré depuis qua-
ins, parce que j'y ai été
comme un ho utile et

« que réellement je le suis : ainsi
« mon sort est fixé, etc. » Quelle
impression pénible dut produire sur
Fortair cette lettre ! les raisonne-
ments de Dumouriez ne s'appli-
quaient qu'aux émigrations en masse,
et non au déplacement d'un individu,
d'un architecte, qui, comme l'a fait
depuis Brunel, se proposait de por-
ter à Londres une industrie qu'il ne
pouvait utiliser à Paris. Quoi qu'il
en soit, Dumouriez pressa plus vive-
ment le duc de Tarente d'employer
dans son administration Fortair, qui
fut placé, à la fin de 1816, au se-
crétariat général de la Légion-d'Hon-
neur en qualité de *chef de bureau*
adjoint ; et Dumouriez lui écrivit
(16 novembre) : « Mon cher Fortair,
« vous m'avez fait un grand plaisir
« en m'apprenant le service que mon
« excellent ami Macdonald vous a
« rendu avec autant de grâce que
« de zèle, et je m'empresse de l'en
« remercier, car mon amitié pour
« vous me rend personnel le bien
« qui vous arrive. » Et il terminait sa
lettre par cette espèce de congé donné
à un ami dont sans doute il n'avait
plus besoin. « J'ai beaucoup dimi-
« nué ma correspondance de Fran-
« ce, dont la cherté des ports de
« lettres m'écrasait. Ainsi je vous
« prie de ne m'écrire que pour des
« choses essentielles et par occasion
« de voyageurs. Je connais votre
« cœur, vous connaissez le mien ;
« et n'étant plus inquiet de votre
« sort, il me suffit de savoir que
« vous me conservez votre attache-
« ment... » et la correspondance de
Dumouriez avec son *excellent* ami
se trouva ici terminée. — En 1819,
Fortair voulut exécuter un projet qu'il
disait avoir conçu depuis long-temps ;
celui d'être l'historiographe de l'or-
dre de la Légion-d'Honneur, sur le-

quel on n'avait guère alors que les *Annales nécrologiques*, publiées par Joseph La Vallée, en 1810. Fortair demanda au grand chancelier la permission de lui dédier son livre, et en même temps il le pria d'écrire au garde-des-sceaux pour obtenir l'autorisation de faire imprimer son travail à l'imprimerie royale. Mais, le 3 septembre, le maréchal répondit qu'il voulait rester *étranger* à cette publication : « J'avais même » pensé, ajoutait-il, que, d'après » les considérations que, dans votre » intérêt et celui de vos collabora- » teurs, je vous ai fait valoir, vous » auriez renoncé à le mettre au » jour. » Il motiva son refus d'écrire au garde-des-sceaux sur ce qu'une lettre « serait en quelque » sorte une approbation tacite comme chef de l'administration. » On voit, par une autre lettre du 28 septembre, que le maréchal est charmé de rendre à Fortair un nouveau service, en donnant l'ordre de lui avancer trois cents francs, et il ajoute avec une noble modestie : « Quant à la dédicace de votre *Annuaire*, je vous témoigne mes » regrets de ne pouvoir y consentir. » Je me suis toujours refusé, par » raison comme par convenance, à » voir figurer mon nom en tête d'ouvrages et moins encore pour le » vôtre, ce qui lui donnerait une » sorte de caractère officiel qu'il ne » doit point avoir. » La publication du livre fut abandonnée. On ne sait plus rien de la vie de Fortair, qui cessa de figurer dans l'Almanach royal de 1825, comme chef de bureau adjoint au secrétariat-général de la Légion-d'Honneur. V—ve.

FORTIA de Piles (le comte ALPHONSE-TOUSSAINT-JOSEPH-ANDRÉ-MARIE-MARSEILLE de), cousin

de M. le marquis de Fortia-d'Urban, notre collaborateur, naquit à Marseille, le 18 août 1758, fut fait chevalier de Malte en naissant, et pourvu, à l'âge de neuf ans, de la charge de gouverneur-viguier de cette ville, en survivance de son père et de son grand-père. Il entra au service, le 1^{er} octobre 1773, dans les chevaux-légers de la garde du roi, et, en juin 1776, dans le régiment d'infanterie du roi, où il était lieutenant lors de la dissolution de ce corps en 1790, après l'insurrection de Nancy. Il quitta la France à cette époque, et fit un long voyage dans le nord de l'Europe. Il revint son pays à la fin de 1792, se tint long-temps caché pour se soustraire aux persécutions révolutionnaires, et revint après la chute de Robespierre habiter la capitale où il publia divers écrits, entre autres, avec Boisgelin, une relation de leurs voyages qui eut beaucoup de succès. Il hérita, en 1801, du titre de duc, accordé à son grand-père et à ses descendants, par une bulle du pape Pie VI, du 14 juin 1775. Il obtint en 1814, de Louis XVIII, la croix de Saint-Louis, et composa encore vers cette époque différentes brochures politiques, toutes fortement empreintes de ses opinions royalistes. Indigné du cynisme mensonger avec lequel les auteurs de la *Biographie des contemporains* excusaient ou niaient tous les torts et tous les crimes de la révolution, il publia, de 1822 à 1825, son *Préservatif* contre l'ouvrage de MM. Arnault, Jay, Jony et Norwins. Sans doute il ne redressa pas toutes les erreurs de ces messieurs ; mais il rendit au moins un assez grand service aux amis de la vérité et de l'histoire, en rectifiant une partie. Cependant, ne se

voyant ni encouragé ni soutenu dans cette louable carrière, il éprouva beaucoup de dégoûts, et se retira, dans les dernières années de sa vie, à Sisteron, où il est mort le 18 fév. 1826. Fortia de Piles avait épousé, en 1786, la fille de M. de Cabre, président à mortier au parlement d'Aix, de laquelle il eut deux fils morts en bas âge et deux filles, dont l'aînée a épousé en premières noces M. de Laidet, frère aîné du général Laidet, et en secondes noces M. de Malijay. Sa sœur cadette a épousé M. de Folz, lieutenant de roi à Sisteron. On a de Fortia de Piles : I. *Correspondance philosophique de Caillot-Duval*, Nancy (Paris), 1785, in-8°. Cette correspondance d'un personnage imaginaire était une plaisanterie très-piquante, qui mystifia presque toutes les personnes à qui elle était adressée et qui y répondaient sérieusement, à la grande satisfaction des deux auteurs, MM. de Fortia de Piles et de Boisgelin. Dans les réponses qu'ils recevaient, ils ont laissé jusqu'aux fautes d'orthographe pour leur imprimer le sceau de l'authenticité. Rien n'est plus original ni plus amusant que cette correspondance, dont les éditeurs sans doute auraient plus tard supprimé quelques lettres qui contiennent des détails trop licencieux. Il est étonnant que ce livre devenu rare n'ait pas été réimprimé. II. *Voyage de deux Français en Allemagne, Danemark, Suède, Russie et Pologne, fait en 1790-92*, Paris, 1796, 5 vol. in-8°; ouvrage estimé pour son exactitude (le compagnon de voyage de l'auteur était le chevalier de Boisgelin-de-Kerdn) (*Voy.* ce nom, LVIII, 461). On y trouve de curieux détails sur l'état des bibliothèques du nord.

III. *Six Lettres à L.-S. Mercier sur les six tomes de son NOUVEAU PARIS*, 1801, in-12. IV. *Examen de trois ouvrages sur la Russie* (Voyage de Chantreau; Révolution de 1762, par Rulhières; et Mémoires secrets sur la Russie, par Masson), 1802, in-12. V. *Quelques mots à M. Masson, auteur des Mémoires secrets sur la Russie*, 1803, in-8°. VI. *Quelques erreurs de la géographie universelle de M. Guthrie et du cours de cosmographie de M. Mentelle*, Marseille, juin 1804, in-8°. VII. *Coup d'œil rapide sur l'état présent des puissances européennes, précédé d'observations critiques sur deux ouvrages politiques publiés en l'an V* (par Pommereul et Ginguené), Paris, 1805, in-8°. Cet ouvrage ne put être mis en circulation qu'en 1814. VIII. *Omniana, ou Extrait des archives de la société universelle des Gobe-mouches, par C.-A. Moucheron* (en société avec Guys de Saint-Charles), ibid., 1808, in-12. IX. *Quelques réflexions d'un homme du monde sur les spectacles, la musique, le jeu et le duel*, ibid., 1812, in-8°. X. *A bas les masques, ou Réplique amicale à quelques journalistes, déguisés en lettres de l'alphabet*, 1813, in-8°. Cette brochure est une suite du précédent écrit. XI (avec M. G. D. S. C.). *Souvenirs de deux anciens militaires, ou Recueil d'anecdotes inédites ou peu connues*, ibid., 1813, in-12. XII. *Nouveau recueil d'anecdotes inédites ou peu connues*, ibid., 1814, in-12; suite du précédent. XIII. *L'ermite du faubourg Saint-Honoré à l'ermite de la Chaussée d'Antin*, ibid., 1814, in-8°. On y annonce que cet ouvrage aura une suite.

XIV. *Quatre conversations entre deux Gobe-mouches*, ibid., 1816, in-12. Elles avaient paru séparément, en 1814 et 1815. Une cinquième a été imprimée, mais non publiée. XV. *Un mot sur la charte et le gouvernement représentatif*, 1820, in-8°. XVI. *Un mot sur les armées étrangères et sur les troupes suisses*, 1820, in-8°. XVII. *Un mot sur les mœurs publiques*, 1820, in-8°. XVIII. *Un mot sur quatre mots*, 1820, in-8°. XIX. *Un mot sur la noblesse et sur les pairs* (ce mot est le dernier), in-8°. XX. *Préservatif contre la Biographie nouvelle des contemporains*, Paris, 1822 à 1825, 6 parties in-8°, en 2 vol. L'ouvrage ne va que jusqu'à la lettre *N* inclusivement. Une septième partie est restée manuscrite dans les mains de la famille. Fortia de Piles a été l'éditeur de *Malte ancienne et moderne*, par L. de Boisgelin, édition française, 1809, 3 vol. in-8°; il avait fait graver, avant la révolution, plusieurs ouvrages de musique instrumentale, et fait représenter sur le théâtre de Nancy, de 1784 à 1786, quatre opéras de sa composition. M—dj.

FORTIN (le P. FRANÇOIS), surnommé *le solitaire inventif*, naquit à Tours vers la fin du seizième siècle. Ayant embrassé la vie religieuse dans l'ordre de Grandmont, il ne tarda pas à montrer de l'inclination pour l'étude de l'histoire naturelle et principalement de l'ornithologie. Loin de contrarier ce goût innocent, ses supérieurs le favorisèrent, en laissant le P. Fortin dans une de leurs maisons à la campagne. En travaillant à former une collection d'oiseaux, il se rendit très-habile dans l'art de les prendre aux filets. Il avait composé, pour son in-

struction particulière, un recueil des secrets que lui avaient appris et sa propre expérience et la lecture des anciens théreuticographes. Mais, cédant aux instances de ses amis, il le publia sous ce titre : *Les Ruses innocentes, dans lesquelles on voit comment on prend les oiseaux passagers et les non passagers, et plusieurs sortes de bêtes à quatre pieds, avec les plus beaux secrets de la pêche*, etc., Paris, 1660, in-4°, fig. Cet ouvrage, dont l'auteur offrit la dédicace à l'archevêque de Tours, eut un très-grand succès, et il est encore recherché des curieux; il a été réimprimé, Paris, 1680, 1688 et 1700, in-4°; Amsterdam, 1695, in-8°, et sous le titre de *Délices de la campagne, ou les Ruses innocentes*, etc., Amsterdam, 1700, 2 vol. in-12, etc. Il est divisé en cinq livres. Le premier enseigne à faire les filets; les deux suivants traitent de l'art de prendre les oiseaux; le quatrième, de la chasse du lièvre, du lapin, du renard, etc.; et enfin le cinquième, de la pêche. Suivant Rich. Lallemand, quelques-unes des pratiques indiquées par l'auteur doivent être défendues dans tous les états policés; car elles tendraient à dépeupler le pays de gibier, et à détruire tout le poisson des étangs et des rivières (Voy. la *Biblioth. théreuticographique*, CXLI). Le P. Fortin nous apprend, dans la préface, qu'il avait composé un *Traité d'ornithologie*, où il signalait les erreurs de ses devanciers, et qui contenait la description de certains *petits oiseaux*, oubliés par ses prédécesseurs. On doit regretter qu'il n'ait pas eu le loisir de publier cet ouvrage. Il mourut le 21 juillet 1661. L'abbé de Marolles cite le bon P. Fortin dans son *Dénombre-*

ment des auteurs qui lui ont donné leurs ouvrages. W—s.

FOSCARI (FRANÇOIS), sénateur, descendait de l'illustre et malheureux doge que ses ennemis forcèrent à déposer une autorité qu'il n'avait fait servir qu'à la gloire de l'état (*Voy.* FOSCARI, XV, 309). Né à Venise, le 30 décembre 1704, il annonça, dès son enfance, un goût très-vif pour les lettres et les arts, et se distingua par la rapidité de ses progrès. Mais, voulant se rendre capable de remplir avec honneur les différents emplois qui pourraient lui être confiés dans la suite, il sut résister à l'attrait qui l'entraînait vers la littérature, pour se livrer à l'étude des diverses parties de l'administration, et s'y rendit très-habile. Député par le sénat à Rome, en 1748, afin de régler les difficultés qui subsistaient entre la cour d'Autriche et les Vénitiens, au sujet de l'ancien patriarcat d'Aquilée (*Voy.* FLORIO, dans ce vol.), il contribua beaucoup à les terminer. Il profita de son séjour à Rome pour étudier les antiquités et perfectionner ses connaissances dans les arts par l'examen des chefs-d'œuvre et la fréquentation des artistes. En 1756, il fut envoyé à Constantinople avec le titre de baile ou résident, qu'il échangea contre celui d'ambassadeur extraordinaire, pour complimenter Mustapha III, sur son avènement au trône impérial. Nommé depuis à l'ambassade de Vienne, en 1765, et à celle de St-Petersbourg, en 1781, il se concilia dans ces deux cours l'estime générale par sa prudence et sa capacité. Les affaires n'avaient point affaibli son goût naturel pour les lettres : il encourageait les savants, soit en leur communiquant ses propres recherches, soit en concourant à la

publication de leurs travaux. C'est ainsi qu'on lui fut redevable de l'impression du *Thesaurus antiquitatis sacrar.*, vaste collection qui parut de 1744 à 1769, en 34 vol. in-fol. (*Voy.* B. UGOLINI au Supp.); des *OEuvres* de Théophylacte, archevêque de Bulgarie, 1754, et de la *Biblioth. græco-lat.*, des Pères et des anciens auteurs ecclésiastiques (*Voy.* André GALLAND, au Supp.). Foscari mourut à Venise, le 17 décembre 1790, à quatre-vingt-six ans, laissant la réputation d'un généreux protecteur des lettres et d'un homme d'état consommé. Le marquis Ant. Solari a publié son *Éloge historique*, Venise, 1791. W—s.

FOSCHINI (ANTOINE), architecte, fils de Gaëtan Foschini de Ferrare, que sa passion pour les voyages avait conduit à Corfou, y naquit le 14 juin 1741, fut baptisé dans l'église paroissiale de Saint-Léon de Venise, et ramené par ses parents à Ferrare. Son éducation fut aussi soignée qu'elle pouvait l'être dans l'état de décadence où se trouvaient alors les études dans cette ville où jadis, sous la protection des princes de la maison d'Este, elles avaient été si florissantes. Malgré tous les obstacles il fit de rapides progrès dans les mathématiques, dans le dessin et dans les différentes parties de l'architecture. Jeune encore, il reçut une preuve de l'estime de ses compatriotes par sa nomination à la place de président de l'archi-gymnase; et, lorsque le pape Clément XIV essaya de rendre à l'université de Ferrare son antique splendeur, il fut désigné pour y remplir la chaire d'architecture civile et militaire. Ses talents comme professeur ne tardèrent pas à le faire connaître. Les académies de Bolo-

leurs efforts réussissaient dans cette affaire importante. Le commandant, qui connaissait le talent et l'expérience de Forrest, l'avait amené avec lui lorsqu'il fonda le comptoir de Balambagan. En 1771, on y vit arriver des ambassadeurs de l'héritier présomptif du sultan de Mindanao, île de l'archipel des Philippines. Parmi les gens de leur suite, se trouvait Ismaël Toan-Hadji, qui connaissait très-bien les parages voisins des Moluques. Forrest, s'étant assuré que ce musulman possédait des notions très-exactes sur les contrées qu'il voulait visiter, proposa de le prendre avec lui et de faire un voyage à la Nouvelle-Guinée, d'où ce Malais avait rapporté des muscades. Il équipa donc le *Tartare*, galère de dix tonneaux, qui pouvait aller à la rame en cas de besoin; il la disposa de manière qu'il y embarqua vingt-deux hommes, qui, à l'exception de lui-même et de trois autres, étaient tous Malais, choix très-judicieux pour cette navigation. Le 9 novembre 1774, il mit à la voile, et fit route au S.-E. Il fut bien accueilli par les princes des îles des archipels de Soulou et des Moluques, où il aborda, notamment à Batchian, dont le sultan connaissait Toan-Hadji. Forrest manqua de se perdre sur les écueils qui entourent Tomoghy, petite île à l'ouest de Vaigiou. Après avoir réparé ses dommages, il acheta deux gros ou corocoros, petits navires du pays, qui l'accompagnèrent. Le 13 janvier 1775, il aperçut les terres hautes de la Nouvelle-Guinée; le 27 il laissa tomber l'ancre dans le havre de Dory, sur la côte septentrionale de cette grande terre. Un de ses corocoros avait coulé bas deux jours auparavant; l'équipage fut sauvé. Forrest trouva dans les environs plus de cent plants

de jeunes muscadiers, qu'il a soigneusement dans des paniers de la terre, et prit aussi beaucoup de muscades mûres. Le 18 il sortit de Dory et cingla l'ouest, puis au sud jusqu'à une île située par deux degrés de australe. Ensuite il revint au nord. Quand il passa près de Ghi Shiby, un Malais de son équipage natif de cette île, lui dit que des français avaient mouillé sur cette île et avaient tiré de celles du nord des plants de muscadiers et de cardamomes, qu'ils avaient emportés avec eux. Forrest, qui avait fait parler de l'expédition dont son navire avait fait partie (*VOYAGE DE FORREST*, XLIII, 87). Le 5 mai, Forrest entra dans la rivière de Poro, ou de Mindanao. Il fut très-bien accueilli par le sultan, qui l'accueillit amicalement et il apprit que les insulaires de cette île s'étaient emparés du comptoir de Balambagan. Ses plants de muscadiers ayant été mouillés par l'eau, ils périrent; d'autres, mieux soignés, s'enracinèrent très-bien dans le sol. Le 10 juin, Forrest, accompagné d'un radjah de Mindanao, se sépara de Forrest, et alla visiter plusieurs cantons de l'île. Il ne partit que le 8 janvier 1776, parce qu'il avait attendu la saison favorable. Durant son séjour à Poro, le sultan la cession de l'île de Poro à la compagnie des Indes. Le 10 février, il était dans la rivière de Bornéo, où les agents de la compagnie s'étaient réfugiés. Le 27, il arriva sur la côte d'Achem le 13 mai, et gagna ensuite un petit port de la côte orientale de Sumatra, où il fut obligé de laisser sa galère, qui n'était en état de tenir la mer, et se rendit par terre à Benconden. Ensuite il s'embarqua pour Calcutta,

des fatigues de ce long voyage, se gravement altéré sa santé; vint en Angleterre. La — des Indes, très-satisfaite de campagne, chargea Forrest, 1780, d'explorer les parages de : des Indes, le long de la côte de la presqu'île de l'est, de Calcutta et détermina la véritable de l'archipel Mer- quel s'étend du nord au sud, de longueur de cent soixante . Forrest continua de servir son mort, arrivée au commen- de dix-neuvième siècle. « C'é- dit Marsden, un homme en- penant et un excellent dessi- eur; mais, suivant Alexandre rymple, le grand hydrographe ce nom, X, 451), il ne ingnait pas toujours assez soi- ment ce qu'il voyait de ce il croyait voir. D'ailleurs, c'était ritable original; et on racon- do lui, dans les Indes, beau- d'aventures amusantes qui lui ent arrivées parmi les indigé- , entre autres celles-ci : s'étant peu trop écarté du rivage, dans où il aborda, et s'aperce- que les habitants se disposaient inquiéter ou à l'attaquer, il tranquillement sa flûte, l'a- et commença à jouer un air Cérelly, ce qui surprit et dis- tinctement les sauvages, qu'ils pendirent l'exécution de leur sein. Quant à lui, continuant à faire face, il recula peu à peu à l'endroit où il avait laissé upage de son canot. » On a drest, en anglais : I. *Voyage alambagan à la Nouvelle- te et aux Moluques, fait les années 1774, 1775, 1776, il est ajouté un vocabulaire : langue de Mangindano,*

Londres, 1779, in-4°, cartes et figures; Dublin, 1779, in-8°; tra- duit en français, Paris, 1780, in-4°, cartes et fig.; en allemand, mais extrait, Hambourg, 1782, in-8°. Cette relation, qu'on lit avec intérêt, offre beaucoup de renseignements curieux sur les îles que Forrest a visitées; aujourd'hui, encore, ils sont importants, car les Européens fré- quentent rarement ces parages loin- tains, où leur santé souffre singulière- ment de la chaleur excessive. For- rest donne des détails piquants sur les mœurs des peuples, notamment ceux de Midadano. On ne peut s'empêcher d'admirer sa hardiesse de s'être hasardé sur un bâtiment aussi petit que celui qu'il montait. Quand il eut été amené à Benconlen, on vit que la quille était entièrement percée par les vers. La traduction française de son livre manque parfois d'exactitude. II. *Voyage de Cal- cutta, à l'archipel Merqui, situé dans la partie orientale du golfe de Bengale, suivi d'une notice des îles de Djonksaylon, de Poulo- Pinang, et du port de Kedah, et d'une relation de Célèbes*, Lon- dres, 1792, in-4°, fig. et cartes. Avant Forrest, on ne connaissait que très-imparfaitement l'archipel Merqui, qui ne comprend que de petites îles, et n'a qu'une très-faible population; il appartient aujourd'hui à la Grande-Bretagne. Le nom de *Détroit de Forrest* a été donné, avec raison, au bras de mer qui sé- pare l'archipel Merqui du continent voisin. III. *Traité des moussons*, Londres, 1784, in-4°; traduit en français, Paris, imprim. royale, 1786, in-4°. On appelle mous- sons les vents périodiques qui, dans les mers de l'Inde, soufflent six mois d'une direction, et six mois

d'être déterminé pour cette dernière, mais nous pencherions plutôt pour celle qui la vieillit davantage. Envoyé du bonna heure sur le continent, il termina ses études à l'université de Padoue, sous les Sibiliano, les Stratico, les Cesarotti, et il put dans leurs leçons un enthousiasme presque fanatique pour la littérature classique, ou plutôt pour toutes les formes, pour toutes les doctrines de l'antiquité classique. L'esprit ardent et sans expérience du monde moderne, trop rapide d'ailleurs pour s'astreindre à l'investigation des éléments si compliqués que présente l'organisation intime de toute société, trop exalté pour être impartial, ayant besoin d'adorer et de haïr, il se mit, n'ayant encore que seize ans, à souhaiter, à croire possible la reconstruction de Sparte et de Rome, à ne voir que tyrannie et sottise dans les institutions contemporaines. Ces sentimens, qu'il ne se donnait pas assez la peine de cacher, faillirent lui être funestes; il fut traduit devant la terrible inquisition d'état : un accusé que sa mère, bien qu'imbu au plus haut degré de toute la morgue aristocratique, lui cria, comme une noble Grecque qu'elle était : « Meurs, mon fils, et ne te « déshonore pas en trahissant tes « amis ! » Heureusement il ne s'agissait pas tout-à-fait de mourir : le Sénat de Saint Marc avait perdu ses griffes, et Foscolo en fut quitte pour l'entendre rugir d'un peu près. Toutefois, aux admonitions sévères fut jointe l'obligation de quitter les états vénitiens. Il ne se la fit pas dire deux fois, et se rendit en Toscane. La vue d'Alfieri, alors à Florence, acheva de déterminer son caractère politique ; et c'est alors qu'il contrasta ces formes concises, sévères, et presque acérées, auxquelles semble à tout in-

stant jaillir un coup de boutoir, coup d'essai fut une tragédie, *Titus*, qui n'est, comme invention meilleure, ni plus mauvaise qu'd'autres rhapsodies sur cette même famille des Atrides, mais laquelle l'auteur avait outré le classicisme strict et la simplicité d'Alfieri. Souvent, au reste, le style écarte de beautés poétiques, et la simplicité abrupte, sèche, d'une main de maître. Alfieri, modestie ou la perfidie de croire que l'auteur de *Thyeste* serait le plus grand poète que lui. Les liens, en dépit de leur goût pour la manière de régénérer la scène italique, applaudirent transport à l'œuvre de leur compatriote, qui, comme pour leur goût, avait fait représenter sa pièce à Venise, sur le théâtre de Angelo, le jour même où *Pay* l'indemnite donnait à deux théâtres chacun une tragédie. Un plein succès récompensa sa rite, et le 4 janvier 1797, ce succès récompensa la talent. heureux imitateur. La jeune Foscolo, sa qualité de Vénitien concevoir et exécuter ainsi. Mais l'impartialité peut méconnaître les défauts de *Thyeste* abonde, et est tout l'absence habitude de l'école de la déclamation, la sécheresse excessive tension du style, le d'intérêt. L'Italie septentrionale alors au pouvoir des Français idées démocratiques de Foscolo de l'exposer à l'exil et à la prison, pouvaient ouvrir pour toute lucrative des emplois honneur. Des amis le firent secrétaire de législation à Battaglia, un des députés q

voyait à Bonaparte pour lui
der le maintien de l'indépen-
vénitienne. Vrai fils de Ve-
Foscolo souhaitait de toutes
ces le succès de la mission
a laquelle il jouait un humble
on peut deviner à quel point la
é, l'astuce profonde employées
général français pour livrer
aux Autrichiens ulcérèrent son
et, avant même que la remise
ive fût consommée, il se sé-
t gouvernement provisoire que
ey-d'Billiers avait bâclé dans
des doges. Au commence-
e 1798, il était à Milan, alors
en de la république cisalpine.
t qu'il connut Monti, Parini,
quel il eut toujours une de ces
mitiés que fait naître souvent
plète différence des caractères.
que, plein de cette indignation
reine que sentent des âmes
la sienne, lorsque, pour la
re fois, elles voient se déployer
biavélisme sans pudeur comme
tié, et s'envoler des illusions
es avec amour, il composa les
es *Lettres de Jacopo Ortis*,
d'abord, au moins en partie,
ni, Niccolini, mais qu'il retou-
esque immédiatement en les
pant, et qu'il crut rendre plus
ates en leur donnant pour ca-
t roman. Mais ce monument
atriotisme fougueux et mal
sur les besoins de la société
se, ces regrets donnés à la
le l'indépendance, cette évo-
des grandes ombres de ceux
lis régèrent le monde connu,
nt vraiment que des hors-d'œu-
et l'élégie accusatrice n'avait
ire de cet auxiliaire banal pour
à son adresse. Toute l'Italie
tte éloquente protestation de
o, sans toutefois la compren-

dre, comme elle le fut après dix ou
quinze ans d'occupation française.
Bien que profondément blessé de voir
Venise aux mains autrichiennes, le
poète lui-même voyait encore dans les
Français les missionnaires armés des
idées libérales, et il prit du service
dans la première légion italienne qui,
comme les autres, était et ne pouvait
se dispenser d'être à la remorque
des armées françaises. C'est ainsi qu'il
se trouva dans Gênes lors du célè-
bre siège soutenu par Masséna. Il
cultivait la poésie au milieu du fracas
des armes, témoin les deux magnifi-
ques odes à Louise Pallavicini, qui
l'une et l'autre sont de cette époque.
Il avait alors le grade de capitaine.
Le général Pino se l'attacha en qua-
lité d'aide-de-camp. La paix ayant
suivi de près la campagne de Ma-
rengo, ce service n'était pas fort pé-
nible. Foscolo put paraître en 1801,
au congrès de Lyon comme député
du collège de *dotti*, et il prononça
en cette occasion un discours émi-
nemment remarquable, non seulement
par l'éclat et la force du style, mais
par la sagesse des idées et par les
vues pratiques dont il abondait. A
cela près qu'il y faisait parler Pho-
cion devant le peuple d'Athènes, ce
qui n'était pas neuf, il faut avouer
qu'il mettait dans la bouche de ce yer-
tueux citoyen un énergique tableau
des derniers événements, des espéra-
nces conçues, des causes qui en avaient
ajourné la réalisation, et il termi-
nait en proposant le remède. Mais le
républicanisme, base essentielle du
système de Foscolo, ne cadrerait en
aucune façon avec les plans du pre-
mier consul, qui, tout en feignant
d'applaudir, n'adopta aucune des
vues du poète démocrate. Ne pou-
vant de près ni de loin attaquer le
tout-puissant arbitre des destins de

la France et de l'Italie, Foscolo exhala sa bile contre tous ceux qu'il savait être les adhérents d'un ordre de chose qui visait à la monarchie : il n'épargnait pas même ceux qui, se tenant à distance de toute exagération, laissaient aller les événements, ne s'enthousiasmaient de rien et s'accommodaient de tout. Essentiellement âpre et irascible par nature, devenu hargneux par les contrariétés et le désappointement, il se mit à décocher le sarcasme contre tout ce qui blessait sa susceptibilité. Les Pepoli, les Mazza demeurèrent écloppés leur vie durant des blessures qu'il leur fit ; Monti, que d'abord il avait prôné et qu'il avait déterminé à traduire l'Iliade, n'échappa point ; il ne cachait pas son mépris pour Césariotti. Alors on put juger de son avenir. Impatient de toute espèce de supériorité, ne se décidant jamais à plier, à se taire, habile dans l'art de se créer des ennemis, brouillé avec les puissances politiques, comme avec les puissances littéraires, il devait toujours se faire évincer ou rester en route. C'est ce qui ne manqua point. Aussi ne saurait-on le comparer mieux qu'à P.-Louis Courier. Même culte du classique, même amour de la liberté, même indignation contre les déceptions, les faiblesses et les vues intéressées, même brusquerie de formes. Cette malheureuse propension se révèle dans le gros volume qu'il fit paraître en 1803 sur la *Chevelure de Bérénice*, et qui se compose de quelques vers italiens, traduction du morceau de Callimaque qui porte ce titre, et de commentaires sans fin sur ce morceau. L'intention, trop visible, de Foscolo est triple : d'une part il veut ridiculiser les commentateurs, prétention singulièrement surannée ! d'une au-

tre il veut prouver que facile que d'exceller en et qu'il ne tient qu'à lui Ernesti, les Scaliger, enfin surtout il veut av de se moquer de ses ri objets de son aversion. de dire que presque toutes sont fausses et qu'on sent conjectures, les paradoxes à tout propos sont ture. Cependant certains se laissèrent prendre aux lisons dans une bonne note colo qu'il se montra érudit fond que poète brillant de *ma di Bérénice*. Pour le biographe, nous pensons pas lu la *Chioma* ; nul j tent ne saurait s'y méf 1805, il vint à Calais et pour s'embarquer sur la devait faire une descente terre. Quelque temps après de faire partie de l'armée mais il garda toujours capitaine. La littérature était alors l'objet favori. Plein d'admiration pour comme naguère il l'avait Goethe, il voulut imiter glais, mais en rapportant à l'Italie : de là le sublim des Tombeaux (*i Sepolc*) quel les idées les plus les images les plus virements les plus nobles et thétiques se déploient et riodes, en vers larges qu'on croit voir marcher prendre les attitudes les et les plus inattendues. avait traité le même sujet Nuits du comte Verri sans quelque rapport avec des deux poètes ; mais dit pour la puissance et |

cant, pour la solennité en temps passionnée et calme nire dans les tableaux, dans c'est à Foscolo qu'est due e. Il était là dans son élément; ent de tous les êtres vivants, ix morts qu'il adressait ses ges. Dans ces monuments funé- lorment les illustrations de : Italie: « Heureuse Florence, ton église de Sainte-Croix, sent Michel-Ange, Machia- Léonard Bruni, Nardini, ini, les deux Galilée, Filicaja, lui aussi, aima la liberté et rêva le libre! » L'année suivante, Foscolo commença une édi- : *OEuvres complètes* du cé- lèbre Montecucculli, le rival enne, et il la dédia au géné- ralelli, alors ministre de la du royaume d'Italie, dont devenu l'aide-de-camp. On a que cette édition était la re qui eût encore été donnée; l y a de certain, c'est que des es distingués ont reproché à d'avoir dans ses notes et addi- op lestement prêté à l'habile l des Impériaux ses propres e s'être livré à trop de digres- ur l'art de la guerre, tant à qu'en Grèce, d'avoir blâmé avalièrement son prédéces- urpin de Crissé, etc., et que n Grassi, publiée depuis à Tu- (21), lui est fort supérieure. plus, Foscolo n'acheva pas treprise, et le premier vo- ttend encore le second. Ce qui tain aussi, c'est que l'opéra- la dédicace furent très-gou- ms les bureaux de la guerre, pour peu qu'il eût été sage, n'aurait les portes fermées, et se iliait avec le pouvoir, qui ne mandait que de n'être pas hos-

tile. Aussi quand Monti, nommé his- toriographe du royaume d'Italie, laissa vacante la chaire de littérature à l'université de Pavie, c'est Fos- colo qui eut la place. Mais à peine en possession, soit qu'il ne pût se contenir, soit qu'il s'imaginât être inamovible, il recommença ses in- cartades, et débuta par un discours sur l'*Origine et l'office de la litté- rature*, vrai pendant du *Del prin- cipe della lettera* d'Alfieri, et continua sur le même ton quelques semaines. Mais tout-à-coup un dé- cret de Napoléon coupa court à ces prédications anti-monarchiques et ~~anti~~ *françaises*, en supprimant la chaire de littérature dans les trois univer- sités de Padoue, de Pavie et de Bo- logne. A partir de ce temps, le ré- gime napoléonien le traita en irré- conciliable ennemi: les rédacteurs du *Polygraphe*, les Monti, les Lam- berti, les Lampredi, tombèrent, tour à tour ou tous ensemble, sur ses écrits et sur sa personne. L'orage éclata surtout à propos de sa tragédie d'*A- jax* représentée sur le théâtre de Mantoue le 1^{er} déc. 1811. Les critiques ne se bornèrent pas à décider que la pièce était ennuyeuse, les caractères exagérés, les scènes mal agencées, les situations vieillies, le style con- traint, ~~ils~~ eussent été dans le vrai; ils ne se bornèrent pas à dire par la bouche de Monti :

Ne dites pas que lorsqu'en scène il glisse
Ce fou d'Ajex et ce fourbe d'Ulysse,
Et les grands airs du fier Agamemnon,
Le Foscolo se met en quatre. — Non!
En trois, d'accord! Fou, faux, fier à l'extrême,
Il a trois fois posé devant lui-même (a)...

(le public eût ri volontiers de l'épi- gramme, qui sous quelques rapports

(a) Voici l'épigramme de Monti en italien :
Per porre in scena il furibondo Ajace,
Il fiero Atride e l'Ulico fallace,
Gran fatica Ugo Foscolo non fe :
Copiò se stesso et se divise in tre.

ne manque pas de justesse) : ils le dénoncèrent en quelque sorte au pouvoir, en imaginant ou du moins en révélant des allusions d'un bout à l'autre de la pièce: Ajax était Moreau, Calchas était le pape, Ulysse était Sa Majesté Impériale et Royale Napoléon. Ils firent si bien que le gouvernement d'Eugène prit l'affaire au sérieux et qu'il fut un instant question de le renfermer dans une prison d'état ou de l'exiler. Le général Pino lui sauva le désagrément d'une condamnation en le chargeant d'une mission militaire, d'où, comme par hasard, il se rendit en Etrurie. Son séjour à Florence fut marqué par la traduction du *Voyage sentimental* de Sterne (1813), traduction qui, quoique jugée par les Anglais bien inférieure à l'original, en reproduit pourtant avec beaucoup de fidélité les grâces naïves et l'inattendu. Le renversement de Napoléon lui permit de revenir à Milan, où le gouvernement provisoire lui conféra le rang de major (1814). Il conçut alors l'espoir chimérique de voir l'Italie indépendante; et il tenta sérieusement d'obtenir une grande faveur par le crédit de quelques Anglais puissants. Bientôt désabusé sur le compte des vainqueurs de Bonaparte, comme sur Bonaparte lui-même, Foscolo vit que l'Italie, pour conquérir l'indépendance et l'unité, devait compter sur elle-même et non sur des assistances étrangères. Lors donc que le retour de Bonaparte aux Tuileries, en 1815, eut remis en question les arrangements faits au traité de Paris et ceux qu'on faisait encore au congrès de Vienne, il fut un des hommes qui prirent les armes pour l'expulsion des Autrichiens. Aide-de-camp du général Pino, il fut chargé d'organiser la garde nationale

de Milan. Très-gravement mis par ces actes, et voyant ses amis Rasori, Cavedoni, l'Incester, mis en jugement, personne n'accusant de faiblesse ses ennemis, Foscolo se réfugia en Suisse, et de là, jugeant encore trop près de l'Autriche l'Italie, il fit un voyage en Angleterre, où définitivement il se fixa. La haute réputation qu'il jouissait, l'indépendance de sa conduite, la justesse de ses opinions lui assurèrent un accueil bienveillant chez tous les hommes de lettres et dans les sociétés d'élite; et sa connaissance parfaite de l'anglais (3), avec laquelle peuvent s'expliquer toutes les opinions en ce pays sur la chaise et de liberté, contribua à lui en rendre le séjour agréable. Il commença d'abord par une querelle avec la seigneurie sur le digamma éolien, il se fit construire aux environs de Regent's Park, à Londres, une maison, auquel il donna la grotesque dénomination de Cottage-Digamma, ensuite imprimer la tragédie *Charde* (Ricciarda), qu'il termina pendant son dernier séjour en France. Le sujet est emprunté à l'histoire lombarde, et cette œuvre nous voyons le grand ami de la liberté abandonner la langue grecque : indubitablement un indice de progrès; cependant la même chose resta la même. Quelque chose ne manquant pas de chaleur, son style est plein d'éclat, de

(3) Il possédait assez cet idiom italien, pour y composer vers. Comme échantillon de son style anglais, nous indiquons ici la préface de ses *Essais sur l'éternité*, placée en tête d'une édition destinée à la France, n'est connue que de peu de

ce, mais la conduite et l'enfant défectueux. La *Quarter-view*, en analysant l'homme son quarante-huitième apprécia les beautés et les lui rendaient cette production remarquable à plus d'un titre. ne profita qu'à moitié des que lui insinuait le critique modifia point son système ne; car il ne composa plus la scène; mais on peut qu'il s'aperçut qu'il avait la route. En ce cas, pour pas l'avouer? c'est que l'on ne pas tout ce qu'on reconnaît la vérité, et qu'il est dur, poète qui a primé et prescole, de convenir qu'il s'est Pourquoi, encore jeune et le la force du talent, ne pas sa revanche par des pièces dans un autre système et la suite de Schiller, comme *Alfieri*? c'est qu'au fond de la inconstance extérieure que les aventures de Foscolo, il quelque chose d'indomptable ne plie pas; c'est qu'il ne pour réaliser un type d'en la vérité, il faut se prendre pour lui, s'identifier à lui, et qu'on ne fait plus à quarante et enfin que jeune on est sans aciné par une beauté d'art ne voit pas tous les désavantages la balancent, tandis que on saisit les deux côtés, on, et le sentiment des impressions empêche d'être tout de l'avantage qui l'accompagne condescendant au système que, Foscolo n'eût pu se contenter d'un romantisme vulgaire et ses formes. D'ailleurs changer ses tendances, et de ses habitudes sous l'influence des-

quelles il suivait une imperturbable ligne droite et coulait des tragédies comme du fer en barres, en venir à un système curviligne, qui tient compte de toutes les disparités, qui suit toutes les ondulations, qui s'applique à reproduire toutes les nuances, c'eût été un supplice pour Foscolo, et son génie l'aurait quitté en route. Mieux valait encore le prendre tel qu'il était. D'autre part, les circonstances ne lui laissaient pas toujours toute liberté pour ses travaux. Sans être riche, il aimait l'aisance, le luxe, et il fallait qu'il appelât sa plume à l'aide pour défrayer de coûteuses fantaisies. Elle ne suffisait pas toujours à la peine, bien qu'il écrivît beaucoup; et plus d'une fois il réunit dans les mêmes anathèmes les critiques du *polygraphe*, auxquelles jamais il ne pardonna, et ses créanciers. On a dit qu'en ce temps-là sa détresse fut quelquefois si grande qu'il n'avait pas deux chemises à son usage. Le fiel alors coulait de sa bouche, et il enveloppait l'univers dans ses mécontentements : « Il n'existe point d'amis! » disait-il amèrement en attachant sur ses amis des regards profonds et qui blessaient. Comme s'il eût pu s'en prendre à d'autres qu'à lui-même de sa position précaire et trop humble à son gré! comme si les déceptions, les inimitiés n'eussent existé que pour lui! comme si les gouvernements qu'il attaquait, la plume ou l'épée à la main, eussent dû le pensionner! C'est dans ces tribulations que Foscolo passa les dernières années de sa vie, ballotté ainsi que Jean-Jacques entre de modestes espérances et le chagrin de ne pas les voir se réaliser, aux prises, tantôt avec les choses, tantôt avec les hommes, souffrant par sa faute et toujours rejetant sa faute sur d'autres, s'in-

dignant des patronages comme d'une humiliation, et révolté de ne point avoir de patrons, heureux pourtant au milieu de ces secousses de voir son nom en vénération à l'Italie et à l'Europe, car les Italiens le classaient plus haut depuis qu'ils ne le possédaient plus, et l'Europe partagée en deux camps ne pouvait ignorer le nom d'un de ceux qui avaient donné le plus de retentissement au mot de *liberté*. Foscolo mourut le 10 septembre 1827, dans une maison aux environs de Londres, où il s'était retiré pour améliorer sa santé. — Doué de toutes les qualités qui font le grand poète lyrique, il y joignait aussi quelques-unes de celles qui font le grand historien, l'habile orateur : son éloquence était brillante, facile, abondante, claire. On trouve chez lui beaucoup d'images, de traits heureux et piquants, de la hardiesse et de la correction, et cette espèce de langage plastique qui semble donner une pose, une attitude à chaque phrase ; enfin un savoir remarquable, aidé par une prodigieuse mémoire. Personne n'était en état de citer plus que lui, et il ne s'en faisait pas faute dans la conversation. Comme chef d'école, si tant est qu'on puisse lui décerner ce nom, car il n'est pas véritablement original, et il n'a été que le principal imitateur d'Alfieri, il appartient à la littérature de transition. Sentant le besoin de réforme, ou plutôt la légitimité de la réforme commencée par l'illustre Piémontais, il l'adopta et fut pour beaucoup dans le triomphe de ce système. Mais il ne vit pas que, si les formes ressuscitées ou créées par la tragédie alférienne l'emportaient sur la déplorable mollesse et la nullité naguère en vogue, la ténacité avec laquelle on s'attachait à ces formes

circonscrivait l'art dans une étroite où bientôt il ne pourrait se mouvoir que mécaniquement, dès que l'inspiration vien manquer, serait aussi stérile que celle de Métastase. Toutefois instinct de quelque chose de mi portait vers autre chose : c'est ainsi que, passionné pour Goethe dont les tragédies de Jacopo Ortis trahissent l'imitation ; c'est ainsi que, sorti puis son séjour en Angleterre, peare obtint sa sincère admiration. Ossian et Young, qu'il avait aussi, se rangent dans une autre catégorie et s'assortissent mieux : anciennes prédilections qu'il a des subséquentes. Bien que né dans des temps modernes, est brut et voisin de la nature ; Young, quoique renouveau de beautés et empreint d'une mélancolie chrétienne, a beaucoup de la antique et du manque de ce qui caractérise la poésie primitive. Il en est tout autrement de peare et de Goethe. A présent ment Foscolo a-t-il pu former des manières aussi diverses ? Il n'a point fondues, il les a juxtaposées voilà tout, et juxtaposées sans faire la soudure. Aussi y a-t-il quelque chose d'inharmonieux au fond de tous ses ouvrages : il y a une instabilité d'humeur entre les ébauches qu'il a voulu marier. Sous ce riche vêtement qu'à l'aide duquel il dissimule le vice de ses productions hybrides, on sent que la vie n'est pas là. Ajoutons, pour être complet, que ce vice capital ne se trouve que plus dans les derniers travaux de Foscolo, à qui, soit l'âge et l'expérience, soit la vue de l'Angleterre avait enfin donné des idées plus plètes et plus saines. Voici un aperçu de ses ouvrages : I. Les trois

plus haut nommées; *Ajax*, le, n'a point été imprimée. *Poésies de Jacopo Ortis*, Milan, 1815; trad. en français par M. Lesclapart, Paris, 1814, 2 vol. mis par M. Aug. Troguon, 1818, 1 vol. in-8°. III. *La re de Bérénice* (aussi en Milan, 1803. IV. *Les Tombrascia et vers*, Milan, 1812, 2^e éd., 1822. Il s'y trouve poésies érotiques, avec les à Louise Pallavicini. Au pièces de ce recueil peuvent er diverses poésies fugitives, et *Alcée* et l'*Hymne aux adressé à Canova* (Milan, VI. *Didymi clerici, proximi hypercalypseos ligularis*, en latin, satire contre les littérateurs ita- niféraires de la domination . VII. *Essais sur Pé-*, Londres, 1821. Cet ou- plaça au premier rang parmi ques de sa patrie : l'auteur à *Rienzi*, non-moins que le le Laure, devait inspirer la admiration à celui qui s'était les traits de Jacopo Ortis. *Introduction aux Nouvelles cace* (à la tête de l'édition néron donnée à Londres en r Pickering) : c'est une ex- histoire de l'œuvre qu'elle IX. *Discours sur le texte te*, Londres, 1826. A ce également remarquable com- logie et comme ouvrage litté- raient faire suite des obser- *illustrazioni*) sur la Divine : il paraît qu'il les avança , ou même qu'il y mit la main : elles n'ont pourtant imprimées. X. Beaucoup s dans les recueils périodi-

ques, entre autres ceux qui suivent et qu'on peut regarder comme des morceaux de critique et d'histoire de la première force : 1^o et 2^o *Articles sur le Dante* (dans la *Revue d'Edimbourg*, vol. 29 et 30); 3^o *sur la Poésie narrative italienne* (dans la *Quarterly Review*, vol. 21); 4^o *sur la Traduction de la Jérusalem délivrée*, par Wiffen (*Westminster Review*, n^o 12); 5^o *sur les Mémoires historiques de Casanova* (*Westminster Review*, n^o 14); 6^o *Histoire démocratique de la république de Venise* (*Edinburgh Review*); 7^o *sur la Tragédie italienne* (*Foreign Quarterly Review*). A ces ouvrages originaux doivent être jointes la traduction en italien du voyage sentimental (sous le pseudonyme de *Didimo Chinezico*), Florence, 1813, et l'édition inachevée des *OEuvres de Montecucculi*, Milan, 1807 et 1808, in-fol. En 1836, on a publié à Turin des *Lettres inédites de Foscolo à Joseph Grassi*, 1 vol in-12. P—or.

FOSTER (HENRY), navigateur anglais, était né, en 1797, à Woodplumpton, dans le comté de Lancastre. Entré de bonne heure dans la marine royale, il se distingua dans plusieurs occasions, et à la paix, il s'occupa spécialement des observations astronomiques, si utiles pour guider le marin dans ses courses. Les services signalés qu'il rendit dans les expéditions du capitaine Parry, aux mers arctiques, lui méritèrent la médaille d'or que décerne la société royale de la Grande-Bretagne pour récompenser les travaux de ce genre. Le conseil de cette compagnie, voulant que des recherches faites par un homme habile pussent éclaircir certains points de la physique du globe, restés encore obs-

cars, dans les parages des mers antarctiques, suggéra l'idée d'un voyage qui aurait pour but de remplir les lacunes de la science, et en même temps désigna Foster pour commandant de l'expédition; ses vœux furent exaucés. Suivant ses instructions, le capitaine devait constater la véritable figure de la terre, par une suite d'observations du pendule en divers lieux des deux hémisphères septentrional et méridional; mesurer soigneusement, par le moyen du chronomètre, les distances méridiennes entre les différents lieux qu'on visiterait; reconnaître la direction des courants de l'Océan; enfin s'occuper de tout ce qui concerne la météorologie et le magnétisme. La corvette le *Chanticleer* fut équipée à Portsmouth avec tout le soin que requerrait sa navigation future au milieu des glaces, et les précautions les plus grandes furent prises pour la conservation de la santé de l'équipage. Foster partit le 27 avril 1828, et vit successivement en y séjournant, Madère, Ténériffe, Saint-Antoine dans l'archipel du Cap-Vert, l'île Fernando de Noronha, Rio-Janeiro, l'île Sainte-Catherine, Montevideo, l'île des États à l'entrée du détroit de Le Maire, le Cap-Horn. Le 2 janvier 1829, il rencontra, par soixante degrés de latitude australe, les premières montagnes de glace flottantes; le 5, il était près de la côte du South-Shetland; le 7, il débarqua sur celle de la terre de la Trinité. Se conformant à un usage qui peut être justement appelé ridicule, il prit possession, au nom de son souverain, de cette terre située par soixante-trois degrés vingt-six minutes de latitude, couverte de frimas éternels, et fréquentée uniquement par des phoques et des oiseaux

de mer. Il ne quitta ces glaces que le 2 mars, revint à Horn, où il eut des commu- amicales avec les indigènes plaisir de trouver son compa- capitaine King, qui, avec de- ments, explorait ces parages visita ensuite le cap de Bour- rance, Sainte-Hélène, l'As- Fernando de Noronha, M. Para sur la côte du Brésil, de Paria, l'île de la Tri- port de la Guayra, et Port dans la mer des Antilles. Il ques excursions dans l'isth alla jusqu'à Panama; le 1831, il descendait la riv Chagres, dans une pirogue que, posant son pied à fau- toile d'un tendelet qui cou- compagnons, il tomba da- Ceux-ci, avertis de sa chute bruit qu'elle produisit, se aussitôt à la nage et pl pour le sauver; dévouement ce ne fut que le 8 qu'on r- fleuve son corps inanimé; il terré sur la rive voisine. La- ticleer, dont la mission éta- plie, fit route vers l'Ang et le 17 mai, entra dans le- Falmouth. W.-H. - B. V chirurgien de la corvette, en anglais, d'après son jour- culier, avec l'autorisation d- rauté: *Relation d'un vo- l'Océan atlantique méridie- sur la corvette du roi, le- ticleer, dans les années 1828 1830, 1831*, Londres, 1 vol. in-8°, carte et figures. contient des détails intéress- souvent nouveaux, sur les li- tés dans le cours du voyag- terminé par un supplém- mant ce qui est relatif à l- naturelle et à la physique.

FOUCHÉ (JOSEPH), duc d'Ortrante, né à Nantes le 29 mai 1763, est un des hommes de la révolution les plus remarquables et en même temps les plus difficiles à apprécier. Sa vie se partage en trois époques bien distinctes : dans la première, on ne peut qu'estimer en lui l'oratorien livré à l'instruction de la jeunesse ; dans la seconde, il nous apparaît pendant quelques années comme le séide du crime et de l'anarchie ; dans la troisième on ne voit plus que l'homme du pouvoir, poursuivant avec persévérance et quelque dignité la tâche qu'il s'était imposée de réparer les maux que lui et ses complices avaient causés à la France. Dans ces deux dernières phases de sa vie publique, il fit le bien comme le mal avec esprit, à propos et calcul ; enfin à travers toutes ces variations, l'homme privé s'est constamment montré simple et réglé dans ses mœurs, sensible à l'amitié, aux affections domestiques ; toujours plein d'aménité, traitant légèrement les choses frivoles, ne mettant aucune prétention aux choses les plus graves ; maître de lui dans les moindres accidents de la vie, aussi bien que dans les crises les plus terribles. Son habileté consistait à dominer les événements, en paraissant s'y soumettre, parce qu'il savait d'abord les apprécier : il ne choisissait pas moins adroitement les hommes qu'il employait, et c'est là le premier talent de l'homme d'état. Pour raconter la vie de l'oratorien la tâche est courte et facile. Fils d'un capitaine de la marine marchande de Nantes, Fouché fut dès l'âge de neuf ans confié aux PP. de l'Oratoire qui avaient un collège dans cette ville. Il eut d'abord peu de succès dans ses études. A un esprit lent à se développer, il joignait

une gâté de caractère que ses premiers maîtres prirent pour une légèreté inepte et stérile. Son intelligence se montrait rebelle aux règles convenues de la grammaire et de la versification latines et françaises. Il passait pour un triste écolier, lorsque le P. Durif, préfet des études, s'aperçut que l'enfant lisait de préférence les livres les plus sérieux, entre autres les *Pensées de Pascal*. Tout fut employé par cet instituteur judicieux pour cultiver convenablement les dispositions d'un sujet qui sortait de la ligne ordinaire. Fouché était destiné à la marine, mais sa complexion délicate engagea son père à céder aux représentations des oratoriens ; et l'élève favori du P. Durif fut voué à l'instruction publique dans cette savante congrégation. Ayant fait quelques progrès dans les mathématiques, il fut envoyé à l'institution de Paris. Là on lui mit d'abord entre les mains les *commentaires sur les Évangiles*, par Jansénius, et le *catéchisme du concile de Trente*. Il avoua à son confesseur le P. Mérault de Bissy, supérieur de la maison, le dégoût que lui inspiraient ces livres. Le sage directeur le conduisit dans sa bibliothèque, où il permit au jeune homme de choisir les ouvrages qui lui conviendraient le mieux. Le *petit Catécisme de Massillon*, les *Essais de Nicolle*, tels furent les auteurs auxquels s'arrêta Fouché, qui obtint en outre la permission de garder dans sa chambre les *Eléments d'Euclide* ; enfin, Tacite, Horace, que jusqu'alors il n'avait lus qu'en cachette. Fouché professa d'abord, avec distinction, la philosophie et les mathématiques à Juilly, à Arras, à l'école militaire de Vendôme. Tous ceux qui le connurent à cette époque heu-

rense et paisible de sa vie se sont accordés à rendre témoignage à son zèle dans ses fonctions, à la régularité de ses mœurs, à l'agrément et à la sûreté de son commerce. Et dans la suite, même au milieu des orages de la révolution, ils n'eurent qu'à se louer de sa bienveillance. Ses constituants Cazalès et Malouet étaient de ce nombre. Tous ceux qui, après la tourmente révolutionnaire, ont visité le collège de Juilly, ont pu entendre les PP. Grénière et Lamoignon, vénérables débris de l'Oratoire, s'exprimer sur Fouché de la manière la plus favorable, tout en déplorant ses excès révolutionnaires (1). Pendant qu'il professait la philosophie à Arras, Fouché s'était lié avec Robespierre; et même, quand celui-ci fut élu député à l'Assemblée constituante, il lui prêta quelques centaines de francs pour son voyage et son établissement à Paris. Par un avancement rapide et mérité, Fouché vint, à vingt-cinq ans, d'être nommé préfet des études au collège de Nantes, lorsque l'ardeur avec laquelle il embrassait les nouvelles idées le jeta dans les orages politiques. N'ayant pas encore reçu les ordres, il se maria, se fit avocat et fut l'un des fondateurs de la so-

ciété populaire de Nantes. A défaut d'éloquence, il se signala par cette exagération qui seule conduisait alors à la popularité. Son élection comme député de la Loire-Inférieure à la Convention nationale, en septembre 1792, prouva la justesse de ses calculs. Durant les premiers mois de la session conventionnelle, il se fit peu remarquer; il attendait. Ses anciennes relations avec Robespierre se renouèrent; mais la diversité de leurs caractères et de leurs vues politiques ne tarda pas à semer la méintelligence entre eux. Robespierre, soit qu'on voie en lui un ambitieux hypocrite, soit qu'il fût de bonne foi dans sa faveur (car, sous ce rapport du moins, il n'est pas encore jugé), le farouche Robespierre ne voulait que des instruments dociles et aveugles; un tel chef ne pouvait convenir à Fouché, homme sans conviction, mais non pas sans caractère; car il était trop profondément égoïste, et sentait trop d'ailleurs sa supériorité pour se soumettre ni se dévouer à personne; il donna la préférence à la faction de Danton, « faction si profondément immorale, puisqu'elle avait réduit en spéculation pé-
« ennnaire l'enthousiasme et l'anar-
« chie (2). » Dès son arrivée à Paris, il fréquenta avidement le club des Jacobins, et parut fort bien s'entendre avec Marat, dont il avait propagé les doctrines à la société populaire de Nantes. A la Convention il fit pendant plusieurs mois partie du comité d'instruction publique, puis de celui des finances. Dans le premier de ces comités il se lia avec Condorcet, et par lui avec Vergniaud. Déjà la lutte était engagée entre les Girondins et les Monta-

(1) En 1808 Fouché accompagné du P. d'Orléans, ex-oratorien, visita le collège de Juilly. Les élèves reçurent avec solennité le ministre de la police générale et lui chantèrent une petite pièce au vers de leur composition qui commençait ainsi :

Je viens pour rendre tes amis
Les embrasés du ministère,
Quelques fadares tu nous permets
Dans cet asile solitaire;
De profiter de tes leçons
Nos amis auront l'avantage....

A ce dernier vers Fouché, peu flatté du souvenir qu'on lui rappelait, tourna le dos. Le P. d'Orléans entendit jusqu'au bout la harangue stérile et chabote. Son exemple fit recevoir l'assemblée de meilleurs idées, et alla fut dès lors considérée comme elle l'était toujours pour l'Oratoire et les élèves de Juilly.

(2) Notice sur Fouché dans l'Annuaire de M. Mahul, année 1830.

gnards ; mais dans la société ils n'en avaient pas moins de fréquentes occasions de se rencontrer. Malgré l'affection que lui inspirait Vergniaud, Fouché était déjà trop avisé en politique pour s'attacher au parti girondin dont le système, fondé sur la division fédérative de la France, était par cela même un système de faiblesse. Un jour, à l'issue d'un dîner qui avait eu lieu chez le député de Nantes, Robespierre apostropha vivement Vergniaud. « Avec une pareille violence, lui dit Fouché, vous gagnerez sûrement les passions ; mais vous n'aurez pour vous ni estime ni confiance. » Robespierre ne pardonna jamais cette parole à son auteur ; et celui-ci, devenu depuis un grand personnage, se plaisait à rapporter cette anecdote. Ce fut seulement lors du procès de Louis XVI qu'on put juger à quel parti de l'assemblée il allait s'attacher. Il vota sur toutes les questions avec la montagne, c'est-à-dire la mort ; point de sursis ; point d'appel au peuple ; enfin, dans la discussion relative à cette dernière question, il dépassa en véhémence ceux des Montagnards dont la réputation révolutionnaire était le mieux établie. « Je ne m'attendais pas, dit-il, à énoncer à cette tribune d'autre opinion contre le tyran que celle de son arrêt de mort. Il semble que nous sommes effrayés du courage avec lequel nous avons aboli la royauté ; nous chancelons devant l'ombre d'un roi... Sachons prendre enfin une attitude républicaine ! Sachons nous servir du grand pouvoir dont la nation nous a investis ! Sachons faire notre devoir en entier ; et nous sommes assez forts pour soumettre toutes les puissances et tous les événements. Le temps est pour nous

« contre tous les rois de la terre. « Nous portons au fond de nos cœurs « un sentiment qui peut se communiquer aux différents peuples, sans « les rendre nos amis, et sans les « faire combattre avec nous, pour « nous et contre eux. » (3) Comme membre du comité d'instruction publique, Fouché, dans les séances des 14 février et 8 mars 1793, fit rendre un décret pour la vente, comme nationaux, des biens dépendants des bourses et établissements d'instruction publique autres que les collèges. Dans le comité des finances il ne resta pas oisif. Le 10 du même mois, à la suite d'un rapport fort étendu, il fit rendre un décret tendant à mettre sous la main du gouvernement tous les biens, toutes les propriétés, qui jusque-là avaient été soustraits à la fiscalité révolutionnaire au moyen de réticences, de fausses déclarations ou de suppositions de nom. Cette mesure, savamment combinée, soumettait tous les notaires et autres officiers publics, sous peine de vingt mille livres d'amende, à représenter au département le répertoire des actes passés par eux, à compter du 1^{er} janvier 1793. Dix ans de fers étaient prononcés contre le notaire qui se serait prêté à toute fraude tendant à conserver à un émigré la propriété de ses biens. Bientôt, sur la proposition de Marat,

(3) Il paraît que Fouché antérieurement au procès avait eu des sentiments bien différents. Il voulait, dit-on, ne prononcer que la détention ; il avait même annoncé à l'un de ses collègues, homme très modéré, M. D^{*****}, l'intention de publier, avant le jugement, une opinion motivée dans ce sens. Quel fut l'étonnement de M. D. quand il lut cette publication, commençant par cette phrase ridicule : « Je ne puis concevoir comment on peut hésiter un moment à voter la mort d'un tyran. » Mais quelques jours avaient suffi pour changer les dispositions de Fouché, qui chercha à s'excuser auprès de M. D. en disant qu'il avait été obligé de céder aux suggestions de ses collègues de la Loire-Inférieure.

Fouché fut envoyé en mission dans le département de l'Aube où la recrutement éprouvait de grandes difficultés. Par les seules voies de la persuasion et l'emploi des moyens les plus adroits, il réussit à faire partir une jeune et nombreuse milice, dont la résistance, jusqu'alors invincible, n'eût pas tardé, si elle se fût prolongée, à attirer sur le département toutes les rigueurs du gouvernement conventionnel. Pendant cette mission, il adressa à l'assemblée une lettre où il fit l'éloge de la révolution du 31 mai, si désastreuse pour les Girondins, négua ses amis. Envoyé deux mois après dans le département de la Nièvre, il mit à l'ordre du jour l'athéisme, le pillage des églises, et la désorganisation des liens sociaux. Il avait à faire exécuter les décrets par lesquels la Convention venait d'abolir tous les cultes religieux : quatre jours lui suffirent pour accomplir cette œuvre. Le premier jour (26 sept. 1793), il présida à une fête ordonnée pour l'inauguration du buste de Michel Lepellatier. Le lendemain il publia un décret qu'on pourrait prendre pour la réverie de quelque hiérophante du paganisme : « Considérant
 « que le peuple français ne peut re-
 « connaître d'autre culte que celui
 « de la morale universelle, d'autre
 « dogme que celui de sa souveraineté
 « et de sa toute-puissance, etc.,
 « toutes les enseignes religieuses
 « qui se trouvent sur les routes, sur
 « les places et généralement dans
 « tous les lieux publics, seront
 « anéanties. Tous les citoyens morts,
 « de quelque secte qu'ils soient, se-
 « ront conduits, vingt-quatre heures
 « après le décès et quarante-huit
 « en cas de mort subite, au lieu des-
 « tiné pour la sépulture commune,
 « convertis d'un voile funèbre sur

« lequel sera peint le *Sommeil*. La
 « lieu commun où leurs cendres re-
 « poseront sera isolé de toute ha-
 « bitation, planté d'arbres, sous
 « l'ombre desquels s'élèvera une sta-
 « tue représentant le *Sommeil*.
 « Tous les autres signes sont dé-
 « truits, et on lira sur la porte de
 « ce champ, consacré par un res-
 « pect religieux aux mânes des
 « morts, cette inscription : *La*
 « *mort est un sommeil éternel.* » Partout il fit abattre les croix, dé-
 « molir les autels, lui, que depuis on a vu ôter son chapeau, en signe de
 « pieux respect, toutes les fois que, se
 « promenant aux environs de sa belle
 « terre de Pont-Carré, il rencontrait
 « une modeste croix. Le pillage des
 « autels était à la fois la conséquence
 « et le motif des excès qu'il commit
 « dans la Nièvre ; ainsi fit-il à la Con-
 « vention plusieurs envois du mobilier
 « des églises. On jugera de l'import-
 « tance de ces spoliations par ces mots
 « extraits des procès-verbaux de la
 « Convention (1^{er} brumaire an II) :
 « Fouché de Nantes, etc., envoie à
 « la Convention mille quatre-vingt-
 « onze pièces en or et en argent,
 « provenant de la dépouille des égli-
 « ses. » Dix jours après, 11 brumaire
 « (1^{er} novembre 1793), second
 « envoi encore plus considérable : « Ci-
 « toyens collègues, écrivant le pro-
 « consul iconoclaste, je vous envoie
 « dix-sept malles remplies d'or,
 « d'argent et d'argenterie de toute
 « espèce, provenant de la dépouille
 « des églises, des châteaux, et aussi
 « des dons des sans-culottes. Vous
 « verrez avec plaisir deux belles
 « croixes d'argent doré, et une cou-
 « ronne ducal en vermeil. L'or et
 « l'argent ont fait plus de mal à la
 « république que le fer et le feu des
 « féroces Autrichiens et des lâches

ent enfin pour résultat d'épargner le sang, à une époque où l'on en fut si prodigue. Il faut bien le reconnaître, ces procousulats si redoutés réduisaient le député qui en était revêtu à n'être que l'instrument docile des comités de salut public et de sûreté générale qui composaient alors tout le gouvernement. Un représentant du peuple en mission sentait le premier réagir sur lui-même la terreur qu'il portait dans les départements, où, d'ailleurs, il trouvait toujours un club de sans-culottes dirigé par la société-mère des jacobins de Paris. Toutefois, dans la Nièvre, forcé de mettre à exécution la loi contre les suspects, c'est-à-dire l'emprisonnement en masse des prêtres et des nobles, Fouché sut adoucir en quelque chose les rigueurs de la loi. On en voit la preuve dans une proclamation qu'il publia le 25 août 1793. « La loi veut que les hommes suspects soient éloignés du commerce social : cette loi est commandée par l'intérêt de l'état ; mais prendre pour base de vos opinions des dénonciations vagues provoquées par des passions viles, ce serait favoriser un arbitraire qui répugne autant à mon cœur qu'à l'équité. Il ne faut pas que le glaive se promène au hasard. La loi commande de sévères punitions, et non des proscriptions aussi immorales que barbares (4). » Quoi qu'il en soit, la Convention fut assez satisfaite de la conduite de Fouché dans la Nièvre pour l'envoyer à Lyon avec Collot-d'Herbois, au mois de brumaire an II (nov. 1793). Ils étaient chargés de mettre à exécution le décret de destruction prononcé contre cette ville infortunée. Fouché, qui prévoyait, sans doute,

toutes les horreurs de cette mission, écrivit à l'assemblée pour en être dispensé ; mais on ne tint aucun compte de sa lettre ; et, comme il n'était pas prudent de se refuser aux ordres du comité de salut public, il finit par adresser à la Convention son acceptation en ces termes : « Je n'avais plus que des jouissances à recueillir dans le département de la Nièvre : vous m'offrez des travaux pénibles à *Commune-affranchie*. J'accepte avec courage cette mission ; je n'ai plus les mêmes forces, mais j'ai toujours la même énergie. Les offrandes continuent d'abonder à Nevers sur l'autel de la patrie ; je vous fais passer un quatrième envoi d'or et d'argent qui s'élève à plusieurs millions. Le mépris pour le superflu est tel ici, que celui qui en possède croit avoir sur lui le sceau de la réprobation. Le goût des vertus républicaines et des formes austères a pénétré toutes les âmes, depuis qu'elles ne sont plus corrompues par les prêtres. Quelques-uns de ces imposteurs s'avisent encore de jouer leurs comédies religieuses ; mais les sans-culottes les surveillent, renversent tous leurs théâtres et plantent sur leurs débris l'arbre immortel de la liberté. » En arrivant à Lyon, Fouché et Collot-d'Herbois firent tomber les têtes de tous les membres de la municipalité lyonnaise qui avaient instruit le procès de Châllier. Voici dans quels termes ils annoncèrent à la Convention cet acte de vengeance : « L'ombre de Châllier est satisfaite ; ceux qui dictèrent l'arrêt atroce de son supplice sont frappés de la foudre, et ses précieux restes, religieusement recueillis par les républicains, viennent d'être portés en

(4) Voy. l'art. Duvergier, LXIII, 281.

he dans toutes les rues de
une-affranchie. C'est au
 même de la place où ce
 intrépide fut immolé à la
 frénésie de ses bourreaux,
 cendres ont été exposées
 ération publique et à la
 du patriotisme... Tous les
 e sont dilatés, le silence de
 leur a été interrompu par
 mille fois répétés : *Ven-*
! vengeance! Nous le ju-
 le peuple sera vengé; notre
 e sévère répondra à sa juste
 ence; le sol qui fut rougi du
 s patriotes sera bouleversé.
 e que le vice et le crime
 élevé sera anéanti, et sur
 ris de cette ville superbe et
 , qui fut assez corrompue
 mander un maître, le voya-
 er avec satisfaction quel-
 ouvements simples élevés à la
 re des martyrs de la liberté,
 chaumières éparses que les
 le l'égalité s'empresseront
 ir habiter pour y vivre heu-
 e bienfaits de la nature. »
 correspondance de Fouché
 lot-d'Herbois, durant cette
 porte le caractère de la fu-
 le l'impiété (5); et ceux
 voula en rejeter tout l'o-
 ce dernier ont dû fermer
 pour ne pas reconnaître
 dépêches le style des publi-
 le Fouché dans la Nièvre:
 xpressions, mêmes idées,
 gomachie immorale et sa-

ont lire dans les publications du
 moment dans Fradhomme, les moine-
 shariats de l'apothéose de Chailier.
 En les cérémonies du catholicisme
 nière la plus grossière. Au milieu
 porta : les vases sacrés, s'avancait un
 d'une chappe, et coiffé d'une mitre;
 e étaient suspendus la Bible et les
 les deux saints livres furent brûlés,
 boire l'eau dans le calice.

crilège; c'est à ne pas s'y mépren-
 dre. Seulement, nous avouerons qu'à
 Lyon, grâce à la prédominance de
 Collot-d'Herbois, la plume de l'ex-
 oratorien est plus fortement trem-
 pée dans le sang. On en jugera par
 ces passages : « Nous n'écoutons
 « que le cri du peuple, qui vent
 « que tout le san des patriotes
 « soit vengé une fois d'une manière
 « prompte et terrible, pour que
 « l'humanité n'ait plus à pleurer de
 « le voir couler de nouveau. Con-
 « vaincus qu'il n'y a d'innocent dans
 « cette infâme cité que celui qui fut
 « opprimé ou chargé de fers par
 « les assassins du peuple, nous som-
 « mes en défiance contre les larmes
 « du repentir; rien ne peut désar-
 « mer notre sévérité..... L'indul-
 « gence est une faiblesse dange-
 « reuse... Les démolitions sont trop
 « lentes; il faut des moyens plus ra-
 « pides à l'impatience républicaine.
 « L'explosion de la mine et l'ac-
 « tivité dévorante de la flamme peu-
 « vent seules exprimer la toute-puis-
 « sance du peuple; sa volonté ne
 « peut être arrêtée comme celle
 « des tyrans; elle doit avoir les ef-
 « fets du tonnerre. » (6).... « Point
 « d'indulgence, citoyens collègues;
 « point de délai, point de lenteur
 « dans la punition du crime... Les
 « rois punissaient lentement parce
 « qu'ils étaient faibles et cruels; la
 « justice du peuple doit être aussi
 « prompte que l'expression de sa
 « volonté. Nous avons pris des
 « moyens efficaces pour marquer
 « sa toute-puissance, de manière
 « à servir de leçon à tous les re-
 « belles. Nous ne vous parlerons

(6) Lettre insérée dans le *Moniteur* du 24 no-
 vembre 1793; elle avait pour objet d'empêcher
 la Convention de revenir sur son décret d'ac-
 cablissement de la ville de Lyon.

« point des prêtres : ils n'ont pas
 « le privilège de nous occuper en
 « particulier (7). Nous ne nous fe-
 « rons point un jeu de leurs impos-
 « tures ; ils dominaient la conscience
 « du peuple, ils l'ont égarée, ils
 « sont complices de tout le sang qui
 « a coulé : leur arrêt est pronon-
 « cé (8).... Notre pensée, notre
 « existence tout entière, sont fixées
 « sur des ruines, sur des tombeaux,
 « où nous sommes menacés d'être
 « ensevelis nous-mêmes... La ter-
 « reur, la salutaire terreur est ici
 « à l'ordre du jour ; elle comprime
 « tous les efforts des méchants (9). »
 Les actes de Fouché et de son collè-
 gue répondaient exactement à ces
 paroles effroyables. Le sang coulait
 à grands flots. Collot-d'Herbois ayant
 été appelé à Toulon, Fouché resta
 pendant près de deux mois à Lyon,
 investi de tous les pouvoirs, et c'est
 alors qu'il lui écrivit cette lettre, dont
 personne que le député de Nantes ne
 peut assumer la responsabilité. « Et
 « nous aussi, mon ami, nous avons
 « contribué à la prise de Toulon en
 « portant l'épouvante parmi les lâches
 « qui y sont entrés, en offrant à leurs
 « regards des milliers de cadavres de
 « leurs complices. Soyons terribles
 « pour ne pas craindre de devenir

« faibles ou cruels ; anéan-
 « dons notre colère et d'un sou-
 « tous les rebelles, tous les ci-
 « teurs, tous les traitres, pe-
 « épargner la douleur, le le-
 « plice de les punir en vain. Et
 « la justice à l'exemple de la
 « vengeons-nous en peuple, f-
 « comme la foudre, et que la
 « même de nos ennemis dis-
 « du sol de la liberté....
 « mon ami, les larmes de j-
 « lent de mes yeux, elles i-
 « mon âme.... P. S. Nous
 « qu'une manière de célébrer
 « toire ; nous envoyons
 « deux cent treize rebelles
 « feu de la foudre. » Cett-
 tion par la mitraille n'était
 première qui eût marqué le
 sulat de Fouché et de Collo-
 ces deux hommes féroces
 donné plus d'une fois ce spec-
 tas de Caligula. Collot-d'H-
 qui, avant son départ pour
 s'était momentanément rend-
 ris, se vit dans la nécessité de
 à la tribune des jacobins pe-
 l'apologie de ces exécutions
 « nous a accusés, dit-il, d'
 « anthropophages, des lion-
 « sang, et ce sont des
 « contre-révolutionnaires co-
 « par des aristocrates qui n-
 « ce reproche (10) !.... Un
 « de sang versé des vein-
 « reuses d'un patriote me-
 « sur le cœur, mais je n-
 « de pitié pour les conspi-
 « Nous en avons fait sui-
 « deux cents d'un coup, et
 « en fait un crime ! Ne sai-
 « que c'est encore une ma-
 « sensibilité ? Lorsqu'on g-

(7) Fouché ne retrouve point entier dans ce son laçer et ironique.

(8) La lettre d'ou est extraite du passage se trouve au *Moniteur* du 3 décembre 1795 ; elle annonce à la Convention l'envoi du buste de (Juillet) « et sa tête mutilée, telle qu'elle est sortie pour la troisième fois de dessous la » bache de ses frères meurtriers. »

(9) *Moniteur* du 17 décembre 1795. Dans cette lettre, les représentants Fouché et Collot se félicitaient des impitoyables et promptes condamnations de la commission révolutionnaire qu'ils avaient établie. — Dans une instruction qu'ils firent passer aux députés du Midi, on lit ces mots : « Tout est permis à ceux qui agissent » dans le sens de la révolution s'il n'y a de danger » pour la république que de rester en arrière. » Agissez en grand. Ne craignez rien qu'un citoyen » a d'inutilité ; le superflu est une violation des » droits du peuple. »

(10) Ceci paraît se rapporter à l'édigée par Fontanes (*Fig. de nous* vol., pag. 216).

et éphémères, l'est si; tandis que ces a-
 ctés conspirateurs
 sibles, la foudre populaire les
 ppe, et, semblable à celle du
 elle ne laisse que le néant et
 gendres! On parle de sensibi-
 lité et nous aussi, nous sommes
 viles; les jacobins ont toutes
 vertus. (11) » Fouché, pour-
 ce employait cette odieuse et
 que interversion de termes, et
 comme on l'a vu, n'était pas
 en cette odieuse logomachie,
 mais que jamais la dupe de
 ses emportements. Il se con-
 tait au langage du temps; il
 fait même pour fonder son in-
 révolutionnaire; puis, chemin
 il ramassait, comme on l'a
 le *ket dans des ruisseaux de*
 Avant de quitter Lyon, le
 de Nantes, affectant un lan-
 plus modéré, manda à la Con-
 la fin prochaine des justices
 elles. Il la félicita en même
 des mesures prises contre la
 de Danton, qui venait de por-
 tée sur l'échafaud; et il qua-
 ses anciens ami et ses partisans
liberts, corrupteurs du peu-
 bert; l'un des coryphées de la
 talantoniste, était l'ennemi per-
 de Fouché, qu'il avait dénoncé
 sibles des jacobins comme un
 modéré. Le 8 avril,
 il revint à Paris, et rendit
 de sa mission à la société des

jacobins, où déjà l'orage se formait
 contre lui. Il s'attacha à prouver la
 nécessité des mesures qu'il avait pri-
 ses. « Le sang du crime, dit-il, fé-
 conde le sol de la liberté et af-
 ferme sa puissance. » On demanda
 la parole contre lui; mais Robes-
 pierre, jugeant sans doute que le
 moment de l'attaquer n'était pas en-
 core venu, proposa que la discussion
 fût ajournée jusqu'à ce que le rap-
 port des comités eût été présenté.
 Bientôt Fouché, en récompense de
 l'ardent patriotisme qu'il avait dé-
 ployé dans le département du Rhône,
 fut élu président de la société des
 jacobins (6 juin 1794). Cette popu-
 larité naissante porta ombrage à Ro-
 bespierre. Le dictateur avait d'ail-
 leurs sur le cœur quelques plaisan-
 teries que s'était permises Fouché à l'o-
 casion de sa fête de l'Étro-suprême.
 Pendant cette solennité (8 juin 1794),
 tandis que Robespierre gravissait les
 marches de la tribune élevée d'où
 il allait proclamer son manifeste en
 faveur de Dieu, Fouché lui prédit
 tout haut que sa chute était pro-
 chaine. La vengeance ne se fit pas
 attendre. Le 11 juin, une députation
 de la société populaire de Nevers
 s'étant présentée à celle de Paris
 pour se plaindre que les patriotes
 étaient persécutés, Fouché, en qua-
 lité de président, répondit à ces dé-
 putés que leur société méritait plus
 reproches. « Si le souffle impur de
 Chiquette, ajouta-t-il, n'a pu
 exercer son influence pendant son
 séjour à Nevers, il paraît que
 l'ombre de ce conspirateur y plane
 aujourd'hui. » A ces mots, Robes-
 pierre, démasquant sa haine (12),

Moniteur du 14 décembre 1793. Le bonhe-
 qui régnait entre Collot et Fouché
 s'effaça par une lettre du premier adressée
 au ; elle figure sous le n° 55, parmi
 les à l'appui du rapport fait au nom de
 mission des 21, par le député Saladé,
 nées au III, « L'apote, dit Collot, nous
 est nécessaire; il va bien avec nous, et à
 que vous ne le remplaciez par un mon-
 vigoureux au travail et d'un grand
 re, la chose publique souffrira; Fouché
 nous succombons. »

(12) Cette haine n'empêchait pas Robespierre
 de rendre au fond du cœur justice aux talents
 de Fouché; et c'était sans doute pour ce motif
 qu'il voulait l'écraser. Dans les papiers de lui

s'écria : « Il ne s'agit pas de jeter à « présent de la boue sur la tombe « de Chaumette, lorsque ce monstre « a péri sur l'échafaud; il fallait lui livrer combat avant sa mort. » Invité par la société à venir se disculper, Fouché ne parut point, et la pria par écrit de suspendre son jugement jusqu'au rapport des comités. « L'individu Fouché, dit alors Robespierre, ne m'intéresse nullement; c'est moins pour ses crimes passés que je l'ai dénoncé, que parce qu'il se cache pour en commettre d'autres, et que je le regarde comme le chef de la conspiration qu'il faut déjouer. » Il condamna ensuite sa non-comparution. « C'est un imposteur vil et méprisable, dont la conduite est semblable à celle de Brissot et des autres scélérats. » Un Lyonnais ayant ensuite énoncé plusieurs faits contre Fouché, la société prononça son exclusion à l'unanimité (5 juillet). C'était alors un premier pas vers l'échafaud. Quelques jours auparavant, Robespierre, dans le comité de salut public, avait demandé la tête de Fouché et de huit de ses amis; mais il avait éprouvé de la part de ses collègues une résistance invincible. Fouché, convaincu dès-lors que la lutte était à mort entre le dictateur et lui, s'unît à Legendre, à Tallien et aux autres députés qui opérèrent la révolution du 9 thermidor; et c'est ainsi qu'après avoir été pendant plus de deux mois sans domicile fixe, Fouché échappa aux dangers qui menaçaient sa tête. On a beaucoup trop célébré cette journée. Il paraît aujourd'hui avéré que Robespierre ne fut frappé par ses complices qu'alors qu'il vou-

lait lui-même faire cesser et punir les hommes qu'il d'avoir, dans des vues intérieurement méprisables, multipliés les et les massacres. On assure qu'il avait dit : « Vous n'êtes que des hommes de sang. » Il est du moins que lorsque le 9 arriva, il y avait six semaines que Robespierre ne paraissait plus au comité de salut public. Quoi qu'il en soit, Fouché fut des premiers à se retirer dans ce système comme consistait à rejeter tous les auteurs des deux dernières révolutions; le dictateur qui n'était plus que tant dès-lors un nouveau tyran, on l'entendit, dans la nuit du 4 août 1794, parler en faveur des prisonniers de Lyon; et c'est la profonde douleur qu'il éprouva en pénétrant en contemplant les auteurs qui avaient eu les trois derniers mois de la ville. » Le 4 octobre Robespierre proposa de lever l'état de siège sous l'empire duquel était une malheureuse population. sans doute, eût mieux fait et de ne pas réveiller de si tristes souvenirs. Il était trop compromis dans le terrorisme pour s'associer à un système de réaction, changeant encore de rôle, ne tarda-t-il pas à faire de vains efforts pour arrêter le rapide de l'esprit séparant des hommes avec venait de renverser le *Queue de Robespierre*, du représentant Guffroy, et ses complices, Fouché fait point ménagé dans ce dénonça à la société des des termes propres à ramener le gémissement de la terreur. Il eût

chez le dictateur après son supplice, s'est trouvée une liste de vingt-neuf hommes de tête et de cœur, parmi lesquels figurait Fouché.

de *sensibilité fausse* et qui se développait depuis mps, et s'efforça de dé-la nécessité d'établir la ter-« l'âme du méchant comme camp des ennemis ; » ajoutoute pensée d'indulgence, lération, est une pensée évolutionnaire. » La craintions le porta même à s'as-narchiste Babeuf. Tallien, dénonça ce démagogue, e Babeuf « n'était qu'un tre les maus de Fouché, corriger ses écrits incen-« Le député de Nantes ne oint ce fait, et s'éleva con-iseurs de la Convention. ublicain, dit-il, ne doit de ses relations qu'à la loi. prêt à les faire connaître lle me l'ordonnera. *Il n'en : une qui ne m'honore.* d'autres ont des relations i fortune et le pouvoir. Il s'encore défendu d'en avoir e malheur opprimé. Oui, des relations avec Babeuf. » ntinua de poursuivre Fou-acharnement. Le 2 avril il son arrestation comme cor-. Cependant, de tous les dé-its où il avait été en mission, onciations étaient chaque oyées contre le collègue de d'Herbois. Alors parurent de vengeance des *Lyon- Denonciation des Bre-* plusieurs écrits de ce genre. fit insérer, quelques jours ans le *Moniteur*, une jus- n, assez vague, dans la- l'exprimait ainsi : « La illance a répandu les bruits plus invraisemblables, les dégoutantes impostures sur ission dans les départements

« de l'Allier et de la Nièvre. J'ai
« passé cinq jours dans le pre-
« mier, et trois mois dans le se-
« cond. L'époque était orageuse :
« j'ai ordonné des mesures sévères
« que les circonstances et les décrets
« commandaient impérieusement.
« Mes actes sont publics; ils sont
« signés de mes collègues Laporte
« et Méaulle; ils ont été imprimés
« et distribués à la Convention na-
« tionale. *Ils sont gravés dans*
« *tous les cœurs des bons citoyens*
« *de Lyon.* » Dans la séance du 24
prairial an III (14 juin 1795) les
habitants de Gannat vinrent deman-
der sa tête, l'appelant *un des chefs*
du terrorisme, l'accusant « d'avoir,
« le premier, dans leur département,
« prêché la dépravation de mœurs,
« démoralisé le peuple, organisé la
« commission temporaire de Lyon,
« qui, sans jugement, fit égorger
« trente-deux détenus de Moulins; et,
« par suite, ravi aux départements
« de la Nièvre et de l'Allier l'or et
« l'argent des particuliers. » Le
coup le plus terrible fut porté à Fou-
ché dans la séance du 22 thermidor (2
août). Toutes les autorités, nouvel-
lement constituées, et deux cents ci-
toyens de la Nièvre, envoyèrent à la
Convention une dénonciation appuyée
sur des procès-verbaux de différen-
tes administrations. On y remarquait
les expressions suivantes, adressées
par Fouché aux administrateurs du
département : « Que la foudre éclate
« par humanité ! Ayons le courage
« de marcher sur des cadavres pour
« arriver à la liberté ! » Le repré-
sentant Laurenceot lui reprocha de
n'avoir rendu aucun compte des taxes
révolutionnaires, qui se montaient à
plus de deux millions dans la seule
commune de Nevera. Pour détourner
cette tempête, Fouché se rapprocha

de Tallien et des thermidoréens, dont il s'était éloigné depuis la chute de Robespierre; il trouva en eux des défenseurs zélés, mais impuissants. Un rapport ayant été fait à la Convention dans la séance du 22 thermidor an III, sur ces diverses accusations, il fut successivement attaqué par Lesage (d'Eure-et-Loir), Bion, Boissy-d'Anglas, puis défendu par Tallien, Legendre, Merlin, etc. Ces derniers réclamaient pour Fouché l'honneur d'avoir contribué à la chute de Robespierre. « Fouché n'a point « eu de part au 9 thermidor, s'é- « cria Boissy-d'Anglas; cette jour- « née fut trop belle pour avoir été « déshonorée par son secours... » Apostrophe sanglante, mais moins conforme à la vérité que ces mots de Lesage : « Tout le monde sait que « quand les tyrans se sont servis d'un « instrument, ils le brisent. Robes- « pierre voulut briser les siens, il « ne réussit pas; il fut anéanti. » A la suite de ce déchaînement universel, Fouché fut décrété d'arrestation; mais il fut rendu à la liberté par l'ami- nistie du 4 brumaire an IV (20 oct.). Jusqu'à la journée du 13 vendémiaire, qui abattit le parti contre-révolutionnaire, il resta dans une sorte de disgrâce, résidant avec sa famille dans la vallée de Montmorency. Le Directoire lui confia cependant, sur les frontières d'Espagne, une mis- sion, à la suite de laquelle il vécut étranger, en apparence, aux affaires publiques, mais sans cesser d'être en relation avec les divers partis. Ce fut alors qu'il se lia avec le di- recteur Barras. Le Directoire était menacé par la faction de Babeuf, qui, tout en prêchant la loi agraire, songeait à s'emparer du gouverne- ment, pour ramener la démagogie et la terreur. Fouché, qui connaissait

ce parti, adressé au Directeur au nom de Babeuf le mal dans sa racine. offrit alors au député de l'emploi secondaire; mais celui-ci refusa. Ne voulant entrer dans l'administration que par un poste où il ne profita du crédit et du libéralisme de Barras que pour sa volonté de Barras que pour une partie dans les fournitures; c'est par là qu'il commença à tôt qu'il continua d'élever sa fortune. Ici s'ouvre pour lui une nouvelle carrière; il fut plus le démagogue, le précurseur de l'égalité et de la loi agrariale l'homme du pouvoir, avide de gloire, de richesses, et ne tarda même devenu circonspect et modéré. Au 18 fructidor an V (4 sept.) par ses avertissements opposés des conseils habiles, il rendit de nouveaux services à Barras et à la République révolutionnaire du Directoire qui dans cette journée triompha encore une fois de ses ennemis. Barras récompensa Fouché de ses vœux, en le nommant ambassadeur près la république cisalpine (1798). Cet état naissant se divisa en deux partis, dont l'un, ambitieux et sans énergie, ne sut qu'à se traîner platement à la suite de la France, et avait pour appuis Rewbell et Merlin de Thionville directeurs sans portée, et d'affaires plutôt qu'hommes d'état. L'autre parti, celui des chauvins, était soutenu par Bonaparte, Brunet, général de l'armée d'Italie, Fouché, de concert avec ce dernier stimula les patriotes Lombards à renverser tout ce que son prédécesseur (M. Tronchi) avait fait pour la monarchie de la majorité de la

Milice cisalpine, il engagea à son service trois des directeurs et quatre députés milanais, qui furent remplacés par des patriotes. Une propagande républicaine tendait à opérer Fouché : il fut que toute l'Italie, renversant les gouvernements, ne formât une confédération d'états libérés. Cette sorte de répétition à Milan le 18 fructidor de Paris, n'eut pas de long succès. Les ex-directeurs et les ex-députés cisalpins furent entre les mains de lui-même. Rewbell et Merlin avaient la majorité dans le Directoire, le rappelèrent avec eux, et envoyèrent Brune en Italie et lui donnèrent pour successeur à l'armée d'Italie le général Bonaparte. Fort de l'appui de Barras et de la protection de Joubert avec lequel il se lia promptement, Fouché ne hâta pas de quitter Milan; mais contre la désapprobation du Directoire français, et adressa au Directoire cisalpin une chaleureuse proclamation où l'on remarquait les passages : « C'est en vain, sans directeurs, qu'on cherche à persuader que votre existence même n'est que fugitive... N'ayez pas d'inquiétude sur l'avenir; la destinée des républiques est dans la main des choses... La victoire et la liberté couvriront le monde. » Cette lettre émanée du palais du Luxembourg enjoignit expressément à Fouché de quitter le territoire cisalpin : l'écuyer Rivaud requit le Directoire milanais de s'adresser à lui plus à Fouché. La garde italienne du Directoire et du corps législatif italien fut désarmée et rem placée par des troupes françaises. Les Français nommés sous l'influence de Fouché furent expulsés; des

arrestations furent ordonnées; celle de l'ex-ambassadeur aurait même eu lieu si le général Joubert ne l'eût averti à temps. Fouché se réfugia dans une maison de campagne, près de Monza : c'est là qu'il reçut la copie d'une proclamation de Rivaud au peuple cisalpin, dans laquelle celui-ci taxait Brune et Fouché d'être des novateurs sans mission, sans caractère, et d'une exagération dans leur patriotisme, qui « faisait calomnier le gouvernement populaire. » De retour à Paris, dans les premiers jours de janvier 1799, Fouché eut la satisfaction de trouver le crédit de Merlin et de Rewbell sur son déclin. Dans les deux conseils on formait des brigues contre eux; aussi, les directeurs, au lieu d'appeler l'ex-ambassadeur à leur barre pour lui faire rendre compte de sa conduite, cherchèrent à s'excuser de leurs procédés sauvages à son égard, et, pour qu'il ne fit point d'esclandre, ils lui accordèrent une riche indemnité de déplacement. L'autorité directoriale leur fut bientôt ravie, et il parut certain que Fouché ne fut pas étranger à l'élection de Sieyès, qui ne vint siéger au Directoire que pour préparer sourdement le renversement de la constitution de l'an III. Recherchant toujours l'appui ou l'intervention des généraux, il s'empressa de nommer au commandement de Paris Joubert, qui fit donner à son ami Fouché l'ambassade de Hollande; mais à peine celui-ci fut-il arrivé à La Haye, où il retrouva le général Brune, qu'il fut nommé ministre de la police générale (31 juillet 1799). Dans l'intervalle les plans de la faction qui était au pouvoir avaient pris leur développement. Joubert partit pour l'armée d'Italie avec l'espoir de vaincre et de les mettre à exécution.

Mais il fallait les ressorts d'une police ferme et habile, pour comprimer le parti révolutionnaire alors désigné sous le nom de parti anarchique : il fallait surtout un homme à qui toutes les ressources et les menées de ce parti fussent connues. Or, la police telle qu'elle était alors organisée, était sans force; et, par le personnel de ses chefs comme de ses agents inférieurs, elle penchait pour le parti qu'elle devait combattre. L'honnête Bourguignon, chargé de ce département, était tout-à-fait au-dessous de son emploi. Sieyès s'unit à Barras pour révoquer ce ministre; il voulait nommer Alquier (*Voy. ce nom, LVI, 242*); mais Barras s'unit à Gohier et à Moulins pour écarter ce candidat, et Fouché arriva ainsi à ce poste qu'il convoitait depuis longtemps. Il exigea d'abord que le bureau central de Paris (la préfecture de police n'existant pas encore) fût entièrement subordonné à son ministère. Abandonnant à des chefs de bureau les fonctions purement administratives et réglementaires, il concentra dans son cabinet toute la haute police. Il sentit que seul il devait être juge de l'état politique intérieur; qu'il ne fallait considérer les espions et agents secrets que comme des instruments souvent suspects; en un mot, que ce n'était ni avec des écritures, ni avec des rapports qu'on faisait la haute police; qu'il y avait des moyens plus efficaces; par exemple, que le ministre devait se mettre en contact avec les hommes influents de toutes les opinions et de toutes les classes supérieures de la société. Le nerf de toute police, comme de la guerre, l'argent manquait : Fouché rendit tributaires de la caisse ministérielle les vices inhérents à toute grande capitale; il re-

cueillit ainsi des sommes énormes et put avoir des agents jusque dans les plus hautes positions; aussi rien d'essentiel ne pouvait lui échapper. Le gouvernement, peu d'accord avec lui-même, était entouré d'ennemis : Fouché prit sur lui d'arrêter la licence des journaux et la marche audacieuse des sociétés populaires. Telle fut la première proposition qu'à la suite d'un rapport motivé il fit au Directoire, qui lui donna carte blanche. Il préleva en disant dans une espèce de proclamation « qu'il avait pris l'engagement de veiller pour tous et sur tous, afin de rétablir la tranquillité intérieure et mettre un terme aux massacres. » Ce dernier mot surtout déplut aux démagogues qui s'étaient flattés de trouver quelque complaisance dans l'ex-proconsul de *Commune-affranchie*. Quatre jours après, le 18 thermidor (5 août), le Directoire transmit au conseil des anciens, qui le renvoya au conseil des cinq-cents, le rapport de Fouché sur les sociétés politiques. Il les accusait d'attentats contre la constitution, et demandait des mesures répressives. Ce rapport fut qualifié de faux et de calomnieux par quelques députés qui le présentèrent comme le signal d'une réaction contre les soutiens de la république. Le même jour Fouché fut attaqué encore plus vivement par la société du *manège*. Faiblir, c'eût été tout perdre. Aussi, dès le lendemain, Sieyès fit fermer ce club. Quelques jours après, le 13 août, Fouché prit sur lui de faire fermer la salle des jacobins de la rue du Bac. Pour atténuer l'effet de ces mesures contre-révolutionnaires, le ministre présenta un rapport contre les royalistes du Morbihan. Et cependant, par des instructions confidentielles, il mitigeait dans les

ements de l'onest, les rigueurs
 à des otages contre les parents
 nigrés. Ce fut dès-lors qu'il
 a d'un certain nombre d'agents
 des, dont les services secrets
 ont à même d'en finir plus vite
 la guerre civile qui désolait ces
 la. Bientôt il osa supprimer
 un coup onze journaux des plus
 ités parmi les jacobins et les
 tes. Il en fit saisir les presses
 ter les auteurs, les accusant de
 la division entre les citoyens.
 de telles mesures, Fouché ne
 it-il pas devancer le génie im-
 de Napoléon ? Il fut dès-lors
 que ce ministre et le parti
 avait voulaient détruire toute
 , et fonder un despotisme,
 rite d'aristocratie révolution-
 Briot attaqua Fouché à cette
 on au conseil des cinq-cents,
 qu'il se préparait *un coup*
 ; et, après avoir rappelé l'a-
 des missions du député de
 , il demanda la suppression
 nière de la police. Le len-
 , le Directoire fit insérer
 ne journaux l'éloge de son mi-
 Briot ne se tint pas pour battu,
 is une *Lettre à Baudin des*
 ues, il revint sur ses accusa-
 ontre Fouché. La situation de-
 périlleuse. La mort de Joubert,
 Novi, avait renversé tous les
 du Directoire et du ministre qui
 tenait trouver un appui dans les
 de ce général. Les moments
 précieux ; on cherchait de tout
 quel serait le successeur de Jou-
 orque Bonaparte débarqua sur
 les de Provence. Fouché était
 à mesure avec le nouveau dicta-
 Par le moyen de Joséphine, à
 l'après la recommandation de
 , il faisait une large part dans
 tout des jeux, il était instruit des

menées de Lucien et de Joseph Bona-
 parte ; et savait tout ce qui se passait
 chez les premiers personnages de la
 république. Réal, son subordonné,
 était l'un des correspondants secrets
 de Bonaparte ; et, sous l'influence de
 Fouché, il agissait avec assez d'a-
 dresse pour perdre, sans compro-
 mettre son chef, ceux dont ce minist-
 re tenait son pouvoir. Jugeant, par
 l'état des choses, que le Directoire
 ne pouvait se soutenir, Fouché n'eut
 garde d'entraver la conspiration de
 Bonaparte. Cependant il est sûr que,
 prêt à l'accepter si elle réussissait, il
 n'était pas moins disposé à frapper si
 elle ne réussissait pas. Toutes les me-
 sures étaient prises : si Bonaparte eût
 échoué, lui et les siens portaient leurs
 têtes sur l'échafaud. Fouché lui-même
 s'en était expliqué avec les affidés du
 général, avec Bourrienne, avec Ro-
 gnaud de Saint-Jean-d'Angely. « Que
 « votre général n'hésite pas, avait-il
 « dit. Il vaut mieux qu'il brasse les
 « choses que de laisser aux jacobins
 « le temps de se rallier. Il est perdu
 « s'il est décrété. Je lui réponds
 « de Paris, qu'il s'assure de Saint-
 « Cloud. » Les mesures étaient en
 effet si bien prises, Fouché était si
 bien informé de ce qui se passait à
 Saint-Cloud, que lorsqu'on apporta
 aux barrières, de la part du géné-
 ral, l'ordre de ne pas laisser rentrer
 les députés fugitifs, on se trouva
 devancé de vingt minutes par les
 agents du ministre qui, ne doutant
 plus du succès, s'était empressé de
 donner cette preuve de dévouement
 au parti vainqueur. Dès que la ré-
 volution du 18 brumaire fut consom-
 mée, les nouveaux consuls chargè-
 rent Fouché de surveiller les quarante
 députés que le conseil des cinq-cents
 avait déclarés ne plus faire partie
 de la représentation nationale. Ce

ministre eut aussi la mission d'en faire arrêter plusieurs ; mais il mit beaucoup de ménagement dans l'exécution de cette mesure, et la plupart furent rendus à la liberté au bout de quelques jours. Dès le 18, Fouché s'était empressé de faire afficher dans Paris une proclamation tendant à calmer les craintes que le public pouvait concevoir d'une réaction. « Que les faibles se rassurent, » disait-il ; ils sont avec les forts ; « que chacun suive avec sécurité le cours de ses occupations et de ses habitudes domestiques. » Deux jours après (le 20), autre proclamation dans le même sens. « Le gouvernement (directorial), disait-il, fut oppresseur, parce qu'il fut faible ; celui qui lui succède s'impose le devoir d'être fort, pour remplir celui d'être juste. Il appelle, pour le seconder, tous les amis de la république et de la liberté, tous les Français... Bientôt les hannières de tous les partis seront détruites, etc. » Jamais aucun des gouvernements nés de la révolution n'avait tenu un pareil langage ; néanmoins les ennemis du nouveau pouvoir exagéraient le nombre des arrestations et criaient à la réaction. Fouché se vit obligé de déclarer, dans une note insérée au *Moniteur*, qu'aucun représentant du peuple, conservant ce caractère, n'avait été arrêté. » La moindre circonstance était pour lui une occasion de manifester cette politique ferme et conciliante. On peut en juger par la lettre qu'il écrivit le 24 brumaire aux administrateurs du théâtre de l'Opéra-Comique, pour les engager à retirer une pièce de circonstance. « La révolution du 18 brumaire, leur disait-il, ne ressemble à aucune de celles qui l'ont précédée ; elle

« n'aura point de réaction ; c'est la résolution du gouvernement. » « les factions persécutent lorsqu'elles obtiennent l'une sur l'autre quelque léger avantage, la république, lorsqu'elle les écrase toutes, triomphe avec générosité. Une pièce intitulée *les Martiniers de Saint-Cloud* a été jouée sur votre théâtre ; l'intention en est louable, mais trop de détails rappellent amèrement d'anciens souvenirs qu'il faut effacer. Quand toutes les passions doivent se taire devant la loi, quand nous devons immodérer au désir de la paix intérieure tous nos ressentiments, et que la volonté de le faire est fortement exprimée par le peuple et par les magistrats, quand ils en donnent le touchant exemple, il n'est permis à personne de contrarier ce vœu. » Cette lettre est remarquable en ce qu'elle semblait annoncer la censure dramatique, dont le gouvernement de Bonaparte devait se faire une arme si puissante. Fouché sentait combien il était important de s'emparer tout d'abord de la haute direction des théâtres. Le *Moniteur* du 28 contient à ce sujet une instruction adressée à toutes les administrations. « Dans la succession des partis qui se sont tour-à-tour disputé le pouvoir, disait le ministre, le théâtre a souvent retenti d'injures gratuites pour les vaincus, et de lâches flatteries pour les vainqueurs. Le gouvernement actuel abjure et dédaigne les ressources des factions, il ne veut rien par elles, et sera tout pour la république. Que tous les Français se rallient à cette volonté, et que les théâtres en secondent l'inspiration ; que les sentiments de concorde, que les maximes de modération n

« de rage, que le
 à bien grande t
 à seuls coussin
 in scène; que
 « rien de ce qui peut les es-
 pérer, à l'insu des haines, pro-
 à par les souvenirs douloureux, n'y
 à tant toléré; il est temps enfi-
 à n'y ait plus que des Français
 à la république française... Quo ce-
 à lui-à soit flétri qui voudrait
 à provoquer une réaction, et oc-
 à fait donner le signal. » Ces
 tentatives de clémence, cette h-
 pitié la réaction, étaient sans d-
 approuvées par le consul Bonap-
 napoléon n'en était pas de même de
 d'ambassade, le haineux abbé Siey-
 qu'on voyait que proscriptions. La
 veille du 18 brumaire il aurait voulu
 punir les quarante députés qui
 persistaient pour les plus contraires à la
 révolution. Fouché s'était opposé
 avec succès à leur arrestation; 1
 dix jours après cette révolution, l'i-
 mine de Sieyes l'emporta, et F-
 obéissant ordre de dresser une l-
 de cinquante-seuf individus tant ac-
 cusés que citoyens, dont trente-sept
 devaient être déportés à la Gui-
 en vingt-deux dans les îles de Ré-
 d'Oléron. Sur cette liste, des noms re-
 commandables se trouvaient accolés
 à des noms décriés et odie-
 Fouché, qui avait dans le consen-
 tement cette mesure comme i-
 sile et impolitique, ne laissa pas
 ignorer aux consuls le mauvais e-
 t qu'elle produisait sur l'opinion
 mique; mais quelques jours après (4
 frimaire), parut dans le *Moniteur*
 un arrêté rendu sur la proposition du
 ministre de la police générale, qui
 révoquait la proscription et plaçait
 simplement en surveillance ceux qui
 étaient compris sur les listes. Sans dé-
 terminer de son crédit, Fouché réussit
 à imposer à la police générale un

caractère de justice et de modération
 dont elle avait été si dépourvue jus-
 qu'alors. Il commença par destituer
 ceux des chefs qui avaient donné
 des gages trop sanglants à la ter-
 reur, ou qui étaient encore atta-
 chés à quelque faction. Dès le len-
 demain du 18 brumaire, il avait soli-
 cité des consuls la clôture de la
 liste des émigrés, mesura grande et
 générale qui commençait à fermer
 l'abîme des révolutions. Ayant ob-
 tenu des consuls le droit de ra-
 dition définitive, il simplifia et ac-
 céléra cette besogne, en suppri-
 mant la division des émigrés; pour
 former à la place une commission
 qui procéda largement aux radiations.
 Fouché demanda également aux cons-
 suls l'admission du sort des émi-
 grés naufragés de Calais, qui, depuis
 quatre ans, en vertu d'un ancien ar-
 rêté du Directoire, étaient plongés
 dans les casernes de la citadelle de
 Lille. Il fut ordonné que ces infor-
 tunés seraient transférés au château
 de Ham; mais les autorités des dé-
 partements du Nord et de la Somme
 opérèrent cette translation d'une ma-
 nière cruelle; et, Fouché leur adressa
 des plaintes très-sévères. « Aucune
 « des mesures que la sûreté publi-
 « que exige ne commande l'in-
 « humanité, » disait-il. Ce langage
 annonçait toute une révolution dans
 le gouvernement, mais bien qu'une
 métamorphose complète chez l'hom-
 me qui osait s'exprimer ainsi. Mais
 il ne s'en tint pas là; quelques jours
 après, il fit aux consuls un nouveau
 rapport pour obtenir la libération de
 ces émigrés naufragés, et d'après ce
 rapport les consuls ordonnèrent leur
 déportation hors du territoire de la
 république. Dans le même temps, ce
 fut encore à la demande de Fouché
 que les consuls rapportèrent les ar-
 rêtés

tés du Directoire, qui avaient ordonné la déportation des prêtres mariés et qui avaient prêté serment. Bientôt le bénéfice de cette disposition fut étendu aux prêtres qui, n'ayant point exercé ou qui, ayant cessé d'exercer avant la loi du 7 brumaire an IV le ministère de leur culte, sans en avoir repris l'exercice depuis cette époque, n'étaient plus assujétis à aucun serment. Le même jour il adressa aux consuls un rapport tendant à considérer comme ayant résidé en France et n'étant plus émigrés les chevaliers de Malte nés Français, qui étaient compris dans l'article 5 de la capitulation de Malte. Le langage qu'il tint à cette occasion était bien fait pour avertir l'Europe que la diplomatie de la France révolutionnaire avait changé de ton et d'allure : « Citoyens consuls, disait Fouché, vous avez déclaré que vous garderiez inviolablement la foi publique. Il se présente une occasion solennelle de manifester votre respect pour les engagements politiques et le droit des nations. L'Europe entière croit à la gloire du peuple français ; il devient important, pour le bonheur de ce peuple, qu'on puisse croire aussi à la fidélité et aux vertus de son gouvernement. L'exemple que vous donnez, dans cette circonstance, de votre respect pour la foi des traités, sera l'époque d'une régénération dans les principes du gouvernement. » Toutes ces mesures jetaient la terreur dans l'âme des anciens amis de Fouché, et ils criaient à la réaction. Pour eux, comme on l'a dit, la réaction était devenue la terreur. Ce fut sans doute pour les rassurer que le 8 frimaire il adressa aux administrations

publiques la lettre suivante : « Vous avez applaudi à la journée du 18 brumaire ; vos administrés ont embrassé avec transport l'étendue des espérances qu'elle offre ; les cités et les armées se reposent avec assurance sur la force et la sagesse du génie qui a présidé à cette révolution. Qu'aucune faction, aucun parti n'y cherche des prétextes d'agitation ou des motifs d'espoir ; tous les vœux, tous les désirs qui n'ont pas pour but autre que et exclusif le besoin et l'intérêt de la liberté, seront trompés. Que les insensés qui furent, tour à tour, persécuteurs et victimes, se persuadent bien que l'autel de la justice est le seul asile commun qui leur reste après tant d'agitations et de troubles. Que ceux qui croient encore aux chimères du rétablissement de la royauté en France apprennent que la république est aujourd'hui affermie. Que les fanatiques n'espèrent plus faire dominer leur culte intolérant ; le gouvernement les protège tous également sans en favoriser aucun. Que les émigrés trouvent, s'il le faut, le repos et la paix loin de la patrie qu'ils voulaient asservir et détruire ; mais cette patrie les rejette éternellement de son sein. L'espérance d'y rentrer ne sera pour eux qu'une trompeuse illusion. Aucune de ces assurances que je vous donne, citoyens administrateurs, ne peut être vaine ; elles doivent suffire aux amis de la république pour les rassurer sur ses destinées. » Cependant les radiations allaient leur train : les prêtres déportés rentraient en foule et ils n'étaient plus persécutés ; ils pouvaient exercer leur ministère ;

angers réfugiés en France y accueillis avec une généreuseté. Enfin, sur le rapport de les consuls adressèrent, aux sessions législatives, un message à ce que le gouvernement fût à prononcer sur les réclamations par les individus condamnés jugement préalable à la dénonciation ou à toute autre peine. Sous cet aspect, les filles publiques employées au vil métier de courtisane. Il en résultait que la condamnation accordait à ces malheureuses une liberté indéfinie; chaque soir les plus scandaleuses se promenaient dans la rue Saint-Honoré, et au Palais-Égalité. Par l'ordre de Fouché, ces femmes furent arrêtées; mais, se fondant sur leur présence d'agents de police, elles obtinrent leur mise en liberté au bureau central. Leur réclamation ayant été transmise au ministre, il répondit : « La morale publique applaudit, citoyens, à l'adoption des mesures que je vous propose écrites relativement aux filles de mauvaise vie. Je ne puis autoriser la mise en liberté d'aucune de ces femmes. Les services que quelques-unes d'entre elles peuvent rendre ne peuvent balancer le mal qu'on en doit craindre; et ce serait honteux pour la magistrature que de pareils agents leur fussent nécessaires. » (*Moniteur* 15 frimaire.) Dès ce moment, la condamnation cessa de faire usage de ces femmes comme instruments. Cependant les sessions législatives élaboraient la constitution de l'an VIII. Lors de la promulgation, Fouché ne perdit pas l'occasion de manifester son mécontentement au nouvel ordre de choses sans paraître tout-à-fait repenser à ses antécédents. Cette inten-

tion se révèle dans la proclamation qu'il publia le 24 frimaire : « Votre « attente est remplie, disait-il, la « constitution est proclamée... Nous « y trouvons la garantie de nos droits « et de nos propriétés. Les passions « révolutionnaires y sont enchaînées « dans un gouvernement fort et puis- « sant. Nos alliés peuvent compter « sur la foi et la durée des engage- « ments. De quoi se plaindront nos « ennemis? Que nous ne voulons « pas voir s'anéantir les créations, « les espérances et les principes de « liberté. Que nous sommes résolus « de conserver le gouvernement re- « présentatif. Que nous réchauffons « dans toutes les âmes les senti- « ments républicains en plaçant à la « tête de ce gouvernement des hom- « mes que la confiance du peuple « français et la confiance du gouver- « nement y appellent également. » Confirmé dans le consulat avec Cambacérès et Lebrun, Bonaparte se garda bien d'éloigner Fouché, non qu'il eût en lui une confiance véritable; il le redoutait au contraire; mais l'étendue et la puissance des ressorts révolutionnaires et secrets dont ce ministre s'était réservé la connaissance et l'usage rendaient ses services indispensables (13). Sa présence au pouvoir rallia au premier

(13) « Fouché exerça sur lui (Bonaparte) un ascendant que je ne comprends pas, et puis, il faut le dire, lui rend de grands services; il lui rapporte d'ailleurs constamment tout ce qu'on dit de lui.... Vous vous rappelez combien il (Bonaparte) était effrayé à son retour d'Égypte de voir encore à la tête de la police ce Fouché, alors si redoutable; il ne se présentant à lui qu'accompagné d'un cortège de terreur. Quelques amis de Bonaparte, étonnés qu'après cela il l'eût choisi, frappés en même temps de l'impression sinistre qu'un pareil choix produisait dans Paris, lui en parlèrent; je (le banquier Collet) fus de ce nombre; et je vis, à l'impossibilité avec laquelle il m'aurait pu sans me répondre, qu'il était déjà pris dans les filets du renard. » (*Mém. de Bourrienne*, t. IV, p. 162.)

consul les intérêts révolutionnaires qu'épouvantaient les dangers dont la république était menacée. La confiance qu'inspirait Fouché à son ancien parti lui donnait la force nécessaire pour contenir les jacobins remuants, et pour exercer contre eux les mêmes mesures de surveillance et de rigueur que contre les royalistes. Cependant, si ce fut sous son ministère que prévalut le système des déportations, des emprisonnements et des exils arbitraires, si ce fut lui qui organisa l'espionnage dans toutes les classes de la société, sans en excepter la famille du premier consul, on doit convenir qu'il se montra toujours opposé aux mesures sanguinaires, et que ce fut seulement par des moyens de séduction et de corruption qu'il parvint à enchaîner un grand nombre de républicains et de royalistes aux pieds de Bonaparte. Protégeant et contenant à la fois le parti révolutionnaire, il s'en servait pour se garantir des caprices d'un maître qu'il avait apprécié mieux que personne. D'un autre côté il se fit une foule de partisans parmi les royalistes, par quelques adoucissements aux mesures de rigueur que provoquaient sans cesse les intrigues de ce parti. Il sut également, par des égards et des rétributions, rattacher nombre de journalistes au nouvel ordre de choses. Ce fut, grâce à Fouché et à Maret, alors secrétaire d'état, que le *Moniteur* devint l'organe officiel et puissant du gouvernement. En même temps, Fouché se rendit utile par des mesures efficaces et pourtant modérées, relatives aux troubles des départements de l'ouest. Toutefois il n'oubliait pas d'accroître sa fortune par le produit des jeux; et il devint bientôt un des plus riches particuliers de

France (14). Cet immense revenu lui permit de faire des gratifications secrètes à des personnes de la cour et de la famille de Bonaparte, que leur position mettait à même de soutenir son crédit et de lui donner des avis utiles. C'est ainsi qu'il continua d'avoir pour pensionnaires Bourrienne, secrétaire du premier consul, et Joséphine, à laquelle il donnait, dit-on, mille francs par jour. Les frères de Bonaparte, entre autres Lucien et Joseph, ennemis constants de Fouché, ne cessaient de le dénigrer auprès du premier consul, qui, ayant un penchant décidé pour les détails de police, organisa plusieurs contre-polices. De là, un jeu de *raté contre russe* entre Fouché et ses ennemis. Instruit à point par Bourrienne ou par Joséphine, il fit souvent tomber les principaux agents des polices des Tuileries dans les pièges qu'ils avaient cru lui tendre à lui-même. Le premier consul entraînait en fin, en apprenant les bêtises de ses ennemis; mais rien ne pouvait le dégoûter de ces commérages de police (15). Fouché, de son côté, s'amusait de cette petite guerre, dans laquelle il avait presque toujours l'avantage. Mais il enveloppait de tant de mystère les moyens dont il se servait pour déjouer les complots formés contre la tête de consul que, quand ils éclataient, Bonaparte eut quelquefois lieu de croire que sa police avait devancé celle du ministre. Celui-ci venait étouffer avant l'exécution un projet

(14) Les frères Perrin, fermiers des jeux, perdaient dans le temps lui avoir payé pendant plusieurs années, outre le prix de la vente, trois mille francs par jour, pour la constitution de sa bienveillance. (*Mémoires révolutionnaires*, Paris, 1815, in-8°, p. 49; *Mémoires* (pseudonymes) du duc d'Orléans.)

(15) A ce sujet, Fouché disait de Bonaparte : « Il voudrait, s'il le pouvait, être le maître de tout le monde. » (*Mém. du duc de Berry*)

ture formé par Juvénat, an-
 a-de-camp d'Illo, et par
 gaine de jacobins. Les indi-
 vidualités, entre autres le fameux
 a, n'avaient fait aucun aveu,
 vers le 15 septembre 1800,
 indice d'une nouvelle conspi-
 rant à assassiner le pre-
 mier à l'Opéra. Tandis que
 e de Fouché surveillait les
 e soupçonnés d'y prendre
 e des conjurés, Harrel, offi-
 cial, vint spontanément tout
 à Bourrienne. Celui-ci, d'a-
 dre du premier consul, n'en
 mit à Fouché et se concerta
 avec, alors commandant la
 les consuls, pour suivre la
 du complot; puis, par l'en-
 du dénonciateur Harrel, four-
 conjurés l'argent nécessaire à
 des armes qu'ils devaient tour-
 nire Bonaparte. L'armurier
 le rendre à des inconnus, sans
 sation de la police. Alors
 donna l'autorisation. Le pre-
 mier, croyant avoir pris ce
 e, au dépourvu, lui fit des
 es, très-aigres que celui-ci
 avec son calme accoutumé, et
 e il répondit en faisant com-
 e l'homme de qui il tenait ses
 res informations. C'était Bar-
 largé alors de la partie poli-
 es journaux écrits sous l'in-
 ministérielle. Une parole in-
 e d'un des conjurés, Demer-
 ancien commis au comité
 it public, avait mis l'ex-con-
 sul sur la trace du complot,
 était empressé de communi-
 e soupçons à Fouché. Barrère
 de Bonaparte l'ordre d'aller
 a déclaration à Lannes, déjà
 cette affaire; et Fouché n'eut
 : concerter avec le général. Le
 premier consul, en suivant

cette marche, fut de donner au corps
 à cette conspiration qui n'était en-
 core qu'une ombre; il voulait faire
 croire qu'il avait couru un grand
 danger, et en même temps satisfaire
 à une vengeance corse contre quel-
 ques compatriotes (*Voy. ARANA, II,*
396; et CERACCHI, LX, 348). De
 là ces menées d'agent provocateur
 dont il chargea Bourrienne, auprès
 du dénonciateur Harrel; et ici on
 peut en croire Bourrienne s'accusant
 lui-même dans ses *Mémoires* de s'être
 prêt à un semblable rôle. Tout
 étant ainsi disposé par la contre-po-
 lice pour jouer une scène d'assassinat
 manqué, le consul se rendit au thé-
 âtre. Là, des agents étrangers à la
 police de Fouché, et que les conjurés
 croyaient de leur complot, ar-
 rêtèrent eux-mêmes Diana, Cer-
 racchi et leurs complices. Sans
 doute ceux-ci en voulaient à la vie du
 premier consul; mais il eût été fa-
 cile de prévenir leur projet, sans
 aider, comme on le fit, à son exé-
 cution. Il faut donc reconnaître
 que Bonaparte, à en juger sur certains
 hommes de la restauration, l'initia-
 tive de ce système de conspirations
 provoquées, arme si redoutable, mais
 à deux tranchants entre les mains
 d'une police immorale. Quant à Fou-
 ché, ministre d'un gouvernement mal
 assis, il connaissait trop bien son
 métier pour inventer ou faire une
 conspiration, comme des biographes
 l'ont avancé légèrement. Jamais hom-
 me n'eut par système un éloignement
 plus prononcé pour l'emploi des
 moyens de gouvernement qui ré-
 sultent de ces abominables inven-
 tions : « L'existence d'un gouverne-
 ment nouveau, disait-il souvent,
 « date toujours, dans l'opinion, de la
 « dernière conspiration découverte,
 « parce qu'une découverte de ce

« genre remet nécessairement en « problème ce que l'on croyait déjà « affermi. » Mot profond et vrai, trop méconnu depuis par des serviteurs maladroits de Louis XVIII. Cependant, soit qu'il s'imaginât que Fouché n'avait pas été informé assez à temps du complot de l'Opéra, soit qu'il eût cru voir que ce ministre n'avait pas semblé y attacher assez d'importance, Bonaparte commença de mettre dans l'accueil qu'il faisait à Fouché des inégalités dont celui-ci, toujours maître de lui-même, ne paraissait pas s'apercevoir; mais les courtisans ne manquaient point de les remarquer. On affectait de le considérer au château comme coupable de négligence, sinon de connivence avec le parti auquel il avait autrefois appartenu. On oubliait que quelques mois auparavant il avait déjoué une conspiration dont le principal agent, ancien terroriste (*Voy. CHEVALIER, LX, 592*), était dans les prisons depuis le 18 nov. Ce fut alors que l'explosion de la machine infernale vint augmenter les préventions contre le ministre de la police. A la nouvelle de cet attentat, les courtisans du premier consul accusèrent hautement dans les salons des Tuileries les jacobins et Fouché leur protecteur. Le lendemain tous les dignitaires, ministres et conseillers d'état réunis au château abondaient dans ce sens et attaquaient assez ouvertement le ministre de la police qui était présent. On a imprimé, dans plusieurs biographies, que le premier consul s'avança vers Fouché avec colère et lui dit : « Eh bien ! dites encore « que ce sont les royalistes !—Oni, « sans doute je le dirai, répondit « Fouché, et qui plus est je le prou- « verai. » Cette anecdote est contredite par Bourrienne et par l'au-

teur des *Mémoires sur le consulat*. Selon le premier (t. IV, pag. 202), Bonaparte dit seulement à Fouché : « Je ne me repose pas sur votre po- « lice ; je fais ma police moi-même, « et je veille jusqu'à deux heures du « matin. »—« Fouché, ajoute Bour- « riennne, fit comme le roseau de la « fable, il plia, mais pour se relever « bientôt. Le plus habile comédien « ne saurait reproduire son attitude « calme pendant les éclats de la co- « lère de Bonaparte, ses réticences, « sa patience à se laisser accuser, « tout ce qu'il y avait de dénéga- « tions dans son silence, et surtout « dans ses demi-révélation. » L'au- « teur des *Mémoires sur le consulat* rapporte l'anecdote d'une manière analogue, mais encore plus naturelle. « Pendant toutes ces déclamations, dit-il, Fouché était dans l'embrasure d'une croisée, seul, pâle, défait, entendait tout, ne disait rien; on le regardait déjà comme perdu. Le conseiller d'état *** s'approcha de lui et lui dit : « Qu'est-ce que cela signi- « fie ? pourquoi ne parlez-vous pas ? « — Laissez-les dire.... je ne veux « pas compromettre la sûreté de l'é- « tat.... Je parlerai quand il en sera « temps... rira bien qui rira le der- « nier. » Bourrienne, à qui ce jour-là Fouché tint le même langage, en parla au premier consul; mais Bonaparte persista dans son opinion : « Fou- « ché, dit-il, a ses raisons pour « taire ; il ménage les siens ; il est « tout simple qu'il ménage un tas « d'hommes couverts de crimes et « de forfaits ! N'a-t-il pas été un « de leurs chefs ? Ne sais-je pas bien « ce qu'il a fait à Lyon et à la Loire. « Eh bien ! c'est la Loire et Lyon « qui m'expliquent la conduite de « Fouché ! » Un des plus zélés cour- « tisans de la puissance consulaire, mais

« temps tout dévoué aux frères Bonaparte, Rœderer alla jusqu'à Joséphine : « On ne peut laisser les jours du premier consulaire à la disposition d'un homme encloué de scélérats... — Les hommes les plus dangereux pour Bonaparte, répliqua celle-ci, sont ceux qui ne lui donnent des idées d'hérédité et de dynastie, de droit de mariage avec une princesse. » Pour apprécier cette réplique il faut savoir que pendant que Bonaparte était à la recherche des auteurs de l'attentat du 3 nivôse parut un pamphlet intitulé *le de Cromwell, Monk aparte*, et qui avait pour but d'établir l'hérédité monarchique à Lucien, alors ministre des affaires étrangères, qui l'avait fait imprimer et expédier avec profusion à tous les préfets des départements. Il était écrit, dans l'état d'irritation que trouvaient les esprits, était destiné à attirer les poignards sur le premier consul; aussi, dès le lendemain les préfets les plus voisins de Paris envoyèrent la brochure à Bonaparte avec des plaintes sur le mauvais effet qu'elle pouvait produire. Fouché porta la Malmaison, et mit le tout sous les yeux du premier consul avec un rapport sur les inconvénients d'une initiative si maladroite. Bonaparte simulait la curiosité et demanda pourquoi il avait vu paraître un écrit si dangereux. Rœderer, répliqua le ministre, je ne fais que des ménagements à l'auteur. — Des ménagements ! qu'est-ce que cela veut dire ? vous deviez le faire brûler au Temple. — Mais, général, c'est votre frère Lucien qui a fait paraître le pamphlet sous sa protection; c'est une omission et la publication en a été faite par son ordre. — Cela

« m'est bien égal ! votre devoir, comme ministre de la police, était de faire arrêter Lucien. Cet imbécile-là ne sait qu'imaginer pour se compromettre ! » — Ce langage dut paraître à Fouché d'autant plus extraordinaire que le matin même il était allé trouver Lucien afin de lui faire sentir son imprudence ; et que, pour toute réponse, le frère de Bonaparte lui avait fait voir le manuscrit du pamphlet chargé de corrections et d'annotations de la main du premier consul lui-même. Trop habile pour paraître si bien instruit, Fouché s'empressa d'arrêter la propagation d'un pareil écrit ; et, afin de mieux écarter le soupçon qu'il eût pu avoir l'attache du gouvernement, il le qualifia dans sa lettre ministérielle d'*œuvre d'une méprisable et coupable intrigue*. Lucien furieux reprocha à son frère de l'avoir mis en avant et abandonné : « C'est votre faute, dit le premier consul. Vous vous êtes laissé attraper ; eh bien ! tant pis pour vous. Fouché a été plus fin et plus habile que vous ; vous n'êtes qu'une f... bête au près de lui. » Cette déconvenue du frère de Bonaparte excita plus que jamais contre Fouché sa haine, dont Rœderer se rendit l'instrument. Le 6 nivôse, les deux sections de législation et de l'intérieur étant réunies chez le second consul Cambacérès, ce conseiller d'état fit circuler parmi ses collègues, pour qu'ils la signassent, une déclaration qu'il avait rédigée et dans laquelle, attribuant aux entours de Fouché l'attentat du 3 nivôse, il proposait de changer le ministre et tout le personnel de la police. Mais cette menée n'aboutit à rien ; et bientôt Fouché triompha de tous ses adversaires. L'explication orageuse

qui avait eu lieu entre Bonaparte et Lucien fut, peu de jours après, suivie de la démission de celui-ci; et, aux yeux du public, Fouché soutenu par Joséphine et les Beauharnais parut l'avoir emporté sur le parti des frères du premier consul. Bonaparte lui-même commençait à revenir de ses préventions contre le ministre de la police : divers indices avaient modifié sa conviction au sujet des vrais auteurs de l'attentat du 3 nivose; il savait gré à Fouché des précautions qu'il avait prises pour sa sûreté, de concert avec la police du château. Ce fut à cette occasion que, dans une de leurs conversations habituelles, le ministre dit ces paroles remarquables : « Je n'ai pas « l'art de lire dans les cœurs. Ainsi « toutes les fois qu'en sacrifiant sa « vie, un homme voudra attenter à la « vôtre, je ne connais aucun moyen de « m'y opposer. Mais ce dont je puis « vous répondre, c'est que dans toute « conspiration tramée par deux in- « dividus, il y en aura un qui sera « dans ma confiance. » Cependant Bonaparte insistait pour la proscription des meneurs et agents du parti jacobin. Fouché, quoique certain que l'attentat du 3 nivose était l'œuvre des royalistes, finit par transiger avec l'irritation du premier consul contre les terroristes; et, à la suite d'un rapport, dressa une liste de cent trente individus, dont neuf, avec la qualité de septembriseurs, furent mis en surveillance spéciale hors du territoire de la république. Tous les autres pros crits se trouvaient sans énonciations spéciales. On y voyait les ex-conventionnels Taillefert, Talot, Thirion et Choudieu, le général de l'armée révolutionnaire Rougnol, etc. Le rapport, rédigé avec beaucoup d'art, faisait

allusion au complot de l'Opéra tentative de Chevalier avec la chine infernale, et avait pour de faire croire, sans l'articuler pendant, que les terroristes a commis l'attentat du 3 nivose. « ne sont plus, était-il dit « cette pièce, que le nom de F « rend surtout curieuse, « sont plus de ces brigands « tre lesquels la justice et si « mes ont été usitées, et qui « cent seulement quelques pi « nes et quelques propriétés « sont des ennemis de la Fran « tière, et qui menacent à « instant tous les Français « livrer aux fureurs de l'an : « Ces hommes affreux sont et « nombre, mais leurs attentat « innombrables. C'est par e « la Convention nationale a ét « quée à main armée jusque « sanctuaire de la nation; q « eux qui ont voulu faire tant d « de tous les comités du gou « ment, les complices ou les vi « de leur rage sanguinaire; « eux qui ont voulu faire te « contre le Directoire exécutif « contre la ville de Paris les « pes destinées à les garder. « sont pas les ennemis de le « vernement, mais de toute « de gouvernement. Tout ce « ont tenté depuis un an « pour but que des assassina « sur le chemin de la maison d « pague du premier consul, « l'Opéra, soit dans les rues « même en s'introduisant p « souterrains des Taileries. « une guerre atroce qui n « être terminée que par une « re de haute police extr « naire. Parmi ces hommes « police vient de signaler :

*ne pas été pris le poignard
main, mais tous sont éga-
nt connus pour être capa-
de l'aiguiser et de le pren-*

Il ne s'agit pas seulement
du passé, mais de garan-
l'ordre social. » Pour corro-
et de ce rapport, Fouché fit
les journaux de souvenirs
onnaires. Ce rapport du mi-
la police générale, discuté en
d'état, fut de la part de Thi-
Boulay, Rœderer et Re-
Saint-Jean-d'Angély (16),
observations dans l'intérêt de
et de ses formes, mais le
consul les repoussa, et le
sans approbation de la liste,
il fallait une mesure extraor-

Les consuls envoyèrent cette
tion au sénat conservateur,
prouva sans restriction. Fou-
pour se maintenir au pouvoir
sacrifier ses amis politiques,
était que plus d'ardeur à re-
les véritables auteurs de l'at-
23 nivose. Enfin, l'arrestation
on, de Saint-Régent, et d'au-
royalistes qui avaient com-
la machine infernale, vint
des prévisions ; mais, comme
la proscription contre ceux
avait appelés en masse les
avait été exécuté, il n'y
à revenir ; et, tandis que
une forme de justice on pro-
tant d'hommes qui n'étaient
se en prévention, on renvoya
ables, conspirateurs devant les
ordinaires, Fouché fit bien
s efforts pour engager le pre-
miel à révoquer ce qui avait

se détourné qu'il était à Bonaparte. Re-
une observation pleine de sens et que
et justifia : « Il faut dire qu'on ignore
ours de l'attentat, mais qu'on leur
pas dont ils peuvent se servir, et non
de leur les fin ; parce qu'un jour on
Pourquoi n'avez-vous pas attendu ? »

été fait ; mais ses efforts furent in-
fructueux ; et à cette occasion Bonaparte dit à Bourrienne qui plaidait pour l'opinion du ministre : « Ah !
« bah ! Fouché !... il est toujours
« comme cela. Au reste, peu m'im-
« porte à présent. J'en suis débar-
« rassé... Si l'on trouve des coup-
« bles parmi les royalistes, on les
« frappera aussi. » Des alterca-
tions assez fréquentes avaient lieu
entre le premier consul et Fouché.
Bonaparte et ses collègues avaient
rendu le 12 août 1801 un arrêté con-
traire à la restitution des biens des
émigrés. Un des affidés de Fouché,
Henri Lasalle, publia une brochure
dans laquelle il prouva combien il était
juste de leur rendre ceux de leurs
biens qui n'avaient point été aliénés.
Cette brochure, bien reçue du public,
fâcha Bonaparte qui reprocha à
Fouché de n'avoir pas fait mettre
l'auteur au Temple ; et de laisser
faire un journal par Ménéce de La
Touche : « Voilà, ajouta-t-il, les gens
« que l'on protège ! Est-ce que je
« devrais me mêler de ces choses-
« là ? Est-ce que la police ne devrait
« pas y pourvoir ? Je ne devrais
« pas en entendre parler. — La
« police veille, répondit froidement
« le ministre. — Et moi aussi, ré-
« pliqua Bonaparte. Est-ce que
« vous croyez que parce que je suis
« à la Malmaison, je ne sais rien !
« je ne me repose pas sur la po-
« lice. Je fais la police moi-mé-
« me. » Cependant les ménagements
dont usait Fouché envers les roya-
listes leur rendait la confiance. C'est
à cette époque en effet (1801) que
l'abbé de Montesquiou, agent secret
de Louis XVIII, et la duchesse de
Guiche, chargée d'une mission de
Monsieur, comte d'Artois, partin-
rent, le premier à faire remettre à Bo-

naparte, par l'entremise du consul Lebrun, la fameuse lettre par laquelle le roi réclamait sa couronne d'un nouveau Monk; la seconde, à avoir quelques entrevues avec Joséphine, réputée la protectrice des royalistes et des émigrés. Fouché, instruit par celle-ci de ce qui se passait, et piqué de ce que le premier consul ne lui donnait aucune direction sur des circonstances aussi importantes, lui représenta qu'en tolérant de pareilles négociations, Bonaparte faisait soupçonner qu'il cherchait à se ménager, en cas de revers, un moyen de fortune et de sécurité; qu'il était essentiellement l'homme de la révolution, et ne pouvait être que cela, et que, dans aucune chance, les Bourbons ne pouvaient remonter sur le trône qu'en marchant sur son propre cadavre. Ces représentations consignées dans un rapport, écrit de la main même de Fouché, firent une vive impression sur l'esprit du consul. La duchesse de Guiche reçut ordre de repartir pour Londres; Lebrun fut tapé pour s'être chargé d'une lettre du roi, et Fouché eut encore l'adresse de persuader à madame de Guiche (17), par un émissaire appartenant à la haute société, que personnellement le mi-

(17) On lit dans des mémoires contemporains que Fouché, dépité de ce que la duchesse de Guiche n'avait pas cherché sa protection, voulait la faire arrêter et l'obliger de retourner en Angleterre; mais il n'osa pas trop de personnes, aux Tuileries, savaient que la duchesse était à Paris, et lui portaient intérêt. De peur que quelqu'une d'elles ne l'appât au premier consul, il s'empressa de prendre les devants. Bonaparte lui ordonna de laisser les choses suivre leur cours : « Je serais curieux, dit-il, d'entendre les propositions qu'elle a mission de me faire. » Fouché envoya alors une personne sûre offrir à madame de Guiche de la présenter au ministre de la police. La duchesse répondit qu'elle n'avait aucun besoin de communiquer avec un conventionnel républicain; que, si une formalité l'obligeait d'aller au ministère de la police, elle s'y rendrait en audience publique. Au lieu de se fâcher de ce long langage, Fouché renvoya son émissaire, qui, au moyen d'adresses insinuatrices, changea les dispositions de madame de Guiche à l'égard du ministre.

nistre ne s'était pas opposé à la décision dont elle était chargée qu'il ne qu'excuser le de son gouvernement. Ah! contribuant à accroître sa puissance et son crédit : en effet, à ce que on voit Fouché influencer les décisions importantes de la politique extérieure. Certes avec M. de Talleyrand, sait Bonaparte à montrer qu'il ne faisait la guerre à force l'Angleterre à la paix contre le royaume-uni, cette puissance du Nord France, dont Paul I^{er} était La mort tragique de ce prince faisant avorter ce projet, douloureusement au complot qu'il courait lui-même capé d'idées sombres, que complot dans l'armée titua et fit arrêter plusieurs taires, entre autres le Humbert; et Fouché eut à tout son ascendant pour son officier aux dernières rigues le même temps Bernadotte, d'être le chef d'une conspiration blicaïne, fut destitué. Fouché grande réserve dans tout ce renvoyé au sujet de cette ne tenait à ses attributions à faibles points de contact; à donner à Bernadotte, qu'il de voir, des directions utiles ce général profita pour se lier avec le premier consul quelques mois après, un pont entre la France et la Russie communiqué au tribunal révolutionnaire; mais les tribunaux rent que le mot de *suoi* employait ne s'accordait pas dignité des citoyens français, ilé de cette s'en : avec beaucoup

le conseil privé. Fouché ita, avec énergie, qu'il im- ménager encore les restes républicain par une défé- rente; et le premier consul rendre à ses raisons. Lors tion de Saint-Domingue, seilla vainement à Bona- : faire un appui des noirs usant leur liberté, au lieu ir l'esclavage. Il ne fut pas ix à faire goûter ses vues concordat : il voulait le réta- du culte avec des salaires r ses ministres, mais sans on de l'autorité pontifi- ment il obtint que la pu- la concordat fût différée le de la paix maritime qui it alors avec l'Angleterre. lement retarder jusqu'à la que la promulgation d'une trérale en faveur des émi- rnes consignées dans deux et qui tendaient à ména- ceptibilités républicaines, t sauf quelques modifica- . L'amnistie produisit sur reurs de biens nationaux on que Fouché avait pres- ils s'alarmèrent, et il de la fermeté de l'admi- et toute la vigilance de police pour prévenir les tre les anciens et les nou- priétaires. Après la paix , Bonaparte mit en avant, affidés, le consulat à vie. en fut question dans le con-

seil privé, Fouché s'y montra fort opposé. Ses discours firent peu d'im- pression; bientôt il s'aperçut qu'on usait envers lui d'une sorte de réserve, et que des conférences mystérieuses se tenaient chez Cambacérès. Toujours bien servi par ses espions, il en pé- nétra le secret, et donna aux nom- breux amis qu'il avait dans le sénat une impulsion particulière : aussi ce corps ne prorogea le pouvoir du pre- mier consul que pendant dix ans (8 mai 1802). L'irritation de Bonaparte fut au comble; mais le surlendemain les consuls Cambacérès et Lebrun rendirent un arrêté portant que le peuple français serait consulté sur la question du consulat à vie. Tandis que les registres destinés à recevoir les votes étaient ouverts dans toutes les mairies, quelques officiers atta- chés à Moreau et au parti de la répu- blique proférèrent assez publiquement des menaces contre le nouveau César. Le colonel Fournier-Sarlovèze, qui avait tenu les propos les plus vio- lents, fut arrêté. Fouché, chargé de l'interroger, fit tout son possible pour assoupir cette affaire; on le rendit à la liberté, et tout se termina par un simple éloignement de Paris. Enfin un sénatus-consulte accorda le consulat à vie et la présidence du sénat à Bonaparte, qui, le 21 août 1802, se rendit en grand cortège au Luxem- bourg; mais il fut vivement blessé du morne silence des citoyens sur son pas- sage, et imputa cet accueil glacé à la maladresse de la police. Fouché lui rappela qu'il lui avait prescrit de ne rien faire pour produire un en- thousiasme de commande; puis il ajouta avec une légèreté affectée : « Malgré la fusion des Gaulois et « des Francs, nous sommes tou- « jours le même peuple; nous som- » mes toujours ces anciens Gaulois

list que les émigrés, dont la liste f volumes et contenait environ cent mille noms, ne seraient rayés en strictement que par un acte d'amnistie, intervenant pendant dix ans sous la de la haute police. Fouché se résen- la faculté de les éloigner de leur sinitelle. Mille émigrés seulement, x Bourbons et restés ennemis du n consulaire, furent maintenus dé- sur la liste.

« qu'on représentait comme ne pouvant souffrir ni la liberté, ni l'oppression. » — L'entretien se prolongea sur ce ton, et Bonaparte le rompit en disant : « Il y a de la bêtise à se laisser aller au caprice dans ce qu'on appelle l'opinion publique ; je saurai la rendre meilleure. » Puis il tourna le dos au ministre. Cette conversation semblait prédire à Fouché une disgrâce prochaine. Depuis les traités de Lunéville et d'Amiens, le premier consul était fatigué de ce que les journaux anglais le représentaient lui-même sous la tutelle diplomatique de M. de Talleyrand ; et pour le gouvernement intérieur sous celle de son ministre de la police. Le dernier fatiguait Bonaparte par la persistance de ses conseils, presque toujours en opposition avec les vues secrètes du despotisme naissant. Dévot au gouvernement consulaire par intérêt, mais sans bassesse et sans flatterie, Fouché le servait ; il obéissait, souvent malgré sa conscience, mais il raisonnait et discutait. À l'aide du vague de la police, il s'immisçait dans toutes les affaires de l'état, de la cour et de la famille Bonaparte. L'aveugle l'attachait vers les gens de l'ancien régime ; le passé le retenait encore du côté des hommes de la révolution. Quoiqu'il les eût plusieurs fois sacrifiés contre sa conviction, ses prédilections étaient pour eux. Il voulait être bien avec tous les partis, les diriger à sa volonté et être regardé par eux comme un protecteur. Exagérant avec trop de complaisance sa résistance aux coups de l'autorité, il se représentait souvent comme le réparateur des erreurs du pouvoir ; et faisait ainsi chanter ses propres louanges aux dépens du chef de l'état. Enfin, ce que Bonaparte lui

pardonnait encore, n'était pas son content d'être content de se rendre premier consul, d'avoir le ministère de la Police. Fouché l'avait organisé en dehors de son goût, ne pas être une institution dangereuse, de stance critique et lâche versatile du milieu il lui avait témoigné l'impatient de l'ascendant, il s'en était vengé quant plusieurs fois seulement sur l'affaire mais sur les journaux, les théâtres, les progrès, etc. Fouché avait de ne point répondre afin de ne pas divulguer qui devenait rester se mieux se donner n'était l'air d'avoir tort que sa justification public la police. Il s'en expliquait particulier. Ce silence partait, quoiqu'il en pût. Les ennemis de Fouché étaient les frères du raient avantage, et d'ici : « Il a pris le temps d'un roman. » Bonaparte dispositions personnelles temps hâsité (19). Il des subterfuges ; et par Fouché de la suppression

(19) « Les gens qui commencent du premier consul ne quer l'ascendant qu'il lui avait donné Bonaparte lui-même patience. Il voyait en lui un homme à se rattacher tous les intérêts ; s'en indignait ; mais, comme un génie, il ne pouvait que le circonvenir. Loin de en parler, ses expressions s'accroissaient, malveillantes ; Fouché de Bonaparte se représentait n'était à lui faire des scènes ; autres de Bonaparte, t. V, p. »

« comme d'une mesure qui coup d'honneur au gouvernement et qui prouverait la haute il avait de sa force ; il fut venu entre eux que cette à aurait lieu en l'an XII. e ne fut pas dupe de ces seulement il ne crut pas l' au prochain. Quelques de cette conversation , 2), la résolution en fut un voyage que fit le pro al à Mortefontaine, chez Joseph. Le lendemain il :omme de coutume avec aus lui rien dire, et char- chés de cette commission, ait s'acquitter lui-même. à atténuer le désagrément grâce par des ménagements les devait à un homme qui, il sa place, conservait une urde de ses moyens d'in- Bonaparte écrivit au sé- Le citoyen Fouché a ré- par ses talents, par son et par son attachement vernement, à tout ce que onstances exigeaient de les dans le sein du sénat, ces circonstances redeman- le ministre de la police, le nement n'en trouverait pas l' digne de sa confiance. » nommé titulaire de la sé- fait, ce qui ajoutait un e trente mille francs aux mille qu'il recevait comme Dans l'entrevue qu'il eut emier consul, il demanda la e de lui présenter par écrit ses réflexions sur la situa- sate. « Communiquez-moi e que vous voudrez, ré- Bonaparte ; tout ce qui me e de vous attirera toujours tion. » Le lendemain,

Fouché remit ce mémoire, puis l'état détaillé de sa gestion secrète. Bonaparte, voyant avec surprise qu'il avait une réserve de deux millions quatre cent mille francs, lui en abandonna la moitié. Elevé ainsi au niveau des hommes les plus récompensés du gouvernement consulaire, Fouché prit son renvoi en patience, et rentra dans la vie privée dont il n'avait jamais cessé de goûter les douceurs, au milieu même des plus grandes affaires. D'un autre côté, il venait d'acquérir un tel surcroît de fortune, qu'il ne se sentit ni frappé ni déchu. Ses ennemis en furent déconcertés (20). Il emportait les regrets de la noblesse rentrée et du clergé. Il avait aussi pour lui l'opinion de la capitale. Il acquit même dans le sénat une influence marquée sur ses collègues ; mais, sachant qu'on avait les yeux sur lui, il s'abstint d'en tirer avantage. Joséphine avait vu avec un chagrin extrême le renvoi d'un ministre auquel elle était fort attachée, se figurant qu'il la soutenait dans l'esprit de son mari, et surtout qu'il détournerait celui-ci de toute pensée de divorce. Dans le fait, Fouché, en plusieurs occasions, avait donné à Joséphine d'excellents conseils. Après sa sortie du ministère il avait été la voir, et elle n'avait pu s'empêcher de verser des larmes. Les attributions du ministère de la police furent alors réunies au département de la justice, dans les mains de Regnier, sous le nom de grand-juge. Pendant tout l'été de 1802, il coula des jours paisibles dans sa terre de Pontarcy

(20) Parmi les hommes qui poussaient le plus à la chute de Fouché, on peut citer Bagaud de Saint-Jean-d'Angély, qui disait plus tard : « Fouché conspira contre l'empereur, même quand il est immobile. C'est-à-dire de ses rêves et d'un complot. Je n'ai jamais de lui ; même après sa mort, »

qu'il se plaisait à agrandir par de vastes acquisitions. Il ne venait que rarement à Paris, dans son superbe hôtel de la rue du Bac, où il recevait tous les personnages marquants de la révolution; car il conservait toujours une sorte d'activité politique inséparable de son existence. Au mois de novembre 1802, il fut appelé par le premier consul à faire partie d'une commission chargée de conférer avec les députés suisses, pour établir dans ce pays, sous la médiation de la France, les bases d'une fédération nouvelle entre les cantons. Cet acte de médiation fit infiniment d'honneur à la modération et aux lumières des sénateurs Barthélemy et Fouché, qui présidèrent à sa rédaction. Ce dernier était alors à la veille de reprendre les rênes d'un ministère dont l'impéritie de son successeur et de nouveaux complots faisaient repentir le premier consul de l'avoir éloigné. Plusieurs fois l'ex-ministre avait dit : « Regnier est trop gobe-mouche et trop bête pour bien faire la police; il laissera tomber le premier consul dans quelque piège. » La chose arriva si à point, que les ennemis de Fouché ont imprimé (21) que lui-même avait fomenté la conspiration de Georges

et de Pichegru, au moyen d'encouragements offerts aux royalistes de Londres par leurs propres agents. Quoi qu'il en soit, au mois de janvier 1804, par la découverte d'une lée de la conspiration, l'état Réal, qui dirigeait sous les ordres du général, eut reçu les premières ré Querelle, condamné à mort, le premier consul se hâta de Fouché (22), et le con qu'il fallait faire. Ce de dès ce moment pu faire r profit le ministère de la j trop habile pour se pr contenta de donner au p sul des avis qui amenèrent cette conspiration, dont du duc d'Enghien fut épisode que Fouché était prouver. Tout le monde mot célèbre que l'on a à autre homme d'état, « réellement de lui : « C qu'un crime, c'est Lors du procès de More tation de sa femme fut d donnée, mais Fouché s' acte de violence qui fut public. Il ne fut pas de conseiller à Bonaparte d' mence si ce général était mort. « Je n'approuve pa « moyens extrêmes, dit « lence approche trop « faiblesse; un acte de « votre part en impose « les échafauds. » Bonap

(21) Voyez les *Mémoires du duc de Rovigo* (Bavary), les *Mémoires de Bourienne*, etc. Rovigo, pour établir que Fouché avait fait circonvenir Moreau par des hommes de sa province et de son parti, rapporte une anecdote qui ne laisse pas de donner à réfléchir : « Lors de l'arrestation de Moreau, dit-il, Fouché, qui avait ses raisons pour qu'on ne scrutât pas trop sévèrement la conduite de Frénière, secrétaire du général, mit tout en mouvement pour lui faire rendre la liberté, et dit au premier consul que quand on avait une bonne affaire il ne fallait pas la gâter par de l'arbitraire et de l'injustice; qu'on avait arrêté Frénière, qui n'était pas accusé; que personne ne le chargeait : « Il faut « vous montrer équitables et relâcher cet homme. » Le premier consul le fit mettre en liberté, malgré les instances de la police. Il était à peine

libre, qu'il fut gravement compromis par des dépositions de tous ceux que Grégoire en contact avec Moreau. On ne put le prendre; mais il était en sûreté.

(22) Dans un de ces entretiens, seul, qu'amusaient son esprit, lui « faites donc toujours de la police « servit, répondit Fouché, quelque « me tiennent au courant. » (Mém.

rance à Moreau, qui, de son côté, le sage conseil que donnait Fouché de ne pas s'opposer à la justice, en appel aux soldats, dont on les bonnes dispositions pour au n'ayant été condamné à détention de deux ans, il chargé de le faire commuer en ostracisme, qui le mettait, pour la merci de son ennemi. Il suivit encore cet avis, et ainsi, quand Fouché parut à Paris, Bonaparte le remercia émus qui lui firent présager prochain de sa faveur. C'était où le premier consul placer sur sa tête la couronne impériale. Fouché, qui dut même être consulté, fut d'accord, afin de mettre fin les incertitudes de la politique. En donnant ce conseil, il bien que le parti du despotisme ; d'ailleurs, le moment était, pour les hommes de la révolution, de tout compromettre les principes oubliés ; il était alors le seul homme de maintenir dans leurs emplois et leurs dignités, les fonctionnaires parvenus. Dès que le plus fut franchi, le nouvel empereur pensa que l'expérience, les conseils de Fouché, sur la révolutionnaire, lui étaient indispensables que jamais ; et, le 10 juillet 1804, le ministère de la police fut rétabli. Par là, auparavant, Fouché avait, en conférence particulière avec l'empereur, établi, pour ainsi dire, les bases de l'organisation nouvelle du gouvernement. Quatre conseil-

lers-d'état (Réal, Pelet, Miot et Dubois) lui furent adjoints dans la partie administrative, pour correspondre avec les préfets. Une fois par semaine, réunis dans le cabinet du ministre, ils lui rendaient compte et prenaient ses décisions. Par là, débarrassé d'une foule de détails, Fouché se réservait de planer seul sur la haute police, dont la division secrète était restée sous la direction de Desmarests. Quant aux observateurs soudoyés, que le ministre avait dans tous les rangs de la société, et dont plusieurs étaient rétribués à mille et à deux mille francs par mois, il recevait directement leurs rapports avec une signature de convention. Tous les trois mois il soumettait sa liste à l'empereur, pour qu'il n'y eût pas de double emploi (car Napoléon avait toujours sa contre-police), et pour que les services pussent être récompensés, soit par des places, soit par des gratifications. Quant à la police dans l'étranger, elle avait trois objets : surveiller les émigrés, surveiller les puissances amies, et travailler l'opinion chez les puissances ennemies. Les prisons d'état, la gendarmerie, étaient sous les ordres de Fouché ; mais à cet égard trop souvent la contre-police empiétait par l'ordre du despotisme sur l'autorité du ministre. Dans les principales villes de l'empire il établissait des commissariats-généraux qui étendirent par toute la France, et principalement sur la frontière, le réseau de la police. Enfin, c'était dans le cabinet du ministre que venaient s'amasser les gazettes étrangères, interdites au reste de la France, et dont il se faisait faire le dépouillement. Par là il tenait les fils les plus importants de la politique extérieure, et faisait avec l'empereur un travail qui pouvait contrôler ou

otre place est entre des
 «nés ; c'est, dans tous les
 la place de la sagesse et
 ité. » Arrivant enfin à la
 litique, il ajoutait, au su-
 jets royalistes dissidents :
 aient-ils que la vraie re-
 est pas rentrée dans nos
 parce que les Bourbons ne
 remontrés sur le trône?...
 els symboles de la foi ou
 Me tradition révéree pour-
 ions indiquer la moindre
 ixe la dynastie des Bour-
 existence pure et sans tache
 ixe gallicane? L'union de
 ixe avec toutes les Eglises
 ne et avec le pape ne fut
 ique par le passage de
 romain à la dynastie méro-
 ; de cette dynastie à celle
 magne; de celle-ci à celle
 ixe, elle n'a pas été rom-
 ixe dans le passage
 ixe des Bourbons à
 Bonaparte. » Cette pié-
 tement historique, et qui
 quelle manière les auteurs
 ixe impérial enten-
 ixe religieuse, se ter-
 ixe. Il ne vous est plus
 ixe d'étendre les conquêtes
 ixe dont vous êtes les pre-
 ixe ministres, que par vos ta-
 ixe vertus évangéliques.
 ixe siècle où nous sommes
 ixe de toutes les re-
 ixe paraîtra toujours celle
 ixe le plus d'appui à la
 ixe et aux lois. Le sceau
 l'un culte est d'être bienfai-
 ixe la Divinité elle-même.
 l'empereur reconnaîtra que
 ixe justifié sa confiance,
 ixe, sous l'influence de vos pré-
 ixe, il verra les haines et les
 ons se dissiper, l'amour de

« toutes les choses utiles à la pa-
 « trie se nourrir dans les temples. »
 Fouché adressa une instruction ana-
 logue aux préfets; et ces deux circu-
 laires furent, d'autant plus remar-
 quées, que leur auteur parlait un
 langage depuis long temps oublié, et
 surtout bien différent de celui qu'il
 avait tenu dans les jours où il prêchait
 l'athéisme et la démoralisation. Mais
 si l'on met de côté les considérations
 personnelles, pour s'élever à des vues
 toutes politiques, on conviendra que
 ces instructions portaient le cachet
 de la prévoyance et de cet art pro-
 fond de remuer le cœur humain, qui
 est le propre de l'homme d'état.
 Enfin, en se reportant à l'époque où
 elles furent écrites, on reconnaîtra
 aussi qu'il fallait quelque courage et
 des idées positives pour manifester les
 sentiments et les doctrines qui y sont
 exprimées. Le trône impérial, dont
 le sang du duc d'Enghien avait rougi
 les premières marches, avait été im-
 provisé sous de si affreux auspices,
 que, malgré toute sa dextérité, Fou-
 ché reconnut son impuissance d'amé-
 liorer l'opinion publique en faveur
 du nouveau maître, si celui-ci ne
 s'efforçait de détruire, par sa pré-
 sence et ses efforts personnels, les
 dispositions malveillantes dont il était
 l'objet : il conseilla donc à l'empé-
 reur de voyager, et cette tournée, du
 camp de Boulogne à Aix-la-Chapelle
 et à Mayence, produisit le plus heu-
 reux effet. Mais Fouché ne pouvait
 rien contre les résolutions brusques
 et inopinées du despote, qui fit enle-
 ver à Hambourg, et conduire au Tem-
 ple, sir Georges Rumboldt, ministre
 d'Angleterre. Fouché et M. de Tal-
 leyrand tremblèrent que le sort du
 duc d'Enghien ne fût réservé à cet
 Anglais. Les papiers de celui-ci au-
 raient pu le charger d'une manière

grave; Fouché eut soin de pallier tout, et l'intervention de la Prusse, que les deux ministres français provoquèrent, sauva sir Georges. Fouché fut également étranger à la mort violente du capitaine Wright (*Voy.* ce nom, I, I, 247), arrivée en décembre 1805, dans la prison du Temple : il n'avait pas seul la surveillance de cette prison; et toujours la contre-police de Bonaparte crut ne pouvoir mieux déployer son zèle et se rendre agréable, qu'en s'écartant de ces formes douces et conciliantes que Napoléon reprocha plus d'une fois à la police de Fouché. A l'époque de la première conspiration de Malet, ce ministre fut dénoncé par le préfet de police Dubois, son ennemi personnel, comme protégeant sous main ce conspirateur et comme ayant averti Masséna de certaines charges qui pesaient sur lui. Fouché démontra que tout cela se bornait à avoir prévenu Masséna contre les menées de certains brouillons dangereux. Quelquefois il prenait à Bonaparte des boutades libérales pour contrôler son ministre, ou plutôt c'était un jeu concerté entre eux, pour faire croire au public et à l'Europe, que dans l'intérieur de l'empire on jouissait d'un régime doux et d'une liberté véritable. Fouché, qui ne respecta jamais la liberté de la presse, avait refusé à Collin d'Harleville l'autorisation d'imprimer une de ses pièces. L'empereur, qui faisait alors cette belle campagne que termina la paix de Vienne, affecta de tancer à ce sujet son ministre de la police, par la voie du *Moniteur* et dans ses bulletins : « Où « en serions-nous, s'écriait-il hypocri- « tement, s'il fallait avoir la permis- « sion d'un censeur en France pour « imprimer sa pensée? » Fouché, qui

connaissait l'homme, ne vit cette déclaration qu'un avis it pour se hâter de régulariser l' sure et de nommer les cer Quand on l'attaquait sur ce p éludait et s'en tirait par ces pla ries qui, dans la bouche des h puissants, empêchent toute sion. Un auteur, mandé cher l défendait en s'appuyant sur l formel de la constitution : « cher monsieur, dit Fouc « constitution est une belle « sur laquelle il est bien per « passant de jeter un coup d'œ « miration, mais qui n'app « pas au public. — Il faut de « noncer à écrire? — Non pa « cher monsieur, non pas, é « vous avez la plus grande la « Seulement, quand vous ferez « vre, rappelez-vous le mon « de Figaro relatif à la libert « presse. » Cependant la bi campagne d'Austerlitz et la j Presbourg avaient réconcilié Na avec l'opinion publique. Fouc enfin, sans manquer à la fra lui vanter cette amélioration é prit public. « Sire, lui dit-il « terlitz a ébranlé la vieille « cratie; le faubourg Saint-G « ne conspire plus. » Napol fut enchanté et avoua à son m que, dans les batailles et d périls, il avait toujours en v nion de Paris et du faubourg Germain. Aussi l'ancienne v vint-elle affluer aux Tuileri même aussi dans le salon de F Les vieux républicains lui chaient de protéger les nobles changea pas pour cela ses hab conservant toujours la même i de rapports avec ses anciens a la révolution. Il avait d'aille grand but, celui d'éteindre et

les partis dans le seul intérêt du gouvernement. Cependant la jouissance de l'Ouest était accomplie plus que jamais il put se prélever la position des victimes d'isme et de celles des opinions publiques. Cette conduite des partisans, mais fournissait des temps des prétextes à un alors se forma pour faire une la mort aux hommes et aux de la révolution, et pour ex par conséquent le ministre tenait les uns et les autres. la religion, le bon goût et la littérature, attaquer sans la philosophie du dix-huitième, vanter le grand siècle de IV, telle était la mission que jouée ce parti, qui comptait s-rangs les premiers littérateurs de l'époque, entre autres, Châteaubriand, de Fontenay, de Féletz, etc. (23). ant cette ligne, ces écrivains aient à rien moins qu'à réhabilités idées et les formes de l'anglisme, au profit d'un despotisme frein et sans limites, qui gait la monarchie tempérée

louché n'était pas partisan des mesures perverses, les gens de lettres. Quelque fois la bataille d'Eylau, lorsque Châteaubriand la fameuse *Épître à Voltaire*, dit au ministre : « A quoi vous occupez-vous donc et employez-vous les gens de lettres ? — Sire, je veille à déjouer les de l'Angleterre sur votre personne ; je ne suis pas un peu moins de ces fous de poésies, comme vous n'êtes pas un Tibère, mais pas pour quoi je prendrais la défense de Séjan. — Et qui vous a dit que j'étais pas aux yeux de cet insouciant ?.... cachot soit une réponse. — Tout Paris s'efforce à l'en faire sortir ; on ne l'estime mais on le plaindra quand on le verra son. Sire, ne rendons pas nos ennemis satis. » Ramené par ce langage formel, Napoléon se contenta d'ôter à Châteaubriand l'inspecteur-général des études, comme qui outrage la religion, dit-il, pour de présider à l'éducation de la nation. Il n'y eut pas moyen de le faire sur cette détermination.

des Bourbons. Ils envahirent plusieurs journaux, dont quelques-uns, entre autres le *Journal des Débats*, furent mis hors de la tutelle de Fouché. Pour obtenir ce triomphe, il n'avait fallu que représenter à Bonaparte combien il était dangereux qu'un seul homme fût incessamment le régulateur de l'esprit public et des journaux ; et on ne laissa en définitive au ministre que la direction des deux feuilles rédigées dans le sens philosophique : le *Publiciste* de Suard, et la *Décade philosophique* de Ginguené, sans parler de *Mercur*, que Fouché parvint encore à enlever au parti véritablement contre-révolutionnaire. — Après la paix de Presbourg (25 déc. 1805), Bonaparte songea à créer une nouvelle noblesse ; et lorsque, dans un conseil privé, il proposa la question de savoir si cet établissement était contraire aux principes de l'égalité, Fouché fut un de ceux qui répondirent négativement. Aussi, après avoir été décoré du grand-aigle de la Légion-d'Honneur, puis créé comte ainsi que tous les membres du sénat (24), fut-il, au mois de mars 1806, admis à prendre rang, sous le nom de duc d'Ortante, parmi les principaux feudataires de l'empire, avec une riche dotation dans les états de Naples. Cette haute position ne l'éblouit pas cependant ; il fut du petit nombre des ministres qui, à cette époque de dégradation, ne perdirent jamais le droit de dire la vérité au maître. Il n'applaudit point au projet gigantesque du système continental, dont le premier décret, daté de Berlin, durant la campagne

(24) Dans la distribution des dotations conférées sur les domaines du Hanovre, Fouché, qui n'était encore que comte, reçut pour sa part une dotation de 20,000 fr. de revenu.

de Prusse (21 novembre 1806), constata Bonaparte en hostilité déclarée avec tous les commerçants de l'Europe. Peu susceptible d'illusions et à portée de tout savoir, Fouché ne partagea pas l'enivrement de l'empereur et de l'armée, après cette campagne, qui détruisit en quelques jours la monarchie du grand Frédéric; et ce fut bien pis quand on eut à combattre les Autrichiens. Il sut dans les plus grands détails par combien de sang et d'efforts la doutense victoire d'Eylau avait été achetée (7 février 1807). Paris même ne l'ignora point; les fonds publics éprouvèrent une baisse considérable. Bonaparte ne manqua pas de s'en prendre à son ministre de la police : il lui écrivit d'une manière sévère sur son inertie et sa négligence. Celui-ci répondit à l'empereur en lui envoyant des lettres de l'armée qui avaient fait connaître à Paris toute la vérité; puis, dans une note confidentielle, il dit que cette baisse provenait de la frayeur dont tout le monde était atteint, chaque fois que l'on voyait les destinées de la France et de chaque famille soumise à un coup de canon. Il s'attachait aussi à lui faire sentir combien la situation se compliquait, ajoutant que l'Angleterre hésitait encore à s'engager avec la Russie; mais que la perte d'une bataille entre la Vistule et le Niémen pouvait tout compromettre; que son décret de Berlin froissait beaucoup trop d'intérêts, et qu'en faisant la guerre aux rois, il devait se garder de la faire aux peuples. Il le suppliait enfin d'employer tout son génie, tous ses moyens de force et de captation, pour amener une paix prompte et glorieuse. La victoire si décisive de Friedland (14 juin 1807) prouva que Napoléon avait compris ce langage. Ce fut

pendant cette campagne que lord Grey, ministre des affaires étrangères du roi d'Angleterre, voulut ouvrir avec Fouché une négociation mystérieuse, par l'entremise de l'fortuné Vitet, neveu de Fauche-Berrel. (Voy. ce nom, dans ce vol.) Cette affaire laissa quelque ombre dans l'esprit de Napoléon. Bien que Fouché n'eût donné aucune prise contre lui, l'empereur en inféra de mola qu'on avait l'idée, dans l'étranger, qu'il était possible de traiter auprès de ce ministre une négociation diplomatique. Ce ne fut point d'ailleurs la dernière ouverture de ce genre qu'on eut pu voir écarter, car tel était l'aveuglement de certains agents royalistes à Londres, qu'ils persuadèrent que Fouché n'était pas éloigné de travailler dans l'intérêt des Bourbons, et de trahir Napoléon. Cette confiance fut bien fautive. Le comte d'Aché (Voy. ce nom, L. VI, 60), qui osa se présenter à Fouché pour le conjurer de se joindre à la bonne cause : « Malheureux, lui dit-il, le ministre, c'est à la faveur d'un subterfuge que vous vous êtes introduit dans mon cabinet; mais vous êtes assis sur mon foyer, je ne violerai pas l'hospitalité de mon foyer » ; puis il lui accorda vingt-quatre heures pour quitter la France. Napoléon, à qui il ne put se dispenser de faire connaître cette singulière entrevue, donna à toutes ses polices des ordres rigoureux qui ne furent que trop bien exécutés. — Après la paix de Tilsitt, Bonaparte porta des vues sur l'Espagne, et Fouché n'hésita encore par la désapprobation qu'il donna à cette odieuse et fatale entreprise. « Passe pour le Portugal, lui dit-il, c'est vraiment une colonie anglaise; mais l'Espagne, vous n'avez pas à vous en plaindre; et

bons sont et seront toujours que vous voudrez vos très-hauts préfets. Prenez garde de former un royaume tribulaire ne nouvelle Vendée.» Et en suppliant Bonaparte de amener si tout ce qui s'était Tilsitt n'était pas un jeu; si ne cherchait pas à le précipiter le Midi, comme diversion avec l'arrière-pensée de rendre temps opportun avec l'Angleterre, afin de prendre l'empire aux deux : « Voilà bien, » écria-t-il, un ministre de la paille qui se défie de tout, qui ne fait rien de bon ni à rien de mal. Je suis sûr d'Alexandrie, et de très-bonne loi. J'exerce une sorte de charme, indépendamment de la garantie que rent ses entours dont je suis sûr. » Cependant Bonaparte accomplit, à Bayonne, son vœu sur l'Espagne. (Voy. Napoléon VII, dans ce vol.) Tout fut dans Paris, malgré les de toutes les polices. Jamais révolution publique n'avait été plus générale. Fouché lui deux ou trois lettres sur le mauvais état de la police; mais, après la canon de Baylen, l'explosion de entement fut si forte, que les polices de l'empereur prirent, et y virent les symptômes d'une telle conspiration. Napoléon retour à Paris en toute reprocha à Fouché son trop de zèle; mais le ministre prouva tout se réduisait à des bavardages. « Il serait impolitique, dit-il, de se laisser aller à des rigueurs hors de saison. Ce contentement s'apaisera comme d'autres. Tout va dépendre de

« l'issue de cette affaire d'Espagne » et de l'altitude que prendra l'Europe. » Fouché avait prédit juste : l'entrevue qui eut lieu à Erfurt, entre Napoléon et Alexandre, ramena l'opinion. — Cependant la mort venait de frapper le fils de la reine Hortense; et Napoléon, en perdant son neveu, son fils adoptif, vit évanouir l'espoir sur lequel il avait fondé la perpétuité de sa dynastie. Cette perte donna à penser à Fouché, ainsi qu'à tous les hommes dont la fortune tenait à l'existence de l'empereur. Il consigna ses réflexions dans un mémoire confidentiel, dont il fit lui-même la lecture à Napoléon. La nécessité de dissoudre son mariage avec Joséphine, et de former un nouveau nœud plus assorti à sa haute position : tels étaient les deux points délicats qu'il traita à fond. Napoléon, tout en protestant de son attachement pour Joséphine et de sa répugnance à lui signifier le divorce, laissa entrevoir que déjà, sous le point de vue politique, cette mesure était accréditée dans son esprit. Poussé par un excès de zèle ou par une impatiente ambition, le ministre, après s'être entendu avec quelques sénateurs, entreprit de prévenir lui-même l'impératrice : il lui parla du vœu du sénat et de la reconnaissance nationale, si elle se prêtait à un sacrifice douloureux. A cette ouverture Joséphine, hors d'elle-même, l'interpella pour savoir s'il avait mission de lui parler ainsi. Sur la réponse négative de Fouché, « Monsieur, dit-elle, je dois l'obéissance aux ordres de l'empereur. Vous pouvez aller lui dire qu'aucun sacrifice ne me coûtera lorsqu'il sera accompagné de la pensée consolante de m'être conformée à ses desirs. » Napoléon

apprit bientôt de l'impératrice la démarche de Fouché, et il la désavoua. Cependant il se refusa à *le chasser* (ce fut le mot dont se servit Joséphine). Le lendemain il fit à ce ministre une scène des plus vives. C'est sans doute à cette occasion qu'il dit de lui : « Fouché veut toujours « être mon guide, et conduire la « tête de mes colonnes; mais, comme « je ne lui dis jamais rien, il ne sait « par où il faut aller, et il s'égare « toujours (25). » Bientôt il eut lieu de soupçonner l'opposition sourde que fomentait, selon lui, dans la capitale, l'influence de Fouché et de Talleyrand. Son indignation fut au comble lorsque cent vingt-cinq boules noires, sur un projet du gouvernement, vinrent révéler dans le corps législatif quelque velléité d'indépendance. De Valladolid, il lança dans le *Moniteur* une note officielle explicative de son gouvernement, et dans laquelle, mettant l'empereur avant la nation, il ravalait le corps législatif à n'être qu'un conseil. A son retour à Paris, il sonda Fouché sur cette affaire, et fut bien étonné d'entendre ce ministre lui répondre que si un corps quelconque s'arrogeait le droit de représenter à lui seul le souverain, il n'y aurait qu'à le dissoudre; et que, si Louis XVI eût agi ainsi, ce malheureux prince vivrait et régnerait encore. « Mais quoi, « duc d'Otrante, s'écria Bonaparte « étonné, il me semble pourtant que « vous êtes un de ceux qui ont en- « voyé Louis XVI à l'échafaud! — « Oui, sire, répondit Fouché sans « hésitation, et c'est le premier ser- « vice que j'ai rendu à V. M. » L'empereur ne jugea pas à propos de

pousser plus loin l'entretien. L'année suivante, dans la campagne de Vienne, la bataille d'Essling, non moins douteuse que celle d'Eylau, n'avait pas coûté moins de sang. L'inquiétude se répandit dans Paris, et la police eut besoin de toute son adresse pour jeter un voile sur ce grand désastre, après lequel Bonaparte, dans ses bulletins, osait chanter victoire. Les nombreux ennemis de l'empereur se réveillèrent; il y eut quelques mouvements dans la Vendée. La correspondance et les bulletins de Fouché, que Bonaparte recevait tous les jours à Vienne, ne lui dissimulaient pas le fâcheux état de l'esprit public. « Tout cela changera dans un mois, » écrivait-il à son ministre. Une autre fois, en parlant de l'intérieur : « Je « suis bien tranquille, vous y êtes, » furent ses expressions. En effet, la victoire de Wagram ramena l'opinion. Jamais Fouché n'avait semblé plus avant dans la confiance de l'empereur; il réunissait à la fois dans ses mains le ministère de la police et par *interim* celui de l'intérieur. Cependant les Anglais avaient débarqué à Walcheren; toute la Belgique était menacée de tomber au pouvoir de l'ennemi, qui pouvait s'avancer jusqu'aux anciennes frontières de France, sans rencontrer aucune résistance. Fouché appela à la défense de l'empire, et organisa avec une rapidité prodigieuse tout le premier bataillon de la garde nationale, depuis le Piedmont jusqu'aux bouches de l'Escaut, et lui donna pour chef Bernadotte. Les Anglais furent forcés de se rembarquer. La facilité avec laquelle il avait, pour ainsi dire, fait sortir du sol de la France une armée tout entière; l'audace qu'il avait eue d'en couvrir le commandement à un général en pleine disgrâce, portèrent

(25) Si l'on en croit les *Mémoires de Savary*, ce fut Murat qui, après cette bataille, parvint à réconcilier l'empereur avec Fouché.

ble l'irritation de l'empereur. En effet, d'autant moins que, dans sa lettre adressée à tous les ministres, le ministre n'avait pas pu dire : « Prouvons à l'Europe, si le génie de Napoléon donne de l'éclat à la France par ses victoires, sa présence n'est nécessaire pour repousser les ennemis... » Les contre-polices ne pouvaient pas d'adresser à l'empereur un coup de rapport sur les propositions opposées à Fouché (26). Le jour de Vienne, Bonaparte était à Fontainebleau, plusieurs références, dans lesquelles il se mêlait avec aigreur du mauvais état de la capitale. Le ministre ne pouvait se dispenser d'informer l'empereur qu'après la journée d'Essling les frondeurs du faubourg parisien avaient répandu le bruit qu'il était frappé d'aliénation. Napoléon lui parla de servir ses anciens royalistes, qui, par leur déshonneur, et de l'autorité. « Gardez-vous en bien, Fouché ; c'est de trahison. Le faubourg intrigue et se déshonore : c'est dans l'ordre. Qui calomnie que César par ses ennemis de Rome ? Je réplique ailleurs à V. M. que, par la guerre-ci, il ne se trouvera ni Cassius. » Fouché envoya à Napoléon un mémo dans lequel il lui représentait au combien il devenait urgent de mettre un terme à ses envahissements, ajoutant qu'après avoir vu l'empire de Charlemaigne levait songer à le perpétuer. Il revenait sur la question du danger de l'opportunité d'un nou-

velles du duc de Berghes.

velles décider lui-même s'il était préférable de former une alliance avec l'une des cours de l'Europe, ou d'honorer sa propre patrie en partageant le diadème avec une Française. En faisant cette dernière insinuation, Fouché plaçait sans espoir une cause dans laquelle il était intéressé personnellement. Il connaissait trop Napoléon pour ne pas prévoir que son orgueil et ses préjugés lui feraient préférer l'alliance d'une maison souveraine ; et d'ailleurs il ne pouvait douter qu'une telle union lui inspirerait assez de sécurité pour se débarrasser de son ministre, ainsi qu'il l'avait fait après la paix d'Amiens ; enfin, si l'empereur épousait une archiduchesse d'Autriche, Fouché était encore plus sûr que ses antécédents comme régicide le seraient promptement éconduire. Aussi, dans les conseils, se montra-t-il favorable à l'alliance russe. Il fit cependant contre fortune bon cœur ; puis, à l'occasion de la prochaine solennité du mariage, il proposa de mettre en liberté une partie des prisonniers d'état, et de lever un grand nombre de surveillances. Au lieu d'adhérer à cette proposition, Napoléon s'éleva contre le déplorable arbitraire qu'exerçait la police, ajoutant qu'il avait songé à y mettre ordre. Deux jours après, il envoya à Fouché un projet de rapport fait au nom du ministre, et le décret impérial qui, au lieu d'une prison d'état, en établissait six ; statuant en outre que nul ne pourrait être détenu qu'en vertu d'une décision du conseil privé : or le conseil privé n'était autre chose que la volonté du maître. Fouché aurait dû dès lors se retirer ; mais, plus que jamais attaché à un pouvoir qui allait lui échapper, il mit son nom à ce projet, qui fut converti en décret le 3

le menaçait, et l'avait décidé à s'embarquer pour l'Amérique. Fouché ne se dissimula pas cette fois que son renvoi ne fût une véritable disgrâce, bien que Napoléon crût devoir encore en adoucir l'amertume, en le nommant gouverneur de Rome. Le décret portant cette nomination fut accompagné d'une lettre flatteuse qui se terminait ainsi : « Nous attendons « que vous continuerez, dans ce « nouveau poste, à nous donner des « preuves de votre sèle pour notre « service et de votre attachement « à notre personne. » Fouché, dans sa réponse, affecta de prendre acte de sa disgrâce : « Je ne dois cepen- « dant pas dissimuler, disait-il, « que j'éprouve une peine très-vive « en m'éloignant de V. M. Je perds « à la fois la bonheur et les lumières « que je puisais chaque jour dans « ses entretiens. Si quelque chose « peut adoucir ce regret, c'est la « pensée que je donne dans cette cir- « constance, par ma résignation ab- « solue, aux volontés de V. M., la « plus forte preuve d'un dévouement « sans bornes à sa personne. » Indépendamment d'une infinité d'autres circonstances, le choix seul de son successeur avait empêché Fouché de se faire illusion sur les difficultés, et même sur les dangers de sa position. Tandis que le salon de la duchesse d'Orléans ne désemplissait pas de visites de condoléances, déguisées sous le motif apparent de félicitations pour le gouvernement de Rome, il fallut que Fouché servît de mentor à Savary dans son noviciat ministériel. Il parut se prêter de la meilleure grâce à cette corvée, et lui demanda de rester quelque temps dans le même hôtel, sous prétexte de mettre en ordre les papiers qu'il avait à lui communiquer. Savary eut la

simplicité (27) de le laisser maines dans son appartement jour qu'il en sortit. Fouché remit que quelques papiers ; il avait brûlé ou servi tout le reste (28) jusqu'à la liste des hommes et femmes, de côté, ne laissant que « miens inférieurs ; car, comme fait dire à Bourrienne, « moiens, que les espions furent de beaucoup moins pagnie que ceux du du Ennemi, dans ses entretiens avec son successeur, il se garda bien de se mêler dans les mystères politiques. Il fallut que Savary pour s'apercevoir avait été joué (29). Fouché, n'ayant plus l'hôtel de la police, se préparait au voyage, non qu'il crût le motif de la volonté de l'empereur lui laisser l'exercice d'un emploi ; mais, sachant que les démarches étaient épiées par le digne dupe pour ne

(27) Savary croyait d'abord à se louer sous des procédés à Figaro-vous dit-il, qu'il a qu'il m'a demandé à douter que temps à l'hôtel de la police, tous ses papiers, en fait une année entière pour les classer. C'est un procédé à se par...

(28) Le papier le plus intéressant Savary dans ses Mémoires part sur la maison de Bourrienne sans de date.

(29) Savary ne dissimule pas dans ses Mémoires, où il se les paroles suivantes : « J'ai « parce qu'en tout je ne puis « sur lui : il se défendait en « je ne lui commandais rien, « considération à mes dépenses « jours à me deviner, pour et « mouvoir, et comme j'étais de « lui, il était digne de quel « s'agissait toujours. Vous « comme cela qu'il aura eu « paix avec l'Angleterre. »

Toute sa maison fut montée d'un gouverneur-général, qu'à ses équipages, portèrent ses lettres : *équipages du neur-général de Rome*. Ne fut aucun ordre pour son départ, et qu'en attendant il se venable, « à cause des cas publics, » que Fouché allât en terre attendre ses instructions. L'ex-ministre se rendit en France dans son château de Ferrières ; et, pour lui donner quelque satisfaction, les journaux eurent l'annoncer qu'il était parti pour son gouvernement (26 juin). Il ne fut pas long-temps paisible ce séjour, où les fonds du ministère et l'or des maisons s'étaient métamorphosés en jardins, bosquets et monuments artificielles (30). Berthier, accompagné des conseillers d'état et Réal, vint lui demander ses autographes de l'empereur et les papiers qu'on n'avait pas au ministère. Fouché attachait un grand prix à ces pièces qui devaient lui servir, soit comme de défense, si on ne gardait aucune mesure avec lui, soit comme

Le château de Ferrières était à trois lieues de la terre de Pontcarré, bien que Fouché avait acheté de l'état, au de Pontcarré, tombant alors en ruine, le fit démolir, et sur son emplacement construisit des bergeries. Ferrières était, réunie à de très-grands bois qui en faisaient un des plus beaux du de l'empire; il embrassait une étendue de lieues. On montre encore à Ferrières bre où coucha l'empereur lorsque Fouché fut dans son château. Ce domaine appartenait à MM. Rotchoud. On avait imprimé et prétendus *Mémoires du duc d'Otrante*, de Beauchamp, qu'il avait payé l'exacte de la terre de Pontcarré à son ancien sire. Cette assertion a été démentie par le duc de Pontcarré, insérée dans les *Annales* du 15 janvier 1825.

moyen comminatoire pour forcer l'empereur à le ménager. Sa résistance fut habile et victorieuse. On avait traité avec lui de puissance à puissance, par des ambassadeurs : les ambassadeurs n'obtinrent rien, et revinrent de Pontcarré, les mains vides, annoncer à l'empereur un refus que plus d'un roi n'aurait pas osé se permettre. Napoléon éclata en menaces dont Fouché fut promptement instruit. Il prit aussitôt le parti de s'éloigner, n'emmenant avec lui que son fils aîné, accompagné de M. Jay, son gouverneur. Arrivé à Lyon, il obtint, du commissaire-général de police Maillocheau, tous les moyens de passer la frontière, et arriva à Florence, où il séjourna quelques instants sous la protection secrète de la grande-duchesse Elisa, qui acquittait envers lui une dette de reconnaissance (31). Cependant il recevait de Paris les avis les plus alarmants : on lui représentait que Napoléon, excité par Savary, était prêt à dévorer son obstination. « Voyez-vous, lui écrivait-on, être plus puissant que l'empereur ? » Il commença dès-lors à trembler et résolut de s'embarquer pour les États-Unis. A cet effet, il fit acheter un navire à Livourne, et met à la voile ; mais vaincu par le mal de mer, il est ramené à terre à demi mort. Un capitaine de vaisseau anglais offrit de le conduire en Angleterre, lui promettant tous ses soins et des antidotes contre le mal de mer. Fouché refusa, résolu de tout souffrir, plutôt

(31) La grande-duchesse était alors à Paris. Fouché, immédiatement après sa destitution, s'était présenté à elle et lui avait demandé des lettres pour son grand-duché, par où il dit qu'il allait passer pour se rendre à Rome. Elisa y mit une grâce infinie, recommandant Fouché et le désignant dans ses lettres par l'épithète de *l'ami commun*. En effet, l'ex-ministre avait en Toscane des amis qui lui devaient leurs emplois.

suspect. Toute sa maison fut montée sur le pied d'un gouverneur-général, et, jusqu'à ses équipages, portèrent en grosses lettres : *équipages du gouverneur-général de Rome*. Ne recevant aucun ordre pour son départ, il fit demander à l'empereur son audience de congé. Napoléon répondit qu'il n'était pas encore fixé à cet égard, et qu'en attendant il serait convenable, « à cause des circonstances publiques, » que Fouché allât dans sa terre attendre ses instructions. L'ex-ministre se rendit en conséquence dans son château de Ferrières; et, pour lui donner quelque satisfaction, les journaux eurent ordre d'annoncer qu'il était parti pour son gouvernement (26 juin 1840). Il ne fut pas long-temps paisible dans ce séjour, où les fouds secrets du ministère et l'or des maisons de jeu s'étaient métamorphosés en canaux, jardins, bosquets et montagnes artificielles (30). Berthier, accompagné des conseillers d'état Dubois et Réal, vint lui demander les lettres autographes de l'empereur et les papiers qu'on n'avait pas trouvés au ministère. Fouché attachait un grand prix à ces pièces qui pouvaient lui servir, soit comme moyen de défense, si on ne gardait pas de mesures avec lui, soit comme

moyen comminatoire pour forcer l'empereur à le ménager. Sa résistance fut habile et victorieuse. On avait traité avec lui de puissance à puissance, par des ambassadeurs : les ambassadeurs n'obtinrent rien, et revinrent de Pontcarré, les mains vides, annoncer à l'empereur un refus que plus d'un roi n'aurait pas osé se permettre. Napoléon éclata en menaces dont Fouché fut promptement instruit. Il prit aussitôt le parti de s'éloigner, n'emmenant avec lui que son fils aîné, accompagné de M. Jay, son gouverneur. Arrivé à Lyon, il obtint, du commissaire-général de police Maillocheau, tous les moyens de passer la frontière, et arriva à Florence, où il séjourna quelques instants sous la protection secrète de la grande-duchesse Élisabeth, qui acquittait envers lui une dette de reconnaissance (31). Cependant il recevait de Paris les avis les plus alarmants : on lui représentait que Napoléon, excité par Savary, était prêt à dévorer contre son obstination. « Voulez-vous, lui écrivait-on, être « plus puissant que l'empereur ? » Il commença dès-lors à trembler et résolut de s'embarquer pour les États-Unis. A cet effet, il frêta un navire à Livourne, et met à la voile; mais vaincu par le mal de mer, il est ramené à terre à demi mort. Un capitaine de vaisseau anglais offrit de le conduire en Angleterre, lui promettant tous ses soins et des antidotes contre le mal de mer. Fouché refusa, résolu de tout souffrir, plutôt

(30) Le château de Ferrières était à trois quarts de lieue de la terre de Pontcarré, bien d'ailleurs que Fouché avait acheté de l'état. Le château de Pontcarré, tombant alors en ruine, Fouché le fit démolir, et sur son emplacement on construisit des bergeries. Ferrières et Pontcarré, réunis à de très-grands bois qui en dépendent, formaient un des plus beaux domaines de l'empire; il embrassait une étendue de quatre lieues. On montre encore à Ferrières la chambre où coucha l'empereur lorsque Fouché le reçut dans son château. Ce domaine appartenait à M^{lle}. Rotchild. On avait imprimé dans les prétendus *Mémoires du duc d'Orléans*, par Alph. de Beauchamp, qu'il avait payé l'assiette valeur de la terre de Pontcarré à son ancien propriétaire. Cette assertion a été démentie par une lettre du comte de Pontcarré, insérée dans les journaux du 15 janvier 1825.

(31) La grande-duchesse était alors à Paris. Fouché, immédiatement après sa destitution, s'était présentée à elle et lui avait demandé des lettres pour son grand-duché, par où il dit qu'il allait passer pour se rendre à Rome. Élisabeth y mit une grâce influée, recommandant Fouché et le désignant dans ses lettres par l'épithète de l'*ami commun*. En effet, l'ex-ministre avait en Toscane des amis qui lui devaient leurs emplois.

que de se confier à cet élément incompatible avec son existence. Après avoir erré quelque temps en Toscane, il revint à Florence; puis, s'adressant à la grande-duchesse qui était encore à Paris, il lui transmit une lettre de soumission pour l'empereur, se bornant à demander, en échange des papiers qu'il était prêt à livrer, un titre d'irresponsabilité nécessaire à sa sûreté. Cette démarche eut un plein succès; Berthier, par ordre de Napoléon, donna un reçu motivé à l'ex-ministre, qui eut la permission d'aller à Ais, chef-lieu de sa sénatorerie. Dans cette résidence, il se vit l'objet d'un empoisonnement bien rare pour un ministre en disgrâce. Les fonctionnaires publics et la noblesse provençale affluèrent dans ses salons. Dominé par l'habitude de tout savoir, il continuait à faire la police pour lui-même, recevant de Paris régulièrement, bien que par voie secrète, les bulletins de tout ce qui se passait dans le monde politique. Cependant il voyait s'accumuler les symptômes de la chute de Bonaparte. Heureux si, désabusé du pouvoir et de ses illusions, il avait eu la sagesse de se féliciter d'être sur le rivage, en contemplant l'orage qui se formait! Mais toujours avide de pouvoir, il ne songeait qu'à se rapprocher de Paris pour se retrouver encore dans le tourbillon des affaires. Au mois de juin 1814, il obtint enfin, par l'intermédiaire de Duros, l'autorisation de résider dans sa terre de Pontcarré, mais avec injonction d'y vivre dans la plus grande réserve. L'empereur préparait alors son expédition de Russie. Fouché fut admis à lui présenter un inutile mémoire pour le dissuader de ce projet. Avant de partir, Napoléon, dans un conseil secret, où il n'avait appelé que Du-

roc, Cambasérès et Berthier, fut en délibération s'il avait s'occupé de Fouché et de M. de Talleyrand par l'accréditation ou par l'exil; ce projet fut écarté comme impolitique et inutile. Lorsque, après la conspiration de Malet, Bonaparte, échappé du désastre de Moncon, revint à Paris, il fit faire une enquête secrète sur la conduite de dus d'Oranste à cette occasion; mais comme le pûble de Savary, pour cacher son impie, était intéressé à isoler cet homme, tous les rapports furent unanimes pour attester que l'ex-ministre y était parfaitement étranger. Avant l'ouverture de la campagne de 1813, Fouché adressa encore un rapport à l'empereur pour lui faire connaître une déclaration de Louis XVIII, qui appelait le sénat à être l'instrument d'un grand bienfait (on prononçait la déchéance de Napoléon). L'ex-ministre manifestait en même temps ses craintes sur les dispositions de l'Autriche, qu'il connaissait trop bien, grâce aux relations qu'il avait eues avec M. de Metternich en 1800. Mais rien ne put dissuader les yeux de Napoléon, qui, redoutant l'influence de Fouché dans l'intérieur, l'appela à Dresde après la journée de Lutzel (32). Là, le dus d'Oranste

(1) Si l'on en croit Savary, l'empereur fut informé que Fouché s'occupait à intriguer à Paris, et qu'il avait intentionnellement fait faire quelques articles, pour qu'on dit ensuite que c'était son aduul stratton, paraitte chos n'est pas avérée. M. Fouché, continue Savary, n'était d'une nature impudique, avait toujours besoin d'être tenu par quelque chose, et le plus souvent contre quelque un. Il s'est donc rapproché de l'empereur de l'empereur, ou il cherchait à établir son crédit pour avoir lieu qu'il en avait temps, et ne les point potentiellement faits de son éloigne. Il meut qui me disposait d'entendre davantage les doléances des uns et des autres, qui regardaient comme impossible que Fouché ne soit venu pas à un poste auquel il avait le droit d'être exactement propre. Si l'empereur ne l'eût pas appelé à Dresde, il est vraisemblable que nous n'aurions pas vu son long-temps en

ses instances à celles de Caulart pour décider l'empereur à tout. Tout fut inutile, et Fouché l'ordre de se rendre en Illyrie titié de gouverneur-général. Il mission, en passant à Prague, cher de renouer des négociations avec l'Autriche; mais il n'était pas temps. Fouché eut alors une entrevue avec M. de Metternich. Ces hommes d'état ne s'étaient jamais perdus de vue depuis le renvoi de Metternich en 1809 (33). Fouché, à qui l'abdication de Louis XVIII avait fait naître l'idée de l'évacuation possible de Napoléon, tout occupé d'élever Marie-Louise à la régence. Il causa alors avec Metternich de ce double projet, le but de préserver la France d'une invasion déjà imminente; et les hommes d'état mirent en avant des analogues qui devaient mûrir tard. Fouché n'arriva, le 11 mai 1813, à Laybach, chefs des provinces illyriennes, que pour voir qu'il n'y resterait pas long. N'ayant aucune force à opposer aux troupes autrichiennes, il

intelligences; car j'étais bien résolu de ne pas me laisser aller au premier pas qui m'aurait fait d'abord une intrigue. Mais tout ne pouvait être que de jeter du feu sur moi; nous serions vu lequel des deux avait gagné en vitesse sur l'autre. » Quand l'empereur partit en 1809 pour le trône de son frère Joseph dans la péninsule, il fut rappelé à Paris par un ministre de l'Autriche. Se croyant joué par Metternich, il ordonna à Fouché, alors chef de la police, de le faire conduire de sa brigade jusqu'à la frontière. L'ordre fut exécuté, contraire à toutes les conventions diplomatiques. Fouché, qui se réservait une transaction pour l'avenir, l'ordre de l'empereur avec politesse; il se rendit, chez l'ambassadeur, lui dit les choses et lui en exprima les plus vives. Il y avait déjà des mécontentements entre eux; il était impossible qu'il ne le fût pas. Le terme de l'ambition déplorable de ces deux hommes politiques échangea une confiance mutuelle quelconque sur les résultats de la guerre et l'ambition de l'empereur.

se replia sur la Lombardie, et conféra avec le vice-roi, Eugène, qui se faisait encore illusion, sur la position de l'empereur et de sa famille. Ce fut là que Fouché reçut de Napoléon, vaincu à Leipzig, et qui plus que jamais craignait la présence de l'ex-ministre à Paris, l'ordre d'aller prendre possession de son gouvernement de Rome, dont il était toujours titulaire. A son arrivée, il trouva les autorités pleines de défiance et de soupçon sur la conduite de Murat, qui se rapprochait ouvertement de la coalition. Les troupes napolitaines entrèrent même à Rome, le 2 décembre, mais en qualité d'alliées de la France. Bientôt Fouché reçut de Napoléon l'ordre de se rendre à Naples, pour détourner Murat de ses projets hostiles. Cette mission fut exécutée par le duc d'Ortante avec toute la duplicité dont il était capable. Sans rien conseiller à Murat, il l'effraya sur les dangers de sa position, et l'invita, quelle que fût sa détermination, à s'y tenir avec constance et fermeté; surtout à avoir une bonne armée. Il cherchait en même temps à effrayer Napoléon, en lui parlant des efforts de ses beaux-frères, qui le poussaient vers la coalition; mais, ne recevant aucune réponse directe et n'ayant que des notions vagues sur l'état de Paris, il quitta prudemment Naples, avant que rien y fût décidé. Toutefois, dans cette circonstance, Fouché ne négligea pas ses intérêts: il profita de sa présence dans ce pays pour obtenir le paiement de quelques retenus sur le duché d'Ortante. Revenu à Rome, le 18 janvier 1814, il adressa à l'empereur un rapport dans lequel il ne lui dissimula pas des puissants motifs que l'on employait auprès de Murat, pour lui faire abandonner

la cause de la France : il terminait en suppliant Napoléon de concentrer ses forces entre les Alpes, les Pyrénées et le Rhin, et de déclarer à l'Europe qu'il ne dépasserait pas ses frontières naturelles. « Je suis con-
« vaincu, ajoutait-il, que vous ne
« pouvez avoir de véritable paix
« qu'à ce prix. Je crains d'être seul
« à vous parler ce langage ; défiez-
« vous des mensonges des courtisans,
« l'expérience a dû vous les faire
« connaître... » Fouché avait hâte de
revenir en France. Après avoir écrit
de nouveau à Napoléon, pour lui re-
présenter combien il était contraire
à la dignité de l'empire qu'il restât
en qualité de gouverneur-général à
Rome, envahie par les Napolitains,
et où son autorité n'était plus d'au-
cun poids, il se rendit à Florence
afin d'attendre de nouveaux ordres.
Peu de temps après son arrivée en
Toscane, il reçut de Napoléon des in-
structions relatives à l'évacuation
de l'état romain et de ce duché.
Ayant accompli cette mission, non
sans s'être fait payer par le roi de
Naples un arriéré de cent quatre-
vingt-dix mille francs pour ses ap-
pointements comme gouverneur-général
de Rome et d'Illyrie, Fouché alla
à Lyon, d'où il fut obligé de partir
précipitamment pour ne pas être ar-
rêté, ses discours hostiles à Napoléon
l'ayant rendu suspect au préfet,
M. de Bondy, et au commissaire-
général de police Saulnier. De là il
se rendit à Avignon, n'osant se rap-
procher de Paris ; car il n'igno-
rait pas que les divers préfets
avaient des instructions pour l'ar-
rêter. A Avignon il reçut les
autorités, et leur annonça la chute
prochaine du gouvernement impé-
rial. A la nouvelle des événements
du 31 mars, il se hâta de partir pour

Paris, avec l'espoir d'intervenir dans
la nouvelle direction des affaires.
Mais, les communications étant cou-
pées par les troupes de la coalition,
il fut obligé de faire un long détour
par Toulouse et par Limoges, et ne
put arriver dans la capitale que vers
le 10 avril, au moment de l'entrée
de *Monsieur*, comte d'Artois. Il
proposa dans le sénat d'envoyer une
délégation à ce prince ; et, par un juste
sentiment des convenances, il refusa
d'en faire partie. Le 23 avril, il
écrivit à Napoléon une lettre pour le
déterminer à quitter l'île d'Elbe, et
lui conseiller d'aller vivre aux États-
Unis d'Amérique. Cette lettre, dont
succès aurait ajouté beaucoup à la sé-
curité du trône de Louis XVIII, fut
communiquée à ce prince, qui, avec
l'assentiment de plusieurs personnes
de l'ancienne et de la nouvelle cour,
songeait assez sérieusement à ap-
peler le duc d'Otrante au ministère.
Retiré à sa terre de Ferrières, celui-
ci recevait les visites et les commu-
nications des personnages les plus
éminents. Il vit M. de Metternich et
plusieurs généraux et diplomates
étrangers ; il avait de fréquents en-
tretiens avec le duc d'Havré. Il était
en correspondance suivie avec Ma-
louet, alors ministre de la marine,
son ancien confrère à l'Oratoire ; et
sa correspondance était mise sous les
yeux du roi. Conserver la cocarde
nationale ; chercher dans le commerce,
l'industrie et les arts, de nouveaux
aliments pour occuper l'activité d'un
peuple qui venait de donner tant de
secours au monde politique ; accor-
der la liberté de la presse, la li-
berté individuelle ; ne pas craindre de
demander ostensiblement aux cham-
bres une somme annuelle pour so-
deniser les émigrés, etc., telles
étaient les principales directions que

aurait voulu imprimer par ses à la restauration. Ces cons furent pas suivis ; et cependant chaque jour voyait se multiplier es et les dangers de la dynastie ». Quelqu'un lui proposa de e part au projet d'un changement de se rendre dans un lieu où blait un *comité secret* : « Je travaille point en serre chaude, » dit-il, je ne veux rien faire ne puisse paraître au grand » Il paraît certain qu'alors ne voulait pas de Bonaparte, l refusa de concourir au re- l'île d'Elbe ; mais, plus tard, esait de rallier l'armée au du talisman qu'offrait le nom oléon, le porta à sacrifier pour ment ses idées personnelles, tant pas bien fixées, le faisaient tantôt à une régence impéc- ec le roi de Rome, tantôt à vement national qui élèverait d'Orléans à la place de Louis . Il se prêta donc aux vues érents de Bonaparte, non sans des garanties pour le parti ré- naire. D'après un plan ar- ec Thiбаudeau, il envoya un re à Murat pour le presser de larer l'arbitre de l'Italie et : une levée de boucliers qui erait avec le retour de l'île

En même temps il correspon- ec M. de Metternich, alors au de Vienne. Leur correspon- ouldait sur trois points : qu'ar- il, 1^o Si l'empereur repa- en France ? 2^o Si le roi de y était ramené par une ar- trichienne ? 3^o S'il s'opérait les Bourbons un mouvement nt national ? Dans ses répon- ché avançait que, si l'emp- paraissait, tout dépendrait du r régiment que l'on enverrait

contre lui. Quant au roi de Rome, tout le monde serait pour lui. Enfin un mouvement national et révolutionnaire, venant uniquement de l'intérieur, se ferait au profit du duc d'Orléans. Fidèle à son système de duplicité, Fouché n'interrompit pas ses relations avec les hommes investis de la confiance de Louis XVIII. Ainsi, à tout événement, il ménageait des chances favorables à son ambition. Lorsque Dandré (*Voy.* ce nom, LXII, 83) fut élevé à la direction de la police générale, il alla, autorisé par le roi, consulter Fouché. L'évêque de Nancy, La Fare, accompagnait Dandré dans cette visite. Fouché conseilla d'établir une surveillance active à l'île d'Elbe et sur les côtes de Provence. On présenta au conseil du roi un plan en conséquence ; il fut trouvé trop cher. Le débarquement de Bonaparte à Cannes, le 1^{er} mars, prouva combien cette décision avait été imprudente. On s'empressa de revenir à Fouché. Ici se place son entrevue nocturne avec *Monsieur*, comte d'Artois, chez la princesse de Vaudemont. Ce prince offrit à Fouché de la part du roi le porte-feuille de la police : « Il est trop tard, » pondit l'ex-conventionnel : ceci est « une querelle de soldats : je n'y « pourrais rien faire, monseigneur, « quand j'aurais mille fois plus de « talent que vous ne m'en supposez. « La partie est perdue pour vous. « Il ne vous reste que la ressource « de vous retirer. » La veille, Fouché avait eu une audience de Louis XVIII en présence de *Monsieur* ; et, après avoir établi que rien ne pourrait empêcher le retour de Bonaparte, il avait ajouté : « Napoléon a besoin « de moi ; il ne peut faire autrement « que de m'appeler au ministère de « la police générale, car il est con-

« vaincu que sa vie ne peut être en « sûreté que protégée par moi. Je « viens dire à V. M. que j'accepte- « rai ce qu'il me proposera, si elle « veut bien m'y autoriser, et si elle « daigne aussi de son côté m'accep- « ter pour son correspondant pri- « vé. — Comment, M. Fouché, dit « le roi, vous pourriez nous servir « en trompant Bonaparte? — Sire « en agissant ainsi, je croirais en- « core servir la France (34). » Fou- « ché a prétendu depuis que si on lui « eût offert plus tôt le porte-feuille, « il n'aurait pas hésité à l'accepter, « mais à deux conditions; savoir, la no- « mination du duc d'Orléans à la lieu- « tenance-générale du royaume, et la « remise au duc d'Orléans et à son parti « de la direction des affaires. Le « lendemain même de l'entrevue avec « Monsieur, le nouveau préfet de po- « lice Bourrienne reçut l'ordre d'ar- « rêter Fouché et plusieurs autres adhé- « rents de Bonaparte. Bourrienne se « chargea de cette expédition avec d'au- « tant plus de plaisir qu'il servait en « cette occasion les désirs du duc de « Rovigo, son ami. Le calcul de celui- « ci était tout simple : une fois Fouché « sous les verrous et transporté à San- « mur, Bonaparte arrivant à Paris ne « l'aurait pas trouvé sous la main; et « Savary eût repris le porte-feuille de « la police; puis, Bourrienne eût été « récompensé par une large part dans « le produit des jeux. Ces combinai- « sons furent déjouées par l'évasion du « duc d'Orléans, qui, averti par Dan-

dré, se tenait sur ses gardes, et s'é- « tait procuré une clé du jardin de la « reine Hortense dont le mur était mé- « troyen du sien. Trompant la vigilance « des agents venus pour l'arrêter, il « franchit un mur sur une échelle, et s'é- « lança dans le jardin. Comme il avait « oublié la clé de la petite porte, il se « brisa la serrure avec un pierre, et se « trouva dans la rue Tailbout; puis, « traversant le boulevard, alla se réfu- « gier chez un ami. Tout cela se fit en « plein jour; et pas un espion ne veilla « autour de la maison de Fouché, tant « la police de Bourrienne était bien faite. « L'un des premiers actes de Bonaparte, « arrivé à Paris, fut de rendre le porte- « feuille de la police au duc d'Orléans; « il aurait bien voulu se passer de ce « ministre qui allait devenir plus puis- « sant que lui-même. En effet, ramené « par la force des événements, et par « son penchant naturel, à des principes « républicains dont sa propre sûreté, et « surtout le désir de conserver le mi- « nistère, l'avaient éloigné pendant sa « précédente administration, Fouché « ne songeait qu'à porter Bonaparte à « ratifier volontairement l'abdication « qui lui avait été arrachée à Fontai- « nebleau. La république aurait été pro- « clamée, et l'ex-empereur en eût été « généralissime; mais le parti militaire, « secrètement excité par Napoléon, « l'emporta, et le système impérial lui « maintenu. Enfin, pour Bonaparte et « ses affidés, l'assistance de l'Autriche « devint le point de mire d'une foule « d'espérances chimériques. Fouché, « selon qu'il le dit lui-même le 21 mai « à un de ses amis, ex-oratorien comme « lui, ne voulait être ni la dupe, ni « l'agent d'une mystification; et, « ne regardant le retour de Bonaparte « que comme une transition à un tout « autre ordre de choses, il combait « sa conduite de manière à n'affermir

(34) Une partie de ces détails était déjà connue; mais ils ont été confirmés en 1875 par des relations recueillies de la bouche même de Charles X à Prague. Savary, dans ses Mémoires, donne des détails exacts sur l'entrevue de Fouché avec le comte d'Artois. Selon lui, Fouché promit sur sa parole que Napoléon ne rentrerait pas trois mois. Il écrivit aussi au duc d'Angoulême un billet qui se terminait par ces mots : « Sans « voir le monarque et je salue la royauté ».

ité de l'empereur qu'autant fallait pour y trouver un point d'appui, et se donner le temps de voir les événements. Il s'attacha à le contenir dans des bornes constitutionnelles, qui défendaient la France et surtout lui-même des excès de l'arbitraire. Secondé par le comte d'Artois, qui n'avait qu'une popularité d'apparat, il sut se faire le dessein des républicains, le protecteur des royalistes, et ne laissa plus à Napoléon la puissance des bayonnettes; dans la fameuse déclaration de l'état de siège, fut insérée, par l'inspiration de Fouché, cette phrase qui fut un démenti à toutes les doctrines de l'empire : « La souveraineté réside dans le peuple ; il est la source du pouvoir (25 mars). » Napoléon avait fait rendre à Napoléon un décret qui supprimait la censure et la direction de la librairie. Toute la direction des journaux ne fut abandonnée par l'habile ministre ; il se la réserva tout entière. On doit dire que les feuilles libérales jouirent pendant les premiers jours d'une assez grande liberté. Il y eut dans toute la France des lieux de police qui lui étaient dévoués ; il eut le choix des agents, et, ainsi investi de la direction de la connaissance de tout ce qui se passait, il put braver sans crainte le despote chancelant. Tandis qu'il amusait les gobe-mouches, l'empereur était à leur tête, il faisait la fameuse déclaration du conseil de Vienne une réponse virulente (35), il renouait ses négociations avec M. de Metternich. Il ne craignait pas non plus d'avoir des relations avec Gand, comme la chose avait été convenue lors de son entre-

vue avec *Monsieur*. La réclamation des diamants de la couronne lui servait de prétexte. Napoléon, informé par le ministre lui-même de ces manœuvres secrètes, puisa dans ses révélations des renseignements utiles sur la position des armées de la coalition ; mais Fouché se gardait bien de lui laisser pénétrer le fond et le but secret de ces relations au dehors. Son administration intérieure fut, il faut en convenir, de nature à lui concilier des partisans. Il évita ou atténua les mesures violentes, plus qu'il ne semblait possible dans la situation des choses : il ne fit point usage de ces lois acerbes que l'acte additionnel avait maintenues, et dont, sous la restauration, certains successeurs de Fouché firent un abus maladroitement tyrannique. C'est ainsi qu'il s'opposa à ce qu'aucune violence fût exercée contre M. de Vitrolles, qui n'avait pas été compris dans la capitulation accordée au duc d'Angoulême. De Vincennes, il le fit transférer à l'Abbaye, où ce fidèle serviteur des Bourbons obtint tous les adoucissements compatibles avec la captivité ; enfin Fouché, dès qu'il fut devenu chef du gouvernement provisoire, s'empressa de le mettre en liberté (36). Ses négociations et ses agents firent autant pour la pacification de la Vendée que les armes victorieuses des généraux Travot et Lamarque. On a dit, il est vrai, que ses émissaires étaient chargés surtout de diviser

(36) Ce fut le jour même de l'abdication de Bonaparte que Fouché fit sortir de prison M. de Vitrolles. Le ministre dit alors à M. Gaillard, son ami et son confident, qui s'intéressait vivement au prisonnier : « Je n'ai jamais fait de ma vie une action plus hardie. Si je ne rendais pas la liberté sur-le-champ à M. de Vitrolles, je ne répondrais pas qu'une insurrection de fédérés ne se portât à la prison et ne le massacrât. Je n'ai que ce moment, et j'en profite pour accomplir la promesse que j'ai faite de mettre sa vie en sûreté. »

les chefs royalistes, afin d'empêcher que ce parti eût aucune influence sur le dénouement de l'interrègne; et cette politique était indiquée par la position intermédiaire où Fouché s'était placé entre Bonaparte, les Bourbons et la France révolutionnaire. Dans le conseil il improuva l'acte additionnel, et opina pour que la rédaction en fût laissée à la chambre des représentants et non à l'empereur. On peut apprécier aujourd'hui, à leur juste valeur, ses circulaires et écrits ministériels; mais alors ils excitaient les justes défiances des bonapartistes et portaient au comble l'indignation des royalistes, qui, sans être dans le secret de la comédie des cent-jours, n'y voyaient qu'une odieuse phraséologie contre les Bourbons. Ils ignoraient aussi combien Fouché s'était opposé au séquestre des biens de M^l de Talleyrand, de Raguse, de Montesquiou et d'une dizaine d'autres. Lorsque la coalition eut pris une attitude tout-à-fait hostile, le ministre, qui, moins que jamais, perdait de vue le projet de régence impériale, donna encore une fois à Napoléon le conseil d'abdiquer et de se retirer aux Etats-Unis; mais cette proposition ne fit qu'accroître les défiances de Bonaparte en blessant son orgueil. Comme tous les partis faisaient alors leur plan de révolution et de gouvernement, Lafayette fit part à Fouché du projet qu'il avait conçu de profiter du Champ-de-Mai pour détrôner Napoléon. Le ministre déclara que cette idée qui eût flâté ses vœux était inexécutable, et il n'en fut plus question. L'arrestation d'un agent de M. de Metternich (37) ayant mis Bonaparte sur la voie de négociations qui n'étaient pas dans

ses intérêts, il songea d'abord, près l'avis de Savary, à faire fuir Fouché comme traître; mais lors dans un conseil où furent admis not, Boulay de la Meurthe, Cécérès, etc., il leur fit part de ce projet. Carnot s'y opposa fortement. « vous faites périr Fouché, dit-il, que les hommes de la révolution regardent comme leur plus grande garantie, vous n'aurez plus aucune puissance d'opinion. S'il est si évidemment coupable, il faut lui faire son procès en règle. » Cet avis fut suivi, et un secrétaire de l'empereur (M. Fleury de Chaboulon) fut envoyé à Bâle où se trouvait M. de Werner, agent confidentiel de M. de Metternich. Il se présenta au no Fouché, et M. de Werner, par un cœur ouvert, lui donna la parole, quels que fussent d'ailleurs dessein de la coalition, rien ne tramait contre la vie de l'empereur. Cependant Fouché, qui en l'éveil de cette menée, dit contre lui, en sut faire son usage avec son habileté ordinaire. Comme il venait d'achever son travail pour l'empereur, il revint sur ses pas feignant de vouloir réparer un oubli qu'il lui mit sous les yeux la lettre (qu'il avait reçue de M. de Me

(37) Selon les Mémoires de M. de Montloup, à qui l'agent de Metternich livra la lettre destinée pour Fouché, en trancher tout ce qu'il aurait été dangereux faire connaître à celui-ci, et la lettre ainsi affaiblie fut remise. Plus tard, quand il la communiqua à Bonaparte, celui-ci en fut si hanté que Fouché avait comme à sa disposition des gens habiles à contrefaire l'écriture. C'était bien celle de la lettre ou de M. de Metternich, mais non la lettre dictée par Napoléon. Elle était remplie d'une autre d'une écriture semblable. D'ailleurs, Napoléon avait laissé plusieurs connaissances de celle du diplomate allemand sur lesquelles il voulait questionner. Fouché la suppression qu'en fit celui-ci l'empereur pour remplir ses intentions. « Si cette partie est exacte, c'est le cas de rappeler le proverbe, trompeur, trompé et demi.

(37) Voyez sur cette intrigue le *Mémorial de Sainte-Hélène*, les *Mémoires de M. de Montesquiou*, etc.

is il ajouta : « C'est à V. M. de décider si je dois lui envoyer l'argent qu'il me demande. » Puis lui fit entendre que le but de l'Audace des alliés était de l'amener à l'abdication en faveur de son fils. Il ajouta : « J'ose vous le répéter, tel est aussi le mien ; je ne l'ai point caché, et je suis d'avis qu'il vous est impossible de résister aux armes de l'Europe entière. » Plus embarrassé d'un pareil aveu qu'il ne l'eût été d'une dénégation, Bonaparte, par ses propres filets, ne put empêcher Fouché à continuer, par Chaboulon, des négociations qui n'avaient pu avoir autre résultat. M. de Werner ne resta à Bâle, sans doute parce que Fouché avait trouvé moyen de venir le cabinet autrichien à l'espérance qu'avait tentée l'Angleterre. Il paraît qu'alors aussi le roi était en communication avec Wellington, qui se trouvait à Paris. Avant l'ouverture de la session, Napoléon fut encore une fois au point de faire arrêter Fouché. Il changea de résolution, et s'abstint, en disant qu'il serait trop tard à temps, lorsqu'il serait trop établi, et que, si les affaires ne se consolidaient pas, la punition de Fouché ne serait qu'une punition inutile (39). » On a imprimé à cette époque Napoléon à l'ennemi : « Vous êtes vendu à l'ennemi, je le sais ; je devrais vous faire fusiller ; d'autres se chargent de cet acte de justice : je n'en ferai que vous ne pesez pas trop dans la balance de ma justice. » Si ce mot de Napoléon est vrai, on doit convenir qu'il n'était pas par la prudence. Laisser le

pouvoir à un ennemi, après l'avoir démasqué, c'est lui donner à la fois le désir et les moyens de se venger. En retraçant ces intrigues, les partisans de Napoléon ont dans leurs mémoires dénoncé unanimement Fouché comme un traître ; chez eux ce déchainement était assez naturel ; mais pour l'historien, qui n'épouse pas plus les hommes que les partis, la question est de savoir si, en s'interposant entre l'Europe, les partis et le héros insensé qui allait se perdre avec la France, Fouché n'a pas réellement servi la cause de la patrie et de l'humanité. Ensuite, qu'il n'ait fait le bien que dans un motif purement personnel, toute sa vie est là pour l'affirmer. On sait combien fut rapide l'issue des événements militaires. Bonaparte, à qui Fouché avait fait part de la position de l'armée anglo-prussienne, espéra, par une attaque soudaine, surprendre Wellington ; il le surprit en effet, mais l'annexion du corps de Grouchy amena la défaite complète de l'empereur. Il revint à Paris, croyant saisir la dictature ; mais l'abdication l'y attendait. Ce fut dans ce moment que Fouché, qui voulait arriver à ce but, fit jouer tous les ressorts de la politique la plus déliée. Il mit en campagne tous ses amis, tous ses adhérents, et lui-même s'aboucha avec les hommes influents de tous les partis. Aux députés ombrageux, défiants, il dit : « Il faut agir, faire peu de phrases et courir aux armes. Il est revenu furieux, a décidé à dissoudre la chambre, à saisir la dictature. Nous ne souffrirons pas, je l'espère, ce retour à la tyrannie. » — Aux partisans de Napoléon : « La fermentation contre l'empereur est à son comble par un grand nombre de députés. On veut sa déchéance ; on exige

« son abdication. Si vous êtes ré-
 « solus à le sauver, montrez de la
 « vigueur; il ne faut qu'un mot
 « pour dissoudre la chambre. » Les
 bonapartistes, aisément dupés, ne
 manquèrent pas de suivre ou même de
 dépasser les suggestions de Fouché;
 et, par leurs discours hostiles contre
 la chambre des représentants, ils don-
 nèrent au ministre sujet de dire aux
 patriotes qui se groupaient autour de
 lui : « Vous voyez bien que ses amis
 « n'en font pas mystère; le danger
 « est pressant : dans peu d'heures
 « les chambres n'existeront plus.
 « Vous seriez bien coupables de négli-
 « ger le seul moment de vous oppo-
 « ser à leur dissolution (40). » Ces
 insinuations portèrent leurs fruits :
 dès le 22, Lafayette, destiné à n'être
 toute sa vie que l'instrument passif
 d'hommes moins naïfs que lui, fit sa
 motion de la permanence des cham-
 bres. Démonté par cette attaque, Na-
 poléon n'ose prendre un parti; il
 presse Davoust sur la question d'op-
 érer militairement la dissolution de
 la chambre. Davoust, sur lequel
 Fouché exerce son ascendant, se re-
 fuse à cette mesure de violence, et le
 champ de bataille reste au ministre
 dirigeant. Le lendemain, après avoir
 long-temps résisté, Bonaparte abdi-
 que. Ses partisans auraient voulu,
 comme conséquence immédiate, la
 proclamation de Napoléon II avec un
 conseil de régence; mais cette ré-
 gence, depuis si long-temps le but de
 tout les calculs de Fouché, l'aurait
 exclu du gouvernement, si elle fût
 venue à se former sous une autre
 influence que la sienne. Or, ici, à
 l'apogée de sa carrière politique, il

retrouvait pour adversaire ce
 Lucien Bonaparte qui lui avait
 cité tant d'entraves à son
 comme ministre. L'ambitieux
 tait dut alors recourir à de no
 combinaisons pour écarter à la
 régence et le retour immé-
 Bourbons. Il imagina la créati-
 gouvernement provisoire, com-
 de cinq membres. Il y fut pre-
 mier dans la chambre des
 sentants par les bonapartistes
 malgré leurs justes défiances (savaient en correspondance avec
 Metternich pour la régence
 les partisans du duc d'Orléans
 lequel il avait déclaré sa préfé-
 rence par les conventionnels qui
 étaient d'anciennes liaisons
 par les royalistes qui comptaient
 lui. La commission de gouver-
 nement instituée le 23 juin, le choisit
 même pour son président, et
 qu'il se trouva placé ostensiblement
 à la tête de la nation. Jugez
 dès-lors qu'en présence de l'ennemi
 en armes il n'y avait que per-
 pérer de la force, il eut recours
 la ruse, et dirigea ses intrigues
 manière à être prêt pour toutes
 éventualités. Jamais homme
 ne s'était vu dans une situation
 délicate. Napoléon était en
 Paris, à l'Élysée, ne songeant
 ressaisir le pouvoir, sous le
 généralissime. Une grande
 de l'armée et surtout les fédérés
 réclamaient avec fureur et à

(40) M. de Las Cases, en rapportant ces faits
 dans le *Mémoires de Sainte-Hélène*, ajoute « que
 « l'empereur le connaissait bien en disant qu'il
 « était sûr de trouver son vilain pied sali, dans
 « les souliers de tout le monde. »

(41) Le 22 juin au soir, lorsqu'on a
 nommé une portion du gouvernement
 Fouché et Caulaincourt se trouvaient
 du salon de service de Napoléon.
 partisans de l'empereur virent à
 compliment à Caulaincourt sur sa
 tion; celui-ci ne répondait à ces fê-
 qu'en exprimant son effroi sur l'état de
 « Il est sûr que je ne suis pas respecté,
 « d'un ton léger. — Si vous l'avez en
 « dit assez brutalement Boulay (de la
 « croyez-vous que nous nous enlions à

parti encore puissant dans les chambres pouvait seconder. Fouché sut faire face à tous les avec autant de sagacité que de froid : il fallait, parmi les justes et les révolutionnaires, adoucir l'aigreur des uns, briser des autres, et en même temps passer l'impatience des royaux qui exprimaient hautement leurs et leurs espérances. Tous les de cette époque sont de sa correspondance officielle et au moins remarquable par une même que par l'observation des usages. Il ne voulait en aucun honneur de Bonaparte; il voyait dans la régence de Marie-Louise désespérée; tout ce qui tenait à la gloire inspirait à l'Europe de larmes. Trop éclairé pour rétablir d'une république ne désirait pas le rétablissement et simple de Louis XVIII; il préférait l'avènement de la régence d'Orléans; mais, pour en venir aux alliés et la guerre, il espérait, comme pis-aller, à la fin les Bourbons de la branche aînée, en leur imposant des conditions. Partagé entre tant de vues diverses, qu'il rapportait tous les jours, son maintien perdit au pouvoir, Fouché engagea même différentes négociations avec les fils échappés à l'émigration. Lui-même, dans sa fameuse lettre au duc de Wellington, avait l'état des partis à cette époque donné l'aperçu des éventualités qui venaient alors naître dans son esprit. Les plans en apparence si contradictoires. « On se partageait, dit-il, le choix d'un souverain : les uns voulaient un prince étranger; d'autres se déclaraient pour la régence de Marie-Louise; quelques-uns ré-

clamaient la légitimité. Une partie de la France nommait le duc d'Orléans. Les qualités personnelles de ce prince, les souvenirs de Jemmapes et de quelques autres victoires sous la république, auxquelles il n'avait point été étranger; la possibilité de faire un traité qui concilierait tous les intérêts; ce nom de Bourbon, qui pourrait servir au dehors, sans qu'on le prononçât au dedans; tous ces motifs et d'autres encore offraient dans ce dernier choix une perspective de repos et de sécurité à ceux même qui ne pouvaient y voir un présage de bonheur. » Dans cet aveu du plus hardi des régicides, on aperçoit qu'en faisant triompher, aux dépens du trône, une des branches de la maison royale, il eût espéré se ménager le double avantage de réconcilier la France avec l'Europe, et de maintenir au sein du royaume le système et les intérêts révolutionnaires. Mais à ce plan il manquait une chose importante : l'aveu du duc d'Orléans qui, retiré à Twickenham, était trop prudent pour songer dès lors à une couronne. À peine installé dans le gouvernement provisoire, Fouché fit déclarer la guerre nationale, et proposa d'envoyer des plénipotentiaires aux souverains alliés pour traiter de la paix au nom de la France. Une grande faute que l'on commit alors fut de ne pas déférer à l'avis du duc d'Orléans, qui voulait qu'on envoyât directement des ambassadeurs à toutes les puissances alliées, y compris même Louis XVIII. On aurait su, dès le 3 ou 4 juillet, que le motif qui fit échouer l'ambassade du gouvernement fut que les plénipotentiaires n'avaient point une mission spéciale auprès du roi de France. C'est ce que les cinq plénipotentiaires

que de se confier à cet élément incompatible avec son existence. Après avoir erré quelque temps en Toscane, il revint à Florence; puis, s'adressant à la grande-duchesse qui était encore à Paris, il lui transmit une lettre de soumission pour l'empereur, se bornant à demander, en échange des papiers qu'il était prêt à livrer, un titre d'irresponsabilité nécessaire à sa sûreté. Cette démarche eut un plein succès; Berthier, par ordre de Napoléon, donna un reçu motivé à l'ex-ministre, qui eut la permission d'aller à Aix, chef-lieu de sa sénatoterie. Dans cette résidence, il se vit l'objet d'un empressement bien rare pour un ministre en disgrâce. Les fonctionnaires publics et la noblesse provençale affluèrent dans ses salons. Dominé par l'habitude de tout savoir, il continuait à faire la police pour lui-même, recevant de Paris régulièrement, bien que par voie secrète, les bulletins de tout ce qui se passait dans le monde politique. Cependant il voyait s'accumuler les symptômes de la chute de Bonaparte. Heureux si, désabusé du pouvoir et de ses illusions, il avait eu la sagesse de se féliciter d'être sur le rivage, en contemplant l'orage qui se formait! Mais toujours avide de pouvoir, il ne songeait qu'à se rapprocher de Paris pour se retrouver encore dans le tourbillon des affaires. Au mois de juin 1811, il obtint enfin, par l'intermédiaire de Duroc, l'autorisation de résider dans sa terre de Pontcarré, mais avec injonction d'y vivre dans la plus grande réserve. L'empereur préparait alors son expédition de Russie. Fouché fut admis à lui présenter un inutile mémoire pour le dissuader de ce projet. Avant de partir, Napoléon, dans un conseil secret, où il n'avait appelé que Du-

roc, Cambacérès et Berthier, fut en délibération s'il avait osé appeler de Fouché et de M. de Talleyrand par l'arrestation ou par l'exil; ce projet fut écarté comme impolitique et inutile. Lorsque, après la conspiration de Malet, Bonaparte, échappé du désastre de Moscou, revint à Paris, il fit faire une enquête secrète sur la conduite du duc d'Orléans à cette occasion; mais comme la police de Savary, pour cacher son inexpérience, était intéressée à isoler cet homme, tous les rapports furent unanimes pour attester que l'ex-ministre y avait parfaitement étranger. Avant l'ouverture de la campagne de 1812, Fouché adressa encore un rapport à l'empereur pour lui faire connaître une déclaration de Louis XVII^e, qui appelait le sénat à être l'instrument d'un grand bienfait (en prononçant la déchéance de Napoléon). L'ex-ministre manifestait en même temps ses craintes sur les dispositions de l'Autriche, qu'il connaissait très bien, grâce aux relations qu'il avait eues avec M. de Metternich en 1800. Mais rien ne put dissuader les yeux de Napoléon, qui, redoutant l'influence de Fouché dans l'intérieur, l'appela à Dresde après la journée de Lützen (32). Là, le duc d'Orléans

(32) Si l'on en croit Savary, l'empereur était informé que Fouché commença à intriguer à Paris, et qu'il aurait facilement fait faire quelques sottises, pour qu'on dit ensuite que nous son administration, pareille chose ne se serait pas arrivée. M. Fouché, continue Savary, « était d'une nature impatiente, avait toujours besoin d'être occupé de quelque chose, et le plus souvent contre quelqu'un. Il s'était déjà rapproché de l'intérieur des Impériaux, et il cherchait à établir son crédit pour en servir lorsqu'il en serait temps. Je ne fais point personnellement fautive de son éloignement qui me dispensait d'entendre davantage les doléances des uns et des autres, qui regardaient comme impossible que Fouché ne ne vint pas à un poste auquel chacun le croyait exclusivement propre. Si l'empereur ne l'eût pas appelé à Dresde, il est vraisemblable que nous n'en aurions pas vu long-temps en

reconnaissait qu'il n'existait
 moyens de salut que de pro-
 curer-le-champ Louis XVIII,
 ne s'occupa plus que de
 ce prince et de lui arracher
 les concessions. Ses idées une
 fois sur ce point, il se mit au
 travail. Il eut des conféren-
 ces, avec M. de Vitrolles,
 d'autres royalistes. Il envoya
 des émissaires au roi et à M.
 Foy, avec lequel il était en
 depuis la séparation du con-
 grès. On a même prétendu
 deux hommes d'état s'étaient
 de garantie réciproque, selon
 ment que prendraient les af-
 faires pour Talleyrand auprès
 du roi, et celui-ci pour le duc
 de Bordeaux auprès de Louis XVIII.
 négociation que, de l'aveu
 de ses collègues, Fouché avait
 avec ce monarque, quelques
 fait la convention de Saint-
 voici les conditions qui furent
 en avant : 1° ne pas rece-
 voir avant qu'il eût pris des
 serments solennels ; 2° éviter
 avec des ennemis dans Pa-
 ris ; 3° conserver la cocarde tri-
 color ; 4° garantir la sûreté de
 la capitale ; 5° maintenir les deux cham-
 bres ; 6° conserver à tous leurs
 pensions et honneurs. Ces
 conditions étaient appuyées par
 le roi, que Fouché avait lui-
 même rédigé. Il est à croire que
 le duc de Nantais n'espérait pas les
 obtenir toutes ; mais en paraissant
 tant de zèle à exiger des ga-
 ranties, il endormait l'opposition
 révolutionnaires et des impérialis-
 tes. C'était le premier pas à faire
 vers la conjuration que sa tête ren-
 dait tout entière. Il était, sans
 en convenir, persuadé que le
 roi devait être rappelé sans condi-

tions ; qu'on perdait avec le pou-
 voir le droit d'en imposer, et que
 ceux qui n'avaient pas pu ou voulu
 soutenir Napoléon, n'avaient contre
 la puissance irrésistible des étran-
 gers d'autre ressource que dans
 le retour du monarque, seul capa-
 ble d'atténuer l'esprit de vengeance
 qui les animait. Il marcha donc di-
 rectement vers ce but à travers les
 cris de ses imprévoyants collègues,
 et sut ainsi prévenir les émeutes
 dont menaçait l'exaltation des fédé-
 rés, entretenue par les déclamations
 de plusieurs membres de la chambre
 des représentants. Il tint en respect
 les fédérés par la garde nationale.
 A la majorité révolutionnaire ou im-
 périaliste des représentants, il op-
 posa quelques orateurs populaires et
 non suspects, entre autres Manuel,
 et surtout l'imposante inertie de
 la chambre des pairs (*Voy. FABRE
 de l'Aude, LXIII, 487*). Pour
 justifier la conduite des généraux et
 de la commission de gouvernement,
 que les bonapartistes accusaient d'a-
 voir livré Paris et trahi l'armée,
 Fouché adressa aux Français une
 proclamation explicative, dans la-
 quelle, en invoquant l'union de tous
 les bons citoyens, et en ayant l'air
 de promettre des garanties, il faisait
 déjà pressentir l'issue imminente
 des événements. « Les garanties
 « qui, jusqu'ici, disait-il, n'ont existé
 « que dans nos principes et notre
 « courage, nous les trouverons
 « dans nos lois, dans nos con-
 « stitutions, dans notre système
 « représentatif ; car *quelles que*
 « *soient les lumières, les vertus,*
 « *les qualités personnelles d'un*
 « *monarque*, elles ne suffisent ja-
 « mais pour mettre le peuple à l'a-
 « bri de l'oppression de la puissance,
 « des préjugés de l'orgueil, et de

« l'ambition des courtisans. » Il faut avoir été à Paris à cette époque pour se rappeler quel encouragement et quel espoir inspirèrent aux royalistes ce paragraphe, et surtout les mots que nous avons soulignés. Pour détruire l'effet de cette proclamation, la chambre des députés crut devoir opposer sa fameuse déclaration, effort désespéré d'un parti vaincu, mais encore plein de vie. Bientôt Fouché et ses collègues apprirent, par le retour des agents et des commissaires français, que les chefs des armées alliées déclaraient hautement que l'autorité des chambres et des commissions émanait d'une source illégitime; qu'en conséquence, elles n'avaient rien de mieux à faire que de donner leur démission et de proclamer Louis XVIII. Alors la commission de gouvernement délibéra sur la proposition de Carnot, tendant à se rallier avec les chambres et l'armée derrière la Loire. Fouché combattit vivement cet avis dont l'adoption aurait rallumé la guerre étrangère en excitant la guerre civile. Ramenée par ses raisonnements, la commission prit le parti d'attendre, dans Paris, l'issue des événements. Cependant, Louis XVIII approchait, et aucun obstacle ne pouvait l'empêcher d'entrer dans sa capitale. Alors Fouché conçut le hardi projet de devenir médiateur entre le roi légitime et les deux partis qui n'en voulaient point. Dans la profondeur de ses calculs il a déjà considéré comme possible, non-seulement qu'on lui permette de paraître devant le frère de Louis XVI, mais qu'on lui ouvre les portes de son conseil. Ses correspondances cauteleuses avec Gaud, sa feinte union avec les royalistes, la protection politique qu'il leur avait accordée de-

puis le 20 mars, le nombre innombrable de ses créatures et de ses partisans dans toutes les classes, dans toutes les positions, et même parmi les étrangers, tout relève son autorité. Ici se place l'entrevue que Fouché eut à Neuilly avec le duc de Wellington, en présence du comte de Borgogna. Sans chercher à diminuer les torts de ceux qui avaient trahi les Bourbons, Fouché exagéra les lésions des patriotes et des impérialistes, représenta que le trône royal pouvait être consolidé que par l'oubli du passé; il affirma qu'il parviendrait à ramener la tranquillité qu'en s'opposant aux réactions et aux vengeances, et en ne laissant aucun parti l'espoir de domination. Il insista pour une amnistie générale pour des garanties, au prix de quoi, ajoutait-il, il s'engageait à servir le roi. Le généralissime répondit que le renvoi de M. de Talleyrand était décidé, et que lui, Fouché, n'était partie du conseil ainsi que Talleyrand. Il lui annonça ensuite que le lendemain il le conduirait en voiture au roi Louis XVIII qui était à Arnouville. Fouché écrivit au duc une lettre que son intention était d'adresser à ce moment et dans laquelle, cherchant à frayer sur la situation des esprits, l'exhortait à ne point écouter les prétentions de ceux qui l'avaient suivi dans l'adversité; à donner au peuple français des garanties de liberté. « Il ne se croira jamais », ajoutait-il, s'il n'y a pas eu des pouvoirs des droits également violables. N'avions-nous pas votre dynastie des états-général qui étaient indépendants du roi que? Sire, votre sagesse n'est-elle pas d'attendre les événements pour leur faire des concessions; c'est alors

aient nuisibles à votre intérêt, peut-être même plus étendues. Aujourd'hui les concessions rapprochent les esprits, pacifient, et augmentent de la force à l'autorité morale. Plus tard, elles prouvent sa faiblesse : c'est le désordre qui les arracherait... » Cette phrase, que depuis les royalistes quant d'insolente, fut alors des requêtes. Une coalition se forma pour Fouché autour du mot : « Tout s'en mêla, la religion comme l'impiété, la vertu comme le vice, le royaliste comme le révolutionnaire, l'étranger comme le Français. On criait de tous parts que sans Fouché il n'y avait ni sûreté pour le roi, ni paix pour la France ; que lui seul avait empêché une grande bataille ; que lui seul avait déjà sauvé Paris (44). » En vain quelques royalistes qu'on ne saurait confondre avec ineptes aristocrates qui ont perdu les Bourbons par leur aveuglement et non désintéressé, s'élevèrent avec force contre l'admission de Fouché dans le conseil du frère Louis XVI, et soutinrent que la présence de ces choses l'empêcherait de rester trois mois en place : c'est de ce qui embarrassait peu Louis XVIII. Admis avec raison de toute l'opposition de Fouché, il aimait mieux une odieuse mais utile humi-

liation que de s'exposer à une nouvelle crise, sans, une fois le péril passé, à se débarrasser d'un pareil instrument. Voilà donc Louis XVIII et Fouché en présence à Arnouville, le 7 juillet ! Ce dernier avait eu auparavant, avec M. de Talleyrand, une conférence pour poser les bases de leur arrangement ministériel. On a prétendu que, faisant allusion à l'insigne habileté qu'avait déployée Fouché, M. de Talleyrand lui dit en l'abordant : « Bonjour, *mon maître* (45). » Le duc d'Otrante entra ensuite dans le cabinet du monarque, présenté par son futur collègue, qui s'appuyait sur son bras. Tous trois étaient trop habiles, trop dissimulés, pour paraître le moins du monde surpris de ce rapprochement qui confondit tous les royalistes par sentiment (46). Fouché tint alors à peu près le même langage qu'il avait tenu au duc de Wellington. Il supplia le roi d'apaiser les esprits, en tranquillisant chacun sur sa sûreté personnelle... Une amnistie pleine et entière, garantie d'ailleurs par la capitulation, était indispensable, et, selon lui, cette amnistie devait comprendre, avec le pardon, la conservation des titres, biens et honneurs. Son discours fit d'autant plus d'impression sur le roi, que Fouché peignit sous les plus sombres couleurs l'effervescence d'une partie de la population parisienne ; et en cela il fut vivement appuyé par M. Pasquier,

Mélanges de politique, par M. le vicomte de Laubriand. Cet aveu d'un ministre royaliste donna sa démission le jour même que venait au conseil, coïncida pour le roi les invectives qui lui étaient adressées un autre temps par les écrivains royalistes. « Nous étions vainqueurs, et la trahison, la victoire encore était à moi Fouché de Nantes n'eût été ministre, » (sur les cent jours, p. 94.) « Au 8 juillet Fouché était le véritable héros de la coalition : elle tint de lui sa victoire ; c'est un aveu que sa Grâce lord Wellington s'est rendu au ministre de la police ; c'est écrit historique, etc. » (Ibid., p. 95.)

(45) *Mémorial de Sainte-Hélène*.

(46) « O Louis-le-Désiré ! ô mon malheureux maître, s'écriait dans le temps M. de Chateaubriand, vous avez prouvé qu'il n'y a point de sacrifice que votre peuple ne puisse attendre de votre cœur paternel !... » Comme on n'écrit pas plus l'histoire avec des jérémiades, qu'on ne fait de la politique avec du sentiment, nous dirons, sans vouloir attaquer sa mémoire, qu'en présence des deux plus grands révolutionnaires, Louis XVIII n'était rien moins que déplus.

appelé par M. de Talleyrand. (*Voy. Louis XVIII, au Supp.*) Le roi promit une amnistie, dont ne seraient exceptés que quelques chefs de la conjuration; mais il refusa la cocarde tricolore et la dissolution de la maison du roi. Seulement on décida le licenciement des compagnies rouges. Du reste, comme la chose avait été convenue avec M. de Talleyrand, Fouché obtint encore la promesse d'une chambre des pairs héréditaire, de la convocation d'une nouvelle chambre des députés, et de la conservation intégrale de la Charte; enfin, pour lui le porte-feuille de la police. Il fut convenu en outre qu'on chasserait dès le lendemain les représentants convoqués par Bonaparte. Ces stipulations arrêtées, toutes les barrières qui jusque-là s'étaient opposées à la rentrée du roi dans Paris, tombèrent avec une si merveilleuse facilité, qu'il ne fut plus possible de douter que, pour se rendre nécessaire, Fouché avait exagéré les obstacles. Dans la soirée du 7 juillet, quelques bataillons prussiens envahirent les Tuileries. La commission de gouvernement annonça, par un message aux chambres, que, n'étant plus libre, elle cessait ses fonctions. C'est alors que Carnot outré contre Fouché, qui n'avait pas abandonné les rênes de la police, lui écrivit : « Traître, où veux-tu que j'aille?—Où tu voudras, f... bête, » répondit Fouché par un billet tout aussi laconique. Telles sont les circonstances de la promotion de Fouché au premier ministère de la seconde restauration. Il est aujourd'hui bien démontré qu'en acceptant ce poste il fit une grande faute; mais il était dans son caractère d'affronter les difficultés; et c'est là qu'il devait rencontrer celles qui

l'ont perdu. Le 8 juillet, tandis que ses collègues étaient rentrés dans la vie privée, il fit, dès le matin, fermer les portes de la chambre des représentants et placer des gardes qui écartèrent les députés. Bientôt Louis XVIII fit son entrée : l'enthousiasme avec lequel il fut reçu étonna le ministre et lui fit pressentir la perte de son crédit. Il ne cessait de donner au roi des conseils de clémence et de modération, que les royalistes taxaient de faiblesse et de duplicité. Dès le lendemain on demanda au ministre de la police des proscriptions, comme preuve de son dévouement à la cause royale. Beaucoup de noms lui furent signalés pour être enveloppés dans une mesure générale. Fouché était peu disposé à se rendre l'instrument de tant de vengeances; il ne voulait pas non plus quitter le ministère. Il prit un terme moyen : ce fut de réduire la liste à un petit nombre de personnes qui avaient joué un rôle plus actif dans les derniers événements. Cet expédient eut pour lui la majorité du conseil et l'assentiment personnel de Louis XVIII (47). Ainsi furent élaborées les ordonnances du 26 juillet, où cinquante-sept noms divisés en

(47) Il est juste de rappeler ici sur cette mesure l'opinion d'Alph. de Beauchamp, dans la *Vie de Louis XVIII*. « Cependant, dit-il, tous les esprits étaient pénétrés de l'idée que le trône avait été renversé par une grande conspiration, et toute la France royaliste en demandait justice à grands cris. Mais Fouché, dans le conseil, combattit cette opinion de tout son pouvoir, et il se servit, pour faire prévaloir son système d'atténuation, de tous les moyens que lui suggéra son habileté à se jouer de la vérité et à braver l'évidence. Il y apporta d'autant plus d'audace, que les preuves de la conspiration avaient été entassées dans ses bureaux et dans ceux de l'administration de la guerre, à l'instant même où les armées alliées pressaient le siège de Paris. Toutefois Fouché trouva l'idée d'une conjuration si générale et si profondément enracinée, que nous même, dit-il, qui avons le plus grand intérêt à détruire cette idée dans le silence. »

gories étaient frappés sans pitié. On put se convaincre en parcourant cette liste que « la fatalité y était grande. » On a reproché au duc d'Otrante d'y avoir mis de préférence les noms de ses ennemis ; et ceux qui s'y trouvaient placés, comme Savary, ont pu contredire cette opinion ; mais la vie politique de Fouché prouve qu'il était aussi peu capable que d'affection politique ; les hommes lui étaient égaux : ennemis, il les ménageait ; amis, selon les besoins de son système. Nous invoquerons à ce sujet le témoignage de M. Fleury de La Force, qu'on ne trouvera pas partialité, puisque pendant tout le jour il avait été em-

Bonaparte pour contrebalancer les intrigues de Fouché. « Le duc d'Otrante, dit-il (48), se montra avec la même générosité envers la plupart des perdus de la révolution ; il avait eu à se plaindre de son sort, s'il fut forcé d'en compter quelques-unes au nombre des proscrits, il eut du moins le bon sens de leur faciliter, par la délivrance de passe-ports, sous le prétexte de prêts d'argent, les moyens d'échapper. » A la suite de son exil, le 26 juillet, il donna à tous les préfets une circulaire où il semblait protester contre l'acte auquel il avait dû se prêter : « La volonté du roi, disait-il, est de je pardonner sur les erreurs et les fautes commises. S. M. a abandonné à la justice le soin de punir les trahisons et les traîtres ; et,

« pour ne pas laisser le soupçon s'étendre, elle a voulu désigner

« les prévenus et en limiter le nombre. Il y a donc sécurité pour tous ; nul moyen, nul prétexte d'inquiétude ou d'aigreur n'est laissé à la malveillance... Toute réaction serait un crime... »

Si l'impartiale histoire peut applaudir aujourd'hui à cette circulaire, elle ne fut, dans l'état d'exaspération où se trouvaient alors tous les partis, qu'un aliment et un prétexte de plus offert à leur fureur. Au dire des royalistes, Fouché n'était devenu si miséricordieux que parce qu'il s'agissait de frapper les siens, et de châtier des crimes dont il avait été complice. Quant aux révolutionnaires et aux bonapartistes, ils virent dans les phrases cauteleuses du ministre un encouragement aux hostilités contre le gouvernement royal. Déjà Fouché leur avait donné un gage en soutenant les prétentions de l'armée de la Loire, qui, avant de se soumettre, voulait imposer au roi des conditions. Seul dans le conseil, il avait avancé que le monarque devait les accepter, et ce ne fut pas le dernier échec qu'il éprouva à cette époque ; mais il se flattait toujours de s'ancrer au pouvoir, et à cet égard il ne négligea aucun moyen. Veuf depuis deux ans de sa première femme, il épousa, en août 1815, M^{lle} de Castellane, d'une famille parlementaire d'Aix, qu'il avait connue en 1810, pendant son exil dans cette ville. Il paraît que, malgré la différence d'âge, il avait charmé cette demoiselle par l'agrément de son esprit. Louis XVIII et les princes signèrent le contrat de mariage. Cependant le duc d'Otrante s'apercevait chaque jour de la fausseté de sa position : son attachement au pou-

voir n'était pas tellement aveugle qu'il ne se vît abandonné par l'opinion publique, *cet élément nouveau dans l'ordre social*, cette *rivale de l'autorité* (49). D'un autre côté la signature des ordonnances du 26 juillet, l'arrestation de Ney et de Labédoyère, avaient soulevé contre lui les patriotes et les bonapartistes ; et le parti royaliste, qui prenait chaque jour plus d'ascendant, devait finir par imposer au roi l'obligation de le renvoyer. Fouché d'ailleurs ne se dissimulait pas qu'au sein du conseil il avait dans M. de Talleyrand un allié trop occupé de se défendre lui-même, pour en espérer beaucoup d'appui. Lui, qui sous Napoléon avait constamment rencontré un antagoniste chez le préfet de police Dubois, se trouvait dans la même position vis-à-vis de M. Decazes, qui, déjà en possession de l'affection personnelle du roi, aspirait au porte-feuille de la police. Enfin, les étrangers, surpris de la facilité avec laquelle s'était reconstitué le gouvernement de Louis XVIII, et ne croyant plus avoir besoin de Fouché, n'étaient pas disposés à faire le moindre effort pour le soutenir. Dans cette position, l'audacieux ministre prit une attitude menaçante, entretenait autour du trône et dans le public l'inquiétude et la terreur ; en un mot rallia tous les ennemis des Bourbons sous ses étendards, afin de pouvoir réaliser au besoin les dangers dont il avait fait naître la crainte. Ce fut dans cette vue qu'au commencement de septembre 1815, il autorisa secrètement et favorisa l'immense publicité de ses deux *Rapports* adressés au roi en son conseil, et des *notes* par lui transmises aux ministres des

puissances alliées, sur la de la France et des Bourbons documents avaient été dans toute l'Europe avec même avant d'être imprimés est douteux qu'ils l'aient leur intégrité. Tels qu'ils reconnaît les idées positives d'un homme d'état mais en même temps une déguisée contre les hommes choses de la restauration. roi vit-il avec un juste mément leur publicité factieux la nomination d'une chambre rendit inévitable le renvoi d On l'a accusé d'avoir appuyé coup d'insouciance aux des collèges électoraux, et devait plus tard passer comme sur ce reproche. Toutefois négligea pas de se faire deux collègues à Paris et du département de Seine-et-Mar la composition de la nouvelle ne permettait pas à Louis de conserver les deux ministres révolutionnaires que la force l'avait obligé de prendre. L'insurrection fut demandée à Fouché qu'à M. de Talleyrand. Chacun ensuite se fit gloire à la cour contribué à cette disgrâce qui fut adoucie, pour Fouché sa nomination à l'ambassade Il se rendit sur-le-champ à l'exil ; mais il ne conserva que trois mois. Frappé d'insurrection comme régicide par le 6 janvier 1816, il prolonga

(49) Ce sont les expressions de Fouché lui-même, dans sa lettre au duc de Wellington.

(50) Voyez les *Mémoires de Bourrienne* d'y avoir contribué ; mais il est certain que les souverains alliés, entre autres Alexandre, qui présenta M. de Rostopchine, qui furent pas étrangers. Il est dit à ce dans les *Mémoires d'un homme d'état* p. 345, « qu'une intrigue, alors à Bergasse et mad. de Krudner, fit renvoyer le ministre. »

Dresde jusqu'à l'arrivée de son successeur. Alors il se renvoya, où il vécut dans la même maison employant tout son temps dans des écrits politiques et apocryphes dont il inonda la France. Vers le milieu de l'année 1820, il obtint du gouvernement autrichien la permission de se rendre en Italie et de la à Trieste. C'est dans cette ville qu'il termina sa vie le 25 déc 1820, à la suite d'une terrible maladie de poitrine. Ses dernières paroles furent adressées à son fils : « Maintenant vous pouvez retourner en France. » Ses funérailles furent célébrées dans la ville de Trieste. Il ne fut envoyé aucun contingent de troupes pour escorter son corps, bien qu'il fût naturalisé autrichien et décoré de l'Ordre de l'Étoile d'Autriche de Saint-Léopold. Sa fortune passa aux fils aînés de son premier mariage jusqu'à ses derniers moments l'avait pas repoussé les seigneurs. Durant toute sa vie il se montra charitable pour les pauvres et leur faisait distribuer des secours considérables. Nous pourrions encore cet article, déjà paru par la nomenclature des tribunaux à Fouché et de tous les aléas qui ont été publiés sur son compte. Elle se trouve dans l'ouvrage de Mahul (année 1821). Les ouvrages publiés sous son nom de Beauchamp sont apocryphes et ont donné lieu à deux l'un entre les héritiers du défunt et le libraire Lerouge, et l'autre Alphonse de Beauchamp et son frère Fouché, n'étant encore rien, avait publié quelques ouvrages sur l'éducation publique et sur les matières ; mais la trace s'en est perdue. Lui-même, étant minis-

tre de la police, n'a rien négligé pour retirer de la circulation ses écrits révolutionnaires, et les pamphlets dans lesquels on dénonçait les crimes de son proconsulat. D—R—A.

FOUCHER (SIMON), né à Dijon en 1644, embrassa l'état ecclésiastique et devint chanoine honoraire de la sainte-chapelle de cette ville. Etant venu se fixer à Paris, il prit le degré de bachelier de Sorbonne ; se lia avec un grand nombre de savants, entre autres, Ménage, Rohault, Baillet, et fut même en correspondance avec Leibnitz. Il mourut le 27 avril 1696, des suites de son application à l'étude. Il était très-versé dans l'histoire de la philosophie, et s'était principalement attaché à celle des *académiciens*, dont il fut regardé comme le restaurateur. Ses principaux ouvrages sont : I. *Nouvelle façon d'hygromètres*, Paris, 1672, in-12. II. *Dissertation sur la recherche de la vérité ou sur la philosophie des académiciens*, ibid. (1673), in-12. On y trouve un examen raisonné de celle de Descartes. III. *Critique de la recherche de la vérité*, ibid., 1675, in-12. Elle fut réfutée par Desgabets (*Voy. ce nom*, XI, 176). IV. *De la sagesse des anciens*, ibid., 1682 et 83, in-12. L'auteur entreprend d'y prouver que les principales maximes de leur morale ne sont pas contraires aux principes du christianisme. V. *Traité des hygromètres*, 1686, in-12. VI. *Dialogue entre Empiriasire et Philalète*. VII. Un grand nombre de *dissertations* et de *lettres* sur des matières philosophiques, imprimées séparément, ou insérées dans le *Journal des savants* et autres recueils. Foucher cultivait aussi la poésie. On a de lui un *poème*, en stances élégiaques.

sur la mort d'Anne d'Autriche, Paris, 1666, in-4°; et il a laissé manuscrite une tragédie de *l'Empereur Léonce*.

T—D.

FOUCHER du *Cher* (JEAN), était notaire à Aubigny dans le Berry, avant la révolution. Il en adopta les principes avec beaucoup d'enthousiasme et fut nommé, en 1792, député par le département du Cher à l'assemblée législative où il se fit peut remarquer, puis à la Convention nationale où il vota pour la mort de Louis XVI, sans appel au peuple. Comme Sieyès, il n'accompagna ce vote d'aucune phrase. Il était absent lors de l'appel nominal sur la question du sursis. Le 19 février 1793 il fit, au nom du comité des domaines, un rapport sur la terre d'Aubigny, possédée par le duc de Richemont, pair d'Angleterre, et conclut au séquestre; ce qui fut décrété. Foucher demanda plus tard la démonétisation des assignats à effigie royale; ce qu'il obtint sans peine. Il garda ensuite le plus profond silence, et fut nommé commissaire du Directoire dans son département après la session conventionnelle. Ayant accepté des fonctions publiques dans les cent-jours de 1815, il fut exilé en 1816, par suite de la loi contre les régicides. Il se réfugia en Suisse d'où il ne tarda pas à revenir dans sa patrie, par une autorisation du ministre Decazes. Il mourut à Aubigny le 23 nov. 1819.

M—D j.

FOUGERET (Madame ANNE-FRANÇOISE de), fille d'un jurisconsulte rempli de mérite, hérita de cette justesse d'esprit, de cette facilité d'expression qui avait assuré à son père une place distinguée dans les annales du barreau. Mariée fort jeune à M. de Fougeret, receveur-général des

finances, elle devint l'âme et d'une famille nombreuse. Mais les avantages de la fortune et les charmes de la plus séduisante sorpurent absorber les facultés d'ouvert à toutes les impressions. L'infortune des enfants fixa surtout sa compassion; elle allait visiter l'hôpital de la recueille, elle entendait le de la charité s'affliger d'une manière que tout leur zèle ne pouvait nir. Elle savait par M. d'Outre son père, un des administrateurs la maison, que les prix étaient les anciens réglemens de l'élevaient chaque jour plus sants. Le nombre des nourritait point en proportion avec des enfants dont l'affluence de la manière la plus effrayait désir d'apporter quelque recette calamité fit d'abord à madame de Fougeret le multiplier les nourrices en les enfants, auxquels on n'avait procurer, à des femmes élèveraient au lait de vache; ministration ayant approuvé idée; elle fut mise à exécution. Les nourrices furent choisies dans une terre de madame de ret; les enfants y furent élevés dans une voiture que leur adoption avait fait faire ex qui contenait vingt berceaux dus. Ce voyage se renouvelait trois fois, et l'administration satisfait résultats voulait le répéter. Les trois quarts des enfants étaient dans la première année; et, les relevés de l'hôpital offraient une mortalité infiniment plus élevée encore, le cœur qui cherchait à sentir qu'il ne l'avait pas sentie une voix secrète lui présageait doute un succès plus complet.

dont saint Vincent de Pan-
 été le fondateur n'avait eu pour
 que les enfants nés hors le ma-
 , et cependant la corruption des
 et la misère croissant avec
 e, envoyaient chaque jour des
 s légitimes partager l'asile que
 rité avait ouvert à ceux qui
 point de famille. Cette ré-
 fut un trait de lumière : ce
 plus à procurer des nourrices
 nfants abandonnés que devait
 her la tendre mère qui veillait
 destinée, elle voulut conser-
 leurs familles des enfants lés-
 s que la misère en faisait rejo-
 lle voulut empêcher désormais
 approchassent de cet hôpital,
 i suffisait qu'ils eussent touché
 il pour perdre leur rang dans
 été, et presque leurs droits à
 Il fallait pour atteindre ce but
 charité rackettât pour ces pau-
 vants le lait et les soins que la
 ecel-le-ci avait destinés et que,
 tachant au sein qui leur avait
 la vie, elle rappelât les pa-
 au premier des devoirs de la
 . Cette idée demandait pour son
 ion une grande réunion de
 s : madame de Fougeret, trop
 le pour se mettre en avant, s'a-
 à la duchesse de Cossé, qui
 rait du titre de supérieure des
 s-trouvés, et qui, par son rang
 vertus, était faite pour attir-
 le nouvel établissement la
 ce du public. Un prospectus
 et touchant était déjà tout
 Madame de Cossé permit que
 sei à la charité fût fait en son
 et bientôt elle vit se réunir au-
 elle tout ce que Paris avait
 : femmes opulentes et considé-
 ion contentes d'apporter d'a-
 tes aumônes, elles devaient se
 r de les distribuer; les quar-

tiers sorant partagés entre elles, et
 de sages réglemens dus à la seule
 prévoyance de l'institution classèrent
 les pauvres, fixèrent les secours, et
 pourvurent tellement à tous les acci-
 dents, que le temps et la révolution
 n'y ont amené aucun changement im-
 portant, et qu'ils dirigent encore les
 établissemens de charité maternelle
 qui existent présentement dans toutes
 les grandes villes de France. Ce nom
 de charité maternelle, honorable té-
 moignage des principes de sa fonda-
 trice, ne fut pas ce qu'il y eut de
 plus facile à faire adopter. On voulait
 un nom savant, dérivé du grec, mais
 fidèle à la vertu qui l'avait si bien
 inspirée, madame de Fougeret ne
 voulut pas qu'une œuvre si simple et
 si chrétienne s'annonçât sous l'ensei-
 gne ridicule d'un bureau d'esprit. Les
 bienfaits du roi et de sa famille con-
 coururent à la prospérité du nouvel
 établissement; la reine voulut bien
 s'en déclarer protectrice; elle recut
 plusieurs fois en sa présence les da-
 mes qui composaient l'administration,
 se fit rendre compte de leurs tra-
 vaux, et témoigna à celle qui les di-
 rigait tous, sous le titre modeste de
 secrétaire, l'estime que lui inspirait
 son caractère. Mais déjà la révolution
 commençait, et le peuple allait dé-
 clarer à ses bienfaiteurs une guerre
 à mort. La reine essayant de conjur-
 rer par de nouveaux bienfaits l'orage
 qu'on dirigeait particulièrement con-
 tre elle, destina des aumônes consi-
 dérables au peuple de Paris, et char-
 gea madame de Fougeret de leur
 distribution. Déjà elle avait fait gra-
 ver pour la charité maternelle un
 timbre représentant Moïse sauvé des
 eaux avec le nom de MARIE-ANTOINETTE en exergue; elle donna pour
 les autres distributions des cartes por-
 tant ces mots : *Secours de la reine.*

Il fallait alors quelque courage, même pour faire l'aumône au nom de cette princesse; cependant, les dames de la charité maternelle s'en chargèrent avec un zèle que le succès ne devait pas contraindre. Plusieurs fois madame de Fougères fut admise chez la reine; elle entendit la fille de Marie-Thérèse lui raconter ses douleurs avec l'abandon d'une amie; elle vit couler ses larmes, et baigna des siennés les mains de sa souveraine. Ainsi que toutes les institutions sociales, la Charité maternelle allait être détruite. Déjà ses membres dispersés quittaient la France, où peuplaient les prisons, et madame de Fougères; après avoir défendu ses principes contre les sophismes des commissions philanthropiques de l'assemblée constituante, et opposé ses réglemens aux innovations indécentes que voulaient lui dicter les bonnets rouges des comités de bienfaisance, fut enfin délivrée par sa propre attestation des rapports désagréables que lui donnait, avec tous les partis qui se succédaient, cette œuvre dont l'utilité était reconnue par tous. A la douleur de voir périr son époux sur l'échafaud après trente années de la plus parfaite union; Madame de Fougères joignit celle de la ruine entière de sa famille. Unique soutien, seule ressource de ses enfans, elle montra dans ce grand revers une force presque sur-naturelle. Luttant contre le malheur et l'injustice, elle intéressa par son courage; elle donna par son énergie les agents de la spoliation qui s'exerçait sur les familles des proscrits; enfin, s'estimant heureuse de réunir quelques débris, elle eut la consolation de rassembler ses enfans autour d'elle à la campagne. Quatre filles, quatre gendres, de nombreux

petits-enfans entouraient sa table; jamais aucune discussion d'intérêt ne vint troubler l'accord de cette petite colonie, qui avait la sagesse de reconnaître un chef et le bonheur de vivre sous les lois de la mère la plus tendre. Ce fut de sa retraite qu'apprenant l'adoption orgueilleuse que Napoléon avait faite de la Charité maternelle, elle écrivit avec gaieté qu'entre toutes ses filles une seule avait fait fortune, qu'elle était introduite à la cour, mais qu'aussi elle méconnaissait sa mère. En effet, madame de Fougères n'était point en état de payer 500 francs le droit d'être inscrite sur la nouvelle liste, et personne n'imagina que le nom de la fondatrice dût y être placé au moins comme honoraire. Cependant les dames qui avaient déjà depuis plusieurs années relevé l'établissement sur ses anciennes bases, et qui le conservèrent sans que le plan gigantesque de l'empereur ait jamais pu avoir d'exécution, entreprirent toujours des relations d'égards avec leur première institutrice: elles honorèrent même sa mémoire d'un éloge rendu public par les journaux, lorsque, après une vie agitée par tant de douloureux épreuves et honorée par tant de vertus, madame de Fougères eut succombé aux atteintes d'une longue et cruelle maladie, le 13 novembre 1813. M—s—s.

* FOULLON (JOSEPH-FRANÇOIS), d'une ancienne famille noble d'Anjou, né à Saumur en 1715, fut appelé à Paris par d'Argenson, alors ministre de la guerre, et quitta la carrière de ses pères, qui, depuis 1537, occupaient la charge de lieutenant-général criminel de la sénéchaussée de Saumur. Commissaire des guerres pendant la guerre de 1745; nommé

nateur en chef après le siège de M. de Sarline. Trainé à pied à Paris, en butte aux plus affreux traitements, n'opposant à ces horreurs que le calme et la résignation de l'homme de bien, il fut conduit à l'Hôtel-de-Ville. Lafayette, ayant de là ordonné sa translation à la prison de l'Abbaye, il était à peine descendu sur la place, qu'il y fut massacré avec un raffinement de barbarie que la plume se refuse à décrire, le 22 juillet 1789. Il avait épousé en 1744 l'héritière de la branche catholique de l'ancienne famille hollandaise de Vanderdussen, dont il a laissé plusieurs enfants. (Voy., pour ce qui n'est pas en contradiction avec les faits de cette notice, l'article FOULON, XV, 345.) Z.

FOULON (NICOLAS), bénédictin de la congrégation de Saint-Maur, né le 4 mars 1742 à Marcilly-sur-Saône, diocèse de Dijon, était parent de dom Clément, savant bénédictin, et ce fut sans doute cette parenté qui l'attira dans la congrégation de Saint-Maur, où dom Clément était considéré pour son savoir. Celui-ci demeurait dans le monastère des Blancs-Manteaux, à Paris, où le jansénisme dominait ; le jeune Foulon adopta les opinions de son oncle et s'éprit même des folies des convulsions. Son premier écrit paraît être une *Vie de saint Robert, abbé de Molesme, avec un office propre* ; Troyes, 1776, in-8°. Peu après parut à Orléans un livre sous ce titre : *Prières en forme d'office ecclésiastique pour demander à Dieu la conversion des juifs et le renouvellement de l'Eglise*, 1778, in-12. Les prières sont de Foulon et la préface de dom Poisson, son confrère. On n'y parle que de la violence de l'Eglise, de la

croquant y trouver son ami, M. de Sarline. Trainé à pied à Paris, en butte aux plus affreux traitements, n'opposant à ces horreurs que le calme et la résignation de l'homme de bien, il fut conduit à l'Hôtel-de-Ville. Lafayette, ayant de là ordonné sa translation à la prison de l'Abbaye, il était à peine descendu sur la place, qu'il y fut massacré avec un raffinement de barbarie que la plume se refuse à décrire, le 22 juillet 1789. Il avait épousé en 1744 l'héritière de la branche catholique de l'ancienne famille hollandaise de Vanderdussen, dont il a laissé plusieurs enfants. (Voy., pour ce qui n'est pas en contradiction avec les faits de cette notice, l'article FOULON, XV, 345.) Z.

FOULON (NICOLAS), bénédictin de la congrégation de Saint-Maur, né le 4 mars 1742 à Marcilly-sur-Saône, diocèse de Dijon, était parent de dom Clément, savant bénédictin, et ce fut sans doute cette parenté qui l'attira dans la congrégation de Saint-Maur, où dom Clément était considéré pour son savoir. Celui-ci demeurait dans le monastère des Blancs-Manteaux, à Paris, où le jansénisme dominait ; le jeune Foulon adopta les opinions de son oncle et s'éprit même des folies des convulsions. Son premier écrit paraît être une *Vie de saint Robert, abbé de Molesme, avec un office propre* ; Troyes, 1776, in-8°. Peu après parut à Orléans un livre sous ce titre : *Prières en forme d'office ecclésiastique pour demander à Dieu la conversion des juifs et le renouvellement de l'Eglise*, 1778, in-12. Les prières sont de Foulon et la préface de dom Poisson, son confrère. On n'y parle que de la violence de l'Eglise, de la

défection des pasteurs, de l'apostasie générale, etc. Le goût de Foulon pour la liturgie le fit choisir pour rédiger le nouveau bréviaire de la congrégation de Saint-Maur. Il résidait alors aux Blancs-Manteaux, et c'est là qu'il prépara l'édition qui parut en 1787, 4 vol. Ce bréviaire est fort singulier; on y parle beaucoup de châtimens, de défections, de maîtres trompeurs, de faux prophètes, de la venue d'Elie, etc. On n'y fait mention d'aucun des saints qui ont appartenu aux jésuites. Foulon omet également saint Pie V, saint Thomas de Cantorbéry, saint Jean de la Croix, saint Philippe Néri, sainte Chantal: saint Vincent de Paul même n'y est pas nommé. On y a changé les prières les plus anciennes et les plus autorisées. Ce bréviaire ne porte aucune approbation du général des bénédictins, ni rien qui en prescrive l'usage dans la congrégation. Il ne fut donc point régulièrement adopté; cependant il paraît qu'on commençait à s'en servir dans quelques maisons quand la révolution arriva. Cette époque démasqua Foulon; cet homme qui affectait des principes si sévères, n'avait plus rien des habitudes d'un religieux. Il finit par s'échapper du monastère avant même que les religieux en fussent expulsés. Il se retira à Montmorency, où son ami Cotte était curé constitutionnel. Là vivaient aussi deux demoiselles Marotte du Coudray. L'une épousa Foulon et l'autre Cotte (*V.* ce nom, LXI, 449). Le 10 sept. 1792, Foulon et la cadette des demoiselles du Coudray se présentèrent à la municipalité et y firent une déclaration que nous avons trouvée sur les registres de l'état civil. Ils y disent qu'ils vivent ensemble depuis plusieurs années, qu'ils ont eu

une fille née le 24 sept. 1791 qu'ils n'avaient pas voulu reconnaître sous leur nom parce que leurs parents s'opposaient à leur union; qu'ils la reconnaissent aujourd'hui, et veulent vivre en légitime mariage qu'ils n'attendent pour cela qu'une loi qui doit régler les mariages civils. Pour bien entendre cet acte étrange, il faut se rappeler la législation sur le mariage n'étant encore changée au commencement septembre 1792 et qu'on attendait un décret que l'assemblée législative préparait sur cette matière, lequel fut en effet rendu le 20 du même mois. Le 11 janvier 1793, Foulon et Marie-Louise-Françoise Marotte du Coudray se présentèrent à la municipalité et y contractèrent mariage devant l'officier civil. L'acte de reconnaissance de l'enfant né en 1791 est rappelé dans l'acte de mariage et la déclaration du 10 sept. 1791 y est qualifiée de *mariage civil*; c'était le style du temps. Pendant la terreur, Foulon se retira au *faubourg Marceau*. Il eut plusieurs enfans, et sa position devint quelque temps fort gênée. Plus tard, il obtint une place d'huissier au tribunal des cinq cents, puis au tribunal révolutionnaire. En dernier lieu, il était huissier au sénat et il a conservé cette place jusqu'à sa mort, arrivée le 13 thermidor 1813. L'abbé Grégoire lui a dédié un *Traité inédit en faveur des philosophes et politiques de la Grèce*, qui vit le jour en 1801, 2 vol. in-8°. Cet ouvrage est par demandes et par réponses d'une forme peu attrayante; quoiqu'il ait demandé beaucoup de recherches et qu'il embrasse un grand nombre d'objets, il n'a point

succès, et l'on n'a pas lieu de regretter que l'auteur n'ait pas publié les autres ouvrages du même genre, qu'il avait annoncés à la fin de sa préface. Aucun dictionnaire historique n'a parlé de dom Foulon; ce qu'on vient de lire est extrait d'un article plus étendu qui a paru dans l'*Ami de la religion*, du 19 avril 1828, tome LV.

P—C—T.

FOUNG-TAO, célèbre ministre chinois, n'est pas aussi connu qu'il devrait l'être en Europe, car c'est à son administration que se rattache la découverte, ou du moins le premier essai de l'imprimerie à la Chine. L'un des ministres de Ming-Tsoung, maître du céleste empire, l'an de J.-C. 930, il continua malgré les changements fréquents de dynasties, d'être maintenu dans ses hautes fonctions; et rien ne prouve mieux sa sagesse et sa haute capacité. L'empereur Kao-Tsou, sentant sa fin approcher, se fit apporter son fils au berceau, et chargea FOUNG-TAO de le faire reconnaître pour son successeur. Mais le ministre, prévoyant les maux qui résulteraient pour l'empire de cette longue minorité, ne crut pas devoir accomplir les dernières volontés de son maître; et, de concert avec le commandant de la garde impériale, il proclama empereur Tai-Quang, neveu de Kao-Tsou, qui l'avait adopté pour son fils (an 942). FOUNG-TAO joignait à sa longue expérience une franchise et un désintéressement très-rare dans les cours. Consulté sur toutes les affaires importantes, il ne craignit jamais de déplaire à l'empereur en lui faisant entendre de sévères vérités. Après avoir servi dix princes de quatre dynasties, il mourut vers 960, à soixante-treize ans. Ce fut la seconde année du règne de Ming-Tsoung, de la

dynastie des Tang postérieurs, que FOUNG-TAO demanda l'autorisation à ce prince de faire graver, imprimer et vendre une édition des *Neuf King*, à l'usage des élèves de l'école impériale. Elle ne fut publiée que l'an 962, sous le règne de Taï-Tsou, de la dynastie des Tchéou postérieurs. Ainsi l'on ne mit pas moins de vingt ans à terminer l'édition des *King*, imprimée avec des planches de bois, véritable édition princeps, qui fixe l'époque de l'introduction de l'imprimerie à la Chine (1). Personne n'ignore que les premiers essais de l'imprimerie en Europe furent également tabellaires; que les inventeurs substituèrent aux planches solides des caractères mobiles en bois, puis en fonte; et qu'enfin Schœffer (*Voy. ce nom*, XLI, 208), en imaginant le poinçon, compléta cette découverte. Les Chinois ont acquis probablement des Européens la connaissance des caractères mobiles; ils s'en servirent pour rectifier de temps en temps les tables de l'état de l'empire. Mais le nombre presque infini de leurs caractères ne leur permit pas de renoncer à l'impression *tabellaire* pour les ouvrages de quelque étendue. *Voy. la Descript. de la Chine*, par Duhalde; et par Grosier, liv. IV, ch. 5, de l'Imprimerie. W—s.

FOURCAUD (le P. JEAN-BAPTISTE), ornithologiste, naquit le 4 mai 1719, à Fontaine Française, bourg devenu fameux par la victoire que Henri IV y remporta en 1595, sur l'amirante de Castille. Ayant embrassé la vie religieuse dans l'ordre des minimes, il fut envoyé par ses supérieurs à Mâcon. C'est dans cette ville que se développa son

(1) Voy. dans le *Journal des Savants*, septembre 1820, un article intéressant d'Abel Rémusat, auquel nous empruntons ces dates, et même ses propres paroles.

goût pour l'étude des oiseaux; il les empaillait avec une perfection étonnante, et, dans ses loirs, il parvint à former un cabinet ornithologique, dont la réputation franchit bientôt les bornes de la province. L'académie royale des sciences envoya pour le visiter deux de ses membres, Duhamel et Bougeron, qui firent un rapport très-avantageux sur cette collection, la première de ce genre que l'on eût vue en France. Les confrères du P. Pourcaud l'obligèrent de la vendre. La Tourrette, secrétaire de l'académie de Lyon, en fit l'acquisition en 1761; et le P. Pourcaud, qui avait suivi son cabinet à Lyon, fut admis à l'académie, au mois de décembre de la même année. Ce modeste religieux fut, en 1763, appelé à Parme par l'infant don Philippe, qui le nomma son ornithologiste et le chargea de lui former un cabinet. Dans un voyage qu'il fit à Rome, en 1775, il fut accueilli par le pape Pie VI, dont il reçut des marques de satisfaction. A son départ de Rome, il fut reçu par le grand-duc à Florence; mais il y mourut le 4 août, âgé seulement de cinquante-six ans. Membre de l'académie de Dijon, depuis 1770, il était associé de l'institut de Bologne et des Académies de Rome. Le P. Pourcaud avait communiqué à l'académie des sciences le secret de son procédé pour empailler les oiseaux, sous la condition de ne le rendre public qu'après sa mort. Une notice sur ce naturaliste a été publiée par X. Girault, dans le *Journal de la Citadelle*, du 20 déc. 1818. W. a.

FOURIER (JEAN-BAPTISTE-JOSEPH), géomètre et physicien célèbre, naquit le 21 mars 1768, à Auxerre où son père exerçait le métier de tailleur. Un de ses grands-

oncles, Pierre Foudier (*Koy.* ce nom, XV, 372), réformateur et général des chanoines réguliers de Notre-Sauveur, mérita bien de l'humanité en instituant une congrégation de femmes, joignant aux trois vœux ordinaires celui d'instruire gratis les enfants des pauvres. La dette ainsi contractée par le pays envers le grand-oncle fut payée au petit-neveu. Orphelin de père et de mère avant d'avoir huit ans accomplis, Foudier avait été placé dans un atelier comme apprenti, sans une dame qui, croyant remarquer en lui d'heureuses dispositions, recommanda le pauvre enfant à l'évêque d'Auxerre, M. de Cies, frère du fameux archevêque de Bordeaux. L'évêque à son tour parla, et Fourier entra tout jeune encore à l'école militaire d'Auxerre, que dirigeaient à cette époque les bénédictins de la congrégation de Saint-Maur (1). Des élèves ont fait autant d'honneurs à la parapsicrité de ceux qui, sous ses humbles vêtements et dans son langage d'enfant, avaient deviné le germe de facultés puissantes. Fourier était toujours à la tête de sa classe, et ses succès ne lui causaient aucune peine. Mémoire heureuse, extrême facilité à tout saisir, élégance naturelle pour rendre ses idées, toutes étaient déjà acquiescées au début de l'adolescence. A treize ans il était en seconde et commença les mathématiques. Il devint alors tout entier au bien de cette ardeur pour tous les jours que jusqu'à il avait partagé avec une plus grande partie de ses condisciples, en vint se

(1) Les bénédictins dirigeaient alors six des quatre écoles militaires que possédait la France et l'on sait qu'ils avaient à Paris une maison où, après s'être quelque temps livrés à l'étude, ceux d'entre eux qui se distinguaient venaient occuper à Paris une chaire de leur choix.

développer en lui le zèle le plus vif et le plus tenace pour l'étude. A l'usage de ses maîtres et de ses camarades, il faisait ample provision de bouts de chandelles; et le matin, quand tout dormait encore, il descendait à pas furtifs dans la salle d'étude, et, à la clarté de ces précieux débris, il poussait de quelques pages sa rude course dans le Bezout et le Clairaut, maigres expositeurs, qui ne manquent pas d'une apparence de clarté, mais où l'on trouve si peu de profondeur et tant de lacunes importantes dans les raisonnements. Aidé de ses maîtres et, ce qui vaut mieux encore, d'une infatigable opiniâtreté, il triompha complètement de ces difficultés, et fut bientôt compté parmi les élèves les plus remarquables qui se livrassent aux mathématiques : mérite d'autant plus digne d'éloges que, contrairement à ce qui se voit pour l'ordinaire, il avait mené de front, avec les cosinus et les tangentes, les figures de rhétorique, et que les charmes de la courbe du second degré ne le rendaient point insensible aux beautés de Démosthène et de Corneille. Toutefois on ne pouvait s'y méprendre, c'était à la science des Fermat et des Euler que le jeune Fourier donnait la préférence. Son vœu le plus cher alors aurait été d'entrer dans l'artillerie ou dans le génie, et sa demande à cet effet fut appuyée par les inspecteurs de l'école d'Auxerre, Reynaud et Legendre, qui avaient été frappés de son talent mathématique. On assure que le ministre répondit que Fourier, n'étant pas noble, ne pouvait entrer ni dans l'artillerie ni dans le génie, fut-il un second Newton. Si cette ineptie fut réellement prononcée, ce n'était évidemment qu'un fin de non-recevoir, et peut-

être la riposte à des sollicitations trop longues ou maladroitement présentées; car tout le monde sait qu'avant la révolution les deux armes du génie et de l'artillerie étaient ouvertes à la rotture. Il est vrai que l'on y faisait bien triste figure si l'on n'appartenait pas à une famille aisée, et tel était le cas pour le protégé de Legendre et de Reynaud. Fourier, alors, prêtant l'oreille aux ouvertures du prieur de l'école d'Auxerre, se rabattit sur le cloître, et consentit à se rendre en qualité de novice à l'abbaye de Saint-Benoît-sur-Loire. Sans doute, si l'heure de la révolution n'eût sonné sur l'entresolite, il eût, comme tant d'autres, prononcé les paroles sacramentelles par lesquelles le novice renonce au monde; mais il n'en eut pas le temps. La secousse imprimée au sol des cloîtres par les premiers pas de l'assemblée constituante, et aussi la réputation que dès-lors avait Fourier parmi ses contemporains, lui permirent de rompre sans ambiguïté son peu de goût pour la vie monastique, et il quitta l'habit qu'il avait porté deux ans. Ses anciens maîtres de l'école d'Auxerre l'appelèrent près d'eux, et l'installèrent dans la chaire de mathématiques. Il y resta quatre ans et quelques mois, c'est-à-dire de 1789 au commencement de 1794, toujours professant algèbre ou géométrie, et bien souvent, ainsi qu'il arrivait en ces jours d'anarchie et de désorganisation, se chargeant de la rhétorique, de la philosophie ou de l'histoire. Doué de cette heureuse flexibilité de talent qui sait s'adapter à tout, et qui tient en partie à la chaleur d'une âme qui aime tout, parce qu'elle sent la beauté dans tout, Fourier dut immensément peut-être à cette nécessité où il se trouva de transformer en tant de façons ses

coordonnées. Bien d'autres fussent demeurés écrasés sous le faix, on, s'ils eussent ostensiblement rempli la tâche, y eussent contracté de funestes habitudes de superficialisme. Fourier, au contraire, dans ce professorat nomade et presque encyclopédique, ne puisa qu'un vif sentiment de la dualité du monde, et par suite la tendance à voir les objets sous toutes les faces, et le besoin de ne rester étranger à nulle d'elles. Elèves et maîtres assistaient au cours d'histoire générale que quelque temps il fit tous les jeudis, et par lequel il s'accoutumait à voir d'ensemble et de haut. Lorsqu'il suppléa le professeur de philosophie, ses leçons charmèrent les jeunes gens. Cette impression, nous n'en doutons pas, tint en grande partie au plaisir qu'éprouvèrent les élèves en passant du latin au français; de la scolastique à une philosophie virile et saine; enfin, de la lente et triste routine des cahiers dictés, ou des livres appris par cœur, à un cours véritable, ou à des conférences. Mais déjà ces trois modifications étaient une révolution dans l'enseignement. Tout passager qu'il était dans cette chaire, où, d'après les études ordinaires, il devait presque exclusivement appuyer sur ce que l'on a depuis nommé philosophie positive, le bon sens du jeune mathématicien lui fit bientôt sentir l'insuffisance et le vide du système de la sensation. Il comprenait surtout combien les doctrines qu'il engendre sont impuissantes à fonder la morale. C'est probablement sous l'empire de ces préoccupations que, même avant la révolution, il lisait les *Instituts de philosophie morale* d'Adam Ferguson et qu'il classait très-haut ce petit ouvrage. Pour quiconque a connu Fourier, nul doute que, si les cir-

constances l'eussent retenu dans cette chaire de philosophie, où il n'apparaît qu'un an à peine, il eût très-vite été en guerre ouverte avec les nombreux adhérents du système de Condillac, et qu'il aurait demandé soit à l'Angleterre ou à l'Allemagne, soit à ses méditations propres, une solution moins incomplète de l'homme intellectuel et moral. Mais, quelle que fût son aptitude aux objets les plus divers, les mathématiques n'en étaient pas moins sa science de prédilection; et dès ce temps il commençait à sortir de ligne. Comme professeur il obtenait des succès éclatants; et déjà il se préparait à prendre rang comme inventeur. Un mémoire qu'il envoya à l'académie des sciences contenait, au moins en germe, l'exposé d'un nouveau mode de résolution des équations algébriques. C'est malheureusement en cet instant que la dissolution des académies devint complète: non-seulement il ne fut pas alors rendu compte de ce mémoire; mais plus tard, quand le flot politique s'affaissa, il ne se retrouva pas dans les papiers de l'académie. Fourier y suppléa, plus tard, par une copie qu'avait en ses mains un de ses amis, et dont il eut soin de faire attester l'ancienneté. Nous reviendrons sur ce fait. Au reste, ni les mathématiques ni l'enseignement ne l'absorbaient exclusivement. Grand admirateur de la révolution qui, après l'avoir tiré du cloître, ouvrait à ses talents une perspective bien riante, certes, en comparaison du passé, il avait épousé les passions du jour. Il y avait dans tout cela sans doute de l'égoïsme et du patriotisme, un enthousiasme vrai et un ambitieux espoir. La société populaire d'Auxerre fut son point de départ. Comme toutes celles des départements, elle était affiliée à la

« société des jacobins de Paris. L'opposition de Fourier, très-grande même qu'il y prit place, son ton animé, facile et clair l'eurentôt fait remarquer. Il ne tarda à devenir membre du territoire de surveillance. Toutefois il ajouta que la révolution à Auxerre fut plus vexatoire et plus trice que sanglante ; qu'en général Fourier, prudent et poli, bien loin d'enthousiasme, adoucissait tout ce qu'il n'approuvait les sévères mesures du comité ; enfin que plus d'une victime fut arrachée à l'échafaud. Mais cet échafaud, va-t-on dire, c'est lui qui le faisait dresser ! » fort douteux, à moins qu'on ne mette sur son compte et les décisions prises en conseil par ses amis et les arrêtés du comité de public. Nous ne dissimulons pas la coopération : en revanche, nous n'en exagère ni l'intensité ni l'efficacité. Au reste, la preuve qu'à l'époque la franchise et le désintéressement étaient au fond les bases de sa conduite, c'est qu'il fut en guerre avec le comité de surveillance public. Scandalisé du luxe qu'environnait à Orléans le communal Laplanche, il s'éleva, par la société populaire de ce chef-lieu du Loiret, contre la conduite du conseil. Sur quoi Laplanche, par une lettre au comité, de peindre sous les plus noires couleurs ; le comité, à son tour, de semondre le conseil un autre membre de la société, Ichon, alors en mission à Auxerre, et de lui demander comment il ose se servir d'un homme qui dirige les opérations d'un représentant du peuple... En même temps la loi, par un décret, déclare Fourier indigne de la confiance du conseil et incapable de toute

fonction politique. Ichon, en présence de cette double réprobation, ne trouva rien de mieux que de décocher un arrêté à l'effet de prendre Fourier et de le guillotiner immédiatement. Celui-ci, ne sachant qu'à moitié ce qui se passait, fut fort étonné, lors de son retour à Auxerre, d'apprendre quel orage il avait soulevé en rappelant les coryphées du républicanisme aux vertus de Cincinnatus. Sans doute Ichon, qui était lui-même un ancien prêtre, ne tenait point à l'exécution de son arrêté ; et en le lançant il comptait bien sur l'opposition des amis de Fourier. En effet et la société populaire, et le comité de surveillance d'Auxerre, et le député Maure, représentant de l'Yonne, s'unirent pour répondre de lui et pour obtenir un ajournement équivalant ou peu s'en faut à l'assurance d'un dénouement heureux. Cependant il dut aller à Paris pour présenter ses explications ou son apologie. Ses amis lui recommandèrent la prudence. De quelque manière qu'il eût obéi à cette utile prescription, il fut peu goûté du tout-puissant Robespierre. Probablement ce dictateur pensa que Fourier ne comprenait pas, et *in petto* il le renvoya à ses équations, pourvu qu'il voulût s'y tenir. Cet anathème, s'il fut réellement prononcé, certes réhabilite Fourier sous les rapports d'humanité, de désintéressement, mais il nous démontre qu'il était encore bien novice, s'il croyait que, dans la voie de sang alors suivie par le char de la révolution, reculer était possible. Très-peu de semaines après son retour de Paris, il fut jeté en prison sur un ordre du comité de salut public. Les sollicitations de tout ce qu'il y avait d'hommes influents à Auxerre lui firent rendre la liberté. Il en

avait à peine joui huit jours qu'il fut derechef mis en arrestation. Une députation officielle de la ville alla réclamer à Paris son élargissement. Saint-Just n'admit qu'avec répugnance ses réclamations. « C'est vrai, dit-il, « il parle bien, mais la patrie n'a « pas besoin de patriotes en mu- « siques ! » Enfin pourtant il accorda la demande. Délivré par ses concitoyens, mais dorénavant sans influence politique, Fourier ne resta que peu de temps dans l'Yonne. C'était après avoir couvert le sol de ruines, la convention venait de fonder les écoles normales, où quinze cents élèves, envoyés par les districts des quatre-vingt-trois départements, devaient s'initier aux hautes études et aux méthodes d'enseignement. Déjà Auxerre avait fait choix de son représentant à cette école centrale de toute la France : la ville de Saint-Florentin eut l'honneur d'y envoyer Fourier, qui bientôt prit rang parmi les capacités de l'école. Il s'attacha de préférence à Monge, chargé du cours de géométrie descriptive ; à diverses fois il prit la parole dans les conférences, et il fut remarqué. Monge, qui souffrait de l'ignorance de presque tous ses auditeurs, lui conseilla d'ouvrir un cours de mathématiques élémentaires, à l'usage des élèves de l'école normale. Fourier goûta l'avis, et il rassemblait un auditoire assez nombreux lorsque la clôture de l'école eut lieu au milieu de l'année 1794. L'ouverture de l'école polytechnique, où, comme on disait alors, de l'école centrale suivit bientôt. Recommandé par Lagrange et Monge, ou plutôt choisi par eux, Fourier entra de droit dans l'état-major de l'école, non pas, il est vrai, avec le titre de professeur, mais comme un des trois substitués de ce

que l'on appelait l'administrateur de police. Il avait pour département la surveillance des études de certification. Ayant alors la bonheur de s'adresser à des jeunes gens instruits, il put donner plus nettement la mesure de son talent, et se livrer à des développements d'un ordre plus élevé. Il paraît que plus d'une fois, dans les cours de cette période, il parla de la méthode d'analyse algébrique qu'il avait découverte à Auxerre, et que le programme de son cours en portait des traces. Les mathématiques ne l'occupaient pas tellement qu'il ne trouvât encore du temps pour la politique, bien qu'il n'exerçât pas plus de fonctions politiques en 1795 que l'année précédente ; est-ce pour cela qu'il trouvait à blâmer dans la réaction thermidorienne, comme auparavant il avait blâmé le système de Robespierre ? Nous ne savons ; ce qui est certain, c'est que, quels que fussent ses motifs, mal lui prit encore de s'être exprimé trop librement. Il fut arrêté un matin dans son domicile rue de Savoie, et sa vie peut-être fut en péril, du moins s'il faut en juger par l'impression profonde dont se frappèrent quelques circonstances de son arrestation, et surtout ce mot terrible adressé à la portière, qui disait au chef de l'escouade : « Vous nous le « rendrez bientôt ? — « Tu pour- « ras venir le chercher en deux. » Pourtant il en fut encore quitte pour la peur : ses collègues de l'école polytechnique intercedèrent pour lui, et il recouvra sa liberté. Il ne la conserva pas plus ; ces méconvenances l'avaient formé, et il atteignit sans nouvel encombre l'époque de la campagne d'Égypte. Fourier répondit avec transport aux ouvertures de Monge, et même c'est lui qui, sous les auspices de ce géomètre, dressa la liste

mes qui devaient avoir l'honneur de faire partie de l'expédition, dont le but était encore une fois pour l'Europe et pour le plus grand nombre de ceux qui parlaient : il n'avait été dans le secret, et il ne le révéla sans le révéler il laissa de sa bouche quelques mots, et se suffisait pour faire atteindre notre analyse l'inconnue du me. L'ardeur avec laquelle s'était jeté dans cette espèce de sacrifice que attirait bientôt par de Bonaparte, et comme le savait joignait à son savoir écrire, de la finesse, l'art de aux formes, un grand esprit et des connaissances administratives, Bonaparte vit en lui quelque chose de plus. Aussi le rôle de ne se borna pas à être trésorier perpétuel de l'institut de 1798, il remplit les fonctions les plus délicates de commerce après d'un digne formé remiers ordres de la capitale des provinces. Le but de l'en chef était d'entretenir de relations entre son armée et habitants : Fourier était éminent propre à cette tâche, et hommes, mieux que lui, aucun, tout en se rendant agréables l'administration locale qui l'opinion publique, agir sans l'esprit de ces étrangers et celui des concitoyens. Il opéra une opération des choses vraiment belles : à tel point que Bonaparte, d'un jour comment lui pour rendre difficile tout cela : « C'est, dit Fourier, prenez l'épi dans son vain. » Une fois encore, il eut besoin de circonspection et de cette époque, pendant l'expédition Bonaparte en Syrie, le corps

laissé dans la vallée du Nil pénétra dans la Haute-Egypte. Le bataillon des savants se partagea en deux sections, dont une avait pour chef Fourier. Bien que la victoire eût tant bien que mal balayé la route, il y avait souvent péri à visiter les monuments, et l'on ne dessinait, l'on n'herborisait qu'avec précaution. Fourier prit part à toutes ces excursions; et personne, sans Denon peut-être, ne fit preuve d'un enthousiasme aussi constant. Revenu dans l'Egypte du milieu, il ne cessa point de se partager entre les travaux d'administration et l'office de secrétaire de l'institut d'Egypte. Après le départ de Bonaparte, et quand Mourad, craignant les Turcs plus que les Français, se rapprocha de Kéber, c'est lui qui fut choisi par le nouveau général en chef comme le personnage de l'armée le plus propre à négocier avec le mamlook. De son côté, Mourad avait confié ses pouvoirs à la célèbre Saïy-Néficah, fort belle encore quoique bien des années se fussent passées depuis le temps où elle régnait dans le harem d'Ali. Fourier, en cette circonstance, ne démentit point les espérances qu'avait conçues le chef de l'armée française : Mourad, qu'en vain déjà les Turcs avaient sommé de se réunir à eux, s'allia décidément avec la France, dont il reconnut la souveraineté, et se contenta de régir, avec le titre de gouverneur-général, les provinces d'Assouan et de Djirgeh. Ce traité pouvait avoir des suites incalculables, si l'assassinat de Kéber n'eût inopinément changé la face des choses. Mourad, son successeur, ne comprenait rien à la situation, et bientôt il fallut évacuer l'Egypte. C'est Fourier qui, lors des obsèques de Kéber, prononça les quelques pages d'éloge

funèbre qui furent comme l'adieu de l'armée à son général (28 prairial an VIII). Son langage fut plein de goût, de sentiment et de mesure. Le jour qui vit tomber Kléber sous le poignard, un autre brave de l'armée d'Égypte, Desaix, mourait par la balle ennemie à Marengo. Encore un tombeau, disons plutôt un énéotaphé, sur lequel Fourier devait aussi jeter des fleurs (11 brumaire an IX). La même année rendit Fourier à la France, avec le petit nombre de guerriers et de savants qu'avaient épargnés le désert, le typhus, la famine et le fer des Arabes, des Turcs et des Anglais. Bonaparte ne se borna point à de stériles protestations à l'égard de l'ex-secrétaire de l'institut d'Égypte, et dès qu'il commença l'organisation départementale, il le nomma à une des bonnes préfectures, celle de l'Isère (2 janvier 1802). Fourier resta jusqu'aux événements de 1815 dans cette place à laquelle le chef de l'empire ajouta en 1804, lors de la création de la Légion-d'Honneur, le ruban de cet ordre, et, en 1808, le titre de baron avec dotation. On demandera peut-être si, quelque talent qu'ait pu avoir Fourier en matière d'administration, il n'eût pas mieux valu le laisser à la science. Toutefois sa présence fut très-utile dans l'Isère. Un ordre parfait fut introduit dans toutes les branches du service; sa coopération active fut pour beaucoup dans l'accélération et la perfection de tous les travaux militaires entrepris pendant ce laps de temps dans le département; les marais de Bourgoin, qui infectaient quarante communes, et dont on avait en vain tenté jadis la suppression, furent desséchés et en partie rendus à la culture; les écoles de tous les degrés furent encouragées, et les bon-

nes méthodes introduites. Bon sur ses appointements les son prix pour le meilleur ouvrage monuments et l'histoire des brogns et des Vocances, p fut décerné à Bourgent. Il n' été sans influence sur l'éduca Champollion le jeune; et en quant ce jeune homme, en l uissant l'occasion de porter a vité sur la région récemment par les armes et les sciences France, il acheva de bien m ér amateurs de l'antique Égypt il avait contribué à attirer por ce que les résultats des rec de tous les membres de l'ex scientifique seraient réunis même collection, aux frais t vernement, au lieu d'être abai à la discrétion des savants, dans une foule d'ouvrages dil C'est ce qui semblait sur le j se faire, lorsque Bonaparte rogea sur cette question. répondit que le gouvernement entrepris l'expédition et entr savants sur ses pas, devait s publicateur des recherches sous ses auspices, et, on dire, pour son compte. f d'ailleurs, n'était point one hostile aux savants. Aucun a frustré de sa gloire, puisque gueraient leurs ouvrages; e ur subiraient de dommages péca puisque le gouvernement, s lement se chargerait de tout au jour, mais encore promett auteurs une part dans le div (On comprend combien de tell flattaient Bonaparte, toujours de ce qui s'offrait avec des grandioses et monumentales. voulait partout inscrire son m reste la part de Fourier à ce fique recueil ne se borna possi

orceaux, l'Introduction générale placée en tête du tome douzième des Recherches sur les Égyptiens, le classent parmi les collaborateurs marquants, et fréquemment cités, fort souvent vrai, avec des intentions de louange et de critique. Il fallait en effet l'art de bien mettre les moindres instants, car à l'œuvre de sa vie appartiennent les plus admirables de ses travaux : la chaleur, travaux immenses qui supposent en même temps de grandes expériences matérielles, des calculs de l'ordre le plus élevé, et l'envoi le long mémoire qui résume les résultats de ses investigations de ses veilles, à l'Académie des Sciences, en 1807. L'Académie, de d'ailleurs nous rendrons justice, qu'elle apercevait toute l'importance des questions que soulevait Fourier, fit au préalable la galanterie de proposer cette *Théorie mathématique de la chaleur* qu'il venait de publier dans laquelle il était impossible que ce fût le rivalisât avec lui. Effectivement, quatre ans après, Fourier, sans avoir fait loin ses recherches, sans être à son premier mémoire d'additions que celle de l'équation générale de la surface, reçut dans la séance du 6 janvier 1814. Certes, il le méritait. Les événements politiques qui survinrent le coup, à partir de cette époque, lui laissèrent le temps de travailler de nouveau jusqu'au bonheur de 1814. Une fois la République proclamée ; il envoya son rapport au gouvernement des Bourbons, Louis XVIII le laissa dans sa retraite de Grenoble, bien que les Bourbons ne fussent pas charmés de

ce maintien d'un ex-jacobin ; et le 5 mars 1815 le trouva encore dans cette situation. Bien certainement Fourier n'avait pas souhaité le retour des Bourbons ; mais il s'en était accommodé sincèrement, et la tentative de Bonaparte ne lui sembla propre qu'à remettre en question la prospérité, peut-être même l'existence de la France. Le 5 mars au matin il publia une proclamation pour maintenir et faire respecter le gouvernement du roi et la charte. Mais lorsqu'il vit la population pleine d'exaltation et de feu pour Bonaparte ; lorsqu'il vit le gouvernement dans cette crise ne point venir à son secours, il ne se sentit point homme à faire face en même temps à l'effervescence populaire et à son ancien maître, avec la presque certitude d'un échec et en faveur d'un gouvernement qui s'abandonnait en quelque sorte lui-même. Alors il s'esquiva de Grenoble, peu d'heures avant que Bonaparte y fit son entrée, et il prit la route de Lyon. Il n'allait guère vite, car les émissaires que Bonaparte fit courir après lui l'eurent bientôt ramené en triomphe, et le fugitif de l'île d'Elbe le fascina derechef, le reçut en grâce, si tout cela n'était pas une comédie dont les rôles avaient été distribués à l'avance, et lui dit de reprendre ses fonctions préfectorales. Fourier obéit, mais cette fois sans conviction et sans chaleur ; il n'avait plus foi en l'étoile de l'empereur, et n'apercevait plus que des incertitudes dans l'avenir. Aussi, bientôt les voies où s'engageait Bonaparte lui répugnèrent-elles tant qu'il envoya sa démission ; Bonaparte l'accepta et comprit. Il aimait et estimait Fourier de longue main et, contre son ordinaire, il pardonna qu'on fût d'un autre avis que lui. Ainsi rentré, au

bout de quatorze ans, dans l'humble cercle de la vie privée, Fourier choisit Paris pour résidence et consacra le soir de sa vie aux études scientifiques; il n'avait que quarante-sept ans. Le 27 mai 1816 il fut nommé associé libre de l'académie des sciences, mais le roi refusa sa sanction. Cette espèce d'anathème n'empêcha pas l'académie de lui donner de nouveau son suffrage, le 12 mai 1817, pour une place de membre dans la section de physique; et Louis XVIII comprit enfin qu'un fauteuil à l'académie n'est pas un emploi dans l'administration. A la mort de Delambre, l'académie le nomma secrétaire perpétuel pour la section mathématique. Soit comme simple membre, soit comme secrétaire, Fourier, dans ce corps savant, était parfaitement à sa place; mais, il faut le dire, on fut un peu plus étonné lorsqu'en 1827, à la mort de Lavoisier, il se mit sur les rangs pour l'académie française, et plus encore, lorsque son nom sortit de l'urne. Quelles que soient les heureuses qualités de son style, il n'y a rien là d'oratoire et de poétique: sa précision, sa netteté, son élégance toute euclidienne, ne passent pas celles des belles formules mathématiques. Encore si Fourier avait été le seul ou le premier à bien écrire sa prose géométrale; mais Fourier venait après les d'Alembert, les Condorcet et bien d'autres, et dans un temps où, sans exception, tous les mathématiciens se piquaient de bien écrire. Il n'eût même pas été fort difficile de trouver, parmi les savants de nos jours, des hommes plus faits que lui pour cette espèce de sacerdoce littéraire. Bientôt il devint membre du conseil de perfectionnement de l'école polytechnique en remplacement de Laplace. L'année suivante (1828), lorsque, après la

chute de M. de Villèle, surgirent tant de commissions d'enquête, il siégea dans celle qui était chargée d'émettre ses idées sur la distribution des encouragements à donner aux sciences, aux lettres, aux beaux-arts, et il présida la commission de statistique établie au ministère de la marine. Il fut un instant question de lui confier la direction-générale de la librairie, mais ses infirmités, encore plus que son âge, l'empêchèrent de poursuivre bien vivement ce but. Il était revenu d'Egypte avec une véritable maladie, une sensation presque continuelle de froid et des rhumatismes douloureux, de telle sorte, qu'en plein été, si le thermomètre ne marquait pas plus de vingt degrés Réaumur, il était vraiment à plaindre. En juillet même il se couvrait toujours d'un habit et d'un surcoat, Partout il avait sur ses pas un domestique prêt à prendre ou à lui donner son manteau. Il appelait à son aide tout ce qu'il savait de physique pour établir dans son appartement au moins la température du ver-à-soie, et surtout pour obvier aux changements de température. Qui sait si cette extrême sensibilité aux variations thermométriques ne fut pas l'occasion des belles recherches de Fourier sur la chaleur? si, en conséquence, ce n'est pas à ses souffrances que le monde dut une de ses plus belles théories physiques, et lui sa célébrité? De plus, il était travaillé par un asthme terrible. Dès sa jeunesse il avait éprouvé de la difficulté à respirer. Ce mal avait une cesse été croissant, et les précautions avaient souvent envenimé la mal. Il était obligé de dormir à peu près debout. Dans les derniers temps il se tenait, pour écrire et pour parler, dans une espèce de boîte qui au ver-

une déviation au corps, et laissait passer que sa tête et sa : il courait risque d'être au moindre effort. Les médecins lui avaient sa maladie d'angine de poitrine avec affection du péricarde. Il mourut presque subitement le 18 1800, à quatre heures du soir. Silvestre, Cuvier, de Félétz, Jomard, prononcèrent chaque allocution sur sa tombe, à ces diverses sociétés ou corps qui perdaient en lui un de leurs membres. Il eut pour successeur à l'Académie française celui des nôtres de nos jours (2) qui, dans sa pensée aussi abstraite et plus haute des mathématiques, présentait le plus de rapport avec lui, la puissance généralisatrice de la science au charme de l'élocution. Fourier avait été fort bien dans sa vie : il avait la tête belle, les sens, de beaux yeux. Mais, avant vers la maturité, il se refroidissait. Ses manières, d'ordinaire d'aménité, sauf lorsqu'il voyait les personnes qu'il n'aimait, dès lors qu'il éprouvait du De ses relations avec le grand homme, il avait gardé un ton de citation et de réserve. Il tendait vers la justice aux autres savants ; mais surtout était l'objet de la admiration, et il se plaisait à ses méthodes et ses découvertes. Il détestait Laplace, affectivement la morgue était abominable, et qui, du haut de sa niche céleste, regardait en pitié ses collègues les savants, et ne le regardait pas. Il aimait à rendre service. Sophie Germain trouva en lui des encouragements et même d'aide, lorsqu'elle attaqua le problème de la détermination

Codex.

des vibrations des surfaces élastiques, pour la solution duquel elle obtint le prix en 1816. Il aimait à parler littérature, et, contrairement à l'usage des mathématiciens, qu'au reste il traitait de barbares, il ne croyait pas que l'éducation dût commencer par les mathématiques ; il ne croyait pas même qu'elles dussent marcher de front avec la rhétorique et la philosophie, et il voulait qu'on ne s'en occupât qu'ensuite. Si, par enthousiasme pour les lettres, il se risquait à traduire en français un passage du Cornélius-Nepos, souvent il hésitait et quelquefois il formulait des contre-sens. Bonaparte s'en doutait probablement, lorsque au pied des pyramides, tirant un Lacain de sa poche, il voulait expliquer, Fourier aidant, le célèbre parallèle de Pompée et de César. On ajoute que, l'explication ne marchant point assez rapidement à son gré, il s'extasiait sur le bonheur qu'avaient Garat, Dénon, de lire couramment ces beaux vers dans l'original. « Ne croyez pas que ces messieurs les lisent plus couramment que vous, » lui dit Fourier. « Vraiment, s'écria Bonaparte, personne ne sait donc le latin en France ? Oh ! j'y mettrai bon ordre... » Considéré sous le rapport scientifique, Fourier sans doute reste loin des Lagrange, des Laplace, qu'il eût égalés peut-être si sa vie eût toute été vouée aux sciences exactes ; mais il n'en a pas moins droit à prendre rang parmi les mathématiciens du premier ordre. « Supposez, dit son successeur à l'Académie française, l'histoire la plus abrégée des sciences physiques et mathématiques, où il n'y aurait place que pour les plus grandes découvertes, la théorie mathématique de la chaleur leur soutiendrait le nom de

goût pour l'étude des sciences ; il les empaillait avec une perfection étonnante, et, dans ses loislains, il parvint à former un cabinet ornithologique, dont la réputation franchit bientôt les bornes de la province. L'académie royale des sciences envoya pour le visiter deux de ses membres, Duhamel et Mongeron, qui firent un rapport très-avantageux sur cette collection, la première de ce genre que l'on eût vue en France. Les confrères du P. Pourcand l'obligèrent à la vendre. La Tourrette, secrétaire de l'académie de Lyon, en fit l'acquisition en 1761 ; et le P. Pourcand, qui avait suivi son cabinet à Lyon, fut admis à l'académie, au mois de décembre de la même année. Ce modeste religieux fut, en 1763, appelé à Parme par l'infant don Philippe, qui le nomma son ornithologiste et le chargea de lui former un cabinet. Dans un voyage qu'il fit à Rome, en 1775, il fut accueilli par le pape Pie VI, dont il reçut des marques de satisfaction. A son départ de Rome, il fut retenu par le grand-duc à Florence ; mais il y mourut le 4 août, âgé seulement de cinquante-six ans. Membre de l'académie de Dijon, depuis 1770, il était associé de l'institut de Bologne et des Académies de Bologne, de V. Pourcand avait communiqué à l'académie des sciences le secret de son procédé pour empailler les oiseaux, sous la condition de ne le rendre public qu'après sa mort. Une notice sur ce naturaliste a été publiée par X. Girault, dans le *Journal de la Citadelle*, du 20 déc. 1818. W. A.

FOURNIER (JEAN-BAPTISTE-JOHN), géomètre et physicien célèbre, naquit le 21 mars 1768, à Auxerre où son père exerçait le métier de tailleur. Un de ses grands-

oncles, Pierre Van les (Koy, de nom, XV. 373), réformateur et général des chanoines réguliers de Notre-Dame, mérita bien de l'humanité en instituant une congrégation de femmes, joignant aux trois vœux ordinaires celui d'instruire gratis les enfants des pauvres. Les dotes ainsi contractées par le pays envers le grand-oncle fut payées au petit-neveu. Orphelin de père et de mère avant d'avoir huit ans accomplis, Fournier aurait été placé dans un atelier comme apprenti, sans une dame qui, croyant remarquer en lui d'heureuses dispositions, recommanda le pauvre enfant à l'évêque d'Auxerre, M. de Clod, frère du fameux archevêque de Bordeaux. L'évêque à son tour parla, et Fournier entra tout jeune oncle à l'école militaire d'Auxerre, que dirigeaient à cette époque les bénédictins de la congrégation de Saint-Maur (1). Van d'élève en fit bientôt d'honneur à la paraplumelle de ceux qui, sous ses humbles vêtements et dans son langage d'enfant, avaient deviné le génie de sa noblesse puissante. Fournier était toujours à la tête de sa classe, et ses oncles ne lui enlevaient aucune peine. Méritait beaucoup, extrême facilité à tout savoir, élégance naturelle pour rendre ses idées, toutes étaient déjà acquiescées au début de l'adolescence. A quinze ans était en seconde et occupait les mathématiques. Il devint alors tout entier au bien de cette école pour tous les jours que jusqu'à il avait passé avec la plus grande partie de ses contemporains, en été et

(1) Les bénédictins dirigeaient alors les deux écoles militaires par succédant la France ; l'un sait qu'il avait à l'école une mission, après d'être quelque temps livrés à l'enseignement, ceux d'entre eux qui se distinguèrent venaient occuper à l'école aux ordres de leur école.

développer en lui le zèle le plus vif et le plus tenace pour l'étude. A l'insu de ses maîtres et de ses camarades, il faisait ample provision de bouts de chandelles; et le matin, quand tout dormait encore, il descendait à pas furtifs dans la salle d'étude, et, à la clarté de ces précieux débris, il poussait de quelques pages sa rude course dans le Bezout et le Clairant, maigres expositeurs, qui ne manquent pas d'une apparence de clarté, mais où l'on trouve si peu de profondeur et tant de lacunes importantes dans les raisonnements. Aidé de ses maîtres et, ce qui vaut mieux encore, d'une infatigable opiniâtreté, il triompha complètement de ces difficultés, et fut bientôt compté parmi les élèves les plus remarquables qui se livrassent aux mathématiques : mérite d'autant plus digne d'éloges que, contrairement à ce qui se voit pour l'ordinaire, il avait mené de front, avec les cosinus et les tangentes, les figures de rhétorique, et que les charmes de la courbe du second degré ne le rendaient point insensible aux beautés de Démosthène et de Corneille. Toutefois on ne pouvait s'y méprendre, c'était à la science des Fermat et des Euler que le jeune Fourier donnait la préférence. Son vœu le plus cher alors aurait été d'entrer dans l'artillerie ou dans le génie, et sa demande à cet effet fut appuyée par les inspecteurs de l'école d'Auxerre, Reynaud et Legendre, qui avaient été frappés de son talent mathématique. On assure que le ministre répondit que Fourier, n'étant pas noble, ne pouvait entrer ni dans l'artillerie ni dans le génie, fût-il un second Newton. Si cette ineptie fut réellement prononcée, ce n'était évidemment qu'une fin de non-recevoir, et peut-

être la riposte à des sollicitations trop longues ou maladroitement présentées; car tout le monde sait qu'avant la révolution les deux armes du génie et de l'artillerie étaient ouvertes à la rigueur. Il est vrai que l'on y faisait bien triste figure si l'on n'appartenait pas à une famille aisée, et tel était le cas pour le protégé de Legendre et de Reynaud. Fourier alors, prêtant l'oreille aux ouvertures du prieur de l'école d'Auxerre, se rabattit sur le cloître, et consentit à se rendre en qualité de novice à l'abbaye de Saint-Benoît-sur-Loire. Sans doute, si l'heure de la révolution n'eût sonné sur l'entresolite, il eût, comme tant d'autres, prononcé les paroles sacramentelles par lesquelles le novice renonce au monde; mais il n'en eut pas le temps. La secousse imprimée au sol des cloîtres par les premiers pas de l'assemblée constituante, et aussi la réputation que dès-lors avait Fourier parmi ses élèves, lui permirent de formuler sans ambiguïté son peu de goût pour la vie monastique, et il quitta l'habit qu'il avait porté deux ans. Ses anciens maîtres de l'école d'Auxerre l'appelèrent près d'eux, et l'installèrent dans la chaire de mathématiques. Il y resta quatre ans et quelques mois, c'est-à-dire de 1789 au commencement de 1794, toujours professant algèbre ou géométrie, et bien souvent, ainsi qu'il arrivait en ces jours d'anarchie et de désorganisation, se chargeant de la rhétorique, de la philosophie ou de l'histoire. Doué de cette heureuse flexibilité de talent qui sait s'adapter à tout, et qui tient en partie à la chaleur d'une âme qui aime tout, parce qu'elle sent la beauté dans tout, Fourier dut immensément peut-être à cette nécessité où il se trouva de transformer en tant de façons ses

8° *Mémoire sur la théorie analytique de la chaleur* (1829); 9° *Expériences thermo-électriques* (en commun avec Ersted). Le numéro 1 est une démonstration plus complète et plus élémentaire de la partie correspondante de son mémoire couronné. Le numéro 3 répond à diverses questions dont nous donnerons une idée en citant la première : « Comment le fait du refroidissement inégal de divers corps exposés le soir à l'air libre (et notamment du refroidissement inégal de deux thermomètres, l'un à boule noircie, l'autre à boule couverte d'une enveloppe métallique), peut-il se concilier avec le principe que la faculté de recevoir de la chaleur est toujours égale à celle de la communiquer? » Le numéro 4 est très-remarquable : il offre toutes les qualités du grand Mémoire ; et, à ceci près que, la chaleur centrale prouvée, Fourier conclut que la dose de cette chaleur a été donnée une fois pour toutes, et se perd sans compensation, la suite des raisonnements est admirable. Après avoir posé et distingué les trois mouvements de la chaleur dans notre globe, il établit l'équation différentielle de l'état variable d'une sphère dont la chaleur initiale se dissipe dans le vide, puis la condition relative à la surface ; passe à la solution générale dans laquelle la température initiale est exprimée par une fonction arbitraire, l'applique à une sphère dont tous les points auraient reçu la même température et à un solide de profondeur infinie, dont la surface serait constamment à zéro ; puis, après avoir considéré le flux intérieur de la chaleur dans un solide, il formule les températures variables du solide de profondeur infinie, en supposant que la chaleur

se dissipe à travers sa surface, dans un espace sans air, que limite une enceinte de température constante, et enfin arrive au cas où la chaleur initiale est la même jusqu'à une profondeur donnée (tel est le cas de notre globe), et donne les températures de la surface : il ne reste plus alors qu'à faire les applications numériques et l'application de la solution à la sphère. Il termine par des conséquences générales, dont les principales ont trouvé place dans le résumé que nous avons donné plus haut des idées de Fourier. Le numéro 7 se distingue aussi, du moins autant qu'on peut le savoir par le peu de mots qu'en disait Delambre, et que rapporte Fourier lui-même, dans son *Rapport sur les progrès des sciences mathématiques en 1825*, par la hauteur des calculs et la fécondité qu'ils nous révèlent dans les formules antérieurement posées par l'auteur. Ce mémoire appartient à la branche d'application de l'analyse qui aspire à intégrer les équations différentielles exprimant toutes les conditions physiques des questions, et à déduire, des intégrales ainsi acquises, la connaissance complète du phénomène que l'on considère. On avait bien les équations différentielles des vibrations, des surfaces flexibles tendues, et des lames ou des plaques élastiques (celle-là est du second, celle-ci du quatrième ordre) ; mais ce que l'on n'avait point encore obtenu, c'était les intégrales générales de ces équations, c'est-à-dire celles qui contiennent en termes finis autant de fonctions entièrement arbitraires que le comportent l'ordre et la nature des équations différentielles. Non-seulement Fourier voulait les trouver, mais, dans son besoin de rendre commodes et maniables les

tes les solutions, il voulait de plus donner à ces intégrales générales une forme propre à faire connaître clairement la marche et la loi des phénomènes. Il y parvint, et, ce qu'il y a de plus frappant, il prouva que les intégrales générales de ces équations sont exprimées par des intégrales définies, au moyen des théorèmes donnés dans les recherches sur la chaleur. Enfin le numéro 9 contient des expériences très-intéressantes sur la transmission de la chaleur à travers des substances diverses; expériences qui montrent que la quantité de chaleur qui traverse plusieurs lames de diverses matières superposées varie selon l'ordre de superposition, et qui fournissent ainsi les moyens d'accroître et de multiplier les expériences thermo-électriques par la succession alternative de deux métaux tenus à des températures inégales. Poursuivies avec persévérance, ces expériences deviendraient importantes pour l'industrie et peut-être pour l'hygiène.

III. Deux ouvrages purement mathématiques, savoir : 1° *Mémoire sur la distinction des racines imaginaires et sur l'application des théorèmes d'analyse algébrique aux équations transcendentes qui dépendent de la théorie de la chaleur* (*Mémoires de l'Académie des sciences*, 1827); 2° *Résolution générale des équations déterminées* (1^{re} partie, posthume, publiée par Navier). Nous savons que c'est l'ouvrage de sa première jeunesse; il en parlait davantage à mesure qu'il vieillissait, et il avait réuni des preuves ou plutôt des semi-preuves qui établissaient la réalité de ses découvertes. Ces preuves étaient, à défaut de l'original même du mémoire qu'il avait envoyé à l'Institut, une copie qu'en possédait un de ses amis d'Auxer-

re, Roux, savant professeur de mathématiques, le certificat de Roux que cette copie est entre ses mains depuis 1794, et l'attestation d'un ex-élève de l'école polytechnique, Diaet, lequel reconnaît avoir rencontré, dans les programmes du cours que faisait alors Fourier, des traces de cette méthode. Notre avis est que Fourier avait en effet le fond de cette méthode vers 1794, méthode qu'au reste il put et même dut perfectionner depuis. Aux deux ouvrages ci-dessus nous ajouterons : 3° un *Mémoire sur la statique*, contenant la démonstration du principe des vitesses virtuelles et la théorie des moments (dans le tome II du *Journal de l'école polytechnique*).

IV. Deux grands morceaux dans la *Description de l'Egypte* publiée par les ordres de Napoléon : 1° la *Préface historique générale*, dans laquelle il faut reconnaître sans doute un style élégant, des vues sages, des connaissances variées, mais qui a été pas un chef-d'œuvre, comme on l'a trop répété, et où tous ceux qui connaissent l'Egypte savent qu'il y a beaucoup à restreindre et beaucoup à refondre, sans compter ce qu'il faudrait ajouter; 2° *Recherches sur les sciences et le gouvernement de l'Egypte* (tome III, de l'édition in-8°, IX, de l'édition F. Panckoucke). Ce n'est que l'esquisse d'un grand travail que se proposait Fourier sur toutes les questions qu'impliquent sciences et gouvernement en cette contrée, et il la caractérise lui-même par ce sous-titre : *Introduction comprenant les résultats*. L'astronomie devait tenir la principale place dans cet ouvrage. Fourier s'y montra préoccupé de deux idées : l'une, que les Egyptiens étaient d'habiles astronomes à des épo-

ques extrêmement reculées; l'autre, que les zodiaques représentent un état du ciel, un *thème astronomique* déterminé de telle sorte que, variant en raison de la précession des équinoxes, ils nous révèlent, par ces variations mêmes, la vraie date à laquelle ils ont été exécutés. Plein de ce principe, et fondant la distribution du zodiaque (comme au reste celle de l'année fixe, de la période solimaque et des autres cycles égyptiens) sur l'observation du lever héliaque de Sirius, proclamant que le point héliaque était dans le Lion au milieu du XX^e siècle avant notre ère, au point de division du Lion et du Cancer, trois siècles plus tard; et de plus en plus en-deçà depuis ce temps, il fait remonter les deux zodiaques d'Esneh à 2500 avant J.-C., il abaisse ceux de Denderah en-deçà de 2000, opinion plus compliquée, mais plus vraisemblable que celle de la plupart de ses collègues de la commission d'Egypte, qui donnaient pour date à ces monuments 6000 et 4020 avant J.-C. M. Biot (*Recherches sur plusieurs points de l'astronomie égyptienne*), a cruellement refusé les idées comme les calculs de Fourier: il note, entre autres faits graves, que, depuis plus de 3000 ans avant jusqu'à plus de 1000 ans après notre ère, le soleil, au moment du lever héliaque de Sirius, n'a cessé d'être en même temps dans la constellation du Lion et dans celle du Cancer. D'un autre côté, les Visconti, les Champollion, les Letronne ont mis en avant l'opinion qui probablement l'emportera, et qui, si elle n'est la vérité absolue, en contient du moins la plus grande partie, c'est qu'il faut chercher, dans ces représentations zodiacales, des thèmes astrologiques de villes, de temples ou

de rois, et qu'ainsi l'on a perdu bien de la science et du temps à chercher les mots d'énigmes qui n'en ont pas. V. Cinq *Eloges* qu'il prononça comme secrétaire perpétuel de l'académie des sciences: ce sont ceux d'Herschell, Delambre, Breguet, Charles et Laplace: celui d'Herschell surtout est remarquable. VI. Diverses brochures, ou menus articles comme: 1^o *Sur la théorie analytique des assurances* (*Annales de chimie et de physique*, X, 177); il y perfectionne plusieurs points du calcul des probabilités; 2^o *Rapport sur les établissements appelés tontines*, Paris, 1821, in-4^o; 3^o *Plusieurs Rapports sur le progrès des sciences mathématiques*, de 1822 à 1829 (dans les *Mémoires de l'académie des sciences*); 4^o les articles *Rallier*, *Viète*, *Wallis* dans cette *Biographie universelle*. VII. (Suivant plusieurs personnes bien instruites), les *Recherches statistiques sur la ville de Paris*, composées sous les auspices du préfet M. de Chabrol, et avec les documents fournis par cet administrateur. P—OT.

FOURIER (FRANÇOIS-CHARLES-MARIE), que l'on a surnommé *le Phalanstérien*, naquit le 7 avril 1768, à Besançon, dans la boutique d'un marchand de drap, et fut dès l'enfance destiné au commerce par la volonté de ses parents. Il étudia au collège de sa ville natale et y obtint des succès. On eût pu même dès lors deviner en lui un penseur profond, hardi et original. Mais c'est le lot des penseurs, à moins qu'ils n'aient les ayeux comme Bacon, ou l'oreille de Frédéric et le château de Ferney, comme Voltaire, de moissonner l'épithète de songe-craux. Les professeurs de Fou-

e dérogerent point à cet usage, monde fit comme les profes-

On doit avouer, au reste, était bien gauche, bien incapable de faire son chemin dans le monde. Appelé par les tendances de sa pensée aux méditations les plus hautes et les plus opiniâtres, et par des circonstances impécunieuses de chercher le pain quotidien d'un labeur matériel que tout eût trouvé fastidieux, sachant que tout immensément, mais ne donnant pas élégamment son pour la parade de la conversation, riche de nouveautés, à dépendant dix ans dix charlatans et ne sachant point emboucher la langue du charlatanisme, Fourier quinquante années un grand e ignoré. La plus grande partie de sa vie diurne s'écoula entre le soir et le livre à partie double. En 1827, il était encore chargé de responsabilité d'une maison amicale, située rue du Mail. Plus d'une fois il n'eût tenu qu'à lui de prendre une position, en 1803 lorsqu'il publia à Lyon, dans un journal dont Ballanche était imprimeur, un article sur la politique économique, qui traçait le plan que Fourier, alors premier consul, avait momentanément tendu à réaliser. Cet article fut à peine arrivé à Paris, que le gouvernement envoya l'ordre au préfet, commissaire-général de la ville de Lyon, de s'informer quel en était l'auteur. M. Ballanche, mandé au ministère, répondit que la signature Fourier (il signait alors avec son vrai nom) n'était pas pseudonyme, et celui qui avait écrit cet article était un jeune commis marchand de la maison Bousquet : et il ajouta l'éloge du caractère plein d'honneur et des connaissances de

Fourier, M. Ballanche attirait l'attention que le gouvernement venait de donner à son article ; celui-ci s'y montra très-indifférent, et l'affaire en resta là (1). La soixante-dixième année, il étudiait les sciences exactes, et cette fastueuse économie politique qui, sous l'oripeau de ses grands mots, cache tant de sottises et de déceptions ; il observait le monde tel qu'il est, et l'âme humaine telle que la nature l'a faite, et ses besoins, et les moyens d'y satisfaire, et les procédés par lesquels la flèche manque le but, et les procédés par lesquels elle pourrait l'atteindre. Si celui qui crée éprouve aussitôt du bonheur en promenant l'œil sur sa création, Fourier dut être heureux souvent, lui qui voyait sans cesse en sa pensée cette multitude d'idées nouvelles se développant à la suite les unes des autres et formant un tout harmonieux, immense, qui aspire à embrasser l'univers, et à le transfigurer en donnant à tout ce qui le compose le bonheur. Ces idées, il les déposait dans une série d'ouvrages qui, quelque jugement qu'on en porte, eut incontestablement le double mérite de la priorité et de la richesse sur bien d'autres qui ont eu la prétention de donner du neuf et qui, lorsqu'ils en ont donné, l'ont fait avec parcimonie. Après la révolution de juillet et au milieu de l'effervescence avec laquelle se produisaient les bons, les mauvais, les grands et les plats systèmes, il y eut place au soleil pour Fourier. Son nom d'abord ne retentit pas comme celui de Saint-Simon, etc. est tout simple : rien de plus pacifique que son système, rien qui flatte moins les passions du jour. Mais tandis que

(1) Voyez les pièces publiées dans les premiers numéros du *Journal de Philosophie*.

le saint-simonisme allait balayant, tandis que les folles prétentions politiques soulevées par juillet 1830 tombaient les unes après les autres, avec un grondement de plus en plus sourd, le système nouveau, et le but louable du *Fourierisme* trouvaient des hommes pour les comprendre. Ces hommes n'acceptaient pas tout; et Fourier lui-même trouvait naturel qu'ils n'acceptassent point tout, plus bas on verra pourquoi. Il eut ainsi avant sa mort le spectacle, si doux pour le fondateur d'un système, de voir des disciples s'inspirer de lui; le suivre; le commenter, préparer le terrain pour y implanter l'édifice dessiné par le génie architectonique du maître. Nous ne dirons pas, comme tant d'autres, que le *Fourierisme* est une église, mais indubitablement c'est une école, c'est l'école *sociétaire*. Cette école possédait son journal, la *Phalange*, et elle projetait, non sans quelque chance de succès, un premier établissement modèle qui montrerait la valeur de ses doctrines. Fourier était l'âme du comité de la *Phalange* et le dirigeait par ses conseils que tous écoutaient avec la plus profonde vénération. C'est sous ses auspices qu'eut lieu la première tentative de Phalanstère à Condé-sur-Vesgre, tentative qu'on aurait tort de regarder comme terminée au désavantage des élèves de Fourier; il espérait au contraire beaucoup de cet essai (2);

(2) Fourier eut toujours soin, dans ses ouvrages, de séparer la partie sociale d'avec la partie cosmogonique, demandant l'examen de la première seulement, et réclamant pour elle, sur une densité de terrain, un essai qui doit éclairer les hommes et déterminer, suivant lui, le plus grand fait qui puisse se passer sur la terre, le passage de chaos social à l'harmonie et au bonheur universels. Cet essai, auquel il attachait tant d'importance, devait décider si la série, appliquée à la distribution des travaux d'une masse sociétaire, jouit réellement de la

double propriété : 1° de rendre le travail attrayant; 2° de maintenir l'accord entre les sociétaires dans les relations générales, et spécialement dans la répartition des produits; ce qui détruirait toutes les divisions et tous les fléaux sociaux dans leur base même. Quelques disciples s'étaient réunis autour de lui et ayant entrepris la propagation de sa doctrine, propagation à laquelle il était peu propre, malgré la vigueur et les grandes qualités de son style, il espéra, en 1832, voir bientôt l'essai tant désiré; des terres furent acquises à Condé-sur-Vesgre (Seine-et-Oise), par M. B. Dulary, député de ce département, pour être consacrées à la fondation d'une colonie agricole organisée d'après la méthode de Fourier. On défricha le sol, on commença les constructions; mais les fonds sur lesquels on avait compté n'arrivèrent pas en assez grand nombre, et on ne put achever les constructions nécessaires à l'installation d'un essai sociétaire. Ces terres, en attendant en état de culture, attendent encore (1837) la doctrine de Fourier, qui s'agite des partisans, ait à sa disposition toutes les ressources propres à réaliser une épreuve réduite à une institution élevée de deux à quatre cents enfants à des travaux agricoles, industriels, scientifiques, d'après le procédé sociétaire. — M. V. Considérant, ancien élève de l'école polytechnique, qui a voué sa vie au développement de la doctrine de Fourier, continue aujourd'hui, avec un as-

double propriété : 1° de rendre le travail attrayant; 2° de maintenir l'accord entre les sociétaires dans les relations générales, et spécialement dans la répartition des produits; ce qui détruirait toutes les divisions et tous les fléaux sociaux dans leur base même. Quelques disciples s'étaient réunis autour de lui et ayant entrepris la propagation de sa doctrine, propagation à laquelle il était peu propre, malgré la vigueur et les grandes qualités de son style, il espéra, en 1832, voir bientôt l'essai tant désiré; des terres furent acquises à Condé-sur-Vesgre (Seine-et-Oise), par M. B. Dulary, député de ce département, pour être consacrées à la fondation d'une colonie agricole organisée d'après la méthode de Fourier. On défricha le sol, on commença les constructions; mais les fonds sur lesquels on avait compté n'arrivèrent pas en assez grand nombre, et on ne put achever les constructions nécessaires à l'installation d'un essai sociétaire. Ces terres, en attendant en état de culture, attendent encore (1837) la doctrine de Fourier, qui s'agite des partisans, ait à sa disposition toutes les ressources propres à réaliser une épreuve réduite à une institution élevée de deux à quatre cents enfants à des travaux agricoles, industriels, scientifiques, d'après le procédé sociétaire. — M. V. Considérant, ancien élève de l'école polytechnique, qui a voué sa vie au développement de la doctrine de Fourier, continue aujourd'hui, avec un as-

s et charlatanisme des deux, Saint-Simon et Owen qui tentent l'association et le provid., 1831, in-8°. VII. *La industrie morcelée, répue, mensongère, et l'anti- l'industrie naturelle, com-, attrayante, véridique, et quadruple produit*, ibid., in-8° (3). Divers articles de ce ou de polémique dans le ministère et dans la Phalan- . — Ne pouvant ici donner

le nombre de partisans, les travaux directs d'une opération sociétaire dont l'effet est désirable, et dont la tentative ne tire sans intérêt pour la science sociale. On peut consulter, dans la *Bibliographie sociale*, 1837, numéros 45 et 46, feuilleton, où l'on trouve l'indication des titres de chacun des ouvrages.

Sente sociétaire, dont la conception de la base, a déjà produit un nombre considérable de travaux et de publications. *Sainton*, qui est le plus ancien disciple de F., a fait lui-même les frais des deux ouvrages de son maître, le *Traité de l'association*, et le *Nouveau Monde industriel*, et se, à l'honneur de son caractère, que, un peu de fortune, il n'est pas rentré dans les frais de cette publication, ayant habilement abandonné les produits de la vente. Le dévouement d'une dame, d'une jeune fille et d'un caractère élevés, madame de Besançon, a soutenu par des sacrifices le développement des travaux de la propagation à laquelle M. Considérant long-temps aussi consacré son activité. Voici la liste des principaux ouvrages de l'Ecole sociétaire : I. *Aperçu sur les procédés industriels*, Besançon, 1830, in-8° (176 pages), par Juste Considérant, secrétaire de la préfecture de Besançon. II. *Associations sociales, religieuses et scientifiques*, Besançon, 1832, 1 vol. in-8°, par M. de Besançon. III. *Théorie sociétaire de Fourier*, 1835, par A. Transon, ingénieur des mines, directeur de l'école polytechnique. IV. *De la base de l'ordre sociétaire*, brochure, par A. Transon, chirurgien de la marine. V. *Danger de l'association actuelle de la France*, 1833, Paris, 8°, par A. Maurice. VI. *Etudes sur la science sociale*, 1833-1834, 1 vol. in-8°, par J. de Besançon. VII. *Association par Phalanges*, 1832, in-8°, par Lemoine, ingénieur des hautes études, ancien élève de l'école polytechnique. VIII. *Conférences sur la théorie sociétaire*, 1833, brochure in-8°, par Berbrugger, bibliothécaire à Alger. IX. *Crise sociale*, 4 brochures in-8°, par Baudet-Dulac, médecin, ancien député du département de la Seine-et-Oise. X. *Parole de Providence*, 1835, in-8°, par madame Clarisse

que quelques traits sommaires du système de Fourier, nous ne séparerons point les divers ouvrages que nous venons de nommer : nous nous bornerons à dire que le premier est comme le prospectus de son système. Dans les autres il fait d'abord l'application de ce système à l'occupation essentielle et primitive de l'humanité; puis il prophétise ce que sera l'univers se conformant après des siècles et sans savoir son nom, à lui, aux formules et aux règles qu'il trace à l'avance; enfin il fait la guerre à l'industrie actuelle, à la civilisation actuelle dont certes il n'a pas de peine à faire sentir les vices. Reste à décider si ce qu'il propose vaut mieux que ce qu'il aspire à remplacer, et surtout si ce qu'il propose est exécutable. Qu'il propose-t-il donc? Pour le bien comprendre, il faut savoir que Fourier se place de prime abord hors du champ des préoccupations politiques, et qu'au lieu de prétendre que de la constitution politique découle le bien-être ou le mal-être social, il pose en principe qu'il faut d'abord constituer le bien-être social et qu'ensuite la forme politique convenable viendra d'elle-même. Il faut savoir aussi que, se conformant à la nature des choses, il songe surtout dans les commencements et pour la majorité à donner

Vigoureux. XI. *Destinée sociale*, Besançon 1834, 2 forts vol. in-8°, par V. Considérant, capitaine du génie. XII. *Considérations sociales sur l'architecture*, Besançon, 1835, par le même. XIII. *Accord des intérêts et des parties*, Paris, 1836, brochure, par F. Villegardelle. XIV. *Das problem der arbeit und dessen losung die association*, problème du temps et sa solution par l'association, par S.-R. Schneider, à Gotha, chez Henning et Hops. XV. *Trois discours prononcés à l'Hôtel-de-Ville*, grand in-8°, Paris, 1836, par Ch. Daubigny. V. Considérant et E. d'Isalgny. XVI. *La réforme industrielle, ou le Phalanstère*, 1832-1833, 2 vol. (journal fondé en juin 1832). XVII. *La débacle de la politique*, Paris, 1836, in-12, par V. Considérant. XVIII. *La Phalanstère, journal de la science sociale*, fondé par M. Considérant, en 1836, et continuant à paraître.

du pain, l'abri, le couvert aux pauvres membres souffrants de l'humanité, et qu'il ne répète pas indéfiniment ces mots : *besoins de l'esprit, nourriture intellectuelle*, dérivés amers lorsqu'on les adresse à qui a froid et faim. Ce point admis, pour donner la plus grande somme de bien-être possible à l'humanité, il reconnaît, comme les économistes, que le travail est la condition indispensable. Mais pour être fructueux que doit être le travail ? il doit être unitaire, c'est-à-dire fait en société par tous les hommes. Si la plaie qui dévore la société, c'est la fainéantise, la plaie qui dévore l'industrie, c'est l'anarchie, ou *incohérence industrielle* : c'est cette plaie qu'il faut guérir. Tout consiste donc à trouver le *procédé sociétaire*. Or, en recherchant ce procédé, Fourier rencontre une idée qui, fût-elle irréalisable, serait un trait de génie, et qui est un des caractères fondamentaux de sa doctrine, c'est celle du *travail attrayant*. Vingt autres ont dit *travail*, vingt autres ont dit *bien-être*, mais pour tous c'est au prix du travail qu'on achète le bien-être. Fodrier arrive et dit : « C'est le travail « qui est le bien-être ; il peut du « moins le devenir à certaines con- « ditions et moyennant certaines pro- « cédés. » Ainsi la question se détermine ; et résoudre le problème de la félicité de l'humanité, c'est trouver le *procédé sociétaire* dans lequel le travail est unitaire et attrayant. Pour y parvenir il analyse l'âme humaine, ses facultés, ses penchants, ses besoins, ou, comme il dit, ses passions ; en d'autres termes, il fait la psychologie passionnelle, et notons en passant que, selon lui, nulle passion n'est essentiellement mauvaise ; elle ne le devient que suivant le milieu dans le-

elle se trouve et les objets sur lesquels elle agit : ainsi l'épée ou la paille assassine. Les hommes sont et les mobiles des hommes et les moyens d'engrèment par lesquels les hommes se forment en groupes, qui eux-mêmes engrent à d'autres groupes et forment des agglomérations plus nombreuses et plus élevées. Sans engrènement point d'association, et point de travail unitaire. Du reste, les dents qui peuvent s'engrener pareillement se froissent par leurs frottements, et telle est la société actuelle, et tel est l'état qui cessera un jour d'affliger les yeux, et dont dès à présent Fourier cherche les conditions. Il trouve d'abord dans l'âme humaine douze passions : cinq *sensitives*, quatre *animiques*, trois *distributives* : ce sont les éléments de l'association humaine : elles tentent, les premières au luxe, les secondes aux groupes, les trois dernières aux groupes de groupes ou séries. Ces éléments reconnus, il voit que les groupes qui s'engendrent par leur combinaison (amitié, ambition, amour, famille), puis de ces groupes il passe aux séries, et ici se développe le *procédé sociétaire*. La multitude de détails ingénieux que l'auteur est véritablement épuisé à énoncer. C'est une chose merveilleuse que la facilité avec laquelle il passe, depuis la pointe jusqu'à la base de la pyramide, une organisation dans l'autre, telle reviennent toujours et les lois fondamentales qui toutes peuvent se résumer par une seule, et les faits réels reconnus par l'économie politique du jour. Ainsi, par l'établissement de la série, les groupes sont contrastés et rivalisés et n'ont de travaux qu'à exécuter en séance, triple condition qui s'applique aux trois pas-

distributives. La division par-
celle du travail s'accommoda par-
faitement de son organisation. Enfin,
tous marchèrent sans qu'on re-
marquât de besoin, morali-
sation, devoir, contrainte, etc.
principalement dans le *Traité*
d'association domestique-agri-
culturelle qu'il faut étudier et les prod-
uits ressources de l'esprit et les con-
clusions positives de Fourier. Ses
livres aussi méritent d'être lus
dites. Nous ne prétendons pas,
1, que tout Fourier soit exé-
cutable. Mais Emile ne l'était pas
lui. Qu'on réalise ou non un jour
ce, voici ce que doivent recon-
naître tous les juges impartiaux : 1° a-
dès, nul n'a plus puissamment que
lui, après avoir prouvé l'affreux
pauvreté de notre civilisation
le bien-être général et l'inanité
des rixes politiques, établi la né-
cessité, la possibilité de la cohé-
sion sociale qu'il nomme l'*Unité*
morale ; rattaché l'humanité au
bien en disant : la loi qui règle le
cosmos, c'est l'attraction, et l'attrac-
tion régira un jour l'espèce hu-
maine ; analysé les facultés de l'âme
humaine ; enseigné de quelle manière,
sans rien changer à notre cœur, mais
en employant dans une autre métho-
de, le bien peut être substitué au mal ;
posteriori, nul n'a gagné en si
peu de temps autant de terrain, pro-
duisant d'effets remarquables et
sans tant d'intelligences ; 3° enfin
il est plus inoffensif, car Fourier
n'est pas, et rien de plus. Il ne pro-
pose aucun changement violent ou brus-
que qui existe, il ne demande ni
ce, ni abolition du mariage, ni
renoncement de famille, bien qu'il
soit tout en extase devant ces insti-
tutions que débordent de toutes parts
le vice, la prostitution et la frau-

dulgence des héritages. Il ne voit
point surtout que le mal vient du
pouvoir et que le pouvoir en doit
donner le remède. Il répète, au con-
traire, que c'est aux uns, inspirés
à former la phalange primitive (la
phalange, dans la terminologie de
Fourier, est l'association : la plus
simple) et à offrir l'échantillon du
travail attrayant, de la richesse, de
la vertu et du bonheur. En ceci le
fourisme calque le christianisme
primitif, qui pour recomposer la so-
ciété venmolesse, refit d'abord les
zones inférieures de la société et pro-
céda de bas en haut. Tel est Fourier,
tant qu'il reste dans la sphère de
l'humanité. Mais bien souvent, et
surtout dans son premier ouvrage, il
s'élance au-delà de cette sphère : il
raconte l'histoire du globe, de la
mer, des étoiles, leur passé, leur
avenir, avec des hardieses d'imagi-
nation devant lesquelles pâlisent les
romans de Buffon et de Fontenelle.
Dans ces excursions gigantesques il
est parfois sublime, il est souvent
moquable, et l'on s'est en effet mo-
qué. Il a lui-même fait justice de
ces arguments misérables en disant :
autre chose sont mes trois systèmes,
cosmologie, psychologie, analogie,
autre chose est mon quatrième, ou
attraction passionnelle. Lorsque vous
l'examinez, laissez les autres. Eus-
sé-je extravagué dans ceux-ci, New-
ton a fait un commentaire sur l'A-
pocalypse. P—OT.

FOURILLE (MICHEL DE CHAU-
MEJAN, marquis DE), enfant d'hon-
neur de Louis XIII, fut dès l'année
1619 capitaine au régiment des gar-
des, et servit dans toutes les guerres
contre les protestants. Il était au
siège de Montauban, où son père
fut tué. Il passa ensuite dans l'île de
Ré, et s'y distingua contre les An-

glais. En 1631, lors des guerres d'Italie, il fut commandé pour conduire les enfants-perdus qui faisaient partie des gardes à l'attaque des retranchements de Casal. Il obtint ensuite le gouvernement de Vesoul; et le roi le pourvut en 1632 de la charge de grand-maréchal-des-logis, et ensuite de celle de conseiller d'état. Il leva bientôt après une compagnie de cheval-légers, à la tête de laquelle il traversa, en 1634, le Rhin sur la glace, avec l'armée française, et marcha au secours de Heidelberg. Il se distingua à la bataille d'Avesl, et alla en Hollande où il se signala; il revint ensuite en Picardie, et montra au siège de Corbie une grande valeur. Lors de la retraite du comte de Soissons, il eut le commandement de la Touraine. Il mourut à Paris en 1644.

B—G—T.

FOURNEL (JEAN-FRANÇOIS), savant et laborieux jurisconsulte, né à Paris en 1745, se fit inscrire au tableau des avocats en 1771. Dès ce moment il fut chargé d'un assez grand nombre d'affaires, et bientôt il s'acquit une réputation par son talent pour la plaidoirie, ainsi que par divers *factums*, entre lesquels on cite celui qu'il publia dans le procès de la fille Salmon, condamnée à mort par ses premiers juges pour crime d'empoisonnement, et dont il contribua beaucoup à démontrer l'innocence. Ce Mémoire ayant été lu du pape Pie VI, le souverain pontife fit, en témoignage de sa satisfaction, expédier à l'éloquent avocat le brevet de chevalier de l'Éperon-d'Or. Mais, malgré cet imposant suffrage, ce n'est pas moins à tort que les biographes attribuent à Fournel l'honneur d'avoir arraché la fille Salmon à l'échafaud. Il appartient à Leccauchois, avocat de Rouen, qui mourut peu de temps après

son triomphe, victime du zèle qu'il avait montré pour sa malheureuse cliente. La position honorable qu'il avait prise dans le barreau ne permit pas à Fournel de voir avec indifférence la suppression de l'ordre des avocats; et loin, comme la plupart de ses confrères, de se prononcer en faveur de la révolution, il s'y montra dès le principe fort opposé. Il se tint prudemment à l'écart pendant la terreur, et consacra ses loisirs forcés à l'étude des premiers temps de la monarchie. Surpris que les historiens eussent négligé de faire connaître l'état des Gaules à l'époque de l'invasion des Francs, il entreprit de suppléer à leur silence, avec le secours des auteurs qui ont parlé de la Gaule sous la domination romaine. Ayant vu dans Grégoire de Tours que Clodion, avant de faire traverser le Rhin à son armée, avait envoyé des éclaireurs chargés de reconnaître le pays, il suppose que l'un d'eux, qu'il nomme Uribald, fit à ce prince un rapport détaillé de tout ce qu'il avait vu. Tel est le cadre du curieux ouvrage que Fournel publia sous ce titre : *État de la Gaule à l'époque de la conquête des Francs*, extrait des Mémoires inédits d'Uribald, Paris, 1805, 2 vol. in-12. A la réorganisation de l'ordre judiciaire, il avait rouvert son cabinet et repris ses habitudes laborieuses, partageant son temps entre les soins qu'il devait à ses clients et la rédaction d'ouvrages qui ne pouvaient qu'ajouter à sa renommée. Il fut, en 1816, choisi bâtonnier des avocats; et mourut doyen du barreau de Paris le 21 juillet 1820. Outre une édition, augmentée, du *Traité des injures*, de Darsau (*Voy.* ce nom, X, 546), les principaux ouvrages de Fournel sont : 1. *Traité de l'adultère*, considéré

l'ordre judiciaire, Paris, 1778; 1^{re} édition, 1783, in-12. II. *Étude de la séduction*, 1781, in-8°. III. *Code des transactions*, (Vermeil), 1797, in-8°. IV. *Manière raisonnée, ou Examen par ordre alphabétique des transactions concernant les transactions particulières*, 1798, in-8°. V. *Traité de la contrainte par corps*, 1798, in-8°. VI. *Traité de l'usage*, 1799; troisième éd., 1802, 2 vol. in-8°. VII. *Analyse du projet de Code civil*, 1800, in-8°. VIII. *Code de commerce*, accompagné de notes et observations, 1807, in-8°. IX. *Discours des avocats au parlement du barreau de Paris*, depuis Louis XIV. jusqu'au 15 octobre 1789, Paris, 1813, 2 vol. in-8°. X. *Discours du barreau de Paris*, pendant le cours de la révolution, 1816, in-8°. Cette histoire, pleine de recherches, et qui sera toujours utile-consultée, est l'ouvrage d'un homme dévoué franchement aux idées monarchiques. XI. *Les lois de la France*, rangées dans l'ordre naturel, Paris, 1819, in-8°. Il faut y joindre un 12^e volume qui contient les *Lois de la France* dans le corps de l'ouvrage. Fournier, jeune avocat, a publié *la vie de Fournier*, Paris, 1820, in-8°.

FOURNIER - LAMARTINE (dit l'Américain, a déjà paru dans notre tome XV, page 386, sous le nom d'une notice assez exacte, dans laquelle pourtant se trouvent quelques erreurs graves, l'une sur l'usage et l'autre sur sa mort. Il nait pas né à Saint-Domingue, dans l'ancienne province d'Auvergne, en 1745; et il n'est pas aux îles Sechelles où Bonaparte

l'avait déporté, après l'attentat du 3 nivose (24 déc. 1800), pour le seul crime peut-être qu'il n'eût pas commis. Accoutumé au climat des colonies, Fournier le supporta mieux que ses compagnons d'infortune. Il parvint même à s'évader, et se réfugia à la Guiane où il trouva un ancien et digne ami, Victor Hugues (*Voy. ce nom, au Supp.*), que Napoléon en avait fait le gouverneur, et qui l'ayant accueilli avec empressement, l'employa sur des corsaires, et fut si content de ses services qu'il le fit lieutenant-colonel. Fournier revint en France en 1808, et le gouvernement impérial le laissa vivre en paix, mais il ne confirma pas le grade que Hugues lui avait donné. On sait que Napoléon n'aimait pas à se servir des hommes flétris dans la révolution. Fournier vécut donc dans l'obscurité et se trouvant fort heureux d'être oublié, il se garda bien alors de réveiller le souvenir de ses horribles exploits. Tout le monde le croyant mort aux îles Sechelles, et notre collaborateur Beaulieu a adopté cette erreur commune dans l'article qu'il lui a consacré en 1816. Ce ne fut qu'un peu plus tard, lorsque Louis XVIII. eut proclamé l'oubli et le pardon de tous les crimes, que Fournier osa se montrer, et qu'il publia des *Mémoires*, des *apologies*; qu'il trouva des écrivains assez méprisables pour louer ses vertus, et accuser dans leurs écrits mensongers les historiens ou les biographes qui avaient eu le courage de le flétrir. C'est dans la *Biographie des contemporains* par Arnault et comp., puis dans l'édition portative de Rabbe, qui n'est le plus souvent qu'une ridicule copie, qu'on voit que Charles Fournier fut à Saint-Domingue au

indigne de sa recommandation; et que dès lors pour lui par l'envie et la calomnie, il se dut son salut qu'à la protection du roi Louis XVI. C'est probablement par suite de la reconnaissance qu'il devait à ce prince que, dès les premiers jours de la révolution, il se mit à la tête des égorgeurs! On voit, dans l'article que les biographes ci-dessus ont écrit évidemment sous le dictée, qu'il fut, le 13 juillet 1789, nommé commandant d'un corps de volontaires qui, le lendemain, marcha contre la Bastille. Nous aurions désiré savoir quel était ce corps de volontaires et par quelle autorité Fournier avait été porté à ce commandement. Il est probable que ce ne fut pas par les malheureux Poulton, Flesselles, de Launey et encore moins le maréchal de Broglie. Cependant, il n'y avait pas alors d'autre pouvoir dans la capitale, à moins que ce ne soit celui d'un comité directeur, ou d'un gouvernement occulte auquel Fournier obéissait, et que ce ne soit encore par les ordres du même pouvoir qu'il se rendit à Versailles dans les journées des 5 et 6 octobre, pour y égorger les gardes-du-corps et ramener, escortés de leurs têtes sauplantées, Louis XVI et sa famille. Les biographes que nous avons nommés disent que pour ce nouvel exploit Fournier fut aussi commandé; et il le fut sans doute également le 17 juillet 1791, lorsqu'il tira un coup de pistolet sur Lafayette et sur Bailly, qui cherchaient à réprimer une émeute; il le fut probablement encore lorsqu'il attaqua le château des Tuilleries, au 10 août 1792, à la tête des Marseillais, et aussi quand il concourut au massacre des prisonniers dans les journées des 2 et 3 septembre. Il est vrai que le biogra-

phiste, dans ces dernières pages, nous fait tout le plaindre et le louer, et le vaincre la distance d'une foule d'hommes que, dans ces temps d'effervescence, on regardait comme des rebelles et des ennemis du peuple, et de leurs, à cette époque, ajoute le raphe portatif, Fournier n'était l'agent de Danton, de Marat, Robespierre, etc. Voilà, il faut convenir, une singulière excuse. Celle que donne le biographe pour blanchir Fournier du crime le notoire, le plus horrible peut-être qu'il ait commis, ne l'est certainement pas moins. C'est le massacre des prisonniers d'Orléans. Tout le monde sait que ce misérable fatigué par la commune de Paris, dirigeait alors tous les bataillons de condamnés à Orléans une poignée d'égorgeurs qui, n'ayant pas d'ordre, commencent dans cette ville leur horre mission; se virent obligés de tuer les victimes à Versailles. Ils devaient trouver des complaisants et une population plus facile; le monde sait que la Fournier y fut lui-même aux bourreaux, aux soldats. Les prisonniers dont il avait le mandat l'escorte, et personnellement contesté l'exactitude des vers où il le peignait si bien, il y a plus de trente ans, cet exécrable forfait.

Il n'est pas à craindre de protéger ni de capotter qu'il se fût égaré. Rien! le biographe Rabbe a déclaré qu'au moment du massacre Fournier fut assailli, renversé de cheval, enfin qu'il fut près de devenir lui-même une des victimes, et tout ce qu'il put faire pour les malheureux prisonniers, ce fut de leur faire dénouer les liens qui les attachaient; mais les uns furent

et enlevés par des hommes
 nés alors, et devenus encore
 puissants depuis, qui se les ap-
 préhendaient et n'en ont jamais ren-
 oncé. Sans croire, comme
 les biographes Arnault et Rabbe-
 rias de Fournier, nous ne re-
 fusons pas l'exactitude de cette
 circonstance, et pour l'ex-
 poser renvoyons à l'article
 VARENNES (LVIII, 275). Il
 faut toutefois que les dangers
 par Fournier, au moment du
 passage sur les charrettes, ne lui fissent
 oublier long-temps le rôle
 dont il s'était chargé; car
 nous d'un témoin oculaire,
 immédiatement après il se présenta lui-
 même en prison de Versailles, pour
 solliciter encore quelques prison-
 niers que ces malheureux ne
 savaient que par le courage et
 l'indulgence du brave maire Richaud (1).
 Le même témoin de tous ces faits
 nous présente à une centaine
 d'années après le même jour, pour
 solliciter de la prison de Saint-
 Louis, où il ne fallut pas moins
 l'intervention de tout le collège
 pour sauver ces malheureux.
 On ne peut pas dire qu'aucun
 d'autres brigades de
 police, Fournier n'eût pas
 sollicité le butin; la part qu'il
 eût eue. Il fallait d'abord que
 les chefs prissent la part
 la plus forte portion; ensuite
 il fallait payer les frais des intrigues
 complots; il fallait encore
 les Russiens pour qu'ils ne

vinssent pas mettre un terme aux
 triomphes du crime. Fournier, qui
 n'était en définitive dans tout cela
 qu'un homme d'exécution et, comme
 le disent avec raison ses biographes,
*l'agent de Danton, de Marat, et
 de Robespierre*, resta donc toujours
 sans fortune; et même, après avoir
 commandé les corsaires de Victor
 Hugues, il revint en France pres-
 que aussi misérable qu'il en était
 parti. Il resta dans l'obscurité tant
 que dura le gouvernement impérial;
 mais, après le retour des Bourbons,
 il ne craignit plus de se montrer; il
 écrivit dans les journaux; adressa
 des pétitions aux chambres; enfin,
 il trouva des protecteurs et des écri-
 vains qui louèrent ses vertus, et il
 mourut paisiblement à Paris, dans son
 lit, en 1823, âgé de près de quatre-
 vingt ans, sous le règne de Louis
 XVIII, dont il avait fièrement refusé
 les secours. Il a publié: I. *Extraits
 d'un mémoire contenant les remon-
 trances de la compagnie de M. Fournier,
 sur les abus des commissaires des
 districts de Saint-Etienne, depuis le
 13 juillet 1789, époque de la
 révolution. II. *Massacre des pri-
 sonniers d'Orléans* (sans date). III.
*Fournier, dit le Rubiconnais, et Bar-
 nabe, ex-directeur de la Gracole*,
 28 nivose an VIII (1800). IV.
*Aux honorables membres de la
 chambre des députés pour la pre-
 mière session, l'an 1802* (sans date
 de 24 pages). V. *Mémoires
 de Fournier, dit le Contre-
 maître (Maire-Napoleon), député de
 Montpellier, était né à Gennevilliers
 le 27 décembre 1760. Il commença ses
 études ecclésiastiques au séminaire
 de Saint-Esprit à Paris; mais il y
 demeura peu de temps et entra au
 petit séminaire de Saint-Sulpice, où il fit
 tous ses cours de théologie. En licen-**

ce, un magistrat, lors de l'arrivée de
 la garde nationale à Versailles, lui avait offert, au dé-
 but de la garde nationale pour renforcer
 celle, afin de protéger les prisonniers;
 Fournier refusa en disant qu'il répondait
 de son monde, comme on l'a dit
 et, c'était des septembriseurs que la
 garde de Paris avait envoyés à Orléans
 massacrer les détenus. E—u—u.

de il fut le premier de son cours, qui était celui de 1784 à 1788. Au sortir de sa licence, l'archevêque d'Auch, La Tour du Pin, l'appela auprès de lui et le fit son grand-vicaire. L'abbé Fournier ne resta pas longtemps à Auch et fut attiré dans la congrégation de Saint-Sulpice par son parent, l'abbé Emery, qui en était supérieur-général. On l'envoya, en 1789, professer la théologie morale au séminaire d'Orléans. Il occupa cette chaire jusqu'à ce que le refus du serment le fit renvoyer ainsi que tous ses confrères. Un riche propriétaire d'Orléans, Deloynes d'Antioche (P. ce nom, LVI, 482), dont on a des traductions vers de Horace, de Virgile, de Tasse et de Milton, offrit un asile à Fournier, qui y passa tout le temps de la révolution; se trouvant dans les moments de trêve du deuil, et se montrant dans des temps plus favorables. Il employa ses dix ans de retraite à composer un assez bon nombre de sermons; en vint à Paris au commencement de consulat. C'était le moment où les églises voulaient d'être restaurées; et l'on était ardent d'entendre les prédications; long-temps interrompues. L'abbé Fournier eut un grand succès; il attirait la foule à Saint-Roch en tenant contre la révolution et la philosophie. On l'invita même où il déplorait vivement la mort de Louis XVI d'après Bonaparte, qui avait dans son conseil d'état plusieurs conventionnels plus ou moins sages par la part qu'ils avaient prise à la condamnation du roi. On nomma le prédicateur et on le mit à l'écart où on le traita comme fou. Bonaparte ignorait quelque temps où il était. Enfin, à force de recherches, ils découvrirent sa prison; on se rendait pour obtenir que son sort

fût adouci. Dans le premier moment, l'abbé Fournier avait cru qu'on voulait le fusiller. Au bout de six semaines on le transféra à la citadelle de Turin. Plus tard, il paraît qu'il obtint la ville pour prison. Cependant, l'archevêque de Lyon, aujourd'hui cardinal Fesch, intercédait pour lui et se faisait sa caution. On permit à l'abbé Fournier de venir à Lyon et d'y prêcher. L'ancien archevêque d'Auch, devenu évêque de Troyes, réclama son ancien grand-vicaire et obtint, en 1803, de l'avoir au même titre dans son nouveau diocèse. Mais Fournier y résidait peu. Il recommença à prêcher à Paris et eut pendant quelque temps beaucoup de vogue. Sa disgrâce ajoutait à sa célébrité. Le cardinal Fesch voulut le fixer chez lui. Il le fit nommer chapelain, puis aumônier de l'empereur. C'était une chose assez extraordinaire que de telles faveurs après l'indigne traitement infligé naguère à l'abbé Fournier. En 1806 Napoléon le nomma à l'évêché de Montpellier et eut avec lui une longue conférence; où il l'entreteint de plusieurs difficultés sur la religion et l'engagea à ménager les protestants de son diocèse. L'abbé Fournier fut sacré le 8 décembre 1806 et partit le mois suivant pour son diocèse. Généreux et zélé, il s'y fit aimer par ses libéralités. On lui dut plusieurs établissements utiles. Il ne manquait jamais de prêcher dans ses visites pastorales. Comme il resta aumônier étant évêque, son service l'appela de temps en temps à Paris (1); il logeait alors

(1) On nous permettra de raconter ici un trait singulier de l'abbé Fournier. A l'époque de son mariage avec l'archiduchesse, Repoin-
sant aux offices de la semaine-sainte. Il eut entre autres, avec toute sa cour, à l'église de
vendredi saint où, comme l'on sait, le prêtre

e cardinal Fesch. Il siégea au : de 1811 et en fut un des se- : es. En 1817 le roi le nomma : évêché de Narbonne qu'il était : m de rétablir. Le prélat vint : Paris et prêcha dans plusieurs : . Mais le concordat de 1817 : t point reçu d'exécution, il : na sans regret à Montpellier. : ppela encore en 1825 à Paris : membre d'une commission : nes et d'ecclésiastiques, créée : le rétablissement de la Sor- : . L'année suivante, il assista à : sion de prélats pour délibérer : écrits de l'abbé de La Men- : t fut un des signataires de la : tion du 3 avril 1826 contre : ximes répandues dans ces

Le projet de restauration : Sorbonne ne put avoir lieu : éque de Montpellier retourna : son diocèse, d'où il ne sortit : Il établit dans sa ville épisco- : es conférences qu'il faisait pour : mmes, et où il développait les : s preuves du christianisme. : urs de ces conférences ont été : nées sous la forme de mande- : , et ont paru fort supérieures : discours que l'orateur prêchait : ois à Paris, et où il ne s'astrei-

pa-sion prie pour le pape, l'évêque, : se régnant, etc. l'évêque de Montpel- : , par son service, debout derrière l'em- : . Au moment où l'officiant dit : *Oremus* : *perissimum papa nostro...*, l'annuaire se : à l'oreille de l'empereur et lui dit assés : *e n'est pas Dieu qu'il faudrait prier pour* : , *c'est vous* ! Pie VII était alors prison- : (Savone). Napoléon tourne la tête et : le prélat avec un air qui lui fait com- : sa témérité... Pour la réparer, quand : a peu après à la prière pour le prison- : *et pro christianissimo imperatore nostro...* : , se tourna du côté des courtisans qui : là en grand nombre et leur dit bien : *A genoux, on va prier pour l'empereur.* : monde tonha à genoux, à l'exemple : annuaire, qui pria sans doute un peu pour : eur, et un peu pour lui même, effrayé : ait de sa naïveté. Ceux qui ont connu : de Montpellier avouent qu' "anecdote : a-fait dans sonneté

guait pas à son cahier et s'abandon- : nait à l'improvisation. Il fonda à : Montpellier une maison pour les : filles repenties, et en fit seul les frais. : Il contribua, par des dons plus ou : moins considérables, à tous les autres : établissements religieux ou charita- : bles de cette ville. Sa générosité : s'étendit même hors de son diocèse, : et il voulut fonder une maison de la : Visitation à Gex, sa patrie. Sa san- : té s'altéra dans le courant de 1834 : et surtout vers la fin de cette année. : Le 28 déc. il se trouva mal ; le len- : demain il perdit subitement la parole, : et il expira. Sa mort causa de vifs re- : grets dans son diocèse. Bon, simple, : affectueux, il ne pouvait avoir d'en- : nemis. Sa conversation était enjouée, : son commerce sûr, sa candeur par- : faite. Ses obsèques furent célébrées : avec pompe, le 31 décembre, et son : corps fut déposé dans le caveau de : la cathédrale, destiné à la sépulture : des évêques. Par son testament, il : légua son patrimoine à une sœur et : donna sa maison de campagne du : Château-d'Eau au séminaire de Mont- : pellier, en laissant à ses successeurs : la jouissance de l'habitation. *L'Occi- : tanique*, journal de Montpellier, : publia une notice sur ce prélat, par : l'abbé Dupery, qui fut imprimée : séparément en 1835, et une orai- : son funèbre fut prononcée le 19 jan- : vier dans la cathédrale de Montpel- : lier, par l'abbé Genouilhac, profes- : seur au grand séminaire; elle a été : depuis imprimée in-8°. P—C—T.

FOURNIER de Pescay (FRAN- : çois), médecin, naquit le 7 sept. : 1771, à Bordeaux, d'une famille ori- : ginaire de Saint-Domingue, et dans : laquelle, comme on le voyait à sa : couleur, le sang africain s'était mêlé : à celui de la colonie. Après avoir : fait ses études médicales à Bor-

deux, il entra en 1792, comme adjoint, puis comme aide-chirurgien-major, dans un corps de l'armée. En 1794, il fut l'adjoint de Saucrotte, chirurgien-major de l'armée du Nord, et passa deux ans plus tard, en la même qualité, à l'armée de Sambre-et-Meuse. Son emploi ayant été supprimé, il s'établit à Bruxelles, où il fonda une école de médecine et devint professeur de pathologie. Il s'y fit aussi une clientèle et dirigea en même temps un *Nouvel esprit des journaux*, faisant suite à l'ancienne entreprise de ce nom. En 1806, il abandonna toutes ces entreprises pour être chirurgien-major des gendarmes d'ordonnance, et vint se fixer à Paris, d'où il ne tarda pas à être envoyé à Valençay, comme médecin de Ferdinand VII, qui plus tard lui fit une pension. En 1814, après le départ de ce prince, Fournier fut élu secrétaire du conseil de santé des armées, et dans le même temps il reçut de Louis XVIII la croix de la Légion-d'Honneur. En 1823, au moment où la France négociait avec les nègres de Saint-Domingue pour la cession définitive de cette colonie, le docteur Fournier s'y rendit avec l'unique projet, en apparence, de prendre la direction d'un lycée. Nous avons tout lieu de croire cependant que son voyage avait un but politique plus important; mais il y eut peu de succès, et revint à Paris en 1828, fort mécontent des nègres et du gouvernement. Sa santé s'était très-affaiblie par ces déplacements; il partit pour la rétablir dans les départements méridionaux, et mourut à Pau vers 1833. On a de lui: I. *Essai historique et pratique sur l'inoculation de la vaccine*, 1 vol. in-8°, Bruxelles,

1802, quatre éditions dont la quatrième est accompagnée de fig. II. *Du Tétanos traumatique*, Bruxelles, 1803, in-8°. Ce mémoire avait été couronné en 1802, par la société de médecine de Paris. III. *Propositions médicales sur les scrofules, suivies de quelques observations sur les bons effets du muriate de baryte dans les affections scrofuleuses*, Strasbourg, 1803, in-4°. IV. *Encore un mot sur Conaxa ou les Deux gendres*, ou *Lettre d'un habitant de Versailles*, Paris, 1811, in-8°. C'était une réfutation des critiques de la comédie des *Deux gendres*, par M. Etienne. V. *Le Vieux troubadour*, ou *les Amours*, poème en cinq chants de Hugues de Xentrès, traduit de la langue romane, Paris, 1812, in-12. VI. *Prophéties de Merlin l'enchanteur*, écrivain du V^e siècle, in-8° (sans date). VII. *Les Etrennes*, ou *Extractions des morts*, Paris, 1813, in-8°. VIII. *Nouveau projet de réorganisation de la médecine, de la chirurgie et de la pharmacie en France*, ibid., 1817, in-8°. IX. Traduction, avec M. Bégin, du *Traité des principales maladies des yeux*, de Scarpa, avec des notes et additions, Paris, 1821, 2 vol. in-8°. X. *Notice biographique sur François de Pusey, cultivateur à Saint-Domingue*, Paris, 1822, in-8°. Ce mémoire, et Fournier retraçait les travaux de son père, fut couronné en 1823 par la société royale d'agriculture. XI. *Recueil de mémoires de médecine, de chirurgie et de pharmacie militaires*, faisant suite au journal qui paraissait sous le même titre, rédigé sous la surveillance de conseil de santé, et | | ordre du minis-

la guerre, Paris, 1821, tome in-8°. Les tomes IX, X, ont dans la même année, et les XI et XII en 1822. XII. *adressée à S. E. le maréchal de Raguse*, 1821, in-8°. Il avait lu à l'Institut quelques dissertations sur le *grasseysur la musique*, etc., et il est de beaucoup d'articles dans *l'Annuaire des sciences médicales*, et dans notre *Biographie universelle*. — FOURNIER de Pesils du précédent, littérateur de coup d'espérance, mourut en à peine âgé de vingt ans. Il a publié un *Eloge de saint Jérôme*, Paris, 1817, in-12, et il a quelques articles à la *Biographie universelle*. M—D J.

FOUSSEDOIRE (ANDRÉ), révolutionnaire, était député suppléant du département de Loir-et-Cher, et da pas à remplacer Bernardin Saint-Pierre, député titulaire, sous sa démission. Dans le procès Louis XVI, Fousseidoire vota la mort en ces termes : « Tous-j'ai eu en horreur l'effusion sang; mais la raison et la justice doivent me guider. Louis est capable de haute trahison, je l'ai connu hier; aujourd'hui, pour conséquent, je dois prononcer la mort. » Il s'opposa ensuite au peuple, et vota contre Louis. Envoyé en mission à Strasbourg, après la chute de Robespierre, il s'y conduisit avec assez de modération, et fit mettre en libe beaucoup de victimes du régime de la terreur. Cependant il fut dans le *Messenger du soir*, nommé Noiset, comme partisan du régime et comme ayant favorisé l'effusion de sang à Strasbourg. Il justifia lui-même sur cette dé-

nonciation à la tribune de la Convention nationale, dans la séance du 10 pluviôse an III, et l'assemblée passa à l'ordre du jour, sur la proposition de Bentabolle, qui parla en sa faveur. Il est vrai de dire que Fousseidoire avait plutôt figuré dans le parti de la montagne comme *dirigé* que comme *dirigeant*; et ce n'est qu'en tremblant lui-même qu'il avait contribué à propager la terreur. Le 20 nivôse (9 janvier 1795), il appuya l'exception à la loi proposée par Laurenceot en faveur des émigrés alsaciens. « La Convention, dit-il, doit être sévère contre les véritables émigrés; mais elle ne doit pas souffrir qu'on immole une foule de gens que la terreur a forcés de fuir. J'ai acquis la preuve que, sur quarante mille individus des départements des Haut et Bas-Rhin, il y en a à peine dix que l'on peut regarder comme contre-révolutionnaires. Il faut que ceux-ci périssent sous le glaive de la loi; mais il faut aussi être justes envers les autres. » Le 9 mars, il proposa, comme moyen d'empêcher les abus introduits par la tyrannie de Robespierre, d'enjoindre à toutes les autorités de présenter au comité de sûreté générale, à la fin de chaque décade, un état nominatif de tous les détenus. Cette proposition fut adoptée. Le 15, il soutint la motion faite par Gaston de renvoyer de Paris les citoyens dangereux. Le 20, il fit décréter la restitution des sommes arrachées par les taxes révolutionnaires, et demanda que la mesure du désarmement des *terroristes* s'étendît aux royalistes et aux aristocrates. Le 1^{er} avril (12 germinal), époque de la conspiration jacobine qui éclata contre la Convention, Fousseidoire fut accusé par André Dumont d'avoir es-

cité les groupes à désarmer la garde nationale, et fut décrété d'arrestation avec Chasles et Choudieu. L'amnistie du 4 brumaire an IV (26 oct. 1795), lui rendit la liberté. Il vécut depuis dans l'obscurité, et, pour mieux effacer d'anciens souvenirs, il se fit appeler *M. de la Montinière*. Compris, en 1815, dans la loi contre les régicides, il quitta la France au mois de février 1816, et se réfugia à Genève, puis en Suisse, où il mourut vers 1825. M—D j.

FOY (MAXIMILIEN-SÉBASTIEN), naquit à Ham, en Picardie, le 3 février 1776. Dès l'âge de quinze ans, il entra comme aspirant, dans l'artillerie à l'école de la Fère (1). Au commencement des guerres de la révolution en 1792, il était lieutenant dans le troisième régiment d'artillerie à pied. Il fit en cette qualité la première campagne, et l'année suivante il fut nommé capitaine d'artillerie à cheval. Dès lors il commença à se faire remarquer de ses camarades et de ses chefs. En 1794, il se trouvait à Arras au moment où le représentant du peuple Joseph Lebon ordonnait toutes les horreurs qui ont rendu son nom fameux. Le capitaine Foy ne cacha point les impressions que lui faisaient éprouver ces sanglantes abominations. Il en parla même en face au proconsul conventionnel, qui l'envoya en prison et allait le faire traduire au tribunal révolutionnaire, quand le 9 thermidor vint mettre un terme au régime de terreur qui pesait sur la France. Le capitaine Foy retourna à ses drapeaux et fit dans l'armée du Rhin les campagnes de 1795, 1796, 1797; toujours plein d'ardeur, d'amour de la patrie

et de la gloire; souvent blessé, aimé et estimé de tous. En 1797, il fut fait chef d'escadron dans son arme. Après la paix de Campo-Formio, il vint à Paris, se rendant à l'armée d'Angleterre que devait commander le général Bonaparte. Le vainqueur de l'Italie eut occasion de rencontrer ce jeune officier d'artillerie : il sut avec combien d'éclat il avait servi, et jugea ce qu'il valait. Il le fit sonder pour savoir s'il lui conviendrait de devenir son aide-de-camp. Foy était alors dans toute cette ferveur de patriotisme dévoué, cette chevalerie de liberté, qui n'étaient pas rares à l'armée du Rhin et qui distinguaient les officiers de Moreau, de Saint-Cyr ou de Jourdan, de l'esprit tout militaire de l'armée d'Italie : les uns formés dans une guerre défensive, se proposant pour but de leurs efforts de préserver la patrie de l'invasion étrangère et du joug d'une restauration; les autres, soldats d'un conquérant, portant au loin notre gloire et nos armes sur un sol étranger. Ce ne fut pourtant pas sans quelque regret que Foy refusa de s'attacher à un chef déjà si glorieux, et qu'il vit partir cette expédition d'Égypte si bien assortie à sa vive et poétique imagination. Resté en France, il fut placé dans l'armée qui envahit la Suisse; en 1799, il servait sous les ordres du général Masséna, dans cette campagne, où la bataille de Zurich arrêta l'invasion des Russes, et, après de si grands revers, rendit courage à la France. En 1800, il passa d'Allemagne en Italie, dans la division du général Moncey, lorsqu'elle vint se joindre à l'armée victorieuse de Marengo. Après la rupture de l'armistice, il commanda, comme adjudant-général, une brigade d'avant-garde,

(1) Il avait fait ses premières études au collège des Oratoriens de Soissons. M—D j.

distingua pendant cette campagne, qui conduisit l'armée française aux Alpes tyroliennes, tandis que le général Moreau s'avancait vers le nord par la Bavière. Après la bataille fut nommé colonel d'artillerie. À la rupture avec l'Angleterre, fut destiné à un commandement de vaisseaux flottants. Vers cette époque le général Moreau, impliqué dans la conspiration de Georges et de Chegu, fut arrêté et mis en prison. Le colonel Foy, ainsi que la grande partie du public, se hâta de croire que son ancien général trahissait la France. L'ambition d'un général consul, qui à ce moment était empereur, avait excité le mécontentement d'une foule d'officiers ; il leur en coûtait de renoncer à la république pour laquelle ils avaient versé leur sang. Le colonel Foy fit noter pour l'imprudence de ses propos, et l'intérêt qu'il témoignait publiquement à la famille de Moreau. Il sut que le premier empereur songeait à prendre envers lui des mesures de rigueur, et partit pour le camp d'Utrecht, où il commandait le général Marmont, un jeune homme de jeunesse. L'empereur Napoléon le laissa dans cet état et il fut employé comme chef de bataillon de l'artillerie, dans ce corps de l'armée. Il y fit la campagne de 1805 ; puis il fut envoyé dans le nord et à Venise. Cependant il pesait sur lui la disgrâce de Moreau ; il lui semblait dur et il ne pouvait pas espérer que justice lui fût faite, de ne pas obtenir les récompenses de gloire et d'avancement auxquelles il se savait digne. Aussi recherchait-il les occasions de se faire remarquer, de manifester ce qu'il valait. En 1807, il demanda à aller en Turquie, où l'empereur avait

voulu envoyer un corps nombreux de canonniers. Le colonel Foy n'y fut pas rejoint par ceux qu'il devait commander. Sa mission eut pour son esprit observateur un fort grand intérêt, mais demeura sans importance (2). Vers la fin de cette année, il passa à l'armée du général Junot, qui, après avoir envahi le Portugal, fut contrainte de l'évacuer par la capitulation de Cintra. Le 3 nov. 1808, il fut nommé général de brigade et employé dans la guerre d'Espagne. En 1810, lorsque le maréchal Masséna fut chargé de conquérir la conquête du Portugal, où déjà deux fois l'armée française n'avait pu se maintenir, le général Foy servait sous ses ordres. Cette campagne ne fut pas heureuse. Le maréchal vint échouer devant les lignes de Terras-Vedras, défendues par le duc de Wellington, dont la renommée commençait à être grande. Masséna pensa que des reproches graves lui seraient adressés ; il craignait le blâme de l'empereur. Il jugea que nul ne pourrait mieux lui servir de défenseur que le général Foy, déjà si connu dans l'armée par sa bravoure, sa capacité, et cette conversation spirituelle, brillante, persuasive, qui préludait aux gloires de l'orateur. Foy ne réussit pas à justifier Masséna ; mais enfin il parut à l'empereur tel qu'il avait ardeur de se montrer, et il lui donna l'idée que peu de ses généraux étaient appelés à une plus haute destinée. De son côté, Napoléon exerçait sur le général Foy cette merveilleuse séduction d'esprit et de conversation qui ajoutait tant au prestige de la

(2) Le sultan Sélim fut tellement satisfait des services que lui rendit alors le colonel Foy, qu'il lui donna la décoration de l'Ordre du Croissant, enrichie de diamants. M—j.

grandeur et de la gloire (3). Il fut nommé général de division, et retourna en Espagne. Son rôle militaire s'était agrandi; souvent il commanda des corps détachés. A la bataille de Salamanque, où le maréchal Marmont fut blessé, le général Foy, à la tête de l'arrière-garde, couvrit la retraite de l'armée tandis qu'elle se repliait sur le Douro. Pendant ces deux années 1812 et 1813, lorsque l'empereur attirait l'attention du monde sur les scènes gigantesques de l'invasion de la Russie et de la défense de l'Allemagne, les généraux français des armées d'Espagne luttaient avec une constance et une habileté admirables contre l'armée anglaise et la population soulevée. Rien ne les encourageait; la renommée ne les récompensait pas; leurs victoires ou leurs revers passaient comme inaperçus, parmi tant de grands événements. Ce n'était pas pour leur envoyer des renforts que la France pressurée s'épuisait d'hommes et d'argent; on leur retirait même les soldats qu'ils avaient formés et étaguerris; il leur fallait trouver leurs ressources en eux-mêmes; il leur fallait se décider à eux seuls sans attendre les volontés d'un maître exigeant, devant qui la responsabilité était presque certaine de ne pas trouver justice. C'est à cette dure école que se mûrit le caractère du général Foy; beaucoup de beaux faits d'armes, de valeureuses journées grandirent son nom, pendant ces campagnes, qui vinrent finir devant Toulouse, au moment où succombait la fortune de Napoléon, sous les efforts de l'Europe entière. Le général Foy fut atteint, à

(3) On doit cependant remarquer que Foy ne fut jamais bien complètement l'admirateur de Napoléon, et qu'il l'a traité avec beaucoup de sévérité dans plusieurs endroits de son ouvrage sur la guerre d'Espagne. M—oj.

cette bataille, d'une blessure qu'on crut mortelle et dont il s'est ressenti toute sa vie. Le gouvernement de la restauration se montra bienveillant envers lui; il fut fait grand-officier de la Légion d'Honneur, et employé comme inspecteur (4). Ces faveurs, distribuées sans discernement et sans affection, ne pouvaient exciter une grande reconnaissance. Ancien soldat de l'armée de Rhin, long-temps tenu dans la disgrâce, n'ayant presque jamais combattu sous les yeux de l'empereur, le général Foy n'avait pour le gouvernement impérial ni fanatisme ni servilité; il aimait la liberté et avait bien que la méfiance réciproque de la nation et de la dynastie restaurée était une chance favorable au développement des institutions: il voyait d'avance ce que la France pouvait gagner à cette étude laborieuse d'un régime constitutionnel. Comme tant d'autres, il trouvait dans la restauration une sorte de confirmation, calme et solide, du rang, du titre, de la position sociale que lui avaient conquis son courage et son mérite: il ne dédaignait pas l'espèce de lustre aristocratique donné aux honneurs qu'il avait mérités; et cependant il s'étonnait de se sentir si loin de toute sympathie pour le gouvernement des Bourbons; ses souvenirs patriotiques, son enthousiasme militaire étaient péniblement froissés. Il avait la conviction intime de ne jamais avoir rien de commun avec les princes revenus de l'émigration, de ne pouvoir vivre sur le même terrain; il lui semblait qu'ils avaient pour jamais rompu avec la patrie: « On répète « beaucoup, disait-il, qu'ils ont du

(4) Le général Foy fut aussi fait, sous la restauration, chevalier de Saint-Louis et comte. M—oj.

« moins l'avantage d'être légitimes ;
 « c'est bien plutôt leur défaut et leur
 « malheur. Ils croient que nous leur
 « appartenons de droit. S'ils sont
 « légitimes, nous ne le sommes pas,
 « nous, enfants de la révolution. »
 Telles étaient ses dispositions, lorsqu'il arriva à Nantes, où il était en inspection, la nouvelle du débarquement de Napoléon au golfe Juan. Le général Foy ne douta pas un instant du plein succès de cette merveilleuse tentative, il jugea de l'armée et du peuple par ses propres impressions; il n'en demeura pas moins fidèle à son devoir, tant que l'événement n'eût pas prononcé. Il n'avait aucun commandement à Nantes; ses fonctions d'inspecteur ne lui attribuaient aucune autorité; mais dans de pareilles circonstances le plus capable se trouve ordinairement le premier; tout ce qui était militaire prenait sa direction d'après le général Foy; il exhorta les régiments à rester fidèles; il écrivit au duc de Bourbon, que le gouvernement royal avait, en toute inutilité, envoyé dans les départements de l'ouest, pour l'assurer qu'il ferait son devoir; c'était avec une entière sincérité que le général Foy reconnaissait les obligations que lui imposait une cause qu'il n'aimait pas: « J'y ai peu de mérite, disait-il, et cela ne me coûtera pas cher; ils ont tant de méfiance, tant d'irrésolution, et tout va aller si vite qu'ils n'auront pas même le temps d'accepter mon dévouement. » Quand on sut à Nantes que Louis XVIII avait quitté Paris, le général Foy n'hésita point. Il se faisait peu d'illusions sur cette restauration impériale; encore que Napoléon n'eût peut-être rien fait de plus admirable, il avait peu de chances pour se maintenir. La France et l'Europe n'étaient

plus telles qu'il le fallait pour porter le joug brisé de son despotisme; mais sa cause était celle de l'armée; elle était conforme à des préventions populaires aveugles, peut-être, mais passionnées. Ce qui décida surtout le général Foy, car il savait toujours consulter à la fois sa raison, sa conscience et son instinct, ce fut la conviction que le premier devoir pour lui était de défendre le sol français contre les étrangers; et c'était évidemment la prochaine conséquence du 20 mars. Il reprit ce drapeau tricolore, si cher à tous ses souvenirs, et le rendit à la garnison de Nantes. Dès le jour même, une sorte d'émeute, excitée parmi les classes inférieures, menaça de violence et de réactions le repos de la ville. Le général Foy accourut et reprima facilement le désordre. « Il ne faut pas laisser les révolutions s'encanailler, » disait-il. Il revint bientôt à Paris, et fut chargé de commander une division dans le corps d'armée du maréchal Ney. Il était avec lui à Waterloo, et il y fut blessé, comme il l'était presque toujours. Pendant qu'il se guérissait de sa blessure, Napoléon succomba une seconde fois; les armées étrangères repareurent à Paris, et Louis XVIII fut ramené sur son trône. Le ministère que forma M. de Talleyrand, à l'époque de cette seconde restauration, voulait être modéré, constitutionnel, national. Il cherchait à arrêter la fougue des opinions que l'intervention étrangère rendait triomphantes. Le général Foy fut nommé président du collège électoral de Péronne; mais, malgré l'appui donné à sa candidature par l'administration, la réaction était si vive, le parti libéral si abattu, que le général Foy ne fut pas élu (5). Repoussé de la tribune

(5) Peu de temps après, le général Foy fut

nationale, à laquelle il se sentait appelé, enveloppé dans la défaite et l'humiliation des opinions patriotiques et des souvenirs militaires, il fallait une occupation à l'activité de son esprit. Ce fut alors qu'il entreprit l'histoire de la guerre d'Espagne, ouvrage qu'il n'a point achevé : il s'y livra avec son ardeur accoutumée ; il compulsa les archives du ministère de la guerre ; il alla en Angleterre faire un travail du même genre ; il s'entoura de documents de toute sorte. Plus il se sentait de penchant naturel à un langage animé et plein de chaleur, plus il s'imposait la tâche de faire un livre solide, exact, sérieux, impartial. Avec une modestie toute sincère, il craignait de tomber dans un style déclamatoire, et s'attachait à être simple dans les récits, calme dans les jugements ; les portions de cet ouvrage qui ont été publiées donneraient à elles seules une haute idée du général Foy. Son élection de 1819 vint l'enlever aux travaux historiques ; il entra enfin dans cette chambre où sa renommée devait tellement s'agrandir. Il ne tarda guère à y prendre place au premier rang des orateurs. Mais l'importance de son rôle ne tenait pas seulement à son talent. Sa vie passée, son caractère, ses opinions, lui donnaient une position politique qui ne ressemblait à celle de nul autre. Il était le représentant des souvenirs militaires et de la gloire française. C'était pour lui une sorte de religion qu'il professait avec un enthousiasme sincère et désintéressé ; en lui elle se confondait avec l'amour

de la liberté, avec la défense du territoire, avec le sentiment profond de l'indépendance nationale. Dans sa bouche, un tel langage n'avait rien de rhéteur ni de déclamatoire ; il ne blessait personne en exprimant avec chaleur ce qu'il sentait avec vérité. D'ailleurs il avait quelque chose de franc, d'ouvert, de généreux, qui n'excitait pas les haines politiques, et calmait les irritations passagères de la discussion. Il était doué du don de plaire, si heureux dans une assemblée, et qui trouve des sympathies même parmi les adversaires, par la popularité qui s'attacha bientôt à son nom, popularité qu'il aimait et qu'il recherchait, sans toutefois lui sacrifier jamais la considération ; par la plupart de ses relations et de ses souvenirs, surtout par sa séparation complète du gouvernement de la restauration, il appartenait à la portion la plus libérale de la chambre. Mais son goût pour le bon ordre, sa droite raison, son esprit pratique, son exactitude minutieuse à toujours savoir le réel et le positif, le distinguaient des petitesesses, des violences et des illusions de l'esprit de parti. Il savait n'en point porter le joug ; il fallait bon gré mal gré que les révolutionnaires de nature ou d'opinion pardonnassent à lui et à son ami Casimir Périer, d'être des hommes politiques, et de pouvoir devenir ministres. Tout irritable qu'il était par les prétentions aristocratiques et contre-révolutionnaires, il était loin aussi de se laisser compter parmi les fanatiques vulgaires de l'égalité. Personne plus que lui ne voulait l'égalité qui permet à tous de s'élever ; personne n'avait plus de dégoût pour l'égalité qui avilie et abaisse les supériorités. Pour lui, il les admettait et les aimait toutes. Il se sentait dans sa région

nommé par le maréchal Gouvion Saint-Cyr, ministre de la guerre, inspecteur-général d'infanterie dans les douzième et seizième divisions militaires ; et, quand il eut rempli cette mission, il entra dans le cadre des généraux en disponibilité. M—n J.

l'aristocratie réelle, au milieu de ce qui distinguait le mérite, le savoir ou l'esprit, qu'il ne se souciait pas des noms historiques, que l'élégance des mœurs ou les bonnes manières. Une sorte de franchise expansive faisait le charme de ses opinions comme de ses relations avec les hommes. Il aimait à comprendre que critiquer, et non à blâmer, mais à raisonner. Jamais homme, avec un sentiment assez élevé de lui-même pour ne pas se laisser dédaigner par qu'il n'est personne dont on ne puisse apprendre quelque chose, et qui n'a profité à chercher ce que les autres, non ce qui leur a fait tort. (6). En 1824, après la succession de la guerre d'Espagne, la chambre fut dissoute : le découragement d'une opinion vaincue, plus encore que les fraudes et les influences de l'administration, amena l'exclusion de la majorité totale des députés de la gauche. Le général Foy fut élu dans un des arrondissements de la Seine, et revint à la chambre avec plus de constance et de fermeté que la première fois. Il y eut une lutte où le sentiment prévalut, et non pas l'espoir du succès. Il soutenait ainsi que ses amis, et opposait maintes fois le courage

du pays, l'empêcha de courber la tête devant la contre-révolution triomphante, lui enseigna à ne point désespérer de l'avenir, à respecter la légalité, à ne pas chercher son recours dans la révolte et les complots. Cette période fut pour la France une véritable éducation politique et morale; elle est un grand titre d'honneur pour cette minorité où le général Foy tenait une si belle place. La discussion sur l'indemnité des émigrés, en 1825, fut le dernier combat que rendit le général Foy, et dans aucun peut-être il n'avait montré tant de talent (7). Cependant la tribune, les émotions de cette vie

(7) Nous devons encore réparer ici quelques omissions importantes que l'auteur de cet article a faites dans la carrière parlementaire du général Foy. Tout le monde se rappelle l'enthousiasme avec lequel il accueillit, dans une séance du mois de mai 1821, la nouvelle de la révolution qui venait de s'opérer à Turin contre le pouvoir royal: « Nous fondions de joie », s'écria-t-il, en voyant partout la civilisation « et la liberté s'élever contre les institutions barbares.... » Le lendemain, un député ayant annoncé que les Autrichiens marchaient contre les révolutionnaires de Naples, et qu'ils étaient entrés dans les Abruzzes: *Tant pis pour eux, s'écria le général, ils n'en sortiront pas.* Ce mot, qui fut loin d'être prophétique, est devenu célèbre, et il ne doit pas être oublié dans l'histoire. Les raisonnements par lesquels le même orateur voulut s'opposer à la guerre contre les révolutionnaires d'Espagne, ne furent pas davantage justifiés par l'événement. « Si vous arrivez à Madrid, dit-il, laissez-vous vos troupes dans cette capitale, ou bien les répandez-vous dans le pays? Vingt places de guerre, restées en arrière, vous empêcheront de jamais asseoir une base d'opérations. Votre front et vos flancs seront continuellement harcelés, vos communications interceptées. Vous essaieriez de traiter avec l'ennemi, et l'ennemi ne trahirait pas avec vous. Votre état militaire n'aura pas de quoi réparer les brèches qu'éprouvera l'armée d'Espagne; et bientôt le moment arrivera où, après des pertes douloureuses, une retraite nécessaire couronnera dignement une folle et coupable entreprise.... » Ou a dit souvent que le général Foy n'avait jamais pris aucune part aux intrigues et aux complots qui furent dirigés dans ce temps-là contre le gouvernement royal. Cependant son nom fut prononcé plusieurs fois à la cour des pairs, dans le procès de la conspiration militaire du mois d'août 1830, et quelques témoignages le signalèrent comme n'y étant pas étranger. M—j.

histoire parlementaire du général Foy, premières années, serait incomplète si on ne faisait mention du récit de son altercation avec Corday, son collègue. Dans la séance du 13 mai 1821, il s'exprimait avec beaucoup d'aigreur contre les émigrés, ces hommes, disait-il, que nous ne devons pas laisser dans la poussière.... lorsque M. de Corday interrompit en s'écriant: *Pour des hommes!* Cette apostrophe fut, dès le lendemain, le sujet d'un échange de paroles qui dut avoir lieu au bois de St. Germain, où se rendirent les deux députés. Sur le terrain, le général Foy déclara qu'il ne prétendait pas insulter ni M. de Corday, ni les émigrés, et cette explication mit fin à l'incident. Le même jour, il fit de très-bonne heure, à la tribune, une rétractation solennelle de ses expressions de la veille contre les émigrés, et y ajouta un éloge très-positif du caractère de M. de Corday. M—j.

agitée, les études assidues auxquelles il se livrait, afin de ne jamais parler qu'avec connaissance, exactitude et utilité, sa complaisance pour tous ceux qui avaient besoin de lui, ses journées passées à la chambre et ses nuits au travail, dévoraient rapidement les restes d'une santé qu'avaient détruite les blessures et les fatigues de la guerre. Vainement les médecins le pressaient de ménager ses forces : le calme et le repos n'étaient pas compatibles avec cette âme ardente; elle se maintenait infatigable quand le corps était déjà épuisé. Le général Foy mourut le 28 novembre 1825. L'effet de cette mort sur la France ne sera jamais oublié; cent mille citoyens suivirent son convoi. Ce n'était point l'empressement d'un vain esprit de parti, recrutant la foule par les passions. Les sages amis du pays, les hommes graves, les partisans les plus modérés de la liberté marchaient, dans ce deuil, avec une émotion aussi religieuse que la jeunesse enthousiaste ou l'opposition la plus exaltée. Une souscription fut ouverte pour doter ses enfants, qu'il laissait sans fortune; elle s'éleva à près d'un million (8). Dans les provinces les plus reculées, on s'empressait de souscrire à cet acte de reconnaissance nationale. Ce fut une manifestation immense et soudaine de l'opinion et de la force de la France. Le gouvernement de la restauration, à l'apogée de sa puissance, regardait, interdit et troublé, ce signe redoutable de l'opinion publique. Pour tout esprit observateur, il fut évident, ce jour-là, que le pays ne se laisserait pas dompter, et qu'il fallait ou s'accommoder avec lui ou succomber.

(8) La liste des souscripteurs fut imprimée in-4° avec une notice historique et le portrait du général.

De ce moment la contre-révolution fut vaincue, et cette victoire consacra les funérailles de son plus noble adversaire. Les discours du général Foy furent réunis dans un recueil et imprimés à un très-grand nombre d'exemplaires (Paris, 1826, 2 vol. in-8°). Partout on voyait son buste et son portrait. Un monument lui fut élevé. Sa veuve, objet de sa vive et constante affection, digne de lui par son caractère et son esprit, ses enfants, qu'il aimait en bon et tendre père de famille, furent environnés d'hommages. Ce fut comme une véritable adoption. Ce culte rendu à sa mémoire, cette proclamation de sa gloire, ne trouvaient ni contradicteurs ni envieux. Jamais sentiment public ne fut plus unanime. Quelques années après sa mort, les premiers livres de son *Histoire de la guerre d'Espagne* ont été publiés (Paris, 1827, 4 vol. in-8°; trad. en espagnol, ibid., 1827, 8 vol. in-18). On y a trouvé tout le caractère de son talent et de ses opinions. Il est regrettable que ce livre n'ait pas été terminé. Tel qu'il est, il a obtenu et mérité beaucoup de succès. Le général Foy a en outre laissé une grande quantité de manuscrits. Son activité d'esprit était telle, son ardeur à s'instruire si infatigable, que, pendant presque toute sa vie, il ne s'est jamais endormi sans avoir écrit son journal. Lh trouvaient place le résumé de ses lectures, des conversations qui lui avaient paru instructives ou spirituelles, les informations qu'il avait pu recueillir, ses observations, des documents statistiques, militaires, etc. Peut-être en ferait-on des extraits curieux (9). A.

(9) On a publié en 1824 : *Œuvres historiques et politiques sur M. le général comte Foy, recueillies, par le chevalier E. d'Albi, son ancien secrétaire, dédiées aux électeurs de 1824.* M—ap.

LACCHI (AMBROSE NOVILLI), en latin FRACCUS, poète quel on n'a pu recueillir que des fragments incomplets, naquit la fin du quinzième siècle, à Lino, ville épiscopale de l'état iastique. Il vint jeune à Rome, d'abord peu favorisé de la fortune, se consacra tout entier à la culture des lettres. A l'exemple d'Ovide, il entreprit de décrire dans un poème les mœurs et les usages civils ou religieux de son temps et de son lieu. Il parcourut même le cercle de l'année. Il apprit lui-même qu'il composait cet ouvrage sous le pontificat de Sixte V, c'est-à-dire au plus vers 1585, et qu'il le continua sous d'Adrien VI et de Clément VII. Mais le malheur des temps et de sa vie dont il était accablé (2) ne lui permirent pas toujours l'esprit libre pour écouter les inspirations de sa muse. Les bienfaits de son prince relevèrent enfin son courage, et il put mettre la dernière main à son œuvre qui l'avait occupé plus de vingt ans. Il parut sous ce titre : *De moribus et consuetudinibus per totam annuam*, etc., Rome, 1587. Cette édition, bien exécutée, est très-rare. Fracchi l'a dédiée au pape Paul III, son bien-aimé. A la tête du poème est un cartouche qu'on peut en regarder comme une analyse, puisque l'auteur y donne une description des fêtes célébrées de son temps à Rome, et les divertissements auxquels le peuple s'y livrait à ces époques. Le feuillet suivant contient deux pièces de vers contre les vices ; puis vient le portrait de Fracchi, médaillon gravé sur

vidius contraction de *novus Ovidius*, l'écrit. On voit que Fracchi n'était pas

isariarum oneribus premebar, dit-il dans une de ses poésies à Paul III.

bois, au trait, assez grossièrement. Au revers est une vignette représentant le pape assis sur son trône pontifical, ayant à sa droite l'empereur d'Allemagne, et à sa gauche le roi de France, que l'on reconnaît à son sceptre surmonté de la fleur de lis. L'auteur, à genoux, leur offre son poème ; mais il ne leur laisse pas ignorer que cet hommage n'est rien moins que désintéressé. Car la pièce de vers inscrite au bas de la vignette se termine par ce pentamètre.

Hos ego do vobis, vos mihi quid dabitur ?

Comme celui d'Ovide, ce poème est écrit en vers hexamètres et pentamètres. Chaque livre est décoré d'une vignette représentant un des douze apôtres. Il y a de la facilité dans la versification, et l'on y peut même remarquer quelques épisodes agréables ; mais, comme on le devine bien, la distance qui sépare l'auteur moderne de son modèle est immense. Cependant Fracchi n'a pas le moindre doute que son poème ne doive lui donner l'immortalité. Quelques catalogues en citent une édition de Milan, 1554, in-4°, qui ne diffère probablement de celle de Rome que par le frontispice. Mais il a été réimprimé à Anvers, 1559, 1 vol. in-12. W—s.

FRAISNE (PIERRE DE), né à Liège, en 1612, porta l'orfèvrerie et la ciselure à la plus grande perfection, dans une ville qui, depuis long-temps, comptait des artistes distingués en ce genre, tels que Gérard de Felem, en 1427, Jean Godèle, Henri Zutman, Hermann Horne, Erasme Delle Pierre, vers le milieu du quinzième siècle, et au seizième, Jean Marchon, Martin de Vivier, Jean Houbar, enfin Thierry de Bry, père du célèbre graveur

Théodore de Bry, connu de toute l'Europe savante par sa collection des grands et petits voyages. De Fraigne avait pour père un orfèvre dont on vantait le talent et le goût ; sa mère, fille de Pierre Zutman, descendait d'un des artistes que l'on vient de nommer. Se sentant des dispositions pour la ciselure, commençant même à y réussir, il voulut quitter la route battue et agrandir le cercle de ses travaux et de ses idées. Différents voyages dans des villes riches et opulentes, un séjour à Rome et l'amitié du fameux sculpteur François Duquesnoy, lui en fournirent les moyens. Il excellait surtout à représenter des enfants, des tritons, des satyres, dont il ornait les beaux vases qui sortaient de ses mains. On en cite un dont l'anse offrait la figure d'un homme qui semblait en dévorer le contenu des yeux et vouloir n'y plonger tout entier. On voit encore aujourd'hui, dans la cathédrale de Liège, une nef de cuivre doré, présentée en 1633, par Jean Tabollet, à l'église de Saint-Lambert, dont il était chanoine. Revenu dans sa patrie, de Fraigne perdit, après quelques années de mariage, une femme qu'il aimait beaucoup. Il se remaria alors avec la fille de Renier Houbar, autrement Huhart (dont un descendant est actuellement directeur de la poste), et partit avec elle pour la Suède, où la reine Christine l'avait appelé. Pendant son séjour dans ce royaume, il fit quantité de portraits en médaillon, qui ont été modelés et jetés en plâtre : les amateurs en conservaient à Liège au commencement du dix-huitième siècle. L'abdication de Christine fit rentrer de Fraigne dans son pays. Mais cette princesse, traversant les Pays-Bas pour aller à

Rome, exigea qu'il parût en sence, lui montra une cassette plie de diamants et lui ordonna de choisir dix-huit dont elle lui sent. Le gobelet d'argent servait Christine était l'ouvrier ciseleur liégeois, et passait pour chef-d'œuvre. Il mourut dans sa natale en 1660. Voy. Ville Mélanges, 1788, 125-26, cherchez sur l'histoire de la cipaute de Liège, t. 324.

R—r—

FRANÇAIS de Nantes (roix), né le 17 janvier 1751 en Dauphiné, entra dans l'administration des douanes en 1780, à Nantes, bel emploi dont il ne dut pas peine la suppression en 17 pendant il se montra l'un des chauds partisans de la révolution. Elevé dans l'admiration des rois de Rome et de la Grèce de la lecture de ces philosophes du XVIII^e siècle, qui ne voyaient beau que ce qui n'était pas, il trouva tout admirable dans la révolution qui ne laissait rien de venu l'un des chefs du premier qui s'établit à Nantes, il se rendit en Angleterre avec une mission officielle, pour y visiter les modèles de la Grande-Bretagne fut dans cette mission qu'il avec Priestley, chef des radicaux en Angleterre. Revenu à Nantes, il rendit compte, avec beaucoup de détails de son voyage. Cette mission ajouta singulièrement à sa popularité ; et le département de la Loire-Inférieure le nomma son député à l'assemblée nationale. Donné de cette loquacité, abondance d'expressions qu'il passait pour de la véritable comédie, Français obtint, dès

ment, dans cette assemblée, des assez remarquables, surtout la séance du 26 avril 1792, au nom de la commission des un long rapport sur les d'extirper les troubles, par le fanatisme, le brigage, etc., et où, le premier, posa de déporter les prêtres emmentés. Huit jours après, à d'une déclamation encore violente, il présenta des mesun moins acerbes contre ces prêtres, et fut applaudi à ce, lorsqu'il prononça cette phrase contre le pape : prince *burlesquement* menaçant, cherche à prendre l'attitude *Jupiter-Tonnant*. Mais ses impuissances viennent s'élever contre ce bouclier de la été placé sur le sommet des es. » Il accusa encore, dans rases non moins burlesques, istres de la religion, de tous ix qui affligeaient la France, du discrédit des assignats, et coup d'autres choses encore... uis que le fanatisme a étendu les campagnes ses crêpes nglantés, dit-il du ton le pathétique, j'ai vu les morts sépulture.... J'ai vu les les plus sacrés rompus, les beaux d'hyménée ne jeter ne leur pâle et sombre... vu le squelette hideux de la stitution s'asseoir jusque dans ouche nuptiale, se placer e la nature et les époux, ar: le plus impérieux des pentes. » Et toute cette bouffissur couverte d'applaudissements. errompit l'orateur plus de fois, et l'admirable discours, éaux frais de l'état, fut partout u. Français montra cependant

plus de sens et de raison dans la séance du 10 mai suivant, lorsqu'il fut question des assassins d'Avignon. Après avoir comparé le fameux Jourdan *coupe-tête* à Néron, il parla avec assez de force et de vérité contre ces *brigands audacieux*, qui deux fois avaient forcé les portes des prisons, la première pour en sortir, la seconde pour y assassiner... Puis, revenant à son langage métaphorique, il caractérisa ces horribles massacres par une comparaison assez juste, et qui était digne d'une autre tribune : « Lorsque la nature afflige la terre, » dit-il, par des hivers longs et rigoureux, on voit les bêtes féroces « sortir de leurs cavernes pour errer jusqu'aux portes des villes, » pour y dévorer les hommes. Tel « est l'effet des grandes révolutions; » elles appellent sur la scène du « monde, des scélérats qui, sans elles, « seraient restés dans l'obscurité... » Des paroles si vraies ne furent pas, comme on le pense bien, autant applaudies que l'avaient été les déclamations contre les prêtres; et Français, homme d'esprit et de sens, se garda bien de revenir à de semblables moyens de succès. Dans la séance du 8 juin suivant, il prononça une longue apologie du docteur Priestley, qui venait de le charger de présenter son fils à l'assemblée nationale, afin d'obtenir pour lui le titre de citoyen français. La maison du savant anglais avait été pillée et dévastée par la populace de Birmingham. Français prétendit que cette émeute était l'ouvrage de Pitt et de Burke, qui avaient ainsi voulu punir Priestley de son admiration pour la révolution de France; et, selon l'usage, il termina par un trait assez vif contre les émigrés et les prêtres : « Puisse le peuple français, dit-il, prouver que si, d'une

« part, il est obligé de vomir hors
 « de son sein les fanatiques et les
 « traîtres, de l'autre, il ouvre les
 « bras à des hommes qui l'honorent,
 « et qu'ainsi la France s'enrichit
 « en remplaçant le vice par la
 « vertu... » Nommé président, Français de Nantes fit en cette qualité, dans la séance du 20 juin, une réponse digne et très-courageuse, nous devons le dire, à la populace des faubourgs, qui était venue présenter à la barre une pétition fort insolente, avant d'envahir le palais des Tuileries : « Nous mourrons, s'il le faut », dit le président à ce vil peuple, qui défilait en sa présence, et qui obstruait toutes les parties de la salle, « nous mourrons pour faire respecter les autorités et les lois que nous avons juré de défendre... » Je vous invite à les respecter... Ces belles paroles n'empêchèrent pas la populace d'envahir, aussitôt après, le palais de Louis XVI, et d'insulter, de menacer le malheureux prince, à quelques pas de l'assemblée, sans que son président, sans qu'un seul de ses membres s'exposât à mourir pour le défendre ; mais, au moins, est-il bien vrai que le président avait fait une partie de son devoir. On serait tenté de croire qu'il fut épouvanté du courage qu'il avait déployé dans cette circonstance ; car, dès ce moment, il ne prit plus la parole que sur des questions de peu d'importance, et il s'effaça complètement en présence des terribles événements du 10 août et des 2 et 3 septembre, qui suivirent de près. N'ayant pas été réélu député à la Convention nationale, il se retira dans son pays natal, où les opinions qu'il manifesta devinrent d'autant plus démocratiques, qu'il vit le parti de la démocratie et de la terreur

devenir plus puissant. Nommé l'un des administrateurs du département de l'Isère, il s'opposa de tout son pouvoir au soulèvement qu'on voulait exciter dans ces contrées contre la Convention nationale, après le 31 mai 1793. Sa conduite pendant le règne de la terreur fut la conséquence de cette première manifestation, et il en résulta qu'après la chute de Robespierre il fut poursuivi par les réacteurs. Ce n'est que lors du triomphe des terroristes au 13 vendémiaire (oct. 1795), qu'il put recouvrer ses fonctions d'administrateur du département de l'Isère. Il ne fut reporté à la représentation nationale qu'après le 18 fructidor an V (sept. 1797), qui fut encore une victoire du parti révolutionnaire. Français siégea alors au conseil des cinq-cents parmi les démagogues les plus exaltés, et son premier discours fut une diatribe contre les royalistes du Midi qui, de toutes parts, selon lui, égorgaient les patriotes. « De puis cinq ans, dit-il, une tombe immense est ouverte... Elle contient les ossements de plus de trente mille républicains assassinés... » La conclusion de l'orateur fut que la république devait adopter les veuves et les enfants des patriotes ainsi égorgés. Quelques jours plus tard, il présenta une adresse au peuple français sur les dangers de la république alors menacée par une redoutable coalition, et que les victoires de Suwarow et du prince Charles semblaient près d'anéantir. Il prononça encore de fort belles phrases sur la liberté de la presse, sur les services que l'imprimerie avait rendus à l'humanité, et il conclut par la proposition d'une loi de restriction et de censure... Après avoir pris une part active aux in-

s qui amenèrent la chute du Directoire, dans la journée du 30 prairial VII (1799), il fit adopter une loi de mise hors la loi contre quiconque attenterait à la sûreté et à l'indépendance de la représentation nationale, et fut chargé par une commission d'un rapport sur des mesures de salut public, c'est-à-dire sur les moyens que l'assemblée devait prendre, afin d'assurer les résultats de la révolution. Son discours fut tout empreint des couleurs de la victoire, et il ne manqua pas d'y joindre quelques traits contre les royaux et les prêtres. Cependant l'assemblée des Français, qu'il fit adopter le 1^{er} floréal an VII (juin 1799), était remarquable par quelques traits de modération assez rares dans un pareil gouvernement. Selon l'usage des partis victorieux, il n'y épargna ni les déceptions, ni les vaines promesses : « Plus de régime arbitraire, dit-il, plus de tyrannie... La liberté, la constitution, voilà notre devoir à nous... » Mais le gouvernement qui n'était de si belles choses ne dura pas de quatre mois ; et l'on ne vit que Français de Nantes, qui n'avaient fait pour le créer, qui n'avaient bien parlé en son nom, mais beaucoup pour le soutenir. Dès que ce gouvernement fut renversé par la révolution du 18 brumaire, on ne put accepter du vainqueur la présidence de la Charente, et, peu de temps après, le titre de conseiller général. Dès lors, aussi habile, aussi adroit, aussi courtisan qu'il avait été républicain fougueux, il obtint la direction générale des octrois ; puis, à la liquidation des droits-réunis, en 1800, la direction-générale de cette partie de l'administration, et enfin les fonctions de comte, de grand-officier de la Légion-d'Honneur, de comman-

dant de l'ordre de la Réunion, etc. Parfaitement réconcilié avec les nobles et les prêtres, il en plaça plusieurs dans ses bureaux, et même on le vit aller à la messe... Ménageant habilement son crédit, il jouit de la plus grande faveur pendant toute la durée du gouvernement impérial. Tout ce temps fut réellement pour lui et pour ceux qui l'entouraient, on doit en convenir, une ère de prospérité. Disposant d'un grand nombre d'emplois, il en donnait aux hommes de tous les rangs et de tous les partis. Il avait même créé des espèces de *sinécures* fort commodes pour les gens de lettres, qui ne manqueraient pas de le proclamer leur mécène. Et Bonaparte, qui n'était pas fâché qu'on le prit pour Auguste, trouvait tout cela fort bien. Français était d'ailleurs véritablement un bon administrateur ; il adoucissait souvent la rigueur de la fiscalité ; il se faisait aimer de tous ses employés, et l'on peut dire qu'il montra réellement alors des idées libérales dans la meilleure acception du mot. Mais la puissance impériale tomba en 1814, et le directeur-général perdit tout au même instant ; car le titre de conseiller-d'état, que lui laissa la restauration, ne pouvait le dédommager que bien faiblement, il faut le dire, de l'immense pouvoir qu'il avait perdu. Il rentra sans se plaindre dans l'obscurité, et ne reparut qu'un instant au mois de mars 1815, sous les auspices de Napoléon, qui ne lui rendit pas cependant son emploi de directeur-général. Rentré de nouveau dans la vie privée, après le second retour du roi, Français de Nantes n'en sortit qu'en 1819, par sa nomination à la chambre des députés, où il fut envoyé par le département de l'Isère, en même temps que le fameux Gré-

goire. (Voy. ce nom, au Suppl.) Toujours prudent, l'ancien directeur-général, ne sachant guère alors comment finirait la lutte dans laquelle il se voyait engagé, crut devoir, sous un prétexte de santé, s'abstenir de paraître à la séance où son collègue de députation devait être exclu comme républicain. Ses amis de ce temps-là, ou plutôt le parti de l'opposition qui l'avait fait élire, parut fort mécontent d'une telle faiblesse, et quelques journaux la lui reprochèrent amèrement. Du reste, il vota et siégea constamment avec ce parti de l'opposition qui l'avait nommé. N'ayant pas été réélu en 1822, il retourna dans la retraite, où il est mort en 1836. Français de Nantes a publié, sous des noms supposés, quelques écrits en prose et en vers, où l'on rencontre beaucoup de traits spirituels, mais dont la poésie et le style sont d'une médiocrité que n'aurait pu faire supporter, même au temps de sa faveur, toute la munificence du directeur-général : I. *Le manuscrit de feu M. Jérôme, contenant son œuvre inédite, une Notice biographique sur sa personne, et le portrait de cet illustre contemporain*, Paris, 1825, in-8°. II. *Recueil de fadaises, composé sur la montagne, à l'usage des habitants de la plaine, par M. Jérôme (en son vivant), littérateur distingué, et comomateur accrédité dans le faubourg Saint-Marceau*, Paris, 1826, 2 vol. in-8°. III. *Voyage dans la vallée des originaux*, ibid., 1828, 3 vol. in-12, publiés sous le pseudonyme de feu M. du Coudrier. IV. *Tableaux de la vie rurale, ou l'Agriculture enseignée d'une manière dramatique*, ibid., 1829, 3 vol. in-8°. V. *Plusieurs Mémoires, Rap-*

ports ou Discours prononcés à l'Assemblée législative, au conseil des cinq-cents et à la chambre des députés. M—oj.

FRANCESCHETTI (Don-mique-César), né en 1776, à Bastia, dans l'île de Corse, d'une famille alliée à celle de Paoli, fut dès le commencement de la révolution un des officiers de la garde nationale de cette ville, et devint en 1806 capitaine dans une troupe de Corse qui passa au service de Naples. Bientôt distingué par le roi Joachim Murat, il fut nommé capitaine d'une compagnie de ses gardes, et parvint à un tel degré de faveur qu'il devint général et que des missions très-importantes lui furent confiées. Après avoir suivi son maître dans son expédition d'Italie en 1814 et 1815, il fut chargé, au moment de la catastrophe qui renversa du trône, d'accompagner à Trieste, sur un vaisseau anglais, la reine, sœur de Napoléon. Il la conduisit ensuite à Toulon, où il l'abandonna pour retourner en Corse. Il vivait dans cette île au milieu de sa famille, lorsque Murat y débarqua quelques mois plus tard. Il lui donna un asile chez lui, et quand Joachim voulut aller de nouveau recueillir sa couronne, Franceschetti n'hésita pas à l'accompagner dans cette périlleuse entreprise. Étant descendu avec lui sur la côte napolitaine, il échappa par la fuite au sort de son ancien maître, et se réfugia dans les montagnes des Abruzzes, où il eut à souffrir longtemps de la faim et de la fatigue. Ne pouvant plus soutenir une aussi malheureuse existence, il prit le parti de se livrer lui-même aux autorités. Le roi Ferdinand IV le fit conduire sur la frontière de France, où il recouvra la liberté, et fut même

gré dans le grade de colonel. alors qu'ayant appris que M^{me} t venait d'acquérir une propriété ance, sous le nom de comtesse pano, il dirigea contre elle des nites judiciaires en paiement somme de 80,000 francs prétendait lui être due par le oachim Morat. La cause fut e aux tribunaux de Paris qui rent gain de cause à M^{me} Mu- défendue par l'avocat Barthe. nion publique se montra peu ble à l'ancien favori du roi de s, et l'on fut surtout indigné rendre attaquer devant la jus- s mœurs et le caractère d'une e dont il avait long-temps été s-humble serviteur. Frances- mourut en Corse en 1835. Il publié : *Mémoires sur les ements qui ont précédé la de Joachim I^{er}, roi des e-Sicules, suivis de la cor- ndance privée de ce général la reine, comtesse de Li-*, Paris, 1826, in-8°. M—D J. **FRANCIA** (FRANÇ.-MARIE), ur, né à Bologne en 1657, fut e de Franç. Curti, puis de Bar- ni Morelli, surnommé le Pia- , et se rendit en pen de temps droit à manier le burin. Em- par les jésuites à graver les ils des saints de leur ordre, ou jets pieux, d'après les grands s, il ne tarda pas à jouir d'une tion assez étendue. Il était si eux et travaillait si vite, que bre de ses estampes s'éleva à le quinze cents. Toutes ne as également estimées; mais il at pas une seule dans laquelle trouve, avec la correction du , une grande intelligence des s et des clairs. Il commençait irement ses planches à l'eau-

forte, et les terminait au burin. Il a gravé, dans le *Musée de Florence*, quatre portraits d'anciens peintres, et toutes les vignettes des *OEuvres* de saint Gaudence, dans la belle édi- tion de Brescia, 1732, donnée par le cardinal Quirini. Les auteurs des *No- tices sur les graveurs* indiquent, I, 261, les estampes de Francia qui sont le plus recherchées. Son chef-d'œuvre est la *Conception de la Vierge*, d'après Franceschini. Cet artiste mourut dans sa ville natale en 1735.—**FRANCIA** (*Dominique*), fils du précédent, né à Bologne, en 1702, montra, dès son enfance, une si forte inclination pour la pein- ture, que son père le plaça d'abord à l'école de Franceschini, pour ap- prendre à dessiner la figure, puis à celle de Bibbiena (*Voy. ce nom*, IV, 459), dont il devint l'élève le plus distingué. Il rejoignit, en 1723, à Vienne, un des fils de Bibbiena, Jo- seph, qui l'associa à ses travaux, et le conduisit à Prague pour qu'il l'ai- dât dans les préparatifs des fêtes du couronnement de Charles VI. De re- tour à Vienne, Francia fut chargé de différents ouvrages qui lui fournirent l'occasion de montrer son admirable talent pour la perspective. Nommé peintre du cabinet du roi de Suède, il alla, en 1736, à Stockholm, et il y passa huit ans occupé de déco- rer les maisons royales. S'étant marié, il se rendit avec sa femme à Lisbonne, ensuite à Livourne, puis à Rome, laissant partout des traces de son habileté. Il fit un second voyage à Vienne, pendant lequel il exécuta de nouveaux travaux, et revint, en 1756, dans sa patrie, avec une nombreuse famille. Chargé de peindre à fresque le mar intérieur du couvent de la Conception, il eut le malheur de tomber d'une échelle,

et mourut quelques jours après, au mois d'août 1758. W—s.

FRANCIS (PHILIPPE), orateur et homme d'état anglais, naquit le 22 oct. 1740, à Dublin, et non, comme on l'a dit, dans le comté de Surrey. Son père était un homme de lettres de haut mérite; témoin ses belles traductions de Démosthène et d'Horace (*Voy. FRANCIS*, XV, 435), et avait de fort belles connaissances parmi les membres de l'aristocratie anglaise. Le fils en profita. Ses premières études achevées au collège de Saint-Paul, il débuta, n'ayant encore que seize ans, dans les bureaux de la secrétairerie d'état, sous lord Holland; et, quand cet habile politique fit place au premier Pitt, il conserva sa position, grâce à la protection de Wood, secrétaire du nouveau ministre; fut même employé aux écritures du cabinet particulier de Pitt, et vit ainsi, dans un âge bien tendre encore, quelques-uns des rouages occultes de la machine gouvernementale. Il n'était pas de ceux qui ont des yeux pour ne rien distinguer. Pitt, qui savait démêler le talent, s'en aperçut vite et le donna, en 1758, comme secrétaire privé, au général Bligh, chargé de conduire une de ces expéditions imaginées pour fourvoyer l'attention de la France, et pour déterminer le cabinet de Versailles à faire la paix de lassitude. Le commodore, depuis amiral lord Howe, venait de faire une descente sur les côtes de la Normandie occidentale et de détruire les travaux commencés du port de Cherbourg. Le général Bligh voulut aller en faire autant en Bretagne, mais ses tentatives furent paralysées par le duc d'Aiguillon, qui gouvernait la province, et bientôt la flotte anglaise, attaquée à Saint-Cast, perdit son ar-

rière-garde. Francis, présent à toutes les opérations, en fit le rapport au ministre, qui n'admettait pas sans correctif et sans contrôle les bulletins officiels des intéressés. Peu de temps après (en 1760), Pitt le recommanda pour la place de secrétaire privé du comte de Kinnoul, ambassadeur extraordinaire à la cour de Portugal. On sait que c'est de ce temps que date la haute influence de la Grande-Bretagne sur la politique portugaise. Francis n'y nuisit point pour sa part. Au commencement de 1763, il était de retour à Londres; et cette fois, troquant la diplomatie pour la guerre, il s'implanta dans une des places les mieux rétribuées de ce dernier ministère, alors aux mains de Welbore Ellis, qui n'était pas encore lord Mendip. Cette situation le mettait à même de bien savoir beaucoup de choses importantes, et il ne faut pas s'étonner que lorsque les *Lettres de Junius* vinrent, par un double attrait, fixer l'attention publique et mettre en émoi la curiosité de John Bull en même temps que la bile des ministres, Francis ait été un de ceux auxquels l'opinion attribua le méfait. Ce dont on ne peut douter du moins, c'est que vers ce temps il insérait dans le *Public advertiser* des articles signés, tantôt *Vétéran*, tantôt *Marcus*, ou *Junius*, ou *Brutus*, et fort goûtés des lecteurs de gazettes; c'est qu'au ministère, où l'on s'occupait très-gravement de découvrir et de punir Junius, on conçut sur lui de forts soupçons, et que lord Barrington, alors chargé du portefeuille de la guerre, le destina; c'est enfin que le fonctionnaire, remercié, passa le printemps, l'été et l'automne de 1772, sur le continent, et que, pendant ce temps, l'âcre Junius le reposa les

Quoi que l'on en doive penser, l'ancien fit route par la Flandre, l'agne et le Tyrol, jusqu'en Italie, une pause à Rome, où il vit à Gandolfo le pape Ganganelli, et en Angleterre par la France. Il resta pas long-temps. Soit qu'on reconnût l'injustice comme son égard et qu'on voulût lui donner une compensation, soit qu'on n'eût ni l'un ni l'autre et qu'on voulût à tout prix le éloigner de la métropole, il fut élu membre du conseil de Benares le gouverneur-général déclina l'honneur avant de prendre des fonctions de quelque importance, et fut chargé de veiller à ce que les Indous n'eussent à se plaindre de l'abus. Deux autres membres, sir Clavering et le colonel Clive, avaient été nommés en même temps. C'étaient de belles plumes qui valaient à chacun de cinquante mille francs.

Mais leur rôle offrait bien des difficultés, et ils ne tardèrent pas à s'en apercevoir. En face d'eux, ils arrivèrent aux Indes, ils trouvèrent le gouverneur-général Hastings ambitieux, sans foi, sans loi, entouré de des hommes et des choses, et à son but en spirale, mais résistiblement que s'il eût pu braver la ligne droite, et souffrant d'un manque de contrôle qu'il ne pouvait comme injurieux, un système d'émancipation et de désintéressement était de duperie et d'impuissance. Il faut avouer que, pour qui ne voit que les résultats, Hastings raison : on ne fait pas des conquêtes avec du désintéressement ; la réussite de la compagnie des Indes était dépeint sous lui ; et qui ne voit que les Hindous, si jusqu'ici ils ne sont pas plus heureux d'obéir à un maître d'Albion que d'être

au grand-Mogol ou à leurs radjahs, ne sont pas plus près d'un temps de civilisation et de bonheur ? Mais telles n'étaient pas les opinions des trois nouveaux membres du conseil. Parfaitement d'accord entre eux et ne formant en quelque sorte qu'un homme en trois personnes, ils votèrent constamment dans le conseil contre les abus de pouvoir et l'ambition effrénée du gouverneur ; et comme cinq membres seulement formaient le conseil, les trois nouveaux venus avaient la majorité. C'est ainsi que l'alliance avec l'infâme Ragobah dut être mise au néant, et que la guerre qu'on préparait contre les Mahrattes fut indéfiniment ajournée. C'est ainsi que les indigènes opprimés et spoliés reçurent l'invitation de faire connaître les injustices dont ils auraient été victimes, avec promesse d'obtenir bonne et prompt justice. Alarmé de l'audace et de l'activité du triumvirat, Hastings sentit qu'il fallait frapper un grand coup. Un grand de l'Inde, Nandcomar, et son fils le radjah Goudrass, venaient de l'accuser formellement de concussion ; ils produisaient à l'appui de leurs charges une lettre de Munny Begum, qui avait porté les sommes au gouverneur, et ils invoquaient le témoignage de Cantou Bébon, le caissier et l'homme d'affaires. Tout-à-coup, par l'ordre du gouverneur, Nandcomar est arrêté sous la prévention de faux, jeté dans un cachot, jugé, condamné, exécuté, comme si jamais la loi d'Écosse contre les faussaires eût été faite pour l'Asie. Personne, après cela, ne hasarda de plaintes contre le gouverneur, et il se fit silence en sa présence. Ce n'est pas tout : Clavering, Manson, moururent presque sur coup ; le triumvirat fut désorganisé, et la majorité passa aux deux membres hastingiens, Hastings lui-

inême et son ami et féal Barwell. Paralysé par ce revirement inattendu, et incapable de s'opposer au triomphe du gouverneur, Francis ne tarda pas à se décider au retour en Angleterre. Ce n'était point là le compte d'Hastings : s'être débarrassé des Manson, des Clavering, n'était rien si leur ami allait répandre ses doléances en Europe : il y avait trop d'indiscrètes et trop d'échos en Angleterre, et son expéditive manière de se laver d'imputations blessantes n'avait point cours à Londres. Il écrivit donc à son adversaire une lettre où il l'accusait en termes formels de manquer de foi et d'honneur. Francis répondit par un cartel, et un duel eut lieu. Hastings n'eut point ici son bonheur ordinaire. Sa halle ne fit que blesser celui qu'il eût voulu en terre. Après avoir mis quatre mois à se guérir, Francis partit pour l'Europe, en déc. 1780. Cinq mois de séjour à Sainte-Hélène retardèrent son arrivée en Angleterre jusqu'au mois d'octobre suivant. Les lettres d'Hastings l'avaient prévenu : en vain il voulut, dès son arrivée, frapper aux portes des ministères ; toutes étaient fermées, et les panégyristes du gouverneur de l'Inde portaient la tête haute. Il ne se découragea point, et par ses récits, plus ou moins fidèles, il atténua cet engouement et fit comprendre que tout n'était pas irréprochable dans le héros de la compagnie. Les malversations des chefs, la misère des populations, les noires intrigues avec les radjahs et les nababs, les dépenses sans cesse croissantes de la compagnie, l'énorme dette, étonnèrent et donnèrent à penser. Une opinion impartiale, de plus en plus puissante chaque jour, s'élevait contre les adulateurs intéressés du conquérant du Bengale. Francis était cité

comme l'homme d'Angleterre qui savait le mieux l'hindoustan. Cette persuasion lui valut, lors de la dissolution du parlement, en 1784, l'honneur de faire partie de la nouvelle chambre des communes, comme représentant du bourg d'Yarmouth dans l'île de Wight. Il prit une part active à plusieurs discussions, où l'on remarqua son talent, son indépendance et ses tendances libérales. Le bill de Pitt, pour exiger des Anglais venant de l'Inde un compte-rendu de leur fortune, trouva en lui un opposant. Sur ces entrefaites Hastings, alarmé peut-être à l'idée que le bill rejeté la première fois pourrait passer à la seconde, quitta le théâtre asiatique où il avait amassé tant de gloire, de haines et de rapines. Son arrivée en Angleterre donna le signal d'une lutte acharnée. Le 17 février 1786, Burke lut à la tribune des pièces accusatrices contre l'ex-gouverneur du Bengale, puis, le 4 avril, formula une accusation solennelle. Il est hors de doute que c'est Francis qui s'exprimait alors par sa bouche, et qui lui fournissait les matériaux. Telle était la force des charges et des faits, que la nécessité de l'enquête fut admise, en 1787, à la majorité de soixante-onze voix contre cinquante-cinq, en dépit de tous les efforts du ministère et des amis de Hastings. Battus sur ce point, ils mirent tout en jeu pour que Francis ne fût point de la commission qui dresserait l'acte d'accusation, et ils réussirent. Toutefois la commission, présidée par Burke, requit officieusement les bons conseils et la présence de Francis. Il ne se refusa point à l'invitation, et les éclaircissements, les preuves de toute nature abondèrent. Hastings pourtant échappa, on le sait ; et pour qui comprend les

et les ressorts d'un gouvernement, la chose est simple. Au c'est surtout aux mesures directes, aux faux-fuyants légaux fut ce résultat. *L'empêchement* dura sept ans. La curiosité pu se blaser, la haine s'émoussa à ce temps; le crime même de tant d'années semble la d'une persécution. La comte Francis, durant le cours de son procès, fut noble et digne. Il prit beaucoup sur les faits de sa vie, il écrivit en homme qui se défend; s'il déploya de la fermeté, il prit aussi le soin qu'elle ne ressemblât à une vendetta, il fut calme; et d'autant plus belle, que, moins personnellement en contact avec Hastings, compromettait l'accusation par ses emportements et ses injures. C'était avec le sang-froid que Francis refusait, successivement, par des faits et des chiffres, les brillants tableaux de l'avenir (lord Melville), qui montraient un avenir prochain l'impôt d'un poids moins lourd à la Grande-Bretagne, vu les immenses richesses qu'allait présenter l'Inde. Il était de même lorsque, au moment où l'Angleterre se mit en révolution française, il prit avec la révolution française, sa part d'impolitesse et d'impopularité dans cette lutte, dont l'issue était incertaine et qui venait doubler la tâche déjà trop lourde de la Grande-Bretagne; et pourtant Francis était l'auteur d'une société populaire, *les amis du peuple*. Son exarque le lui reprocha plus tard. Principes de cette société, d'ailleurs n'étaient pas subversifs; ils ne demandaient ni réforme radicale, ni justice universelle. On n'en était pas là. La dissolution de la chambre en 1796, rendit Francis à la

vie privée. Le ministère parvint à faire échouer sa candidature à Tewkesbury; mais il prit sa revanche aux élections de 1802, où il fut nommé par Appleby. En 1804, il se prononça derechef contre le système de conquêtes et d'usurpations qui se poursuivait dans l'Inde. Son discours et celui qu'en 1796 il prononça pour l'amélioration de la condition des esclaves, sont deux beaux monuments d'éloquence. Peu de temps après il donna sa démission de représentant, et sembla vouloir passer le reste de ses jours étranger au fracas politique et aux coteries. Cependant, lors de l'accession des whigs au pouvoir, en 1806, il fut question de lui conférer le gouvernement-général de l'Inde. Cette nomination eût été ridicule; on se ravisa, si tant est qu'on y eût songé, et on le décora de l'ordre du Bain. La vie de Francis, depuis ce temps, ne présente plus d'événements remarquables. Il ne s'occupait guère que de littérature. En 1817 pourtant, il fit signer, par un *meeting* de francs-tenanciers du comté de Middlesex, une pétition contre la suspension de l'*habeas corpus*. Il était alors presque octogénaire. Il mourut l'année suivante, le 22 décembre. On a de Francis : I. Plusieurs brochures relatives à lord Hastings, savoir : 1° *Observations sur le récit que fait M. Hastings de ses actes à Bénarès, en 1781*, Londres, 1786, in-8°; 2° *Observations sur la lettre de M. Hastings concernant les présents, 1787*; in-8°; 3° *Observations sur la défense de M. Hastings, in-8°*; 4° *Discours à la chambre des communes (19 avril 1787) sur le chef d'accusation des revenus, articulé contre M. Hastings, avec un appendice, 1787*, in-8°. II. Di-

vers *Discours* à la chambre des communes (nous avons indiqué les principaux) : on peut y joindre ceux des 28 février et 2 mars 1791, où il traite de l'origine et des progrès de la guerre dans l'Inde. III. *Pièces originales émanant du gouverneur-général et du conseil de Fort-William, sur l'assiette et la perception des revenus du Bengale, avec un plan d'impositions pour l'avenir*, Londres, 1782, in-4°. Ce recueil ne manque pas d'intérêt. IV. *Questions historiques* publiées d'abord dans le *Morning Chronicle* de janvier 1818, réimprimées avec additions et corrections, 1818, in-8°. Dans ce dernier écrit, Francis vise à ridiculiser la légimité. Les questions sont au nombre de douze : « Quel est le père de « Jacques 1^{er} ? A coup sûr ce n'est « pas Henri Darnley ; probablement « c'est David Rizzion », voilà sa réponse. Le reste est de cette force. C'est l'ouvrage d'un vieillard qui a eu de l'esprit. P—OT.

FRANCK. Voy. FRANK, ci-après.

FRANCKE (JEAN-VALENTIN), savant philologue danois, natif de Husum, dans le duché de Slesvig, avait dix-huit ans lorsque la nomination de son père à une chaire de l'université de Kiel décida de sa carrière. Jusque-là il avait flotté entre la littérature, qui pour lui n'était pas sans attrait, et la musique, dans laquelle il excellait. Son talent sur la flûte était vraiment remarquable, et la manière dont il remplissait sa partie, dans les concerts de la cour du prince Fr.-Chrétien de Sonderburg-Augustenburg, décelait un virtuose futur. Mais la facilité que Francke eut dès lors de se livrer à d'autres études, et la perspective

qu'ouvrait pour lui la situation son père, l'entraînèrent de côté. Des succès éclatants, en plus surtout, prouvèrent avec de zèle et d'heureuses dispositions s'était jeté dans cette voie, blaient lui garantir ce qu'il so avec ardeur, un titulariat i En 1816, il reçut le bon docteur en philosophie, et, e dant qu'il se fit un vide au l'université, il ouvrit des cou ticuliers. Quoique savant, il d'auditeurs ; et même le alla toujours déclinant ; sa n'était point attrayante ; il av vu les livres et trop peu le Au bout de quatre années il q ville natale pour accepter ur inférieure à Flensborg. Cett de désenchantement lui fut il descendit de la sphère scie trop haute dans laquelle il s et en vint à comprendre le l'usuel. Cette connaissance d ses telles qu'elles sont, et du comme en réalité il se compo nuisit point à son érudition, eut que plus d'aplomb, et temps que plus de souplesse opusculs qu'il publia le fire naître avantageusement. L'ut russe de Dorpat lui offrit ses chaires. Il hésita, un moi fit une tentative pour en obt tant à Kiel. Mais enfin, voy efforts inutiles, comme s'il écrit que jamais il ne sera phète en son pays, il accepta aller avantageux, et prit la r la Livonie avec les titres de ler aulique et de professeur or de philologie, littérature et gique. Cette fois, sa manière l'goutée, et de nombreux élév vaient ses cours avec enthou Il rendit aussi beaucoup de s

: membre de la commission l'examen des écoles dans les ces baltiques de la Russie, et nait des modifications essen- dans l'organisation du sémi- philologique. Les travaux litté- , pour lesquels il trouvait en- n temps au milieu de ses occu- , auraient porté beaucoup plus a renommée, si une mort pré- le, causée par l'opiniâtreté de ides, ne l'eût enlevé, le 6 oct. , à peu près à la même époque n ami Ewers (*Voy. ce nom* , 468). Mais, quoique mois- si jeune, il a laissé assez de ents pour être classé très-haut s philologue. Sa science est son coup d'œil perçant, sa e sûre : qu'il juge les textes, ése les variantes, qu'il formule sjectures, on reconnaît toujours n et l'œil d'un maître. Il y a en Ruhnkenius et du Bentley tout is. Peut-être, comme Bentley, quelquefois trop hardi; mais bardiesse même est utile, car oulève des idées, et elle jette lumière. On a de Francke : I. *nus*, ou *de l'origine de la e élégiaque*, Altona, 1816 (en thèse pour le doctorat, mais emarquable et hors de la ligne une). II. Lettre au professeur à Kiel, sur une *Recension de zette littéraire universelle alle*, Kiel, 1816. III. *Sur interpolation de Tribonien Ulpien, relative au bannis- et dans la grande Oasis*, 1819. III. *Examen critique vie de Juvénal* (en latin), a, 1820 (à quoi il faut joindre *nde question sur la vie de nal*, aussi en latin, Dorpat,) : il est évident que ces deux eux ont été inspirés par les ré-

flexions sur l'exil dans la grande Oasis. IV. *Eclaircissements sur la médaille d'or de Basile de Saint-Pétersbourg*, Dorpat, 1824 (et dans le *Nouveau musée des provin- ces allemandes de la Russie*, 1^{re} livre). V. *Vers latins sur la mort d'Alexandre I^{er}* (*Nouvelles ar- chives de philologie*, etc., par Seebode, 1826, 1^{re} liv., p. 157), et vers grecs sur l'avènement de l'empereur Nicolas I^{er} (même re- cueil, page 158). On les a aussi ti- rés à part. VI. *Conjectures criti- ques sur les vers 1-8 de la 10^e sa- tire du 1^{er} livre d'Horace* (dans G. Morgenstern, *Symb. crit. in græc. loca Platonis et Horatii*). VII. *Sur une inscription cypriote*, en forme de lettre à Morgenstern, dans les *Pèlerinages en Orient*, de Richter, publiés par Ewers. Cet ouvrage était le prélude, le spéci- men du suivant. VIII. *Inscriptions latines et grecques*, Dorpat, 1831. Ces inscriptions avaient été recueil- lies par Richter. Le savant profes- seur les explique, les commente avec un talent rare qui fait de son ou- vrage, imprimé avec un grand luxe typographique, une mine de sciences philologiques et un modèle pour les philologues. Aussi est-ce là son titre capital à la renommée et son *Exegi monumentum*, et on peut le dire d'autant plus qu'en l'élevant il creusa sa tombe, et que le monument fut posthume. Il avait revu les dernières feuilles de l'ouvrage, et sa veuve en fit hommage à l'empereur Ni- colas I^{er}.

P—OT.
FRANCKLIN. *Voy. FRAN-*
KLIN, ci-après.

FRANCO (VÉNÉTIQUE), femme célèbre par son esprit, par ses char- mes et par ses galanteries, était née à Venise en 1554. Douée d'un ta-

lent précoce pour la poésie, elle se perfectionna par la lecture des chefs-d'œuvre et par la fréquentation des beaux esprits, et mérita bientôt d'être comptée parmi les femmes les plus spirituelles de son temps. Au goût des lettres elle joignait celui des arts et donnait des concerts où les virtuoses les plus distingués briguaient l'honneur de se faire entendre. Sa maison était le rendez-vous des savants et des artistes, tous empressés de lui plaire, et qu'elle captivait par l'espoir de faveurs dont, au surplus, elle ne se montrait pas avare. Henri III, à son retour de Pologne en 1574, voulut vérifier par lui-même si ce qu'on lui avait dit des grâces et de la beauté de Véronique n'était point exagéré : sa curiosité satisfaite, il lui demanda son portrait ; et elle put le satisfaire d'autant plus facilement, que les plus habiles peintres, entre autres le Tintoret, avaient à l'envi reproduit ses charmes. Au don de son portrait elle joignit deux *sonnets* qui prouvent que le monarque français n'était point avec elle en reste de générosité. Son portrait fut gravé en 1576 par un habile graveur, que le P. degli Agostini soupçonne être Jacques Franco. Au-dessus est une flamme avec ces mots : *Agitata crescit*. Dans le nombre de ses adorateurs elle avait distingué Marc Veniero, d'une famille illustre par sa noblesse, par ses dignités et par ses talents héréditaires. Il composa pour sa maîtresse quelques pièces de vers pleines de passion qu'elle fit imprimer dans le recueil des *Terze rime*, in-4°. Cette magnifique édit. est sans date ; mais on voit par la dédicace de Véronique à Guillaume Gonzague, duc de Mantoue, du 25 nov. 1575, qu'elle dut paraître cette année. Elle contient vingt-cinq *capitoli* dont six

anonymes : ce sont ceux de Veniero, qui n'avait pas l'intention d'être connu, mais son nom se trouve dans l'exemplaire de la Bibliothèque de Marco Foscarini (*V. ce nom*, XV, 312). A ce volume succédèrent les *Lettere familiari a diversi*, de Véronique Franco. Ce vol. in-4°, non moins rare que le précédent, est également sans date ; mais la dédicace au cardinal Louis d'Este, du 11 août 1580, fixe l'époque de la publication. Montaigne, dans le journal de son séjour à Venise, dit que le 6 novembre, pendant qu'il était à souper, « la signora Véronique Franco, gentille femme vénitienne, envoya vers lui pour lui présenter un petit livre de lettres qu'elle a composées, et qu'il fit donner deux écus au porteur. » Véronique, à la fleur de l'âge, dans tout l'éclat de la jeunesse et de la beauté, avait depuis trois ans renoncé volontairement à la vie galante et dissipée qu'elle avait menée jusqu'alors. On ignore la véritable cause du changement subit qui se fit à cette époque dans sa conduite ; mais ce qu'il y a de sûr, c'est qu'elle s'occupa de réparer autant qu'elle le pouvait le mauvais exemple qu'elle avait donné. Elle parvint même à décider plusieurs dames qui l'avaient imitées dans ses désordres à l'imiter dans sa réforme. Avec leur appui elle fonda, pour les filles abandonnées, sous le nom de *Sainte-Marie-de-Secours*, un hospice qui subsiste encore. La date de sa mort est incertaine ; mais il n'est plus question d'elle après 1591. Outre les deux volumes de Véronique dont on a parlé, on cite *neuf sonnets* dans un recueil qu'elle a publié, sans date, in-4°, sous ce titre : *Rime di diversi eccellentissimi autori sulla morte dell' illustr. si-*

Ettore Martinengo. Deux sont deux *capitoli* de cette femme font partie de la *Raccolta di monumenti poetici de' più illustri*, par la comtesse Berle P. degli Agostini lui a consacré une notice dans les *Scrittori italiani*. W—s.

FRANÇOIS I^{er} (JOSEPH II), empereur d'Autriche, Florence, le 12 février 1768, fils de Léopold II et de Marie-Thérèse, fille du roi d'Espagne Charles III. Il succéda à son père le 1^{er} janvier 1792, dans les états héréditaires, fut couronné roi de Hongrie le 6 juin, et roi de Bohême le 5 juillet. Il avait été élu empereur des Romains le 7 juillet; et, à la mort de son père, il fut élu empereur des Allemands. Il fut alors nommé François II. Par une sorte de pressentiment de l'avenir, et, après que la France fut devenue un empire, François II, par une proclamation du 6 août 1806, prit le titre d'empereur d'Autriche sous le nom de François I^{er}, et assura, par cette proclamation, à sa personne et à sa maison la dignité et son titre, quand, à la suite de ces événements, il dut passer à la couronne d'empereur des Français et de roi des Romains. Il avait reçu sa première éducation à Florence, sous les yeux de son père; il était venu l'achever à Vienne sous la direction de Joseph II, son père, qui lui donna les plus hautes notions. Les règnes de Joseph II et de Léopold II, fertiles en événements, furent une école pour tous les princes; et le jeune archiduc sut en profiter. On sait que ces deux empereurs de François, en plus par le goût des innovations, furent quelquefois l'un et l'autre les initiateurs qui séparèrent les réformes

des révolutions. C'est dans l'exemple de ces expériences, trop souvent funestes, que le jeune archiduc puisa son attachement aux anciennes institutions. On se rappelle que Léopold II s'était livré à de si dangereux essais, que ses peuples, et surtout les Hongrois, furent près de se soulever. Ce fut alors que le vieux Kaunitz, cet habile et prudent conseiller des princes autrichiens, dit à son souverain : « Sire, je suis bien vieux ; mais si V. M. continue, je la reverrai encore simple archiduc d'Autriche. » Ces paroles du ministre de Marie-Thérèse furent entendues du jeune archiduc, et elles restèrent gravées dans sa mémoire. De là son éloignement pour toutes les innovations ; de là son respect pour les principes et les traditions de l'antique monarchie. Cependant, un prince qui redoutait si franchement les révolutions, qui se montra toujours si disposé à les réprimer, ne devait régner qu'environné de troubles et de révolutions. Et, ce qui n'est pas moins remarquable, c'est que ce même prince, qui n'avait aucun penchant pour les armes, dont tout le bonheur aurait été de vivre en paix, fut condamné à passer sa vie au milieu de toutes les calamités de la guerre. Dès l'âge de vingt ans, entraîné par son oncle dans une expédition contre les Turcs, il se montra d'un caractère soumis et persévérant, mais on ne vit en lui aucune disposition pour les armes. Joseph II voulut cependant que, dans la seconde année (1789), il commandât l'armée impériale sous la direction de Laudon, et, bien que l'Autriche obtînt alors quelques succès, le jeune archiduc n'en manifesta pas plus de goût pour la guerre. Revenu à Vienne, dès que la paix eut été signée, il y

fut témoin de la mort de Joseph II, qu'il pleura sincèrement ; car il aimait ce prince spirituel, de toute la tendresse d'un fils, quoiqu'il n'approuvât pas son système de gouvernement. En attendant l'arrivée de son père, il tint pendant quelques mois les rênes de l'état, et dès lors il donna des preuves de cette prudence, de cette haute sagesse qui ont caractérisé son règne. Déjà l'on voyait s'amonceler contre les rois tous les nuages de guerre et de révolution prêts à les renverser. La tempête avait éclaté lorsque François monta sur le trône après la mort de Léopold, le 1^{er} mars 1792. Il déclara aussitôt que sa politique serait celle de son prédécesseur (*Voy. LÉOPOLD, XXIV, 194*) ; et, certes, la circonspection et les incertitudes de celui-ci venaient de manifester, dans ses rapports avec la France, étaient bien dans le caractère du jeune empereur. Cependant quelques engagements d'alliance et de coalition avaient été pris à Mantoue et surtout à Pillnitz ; et lorsque la France constitutionnelle déclara la guerre à l'empereur d'Allemagne, le 20 avril 1792, François était déjà l'allié de la Prusse. Quoique cette guerre parût exclusivement dirigée contre l'Autriche, le roi Frédéric-Guillaume n'hésita pas à y prendre part, et même il fut convenu qu'il y jouerait le principal rôle. Le duc de Brunswick, que tous les lieus attachaient à la cour de Berlin, fut le généralissime de cette coalition, et l'empereur n'envoya à son armée qu'un corps très-faible, et qui ne put être, dans la célèbre campagne de France, en 1792, que le spectateur impassible des opérations qui en furent le résultat (*Voy. DUMOURIÈZ, LXIII, 145*). L'un de ces résultats fut que bientôt tout le poids des ar-

mées de la France tomba sur l'Autriche, et il s'en fallait de beaucoup que cette puissance se trouvât en mesure de le supporter. Elle avait à peine vingt mille hommes pour couvrir toute la frontière des Pays-Bas, et quand le duc de Saxe-Teschen, qui, avec de si faibles moyens, avait osé entreprendre le siège de Lille, fut obligé de l'abandonner précipitamment, pour aller défendre la position de Mons, il s'y trouva en présence de cinquante mille Français, perdit la bataille de Jemmapes, et fut contraint de se retirer sur la Meuse. C'est alors que le jeune empereur parut sentir le danger de sa position, et, qu'assisté des conseils du vieux Kaunitz, qui, au déclin de sa carrière, était encore l'oracle du cabinet de Vienne, il se décida à faire les plus grands efforts pour soutenir une lutte qui devait être si terrible et si longue ! Soixante mille hommes furent réunis sur le Bas-Rhin, sous les ordres du prince de Saxe-Cobourg, et, dès le 1^{er} mars 1793, fondant sur les corps isolés et disséminés de l'armée française, ce général la rejeta en peu de jours sur ses frontières, où elle suffisait à peine pour compléter les garnisons, lorsque la défection de Dumouriez vint rendre encore plus faciles les opérations du général autrichien. On ne peut nier que, sur plusieurs points, les portes de la France ne lui fussent entièrement ouvertes, et qu'il n'eût pu y pénétrer aussi facilement que les Prussiens l'avaient fait six mois auparavant. Mais l'histoire doit dire que la politique de Vienne n'était ni plus franche, ni plus loyale que celle de Berlin. Pour saisir le fil des événements de cette époque et de ceux qui l'ont suivie, il faut bien comprendre que les deux cabinets n'a-

t, l'un comme l'autre, ni com-
a nature de cette guerre, ni pré-
résultats. Les puissances qui
st pris une si large part au par-
de la Pologne, qui avaient si
ement, si utilement pour elles,
des dissensions, des révolutions
nation polonaise, crurent tout-
ement que la révolution de
e était une occasion facile d'en
son égard de la même manière.
a observe bien tous les mouve-
, toutes les opérations de cette
e, on verra que, dans toutes les
ons, cette pensée en fut le secret
e (1). Nous n'accuserons pas
dant le jeune empereur, de
s torts de cette machiavélique
que; elle était de tradition dans
net de Vienne et dans beau-
d'autres. Kaunitz, Thugut et
successeurs n'en sont que les
nateurs; elle y est inhérente
voir, et le souverain lui-même
urrait pas s'y soustraire. Le
de Cobourg, qui n'avait pas
oute pénétré tous ces secrets,
pensait que le but de la guerre
cellement le rétablissement de
archie française, étant entré
gociation avec Dumouriez,
gea de bonne foi à concourir au
ssement du fils de Louis XVI,
romit même de ne jouer, dans
difficile entreprise, que le rôle
laire; mais, dès que le cabinet
ien eut connaissance de cet
ement, le traité fut annulé, le
lissime obligé de se rétract-
t il ne fut plus question dans
acte public ni de Louis XVII,
cun autre Bourbon. On prit

les villes et les provinces au nom
de l'empereur, et l'on se hâta d'y
apposer les armes impériales. Se-
condée par l'Angleterre et la Hol-
lande, l'armée autrichienne s'em-
para ainsi de quatre des principales
places de la Flandre; et la Belgique
se trouva parfaitement couverte sur
ce point. Mais, pendant ce temps,
toute la France s'était armée. Pous-
sée par le désespoir et la terreur,
cette nation était devenue invincible,
et déjà ce n'était plus de la déponil-
ler, de la partager qu'il allait être
question. Le cabinet de Vienne s'en
aperçut alors, et il reconnut son er-
reur. Ne voyant pas d'autre moyen
de conjurer l'orage, il se hâta d'ou-
vrir, à l'insu de ses alliés, une
négociation avec le gouvernement
révolutionnaire; et cette négociation
fut commencée à Bruxelles, par le
marquis de Mercy-d'Argenteau et le
comte Trauttmansdorff. François II
fut même appelé dans les Pays-
Bas, beaucoup plus sans doute pour
l'appuyer de sa présence et de son
autorité, que pour la diriger. Toute
la politique autrichienne était alors
conduite par Thugut, qui venait
de succéder à Kaunitz; et le nou-
veau ministre avait accompagné le
jeune empereur dans son voyage. On
a vu combien le tumulte des armées
convenait peu au caractère simple et
paisible de ce prince; et, certes, on
ne peut pas douter que, s'il avait
consulté son goût pour venir visiter
ses sujets des Pays-Bas, il n'eût pas
pris le moment où cette contrée se
trouvait livrée à toutes les calamités
de la guerre. Il fut reçu par eux avec
toutes les démonstrations de la joie
la plus vive, et son couronnement
comme duc de Brabant se fit à
Bruxelles au milieu des applaudis-
sements d'un peuple qu'il allait aban-

outes les combinaisons et toutes les suites
système d'invasion et de conquê-
t parfaitement établies dans le curieux
, intitulé *Mémoires d'un homme d'état*,
ont que les principaux matériaux vien-
l'étranger.

« de nouveau, dans les places
 « de l'Autriche, les malheurs de
 « la guerre, fut la seule réponse
 « du gouvernement français. Dans
 « ce même temps, un incident, que
 « la cour de France ne pouvait impu-
 « ter qu'à elle-même, servit encore
 « de motif à une nouvelle infrac-
 « tion de la paix. Les bouches du
 « Cattaro devaient être rendues
 « dans le terme de six semaines
 « après les ratifications. Les com-
 « missaires autrichiens invitèrent
 « plusieurs fois les commandants
 « français à en prendre possession :
 « ceux-ci en retardèrent le moment,
 « et, dans l'intervalle, une escadre
 « russe s'empara de ce district. Le
 « cabinet des Tuileries trouva bien-
 « tôt, dans cet événement, le pré-
 « texte d'une foule de prétentions
 « et de demandes. Non-seulement
 « il se maintint en possession de
 « la ville de Braunau, qu'il s'était
 « engagé d'évacuer; mais, faisant
 « rentrer ses troupes dans la partie
 « du Frioul située sur la rive droite
 « de l'Isonzo, il reprit de fait un
 « territoire qui, par le traité de
 « Presbourg, appartenait à l'Au-
 « triche; enfin, il força la cour de
 « Vienne à fermer ses ports de l'A-
 « driatique aux vaisseaux russes et
 « anglais, et à porter par-là le
 « plus grand préjudice à son com-
 « merce maritime. L'empereur n'eut
 « que le choix de céder ou de voir
 « ses ports occupés par des troupes
 « françaises, et ses états exposés
 « de proche à tous les fléaux de la
 « guerre. C'est ainsi que le cabinet
 « français tenait la cour de Vienne
 « dans un état non interrompu d'a-
 « larmes et d'inquiétudes. La paix
 « avait été signée; mais cette si-
 « tuation n'en était pas moins un
 « état de guerre continu; et bien-

« tôt les événements qui survi-
 « rent en Allemagne développèrent
 « nouvelles combinaisons politi-
 « ques qui ne pouvaient être pour l'A-
 « utriche qu'une source de nou-
 « veaux dangers. Un acte signé à P-
 « ris le 12 juillet 1806 (4), au-
 « torisa un grand empire, qui avait n-
 « eu aux révolutions de dix an-
 « nées. Cet antique édifice était rem-
 « placé par une association nouvelle
 « par ses conséquences, éte-
 « nue d'un seul trait la puissance
 « de l'empereur Napoléon jusq-
 « aux frontières et dans le cœur
 « de l'Autriche; et, quoique la pa-
 « ix de Presbourg eût sanctionné l'es-
 « tablishment de l'empire d'Allemagne
 « reconnu S. M. I. et R. par
 « son chef de cet empire, ce che-
 « f n'eut point osé s'en faire un
 « mépris du droit des gens,
 « et l'y appeler, et au milieu de
 « l'incertitude de la paix. La den-
 « nière faite à l'empereur, de renon-
 « cer la couronne d'Allemagne, sui-
 « vait ce bouleversement. S. M.
 « I. et R. l'avait prévenu. Les
 « prétentions de cette couronne al-
 « lemande, au lieu d'être
 « passées au protecteur de la nou-
 « velle association rhénane; et, i-
 « nstamment que fut l'étendue de ce sac-
 « rifice à l'empereur, n'ayant que l'alt-
 « rative de céder ou de faire la gu-
 « erre, il préféra encore, dans cette
 « situation, l'espoir d'amener enfi-
 « nement un véritable état de paix et de
 « tranquillité pour sa monarchie
 « à de nouveaux et dangereux
 « que qu'une conduite différente i-
 « mposerait. Huit mois s'é-
 « coulèrent depuis la paix de
 « Presbourg. L'état de guerre avait
 « continué sans interruption, le

(4) Le traité de la confédération du Rhin
 sous le protectorat de Napoléon, ou
 l'empire germanique.

e qu'il eût promis en même temps de rendre Mantoue et de li-
 nise, et ces préliminaires
 rent pas d'abord ratifiés. Il
 ne plus tard que dans le
 nitif, conclu à Campo-For-
 première de ces conditions
 imée. On y laissa les arti-
 ils pour la cession de Ve-
 ne coûtait rien à la France,
 cession à celle-ci de la place
 ce, ce boulevard de l'Al-
 dont l'empereur n'était
 rien ou le dépositaire, et
 sans scrupule à l'ennemi
 (2). Et François II a été
 comme l'un des princes les
 s, les plus justes de notre
 Comme nous l'avons dit, la
 de son cabinet était inva-
 n'en avait pas établi les
 ni les bases, et, dans ses
 vec la France révolution-
 ut plus que jamais contrain-
 it s'en écarter. La Prusse,
 nie naturelle, n'employait
 ioyens plus équitables, et,
 n négociation secrète avec
 icains français, cette puis-
 ait sans cesse les fautes de
 pour les mettre à profit. Ce
 au congrès de Rastadt, où
 re traités les intérêts de
 ermanique, que se découvri-
 le plus d'évidence les symp-
 es moyens occultes de cette
 ivalité. On ne peut plus
 jourd'hui que la catastro-
 termina n'ait eu pour prin-
 de connaître les secrètes
 ns du cabinet de Berlin
 ance (*Voy. Dour, LXII,*
ENBBACH, au Supp.). L'Au-

Le traité de Campo-Formio, qui fut
 octobre 1797, l'Autriche abandonna
 toutes ses anciennes possessions en
 tout en échange l'Istrie, la Dalmatien-
 nées et tout l'état de Venise.

triche avait alors réussi à former une
 nouvelle coalition. Soutenue par les
 subsides de l'Angleterre, et profi-
 tant habilement du chevaleresque en-
 thousiasme de l'empereur de Russie
 Paul I^{er}, elle eut bientôt reconquis
 ses états d'Italie. Déjà même elle
 pouvait tenter une invasion sur le
 territoire français, et le généralissi-
 me Souwarow qui, selon les instruc-
 tions de son souverain, voulait fran-
 chement rétablir la monarchie de
 Louis XVI, était fort disposé à cette
 entreprise; mais tel n'était pas évi-
 demment le but de la cour de Vienne.
 Après avoir reconquis tous ses états
 d'Italie, lorsque ses troupes péné-
 trèrent dans ceux du roi de Sardai-
 gne, elle refusa, malgré les plaintes
 du général russe, d'y rétablir l'au-
 torité de ce prince; et quand une se-
 conde armée russe vint en Suisse,
 sous les ordres de Korsakoff, pour
 achever la défaite des républicains et
 pénétrer en France avec le corps
 du prince de Condé, l'archiduc
 Charles s'éloigna de cette frontière,
 et il conduisit ses troupes dans le
 Brisgaw, où rien ne semblait exiger
 leur présence. Korsakoff resté seul
 fut défait par Masséna, et Suwarow
 accouru pour le secourir ne put que
 protéger ses débris et couvrir sa
 retraite. Alors, indigné contre l'Au-
 triche, ce généralissime exprima tout
 haut son mécontentement, et il con-
 duisit ses troupes en Bavière. Là, il
 rendit compte à son souverain, et il
 attendit ses ordres. Paul I^{er} le rap-
 pela aussitôt en Russie; il rappela en
 même temps de Vienne son ambas-
 sadeur, et rien ne put le faire rentrer
 dans l'alliance de cette cour. Restée
 seule en présence de toute la puis-
 sance républicaine, l'Autriche put
 d'autant moins résister à de nouvelles
 attaques, qu'elles furent encore diri-

gées par Bonaparte devenu premier consul. La bataille de Marengo, que Mêlas avait d'abord gagnée et qu'il perdit par son impéritie, obligea encore une fois l'armée autrichienne d'abandonner l'Italie. Ce fut en vain qu'elle essaya de nouveau, un peu plus tard, de recouvrer ses belles possessions de la Péninsule ; la victoire de Moreau à Hohenlinden et sa marche sur Vienne amenèrent une nouvelle capitulation ; et le traité de Lunéville (3), l'un des plus malheureux qu'ait signés l'Autriche, assura au moins quelques années de repos au pacifique François II. Ce repos dura jusqu'à ce que ce prince, voyant son oppresseur occupé de préparatifs contre l'Angleterre, et ayant réussi à former une troisième coalition avec la Russie et l'Angleterre, fit exécuter, sous les ordres du trop fameux général Mack, une irruption en Bavière, et provoqua ainsi, de la part du terrible Napoléon une vengeance dont les effets furent aussi prompts que funestes. Après les honteuses défaites d'Ulm et d'Austerlitz, François se sépara brusquement de l'empereur Alexandre, qui voulait et qui pouvait combattre encore ; il vint, en suppliant, demander grâce à Napoléon à son bivouac, et signa bientôt, à Presbourg, un traité de paix encore plus désastreux que ceux qui l'avaient précédé (22 déc. 1805). L'abandon de Venise et du Tyrol, la Bavière érigée en royaume, et bientôt la confédération du Rhin, sous le protectorat du

(3) Par le traité de Lunéville, dont les préliminaires furent signés le 3 février 1801, l'Autriche abandonna plusieurs contrées de la rive gauche du Rhin. Les frontières de la nouvelle république cisalpine furent reculées ; l'antique constitution de l'empire germanique renversée, et les ducs de Modène et de Toscane, parents de l'empereur, obligés de renoncer à leurs états.

nouvel empereur des Français, en furent les principales conséquences. Et, pour comble d'humiliation, François se vit obligé d'éloigner de sa personne le comte de Stadion, et ceux de ses ministres qui l'avaient le mieux servi. Alors, l'Autriche, restée sans force et sans alliés, n'eut plus qu'à dévorer en silence ses chagrins, à préparer en secret les moyens de se soustraire à un joug si honteux. On put croire que l'occasion s'en présentait dans l'année suivante, lorsque Napoléon, combattant les Prussiens avec la presque totalité de ses troupes, fut encore attaqué par une puissante armée que commandait l'empereur Alexandre lui-même. Mais la victoire des Français fut si subite, l'Autriche éprouvait d'ailleurs un si grand besoin de repos, et elle avait si peu de raison de secourir un allié qui l'avait tant de fois abandonnée, qui avait tout récemment laissé échapper une belle occasion de lui être utile, que la paix de Tilsitt fut signée, et la France soumise à un démembrement, à la plus funeste oppression, avant que l'Autriche eût fait la moindre démonstration en sa faveur. Après ce traité de Tilsitt, qui laissa tout le continent européen au pouvoir des deux potentats qui le signèrent, le rôle de l'Autriche devint encore plus pénible et plus embarrassant. L'accroissement de la Russie et celui de la France l'épouvantaient également. Si ces deux puissances restaient unies, elles s'entendraient pour l'opprimer, pour consommer sa ruine ; si elles venaient à se diviser, l'une d'elles l'obligerait à combattre sous ses drapeaux, et lui ferait subir ses malheurs, si elle était vaincue ; si, au contraire, elle était victorieuse, elle l'opprimerait avec plus d'orgueil, avec

ans une position aussi pénible, voyant, au commencement de 1805, Napoléon engagé dans l'Espagne avec l'élite de ses troupes, informé que déjà il y avait des pertes considérables, le roi François crut que le moment était venu de secouer le joug, et se prépara décidément à la

Voulant éviter jusqu'aux chances d'une injuste agression, le 27 mars, une apostrophe fut faite à sa conduite. Si quelques-uns de ses cabinets y sont omis ou oubliés, si ceux de Napoléon y sont quelquefois exagérés, il est au moins sûr que cette pièce importante du tableau le plus exact de la politique européenne à cette époque. Ainsi, l'histoire en recueille textuellement les bases. « L'empereur d'Autriche, est-il dit dans cette déclaration, en consentant, par le traité conclu à Presbourg le 26 novembre 1805, à la cession d'une partie très-importante de ses états et à des stipulations onéreuses à sa monarchie, avait espéré trouver la compensation de ces sacrifices dans le rétablissement sincère de la bonne harmonie entre la cour de Vienne et les Tuileries... Cependant ce traité était à peine ratifié, que l'empereur se vit trompé dans son espoir.... Les articles qui assuraient aux princes puînés de la maison d'Autriche des établissements fort inférieurs aux pertes qu'ils avaient faites, n'eurent pas leur effet et n'ont pas eu, jusqu'à présent, leur entière exécution. Le terme fixé pour l'évacuation des provinces autrichiennes, et la rentrée des prisonniers de guerre, ne furent point obser-

« vés. Il avait été stipulé que l'armée française n'aurait, sous aucun titre, plus rien à exiger des provinces autrichiennes : l'empereur, ne consultant que le repos de ses peuples, avait même consenti à donner quarante millions de livres en numéraire, pour assurer l'exécution de cet article important. Néanmoins des exactions de tous genres eurent lieu, avec la promesse de les acquiescer, et d'indemniser les sujets de S. M. Le gouvernement autrichien avait cédé encore, de gré à gré, dans les provinces d'Italie, divers objets au gouvernement français : mais quand il a été question de payer ses comptes, qui s'élevaient à vingt-quatre millions de florins, la cour de France, en contravention à ses engagements réitérés et formels, n'a pas même voulu entrer en pourparler. La première année, après le traité, ne se fit remarquer que par l'exigence du cabinet français, et par une suite de contumaces de celui de Vienne. Une partie des troupes françaises n'eut pas plus tôt quitté les états de l'empereur, en conservant néanmoins des positions menaçantes le long de leurs frontières vers l'Allemagne, que le cabinet des Tuileries força le gouvernement autrichien à une convention contraire au traité de Presbourg, et par laquelle il fut établi, pour les troupes italiennes, une route d'étapes à travers les provinces maritimes de l'Autriche. En vain la cour de Vienne fit-elle valoir la lettre du traité et l'observance à laquelle l'ancienne république de Venise avait toujours été soumise : la menace de reporter

« de nouveau, dans les places
 « de l'Autriche, les malheurs de
 « la guerre, fut la seule réponse
 « du gouvernement français. Dans
 « ce même temps, un incident, que
 « la cour de France ne pouvait impu-
 « ter qu'à elle-même, servit encore
 « de motif à une nouvelle infrac-
 « tion de la paix. Les bouches du
 « Cattaro devaient être rendues
 « dans le terme de six semaines
 « après les ratifications. Les com-
 « missaires autrichiens invitèrent
 « plusieurs fois les commandants
 « français à en prendre possession :
 « ceux-ci en retardèrent le moment,
 « et, dans l'intervalle, une escadre
 « russe s'empara de ce district. Le
 « cabinet des Tuileries trouva bien-
 « tôt, dans cet événement, le pré-
 « texte d'une foule de prétentions
 « et de demandes. Non-seulement
 « il se maintint en possession de
 « la ville de Braunau, qu'il s'était
 « engagé d'évacuer; mais, faisant
 « rentrer ses troupes dans la partie
 « du Frioul située sur la rive droite
 « de l'Isonzo, il reprit de fait un
 « territoire qui, par le traité de
 « Presbourg, appartenait à l'Au-
 « triche; enfin, il força la cour de
 « Vienne à fermer ses ports de l'A-
 « driatique aux vaisseaux russes et
 « anglais, et à porter par-là le
 « plus grand préjudice à son com-
 « merce maritime. L'empereur n'eut
 « que le choix de céder ou de voir
 « ses ports occupés par des troupes
 « françaises, et ses états exposés
 « derechef à tous les fléaux de la
 « guerre. C'est ainsi que le cabinet
 « français tenait la cour de Vienne
 « dans un état non interrompu d'a-
 « larmes et d'inquiétudes. La paix
 « avait été signée; mais cette si-
 « tuation n'en était pas moins un
 « état de guerre continu; et bien-

« tôt les événements qui survi-
 « en Allemagne développèrent
 « nouvelles combinaisons politi-
 « que qui ne pouvaient être pour l'
 « empereur qu'une source de nou-
 « veaux dangers. Un acte signé à
 « Vienne le 12 juillet 1806 (4), au
 « nom d'un grand empire, qui avait
 « vu naître les révolutions de dix
 « ans, Cet antique édifice était ren-
 « versé par une association nouvell
 « par ses conséquences, et
 « d'un seul trait la puissance
 « de l'empereur Napoléon jus-
 « qu'à ses frontières et dans le cœur
 « de l'Autriche; et, quoique la p
 « de Presbourg eût sanctionné l'ac-
 « tion de l'empire d'Allemagne
 « reconnu S. M. I. et R. p
 « chef de cet empire, ce ch
 « ment ne s'en fit pas moins
 « mépris du droit des gens
 « à l'y appeler, et au milieu de
 « l'incertitude de la paix. La de
 « faite à l'empereur, de renou
 « la couronne d'Allemagne, su
 « près ce bouleversement. S.
 « et R. l'avait prévenu. Les
 « dispositions de cette couronne a
 « passé au protecteur de la no
 « association rhénane; et,
 « que fût l'étendue de ce sac
 « à l'empereur, n'ayant que l'al
 « tive de céder ou de faire la g
 « préféra encore, dans cette
 « situation, l'espoir d'amener en
 « un véritable état de paix et de
 « tranquillité pour sa monarchie
 « à de nouveaux et dangereux
 « qu'une conduite différente
 « entraînés. Huit mois s'
 « écoulés depuis la paix de
 « Presbourg. L'état de guerre ava
 « continué sans interruption, l

(4) Le traité de la confédération du Rhin sous le protectorat de Napoléon, l'empire germanique.

« les françaises bordaient encore
« toute la frontière occidentale de
« l'Autriche. La guerre qui éclat
« , peu de temps après, au nord
« l'Allemagne, et qui s'étend
« dans le nord de l'Europe, eut
« pour suite la retraite momentané
« e d'une grande partie des trou
« pes françaises de la frontière de
« l'Autriche: mais la ville de Braun
« au et la rive droite de l'Isonzo
« ne restèrent pas moins occupées
« par des garnisons françaises.....

« Le traité de Tilsitt fut signé; elle
« conduisit un changement essentiel
« dans les relations de l'Europe;
« elle établit le pouvoir politique

« L'empereur Napoléon sur toute
« la ligne des frontières occidentales
« et septentrionales de la monarchie
« autrichienne. Les troupes fran
« çaises revinrent en Allemagne:
« elles furent cantonnées dans
« la plupart des pays dont le traité

« Tilsitt avait disposé; et par
« conséquent qu'elles prirent, en
« maintenant la monarchie sur les
« points les plus essentiels de sa
« défense, l'Autriche se trouva
« placée dans une situation aussi
« équivoque que dangereuse. La cour
« des Tuileries ne tarda pas à s'en
« évaluer. La reconnaissance des
« droits établis par le traité de Tilsitt
« fut impérativement exigée (5).

« La remise des bouches du Cattaro
« eut lieu en suite du traité de
« Tilsitt; et cependant S. M. I.
« ne se soumettait à une nouvelle
« convention, pour obtenir l'évacua
« tion de la ville de Braunau et la
« conservation d'une partie du
« territoire, au lieu de la possession
« entière de cette province, qui lui

« était assurée par le traité de Pres
« bourg. Cette convention, signée
« à Fontainebleau le 10 août 1807,
« imposa à l'Autriche de nouvelles
« cessions et une nouvelle perte de
« territoire; et la cession de Mon
« tefalcone n'en était qu'une vaine
« compensation. Non content de
« tous ces sacrifices, l'empereur
« Napoléon insista bientôt après
« sur la cessation de toute relation
« diplomatique et commerciale de
« l'Autriche avec la Grande-Breta
« gne: elle contraignait ainsi la
« cour de Vienne à tarir les sources
« de la prospérité d'une partie très-
« intéressante de ses états..... Dans
« le même temps que sa navigation
« fut exposée ainsi au ressentiment
« de la marine anglaise, les arma
« teurs italiens, sous la protection
« de leurs autorités, se livraient,
« contre les navires de l'Autriche,
« à tous les genres de rapine et
« d'insulte. Il en est résulté une
« perte immense; et toute satisfac
« tion a été refusée. S. M.
« vit à regret que, tout en restant
« fidèle au système qui l'avait guidée
« jusqu'alors, elle ne pouvait ce
« pendant trouver à l'avenir la sû
« reté et la conservation de ses états
« que dans l'emploi sage et mesuré
« des moyens de défense que lui
« offraient l'attachement de ses peup
« les et le patriotisme des provin
« ces de son empire..... La pré
« voyance de S. M. fut bientôt jus
« tifiée; car à peine s'occupait-elle
« de la première organisation de
« ces institutions intérieures, que
« de nouvelles circonstances vinrent
« lui en montrer l'urgente nécessité.
« C'est, en effet, dans ce même
« temps que le cabinet des Tuile
« ries fit à Vienne des insinuations
« tendant à engager S. M. dans des

« L'obtenir la reconnaissance des rois de Hol
« lande, d'Espagne et de Naples,
« qui appartenaient à la famille de Bonaparte.

« projets contre un état voisin, dont
 « la conservation fait partie de son
 « système politique (6), projets
 « qui, en occupant les forces de
 « l'Autriche sur une partie éloignée
 « de ses frontières, auraient laissé
 « ses provinces allemandes sans dé-
 « fense, et ouvert toutes les routes
 « et tous les points de la monar-
 « chie aux armées françaises. C'est
 « encore dans ce même temps que
 « l'exemple d'un prince voisin (7),
 « allié de la France, qui tombait
 « victime de son amitié et de sa
 « confiance envers l'empereur des
 « Français, indiquait à l'Autriche
 « le sort qui lui était réservé, si elle
 « ne trouvait pas en elle-même
 « la garantie de son existence.
 « Plus les mesures défensives étaient
 « propres à maintenir la paix,
 « plus le cabinet des Tuileries y
 « trouva des raisons de s'en plain-
 « dre. Une note que le ministre
 « des relations extérieures adressa
 « de Bordeaux, le 30 juillet 1808,
 « à l'ambassadeur comte de Met-
 « ternich, à Paris, porte la déclara-
 « tion précise, « que, si S. M.
 « I. et R. n'arrêtait, ne révoquait
 « pas ces mesures et ne prenait des
 « mesures dans un sens tout contrai-
 « re, la guerre était inévitable. »
 « Des effets suivirent aussitôt cette
 « menace; la déclaration fut suivie
 « tout à-la-fois de l'ordre donné à
 « tous les princes de la confédéra-
 « tion d'assembler, dans un très-
 « court espace de temps, leurs con-
 « tingents, et de mouvements des
 « troupes françaises stationnées en
 « Silésie et le long de l'Elbe. La

« guerre allait donc commencer;
 « et rien de la part de l'Autriche
 « ne l'avait provoquée. Il était mé-
 « me impossible de l'éviter; car,
 « par cette déclaration du 30 juillet,
 « le cabinet des Tuileries ne laissait
 « à l'empereur que l'alternative de
 « la guerre ou d'une déclaration
 « par laquelle S. M. renoncera
 « pour toujours à toute possibilité
 « de défense... L'empereur se vit
 « donc forcé par le plus rigoureux
 « devoir, non-seulement de conti-
 « nuer les mesures de défense qu'il
 « avait ordonnées, mais de rassem-
 « bler tous ses moyens contre une
 « invasion soudaine... Le cabinet des
 « Tuileries, de son côté, persistant
 « dans ses desseins, puisque la dé-
 « claration du 30 juillet n'était pas
 « révoquée, et réduit seulement à
 « différer l'agression contre l'Au-
 « triche, n'en devint que plus actif
 « à préparer les armes qu'il voulait
 « employer contre elle. Le voyage
 « de l'empereur Napoléon en Alle-
 « magne et le séjour qu'il fit à
 « Erfurt, eurent principalement
 « pour but de chercher à l'Autriche
 « de nouveaux ennemis et de lui
 « faire une nouvelle demande:
 « celle de la reconnaissance immé-
 « diate du frère de l'empereur des
 « Français, comme roi d'Espagne,
 « fut mise en avant pour multiplier
 « les embarras de la cour de Vienne.
 « En retour de cette reconnaissance,
 « l'empereur Napoléon promettait
 « de retirer ses troupes de la Silé-
 « sie prussienne et de les stationner
 « sur l'Elbe: mais cette mesure
 « était déjà dans ses plans militai-
 « res; elle changeait un des points
 « de l'attaque, et n'en écartait pas
 « le danger. De ce moment, les
 « délais de l'esprit ont été les
 « gés, i les circonstances

(6) Il s'agit ici de l'empire ottoman, dont Napoléon avait proposé le partage à la cour de Vienne.

(7) Ce passage est relatif au roi d'Espagne, que Napoléon venait de détrôner et d'emprisonner (Voy. CHAP. IV, LX, 468).

pu le permettre. L'empereur Napoléon était à peine parvenu à rentrer son frère dans Madrid, et à se rendre maître des provinces du nord de l'Espagne, que son quartier-général de Valladolid il a décidé la guerre. Le ministre français n'a plus même eu d'explication de celui de Vienne. Il n'y avait effectivement matière à en demander. Les mesures défensives de l'Autriche, que continuées pendant l'hiver et pressées avec activité, se terminaient dans ce que la détermination du pays exige, et ne présentait pas même à une interprétation différente; mais le cabinet des Tuileries avait trop longtemps médité ses projets pour enger: une circulaire, partie de Valladolid, a donc ordonné aux princes de la confédération du Rhin de rassembler, avec célérité, des contingents au plus grand nombre possible; les conscrits ont été appelés pour compléter les armements contre l'Autriche, et toutes les mesures hostiles ont été encore accélérées par le retour de l'empereur des Français dans sa capitale. En un mot, chaque jour a été ardent et apporte encore, à la suite de Vienne, la nouvelle des positions que l'on prend pour la guerre résolue contre elle. En ce temps, le signal a été donné aux journalistes d'inonder la presse et l'Allemagne des paraboles les plus injurieuses et les calomnieux contre l'empereur, contre son auguste famille, contre la nation autrichienne. Ces graphes, sortis des presses parisiennes, décèlent l'intention la plus équivoque d'égarer l'opinion publique en Autriche et de

« faire perdre au gouvernement la confiance du peuple. On y prêche ouvertement la désobéissance aux lois et la révolte; et l'on voudrait ainsi préparer la guerre des armées par la dissolution de tous les liens moraux qui attachent les sujets à leur prince... » On voit assez dans cette pièce par le tableau de la position des armées que, quelque nombreuses que fussent les troupes françaises envoyées en Espagne, il en était resté encore assez dans le nord, pour cerner et environner de toutes parts les états autrichiens. Cependant on a lieu de croire que si l'archiduc Charles, déployant tout-à-coup des forces préparées secrètement depuis long-temps, eût envahi subitement la Bavière, s'il eût conduit avec plus de vigueur cette première attaque, il pouvait aisément arriver jusqu'au Rhin, prendre sur ce fleuve une position favorable, et d'où il eût protégé un soulèvement général, déjà près d'éclater sur tous les points de l'Allemagne. Le roi de Prusse lui-même avait répondu aux secrètes propositions de François I^{er} : *Portez un grand coup, et je pourrai me décider.* Mais ce grand coup ne fut pas porté; on laissa à Napoléon le temps de revenir d'Espagne, de réunir ses troupes, et l'armée autrichienne repoussée à Ratisbonne, à Eckmühl ne put même pas défendre sa capitale. Napoléon, dès le 10 mai, était aux portes de Vienne; et ce fut alors que, dans un de ses bulletins, il insulta grossièrement le malheureux François (8). L'armée autrichienne, rejetée sur la rive gauche du Danube, y

(8) « L'empereur d'Autriche a quitté Vienne et a signé, en partant, une proclamation rédigée par Gentz, dans l'esprit des plus sottises bellées. Il est difficile de trouver un prince plus débile et plus faux... »

repoussa cependant avec vigueur de téméraires attaques, et elle obtint à Essling un avantage important, mais dont, selon sacoutume, elle ne profita pas. Après être resté immobile pendant près d'un mois dans une position où il dominait le cours du fleuve, après avoir laissé paisiblement son ennemi préparer des moyens de passer sur la rive gauche et de venir le combattre, le prince Charles soutint pendant deux jours à Wagram des attaques aussi acharnées que meurtrières, et dont le résultat cependant n'eût point été décisif si le lendemain il n'avait pas demandé une trêve; et si cette trêve, que l'empereur François refusa d'abord de ratifier, n'eût pas été suivie de négociations de paix. La famille impériale était alors, on ne peut le dissimuler, livrée à des divisions funestes, et ces divisions avaient évidemment contribué aux revers des armées. L'archiduc Jean, qui commandait celle d'Italie, s'était peu hâté de venir au secours de Vienne; et lorsqu'enfin il lui fut ordonné de passer le Danube, pour former l'aile gauche de la grande armée, il n'exécuta pas ce mouvement, qui eût assuré la victoire à la journée de Wagram. L'archiduc Charles, désespéré, offrit alors sa démission qui fut acceptée; et l'empereur voulant mettre fin à ces dissensions, déclara qu'il allait lui-même prendre le commandement de ses armées. Un tel rôle était, on ne peut le nier, bien loin de ses goûts, de son caractère, et tout-à-fait au-dessus de ses forces; mais le parti de la paix et des concessions, à la tête duquel était le prince de Lichtenstein, l'eut bientôt entraîné dans un autre système. Des plénipotentiaires furent nommés, et, après trois mois d'incertitudes et d'hésitations, François I^{er}

consentit, le 14 octobre 1809, à la paix la plus dure, la plus humiliante que l'Autriche eût jamais subie. Par ce traité de Schœnbrunn, tous les rois de la famille de Napoléon, même ceux *qui pourraient survenir*, furent de nouveau reconnus et légitimés. L'Autriche, après avoir consenti à une contribution de quatre-vingts millions, céda en toute propriété Salzbourg, Goritz, Trieste, la Carinthie, la Croatie, la Gallicie; l'empereur Alexandre lui-même eut une part dans ses dépouilles. François confirma encore l'abandon de Venise et du Tyrol. Tout ce qu'il obtint en faveur des fidèles habitants de ce dernier pays, c'est qu'il leur serait accordé un *pardon plein et entier, et qu'ils ne pourraient être recherchés, ni dans leurs personnes ni dans leurs propriétés*. Et le traité était à peine signé que le malheureux Hofer fut arrêté, fusillé par ordre de Napoléon (*Voy. HOFER*, XX, 449), sans que son ancien maître, qu'il avait servi avec tant de zèle, osât réclamer pour lui l'exécution d'un acte aussi solennel! Ce fut bien long-temps après que le monarque autrichien rendit un hommage tardif au héros de la fidélité tyrolienne, qu'il accorda une pension à sa veuve et qu'il lui fit élever un monument sur le théâtre de sa gloire. L'article le plus important du traité de Vienne fut un article secret, une clause que Napoléon a niée, même long-temps après son exécution, mais qu'il n'est plus possible de contester aujourd'hui. On conçoit quelle raison il eut de dire que la main de Marie-Louise lui avait été donnée spontanément et proposée sans contrainte; cette version flattait davantage son orgueil; mais, par une de ces contradictions fréquentes dans ses Mé-

moires, on lui fait dire ailleurs (9) que ce mariage empêcha le démembrement de la monarchie autrichienne, qu'il avait résolu; et, il est aujourd'hui bien prouvé que ce démembrement fut alors mis en question, et que l'empereur Alexandre s'y opposa de tout son pouvoir. Napoléon a même dit ailleurs, ce que nous ne croyons pas, que deux princes autrichiens, frères de l'empereur, lui demandèrent, à la même époque, une part dans les dépouilles de leur illustre maison. Le plus pénible des sacrifices que François I^{er} fit par le traité de Vienne fut donc celui de sa fille, Marie-Louise; et ce prince l'a déclaré lui-même (manifeste de 1813). « Dans les conjonctures critiques « où l'état se trouvait, une paix de « ce genre ne pouvait être obtenue « que par une résolution extraordinai- « re. L'empereur le sentit, il prit « cette résolution. S. M. donna (10) « par l'intérêt le plus sacré de l'hu- « manité, et pour écarter des maux « incalculables, comme gage d'un « meilleur ordre de choses, ce qui « était le plus cher à son cœur. Ce « fut dans ces sentiments élevés au- « dessus des considérations ordinai- « res, ce fut en s'armant contre les « fausses interprétations du moment « que l'on serra un nœud qui, après « les désastres résultant d'une lutte « inégale, devait relever la partie « faible et souffrante, et porter la « partie forte et victorieuse à la « modération et à la justice... L'em- « pereur était d'autant plus fondé à « concevoir de pareilles espérances, « qu'à l'époque où ce lien fut formé, « l'empereur Napoléon était arrivé

« à ce point où l'affermissement de
« ce que l'on a acquis, devient plus
« désirable que des efforts conti-
« nuels pour acquérir encore... »
Tous ces calculs de prudence et de
résignation du monarque autrichien
ne furent pas entièrement déçus;
et, après la paix de Vienne, ceux de
ses états qui lui étaient restés jouirent
de quelque repos. Cependant il fal-
lut encore payer des contributions de
guerre, et les troupes françaises
restées en Allemagne continuèrent
d'occuper les mêmes positions, d'en-
tourer, de menacer l'Autriche à peu
près de la même manière; et Napoléon
devenu l'allié, le parent de
l'illustre maison de Lorraine, conti-
nua, comme par le passé, d'augmen-
ter sa puissance, d'étendre son em-
pire. C'est dans ce temps que la
Hollande, le nord de l'Allemagne,
et toutes les villes anséatiques furent
transformés en départements fran-
çais. Et, tandis que des flots de sang
coulaient encore pour lui soumet-
tre l'Espagne, il occupait toujours
la Pologne par une puissante armée;
enfin, touchant à l'empire russe, il ne
lui restait plus que cette puissance à
soumettre. C'est ce dont il s'occupa
sérieusement en 1812; et alors il
laissa quelque répit aux peuples
qu'il avait vaincus, les obligeant tou-
tefois à le seconder dans cette gi-
gantesque entreprise. Comme les
autres princes, ses tributaires, Fran-
çois I^{er} fut appelé à cette réunion
de rois qui vint s'humilier devant lui
à Dresde, et là il fut contraint d'ad-
hérer au traité d'alliance qui l'obli-
gea de joindre trente mille hommes
à la grande armée de Napoléon. On
peut croire que le sage et prudent
Schwarzenberg, qui eut le comman-
dement de ce corps d'armée, reçut des
ordres et des instructions tels qu'il

(9) *Mémorial de Sainte-Hélène.*

(10) Le mot *donna* ne rend pas très-bien le mot de l'original *ingeben*: sacrifier serait trop fort; *livrer* serait plus exact.

ne dût point se compromettre, et même on sait que le cabinet autrichien ne cessa pas un instant d'avoir des rapports secrets avec l'empereur Alexandre. Il en eut aussi avec la cour de Berlin, et, dès la fin de 1812, l'empereur François écrivait au roi Frédéric-Guillaume, pour l'engager à *secorder la Russie*, lui donnant l'assurance qu'il *ne séparerait pas ses intérêts de ceux de la Prusse* (11). Ainsi dans la terrible invasion de la Russie, que Napoléon exécuta à la fin de 1812, le corps autrichien, qui formait sa droite, dut se tenir constamment sur la réserve; et aussitôt que l'armée française eut péri presque tout entière, dans sa désastreuse retraite de Moskow, une convention secrète, signée par l'envoyé de Russie Anstetten, fit cesser pour l'Autriche jusqu'aux apparences des hostilités. Un peu plus tard (17 mars 1813), par suite d'une autre convention, que signèrent à Kalisch le comte de Neuselrode et le chevalier de Lebzelter (12), le prince de Schwarzenberg fit définitivement rentrer ses troupes dans les états autrichiens. Le cabinet de Vienne revint donc alors complètement à la position de neutralité dont on l'avait forcé de sortir; et on ne peut pas douter que ce fut à cette époque qu'il donna une nouvelle activité à ses négociations avec la Russie, la Prusse et l'Angleterre. Dès le commencement de 1813, un envoyé de Vienne s'était rendu à Londres pour savoir sur quel subside on pourrait compter en cas de guerre avec la France. La réponse fut selon

les vœux du cabinet autrichien; et dès lors les préparatifs furent poussés avec la plus grande vigueur. Vers le commencement de juin, deux cent mille hommes étaient dirigés sur la Bohême avec une immense artillerie, et l'empereur François lui-même se rendait dans cette contrée accompagné du plus habile de ses ministres, le comte de Metternich. Après des batailles sanglantes et dont le résultat semblait peu décisif, les deux partis avaient l'un et l'autre également besoin d'être secourus, et chacun d'eux redoubla d'efforts pour entraîner l'Autriche dans son alliance. Ainsi, après tant d'humiliations et de sacrifices, l'empereur François se trouvait enfin dans la plus heureuse position; il allait être l'arbitre de l'Europe, et il tenait dans ses mains le sort des nations. C'était le fruit d'une longue prévoyance, le résultat des calculs les plus habiles, et il en profita admirablement. Ce fut d'abord sous les apparences d'une médiation armée que l'Autriche parut sur la scène. La Prusse et la Russie, qui savaient à quoi s'en tenir sur ses intentions secrètes, n'hésitèrent point à accepter cette médiation; et Napoléon lui-même, qui avait fait de vains efforts pour obtenir la neutralité de son beau-père, qui avait offert de lui rendre les provinces illyriennes, et même de lui donner la Silésie dont il eût dépouillé la Prusse, se vit obligé de reconnaître pour médiateur celui dont il avait été si près de démembrer l'empire! Un armistice fut convenu, et un congrès fut ouvert à Prague, pour y discuter la paix que personne sans doute ne voulait sincèrement. Après un mois de tracasseries et de vaines discussions de formes, le terme de l'armistice

(11) Le roi de Prusse, dans un ordre du jour du 7 mai 1813, déclara à son tour que sous peu une autre puissance se joindrait à la cause des alliés.

(12) Voy. les *Mémoires d'un homme d'état*, tom. XII, page 76.

arriva sans qu'on eût rien conclu ; et il fallut recommencer les hostilités, que de toutes parts on n'avait pas cessé de préparer. L'Autriche se déclara alors hautement pour les alliés, et l'énorme poids qu'elle mit dans la balance dut être décisif. Cependant les premiers résultats n'en furent pas heureux ; et la bataille de Dresde, où ses troupes jouèrent le principal rôle, doit être considérée comme une des victoires les plus brillantes qu'aient obtenues les armes de la France. Mais Napoléon en profita peu. S'obstinant à défendre la ligne de l'Elbe où il ne lui était plus possible de se maintenir, il alla, après divers mouvements décousus et fort incohérents, s'établir dans la mauvaise position de Leipzig, où les alliés le forcèrent d'accepter cette bataille terrible, qui dura trois jours (16, 17 et 18 oct. 1813), et qui décida le sort du monde. Les troupes autrichiennes y jouèrent encore le principal rôle, et le généralissime, Schwarzenberg, n'y commandait pas moins de trois cent mille hommes ! Peu de jours auparavant un traité avait été signé entre l'Autriche et la Bavière ; et une armée, formée aussitôt par les troupes des deux puissances, sous les ordres du maréchal Wrede, s'étant dirigée sur la Franconie, fut près de couper toute retraite à l'armée française. Mais Napoléon trouva encore assez de forces pour lui résister, et avec ses débris il obtint à Hanau la victoire la plus nécessaire, la plus utile qu'il eût jamais remportée. L'empereur François, qui était retourné dans sa capitale, vint rejoindre ses alliés à Francfort ; et là, ils envoyèrent de nouveau à Napoléon des propositions de paix qui ne furent pas acceptées. Alors ils publièrent sous le titre de *Déclara-*

tion une espèce de manifeste, dirigé principalement contre la personne de Bonaparte, et portant que ce n'était point à la France qu'ils faisaient la guerre, mais à un pouvoir que, *pour le malheur de l'Europe et de la France elle-même, Napoléon avait trop long-temps exercé*. L'invasion de la France tarda peu, et les troupes autrichiennes, formant la gauche des alliés, occupèrent la Franche-Comté et la Bourgogne. Elles pénétrèrent ensuite jusqu'à Lyon. L'empereur François suivit tous leurs mouvements, et toujours à portée des autres souverains ses alliés, il prit part à toutes les négociations. Cependant il se tint plus éloigné, lorsqu'il les vit s'approcher de Paris. Alors il est probable qu'il ne voulut pas être témoin des événements qui allaient briser le trône de sa fille, et que ce fut pour ce motif qu'il resta à Dijon. Ce n'est que le 15 avril, et quand tout fut consommé qu'il entra dans la capitale, où il alla occuper un modeste logement dans le faubourg Saint-Honoré. Quatre jours après, M. de Talleyrand étant venu le complimenter à la tête du sénat, ce prince répondit : « Je reçois avec « sensibilité l'expression de vos sentiments. Le repos et le bonheur « de la France sont intimement liés « au bonheur et au repos de mon « peuple. Les époques les plus « heureuses pour l'Autriche et pour « la France sont celles où leurs « princes étaient unis par les liens « de l'amitié... *J'ai combattu « pendant vingt ans ces principes « qui ont désolé l'univers...* Par « le mariage de ma fille, j'ai fait, « comme souverain et comme père, « un immense sacrifice au désir de « mettre fin aux malheurs de l'Eu-

« roya. Le sacrifice a été fait en
 « vain ; mais je ne regretterai ja-
 « mais d'avoir fait mon devoir. La
 « paix , si récemment impossible ,
 « va devenir facile et stable sous la
 « gouvernement régulier et paternel
 « établi en France. Que tous les
 « partis se rallient autour du roi ;
 « qu'un seul sentiment anime la na-
 « tion ; et mes efforts , réunis à
 « ceux de mes puissants et généreux
 « alliés , seront couronnés du plus
 « grand succès que j'ambitionne :
 « la France sera puissante , tran-
 « quille et heureuse. » Les dépu-
 « tés français , dont le plus grand
 « nombre appartenait au parti de la
 « révolution , refusèrent d'insérer sur
 « leurs registres la réponse de l'em-
 « pereur , à cause de la phrase qui en
 « condamnait si positivement les prin-
 « cipes. On remarqua que , bien diffé-
 « rent de l'empereur Alexandre , Fran-
 « çois ne dit à cette époque que des
 « mots pleins de sens et de bonté ; et
 « que surtout il se montra dans toutes
 « les occasions fort opposé aux innova-
 « tions révolutionnaires. Il visita tous
 « les établissements , tous les objets
 « d'utilité publique , et partout il re-
 « cueillit avec soin ce qui pouvait être
 « de quelque avantage pour ses peu-
 « ples. Simple et modeste , on le vit
 « marcher à pied dans les rues , allant à
 « la messe , ou visitant les bibliothèques ,
 « les hospices , les fabriques , enfin tout
 « ce qu'il pouvait découvrir de curieux
 « et d'utile. Il se rendit plusieurs fois
 « à Rambouillet , pour y voir sa fille
 « Marie-Louise , et il eut lui-même ac-
 « cepter avec résignation sa nouvelle
 « destinée. Dans les négociations qui
 « devaient fixer la sort du monde et
 « surtout celui de la France , oubliant
 « les rivalités , les vieux errements de
 « la politique autrichienne , il se mon-
 « tra aussi généreux que désintéressé.

Ce n'est que l'année suivante , après
 la seconde invasion , que ses minis-
 tres tentèrent en vain de faire revirer
 sur quelques provinces de France
 les anciennes prétentions de la maison
 de Lorraine. On sait qu'en 1814 ,
 les intérêts de tant de puissances
 n'ayant pu se concilier à Paris , il
 avait été convenu que tout se dé-
 ciderait par un congrès ; et ce con-
 grès s'ouvrit à Vienne le 25 novem-
 bre suivant. Toutes les puissances
 de l'Europe y eurent leurs représen-
 tants , et les plus graves questions y
 furent discutées ; celle de la Pologne
 que la Russie voulait tout entière , et
 celle de la Saxe que la Prusse voulait
 également. Ce fut pour s'opposer à
 ces deux projets que M. de Tal-
 layrand essaya de former secrète-
 ment une alliance entre l'Autriche ,
 la France et l'Angleterre. Tant de
 prétentions et d'intérêts divers ren-
 daient fort difficile la marche des
 affaires , et l'on n'était pas encore
 arrivé à la moindre solution , lors-
 que Bonaparte , échappé de l'île
 d'Elbe , vint de nouveau changer
 la face du monde. Toutes les armées
 étaient encore sur pied , et les mê-
 mes alliances , les mêmes traités
 unissaient les souverains : ils s'hé-
 sitèrent point à les suivre ; et l'em-
 pereur François fut peut-être celui
 qui y mit le plus de franchise et d'em-
 prement. Ce fut en vain que Na-
 poléon fit plusieurs tentatives pour
 détacher son beau-père de la grande
 alliance , ou pour que , du moins ,
 Marie-Louise et son fils lui fussent
 rendus. L'Autriche mit encore une
 fois en campagne ses nombreuses
 cohortes , et dans cette seconde inva-
 sion elles occupèrent à peu près les
 mêmes contrées que l'année précé-
 dente. François 1^{er} vint également à
 Paris. Mais , comme ceux de ses alliés ,

cours ne furent plus les mêmes. Sa politique cessa d'être générale. C'est par ses ordres, et par ceux de ses soldats, que l'on vit nos musées, tous nos monuments dépouillés de tant de précieux conquies par nos victoires dans les contrées, même dans les îles de Venise, que la France avait à l'Autriche, et qu'ainsi cette île n'avait aucun droit de renouer. Dans le même temps, elle fut encore pour de fortes contributions de guerre, pour la cession d'un coup de places et de plusieurs provinces; ce que, du moins, elle obtint qu'en partie. Mais dans cela, cependant, nous devons reconnaître que François I^{er} ne fut pas si sévère ni le plus exigeant. Voir dans la délibération des choses, dans les opinions qu'exercent alors leurs ministres, jusqu'allèrent les prétentions de la France, de l'Angleterre et des Pays-Bas. Les uns voulaient le partage, l'annexion, d'autres des provinces, des garanties et des contributions... Et tout cela, pour les Français d'un tort qui avait le plus été celui d'un parti, et non celui des alliés eux-mêmes, n'ont rien pris si peu de précaution contre l'ennemi commun, qui a laissé le pouvoir dans des mains si faibles, qui avaient tout fait pour les affaiblir encore! Quand on a vidé la quotité des sommes que l'ennemi devait payer, quand il fut arrêté de quel poids devait être le tribut que l'on lui ferait porter, les autres questions devinrent communes aux alliés, et ils n'eurent besoin de se réunir en congrès.

Toutes les pièces de cette discussion sont été imprimées récemment dans le tome II des *Mémoires d'un homme d'état*.

Par le traité qui fut conclu à Paris, le 23 novembre 1814, l'Autriche obtint d'immenses contributions. La Toscane et le Parmesan furent rendus à des princes de sa maison; elle conserva les états de Venise, et devint ainsi maîtresse des trois quarts de l'Italie; elle obtint encore quelques agrandissements en Allemagne et en Pologne; enfin, elle porta sa population et l'étendue de son territoire, au-delà de ce qu'elle avait possédé sous Charles-Quint. Revenu dans sa capitale, François I^{er} s'y occupa de la prospérité de ses immenses états; il ne songea plus qu'à réparer, pour ses sujets, les maux causés par des guerres si longues et si funestes; et, dans ce but, les meilleurs plans de finances, les plus sages réglemens d'administration furent adoptés et exécutés. Des codes longtemps médités, et qui passent aujourd'hui pour les meilleurs de l'Europe, furent mis en activité; les procureurs furent partout supprimés, et l'on vit presque entièrement disparaître la lèpre de la chicane. François I^{er} ordonna aussi des mesures sévères contre les propagandistes, qu'il avait toujours singulièrement détestés, et l'on doit remarquer qu'alors, comme toujours, ses peuples furent les plus paisibles, les mieux préservés des agitations révolutionnaires. Ce ne fut pas pour réprimer des troubles et des rébellions dans ses propres états, que ce prince se rendit au congrès de Vérone en 1820, puis à celui de Laybach, l'année suivante, mais ce fut pour y aviser, de concert avec ses puissants alliés, à des moyens de rétablir en Espagne, à Naples et dans le Piémont, l'autorité royale qui venait d'y tomber (*Voy. FERDINAND IV, FERDINAND VII*, dans ce vol.,

VICTOR-EMMANUEL, XLVIII, 411, CHARLES-FÉLIX, LX, 476). Plus qu'aucun autre, intéressé au maintien de l'ordre dans la Péninsule, François I^{er} se chargea de faire marcher des troupes contre les insurgés de Naples et du Piémont. Quelques régiments autrichiens, sous les ordres de Bubna, suffirent en Piémont, et l'armée qui se rendit à Naples eut à peine besoin de quelques démonstrations hostiles. (Voy. FAIMONT, dans ce volume). François I^{er} ordonna scrupuleusement à son armée d'évacuer ce royaume, d'en restituer les places, dès que l'ordre y fut rétabli; et cette guerre fut la dernière qu'eut à soutenir un monarque qui avait si longtemps fait d'inutiles vœux pour la paix. Livré alors sans réserve à ses goûts pacifiques, il se consacra tout entier au bonheur de ses peuples; et par sa bonté, sa bienfaisance et surtout par la fermeté de son caractère, la rectitude de son jugement, il fut sans contredit celui des princes contemporains qui remplit le mieux un but aussi louable. Aucun roi n'était d'un abord plus facile, et ne se rendait plus bienveillant et plus populaire dans la meilleure acception du mot. Il donnait le jeudi de chaque semaine une audience à laquelle tous ses sujets étaient admis indistinctement, et c'est là qu'il rendait la justice comme un véritable juge de paix, ou plutôt comme un excellent père de famille. Et de tels soins n'empêchaient pas que, dans les grandes affaires, lorsqu'il s'agissait de prononcer sur les intérêts de l'état, sur l'avenir de la monarchie, il ne déployât autant de fermeté que de prévoyance. Ce fut en vain que, dans les derniers temps de sa vie, on voulut le faire consentir à des dispositions testamentaires qui eussent interverti l'ordre de la succession au trône im-

périal. Frappé des maux qu'avaient causés dans toutes les parties de l'Europe tant de ridicules essais, tant de funestes innovations, il redoutait par-dessus tout les changements dans l'état, et il hésita même quelquefois pour les plus indispensables; il se refusa constamment à tous ceux qu'il crut dangereux. Son amour du repos lui faisait craindre tous les déplacements, et l'on a vu qu'il ne fit guère d'autres voyages que ceux dont les circonstances politiques lui imposèrent la nécessité. Il n'était pas retourné en Italie depuis son départ de Florence, avant son avènement à l'empire. Il voulait cependant, en 1819, voir une contrée dont il avait conservé les plus agréables souvenirs, et où sa domination venait de s'accroître si prodigieusement. « Je suis né en Italie, dit-il un jour à M. de Metternich, et je n'ai pas encore vu Saint-Pierre de Rome... » Ce mot fut décisif, et François partit peu de jours après. Partout, à Milan, à Venise, il fut accueilli par les démonstrations d'une joie unanime. A Rome, le pape Pie VII entouré de respects et d'hommages touchants le plus grand roi de la chrétienté. Ce prince mourut à Vienne, le 2 mars 1835, et son fils aîné lui succéda sous le nom de Ferdinand II. François I^{er} avait eu quatre femmes; la première était une princesse de Wurtemberg, qui, destinée dès l'enfance à ce brillant avenir, avait été élevée dans la religion catholique. Elle mourut en 1790, sans laisser de postérité. La seconde femme de François fut une princesse de Naples, qui lui donna treize enfants, et qui était la mère de l'empereur régnant; elle mourut en 1807. François I^{er} se maria pour la troisième fois, en 1808, avec une princesse de

iser d'enfants, au commencement 1816. Dès la fin de la année, l'empereur épousa en ses noces une princesse de , qui avait été fiancée au duc temberg, et qui est aujourd'hui impératrice donairière.

M—Dj.

FRAÇOIS I^{er} (plus exactement FRAÇOIS-JANVIER - JOSEPH), Deux-Siciles, naquit à Naples le 19 août 1777, de Ferdinand, roi de Naples, et de l'archiduchesse Caroline d'Autriche, sa sœur. Il n'était que puîné des fils mais la mort de Charles-Tierce frère aîné, lui donna, le 17 août 1788, le rang d'héritier présomptif de la couronne. Ses premières années n'offrirent rien d'extraordinaire, à moins qu'on ne veuille dire que son éducation fut mal dirigée que celle de nos rois Bourbons à cette époque. Il ne resta étranger ni au gouvernement ni aux éléments de la politique, et qu'il n'avait en lui le travail du cabinet ni les intrigues. En 1797 (25 juin) il épousa Marie-Louise, l'archiduchesse Marie-Louise, fille de l'empereur Léopold II, qui, l'année suivante, le devint l'empereur. La mort de la future duchesse de Parme en 1801, il se maria le 6 juillet 1802, à l'infante Marie-Louise, fille de Charles IV, et pareille à sa cousine, dont il eut douze enfants, entre autres Ferdinand VII, roi depuis 1830, sous le règne de Ferdinand II, et deux filles, Marie-Louise, l'aînée, épousa le plus tard d'Espagne, François de Bavière, tandis que l'autre, Marie-Louise, née le 27 avril 1806, et qui fut la femme du roi d'Espagne Ferdinand VII, existe encore et exerce le pouvoir au nom de sa fille, la jeune

reine Isabelle II. Long-temps le prince royal de Naples ne prit aucune part aux affaires, dont l'éloignement rigoureusement la jalousie de sa mère. Il en résulta naturellement qu'il vit d'assez mauvais œil la ligne suivie par cette altière princesse, et qu'il s'attacha de préférence aux idées contraires. Or, dans le commencement, le contraire des idées maternelles, ce fut une tendance aux doctrines constitutionnelles. et, plus tard, à partir de 1807 et 1808, ce fut une vive haine pour les Anglais. Ces deux penchants se conciliaient parfaitement, puisque les Anglais, et cette fois ce n'était point pour affaiblir le trop faible royaume de Sicile, songeaient à donner à l'île une autre constitution. L'appui que le prince prêtait au parti des Anglais et au parti de la réforme n'était un secret pour personne. Son jeune frère, au contraire, le duc Léopold, tenait pour sa mère et pour l'ancien régime. La Grande-Bretagne l'emporta; Caroline quitta la Sicile, et François fut pour quelque chose dans ce succès: le sentiment de l'héritier du trône était, aux yeux de bien des Siciliens, d'un grand poids dans la balance. La reine avait d'abord demandé que Léopold la suivît. C'eût été un antagoniste de moins pour le parti anglais. Aussi sa demande fut-elle bientôt retirée, et Léopold resta. Les querelles ne firent que s'envenimer; les deux princes continuèrent à être comme les drapeaux des deux opinions rivales; et comme les oscillations perpétuelles du roi, très-jaloux de son autorité, mais toujours cédant aux conseils du premier venu, rendaient toute solution impossible, Bentinck, d'accord avec le prince royal, s'y prit de manière à ce qu'il abdiquât temporairement l'autorité et conférât la lieutenance-

générale du royaume, en termes techniques, l'*alter ego*, à François. C'est ce qui eut lieu le 16 janvier 1812. Aussitôt se multiplièrent ces changements fondamentaux que sollicitait l'état du pays. Bentinck, en même temps capitaine des forces siciliennes et chef des troupes anglaises auxiliaires, était en état de comprimer toutes les résistances intérieures, et le général Mac Farlane, dont le corps occupait Palerme, tenait en respect la capitale. C'est sous ces auspices que l'on procéda aux modifications politiques désirées. Le ministère renouvelé se composa en partie de Siciliens et mérita l'épithète de national, tandis que jusque-là des Napolitains seuls s'étaient distribué les portefeuilles. On allégea, pour l'instant du moins, les impôts les plus onéreux au peuple. Les grands en exil ou en fuite reçurent permission de revoir leur patrie. La liberté de la presse fut instituée en principe, mais avec ces restrictions qui, indispensables peut-être lors de l'introduction d'un régime nouveau, paralysent tout-à-fait les concessions nominales. Le parlement, réuni d'après les formes antiques, mais avec des idées un peu plus nouvelles, se montra docile aux désirs du vicaire-général et de Bentinck. Du reste, dès ce début dans la carrière représentative, les Siciliens parurent fort aptes à toutes les roueries parlementaires. Nobles, ecclésiastiques, employés, courtisans, firent jouer toutes leurs machines, soit pour maintenir ce qui leur était favorable, soit pour se faire attribuer des avantages nouveaux. Cependant il faut reconnaître que beaucoup de nobles, en cette occasion, firent preuve de désintéressement, de patriotisme et de lumières. Ils souscri-

virent à l'abolition d'usages ou d'abus dont ils profitaient : le servage de corps fut supprimé, les substitutions et les majorats reçurent une grave atteinte, les biens féodaux furent transformés en alleux, de telle sorte que, si le propriétaire cessait d'être le vassal d'un suzerain, en revanche il perdait ses vassaux. Le fief des juridictions seigneuriales et ecclésiastiques cessa de compliquer et de rendre impossible toute bonne administration de la justice : tous les Siciliens furent également citoyens et soumis aux mêmes lois ; ils devinrent justiciables des mêmes tribunaux. Aux tentatives de révolte, à la haute trahison, furent réservés des tribunaux spéciaux. Quant aux points fondamentaux, c'étaient les mêmes que dans presque toutes les constitutions modernes, la séparation du pouvoir en deux branches, le législatif et le judiciaire, double ou triple part faite à la royauté qu'on investissait à elle seule de tout le pouvoir exécutif et judiciaire, et d'une partie de la puissance législative, responsabilité des ministres et inviolabilité de la personne royale. Bien que toutes ces dispositions fussent de nature à rendre la Sicile heureuse, pour peu qu'on voulût y introduire des modifications en harmonie avec l'humeur et le goût des Siciliens, l'opinion publique ne les ratifia pas sincèrement : la Charte était d'origine étrangère, tort que ne pardonnent pas les susceptibilités nationales. Nul doute pour nous, cependant, que c'eût été le bonheur de la Sicile, non pas à l'instant même, mais dans un avenir prochain, que la consolidation du régime constitutionnel. Un sol si riche, tant de facilités pour le commerce, promettent à cette île une prospérité en quelque sorte sans bornes, pour

un gouvernement économe et sans sache en développer les ressources. François le sentait, mais il ne le voulait sincèrement. Mais la crainte qu'il se proposait d'opérer ne fut qu'un commencement d'exécution ; il avait, ainsi que partout, des obstacles à vaincre, et les événements marchèrent trop vite pour qu'il pût l'achever. Dès le milieu de janvier 1813, le roi voulut reprendre les rênes de l'état et même les reprit un instant ; il fallut le compliment un peu flatteur de Bentinck (*Voy. France*, IV, dans ce vol. p. 66) pour le dégoûter de cette envie. Quand ce despotique protecteur de la Sicile fut parti pour se livrer à ses opérations nationales contre l'empire de Napoléon, un autre décret royal, du 13 novembre 1813, rendit *alter ego* à François, et cassa tout ce qu'il avait fait, sans toutefois abroger sa constitution. François, dessaisi, en disgrâce ; son frère fut tout : le roi, de retour, fut moins puissant ; depuis la chute de Napoléon, la protection anglaise était invariable ; l'année suivante fut plus délicate : Murat, tombé par son propre poids, laissa vacant le trône des Bourbons, que le congrès de Vienne donna soudain à Ferdinand. A cette occasion, c'est Léopold et non François qui fut chargé d'aller à Naples pour s'occuper de l'administration, et se consacrer avec Neipperg en attendant le retour de Ferdinand. Plus tard, on confia à lui que fut confié le commandement de la guerre. Cette défaveur ne rendit le nom de François cher aux constitutionnels. La crainte, de temps immémorial, travaillée du désir de former une nation à part, ou du moins d'achever elle la capitale du royaume,

était un foyer de mécontentement depuis le départ du roi. On se récriait, et sur les exportations d'argent faites à l'occasion de ce départ, et sur la perspective d'impôts sans fin passant à Naples, et sur la dédaigneuse négligence avec laquelle la cour, revenue sur le continent, voyait les besoins et la détresse des insulaires qui, seuls, étaient restés fidèles au jour du malheur. Comme sa constitution était encore en vie quoique agonisante, ceux même qui naguère étaient contre elle s'y cramponnaient comme à une planche de salut, et au nom de cette loi fondamentale, consentie par le pouvoir, se promettaient de refuser l'impôt. On regrettait aussi le prince royal que, quelque temps auparavant, poursuivaient tant d'amères censures. Les esprits se montèrent au point que le cabinet reconnut la nécessité de ne pas heurter de front une irritation bien peu éloignée de la révolte. Le duc de Calabre, tel est le titre que portait François depuis plusieurs mois, reparut à Palerme avec le titre de gouverneur de la Sicile. Sa tâche était délicate : ne pas trop prendre aux Siciliens, et cependant donner beaucoup au fisc napolitain, ne pas aller contre les instructions du cabinet qu'épouvantait le nom seul du parlement, et complaire à ses administrés, qui, dans leur désespoir, croyaient la tenue du parlement une panacée, tels étaient les problèmes qu'il avait à résoudre. Ne pouvant procéder par grandes mesures, puisque de Naples on lui liait les mains, et aussi peut-être parce qu'il n'osait ou ne savait, il fit du moins, quoique dans une sphère moins large et moins féconde, beaucoup de bien. Il ne convoqua pas le parlement, mais il s'entoura des plus sages avis, écouta les doléances,

étudia les besoins, établit partout des conseils de préfecture et de municipalité, fit fixer un maximum de contribution foncière, au-delà duquel on ne pourrait rien demander sans convoquer le parlement, alléga la poids des charges par l'ordre et l'économie, releva le crédit, encouragea le commerce et l'agriculture, provoqua l'ordonnance qui, satisfaisant à demi les vanités féodales, permit l'extinction des majorats, mais sous conditions et dans certaines limites, et s'y prit de telle manière, qu'en fait les Siciliens jouirent d'une vraie et sage liberté. C'est grâce à lui que, lors de la loi fondamentale qui réunit les deux états de Naples et de Sicile en un royaume un et indivisible (1816), il fut stipulé que les Siciliens seraient en tout assimilés aux Napolitains, sauf pour les emplois ecclésiastiques et civils, aux quels n'auraient droit que les habitants de l'île. Il fut posé en principe que, comme calcul fait de la population du royaume, la Sicile ne trouvait à elle seule en former le quart, un quart des emplois serait occupé par des Siciliens. Il fut promis que, tant que le roi résiderait à Naples, la Sicile aurait en quelques sorts sa cour à elle et serait sous le gouvernement d'un prince du sang. Enfin, malgré le décret d'union, il fut déclaré que, provisoirement et jusqu'à l'établissement d'un code au quel on allait travailler, l'ordre judiciaire en Sicile continuerait à se régir par d'autres lois que dans le reste du royaume. Généralement, on rendait justice au prince royal; son zèle conciliateur pour le bonheur du grand nombre était compris, son aménité politique, on l'ai-mait. On l'eût porté plus haut encore, si l'on eût su combien, lors des

deux hor-
 terre qui gouver-
 1818 et 1819, on
 La gouvernement
 avoir donné un mot
 Sicile, n'en parlait
 blies, sauf dans les
 n'agissait d'en attrai-
 Les énergiques récla-
 mains obtinrent alors
 secours, trop faibles
 dont la répartition
 à la critique, mais qui,
 préférables à un aban-
 distribu ainsi vingt-huit mille deux
 cent cinquante onces tant aux néces-
 sités et à ceux qui ne pouvaient re-
 lever leurs maisons, qu'aux fonda-
 tions monastiques et aux écoles. Ces
 efforts et l'opinion du prince royal
 avaient dans tout le royaume des
 Deux Siciles un retentissement d'au-
 tant plus grand, qu'appelé au trône
 par le droit de sa naissance, et y
 touchant en quelque sorte, vu l'âge
 avancé de son père, il semblait des-
 tiné à réchauffer sous son pou-
 voir dans son royaume, les vœux des Si-
 ciliens pour une réforme gouverne-
 mentale et sociale devenue indis-
 pensable au pouvoir lui-même. On
 avait dû être un motif pour les im-
 pitoyables carbonari de laisser encore
 un an ou deux mûrir leurs projets de
 changements, dont une partie au
 moins se serait exécutée sous Fran-
 çois sans que les puissances étrangè-
 res s'en effarouchassent et y oppo-
 sassent leur veto. Mais l'explosion
 instantanée de la révolution espa-
 gnole avait enivré tous les partisans
 des idées libérales, et l'on se doutait
 de rien. De là l'insurrection de Melé
 et d'Avellino, devant laquelle le ca-
 binet de Ferdinand se trouva pris et
 dépourvu et recula. Non-seulement
 les ministres donnèrent tous leur dé-

, mais bientôt le roi lui-même, après avoir nommé un non-ministère, s'entendant demander immédiatement l'acceptation de la constitution des cortès, abdiqua tranquillement, et, ainsi qu'en prétextant la faiblesse de sa santé, déclara le duc de Calabre aïe-général, avec la clause *de salter ego*. Ce prince alors sur le continent que depuis peu de temps; l'imminence d'un danger qu'on sentait vaguement, mais savoir de quelle manière résister, avait décidé l'ancien cardinal le rappeler, et le général, chargé de le suppléer en son absence, venait à peine de s'installer à Palerme lorsque le télégraphe porta la nouvelle de la révolution. Il fut heureux que le prince vint là : sans cette circonstance on eût dit que de telles mesures se prenaient dans les premiers moments de l'effervescence populaire. Ainsi le prince était pour la deuxième fois sur son étoile à la tête d'une constitution libérale détestée de son peuple qui se faisait encore au nom de la constitution étrangère. Toute constitution était bien plus ardue en 1820, qu'à Palerme en 1848. D'abord la constitution britannique apportait Bentinck était de lui ne bouleversent pas de fondamental l'état social, et dont l'existence a montré, soit les avantages, soit les vices; et la constitution des cortès, œuvre de démocratie, d'inspiration, était de celles qui ne peuvent pas plaire à quelque prince qui ne veut ni cadrer avec les molles habitudes napolitaines, ni faciliter une révolution pacifique comme celle que voulait. Ensuite à Palerme François fit à son service la seule force qui fit la loi en Sicile, les trou-

pes anglaises. A Naples, l'armée était aux carbonari, et la milice, que déjà il s'agissait de lever, devait être encore plus exaltée dans le sens républicain. Puis, la sphère dans laquelle il s'agissait d'opérer était plus vaste : c'étaient les Deux-Siciles et non la Sicile; et que d'énormes différences entre les deux pays! Puis, encore, aucune puissance étrangère ne s'immisçait dans l'intérieur de la Sicile; mais depuis la paix, depuis la mode des congrès, c'était le contraire, et les états du second ordre n'agissaient que sous le bon plaisir des grandes puissances. Un nouvel accident vint aggraver les embarras. Ce fut la révolution de la Sicile, qui, toujours pénétrée de ses vieux us, et maîtrisée par un égoïsme national étroit, avait rêvé le rétablissement de l'ancienne constitution et la reconnaissance d'une existence politique à part, bien que sous le même roi que Naples. François fit face bravement à ces embarras. Il déclara son père à une dernière publication, par laquelle le roi déclara qu'il ratifiait d'avance tous les actes de son fils bien-aimé, relatifs à l'exécution de la constitution, publication nécessaire pour calmer les méfiances. Alors François décréta l'adoption de la constitution des cortès, sauf les modifications à intervenir, et nomma une junte provisoire de quinze membres; il investit du gouvernement de Naples le général Filangieri, et du commandement de l'armée des Deux-Siciles le général Guillaume Pèpè, qui remplaçait, dans cette fonction, le général autrichien Nugent. Ensuite il prêta serment, ainsi que le prince de Salerne, son frère, à la constitution (13 juillet), convoqua le parlement pour le 1^{er} octobre, créa deux juntes pour préparer une organisation nouvelle de l'armée, et, par un simple ordre du

jour, supprima tous les réglemens militaires de Nugent, en y substituant les réglemens français, tels qu'ils avaient existé sous Murat. Un nouveau ministère remplaça la junte : les hommes modérés y dominaient. La liberté de la presse fit naître une multitude de journaux et de pamphlets. On parla de la diminution des charges publiques. Mais on sait que la réalisation de ces beaux plans n'est qu'un rêve aux époques de commotions politiques : les crises sociales, si elles développent parfois des ressources pour l'avenir, en tarissent aussi beaucoup pour l'instant, et les dépenses ne peuvent manquer de s'accroître quand on lutte contre l'intérieur et contre l'étranger, contre le parti vaincu et contre les vainqueurs. François eût bien voulu éviter ces luttes. Quand les deux enclaves ecclésiastiques, Ponte-Corvo et Benevento, essayèrent aussi de l'émeute sous Véliante, et demandèrent au prince vicaire-général leur réunion à la couronne de Naples, il refusa, et défendit aux Napolitains toute intervention dans les affaires des puissances voisines; et si plus tard, sur l'invitation des rebelles, il se porta médiateur entre elles et le pape, sa médiation fut si tiède qu'elle ne produisit aucun effet, et que les deux principautés s'organisèrent en républiques. Cette modération évidente n'empêcha pas que les grandes puissances de l'Europe ne fussent unanimes à refuser de reconnaître le nouveau gouvernement. De même, lorsque les négociations tentées à la suite de l'insurrection de Palerme eurent échoué devant la ténacité des députés palermitains à vouloir un parlement séparé et à dissoudre l'union, il ne tarda plus à déployer la rigueur nécessaire pour réduire ces provin-

ciaux. Florestan Pépé, à la tête de quatre mille hommes et de trouva en Sicile de garnison taines, livra plusieurs combats, notamment près de Nisetta; reçut la soumission de toutes les villes, et bombarda Palerme, qui, le 6 octobre, fut prise en vertu d'un traité. Mais cette convention ne trancha la question, et qu'elle stipulât la majorité des votes des Siciliens pour la séparation des deux parties intégrantes du royaume de Sicile au vœu du carbonarisme, la capitulation et la soumission de six mille hommes et qui firent cesser toute résistance, sarmèrent la population et firent entrer à la ville une contrainte de quatre-vingt-dix mille onces d'or. D'un côté le nœud lâché, on se renouait, de l'autre, chaque jour ajoutait à la dissidence des partisans; tous côtés régnait la discorde entre les militaires et les citoyens, discorde entre les corps de l'armée, selon qu'ils ou non pris part à la révolution; discorde entre les carbonari modérés. Pour ceux-ci était l'héréditaire, appuyé des Filangieri et Carascosa : mais là étaient ou devenaient les plébeux et leur exaltation, c'est une le s'augmentait par la résistance carbonari, le parti de l'ancien régime opposait les *caldieri* (chaudronniers), secte mystérieuse comme la première et que l'absence du carbonarisme avait éteinte, depuis que le carbonarisme le pouvoir, s'était ranimée fle des mécontents. Le mal ni les uns ni les autres n'était force à battre et réduire au

ennemis. On dénonçait les mis dans les loges, on ne pouvait inverser ; de telle sorte qu'on présentait au monde ni avec la calme de la modération, ni avec ce fébrile de l'élan révolutionnaire. Le problème qui récapitulait, au mois d'octobre et lors d'ouverture de la session, était des modifications à faire à la constitution. Le roi, qui fit en personne l'ouverture du parlement le 7 novembre (non-sens bizarre, après la session qu'il avait faite de l'exercice de la royauté), insista sur la nécessité de ne pas affaiblir le pouvoir : le duc de Gallo répondit en regret que la santé du monarque ne lui permettait pas de reprendre les rênes du gouvernement, c'est-à-dire que le libéralisme préférerait encore le pouvoir héréditaire au roi, mais c'est, au fond, qu'il ne voulait de la monarchie, et dans son système il n'y avait pas de raison. Sans doute il faut que le pouvoir soit fort, et qui a jamais vu un vigoureusement tyran que le peuple populaire lorsqu'elle est prête à gagner la bataille ? mais il faut qu'on croie au pouvoir. Or le libéralisme ne croyait point à la puissance du père, point à l'énergie de la monarchie. François n'était pas de ces aventuriers qui, comme Danton, s'écrient : « De l'audace, de ce et encore de l'audace ! » Il était, au contraire, prudent. Avec ces deux idées on n'est souvent que médiocre en présence des grands événements. Les députés appartenaient en partie aux nuances exaltées ; le libéralisme eut donc bientôt achevé d'ordonner le vicar-général. Toute l'attention un peu profonde à la constitution des cortès devenait inutile. Les intentions connues du roi, alors réuni, promettaient aux

royalistes le prompt rétablissement de l'ordre de choses ancien, sans correctifs. En vain le roi, toujours jouant son rôle dans la coulisse, fit exposer, d'accord sans doute avec son fils, dans une séance du parlement, qu'il était en mesure de prévenir l'invasion autrichienne par la médiation du roi de France, moyennant six changements dans la constitution : 1° établissement d'une chambre des pairs ; 2° abolition de la députation permanente du parlement ; 3° choix de conseillers-d'État au gré du roi ; 4° veto royal illimité ; 5° initiative du budget et des lois au monarque ; 6° droit de dissolution du parlement. L'ouverture fut vivement rejetée, bien qu'on ne se dissimulât point la gravité des circonstances, et que le message en réponse au roi finit par un tableau chargé des plus sombres couleurs, et fait pour soulever encore les passions. L'irritation monta au comble lorsque, invité par les lettres autographes des souverains, à se rendre au prochain congrès de Laybach, Ferdinand sollicita l'agrément de la législature (7 déc.) pour ce voyage. En l'obtenant et pour l'obtenir au bout de cinq jours de messages amers de part et d'autre, il se crut obligé de remplacer le ministère, objet des attaques des carbonari, par un nouveau cabinet, et de laisser le parlement désérer un prince, pour tout le temps que durerait son absence, non le titre de vicar-général, mais celui de régent du royaume. A partir de cet instant, il fut clair que la révolution était manquée. On savait que le roi, à Laybach, ne plaiderait pas pour la constitution espagnole ; et les préparatifs pour résister aux Autrichiens n'étaient que de bien faibles remparts. Tout ce qui suivit fut une vraie co-

médie, dans laquelle on se demande comment les acteurs pouvaient s'en-tre-regarder sans rire. François second, consciencieusement sans doute, les mesures des chefs de la révolution pour la défense du nouveau régime; mais est-ce qu'il croyait, est-ce que ces chefs pouvaient croire à l'efficacité de ces mesures? c'est donc que personne n'osait dire le premier qu'il fallait renoncer à des rêves, ou bien qu'on attendait un miracle. En attendant, milices et gardes nationales recevaient des encouragements qui, même, donnaient de la jalousie aux troupes de ligne. Civitella del Tronto, Gaëte furent mises en état de défense : l'armée, forte de quatre-vingt-dix mille hommes, dont deux cinquièmes de troupes de ligne, se porta, divisée en trois corps, dans les plus fortes positions, le chemin d'Itri, le passage de San-Germano, les Abruzzes; une escadre, composée de frégates et chaloupes canonnières, se mit en devoir d'intercepter les convois des Autrichiens dans l'Adriatique. Mais l'organisation de toutes ces troupes était bien faible; pas d'esprit militaire, et à quelques exceptions près, pas d'habitude des armes, pas d'expérience de la guerre, puis pas de grand général et surtout pas de direction suprême, unique et forte. Le parlement s'était séparé après diverses mesures de finances, et la députation permanente était en fonction auprès du prince régent quand vint la lettre de Laybach, du 18 janvier, par laquelle Ferdinand annonçait à son fils la décision irrévocable de l'Autriche de faire cesser immédiatement par la force des armes le régime constitutionnel. Le régent communiqua cette notification à la députation permanente, en exprimant l'idée que son père était à Lay-

bach en é de soi ainte; et il lui fut répondu le même sens, avec cette imperieuse idée romaine, sublime, lorsqu'elle est accompagnée d'une grande puissance ou de la ferme volonté de tout un peuple, de mourir plutôt que de céder, mais très-ridicule quand on lâche pied au premier son de la trompette. A chaque instant les déclamations des exaltés devenaient de plus en plus furibondes dans les journaux, dans les clubs, à mesure que le dénouement approchait; déclamations vides, car elles ne faisaient lever aucun défenseur, et tout ce qui en résulta, ce fut, dans Naples, une espèce de stupeur silencieuse de la population moyenne. Frimont (*Voyez ce nom, dans ce volume*), à la tête des Autrichiens, avançait. L'arrivée des fuyards à Capoue apprit au prince régent que la faiblesse de l'armée constitutionnelle passait encore tout ce qu'on aurait pu en augurer, et que la résistance serait, non pas insuffisante, mais totalement nulle. Pendant ce temps, l'anarchie régna à Naples où quelques forcenés et des bandits se livraient aux plus affreux désordres. Carascosa même, qui se repliait sur Capoue, eut peine à comprimer ces mouvements. Enfin, le 26 mars, les Autrichiens occupèrent la capitale, et un gouvernement provisoire, mit fin à la régence du prince François. Il se rendit alors à Caserte et y passa plusieurs semaines au sein de sa famille, tandis que Ferdinand séjournait à Florence. Puis, quand ce roi se mit en marche pour son royaume, il se trouva sur son passage à Rome. Il y eut entre eux une scène très-vive au palais Farnèse; mais enfin le pape pardonna au fils et lui rendit son amitié. On les vit, avec un peu de

se, faire leur entrée ensemble à Naples, au milieu des uniformes-aus et sous un arc-de-triomphe. Mais on trouvait tout simple que se fût las de ses ingouvernables es carbonari, on blâma sa trop te jonction aux ennemis de la Reste à décider s'il devait par sence se constituer en hostilité famille, avec l'Autriche, dans e protectrice qui ne demandait prétexte pour rester indéfini- à Naples. Du reste, son in- fut nulle pendant les quatre que dura encore le règne de and : on eût dit même qu'il nit à s'effacer, ne participant de façon aux mesures réaction- , mais n'essayant point d'op- a. Dire si décidément il avait é aux principes constitution- par admirer l'absolutisme, ou 'il croyait prudent d'établir l du calme afin de voir partir tiens de la restauration, se- ficile aujourd'hui. Le fait est : avènement au trône en 1825 ngea rien à la conduite du nement, tant à l'intérieur qu'à eur : il assura la cour de e sa persévérance à suivre la ligne que son père, et il fit d'un zèle au moins égal à e Ferdinand pour le maintien rérogative royale et de l'ordre. Toutefois il insista sur la té de préciser le moment de ation du royaume des Deux- . L'île et le continent, dit-il, assez tranquilles pour qu'il des forces indigènes afin de mer les projets des rebelles. servations amenèrent la signa- la convention de Milan, par e il fut arrêté qu'à moins d'é- ts imprévus et sur la requête le corps autrichien évacue-

rait au commencement de 1827 le midi de l'Italie continentale. Déjà (9 avril) les six mille hommes qui, sous le comte de Lillienborn, occupaient la Sicile, s'étaient retirés, les uns vers Naples, les autres vers Trieste et Venise. Pour tranquilliser le cabinet autrichien sur les suites de ce retrait de la force armée, une ordonnance en quelque sorte du même jour que le traité (24 mai 1826) institua deux juntes d'état, l'une à Naples, l'autre à Palerme, et dans toutes les provinces des commissions chargées de juger les prévenus de conspirations et trames contre la sécurité de l'état, *par forme sommaire, en ne s'attachant qu'à la vérité des faits, et en n'admettant de jurisprudence et de règle que les instructions annexées à l'ordonnance*. Mais les juntes et commissions ne rendant point assez expéditivement et assez sévèrement la justice, comme l'entendaient les Autrichiens, il leur fut enjoint de mettre moins d'impartialité dans l'instruction des affaires et en général dans tout ce qui tenait à l'administration. « Dans leur conduite publique et privée, disait la circulaire, les autorités doivent ouvertement distinguer les sujets religieux, de bonnes mœurs, fidèles, manifestement dévoués au trône, de ceux qui persistent dans leurs opinions pernicieuses; elles doivent protéger avec amour les premiers, les préférer pour toutes les charges et être bienveillantes pour eux, de manière à manifester la faveur entière du gouvernement à leur avantage : elles doivent constamment rejeter les factieux...; elles doivent en proposer sur-le-champ la destination. Ennemis des autels, du trône, d'eux-

« mêmes et du bien commun, ces
 « malheureux cesseront de faire par-
 « tie de la grande masse des sujets
 « fidèles et aimés de S. M., et le
 « roi veut qu'ils soient considérés
 « comme indignes de ses grâces. »
 Enfin l'année suivante, de janvier
 à mars, les dix mille Autrichiens
 qui restaient encore dans la partie
 continentale du royaume de Naples
 reprirent le chemin du Nord. Le
 calme qui suivit leur départ prouva
 combien peu leur présence était in-
 dispensable. En 1828 seulement
 eut lieu, presque sans méditation,
 une échauffourée ridicule. Proscrits
 en 1821, et depuis ce temps réfugiés
 dans les montagnes où ils dé-
 fiaient toutes les recherches, et d'où,
 à la tête d'une bande, ils répandaient
 la terreur dans tout le pays,
 trois frères du nom de Capozzoli des-
 cendirent dans la petite ville de Bos-
 co (Principauté-Citérieure), et y
 proclamèrent la charte française. Le
 mouvement insurrectionnel ne s'étendit
 que jusqu'à Palerme. Le télégraphe
 de Paluure abattu, à San-Gio-
 vanni-a-Piro où les révoltés rencon-
 trèrent de la résistance, quelques
 scènes de massacre et de pillage qui
 décelaient des habitudes de bandits
 plus que des idées de révolutions po-
 litiques, furent les principaux ex-
 ploits des héros de cette émeute, à
 laquelle sans doute regrettèrent de
 s'être associés certains noms hono-
 rables, qu'on est étonné d'y trouver.
 François déploya de la célérité à la
 nouvelle du mouvement, et de la fer-
 meté à la nouvelle de sa victoire. Au
 premier mot des événements de Bos-
 co, il mit des forces supérieures à la
 disposition du maréchal del Carretto,
 qui sans perdre un instant marcha aux
 rebelles. Se voyant sur le point d'être
 enveloppés, et ne trouvant point dans

la population l'appui qu'ils s'étaient
 promis, ceux-ci jetèrent leurs armes
 et se débandèrent. Bosco fut rasé
 et son territoire réuni à celui de la
 commune de San-Giovanni-a-Piro;
 vingt à vingt-cinq coupables furent
 exécutés : les frères Capozzoli échap-
 pèrent pour l'instant, mais furent re-
 pris l'année suivante et passés par les
 armes. Le même sort attendait leur
 ami Galotti, qui par un heureux has-
 sard avait trouvé moyen de se réfugier
 en Corse : son extradition fut
 sollicitée et obtenue même, et déjà elle
 allait être exécutée, lorsque l'insur-
 rection de la presse française, prenant
 le prisonnier sous son égide, fit recu-
 ler le gouvernement de Charles X.
 D'autres actes méritèrent au roi Fran-
 çois un honorable souvenir. Conjoin-
 tement avec le ministre Médici, il
 essaya de remettre de l'ordre dans les
 finances, fit toucher courageusement
 la plaie à tous, en montrant et le dé-
 ficit annuel et la nécessité d'augmen-
 ter les impôts; fixa, à compter du
 12 janvier 1827, un fonds perpétuel
 d'amortissement pour la dette des
 états en deca du phare (le capital
 de la dette était de quatre cent qua-
 rante-un millions), et donna au bud-
 get une publicité sans exemple dans
 une monarchie absolue. Ces mesures
 et d'autres encore élevèrent beaucoup
 le cours des rentes de Naples sur
 toutes les places de l'Europe. Fran-
 çois eut aussi le mérite de vouloir se
 soustraire à l'insolence des avanies
 des Barbaresques. Dès 1825, il
 avait refusé la prétendue redevance
 imposée par le bey de Tripoli à son
 père, et pendant deux ans la querelle
 en resta là. Les réclamations étant
 devenues plus impérieuses en 1826,
 le roi de Naples y répondit, en en-
 voyant une escadre, composée d'un
 vaisseau de ligne et d'une douzaine

es, bombarder Tripoli. Malheureusement cet armement était trop. Les batteries et la flottille italiennes répondirent aux bombes boulets, et au bout de trois jours, sans grand dommage ni d'autre, l'escadre revint en Italie. Il fallut alors admettre l'usage avec toutes les nations, excepté la France, l'Autriche, l'Angleterre, le principe d'une coalition déguisée par le nom de prétexte : négocier sur cette base un traité fut signé le 28 octobre, à Vienne. Enfin, au milieu même des troupes déployées contre les adhérents, Capozzoli, François déclara qu'il voulait éterniser son règne par une restauration complète de l'empire de la nouvelle civilisation. Quelques réglemens avaient été étudiés aux améliorations et à ce qu'il allait suivre d'augmentations que ceux de l'Autriche, en 1829, Naples eut la même deux têtes couronnées, le roi de Sardaigne au mois de février, le roi de Sardaigne au mois de mai. Il n'y avait pas que le premier eût une rose en vue qu'un pèlerinage, à ce temps artistique et scientifique sur cette terre si curieuse de géologue et le poète, si fécond en souvenirs et en chefs-d'œuvre, on peut tenir pour certain que le voyage du roi de Sardaigne avait un but politique, et certainement ce but était de soutenir la fédération italique, dont le roi convenait toujours l'idée, et lui-même le titre modeste de protecteur, lui créerait un véritable empire d'un bout à l'autre de l'Italie. Le concours de la France pour les souverains italiens sur l'indépendance était nécessaire. François se chargea de s'as-

surer lui-même des vues du cabinet des Tuileries sur cette affaire délicate ; et tel est le motif véritable du voyage et du séjour un peu prolongé qu'il fit en France à la suite de ces ouvertures. Il est vrai qu'il se ménagea un prétexte et même plus d'un prétexte, afin de sembler comme entraîné par le hasard à cette démarche et de donner le change aux soupçons des diplomates. D'abord à Paris n'avait-il pas sa sœur (la duchesse d'Orléans, aujourd'hui la reine) ? n'avait-il pas sa fille (la duchesse de Berri) ? mais il y eut encore mieux que cela : Ferdinand VII d'Espagne lui demandait la main de Marie-Christine. François voulut conduire lui-même sa fille bien-aimée à son époux ; et au lieu de prendre la route de mer, la plus directe et la plus usitée, il s'achemina par Rome, Florence, Turin et Grenoble (31 octobre), où il fut reçu, d'abord par le duc de Blacas, ensuite par la duchesse de Berri, puis par le duc et la duchesse d'Orléans, et d'où il mit onze jours à passer en Espagne. Les fêtes du mariage finies, il vint à Paris où son arrivée fit sensation. Le voile couvre encore les conférences politiques qui purent avoir lieu entre Charles X et François I^{er}, et qui sans doute ne produisirent rien de définitif, vu l'occupation que donnait alors au roi de France l'attitude plus hostile que jamais du libéralisme. Ce qu'il y eut de plus positif dans toute cette diplomatie, ce fut l'argent jeté, ce fut la magnificence des fêtes. La plus belle sans contredit fut celle que donna le duc d'Orléans, et à laquelle Charles X lui-même parut. Un mot fut dit à cette occasion : « C'est « bien véritablement une fête napoléonienne, nous dansons sur un voi-

étudia les besoins, établit partout des conseils de préfecture et de municipalité, fit fixer un maximum de contribution foncière, au-delà duquel on ne pourrait rien demander sans convoquer le parlement, allégea le poids des charges par l'ordre et l'économie, releva le crédit, encouragea le commerce et l'agriculture, provoqua l'ordonnance qui, satisfaisant à demi les vanités féodales, permit l'exécution des majorats, mais sous conditions et dans certaines limites, et s'y prit de telle manière, qu'en fait les Siciliens jouirent d'une vraie et sage liberté. C'est grâce à lui que, lors de la loi fondamentale qui réunit les deux états de Naples et de Sicile en un royaume un et indivisible (1816), il fut stipulé que les Siciliens seraient en tout assimilés aux Napolitains, sauf pour les emplois ecclésiastiques et civils, auxquels n'auraient droit que les habitants de l'île. Il fut posé en principe que, comme, calcul fait de la population du royaume, la Sicile se trouvait à elle seule en former le quart, un quart des emplois serait occupé par des Siciliens. Il fut promis que, tant que le roi résiderait à Naples, la Sicile aurait en quelque sorte sa cour à elle et serait sous le gouvernement d'un prince du sang. Enfin, malgré le décret d'union, il fut déclaré que, provisoirement et jusqu'à l'établissement d'un code auquel on allait travailler, l'ordre judiciaire en Sicile continuerait à se régir par d'autres lois que dans le reste du royaume. Généralement, on rendait justice au prince royal; son zèle consciencieux pour le bonheur du grand nombre était compris, son aménité goûtée, on l'aimait. On l'eût porté plus haut encore, si l'on eût su combien, lors des

deux horribles tr ~~abandonnés~~ la terre qui houlaver ~~est~~ la Sicile en 1816 et 1819, on ~~est~~ fut redoutable. Le gouvernement napolitain, ~~avait~~ avoir donné un mot au désastre de la Sicile, n'en parlait plus et l'eût oubliée, sauf dans les occasions où il s'agissait d'en arracher de l'argent. Les énergiques réclamations de ~~Fr~~ François obtinrent alors pour ~~ce~~ pays des secours, trop faibles sans doute, et dont la répartition prêtait beaucoup à la critique, mais qui, enfin, étaient préférables à un abandon absolu; il distribua ainsi vingt-huit mille deux cent cinquante onces tant aux nécessiteux et à ceux qui ne pouvaient relever leurs maisons, qu'aux fondations monastiques et aux églises. Ces efforts et l'opinion du prince royal avaient dans tout le royaume des Deux-Siciles un retentissement d'autant plus grand, qu'appelé au trône par le droit de sa naissance, et y touchant en quelque sorte, en l'homme avancé de son père, il semblait destiné à réaliser sous peu, au moins dans son royaume, les vœux des Italiens pour une réforme gouvernementale et sociale devenue indispensable au pouvoir lui-même. Ce serait dû être un motif pour les impétueux carbonari de laisser encore un an ou deux mûrir leurs projets de changements, dont une partie au moins se serait exécutée sous François sans que les puissances étrangères s'en effarouchassent et y opposassent leur veto. Mais l'explosion instantanée de la révolution espagnole avait enivré tous les partisans des idées libérales, et l'on ne doutait de rien. De là l'insurrection de Blot et d'Avellino, devant laquelle le cabinet de Ferdinand se trouva pris et dépourvu et recula. Non-seulement les ministres donnèrent tous leur dé-

, mais bientôt le roi lui-même, après avoir nommé un nouveau ministère, s'entendant demandant l'acceptation de la constitution des cortès, abdiqua naturellement, et, ainsi qu'en prétextant la faiblesse de sa personne, déclara le duc de Calabre généralissime, avec la clause de l'*alter ego*. Ce prince lors sur le continent que depuis peu de temps; l'imminence du danger qu'on sentait vaguement, sans savoir de quelle manière venir, avait décidé l'ancien cardinal à rappeler, et le général chargé de le suppléer en l'absence, venait à peine de s'installer à Palerme lorsque le télégraphe porta la nouvelle de la révolution. Il fut heureux que le prince fût là : sans cette circonstance on eût dit à quelles mesures se livraient les premiers moments, l'effervescence populaire. Ainsi il était pour la deuxième fois sur son étoile à la tête d'une armée libérale détestée de son peuple qui se faisait encore au nom de la constitution étrangère. Toute la constitution était bien plus ardue qu'en 1820, qu'à Palerme en l'abord la constitution britannique apportait Bentinck était de ne pas bouleverser pas de fond le état social, et dont l'expérience avait montré, soit les avantages, soit les vices; et la constitution des cortès, œuvre de démocratie, d'indépendance, était de celles qui ne pouvaient pas à quelque prince que ce fût ni cadrer avec les molles habitudes napolitaines, ni faciliter une révolution pacifique comme celle qu'on avait. Ensuite à Palerme François fit à son service la seule force qui fit la loi en Sicile, les trou-

pes anglais. A Naples, l'armée était aux carbonari, et la milice, que déjà il s'agissait de lever, devait être encore plus exaltée dans le sens républicain. Puis, la sphère dans laquelle il s'agissait d'opérer était plus vaste : c'étaient les Deux-Siciles et non la Sicile; et que d'énormes différences entre les deux pays! Puis, encore, aucune puissance étrangère ne s'immisçait dans l'intérieur de la Sicile; mais depuis la paix, depuis la mode des congrès, c'était le contraire, et les états du second ordre n'agissaient que sous le bon plaisir des grandes puissances. Un nouvel accident vint aggraver les embarras. Ce fut la révolution de la Sicile, qui, toujours pénétrée de ses vieux us, et maîtrisée par un égoïsme national étroit, avait rêvé le rétablissement de l'ancienne constitution et la reconnaissance d'une existence politique à part, bien que sous le même roi que Naples. François fit face bravement à ces embarras. Il déclara son père à une dernière publication, par laquelle le roi déclara qu'il ratifiait d'avance tous les actes de son fils bien-aimé, relatifs à l'exécution de la constitution, publication nécessaire pour calmer les méfiances. Alors François décréta l'adoption de la constitution des cortès, sauf les modifications à intervenir, et nomma une junta provisoire de quinze membres; il investit du gouvernement de Naples le général Filangieri, et du commandement de l'armée des Deux-Siciles le général Guillaume Pépé, qui remplaçait, dans cette fonction, le général autrichien Nugent. Ensuite il prêta serment, ainsi que le prince de Salerne, son frère, à la constitution (13 juillet), convoqua le parlement pour le 1^{er} octobre, créa deux juntas pour préparer une organisation nouvelle de l'armée, et, par un simple ordre du

doute plus pour son héritier celui qui, le jour de la cinquième représentation d'Irène (1778) lui demandait deux billets, en une longue supplique qui se terminait ainsi :

Ma muse à toi se recommande ;
Mais tout l'objet de ma demande
Sont deux billets pour ce soir.

Les premières œuvres de l'enfant-poète n'avaient dû une partie de leur succès qu'à l'âge de l'auteur. Cet intérêt s'affaiblit, lorsque, deux années plus tard, il mit au jour, en société avec M. de Mailli, les *Poésies diverses de deux amis*, 1768, in-8°. En 1770 il lut, à la distribution des prix du collège de Saint-Claude, à Toul, une ode qui reçut de vifs applaudissements (2), et qui lui valut une chaire d'éloquence et de poésie que M. Drouas, évêque de Toul, s'empressa de lui offrir. Mais il n'occupa que peu de temps ce poste. On l'accusa de déisme, d'*encyclopédisme*, et le prélat se crut obligé de lui retirer sa confiance (3). Éloigné du professorat, François dut prendre un autre parti. L'église et le barreau attireraient à eux les jeunes gens de mérite que leur naissance ou le défaut de fortune écartait des emplois réservés aux classes privilégiées. Il préféra le barreau et se rendit à Paris pour suivre les cours de la faculté de droit, tout en continuant de

cultiver la poésie. Il demandait, en 1772, à M. de Solignac, son agrément pour solliciter la survivance de la place de secrétaire perpétuel de l'académie de Nancy. « Parmi les différentes perspectives de fortune et d'établissement que m'offrent les mains puissantes dont je suis la direction, je préfère celles qui pourraient me rapprocher de ma patrie, quoique la capitale me présentât peut-être un théâtre plus vaste et de plus grandes scènes. Des noms chers à mon cœur me conduisent en Lorraine, et les mains supérieures qui me dirigent veulent bien se prêter à mes vœux et m'ouvrir la carrière de la magistrature à Nancy ; mais ce n'est pas assez pour moi, je suis jaloux de réunir les roses de la littérature aux épines de la jurisprudence.... J'ambitionne l'honneur de donner à ma patrie un orateur et un littérateur. Elle a trouvé en vous, mon cher maître, un nouveau Fontenelle. Le dirai-je ? je voudrais qu'on pût revoir en moi un autre Solignac (4). » Mais M. de Sivry (5), avait déjà obtenu du roi, à l'insu de l'académie, un brevet qui l'appela à la survivance de M. de Solignac. La compagnie prit feu, parce que cette manière d'agir la dépossédait du droit qui lui était conféré, par ses statuts, d'élire le secrétaire perpétuel. Elle témoigna sa mauvaise humeur à M. de Sivry, qui comprit la nécessité de se départir d'un honneur contraire aux privilèges de ses confrères. Aussi, l'année suivante, après la mort de M. de Solignac, il fut choisi pour le remplacer. Le jeune François fut donc obligé de tourner

(2) Ode sur la distribution solennelle des prix du séminaire épiscopal de Saint-Claude, en forme de collège et de pensionnat, fondé en 1769, par M. Drouas, évêque-comte de Toul, Toul, 1770, in-4° et in-8°.

(3) François de Neufchâteau commit la faute d'attirer, quelques années après, l'attention du public sur des faits qui s'étaient passés dans l'intérieur du séminaire, en publiant une *Lettre à M. l'abbé Drouas* (frère de l'évêque de Toul, et vicaire-général du diocèse), à l'occasion des bruits répandus contre le séminaire de Toul, Paris, 1774, in-8° de 56 pag. Ces bruits tendaient à le faire considérer comme la cause du dérangement qu'on avait remarqué dans la conduite des élèves de cette maison.

(4) Lettre inédite du 9 juin 1772.

(5) M. de Sivry, père de Mad. de Vannes.

des d'un autre côté. Ayant été docteur en droit à Reims, il se mit à suivre le barreau de la ville, sous le patronage de Lindever son ami, quand la pre-restauration de la magistrature ne lui enleva l'espérance de créer un état indépendant. cité devant le conseil de l'ordre des avocats, qui, parmi plusieurs, lui reprochait d'avoir comme ode à la louange du chancelier Maupeou (6), et de s'être fait voir docteur, à la seule recommandation de ce ministre, sans avoir obtenu les droits de l'université. Il avait quelque chose de vrai dans ses excuses; mais il était évident qu'on ne les produisait qu'en faveur du régime qui venait de finir. Le jeune stagiaire se tira de ce mauvais pas, par d'adroites réponses, et fut quitte pour une sévère réprimande. Il publia plusieurs mémoires judiciaires qui eurent quelque succès. On doit distinguer parmi ces écrits celui qu'il lança contre les médecins français, au nom du *Lonvay de la Saussaye*, d'une mauvaise pièce intitulée *Alcidonis*, ou *la Journée émonienne*, drame 3 en actes en prose, 1773, in-8°. On croit qu'il eut aussi beaucoup de part à la compilation des Mémoires qui parurent à différentes époques sous le nom de son oncle, son ami, avocat aux conseils, en 1775, il épousa mademoiselle Dubus, fille d'un ancien danseur d'Opéra, et nièce de Préville. Le mariage, qui lui assurait une fortune indépendante, fut considérée comme une mésalliance par le conseil de l'ordre, et il fut rayé du tableau. En vain chercha-t-il à s'introduire parmi les avocats aux conseils,

(6) Sur les parlements créés, 1771, in-8°.

dont l'office était véniel, ils repoussèrent un homme que les avocats en parlement avaient rejeté. Linguet l'excitait fortement à attaquer ces deux redoutables corporations; qui n'auraient pu triompher sans recevoir plus d'une meurtrissure; mais, fidèle au caractère de prudence qu'il déploya dans toutes les occasions difficiles, François préféra le parti de la retraite. N'ayant pu être avocat, et trouvant l'accès de la magistrature plus facile, il acheta fort cher la charge de lieutenant-général au bailliage de Mirecourt. Sa jeune épouse, cause involontaire de ses disgrâces, se voyait avec peine obligée de quitter Paris. Triste aussi des chagrins de son mari, elle contracta une maladie de langueur qui la conduisit au tombeau le 18 avril 1776. Ayant été mis en possession de sa charge, François, qui s'était fait autoriser, par un arrêt du parlement de Nancy, à joindre à son nom celui de *Neufchâteau*, sembla d'abord se vouer tout entier à ses devoirs et négliger les roses de la littérature; mais la ville de Mirecourt n'était qu'à douze lieues d'une capitale célèbre par l'amour des beaux arts, où des cercles polis (7) conservaient avec une délicatesse d'esprit toute française les traditions d'urbanité de la cour de Léopold et de Stanislas, où une académie, fondée par ce dernier prince, offrait avec orgueil les noms de Saint-Lambert, de Boufflers, de Tressan. C'étaient trop de séductions pour le jeune François: le magistrat aurait dû y résister; le poète y succomba. Dès lors, on le vit assister plus souvent aux séances de l'académie, qu'aux audiences du

(7) Ses cercles si polis.....
Voulaient un autre style et d'autres agréments.
Palme des Poètes.

présidial de Mirecourt (8). Accueilli par toutes les personnes distinguées, il cultiva, surtout pour leur plaisir, cette branche de la poésie dans laquelle nous ne reconnaissons point de maîtres, et que notre légèreté s'est bornée à appeler *fugitive*. Marchant sur les traces de Chaulieu et de Voltaire, il sut tourner avec facilité une foule de vers, où la coquetterie du style, imitant les grâces un peu étudiées du monde d'alors, étouffait sous ses ornements le naturel qui fait le principal charme de ce genre de composition. Il n'en recueillit pas moins les applaudissements du public et des sociétés littéraires dont il était membre. Mais ces petits succès ne pouvaient suffire à son âme avide de gloire. Une composition plus vaste occupait sa pensée, il ne s'agissait rien moins que de faire passer dans notre langue les beautés presque inimitables du Roland furieux. « Traduire l'Arioste en vers, « c'est créer, et je crois cette création un peu difficile pour M. François », a dit un célèbre critique (9), qui trouva d'ailleurs « les premières « strophes bien rendues, mais le « reste faible et négligé. » En 1778 et 1779, il lut successivement la traduction des neuf premiers chants, dans les séances publiques de l'académie de Nancy. Le Journal littéraire de cette ville, rédigé avec un talent remarquable par Therrien, et l'Almanach des muses de 1780, recueillirent quelques fragments de cette version, qui donnent une idée avantageuse du reste de l'ouvrage, mais d'après lesquels il serait injuste de prononcer un jugement sur cette

(8) Il prononça à la rentrée de ce siège une Harangue sur la considération publique qui a été imprimée en 1777.

(9) La Harpe. Correspondance littéraire, tom. 2, p. 322. (Tome XI des Œuvres complètes.)

traduction, dont le manuscrit a été perdu depuis dans le naufrage que l'auteur fit à Saint-Dominique. Comme à cette époque les fonctions administratives et judiciaires pouvaient être réunies dans la même main, François de Neuschâteau fut nommé, en 1781, par M. de La Porte, intendant de la Lorraine, dont il avait été le secrétaire, subdélégué de la province, à Mirecourt (10). Il forma les nœuds d'un nouvel hymen, en 1782, avec une dame du pays. Mais cette union ne fut pas heureuse; ils vécurent presque toujours séparés, et son épouse périt misérablement assassinée à Vicherey, vingt-trois années après. En 1783, M. de La Porte contribua à le faire nommer procureur-général au conseil supérieur du Cap, à Saint-Dominique. En sortant de Châtelleraut, pendant la nuit, il vit sa voiture se briser et fut obligé d'aller à pied jusqu'au gîte le plus voisin. À Angoulême il fut empoisonné par un plat de champignons. Il arriva très-malade à Bordeaux, où les soins qu'il réclamait sa situation le retardèrent jusqu'au 8 novembre 1783; et, par une fatalité qui devait l'atteindre réellement plus tard, on annonça que la chaloupe qui le portait avait fait naufrage dans la rivière de Bordeaux. Linget fit de cet événement l'objet d'un article qu'il inséra dans ses Annales, sous le titre de *Mort de M.*

(10) Le séjour de la petite ville de Mirecourt ne plaisait d'ailleurs que médiocrement au lieutenant-général du bailliage. On ne peut se douter en lisant les vers qu'il adresse à H. de Gassendi, lors de son passage en cette ville.

Mais ce climat un peu couvré,
Aux enfants du dieu des hautes-ports
Ne peut offrir aucun bien-être;
Mirecourt a ses vicijs
Dont on estime la cadence;
Mais c'est à la haine des vers
De produire des Apollons.

Almanach des Muses de 1780, p. 101.

pois de Neufchâteau (11). Pendant ce temps l'abbé Geoffroy publiait à Paris un ouvrage duquel n'était pas mort, le *Dia- de Métrocle et Cratès*. Il était, dans l'avertissement, de r une édition des *ouvrages* mes de son ami. Tandis qu'on ainsi courir à Paris le bruit mort, François de Neufchâteau it heureusement à Saint-Doe. Mais la fièvre qui l'atten- le sol dévorant d'Haïti le mit rtes du tombeau. Dès qu'il put r ses fonctions, il commença ire abolir la coutume inhumaine s sous le nom de *Baptême du* me, et redressa quelques au- bns dans l'administration de ice. Il porta aussi son atten- ir des objets d'intérêt général a colonie. Après avoir séjourné ns dans l'île, il apprit par les es (12) que le ministère lui accordé un congé, pour venir en e rétablir sa santé altérée par rail et le climat des Antilles. t satisfaire le plus vif de ses dé- 3). Il s'embarqua le 3 septem- 786, sur la frégate du com- le *Maréchal de Mouchy*. la nuit du 4 au 5, le navire i sur les roches de l'île de Mo- échoua à cinquante lieues du lfaut le laisser lui-même rendre e de ce cruel événement. « Le itaine avait perdu la tête, et reur du naufrage a été accrue

« par les désastres, le pillage, la fa- mine, la soif et mille autres mal- « heurs endurés sept jours et sept « nuits sur les rocs pointus et stériles « de cette île déserte, où l'on man- « que d'eau douce, où j'ai conché sur « des cailloux, avec des légions d'in- « sectes dévorants, où j'ai reçu plu- « sieurs coups de soleil, où il m'a « fallu faire quarante lieues à pied, « sans bas et sans souliers, où j'ai « été réduit à manger des escargots « crus et des lézards. Nous devons « y périr ; Dieu nous a envoyé un « brave capitaine anglais, qui nous a « presque tous sauvés sur un petit « bateau, et le mercredi 13 de ce « mois, nous sommes descendus « dans le bourg de Limbé. Les ma- « telots n'ont rien laissé aux passa- « gers, grâce à la loi du plus fort. « Il me reste, ma place, et je vais la « reprendre. J'emportais avec moi « mes porte-feuilles remplis d'un « travail pour les bureaux du minis- « tère, d'un autre pour la Haute- « Guyenne, fait d'après la demande « des états du pays, dix-huit chants « de mon Arioste, etc ; je triom- « phais en espérance!.... (14). » Le conseil supérieur du Cap ayant été supprimé, il revint en France, ne séjourna que peu de temps à Paris, et alla se fixer à Vicherey, où il prit pour l'agriculture un goût qu'il conserva jusqu'à la fin de sa carrière. Il partageait d'ailleurs son temps entre les soins qu'exigeait sa santé et quelques travaux littéraires. Mais déjà grondaient les bruits précurseurs de l'orage qui allait éclater sur la France. Les discussions de l'assemblée des notables, l'exil des parlements et leur seconde restauration occupèrent vivement tous les esprits ;

Annales politiques, civiles et littéraires du siècle, Londres, 1772, t. 2, p. 7.
Lettre du 7 juin et 1786, faisant partie d'une collection d'autographes de l'auteur de la.
Il mandait à un de ses amis (lettre du 1786) : « Je vois partir avec peine M. de Fontanges. Quand je réfléchis à rester à deux mille lieues de chez moi, à me voir à quatre pour ne pas sur leur vaisseau et m'enfuir avec eux, mon heure n'est pas venue. »

(14) Extrait d'une lettre du 15 septembre 1786, adressée à M^{lle}. François de Neufchâteau.

et, quand ces grands corps disparurent devant le redoutable auxiliaire qu'ils avaient eux-mêmes appelé, M. François de Neufchâteau monta sa lyre, pour célébrer ces triomphes et ces chutes, comme il avait autrefois chanté le parlement Maupeou! La révolution trouva en lui un de ses plus zélés partisans. Elu député suppléant aux Etats-généraux, il ne fut point appelé à siéger dans cette assemblée. Son activité patriotique se développa sur un plus petit théâtre. Les communes du bailliage de Toul ayant député des commissaires qui devaient se réunir dans celle de Bicquille, au mois d'août 1789, pour délibérer sur différents objets d'intérêt public, le lieutenant de roi à Toul fit arrêter par la maréchaussée quatre de ces commissaires, au nombre desquels était François de Neufchâteau. Ils furent transférés dans les prisons de Toul, puis à Metz, pour y être jugés prévôtalement, *comme auteurs et fauteurs d'un attroupement illicite et d'une assemblée illégale*. Mais le marquis de Bouillé, qui commandait dans cette province, ne jugeant pas à propos de donner suite à l'affaire, ordonna la mise en liberté des commissaires, avant leur arrivée à Metz. François de Neufchâteau se rendit dans cette ville, « moins pour justifier, dit-il, une conduite reconnue « innocente que pour céder au vif désir que j'avais de voir de plus près « le général dont les exploits m'avaient frappé en Amérique, dont « les îles anglaises ont loué le gouvernement par des hommages libres, « dont Frédéric le-Grand a apprécié la valeur, dont enfin cette province bénit aujourd'hui la sagesse. Ce n'est pas un léger contraste que le même homme qui

« lui avait été adressé pour être jugé « prévôtalement ait eu l'honneur « de s'asseoir dans son cabinet, de « dîner à sa table, de partager les « charmes de sa conversation spirituelle et piquante, et d'être même « admis à lui communiquer sa façon « de penser sur des objets essentiels. » (15). Nommé juge de paix du canton de Vicherey et ensuite membre du directoire du département des Vosges, il remplit peu de temps ces deux fonctions. Ayant été élu député à l'assemblée législative, il fit partie du bureau, comme secrétaire, le 3 octobre 1791, et fut appelé à la présidence le 28 décembre. Il présenta au nom du comité de législation, un projet de décret pour comprimer les troubles religieux, en rendant responsables les prêtres non assermentés de tous les désordres de ce genre, et en provoquant, contre les réfractaires, des mesures de sévérité. Il proposa la vente des édifices qui ne seraient point affectés au culte salarié, et la suppression de la messe de minuit. Ce fut sous sa présidence qu'on abolit aussi la cérémonie du jour de l'an. Il communiqua la déclaration de l'assemblée générale de Saint-Domingue sur les rapports politiques de cette colonie avec la France. En 1792, il provoqua l'ajournement indéfini d'un projet sur le mode de constater l'état civil des citoyens; il appuya l'amnistie demandée pour tous les délits commis à Avignon, depuis la révolution. Il dénonça des intrigues qui avaient pour but d'empêcher que la Conven-

(15) Ces détails sont extraits d'un *Compte-rendu à l'assemblée des communes du bailliage de Toul*, par M. de Neufchâteau, de l'ouvrage fait aux communes du bailliage en la personne de quatre de leurs députés, 1789, in-8° de 50 p., avec tables. Cet écrit est resté inconnu aux bibliographes.

ionale ne se réunit à Paris, osa à ses collègues de rester ostie jusqu'à l'installation de elle assemblée. Les progrès née prussienne imprimaient résolution une sorte de censure ne partageaient pas certains, qui s'étaient empressés de leurs passe-ports. Il termina ère législative, en demandant membres de l'assemblée disservissent de garde à la Con-nationale, le jour de son tion. Nommé par elle minis-a justice, le 6 octobre 1792, a ce poste, en alléguant sa te santé. Quel qu'ait été le le cette détermination, elle a de l'horrible nécessité où it trouvé, au mois de janvier de notifier à Louis XVI le qui le condamnait à mort. par la politique à la littéra-François de Neufchâteau mit nière main à sa comédie de 'a, on la *Verturécompensée*, ait lue lui-même au lycée, en Quoiqu'il possédât le talent de lire parfaitement les vers, out les siens, il n'avait produit n'une faible sensation. Il fut ureux à la représentation qui au théâtre de la République oùt 1793. Boissy et La Chauss-ient échoué en traitant le su-Paméla (16), Voltaire l'avait sement ébauché dans Nanine. nier venu, en suivant les traces doni (*Pamela maritata*), ré-plus d'intérêt sur l'action, et surtout par l'élégance du style : cès auquel le jeu plein de et de grâces de Fleury et

de mademoiselle Lange ne fut pas non plus étranger. Après les désas-tres qui venaient de frapper, dans les grands, l'orgueil et les prérogatives de la naissance, il semblait que le poète dramatique n'eût plus aucun coup à leur porter. Sous cet aspect l'auteur ne décocha aucun trait nouveau contre la noblesse. Le public d'alors en trouva encore d'assez piquants pour y applaudir. Mais le comité de salut public ne fut pas de son avis, et jugeant la pièce trop *féodale*, exigea des corrections que l'auteur s'empressa de faire. Cette terrible autorité, qui avait dérogée s'abaissant au rôle de censeur, reprit bientôt le caractère qui lui convenait mieux, en ordonnant l'arresta-tion de l'auteur, dont la docilité ne lui parut pas assez complète. Cette mesure fut d'ailleurs principalement motivée sur son *modérantisme*. Les comédiens français, pour avoir représenté *Paméla*, subirent le même sort. En vain François de Neufchâteau chercha-t-il à se justifier avec eux dans un écrit intitulé : *M. François à la Convention nationale*, 1793, in-8° ; le comité, influencé surtout par Barrère, maintint sa décision. Ce ne fut qu'après le 9 thermidor qu'il recouvra sa liberté. Il avait composé dans cet intervalle des chansons dites *anacréontiques*, des hymnes républicains, notamment une prière que le dictateur Robespierre lui avait commandée pour sa fête de l'Être-suprême. La peur est une mauvaise conseillère. C'est à elle qu'il faut sans doute aussi attribuer cette triste inspiration qui lui dicta le *Porc-épic*, fable dans laquelle le roi, la reine et le dauphin étaient indignement travestis. Il célébra sa sortie de la nuit des tombeaux, par un remerciement en vers

iodard d'Ancourt fit représenter aux en 1743, une comédie critique de ces as le titre de la *Déroute des Pamélas*.

qu'il adresse au citoyen Boos (17),
auteur principal de ce dioptra, mais
que le thermomètre semblait avoir
seulement en l'honneur banal ;

tes assemblées du comité
régénérèrent l'humanité ;
les citoyens de la nation ;
la patrie bien est l'égale ;
l'œuvre qui s'y joint tend la France plus chère ;
et c'est un nouveau citoyen qu'elle a vu naître
à l'honneur de son libérateur.

Dans cette même année 1793, l'artillerie de son esprit s'était déployée sur d'autres matières qui touchaient de plus près à l'intérêt public. C'est ainsi qu'il avait offert à la Convention deux mémoires dont elle ordonna l'impression : l'un sur l'établissement des premiers d'abondance, l'autre sur les moyens de suppléer au défaut de bras pour les récoltes. Il avait été aussi joint au ministère de l'intérieur, communément avec l'art, par les suffrages de l'assemblée constituante. L'un de temps après en fut en liberté, il fut nommé juge au tribunal de cassation, et à la fin de 1794, commissaire du Directoire exécutif dans le département des Vosges, où il ne se trouva pas longtemps fidèle à cet esprit de modération qui lui avait été reproché sous le régime président, et dont il manquait surtout envers les peuples insurgés. C'est à l'épave qu'il mit la dernière main à son journal des *Fragos*. Il voulut chanter ces montagnes, comme Haller avait célébré les Alpes ; mais il ne fut pas bien loin de son modèle pour la verve et l'éclat des périodes. A l'imitation des anciens poètes de la Grèce, François de Neufchâteau dédia son ouvrage devant la peuple assemblée, le 1^{er} vendémiaire au V, jour anniversaire

de la fête de la république. Comme ses idées et ses sentiments du verser, se peignent si beaucoup de sensation. Mais quelques bruits de détail pouvaient-ils racheter le défaut de plan (18), de chaleur et la stérilité des descriptions ? Le style de l'auteur ordinairement facile et élégant a contracté un certain air d'apreté et de raideur, tandis que le séjour de ces mêmes montagnes inspirait à l'abbé Delille, alors retiré à Saint-Denis, les vers les plus acclamés qui aient sortis d'une plume. Le poème des *Fragos* fut d'abord imprimé dans cette ville, en caractères microscopiques (au V, 12-16 de 32 p.). Cette jolie édition en devint fort rare ; l'auteur en publia une autre, revue et augmentée, Paris, Delessert, au V, in-8° de 48 p. Elle contient de plus que la première un très-long épilogue, donné d'intérêt, sur les amours de deux chamoisiers de Remiremont, et un grand nombre de notes, la plupart très-superficielles, sur les sites remarquables, les productions naturelles et les hommes célèbres du pays. Le 26 thermidor au V (16 juillet 1797), François de Neufchâteau fut nommé ministre de l'intérieur, en remplacement de Hénery. Mais à peine était-il installé dans ce nouvel emploi qu'il fut élu membre du Directoire exécutif, à la place de Carnot, en la loi du 19 fructidor venant de l'appeler. Il n'exerça ces hautes fonctions que jusqu'au 20 floréal au VI. Pendant cet intervalle, il tâcha de délasser et d'abandonner ses collègues,

(18) Plusieurs compositions furent au ridicule n'ayant que trop l'aspect total de plans et de quelques groupes avaient les formes.

à l'œuvre ;
à l'insolence sans presque chercher d'œuvre
à l'œuvre ;
à l'humilité souffrante à des droits sur son
à l'œuvre ;

(17) Du citoyen Boos (Marsen), l'un de ceux qui ont proposé de rendre à son thermomètre à l'usage en l'honneur d'Almanach des Muses, au III, 1793, p. 20.

évorés que lui de l'Âpre soit de mination, sa part du pouvoir ne. Naturellement doux et mobile ne voulait pas lutter contre des hommes qui avaient retenu du mouvement révolutionnaire quelque chose de ses fureurs, et du 9 thermidor des hypocrisies. La coopération François de Neufchâteau au mouvement de l'état eut donc peu d'entassement au dehors. On resta seulement que les proclamations et les messages furent rédigés d'une plus fleurie et plus châtiée d'ordinaire, mérite dont on lui a généralement honneur, sans que l'on s'avisât de l'attribuer à La Harpe, ou à Merlin, ses collègues. Aux termes de la constitution de l'an III, le sort devait désigner des directeurs qui seraient remis au public, qui semblait dans l'attente des arrêts du destin, et qui haletaient que, lors du premier tirage, le bulletin d'exclusion tomberait à François de Neufchâteau. L'événement confirma cet espoir. A la vérité on répandit beaucoup de vraisemblance sur ce traité secret, arrangé entre les deux, avait fixé le destin, et qu'un engagement suffisant était le prix du sacrifice auquel le dernier directeur était prêt de bonne grâce. On voyait d'abord à Seltz, où il fut charmante négociation avec le comte de Metternich, ministre d'Autriche, relatif à l'insurrection populaire qui avait éclaté à Bernadotte, notre ambassadeur à quitter Vienne. Ces conférences eurent aucun résultat, puisque toutes les questions qu'elles avaient soulevées furent renvoyées au congrès de Rastatt. Cependant on a lieu de penser que des objets d'une haute importance furent traités par les négociateurs. Il paraît que le comte

de Cobentzel alla jusqu'à proposer au Directoire de partager l'Italie entre la France et l'Autriche (19), ce que la pentarchie refusa avec une apparence de modération assez remarquable. Les conférences de Seltz durèrent à peine un mois, au bout duquel temps François de Neufchâteau fut appelé à reprendre le portefeuille de l'intérieur. C'est ici la plus belle époque de sa vie. On se ferait difficilement une idée de l'activité qu'il eut à imprimer à ce ministère si important. Quoiqu'il ne l'ait occupé qu'une année, il eut peu d'objets d'intérêt public qui n'aient attiré son attention et dont sa haute intelligence n'ait mesuré l'étendue; tout cela est d'autant plus digne d'éloge que ce fut à une des périodes les plus difficiles et les plus fâcheuses de la révolution que François de Neufchâteau adoucit, au moins sous quelques rapports, les calamités dont gémissait la France. « Il avait multiplié les instructions pour régulariser l'administration et la comptabilité des départements et des communes, pour obtenir les renseignements qui ont servi à la description statistique de plusieurs départements, pour améliorer les hôpitaux et les prisons, pour perfectionner l'instruction dans les écoles centrales et primaires, pour la rédaction des ouvrages élémentaires, pour la propagation des nouveaux poids et mesures; il a favorisé les utiles entreprises littéraires et scientifiques; il a cherché à multiplier et entretenir par des routes et par des canaux des communications faciles pour le commerce. Il conçut et exécuta le premier le projet de lier aux fêtes annuelles une exposition publique des produits les

(19) Voy. les *Mém. d'un homme d'état*, tome V.

« plus remarquables de l'industrie
 « manufacturière, et ce fut une des
 « pensées vivifiantes de son admi-
 « nistration dont il a conservé tou-
 « jours un plus doux souvenir. Mais
 « l'agriculture, qu'il considérait
 « comme la base la plus importante
 « de la prospérité des nations, fut
 « pendant son ministère l'objet de sa
 « prédilection (20). » Il nous a laissé
 « un monument de ses travaux dans
 toutes les parties de l'administration,
 qui étonne par l'étendue des connaissances
 qu'il y développe, la diversité
 des matières qu'il embrasse, la jus-
 tesse des vues et l'heureuse facilité
 du style. C'est le *Recueil des lettres,
 circulaires, instructions, programmes,
 discours et autres actes publics, émanés du citoyen
 François de Neufschâteau, pendant ses deux exercices du ministère
 de l'intérieur, au VII (1799),*
 2 vol. in-4° (21). Il donna plus de
 décence et d'éclat véritable aux fêtes
 publiques. On cite encore, comme
 des modèles du bon goût renaissant,
 celles qui furent célébrées, pour la
 réception des monuments des arts,
 conquis en Italie, et la cérémonie funèbre
 en l'honneur du général Hoche : mais c'est
 surtout en lui que les savants et les gens
 de lettres trouvèrent le premier homme
 du pouvoir né de la révolution, qui sût
 comprendre leur position. Sorti de leurs
 rangs, il n'oublia pas qu'il avait été
 leur égal. Des encouragements furent
 prodigués à leurs travaux, et des secours
 noblement distribués vinrent

en aide à ceux qui avaient encouru
 les disgrâces de la fortune. Pourrait-on
 oublier aujourd'hui que c'est à son zèle
 éclairé qu'est due la conservation de la
 cathédrale de Reims dont il fit suspendre la
 vente, et qu'il sauva ainsi du marteau
 destructeur de la bande noire ? A l'approche
 des élections de l'an VII, il adressa aux
 administrations centrales une circulaire
 relative à la direction qu'il convenait
 d'imprimer aux esprits, contre le
 royalisme et l'anarchie. Cet acte
 ministériel fut dénoncé par Quirot
 au Conseil des cinq-cents et par Marbot
 au Conseil des anciens, comme
 attentatoire à la souveraineté du peuple.
 Il fut défendu par Garat contre ces
 inculpations. Mais si les Conseils
 passèrent à l'ordre du jour, son crédit
 politique n'en fut pas moins ébranlé.
 Marbot alla jusqu'à lui reprocher
 d'avoir chanté, dans ses vers, Marat,
 Châlier et Robespierre ; tandis qu'il
 désignait aujourd'hui les républicains
 aux poignards du royalisme. Une
 nouvelle dénonciation de Garreau,
 de Genissieux et de Briot acheva de
 lui porter le dernier coup. On l'accusa
 surtout de pervertir l'esprit public,
 en faisant représenter des pièces de
 théâtre, anti-républicaines, telles que
 l'opéra d'*Adrien*, pour la mise en
 scène desquelles il employait les
 fonds de son ministère. Quoique le
 rapport qui fut fait sur cette
 dénonciation le justifiait complètement,
 il n'en fut pas moins remplacé peu
 de temps après par Quinette, lors
 du mouvement du 30 prairial, qui
 expulsa du Directoire Merlin et
 Rewbell. Il n'attendit que jusqu'au
 18 brumaire de l'année suivante
 pour ressaisir son rôle politique
 et rentrer dans la voie des grandeurs.
 Appelé à faire partie du sénat
 conservateur, il en fut nommé

(20) Extrait de la *Notice biographique sur M. le comte François de Neufschâteau*, par M. le baron Silvestre, insérée dans les *Mémoires de la société royale et centrale d'agriculture*, 1828, tome 1, p. LXX.

(21) M. Quérard a commis une double erreur (*France littéraire*, tome 3, p. 196), en portant le nombre des volumes de cet ouvrage à sept, et l'année de l'impression à 1800.

taire le 25 mars 1801, et président annuel, le 19 mai 1804. Ce i qui rédigea l'adresse (22) que rat en corps présenta au consul pour le supplier de *« au peuple des institutions sont combinées que leur système survécût. Il eut une occasion plus heureuse de développer pensée dans la longue harangue (23) qu'il prononça le 1^{er} décembre, quand le sénat vint apporter l'empereur le résultat des votes de l'assemblée (24), pour l'hérédité du pouvoir qu'elle remettait entre ses mains. Ce discours remarquable, à beaucoup d'égards, le sénateur s'efforça de réaffirmer le dogme de la souveraineté du peuple avec le besoin d'un pouvoir plus concentré. Les formes tristes y furent d'ailleurs épurées pour peindre l'admiration des siècles consacrés appelés les pères à se trouver présents, du serment que l'empereur prêter au peuple français. Depuis cette époque, on ne recula plus les bornes de l'art de louer les princes, François de Neufchâteau fut à la fois le devant le maître de tous les harangues officiels, lorsque, parmi d'autres compliments hyperboliques, il n'eut pas de dire à Napoléon : *« Dieu protège la France, qu'il vous a créés pour elle. C'est la gravité de la circonstance, sur arracha plus d'un sourire, quand il vint à citer La Bruyère, d'avoir dit qu'il ne faut ni art**

ni science pour exercer la tyrannie. A la même époque il fut admis auprès du saint-père, et le félicita d'avoir été désigné par la Providence pour sacrer Napoléon. On retrouve le même caractère d'exagération dans tous les discours qui furent prononcés par le président du sénat. Tantôt « Napoléon est le premier qu'une pitié profonde pour les malheureux publics ait engagé à s'arrêter sur le chemin de la victoire.... Il a droit à des autels, à des temples... » Une autre fois, par une de ces réminiscences de collège dont François de Neufchâteau ne se défendait pas toujours, le panégyriste adressait à son héros cette invocation où il le comparait au soleil : « Monarque auguste, que les Français sont fiers de t'obéir ! tu n'as plus de conquêtes à faire, ni hors de nos limites, ni dans le sein de ton empire ; tous les cœurs sont à toi. .. Comme l'astre du jour fait tout vivre de sa chaleur et tout briller de sa lumière, ainsi, autour de toi, ton mouvement s'imprime et tes rayons se communiquent... » Après la campagne de 1805 et le traité de Presbourg, « Napoléon allait devenir l'ami des peuples et le père du genre humain. » Tant de dévouement et d'humilité ne pouvait rester sans récompense. Dans le partage des sénatoreries, François de Neufchâteau fut pourvu de celle de Dijon ; il reçut aussi les titres de comte de l'empire et de grand-officier de la Légion-d'Honneur. La présidence du sénat lui fut néanmoins enlevée le 19 mai 1806, mais on l'en dédommagea aussitôt, en le nommant titulaire de la sénatorerie de Bruxelles. Au mois de novembre de la même

Mém. de Bourrienne, VI, 68.

Id., p. 232 et 235. « Le discours de François de Neufchâteau nous a paru digne d'être lu, parce qu'il présente d'une manière intéressante, quoique louangeuse, le tableau net des grands événements qui avaient lieu à cette époque, marquée la carrière de Napoléon. »

Suffrage universel, selon François de Neuf-

année, il fut chargé de se rendre à Berlin avec ses collègues, d'Aremberg et Colchen, pour féliciter l'empereur sur ses victoires. Cette démarche flatta singulièrement Napoléon, qui fit aux députés l'accueil le plus gracieux, et les chargea de rapporter à Paris trois cent quarante drapeaux enlevés aux armées prussiennes, l'épée, l'écharpe, le hussar-col et le cordon du Grand-Frédéric, pour être déposés à l'hôtel des Invalides. A son retour à Paris, François de Neufchâteau, affranchi du travail et des soins de la présidence du sénat, consacra surtout ses loisirs à la science agricole. Il fournit beaucoup de notes pour la nouvelle édition de l'ouvrage d'Olivier de Serres, et fut nommé, en 1808, président de la société centrale d'agriculture. Il y fit un rapport sur le concours ouvert pour le perfectionnement de la charrue, et appela l'attention des habitants de la campagne sur l'art de multiplier les grains et sur la culture du maïs. Il est à regretter qu'il n'ait pas fait dans la sénatorerie de Bruxelles, dont il était pourvu, les mêmes excursions qui nous ont valu la relation de son *Voyage agronomique dans la sénatorerie de Dijon*, 1806, in-4°. Il aurait sans doute enrichi nos méthodes par des applications de cette belle culture flamande, qui est d'ailleurs si favorisée par la fécondité du sol. Les événements de 1814 trouvèrent François de Neufchâteau disposé à se rallier au gouvernement royal. Dès le 3 avril, il fit connaître son adhésion aux actes du sénat qui avait prononcé la déchéance de cet empereur qu'il avait tant loué, tant admiré. Au mois de mai, il fut admis auprès de Louis XVIII, à la tête d'une députation de la société d'agriculture.

Après avoir vu les seize volumes de ses *Mémoires*, il ajouta : « Voilà, sire, une partie des efforts que la société a faits dans des temps bien difficiles; que ne ferait-elle pas sous le gouvernement tutélaire d'un père de famille qui nous est enfin rendu... » Malgré le vif désir qu'il en avait, François de Neufchâteau ne fut pas compris au nombre des sénateurs qui furent créés pairs de France le 4 juin suivant. On ne peut se dissimuler que cette faveur, si enviée par lui, n'ait été accordée à des hommes qui, dans le cours de nos discordes civiles, avaient montré moins de modération, et qu'il surpassait de beaucoup par l'éclat du talent. Il y a lieu de croire que cette exclusion fut surtout pour motif le discours qu'il avait prononcé avant le couronnement de l'empereur, et qui avait, pour ainsi dire, donné à la dynastie impériale sa consécration politique. Dès-lors il se réfugia entièrement dans la culture des lettres, et y trouva les consolations qui ne manquèrent jamais à ceux qui ne leur furent point indifférents au temps des grandeurs. Il n'avait pas été nommé membre de l'Institut lors de sa création; on lui avait donné seulement le titre d'associé-correspondant (section de poésie). Compris dans la réorganisation de l'académie française, par l'ordonnance royale du 21 mars 1816, il lut dans les séances particulières de cette compagnie des morceaux de prose et des pièces de vers dont les premiers surtout furent goûtés. François de Neufchâteau peut être considéré comme un des derniers écrivains du XVIII^e siècle dont le style toujours, pur et facile, avait conservé à notre langue son véritable caractère, la clarté. Ayant

avec les littérateurs les plus gués de l'époque et dans un d'élite, il avait puisé dans fréquentation une fleur de po- que le contact révolutionnaire t lui enlever. Aimable et spiri- il eut du succès auprès des fem- On cite Sophie Arnoult parmi qui accueillirent ses hommages. se devait pas moins au jeune qui avait dit d'elle :

ait seule déesse au théâtre des dieux.

aussi beaucoup d'amis, mais a reproché de ne pas leur avoir ss fidèle qu'il ne l'était à ses asses. Ses derniers jours s'é- ent paisiblement bercés entre ves de la poésie, la réalité des ons qui l'attachaient encore ici- les souvenirs d'une vie agitée, irréprochable à beaucoup d'é- Il mourut le 10 janvier 1828. endamment des ouvrages cités e corps de cet article, François uschâteau a publié : I. *Épt- madame la comtesse d'Al- sur l'éducation de son fils*,âteau, 1770, in-8° de 64 p. e mois d'Auguste, épître à aire, et *Ode sur le prix de zémie de Marseille*, Paris, , in-8°. III. *Le désintéresse- de Phocion*, dialogue en vers, y, 1778, in-8°. IV. *Discours z manière de lire les vers*, , 1775, in-8°; 4^e édit., an VII,)), in-8°. C'est un des meil- ouvrages en vers de l'auteur. : donner à la fois le précepte et aple, car aucun littérateur de emps ne lisait aussi bien que et plus d'une fois il prêta à ses ques de l'académie le secours talent et d'un organe qui leur uaient. V. *Nouveaux contes ux en vers*, par un arrière- de Guillaume Vadé, 1781,

in-12. Ces contes prétendus moraux sont au contraire assez licencieux.

VI. *Anthologie morale, ou Choix de quatrains et de distiques, pour exercer la mémoire, pour orner l'esprit et former le cœur de jeunes gens*, Paris, 1784 et 1798, in-12.

VII. *Recueil authentique des anciennes ordonnances de Lorraine*, Nancy, 1784, in-4°. M. Mory d'El vange a publié sur ce recueil des ob-

servations où il cherche à prouver que la plupart des ordonnances qu'il contient ne sont pas authentiques. On ne peut du moins contester à l'é- diteur le mérite d'avoir fait connat- tre d'anciens monumens de notre législation, qui ont d'ailleurs un cer- tain intérêt historique. VIII. *Les études du magistrat*, discours pro- noncé à la rentrée du conseil supé- rieur du Cap, suivi d'un morceau de l'histoire critique de la vie civile,

au Cap Français, 1786, in-8°. IX. *Mémoire en forme de discours sur la disette du numéraire à Saint- Domingue et sur les moyens d'y remédier*, nouvelle édition, à Metz, sur l'imprimé au Cap Français, 1788,

in-8°. X. *Les Lectures du citoyen*, ou suite de *Mémoires sur des ob- jets de bien public*, Toul, 1798, in-8°. XI. *L'Origine ancienne des principes modernes, ou les Décrets constitutionnels conférés avec les maximes des sages de l'antiquité*, 1791, in-8°. XII. *Épt- tre au ci-devant C^{***}, député, sur son voyage de Paris à Neuf- châtel*, Paris, an IV, 1796, in-8°.

XIII. *Des Améliorations dont la paix doit être l'époque*, Paris, 1797, in-8°. XIV. *L'Institution des enfants, ou Conseils d'un père à son fils, imités de Muret*,

Paris, 1798, 1801 et 1827; in-12;

Parme, Bodoni, 1801, in-8°. C'est

un des opuscules de l'auteur qui ont eu le plus de succès. XV. *Le Conservateur, ou Recueil de morceaux d'histoire, de politique, de littérature et de philosophie dont la plupart sont publiés pour la première fois*, Paris, 1800, 2 vol. in-8°. Il y a beaucoup de variété dans le choix des morceaux de cette collection, une des plus intéressantes dans ce genre. On y trouve des lettres ou des écrits de Voltaire, de J.-J. Rousseau, de Buffon, d'Helvétius, de Dupaty, de Bailly, etc., la traduction du quatrième livre de l'Enéide en vers hexamètres, par Turgot, déjà publiée, mais devenue fort rare, des poésies de Gresset, etc. XVI. *Rapport sur le perfectionnement des charrues*, fait à la société d'agriculture, Paris, 1801, in-8°. XVII. *Essai sur la nécessité et les moyens de faire entrer dans l'instruction publique l'enseignement de l'agriculture*, ibid., 1802, in-8°. XVIII. *Analyse des statistiques du département du Bas-Rhin*, ibid., 1802, in-8°. XIX. *Lettre sur le Robinier, ou l'aux Acacia*, ibid., 1803, in-12. XX. *Tableau des vues que se propose a politique anglaise dans toutes les parties du monde*, ibid., 1804, in-8°. XXI. *Histoire de l'occupation de la Bavière par les Autrichiens, en 1778 et 1779, contenant les détails de la guerre et des négociations qui furent terminées par la paix de Teschen*, ibid., 1805, in-8°. XXII. *Art de multiplier les grains, ou Tableau des expériences qui ont eu pour objet d'améliorer la culture des céréales*, ibid., 1809, 2 parties, in-12. On retrouve dans cet ouvrage utile quelques-unes des idées que l'auteur avait déjà émises dans une

brochure qu'il fit paraître en 1796, sous le titre de *Dix épis de blé pour un, ou la Pierre philosophale de la république française*, in-8°. XXIII. *Fables et contes en vers, suivis des poèmes de la Luptade et de la Vulpéide, dédiés à Esope*, Paris, P. Didot, 1814, 2 vol. in-12. Le faux-titre porte : *Ouvrages de M. François de Neufchâteau*, ce qui donnerait à penser que l'auteur avait l'intention de réunir ses poésies ou opuscules en corps d'ouvrage, et qu'il en fut détourné par le peu de succès de son recueil de fables. XXIV. *Les Tropes, ou les Figures de mots, poème en 4 chants avec des notes*, Paris, 1817, in-12. XXV. *Supplément au mémoire de M. Parmentier sur le maïs*, ibid., 1817, in-8°. XXVI. *Le Jubilé académique, ou la Cinquantième année d'une association littéraire*, Lyon, 1818, in-8°. XXVII. *Lettre à M. Suard, sur la nouvelle édition de sa traduction de l'histoire de Charles V et sur quelques oublis de Robertson*, Paris, 1819, in-8°. XXVIII. *Rapport à la société royale et centrale d'agriculture, sur l'agriculture et la civilisation du Ban-de-la-Roche*, ibid., 1818, in-8°. XXIX. *Lettre à M. Joyant, collaborateur de M. Maugard*, ibid., 1818, in-8°. XXX. *Les Trois nuits d'un goutteux, poème en 3 chants*, ibid., 1819, in-8°. XXXI. *Esprit du grand Corneille, ou Extrait raisonné de ceux des ouvrages de Corneille qui ne font pas partie du recueil de ses chefs-d'œuvre*, ibid., 1819, 2 vol. in-8°. XXXII. *Épître à M. le comte de Rochefort d'Ally, en lui adressant une épître à M. Viennot sur l'avenir de l'agriculture*

rance, ibid., 1821, in-8°.

III. *Mémoire sur la manière dier et d'enseigner l'agriculture*, Blois, 1827, in-8°. Cette énumération est sans doute incomplète, quoique nous même indiqué un certain nom-ouvrages qui avaient été omis. Quérard dans sa *France littéraire*. Mais l'immensité des tradont la vie de François de hâteau a été remplie donne le croire que plusieurs de ses ont échappé à nos recherches. ait insérer beaucoup d'articles es journaux. Les Mémoires de tut, ceux de la société centrale culture lui doivent des pièces de u des dissertations qui mérite-d'être publiées à part, avec un des œuvres de l'auteur dans on ferait entrer quelques-uns opuscules inédits et des frag- de sa correspondance. Parmi rniers morceaux que l'on doit lume féconde, on a remarqué *xamen des Lettres provin-et des sources de la per-n du style de Pascal*, qui a primé à la tête d'une nouvelle de ce livre. Il a fait aussi re, comme éditeur, les œuvres mes de Mancini Nivernais, 1807, 2 vol. in-8° (25); et, 20, le *Gilblas*, qu'il a enri-examen de la question de - si Lesage est auteur de ce t, sous'il l'a tiré de l'espagnol. st guère d'entreprises utiles ns de lettres auxquelles il n'ait rt. En l'an XI, il présida une : établie en faveur des savants,

François de Neufchâteau n'a pas connu des secrets pour servir à l'histoire du règne de P., qui méritaient beaucoup plus de voir a'un grand nombre de pièces médiocres, i grossi les deux volumes d'œuvres pos-du duc de Nivernais.

et prononça pour l'ouverture de la première assemblée de cette société, tenue à la préfecture de la Seine, un discours qui a été imprimé en 1803, in-8°. Il prononça aussi des discours funèbres aux obsèques de plusieurs sénateurs, notamment à celles de Tronchet, l'un des défenseurs de Louis XVI. L—M—X.

FRANCOLIN (JEAN DE), héraldiste, né, vers 1520, à Besançon, alors ville impériale, d'une famille honorable, fut député par ses compatriotes en Allemagne, pour y soutenir leurs intérêts, et employé dans diverses affaires importantes. Ayant été revêtu par l'empereur Ferdinand I^{er} de la dignité de héraut d'armes au titre de Hongrie, il eut dès-lors la direction des fêtes et des tournois célébrés à la cour de Vienne, et fut regardé comme l'un des meilleurs juges en matière d'étiquette. Le premier, il fit graver en bois les armoiries des princes et des maisons nobles d'Allemagne; mais le *Recueil* qu'il en dut publier est devenu si rare, qu'on ne le trouve cité dans aucun catalogue. Il fut, en 1565, chargé par les magistrats de Besançon de solliciter l'agrément de l'empereur pour l'érection, dans cette ville, d'une université; mais diverses circonstances empêchèrent l'exécution d'un projet pour lequel les citoyens, disposés aux plus grands sacrifices, avaient d'ailleurs eu soin d'obtenir l'autorisation du souverain pontife. On voit, par différents passages des *Mémoires* de Granvelle (tome 20), que Francolin était soupçonné de favoriser secrètement les partisans de la réforme. On connaît de lui la *Description*, en latin et en allemand, du tournoi célébré devant Vienne, pour l'élection de l'empereur Ferdinand comme roi de

Bohême, 1561, in-fol. : fig.—*Description* de la cérémonie de l'investiture de ses états conférée à Auguste de Saxe par l'empereur Maximilien II, 1566, in-fol., fig. Ces deux vol. sont très-rares. La solennité dont il est ici question fut la dernière de ce genre en Allemagne. (*Voy. AUGUSTE*, III, 44.) W—s.

FRANCON, anti-pape. *Voy.* BENOÎT VI, t. IV, 181, et BONIFACE VII, t. V, 110.

FRANK (JEAN-PIERRE), l'un des plus célèbres médecins de l'Allemagne, était issu d'une famille française. Son grand-père, fournisseur des armées, fut tué par les ennemis, dans la guerre de la succession d'Espagne, et dépourvu de tout ce qu'il possédait. Un fils unique, qu'il laissait sans ressource, excita la compassion des officiers, qui le menèrent avec eux jusqu'à Ladenbourg, près de Heidelberg. Là, l'enfant s'échappa du régiment. Comme il errait dans les champs, manquant de nourriture, un marchand de la petite ville de Kaiserslautern en eut pitié et le prit chez lui, pour enseigner le français à ses fils, quoiqu'il ne sût ni lire ni écrire. Après diverses aventures, cet enfant se maria avec la fille d'un habitant de Rotalben, dans le margraviat de Bade-Baden-Gravenstein. Il se fixa dans ce bourg et parvint, par ses économies, à y acquérir quelques terres qu'il cultiva de ses mains. Il eut quatorze enfants : l'un d'eux fut Jean-Pierre, qui naquit à Rotalben, le 19 mars 1745. La faiblesse de sa constitution empêcha ses parents de le destiner à l'agriculture. Au reste, cette faiblesse venait peut-être de la manière dure dont il fut élevé par ses premiers maîtres d'école et par son père, qui était violent et emporté, quoique doué de qualités

estimables. Dans sa vie, écrite par lui-même, Frank rapporte qu'il était âgé de neuf mois, lorsque son père, irrité des cris qu'il poussait, dans les bras de sa mère, ordonna à cette dernière de sortir. Comme elle n'obéissait pas assez promptement, il le prit, furieux, et le jeta au milieu de la rue. Le père ne tarda pas à se repentir de cette brusquerie ; mais l'enfant fut saisi de convulsions qui durèrent sept semaines. Dès ses premières années, il fut sujet à des attaques d'asthme et à des difficultés d'uriner. Sa mère, qui avait beaucoup de tendresse pour lui, voyant cet état maladif, conçut le projet de le faire ecclésiastique, et, dans ce dessein, elle le fit entrer à l'école des Piaristes de Rastadt. Plus tard, on le plaça chez les Jésuites de Bouquenon, en Lorraine. Il y fit des progrès ; mais il avait, dit-il, de la difficulté à réciter ses leçons par cœur, quoiqu'il en sût bien le sens. Il fit sa rhétorique à Baden. On conseilla à ses parents de l'envoyer en France, pour y terminer ses études. En 1761, il étudia la philosophie à Metz, et, l'année suivante, la physique à Pont-à-Mousson, sous le père Barlet, jésuite. Cette ville possédait un beau cabinet de physique ; il prit du goût pour cette science, et les succès qu'il y obtint déterminèrent sa vocation pour la médecine : mais ce ne fut pas sans de grands obstacles qu'il parvint à embrasser cette profession. Sa mère désirait ardemment qu'il fût prêtre, et son père craignait la dépense que nécessitaient les études médicales. Enfin, par les sollicitations d'un de ses frères, il parvint à vaincre la répugnance de ses parents, et il partit pour Heidelberg, afin d'y étudier l'art de guérir. Il eut le bonheur d'y gagner la bienveillance et l'amitié

esseur Gattenhof. En 1765, se rendit à Strasbourg, pour ses cours de médecine. Il fit les leçons de Spielmann, et Lobstein, et revint en Heidelberg, où il soutint, le 1766, sa thèse *sur la manière d'élever les enfants*. Après la mort d'un de ses frères qui habitait la petite ville de Bitch, en Lorraine, engagé à aller s'y établir ; pour exercer l'art de guérir dans ce pays français, il fut obligé d'accepter de nouveaux grades à la faculté de Pont-à-Mousson, où il soutint la thèse qu'il avait soutenue à Heidelberg, en échangeant seulement son frontispice. Frank ne réussit pas à Bitch. Un chirurgien-barbier avait gagné la confiance du public, et celui qui devait arriver au premier rang des médecins ne put supplanter un tel rival. Pendant son séjour dans cette ville, il épousa la fille d'un négociant de Pont-à-Mousson, pour laquelle il avait conçu une vive inclination. Pendant qu'il étudiait la physique dans cette ville. Frank quitta Bitch où il ne pouvait gagner de l'argent, après s'y être demeuré quelque temps, et il essaya de se fixer à Strasbourg, où il trouva quelque occupation, sans cependant échapper à la peste ; mais il eut le malheur de perdre sa femme, qui mourut des suites de couches de son premier enfant. En 1769, il fut nommé médecin à la cour du margrave à Rastadt, avec de modestes appointements de 1000 florins par an. Il commença à voir beaucoup de malades, et consulta la bibliothèque de la ville, et apprit la langue italienne. Le 12 juin 1770, il contracta un mariage avec Marianne Obercamp, fille d'un des premiers

employés de la chancellerie de Rastadt. Peu de temps après, il essaya de guérir une maladie grave, et il perdit son père et sa mère. L'héritage qu'il en recueillit fut peu considérable, vu qu'on le força de tenir compte à ses frères et sœurs de ce qu'il avait dépensé pour apprendre la médecine. Le 23 décembre 1771, il eut le bonheur de voir naître son premier fils, Joseph Frank, qui devait soutenir un jour la brillante réputation de son père. Après la mort du margrave de Baden, le prince-évêque de Spire donna à Frank, en 1772, la place de médecin de la ville et du canton de Bruchsal. Il devait visiter l'hôpital de la garnison, une maison considérable de correction et les malades pauvres de trente-six villages ; ce qui le mit à même d'acquérir de grandes connaissances pratiques. Il fut aussi nommé médecin de l'évêque et médecin des eaux de Reichenbusem, avec un traitement de huit cents florins. Pendant son séjour à Bruchsal, on y établit un hôpital qui lui fut confié, et dans lequel il donna des leçons d'anatomie, de physiologie et de botanique. Il y fit aussi des cours d'accouchement pour les sages-femmes, et l'instruction qu'elles y purent recevoir diminua de beaucoup la mortalité parmi les femmes. En 1779, Frank fit paraître le tome premier de sa *Police médicale*, ouvrage qui a le plus contribué à sa réputation. Déjà, au sortir de ses études médicales, il avait remarqué que les médecins sont rarement en état de détruire certaines causes morbides qui agissent en grand sur les populations, et que les soins et les précautions des magistrats sont seuls capables de parvenir à cet heureux résultat. Il communiqua ses vues sur cet objet au professeur Obercamp, qui les approuva pleine-

ment; et il pensa qu'une science qui contiendrait un recueil systématique de toutes les règles propres à maintenir la salubrité publique devrait être appelée *Polica medica*. Dès lors, sa vocation pour cette branche si importante des connaissances médicales fut irrévocablement fixée, et il ne cessa de s'en occuper au milieu de ses occupations pratiques. Il dit lui-même que le tome premier de cet ouvrage lui eût dix ans d'études et de recherches. La publication des premiers volumes de la *Polica medica* porta au plus haut degré la réputation de Frank : il fut nommé membre des académies de Mayence et d'Erfort; et, comme il n'était pas très-satisfait des procédés du prince-évêque de Spire à son égard, il résolut de quitter Bruchsal. Des places de professeur dans les universités de Mayence, de Pavie et de Göttingue, lui furent offertes presque en même temps. Il se dérida pour la chaire de médecine pratique à Göttingue, où il succéda à Baldinger. Les motifs de sa décision furent la célébrité de cette école, l'honneur qu'il croyait trouver à être nommé, quoique catholique, professeur d'une université protestante, enfin l'avantage qu'il aurait de profiter de la riche bibliothèque de cette ville. Le roi d'Angleterre le nomma conseiller aulique. Il prit possession de sa chaire le 6 mai 1784, et prononça à cette occasion un discours qui a pour titre : *De instituendo ad praxim medico*. Les travaux de l'enseignement auxquels Frank se livra avec trop d'ardeur lui causèrent bientôt une affection de l'estomac. Ayant ensuite reconnu l'impossibilité de fonder une clinique à Göttingue, il accepta la chaire de professeur de médecine pratique à

Pavie, vacante par la démission de Tissot, et qui lui avait déjà été offerte l'année précédente. Parti de Göttingue le 25 mars 1785, il se rendit à Vienne, y visita les hôpitaux et les établissements scientifiques, et fut présenté à l'empereur Joseph II. Il arriva le 18 mai à Pavie où l'université, déjà célèbre par les leçons de Boissieri et de Tissot, avait perdu le plus grand nombre de ses élèves depuis le départ de ce dernier. A l'arrivée de Frank, tout changea de face. L'empereur Joseph II, qui fit alors un voyage à Pavie, visita l'hôpital et y fit faire tous les changements nécessaires pour le rendre moins malsain. La clinique eut aussi des agrandissements : on y ajouta une salle de femmes. Des professeurs d'un haut mérite, au nombre desquels on peut compter Scarpa, Carminati, Marabelli, Scupoli, enseignèrent les diverses branches des sciences médicales; et cette école acquit bientôt une grande célébrité. En 1786, Frank fut nommé *proto-médico*, inspecteur-général de la médecine et de la pharmacie dans la Lombardie, et chargé de présenter un plan pour la constitution de ces deux sciences. Pendant son professorat de Pavie sa santé éprouva de graves atteintes. Il fit avec son fils Joseph plusieurs voyages dans diverses parties de l'Italie, ainsi qu'à Salzbourg, à Vienne et en Suisse; il y visita les savants, entre autres, Tissot, Odier, Sennequier, Bunnet, Cabanis, Rahn, Lavater, Usteri, Fontana. Un grand nombre de personnages de distinction venaient le consulter de divers pays. Cependant les honneurs dont il était comblé excitèrent l'envie : des accusations calomnieuses furent lancées contre lui auprès de l'empereur. Il parvint

en démontrer la fausseté et
 air justice. Ce fut pendant le
 de Frank en Italie que le
 e de Brown (*Voy.* ce nom,
) y fut importé, et y opéra
 t une révolution médicale.
 le professeur sut se garantir de
 ement général; il fit cependant
 es concessions à la nouvelle
 e, dont son fils Joseph fut un
 as ardents prôneurs. Le 15
 1795, Frank reçut de l'em-
 l'ordre de se rendre à Vienne,
 régler diverses améliorations
 : service médical des armées.
 it ce voyage, il chargea son
 ni avait déjà été nommé son
 nt, de faire le cours de cli-
 à Pavie. Quand il eut réglé
 ce de santé des armées, l'em-
 , voulant le fixer dans sa ca-
 le nomma conseiller aulique,
 ur de l'hôpital-général et pro-
 de clinique à l'université de
 , avec un traitement de cinq
 lorins; et son fils Joseph fut
 pour le remplacer à Pavie.
 opéra de nombreuses réfor-
 ms le service de la clinique
 me : il obtint qu'on augmentât
 bre des lits; il fit construire
 phithéâtres spacieux, et fon-
 muséum d'anatomie patholo-
 qui, en moins de dix ans,
 un des premiers de l'Europe.
 peine avait-il rempli ses nou-
 fonctions pendant un an, qu'il
 douleur de perdre François
 , son second fils, qui était
 qu docteur, et qui venait d'é-
 nmé assistant de la clinique.
 me homme fut victime d'une
 e épidémique, qui régnait dans
 il. Durant les neuf années que
 enseigna la clinique dans la
 e de l'Autriche, sa réputa-
 a toujours croissant, et ses sa-

vantes leçons attirèrent à Vienne un
 grand concours d'élèves. Il fut chargé
 en 1804, par l'empereur Alexandre,
 de fonder la clinique de Wilna, dont
 son fils Joseph fut le premier pro-
 fesseur. De là, il se rendit à Saint-
 Pétersbourg, afin d'y enseigner la
 clinique. Alexandre le nomma con-
 seiller d'état, et le choisit pour son
 premier médecin; mais ne pouvant
 supporter le climat, il fut obligé
 de quitter la Russie. L'empereur lui
 donna une pension de trois mille
 roubles, et fit acheter sa riche bi-
 bliothèque, pour la placer dans l'u-
 niversité qui avait été fondée de-
 puis peu à Kazan. Pendant son
 voyage, l'impératrice-mère le char-
 gea de visiter les hôpitaux qu'elle
 venait d'établir à Moscou. Il se ren-
 dit de là à Vienne, où Napoléon le
 consulta souvent sur sa santé, ainsi
 que sur la blessure du maréchal
 Lannes, qui, malheureusement, était
 mortelle. Il lui offrit, pour l'attirer
 en France, un magnifique traitement;
 mais Frank refusa, désirant désormais
 vivre dans la retraite. Ce fut dans
 ce dessein qu'il se rendit à Fri-
 bourg en Brisgau, où il arriva en
 novembre 1809, ayant le projet d'y
 résider auprès de sa fille Caroline,
 qui y avait épousé un magistrat. Les
 habitants de Fribourg lui firent beau-
 coup d'accueil, et le nommèrent ci-
 toyen de leur ville; mais, sa fille chérie
 étant morte inopinément en 1811,
 il se vit contraint de quitter sa nou-
 velle résidence, et revint dans la ca-
 pitale de l'Autriche. En 1814, l'ar-
 chiduchesse Marie-Louise l'y con-
 sulta sur sa santé et sur celle de
 son fils, et lui accorda la croix de
 commandant de l'ordre de Saint-
 Georges. Frank passa le reste de
 ses jours à Vienne, où il jouit de la
 considération la plus brillante, et où

il mourut le 24 avril 1821, des suites d'une apoplexie, emportant les regrets universels. Il joignait à une science profonde une immense expérience, et il était de plus homme d'esprit. Dans les derniers jours de sa maladie, ses collègues s'étaient rassemblés plusieurs fois par jour chez lui, et lui prodiguaient à l'envi les soins les plus empressés. Peu de temps avant sa mort, voyant auprès de son lit huit médecins en consultation, il leur dit en riant : « Ceci me rappelle la fin d'un soldat français, blessé de huit coups de feu à la taille de Wagram : Morbleu ! dit-il en expirant, il ne fallait pas moins de huit balles pour tuer un grenadier français ! » Voici la liste de ses écrits : I. *Dissertatio inauguralis medica curas infantum physico-medicas exhibens*, Heidelberg, 1766 ; réimprimée dans le *Delectus opusculorum*, tom. XII. C'est la thèse que soutint Frank lorsqu'il prit le grade de docteur en médecine ; il avoua cependant que le principal auteur de cette dissertation est le professeur Gattenhof. Elle a été traduite en allemand, et c'est sur cette version qu'a été faite la traduction française de Bæhrer, sous ce titre : *Traité sur la manière d'élever sainement les enfants*, Paris, in-8°. II. *Epistola invitatoria ad eruditos de communicandis quæ ad politiam medicam spectant, principum et legislatorum decretis*, Manheim, 1776, in-8° ; réimprimé dans le *Delectus opusculorum*, tom. 1^{er} (en allemand). III. *Système complet de police médicale*, Manheim, tom. 1^{er}, 1779, tom. II, 1780, tom. III, 1783, tom. IV, 1788, tom. V, 1813, tom. VI, part. 1-3, Vienne, 1816-1819, in-8°. Les

premiers volumes ont eu plusieurs éditions avec des augmentations ; l'une d'elles a été enrichie de notes par Vasserberg. Ils ont été traduits en hollandais par le docteur Bake, Leyde, 1787-1793, in-8° ; le tom. 1^{er} fut aussi traduit en italien par Rotigni, Milan, 1786. Enfin il a été publié une traduction italienne complète de la *Police médicale* par Pozzi, Milan, 1807-1830, 19 vol. in-8°. A l'époque où parut ce grand ouvrage, il n'existait qu'un petit nombre de traités très-abrégés sur cette branche si importante des connaissances médicales. Frank a publié le premier traité complet dans lequel la police médicale et l'hygiène publique se trouvent réunies. Si ces sciences, dont les applications sont si utiles à l'humanité, ont fait depuis, surtout en Allemagne, de si grands progrès, c'est à lui qu'on en est redevable ; car il leur a donné la première impulsion. Mais ce grand et beau travail n'est pas sans défauts. Les volumes qui le composent ayant paru à des intervalles de temps très-considérables, on peut dire que le livre a vieilli avant d'être terminé. Les premiers tomes ne sont nullement en rapport avec les connaissances actuelles. On peut encore lui reprocher des longueurs et quelques vues hasardées. Cependant, malgré ses défauts, la *Police médicale* est un monument élevé à la science, et l'on doit vivement désirer que M. Jourdan publie la traduction française qu'il en a annoncée depuis longtemps. IV. *Lettre d'un médecin des bords du Rhin sur quelques questions émises par le collège des médecins de Munster* (en allem.), Manheim, 1776, in-8°, opuscule qui parut sans nom d'auteur. V. *Observationes medico-chirurgicæ de*

*lari abscessu hepatico, de ne symphysis ossium pubis, paracenthesi in ascitica mu-
pravida*, Erfurt, 1783, in-4°. Observations se trouvent dans les de l'académie de Mayence. *Oratio de instituendo ad n medico*, Gœttingue, 1784, réimprimé dans le *Delectus ulor.*, tom. III. VII. *Pro-na de larvis morborum bilio-
iœttingue*, 1784, in-4° (dans *lectus*, tom. I^{er}). VIII. *Pro-ne sur la manière dont l'ins-
clinique de Gœttingue doit réformé pour le bien des
les et l'instruction pratique
médecins* (en allem.), Gœttingue, 1784, in-4°. IX. *Dissertatio
gistratu medico felicissimo*, Gœttingue, 1784, in-4° (dans le *De-
lectus*, tom. V). X. *Delectus opus-
um medicorum antehac in
anice diversis academiis edi-
t.*, Pavie, 1785-1793, 12 vol. Collection estimée, qui a été
imée à Venise et en partie à
g. Dans les cinq premiers volu-
l'auteur ajoute des notes assez
ntes aux opuscules qu'il publie ;
es volumes suivants, ces notes
uvent très rarement. Frank a
rimé, dans cette collection, les
rs et mémoires qu'il avait pré-
ment publiés, ce qui nous dis-
a de donner ici les titres de
es-uns de ces opuscules. XI.
*o academicus de civis medici
publica conditione*, Pavie,
(dans le *Delectus*, tom. II).
*Opuscula medici argumenti
ac seorsim edita*, Leipzig,
, in-8°. On y trouve quatorze
ales qui sont aussi la plupart
le *Delectus opusculorum*.
*Oratio de populorum mise-
norborum genitrice*, 1790

(dans le *Delectus*, tom. IX). XIV. *Oratio de signis morborum ex di-
versa positione corporis et par-
tium ejus petendis*, Pavie, 1788,
in-8° (dans le *Delectus*, tom. VI).
XV. *Plan d'école clinique, ou Mé-
thode d'enseigner la pratique de la
médecine dans un hôpital académi-
que*, Vienne, 1790, in-8°; traduit en
italien par Careno, Crémone, 1790,
in-8°. XVI. *Oratio de periodica-
rum affectionum ordinandis fami-
liis*, Pavie, 1791 (dans le *Delectus*,
tom. X). XVII. *De circumscriben-
dis morborum historiis*, Pavie,
1792 (dans le *Delectus*, tom. X).
XVIII. *De vertebralis columnæ
in morbis dignitate* (dans le *De-
lectus*, tom. XI). XIX. *De cir-
randis hominum morbis epitome,
prælectionibus academicis dicata*,
liv. I—V, Manheim, 1792-1807,
5 vol. in-8°; liv. VI, part. 1^{re}, Tu-
bingue, 1811; part. 2^e, Vienne,
1820; part. 3^e, Vienne, 1821,
in-8°. Cet ouvrage a été très-souvent
réimprimé en Italie, notamment à
Milan, à Venise, à Turin. Il en a
paru plusieurs traductions allemandes
et plusieurs traductions italiennes ;
enfin il a été aussi traduit en français
par M. Goudareau, Paris, 1820-
1823, 5 vol. in-8°, sous le titre de
Médecine pratique. C'est, après la
Police médicale, le plus considé-
rable des ouvrages de Frank. Il s'y
montre bon praticien. Les maladies
y sont très bien décrites ; l'auteur
emploie un style concis, et ne fait
jamais de citations. Il suppléait à
cette lacune dans ses leçons ; mais,
distrait par ses nombreuses occupa-
tions et par les places qu'il a eues
dans divers pays, il est mort avant
d'avoir pu terminer son livre. M.
Goudareau a voulu y suppléer par un
sixième volume ajouté à sa traduction ;

un des opuscules de l'auteur qui ont eu le plus de succès, XV. *La Conservateur, ou Recueil de morceaux d'histoire, de politique, de littérature et de philosophie dont la plupart sont publiés pour la première fois*, Paris, 1800, 2 vol. in-8°. Il y a beaucoup de variété dans le choix des morceaux de cette collection, une des plus intéressantes dans ce genre. On y trouve des lettres ou des écrits de Voltaire, de J.-J. Rousseau, de Buffon, d'Helvétius, de Dupaty, de Bailly, etc., la traduction du quatrième livre de l'Énéide en vers hexamètres, par Turgot, déjà publiée, mais devenue fort rare, des poésies de Girasol, etc. XVI. *Rapport sur la perfectionnement des charrues*, fait à la société d'agriculture, Paris, 1801, in-8°. XVII. *Essai sur la nécessité et les moyens de faire entrer dans l'instruction publique l'enseignement de l'agriculture*, ibid., 1802, in-8°. XVIII. *Analyse des statistiques du département du Bas-Rhin*, ibid., 1802, in-8°. XIX. *Lettre sur le Robinter, ou l'ance Arcaria*, ibid., 1803, in-12. XX. *Tableau des vices que se propose la politique anglaise dans toutes les parties du monde*, ibid., 1804, in-8°. XXI. *Histoire de l'occupation de la Bavière par les Autrichiens, en 1718 et 1779, contenant les détails de la guerre et des négociations qui furent terminées par le traité de Teschen*, ibid., 1805, in-8°. XXII. *Art de multiplier les grains, ou Tableau des expériences qui ont eu pour objet d'améliorer la culture des céréales*, ibid., 1809, 2 parties, in-12. On retrouve dans cet ouvrage utile quelques-unes des idées que l'auteur avait déjà émises dans une

brochure qu'il fit paraître en 1796, sous le titre de *Mémoire de lui pour un, ou la Pierre philosophale de la république française*, in-8°. XXIII. *Poëmes et contes en vers, suivis des poëmes de la Lapinde et de la Pulpéide, dédiés à Europe*, Paris, P. Didot, 1814, 2 vol. in-12. Le faux-titre porte : *Œuvres de M. François de Neufchâteau*, ce qui donnerait à penser que l'auteur avait l'intention de réunir ses poésies ou opuscules en corps d'ouvrage, et qu'il en fut détourné par le peu de succès de son recueil de fables. XXIV. *Les Tropes, ou les Figures de mots, poëme en 4 chants avec des notes*, Paris, 1817, in-12. XXV. *Supplément au mémoire de M. l'armurier sur la main*, ibid., 1817, in-8°. XXVI. *Le Sublime académique, ou le Cinquantisme année d'une association littéraire*, Lyon, 1818, in-8°. XXVII. *Lettre à M. Suard, sur la nouvelle édition de sa traduction de l'histoire de Charles V et sur quelques omissions de Robertson*, Paris, 1819, in-8°. XXVIII. *Rapport à la société royale et centrale d'agriculture, sur l'agriculture et la civilisation du Ban de la Roche*, ibid., 1818, in-8°. XXIX. *Lettre à M. Jayant, collaborateur de M. Maugard*, ibid., 1818, in-8°. XXX. *Les Trois nuits d'un gouteux, poëme en 3 chants*, ibid., 1819, in-8°. XXXI. *Esprit du grand Corneille, ou Extrait raisonné de tous les ouvrages de Corneille qui ne font pas partie du recueil de ses chefs-d'œuvre*, ibid., 1819, 2 vol. in-8°. XXXII. *Épître à M. le comte de Rochefort d'Ally, en lui adressant une épître à M. Pline sur l'avenir de l'agriculture*

Bohème, 1561, in-fol., fig.—*Description* de la cérémonie de l'investiture de ses états conférée à Auguste de Saxe par l'empereur Maximilien II., 1566, in-fol., fig. Ces deux vol. sont très-rares. La solennité dont il est ici question fut la dernière de ce genre en Allemagne. (*Voy. AUGUSTE*, III, 44.) W—s.

FRANCON, anti-pape. *Voy.* BENOÎT VI, t. IV, 181, et BONIFACE VII, t. V, 110.

FRANK (JEAN-PIERRE), l'un des plus célèbres médecins de l'Allemagne, était issu d'une famille française. Son grand-père, fournisseur des armées, fut tué par les ennemis, dans la guerre de la succession d'Espagne, et dépouillé de tout ce qu'il possédait. Un fils unique, qu'il laissait sans ressource, excita la compassion des officiers, qui le menèrent avec eux jusqu'à Ladenbourg, près de Heidelberg. Là, l'enfant s'échappa du régiment. Comme il errait dans les champs, manquant de nourriture, un marchand de la petite ville de Kaiserslautern en eut pitié et le prit chez lui, pour enseigner le français à ses fils, quoiqu'il ne sût ni lire ni écrire. Après diverses aventures, cet enfant se maria avec la fille d'un habitant de Rotalben, dans le margraviat de Bade-Baden-Gravenstein. Il se fixa dans ce bourg et parvint, par ses économies, à y acquérir quelques terres qu'il cultiva de ses mains. Il eut quatorze enfants : l'un d'eux fut Jean-Pierre, qui naquit à Rotalben, le 19 mars 1745. La faiblesse de sa constitution empêcha ses parents de le destiner à l'agriculture. Au reste, cette faiblesse venait peut-être de la manière dure dont il fut élevé par ses premiers maîtres d'école et par son père, qui était violent et emporté, quoique doué de qualités

estimables. Dans sa vie, écrite par lui-même, Frank rapporte qu'il était âgé de neuf mois, lorsque son père, irrité des cris qu'il poussait, dans les bras de sa mère, ordonna à cette dernière de sortir. Comme elle n'obéissait pas assez promptement, il le prit, furieux, et le jeta au milieu de la rue. Le père ne tarda pas à se repentir de cette brusquerie ; mais l'enfant fut saisi de convulsions qui durèrent sept semaines. Dès ses premières années, il fut sujet à des attaques d'asthme et à des difficultés d'uriner. Sa mère, qui avait beaucoup de tendresse pour lui, voyant cet état maladif, conçut le projet de le faire ecclésiastique, et, dans ce dessein, elle le fit entrer à l'école des Piaristes de Rastadt. Plus tard, on le plaça chez les Jésuites de Bouquenon, en Lorraine. Il y fit des progrès ; mais il avait, dit-il, de la difficulté à réciter ses leçons par cœur, quoiqu'il en sût bien le sens. Il fit sa rhétorique à Baden. On conseilla à ses parents de l'envoyer en France, pour y terminer ses études. En 1761, il étudia la philosophie à Metz, et, l'année suivante, la physique à Pont-à-Mousson, sous le père Barlet, jésuite. Cette ville possédait un beau cabinet de physique ; il prit du goût pour cette science, et les succès qu'il y obtint déterminèrent sa vocation pour la médecine : mais ce ne fut pas sans de grands obstacles qu'il parvint à embrasser cette profession. Sa mère désirait ardemment qu'il fût prêtre, et son père craignait la dépense que nécessitaient les études médicales. Enfin, par les sollicitations d'un de ses frères, il parvint à vaincre la répugnance de ses parents, et il partit pour Heidelberg, afin d'y étudier l'art de guérir. Il eut le bonheur d'y gagner la réputation et l'amitié

gouvernement n'économisa les hommes. Il n'en restait pas moins une foule d'améliorations à introduire. Les trois médecins, Franklin à leur tête, ne craignent d'y travailler, et toutes les branches du service furent retouchées ou refondues, et reçurent une vigoureuse impulsion. On peut dire sans beaucoup d'exagération que l'Angleterre, dans cette lutte de vie et de mort qu'elle eut contre Bonaparte, dut autant à ses médecins qu'à ses généraux, et Franklin eut une part essentielle à cet élément grave de la supériorité britannique : de tels services valent plus que bien des victoires. L'activité de Franklin fut récompensée en 1823 par le titre de *knight* (chevalier) que lui conféra le roi George IV; Guillaume IV, en 1832, le nomma commandeur de l'ordre de Guelte, et l'éleva au rang d'inspecteur-général. Franklin ne survécut guère à ce dernier honneur. La fameuse influenza de 1833 le contraignit à s'aliter; il guérit, mais mal, et le 29 oct., au retour d'un voyage à Brighton, il expira. On n'a de lui aucun ouvrage.

P. DE.

FRANKLIN (mme Anna-Françoise Poncke, ennée maîtresse), femme poète anglaise, naquit en juillet 1785. Son père était un architecte fort habile, qui travailla quarante années pour la maison de Greyvenot, et qui, entre autres ouvrages remarquables, a construit le château d'Elton Hall, dans le comté de Chester, et les écuries royales de Brighton. Mme Anna savait fort bien dessiner, non-seulement les figures et les ornements d'architecture, qui souvent lui imposait son père, mais aussi le paysage et la figure. Toute fois c'est surtout vers les études littéraires, ou voisines de la littéra-

ture, que se porta de préférence l'activité. Douée de la mémoire plus heureuse, elle embrassait et approfondissait tout, le plus savamment. A onze ans et avant d'en la moindre teinture du latin, pour quel elle avait pris de l'antipathie, elle s'avisa de vouloir apprendre grec; et en dépit des difficultés, dépit du manque presque absolu de dictionnaire et de traductions, elle se mit à l'ouvrage, et ne fut pas expliquée par le fait. Elle en vint à son honneur. Il est vrai que, cette fois, elle fut obligée de recourir aux lumières comme la complaisance d'un ami de son père par ses conseils et sous ses yeux, elle se fit un lexique grec-anglais, et, passant au revens de ce labeur tous les mots de la langue, devint habile helléniste. Plus tard elle descendit au latin, qui ne qu'un jeu pour elle. Elle écrivait parlant le français avec autant d'aisance que de pureté. Son père l'un des conservateurs à l'Institut royal. Auditrice assidue des préleçons que la Grande Bretagne apprenait dans cette enceinte, et acquit des notions en même temps utiles et piquantes, étendues et fondées, sur une foule d'objets : quels son sexe rendait trop son étranger. La botanique, la géologie, la chimie lui étaient surtout familières : en un mot, à l'exception mathématiques, elle connaissait, parfaitement au moins, toutes principales branches des sciences. Cette espèce de savoir encyclopédique est un trait essentiel, car on retrouve partout des traces les tenues de mistress Franklin : c'est à ce caractère de son être que sont dues ses couleurs variées brillantes, qui émaillent sa vie littéraire, ses images empruntées

les sciences, à tous les temps, donnent à sa manière une originalité réelle. Déjà ces qualités se guent dans les bluettes légères imposait miss Porden à quinze et qui parurent, soit dans *la Botte à thé*, soit dans *la Botte à sel*, deux feuilles dont elle fut l'excitatrice, où n'étaient admises que les productions scientifiques ou littéraires d'un cercle choisi, qui se réunissait toutes les semaines chez son père. C'était là où des Étoniens venaient faire paraître leur *Botte à sel*, évidemment la *Botte à thé* n'en fut qu'une imitation. Diverses pièces de cette-ci obtinrent un vrai succès et commencèrent à faire connaître miss. Tel fut surtout son poème intitulé *les Voiles*, ou *l'Empire de la constance*. Les succès que recut ce mor- lui inspirèrent l'idée de le faire et d'y introduire des développements. Le sujet par lui-même n'est rien : une jeune fille rade coquillages sur le bord de la mer, le vent enlève son voile. Cette donnée si frêle devient le sujet de descriptions charmantes qui offrent en même temps un vif intérêt poétique et un savoir positif. L'auteur enchaîne gracieusement des épisodes qui tour-à-tour offrent une suite de faits empiriques un peu vus en eux-mêmes, et de sentiments dont le voisinage adoucit ou tempère l'aridité des détails scientifiques. On peut bien dire que la philosophie des esprits élémentaires, initiée par miss Porden, à l'exemple de Pope, de Darwin, est, dans ce siècle, un peu surannée ; on ne trouve pas assez hétérogène le mélange des noms grecs que miss Porden donne aux personnifications de

minéraux, et de noms anglais, allemands ou autres qu'elle a été obligée de laisser aux substances qui les portent. Ces remarques ne nuisent pas au succès de l'ouvrage publié en 1815, en six chants, et dédié à la comtesse Spencer. Cette sympathie du grand monde pour les essais de miss Porden, ne pouvait qu'encourager sa vocation poétique. Elle se livra plus ardemment aux inspirations de son talent ; et au bout de sept ans, interrompus tantôt par quelques publications légères, tantôt par des voyages sur le continent (à Paris ou en Suisse), elle fit paraître son *Cœur-de-Lion*, ou *la Troisième croisade*, poème épique bien consciencieux, en seize grands chants. S'il ne fallait pour être lu, pour être goûté de nos jours, qu'une versification mélodieuse, un style en même temps brillant et correct, le choix d'un sujet national, des tableaux variés, de belles descriptions, des épisodes, des batailles, des amours, et des notes à la fin de l'ouvrage, *Cœur-de-Lion* aurait reçu de l'Angleterre l'accueil le plus favorable, car il a de tout cela autant ou plus que les poèmes épiques placés immédiatement après les cinq ou six chefs-d'œuvre du genre. La variété même y est plus grande ; et la fidélité des peintures, l'exacte observation des costumes, la mise en scène non-seulement des caractères et des passions individuelles, mais des passions et de l'esprit de toute l'époque, prouvent un talent de combinaison, une flexibilité, une érudition qu'il est fort rare de trouver réunies dans une même tête. Malheureusement l'épopée n'est pas en hausse par le temps qui court, à moins qu'on ne veuille gratifier du nom d'épopée les contes, nouvelles et romans. Tout à son temps ; les croisades ont eu le

Bohême, 1561, in-fol., fig. — *Description* de la cérémonie de l'investiture de ses états conférée à Auguste de Saxe par l'empereur Maximilien II, 1566, in-fol., fig. Ces deux vol. sont très-rare. La solennité dont il est ici question fut la dernière de ce genre en Allemagne. (*Voy. AUGUSTE*, III, 44.) W—s.

FRANCON, anti-pape. *Voy.* BENOÎT VI, t. IV, 181, et BONIFACE VII, t. V, 110.

FRANK (JEAN-PIERRE), l'un des plus célèbres médecins de l'Allemagne, était issu d'une famille française. Son grand-père, fournisseur des armées, fut tué par les ennemis, dans la guerre de la succession d'Espagne, et dépourillé de tout ce qu'il possédait. Un fils unique, qu'il laissait sans ressource, excita la compassion des officiers, qui le menèrent avec eux jusqu'à Ladenbourg, près de Heidelberg. Là, l'enfant s'échappa du régiment. Comme il errait dans les champs, manquant de nourriture, un marchand de la petite ville de Kaiserslautern en eut pitié et le prit chez lui, pour enseigner le français à ses fils, quoiqu'il ne sût ni lire ni écrire. Après diverses aventures, cet enfant se maria avec la fille d'un habitant de Rotalben, dans le margraviat de Bade-Baden-Gravenstein. Il se fixa dans ce bourg et parvint, par ses économies, à y acquérir quelques terres qu'il cultiva de ses mains. Il eut quatorze enfants : l'un d'eux fut Jean-Pierre, qui naquit à Rotalben, le 19 mars 1745. La faiblesse de sa constitution empêcha ses parents de le destiner à l'agriculture. Au reste, cette faiblesse venait peut-être de la manière dure dont il fut élevé par ses premiers maîtres d'école et par son père, qui était violent et emporté, quoique doué de qualités

estimables. Dans sa vie, écrite par même, Frank rapporte qu'il était de neuf mois, lorsque son père, à des cris qu'il poussait, dans les bras de sa mère, ordonna à cette dernière de sortir. Comme elle n'obéissait assez promptement, il le prit, furi et le jeta au milieu de la rue. Le père ne tarda pas à se repentir de cette brusquerie ; mais l'enfant saisi de convulsions qui durèrent sept semaines. Dès ses premières années, il fut sujet à des attaques d'asthme et à des difficultés d'urine. Sa mère, qui avait beaucoup de dressage pour lui, voyant cet état ladicel, conçut le projet de le faire cléric, et, dans ce dessein, le fit entrer à l'école des Piaristes de Rastadt. Plus tard, on le plaça chez les Jésuites de Bouquenon, en Alsace. Il y fit des progrès ; mais, dit-il, de la difficulté à retenir ses leçons par cœur, quoiqu'il sût bien le sens. Il fit sa rhétorique à Baden. On conseilla à ses parents de l'envoyer en France, pour y mener ses études. En 1761, il fut admis à la philosophie à Metz, et, l'année suivante, la physique à Pont-à-Mousson, sous le père Barlet, jésuite. Cette ville possédait un bon cabinet de physique ; il prit du goût pour cette science, et les succès qu'il obtint déterminèrent sa vocation pour la médecine ; mais ce ne fut pas sans de grands obstacles qu'il parvint à embrasser cette profession. Sa famille désirait ardemment qu'il fût prêtre et son père craignait la dépense que nécessitaient les études médicales. Enfin, par les sollicitations de ses frères, il parvint à vaincre la répugnance de ses parents, et il se rendit à Heidelberg, afin d'y étudier l'art de guérir. Il eut le bonheur de gagner la bienveillance et l'a

dépôt des obstacles que suscitaient à son ardeur de s'instruire les avarès calculs de son patron, Fraunhofer parvint à s'instruire sans maîtres. Il apprit d'abord à lire, à écrire, puis les mathématiques qu'il poussa très-loin. Et pourtant, après avoir figuré le jour entier dans un atelier, il ne se retirait la nuit que dans un cabinet sans fenêtres, où il lui était défendu d'avoir de la lumière. Dans l'intervalle de ces courageuses et opiniâtres études, il avait un moment fixé sur lui la curiosité publique, grâce à un accident dont peu s'en fallut qu'il ne devint victime. La vieille et gothique maison dans laquelle il avait son domicile croula, et il fut enseveli sous les débris : un miracle l'en dégagea, et plusieurs personnes haut placées par la fortune ou par leur mérite, entre autres le roi Maximilien-Joseph, reconnurent ses dispositions et voulurent les seconder. Le jeune homme n'usa pourtant qu'avec la plus grande réserve des secours qu'on lui offrait. A vingt ans il fut reçu dans le bel établissement d'instruments de mathématiques et d'optique qu'avaient créé Reichenbach et Utzschneider. Il y marcha de succès en succès, se plaça, par son habileté tant à exécuter qu'à diriger et surtout à imaginer les travaux, à la tête des opticiens les plus illustres de l'Allemagne, augmenta infiniment la réputation et la fortune de la maison, et finit par en devenir le propriétaire. Ce qui mérite à Fraunhofer une place distinguée au milieu de ses confrères, c'est qu'il possédait à fond l'exacte théorie de ce qu'il opérerait, c'est que comme mathématicien, comme physicien, comme astronome, il savait immensément, c'est enfin qu'il a fait des découvertes et reculé les bornes de la

science. L'académie de Munich, l'institution astronomique d'Edimbourg, l'université d'Erlangen et plusieurs autres sociétés savantes le comptaient parmi leurs membres. La première, en 1822, le nomma conservateur de son cabinet de physique. Le roi de Bavière lui conféra l'ordre du mérite civil, et il reçut du roi de Danemark la décoration de l'ordre de Danebrog. Enfin il mit le comble à sa gloire, en achevant le superbe télescope de l'université de Dorpat, auquel déjà l'astronomie doit d'importantes vérités, et qui sans doute est destiné à en révéler encore bien d'autres. Fraunhofer mourut encore jeune en 1826. On a de lui divers mémoires dans les *Astronomische Nachrichten*, de Schumacher, entre autres : 1° *Théories des halos, des parhélies et de tous les phénomènes analogues, avec explications à l'appui*; 2° *Nouvelle modification de la lumière*; 3° *Description du grand télescope dioptrique de Dorpat*; 4° *Détermination des pouvoirs, réfringent et dispersif, des différentes espèces de verres*. Les deux derniers sont les plus intéressants. On en trouve des extraits dans la *Bibliothèque universelle de Genève*, section des sciences et arts, tome XXX. La description du télescope se trouve dans les n° 74, 75, 76, des *Astronomische Nachrichten*. L'objectif du télescope est en verre. Tous ceux qui ont quelque teinture de physique et d'astronomie savent combien les miroirs métalliques sont inférieurs, pour les observations astronomiques, à ceux de verre : le métal absorbe une partie de la lumière incidente et n'en réfracte que le reste; le verre au contraire renvoie presque entièrement la lumière inci-

dente, et même corrige l'aberration des rayons par sa sphéricité : de là l'immense avantage des télescopes de dimensions très-ordinaires sur les gigantesques lunettes de la génération qui nous a précédés. Les dimensions de l'objectif de Dorpat sont de cent huit lignes d'ouverture et de cent soixante-deux pouces de distance focale. Le verre est composé de deux plaques, l'une en flint-glass, l'autre en crown-glass : la combinaison de ces deux espèces de verre corrige non seulement l'aberration de réfringibilité, mais encore l'aberration de sphéricité par la réfraction. Afin d'éviter l'inconvénient des télescopes ordinaires, qui ne laissent voir un astre que le temps qu'il met à passer dans le champ de l'instrument (et ce temps est excessivement court pour les étoiles voisines de l'équateur), l'axe de déclinaison de l'instrument est muni d'un appareil qui le met en mouvement, et ce mouvement est précisément celui de la terre, c'est-à-dire qu'il achève un tour en vingt-quatre heures ; de sorte que toute étoile reste dans le champ de la lunette aussi long-temps qu'elle est sur l'horizon, et qu'il est loisible à l'observateur de la suivre tout ce temps. L'axe de déclinaison et l'axe horaire portent chacun un cercle divisé qui donne, l'un les dix secondes de degré, l'autre les quatre secondes de temps. Enfin, à l'intérieur de l'instrument sont sept micromètres, dont un à fil, un circulaire à lampe avec quatre oculaires, un réticule à lampe avec trois oculaires, et quatre annulaires. Grâce à cette multiplicité de moyens, le télescope de Dorpat donne des distances angulaires d'une à deux secondes : la plus petite distance jusqu'alors appréciée l'avait été par Heraschell dans Hercule, et

était de trois secondes. La pierre de touche d'un télescope est, comme on le sait, l'observation des étoiles multiples. Schroeter avec son grand télescope catoptrique avait signalé dans Orion douze ou treize étoiles. Bien qu'Orion se trouve à Dorpat plus près de l'horizon qu'à Lütthenthal, Struve, à l'aide du télescope de Fraunhofer, non seulement a distinctement reconnu la treizième étoile, mais encore il en a vu trois autres. Ce qui ajoute au mérite de Fraunhofer, dans la confection de ce bel instrument, c'est qu'il est en partie l'inventeur de la combinaison de flint-glass et de crown-glass qu'il employa pour l'objectif. Le quatrième des Mémoires que nous avons indiqués contient la description de ses recherches, et les résultats de ses expériences sur un sujet de la plus haute importance pour le constructeur d'objectifs, sujet à peine effleuré avant lui : la détermination des pouvoirs, réfringent et dispersif, des substances qui peuvent entrer dans cette construction. P—or.

FREDÉRIC, duc de Souabe (1), second fils de l'empereur Frédéric I^{er}, dit Barberousse, et de Béatrix, fille du comte Renaut de Bourgogne, fut investi du duché de Souabe, dans l'année 1167, et de l'héritage de Welfon et des domaines de Rodolphe, comte de Phuldendorf. Son frère aîné Henri et lui reçurent une éducation distinguée. Leur père les fit instruire dans les sciences et les lettres. Dans une assemblée tenue à Mayence en 1184, où se trouvaient tous les princes de l'empire, les grands des royaumes voisins et une multitude incroyable de gens de di-

(1) Nous donnons ici quelques détails intéressants sur le trébuchet allemand, qui est décrit dans l'article de Frédéric Barberousse, t. XV, 643.

ations, l'empereur les arma de chevaliers. Henri était déjà parti. L'assemblée se tint hors de la ville, dans une plaine, où l'on avait construit en bois un palais avec un grand oratoire. Rien n'y manquait, soit pour l'abondance des provisions, soit pour la variété des armures, soit pour le harnachement des chevaux, soit enfin pour l'agrément des spectacles. Trois ans après cette cérémonie, l'Occident retentissait du bruit des désastres qui venaient d'arriver au royaume de Jérusalem, et des malheurs dont les chrétiens de Saladin accablaient les musulmans d'Orient. Le pape appela les princes d'Europe au secours de la Terre-Sainte. Des légats partirent en Allemagne réchauffer les cœurs des fidèles. L'empereur, dans une assemblée solennelle tenue à Mayence, prit la croix ainsi que son fils, le duc de Souabe, et résolut de partir l'année suivante (1189). On fit dans toutes les parts d'immenses préparatifs pour cette expédition. Frédéric, plusieurs ambassadeurs chargés de reconnaître les dispositions des princes, dont il devait traverser les États, tels que le roi de Hongrie, l'empereur grec, Isaac l'Ange, et le pape lui-même : tous trois montrèrent des dispositions favorables. L'empereur envoya des députés à Nuremberg, où l'on traita de l'affaire du mariage de Frédéric, pour donner au traité un caractère plus de force et de solennité, et renvoya à Constantinople des ambassadeurs, et, voyant qu'il n'était bien disposé pour lui, il ne craignit pas des difficultés qui se présentèrent aux autres princes de l'Occident, et le 5 des ides de mai de l'année de Ratisbonne, en descendant le Danube. Son armée, forte de

plus de cent mille hommes, abondamment approvisionnée, soumise à une discipline sévère, brave et dévouée, fut généreusement accueillie en Hongrie, où elle se grossit encore de plusieurs troupes de croisés. Frédéric, duc de Souabe, marchait en tête, avec dix mille cavaliers et onze mille piétons. Arrivé à Brandeis sur la Morava, l'empereur renvoya ses vaisseaux, qui ne lui étaient plus utiles, l'armée n'ayant besoin que de chariots. Le duc de Brandeis et les principaux de la province vinrent complimenter Frédéric, et lui montrèrent tous les dehors de l'amitié; mais, en le quittant, le duc, qui portait secrètement envie aux croisés, se hâta d'aller trouver l'empereur de Constantinople pour l'exciter contre eux. Isaac n'avait pas besoin de ces exhortations; car, pendant qu'il témoignait envers Frédéric des dispositions toutes pacifiques, il fit passer secrètement une armée de Bulgares et de Valaques dans une vaste forêt au-delà des montagnes de la Bulgarie, où ils se mirent en embuscade, après avoir coupé des arbres dont ils embarrassèrent toutes les issues. Ils avaient pour chef Michel, protosébast et frère d'Isaac. Sur les ordres réitérés de ce dernier, le gouverneur de Bulgarie avait, en outre, construit des fortifications à l'entrée des défilés de la forêt. L'armée des croisés ne fut pas plutôt arrivée dans la Bulgarie, qu'elle éprouva, de la part des habitants, des contrariétés de toute espèce. L'empereur, se défiant de la perfidie des Grecs, divisa son armée par petits corps. Le premier, composé de Hongrois et de Bohêmes, fut chargé de reconnaître les lieux et l'état des routes. Le second avait à sa tête le duc de Souabe et l'évêque de Ratisbonne. Dans le

troisième étaient les évêques de Wurzburg et de Bâle. L'empereur commandait le quatrième corps, où se trouvait la principale force de l'armée. Ce fut dans cet ordre que les Allemands traversèrent la forêt, sans cesse harcelés, attaqués par les Bulgares, ou par des troupes de brigands, aux ordres du duc de Brandebourg, et par le duc lui-même ou par ses fils. On peut lire dans la lettre de Dietpold, évêque de Passau, les détails qu'il donne sur ce passage difficile. Arrivés à Stralitz, les croisés apprirent qu'une armée innombrable de Grecs se préparait à leur disputer le passage des *portes de Saint-Basile*. C'était le troisième défilé qu'on avait à traverser pour sortir de la Bulgarie; c'était aussi le mieux fortifié. La fourberie des Grecs n'étant plus douteuse, l'empereur fit ses dispositions avec sa prudence et son habileté ordinaires. Son fils, le duc de Souabe, qui marchait le premier, choisit cinq cents cavaliers armés de cuirasses, et dont les chevaux étaient couverts de fer. Cette troupe, dont l'armure jetait un grand éclat, s'avança en bon ordre. Les premiers Grecs qui l'aperçurent furent saisis de crainte, et s'en retournèrent au plus vite, en publiant que les Allemands arrivaient sur des chevaux couverts de fer comme eux, et qu'il valait mieux prendre la fuite que d'attendre ces terribles ennemis. L'armée des Grecs, partageant leur frayeur, retourna sur ses pas et se rendit à Philippopolis, belle métropole située à l'entrée de la Macédoine. Les croisés arrivèrent devant cette ville, le 9 des calendes de septembre. Ce fut là que l'empereur Frédéric apprit l'emprisonnement de ses ambassadeurs à Constantinople, et qu'il reçut, de la part d'Isaac, des

lettres pleines d'arrogance, par lesquelles ce prince demandait la moitié des conquêtes que les croisés feraient sur les Sarrasins; de plus, que Frédéric lui fit hommage de l'empire des Romains, et qu'à ces conditions il aurait sûreté pour traverser le pays, et liberté pour acheter des provisions. « Toute l'armée frémit, dit le prêtre Anshert, historien, témoin des événements, et dès lors elle pillà librement les biens des Grecs, et ravagea le reste. » Elle occupa Philippopolis. Le duc de Souabe, apprenant que l'armée des Grecs était dans le voisinage, pour épier l'occasion de dresser des embûches aux croisés, et de piller ceux qui s'éloigneraient imprudemment du camp, prit avec lui une troupe d'élite, et marcha pendant la nuit vers les Grecs. Au point du jour il les attaqua, tua leur porte-étendard et cinquante des siens, pillà le pays et revint triomphant au camp. Quelques jours après, il marcha sur la ville de Veroy, où l'on sut qu'il venait d'arriver une nouvelle armée de Grecs. Ceux-ci, instruits de son approche, sortent en ordre de bataille, comme pour engager une action; mais, en voyant de près les armes brillantes des Allemands, ils se retirèrent vers les montagnes. Le duc de Souabe entra dans la ville, s'enrichit de butin, et retourna victorieux à Philippopolis. Isaac, à la vue de son empire livré à la dévastation, envoya des ambassadeurs pour traiter de la paix. Mais comme on n'ajoutait plus de foi aux promesses des Grecs, tant que les ambassadeurs de Frédéric ne seraient pas rendus à la liberté, ils s'en retournèrent sans avoir rien conclu. On commençait à désespérer du retour des ambassadeurs, quand on annonça qu'ils revenaient; mais, par un effet de celui de l'empire grec, le même qu'il

n à Nuremberg, et de quatre personnages en dignité. La route au camp des croisés. Le comte de Souabe, à la tête de trois milliers d'élite, alla au-devant de ces honorables victimes de la guerre d'Isaac. L'empereur les embrassa aux yeux, et dit : « Adieu, car mes vœux sont perdus, je les ai rendus. » Le ton de fermeté, mêlé de pitié et d'ironie, avec lequel il embrassa ensuite les envoyés grecs, leur fit comprendre qu'ils étaient perdus ; ils crurent que le comte de Souabe leur était réservé ; l'empereur se hâta de les leur rendre ; seulement il leur dit qu'il leur rendait tout ce qu'il leur avait enlevé ; et les envoyés s'en retournèrent à Constantinople, sans rien terminer pour la paix. L'évêque de Passau, tel que la position des croisés : l'Acrocorinthe et la Thrace, jusqu'à Constantinople, leur promesses ; ils occupaient les châteaux ; les Arméniens étaient fidèles ; tout abondait. L'empereur, décidé à hiverner à Philippopolis, par ses troupes en trois quartiers. Le comte de Souabe retourna à Veroy. Au bout de trois jours les croisés vinrent à Constantinople ; un nouveau message prévenait l'empereur des lettres d'Isaac, pleines de menaces. Il n'y avait cependant que les croisés qui allaient à la guerre de l'incendie, l'armée reculait devant eux ; le comte de Souabe s'était rendu le Dymotique, après avoir vu cent Grecs et Alains ; il était en fuite une troupe de

Comans, sous les murs d'Archadiopolis, dont il s'emparait ; qu'enfin tout l'empire grec tombait pièce à pièce sous les coups des Allemands, et que sa capitale succomberait elle-même, s'il ne se hâtait de traiter de bonne foi. Frédéric, en effet, comme on le voit par la lettre qu'il avait écrite de Philippopolis à son fils Henri, lettre rapportée par le prélat Ansbart, prenait des mesures pour attaquer Constantinople par terre et par mer. Isaac envoya donc de nouveaux députés, qui demandèrent humblement les conditions qu'il avait d'abord exigées avec tant d'arrogance. Le traité fut conclu à Andrinople, puis juré de nouveau à Constantinople, et l'empereur grec, pour gages de ses promesses, livra quatre mille otages. Les vaisseaux qu'il devait fournir pour le passage du détroit étant prêts, le duc de Souabe arriva à Gallipoli, où il abandonna ses chariots, et passa la mer avec ses troupes. Le passage de l'armée dura sept jours, et toute la flotte grecque retentit, pendant ce temps, du bruit des trompettes, des flûtes et de divers instruments. Les croisés, après avoir traversé la campagne de l'ancienne Lydie, arrivèrent dans les plaines de Laodicée, où ils trouvèrent un bon marché de toutes les provisions, mais un triste souvenir de celui de la défaite de Louis VII, roi de France, qui, lors de la deuxième croisade, les avait précédés dans ces lieux. En entrant dans les terres des Turcs, ils s'attendaient, d'après les belles promesses du sultan d'Icône, promesses qui venaient de leur être renouvelées à Andrinople par ses ambassadeurs, de trouver du soulagement et des amis ; mais ils n'y rencontrèrent que des ennemis cruels qui, sortant des ma-

tagues, se réunirent bientôt par troupes, comme pour préluder au combat. Ils aboyaient autour d'eux comme des chiens, dit Tagenon. Les jours suivants, ils parurent en troupes innombrables. L'empereur en tua un grand nombre dans une embuscade. Son fils, le duc de Souabe, en abattit quatre cents dans un défilé. Cependant l'armée manquait de guide; un prisonnier turc en servit. Il mena les troupes à travers des montagnes dont la pente était si difficile, que beaucoup de chevaux et de bêtes de somme tombèrent dans des précipices, avec les vivres et les bagages qu'ils portaient. L'empereur, suivant sa coutume, se tenait sur les derrières de l'armée, et protégeait la descente en écartant les ennemis. Mais il se vit lui-même dans la nécessité de demander du secours pour repousser les assauts. Le duc, son fils, vint à lui : on combattit avec ardeur; quelques-uns des croisés furent blessés; un chevalier fut tué; le duc lui-même eut une dent brisée. Enfin, les chrétiens l'emportèrent; les ennemis, forcés de fuir, laissèrent sur la place soixante de leurs plus braves guerriers. Ce combat eut lieu le jour de l'Ascension, de l'année 1190. Frédéric, regardant son fils, lui dit en souriant : « La cicatrice de votre blessure sera pour vous une preuve honorable de votre valeur, et un témoignage que vous avez combattu pour Dieu... » L'armée se remit en marche, et, au bout de quatre jours, arriva devant Philiminium. Une multitude d'ennemis vint l'y attaquer. Ils croyaient les croisés épuisés par la faim, par la disette, et se regardaient comme sûrs du triomphe. Mais ils furent vigoureusement repus, et, depuis le coucher du soleil jusqu'à fort avant dans la nuit, on se battit entre

la ville et le camp. Cinq mille Turcs périrent. D'après un édit du sultan, les ennemis avaient caché leurs vivres, ou les avaient transportés au loin dans les forêts ou dans les montagnes; et les Turcs étaient si nombreux, que les croisés ne pouvaient se diviser, pour aller chercher des provisions, sans courir de grands risques. La famine augmenta au point que les plus distingués se virent forcés de manger de la chair d'âne ou de cheval. « J'en mangeai comme beaucoup d'autres, dit un témoin oculaire; les chevaux mouraient aussi de faim. Nous ne trouvions ni grain, ni moisson; les Turcs nous serraient de si près, jour et nuit, que personne n'osait sortir du camp. » Quelques-uns avaient fait des gâteaux de miel, pendant qu'ils étaient dans l'abondance, et ils se soutenaient avec cette nourriture. D'autres n'ayant plus la force de marcher, tombaient la face contre terre, pour recevoir le martyre, car les ennemis se précipitaient sur eux et les massacraient sans pitié. Plusieurs apostasièrent, et se soumirent à la servitude. D'autres, enfin, abandonnèrent à leurs camarades ce qu'ils possédaient, et, s'étendant à terre, les bras en croix, se livrèrent au martyre, en laissant passer l'armée sur leur corps. Enfin les croisés arrivèrent à un fleuve qui se déchargeait dans un lac voisin : le duc de Souabe, qui vit qu'ils étaient suivis de près, se porta vers son père, et tous deux, faisant volte-face, fondirent sur les Turcs, en abattirent une centaine du premier choc, et, coupant la retraite aux autres, les forcèrent à se jeter dans le lac, où tous se noyèrent. Non loin de là, s'élevait, au milieu de la plaine, une montagne au pied de laquelle l'avant-garde passait, attaquée d'en haut par

les ennemis; les croisés montent rapidement la colline, battent les Turcs de tous côtés, en tuent deux cents, et leur enlèvent leurs provisions et leurs armes. Les Allemands célébrèrent la Pentecôte dans un endroit stérile et sans pâturages, et ils apprirent là que le fils du soudan venait avec une nombreuse cavalerie pour s'opposer à leur passage. L'évêque de Wurzburg et l'empereur exhortèrent l'armée au combat. On célébra la messe; chacun communia, et l'empereur disposa son armée en triangle. Les évêques de Munster et de Wurzburg commandaient le premier côté; l'empereur commandait la droite; le duc de Souabe la gauche. Mélich, fils du soudan, se portant avec toutes ses forces sur l'empereur, ce prince fit arrêter les siens, appela le duc de Souabe à son secours, et lui ordonna de ne pas différer l'attaque. Les croisés pénétrèrent dans les bataillons turcs, les rompirent et tuèrent tout ce qui s'opposait à eux. Mélich prit la fuite et se rendit à Icone par des chemins détournés. Le Turc qui, jusque-là, avait servi de guide à l'armée chrétienne, la conduisit perfidement, pendant la nuit suivante, vers des lieux déserts, où elle eut à souffrir tous les tourments de la faim et de la soif. Après un jour et une nuit de marche et de fatigue, durant lesquels ils abandonnèrent les chevaux et les bêtes de somme, qui succombaient aux mêmes besoins qu'eux, ils arrivèrent à un étang dont l'eau était marécageuse et corrompue. Mais l'ardeur de la soif la fit paraître délicieuse. Ils trouvèrent aussi là du gazon pour se rafraîchir, et y passèrent deux nuits, non sans avoir à se défendre des attaques de l'ennemi. Manquant de bois pour faire du feu, ils en firent avec leurs

vêtements, avec les selles de leurs chevaux, les toiles de leurs tentes, et firent cuire, comme ils purent, la viande de cheval ou d'âne dont ils mangèrent, grands et petits. Quelques-uns se contentèrent d'herbes et de racines, qu'ils arrachaient de terre. Dans cette situation déplorable, l'empereur reçut des députés du soudan, qui lui offrirent la paix, moyennant trois mille pièces d'or, ou le combat pour le lendemain. Frédéric répondit que ce n'était pas sa coutume de se soumettre à payer tribut à qui que ce fût, et qu'il ne paraissait pas convenable à sa dignité d'acheter, à prix d'argent, la route des pèlerins du Christ. Après cette réponse, l'armée marcha sur Icone, combattant toujours les Turcs, dont elle tua un grand nombre; elle arriva enfin à un paré très-agréable, enclos de murs et voisin de la ville. Frédéric divisa son armée en deux troupes: l'une fut confiée au duc de Souabe, chargé d'attaquer Icone; l'autre, sous les ordres de l'empereur, devait s'opposer, au dehors, à l'armée des Turcs. Les bagages, et les gens faibles ou infirmes, furent laissés exposés aux événements de la fortune. L'empereur adressa alors ces paroles au duc son fils: « Un grand fardeau nous est imposé à tous deux; à vous l'attaque de la ville, à moi celle de tant d'ennemis qui sont au dehors. Quelque succès ou quelque revers qui nous arrive à tous deux, je ne vous porterai aucun secours, et je n'en attendrai aucun de vous. Faites donc tout ce que la nécessité et votre bravoure vous invitent à faire pour le salut de l'armée. » Ce discours exprimait assez la résolution du désespoir. Le duc de Souabe s'avança vers la ville, et les Turcs venant à

lui se formèrent devant l'entrée; mais bientôt ils prirent la fuite, et les croisés, brisant ou escaladant les portes, passant au fil de l'épée tous ceux qu'ils rencontraient, pénétrèrent dans la ville. Le duc de Souabe poursuivit les Turcs jusqu'aux portes du château où le sultan s'était renfermé avec son trésor et ses provisions. Pendant ce temps, l'empereur, aux prises avec les Turcs du dehors, fondait sur eux comme un lion, les forçait à tourner le dos et en renversait près de dix mille sur le champ de bataille. Sans la fatigue et l'épuisement des croisés, le château eût été emporté pendant la nuit. Après cette victoire, Frédéric fit son entrée dans Icone : il y fut reçu magnifiquement par son fils. Le butin qu'on trouva apaisa la faim des croisés. On enleva, dans le seul palais de Mélich, dix mille marcs que Saladin avait envoyés pour faire des levées de troupes. Au bout de cinq jours, le sultan demanda à traiter, en rejetant la faute sur son fils : l'empereur lui accorda la paix moyennant vingt otages. Le 10 des calendes de juin, l'armée sortit d'Icone, et bientôt elle arriva à Larenda, belle ville qui séparait la Cilicie et l'Arménie de la Lycaonie. Le 5 des ides de juin, elle se mit en marche par un chemin si étroit et si difficile, que les rangs ne furent plus observés, chacun s'efforçant de devancer son camarade. Tantôt on gravissait des montagnes, tantôt on traversait de profondes vallées, en suivant le fleuve qui coule devant la ville appelée Selef (Séleucie). On avançait avec beaucoup de peine; des évêques malades étaient portés sur des litières, et les chevaux qui servaient à cet usage mettaient en grand danger les maîtres et les serveurs. D'autres grimpaient avec les pieds et

les mains, comme des quadrupèdes, ayant un précipice à leur droite et le danger de périr à leur gauche. L'empereur et ceux qui étaient auprès de lui, pour éviter les périls de la montagne, d'après l'avis de gens du pays, descendirent sur le rivage de cette rivière. Mais ils n'éprouvèrent pas moins de difficultés que les autres. Le 4 des ides de juin, l'armée alla camper enfin dans les plaines de Séleucie. Là, tandis que tous les pèlerins se reposaient de tant de fatigues, l'empereur, qui était resté en arrière, soit qu'il voulût se rafraîchir, soit qu'il voulût traverser la rivière à la nage, se jeta dans l'eau et y périt misérablement, malgré les prompts secours qu'on lui porta. Cette mort, aussi désastreuse qu'inopinée, et que les historiens ont si diversement racontée, jeta, le trouble et la consternation dans l'armée. Après avoir célébré les funérailles de l'empereur, on abandonna au plus vite ce lieu funeste. On orna son corps avec toute la pompe royale, pour le conduire à Antioche. Ses os, séparés des chairs, furent envoyés par mer à Tyr, pour être de là transportés à Jérusalem. Le duc de Souabe fut déclaré chef de l'armée de Christ, et il la conduisit jusqu'à Tarse, où elle se divisa en deux corps. L'un marcha vers Tripoli, ville au pouvoir des chrétiens, l'autre vers Antioche, sous la conduite du duc. Là, une nouvelle calamité vint accabler les croisés. La maladie fit périr les plus braves guerriers. Des évêques, des clercs, des princes et une multitude innombrable de pèlerins, suivirent l'empereur au tombeau. Le duc de Souabe se rendit par mer au siège d'Acre; et, lorsqu'il se disposait à combattre devant cette place, il fut lui-même enlevé par une mort préma-

Un historien arabe dit qu'il n'aurait pu cinq mille hommes à Acre, la cette grande armée qui était de l'Allemagne. Tel fut le triste résultat de cette expédition, qui causé tant d'effroi aux musulmans et tant d'alarmes à l'empereur grec. Il est probable, en effet, Frédéric-Barberousse avait pu aller, devant Acre, aux rois Philippe-Auguste et Richard-Cœur-de-Lion, les affaires des colonies chrétiennes en Orient auraient pris une autre face. Du reste, nous ferons observer, comme une des singularités caractérisant cette expédition, la diversité de récits chez les historiens de l'Orient et d'Occident, qui en ont fait le souvenir : diversité dans le nombre des troupes qui composaient l'armée de Frédéric, et dans les efforts que les Turcs leur opposèrent (l'exagération est manifeste des deux côtés); diversité encore dans une foule de détails sur les auteurs du même pays ne sont d'accord, surtout dans les circonstances de la mort de Barberousse.

D—B—Z.

FÉDÉRIC-AUGUSTE

F^{er}, d'abord électeur, ensuite électeur de Saxe, était le fils aîné du prince électoral de Saxe, Frédéric-Chrétien, marié à la princesse de Bavière-Marie-Antonie, fille de l'empereur Charles III. Il naquit le 25 octobre 1750 à Dresde. L'excès de délicatesse de sa santé fit que, d'ordinaire, on s'occupait moins du développement de son intelligence que celui de ses forces physiques. Lorsque les exercices corporels furent modifiés avantageusement par l'éducation, on s'occupa de regagner ce qui avait été perdu pour l'instruction; et les hommes habiles dont on l'environna parvinrent aisément. Bur-

gardorf et Gutschmid, que depuis il fit ses ministres, étaient de ce nombre. S'ils ne firent pas de leur élève un monarque transcendant, du moins le virent-ils sortir de leurs mains parfaitement instruit de tout ce qu'un prince doit savoir, très-apté aux travaux politiques, et surtout pénétré profondément de l'obligation qu'un souverain a d'être juste, et d'augmenter sans cesse la somme de bonheur de ceux qu'il gouverne. Il n'allait encore avoir que treize ans, lorsque l'apoplexie qui foudroya son aïeul Frédéric-Auguste II (5 oct. 1763), et la mort prématurée de son père, après un règne de dix semaines (17 déc. 1763), l'investirent du titre électoral. L'aîné de ses oncles, le prince Xavier, prit aussitôt les rênes du gouvernement, et, il faut le dire, gouverna fort mal les Saxons, auxquels il eût fallu une administration sage, pour cicatriser les plaies de la guerre de sept-ans. Enfin, le 15 sept. 1768, le jeune électeur se mit lui-même à la tête des affaires, et grâce à son esprit d'ordre et d'économie, grâce à sa probité, grâce aussi à son ministre Gutschmid, dont l'habileté secondait ses louables intentions, il changea bientôt la face du pays. Une de ses premières mesures fut l'abolition des hautes taxes imposées aux marchandises étrangères; et cette règle, qu'il se fit et qu'il observa toujours, autant que possible, de n'intervenir ni dans l'importation ni dans l'exportation, devint pour la Saxe, et même pour toute l'Allemagne, le principe d'un développement commercial bien plus intense que par le passé. C'est à cette sage précaution surtout que Leipzig doit sa rapide prospérité. Il augmenta aussi la richesse nationale, en améliorant la qualité des laines saxonnes par l'in-

troduction des béliers espagnols. Il rendit navigable, au moyen d'écluses, l'Unstrutt, depuis Artern jusqu'à son embouchure dans la Saale, et celle-ci jusqu'à Weissenfels : cette opération coûta cinq cent et quelques mille reichsthalers. Quelques mois de règne avaient suffi pour que le papier-monnaie, naguère en discrédit, s'élevât au-delà même de sa valeur nominale : ce phénomène, qui eût semblé un miracle aux gouvernements précédents, était le prélude d'un état florissant des finances. L'électeur, bien convaincu de la nécessité d'avoir toujours des ressources disponibles pour opérer le bien, pour parer au mal, ne cessa, pendant vingt ans, de chercher les moyens de donner à cette partie de l'administration le plus d'ordre et de simplicité possibles. Une commission fut instituée sous la direction du ministre de Wurmb, pour aviser à diminuer les impôts et à en rendre moins dispendieux le recouvrement. Conformément à ses propositions, il créa, en 1773, la caisse générale dans laquelle vinrent s'absorber, en 1778, le collège général des accises, et, en 1782, la chambre et le département des mines : ainsi naquit le collège intime des finances ; centre unique où, comme autant de rayons, aboutirent les branches diverses des recettes et des dépenses publiques. Frédéric-Auguste porta aussi ses regards sur la justice. L'ancien code criminel saxon, fameux par son excessive rigueur, subit des modifications nécessitées par l'adoucissement des mœurs, et plus en harmonie avec les idées modernes. La torture fut abolie le 2 décembre 1770. Tout préoccupé de ces soins pacifiques, l'électeur avait peut-être un peu négligé le militaire : loin d'augmenter l'armée,

ainsi que l'avaient voulu ses prédécesseurs, il la diminua. Nul doute pourtant que, dans l'état actuel des choses, la Saxe ne dût se tenir prête à présenter un médiateur ou un auxiliaire respectable dans les conflits entre la monarchie autrichienne et la Prusse. Quelquefois même, dans ses intérêts, soit pécuniaires, soit moraux, Frédéric-Auguste put sentir que quelques mille hommes de plus peuvent ne point être inutiles pour faire respecter des droits réels. Ainsi le comte de Schonburg-Glauchau affectait l'immédiateté pour ses possessions naguère vassales du roi de Bohême, et traitait de nul les deux reces de 1740, sous prétexte que ni l'empereur et l'empire, ni le roi de Bohême, seigneurs directs, n'avaient ratifié ces conventions. La cour féodale de Prague appaya ce système, et le comte, fort de cette approbation, obtint du conseil aulique un mandat favorable. Alors la cour électoral, qui jusqu'à cet instant avait usé de ménagement, ordonna contre le vassal récalcitrant l'exécution militaire. Mais le comte, au lieu de se tenir pour battu, courut à Vienne, embrassa le catholicisme, reçut le titre de conseiller intime, et revint dans ses domaines accompagné d'une commission impériale qui, sous la protection d'un bataillon d'infanterie autrichienne, s'établit à Glauchau et annula le traité de 1740 (1777). Frédéric-Auguste dut donner à ses troupes l'ordre de se retirer : il ne pouvait se mettre en révolte contre l'autorité de l'empereur. Mais, indubitablement, s'il eût été connu comme belliqueux, si ses troupes plus nombreuses, plus alertes, eussent arrêté le comte rebelle, ce dernier n'eût pas jeté si commodément l'empereur dans son parti. Ce

rent, au reste, n'était que provisoire. Bientôt la ligne ludovicienne au sud de Bavière s'éteignit : Maximilien-Joseph, l'électeur palatin, réclama la totalité de la cession allodiale à laquelle on en Saxe beaucoup d'extension on la faisait monter à quatre millions de florins. Marie-Cécilia toutes ses prétentions à mieux qu'elle en état de les accepter, et se contenta d'une augmentation de pension. Mais autre chose était de se faire céder les biens, autre chose était de s'en approprier la possession. Déjà l'électeur avait jeté son dévolu sur le duc de Saxe, d'autre part Marie-Thérèse avait, en vertu de son droit de réversion, primé sur Marie-Antonie. La inadvertance de la chancellerie autrichienne, puisque c'est un proche parenté du dernier duc, que les lois reconnaissent le droit de réversion. Dans l'impossibilité de résister à sa trop puissante rivale, Frédéric-Auguste roi de Prusse à son seigneur et roi déclara ce qu'on appelle la guerre de la succession de Silésie. On sait que cette guerre ne fut pas longue. Tandis que le grand électeur entra en Bohême par le sud, Glatz, son frère, le prince de Saxe, pour mettre à l'abri d'une invasion, et fit son armée par l'adjonction de deux mille Saxons. Grâce à l'inspection de Laudon, retransférée à l'Iser, dans une position défensive, la campagne se passa d'opérations insignifiantes et ennuyeuses. Le prince Henri rentra le 2 oct. ; et, quelque temps après, ouvrirent les conférences que la paix de Teschen. L'électeur de Saxe obtint, pour toutes ses

prétentions à la charge de la Bavière, la somme de six millions de florins, payables en douze ans ; de plus l'impératrice-reine fit cession à l'électeur palatin du domaine direct de la couronne de Bohême sur les seigneuries de Glauchau, Waldenbourg, Lichtenstein, pour qu'il les transférât à Frédéric-Auguste : cette double mutation mit fin aux débats avec la maison de Schönbourg-Glauchau. Si l'on en excepte cette ombre de guerre, la Saxe jouit d'un calme profond dans toute cette première période du règne de Frédéric-Auguste, qui précède l'explosion de la révolution française. La cour de Dresde devint le théâtre de quelques intrigues, dont le but était de donner des faveurs à l'électeur. La seule qui fût un peu sérieuse était dirigée en secret par l'électrice-mère, qui cachait mal son mécontentement de ne pas exercer aucune influence. Un colonel, du nom d'Agdolo, était l'agent de ce complot contre la personne de l'électeur : heureusement la cour de Berlin pénétra le secret de l'affaire, et avertit Frédéric-Auguste assez à temps pour qu'il déjouât la tentative par l'incarcération du colonel (1776). Ce bon office ne pouvait que resserrer les liens entre la Prusse et la Saxe, liens dont la guerre de sept-ans avait prouvé l'utilité pour la dernière. L'extinction de la maison de Mansfeld, en 1780, donna aux deux princes le comté de ce nom à partager : les deux cinquièmes seulement de ces possessions revinrent au roi de Prusse ; à Frédéric-Auguste échurent les trois cinquièmes restants, Eisleben, Arnstein, Artern, etc., qui depuis 1570 étaient sous le séquestre électoral. En 1785, l'électeur conclut à Berlin avec Frédéric

II, comme électeur de Brandebourg, et avec l'électeur de Hanovre, la fameuse confédération des princes (*Furstenbund*), dont le but était de s'opposer aux empiètements de la maison d'Autriche. Nul doute que, par cette coopération au système prussien, Frédéric-Auguste n'eût surtout en vue de se ménager un protecteur pour atteindre à la couronne de Pologne; et nul doute aussi que cet appui n'ait formellement été promis par la Prusse, et plus tard même par l'Autriche (à Pilnitz en 1791). Les deux monarques alors, s'ils eussent été sincères, auraient été bien inspirés pour eux-mêmes; mais, au fond, des arrière-pensées ambitieuses les travaillaient tous deux: tous deux se proposaient encore d'arracher quelques lambeaux à la Pologne. Ni l'un ni l'autre ne voulaient pleinement une Pologne forte par son territoire, ses armées, sa constitution; c'est-à-dire que ni l'un ni l'autre n'avaient de système: la Russie, au contraire, en avait un, la destruction de la Pologne. Quant à Frédéric-Auguste, trop faible de puissance et de génie pour jouer les grands coups, il n'osait, il ne savait se passer de protecteurs; il s'effrayait des sacrifices que coûterait à la Saxe l'honneur de donner un troisième souverain à la Pologne; il avait raison: avec son caractère et ses facultés, la tâche était au-dessus de ses forces. Et pourtant s'il eût été politique un peu bardi, militaire aimant un peu le jeu des batailles, la tâche était facile. Instruits enfin par tant de malheurs, les Polonais se montraient sages et modérés en cet instant; et si l'on songe à cette bravoure, à cet enthousiasme que bientôt ils développèrent, si l'on pense aux incertitudes des deux cabinets occidentaux, on ne doutera

pas que la régénération polonaise ne se fût accomplie sans efforts désespérés. Mais ces qualités, premiers éléments du grand homme, manquaient à Frédéric-Auguste, l'homme le plus honnête de son électorat et de toute l'Allemagne. Cette incapacité d'un rôle qui consistait, en quelque sorte, à se sacrer roi soi-même, ne l'empêcha pas de faire agir la diplomatie et l'intrigue, pour obtenir l'expectative de la couronne, après la mort de Stanislas-Auguste. Il l'obtint en effet, et non seulement c'était la couronne pour lui, c'était aussi la couronne pour sa maison: sa fille devait régner après lui, et fonder une dynastie dans cette Pologne enfin revenue de la monarchie élective. Mais lorsque le prince Czartoryski vint ostensiblement, au nom de la diète et du roi, faire l'offrande de cette brillante expectative, Frédéric ne répondit que d'une manière évasive: il déclara qu'avant de prendre une détermination, il avait besoin de voir régler différentes conditions relatives aux *pacta conventa*; il parla de la nécessité de bien connaître où la république en était avec les cours de St.-Petersbourg, de Vienne et de Berlin (1791). C'était, en d'autres termes, avouer que, trop faible pour lutter avec des puissances de cette force, il ne voulait régner qu'avec l'assentiment de toutes les trois, ou bien qu'il voulait au moins être soutenu vigoureusement par une d'elles. En vain la même démarche fut tentée, à diverses reprises, auprès de l'électeur; jamais on ne put le faire sortir de ces réponses équivoques. C'était évidemment par les conseils de l'Autriche et de la Prusse qu'il se renfermait dans ce système de temporisation, le seul qui pût, disaient ces puissances, ne pas rendre la Russie éternelle-

hostile au choix que venait de la Pologne, le seul à l'aide l'Électeur put un jour rendre ratrice favorable, à l'électeur.

du moins, parlait le monarque bien à ces fameuses conférences de Pilnitz, où tour-à-tour s'agiles deux grandes questions eusses, la Pologne et la France, se trouvèrent les princes français. Bien qu'il ne se fit point ion sur les plans d'aggression débattus contre la révolution, Frédéric-Auguste accueillit uement son cousin, le comte vis : il lui donna même de l'armement sans adhérer, pour sa part, u'on appela depuis, en France, *inspiration de Pilnitz*. C'est ce on vit surtout, lorsque les diions hostiles firent place à la déion de guerre. Le général prussischhoffswerder était venu lui ader, de la part de Frédéric-ame, son accession à la proe levée de boucliers : il refusa et ra qu'il ne fournirait de troupes comme prince d'empire, à une e étrangère aux intérêts de la. Ainsi Frédéric-Auguste ne joine aucune partie de ses troupes à l'armussienne qui pénétra en France '92; mais, lorsque l'armée fran-, après avoir envahi les Paysse répandit dans les provinces thin, il dut faire marcher son gent, et il coopéra, pendant ans, aux opérations militaires. troupes se firent surtout rener à la reprise de Mayence, illet 1793, et à Kaiserslautern fin de la même année. La paix âle, en 1795, atténuait ses ef-, ainsi que ceux de tous les états d'empire, bon gré mal forcés de graviter autour des puissances supérieures; et quand

Jourdan, en 1796, pénétra dans la Franconie, l'électeur de Saxe signa bien vite un armistice, et se contenta d'entretenir, sur les frontières méridionales de ses états, un cordon qui fit respecter sa neutralité. L'année suivante fut annoncé le congrès de Rastadt : Frédéric-Auguste fut un des membres de la députation d'empire chargée de mettre en harmonie l'intégrité, la sûreté de l'Allemagne avec les clauses, tant patentes que secrètes, des traités de Bâle et de Campo-Formio. On sait jusqu'à quel point cette harmonie était possible, et combien de difficultés, de lenteurs embarrassèrent la marche des négociateurs. Frédéric-Auguste fut pour beaucoup dans ces lenteurs : il résistait de toutes ses forces à la mutilation de l'empire. C'était le fait d'un homme loyal et probe, qui ne donnait pas ce qu'il était chargé de défendre. Mais à quoi pouvait servir la résistance? Ou l'empire céderait, trahi, livré qu'il était par l'empereur; ou la guerre, une guerre déplorable, dont tôt ou tard l'Allemagne paierait les frais, se rallumerait. C'est ce qui ne manqua pas d'arriver. Heureusement pour Frédéric-Auguste, il put demeurer étranger à cette prompte recrudescence de la guerre, et il ne reparut sur la scène de la politique générale qu'en 1802 et 1803, lorsqu'il fut nommé un des huit membres du haut-comité chargé de régler les indemnités. Sa conduite, dans cette occasion, lui valut l'estime de tous les intéressés au partage; et ceux même que contrariaient son inflexible amour du juste, et son respect pour les droits acquis, ne purent lui refuser des louanges. Bonaparte lui-même conçut presque de la vénération pour son caractère, et lui pardonna de s'être mis au nombre de ses enne-

mis. En 1805, il ne prit, il est vrai, aucune part à la guerre de l'Autriche contre la France; et il se contenta de couvrir ses frontières du sud par un corps de quinze mille hommes. Mais l'année suivante, lorsque le vainqueur d'Austerlitz eut déclaré le saint-empire germanique dissous, et formé la confédération du Rhin, l'électeur se jeta du côté de la Prusse, envoya vingt-deux mille hommes rejoindre les Prussiens en Thuringe, et permit à son allié le passage par ses états. Le repliement du corps du prince de Hohenlohe sur l'armée principale ouvrit les plaines de la Saxe aux Français (8 oct. 1806). Les journées d'Auerstædt et d'Iéna rompirent les forces alliées, et partout les Saxons firent ce que faisaient les Prussiens, ils se rendirent. Napoléon, avant de passer outre, se bâta de détacher l'électeur de l'alliance prussienne, et de préparer son incorporation à la confédération du Rhin. Il fit jurer aux prisonniers saxons de ne plus servir contre lui, et les renvoya libres, mais démontés et désarmés; il fit dire à l'électeur qui se disposait à prendre la route de Prague, qu'il pouvait rester en Saxe, et que ce n'était pas à lui qu'il faisait la guerre (*Voy. Funck, dans ce vol.*); puis il signa la convention de Dresde qui reconnaissait la neutralité de la Saxe, mais à condition que la Saxe subirait l'occupation, les réquisitions et l'indemnité de guerre : tous objets d'autant plus indispensables, que Napoléon, suivant sa coutume de faire la guerre aux dépens des vaincus, était parti sans argent et sans magasins. Les réquisitions furent accablantes, la contribution de vingt-cinq millions de francs, payables dans l'année. Frédéric-Auguste adoucit de son mieux l'amertume de ces sacrifices,

en en assumant sur lui la plus grande partie : il fit charger ses domaines des plus fortes fournitures à livrer aux vainqueurs; il avança aux villes, aux corps, des sommes importantes sur sa caisse particulière. Enfin il se rendit à Berlin (27 oct.), pour conclure définitivement la paix avec l'empereur, des Français; et, comme déjà celui-ci était parti pour Posen, il lui dépêcha son ministre le comte de Bose; et faute de mieux il s'assura l'appui de Berthier et de M. de Talleyrand, qui étaient restés dans cette capitale. Le 11 déc. suivant, la paix fut signée. Par ce traité de Posen, Frédéric-Auguste garda ses états en entier, à cela près qu'il abandonna au royaume de Westphalie partie du comté de Mansfeld, le comté de Berby, le bailliage de Gommern, et qu'il acquit en échange le comté de Coburg. D'un autre côté il reçut le titre de roi de Saxe, au lieu de celui d'électeur, qui n'avait plus de sens, depuis qu'il n'y avait plus d'Empire; enfin il accéda à la confédération du Rhin, et par conséquent fit alliance offensive et défensive avec la France impériale. Il va sans dire que nominalelement il reçut la plénitude de la souveraineté, autant que souveraineté il y avait sous la main d'un protecteur tel que Napoléon. Probablement aussi, dès cette époque, il était question de lui donner la part de Pologne échue à la Prusse, lors des démembrements de cette contrée. Mais, avant de réaliser cette combinaison, il fallait la campagne de 1807. Les troupes saxonnes y parurent comme alliées de Napoléon : six mille hommes, sous le commandement du général de Solenz, allèrent prendre part au siège de Dantzig, et bientôt (18 juin) à cette rude bataille de Friedland, dont la conséquence fut la paix de Tilsitt (9 juillet). Une des stipu-

cette paix, qui faisait de l'Europe continentale deux parts, une exandre, une pour Napoléon, cession du grand-duché de Saxe en faveur du roi de Saxe. x n'était redoutable ni pour nous ni pour aucun des cons; car aucun nom n'était de mieux rallier tous les en Pologne que celui de Auguste. Il est à regretter que Napoléon n'ait pas touché les couronnes sur des têtes dignes de les porter (1).

Les lettres autographes de Napoléon, que nous avons sous les yeux, prouvent à quel point il avait de confiance le roi de Saxe était dans son esprit. C'est au maréchal chargé de commander en Pologne des corps de quatre-vingt mille hommes, qu'il adresse ces lettres. « Mon intention, écrit-il à son lieutenant, le 22 octobre 1807, vous vous mettiez bien avec le gouvernement de la Saxe. Laissez-le faire. Il est que les Polonais désirent ne plus de troupes françaises chez eux. Je désire qu'eux les retirent, et du moment que les affaires de Prusse seront finies, et que les choses auront pris un pli, je les recevrai ainsi que vous devez vous en tenir. Le roi de Saxe est un homme de bien, mais tout ce qu'il est possible pour moi d'être agréable. » Et trois mois plus tard (1808) : « Mon cousin, j'ai vu avec plaisir tout ce que vous avez fait pour le roi de Saxe, et la bonne opinion que vous avez de lui. Pendant le peu de temps que j'ai été à Dresde, j'ai conçu pour lui une haute estime. » (12 janvier 1808) : « J'ai été satisfait de la conduite que vous avez tenue envers le roi de Saxe, qui me paraît en être satisfait que moi; ainsi vous avez bien rempli mes intentions. » Le 25 novembre 1807, Napoléon écrivait encore de Bayonne : « Vous, tachez de bien vivre avec le roi de Saxe et les autorités saxonnes. Si vous signez que les Polonais ne vivent mal avec les Russes, vous pourriez placer aux ordres un régiment saxon. Il n'y a rien de plus à craindre pour la Pologne; d'ailleurs, le roi de Saxe, qui enverra ses troupes saxonnes qu'il sera nécessaire. Je vous commande en chef d'être là, afin d'avoir fréquemment des nouvelles de Dantzig et de Varsovie. Je suis satisfait avec la Russie; je n'ai rien à craindre des Autrichiens; mais, dans tout état de choses, mon intention est de concentrer de plus mes troupes. » (Valladolid, 1809) : « Accordez à la Saxe pleine satisfaction pour l'entretien et la nourriture de ses troupes. Laissez le roi se nourrir et s'approprier comme il l'entend. On demande pour mon armée... » M—j.

Depuis ce temps, le roi de Saxe se partagea entre son royaume héréditaire et son grand-duché, toujours visant à faire disparaître les abus d'un régime suranné et les traces des plaies de la guerre. Mais cette chimère d'une belle âme ne pouvait se réaliser, au milieu des convulsions qu'avait encore à subir l'Europe. En 1809, quand l'Autriche recommença la guerre avec la France, Bernadotte vint prendre en Saxe le contingent de vingt mille hommes dû à Napoléon par son allié; et cette troupe, qui se mit en mouvement dès l'ouverture de la campagne, se montra fort bien aux journées de Lintz et de Wagram. Mais, pendant ce temps, la Saxe restait sans moyens de défense : un corps d'Autrichiens et les hussards du duc de Brunswick-Oels (*Voy. ce nom, LIX, 387*) y pénétrèrent sans trouver de résistance. Le roi quitta successivement Dresde pour Leipzig, Leipzig pour Naumbourg, Naumbourg pour Francfort-sur-le-Mein : il fit de là paraître deux proclamations qu'on croirait plutôt dictées par Napoléon que par lui, l'une au peuple saxon (18 juin), l'autre à ses sujets polonais (le 24). Tel avait aussi été le style de la proclamation par laquelle, au début de la campagne, il annonçait la guerre à l'Autriche. Malgré cela, ses états furent menagés par les troupes autrichiennes; habile politique du cabinet de Vienne, qui voulait faire contraster la modération de l'ennemi et les exigences de l'allié! Enfin, le 20 août, il put revenir dans sa capitale. La paix de Presbourg, signée deux mois plus tard, lui valut bientôt un double accroissement de territoire, l'un en Saxe même, mais peu considérable (quelques localités démembrées de

la Haute-Lusace), l'autre beaucoup plus vaste, mais dans le grand-duché de Varsovie, et se composant de la Galicie occidentale, du cercle de Zamosc, de Cracovie, portant la surface totale du grand-duché à trois mille milles carrés, habités par trois millions cinq cent mille âmes. Le 1^{er} novembre suivant, il prit la route de Paris pour assister, ainsi que tous les princes de la confédération, aux fêtes somptueuses de l'anniversaire du couronnement; et, forcé ainsi de faire cortège au maître de l'Occident, il sut du moins concilier, pendant ce séjour, les nécessités de sa position et le soin de sa dignité. Napoléon pensait encore à faire et défaire beaucoup en Europe; et le roi de Saxe, dont les possessions à l'ouest et à l'est touchaient la Prusse, à l'est touchaient la Russie, était un des éléments essentiels à la réussite de ses plans. Il redoutait pour lui de marques d'amitié, d'estime; il lui fit entrevoir dans l'avenir des agrandissements pour son royaume, de prochaines améliorations pour ses peuples. En attendant, il lui demanda, c'est-à-dire il lui ordonna de nouveaux sacrifices. Il fallut donner à l'armée une organisation nouvelle, il fallut élever à grands frais une forteresse à Torgau, il fallut, en 1812, indépendamment des contingents annuels, de plus en plus onéreux à mesure que l'on avançait vers la catastrophe, donner à d'immenses corps français le logement, les vivres, etc. Les exigences étaient sans fin. Toutes ces mesures tarissaient dans ses sources la prospérité publique; le plus pur du revenu y passait: force lui d'émettre des billets de caisse jusqu'à concurrence de cinq millions de rthl., puis d'ouvrir un emprunt perpétuel au capital de

six millions de rthl., enfin de voquer les états pour leur demander encore trente millions de thaler qui mit le comble aux maux. Saxe, c'est que, cruellement atteinte ainsi que presque tout le comté européen, par le système continu de Napoléon, et par cette résistante gêne universelle que toute guerre derrière soi, elle était la plus déplorable pénurie, et que demander de l'argent, c'était, ment lui demander ce qu'elle n'avait plus. Aussi ne peut-on s'étonner la haine des Saxons pour Napoléon après avoir passé par toutes les épreuves, soit devenue de la fin 1813. Le roi lui-même ne pouvait dissimuler que le régime napoléonien était bien loin de réaliser ces vœux si chers à son cœur, le bien public, l'abaissement de l'impôt, l'augmentation progressive des richesses de la richesse nationale. toujours fidèle à sa parole, et osant que la raison autant que l'honneur veut qu'on persévère dans son système, convaincu qu'on n'aurait rien au lieu que par beaucoup de mal, il se résignait, s'astreignant lui-même à de dures privations allégeant, autant que possible, le poids des malheurs auxquels la Saxe était en proie. Napoléon avait en la plus haute confiance. Dans son apparition à Dresde, en juillet 1813, il ne fut accompagné d'aucune troupes française, et se montra en tous lieux entouré de soldats saxons. Dans les possessions du roi de Saxe qu'il aimait à recevoir sa cour et ses tresses et de majestés. C'est à Berlin qu'en 1809 il fit jouer l'Alma avant un parlement de rois. C'est à Dresde qu'en 1812, au moment de marcher contre le colosse moscovite, il vit se presser autour de lui tou-

nires, ses protégés, ses créatures vassaux, auxquels et plus que il fit sentir le poids de sa puis-

Et, ce qui était une preuve d'assurance encore bien plus grande est que ce fut à Dresde que, déc., il descendit du traineau orgonisé. Frédéric-Auguste fut le fugitif, veuf de son demi-n de soldats, ce qu'il avait sur le tout-puissant empereur. Il ne pouvait se rendre maître d'une personne, et mettre fin à la : il eût ainsi, nous ne disons pas consolidé sa puissance en Allemagne, mais sauvé la Saxe de bien des maux. Mais rien, pas même cette tentative, n'eût voilé à ses yeux la trahison. En vain l'arrivant la Saxe, tour-à-tour perdue, puis définitivement et complètement perdue pour la France, avait le champ de bataille le plus fertile, et voyait chaque jour s'épuiser son sang, ses forces, ses restes précieuses; en vain les alliés de Napoléon se détachaient de sa cause et après les autres, et formaient une coalition qui traquait son isolement; en vain les Saxons eux-mêmes cessaient d'obéir aux ordres qui leur prescrivaient de suivre les aigles de Napoléon : seul, de tous ces grands peuples, le roi de Saxe persévéra sur la ligne qu'il s'était tracée.

Un plus honnête homme qui ait jamais tenu un sceptre, le roi de Saxe, a dit Napoléon à Sainte-Hélène, me resta fidèle jusqu'à l'extinction. » Pendant le cours de l'année si féconde en vicissitudes Frédéric-Auguste avait d'abord hésité à Napoléon lui-même qu'il devait suivre la politique de l'Autriche; mais, lorsqu'il vit cette puissance se déclarer contre la France, il osa de l'imiter. Forcé de quit-

ter Dresde, il habita successivement Plauen, Ratisbonne, Linz, Prague, fut ramené par les victoires de Lutzen et de Bautzen dans sa capitale, puis réduit par les succès de la coalition à se réfugier dans Leipzig, où il vit ses troupes abandonner en sa présence, sur le champ de bataille, la cause de Napoléon, pour se joindre aux alliés. Au moment de fuir de cette ville le 19 oct., après la perte de la bataille, l'empereur des Français lui fit dans son palais une dernière visite, et proposa de l'emmener avec lui jusqu'à Weissenfels, pour que de là il entrât en arrangement avec les vainqueurs. C'est alors que ce prince développa toute la noblesse de son caractère. « Je resterai, dit-il, et je ne traiterai pas : j'attendrai mon sort. » Quelques heures plus tard, le prince royal de Suède (Bernadotte) était au palais, et lui tenait un langage respectueux et cordial, mais qui n'était pas moins celui d'un vainqueur. Puis l'empereur de Russie lui fit dire qu'il devait se regarder comme prisonnier de guerre, ainsi que sa femme, sa fille, et se préparer à partir pour la résidence qui lui serait désignée. En effet, le 23 oct. au matin, il prit la route de Berlin, sous l'escorte de cent vingt Cosaques, et il reçut pour prison le grand château de cette ville, qu'il ne quitta que dans l'été de 1814, pour celui de Friedrichsfeld. A cette époque le grand drame de l'empire était fini, et il ne s'agissait plus que du partage des dépouilles. Suivant la Prusse et la Russie, suivant la France et l'Angleterre, la Saxe en était une, et la conquête avait ravi au roi de Saxe sa souveraineté : théorie commode, qu'à peine Bonaparte, à l'apogée de sa grandeur, avait osé proclamer tout haut, et qu'invoquaient à présent

ceux qui s'étaient déclarés les protecteurs des opprimés et les vengeurs des insolences de la conquête. Nul doute que toute ou presque toute la Saxe n'eût été promise au roi de Prusse par Alexandre, le 24 mars 1813, à leurs conférences de Kaïlich, et qu'en récompense la Prusse n'eût promis d'appuyer de toutes ses forces les entreprises que la Russie pourrait diriger sur l'empire ottoman. Bien que ces mystères de la diplomatie ne fussent connus à fond que de quelques personnes, il en transpirait assez pour donner l'éveil. D'ailleurs, le prince Reppin, qui gouvernait la Saxe au nom de la Russie, déclara, le 27 oct. 1814, qu'il avait l'ordre d'en remettre l'administration à des commissaires prussiens, et de faire remplacer les troupes russes par des troupes prussiennes; puis (le 10 nov.), les deux commissaires mis en possession adressèrent, sous forme de proclamation, leur programme aux habitants, en faisant sonner très-haut « les devoirs bienfaits que « leur auguste maître avait conçus « pour le royaume de Saxe. » Louis XVIII aussi voulait que le roi de Saxe fût puni par la confiscation de son royaume, ou, tout au plus, qu'on lui fit un petit établissement à la gauche du Rhin : son principal motif était d'éviter d'avoir des frontières communes avec la Prusse, et il l'évitait en donnant à cette puissance les possessions du royaume de Saxe, ce qui dispensait de lui faire des concessions sur le Rhin, et laissant à la France l'espoir de s'étendre encore un jour jusqu'à ce fleuve. L'Autriche seule, parmi les grands états, voyait d'un œil défiant et jaloux un agrandissement qui rendait la Prusse compacte et sans solution de continuité. Les petits souverains de

l'Allemagne improuvaient l'idée d'un arrangement qui, en anéantissant un état, semblait le prélude de la destruction de toutes ces petites principautés dont l'Allemagne est semée. Le roi de Saxe exploitait fort habilement ces méfiances et ces antipathies. Il protesta solennellement, le 4 nov., contre la déclaration de Reppin; et, deux jours auparavant, parut un mémoire au nom de la France, mais évidemment dicté par lui, où l'on réfutait les principes invoqués à l'appui de la spoliation; où l'on démontrait ce que la cession projetée avait d'effrayant pour l'existence des états secondaires de l'Allemagne, et pour le maintien de la paix entre les deux monarchies prépondérantes; où enfin on faisait justice de cette assertion que la Prusse, accrue de cette partie des dépouilles, aurait une barrière contre la Russie. Mais comment ce mémoire, comment l'appui de la France, furent-ils acquis au roi de Saxe? tout ami qu'il était des voies de l'honneur et de la vertu, ce prince comprenait parfaitement qu'on ne règne pas par des utopies, et que la justice est une si belle chose qu'on ne saurait l'acheter trop cher. Grâce à cette économie sur laquelle déjà nous nous sommes étendus, il avait en réserve des arguments irrésistibles en quantité suffisante; et les pièces qu'il fournait aux plénipotentiaires de France, à l'appui de ses réclamations, les déterminèrent à tailler leur plume d'une autre façon. On a parlé de quatre millions habilement distribués, ou plutôt donnés à l'un des personnages importants du congrès. Toutefois ils ne recouvraient pas l'intégralité de sept territoires, que le congrès diminua de trois cent soixante-trois milles carrés, portant une population de huit cent quarante-cinq mille âmes, c'est à dire

ix cinquièmes de son royaume. Frédéric-Auguste, qui s'était rendu bonjour pour en finir, qui sans savoir déjà son sort, jona la vie, fit ostensiblement les réactions les plus vives contre cette union, remit une note négative au congrès par son ministre le duc d'Kinsiedel, et sembla ne se rendre à la nécessité que sur les entreats de MM. de Metternich et de Talleyrand, auxquelles de Wellington joignit les siennes. Il lui fut signifié solennellement au nom du congrès, que « Vu l'union au plus cruel ennemi de l'Allemagne, par la remise qu'il lui avait faite de la forteresse de Torgau, la Prusse devait se mettre incessamment en possession de la portion de la Saxe qui lui avait été due; qu'on se réservait de juger la conduite tenue envers Frédéric-Auguste en donnant un exemple de la sienne, et en rétablissant ses droits, pour qu'elles ne corrompent pas l'opinion. » Ce fut en vertu de ces envoyés du congrès que le roi de Saxe de signer son nom à un si grand sacrifice; il est évident qu'il y adhéra ment de fait en retournant dans son royaume, en y reprenant le gouvernement de la portion de ses états qui restait, et en procédant à une telle limitation avec les commissaires de la Prusse. Ainsi rendu à sa liberté, Frédéric-Auguste reprit le pouvoir, et interrompue par les excursions de la révolution française hors de France, et s'appliqua à calmer et à cicatriser les plaies saignantes. Détailler ici les améliorations introduites dans presque toutes les branches du service nous entraînerait trop loin. Qu'il nous suffise de dire que Titus, il eut droit de

dire, chaque jour où il n'avait pas pris une mesure, pas fait une création utile: « Mes amis, j'ai perdu ma journée. » Mais il en perdait peu. Les finances et la dette, les établissements d'instruction, la canalisation, obtinrent surtout son attention. Dès 1816, il avait déjà brûlé, partant soldé, des billets de caisse pour une somme de deux cent mille rthl; et il annonçait que, par des remboursements graduels et opiniâtres, il allait réduire la dette à deux millions cinq cent mille rthl. L'université, les collèges de Leipzig, furent mis sur un meilleur pied; Strassburg, près Pirmas, reçut un établissement pour les enfants de troupes, au lieu de celui d'Annabourg (désormais à la Prusse); le collège de chirurgie et de médecine (*medico-chirurgicum*), et l'école militaire (de génie et art militaire) furent réorganisés sur d'autres bases: le perfectionnement des écoles, déjà porté très-haut, le fut encore davantage par l'achat qu'il fit de troupeaux de mérinos de l'ex-impératrice Joséphine. Doué d'autant de bonté que de lumières, Frédéric-Auguste aimait à donner, et donnait sans qu'on l'implorât: il regardait comme un des devoirs de la royauté de deviner le mal avant qu'on vint chercher le médicament, et d'appliquer immédiatement le remède. C'est ainsi qu'en 1816, pour alléger les effets de la mauvaise récolte, il distribua, entre ses sujets nécessiteux, une somme de plus de deux cent mille rthl. Pour tant de bienfaits, il ne demandait aux Saxons que de l'aimer. On voulait élever en son honneur un monument, lors de la fête de son jubilé, le 15 septembre 1818; mais il refusa, disant que le seul monument qu'il ambitionnait était dans le cœur des siens. Jamais von ne fut plus complètement exaucé.

Presque septuagénaire à cette époque, le roi de Saxe survécut encore près de dix ans à cette fête. Sa mort n'eut lieu que le 5 mai 1827. De sa femme, Marie-Amélie-Augusta, princesse palatine de Deux-Ponts, il n'avait eu qu'une fille, Augusta, qu'en 1791 les Polonais désignaient comme son héritière présomptive pour la couronne de Pologne; mais qui ne pouvait hériter de celle de Saxe: ce fut Antoine, son frère, né en 1755, qui lui succéda. P—OT.

FREDÉRIC I^{er} (FRÉDÉRIC-GUILLAUME-CHARLES, connu d'abord sous le nom de FRÉDÉRIC II, puis sous celui de), roi de Wurtemberg, et le premier de sa maison qui ait porté ce titre, était le neveu de Charles-Eugène qui régna de 1737 à 1793, et qui eut pour successeurs ses deux frères Louis-Eugène et Frédéric-Eugène. Fils de ce dernier, Frédéric-Guillaume-Charles naquit à Treptow en Poméranie, où son père, alors au service de Prusse, se trouvait en quartier, le 6 novembre 1754. Le grand-duc Frédéric voulut qu'il fût élevé dans la foi luthérienne, bien que le catholicisme fût celle de son père, et le calvinisme celle de Sophie-Dorothée de Brandebourg-Schwedt, sa mère. Du reste, jusqu'en 1763, il ne reçut qu'une éducation assez anormale pour un prince, les vicissitudes de la guerre de sept-ans faisant flotter la résidence maternelle de Treptow ou de Schwedt à Stettin, de Stettin à Berlin. Partout, cependant, on prenait pour lui les meilleurs maîtres; mais ces changements fréquents ne furent pas sans influence sur cette versatilité d'humeur qu'on est en droit de lui reprocher. Enfin il eut un gouverneur et deux professeurs, dont un était le docte prélat d'Eless. D'après une mé-

moire et d'une perspicacité rares, Frédéric-Guillaume-Charles réussit à tout, latin et mathématiques, histoire naturelle et littérature. Il parlait surtout fort bien le français, langue indispensable à la cour du grand-Frédéric. Son éducation, d'ailleurs, était française plus qu'allemande; brillantes, superficielles et variées, ses connaissances n'étaient ni très-solides, ni fort complètes. Si quelque but le préoccupait, il n'appréciait pas les obstacles, il ne calculait pas les forces à déployer pour l'atteindre. Ses mépris pour des classes entières de savants lui faisaient des ennemis: pour lui les écrivains étaient des scribes, les savants des magisters, les médecins des barbiers; et ces vives sarcasmes froissaient d'autant plus que nul ne lui contestait de l'esprit. Frédéric-Guillaume-Charles venait de passer trois ans à Lausanne, se francisant de jour en jour un peu plus, lorsque, de retour en Prusse, il entra dans la carrière militaire en qualité de colonel. Bientôt éclata la courte guerre pour la succession de Bavière: il eut le temps d'y déployer du courage, quelque habileté, et mérita du roi le titre de général-major. Sur ces entrefaites eut lieu le voyage du grand-duc Paul, son beau-frère, en Allemagne, en Italie, en Suisse et en France. Frédéric-Guillaume-Charles se joignit à la grande-duchesse, et les suivit lorsqu'ils retournèrent à Saint-Pétersbourg. Gracieusement accueilli par l'impératrice, il quitta le service prussien pour celui de la Russie, et devint bientôt lieutenant-général et gouverneur de la Finlande. Il n'y resta pourtant qu jusqu'en 1786, et, soit conscience de peu de progrès qu'il faisait dans les bonnes grâces de Catherine, soit suite de la perspective qui s'ouvrait

lui par la certitude enfin avouée que les deux aînés de son frère n'auraient pas de descendance mâle, il brisa les liens qui l'attachaient à la Russie, et revint en Allemagne se délasser de ses fatigues dans la charmante villa de Monrepos, puis à Bodenheim, dans les environs de Mayence. On le vit ensuite en Hollande et en France, où l'assemblée des états-généraux venait de donner le signal de la révolution. A son retour, il se fixa dans le Wurtemberg, et, malgré le vœu bien prononcé de son oncle, à Ludwigsbourg même. Sa conduite, tour-à-tour hargneuse et moqueuse, justifia les répugnances du vieux duc, et il faut ajouter que celui-ci n'était pas seul à le redouter et à le haïr. Son ton tranchant, ses formes brusques et despotiques, son mépris pour les Allemands, son luxe, ses dettes épouvantaient et la parcimonie des états et la débonnairété du prince, d'autant plus que l'on prévoyait déjà des orages du côté de la France. Dépossessionnée en Alsace, ainsi que tant d'autres, la maison de Wurtemberg se trouvait naturellement des ennemis de la révolution. Frédéric-Guillaume-Charles préluda en quelque sorte à ce rôle, en allant, au nom du corps électoral germanique, remettre à François I^{er} le diplôme de son élection à l'empire (1792). Trois ans après, le Wurtemberg était du nombre des contrées envahies par les armées françaises. Ce fut lui qui conduisit le contingent wurtembergeois dans la Forêt-Noire; mais bientôt il battit en retraite; puis la conclusion du traité de Bâle, entre la France et la Prusse, amena dans le gouvernement wurtembergeois la volonté de traiter partiellement à son tour sous la médiation de la Prusse. C'est dans cette vue que l'assesseur

de Kampf se rendit à Bâle avec les pouvoirs du duc Charles-Eugène, et qu'il entra en étroite liaison avec Hardenberg. Le succès de Clerfayt, qui fit reculer les Français jusque sur la gauche du Rhin, et l'avènement de Frédéric-Eugène coupèrent court à ce projet. D'Anspach, d'abord sa retraite, Frédéric-Guillaume-Charles se rendit à Vienne, et là il s'attacha plus décidément à la cause anti-française. Son mariage avec la princesse d'Angleterre, Charlotte-Auguste-Mathilde (18 mai 1797), ne pouvait que le confirmer dans cette voie. Aussi, malgré la marche rapide des événements, eut-il le temps de faire assez de démonstrations hostiles, pour rendre fort problématiques, et son existence de prince régnant et celle du duché. Son père venait de mourir le 23 décembre 1797. Lié comme il l'était avec l'Autriche, tout près du rendez-vous diplomatique du jour, et plein de pénétration, il n'ignora pas long-temps que le congrès de Rastadt ne terminerait rien, et que la guerre allait sous peu recommencer. Soutenu par les subsides de l'Angleterre, il se hâta de joindre ses forces à celles de la seconde coalition. Le sort sembla d'abord favoriser les ennemis de la France; réunis aux Autrichiens, les Wurtembergeois repoussèrent, en août et octobre 1799, les Français, dont le Wurtemberg avait derechef subi l'invasion. A cette époque Frédéric eut de violents et fréquents démêlés avec les états de Wurtemberg, où l'on remarquait beaucoup de partisans des opinions françaises, et il défendit son pouvoir avec beaucoup d'énergie. Il eut même à réprimer quelques complots; et l'on prétendit dans le temps que le prince héréditaire avait pris part à l'un de ces

complots contre son père, qui se vit contraint de le faire arrêter, ainsi que le chambellan Pfuhl. Mais les événements de la guerre, et surtout l'avènement de Bonaparte, virent bientôt donner à toutes les affaires une nouvelle face. Moreau, à la tête de l'armée du Rhin, reprit l'offensive au commencement de 1800; le Wurtemberg fut occupé d'un bout à l'autre, cette fois, et dut payer pour sa part une contribution de guerre de six millions. Frédéric, réfugié à Erlangen, ne pouvait repousser les vainqueurs, et bientôt il fut obligé de se sauver de cette ville à Vienne. C'est de là qu'il écrivit à sa sœur l'impératrice de Russie, pour solliciter l'intervention du cabinet de Saint-Petersbourg, et qu'en attendant il envoya un ambassadeur à Paris. Il n'était question de rien moins que de démembrer le duché d'après le cours du Neckar, et d'enrichir Bade du lambeau à l'ouest, la Bavière du lambeau oriental, et de donner au prince spolié une indemnité en Hanovre. L'eût-il eue, cette indemnité? c'est encore ce dont on peut douter, s'il n'eut nui, à cette fermeté d'esprit qui sait trouver partout des moyens et des ressources, cette flexibilité à laquelle on peut donner des noms moins nobles. Voyant la Prusse, l'Autriche, la Russie, impuissantes à protéger leurs amis, ou peu soucieuses de les dédommager, il comprit que mieux valait être des amis de la France. D'ailleurs l'instant était venu où l'on allait procéder au dépeçement de la riche curée de principautés ecclésiastiques, électorats, évêchés, abbayes, et compléter la sécularisation commencée par la réforme et le traité d'Osnabruck. La paix de Lunéville promit au duc la conservation de ce qu'il possédait

à l'est du Rhin; et l'accord du 11 octobre 1801, entre la Russie et la France, lui assura une part de l'indemnité, pour ce que celle-ci gardait des possessions wurtembergeoises à l'ouest (Montbéliard, etc.). Enfin, le 25 février 1803 fut signé le reces de l'empire, par lequel il obtint, avec le titre d'électeur, les neuf villes impériales de Reutlingen, Weil, Rotweil, Esslingen, Giengen, Aalen, Hall, Gemünd, Heilbronn, la prévôté d'Ellwangen, les couvents de Zwiefalten, Rothmünster, Heiligenkreuzthal, Schenbourg, Combourg et le village de Margarethausen. Ce dédommagement était un énorme accroissement : au lieu de quarante et quelques mille âmes qu'il avait perdues, le duc, ou, pour lui donner son nouveau titre, l'électeur en recevait cent dix mille, et ses possessions se trouvaient bien moins éparpillées que par le passé. C'était le prix de l'empressement que, désormais, il mettait à se proclamer l'ami de la France; c'était, de la part de la France, l'annonce de ce qu'elle pouvait faire pour ses partisans. Cette augmentation de territoire offrait encore au nouvel électeur un avantage inappréciable à ses yeux, celui de briser les entraves constitutionnelles, qui, depuis le règne du prodigue Ulric, pesaient sur les ducs de Wurtemberg, et les entraînaient à la remorque des états. Frédéric, qui, comme Louis XI, voulait mettre la souveraineté hors de page, préleva au changement fondamental, pressée de toute sa vie, en réunissant toutes ses possessions nouvelles en une masse unique, qu'il nomma Nouveau-Wurtemberg, et qui, n'étant point incorporée au duché tel qu'il existait antérieurement, ne pouvait participer aux mêmes

is et ne se liait par aucun
nt fâcheux. On verra plus
elle manière il s'y prit pour
ensuite l'ancien état au
, et biffer le contrat social
é en 1514 entre son aïeul
sujets. De nouvelles acces-
territoire lui facilitèrent cette
car l'Allemagne, une fois
rie par la main de la con-
llait encore à deux ou trois
subir de profonds remanie-
mesure que la guerre re-
en question ce qui avait été
et à tous ces bouleverse-
auf au dénouement de 1814,
devait gagner, non sans
il est vrai. Dès le commen-
le la troisième guerre entre
archie autrichienne et la
le Wurtemberg se vit inondé
es des deux puissances, et
chiens poussèrent des partis
r environs de Stuttgart, tan-
l'ouest du pays fut couvert
ais. Napoléon en personne
2 octobre 1805, à Ludwigs-
où, pour la première fois, il
cleur. Il sut l'apprécier, et
gna toujours depuis ce temps
idération. Flatteuse surtout
n'elle s'adressait à sa per-
lutôt qu'au souverain; car,
r de Napoléon, que pesait
temberg? Bientôt Frédéric
au système de neutralité que
il avait proclamé, peu sin-
t peut-être; et il joignit aux
françaises huit mille hom-
ni marchèrent aussitôt, et
nt une part active à la cam-
Austerlitz. Les récompenses
ent point attendre : la paix
ourg lui conféra cinq villes
ues, jadis à l'Autriche, la
du Brisgau, qui faisait en-
milieu des possessions wur-

tembergeoises, le comté d'Hohen-
berg, l'avouerie de Nellenbourg et
celle d'Altdorf; enfin les villes de
Villingen et de Breunlingen. Un peu
plus tard ce lot se grossit du comté
de Bondorf, que possédait l'ordre de
Saint-Jean; et toutes les autres pro-
priétés que l'ordre avait, à l'intérieur
du périmètre wurtembergeois, furent
assujéties à sa domination. Une autre
clause de la nouvelle paix substitua
au titre de duc celui de roi, et lui
reconnut la plénitude de la sou-
veraineté. Mais déjà, quinze jours
avant la signature de ce traité, Na-
poléon avait de sa pleine autorité,
par la convention de Brunn, du 12
décembre, élevé les électors de
Wurtemberg et de Bavière au rang
de royaume, et donné à ces majestés
nouvelles le droit de régner despoti-
quement sur toute classe de personnes
possessionnées dans leurs souverai-
netés anciennes ou nouvelles; et, le
19 décembre, par un ordre daté de
Schœnbrunn, il commanda à di-
verses divisions françaises, semées
dans ces états, de maintenir les deux
rois et le grand-duc de Bade dans
cette autorité absolue *qu'ils tenaient
de lui seul*. Frédéric prit solen-
nellement son nouveau titre le 1^{er}
janvier 1806, et, dès ce moment,
laissa encore plus nettement aperce-
voir qu'il comptait sur les droits que
lui conférait le vainqueur de l'Autri-
che, en nivelant impitoyablement tou-
tes les grandeurs féodales, et même
tous les pouvoirs constitutionnels, qu'il
enveloppait dans le même mépris.
Il ne faut pas demander s'il fut des
premiers à signer la confédération
du Rhin. Cette organisation nouvelle,
qui consommait la ruine du vieil édi-
fice germanique, avait été fabriquée
de concert avec les trois puissances de
l'Allemagne sud-ouest. Divers ac-

quêts et revirements s'opérèrent encore à cette occasion. En échange du comté de Bondorf, et de quelques villes cédées au grand-duché de Bade, Frédéric obtint Biberach avec son district. La Bavière lui donna la seigneurie de Wiesensteig qui, deux fois dans les siècles précédents, avait été à la maison de Wurtemberg. Quantité de dynastes, privés de l'immédiateté, devinrent, eux et leurs possessions, ses sujets. Tels furent les princes et comtes Truchsess de Waldbourg, les comtes de Bendt, de Guttenzell, d'Egloff, les princes de Hohenlohe, les princes de la Tour-et-Taxis, pour la presque totalité de leurs possessions, les seigneurs de Furstenberg, pour Gundellingen et Neufra, et d'autres encore. Ces acquisitions donnèrent lieu, pendant les années suivantes, à quelques différends entre les trois cours de Carlsruhe, de Stuttgart et de Munich. Survint alors la guerre avec la Prusse. Le contingent du Wurtemberg avait été fixé à douze mille hommes. Napoléon ne manqua pas de les requérir, et les mit sous le commandement de son frère Jérôme : guidés par ce jeune général, ils déployèrent de l'intrépidité à la prise de Glogau et de Breslau, dans les engagements avec le prince d'Anhalt-Plötz, et à l'action par laquelle fut emporté le camp de Glatz. Napoléon, après cela, voulant marier Jérôme, laissa tomber son choix sur une fille que Frédéric avait de son premier lit. Plus inflexible que son père, celle-ci ne voulait pas de cet époux ; et il fallut que Frédéric usât de toute son autorité et enfin se déclarât dans l'impuissance d'aller contre la volonté de l'empereur, pour qu'elle donnât le consentement qu'on exigeait d'elle. La célébration de son

mariage ne changea rien à son antipathie pour ce qu'elle regardait comme une mésalliance. Mais on sait aussi avec combien de grandeur d'âme, en 1814, elle refusa de laisser dissoudre cette union contractée en dépit d'elle. A cette époque Frédéric croyait à la solidité de la dynastie Bonaparte, et indubitablement il souhaitait qu'elle se maintînt, tout en redoutant cette immense prépondérance que chaque jour accroissait. En 1808, il vint grossir la cour impériale, et il évita de donner un contingent pour la guerre d'Espagne, en annonçant à Napoléon (il n'était pas seul du reste à faire ces révélations) que l'Autriche préparait en silence une quatrième guerre. L'effet de ces avis fut que les Bavaurois, les Wurtembergeois et les Saxons restèrent comme avant-garde napoléonienne dans leur pays. L'année suivante l'orage éclata : le contingent wurtembergeois, sous les ordres de Vandamme, se fit remarquer par sa bonne tenue et sa bravoure. Pendant ce temps, le roi lui-même se préparait à faire aussi sa campagne. Presque tous les peuples, que les souverains de l'Allemagne s'étaient distribués comme des troupeaux, étaient très-mal disposés à l'égard de leurs nouveaux maîtres, et ne demandaient qu'à se soulever. Déjà le roi avait eu à comprimer une insurrection des habitants de Mergentheim. A l'exemple des Tyroliens, les habitants du Vorarlberg s'insurgèrent et marchèrent sur la Haute-Souabe wurtembergeoise ; et celle-ci semblait ne pas répugner à faire cause commune avec eux. Frédéric se mit, en hâte, à la tête de sa garde, des vétérans et de tout ce qui était resté de troupes en Wurtemberg, et sa présence en Haute-Souabe eut

empêcher la défection. La nouvelle bataille de Wagram et mystique de Znaïm fut plus délicate encore ; toutes les armes tombèrent des mains des insurgés, et le but plus qu'à punir. Il y mit une dose d'autant plus grande que ce n'était pas la première révolte, et qu'il entrevoyait de nouvelles dans l'avenir. Il se rendit ensuite à Paris comme presque tous les princes de la fédération, il avait été mandé pour assister au mariage de Napoléon et Marie-Louise ; et, tout en attendant ainsi la preuve de sa défiance pour de toutes-puissantes voix, il laissa percer son humeur mordante et fière, du moins en petites choses, puisque c'étaient les seules que permit Napoléon. Dans le chœur de Notre-Dame avait été dressée une barrière, laquelle ne devait s'ouvrir que pour le empereur : les autres têtes couronnées avaient à passer à droite et à gauche. Un esclave en fit l'obéissance au roi Frédéric : « Moi, monarque wurtembergeois, je ne partout ; » et, quoique d'une humeur démesurée, il enjamba violemment la barrière, et gagna la route par cette route prohibée. Le soir au cercle : « Il est fort à dire que V. M. n'ait pas deux mille hommes ; il paraît que je la vois souvent sur mon chemin. » Il dit dans ce mot de l'estime plus que de l'amertume ; et c'est, c'est que Frédéric eut, cette fois, à se féliciter d'une acquisition de territoire. Il reçut en lot la majeure partie de la maîtrise de Mergentheim et ses parcelles détachées de la Bavière, elle-même, recevait un tribut sement aux dépens de la mo-

narchie autrichienne. Ce furent, entre autres districts, ceux de Buchhorn, Wangen, Ravensbourg, Leutkirch, auxquels il joignit encore la ville d'Ulm et la souveraineté sur les domaines de Hohenlohe-Kirchberg, et d'autres maisons. En revanche, il dut céder au grand-duché de Bade plusieurs de ses anciennes acquisitions. Mais enfin, balance faite, il gagna encore cent dix mille âmes. Tout cela, sans doute, ne composait pas encore une monarchie bien vaste ; et, en France, où toujours l'on a aimé le mot plaisant, on disait que le Wurtemberg et son roi étaient une antithèse ; car, de tous les rois, le plus gros gouvernait de tous les royaumes le plus mince. Non content d'avoir donné à Napoléon, pour l'expédition de Russie, un contingent de quinze mille hommes, c'est-à-dire plus qu'il ne devait en sa qualité de membre de la confédération du Rhin, Frédéric se serra près de l'empereur, lors du désastre de Moscou, soit qu'il crût encore à son étoile, soit qu'il ne voulût pas prématurément abandonner un bienfaiteur. Ses troupes se battirent encore pour Napoléon à Bautzen, à Lutzenbourg ; et si, à Leipzig, deux de ses régiments de cavalerie passèrent à l'ennemi, il punit très-sévèrement cette défection. Enfin, pourtant, il fallut reconnaître que la victoire se prononçait pour la coalition ; et dès-lors il sut faire ses arrangements avec elle. Soit aveuglement sur sa position, soit croyance en cet adage, qu'il faut demander plus pour obtenir moins, il sembla d'abord vouloir se faire acheter son accession par la promesse d'un nouvel accroissement ; prétention burlesque, et qui, comme on le pense, fut péremptoirement repoussée. On

voulut bien, grâce sans doute à l'empereur Alexandre, lui garantir l'intégralité de ses possessions, par la convention de Fulda, du 6 novembre 1813. Son ministre, le comte de Zepelin, auquel il avait recommandé de ne point traiter sans quelque nouvel avantage territorial, fut réprimandé, à son retour, pour avoir signé cet acte. Toutefois Frédéric finit par faire comme lui, donna sa ratification et se transporta au quartier-général des alliés, à Francfort-sur-le-Mein. La conduite des Wurtembergeois, qui commandait le prince royal son fils, pendant la campagne de France, fut très-brillante et rendit des services essentiels à la coalition, principalement à Brienne, à Montcreau, à Bar-sur-Aube. Le plein succès de cette avant-dernière lutte européenne le satisfait-elle complètement, et n'eut-il jamais de regrets pour Napoléon, qui permettait si franchement le despotisme aux souverains subalternes dont il l'environnait ? On va en juger. Imbu des idées françaises modernes, élevé à l'école du grand Frédéric, militaire enfin, un prince aussi spirituel que Frédéric, ne pouvait trouver le sens commun au labyrinthe d'inégalités et de privilèges de tout genre, qui, à chaque instant, embarrassaient le pouvoir d'un bout à l'autre de l'Allemagne. Les villes libres, la noblesse immédiate, ces décombres du moyen-âge, étaient pour lui en même temps des absurdités, des ennemis à réduire; et nulle part, on le sait, ces décombres ne chargeaient le sol plus qu'en Souabe. Lors donc que la France, résumée par Napoléon, eut commencé à souffler sur ce chaos, dont jamais la formaliste et raisonnante Allemagne ne se fut débarrassée à elle seule, Frédéric dut sympathiser

avec ce régime nouveau, qui favorisait son idée et sa passion, l'ordre et le despotisme. Au dehors, sans doute, il n'était pas maître : un plus puissant que lui réglait sa politique; mais c'est le sort inévitable de toute petite puissance, jusqu'à ce qu'elle se soit faite grande à son tour. On a vu quel art il mit à faire d'abord des catégories de ses états, l'Ancien-Wurtemberg, le Nouveau-Wurtemberg. Ce dernier état était régi par un gouvernement à part, libre de toutes les entraves qui lui liaient les mains dans l'administration du premier. Et comme chaque accroissement ajoutait à l'importance du dernier, inévitablement le premier devait s'effacer et s'absorber dans l'autre. Aussi fit-il, dès le 30 décembre 1805, sous l'influence de la victoire d'Austerlitz et du décret de Napoléon, qui lui conférait souveraineté plénière, casser les états de Wurtemberg. Une loi sage, quoique un peu tyrannique, enjoignit aux princes et comtes médiatisés, si nombreux, ils n'aimaient perdre un quart de leurs revenus, de passer aussitôt à Stuttgart. La tolérance religieuse fut proclamée pour tout le royaume. Les diverses branches de l'administration, la justice et les finances surtout, furent remaniées profondément : l'instruction publique et l'ordre religieux subirent moins d'altération, à ceci près pourtant que nulle corporation ne leva d'impôts pour elle à quelque titre que ce fût, et que des chambres particulières, dépendant directement de l'état, versèrent tous les revenus dans une caisse unique. Le roi nommait à toutes les places, minimas même. Beaucoup de lois ou ordonnances nouvelles modifièrent les dispositions du vieux droit wur-

Wurtembergeois, qui continuait à régir le pays. Mais il eût fallu donner du repos à toutes ces masses qui venaient si tardivement les bienfaits du bien-être aux sujets spoliés de leurs franchises, du bien-être aux sujets condamnés à se faire pardonner la révolution; c'est ce qu'on ne fit point. Les impôts restèrent énormes, et la tâche de les lever fut plus oppressante par le passé. Tous les habitants furent désarmés, les anciens, les mécontents incorrigibles, les nouveaux, comme désaffectionnés. Un grief profond, Frédéric imputait trop lestement des lois, autre que ses dispositions n'étaient pas toujours la sagesse et la justice, elles se contredisaient souvent : de sorte que, l'esprit d'ordre et de simplicité, rivalisait qu'à compliquer le développement de la législation, et que les Wurtembergeois ne savaient à donner de la tête, car tout devenait matière à litige. Bonaparte tombé, tout fut quelque temps en question en Allemagne; et il n'y eut pas de non-sens qui n'ait été au moins nettement articulé, et la tenue du congrès de Vienne. Frédéric était présent à cette honorable assemblée. On y parla de la restauration du saint-empire! Ce projet écarté, on y parla de donner à la Prusse une position plus avantageuse. C'est-à-dire que les grandes puissances allemandes, que main à peu près maîtresses du continent, étaient bien aises que les petits souverains ne marchassent tenus en lisières. Frédéric avait la patience d'entendre jusqu'à ce verbiage de résurrection; il partit de Vienne en fureur, grondant sur toutes choses à son

ministre de n'acquiescer à aucune clause qui tendit à restreindre la prérogative des souverains dans l'intérieur de leurs états, et annonçant qu'il allait octroyer à ses sujets, en remplacement de la vieille constitution, désormais inapplicable et usée, qu'ils avaient eue, une constitution en harmonie avec l'état actuel. Effectivement il y travailla sur-le-champ, et il convoqua, pour le 15 février 1815, les états composés de représentants du pays, élus suivant un nouveau mode, des princes et comtes qui jadis avaient l'immédiateté, du chancelier de l'université de Tubingue, du plus ancien prélat luthérien, de l'évêque catholique et d'un second évêque catholique. Cette assemblée fut loin d'être favorable aux vues du roi. Ses membres eurent connaissance de la constitution avant qu'elle leur fût présentée, et prirent instantanément la résolution de la repousser. Tel était l'esprit irascible et impérieux du roi, que personne n'avait osé l'informer de cette résolution, en quelque sorte publique, et que, le matin même du 15 février, il se figurait encore que cette journée serait la plus glorieuse de sa vie. Elle en fut peut-être la plus amère, tant il y eut d'accord et d'enthousiasme dans la désapprobation, d'amertume et d'âpreté dans les réclamations. A partir de ce jour, il y eut guerre ouverte entre les états et le roi; toutes les classes furent contre lui, et c'est en vain qu'il voulut former au sein de sa chambre un parti royaliste : on redemandait la constitution abolie, on voulait qu'elle devînt commune à tout le royaume, on blâmait l'administration, la dépense, la recette, on s'apitoyait sur l'état déplorable du Wurtemberg, on traçait, et la matière ne prêtait que trop, un tableau effrayant des extravagances

ces et des vices du roi. Finalement , après avoir long-temps flotté , Frédéric cassa encore les états , mais pour les convoquer derechef au mois d'octobre. Il venait alors de signer , contre son gré , l'acte de la confédération germanique (1^{er} septembre 1815), et , prenant au milieu entre son projet primitif et les demandes de ses sujets , il offrit à la nouvelle assemblée , non pas une constitution , mais quatorze points fondamentaux d'après lesquels il travaillerait de concert avec eux à la future constitution. Bien que ces points fussent loin de les satisfaire , les états les approuvèrent et firent bien. Cette fois le roi était plus sage qu'eux , et l'Allemagne instruite conçut d'heureux augures du projet. Immédiatement les commissaires de la chambre et ceux du roi se mirent à l'œuvre. Mais c'est au successeur de Frédéric que le sort réservait la gloire de voir son nom attaché à la rédaction d'une loi constitutionnelle fondamentale. Frédéric mourut presque subitement le 30 oct. 1816. C'était un prince remarquable par une partie des qualités qui font les grands rois , la pénétration , la variété des connaissances , l'aptitude au travail , l'esprit militaire , la fermeté , la magnificence ; mais cette magnificence allait jusqu'à la folie , vu l'exiguïté du budget. Ses châteaux superbes étaient à la fois de la démenée et de l'oppression. Son goût pour les beaux-arts ne se manifesta que par quelques caprices sans portée et sans grand avenir : sa justice fut souvent à la turque , et , en mainte occasion , sa fermeté dégénéra en tapinerie. Il était bel homme au temps de sa jeunesse , mais son obésité devint de bonne heure proverbiale : on le surnommait *l'Éléphant*. Il y a quelques années , on voyait en-

core , à l'Hôtel-de-Ville de Paris , vaste échancrure pratiquée à une table , pour y loger le gros ventru S. M. de Wurtemberg , lors du banquet donné en l'honneur du mari de Marie-Louise. Il avait été deux fois : la deuxième , ainsi qu'il l'a vu , à une princesse anglaise première (23 oct. 1780), à Augusta Caroline de Brunswick-Wolfenbutel , qu'il perdit en 1787. C'est celle-ci qu'il eut , outre une princesse , le prince royal lui succéda sous le nom de Guillaume I^{er}. M—v j. et P—on

FREGE (CHRÉTIEN), écrivain allemand , né le 15 sept. 1758 à Zwickau , fut successivement pasteur à Jaas , près d'Ochatz en 1781 à Striegnitz près de Lommatzsch 1800 , à Zwickau en 1805 , de pasteur émérite en 1833 , et mourut le 23 déc. 1834. On a de lui *Histoire de Saxe , de Thuringe de Misnie , en tableaux synoptiques et généalogiques*, Leipzig 1786. II. *Manuel géographique pour la lecture des livres saints et des autres ouvrages où il est question de la terre promise*, Leipzig 1788 et 89 , 2 vol. III. *Introduction à la connaissance des plantes nuisibles et vénéneuses , à l'usage des écoles de ville et de campagne*, Copenhague , 1796. IV. *D'où vient que l'introduction de nouveaux livres de chant trouve tant de difficultés et de résistance*, Leipzig , 1804. V. *Essai d'une classification des vins d'après les vignes qu'ils produisent*, Meissen , 1804. VI. *Essai d'un dictionnaire botanique universel portatif*, en allemand , Zeitz , 1804. VII. *Le petit jardinier allemand*, Leipzig , 1809.

et de Botanique (Botas Taschenbuch), à l'usage des amateurs de la phytographie allemande, Zeitz, 1809-4 vol. Cette compilation, d'après Hoffmann, Roth, et autres botanistes célèbres, contient que la phané-

Les deux derniers volumes sont aussi publiés à part, sous le titre de *Flore des jardins (Garten- ou Description des plantes du domaine de l'horticulture, 2 vol. IX. L'étoile miraculeuse de la naissance du Sauveur, Zeitz, 1812; 2^e édit. en 1812, sous le titre de La comète de Frege, ainsi qu'on peut le voir, en comparant les deux titres successivement donnés à l'ouvrage, prétend que la comète de 1812 est cette étoile miraculeuse que virent les rois mages; et il la suit de siècle en siècle, tâchant partout d'y trouver quelque parité entre les observations faites par les astronomes du huitième siècle et celles des époques. Ce livre fit quelque bruit, mais ne persuada point les savants, bien que Frege qualifiât son ouvrage de *Grande découverte astronomique. X. Livre élémentaire d'astronomie pour les peuples et l'autodidaxie, Zeitz, 1813, 2 pl. XI. Livre élémentaire de géographie mathématique pour les écoles, etc. Zeitz, 1813. XII. Histoire de la Passion, les chants nouveaux, 1818. Une traduction allemande de l'ouvrage latin d'Agrippa de Nettesheim sur la noblesse et l'excellence de la femme relativement à son sexe, Copenhague, 1796 (avec une préface probablement de Wicander). XIV. Une édition de l'ouvrage intitulé : *Histoire natu-***

*relle universelle, et Théorie du ciel, Francf. et Leipzig, 1797; 4^e édit., Zeitz, 1808. XV. Des articles dans les *Annonces savantes de Dresde*. C'est à Frege qu'est due la table des *Stunden der Andacht*, traduite en français, sous le titre de *Méditations religieuses. P—or.**

FREGEVILLE (GAU de), né à Réalmont dans le XVII^e siècle, prenait son surnom d'un château situé aux bords du Dadou. Il cultivait avec succès la géographie, l'astronomie, et publia un traité de cosmographie dont on faisait grand cas à cette époque. — **FRÉGEVILLE** (*Henri*, marquis de), l'un de ses descendants, naquit, en 1740, au village de Frégevillle près de Castres. Entré fort jeune dans la carrière militaire, il était capitaine de dragons lorsque la révolution éclata. Il en embrassa les principes et combattit, en 1792, sous les ordres de Lafayette et de Dumouriez. Envoyé plus tard à l'armée des Pyrénées-Orientales avec le grade de général de brigade, il s'y distingua, et ensuite fut employé dans la Vendée. Nommé député au conseil des cinq-cents par le département de l'Hérault, en 1798, il s'y lia avec Lucien Bonaparte, et seconda les projets de son frère au 18 brumaire. Cependant, en favorisant l'élévation de Bonaparte au consulat, Frégevillle crut ne servir que la liberté, car il était loin de vouloir contribuer à l'établissement du despotisme. Plus tard il devint membre du nouveau corps législatif, qu'il abandonna ensuite pour rentrer dans la carrière militaire. Il obtint successivement divers commandements, fut fait général de division, et mourut en 1803. — Son frère, le marquis *Charles* de **FRÉGEVILLE**, a été, comme lui, général de division sous

la république et sous l'empire; et c'est lui qui, en 1799, comprima l'insurrection des royalistes dans la Haute-Garonne (*Voy. FRÉGEVILLE*, dans la *Biographie des vivants*, III, 179).

Z.

FREIRE D'ANDRADE (GOMES), général portugais, d'une famille célèbre (*Voy. ANDRADA*, II, 118), naquit en 1762, à Vienne en Autriche, où son père était ambassadeur de Portugal, et il embrassa très-jeune la carrière des armes. Lors de la guerre entre la Russie et la Porte-Ottomane, en 1788, il obtint de la reine Marie la permission d'aller servir dans l'armée russe, et se rendit à St-Petersbourg, d'où, avec l'agrément de Catherine, il rejoignit l'armée de Potemkin. Au siège d'Oczakoff, il monta un des premiers à l'assaut de la place, ainsi qu'à celui d'Ismail; mérita les éloges de Souwarow, et reçut une décoration avec une épée de la main de l'impératrice. De retour en Portugal, il entra au service, fit avec beaucoup de distinction, en 1794, la campagne du Roussillon dans le corps auxiliaire portugais, et, après la paix conclue entre l'Espagne et la république française, fut nommé colonel d'infanterie, puis lieutenant-général. Pendant la courte guerre de 1800, il commandait dans le Minho, et fit une tentative infructueuse pour s'emparer de Monterrey par un coup de main; le général espagnol, averti à temps, se mit en mesure et repoussa les Portugais. Très-disposé en faveur des Français, et lié d'amitié avec le marquis d'Alorna, dont il partageait les opinions, Freire accepta un commandement dans le corps de troupes portugaises que Junot organisa au commencement de 1808, et se trouva avec une partie de ce corps au premier siège de Sara-

gosse. Arrivé en France, il ne fut pas d'abord employé dans le service actif; mais, en 1812, il fit la campagne de Russie, et fut nommé gouverneur de Dresde en 1813. Fait prisonnier, lors de la capitulation du maréchal Gouvion-Saint-Cyr, il ne reentra en France qu'en 1814. Après la chute de Napoléon il ne voulut pas servir le gouvernement qui lui succéda, donna sa démission, et quitta Paris en mai 1815, avant le retour de l'empereur. Revenu à Lisbonne, il parut ne vouloir plus vivre que dans la retraite. Cependant il se trouva bientôt compromis dans une conspiration contre le maréchal Beresford, qui lui coûta la vie ainsi qu'à d'autres officiers retirés comme lui. Condamné à être pendu, il fut exécuté sur le glacis de fort Saint-Julien, à Lisbonne, le 18 oct. 1817. C'est le premier noble d'un rang si élevé dans l'armée qui a péri par cet ignominieux supplice. Il avait demandé un sursis pour faire des révélations à la Régence; on ne voulut pas le lui accorder. Peut-être craignait-on qu'il ne révélât des faits qui auraient compromis de hauts personnages. La procédure ayant été secrète, le public ne put l'apprécier; mais, après la révolution de 1820, une commission ayant été chargée d'examiner les pièces, les membres déclarèrent à l'unanimité qu'il n'existait aucune preuve d'un véritable complot, et que tout se bornait à des propos vagues. Sur cette déclaration le congrès réhabilita la mémoire de Gomes Freire d'Andrada. Il mourut en 1807, à Lisbonne, d'un ouvrage estimé sur l'organisation militaire du Portugal, ouvrage que Beresford et Wellington ont consulté avec profit: il est intitulé: *Essai sur la manière d'organiser l'armée de Portugal*, 1 vol. in-8°. C—o.

LEIRE D'ANDRADA (BERNARD), cousin du précédent, né à une vers 1764, entra de bonne dans la carrière des armes, et 1792, contre les Français, la gne du Roussillon, où il fut . A son retour en Portugal, il nommé colonel d'un régiment d'infanterie, et parvint rapidement au de lieutenant-général. Lors du commencement de l'armée portugaise par Junot, en 1808, il ne point sa patrie, et ne tarda se mettre à la tête de l'armée alle qui commença à s'organiser le soulèvement de la ville rto, au mois de juin 1808. Le sir Arthur Wellesley eut ue son armée, au commence- du mois d'août, ce général se à Montemor-o-Velho, pour er avec Freire, auquel il donna mes et des munitions pour cinq hommes. Le général Freire t engager Wellesley à se réunir our commencer des opérations ves, en s'éloignant de la côte pénétrant dans la province de ; mais le général anglais pré- avec raison, se tenir à portée vaisseaux. Freire échoua éga- t auprès de sir Arthur, lorsqu'il essa de marcher sur Leiria, empêcher qu'un dépôt considé- de provisions ne tombât au ir des Français, et les deux ux se séparèrent. Cependant occupait Leiria avec six mille ais, le 11 août, au moment avant-postes anglais y arri- , et il s'empara des magasins, n faire aucune distribution aux s anglaises. Le général por- , mécontent, résolut alors de s'avancer au delà de Leiria. thur voyant le peu d'envie que avait de concourir à ses opé-

rations, prit un parti mitoyen et l'engagea à se tenir sur les derrières, attendant le résultat du combat. Cette offre fut acceptée par Freire, qui consentit à mettre sous le commandement de sir A. Wellesley quatorze mille hommes d'infanterie et quinze cents chevaux. Cependant il n'y eut qu'un petit nombre de troupes portugaises engagées dans le combat de Rolica, et à la bataille de Vimeiro. Dans une première entrevue avec le général anglais Dalrymple, Freire s'était opposé à l'armistice qu'on venait de conclure à la suite de la bataille de Vimeiro; il envoya plus tard Ayres Pinto de Sousa au quartier-général anglais, pour y défendre les intérêts du Portugal dans les conférences qui devaient avoir lieu. Les historiens anglais, et notamment Napier, dans son *Histoire de la guerre de la Péninsule de 1807 à 1814*, prétendent que l'envoyé de Freire fut « bientôt informé « que l'on s'occupait d'un traité définitif, et que son général, et lui-même, « étaient invités à présenter leurs vues « avant que l'on allât plus loin. » Napier ajoute: « Ni l'un ni l'autre ne « parurent faire attention à cette invitation; mais, lorsque le traité « fut conclu, ils jetèrent les hauts « cris. » Le fait est que les généraux anglais s'empressèrent de signer le traité, qui les mit en possession de Lisbonne et de tout le Portugal, et qu'ils se sont joués des Portugais en cette occasion comme en tant d'autres. Freire protesta contre l'abandon des intérêts de son pays, et sir Henri Dalrymple ne lui opposa que de pitoyables raisons. Les Anglais ne songèrent pas même à stipuler le renvoi en Portugal des troupes qui étaient parties pour la France, au commencement de 1808, sous le

commandement du marquis d'Alorna! Freiro resta dans une inaction forcée jusqu'à l'année suivante : à l'approche du maréchal Soult, qui menaçait la ville de Porto et le nord du Portugal, il fut nommé par la junte de cette ville, présidée par l'évêque, commandant en chef de la province d'entre Douro et Minho; mais l'insubordination régnait parmi les Portugais, et tous les généraux, voulant être indépendants, ne reconnaissaient en Freiro aucune autorité sur les forces qu'ils dirigeaient. Cependant ayant atteint le Cavado avec un petit corps de troupes réglées, il fut aussitôt rejoint par environ quinze mille hommes de milices et *ordenanças* (espèce de *landsturm* ou de garde nationale rendue mobile en temps de guerre). Il fixa son quartier-général à Braga, envoya des détachements occuper les postes de Salamonde et de Ruivaens, qui étaient sur son front; et, malheureusement pour lui, il voulut empêcher ses troupes de consommer les munitions en faisant une fusillade inutile dans les rues et sur les grands chemins. Les troupes indisciplinées en conservèrent de la haine : l'évêque de Porto et la faction dont il était le chef résolurent de sacrifier ce général, dont l'attachement pour la régence était connu; on le désigna aux troupes comme suspect, et bientôt on l'accusa de trahison. Freiro réunit à Braga vingt-cinq mille hommes, dont six mille seulement étaient armés de fusils, et quatorze pièces d'artillerie. Son avant-garde occupait les défilés de Venda-Nova à Ruivaens, et il avait aussi, sur la route de Montalegre, un détachement commandé par le baron d'Eben, officier hanovrien au service de l'Angleterre; mais, le 14 mars, il le rappela auprès de lui. Le 16, les Français,

sous Franceschi, forcèrent les défilés de Venda-Nova; le 17, ce général s'empara du pont de Ruivaens et entra dans la Salamonde. Sur ces entrefaites, Freiro, n'ayant pu rétablir l'ordre dans les bandes indisciplinées dont se composait son armée, avait résolu d'effectuer sa retraite; et, pour cela, il avait rappelé Eben, et enjoint aux commandants des postes en avant de Braga de se retirer à l'approche de l'ennemi. Cette résolution, et la défense qu'il avait faite de prodiguer les munitions, firent réussir le projet que ses ennemis avaient formé depuis long-temps pour se débarrasser de lui. En traversant Braga, il fut outragé par des soldats, qui menacèrent de le tuer. Il quitta alors l'armée; mais, le 17, il fut arrêté dans un village derrière Braga, et ramené dans cette ville. Le baron d'Eben, dans son rapport officiel au général anglais, raconta ainsi ce qui eut lieu après l'arrestation de Freiro : « Je « n'atteignis Braga que le 17, à « neuf heures du matin. Je trouvai « tout dans le plus grand désordre; « les maisons étaient fermées, le peu- « ple fuyait dans toutes les direc- « tions; une partie de la populace « était armée de fusils et de piques. « Je fus accueilli dans les rues par « de nombreux vivats. Arrivé sur la « place du marché, je fus arrêté par « la foule toujours croissante, qui, « s'emparant de la bride de mon « cheval, s'écria qu'elle était prête « à défendre la ville, et, me priant « de l'aider, parla un tonnerre « prisants de son général. Je pris « mis de faire tout ce qui était en « mon pouvoir, pour seconder le « zèle patriotique des habitants; mais « je déclarai que je devais, auparavant, parler au général Freiro. « Alors on me laissa avancer, suivi

« d'une centaine d'individus. J'avais
 « à peine fait quelques pas, que je
 « le vis à pied, conduit par une mul-
 « titude de gens armés, qui ne lais-
 « saient passer personne, et mena-
 « cèrent de faire feu, lorsqu'ils me
 « virent me diriger vers lui. Je fus
 « forcé de rétrograder; alors, tout
 « le peuple applaudit. Deux hom-
 « mes s'étaient emparés des armes
 « du général; on lui avait ôté son
 « épée, et la populace le maltraitait
 « fort. En revenant vers le marché,
 « quelques individus m'ayant pris
 « pour lui, je faillis recevoir un
 « coup de fusil; mais un soldat de
 « la légion lusitanienne me sauva,
 « en leur faisant voir leur méprise.
 « Arrivé au marché, j'y trouvai mille
 « hommes rangés en bataille. Je
 « leur dis que j'étais résolu de se-
 « conder leurs louables efforts, s'ils
 « me permettaient de parler en faveur
 « du général Freire, de la conduite
 « duquel je répondais, tant qu'il se-
 « rait avec moi. J'avais donné l'or-
 « dre qu'on me préparât une mai-
 « son; le général arriva auprès de
 « moi, avec la même escorte que je
 « lui avais vue. Je le saluai avec
 « respect; les gens qui l'accompa-
 « gnaient en témoignèrent leur mé-
 « contentement. Je répétai ma pro-
 « position, mais personne ne voulut
 « m'entendre. Jugeant alors le dan-
 « ger que courait le général, je lui
 « offris de le mener à mon quar-
 « tier, et mon adjudant lui pro-
 « posa son bras; tout ce qu'il nous
 « répondit fut: « *Sauvez-moi!* »
 « Quand je fus près d'entrer dans
 « mon logement, une foule innom-
 « brable nous entoura en s'écriant :
 « *Tuez-le, tuez-le!* Je m'emparai
 « alors de Freire, et m'efforçai de
 « me frayer un chemin, et d'entrer
 « chez moi, quand un individu le

« blessa légèrement avec la pointe
 « de son épée. Freire, rassemblant
 « toutes ses forces, s'échappa à tra-
 « vers la multitude, et se cacha der-
 « rière la porte de la maison. Pour
 « détourner l'attention, je fis battre
 « la générale, et mettre les *orde-
 « nanças* en ligne; mais on conti-
 « nua de faire feu sur la maison où
 « le général s'était réfugié. Ne sa-
 « chant comment le sauver, je pro-
 « posai de le faire conduire en pri-
 « son, afin qu'il fût jugé. On y con-
 « sentit. J'espérai alors avoir réussi,
 « car le peuple demanda à marcher
 « contre l'ennemi qui s'avancait ra-
 « pidement. Je formai les rangs, et
 « me mis à la tête; mais j'entendis
 « bientôt la fusillade recommencer,
 « et j'appris que Freire était tombé
 « frappé de toutes parts... Je fus alors
 « nommé général.» Ainsi périt, vic-
 « time de l'aveuglement d'une populace
 « stupide, un des meilleurs officiers de
 « l'armée portugaise. Son aide-de-camp
 « Villasboas et dix officiers de son état-
 « major furent comme lui indignement
 « massacrés.

C—o.

FRÈRE (Gronoz), général
 français, né le 2 oct. 1764, à Mont-
 réal en Languedoc, d'une famille
 obscure, n'avait reçu qu'une éduca-
 tion fort incomplète, et s'était établi
 pharmacien à Carcassonne avant la
 révolution, dont il embrassa la cause
 avec beaucoup d'ardeur. Il quitta
 son officine en 1791 pour s'en-
 rôler dans un bataillon de volon-
 taires du département de l'Aude,
 où il devint bientôt capitaine, et,
 après deux campagnes contre les Es-
 pagnols, chef de bataillon. Etant
 passé à l'armée d'Italie après la paix
 de Bâle, en 1795, il concourut à
 toutes les opérations de la brillante
 campagne de 1796, sous le général
 Bonaparte, et se distingua surtout

à l'attaque de Bassano le 8 septembre. Le général en chef le mentionna honorablement dans son rapport, et il fut nommé chef de brigade. Revenu en France après le traité de Campo-Formio, Frère fut employé à l'armée de l'Ouest, puis à celle de Hollande, et dans la garde des consuls, où il devint général de brigade en 1802. Il passa de là à l'armée de Hanovre, et il commandait à Harbourg dans le mois d'octobre 1803, lorsqu'il reçut la fâcheuse mission de passer l'Elbe, à la tête de deux cent cinquante hommes, pour aller enlever, sur un territoire neutre, le ministre anglais sir Georges Rumboldt. Il débarqua à la tête de cette troupe près d'Altona, marcha vers Grindel, cerna la maison de l'envoyé britannique, et s'empara de sa personne et de tous ses papiers, qui furent aussitôt dirigés sur Paris (V. RUMBOLDT, au Supp.). Le sénat de Hambourg réclama vainement contre une telle violation du droit des gens; tous les ministres étrangers en informèrent leurs cours; et le roi d'Angleterre, par une note diplomatique du 5 novembre, la dénonça à tous les cabinets dans les termes les plus énergiques. Tout cela n'empêcha pas que, peu de jours après, le messager d'état anglais Wagstaff, chargé de dépêches pour Berlin et St-Petersbourg, fut arrêté entre Lubeck et Mecklembourg-Schwerin, par des hommes déguisés qui prirent ses papiers et le lièrent à un arbre où il resta long-temps attaché. Une troisième violation du territoire neutre fut même encore tentée le 16 novembre, par le général Frère, pour enlever, près d'Altona, MM. Tornton et Parish, négociants anglais, que l'on croyait chargés de quelques rapports politiques de la part du cabinet de Londres. Mais le

commandant militaire danois, en ayant été informé, s'y opposa formellement. Le général Frère suivit l'armée de Hanovre en 1805, lorsqu'elle marcha sur le Danube, pour s'y placer sous les ordres de Napoléon; et il eut part à toutes les opérations que termina d'une manière si brillante la bataille d'Austerlitz. En 1807, il fut encore employé dans l'invasion de la Prusse, et se distingua surtout à la prise de Lubeck, et, le 5 juin 1807, sur la Passarge, où il repoussa jusqu'à sept fois, avec un seul régiment, un corps de dix mille Russes. Le titre de comte, et la décoration de commandant de la Légion d'Honneur, furent le prix de cet exploit. Un peu plus tard, Frère fut nommé général de division, et, après la paix de Tilsitt, il passa en Espagne, où il eut part à la première invasion qui se fit en 1808. Il chercha d'abord à s'emparer de Ségovie par surprise, à peu près de la même manière que Dubesme s'était rendu maître de Barcelonne et Murat de la capitale; mais, ayant éprouvé quelque résistance de la part des habitants, il s'empara de vive force de cette malheureuse ville, qui fut livrée au pillage et à toutes les calamités d'une prise d'assaut. Le général Frère concourut ensuite au mémorable siège de Saragosse, en qualité de chef d'état-major du maréchal Lannes, qu'il suivit l'année suivante en Autriche, où il donna de nouvelles preuves de valeur à Essling et à Wagram. Revenu en Espagne, il y fut employé dans le corps du maréchal Suchet, et concourut aux sièges de Tortose et de Tarragone. Il ne revint en France qu'en 1814, et fut alors employé en Bretagne, puis à Lille. Il se soumit au gouvernement des Bourbons, dès qu'il fut établi, et fut créé chevalier

int-Louis. Ayant repris du service au retour de Bonaparte, en 1796, il fut néanmoins continué dans ses fonctions après le second retour de Bonaparte, puis mis à la retraite. C'est que ses chagrins s'accrurent par la perte d'un fils unique, tué en duel. Sa santé s'en détériora très-rapidement, et il y succomba le 16 février 1826. M—dj.

FRESIA (le baron MAURICE-FRESIA), général français, né à Salugna le 1^{er} août 1746, était le fils du comte d'Ogliano, président du conseil des comptes à Turin. Entré à l'école militaire de cette ville, il entra sous-lieutenant dans un régiment de dragons du roi au service de Sardaigne, en 1766, et avança rapidement au grade de lieutenant-colonel. Il fit avec beaucoup de distinction la guerre contre les Français de 1792 à 1796, et il commanda les cheval-légers avec le grade de brigadier, lorsque les états de Sardaigne furent envahis par l'armée française sous les ordres de Bonaparte. Il continua à servir l'empereur avec le même zèle après la chute de Cherasco ; mais lorsque l'empereur Emmanuel fut contraint d'abandonner le Piémont (1798), pour se retirer en Sardaigne (*Voy. CHARLES-EMMANUEL IV*, LX, 475), il passa au service de la république française, où il ne tarda pas à devenir général de brigade. Il commandait un corps de cavalerie piémontaise dans la campagne de 1800, sous les ordres de Scherer, et se fit remarquer par sa bravoure et ses bonnes dispositions le 26 mars et le 5 avril sous les murs de Vérone, avec deux escadrons, il couvrit la retraite de l'armée française et évita le plus grand désastre. Il se distingua encore le 30 mars,

commandant tout le corps piémontais sous les ordres de Serrurier. Ayant été fait prisonnier de guerre sur l'Adda, il partagea le sort de ce général, qui venait de combattre avec tant d'opiniâtreté à Verderio, le 29 avril, et qui avait déclaré, dans son rapport, que la cavalerie de Frésia avait fait des prodiges. Lors de la réunion du Piémont à la France (1802), ce général fut revêtu du commandement du département de la Haute-Loire ; et, en 1803, il organisa, à Montpellier, la légion du Midi, composée de Piémontais. Nommé, dès la première promotion, commandant de la Légion-d'Honneur, il fit en Italie, sous les ordres du maréchal Masséna, les campagnes de 1805 et 1806. Il fut ensuite envoyé à la grande-armée en Prusse, avec une division de cuirassiers. En 1807, devenu général divisionnaire, il commanda, en cette qualité, un corps de cavalerie étrangère, à la bataille de Friedland. Au mois de décembre de la même année, il prit le commandement de la cavalerie du deuxième corps d'observation de la Gironde, avec lequel il entra en Espagne sous les ordres du général Dupont, dont il partagea le sort à Baylen. Il n'eut cependant point de part à la disgrâce dans laquelle Napoléon enveloppa la plupart des généraux qui avaient assisté à cette malheureuse affaire, et fut nommé commandant de la dix-huitième division à Dijon aussitôt après son retour. En 1809, il fut chargé d'une mission en Toscane ; puis il passa à la grande-armée, à la tête des régiments de cavalerie organisés en Italie. Après la campagne d'Autriche, Frésia retourna dans la Péninsule et prit le commandement de la quatrième division militaire du royaume

d'Italie. Après la mort de l'amiral Villaret-Joyeuse, il fut nommé gouverneur provisoire de Venise. Appelé en Saxe à l'ouverture de la campagne de 1813, il y fut mis à la tête d'une division de cavalerie, puis nommé commandant des provinces illyriennes, dont Fouché était gouverneur général. Il fit mettre en état de défense les châteaux de Laybach et de Trieste. La vigoureuse résistance du colonel Rabié, auquel avait été confié ce dernier poste, prouve combien les dispositions du général Frézia avaient été bien faites. Après l'évacuation de ces provinces, il reprit le commandement de l'une des divisions de réserve que l'on organisait en Piémont. Le 1^{er} février 1814, il fut chargé de la défense de la ville et de la rivière de Gènes, où il se maintint jusqu'au 18 avril, malgré la faiblesse des moyens laissés à sa disposition, et les attaques simultanées, qu'il essuya par mer et par terre, sur un si long développement de côtes. Il conclut alors, avec l'amiral anglais Bentinck, une convention honorable pour l'évacuation du pays, sortit de Gènes avec les honneurs de la guerre, et ramena ses troupes en France, où le roi le nomma chevalier de Saint-Louis. L'année suivante il fut mis à la retraite, et continua de résider à Paris, où il mourut en 1827.

G.—t.—v.

FRESNE (François François de), économiste, né le 4 juin 1743, à Langres, d'une famille établie depuis long temps en Franche-Comté, était fils du co-seigneur de Conflans, bailliage de Vesoul. Ayant terminé ses études à Paris, il y passa plusieurs années dans la société des hommes de lettres, recherchant particulièrement ceux qui s'occupaient des

moyens de favoriser le développement de l'agriculture et de l'industrie. Il fit, en 1763, un voyage en Angleterre pour y étudier les meilleurs procédés agricoles; et, de là, il visita dans le même but la lande et les Pays-Bas. De retour en France, il entreprit de consigner les résultats de ses observations dans un ouvrage qu'il se proposait de mettre au contrôleur-général, son oncle, dont la nièce avait épousé le frère de de Fresno; mais peu qu'il rédigeait cet ouvrage, Tardeau fut remplacé par Necker, et Fresno, n'ayant pas les mêmes relations avec celui-ci, interrompit son travail qu'il reprit et compléta plusieurs fois, sans avoir jamais pu venir à bout de le terminer. Pendant son séjour en Angleterre, il avait par lui-même étudié l'agriculture, qu'il n'eût eu le loisir d'étudier le système financier anglais; et dès lors il s'était occupé des moyens de relever le crédit public en France. Attribuant le déficit à la rareté du numéraire, forçait le gouvernement de recourir aux emprunts onéreux, il imagina la création d'une banque territoriale, qui, présentant toutes les garanties aux prêteurs, devait faire affluer l'argent dans les caisses de l'état, et donner ainsi la facilité de rembourser les capitalistes, qui, sans courir aux charges publiques, n'avaient, chaque année, la meil leure part des revenus du royaume. C'est l'idée fondamentale du *Plan de restauration et de libération*, senté par de Fresno, en 1789, sous le titre d'*états-généraux*. Adversaire de de Necker, qu'il regardait comme le chef et le patron des agioteurs des usuriers, il y combat ses projets financiers sans aucun mé

« Notre situation, dit-il, est combat entre les capitalistes et propriétaires, entre les procès et la capitale. Si les états-généraux ne terminent pas cette guerre, on verra dans la suite le même combat se renouveler sous des formes différentes et toujours sur le même sujet (p. 18). » éclairé pour ne pas sentir qu'il est impossible au gouvernement d'évaluer le chiffre des contributions, de prévoir les changements prévus de l'impôt, d'amener de nouvelles charges, d'annoncer que les impôts doivent être augmentés au moins de deux millions; mais, suivant lui, cet assentement sera presque insensible à la répartition de l'impôt se fait d'une manière plus équitable, et, si l'on peut atteindre les usuriers et les usuriers. Toutefois, se flatte pas que l'on y parvienne : « Paris, dit-il, a trop d'intérêt au désordre et trop d'influence sur les états-généraux pour que la saturation des finances puisse être bien faite (p. 167). » Quoi qu'il en soit, comme l'on voit, ce mode de nomination aux états-généraux, que Necker avait fait en donnant toute l'influence aux capitalistes créanciers de l'état et hommes de loi, rendrait impossible l'adoption de son système de finances, il crut devoir le représenter à l'assemblée nationale. « Mais », dit-il en commençant ce discours, « que les trois ordres ont fait la guerre pour l'intérêt des capitalistes, et que le résultat de leurs divisions a été de détruire, je me suis occupé de rechercher les vrais principes de notre régénération. Mon plan de finances est opposé au plan financier de M. Necker et au plan phi-

losophique des économistes de Paris. » Plus loin il ne craint pas de déclarer « que la révolution, ouvrage de Necker, est la plus grande opération de banque, d'usure et d'agiot, qui jamais ait été faite. » Certain de l'inutilité de ses efforts, il continua de faire, quelque temps encore, la guerre aux capitalistes; mais lorsqu'à la marche des événements, il devina que le trône et l'autel ne seraient point respectés, il abandonna les utopies, et ne vit plus dans la révolution, qu'il n'avait considérée jusque-là que sous le rapport des finances, qu'un châtiment du ciel auquel il fallait se soumettre. Echappé aux proscriptions de la terreur, il devint l'admirateur et le disciple de Saint-Martin, consacra les dernières années de sa vie à la poésie et à la culture des fleurs, et mourut à Vesoul le 15 juin 1815. Indépendamment de quelques brochures que l'on n'a pu se procurer : *Avis aux députés des provinces*, in-8° de 24 p.; *le Capitalisme dévoilé*, 3 cah. in-8°, on a de de Fresne : *I. Traité d'agriculture, considéré tant en elle-même que sous les rapports d'économie politique*, Paris, 1788, 3 vol. in-8° (1). Cet ouvrage, ainsi que les suivants, est un extrait du grand travail dont on a parlé. C'est moins un traité d'agriculture, comme le titre l'annonce, qu'un traité d'économie agricole. On y trouve des idées qui pourraient bien paraître singulières; mais il en est aussi d'utiles, et qui depuis ont été généralement adoptées, sur la nécessité de multiplier les prairies artificielles, de varier les assolements, d'employer la marne comme engrais, etc. L'auteur

(1) Il en parut une contrefaçon la même année, et l'auteur en donna lui-même un quart d'essai.

parle aussi, dans cet ouvrage, de ses vues sur la police de la voirie, sur l'entretien des routes, du pavé dans les villes, de l'établissement des trottoirs pour les piétons, des voitures omnibus, de nouvelles taxes que l'on pourrait établir sur les voitures et les chevaux de luxe, sur les portes cochères, les fenêtres, etc.

II. *Plan de restauration et de libération, fondé sur les principes de la législation et de l'économie politique*, proposé aux États généraux, 1787, in-8° de 170 p.

III. *Plan de restauration et de libération* envoyé à l'Assemblée nationale le 20 septembre 1790, in-8° de 132 p. Parmi les vues d'économie proposées par l'auteur, on doit remarquer, p. 60, l'établissement de caisses d'épargne pour les journaliers et les domestiques, et la suppression de la loterie qui les ruine, dont le produit pourrait être remplacé par une taxe sur le port-d'armes. IV. *Nouveau plan de culture, de justice et d'économie*, 1791, in-8° de 480 p. L'auteur y revient encore sur les idées qu'il avait déjà mises en avant, et donne l'analyse d'un de ses ouvrages restés inédits : *Catechisme du philosophe et de l'homme d'état*.

W— a.

FRESNEL (AUGUSTIN JEAN), célèbre physicien, naquit le 10 mai 1788, à Brégis, près de Bernay (Eure). Son père était architecte, et sa mère portait un nom de famille (Mérimée) qui devait un jour devenir cher aux arts et aux lettres. A huit ans, Fresnel savait à peine lire, ce qu'il faut attribuer moins à sa complexion délicate qu'à ce qu'il manifesta dès l'enfance pour l'étude des langues, et en général pour les exercices qui ne s'adressent qu'à la mé-

moire. Ses maîtres n'auraient jamais imaginé qu'il deviendrait un des savants les plus distingués de notre époque. Quant à ses jeunes camarades, ils l'appelaient l'homme de génie. Ce titre pompeux lui fut décerné à l'occasion de recherches expérimentales, auxquelles il se livra à l'âge de neuf ans, soit pour fixer les rapports de longueur et de calibre qui donnent la plus forte portée aux canonniers de bureau dont les enfants se servent dans leurs jeux, soit pour déterminer quels sont les bois verts ou secs qu'il convient d'employer dans la fabrication des arcs, sous le double rapport de l'élasticité et de la durée. Le physicien de neuf ans avait exécuté, en effet, ce petit travail avec tant de succès, que des hochets, jusqu'alors inoffensifs, étaient devenus des armes dangereuses, qu'il eut l'honneur de voir proscrire par une délibération expresse des parents assemblés de tous les combattants. Fresnel entra à seize ans et demi à l'école polytechnique, où il eut le bonheur d'être distingué par Legendre, à qui la solution ingénieuse d'un problème proposé aux élèves en concours apprit ce que devait être un jour le jeune Fresnel. Ses premières recherches expérimentales datent du commencement de 1815. A partir de cette époque, les découvertes se succédèrent avec une rapidité dont l'histoire des sciences offre peu d'exemples. Le 28 déc. 1814 il écrivait de Nîmes : *Je ne sais ce qu'on entend par polarisation de la lumière; priez M. Mérimée, mon oncle, de m'envoyer les ouvrages dans lesquels je pourrai l'apprendre*. Huit mois s'étaient à peine écoulés et déjà d'ingénieux travaux l'avaient mis au rang des plus célèbres physiciens de nos jours. En 1810, il rem-

porta un prix proposé par l'académie sur la question si difficile de la diffraction de la lumière. En 1823, il fut élu membre de l'académie des sciences, à l'unanimité des suffrages. En 1825, la société royale de Londres l'admit au nombre de ses associés. Enfin, deux ans plus tard, elle lui décerna la médaille fondée par le comte de Rumford. Presque toutes les découvertes de Fresnel sont relatives à la théorie de la lumière. Les branches les plus épineuses de cette théorie, la réfraction, la polarisation, le phénomène des interférences ont reçu de lui les perfectionnements les plus heureux et les plus inattendus. Nous renvoyons à l'analyse lumineuse que M. Arago a faite des travaux de son savant et ingénieux confrère, pour nous attacher uniquement à une invention d'une utilité pratique immédiate, celle de la construction des phares adoptés d'abord en France, et ensuite chez toutes les nations. Les anciens, dans la construction de leurs phares, se bornaient à les placer à de grandes hauteurs, et du reste ils employaient pour produire la lumière de vastes amas de bois ou de charbon, dont ils entretenaient à grands frais la combustion pendant toute la nuit. Les modernes y employèrent des lampes; mais ce procédé, d'ailleurs plus économique, ne fournissait qu'une lumière très-peu supérieure à celle des phares anciens, jusqu'au moment où l'invention admirable de la lampe à double courant d'air d'Argent (*Voy.* ce nom, LVI, 418) donna le moyen d'un perfectionnement remarquable. Quatre ou cinq lampes à double courant d'air suffisent pour jeter une lumière égale à celle que produiraient les plus grands feux de bois; mais les effets naturels de ces lampes furent

encore prodigieusement agrandis, quand on eut l'idée de concentrer leur lumière au moyen des miroirs réfléchissants. Ici se présente cependant une difficulté: le miroir, en réunissant les rayons lumineux dans une seule direction, a l'inconvénient de laisser le reste de l'espace dans l'obscurité, et par conséquent de ne pouvoir servir qu'aux vaisseaux qui se trouvent dans la ligne éclairée. On a vaincu cette grave difficulté, en imprimant, à l'aide d'un mécanisme d'horlogerie, un mouvement uniforme de rotation au miroir réfléchissant. Le faisceau sortant de ce miroir est alors successivement dirigé vers tous les points de l'horizon; et ce mouvement est de nature à faire distinguer les phares de tout autre feu accidentel, qui, allumé sur la côte, pourrait causer des méprises fatales. Des lentilles de verre avaient ensuite été substituées aux miroirs; mais elles avaient été abandonnées, comme renvoyant des rayons moins intenses. En s'occupant de ce problème, Fresnel vit tout de suite que des phares lenticulaires ne deviendraient supérieurs aux phares à réflecteurs, qu'en augmentant l'intensité de la flamme, c'est-à-dire en donnant aux lentilles d'énormes dimensions, bien au-delà d'une fabrication ordinaire. Il n'avait aucune connaissance des inventions antérieures de Buffon et de Condorcet, lorsqu'il imagina les appareils dont l'idée se trouve dans leurs ouvrages. Toutefois, c'est lui qui a créé des méthodes pour construire les lentilles à échelons avec exactitude et avec économie; c'est lui, enfin, et lui tout seul, qui a songé à les appliquer aux phares. Quand on examine avec attention les ingénieux procédés dont il a fait usage dans ce travail, on est vivement frappé de

tout ce que l'esprit d'invention emprunte de secours, soit à la connaissance des arts, soit à cette dextérité manuelle si bien caractérisée par Franklin, lorsqu'il disait : *Le physicien doit savoir scier avec une lime, et limer avec une scie*. En 1827, Fresnel succomba, à l'âge de quarante ans, à une maladie de poitrine dont il était atteint depuis longtemps. Peu de jours avant sa mort, M. Arago lui avait porté la médaille de Rumford, que la société royale de Londres venait de lui décerner. *Je vous remercie*, dit-il, *d'une voix éteinte, d'avoir accepté cette mission, elle a dû vous coûter; car, la plus belle couronne est peu de chose, quand il faut la déposer sur la tombe d'un ami!* F—LE.

FRESSINET (PHILIBERT), général français, né à Marcigny-sur-Loire, le 27 juillet 1767, devait le jour à des parents peu aisés. Il s'engagea dans un régiment de dragons en 1787, quitta le service à l'époque où l'armée se désorganisait, et passa à Saint-Domingue pour y chercher fortune. Il prit parti dans les troubles qui y éclatèrent et dut à une belle tournure, à des inclinations martiales, d'y être employé, par les commissaires français, dans les troupes civiques qu'ils mirent sur pied. Fressinet, à titre d'ex-militaire, se vit bientôt revêtu du titre d'adjudant-général, avec le grade de chef de bataillon. Il revint en France après l'abandon de la colonie, et fut confirmé, en 1797, dans le grade d'adjudant-général chef de brigade. Envoyé en Italie en cette qualité, à l'époque où l'étoile de l'armée française commençait à pâlir, il y figura honorablement, surtout par sa résolution et son aptitude à la petite guerre. Nommé général de brigade après la bataille

de Jaffers, il fut blessé à celle de Novi. S'étant rétabli à Nice, il s'y occupait à recueillir et dicter des souvenirs touchant les déprédations dont l'Italie était le théâtre, quand il reçut l'ordre de se rendre à Gênes dont le siège était imminent. Il y resta à la disposition du général Masséna, et eut le commandement d'une sortie à la tête de laquelle il combattit, sur les hauteurs d'Albissolles, un corps qui faisait partie de l'armée de Mélas. Il resta en dehors de la place, au milieu de l'armée de siège, pendant deux jours, et parvint après avoir été légèrement blessé, à dégager, près de Sassello, le général Soult, qui s'y trouvait dans une position difficile. Les rapports du général en chef mentionnèrent avec éloge ce fait d'armes. Après la reddition de Gênes, Fressinet servit dans l'armée du général Brune. Il passa, en 1802, à Saint-Domingue, lors de l'expédition de Leclerc; il se mit en opposition avec ce général dont il encourut l'animadversion, soit pour des motifs mal connus, soit à l'occasion des rigueurs éprouvées par Toussaint-Louverture, dont il se portait le défenseur et dont il blâmait l'enlèvement. A la suite de ce désaccord, Leclerc fit embarquer pour France Fressinet qui fut mis à la demi-solde. Le bâtiment qu'il montait fut attaqué et pris par les Anglais qui le conduisirent dans la Grande-Bretagne, où il resta quatre mois prisonnier. Revenu en France, il y végéta cinq ans sans emploi et obtint enfin du service sous les ordres du général Grenier, dans le royaume de Naples. En 1812, il fut appelé à faire partie du onzième corps, et rejoignit en Pologne le prince Eugène, à l'époque où l'armée française venait d'essuyer de si cruels échecs. En

l, le général de brigade Fressinet, à la bataille de Lutzen, aide de général de division, en avant du village d'Esdorf, et tant les grenadiers russes qui le daient. La décoration de commandant de la Légion-d'Honneur fut accordée peu après. Il se distingua encore aux batailles de Bautzen et de Leipzig. Il retourna en France en 1814, et fut honorablement mentionné dans un bulletin de cette époque, pour sa conduite sur le Rhin. La restauration ramena Fressinet qui y sollicita et obtint la croix de Saint-Louis. Un an de guerre ayant été convoqué pour y juger le général Exelmans, en mars 1815, à l'occasion de la correspondance entre lui et le général Fressinet y assista au conseil du prévenu, qui fut condamné. Il obtint la commandement de la quinzième division à Paris, et ensuite celui de la dixième légion. Il était dans cette ville lorsque Napoléon, revenu de l'exil, abordait en France. Fressinet quoique peu partisan jadis du gouvernement de Bonaparte, publia des réclamations où il se prononça contre la restauration. Il vint à Paris à l'instant où l'armistice, après la bataille de Waterloo, s'y réunissait, et il y resta, ou contribua à y faire rédiger une loi par laquelle plusieurs généraux exprimèrent à la chambre l'intention d'opposer leurs troupes alliées la plus énergique résistance : mais quelques-uns des signataires, dont les noms figuraient parmi les signataires, nièrent en avoir réellement signé cette loi. Fressinet, après s'être mis en relation violente avec le maréchal Ney, suivit la destinée de l'ar-

mée française au delà de la Loire. L'ordonnance du 24 juillet 1815, et la loi du 18 janvier 1816, le bannirent de France. Ce fut alors qu'il composa ou plutôt qu'il publia sous le voile de l'anonyme : *Appel aux générations présentes et futures, au sujet de la convention de Paris, faite le 3 juillet 1815*, Genève, 1817 ; factum amer dans lequel il accuse hautement de trahison et de lâcheté le maréchal Davoust. Il passe aussi pour l'auteur des *Adieux à ma patrie*, pièce insérée sous son nom dans la Bibliothèque historique, 1^{er} vol., 5^e cahier. Ce sont des imprécations et des menaces contre la France qui le repousse de son sein, et même contre le royaume des Pays-Bas, d'où il avait reçu l'ordre de s'éloigner ainsi que d'autres exilés. Cet officier, déjà sur le retour et dont la vie avait été si orageuse, si traversée, s'embarqua en Belgique sur une goélette américaine, en janvier 1818, pour aller offrir le secours de son bras aux insurgés de l'Amérique méridionale ; il débarqua le 18 mai, à Buenos-Ayres, et combattit quelque temps sous les ordres du général San-Martin ; mais, par des circonstances ignorées, son zèle pour la cause de l'indépendance ne fut pas long-temps goûté ou mis à profit, probablement par suite de quelque dénuion ; car il avait reçu de la nature un caractère chagrin, difficile et une humeur froideuse. De retour en Europe, il obtint la permission de rentrer dans sa patrie et se trouvait à Paris en 1820, à l'époque où quelques émeutes y éclatèrent. Arrêté le 3 juin et enfermé à la conciergerie, il fut relâché presque aussitôt. Le général Fressinet cessa de vivre en 1821, se trouvant dans un état voisin de l'indigence,

(ibid., t. XLVII, p. 124). VIII. Enfin, plusieurs discours imprimés dans le recueil de la société académique de Nantes, et quelques articles sur l'agriculture, le magnétisme, etc., dans la *Feuille nantaise*. M. Prion, médecin, neveu de Fréteau, a publié l'*Éloge* de ce docteur, avec une analyse de ses travaux et de ses écrits, Nantes, 1823, in-8°. Un autre *Éloge* de Fréteau, par M. Lachoy, a été inséré dans le *Lycee armoricain*, 5^e livraison, p. 311-13. R — n — n.

FREUDWEILER (DANIEL), peintre suisse, né le 18 déc. 1793, était le fils d'un pauvre cordonnier. Dès l'enfance il manifesta le goût le plus vif pour les arts du dessin, et il eut le bonheur de pouvoir entrer encore jeune dans l'atelier de Menninger, qui, gratuitement, lui donna des leçons et qui lui marqua de l'intérêt. Au bout de quelques années un connaisseur mit à sa disposition une somme qui pouvait, en partie du moins, lui faciliter les moyens d'aller à Rome, et qu'il grossit en peignant le portrait, à Winterthur, pendant plusieurs mois; enfin, en mai 1818, il vit l'ancienne capitale du monde. S'il n'y passa que peu de temps (trois ans), en revanche il le mit à profit, étudia profondément les écoles principales, tâcha de reproduire, de s'approprier des traits divers, et s'attacha également au dessin avec les Français, encore alors enthousiastes de David; au coloris avec l'école de Venise; à l'idée avec Raphaël. Il affectionnait surtout ce prince des peintres de tous les siècles et de tous les pays, et il n'en est pas qu'il connaît mieux et avec lequel il sympathisait davantage. Dans son ar-
 dour à tout voir, à tout apprécier, il trouva bien courtes les trois an-

nées de son séjour à Rome, et reprit en soupirant la route des Alpes. De retour à Zurich, il fut obligé, pour s'assurer une existence, d'adopter de nouveau la spécialité du portrait, et de se faire maître de dessin, quitte à consacrer ses heures perdues à la grande peinture. Comme maître et comme portraitiste, il acquit de la réputation, mais peu de fortune; et, lorsqu'en 1826 il se maria, il ne fit que joindre misère à misère. Ses jours d'ailleurs étaient comptés: phthisique, très-faible dès son jeune âge, nourri en quelque sorte de privations, il avait fini par n'avoir que le souffle: sa femme fut moins sa compagne que sa garde-malade, et elle vit s'éteindre, le 30 avr. 1827, cette lampe qui eût jeté un si bel éclat, s'il se sort y eût versé de l'huile. Plusieurs des portraits de Freudweiler sont véritablement des œuvres d'artiste: tout en n'altérant point la ressemblance, il poétise, il idéalise ses figures: ses personnages deviennent des types: l'un est un poème épique, l'autre une élegie et ainsi de suite. Il a laissé une collection de beaux dessins représentant: 1°, de Raphaël, la *Transfiguration*, le *Couronnement de Marie*, des têtes d'*Apôtre* et d'autres grands morceaux; 2°, d'après le Pérugin, le *Gardien endormi sur le tombeau du Christ*; 3°, d'après le Titien, *Danaë*; 4°, d'après Guido Reni, l'*Enlèvement d'Europe*; 5°, d'après Jules Romain, une *Venus* de grandeur naturelle, à genoux; 6°, d'après le Corrège, une *Madonne* et l'*Enfant-Jésus*. P — or.

FREYTAG (JEAN-DAVID), maréchal-de-camp, était né à Hirsbourg, le 24 janvier 1765. Le nom de cet officier a acquis une honorable célébrité par les mémoires des

les opérations chirurgicales. Il prit aussi à la recherche des vices orthopédiques pour corriger les difformités du corps. Membre du comité de vaccine établi à Montpellier, il contribua beaucoup à la diffusion de cette découverte. L'académie de cette ville, en reconnaissance des services qu'il lui rendus, le maintint dans la chaire pendant trois années consécutives, dérogeant en sa faveur aux statuts de la compagnie. Les sociétés de médecine de Paris, de Montpellier, ainsi que beaucoup d'autres, académiques ou littéraires, le choisirent pour correspondant. Enfin, l'estime dont il jouissait, le fit appeler au conseil-général de son département où il se montra fort zélé pour l'enseignement mutuel. Fréteau mourut d'une attaque d'apoplexie, le 9 mai 1823. On a de lui : I. *Mémoire sur les moyens de guérir l'asphyxie sans danger les vieux et les jeunes, même chez les vieillards*, Paris, 1803, in-8°. II. *Essai sur l'asphyxie de l'enfant nouveau-né*, ibid., 1803, in-8°. C'est la thèse que soutint l'auteur lorsqu'il reçut le doctorat. III. *Observations pratiques sur le traitement de la gonorrhée virulente et sur celui de la vérole, dans lequel on prononce l'identité de nature entre le virus blennorrhagique et le virus syphilitique*, ibid., 1813, in-8°. La question, résolue affirmativement par Fréteau, dans son mémoire, avait été mise au concours en 1809, par la société de médecine de Besançon. Le prix fut décerné à Hernandès, médecin de Montpellier, qui niait l'identité de nature entre le virus de la blennorrhagie virulente et celui de la syphilis. Fréteau eut qu'une mention honorable.

Alors il envoya son mémoire à la société de médecine de Paris, qui chargea Cullerier, un de ses membres, de l'examiner. Le commissaire se rangea entièrement à l'opinion de l'auteur, et la compagnie invita celui-ci à publier son ouvrage. IV. *Traité élémentaire sur l'emploi légitime et méthodique des émissions sanguines, dans l'art de guérir, avec application des principes à chaque maladie*, Paris, 1816, in-8°. Ce mémoire partagea en 1814, avec celui du docteur Lafond de Nantes, le prix fondé à la société de médecine de Paris, par Desgranges, médecin de Lyon, qui, lui-même, dans un rapport qu'il fit à la société de médecine de cette ville, déclara que le travail de Fréteau avait rempli ses vœux. V. *Considérations sur l'asphyxie de l'enfant nouveau-né*, 1816. L'auteur y répond à une critique qu'on avait faite de son système sur cette matière. VI. Un grand nombre de mémoires et observations, insérés dans divers recueils et journaux de médecine, parmi lesquels nous citerons : 1° *Observations sur la section du cordon ombilical, dans le cas d'asphyxie de l'enfant nouveau-né*, 1798, ouvrage mentionné honorablement par la société de médecine de Paris, et imprimé dans le *Journal général de Sédillot*, t. 1^{er}, p. 38; 2° *Quelques rapprochements sur la circulation de la mère à l'enfant* (ibid., t. LI, p. 3.), mémoire qui obtint le second prix, en 1807, à la société de médecine pratique de Montpellier; 3° *Mémoire sur une opération d'empyème de pus, pratiquée avec succès au côté gauche de la poitrine, dans le lieu d'élection*, adressé en 1813 à la société de médecine de Paris

(ibid., t. XLVII, p. 124). VIII. Enfin, plusieurs discours imprimés dans le recueil de la société académique de Nantes, et quelques articles sur l'agriculture, le magnétisme, etc., dans la *Feuille nantaise*. M. Priou, médecin, neveu de Fréteau, a publié *l'Eloge* de ce docteur, avec une analyse de ses travaux et de ses écrits, Nantes, 1823, in-8°. Un autre *Eloge* de Fréteau, par M. Lehoyer, a été inséré dans le *Lycee armoricain*, 5^e livraison, p. 311-13. R—D—N.

FREUDWEILER (DANIEL), peintre suisse, né le 18 déc. 1793, était le fils d'un pauvre cordonnier. Dès l'enfance il manifesta le goût le plus vif pour les arts du dessin, et il eut le bonheur de pouvoir entrer encore jeune dans l'atelier de Pfenniger, qui, gratuitement, lui donna des leçons et qui lui marqua de l'intérêt. Au bout de quelques années un connaisseur mit à sa disposition une somme qui pouvait, en partie du moins, lui faciliter les moyens d'aller à Rome, et qu'il grossit en peignant le portrait, à Winterthur, pendant plusieurs mois; enfin, en mai 1818, il vit l'ancienne capitale du monde. S'il n'y passa que peu de temps (trois ans), en revanche il le mit à profit, étudia profondément les écoles principales, tâcha de reproduire, de s'approprier des faïces divers, et s'attacha également au dessin avec les Français, encore alors enthousiastes de David; au coloris avec l'école de Venise; à l'idée avec Raphaël. Il affectionnait surtout ce prince des peintres de tous les siècles et de tous les pays, et il n'en est pas qu'il connût mieux et avec lequel il sympathisât davantage. Dans son ardeur à tout voir, à tout apprécier, il trouva bien courtes les trois an-

nées de son séjour à Rome, et reprit en soupirant la route des Alpes. De retour à Zurich, il fut obligé, pour s'assurer une existence, d'adopter de nouveau la spécialité du portrait, et de se faire maître de dessin, quitte à consacrer ses heures perdues à la grande peinture. Comme maître et comme portraitiste, il acquit de la réputation, mais peu de fortune; et, lorsqu'en 1826 il se maria, il ne fit que joindre misère à misère. Ses jours d'ailleurs étaient comptés: phthisique, très-faible dès son jeune âge, nourri en quelque sorte de privations, il avait fini par n'avoir que le souffle: sa femme fut moins sa compagne que sa garde-malade, et elle vit s'éteindre, le 30 avril 1827, cette lampe qui eût jeté un si bel éclat, si le sort y eût versé de l'huile. Plusieurs des portraits de Freudweiler sont véritablement des œuvres d'artiste: tout en n'altérant point la ressemblance, il poétise, il idéalise ses figures: ses personnages deviennent des types: l'un est un poème épique, l'autre une élégie et ainsi de suite. Il a laissé une collection de beaux dessins représentant: 1^o, de Raphaël, la *Transfiguration*, le *Couronnement de Marie*, des *têtes d'Apôtre* et d'autres grands morceaux; 2^o, d'après le Pérugin, le *Garde endormi sur le tombeau du Christ*; 3^o, d'après le Titien, *Danaë*; 4^o, d'après Guido Reni, *l'Enlèvement d'Europe*; 5^o, d'après Jules Romain, une *Vénus* de grandeur naturelle, à genoux; 6^o, d'après le Corrège, une *Madonne et l'Enfant-Jésus*. P—OT.

FREYTAG (JEAN-DAVID), maréchal-de-camp, était né à Strasbourg, le 24 janvier 1765. Le nom de cet officier a acquis une honorable célébrité par les mémoires des

déportés du 18 fructidor. Entré de bonne heure au service, Freytag était en 1791 dans le régiment d'Alsace, en qualité de cadet volontaire. Son corps fut un de ceux qui étaient destinés à protéger la fuite de Louis XVI, aux environs de Rocroi, et c'est à cette mission sans doute que le régiment d'Alsace dut, peu de temps après, d'être envoyé en garnison à Cayenne, dans la Guyane française. Le jeune officier se trouvait en détachement à Sinnamari, avec le grade de capitaine, lors de l'arrivée des déportés. Le général Ramel, dans son *Journal*, s'exprime ainsi : « Au point du jour, nous débarquâmes sous la redoute de la pointe. Le commandant du canton, M. Freytag, capitaine au régiment d'Alsace, se trouva sur la plage pour nous recevoir. — Voilà, dit le commandant de notre escorte, les condamnés à la déportation, et voici l'arrêté de l'agent-général à leur égard. — Les condamnés, dites-vous, reprit cet officier, ces messieurs n'ont pas été jugés; c'est une infamie de les avoir envoyés ici. » Ce seul mot et son accent bonnête lui coûtèrent son état; il fut cassé peu de temps après et chassé de la colonie. Job Aymé, dans sa relation, s'est plu à raconter la vertueuse indignation du commandant de Sinnamari, à l'aspect des maux qu'éprouvaient les déportés. De Larue, dans son *Histoire du 18 fructidor*, imprimée en 1821, a payé un tribut de reconnaissance au général Freytag, par ce peu de mots : « L'accueil que nous fit M. le capitaine Freytag fut affectueux. Vraiment semblablement les émissaires de l'agent jugèrent qu'il ne les seconda pas bien dans leurs mesures vexatoires, car il fut changé

« peu de temps après. » Exilé et transporté à l'extrémité sud de la colonie, vers l'embouchure de la rivière d'Oyapock, Freytag vint quelque temps après reprendre son service à Cayenne, où l'appela un nouveau gouverneur. De retour en France, en 1804, avec les restes de son régiment, il fut accueilli avec bienveillance par Napoléon qui le plaça dans l'armée de réserve, sous les ordres du général Mathieu Dumas. Il fit successivement les campagnes d'Italie, d'Allemagne, d'Espagne et de Russie; et, après avoir passé par tous les grades, il fut promu à celui de maréchal-de-camp. Il faisait partie de la division du maréchal Ney, dans la marche glorieuse de l'extrême arrière-garde qui couvrit, de Smolensk à Orcha, la retraite de l'armée française. En 1815, le général Freytag, marié et père de famille, reentra dans la vie privée, et il occupa ses loisirs en écrivant des *Mémoires* qui ont paru en 1824, Paris, 2 vol. in-8°, accompagnés de notes, de développements curieux donnés par son éditeur, M. C. de Beauregard, arrivé à Cayenne avec les troupes envoyées pour relever le régiment d'Alsace. Ces *Mémoires*, dans lesquels des aventures romanesques sont confondues avec les événements de la carrière militaire de Freytag, et des anecdotes sur la déportation, ont été fort recherchés lors de leur apparition. Le caractère de bonté, de franchise de l'auteur, et une certaine naïveté d'honnête homme, en ont fait le succès, en même temps que les incidents d'une vie orageuse. Le général Freytag est mort à Paris, le 23 avril 1832, après avoir reçu des marques d'intérêt et de bienveillance de la part d'illustres déportés devenus ses pro-

tecteurs, et de princes qui ne pouvaient oublier ni méconnaître les traits honorables qui se présentent comme une compensation des excès de la première révolution. — FREYTAG, feld-maréchal hanovrien, commanda en 1793 les troupes hanoviennes qui se réunirent à l'armée des alliés. Forcé, le 6 sept., dans son camp près de Bruges, il fut blessé et fait prisonnier; mais le hasard ayant fait connaître le village où les Français l'avaient mis, le général Valmoden s'y porta sur-le-champ et le délivra. Le lendemain, ses troupes éprouvèrent un nouvel échec. Freytag montra de la bravoure pendant toute cette campagne; mais il fit presque toujours la guerre d'une manière malheureuse, et mourut peu de temps après. B—c—d.

FRIANT (Louis), général français, né à Morlincourt, en Lorraine, le 28 sept. 1758, entra dans les gardes-françaises comme simple soldat le 9 février 1781. Des manières polies et un extérieur avantageux lui eurent bientôt gagné la faveur de ses chefs. Au bout de six mois, il fut nommé caporal des grenadiers, ce qui alors était un avancement rapide. Peu de temps après il fut sous-officier-instructeur du dépôt des gardes, et conserva ce grade pendant sept ans; mais n'ayant aucun espoir d'avancement, il quitta en 1787 une carrière où la porte était fermée pour les roturiers. La révolution l'y fit bientôt rentrer; il en embrassa la cause avec beaucoup d'ardeur et fut admis dans les troupes dites du centre, qui firent le service de la capitale, après la suppression des gardes-françaises. Il passa bientôt dans un bataillon de volontaires nationaux, où il fut nommé

adjudant-major, puis lieutenant-

colonel. Il conduisit cette troupe en Champagne, puis à l'armée des Ardennes, et se distingua à la bataille de Kayerslautern, aux combats des lignes de Weissembourg et au déblocus de Landau, où il fut blessé. A peine guéri de sa blessure, il combattit à Arlon, sous les ordres de Jourdan, puis à Charleroi et à Fleurus. Ce fut surtout à l'estime de Championnet, qu'il dut d'être élevé au grade de général de brigade (juillet 1794). Il passa, en cette qualité, sous les ordres de Kléber, qui lui confia le commandement d'une division. Après la prise de Maestricht, où il se fit de nouveau remarquer, Friant se réunit au corps du général Hatry, destiné à relever les troupes de l'armée de Rhin-et-Moselle, sous les murs de Luxembourg. La part qu'il eut à la reddition de cette place, lui valut le gouvernement de la province de ce nom et du comté de Chimay. S'étant cru obligé d'employer des mesures sévères pour la rentrée des contributions, il fut dénoncé au gouvernement comme ayant outrepassé ses pouvoirs; il invoqua le témoignage des députés Garreaux et Joubert, et le Directoire lui rendit son emploi. Alors Friant quitta le commandement de Luxembourg, et fut employé au siège d'Ehrenbreitstein, sous les ordres de Marceau. Ce siège ayant été suspendu, il fut chargé d'occuper les gorges de Braunbach, et de protéger la retraite des troupes qui avaient été repoussées devant Mayence, dans le mois d'octobre 1795. L'année suivante, Friant commanda une brigade dans le corps d'armée que Bernadotte conduisit en Italie. La bataille du Tagliamento, la prise de Gradisca et la défense de Fiume lui offrirent de nouvelles occasions de signaler son

ge. Admirateur enthousiaste de l'art, il s'embarqua pour l'Égypte, en 1798, et fut employé, Desaix, à l'expédition de l'Égypte. Il donna des preuves d'activité à Sédiman, où les Français, découragés, n'osaient reprendre la charge; à Samanhout, où il laissa le champ de bataille jonché de morts; à Aboumana et à El-Damanhour, où des hordes nombreuses de Arabes et de Mamelucks furent vaincues dans le Nil. Le général Bonaparte demanda alors pour lui au pacha le grade de général de division; et, aussitôt après le départ de Bonaparte, Kléber employa Friant en cette qualité, et lui donna le commandement de la Haute-Égypte. Ce fut dans cette seconde campagne de l'expédition que Friant se fit surtout remarquer. Il eut une part importante à la mémorable bataille d'Héliopolis, puis à la prise de Belbeys, comme à celle de Bouda et du Caire. Ces deux opérations terminées, qu'une armée anglaise parut devant Alexandrie, Friant sortit de la place et arrêta quelque temps l'ennemi; mais la faiblesse de ses forces l'obligea de se retirer de la ville, où il fut vaincu par les troupes ottomanes et les Français réunies. Après six mois d'un séjour meurtrier, il fallut enfin capituler. Friant revint alors en France; le premier consul le nomma inspecteur général d'infanterie, et le fit partir à l'époque du couronnement de Napoléon à la grande-armée, il eut une part importante à la bataille de Marengo, où des chevaux tués sous lui à la bataille d'Austerlitz, et y fut blessé. Le premier consul le nomma, pour prix de ses services, grand-cordon de la Légion d'honneur. Le 14 octobre 1805, Friant se fit encore remarquer à la bataille d'Iéna, puis dans la

campagne de 1809 contre l'Autriche, notamment à Tann, le 19 avril. Soutenu par le général Saint-Hilaire, il fit six cents prisonniers. Devenu, en 1811, commandant des grenadiers de la garde impériale, ce fut en cette qualité qu'il fit la campagne de Russie, en 1812. Il combattit avec distinction à Smolensk, le 17 août, et plus encore le 7 sept., à la bataille de la Moskowa, où il fut grièvement blessé à la principale attaque que forma la droite, sous les ordres de Davoust. En 1813, il commanda la 4^e division de la jeune garde, organisée à Mayence; et, le 30 novembre, il se distingua encore à la bataille de Hanau. Il prit part ensuite à la plupart des opérations de la campagne de 1814, surtout à la bataille de Champ-Aubert. Il adhéra, dans le mois d'avril, à la déchéance de Bonaparte, et fut nommé, par le roi, le 2 juin, chevalier de Saint-Louis, puis commandant des grenadiers-royaux, qui furent envoyés en garnison à Metz. Après l'invasion du 20 mars, il fut créé pair par Bonaparte, et combattit à Waterloo, où il fut encore grièvement blessé. Au mois de nov. 1815, il parut, comme témoin, dans le procès de Ney, et déclara qu'il n'avait eu avec le maréchal aucune relation. Admis à la retraite vers cette époque, il vécut dans sa terre de Gaillonnet, près Meulan; et c'est là qu'il mourut, le 29 juillet 1829. M—D j.

FRIAS (DAMASO DE), l'un des poètes lyriques les plus aimables et les plus gracieux de son temps, de l'avis de tous les critiques espagnols, seuls juges compétents, n'en est pas moins très-peu connu de ses compatriotes. Nicolas Antonio déclare, dans sa *Bibliotheca nova*, qu'il n'a pu se procurer aucun renseignement

sur ce poète. Sedano, dans son *Parnaso espanol*, pour faire excuser l'inutilité de ses recherches à l'égard de Frias, dit que « plus les esprits sont élevés, plus ils sont méconnus (1). » On peut conjecturer que Frias vivait au commencement du XVI^e siècle. Un passage de la *Casa de la memoria* de Vincent Espinel, nous apprend qu'il était né dans la Vieille-Castille, sur les bords de la Pisuerga; mais que les échos de ses rivages avaient déjà perdu le souvenir du poète qui les avait illustrés (2). On ne connaît de Frias qu'un très-petit nombre de pièces. Elles ont été recueillies dans diverses collections de vers choisis, et assez récemment par Sedano, qui les a réunies dans les tomes II et VII de son *Parnaso*. Ce sont deux chansons, un sonnet, un petit poème intitulé *la Retraite de Silvie*, et une glose. Les chansons et la glose, au jugement de l'éditeur, sont, dans leur genre, trois chefs-d'œuvre où l'on trouve réunies toutes les sortes de perfection, la beauté des images, la grâce ou la force des pensées, avec le style le plus harmonieux. Le nom de Frias est encore celui d'une famille considérable en Espagne.

W—s.

FRIAZIN (JÉAN), Vénitien de naissance, vint de la Crimée à Moscou, au milieu du XV^e siècle, comme graveur et fondeur, et s'introduisit à la cour du czar Iwan III. Le pape Paul II ayant proposé à ce prince d'épouser la princesse Sophie Paléologue (1469), Friazin fut

chargé d'aller à Rome comme ambassadeur du czar, et il revint blé des bontés de Paul II et du nal Bessarion, avec le portrait d'une princesse grecque. Friazin fut d'abord envoyé à Rome en 1472, pour aller chercher la princesse Sophie, qui, le 10 juin, fut fiancée dans la cathédrale de Saint-Pierre, avec Iwan, présenté par Friazin. Le mariage fut célébré au mois d'octobre à Moscou, pendant que la cour célébrait cette occasion par des fêtes, Friazin fut jeté d'abord, au lieu de recevoir la récompense qu'il attendait. En revenant de son voyage à Rome, il avait passé par Venise, et le doge Nicolas avait envoyé avec lui Trelcan comme ambassadeur de la république vers les Tartares, afin de les engager à déclarer la guerre aux Turcs. Friazin, abusant de la confiance que le doge avait mise en lui, garda la lettre adressée au khan des Tartares, ainsi que les présents qui lui étaient destinés. Iwan, informé de cet acte de trahison, ordonna que Friazin fût chargé de fers à Colonna, où sa maison fut détruite et que sa femme fût arrêtée avec ses enfants. Friazin avait fait venir de Venise un frère et un neveu, qui, malgré la disgrâce, furent employés dans des missions diplomatiques qu'Iwan leur confia.

G—

FRIDZERI (ALEXANDRE-ANTOINE FRIZEN, dit), compositeur aveugle, naquit à Venise le 15 janvier 1741. A l'âge de huit ans, il perdit la vue; et ce premier malheur indiqua qu'il devait se consacrer à une carrière d'infirmité. À huit ans, il fabriquait des instruments d'accompagnement pour la musique. À qu'environ neuf mois de l'âge de dix ans, données par cinq

(1) *Quanto son mas sobresalientes los ingenios, tanto son mas desconocidos.*

(*Parnaso espanol*, II, 377.)

(2) Tu Pisuerga, que tienes en olvido
El claro nombre...
De Balmes, por quien fue tu corriente
Mas que por tus riberas excelente.

(*Cm. II.*)

nts. A onze ans, il fit lui-même emière mandoline sur laquelle rit seul. Il apprit seul aussi la la viole d'amour, l'orgue, le t autres instruments. A vingt était musicien, architecte et ; mais il cultivait la musique de emce. A vingt-quatre ans il la maison paternelle, et se courir le monde. Novarre fut mière ville où se fixèrent ses agabonds. Il eut partout des , tant sur le violon que sur idoline. Ce qui surprenait enlus que sa facilité pour impro- 'accompagnement d'une sonate aque, c'était sa promptitude nir un morceau, quelque long t. Il lui a suffi souvent d'en- une fois un concerto de Viotti, 'exécuter exactement sur son . Arrivé à Paris vers 1766, il entendre au concert spirituel, ébnta avec succès par un con- de Gaviniés. Il parcourut en- nord de la France, la Belgi- la lisière de l'Allemagne qui le Rhin. En 1771, il revint s, où il fit graver six quatuors e violon, et six sonates pour ndoline. Après avoir donné a des *Deux miliciens*, il voya- ans le midi de la France, et tout accueilli avec distinction. ie suivante, il obtint un nou- succès dans la capitale, par péra des *Souliers mordo- uis* il accompagna en Breta- comte de Châteaugiron, et ouze ans avec lui. Pendant ce il fit deux voyages à Paris, et l'opéra de *Lucette*, que la ca- t tomber. La révolution sur- il se détermina à reprendre yages. Il alla d'abord à Nan- il forma une académie phil- nique. Forcé, en 1796, de

revenir à Paris, il fut admis au Lycée (depuis Athénée des arts) ; et il y joua des concertos de violon et des morceaux concertants sur la mandoline, et y fit chanter M^{lle} Mayer, âgée de onze ans, à laquelle il n'avait donné que cinq mois de leçons. Il forma encore une so- ciété philharmonique qu'il plaça d'a- bord au Palais du Tribunal (Palais- Royal), et ensuite à l'ancien magasin de l'Opéra, rue Saint-Nicaise. *Cé- tait de là*, comme il le disait lui- même, *qu'il avait sauté jusqu'à Anvers, par l'explosion de la machine infernale du 3 nivose an IX* (24 déc. 1800) (1). Depuis que Fridzeri habitait la Belgique, il s'était fait marchand de musique et d'instruments. Il est mort à Anvers sur la fin d'oct. 1825, âgé de qua- tre-vingt-cinq ans. F—LE.

FRIEDLANDER (DAVID), savant prussien, né le 6 décembre 1750, était israélite de naissance. La plus grande partie de sa vie se passa dans les occupations du négoce et de la banque, mais sans l'absorber exclusivement. Voué par goût dès l'enfance aux études sévères, possédant parfaitement l'hébreu, le Talmud, la législation, les affaires commerciales, disciple fervent du célèbre Mendelssohn, lié d'ailleurs avec tout ce que Berlin renfermait de notabilités intellectuelles, Friedlander se plaça au premier rang parmi ses co-religionnaires, et se fit même une réputation brillante hors de leur cercle. La confiance de ses concitoyens lui décerna plusieurs mandats honorables : il fut membre du bureau royal des manufactures et du commerce, membre du conseil de la ville de

(1) L'attentat du 3 nivose contre la vie du premier consul eut lieu dans la rue Saint-Nicaise, où la maison qu'habitait Fridzeri fut atteinte et fort endommagée par l'explosion.

Berlin, député général des Juifs de Prusse. Sa mort eut lieu le 26 décembre 1834. On a de lui beaucoup d'ouvrages et des morceaux épars, parmi lesquels nous indiquerons : I. *Lettre aux Juifs*, Berlin, 1788. II. *Pièces concernant les colonies juives dans les états prussiens*, ibid., 1793 (écrit remarquable, bien que sa signature ne s'y trouve pas). III. *Sur la refonte devenue nécessaire dans le culte et l'éducation par la nouvelle organisation de l'existence des Juifs dans la monarchie prussienne*, ibid., 1812. IV. *Discours pour l'édification des Juifs instruits*, ibid., 1815 et 1817. V. *Sur l'amélioration des Juifs polonais*, ibid., 1819. VI. *Documents pour l'histoire de la persécution des Juifs au XIX^e siècle*, ibid., 1820 (en forme de lettres à M^{me} de Recker). VII. Divers morceaux dans les feuilles quotidiennes ou autres, notamment : 1^o *sur la Traduction des Psaumes de Mendelssohn* (dans la *Berlinische Monatschrift*, 1786, n^o 12); 2^o *sur l'Inhumation précipitée des Juifs*, (même recueil, 1787, n^o 4); 3^o *Sincères idées d'un Juif sur la proposition faite à ses co-religionnaires d'abolir la fête des sorts* (la fête en mémoire d'Esther) (même recueil, 1790, n^o 6); 4^o *Kora, ou l'Ennemi des démagogues, histoire rabbinique, tirée de la Midra* (même recueil, 1790, n^o 8); 5^o *Lettre sur la morale du commerce* (dans le *Sammler*, tom. IX, 1790). VIII. Des Traductions soit de l'hébreu en allemand, soit de l'allemand en hébreu. Friedlander mit ainsi en langue sacrée quelques idylles de Gessner; il fit même des vers dans cet idiome dont on ne connaît plus la pronon-

ciation, et il prit le cianorhébrique pour célébrer les charmes et les noces de la princesse de Mecklenbourg-Strelitz avec le roi de Prusse. P-or.

FRIEDLANDER (MICHEL), médecin allemand, né à Königsberg en 1769, était neveu du savant dont l'article précède. Après avoir étudié sous Eichel, sous Kant, Krause, Hager, Schulze, il parcourut l'Allemagne, l'Angleterre, la Hollande, l'Ecosse, l'Italie et la Russie. En 1800, il vint se fixer dans la capitale de la France, où il exerça d'une manière distinguée la profession de médecin, et il eut l'honneur d'y compter parmi ses clients M^{me} de Staël. L'usage de la langue française lui était devenu très-familier; il la parlait et l'écrivait également bien. Placé en quelque sorte sur les limites du monde français et du monde germanique, il eut toujours en vue d'établir une communication entre les deux peuples. C'est dans ce dessein qu'il fonda avec Pfaff les *Annales françaises d'histoire naturelle, de physique, de chimie*, Hambourg et Leipzig, 1803, et qu'en revanche il chercha dans tous ses ouvrages français à naturaliser la connaissance des méthodes allemandes. Il coopéra, dans les années 1812 et 1813, aux *Annales d'éducation*, publiées par M. et M^{me} Guizot; puis à un ouvrage du même genre, publié en allemand par le prédicateur Hufnagel, de Francfort. Les articles qu'il avait composés pour le recueil de M. Guizot ont été réimprimés en un vol. in-8^o, sous ce titre : *de l'Education physique de l'homme*, Paris, 1814, in-8^o. Le docteur Friedlander a donné quelques notices dans la *Biographie universelle*, notamment celle de son célèbre compatriote et co-

, et quelques articles dans
onnaire des sciences mé-

Il était correspondant de
sociétés de médecine de
gue, particulièrement de
Munich. Il mourut presque
nt à Paris, en sept. , 1824.
coré de lui : *Observations*
mortalité considérée sous
érents rapports. De nom-
tables des rapports de la
é, aux différents âges de la
is les diverses professions
ivers climats, servent d'ap-
exemples et de développe-
ux recherches de l'auteur.
ette de santé (n° 1, année
contient une *Lettre criti-*
r Friedlander, sur l'état ac-
s magnétisme en Allema-
plutôt dans quelques con-
ce pays qu'il avait visitées.
it magnétique de M. Wol-
ofesseur à l'université de Ber-
l'objet principal de cette
P—OT.

LESS (JEAN de), fameux
autrichien, était né en 1722,
ausen, où plusieurs de ses an-
avaient été bourgmestres de
blique. Son père y était tri-
, n'ayant qu'une fortune mé-
il voua son fils au commerce
plaça chez un négociant de
ort, en 1743. Là, Jean de
fit connaissance avec un com-
e des guerres anglais, et se
entreprises et fournitures pour
.. Cet état l'appela à Vienne,
r l'entremise du baron Gres-
il fut associé dans des spé-
de fournitures pour l'armée
ienne, et obtint la protection
pératrice Marie-Thérèse, qui
baron et l'envoya à Londres
égler des contrats militaires.
quitta à merveille de cette

commission, et obtint une grande ré-
compense. L'empereur Joseph le fa-
vorisa également, lui accorda des
privileges et monopoles en plusieurs
branches de commerce, et le revêtit fi-
nalement du titre de comte du saint-
empire. Le comte de Friess mourut à
Vienne en 1793, laissant une succes-
sion d'environ vingt millions de
francs.

Z.

FRIMONT (JEAN-MARIE),
général autrichien, fils d'un ancien
major retiré à Finstringen en Lor-
raine, où il vivait d'une modique pen-
sion de retraite, naquit dans ce villa-
ge en 1759, et fut dès l'enfance voué
à la carrière des armes. Quoique sa
famille fût noble, elle n'était pas d'un
rang assez élevé pour qu'il pût
espérer quelque succès dans l'armée
française, où les premiers emplois
étaient exclusivement réservés aux
grandes familles. Ce motif le décida
à passer au service d'Autriche, où
plusieurs de ses compatriotes et de
ses parents avaient réussi. Il entra dès
l'âge de dix-sept ans, comme cadet,
dans le régiment des hussards de
Wurmsser, dont le colonel avait été
fort lié avec un de ses oncles,
et, par sa protection, il devint
bientôt lieutenant. Ce fut en cette
qualité qu'il fit la guerre de la
succession de Bavière contre les
Prussiens en 1778. Devenu capitaine,
il fit la guerre contre les Turcs,
puis contre les révolutionnaires bel-
ges en 1790, et enfin contre la
France en 1792. Il était alors chef
d'escadron, et il se distingua au combat
d'Aldenhoven, le 1^{er} mars 1793,
puis à Nerwinde et dans toute la
suite de cette mémorable campa-
gne, sous le prince de Cobourg. Em-
ployé dans les Ardennes, sous les
ordres de Beaulieu, en avril 1794,
il disputa pied à pied, avec un petit

nombre d'hommes, le passage de cette for. A, au général Jourdan, qui se portait sur la Sambre à la tête de l'armée de la Moselle. Il assista ensuite à tous les combats qui furent livrés sous les murs de Charleroi, et que terminèrent glorieusement pour les Français la prise de cette ville et la victoire de Fleurus. Devenu major en 1790, Frimont se distingua encore devant Mayence, à Mannheim et à Frankenthal. C'est au commencement de 1798, qu'il fut chargé d'organiser le corps de cavalerie qui, tout entier composé d'émigrés et de déserteurs français, devait faire avec tant d'éclat sous ses ordres, et sous le nom de chasseurs de Bussy, les campagnes de 1799 et 1800, en Italie et dans le Tyrol. Nommé général major au commencement de l'année 1800, Frimont fut employé au siège de Gênes, que défendait Masséna. Il échoua dans une première attaque le 30 avril, et fut plus heureuse le 30 mai, où il triompha dans la vallée de Bisagno d'un corps de Français commandé par le général Suult, qui fut blessé grièvement et fait prisonnier. A la bataille de Marengo, Frimont, à la tête de quatre escadrons, exécuta une charge brillante contre l'infanterie de la garde consulaire, qui résista avec beaucoup de fermeté, mais ne put empêcher les Autrichiens de lui enlever quatre pièces de canon. Dans la campagne de 1805, il se distingua aux combats meurtriers de Caldiero, et dans toute cette longue retraite que fit l'archiduc Charles, des bords de l'Adige à ceux du Danube. L'empereur le créa alors baron, ce qui est une faveur très rare dans l'armée autrichienne; et, trois ans plus tard, il le fit feld-marschal lieutenant. C'est en cette qualité qu'il commanda avec beaucoup de

distinction sur les bords de la Piave et du Tagliamento. La valeur qu'il d'ploya à la bataille de Barile, sous les ordres de l'archiduc Jean, lui valut la croix de commandeur de Marie-Thérèse. La paix de Schœnbrunn, qui termina d'une manière si fâcheuse pour l'Autriche cette malheureuse campagne de 1809, donna enfin au baron de Frimont quelques années de repos; et ce ne fut qu'en 1812 qu'il se remit en campagne pour commander la cavalerie du corps auxiliaire que l'Autriche fournit à Napoléon dans sa funeste entreprise contre la Russie. On sait combien furent insignifiantes les opérations de ce corps d'armée, commandé par le prince de Schwarzenberg. Le baron de Frimont eut donc bien peu d'occasions de s'y montrer, et cependant ce fut pour cette expédition qu'il reçut de son souverain la croix de commandeur de Saint-Léopold. Il attaqua d'une manière plus sérieuse, à Hanau, les Français qui se retiraient après avoir perdu la bataille de Leipzig (oct. 1813); mais il y fut repoussé vivement par Napoléon lui-même; et le général en chef Wrede, qui s'était flatté de couper à l'armée française sa dernière retraite, reçut une blessure grave. Frimont pénétra en France au commencement de 1814, à la tête du même corps d'armée, et il eut beaucoup de part aux succès de Sainte-Marie, de la Rothière, de Bar-sur-Aube et d'Arcis. Nommé gouverneur de Mayence, il resta dans cette place jusqu'au mois d'avril 1815, et fut chargé à cette époque du commandement de l'armée qui dut agir en Italie contre le roi de Naples Joachim Murat, lequel, poussé par Bonaparte, échappé de l'île d'Elbe, venait de faire contre l'Autriche une imprudente levée de

houcliers. Une circonstance peu connue, et qui doit faire parfaitement apprécier le général Frimont, marqua le début de cette courte expédition. Deux heures après son arrivée, voyant à quel ennemi il avait affaire, et ne doutant pas de la victoire, il expédia des ordres écrits aux généraux Bianchi et Nieupert de se diriger à l'instant sur Naples, sans s'arrêter, sans s'inquiéter des colonnes ennemies qui fuyaient, et surtout *sans les attaquer*. Il exigea de ces deux généraux un accusé de réception de ses ordres. Cependant sa position était assez critique, son armée était peu nombreuse; il avait dû songer, en arrivant, à détruire l'armée de Murat, à contenir derrière lui le Milanais prêt à s'insurger, et à se ménager les moyens d'arriver par le Piémont sur les frontières de France, pour seconder les alliés dans leur invasion de la France. Le général Bianchi poursuivant la route de Naples crut, *malgré ses instructions précises*, devoir attaquer l'une des colonnes de Murat qui voulait regagner la capitale des Deux-Siciles. Il fut vainqueur, mais il aurait pu perdre la bataille... Alors le sort de l'Italie pouvait être compromis, et Frimont pouvait perdre le fruit de toute sa prévoyance. A peine fut-il instruit de cet incident, qui aurait pu lui être si funeste, qu'il crut pour sa responsabilité devoir en adresser son triple rapport à l'empereur, au conseil aulique à Vienne, et au prince de Schwarzenberg, commandant supérieur de toutes les armées autrichiennes. Il ne négligea pas d'envoyer copie de ses ordres à Bianchi, et l'on peut juger que ce général dut être puni pour avoir remporté une victoire, ce qui ne s'était pas vu depuis les Romains. Un savant qui écrit l'his-

toire a vu les pièces originales qui constatent ce fait. Enfin Bianchi arriva à Naples : le roi Ferdinand ne vit en lui que le libérateur de son royaume; et dans cette idée il le récompensa magnifiquement. Les journaux de Naples, et, d'après eux, ceux de toute l'Europe, n'attribuèrent qu'à lui la défaite de Murat et le rétablissement de la monarchie napolitaine, tandis que toute cette opération appartenait aux savantes dispositions du baron de Frimont. Bianchi, aussi juste que brave, ne fut pas plus tôt instruit de l'erreur des journaux qu'il écrivit à son chef que toute la gloire de la campagne lui appartenait et qu'il ne pouvait concevoir comment les journaux avaient dénaturé des faits aussi constants et aussi récents. Avant de cacheter sa lettre il en donna lecture à tous ceux qui l'entouraient. Après le traité de Paris (nov. 1815), Frimont fut chargé de commander le corps d'occupation autrichien jusqu'en 1818, et il se fit estimer, par sa prudence et sa modération, de tous les habitants de la ci-devant province d'Alsace. Il fut ensuite nommé gouverneur de Venise; et il conserva cet emploi jusqu'à ce qu'il reçut la mission d'aller réduire les révolutionnaires de Naples, à la tête de quatre-vingt mille hommes, en conséquence des résolutions du congrès de Troppau. Ce fut le 29 janvier 1821 qu'il franchit le Pô sur trois points, et qu'après avoir adressé à ses troupes une proclamation fort sage, il s'avança avec rapidité vers Naples. Le 24 février il transféra son quartier-général de Perrugia à Foligno, d'où il adressa aux Napolitains une seconde proclamation dans laquelle on remarquait le passage suivant : « En franchissant les limites du royaume

« me, aucune intention hostile ne
 « guida nos pas: l'armée sous mes
 « ordres regardera et traitera com-
 « me amis tous les Napolitains
 « sujets fidèles de leur roi et amis
 « de la tranquillité; elle obser-
 « vera partout la discipline la plus
 « rigoureuse, et ne verra des en-
 « nemis que dans ceux qui s'op-
 « poseront à elle comme ennemis.
 « Napolitains! écoutez la voix de
 « votre roi et de ses amis, qui sont
 « aussi les vôtres. Réfléchissez sur
 « tous les désastres que vous vous
 « attirerez par une vaine résistance;
 « persuadez-vous que l'idée passa-
 « gère dont vos ennemis, les enne-
 « mis de l'ordre et de la tranquil-
 « lité, cherchent à vous éblouir, ne
 « aurait jamais devenir la source
 « de votre prospérité. » Cependant
 les troupes napolitaines avaient été
 réparties sur plusieurs points. Elles
 occupèrent momentanément Riéti et
 Terni; mais, craignant d'être coupées
 par une colonne autrichienne, elles
 se retirèrent en dedans des frontières,
 et le 28 février Riéti fut occupé par
 l'avant-garde de Frimont, qui, avant
 de faire aucun mouvement important,
 voulait donner aux diverses provin-
 ces napolitaines le temps de con-
 naître sa proclamation, et celle
 que Ferdinand IV avait adressée de
 Baybach à son peuple. Le 4 mars
 ces deux pièces furent transmises aux
 troupes napolitaines les plus voisines
 du quartier général autrichien. Plein
 de confiance dans les sentiments de
 fidélité de la majeure partie du peu-
 ple napolitain, Frimont espérait que
 les troupes rentreraient dans le de-
 voir. Un feu très vif, parti le 7 mars
 des hauteurs de Riéti, où deux co-
 lonnes du corps d'armée sous les or-
 dres du chef de l'insurrection Pèpé
 s'étaient avancées, dans l'intention de

surprendre l'avant-garde autrichien-
 ne, détruisit bientôt cet espoir. Le
 combat s'engagea, et les Napolitains
 furent repoussés avec perte. Le gé-
 néral Frimont s'était réservé de ne
 point quitter le corps d'armée qui,
 sous les ordres du général Mohr,
 était destiné à agir contre les Abruz-
 zes. L'occupation d'Antrodocco, la
 prise d'Aquila, et la dispersion to-
 tale des troupes commandées par
 Pèpé, ne laissant plus d'obstacles
 à la marche de ce corps d'armée,
 Frimont donna l'ordre au général
 Mohr de se porter sur Sulmonza, Ca-
 rigliano et San-Germano, où le quar-
 tier-général fut établi le 19 mars.
 Le fort de San Germano sur le Mont-
 Cassin était défendu par des troupes
 de la garde royale sous les ordres
 d'un colonel napolitain, qui s'était
 joint aux révoltés. Frimont, au nom
 de S. M. sicilienne, le somma de
 rendre la place, et il fit attaquer les
 retranchements, qui furent occupés
 partie à main armée et partie sans
 résistance. Le général autrichien
 Fiquelmont et le général napolitain
 Ambrosio conclurent alors une con-
 vention devant Capoue pour la
 cessation des hostilités sur tous les
 points du royaume. Le baron de
 Frimont s'occupa ensuite de tous
 les arrangements relatifs à la re-
 mise des forts de Pescara, de
 Gaète et de Naples; et le 24, à neuf
 heures du matin, l'armée autrichien-
 ne fit son entrée dans cette ville,
 et défila devant le duc de Calabre et
 le prince de Salerne, qui étaient sur
 le balcon du palais. Les Autrichiens
 furent reçus à Naples comme des li-
 bérateurs, ainsi qu'on en peut juger
 par les détails que publièrent les
 journaux de cette époque: « Toute
 « l'immense population, dirent-ils,
 « accourut au-devant des troupes

« autrichiennes avec des acclamations et des cris de *vive le roi* !
 « L'affluence était si extraordinaire, que les troupes pouvaient à peine marcher. Il n'y avait pas un seul individu, grand, petit, de tout sexe et de tout âge, qui ne portât une branche d'olivier, et surtout à la place du palais du roi, qui présentait, sans exagération, l'aspect d'une forêt. Le baron de Frimont, convaincu d'avance des intentions pacifiques du peuple, avait ordonné à ses soldats de parer leurs shakos de branches d'olivier en place des différents autres rameaux dont les soldats autrichiens ont l'habitude de parer leurs coiffures. Cette mesure, aussi sage que convenante, réussit à merveille, et acheva de concilier tous les esprits en faveur de ces guerriers protecteurs, que l'on avait peints des couleurs les plus odieuses. Un temps magnifique augmentait l'éclat de cette entrée. » Ainsi fut terminée une campagne qui avait duré moins de vingt jours; ainsi fut étouffée, à son berceau, une révolution que, dans d'autres pays, l'on avait regardé comme invincible. Les troupes autrichiennes furent envoyées dans les différentes provinces, afin de contenir les bandes d'insurgés qui s'y étaient formées. Elles furent réparties dans les villes et provinces pour y étouffer les derniers germes de la rébellion; et, lorsque tout fut ainsi terminé, le général autrichien, après avoir reçu du roi de Naples le titre de prince d'Androdocco, alla prendre le gouvernement des provinces lombardo-vénitiennes, où il réprima encore en 1831, par sa fermeté, quelques symptômes d'insurrection. Il continua à jouir de la plus grande faveur

auprès de son souverain, François I^{er}, qui appréciait surtout en lui une aversion très-prononcée pour les révolutions et les révolutionnaires. Ce prince l'appela, au commencement de nov. 1831, à l'une des premières charges de la monarchie, celle de président du conseil aulique; mais, comme il arrive trop souvent après tant de travaux et de périls, le général Frimont, parvenu au faite des grandeurs, mourut le 26 déc. suivant, sans avoir pu remplir une seule fois d'aussi honorables fonctions. M—j.

FRISON (ANDRÉ-JOSKRA), député des Deux-Nèthes au conseil des cinq-cents, était né en 1766. Il prit beaucoup de part au soulèvement qui éclata dans la Belgique, en 1790, et plus encore à la révolution que les Français y excitèrent lors de leur invasion en 1792. Il se livra alors à des excès tels qu'on le surnomma *le Marat de la Belgique*. En 1795, l'assemblée électorale des Deux-Nèthes était composée de cinquante membres; les élections de la majorité ayant déplu à sept d'entre eux, ils opérèrent une scission et nommèrent Frison à la pluralité de quatre voix contre trois. Le corps législatif valida la nomination faite par la majorité; mais après la journée du 18 fructidor (4 sept. 1797), le Directoire la cassa, pour appeler Frison au conseil des cinq-cents, et son collègue Beerembroek à celui des anciens. Le 24 septembre 1798, il fut nommé secrétaire; le 9 janvier 1799, il vota pour que les naufragés à Calais fussent envoyés devant une commission militaire, et jugés comme émigrés. Lors de la crise du 30 prairial (19 juin 1799), il cita contre le Directoire des faits relatifs à la Belgique, pour établir la preuve des détentions arbitraires. Le 10 juillet,

il dénonça le secrétaire Lagarde comme dilapidateur, au sujet de la propriété des journaux le *Rédacteur* et le *Défenseur de la patrie*. Membre de la société des jacobins du manège, Frison en fut nommé *notateur*; il vota ensuite pour que l'on déclarât la patrie en danger, et finit par dire « qu'il craignait que quelques diplomates ne voulussent faire « danser la *périgourdine* à la ré- « publique. » Ce qui s'adressait évidemment à M. de Talleyrand de *Périgord*, alors ministre des relations extérieures. Il s'opposa ensuite de tout son pouvoir au triomphe de Bonaparte dans la journée du 18 brumaire. Aussitôt après il fut en conséquence exclu du corps législatif, et porté sur la liste des individus qui devaient être mis en délation dans le département de la Charente-Inférieure; mais cette mesure ne fut pas exécutée. Depuis ce temps Frison resta éloigné des fonctions publiques, et se fit maître de forges à Lodelinsart près de Charleroi, où il vécut tranquille, même estimé, et où il mourut vers 1817. Ayant voulu monter sur un cheval fougueux, il tomba et se cassa la tête. — Un de ses fils est membre de la chambre des représentants à Bruxelles. M—D j.

FRIZZI (ANTOINE), historien et littérateur, né le 24 mars 1736, à Ferrare, fit ses études au collège de sa ville natale, dirigé par les jésuites, et s'appliqua, dans le même temps, à cultiver ses dispositions pour le dessin et la musique. Parvenu à l'âge de choisir une carrière, il eut d'abord l'idée de s'enfermer dans un cloître; mais réfléchissant que, dans le cas où son père viendrait à manquer, c'était à lui, comme l'aîné, de le remplacer près de ses jeunes frères, il étudia les mathématiques

et la jurisprudence, pour se mettre en état de remplir le premier emploi qui deviendrait vacant. En 1759, il reçut le laurier doctoral, dans la double faculté de droit de Ferrare, et la même année, il se fit agréger au collège des notaires. Les devoirs de cette charge et ses occupations comme jurisconsulte ne ralentirent point son ardeur pour les lettres, auxquelles il consacrait tous ses loisirs. L'académie des *Argnauti*, qui s'ouvrit en 1760, lui dut ses réglemens et une utile impulsion. Coadjuteur, en 1761, de l'auditeur de la légation, le savant abbé Passeri (*Voy.* ce nom, XXXIII, 100), il y joignit, l'année suivante, la charge de vice-secrétaire de la commission des eaux que lui fit donner son ami Barotti (*Voy.* III, 406), qui partageait ses goûts littéraires. En 1775, il se chargea de la rédaction de l'*Annuaire de Ferrare (Diario Ferrarese)*, qu'il continua les deux années suivantes, et dont la collection forme 3 vol. in-8°. Ses services furent récompensés, en 1781, par la place de secrétaire en chef de l'administration municipale, qu'il remplit, avec beaucoup de zèle jusqu'en 1796, époque de l'invasion française. Il prit alors sa retraite, et refusa tous les emplois qui lui furent offerts, sans cesser pourtant de rendre à sa patrie tous les services qui dépendaient de lui. Souffrant déjà d'une maladie du cœur, qui prit avec le temps, un caractère sérieux, il y succomba le 29 sept. 1800. Il est l'auteur des nouveaux arguments *in ottago rima*, mis en tête de chaque livre, dans l'édition de la *Guerra dei Goti* de Chiabrera, Venise, 1771, in-12. Parmi les ouvrages de Frizzi, les plus connus sont : I. *La Salameide*, poème badin en 4 chants,

marima, Venise, 1773, in-8°, in-16, etc. C'est l'éloge des en grande réputation à Ferret l'art de les préparer. C'est, au jugement des Italiens, le rapport de l'invention et d'un des chefs-d'œuvre d'un dans lequel leur littérature en e un si grand nombre. II. *Wie storici della nob. famiglia Bevilacqua*, Parme, Bodoni, in-4°. III. *Memorie storiche della nob. famiglia degli*, dans le tome III de la *RacFerrarese*. IV. *Relazione e passaggi per Ferrara del pontef. Pio VI*, 1782, in-4°. *Guide de l'étranger à Ferr*, 1787, in-12. VI. *Memorie storia di Ferrara*, 1791-5 vol. in-4°. Le dernier volume a été publié par Gaëtan, l'un de l'auteur, qui l'a fait précédé d'une courte notice sur la vie père, par un de ses amis, et de son portrait. Cette histoire la meilleure et la plus complète nous ayons de Ferrare et d'Esté, finit à l'année c'est le principal titre de son souvenir de la postérité.

W—s.

FROBERGER (JEAN-JACQUES), musicien, né à Halle en Saxe, 1635, fut envoyé par l'empereur and III, à Rome, pour y prendre leçons du célèbre Fraccolini son retour, en 1655, fut nommé ce prince organiste de la cour. Le premier Allemand qui commença le clavecin avec goût. Pendant son voyage à Dresde, il exécuta devant l'électeur six *toc-huit capricci*, deux *ricercate* et deux *suites*, qu'il avait composés lui-même dans un recueil en hommage à l'électeur, lequel,

en retour, lui remit une chaise d'or d'un grand prix. En 1662, Froberger se rendit en Angleterre. Pendant ce voyage, il eut le malheur, en traversant la France, de tomber dans une bande de brigands, et d'être pris ensuite sur la mer par des pirates ; de sorte qu'il ne put sauver que quelques ducats, qui se trouvaient cachés dans ses habits. A son arrivée à Londres, il se présenta, avec un misérable vêtement de matelot, à l'organiste de la cour, auquel il offrit ses services comme souffleur. Mais à l'occasion du mariage de Charles II avec la princesse Catherine de Portugal, son attention s'étant portée plutôt sur la cérémonie que sur ses soufflets, il les leva un peu plus haut qu'il ne le fallait ; l'organiste lui en fit des reproches, et même le maltraita d'une manière plus vive encore. Froberger souffrit tout sans rien dire, mais il saisit le moment où les musiciens de la chapelle s'étaient retirés dans un cabinet voisin, et exécuta alors quelques dissonances au *positif*, qu'il résolut de la manière la plus agréable et la plus habile. Une des dames de la table du roi, qui, à Vienne, avait été son élève, le reconnut à la résolution d'accorder qu'il venait d'exécuter. Elle l'appela à l'instant et le présenta au roi, qui fit apporter à côté de lui un clavecin sur lequel Froberger charma toute la société. A son retour en Allemagne, il se vit obligé de se retirer à Mayence, où il mourut âgé de 60 ans.

F—LE

FROCHOT (NICOLAS-THÉOPHILE-BENOÎT, comte), membre de l'assemblée constituante, et premier préfet du département de la Seine, naquit à Dijon le 20 mars 1761. Il acheva ses études lorsqu'il s'enrôla dans un régiment d'infanterie ; mais,

sa famille ayant acheté son congé, il se fit recevoir avocat au parlement, et, quelque temps après, acquit la charge de prévôt royal d'Aignay-le-Duc, qu'il remplissait en 1789. Député du bailliage de la Montagne (Châtillon-sur-Seine), aux états-généraux, il s'y lia dès le principe avec Mirabeau, et fut, dans plusieurs circonstances, très-utile à ce grand orateur, en lui fournissant des notes sur les objets en discussion. Dans le cours de l'année 1790, il ne parut qu'une seule fois à la tribune, pour demander la suppression des banalités conventionnelles, comme entachées de féodalité; mais l'intimité de ses liaisons avec Mirabeau suffisait pour lui donner une assez grande importance dans l'assemblée, où il appuya constamment les mesures qui devaient assurer le triomphe de la cause populaire. Dans la séance du 31 avril 1791, il prononça un discours très-remarquable sur les moyens d'opérer dans la constitution les modifications que le temps aurait fait juger nécessaires. L'impression de ce discours fut ordonnée, et le projet de décret dont il était suivi devint, avec quelque changement, le titre VII de la constitution (1). Le 2 septembre, Regnaud de Saint-Jean-d'Angély fit décorer une nouvelle proposition de Frochot, portant que les députés aux assemblées chargées de reviser la constitution prêteraient, avant d'entrer en fonctions, le serment de se borner à statuer sur les objets qui leur auraient été soumis par le vœu uniforme des trois législatures précédentes. Après la session Frochot fut élu juge de paix d'Aignay-le-Duc. Le 20 octobre, il vint, à la barre de l'assemblée législative, dé-

clarer que Mirabeau, dont il l'exécuteur testamentaire, n'avait laissé de quoi payer ses créances et demanda que les frais de sa funèbre fussent acquittés par le trésor public. M^{me} du Saillant de Mirabeau, se plaignit amèrement que Frochot eût fait une pareille démarche sans avoir consulté sa femme; mais il lui répondit par une lettre datée d'Aignay, le 31 octobre. « Que M. du Saillant, ne craignant pas de dire à Mirabeau, étant légataire universel de cet homme illustre, qu'il tenait qu'à lui de faire cesser son insolabilité, qui, d'ailleurs, n'était que trop réelle, puisque ses créanciers ne toucheraient que cinquante pour cent. » Il mourut de Mirabeau ayant été ment attaqué à la Convention; Frochot se présenta pour la défendre et fit demander par Manuel que l'assemblée voulût lui fixer le jour où elle consentirait à l'entendre (le 17 novembre 1792); mais il ne put obtenir cette faveur. Devenu inspecteur dans son département, il fut arrêté, et détenu au Château de Vincennes jusqu'après la chute de Robespierre. Nommé depuis membre de l'administration centrale de la Côte-d'Or, il s'y fit remarquer par la fermeté qu'il déploya contre la réaction. Il fut ensuite la place d'inspecteur des finances, et il se trouvait à Paris lors des affaires de cette administration lorsque survint la révolution du 18 brumaire. Il fut d'abord élu membre du nouveau corps législatif, mais ne cessa d'en faire partie, lors de la suppression de la préfecture de la Seine (3). Il prit possession de cette place le 22 mars 1800.

(1) Ce discours a été réimprimé dans le *Choix d'opinions*, etc.

(2) Cette lettre est insérée dans le *N° 1* de la *Revue*.
(3) L'élevation de Frochot à la préfecture de France fut pour lui un événement tout-à-fait inattendu; Bonaparte

ents qu'il développa comme stratège justifiaient les prévisions qu'il avait fait s'élever à ce point important. Nommé successivement conseiller d'État en 1804, puis commandant de la Légion d'honneur, puis tard créé comte et grand-croix, il dirigeait avec l'estime générale l'immense administration de l'Empire lorsque le complot, encore plus audacieux que celui du général Malet, se forma. Le 23 mai 1812, il revenait de sa mission à Nogent, où il avait passé la nuit, et arriva dans le bois de Vincennes, un chef de division de la police royale, chargé d'une lecture envoyée à sa rencontre, lui remit un billet écrit au crayon, contenant ces mots : « On attend le préfet ; » et, au-dessous, le mot « operator ». La foule du peuple sortait sur la place de l'Hôtel-de-Ville ; la confirmation encore dans la mort de l'empereur. Surpris par des agents de Malet : c'était un capitaine de bataillon Souffier, commandant la dixième cohorte en garnison à Paris, qui lui dit, avec l'accent de la plus profonde douleur, que l'empereur est mort le 7, devant les murs de Paris ; il lui annonce en même temps que le gouvernement impérial est aboli, et le prie de faire venir à l'Hôtel-de-Ville un local pour le gouvernement provisoire, qui se réunira dans la matinée.

[illegible]

Fréchot donne l'ordre de préparer la grande salle, et fait mettre les chevaux à sa voiture pour se rendre chez l'archi-chancelier Cambacérès, qui pouvait seul lui donner la direction nécessaire dans la circonstance. Au moment de sortir, il voit arriver l'adjudant Laborde, et le secrétaire-général du ministère de la police Saulnier, qui lui apprennent que l'empereur est plein de vie; et que Malet, l'auteur de tous les bruits qui circulaient depuis le matin dans Paris, vient d'être arrêté. Dans l'ivresse de sa joie, Fréchot embrassa plusieurs fois Saulnier, qu'il connaissait à peine. Personne ne pouvait le soupçonner de connivence avec Malet qu'il n'avait jamais vu, et dont peut-être il n'avait jamais entendu parler; mais il avait montré de l'hésitation, manqué de présence d'esprit dans une circonstance critique, et, surtout, il n'avait pas songé un instant au fils, à l'héritier de Napoléon; il n'avait pas su dire, suivant l'antique usage de la monarchie française : *L'empereur est mort; vive l'empereur!* C'était ce que Bonaparte ne pouvait lui pardonner; ainsi chacun parlait-il d'avance de sa disgrâce comme d'une chose certaine. Napoléon, en répondant, le 20 décembre, deux jours après son arrivée, au discours de félicitation du sénat, désigna le préfet de la Seine par cette phrase : « Les magistrats pusillanimes détruisent l'empire des lois, les droits du trône et l'ordre social lui-même. » Les sections du conseil d'état, réunies pour donner leur avis sur la conduite de Fréchot, conclurent unanimement, le 22, à sa destitution comme conseiller d'état et comme préfet de la Seine; et le lendemain un décret impérial lui donna pour succes-

neur, comme préfet, M. le comte Chabrol de Volvic. Ce qui irrita le plus l'empereur, c'est que Malet avait désigné Frochot pour l'un des membres de son gouvernement provisoire, avec Mathieu de Montmorency, Alexis de Noailles, le général Moreau, et un cinquième que l'on n'a pas nommé. La restauration rendit à Frochot le titre de conseiller d'état honoraire; et, sur la demande des maires et du conseil municipal de Paris, il lui fut accordée une pension de quinze mille francs sur les revenus de la ville, comme un témoignage de la reconnaissance de ses administrés. A son retour de l'île d'Elbe, Bonaparte, qui se repentait peut-être de l'avoir traité trop sévèrement, nomma Frochot préfet du département des Bouches-du-Rhône: il accepta cette place, dans laquelle il empêcha tout le mal et fit tout le bien qu'il put; mais à la seconde restauration il n'en perdit pas moins sa préfecture et fut en outre rayé du tableau du conseil-d'état. Il vécut dès lors dans la retraite, consacrant ses loisirs à favoriser les progrès de l'industrie et de l'agriculture; et mourut, le 29 juillet 1828, dans son domaine d'Étuf, près d'Arc-en-Berriais, laissant la réputation d'un magistrat intègre et d'un homme de bien.

W. -s.

FROEBEL (CHARLES POPPON), ayant libraire de Rudolstadt, était né à Oberweisbach dans la principauté de Schwartzbourg-Rudolstadt, le 2 novembre 1786, et après avoir étudié tant dans la maison paternelle que chez quelques parents, à Bissfeld et à Elba, fut mis, en 1800, au gymnase de Rudolstadt, où il fit de rapides progrès et d'où il se rendit à l'université d'Iéna. Ses parents avaient d'abord voulu lui faire suivre

la carrière ecclésiastique, et effectivement, après avoir été reçu docteur en philosophie en 1807, il essaya la prédication. Mais bien qu'il en eût du succès, et que sa manière de commandait par la force et la clarté, il ne tarda pas à déterminer pour un autre plan de vie, en acceptant le triple emploi d'aide-professeur, d'inspecteur d'écoles-franches et de caissier du gymnase de Rudolstadt. Au pendant le séjour de huit ans qu'il fit dans cette maison, ses forces varièrent, devinrent moins pures et lui rapportèrent plus de gent, mais motivèrent toujours la meilleure partie d'un temps qu'il regardait comme le plus précieux de sa vie, et qu'il souhaitait toutes ses forces utiliser pour la science ou pour la gloire. Désirant d'y réunir tant que le possible l'économat l'enchaîneraient leurs liens, il dit adieu à ses collègues et acheta une librairie à Rudolstadt. S'il eût vécu, cet établissement eût été sans doute un des plus beaux de l'Allemagne, tant par l'excellence intrinsèque que par la magnificence extérieure des livres. Plusieurs éditions charmantes en sont sorties. Nous mentionnerons en outre les *Recentiorum poetarum selecta carmina* ed. C. P. Frobel (1821-23, 4 v.) (1), dans lequel le mérite de l'éditeur le disputait à celui du typographe; les *Contes Nouvelles* de Lafontaine, 2 v. in-8°, 1822 et 23; le *Diable bleux* de Lesage, 2 vol. in-8°, 18

(1) Cette édition contient ce 1^{er} An. Secundi A. An. Omeri Epigrammatum delectus (C. L., 16 2^e Hier. Vitis. Scythia. Iodas, C. Marini) Androphorus (C. H., 1822); 3^e Luc. Casti. trancha. Bignone. cum. Hag. Gra. Jona. de. cuncti Sylva (C. H., 1822); 4^e Eubani. Nodum triumphans. Gra. Buchmanni Paris. La. lu 16, sur velin et impression en rouge.

Mais le docte libraire mourut le 15 mars 1824, et depuis long-temps le triste état de sa santé, en le rendant incapable de tout travail sérieux, forçait ses amis eux-mêmes à faire des vœux plutôt pour sa prompte mort que pour la continuation de son agonie. On a de Frœbel : I. Une édition du *Catilina de Salluste*, à l'usage des classes, Rudolstadt, 1820, in-8°; et une traduction du même ouvrage en allemand, *ibid.*, 1821, in-8°. II. *Essai sur les conditions à l'aide desquelles la mission du libraire peut prendre une forme à la hauteur du siècle*, etc., *ibid.*, 1820, in-8°. III. *Ode à la joie*, traduite de l'allemand de Schiller (en français), *ibid.*, 1810, in-8°.

P—OT.

FROGER (LOUIS-JOSEPH), né à Bessé (Sarthe), en 1752, fut nommé, en 1792, député à la Convention nationale, et vota la mort de Louis XVI, sans appel et sans sursis; mais par faiblesse de caractère, par entraînement, car sa résolution avait d'abord été contraire; il en a souvent témoigné le regret dans le cours de sa vie. Sa carrière politique finit avec la fameuse assemblée dont il avait fait partie. Retiré à Vendôme, il y mourut le 8 mars 1821, âgé de soixante-sept ans. Il n'avait point signé l'acte additionnel pendant les cent-jours, et il conserva par ce moyen l'autorisation de rester en France. Son existence dans la ville qui fut sa dernière résidence était obscure et presque ignorée.

L—r—E.

FROIDOUR (LOUIS DE), seigneur de Serilly, lieutenant-général au bailliage de la Fère, est du petit nombre de ceux qui, par leurs travaux pratiques et des écrits destinés à en propager la connaissance, ont pour ainsi dire créé, les premiers en

France, la science des eaux-et-forêts. Originaire du Languedoc, il fut envoyé en 1667, dans la grande-maîtrise de Toulouse, en qualité de commissaire-député pour la réformation des forêts. Il parcourut successivement les généralités de Toulouse, de Bordeaux et de Montauban, visita toutes les forêts pour les soumettre à un régime mieux entendu, et dressa des procès-verbaux de leur aménagement, qui eurent force de loi, jusqu'à la publication de l'ordonnance de 1669. Ce fut principalement sur les Mémoires qu'il fournit au ministère que Colbert fit rédiger cette ordonnance si sage, dont les dispositions n'ont cessé d'être en vigueur qu'au moment de la promulgation du Code forestier qui nous régit, et dans lequel on ne trouve pas toujours la même uniformité de vues. Froidour mourut en 1685. Il a publié : I. *Instruction pour la vente des bois du roi*, Toulouse, 1668, in-8°. Ce livre est composé en grande partie des procès-verbaux de visites que l'auteur avait faites dans les forêts dépendant de la grande-maîtrise de Toulouse. La dernière édition, qui est très-belle, a été donnée en 1759, Paris, in-4°, fig., par M. Berrier, maître des eaux et forêts des bailliages de Meaux, Crécy et Château-Thierry, qui a enrichi l'ouvrage de notes substantielles, quoique concises. II. *Règlement concernant les forêts du pays de Bigorre*, Toulouse, 1685. Janet le jeune, dans sa Bibliothèque des auteurs qui ont traité des matières forestières, bibliothèque, d'ailleurs, très-incomplète (1), recommande cet ouvrage. III. *Lettre à M. Barillon, contenant la relation et la descrip-*

(1) *Lois forestières*, par Pocquet, t. 2, § 414, p. 414 et 415.

tion des travaux qui se font en Languedoc, pour la communication des deux mers, Toulouse, 1674, in-8°, fig. Après avoir rendu compte du dessein général et de l'exécution du canal de Languedoc, l'auteur, dans deux autres lettres, informe Barillon, intendant de Picardie, son ami, des progrès et de la réussite des travaux entrepris sous la direction de Riquet. Sa narration est des plus nettes et doit inspirer d'autant plus de confiance qu'il était en relation avec Riquet lui-même. Les figures jointes à l'ouvrage « rendent très-palpables et très-sensibles les choses qui y sont détaillées et circonstanciées. » (*Avertissement*, p. 144.) Froidour avait écrit la relation de son voyage dans les Pyrénées, en 1667, mais elle n'a pas été publiée (2). L.—m.—x.

FROISSARD - BROISSIA (JEAN-IGNACE DE), l'un des bien-faiteurs de son pays, né vers 1620, à Dôle, était issu d'une ancienne et noble famille de Franche-Comté, qui a fourni deux premiers présidents et plusieurs chevaliers d'honneur au parlement de la province, mais distinguée, moins encore par la fortune et les dignités que par des vertus héréditaires. Ayant embrassé l'état ecclésiastique, il fut successivement pourvu de plusieurs bénéfices, entre autres, de l'abbaye de Charlien, dont il consacra les revenus au soulagement des pauvres, ne se réservant pour lui-même que le strict nécessaire. Chanoine de l'insigne chapitre de Besançon, il avait su mériter la confiance de ses confrères, qui le députèrent, en 1680, à Rome, pour y défendre leurs privi-

lèges. Les talents et l'habileté qu'il montra dans cette négociation lui valurent l'estime du pape Innocent XI, qui le décora du titre de son camérier. De retour à Besançon, il fut revêtu de la dignité de grand-chantre, l'une des plus éminentes du chapitre, et mourut en 1694. Il est le fondateur de la maison des orphelins, établie à Dôle, en 1689, pour dix-huit jeunes clercs, nobles ou non nobles, nés dans le comté de Bourgogne, qui doivent y être reçus et élevés gratuitement. Un de ses parents, voulant s'associer à cette œuvre charitable, fit les fonds de sept nouvelles bourses destinées aux enfants des bourgeois de Dôle, de Sellières et de Broissia, à l'exclusion de tous autres. La révolution, qui a détruit tant de pieux établissements, a rasé la maison des orphelins de Dôle; mais les élèves sont obligés d'apporter un trousseau, les revenus ne suffisant plus à leur entretien. — *Charles FROISSARD DE BROISSIA*, neveu du précédent, ayant embrassé la règle de saint Ignace, fut envoyé par ses supérieurs dans les missions de la Chine; il y forma six nouveaux établissements de néophytes, entre autres celui de King-to-Tching, qu'il soutint et dirigea plusieurs années avec un zèle apostolique, aidé des secours que lui envoyait le marquis de Broissia, son frère. Ses travaux continuels ne l'empêchaient pas de s'appliquer à l'étude des livres chinois, et il y avait fait de grands progrès. Il mourut d'une fièvre maligne, le 18 septembre 1704, à deux journées de Pékin, où ses restes furent transportés avec une pompe religieuse. On trouvera des détails intéressants, sur les vertus et les travaux de ce pieux missionnaire, dans la *Lettre* du P. d'Entrecolles au marquis de

(2) Bibliothèque historique de la France, intitulé, tome 1, n° 5350. Le voyage était dans la Bibliothèque de M. Foucault, qui a été vendue.

Broissia, insérée dans le *Recueil des lettres édifiantes*, édit. de Querbenf, XVIII, 56. — Le chevalier de Broissia, de la même famille, a traduit de l'italien : *Traité de la pauvreté des chevaliers de Malte*, par le P. Caravita, prieur de Lombardie, Besançon, 1726, in-4°. W—s.

FROMENT (FRANÇOIS - MARIE), l'un des partisans les plus zélés de la monarchie des Bourbons, fut aussi l'un de ceux qui eurent le plus à s'en plaindre. Né à Nîmes, le 9 juin 1756, d'une de ces familles dont l'attachement héréditaire à la foi catholique soutenait depuis plusieurs siècles une lutte acharnée contre le protestantisme, il se jeta, avec toute l'énergie de son caractère, dans les dissensions qui éclatèrent à Nîmes aux premiers jours de la révolution. Il était alors receveur du clergé et des domaines du roi, ce qui ne lui valait pas moins de quinze mille francs de rente, et ce qui devait lui attirer, de vives attaques de la part des révolutionnaires. Il se défendit avec beaucoup de force ; et ne se voyant point assez soutenu, il se rendit à Turin, dès la fin de 1789, auprès du comte d'Artois, qui venait d'émigrer. Ayant fait connaître à ce prince tout ce qui se passait dans le Languedoc, il réussit à l'intéresser en faveur des royalistes de cette contrée, et il reçut de lui, avec le titre de *commandant*, des instructions et des pouvoirs, pour organiser la province dans le système de la contre-révolution. Revenu bientôt à Nîmes, il y prit part à toutes les entreprises des royalistes, notamment aux adresses, aux déclarations qui furent envoyées au roi et à l'assemblée nationale, pour le maintien de la religion catholique

et de l'autorité monarchique, et il composa plusieurs brochures dans ce sens. Mais les succès de la révolution se développaient de jour en jour davantage, et les forces des protestants, bien qu'ils fussent les moins nombreux, augmentaient en même temps. Le 13 juin 1790, ce parti ayant réuni toute la population des villages environnants, osa attaquer ouvertement les royalistes ou catholiques de Nîmes, que commandait Froment. Surpris et désarmés, ceux-ci essayèrent un horrible massacre, où huit cents des leurs périrent, et dans lequel leur malheureux chef perdit un de ses frères. Lui-même, attaqué dans sa maison, n'eut que le temps de s'enfuir et de gagner le port d'Aigues-Mortes, d'où une nacelle le transporta à Nice. Ce fut de là qu'il écrivit à Turin, au frère de Louis XVI, qui le manda aussitôt auprès de sa personne, et lui donna toute sorte de secours et de consolations. Tous les gentilshommes du Languedoc, qui se trouvaient dans cette capitale, se réunirent pour l'admettre dans leur ordre ; et il lui fut expédié des lettres de noblesse, que plus tard Louis XVIII a confirmées en le nommant secrétaire de son cabinet. Froment composa alors un récit de ce qui s'était passé à Nîmes, sous le titre de *Mémoire historique et politique, contenant la relation du massacre des catholiques de Nîmes, en juin 1790, et des réflexions sur les événements qui l'ont amené*. Cet écrit, fort curieux pour l'histoire, est devenu très-rare. Il fut cependant imprimé dans le temps à Monaco, à Nîmes, à Lyon et dans d'autres villes. Après quelques mois de séjour à Turin, Froment se rendit à Coblenz, où il reçut, des frères de Louis XVI, de nouveaux encour-

ragements et une mission importante pour Naples et l'Espagne, mais dans laquelle il eut peu de succès, contrarié qu'il était par d'autres émigrés, notamment d'Entraigues, et surtout par les intrigues des puissances du Nord, dont il s'est plaint amèrement dans tous ses écrits. Il comprit dès-lors leur véritable but à l'égard de la France, et il l'a signalé, avec beaucoup de sagacité et d'énergie, dans un mémoire fort remarquable qu'il remit au roi Louis XVIII, à Vérone, le 23 septemb. 1795, et qui fut imprimé depuis sous ce titre : *Observations sur la Russie, relatives à la révolution de France et à la balance politique de l'Europe*, oct. 1815 (sans nom d'imprimeur). Froment remplit encore plusieurs missions des princes français en Allemagne, en Russie et en Angleterre, et lorsque le parti royaliste cessa entièrement d'agir sur tous les points de l'Europe, ne pouvant rentrer en France, où il était resté nominativement proscrit, par tous les gouvernements révolutionnaires, il vécut à Londres, d'une modique pension, et ne revint en France qu'en 1814, en même temps que Louis XVIII. Après tant de périls et d'agitations, il crut sincèrement alors que la Terre-Promise lui était enfin ouverte, qu'il n'aurait plus de vœux à former, et que le moins qu'on pût faire pour lui, c'était de l'établir, avec un bon traitement, dans ses fonctions de secrétaire du cabinet du roi. Mais M. de Blacas se trouvait là, et l'on sait qu'il n'était pas possible alors, sans sa permission, d'obtenir du roi la moindre faveur, ni même d'approcher de sa personne. Froment éprouva donc le même sort que beaucoup d'autres, et ce qui, pour lui, fut encore plus affligeant, c'est qu'il ne réussit pas

niens auprès de son ancien protecteur le comte d'Artois, qui lui avait dit à Turin, en 1790, avec tant de grâce : *N'eussé-je qu'un petit écu, mon cher Froment, nous le partagerions...* Après beaucoup de démarches et de sollicitations, le pauvre Nimois apprit, enfin, que son titre de secrétaire du roi n'était qu'honoraire, et que celui de *commandant des royalistes du Languedoc*, qu'on lui avait donné au temps du péril, et qu'il avait regardé comme un brevet de colonel au moins, n'était pas même un grade militaire. Ainsi, il n'obtint ni le grade de colonel, ni la croix de Saint-Louis qu'il demandait; et, loin de pouvoir remplir ses fonctions de secrétaire du cabinet du roi, il ne lui fut pas même permis d'approcher un seul jour de S. M. Tout ce qu'il obtint, ce fut une pension *alimentaire* de sept cents francs. Retrouvant alors toute son énergie languedocienne, il adressa à tous les pouvoirs, et au roi lui-même, de véhémentes réclamations. Mais tout fut inutile, on cessa même de lui répondre. Alors il fit imprimer ses mémoires, ses requêtes; enfin, il attaqua le frère du roi lui-même devant les tribunaux, en remboursement d'avances positives. Toutes ces plaintes, toutes ces récriminations restèrent encore sans effet; et Froment n'eut pas même la plus petite portion de ces trente millions qui furent donnés par un décret à la famille royale pour payer ses dettes. « N'est-ce pas une dette que vous avez contractée envers moi? dit-il hautement; c'est par vos ordres et sur votre mandat que j'ai sacrifié ma vie et tout ce que j'avais de biens!... » Ce malheureux ne pouvait se faire à l'idée

d'une contre-révolution opérée au profit de la révolution ; et dans sa douleur, il se répandait en invectives contre les rois et leurs ministres, qu'il accusait de cette monstruosité. Ce qui est assez remarquable, c'est qu'il avait fini par devenir un des admirateurs les plus prononcés de Napoléon et de son gouvernement. « C'est celui-là, disait-il, qui savait « récompenser et punir ; c'est celui-là qui entendait la monarchie. Ils « ne font que démolir ce qu'il avait « bâti... » En cela Froment pouvait bien avoir quelque raison, mais il parlait dans le désert ; ses discours n'étaient entendus que d'un petit nombre d'amis, et les brochures qu'il faisait imprimer avec son dernier écu, et qu'il distribuait gratis, étaient à peine lues. Nous doutons même que les ministres ou les rois qu'il y attaquait avec tant d'amertume en aient jamais entendu parler. Ce qu'il y a de bien sûr, c'est que leur repos n'en fut point troublé, et qu'ils n'en firent pas de moins bonnes digestions, tandis que le pauvre hère mourut à la peine, dans un triste réduit, à Paris, l'an de grâce 1825, et le 1^{er} du règne de Charles X. Ses ouvrages imprimés sont, outre ceux que nous avons cités : I. *Recueil de divers écrits relatifs à la révolution, par M. Froment, secrétaire du cabinet du roi*, oct. 1815 (sans nom d'imprimeur). Il n'a paru de ce recueil qu'un premier vol., où se trouvent : 1^o un *Précis de mes opérations pour la défense de la religion et de la royauté pendant le cours de la révolution* (ce *Précis* ne va que jusqu'en 1795 ; la suite, que l'auteur avait annoncée, n'a point paru) ; 2^o *Observations sur la Russie* (Voy. ci-dessus). II. *Réponse de M. Froment, secré-*

taire du cabinet du roi, à deux lettres des 15 avril et 6 août 1817, de M. le maréchal duc de Feltre, ministre et secrétaire d'état au département de la guerre; vol. in-8°, 10 août 1817. III. *Lettre à M. le marquis de Fouchault, colonel du génie, secrétaire de la commission des anciens officiers*. (C'était une réutation du rapport d'après lequel on avait refusé à Froment le grade de colonel et la croix de Saint-Louis.) IV. *Lettre à M. le marquis Dessolle, président du conseil des ministres*. Froment a indiqué, dans cet écrit, véritablement curieux, tous les symptômes de l'influence étrangère sur le gouvernement de Louis XVIII. Il a encore fait imprimer, dans le même temps, une Consultation d'avocats, une requête et un factum pour son procès contre MONSIEUR, comte d'Artois. On lui a faussement attribué des *Idées militaires sur la composition des régiments d'infanterie*. Froment n'avait pas la moindre idée sur la composition d'une troupe militaire quelconque ; et, si les Bourbons eurent quelque tort envers lui, ce n'est certainement pas d'avoir refusé de le faire colonel. M—dj.

FROMENT (JEAN-BAPTISTE), général français, né le 16 mars 1770, s'enrôla fort jeune dans un bataillon de volontaires, où il parvint au grade de capitaine. Il devint ensuite l'aide-de-camp du général Pannetier, et se distingua particulièrement à la bataille d'Eylau (1807), où il mérita le brevet de chef de bataillon. Nommé adjudant-commandant, il passa en 1808 à l'armée d'Espagne, et continua à s'y faire remarquer par son courage. Au combat de Comillos, en 1812, il fut brave jusqu'à l'aurore. Ce fut son dernier fait d'armes

sous le drapeau français. En 1814, le roi le nomma chevalier de Saint-Louis et officier de la Légion-d'Honneur ; mais ayant servi Napoléon pendant les cent-jours de 1815, comme chef d'état-major d'une division, il fut mis à la retraite après la seconde restauration. La révolution de 1830, à laquelle il avait concouru de tout son pouvoir, le rétablit dans ses fonctions ; et le nouveau gouvernement l'envoya bientôt en Portugal, pour y défendre la cause de l'empereur dom Pédro. Il commanda dans cette contrée un corps de Français auxiliaire, avec le grade de général de brigade ; et obtint, de la part de dom Pédro, une grande confiance. Mais atteint d'une grave maladie, il revint en France pour s'y rétablir ; et, en partant, il reçut de l'empereur la mission d'enrôler tous les officiers sans emploi qui voudraient se rendre en Portugal, avec la promesse d'un grade supérieur. Il en amena ainsi un grand nombre ; mais dom Pédro refusa de confirmer les promesses que Froment leur avait faites en son nom, ce qui causa à ce général beaucoup de mécontentement. Il fit à l'empereur lui-même des plaintes très-amères sur ce manque de parole, et n'en ayant reçu que de froides et insignifiantes réponses, il l'apostropha si vivement, que le prince en colère alla jusqu'à lui donner un soufflet. Froment, se regardant comme déshonoré, rentra chez lui et se tua d'un coup de pistolet. Cet événement pouvait avoir des conséquences fâcheuses pour la cause de dom Pédro ; et, pour les éviter, on répandit que Froment s'était tué dans un accès de folie. Z.

FRONDEVILLE (THOMAS-LOUIS-CÉSAR-LAMBERT, marquis de), naquit à Lisieux, en 1756,

d'une famille noble, mais peu riche. Ses études furent dirigées vers la jurisprudence ; et, après avoir été reçu avocat à Rouen, il devint conseiller au parlement de cette ville. Ses connaissances étendues l'y firent bientôt remarquer. Il acheta une charge de président à mortier, qu'il occupait lorsque la révolution française éclata en 1789. Frondeville avait été nommé depuis aux états-généraux par la noblesse du bailliage de Rouen. Il montra toujours dans l'assemblée qui s'était déclarée nationale et ensuite constituante, le zèle le plus ardent pour la monarchie. Du reste, ses opinions, un extérieur avantageux et des manières très-agréables, lui procurèrent alors beaucoup de succès dans le grand monde de Paris. Le 11 novembre de cette année (1789), il défendit avec autant d'adresse que de sensibilité et de convenance la chambre des vacations de la cour souveraine à laquelle il appartenait, chambre qui était signalée comme s'opposant ouvertement à l'exécution des décrets de l'assemblée nationale. Le succès toutefois ne couronna pas ses efforts. Le 9 janvier 1790, ce fut la chambre des vacations du parlement de Rennes, accusée du même genre de désobéissance, dont il se constitua le défenseur. Le 8 août, lorsque Alexandre de Lameth s'éleva contre la résistance persévérante de l'ancienne magistrature aux progrès de la révolution, Frondeville demanda la suppression de toutes les chambres des vacations, afin de les délivrer des persécutions qu'elles éprouvaient. L'assemblée nationale ayant créé un comité des recherches qui, plus tard, a donné naissance, aux deux comités de sûreté générale et de salut public de la Convention, et Bonne-Savardin ayant été,

en vertu des ordres de ce comité, arrêté comme conspirateur, Frondeville parla en faveur de l'accusé, et en même temps il attaqua avec force l'existence de la nouvelle inquisition d'état. A cette occasion il témoigna l'indignation la plus vive de ce que, depuis six mois, les assassins parcouraient librement l'enceinte de la capitale, et ajouta, en se tournant vers Mirabeau et ceux de ses collègues qu'on accusait d'avoir été les promoteurs des journées des 5 et 6 oct., qu'ils se trouvaient peut-être même assis parmi les députés. A ces mots, une grande portion de l'assemblée se souleva, et il fut censuré. Il publia bientôt un écrit avec cette épigraphe : *Dat veniam corvis, vexat censura columbas*, où il déclarait s'honorer de la censure ; et le 21, protégé par l'indulgente bienveillance de Bonnay, alors président, défendu avec une énergie qui alla jusqu'à l'emportement, par Faucigny (*Voy.* ce nom, LXIV, 12), il fut condamné aux arrêts dans son domicile pour huit jours. Le 25 mai 1791, il s'opposa à ce qu'Avignon fût réuni à la France. Son nom figure parmi les signataires des protestations des 12 et 13 sept. de la même année. Il émigra après les derniers travaux de l'assemblée constituante, et ne tarda pas à se marier en Angleterre, où il s'était retiré. Il rentra après le 18 brumaire, et il vivait loin des affaires publiques, quand le retour de Louis XVIII le remit en mesure de servir son pays. Il fut en effet envoyé comme préfet dans le département de l'Allier, en 1814, et suivit le roi à Gand, lors des événements de mars 1815. Il fut nommé, dans le courant de cette même année, conseiller d'état honoraire. On assure que lorsqu'il fut

question, au second retour des Bourbons, d'ajouter à la liste des pairs de France, Louis XVIII, qui laissait une très-grande latitude à M. de Talleyrand pour les nouveaux choix à faire, se prononça de la manière la plus formelle en faveur de Frondeville, le désignant ou plutôt le nommant lui-même, ce qui permet de croire à beaucoup de pensées d'exil communes entre le monarque et le sujet constamment fidèle, constamment dévoué, et aussi à des services rendus postérieurement en France, dans l'intérêt de la royauté, long-temps absente. Frondeville était donc revêtu de cette dignité lorsqu'il mourut à Paris, le 13 juin 1816. Il n'a pas laissé d'autre postérité qu'une fille. On a imprimé après sa mort (Paris, 1820) : *De la conspiration qui a obligé Louis XVIII de quitter son royaume, et publication d'une pièce inédite, découverte en 1787, dans une loge de francs-maçons de Venise*, in-8° de 68 pages. — F. —

FRONTIN (CLAUDE), poète latin, né dans le 16^e siècle, à la Rivière, près de Pontarlier, embrassa l'état ecclésiastique, et s'étant lié d'une étroite amitié avec Gilbert Cousin (*V.* ce nom, X, 123), il l'aïda de tout son pouvoir dans son projet de ranimer le goût des lettres dans le comté de Bourgogne. Il fut l'un des premiers professeurs et chapelain de l'école que Cousin avait établie à Sirod, et où les plus grands seigneurs de la province s'empresèrent d'envoyer leurs enfants. En 1546, il fit un voyage à Bâle, et il eut beaucoup à se louer de l'accueil qu'il y reçut de Basile Hérold, d'Oporin et de plusieurs autres savants qui faisaient alors l'ornement de cette ville. Quelques mois après, il fut pourvu de la

cure de la Rivière. Les devoirs que lui imposait cette place ne l'empêchèrent pas d'entretenir une correspondance littéraire avec Cousin, Hugues Babel (*V. ce nom*, LVII, 3), qui venait de rentrer à l'académie de Louvain, Claude Marius, et tous les autres Franc-Comtois qui partageaient son amour pour l'étude. Il adressa, vers 1557, à Cousin un exemplaire qu'il venait de recevoir de la *Cité de Dieu* de saint Augustin, avec le *commentaire* de Thomas Valois et Nicolas Trivet. Cousin le lui renvoya quelques jours après, avec les *remarques* qu'il avait faites sur ce commentaire. Elles sont insérées dans le recueil de ses *œuvres*, II, 71, précédées d'une lettre à Cl. Frontin. On ignore la date de la mort de ce poète; mais elle est certainement antérieure à l'année 1566. Outre quelques pièces de vers dans les *poésies* de Cousin, on a de Claude Frontin : *Epigrammata et poemata*, Bâle, Parcus, 1556, in-8°. Ce vol. cité dans la *Bibliotheca classica* de Draud, p. 1141, est si rare, qu'on n'a pas encore pu en découvrir un seul exemplaire. — FRONTIN (*Anatole*), neveu du précédent, fut le disciple de Cousin; après avoir fini ses humanités, il alla suivre les cours de l'académie de Bâle. On sait qu'il étudiait le droit dans cette ville en 1560; et il annonçait le projet de se faire recevoir docteur. A cette époque ses liaisons avec Oporin et le fameux Collius-Secundus Curion avaient ébranlé les fondements de sa croyance. Il finit par embrasser la réforme, et devint l'un des chapelains de l'amiral de Coligny. On conjecture que Frontin fut une des victimes de la Saint-Barthélemy, en 1572. Ce qu'il y a de certain,

c'est qu'il périt malheureusement dans un âge peu avancé. Outre des *poésies latines* dans les *œuvres* de Cousin, on a d'Anatole : *Tabellæ oratoriarum inventionis : hoc est, locorum omnium ex quibus tractandæ et exaggerandæ orationis materia depromitur, dispositio*, Bâle, 1560, in-8°, petit vol. très-rare. Il en existe un exemplaire à la bibliothèque du roi. W—s.

FROSSARD (BENJAMIN-SIX-MONN), pasteur protestant et écrivain moraliste, naquit à Nyon en Suisse, en 1754. Il commença ses études auprès d'un pasteur d'Allemagne, et les termina dans l'académie de Genève. Lyon fut la première église qu'il desservit, et il y continua ses fonctions jusqu'à l'époque du trop fameux siège de cette ville. En 1784, il avait fait un voyage en Angleterre, et il y devint l'ami de plusieurs illustres philanthropes. A son passage à Oxford, on lui conféra le titre de docteur en droit, distinction extrêmement rare, surtout envers un étranger, et dont il se compt toujours à rappeler l'honneur. Le pasteur Frossard chercha surtout, en visitant la Grande-Bretagne, à associer son nom et ses efforts à ceux des amis de l'humanité qui plaidaient contre la traite des noirs, genre de brigandage alors légal. Aussi, dès son retour en France, il publia : *La Traite des nègres portée au tribunal de la raison, de la politique et de la religion*, avec planches, Paris, 1789, 2 vol. in-8°. C'est ici que l'auteur fit voir pour la première fois à la France cette horrible coupe ou planche de la cale d'un navire de traite, où les noirs sont enchaînés de manière à former une masse presque compacte de chair humaine. Sous le point de

vue politique comme sous le point de vue moral, la question y est bien traitée; on trouve dans cet ouvrage beaucoup de documents utiles et de faits souvent présentés avec éloquence. Il en existe des traductions hollandaises et allemandes. Frossard a donné aussi une traduction complète et fort estimée des *Sermons de Hugh Blair*, 5 vol. in-8°. La révolution vint interrompre sa carrière pastorale, et l'entraîna à se mêler de commerce, genre d'occupation où il ne réussit pas. Il coopéra avec Rabaut, le jeune, à la rédaction des articles organiques des cultes réformés en France, en 1802, et dès ce temps il prépara les voies pour l'érection d'une faculté de théologie protestante française. En 1809, il fut envoyé à Montauban pour mettre à exécution le décret impérial qui fondait une faculté dans cette ville, et, en 1810, la faculté fut installée. Il resta doyen, pasteur, et professeur jusqu'en 1815, époque à laquelle la réaction politique le fit destituer des deux premières places. Plus tard, le gouvernement de Louis XVIII répara cette injustice en se montrant disposé à confirmer de nouveau, en 1817, la vocation à la place de pasteur que son ancien tronçon et consistoire de Montauban lui adressèrent. Néanmoins le vieux ministre, songeant à ses cheveux blancs, ne voulut pas remonter en chaire. Il refusa, et écrivit au consistoire de Montauban, le 12 janvier 1818, ces paroles judicieuses: « J'ai été jugé par mes pairs; » j'ai été déclaré innocent; je suis « assez vengé des fanatiques et des méchants. » Il remplit ses devoirs de professeur à la faculté de Montauban, jusqu'à sa mort, qui arriva le 3 janvier 1830, après cinquante-

quatre ans de ministère sacré. Ses efforts zélés et fructueux pour l'abolition de la traite des noirs, et plus spécialement les soins infinis qu'il se donna pour la fondation de la faculté protestante de Montauban, ont assuré à sa mémoire la reconnaissance des protestants français. Le pasteur Frossard avait un genre de prédication digne et imposant. Outre les ouvrages dont nous avons parlé, il a publié des *Observations sur l'éloquence de la chaire*. Lyon, 1787, in-8°, et a donné la traduction suivante d'un ouvrage de Wilberforce: *Le christianisme des gens du monde mis en opposition avec le véritable christianisme*, traduit de l'anglais, Montauban, 1821, 2 vol. in-8°. Voyez des *Notices sur B. Frossard*, *Revue protestante*, Paris, 1830, p. 88; *Religion et Christianisme*, Nîmes, 1830, p. 145.

C—Q—L.

FRULLANI (LÉONARD), né en 1756, à Saint-Jean-alla-Vena, en Toscane, reçut sa première éducation sous la direction de l'abbé Jules, son oncle paternel. S'étant rendu à Pise, il y étudia le droit, prit le grade de docteur, et fit son stage près de l'auditeur Veraaccini. Ayant quelque difficulté à parler, il ne put suivre le barreau; mais profondément versé dans la science des lois, il obtint beaucoup de succès par ses consultations. Lorsque l'archiduc Léopold, grand-duc de Toscane, fut appelé, en 1788, à succéder à son frère l'empereur Joseph II, il chargea Frullani de rédiger l'acte d'abdication de la couronne grand-duc de Toscane en faveur de son fils Ferdinand III. Ce prince, qui connaissait la capacité de Frullani, le nomma, en 1794, auditeur au tribunal de Livourne pour la direction de la justice commer-

ciale. Après le départ du gouverneur Seratti, il fut chargé pendant plusieurs mois du gouvernement politique de cette ville, jusqu'à l'arrivée du général Spannocchi; et, en 1796, lorsque l'armée française, sous les ordres de Bonaparte, eut envahi tout le littoral, Frullani fut nommé auditeur du gouverneur, et rendit alors de grands services au commerce et à la banque. En 1798, il pourvut aux exigences de la flotte napolitaine, et l'année suivante il maintint la tranquillité pendant l'occupation de cette ville par les Français, qui ne l'évacuèrent qu'au mois de juillet, après la bataille de la Trébia livrée par Souwarow. L'ingratitude de ses concitoyens détermina Frullani à se retirer à Florence, où il fut nommé, en 1800, directeur intime des finances. Bientôt la bataille de Marengo ayant de nouveau rendu les Français maîtres de la Toscane, il émigra à Rome où il resta jusqu'à la paix de Lunéville, qui appela l'enfant don Louis de Parme au trône d'Etrurie. Sous ce nouveau roi, Frullani fut président de la consulta et conseiller intime de finances et de guerre. Lorsqu'en 1808, l'Etrurie, c'est-à-dire la Toscane, fut réunie à l'Empire français, il remplit les fonctions de président à la cour criminelle de Florence; mais cette place répugnait à son cœur, parce qu'elle le forçait de prononcer fréquemment, d'après les lois françaises, des condamnations à mort dans un pays où l'application de cette peine était très-rare (1), et même sans l'intervention du jury, qui ne fut pas accordée aux départements au delà des Alpes.

(1) Le grand-duc de Toscane Léopold, par un édit du 30 novemb. 1786, avait aboli la peine de mort; mais il fut malgré lui forcé de la rétablir par une loi du 30 juin 1790, disposition confirmée par l'édit du 30 août 1795.

Aussi Frullani accepta-t-il avec empressement la présidence de la cour prévôtale, instituée pour juger en appel les affaires de confiscation et de contrebande. Enfin il fut accueilli avec bonté en 1815, par son ancien souverain le grand-duc Ferdinand III, que le traité de Vienne venait de réintégrer dans ses états. Ce prince le chargea de projets de lois organiques, et le nomma directeur des finances et de la dépositerie. Frullani mourut à Florence le 13 juin 1824. Il était membre de l'Académie de la Crusca — **FRULLANI (Julien)**, mathématicien, fils du précédent, naquit en 1795, à Livourne, où son père remplissait les fonctions d'auditeur; il fut amené fort jeune à Florence, lorsque son père y vint occuper la place de président de la consulta. Doué des dispositions les plus rares, il se plaisait, dès l'âge de huit ans, dans la société des savants et des artistes, qu'il étonnait par la sagacité de ses questions et la force de ses raisonnements. Il fut initié dans les sciences mathématiques par le professeur Pieraccioli, qui avait reçu l'hospitalité dans la maison de Frullani. Ses premières études terminées il vint à l'Athénée de Pise, où il eut pour maîtres le mathématicien Paoli et le physicien Gerbi, sous lesquels il fit de grands progrès. Le gouvernement français ayant créé dans cette ville, en 1808, une école normale sur les mêmes bases que celle de Paris, Frullani y fut admis, et, à l'âge de dix-sept ans, devint répétiteur de mathématiques. Il avait retrouvé dans cet établissement Gerbi, qui en était directeur, et Pieraccioli, sous-directeur. En 1815, après le retour du grand-duc de Toscane, Ferdinand III, Frullani obtint une chaire de mathématiques.

à l'université de Pise, en remplacement de Paoli, appelé à la direction de l'instruction publique; et l'année suivante il fut admis à la société italienne des quarante, pour ses recherches sur les séries et l'intégration des équations de différents degrés. Membre de la commission chargée par Ferdinand de proposer les moyens de répartir l'impôt sur des bases plus équitables, il s'acquitta de cette tâche avec une telle capacité, que le grand-duc le nomma directeur-général de la conservation du cadastre et du bureau des ponts et chaussées. Il dut alors renoncer à l'enseignement pour venir habiter Florence, et il y mourut le 25 mai 1834. Frullani était chevalier des ordres du Mérite et de Saint-Etienne. Outre quelques manuscrits sur le cadastre, on a de lui cinq *Mémoires* sur des questions de mathématiques dans le *Recueil* de la société italienne, tom. XVIII, XIX et XX. M. Rosini, professeur à l'université de Pise, auteur de la *Monaca* et d'autres écrits, a publié l'*Eloge* de Frullani; son collègue et son ami, Pise, 1835, in-8°. G—c—v et W—s.

FRUNDSBERG. V. FRONSBERG, XVI, 115.

FUALDÈS (ANTOINE-BERNARDIN), magistrat, dont le nom serait resté dans l'oubli sans l'horrible catastrophe qui termina sa vie, était né le 10 juin 1761, au Mar-de-Barrez, petite ville du Rouergue. Après avoir achevé ses premières études avec distinction au collège de Rodez, il suivit les cours de droit à la faculté de Toulouse et se fit recevoir avocat au parlement. Connu dans le barreau d'une manière avantageuse, il adopta, comme la plupart de ses confrères, les principes de la révolution, et fut élu procu-

reur-syndic du district de Mar-de-Barrez, puis membre de l'administration centrale de l'Aveyron. Dans la fatale année 1793, il eut le malheur d'être désigné l'un des jurés du tribunal révolutionnaire à son organisation; mais dans le procès de Castine, ayant voté pour l'acquiescement, il fut, à sa sortie du tribunal, poursuivi par la populace, et contraint de quitter Paris. Il se tint caché pendant tout le temps que dura le régime de la terreur. Plus tard il rentra dans l'ordre judiciaire, fut nommé juge au tribunal civil de Rodez, puis accusateur public près le tribunal criminel. Cette place ayant été supprimée, il entra à la cour criminelle de l'Aveyron, après le 18 brumaire; et lors de la réorganisation des tribunaux, en 1811, il fut nommé procureur impérial près la même cour. Admis à la retraite en 1816, il faisait ses dispositions pour quitter Rodez et retourner au lieu de sa naissance, lorsqu'il périt victime d'un attentat dont les circonstances ont retenti dans toute l'Europe. Quelques dettes qu'il avait contractées pour l'éducation et l'établissement de son fils unique, l'avaient mis dans la nécessité de vendre un domaine dont il consentit à recevoir le prix en effets de commerce. Une somme de vingt-six mille francs, qui lui restait due sur ce domaine, lui fut comptée par l'acquéreur, le 18 mars 1817, et, dès le lendemain, il s'occupa de réaliser ses billets. Un rendez-vous lui fut assigné le jour même, à huit heures du soir, pour terminer cette opération. Il s'y rendait, son porte-feuille sous le bras, lorsqu'à l'entrée de la rue des Hebdomadiers, il fut saisi par des hommes apostés,

qui lui mirent un bâillon sur la bouche, et l'entraînèrent dans une maison connue de tout Rodez pour un lieu suspect. C'était la maison Bancal. Là se trouvaient réunis les chefs du complot, dont les autres n'étaient que les misérables instruments. L'un d'eux le força de signer des billets pour une somme de quinze à vingt mille francs; puis, aidé de ses complices, il l'étend sur une table et l'égorge avec un couteau de boucher; le sang de la victime est recueilli dans un baquet par la femme Bancal, qui le fait manger à un cochon. Le corps est ensuite roulé dans un drap et une couverture de laine, placé sur deux barres, et, vers les dix heures du soir, jeté dans l'Aveyron. Mais ce corps privé de sang est reporté sur la grève, où, dès le matin, les habitants de Rodez vont le reconnaître. Diverses circonstances ne tardèrent pas à signaler comme les principaux auteurs de ce crime Bastide-Grammont, parent et filleul de Fualdès, et Jausion, beau-frère de Bastide, banquier, avec lequel le malheureux Fualdès était depuis long-temps en relation d'intérêts. Ce ne fut pas sans étonnement que l'on vit planer une telle accusation sur deux hommes qui, jusque-là, avaient joui de l'estime publique, et qui tenaient aux premières familles du pays. Mais les journaux de Paris, qui ne rêvaient alors que réactions sanglantes, tentèrent d'égayer l'opinion en présentant l'assassinat de Fualdès comme un crime politique, prélude du massacre général des partisans de la révolution dans le midi de la France, et ils surent trouver, dans les moindres incidents d'une affaire qui, malheureusement, en offrit un grand nombre, des prétextes pour, en dépit de la censure,

publier les plus perfides comme les plus dangereuses insinuations. Cependant, la police, dont ces journaux accusaient la lenteur, avait, dès la fin d'avril, arrêté les principaux prévenus, et, le 6 mai, la cour prévôtale de l'Aveyron, ayant déclaré sa compétence, les mit en accusation. Mais un arrêt de la cour royale de Montpellier annula la décision de la cour prévôtale, et renvoya les prévenus devant la cour d'assises de Rodez. Les débats, commencés le 18 août, se terminèrent le 12 septembre. Dans l'intervalle, une dame Manzoni, qui avait eu le malheur de se trouver chez Bancal au moment de l'assassinat, forcée de paraître comme témoin, était venue, par ses aveux, qu'elle rétractait l'instant d'après, par ses réticences et par ses évanouissements, donner à cette affaire si grave une teinte romanesque, et qui ne pouvait manquer d'exciter au plus haut degré la curiosité parisienne, ainsi que l'avidité des spéculateurs. Dès ce moment, le procès des assassins de Fualdès fut l'unique sujet des entretiens de la France entière. Mais notre intention ne peut être de reproduire ici des détails qui n'ont plus aucun intérêt, et que les personnes avides d'émotions peuvent d'ailleurs trouver dans les ouvrages indiqués à la fin de cet article. A la suite de débats solennels, qui avaient duré vingt-six jours, le jury déclara coupables du meurtre de Fualdès, avec préméditation, la Bancal, dont le mari était mort en prison pendant l'instruction de la procédure, Bastide-Grammont, Jausion, Bach et Colard; la cour, en conséquence, les condamna à mort. Les autres accusés furent ou renvoyés ou condamnés à une détention plus ou moins longue. Sur leur pourvoi,

l'arrêt de la cour de Rodez fut annulé, le 9 octobre, par la cour de cassation, et l'affaire renvoyée devant la cour d'assises d'Alby. La nouvelle instruction commença le 25 mars 1818. Cette fois M^{me} Manzoni figurait parmi les accusés. Le ministère public avait cru devoir prendre cette mesure, pour l'obliger de déclarer franchement à la justice ce qu'elle savait des auteurs de l'assassinat de Fualdès : elle persista encore quelque temps dans le triste rôle qu'elle avait adopté ; mais enfin, au milieu des émotions les plus vives, son secret lui échappa, et ses réticences cessèrent. Ceux des accusés qui avaient été condamnés à mort par la cour de Rodez le furent encore par la cour d'Alby, le 5 mai ; et la cour de cassation ayant rejeté leur pourvoi, ils durent se préparer à la mort. Bastide-Grammont, Jausion et Colard périrent sur l'échafaud le 3 juin ; ils avaient, jusqu'au dernier moment, protesté qu'ils mouraient innocents. Bach était mort quelques jours auparavant dans la prison. Il fut sursis à l'exécution de la femme Bancal, qui promettait de nouvelles révélations ; et, depuis, sa peine fut commuée en une détention perpétuelle. Les révélations de cette femme et quelques nouveaux indices donnèrent lieu à un troisième procès contre les assassins de Fualdès ; mais cette fois tous les prévenus furent acquittés. Aucun mot sur ces différentes instructions ni sur les débats, de la part des témoins ou des accusés, n'était venu révéler que la politique eût pu conseiller le crime. Mais ceux qui s'étaient arrangés d'avance pour y voir un grand attentat des royalistes, n'en persistèrent pas moins à soutenir un fait dénué de la moindre preuve. Si quelque chose pouvait encore étonner aujourd'hui,

ce ne serait pas sans surprise qu'on lirait dans un ouvrage imprimé plus de douze ans après l'événement : « que le crime de Rodez était un « essai de l'odieux politique des « réacteurs, ... et que si M. Fual- « dès fils réclama des dommages- « intérêts (1), c'était dans la crainte « de donner l'éveil à l'esprit de parti, « s'il n'eût poursuivi que les meur- « triers de son père (2). » Les nombreux amis du malheureux Fualdès avaient annoncé l'intention d'acheter la maison Bancal, pour la démolir et construire sur son emplacement un modeste monument à la victime du plus horrible assassinat. D'un autre côté, les parents des principaux condamnés cherchaient par tous les moyens à obtenir des rétractations de témoins au lit de mort, dans l'espoir de parvenir ensuite à une réhabilitation si désirée par les deux familles. Le temps a calmé toutes les passions soulevées par cet horrible drame, et les différents personnages qui, grâce à la presse parisienne, ont occupé plus ou moins la curiosité quelques instants, sont maintenant à Rodez même dans le plus complet oubli. Les *Mémoires* de M^{me} Manzoni, de M. Clémendot, etc., dont la vogue fut si surprenante, sont relégués dans la classe des livres qu'on ne lit plus ; mais on peut encore consulter, toutefois en se défiant de l'exagération produite par le désir de *faire de l'effet* : *Histoire et procès complet des assassins de M. Fualdès*, par le Sténographe parisien, Paris, 1818, 2 vol. in-8°. W—s.

(1) L'avocat de M. Fualdès fils avait demandé cent vingt mille francs de dommages et intérêts ; l'arrêt ne lui en adjugea que soixante mille.

(2) *Biographie portative des contemporains*, publiée sous la direction de Rabbe, art. Clémendot, 1804.

FUESSLI (HARRI), célèbre peintre anglais (1), natif de Zurich, était le second fils de Jean-Gaspard Fuesli (*Voy.* ce nom, XVI, 150), connu comme paysagiste gracieux, comme rapide portraitiste, et qui a écrit les vies des meilleurs peintres de la Suisse. Comme nombre d'hommes distingués, Henri avait la faiblesse de ne point aimer à dire son âge. Un jour, lisant une Biographie où on le faisait naître en 1741, il prit la plume pour substituer un 5 au chiffre final, ce qui, suivant un de ses intimes amis, eût été fort juste si en même temps il eût changé le 4 en 3. Toutefois, ce mot n'était que plaisant; car Henri était né en 1742. Son enfance fut celle d'un artiste. Il avait en dégoût la discipline, ne faisait rien à son collège, et vivait dans une atmosphère de retenues et de pensum; en vacances, au contraire, ou dès qu'il était libre, il s'appliquait à l'étude et déployait en même temps des dispositions et de la persévérance. Son père voulait qu'il embrassât la carrière ecclésiastique, et faisait de son mieux pour rendre cette perspective séduisante à ses yeux; mais le jeune homme, à part même le plaisir de faire de la rébellion, avait le goût mondain des beaux-arts, et n'ouvrait la Bible qu'à cause des illustrations dont était orné le texte. Il dessinait beaucoup, et même il peignait. Son père avait une riche collection de gravures exécutées d'après les grands maîtres; Henri la connaissait parfaitement, en copiait les morceaux qui saisissaient le plus sa jeune imagination et distinguait les styles, les âges, les écoles. Michel-Ange était son favori. C'est

lui surtout qu'à cette première époque de sa vie il aimait à reproduire. Parfois aussi il créait. On a retrouvé dans ses cartons une esquisse qu'il fit à quinze ans, sous le charme d'une fantastique ballade allemande, intitulée *le Sablier*, et où figuraient nombre de malicieuses figures de diables, s'ébrouissant à prendre les poses, à faire les tours les plus grotesques. L'amour du luxe est, du moins par une de ses faces, l'amour du pittoresque et de la poésie. Il arriva un beau jour à Fuesli de se prendre de belle passion pour une étoffe de soie couleur flamme, qui brillait dans la montre d'un mercier: le voilà faisant dessins sur dessins, les vendant à ses camarades et thésaurisant jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour acheter le magnifique tissu et s'en faire faire une redingote: on devine que les camarades se moquèrent du splendide accoutrement; et telle fut l'amertume des sarcasmes, qu'ils le guérèrent pour toute la vie de la manie des parures, et que son indifférence pour la fashionabilité devint dès-lors une exagération, preuve que l'exagération contraire avait régné dans cette tête artistique. Malgré ces preuves d'une vocation tout autre que celle qu'il faut à l'église, force fut à Fuesli d'entrer au gymnase académique et de s'y mettre à l'étude de la théologie. Il y joignit celle de l'anglais, que bientôt il comprit à merveille. C'est là qu'il fit connaissance avec Lavater. Tous deux ensemble lisaient Shakspeare, Klopstock et Wieland; tous deux causaient poésie, physiologie et beaux-arts. Rénis par la conformité de leurs goûts, comme par la différence de leurs aptitudes et de leurs études, ils se firent d'une amitié qui dura tant

(1) Les Anglais écrivent toujours son nom *Fuesli*.

que la vie. Leurs travaux ne les occupaient pas tellement, qu'ils ne trouvaient du temps pour autre chose. Sachant de science certaine qu'un magistrat fort influent du canton de Zurich se rendait continuellement coupable d'actes d'injustice, ils lui écrivirent pour le sommer de réparer ses torts, sous peine d'être par eux dénoncé au public. Le magistrat ne tint compte de la missive. Alors ils firent imprimer et distribuer aux principaux membres du gouvernement zuricois une brochure intitulée : *L'injuste juge, ou Plaintes d'un patriote*. La brochure fit du bruit, le conseil s'en mêla, Fuesli et Lavater se nommèrent, et l'opinion se prononça si hautement en leur faveur, que l'on ne put se dispenser de décréter, sur la conduite de l'inculpé, une enquête, qui fut aussi fatale à sa réputation et à sa fortune qu'honorable pour les deux jeunes gens. Bien qu'approuvé de la majorité de la ville, cet acte de courage pourtant ne leur fit pas beaucoup d'amis dans les hautes classes. Aussi Fuesli, après avoir été reçu maître-ès-arts, quitta Zurich avec son ami pour se rendre à Vienne, puis à Berlin, où ils étudieraient sous le savant Sulzer, auteur d'un excellent Dictionnaire des beaux-arts, et membre zélé d'une société qui cherchait à ouvrir en quelque sorte un canal de communication entre les littératures allemande et anglaise. Personne mieux que Fuesli, soit par la connaissance approfondie qu'il avait de l'anglais, soit par son talent de dessinateur, ne pouvoit secondar efficacement ce projet. Il se mit, sous les auspices de Sulzer et de la société, à dessiner beaucoup de sujets tirés de livres anglais. Deux de ces ouvrages, *Macbeth*, *Le roi* *Léar* et *Cornélie*, furent achetés

par sir Robert Smith, ambassadeur anglais en Prusse : cet amateur fut si charmé du talent du jeune peintre, encore incertain sur la carrière qu'il devait suivre, qu'il lui conseilla de visiter l'Angleterre, où, quelque parti qu'il prit, il ne manquerait pas de réussir. Il lui donna en même temps les lettres de recommandation les plus flatteuses. Celles-ci lui procurèrent l'avantage d'entrer en qualité d'instituteur particulier, dans une riche et noble maison, dont plus tard il accompagna l'héritier dans un voyage à Paris. Cet arrangement fixa son sort et fut l'origine de sa fortune. Ayant à lui la meilleure partie de son temps, libre des soucis de la vie matérielle, il put se livrer à son goût favori : ses études furent plus larges, plus consciencieuses et plus fortes. D'autre part, il voyait la meilleure compagnie, les grands artistes et les grands seigneurs. Parmi les premiers doit être cité Reynolds, dont les encouragements le déterminèrent à demander désormais à la peinture les richesses et la célébrité. Ce grand juge, en matière de beaux-arts, après avoir examiné divers dessins que Fuesli mit sous ses yeux, lui demanda combien de temps il avait passé en Italie. Qu'on se figure son étonnement, lorsque Fuesli lui répondit qu'il n'était jamais sorti de Suisse ! « Jeune homme, dit-il alors, si j'étais l'auteur de ces dessins, et qu'on m'offrit dix mille liv. « sterl. (deux cent cinquante mille « francs) de rente pour ne pas faire « de peinture, je refuserais. » Peu de temps après ce dialogue, Fuesli, obéissant à l'oracle, commença son premier tableau : *Joseph expliquant les songes du grand panetier et du grand échanson*. Cet ouvrage, acquis par Johnson et repris long-

temps après par l'auteur, dans le but de le restaurer, n'existe peut-être plus. Mais, quelque succès qu'il pût se promettre dès ce temps à Londres, il ne se faisait pas illusion sur l'impossibilité de trouver en Angleterre les ressources matérielles et les maîtres indispensables à qui voulait devenir un grand peintre d'histoire. Il résolut donc de visiter l'Italie, et s'embarqua pour Rome avec Armstrong, son ami. On devine avec combien d'ardeur il se mit à l'étude, au milieu de cette ville peuplée de chefs-d'œuvre ; sa méthode et sa persévérance égalèrent son ardeur. Nulle partialité ridicule ne vint rétrécir ses idées et le cadre de ses essais. Outre Rome, il visita beaucoup d'autres villes d'Italie, sachant que toutes ont leurs chefs-d'œuvre, cherchant dans toutes de nouveaux éléments d'instruction et d'imitation. Cependant, malgré cet esprit nomade et cette espèce d'éclectisme, c'est à Michel-Ange que s'adressaient ses préférences, et c'est lui qu'il étudiait le plus, qu'il songeait le plus à traduire, le crayon ou les pinceaux à la main. L'habitude de lutter avec ce géant de la peinture fut peut-être ce qui contribua davantage à donner à sa manière tant de fermeté, de naturel et de grandeur. Il acquit en même temps beaucoup de facilité. Chaque année il envoyait en Angleterre un ou plusieurs tableaux. Huit ans se passèrent ainsi. Au bout de ce temps il reprit la route du nord (1778) et d'abord il alla se montrer à la ville de Zurich, où l'amabilité de sa famille le retint six mois. De retour dans sa patrie adoptive, en 1779, il eut le plaisir de s'y voir sans rival, comme connaisseur et comme peintre. L'académie royale de peinture lui donna le titre d'associé, en

1788, et celui d'académicien en 1790. En 1799 il remplaça le professeur dans la chaire de peinture à l'académie royale, et l'occupa jusqu'en 1804, époque à laquelle des manœuvres ennemies le forcèrent de la résilier ; mais il la reprit en 1810. En 1817, il reçut le diplôme de membre de l'académie de Saint-Luc de Rome. En 1802, il avait profité de la paix d'Amiens pour venir en France. Du reste son histoire, depuis son retour d'Italie, ne présente plus de ces événements qui bigarrent l'existence. Ses tableaux, ses dessins, ses ouvrages théoriques et critiques, étaient les faits capitaux de sa vie. Il voyait le grand monde ; mais, sauf exception, le grand monde est calme et plan comme la surface d'un lac : c'étaient les mêmes faits quotidiennement répétés, beaucoup de louanges et quelques jaloux sarcasmes, des marchés avec les libraires et les amateurs de peinture, des visites plein l'atelier. Fuseli travaillait au milieu de tout ce fracas physique et moral. Il semblait que son activité allât croissant avec l'âge. La dernière semaine de sa vie il peignait encore. Cependant il était octogénaire. Sa mort eut lieu le 17 avril 1825, après une courte maladie, à Putney-Hill, maison de plaisance de la comtesse de Guildford. Son convoi fut magnifique. Ses restes furent déposés dans un caveau particulier, à Saint-Paul. Il est honteux pour l'Angleterre que nous ayons à terminer en disant que ce grand artiste n'était pas riche. Il y a deux hommes à considérer dans Fuseli : le peintre et le professeur de peinture. Comme peintre, nul doute qu'il ne faille le classer parmi les artistes les plus éminents de son siècle ; car il fut au fond un chef d'école, ou même plus qu'un

chef d'école : il ouvre l'ère de la peinture romantique. Il se plaît surtout à rendre l'expression des douleurs intimes, des sombres désespoirs, de ces pensées secrètes qui corrodent l'âme ; chez lui une pose, un pli du visage, bien moins qu'un regard, est une épopée entière. Si, pour le coloris, il laisse souvent à désirer, bien que dans cette partie aussi il ait parfois été un grand maître, son dessin, à défaut d'une correction sans reproche, a presque toujours une hardiesse, une verve, une vérité, une variété qui laissent à l'esprit de profondes impressions : « Reynolds, » disait-il, ne dessine pas, il cisèle. » Mais c'est l'idée, la composition qui est son triomphe ; un coup de pinceau vous conte tout un passé ou tout un avenir : c'est un ciel gros de la tempête, ou que vient de traverser la tempête ; et cette espèce d'expression symbolique, cette Iliade intuitive, est plus riche de poésie que la tempête elle-même. Fuessli s'attache aussi à rendre la douleur physique, et il la nuance admirablement ; mais elle n'est pour lui qu'un moyen de faire sentir la plaie morale. Parmi ses chefs-d'œuvre en ce genre il faut citer ses figures d'aliénés. Au reste, les scènes terribles ne sont pas les seules qu'il traite avec cette supériorité ; il excelle aussi à peindre la joie, l'amour, les sentiments les plus exquis et les plus doux. Mais une chose le caractérise toujours dans cette sphère, ainsi que dans la première : c'est l'intimité qu'il donne à tous ces sentiments. Dans l'une comme dans l'autre, il crée beaucoup ; son imagination est vive, ardente, inépuisable, féconde en traits inattendus : point de roc si nu qu'il n'en fasse jaillir des eaux vives ; point de foud si vieux qu'il ne le

rajeunisse ou par la forme ou par les traits épisodiques dont il les bigarre. Risque-t-il la satire, chaque trait de son pinceau est comme une flèche ; reste-t-il dans le sérieux, souvent il rencontre le sublime : vrai Protée, qu'il soit solennel comme Alighieri, ou qu'il enfourche l'hippogriffe de maître Lodovico, il est hardi, original et saisissant. Il est bien vrai qu'à force de l'être il frise de près l'extravagance. Mais qui ne pardonnerait pas ce défaut racheté par tant de beautés ? qui ne le préférerait cent fois à cette pâle correction, à cette maigre régularité des Goltzius, des Spranger, des Albert Durer, qui ne font pas de folies eux, il faut l'avouer, mais dont personne ne raffole ? Et d'ailleurs pourquoi si vite crier à l'extravagance, quand l'artiste sort du domaine des possibles ? Le réel, âme de la prose, est bien en-deçà du vrai tel que le conçoit la poésie vulgaire : est-il sûr qu'au-delà de ce vrai vulgaire il n'en soit pas un autre qui, d'abord, semble inadmissible, parce qu'il semble semé d'antinomies, et où pourtant, en s'y arrêtant le temps qu'il faut pour le comprendre, on finit par découvrir une harmonie ? L'extériorité matérielle n'est point le but de l'art, elle est le moyen ; lors donc qu'il la rend, c'est autre chose qu'il aspire à reproduire par elle, c'est l'impression reçue par l'âme, qu'il veut continuer ou recommencer : mais si la peinture de l'extériorité, sans la reproduction des impressions, est vide de sens, comme le poème didactique de l'empire, la réciproque n'est pas vraie en beaux-arts, et l'impression sans extériorité réelle est réelle. Le monde réel est grand, mais le monde des conceptions humaines l'est plus encore. Ainsi le rêve est vrai ; ains

le genre d'Hoffmann correspond à quelque chose comme celui de Virgile. Or, l'hippogriph de Fuessli n'a pas plus le mors aux dents que celui d'Hoffmann. Fuessli se ressentait des idées de Lavater, comme Lavater s'est senti des siennes. Le physiologiste avait du peintre, on le sait, mais le peintre avait du physiologiste, et ces notions, ou, si l'on veut, ces sensations de physiologiste, ajoutèrent immensément à son talent. C'est grâce à elles que l'expression physique si exquise, si nuancée, est si parlante et accuse si lucidement toutes les particularités de l'état de l'âme. Ainsi préoccupé de l'inimaginable variété de groupes que peuvent former, en s'unissant diversement, les conceptions et les intus-sensations humaines, toujours en mouvement, comprenant que le fait un aux yeux du vulgaire existe en un million d'instantanés donnés, d'un million de façons différentes, dont chacune peut encore être le type d'un million de sous-formes différentes du même fait, et ainsi de suite à l'infini; prenant dès lors en pitié ce *Nit sub sole novum*, à l'ombre duquel on rêve que l'art est épuisé, que la création est close, que Raphaël, revint-il au monde, ne pourrait plus que badigeonner à neuf ses idées des siècles passés, Fuessli devait sentir son imagination, déjà si vive par elle-même, s'exalter, fouiller les entrailles des faits, en revenir chargée de trésors, et chaque jour devenir plus riche, plus neuve et plus hardie. Puis, comme dans l'encéphale se dessinent deux ordres d'apparitions intellectuelles, celles qui correspondent de près ou de loin à l'extériorité, celles qui n'y correspondent point, par le progrès naturel de ses explorations physiologi-

ques, il en vint à comprendre la sainteté de l'hallucination et du rêve; au réel et au vrai il joignit le fantasmatique ou fantastique : le tout, en partant des instincts lavatériens. Aussi peut-on dire de la peinture de Fuessli, comme de la philosophie des Lavater et des Gall, qu'elle est le fruit d'une civilisation héritière de toutes les autres et tellement tourmentée du besoin de creuser encore, qu'elle ne pouvait naître que sur les confins du dix-huitième et du dix-neuvième siècle. Les deux ouvrages qui, plus que tout le reste, ont donné au nom de Fuessli une popularité européenne, sont sa quote-part à la *Galerie de Shakspeare* et sa *Galerie de Milton*. A ces deux noms on reconnaît toutes les tendances de son génie, tous les éléments aptes à satisfaire ces tendances, excentricité, idées grandioses ou terribles ou gracieuses, fantasmagorie, nuances, filles de la civilisation, du christianisme et d'une grande culture métaphysique. Admirateur enthousiaste de Michel-Ange, mais n'aimant que d'un amour tiède le classique et l'antique, auxquels du reste il a parfois sacrifié, il devait saluer comme le premier des poètes épiques ce chantre sublime qui sculpte, qui pose, qui coule d'un jet et comme en bronze, toutes ses figures avec la puissance de Buonroti lui-même. Et quant à Shakspeare, c'avait été l'idolâtrie de sa jeunesse; il lui devait la moitié de ses inspirations, il avait appris l'anglais chez lui : à Zurich, il avait traduit Macbeth en allemand; à Berlin, nous l'avons vu rendre au crayon les plus belles situations, les conceptions les plus hautes du grand tragique. Ce culte de Shakspeare ne fit que grandir à mesure qu'il vieillissait. On a dit que c'est pendant son voyage

en Italie qu'il eut la première idée de cette galerie. La vue des chefs-d'œuvre antiques et modernes ne lui inspirait donc rien d'analogue à eux-mêmes ! Plus il les examinait, plus il les trouvait inharmoniques avec les idées actuelles ! Toutefois, disons que, suivant certains récits, c'est en Angleterre, et au dernier acte d'un dîner chez Boydell, que cinq ou six beaux-esprits (West, Hoole, Romney, Hayley, Nicol, Paul Sandby), en se cotisant, concurent l'idée de la galerie Shakspearienne. Fuessli a fait pour cette collection huit magnifiques peintures ; elles se rapportent aux sept pièces suivantes : la *Tempête* ; le *Songe d'une nuit d'été* (deux tableaux aujourd'hui chez le duc de Buckingham) ; *Macbeth*, la *Seconde partie de Henri IV*, *Henri V*, le *roi Léar*, *Hamlet*. La dernière est un chef-d'œuvre, et ne le cède à aucun des ouvrages du recueil. Elle représente la scène du *Spectre*. On raconte qu'un métaphysicien fort peu crédule, en train de donner son avis sur les diverses pièces de la galerie, ayant tout-à-coup aperçu ce tableau de Fuessli, s'écria tout effrayé : « Seigneur, ayez pitié de moi ! » La galerie de Milton se compose de quarante-sept tableaux, qui furent tous faits de 1790 à 1800, et qui furent exposés deux ans. Tous ont du mérite, et c'est là surtout que l'artiste a déployé dans tout son luxe ce cataclysme d'imagination, cette effervescence que les timides n'ont point balancé à nommer du dévergondage. Le morceau capital de cette curieuse galerie est son *Hôpital*. C'est là qu'il a fait les plus grandes modifications à Milton. Ainsi les spasmes, les épilepsies, les ulcères, les catarrhes et tous ces maux qui n'affectent que le

corps et qui le disloquent par d'énervantes contorsions, Fuessli les a laissés de côté pour les gravures de planches pathologiques, et il s'est attaché à ces altérations souvent plus graves, qui respectent les formes et les proportions humaines, et dont la représentation comporte quelque chose de plus éthéré. Le principal groupe du tableau est l'*Aliéné*, enveloppé dans une grossière couverture et chargé de fers : près de lui sa femme, épuisée de fatigues et d'angoisses, sa femme, qui vient de l'arracher au suicide, tombe presque sans connaissance sur l'enfant inanimé que ne pouvait plus nourrir sa mamelle desséchée (ces deux personnages, qui forment un groupe si plein et si déchirant, sont de l'invention de Fuessli). Sur l'arrière-plan, au centre, se voit le *Désespoir* dressant le lit du *Marasme* ; en avant, à droite, la *Mélancolie* balaie le sol ; puis, pour couronner cet ensemble de misères, la *Mort* brandit triomphalement au-dessus de tous sa faux toujours menaçante, mais lente à frapper. Après l'*Hôpital* se présentent en première ligne, le *Pont sur le Chaos*, la *Rencontre d'Adam et d'Eve*, le *Rêve d'Eve*, *Satan convoquant les légions infernales* (2). Aujourd'hui, sans doute, on rendrait justice à de telles beautés : en 1799 et 1800, bien peu de personnes les sentirent, et l'on fut bien plus frappé de quelques défauts que de l'originalité, de la verve et de l'expression terrifiante ou ravissante des compositions ; très-peu des tableaux de la galerie trouvèrent des

(2) La *Rencontre* appartient à M. Angerstein ainsi que la *Scène du Déluge* ; l'*Hôpital*, à la comtesse de Guildford ; la *Convocation des légions sataniques*, après avoir long-temps orné le palais Norfolk, se voit aujourd'hui chez sir Thomas Lawrence.

acheteurs, et c'est long-temps après qu'enfin une célébrité populaire vengea l'artiste du béotisme contemporain. Shakspeare et Milton inspirèrent encore d'autres tableaux à Fuessli : à Milton, il doit l'idée du *Rêve du Berger* (chant I, v. 781 du *Paradis perdu*, 1786), de l'*Aurore* (1780), de *Satan reculant au contact de la lance d'Ithuriel* (1786). On peut y joindre le gracieux tableau de *Milton dictant à ses filles* (1806). Quant à ses réminiscences shakspeariennes, nous retrouvons dans son œuvre quatre fois *Macbeth* (1° *lady Macbeth, somnambule*, 1784; 2° *Disparition des sorcières*, 1793; 3° *Macbeth consultant sur la vision de la tête armée*, 1811; 4° *lady Macbeth se saisissant des dagues*, 1812); deux fois *Richard III* (1° *Richard dans sa tente, la nuit d'avant la bataille de Bosworth, visité et apostrophé par les spectres de ses victimes*; 2° *Richard reculant devant les spectres de ceux qu'il a assassinés*, 1811); deux fois *Roméo et Juliette* (1° *la Rencontre de Roméo et de Paris dans le caveau des Capulets*; 2° *Roméo contemplant Juliette dans le monument*); deux fois le roi *Jean* (1° *lady Constance, Arthur et Salisbury*, 1793; 2° *Constance* : ce dernier ouvrage est resté inachevé; il y travaillait encore six jours avant sa mort). A la liste des tableaux qui complèteraient sa galerie de Shakspeare, doivent être joints encore la *Vision de la reine Catherine* (tirée de Henri VIII, 1781); *Prospero* (de la *Tempête*, 1785); le *Cardinal Beaufort pétrifié à l'apparition supposée de Gloucester* (2° partie de *Henri IV*, 1808); la *reine Mab* (*Roméo et Juliette*,

1814). Après ces deux séries de grandes compositions, nous indiquons: 1° *Ugolin* (1806), les *Françoise de Rimini*, l'une de 1786, l'autre de 1818 (celle-là est principalement remarquable : ce n'est plus la lecture de Paul et de Françoise que peint Fuessli, c'est leur damnation, c'est le tourbillon qui les emporte, c'est la belle apparition du poète qui les voit passer et fuir devant lui); 2° les six tableaux tirés du poème des *Nibelungen* et qui nous montrent, l'un *Sigelinde, mère de Siegfried, éveillée par la querelle du bon et du mauvais génie, relativement à son fils enfant*; les cinq autres: *Siegfried assassiné par Trony*; *Criemhild en deuil de la mort de Siegfried*; *Criemhild se jetant sur le corps de Siegfried*; *Criemhild exposant le corps de Siegfried au monastère de Worms, et accusant du meurtre, devant Sigmond son père, le lord de Trony et Gonthier, roi de Bourgogne*; *Criemhild faisant voir à Trony incarcéré la tête de Gonthier, son complice*; 3° *Eselin Bras-de-Fer rêvant sur le corps de Médusa, qu'il a tuée pour infidélité, pendant qu'il était en terre-sainte* (1778); 4° la *Fiancée de Corinthe* (1806); 5° *Dion voyant un spectre femelle faire le tour de son autel et renverser sa maison* (1811); 6° divers sujets fournis par l'Écriture-sainte, comme une *Scène du Déluge* (1818; ce tableau passe pour un chef-d'œuvre); *Noé bénissant sa famille* (donné par l'artiste à l'église de Luton, dans le comté de Bedford); la *Disparition du Christ à Emmaüs* (1792); *Joseph expliquant les songes des deux officiers de Pharaon* (on a vu plus haut que ce tableau avait été son coup d'essai en fait de

grande peinture); 7^e plusieurs ouvrages purement d'imagination, comme le *Cardinal de Beaufort* (1775); une *Conversation* (1781); le *Cauchemar* (1782); la *Sorcière de nuit*; la *Jalousie*; *Robin Good fellow*, c'est-à-dire, à peu près; *Roger - Bontemps*. Ce dernier tableau nous amène à la série des ouvrages gracieux et badins de Fuessli. Tels sont : le *Barde*, la *Descente d'Odin*, les *Sœurs fatales*, tous trois tirés de Gray, tous trois de 1800; *Celadon et Amélie* (1801), d'après les *Saisons* de Thomson; la *Caverne de Rosecroix* (1804), d'après le *Spectateur*; la *Grotte du Spleen*, d'après la *Boucle de cheveux*, de Pope; *Wolfram et Bertram* (1790), d'après la *Reine de Navarre*; *Béatrix* (1789), d'après *Beaucoup de bruit pour rien*; *Falstaff dans le baquet à lessive*, d'après les *Joyeuses dames de Windsor*; *Amoret, délivré de l'enchantement de Busirame* par Britomart, d'après Spenser, etc., etc. Nous terminerons ce rapide parcours par la liste des ouvrages où Fuessli s'est inspiré de la mythologie grecque et des classiques. Quoique essentiellement romantique, il ne faut pas croire que Fuessli fût ennemi des anciens : Homère au contraire était une de ses idoles comme Michel-Ange, comme Shakspeare. Un savant helléniste disait que personne en Europe ne connaissait Homère mieux que Fuessli. Il n'admirait guère moins Eschyle : Sophocle, Virgile, ne venaient qu'ensuite; mais la place qu'il leur assignait parmi les artistes montre assez qu'il ne partageait pas ces antipathies exagérées, cet esprit d'exclusivité que trop souvent on a reproché aux écoles romantiques. Les

tableaux de Fuessli tirés des poètes anciens sont : *Thétis et l'Aurore implorant Jupiter chacune en faveur de son fils*, et *Memnon trouvé trop léger* (1803), d'Eschyle; *Persée fuyant avec effroi l'ancre de la Gorgone* (1817), d'Hésiode; *Bouclier d'Achille*; *Hercule attaquant et blessant Pluton sur son trône pour délivrer Thésée* (1810), et le *cadavre de Sarpédon reporté dans sa patrie par le Sommeil et la Mort* (1811), tous deux d'Homère, Iliade (V, 485; XVII, 682); *OEdipe maudissant son fils* (1786), et *OEdipe avec ses filles reconnaissant les signes de sa mort* (1784), tous deux de Sophocle, OEdipe à Colone; *Didon* (1781), et *Ariadne, Thésée, le Minotaure dans le labyrinthe* (1820), tous deux de Virgile; *L'Amour ressuscitant Psyché* (1812), d'après Apulée. Ses tableaux purement mythologiques sont : *Amphiaräus, Eryphile et Atéméon* (1821), *Jason apparaissant devant Pélidas, à qui l'on a prédit que la vue d'un homme chaussé d'une seule sandale lui serait funeste* (1780); *Délivrance de Prométhée par Hercule* (1823): ce n'est qu'un dessin; enfin, deux ouvrages posthumes, *Comus, Psyché*. Comme professeur de peinture, Fuessli ne pouvait manquer d'avoir aussi de l'influence. Professeur, il formulait ce que peintre il exécutait, et ses deux manières de se déployer au public se communiquaient réciproquement de la force. D'ailleurs Fuessli était vraiment littérateur. Ses cours, remarquables par la hauteur de la critique, par la science, l'étaient par l'élégance pittoresque du style et par l'heureuse disposition de tous les détails physiologiques,

biographiques, techniques ou autres. On a de lui : I. *Réflexions sur la peinture et la sculpture grecques, suivies d'instructions pour le connoisseur, et de l'Essai de Winckelmann sur la grèce dans les ouvrages d'art*, Londres, 1785, in-8°. II. *Lagons faites à l'académie royale de peinture*, Londres, 1801, in-4°. III. Une édition du *Dictionnaire des Peintres*, de Pilkington, avec additions et corrections, Londres, 1805, in-4°. IV. Une trad. angl. des *Aphorismes sur l'homme*, de Lavater (l'auteur, dans sa dédicace à Fuesli, l'avait invité à traduire, et au besoin à modifier son ouvrage). V. Une traduction (en allem.) des *Lettres de lady Montagu*. On a promis de publier deux manuscrits qu'il a laissés complets, et qui contenaient, l'un, huit nouvelles lagons sur la peinture, et l'autre trois cents *Aphorismes sur l'art*. Ce dernier ouvrage, dit-on, dévoile une des plus fortes têtes artistiques qui aient existé. D'autres manuscrits se sont trouvés inachevés : tels sont une *Histoire de l'art moderne*, commencée vers 1805 et dont il n'a écrit que de cinq à six cents pages, et d'innombrables fragments d'un grand poëme en allemand sur l'art. Son *Œuvre* a été publié à Zurich, 1806, 4 vol. in-fol. Il existe cinq portraits de Fuesli : le plus beau est dû au pinceau de son ami sir Thomas Lawrence. Son buste en marbre a été exécuté par K. H. Baily.

P—ot.

FUESLI (Hans-Hans), historien et littérateur suisse, vint le jour à Zurich le 3 déc. 1745. Son père (voy. Jean Rod. Fuesli, XVI, 151), auteur d'un excellent Dictionnaire des artistes, ne négligea rien pour développer par l'éducation ses

dispositions précoces : voué dès le plus jeune âge aux études classiques, et respirant dans la maison paternelle l'atmosphère des beaux-arts et des sciences, Hans-Hans se distingua de bonne heure par un savoir étonnant et par une élocution brillante. Un voyage qu'il fit en Italie, et dans lequel il jouit du plaisir d'entendre souvent le célèbre Winckelmann, acheva de former son goût. Revenu dans sa patrie, il suivit les leçons des hommes illustres qui étaient alors l'ornement de Zurich, les Bodmer, les Breitinger, les Steinbrüchel, et bientôt il fut leur ami en même temps que leur disciple. Tel fut le succès de ses efforts qu'en 1760 il put remplacer Bodmer dans la chaire d'histoire suisse. Il n'était encore à cette époque âgé que de quinze ans. Cette extrême jeunesse n'empêcha pas que sa manière d'exposer l'histoire ne fût très-goûtée ; et si les premières fois peut-être ce fut la curiosité qui attira la majeure partie de l'auditoire, bientôt ce fut son talent qui le retint. Il se livrait en même temps à des travaux spéciaux sur certaines parties de l'histoire nationale ; mais, quoique très-probablement ses essais ne fussent point sans mérite, sévère critique pour lui-même, il ne les regardait que comme de simples ébauches, et il les laissa manuscrits. Nommé ensuite membre du grand-conseil de Zurich, aussitôt qu'il eut atteint l'âge nécessaire pour en faire partie, il s'acquit sur-le-champ le renom d'orateur et une grande influence. En 1785, il fut élu membre du petit-conseil, et plus tard il fut chargé de la surveillance générale des biens ecclésiastiques, tâche importante qui, en fait, le plaçait parmi les neuf chefs du gouvernement. En 1796, lors de l'invasion

tion de Stafa, il fit partie de la commission instituée pour rechercher les circonstances et les auteurs de l'émeute; et celle-ci à son tour le nomma son référendaire. Le rapport qu'il lut en cette qualité se faisait remarquer par une extrême modération, et par des ménagements que les partisans de mesures vigoureuses ne tardèrent pas à qualifier de faibleses: Fuessli disait en propres termes que le mouvement avait eu lieu sans moteur, que quantité de personnes s'y étaient associées, et qu'il fallait en attribuer l'origine à des opinions de longue - main répandues dans les masses. L'expression de ce système fit traîner en longueur les mesures sévères que l'on avait d'abord résolu d'adopter, et petit à petit l'intervention de quelques hommes impartiaux et calmes fit jeter sur cette affaire un voile d'oubli. D'ores et là, en eût-il été autrement, les sévérités de l'aristocratie zuricoise n'auraient pas eu longue durée. Trois ans après éclata la révolution helvétique. Fuessli ne fut pas des derniers à reconnaître que désormais il était impossible de maintenir l'ancien système, et il pensa qu'il ne fallait songer qu'aux moyens de passer avec le moins de désastres et de pertes possibles au régime nouveau. Toutefois, lors de l'organisation de la république helvétique, son nom fut mis à l'écart et on ne lui conféra d'autres fonctions que celles de membre du conseil d'instruction publique. C'est seulement en 1802, lorsque Bonaparte voulut opérer une fusion de toutes les nuances politiques en Suisse, qu'il fut nommé sénateur. Il accepta, non sans avoir long-temps réfléchi à la bizarrerie d'une position qui l'enrégimentait parmi les apôtres d'un ordre de choses révolutionnaire

et tout nouveau. Du reste, fidèle à ce système, il resta du côté de la démocratie à la journée du 17 avril, et bientôt ayant été nommé, conjointement avec Rütlimann, gouverneur de la campagne, il déploya contre l'insurrection de septembre 1808 un degré d'énergie qui le fit regarder de tous comme le principal antagoniste de cet essai de révolution. En 1803, l'acte de médiation le comprit parmi les sept notables chargés d'introduire le nouveau régime dans le canton. Quelque espoir que dut lui donner pour l'avenir cette nomination, ce fut là son dernier trophée politique. Ni sous Bonaparte, ni lorsqu'après la chute de ce prince la Suisse fut réorganisée entièrement, ses amis ne parvinrent à le porter au petit-conseil. Le loisir que lui laissent depuis ce temps les affaires politiques fut consacré par Fuessli à la co-direction de la librairie Orell, Fuessli et compagnie, et à la rédaction de la *Gazette de Zurich*, puis de la *Nouvelle gazette de Zurich*. Lié avec tous les hommes distingués de cette ville, il exerça naturellement sur eux cette influence que tout centre d'action doit exercer sur ses entours: c'est lui qui dirigea l'attention de Jean de Müller vers l'histoire nationale; c'est par ses conseils et, sinon avec sa coopération, du moins avec son aide, que Hottinger écrivit sa belle histoire de Suisse. Fuessli mourut à Zurich le 26 décembre 1832. On a de lui, entre autres morceaux: I. *Lettres à ma patrie*, 1762. II. *Lettres sur Rome*. III. *Lettre d'une dame de Zurich*, 1770. IV. *Jean Waldmann, chevalier, citoyen de Zurich*, Zurich, 1780. V. Une grande partie des articles du *Musée suisse*, recueil mensuel qui parut de 1783 à 1792, et

du *Nouveau Musée suisse*, 1792-94. VI. Un *Complément du Dictionnaire universel des artistes*, de son père, en 12 livraisons, 1806-1821, plus, en 1824, une première livraison des *Nouvelles additions*. VII. *Sur la vie et les ouvrages de Raphaël Sanzio*, Zurich, 1815. VIII. La continuation des *Scènes remarquables de l'histoire de Suisse*, données par Hirzel de 1750 à 1790, Zurich, 1790 et années suivantes. IX. Le texte des *Sites pittoresques de la Suisse*, 6 cahiers, 1797 - 1802. Beaucoup d'articles dans les deux journaux plus haut nommés (dans le second il rédigeait la partie étrangère), et des fragments relatifs à l'histoire de Suisse, dans le *Calendrier helvétique* de Gessner, 1780-1784. Il a été l'éditeur de l'*Anthologie générale des Allemands*, Zurich, 1782, 6 volumes (2 de chants sacrés, le 3^e d'odes et élégies, le 4^e et le 5^e de chansons, le 6^e d'épigrammes), des *OEuvres du pauvre homme de Tockenbourg*, 1789-91, d'un *Choix des poésies de Matthiesson*, Zurich, 1791, 12^e éd., 1829. P—OT.

FUGA (FERDINAND), architecte, né en 1699, à Florence, d'une famille patricienne, eut pour parrain le prince Ferdinand, fils du grand-duc. Après avoir reçu de Foggini les premières leçons de son art, il fut envoyé à Rome pour s'y perfectionner par l'étude des chefs-d'œuvre anciens et modernes. Sur l'invitation du cardinal Giudice, il se rendit à Naples, où il construisit une chapelle dans le palais Cellamare, et fut ensuite appelé à Palerme pour donner le plan d'un pont sur la Milcia : le plan qu'il présenta fut approuvé ; mais l'exécution en ayant été remise à un autre archi-

tekte, il se hâta de quitter la Sicile pour revenir à Rome. Le pape Clément XII, à son avènement au trône pontifical, nomma Fuga l'un de ses architectes et lui confia quelques travaux dont il s'acquitta de manière à prouver qu'il était en état d'en exécuter de plus importants. Chargé plus tard de la construction du palais de la Consulta, sur la place de Montecavallo, lorsqu'il eut achevé ce beau monument, le pontife lui témoigna sa satisfaction en lui conférant le titre de chevalier de l'ordre du Christ. Un autre ouvrage qui ne lui fit pas moins d'honneur, c'est la nouvelle façade de Sainte-Marie-Majeure, que Fuga, pour se conformer au désir de Benoît XIV, disposa de façon à ne point couvrir les mosaïques incrustées dans l'ancien portail. Il restaura dans le même temps l'intérieur de cette basilique, et reconstruisit l'autel papal soutenu par quatre colonnes antiques de porphyre. Il agrandit l'hôpital du Saint-Esprit, acheva les jardins du palais Quirinal, qu'il orna de plusieurs belles fabriques, et donna les plans d'un grand nombre d'édifices publics et particuliers, entre autres, du palais Corsini, le plus beau de Rome. Sur la réputation de Fuga, l'infant don Carlos, roi des Deux-Siciles, et depuis d'Espagne, sous le nom de Charles III, le nomma son architecte et le fit venir à Naples, pour diriger les travaux qu'il avait résolu d'exécuter pour l'embellissement ou l'utilité de la capitale. Il commença par l'hospice de mendicité, le plus vaste de l'Europe, puis qu'il peut contenir jusqu'à huit mille pauvres, répartis d'après leur âge et leur sexe, dans différents quartiers qui n'ont entre eux aucune communication. Il ne fallut pas moins de trente ans pour construire ce magnifique

établissement : mais, pendant ce temps-là, Fuga ne resta point oisif ; il donna les plans , jeta les fondements du palais destiné à recevoir les archives quirinales du royaume , et fit construire pour la marine un arsenal , une corderie et des magasins immenses. Ces grands travaux achevés , il revint dans sa patrie , et il y mourut le 7 février 1782. Cet habile architecte s'est principalement distingué dans deux parties importantes de sa profession , la solidité et la distribution ; et , dans ce qui tient à la beauté des profils , s'il laisse quelque chose à désirer , il est du moins exempt des défauts que l'on reproche à l'école *Borrominesque*. On trouve une notice historique sur Fuga , dans l'*Abeceuario pittorico*, 1776 , édition qu'il avait revue , augmentée , et qui est ornée de son portrait. W—s.

FUGER, peintre allemand , né vers 1751 , fils d'un pasteur protestant d'Heilbronn , en Souabe , commença de très-bonne heure l'exercice de son art. Dès l'âge de onze ans , il gagnait de l'argent à faire des portraits. Ce n'est pourtant que l'année suivante qu'il fut envoyé à l'école du peintre wurtembergeois Guibal. Il alla ensuite se mettre à Leipzig sous la direction d'Oser , et plus tard il continua ses études à Dresde , dont la magnifique galerie présente tant de modèles à l'artiste , tant d'instruction au théoricien et à l'historien de l'art. Fuger commençait alors à sortir de la ligne des élèves vulgaires , et quelques productions remarquables attirèrent sur lui l'attention. S'étant rendu à Vienne , il y parut avec éclat. L'impératrice Marie-Thérèse le mit à même de passer cinq ans à Rome , et deux autres années à Naples.

Ces bienfaits le fixèrent dans la monarchie autrichienne , et lorsqu'il revint en Allemagne , il choisit Vienne pour sa résidence. Sa réputation alla long-temps croissant , et il y mit le comble par ses dessins pour la *Messiede* de Klopstock. En 1806 , l'empereur François I^{er} le nomma directeur de la galerie des tableaux du Belvédér. Fuger mourut en 1818. Sa fécondité n'avait d'égal que son amour pour l'art. Jusqu'au dernier moment , il y voua sa vie , et mourut en quelque sorte la palette à la main. Il existe de lui , tant en Italie qu'en Autriche , beaucoup de tableaux estimés. Pendant la dernière période de sa vie , il s'occupait d'exécuter en grand ses beaux dessins de la *Messiede*. P—OT.

FULVY (PHILIBERT-LOUIS ORRY, marquis de) , né à Paris le 4 avril 1736 , était fils de Jean-Henri-Louis Orry de Fulvy , conseiller d'état , intendant des finances. Ayant perdu de bonne heure son père , mort en 1751 , et son oncle Philibert Orry , contrôleur-général des finances , mort le 3 mai 1747 , il n'entra point dans la carrière de la haute administration , qui naturellement lui eût été ouverte , et se livra entièrement à son goût pour la littérature légère. Il avait d'abord consulté l'opinion publique sur ses productions , en les faisant insérer dans l'*Almanach des Muses* et dans le *Mercure* , et il publia plus tard un recueil de ses fables en un volume in-12, Madrid , 1798. C'est tout ce que le marquis de Fulvy a fait imprimer⁽¹⁾. Le dé-

(1) Ce recueil contient deux cent soixante pages. Le seul exemplaire qui en existe en France se trouve à la bibliothèque du roi. Arnault , dans un article du *Miroir* (15 mai 1823) , prétend que les poésies légères du marquis de Fulvy ont été attribuées à Monsieur (depuis Louis XVIII). Personne ne pouvait mieux le savoir que lui , puisqu'il avait le charge de valet

rangement de sa fortune et les approches de la révolution l'avaient déterminé à quitter la France, le 17 juillet 1789, pour passer en Espagne, où le célèbre Jean Orry, son aïeul, avait long-temps administré les finances de Philippe V. Il avait d'ailleurs, à ce titre, d'importantes réclamations à faire valoir auprès du gouvernement espagnol. Mais il n'en put obtenir qu'une modique pension de cinq à six mille réaux (douze à quinze cents francs), durant le long séjour qu'il fit à Madrid, jusqu'à l'invasion de la Péninsule par Napoléon en 1808. A cette époque une Portugaise d'un haut rang, la comtesse d'Almeyda, lui donna les moyens de se réfugier en Angleterre, et le mit en rapport avec Canning, qui lui rendit de très-grands services. Là, comme en Espagne, le marquis de Fulvy fit choix de ce qu'il trouva de plus délicat et de plus ingénieux dans les littératures de ces pays, ainsi que dans la littérature italienne, et il en traduisit plusieurs morceaux, quelquefois même des pièces entières en vers français. Il ne choisissait, au reste, que ce qui rentrait dans ses principes monarchiques. « Voilà, disait-il, le véritable patriotisme. » C'était le sentiment dominant de son cœur ; il se manifeste souvent dans ses fables, où il fait dire par l'abeille au papillon qui lui propose des jeux folâtres :

Mon temps n'est pas à moi,
Je le dois à ma ruche, à mes sœurs, à mon roi.

de la garde-robe de ce prince, charge que plus tard il a dit avoir achetée fort cher. Le recueil cité plus haut renfermait des poésies déjà insérées dans le *Mercur* et l'*Almanach des Muses*. Aussi Rivarol, dans le *Petit almanach des grands hommes*, parle-t-il ainsi du marquis de Fulvy : « C'est un des poètes les plus laborieux de la nation. On trouve, s'il est permis de le dire, que ses charades sont un peu trop épiques ; » ou désirerait qu'il les maintint à la hauteur de ses autres poésies. »

F—L.

Poète chaste et moral, le marquis de Fulvy, par une délicatesse qui lui était naturelle, a craint de s'être oublié une seule fois dans ses nombreuses poésies ; et il a fait en montrant cette recommandation qui l'honore : « Si l'on donne au public quelques ouvrages de moi, je veux que ce soit après l'examen le plus scrupuleux des pièces destinées à l'impression. Repentant des mauvais exemples que j'ai pu donner pendant ma vie, je suis loin de vouloir y ajouter de mauvaises leçons après ma mort. » Conduite digne d'éloges, bien différente de celle de tant d'écrivains qui lèguent à leur siècle une corruption posthume ! — Quoique le gouvernement anglais eût suppléé à la pension que le marquis de Fulvy avait perdue en Espagne, sa maison simple, comme celle d'un émigré, paraissait une sorte de sanctuaire où l'on n'entrait qu'avec respect, et dont l'accès était recherché par les étrangers aussi bien que par ses compatriotes. Modeste, plein de douceur et d'une affabilité invariable qui ne faisait aucune exception, il y représentait dans toute sa perfection l'ancien caractère de la haute société française. Homme d'esprit, et sans nulle prétention, il fut, jusque dans ses dernières années, du commerce le plus agréable. Dans un âge déjà avancé, il avait épousé une dame appartenant à une des familles les plus honorables de l'île de Jersey : il n'en eut point d'enfants. Le marquis de Fulvy mourut à Londres le 16 janvier 1823. Il laissa à sa veuve tous ses manuscrits, formant vingt-huit volumes, dans lesquels il pensait lui-même qu'on pouvait faire un choix de deux ou trois volumes capables d'intéresser le public. On a imprimé sous son nom après sa mort : *Louis*

XVIII, sa vie, ses derniers moments et sa mort, suivis du détail de ses funérailles, d'un recueil d'anecdotes sur ce prince, rédigé d'après des documents authentiques et inédits, d'un choix de ses lettres, et de quelques-unes de ses poésies : par M. F. M. de Saint-H., Paris, 1824-1825, in-12. Le marquis de Fulvy fut aussi l'auteur de quelques poésies imprimées en tête et à la suite d'une édition du fameux *Voyage à Coblenz*, par Louis XVIII (*Voy. ce nom au Supp.*). G—n—d.

FUNCK (CHRÉTIEN-LOUIS), théologien saxon, naquit le 21 mars 1751, dans le comté de Katzenellenbogen (aujourd'hui la principauté de Nassau). Comme de ses deux aînés, l'un avait été destiné à l'état ecclésiastique, l'autre avait adopté la carrière des lois, il fut résolu que Chrétien-Louis serait marchand. On le plaça encore enfant dans une maison de commerce, et il y resta cinq ans. Au bout de ce temps, le grave danger qu'il courut, pendant le rude hiver de 1767, d'avoir les pieds et les mains gelés la nuit tandis qu'il gardait les magasins, et la négligence cruelle avec laquelle son patron le traita en cette occurrence, décidèrent ses parents à le reprendre chez eux et bientôt à l'envoyer au gymnase d'Idstein. L'ardeur avec laquelle le jeune homme se livra à ses nouveaux travaux le fit avancer à pas de géant : habitué par sa vie précédente à veiller sans feu, même l'hiver, il ne se couchait qu'à deux heures du matin pour se lever à six. Il en résulta une affection hypocondriaque, qu'on eut quelque peine à guérir. En 1772, il se rendit à l'université de Rinteln, où, tout en suivant ses cours, il vint à bout de se suffire à lui-même, sans avoir souvent recours à la bourse pa-

ternelle. Avantagèrement connu de tous ceux avec lesquels il était en relation, il fut bientôt chargé d'une éducation particulière à Cassel, et même il eut le droit d'y joindre des leçons à quelques jeunes gens de la ville. Cet état de choses dura jusqu'en 1776. Il fut alors nommé pasteur à Meilingen et Zarn. De là il passa comme prédicateur à Fischbeck, fut proposé, en 1804, pour premier professeur de théologie à Rinteln, mais il donna la préférence à la chaire pastorale de Bückebourg, dans laquelle il fut installé l'année suivante, et il s'y tint jusqu'à sa mort ; qui eut lieu le 21 mai 1834. Depuis une douzaine d'années il avait renoncé à la prédication pour ne s'occuper que des affaires d'administration et d'ordre auxquelles, et comme pasteur et comme membre du consistoire, il avait nécessairement part. Il contribua beaucoup à l'établissement de deux caisses de bienfaisance, l'une pour les veuves d'ecclésiastiques, l'autre pour l'éducation des fils de veuves : aussi lorsque, conformément à l'usage allemand, ses collègues célébrèrent son jubilé en 1828, le vase d'argent qu'ils lui offrirent portait-il l'inscription : *Patri orbis et viduarum*. L'université de Rinteln avait envoyé à Funck, en 1801, le diplôme de docteur en théologie. Il avait mérité cette distinction par son ouvrage intitulé : *Moyens pour tous d'atteindre à ce qui constitue la nature et la grandeur de l'homme*, Leipzig, 1799 et 1800, 2 vol. On lui doit de plus : I. *Essai d'anthropologie pratique*, Leipzig, 1803. II. *Quid officii sit publici doctoris ecclesiæ christianæ in tractandis capitibus in quibus cum symbolis ecclesiæ plans consentire ipsum sua religio et con-*

scientia prohibere videntur, Rinteln, 1801. III. Beaucoup de morceaux et d'analyses d'ouvrages : 1^o dans les *Annales de théologie et d'histoire ecclésiastique moderne* (depuis leur origine jusqu'à la mort de leur premier directeur Hassenkamp, Rinteln, 1789-97) ; 2^o dans le recueil dont il publia sept volumes en société avec Rullmann et le huitième sans collaborateur, sous le titre de : *Matériaux pour toutes les parties de l'exercice des fonctions pastorales, avec une instruction pratique sur les moyens de les exercer conformément aux besoins de notre temps*, Leipzig, 1796-1806. IV. Des *Cantiques* (un nombre de soixante-un), Leipzig, 1761, et des *Poésies* de circonstance. P—OT.

FUNCK (CHARLES-GUILLAUME-FRÉDÉRIC de), lieutenant-général et historien allemand, naquit le 13 déc. 1761, à Brunswick, où son père remplissait les fonctions de conseiller aulique. Après avoir reçu une première éducation très-soignée, il fréquenta le gymnase de Wolfenbützel, et entra, en 1780, au Carolinum de Brunswick. Là il eut le bonheur d'avoir pour professeurs et pour guides des savants tels que Jérusalem, Ebert, Eschenburg, Arnaud, Schmidt et Gærtner; aussi, grâce à la mémoire extraordinaire dont il était doué, devint-il en peu de temps l'élève le plus distingué de cette école célèbre. En 1780, il se rendit à Dresde où il avait plusieurs parents. Longtemps indécis sur la profession qu'il devait embrasser, il finit par choisir la carrière des armes; et, comme la petite armée de son pays natal ne lui offrait pas assez de chances d'avancement, il entra, en 1782, en qualité de sous-lieutenant dans les gardes du

corps de l'électeur de Saxe. En 1784, il fut nommé lieutenant et aide-de-camp du chef de ces gardes; mais bientôt quelque méintelligence s'étant élevée entre lui et les officiers de l'état-major, Funck, pour éviter un éclat, sollicita et obtint son congé (1785). Ne pouvant rester oisif, il se livra à des travaux littéraires, qui, d'abord, se bornèrent à des articles insérés dans la *Gazette littéraire d'Iéna*. Il fit aussi quelques voyages où il recueillit des matériaux pour plusieurs ouvrages historiques. De retour à Dresde, en 1787, il épousa mademoiselle d'Unruh, dame de la cour de l'électrice douairière de Saxe, mais il la perdit en 1797. Pendant les neuf années de cette union, qui fut très-heureuse, Funck écrivit l'*Histoire de l'empereur Frédéric II* (Zullichau et Freistadt, 1792, un vol. in-8^o), et prit part à la rédaction de la *Gazette littéraire d'Iéna*. Le gouvernement saxon ayant résolu en 1790 de créer une cavalerie légère, le comte de Bellingarde, qui fut chargé de cette opération, décida Funck à rentrer au service, et le fit nommer chef d'escadron dans un nouveau régiment de hussards. Funck travailla avec le plus grand zèle à l'instruction de ce corps, et dès qu'elle fut terminée il reprit ses occupations littéraires. Il venait de mettre la dernière main à une histoire très-détaillée de Saxe, et il allait la livrer à l'impression lorsque, par suite de la guerre contre la France, il fut obligé de partir avec son régiment. Pendant le séjour de Funck à Kœlleda, petite ville située sur le Rhin, un incendie consuma tous ses effets parmi lesquels se trouvait le manuscrit de l'ouvrage que nous venons de citer. Ce fut une perte d'autant plus grande que l'auteur

avait consulté une foule de documents inédits, et qu'il n'a jamais voulu recommencer son travail. En 1795, lorsque la guerre devint générale pour toute l'Allemagne, le régiment de Funck fit partie du contingent de la Saxe, et fut placé sous les ordres du général prussien Kalkreuth. Funck prit part à un grand nombre de combats et montra dans les moments critiques autant de bravoure que de sang-froid. Ces occupations militaires ne le détournèrent pourtant pas de la culture des lettres : il travailla de nouveau à la *Gazette littéraire d'Iéna*, et il créa avec Schiller et Goethe, un nouveau journal littéraire, intitulé *les Heures*, qui compta bientôt parmi ses rédacteurs les écrivains les plus distingués de l'Allemagne. En 1801, Funck devint major, et en 1805, il fut nommé premier aide-de-camp du général de Zezschwitz, commandant en chef du corps de quinze mille hommes que l'électeur de Saxe avait fourni à la Prusse en vertu du traité d'alliance qu'il venait de conclure avec cette puissance. Funck se trouva à la bataille d'Iéna, où il reçut des blessures graves et fut fait prisonnier par les Français. Il obtint une audience de Napoléon qui, d'abord, ne voulait pas le reconnaître pour Saxon, à cause de son uniforme qui était celui de l'armée prussienne. Dans le cours de la conversation, Napoléon lui dit qu'il ne regarderait pas la Saxe comme un pays conquis; Funck ne manqua pas de relever ces paroles, et demanda à l'empereur la permission d'en faire part à son souverain; ce qui lui fut aussitôt accordé. Il partit à l'instant pour Dresde à pied, car son cheval avait été tué sous lui, et il ne pouvait pas s'en procurer un autre. Il y arriva au moment où

l'électeur et sa cour étaient sur le point de se réfugier à Breslau. La communication de Funck les décida à suspendre leur départ; l'électeur ordonna à celles de ses troupes qui se trouvaient encore dans l'armée prussienne de l'abandonner, et déclara son pays neutre. Funck, chargé de transmettre cette déclaration à Napoléon, se rendit auprès de lui à Halle, et remplit sa mission si bien, que l'empereur fit sur-le-champ cesser les hostilités contre la Saxe, reconnut la neutralité de ce pays, et résolut de conclure avec l'électeur un traité de paix et d'alliance. Frédéric-Auguste choisit comme plénipotentiaires, pour entrer en négociation avec Napoléon, son ministre des affaires étrangères, le comte de Bose, et Funck. Tous les deux se rendirent à Berlin, où se trouvaient Napoléon et M. de Talleyrand, qui entra aussitôt en conférence et déclara d'abord à Funck, que l'empereur serait charmé de faire la connaissance personnelle de l'électeur. L'envoyé saxon retourna immédiatement à Dresde, et rendit compte à son souverain de ce désir de Napoléon. Frédéric-Auguste partit à l'instant pour Berlin; mais ne voulant pas s'écarter de l'ancien cérémonial de sa cour, il mit huit jours à faire un voyage de vingt-deux milles qu'il aurait pu faire en une journée; et, lorsqu'il arriva à Berlin, Napoléon était parti pour la Pologne. L'électeur ayant ainsi manqué le but de son voyage, profita cependant de cette occasion pour se lier avec M. de Talleyrand et avec le major-général Berthier. Le traité de paix et d'alliance entre la Saxe et la France fut conclu à Posen, et lorsque Funck en porta l'acte à l'électeur à Dresde, ce prince, devenu roi, lui fit présent

d'une bague en diamants. Napoléon lui donna à la même occasion une tabatière en or, ornée de son chiffre en brillants. Plus tard il fut nommé lieutenant-colonel, puis colonel, et enfin aide-de-camp-général du roi, qui lui conféra la décoration de Saint-Henri. Quelques troupes du contingent que la Saxe avait fournies à Napoléon s'étant ensuite révoltées dans les environs de Posen, Funck fut envoyé auprès de Napoléon, qui se trouvait au château de Finkenstein : « Vos troupes, lui dit l'empereur, se sont révoltées pour des causes religieuses; car vous autres Saxons, vous êtes de zélés protestants, et nous, Français, nous sommes catholiques. » Funck répondit qu'il ne croyait pas que la religion fût pour quelque chose dans cette rébellion, puisque la plus grande tolérance régnait en Saxe, et que le roi lui-même était catholique. — « Si vous avez, répliqua Napoléon, d'autres motifs à donner, dites-les. » Funck lui exposa qu'il était probable que, pendant la marche des troupes saxonnes à travers la Silésie, les Prussiens avaient cherché à les indisposer contre les Français; que ces troupes mêmes auraient pu avoir de la répugnance à séjourner en Pologne, et que d'ailleurs les fatigues et les privations suffiraient pour mécontenter des militaires peu aguerris. L'empereur parut satisfait de cette explication, et dit à Funck en le congédiant: « C'est une chose faite! quand même votre armée entière de trente mille hommes se serait révoltée, j'aurais eu assez de monde pour la réduire à l'obéissance. Au reste, je suis persuadé que les Saxons feront leur devoir aussi bien que toutes les autres nations. » Lorsque Napo-

léon, après avoir terminé cette campagne, retourna en France, Funck eut l'honneur de l'accompagner pendant son voyage par la Saxe jusqu'à Erfurt. En 1807, il suivit le roi Frédéric-Auguste à Varsovie, où celui-ci reçut le serment des habitants de la partie prussienne de la Pologne qui lui avait été cédée par le traité de Tilsitt. Il y fut accueilli avec une bienveillance marquée par le maréchal Davoust, et importuné de sollicitations par une foule de Polonais et de Français qui connaissaient son influence auprès de Frédéric-Auguste; il repoussa toutes les demandes qui ne lui parurent pas fondées, et s'arrangea toujours de manière à ne pas déplaire à Napoléon et à conserver son puissant appui au roi de Saxe. Il eut souvent pour cela à combattre les exigences de ses généraux, et se rappela plus d'une fois les conseils de M. de Talleyrand, qui lui avait dit : « Vous devez regarder ces messieurs comme des partisans qui font la guerre pour leur propre compte; s'ils réussissent, l'empereur leur témoignera sa satisfaction; s'ils échouent, soyez sûr qu'ils seront désavoués. » En 1808, Funck accompagna le roi à Erfurt, et vers la fin de la même année, en Pologne. En 1809, lorsque Napoléon, armant de nouveau contre l'Autriche, nomma le prince de Ponte-Corvo commandant en chef du corps saxon fort de dix-neuf mille hommes, Frédéric-Auguste envoya Funck à Dresde pour l'y recevoir. Bernadotte lui promit de réorganiser l'armée saxonne, bien qu'il se trouvât offensé d'avoir été nommé commandant d'un corps de troupes si peu considérable, et bien que l'empereur n'aimât pas trop les Saxons à cause de ce qui s'était passé en Pologne.

Au retour du roi à Dresde, Funck fut nommé major-général, et inspecteur de la cavalerie, mais il ne prit aucune part à la campagne suivante. Les troupes saxonnes ayant quitté leur patrie pour rejoindre la grande armée placée sur les bords du Danube, et la Saxe se trouvant ainsi exposée à être envahie, le roi s'établit avec sa cour à Francfort-sur-le-Mein, où Funck le suivit, et devint son conseiller le plus intime. De là, Frédéric-Auguste l'envoya à Schœnbrunn, complimenter Napoléon sur le gain de la bataille de Wagram. Dès cette époque, des symptômes de mécontentement se manifestaient contre les Français sur divers points de l'Allemagne et notamment en Saxe. Dans une de ses conversations avec Funck, Napoléon lui dit brusquement : « On ne m'aime pas en Saxe, n'est-ce pas ? » Le général saxon répondit que bien au contraire on l'admirait ; mais s'apercevant que l'empereur n'y ajoutait pas foi, il lui dit franchement : « Sire, vous avez beaucoup fait pour le roi, mais rien pour la Saxe. » Napoléon, loin de se fâcher de cette observation, en reconnut la justesse, et comme il songeait alors sérieusement au démembrement de la monarchie autrichienne, il dit à Funck qu'il serait possible de réunir à la Saxe quelques parties de la Bohême. « Ce serait, lui répondit celui-ci, un pré-sent fort dangereux, si l'on n'y joignait le cercle de Leitmeritz ; mais la possession de cette contrée rendrait la Saxe trop voisine de Prague. » Napoléon en convint et invita Funck à adresser sur cela au ministre des affaires étrangères, le duc de Cadore, un mémoire où il proposerait une compensation pour les cercles de Bohême qui ne conviendraient pas à la Saxe. Funck, dans un

mémoire, indiqua le territoire d'Ex-furt, ainsi que les pays de Reuss et de Schwarzbourg. Le ministre répondit que l'empereur ne s'opposait pas à cette concession ; mais le roi de Saxe la repoussa, parce qu'elle répugnait à ce sentiment de justice et d'équité qui le caractérisait à un si haut degré ; d'ailleurs les négociations avec l'Autriche ayant pris une autre issue, ces ouvertures durent en rester là. Après le retour du roi à Dresde, Funck y revint aussi, mais il se brouilla avec les personnages les plus haut placés au sujet d'un achat de chevaux de remonte, et, par suite, on l'éloigna de Dresde en lui donnant le commandement d'une brigade de cavalerie légère cantonnée à Wurzen. A la même époque, il fut promu par droit d'ancienneté au grade de lieutenant-général. Dans le mois de mars 1812 les troupes saxonnes qui devaient former le septième corps de la grande armée se réunirent à Gaben, et le général Regnier y arriva pour en prendre le commandement. Le corps saxon partit pour la Pologne ; la brigade de Funck, qui en forma l'avant-garde, fut postée à Lublin, et le 7 juin son chef fut nommé commandant de toute la cavalerie saxonne. La guerre ayant éclaté contre la Russie, la grande armée franchit les frontières de cet empire. Le corps saxon, séparé de l'aile droite, se trouvait sous les ordres du feld-maréchal autrichien Schwarzenberg. Le 10 août, le septième corps se battit en masse contre l'ennemi, et le mit en déroute. La lutte la plus vive eut lieu sur l'aile gauche des Saxons où Funck se trouvait avec sa brigade, renforcée de quatre bataillons d'infanterie de celle de Sahr, et de deux bataillons de la division Lecocq. Le combat dura huit heures, et le

général en chef approuva toutes les dispositions que Funck avait prises. Les combats suivants se terminèrent aussi à l'avantage des Saxons, et dans tous Funck et les troupes sous ses ordres firent preuve de bravoure. Les malheurs qui frappèrent la grande armée obligèrent le septième corps, comme les autres, à quitter la Russie; dans sa retraite il se borna à couvrir le grand-duché de Varsovie, et se rapprocha de plus en plus de la Vistule. Funck, qui était à la tête de la cavalerie, et dont la brigade avait été augmentée d'une colonne mobile de troupes polonaises, se trouvait toujours le plus près de l'ennemi, et protégeait le développement des divisions Lecoq et Dürutte. Arrivé près de Varsovie, on lui signifia l'ordre de remettre le commandement au général Sahr et de retourner dans sa patrie, attendu qu'on l'avait mis à la retraite à cause de la faiblesse de sa santé. Le 12 janvier 1813, il quitta sa brigade et partit pour Varsovie. Le général Regnier déclara plus tard que Funck avait été destitué parce que Napoléon avait recommandé au roi de Saxe d'attacher au septième corps le général Thielmann. De retour à Dresde, Funck fut bien accueilli par le premier ministre M. de Senff, et par les autres grands fonctionnaires du royaume; mais on le tint éloigné du roi, et il ne lui fut même pas possible de faire parvenir une seule lettre à ce prince. Blessé de ce dédain, il se rendit à Wurzen où demeuraient ses deux sœurs et sa fille, et là il se livra à des travaux littéraires, sans cependant perdre de vue les événements politiques et militaires. Lorsque le maréchal Davoust, marchant vers Dresde à la tête de dix mille hommes, arriva à Wurzen, il alla voir

Funck et l'invita à dîner. Au dessert, où la conversation était devenue intime, le prince d'Eckmühl lui exprima son étonnement de ne le plus voir en activité : Funck répondit qu'il avait été obligé de céder sa place au général Thielmann. Davoust en fut indigné, et, après avoir dit que cet officier lui était redevable des importants commandements qu'il avait obtenus, il ajouta : « Nous ne l'avons pas connu. » La bataille de Leipzig changea entièrement la position de la Saxe; on y établit un gouvernement russe qui offrit une place importante à Funck, mais celui-ci la refusa, déclarant qu'il n'accepterait aucun emploi sans y avoir été nommé par son roi. Lorsqu'en juin 1815, ce prince rentra dans sa capitale après une absence de vingt mois, Funck se présenta devant lui, et fut accueilli avec une extrême bienveillance. Frédéric-Auguste, instruit des calomnies dont ce fidèle serviteur avait été l'objet, annula sa mise en retraite, et le réintégra dans son grade de lieutenant-général de cavalerie. A la fin de la même année, Funck fut envoyé au quartier-général du duc de Wellington, pour régler les subsides que l'Angleterre devait à la Saxe, et il suivit plus tard ce feld-maréchal à Paris. Comme les relations diplomatiques n'étaient pas encore rétablies entre la cour de Saxe et celle de France, Frédéric-Auguste chargea Funck de servir d'intermédiaire pour les communications entre les deux cours. Bien que dépourvu de lettres de créance, ce général fut reçu en audience formelle par Louis XVIII, qui promit de faire tout ce qui était en lui dans l'intérêt de la Saxe. Funck remplit bientôt après une autre mission confidentielle à Londres, revint ensuite à

Paris, et retourna en novembre à Dresde. Le roi, satisfait de ses nombreux services, lui fit don d'une somme très-considérable. Il se retira bientôt après à Wurzen, dans sa famille, où il fut atteint, en 1825, d'une apoplexie dont les attaques se renouvelèrent en 1826 et 1827, et mirent un terme à sa vie, le 7 août 1828. Funck était chevalier de plusieurs ordres étrangers, et l'université de Marbourg lui avait conféré le grade de docteur en philosophie par diplôme d'honneur. Outre l'histoire de l'empereur Frédéric II que nous avons déjà citée, et de nombreux articles de journaux, on a de lui : I. *Tableau de l'époque des croisades*, Leipzig, 1820-1824, 4 vol. in-8°, ouvrage qui se distingue par un style pur, correct et animé, et où l'auteur a su rendre intéressants tous les personnages qu'il met en scène. II. *Souvenirs de la campagne que les troupes saxonnes firent en 1812, sous le général Regnier*, œuvre posthume publiée par M. Ferdinand de Witzleben, Dresde, 1830, un vol. in-8°, écrit qui renferme non seulement un récit fidèle de cette campagne, mais aussi des renseignements curieux sur l'organisation intérieure des troupes saxonnes et sur l'esprit qui les animait. On a trouvé parmi les papiers de Funck le plan et des matériaux : d'une histoire de Hongrie.

M—A.

FURLONG (THOMAS), poète irlandais, naquit vers 1797, à Searawalsh, aux environs d'Enniscorthy, dans le comté de Wexford. Son père, qui était fermier, lui donna l'éducation nécessaire pour qu'il entrât dans une maison de commerce. Effectivement, à quatorze ans, il fut placé comme apprenti chez un marchand de

Dublin. Mais ses occupations étaient bien peu en harmonie avec ses goûts, et tout le temps qu'il pouvait dérober aux soins du négoce était consacré à la littérature. Doué d'un véritable talent, il imita ce qu'il lisait, ou plutôt il n'imita pas. Sa parole s'épanouissait en vers comme d'elle-même et presque dès le temps où il eût été embarrassé de bien définir ce que c'est qu'un vers. Divers recueils de Dublin et même de Londres avaient admis ses essais, dans leurs colonnes, qu'il était encore commis surnuméraire dans son comptoir. Son apprentissage fini et après divers petits événements, un admirateur de son talent, nommé Jameson, lui donna dans sa maison de distillerie une place de confiance qui, entre autres avantages, offrait au jeune auteur la perspective d'être libre la plus grande partie de la journée. Il put alors se livrer à sa vocation, et il acquit en peu de temps une célébrité qui mit son nom à côté de celui de Moore, bien que nous n'entendions en aucune façon établir égalité entre les deux poètes. Furlong mourut trop tôt pour donner toute la mesure de son talent. S'il n'offre pas les brillantes couleurs de son rival, sa manière a quelque chose de plus franc, son style est simple et plein de charme, lorsqu'il veut être touchant, simple et incisif, lorsqu'il veut mordre ou plaisanter. Il excellait dans la parodie, dans la satire ; et quoique prenant surtout, pour sujet de ses sarcasmes, les types irlandais, sa moquerie sortait souvent de ces étroites limites et atteignait les généralités. Plus d'une fois, ce fut pour les journaux de Londres une bonne fortune que la reproduction d'une parodie de Furlong. Ses compositions lyriques étaient éminemment populaires : elles étaient

chantées également au piano par les élégantes ladies de la capitale de l'Irlande, et avec accompagnement d'orgue de Barbarie, par les sirènes muniées des carrefours. Ces succès, peut-être moins faciles qu'on ne l'imagine, négâtèrent point l'urlog, et il travailla sérieusement à des compositions de plus longue haleine, lorsqu'il fut frappé de mort à la fleur de l'âge, le 25 juillet 1821. On a de lui : I. *Le Misanthrope*, poème didactique, 1820. II. *Le Triomphe de Deucalie*, poème (posthume). III. Beaucoup d'articles, notamment dans le *New Monthly Magazine* (1821), le *Morning Register* (1825), et le *Robins's London and Dublin Magazine*. IV. Des poésies parmi lesquelles nous signalons sa *Défense de la poésie*. Il laissa manuscrite une traduction en vers des chants du barde celtique Carolan. — P. or

FURNALETTO (BONAVENTURA), l'un des principaux maîtres de chapelle dans le dix-huitième siècle, naquit à Venise en 1731. À l'âge de dix-sept ans, ne se croyant encore qu'un amateur, il composa une messe que l'on exécuta devant le patriarche de Venise. Le prélat, ému jusqu'aux larmes pendant tout le temps que dura cette messe, fit appeler l'auteur, le complimenta et lui accorda toutes sortes de faveurs. À l'âge de trente ans, Furnaletto succéda à Sarti, dans la qualité de maître de chapelle, pour l'hôpital de la Piété, et lui-même composa même des morceaux de musique théâtrale saisis. Ondistingue, parmi ses oratorios, *La chute des murs de Jericho*, *L'Épouse des cantiques*, un *Dieu* remarquablement formidable. Appelé à diriger la chapelle de Saint-Marc, il surpassa en talent, en renommée, son prédécesseur Bertoni,

et il se perfectionna au point de composer avec tant de facilité, qu'il ne faisait aucune correction à ses partitions. Il sortit de son école une foule de chanteurs, d'organistes et de compositeurs, pour lesquels il publiait un *Traité de musique*. Léopold, empereur d'Autriche, appela Furnaletto à Vienne, et il ordonna que les ouvrages de ce maître fussent exécutés successivement dans la chapelle impériale. En 1797, tous les ouvrages de Furnaletto furent envoyés à Paris, où on leur fit un accueil très distingué. Salieri nous a dit à Vienne qu'un jour il avait entendu un *O salutaris* de Furnaletto, exécuté à l'unisson par dix voix de jeunes filles, et qu'il n'avait cessé de sangloter d'émotion et d'attendrissement. C'est à Venise surtout que Furnaletto avait introduit cet usage de faire chanter à l'unisson de très-jeunes filles. Il en résultait, dit-il dans son *Traité*, une seule voix pieuse, sonore, retentissante dans les *rinforzando*, et si angélique, qu'il fallait quelquefois cesser les chants, tant elle jetait de désordre, de séduction et d'enthousiasme parmi les assistants. Salieri n'avait entendu que dix voix, mais il se figurait l'impression que devaient produire cinquante ou soixante voix chantant ainsi à l'unisson. Ce dernier honneur de la gloire des arts de Venise s'éteignit en 1817. Son genre de composition expressif, tendre, simple, admettant la répétition et le retour des *motifs*, à la manière de Paisiello, unissait dans une alliance touchante l'harmonie allemande à la mélodie italienne. On reconnaissait, disait encore Salieri, une accentuation née sur la frontière des deux grands empires de la musique. — A—D.

FURSTEMBERG (le prince CHARLES DE), de l'une des plus illustres maisons de l'Allemagne entra au service dès sa jeunesse dans l'armée autrichienne; fit la guerre contre les Turcs, puis dans la Belgique et contre les Français. Il était feld-maréchal-lieutenant en 1794, et il commandait une division de l'armée de La Tour. Il eut ensuite part à tous les triomphes de Clerfayt et de l'archiduc Charles en Bavière, en Franconie, et dirigea, à la fin de l'année 1795, l'attaque de la tête du pont d'Huningue, qui se rendit le 4 février 1796. Il fut à peu près disgracié pendant l'hiver, et mourut le 17 mai 1804.—Un jeune prince de FURSTEMBERG, de la branche subsidiale en Autriche, servit dans l'armée de l'empire pendant la même campagne, et fut fait prisonnier par les Français à Kell, lorsque cette armée se laissa surprendre et disperser par eux, pendant la nuit du 23 au 24 juin.—Un de ses parents fut nommé ambassadeur d'Autriche à St-Petersbourg en 1800.—Un autre comte de FURSTEMBERG, de la branche westphalienne, fut employé, en 1794, à l'armée prussienne comme adjudant-général du prince de Hohenlohe, et mourut le 27 septembre, des suites d'une blessure qu'il avait reçue, quatre jours auparavant, à la bataille de Kayerslautern. Z.

FURTADO (ABRAHAM), l'un des Israélites les plus dignes d'estime qui aient habité la France, était né en 1756, à Londres, où sa mère le mit au monde après avoir échappé à l'affreux tremblement de terre qui venait d'anéantir presque tout entière la ville de Lisbonne, et dans lequel son père avait été enseveli sous les ruines. Ainsi échappé à la mort avant d'être né, et privé par l'intolérance reli-

gieuse de vivre en Portugal dans la patrie de ses ancêtres, Furtado, encore enfant, vint résider en France, d'abord à Bayonne, ensuite à Bordeaux, où il se réunit à toutes ces familles juives que la persécution avait chassées de l'Espagne et du Portugal. Il y reçut une éducation soignée, et se vosa comme la plupart de ses parents à la carrière du commerce. Après avoir fait d'assez bonnes affaires dans des spéculations maritimes, il sut s'arrêter à la position qu'Horace a si bien caractérisée par les mots *aurea mediocritas*, et il acheta une propriété rurale qu'il cultiva lui-même, partageant son temps entre les soins de cette culture et l'étude des lettres, qui fut toujours son goût de prédilection. C'est là qu'il composa plusieurs écrits que ses amis ont seuls pu apprécier, puisqu'il ne les a pas publiés. Il allait les faire imprimer au moment où la mort l'a frappé (1). Il fit partie, en 1787, de la commission que Malesherbes avait formée pour aviser aux moyens d'améliorer le sort des Israélites, et quoique le plus jeune, il fut chargé de la rédaction des travaux de cette commission, que la révolution rendit bientôt inutiles. Il n'était guère possible que, dans la position où il se trouvait, Furtado ne fût pas d'abord partisan de cette révolution; mais ce fut avec toute la sagesse et la modération de son caractère. Lié avec Guadet et Vergniaud, il eut assez de sagacité et de prévoyance pour les avertir des dangers où les entraînait leur enthousiasme. Devenu officier municipal de Bordeaux, dès l'année 1790,

(1) On cite, au nombre des ouvrages inédits de Furtado, une traduction de Lucrèce et du Livre de Job, un volume de *Pensées morales et politiques*, enfin un traité fort étendu et qui n'eût pas formé moins de quatre volumes, sur l'*Harmonie des pouvoirs politiques*.

il fut proscrit à ce titre en 1793, n'ayant pas voulu fléchir devant la tyrannie conventionnelle. Il n'échappa aux proscriptions que par la fuite, et fut rendu à sa famille et à ses fonctions après la chute de Robespierre. La révolution du 18 brumaire ajouta encore à la considération dont il jouissait, et, lorsque Bonaparte, devenu empereur, voulut aussi fixer le sort des Israélites, il convoqua à Paris, en 1807, sous le nom de grand Sanhédrin, une réunion des Juifs les plus considérés de toutes les parties de son empire. Furtado en fut d'abord le rapporteur, puis le président, et dans toutes les délibérations il se fit remarquer par son éloquence autant que par la profondeur et la sagesse de ses vues. Doué d'un bel organe, d'une haute stature, ayant toutes les formes de la politesse, il devait être remarqué dans toutes les assemblées publiques. Retourné aussitôt après dans sa retraite de la Gironde, Furtado s'en éloigna une seconde fois en 1812, pour aller, avec son co-religieux Maurice Lévy de Nancy, jusqu'au fond de la Russie implorer encore une fois la clémence de Na-

poléon en faveur de quelques Israélites que le maître du monde voulait priver de leurs droits politiques. Cette mission eut tout le succès qu'il pouvait désirer, et, dès son retour à Bordeaux, il fut nommé secrétaire de l'un de ces consistoires dont il avait obtenu la création. Un peu plus tard (mars 1814), le duc d'Angoulême le désigna parmi les citoyens les plus distingués de Bordeaux pour faire partie d'une commission d'administration provisoire; mais il n'en remplit pas les fonctions par des motifs de crainte ou peut-être par suite d'une maladie réelle, ainsi qu'il le déclara. Il continua d'habiter la campagne jusqu'à ce que le calme fût rétabli. Alors il reconvra ses fonctions municipales; mais il refusa de les remplir pendant les cent-jours de 1815, et ne les reprit qu'après le second retour de Louis XVIII. Il s'en acquitta avec beaucoup de sèle, et à la satisfaction de tous, jusqu'au 20 janvier 1817, époque de sa mort. M. Michel Herr a publié dans la même année son *Eloge historique*, Paris, in-8° de 36 pages.

M—n j.





LEDOX LIBRARY



Bancroft Collection.
Purchased in 1893.

